TUFTS COLLEGE LIBRARY.
GIFT OF
JAMES D. PERKINS,
~~JUNE, 1899.~~
Oct. 1901
41152

REVUE

DES

DEUX MONDES

XXXVe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

TOME LX. — 1er NOVEMBRE 1865.

IMPRIMERIE J. CLAYE
RUE SAINT BENOIT 7
LABOR
PARIS

TUFTS COLLEGE
LIBRARY.

REVUE

DES

DEUX MONDES

XXXVe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

TOME SOIXANTIÈME

PARIS
BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES
RUE SAINT-BENOIT, 20

1865

TUFTS COLLEGE
LIBRARY.
H1152

DU

GOUVERNEMENT PARLEMENTAIRE

EN ANGLETERRE

DEPUIS 1806 JUSQU'A LA RÉFORME DE 1830

I.

PITT ET LA POLITIQUE ANGLAISE JUSQU'A LA MORT DE GEORGE III.

Il sera toujours très difficile d'écrire l'histoire; mais en vérité, dans les conditions où les auteurs qui s'y sont essayés ont été souvent placés, il semble que c'était impossible. Pour de longues périodes des temps modernes, pour des événemens mémorables et dont tout le monde connaît les résultats, des documens certains n'existent pas, ou, s'il en existe, ils sont inconnus. On est obligé de prendre les faits tels que les fournit la commune renommée ou tels que les recompose l'esprit de système. Ceux qui ne voient dans l'histoire qu'un travail littéraire, qui n'aspirent qu'à l'honneur déjà rare de raconter les faits extérieurs d'une manière claire et vive, de tracer un peu au hasard des portraits animés et naturels, et de relever le tout par des réflexions bien pensées et bien dites sur le caractère des individus et des nations, sur le train des choses humaines et sur la moralité qui en jaillit, pouvaient à la rigueur se contenter des sources d'informations où jusqu'à notre temps il leur

a été permis de puiser. Il n'est pas prouvé que les grands historiens de l'antiquité en aient eu à leur disposition de beaucoup plus abondantes, et bien leur a pris d'être pour la plupart des peintres incomparables ou des moralistes éloquens : ils ont pu, à force de talent, dissimuler ce qui manque à leurs chefs-d'œuvre. Des artistes médiocres et réduits à dire platement ce qu'ils savaient et à n'en pas savoir plus qu'ils n'en disaient n'auraient laissé souvent que des récits arbitraires ou superficiels, pleins de lacunes et d'obscurités, qui n'auraient ni mérité ni captivé la confiance. Voyez, dans les mains généralement inhabiles des modernes, ce qu'est devenu pendant bien des années l'art historique. Ces hommes de lettres de profession, qui jadis entreprenaient la narration des événemens politiques, n'ayant pas et ne pouvant acquérir une connaissance exacte de ce qu'ils voulaient raconter, tâchaient de se trouver les qualités d'imagination et de style qui pouvaient y suppléer. Forcés de s'en tenir à l'extérieur des choses, ils cherchaient l'intérêt à défaut de la vérité, car l'intérêt c'est le talent qui le donne, tandis que la vérité c'est le savoir. Or, à tout prendre, ils doutaient moins de leur talent que de leur savoir.

Le savoir, en effet, ne dépend pas toujours de nous; il faut avoir où le prendre, et nous ne créons pas à volonté les matériaux dont nous construisons l'édifice. Ce sont ces matériaux qui ont trop souvent fait défaut; il a fallu bâtir en l'air ou former d'élémens imaginaires un simulacre de réalité. Aussi, lorsque de nouvelles sources sont découvertes, lorsque des mémoires inédits, des pièces ignorées paraissent au jour, quel nouvel aspect prennent les événemens les plus connus! Comme il devient nécessaire de récrire une histoire mainte fois écrite! J'ignore si c'est une impression qui me soit particulière, mais je ne puis lire les ouvrages des historiens du second ou du troisième ordre des temps antérieurs au nôtre, sans entrer en doute sur la vraisemblance même de leur récit et sans me demander s'il est possible que les choses se soient passées comme ils le disent.

C'est qu'effectivement il n'est pas aisé de savoir comment se sont passées les choses. Les personnages historiques ne dressent pas procès-verbal de leurs actions. Leur vie ne se déroule pas en présence d'un sténographe qui prenne note de toutes leurs paroles, ni d'un photographe qui reproduise tous leurs gestes. La sphère du gouvernement se meut au-dessus de nos têtes, et nos yeux rarement y pénètrent. Lors même que les affaires publiques deviennent réellement publiques, qu'elles se décident en plein champ ou en plein forum, les hommes préparent leur rôle dans l'ombre; ils ne donnent pas les motifs de leurs déterminations. L'exécution des moindres

desseins dépend souvent, dans les affaires comme à la guerre, de circonstances que sait l'administration et qu'elle ne divulgue pas. Le public attribue au caprice ce qui a été l'ouvrage de la nécessité. L'arbitraire tient moins de place qu'on ne croit dans les choses du monde. Là même où règne la publicité des états libres, le secret enveloppe les mouvemens intérieurs des partis et ce que leurs dispositions cachées imposent à leurs chefs, et il faut encore bien de la sagacité pour expliquer leur conduite et les péripéties du drame qui semble avoir eu des millions de spectateurs. Les mêmes événemens interprétés par les lettres de Cicéron ou par ses harangues ne semblent plus les mêmes événemens, et si les premières nous manquaient, comprendrions-nous bien les secondes? Or la plupart du temps nous n'avons rien qui ressemble aux unes et aux autres, et nous sommes obligés de nous en tenir aux narrations artificielles des auteurs ou aux conjectures de notre propre esprit. Les lecteurs de notre temps ont peine à s'y résigner; pour eux, l'histoire est moins un ouvrage de littérature que de politique; ils y cherchent les nouvelles des siècles comme dans un journal, et ils ont mieux aimé qu'on leur rendît les romans historiques que l'histoire romanesque.

Ce dénûment de documens originaux n'est pas fort à craindre pour l'historien de la moderne Angleterre. On est surpris, pour peu qu'on étudie les annales de son gouvernement, de la multitude de renseignemens exacts et précis que laissent après eux ceux qui y ont participé. On a remarqué souvent que la littérature anglaise n'était pas aussi riche en mémoires que la nôtre, et il est vrai que dans ces deux derniers siècles elle n'offre qu'un petit nombre d'écrits analogues à ce que l'on appelle de ce nom chez nous. Ce que nos voisins désignent ainsi se compose le plus souvent de pièces, de notes ou de courtes éphémérides complétées et commentées d'ordinaire par une ample correspondance. La lecture de ces recueils est assez ingrate; mais dans beaucoup de cas on en peut tirer une histoire authentique qui semble par momens le calque de la réalité. Plusieurs causes contribuent à procurer aux curieux cette richesse d'informations. Les gouvernemens libres sont pour ainsi dire des gouvernemens collectifs, et ils agissent devant témoins. Les membres des deux chambres sont acteurs dans le drame, ou forment un chœur qui prend part à l'action. Ce sont des spectateurs intéressés, qui reçoivent au moins une part de la confidence des secrets de l'état, et pour peu qu'ils gardent note de ce qu'ils ont vu ou qu'ils en rendent compte dans leurs lettres, ils écrivent pour l'histoire. Le régime parlementaire est une suite de négociations continuelles, un congrès toujours subsistant, un conclave toujours ouvert. Comme pour en enregistrer plus fidèlement les actes, certaines particulari-

tés des mœurs anglaises donnent aux hommes politiques plus d'occasions de laisser des preuves écrites de leurs intentions et de leurs démarches. Ils ne se claquemurent pas dans Londres, et à Londres ils ne s'isolent pas dans leurs bureaux ou leur cabinet. Au milieu du tracas des affaires, ils vont à la campagne, visitent leurs amis, font des séjours aux eaux ou aux bains de mer, et c'était ainsi même avant que les chemins de fer fussent inventés. De là de fréquentes nécessités pour ces politiques voyageurs, pour ces ministres ambulans, de correspondre entre eux, de s'adresser des questions, des avertissemens, jusqu'à des nouvelles. Les billets mêmes où ils se donnent rendez-vous, où ils se communiquent l'objet, le jour et l'heure d'une conférence ou d'un conseil, peuvent servir à fixer une date, à établir le lien des causes et des effets, à déterminer la part de chacun dans une délibération importante. Ceux qui hors de la capitale leur donnent l'hospitalité, ceux qui font une promenade à cheval avec eux, tiennent souvent un journal de leurs conversations. Ces entretiens entre gens de même parti ou de partis divers prennent souvent le caractère d'une entrevue dont on a soin de constater les détails ou les résultats. Les conseils de cabinet eux-mêmes ne sont pas de simples causeries qui ne laissent aucune trace. Souvent le premier ministre ou celui qui a provoqué la réunion y présente un rapport où les questions sont exposées, les solutions discutées. Robert Peel n'y manquait jamais, et la série de ses *memorandum* spéciaux, éclaircis et complétés par les débats auxquels ils ont donné lieu, font le grand intérêt de ses mémoires, si instructifs pour qui veut apprendre l'art de traiter méthodiquement les grandes affaires. Les avis opposés y sont souvent résumés et motivés dans une lettre ou une note communiquée aux membres du gouvernement. Les délibérations prises sont presque toujours mentionnées avec les noms des délibérans sur des minutes qui forment comme les archives du cabinet. Enfin, quand il faut obtenir l'agrément du roi ou lui rendre compte de l'état d'une affaire, la communication est rarement orale et directe, et le premier lord de la trésorerie entretient avec le prince un commerce épistolaire. Le roi ne tient guère de conseil privé que pour donner une forme régulière à des décisions prises antérieurement dans le cabinet. Les ordres en conseil ont seuls un caractère obligatoire pour les sujets britanniques; les résolutions du cabinet, qui n'est guère qu'un comité du conseil privé, ne sont valables que pour les ministres et ceux de leurs subordonnés auxquels ils les notifient. Ainsi une grande partie du gouvernement se résout en une procédure écrite. Ajoutons que les deux premiers rois de la maison de Brunswick ne parlaient pas anglais, ou le parlaient si mal que Walpole, si

longtemps dépositaire de leur confiance, ne communiquait avec eux qu'en latin. Ainsi s'est établi le mode sommaire et laconique de communication usité entre le prince et le chef de son conseil. George III parlait bon anglais, et il aimait à se mêler de ses affaires. Cependant il voyait très peu ses ministres, et les plus importantes se traitaient par écrit entre M. Pitt et lui. C'est par lettre que le premier obtint le renvoi du chancelier, lord Thurlow (1792). C'est par lettre qu'il fit décider le départ de lord Malmesbury comme négociateur avec la France (1796). Et lorsqu'après dix-sept ans d'une laborieuse et brillante administration, il résolut d'y mettre un terme, si le roi se refusait à ses vues libérales en faveur des catholiques, la proposition, le refus et la démission, tout fut épistolaire (1801). Du premier jour où la correspondance s'engagea jusqu'à celui où un nouveau ministère fut formé, c'est-à-dire pendant une crise ministérielle de cinquante-deux jours, sur lesquels la folie du roi n'en prit que dix, M. Pitt ne le vit pas avant le dernier, c'est-à-dire avant l'audience de congé où il remit le sceau de l'échiquier.

Ces singularités contribuent à expliquer comment depuis peu on a réussi à exposer avec beaucoup d'exactitude, jour par jour quelquefois, et même dans l'occasion heure par heure, les événemens tant publics que secrets de l'histoire du gouvernement britannique dans ce siècle. C'est ainsi qu'en écrivant son intéressante vie de Pitt, lord Stanhope a pu composer un ouvrage d'un genre nouveau, dont l'imitation tentera les écrivains qui ont plus de conscience que d'amour-propre. C'est une histoire où l'historien s'efface. Il se retire dans la coulisse toutes les fois qu'il peut mettre en scène et faire parler le héros et les autres personnages de la pièce, et il le peut souvent, grâce à la masse considérable de témoignages contemporains, presque toujours authentiques, dont il a pu disposer. Lorsqu'il tient ainsi dans ses mains la preuve écrite, il la donne textuellement ou l'analyse de si près qu'il n'y ajoute rien du sien. Il ne s'amuse point à faire en son nom un récit travaillé à l'effet, à prodiguer les portraits brillans et les réflexions ambitieuses. Il fait du talent dont il a donné tant d'excellentes preuves le plus sobre usage, ne suppléant à l'éloquence des faits que lorsque la nécessité l'y contraint; mais en ayant l'air de se borner à rechercher curieusement les autorités et les citations, à les ranger avec ordre, à les comparer avec soin, à les interpréter avec justesse, il compose, sans pour ainsi dire y prétendre, le récit le plus instructif, le plus complet, le plus attachant et le plus vrai.

Aussi qu'arrive-t-il? Lord Stanhope est plus consciencieux qu'impartial. Du moins sa juste admiration pour un homme d'état qui

n'a peut-être pas été surpassé dans son pays va-t-elle jusqu'à rehausser de louanges égales toutes les parties de son caractère et de sa conduite, et il lui décerne ou peu s'en faut l'infaillibilité politique; mais il est tellement sincère, attentif, exact, qu'il met dans les mains du lecteur tous les moyens de juger, s'il y a lieu, autrement que lui, et dans les occasions très rares où nous oserions risquer une appréciation différente de la sienne nous ne consulterions pas un autre livre que le sien.

Un mérite analogue se révèle dans les essais sur les administrations de la Grande-Bretagne de 1783 à 1830 laissés par sir George Cornewall Lewis (1). Le ministre et l'écrivain dont la politique et les lettres déplorent également la perte prématurée, le philosophe qui a participé à la renaissance des études logiques en Angleterre, l'helléniste qui a publié les premiers commentaires sur des textes fraîchement découverts, l'historien qui est entré en lice avec Niebuhr au sujet des antiquités primitives de Rome, le publiciste qui a porté dans la politique spéculative les lumières que donnent l'érudition et l'expérience, l'ami de Tocqueville qui a été directeur de *la Revue d'Édimbourg* et chancelier de l'échiquier, n'a pas composé des administrations de son pays une histoire suivie et complète; mais ses essais détachés, qui se rejoignent aisément, que lie ensemble le fil d'un esprit méthodique et consistant, offrent un ensemble de faits et de jugemens qu'on n'aurait pu, sans des recherches multipliées, recueillir et rapprocher. Aussi, avec son secours et celui de quelques autres ouvrages de moindre valeur, il nous semble facile de réunir ici quelques traits d'une esquisse du gouvernement de l'Angleterre durant une période assez récente, et cependant peu connue, celle qui s'est écoulée depuis la fin de Pitt et de Fox jusqu'au ministère de la réforme.

I.

Les deux grands noms que nous venons d'écrire ont longtemps absorbé toute l'attention de quiconque voulait étudier l'Angleterre dans sa dernière et terrible lutte contre la France. Cependant cette lutte n'a pas fini avec eux, puis elle a été suivie d'une paix d'un demi-siècle, bienfait inoui pour les deux pays et pour le monde. Il n'y a donc que justice à s'enquérir de ce qu'ont fait et de ce qu'ont valu les successeurs de Pitt et de Fox. Aussi bien ce recueil a-t-il déjà envers l'un et l'autre assez largement acquitté sa dette. Depuis les excellens travaux de M. de Viel-Castel sur les deux Pitt,

(1) *Essays on the Administrations of Great Britain from 1783 to 1830*, by sir George C. Lewis, 1864.

la *Revue* a plus d'une fois retouché le portrait du fils de Chatham, et ce n'est pas à moi de dire quelle main a pris soin de relever en contraste l'image de son rival (1).

Les circonstances de ces derniers temps devaient, même parmi nous, donner des partisans à la mémoire de Pitt. Les adversaires des révolutions étaient en faveur. Le temps est loin (comment a-t-il pu exister jamais?) où une assemblée sérieuse déclarait solennellement, « au nom du peuple français, que Pitt, ministre de George III, était l'ennemi du genre humain. » Et, commentant dignement ce texte, Barrère, qui ornait de bel esprit le jacobinisme, croyait peindre pour l'histoire en représentant Pitt « comme un jeune esclave d'un roi en démence, insensible à toute autre gloire que celle des oppresseurs, qui n'a de la politique que les crimes, du gouvernement que les calculs, de la fortune que l'avarice, de la renommée que les intrigues. » Voilà une heureuse suite d'antithèses et de la rhétorique bien placée!

Ces absurdités sont bien passées. On place en France Pitt à son rang, plus haut peut-être. Il règne encore une prétention à l'esprit de gouvernement qui lui est très avantageuse, et lui aussi, il profite de la réaction. Ce n'est pas que j'aie rien à objecter aux excellens et solides articles qu'ici même M. Calmon a consacrés à l'examen de son administration en le considérant surtout comme chancelier de l'échiquier (2). Pitt avait sur les finances d'un grand état autant de lumières qu'aucun de ses prédécesseurs et presque toutes celles qui avaient commencé à se répandre de son temps. Ses illusions mêmes sur l'amortissement étaient celles de plus d'un grand esprit, et tout au moins doit-on reconnaître encore que l'existence d'un fonds de rachat annuel de la dette est une garantie d'ordre et un signe de prévoyance; mais c'est surtout en lui l'homme politique qui faisait le grand financier. La fermeté, la hardiesse, la persévérance, donnaient seules une pleine efficacité aux conceptions de son esprit pour le rétablissement et le maintien de la fortune publique, ou pour la création des ressources extraordinaires qui devaient soudoyer une guerre universelle. C'est le caractère et la volonté qui ont fait de lui un ministre des finances hors ligne.

Quelques louanges cependant qu'il ait méritées sous ce rapport, il nous paraît toujours que son administration se divise de droit en trois époques, qui peuvent être appréciées différemment. Nous sommes de l'avis de lord Macaulay. La première, celle qui s'étend de 1784 à 1792, est celle qui peut être admirée sans restriction. Plu-

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre 1854 et du 1er janvier 1856.
(2) Voyez la *Revue* du 15 mai et du 1er juin 1864.

sieurs des reproches de Burke sur la manière dont elle se forma subsistent sans doute. Les menées qu'il encouragea, les faiblesses qu'il courtisa, les préjugés qu'il exploita étaient peu dignes de lui; en un mot, il arriva par une intrigue; mais ce qu'il voulait renverser, le cabinet de la coalition, était lui-même une intrigue, et il faut de bonne heure s'habituer à trouver dans Pitt ce qui se rencontre d'ordinaire chez les hommes prédestinés au gouvernement, une conviction si profonde et si naïve de leur droit de commander aux autres, que pour eux l'intérêt de leur puissance se confond avec l'intérêt public, et qu'ils croient rendre service à l'état en satisfaisant à tout risque leur ambition. Il est juste qu'ils soient les maîtres, tout est juste pour qu'ils le deviennent. Il y a du César, c'est-à-dire du tyran, chez eux tous.

Du moment que la guerre de la révolution est commencée jusqu'aux approches de la paix d'Amiens, une nouvelle période s'ouvre. Pitt est appelé à donner des preuves de résolution, d'activité et de courage qui le font apparaître avec une grandeur inattendue. C'est l'époque dramatique de sa vie, celle qui a excité les plus fortes haines et par conséquent les plus vives admirations. Il s'en faut pourtant que ces neuf années de gouvernement soient irréprochables. Son énergie eut souvent à compenser les fautes de son jugement. Il ne se forma peut-être jamais une idée juste de la révolution française, et, sans cesse dépassé par elle, il lui fit face plus par son caractère que par la justesse de ses vues. Incertain entre la guerre de principes, que Burke demandait à grands cris, et la guerre de droit commun, qui était plus dans ses idées, il proportionna rarement les moyens au but. On a, non sans raison, critiqué ses plans d'expédition sur le continent. Le débarquement en Hollande finit d'une manière honteuse par l'effet d'une double faute. Il s'était complétement trompé sur les dispositions de la nation qu'il espérait soulever. Il avait opéré dans une saison beaucoup trop avancée. C'était le moment même où le général Bonaparte revenait d'Égypte. Il venait changer la scène, et quand il se fut emparé du souverain pouvoir et qu'il offrit la paix, Pitt ne se douta même pas de la différence infinie d'une assemblée révolutionnaire au général victorieux qui la disperse à coups de baïonnette pour régner en sa place. Il ne vit dans Bonaparte que l'incarnation du jacobinisme, *l'enfant et le champion de ses atrocités*. Jamais, à l'entendre, il n'avait été moins à propos de négocier; jamais il n'y avait vu plus de danger. La guerre vaillamment continuée donnait toute espérance d'obtenir enfin une *complète sécurité*. C'est ainsi qu'il parlait dans un de ses plus violens et mémorables discours. Il le prononçait au milieu de février 1800, et cinq mois après il songeait

à changer de collègues pour traiter avec celui qui venait, il est vrai, de remporter la victoire de Marengo.

Il ne subsiste rien en effet de cette fable, longtemps accréditée, de l'acharnement systématique de Pitt à perpétuer la guerre. Il n'est pas vrai qu'il ait cru qu'elle dût être éternelle, ni que, voyant la paix inévitable, il n'ait pas voulu la faire. Il n'a point laissé cette besogne à d'autres comme indigne de lui; l'honneur de l'accomplir le touchait au contraire. Ce n'était pas sans effort qu'il avait haussé toutes les facultés d'une nature régulière, d'un esprit calme et rangé, aux nécessités d'une situation pleine de troubles et de périls. L'administration intérieure, là le portait son goût, son aptitude, son génie. Il aurait voulu gouverner de sang-froid un peuple qui obéît de même.

On le sait maintenant, la vraie cause de sa retraite, et elle lui fait honneur, fut l'impossibilité d'obtenir quelque chose pour les catholiques. Il y tenait, non-seulement par des idées de justice et de tolérance, mais encore, mais surtout, parce qu'en réunissant l'Irlande à la Grande-Bretagne il n'avait pas cru pouvoir mener à bien cette utile entreprise sans donner des espérances aux Irlandais de la communion romaine. Le lord-lieutenant Cornwallis s'était engagé en son nom, et l'honneur, comme la probité, lui faisait une loi de tenir cet engagement. Malheureusement ici les fautes abondent. Il l'avait pris, cet engagement, à la légère, sans s'assurer des moyens de le remplir. Il ne pouvait ignorer l'opposition obstinée du roi à toute mesure qui affaiblirait la domination protestante, et il ne s'était nullement occupé de vaincre cette opposition, ou du moins de la préparer à céder. La jugeait-il invincible? Ses promesses alors n'étaient ni sincères ni sérieuses. Se flattait-il au contraire d'en avoir raison? Je le crois; il se sentait parvenu au point où rien dans le gouvernement n'aurait dû l'arrêter. Il négligea donc de persuader le roi : il n'aurait pas osé le violenter; mais il était l'homme nécessaire, et, sans négocation comme sans lutte, il espérait être écouté. Cela pour lui allait de soi. Or il se trompait. Pendant qu'il laissait, avec autant de respect que de dédain, le roi dans son repos, sa dignité et son ignorance, le chancelier le trahissait, informait de tout George III, et le munissait d'objections que venait corroborer encore la casuistique de deux archevêques. Pitt l'ignorait, et lorsqu'il adressa au roi cette lettre dont j'ai déjà parlé, il semblait supposer que cette affaire allait comme une autre se décider par un accord épistolaire. A la réponse prompte et raisonnée du roi, il ne sut que réaliser la menace de sa démission, renonçant sur-le-champ à l'ébranler par de nouvelles instances, à le lasser par la difficulté de lui trouver un successeur, l'aidant même à se passer

de lui en lui donnant dans Addington un ministre selon son cœur. Dira-t-on qu'il ne pensait pas qu'Addington ni le roi iraient jusqu'au bout? Mais quand il vit que la chose était sérieuse, que le roi était passionnément décidé, si passionnément que sa tête n'y résista point pendant quelques jours, il fut tellement surpris qu'il fut troublé. Il craignit d'avoir pour jamais aliéné le roi, planté dans cet esprit inflexible et agité une idée fixe avec tous ses dangers, et alors, chose incroyable, il renonça dans le présent et dans l'avenir à l'émancipation des catholiques comme condition de gouvernement. Il prit avec lui-même l'engagement de ne plus l'exiger. Il fit plus, il voulut que le roi en fût instruit, et si ce prince ne lui eût pas de très bonne foi préféré Addington et l'eût prié de retirer sa démission, je ne vois pas sous quel prétexte elle aurait été maintenue. On est allé jusqu'à dire qu'il s'attendait à être rappelé, et que l'inflexibilité du roi fut pour lui un nouveau sujet d'étonnement. Ce qui est certain maintenant, c'est qu'il se promit bien alors de ne plus troubler le repos ni la raison de son souverain par la moindre exigence en faveur des catholiques. Cette détermination lui fait peu d'honneur sous tous les rapports. J'en avais bien lu quelque chose dans une lettre de Fox; mais je savais avec quelle crédulité malveillante deux rivaux politiques admettent toute chose l'un sur le compte de l'autre. Il faut bien le dire, la correspondance de Fox ne respire pas l'impartialité : il n'accorde rien à son noble adversaire, pas même l'estime; mais cette fois il ne le calomniait pas. Il était vrai que l'auteur de la réunion de l'Irlande à l'Angleterre renonçait, pour ne pas faire de peine à un roi dont il n'était ni aimé ni compris, à proposer jamais une mesure de justice et de réparation qu'il avait promise. Sur cette grande question, qui allait pendant vingt-huit ans devenir la pierre de touche de toutes les politiques, Pitt déclarait s'abstenir désormais.

Nous arrivons à la dernière partie de sa vie politique, celle qu'il commence attendant sur son banc à la chambre des communes l'occasion d'un retour au pouvoir. Opposant de cœur, ministériel de langage pendant ces trois années d'expectative, on pourrait bien voir dans cette conduite, équivoque à dessein, une crainte mesquine de se compromettre et d'envenimer les blessures que sa retraite avait pu laisser dans le cœur ou l'orgueil du roi. Il met en avant l'intérêt de l'état, qui ordonne d'appuyer le pouvoir avant tout, les dangers de la politique de l'opposition, les griefs qui le séparent d'elle, enfin le repos et la santé du roi, qui veulent et légitiment tous ces ménagemens. C'est à merveille; mais sitôt que la patience lui échappe, qu'il voit l'opinion des chambres et du public ébranlée, il ne s'inquiète plus d'agiter l'état, d'ébranler le pouvoir,

de provoquer une crise ministérielle ou électorale, et de pactiser avec l'opposition au risque de causer au roi un nouvel accès de folie. Il donne l'assaut au ministère avec toutes les forces d'une coalition. Je ne le lui reproche pas; mais comment concilier avec ce franc jeu de la stratégie parlementaire les scrupules et les hésitations de la conduite qui a précédé, de la conduite qui a suivi? Cette coalition formée pour combattre, il consent un peu tard à la maintenir pour gouverner; il annonce que si le roi l'appelle, il lui proposera la formation d'un cabinet où Fox lui-même trouvera sa place. Lord Stanhope a répété qu'il était sincère dans ce dessein; lord Macaulay accorde la sincérité, mais regrette de ne la pas voir accompagnée de la persévérance. Je ne sais pas même, quant à moi, si Pitt fut sérieux. Il connaissait le roi, il savait que dès sa jeunesse ce prince avait eu pour ambition de soustraire le choix de ses ministères aux nécessités parlementaires, qu'il détestait l'opposition, particulièrement l'opposition whig, et Fox plus que toute l'opposition whig. Eh bien! dans une lettre adressée à lord Eldon et destinée à être lue par le roi, Pitt propose et motive la formation d'un cabinet où lord Grenville et Fox siégeraient avec lui; mais il promet de ne plus importuner sa majesté de l'affaire des catholiques, et, en la priant de prendre ses vues en considération, il ajoute que si elle a des objections à quelque partie de son plan, il est prêt à consentir à ce qu'elle décidera, et à obéir, *si elle lui commande de former un plan d'administration qui n'encourrait pas les mêmes objections.* C'était mettre le roi bien à l'aise. C'était, d'une part, promettre ce qu'il n'était pas sûr d'obtenir de Grenville et de Fox, et quant à lui c'était se rendre sans condition. Une fois assuré d'avoir dans tous les cas un ministère dont Pitt serait le chef, le roi pouvait parler en maître. Aussi il commence par le rejeter bien loin, et ne veut pas même le recevoir, afin de lui faire sentir combien ses propositions lui déplaisent. A ce refus d'audience, Pitt, moins accommodant sur les procédés que sur la politique, ne veut pas écrire davantage et dit qu'il renonce. Le roi cède aussitôt, comme peut-être il eût cédé sur tous les autres points à la même menace. Pitt, qui ne l'avait pas vu depuis trois ans, lui parle raison et obtient grâce pour Grenville et quelques amis de Fox. Il en reste là, quoiqu'il dût bien penser que les whigs ne se sépareraient pas de Fox, ni les Grenville des whigs. S'il ne le pensait pas, c'est qu'il était tombé, à l'égard du roi, de la prérogative royale et des règles de l'existence parlementaire, dans un état d'esprit peu digne de lui. Aussi abandonna-t-il aussitôt toute idée de coalition et accepta-t-il le pouvoir à des conditions qu'il avait d'avance déclarées mauvaises.

Faut-il le regretter? C'est une autre question. Le consentement

du roi n'aurait pas rendu la coalition plus facile. Pitt ne voulait être que le premier, Fox ne voulait pas qu'il le fût. Si l'un ou l'autre avait cédé, la combinaison à coup sûr n'eût pas été trouvée praticable. Fox n'a pas plus paru y croire que la désirer, et il avait raison.

Voilà donc Pitt réduit à lui-même; c'est une extrémité qu'il avait prévue, lorsqu'il disait à lord Eldon qu'il apprendrait à cet homme orgueilleux (lord Grenville) que pour le service et avec la confiance du roi il pouvait marcher sans lui, quoiqu'il pensât que dans l'état de sa santé cela pouvait lui coûter la vie. Néanmoins la politique doit tenir compte de tous les faits; sa santé déclinante en était un. Il y avait plus de courage que de sagesse à le négliger. Aussi, en admirant un héroïque dévouement au bien de l'état, on ne peut s'empêcher de reconnaître ici cette présomption téméraire, cette outrecuidance de la supériorité qui se croit toute-puissante. Il y a quelque chose de l'exaltation fébrile d'un homme déjà malade dans cette entreprise désespérée qu'il forme presque seul de gouverner l'Angleterre et de disputer l'Europe à Napoléon. S'il n'était seul en effet, il était séparé des plus importans de ses anciens collègues. Il n'avait plus avec lui ni Grenville ni Windham; une accusation flétrissante allait le priver de Dundas, qui d'ailleurs avait fait retraite à la chambre des lords. Seul à la chambre des communes avec Castlereagh, Pitt y représentait le cabinet tout entier. Aussi, malgré tous les soins de lord Stanhope pour le montrer encore égal à lui-même, les derniers efforts d'une noble éloquence et d'un noble caractère laissent percer des signes de décadence. Comme son père, il ne doit pas être jugé sur son dernier ministère. On a bien dit, pour en relever le souvenir, qu'ayant trouvé les rivages de l'Angleterre menacés par l'armée de Boulogne, il les délivra en l'envoyant sur les bords du Danube, grâce à la formation d'une nouvelle coalition continentale; mais la coalition fut vaincue, et il en mourut de douleur. Son aspect était effrayant pendant les derniers mois de sa vie. « C'est son visage d'Austerlitz, » disait Wilberforce.

Fox était peut-être, comme homme, supérieur à Pitt : il ne le valait pas comme homme de gouvernement, il était moins complet. Il lui manquait cet équilibre entre les facultés de l'esprit, les dons du caractère, les émotions de l'âme et le pouvoir de la raison, enfin cette possession de soi-même qui résiste aux entraînemens et aux caprices, toutes ces qualités qui, justement proportionnées, rendent même la médiocrité capable des affaires publiques, et qui, portées à un certain degré d'élévation, rapprochent celui qui les réunit de l'idéal de l'homme d'état. Il y avait dans son esprit, son talent, sa vie, il y avait dans sa manière, pour emprunter une expression aux

peintres, quelque chose de *lâché*, de l'incorrection dans la grandeur. Ces défauts ne sont pas toujours incompatibles avec la gloire politique. Ils n'ont point empêché Chatham de s'immortaliser en trois ans de ministère; mais la fortune n'a jamais accordé à Fox une situation où le pouvoir pût mettre en relief ses plus éminentes qualités. Il est toujours resté comme ministre au-dessous de sa supériorité naturelle. Le temps lui a manqué pour faire autre chose que des efforts, et, même mieux servi par les événemens, il n'aurait probablement jamais égalé dans la conduite des affaires son heureux rival pour la suite, la constance, la dignité, le commandement. En lui succédant au gouvernement, il ne le fit donc pas oublier, et son court ministère, pour n'avoir pas été sans honneur, ne sera point pourtant de ceux qui laissent une trace brillante dans l'histoire. Lui non plus, il ne put rien faire pour les catholiques, quoiqu'il n'y renonçât pas, et, s'il avait vécu trente jours de plus, il aurait eu dans la bataille d'Iéna sa bataille d'Austerlitz.

Lorsqu'il commençait à sentir le déclin de ses forces, il disait à son neveu lord Holland, sur qui il projetait de reporter le fardeau des affaires étrangères : « Ne me trouvez pas égoïste, jeune homme; mais l'abolition de la traite et la paix sont deux si glorieuses choses que je ne puis les abandonner même à vous. Si je peux les mener à bien, alors je me retirerai. » La traite est morte de sa main; mais dans ses derniers jours il désespérait de la paix. Il accusait de fourberie la manière de négocier de la France. Il ne paraît pas cependant que l'empereur fût alors éloigné de désirer la paix; seulement, selon son usage, s'il la voulait comme fin, il était loin d'en vouloir les moyens. A la mort de Fox, il cessa d'y croire. Il le supposait, pour avoir été l'ennemi d'une guerre de principe contre la révolution française, encore plus pacifique qu'il n'était et soupçonnait ses collègues de l'être moins. C'était une erreur. Le négociateur, lord Lauderdale, qui l'impatientait par une manière formaliste de discuter, était plus disposé aux concessions que Fox lui-même, et le cabinet n'avait changé ni d'intentions ni de principes; mais toute confiance avait disparu. Le ton des notes inspirées par l'empereur contrastait avec les conversations de M. de Talleyrand, qui a toujours ambitionné de signer une paix avec l'Angleterre. Pas plus avant qu'après la mort de Fox, lord Lauderdale n'avait été autorisé à céder la Sicile au roi Joseph, ni à traiter sans nul égard pour la Russie, qui venait de renoncer à faire une paix séparée. La négociation fut rompue au moment même où l'empereur partait pour la campagne de Prusse. La cause immédiate de la guerre était précisément l'offre qu'il avait faite de rendre le Hanovre au roi d'Angleterre. Jusqu'à la fatale année 1813, les coalitions, sans cesse for-

mées, brisées, refaites contre nous, n'en étaient pas venues à sacrifier tous leurs différends d'intérêts à la seule pensée de nous nuire, et l'on pouvait les diviser encore. C'est ce qui longtemps nous a sauvés. La révolution n'avait pas créé l'unité de l'Europe contre la France : c'est le fruit le plus amer de la politique impériale.

II.

Ni lord Grenville, qui était alors premier ministre, ni Fox, qui dirigeait les affaires étrangères, ni lord Howick, qui lui succéda, n'entendaient la guerre comme Burke l'avait imaginée et fait accepter à demi à Pitt irrité par la révolution française. Le temps ne se prêtait pas à liguer les monarchies du continent contre une monarchie nouvelle qui ne donnait que de bons exemples de pouvoir absolu. Il fallait se borner à lancer avec plus ou moins de succès et d'à-propos des expéditions navales sur les points où l'on pouvait atteindre l'influence de la France et ce qui lui restait de colonies. On ne visait plus qu'à rivaliser avec notre grandeur continentale par la grandeur maritime. C'est même du temps de Fox, pendant que se nouaient les premières négociations de M. de Talleyrand et de lord Yarmouth, que l'amirauté anglaise avait frappé de l'interdit d'un blocus fictif tous les ports du continent depuis Brest jusqu'à l'Elbe (16 mai), et Napoléon, vainqueur à Iéna, n'avait pas tardé à répondre par une fiction encore plus forcée en déclarant les îles britanniques en état de blocus (21 novembre). Ces armes étaient les seules qui restassent de part et d'autre, alors que, privée successivement de tous ses alliés, l'Angleterre était contrainte de souffrir après Iéna Eylau, après Eylau Friedland, et de laisser poser à Tilsitt les premières bases de la monarchie universelle.

Mais à cette époque le ministère était changé. Sa courte administration n'avait pas jeté un grand éclat. Ses expéditions lointaines avaient mal réussi; à l'intérieur, il avait sans nécessité prononcé une dissolution du parlement qu'il n'avait pas mieux conduite que motivée. Comme tous ceux de sa race, lord Grenville avait de la hauteur et de la sécheresse, il s'entendait peu à se faire et à garder des amis; chef d'une administration prise dans le parti qui passait pour populaire, il ne savait pas traiter avec l'opinion publique. Cependant tout indique qu'il se serait maintenu dans le parlement devant une opposition décomposée. Il songeait même à se fortifier par d'utiles alliances, celle de Canning notamment, le seul des anciens collègues de Pitt qui eût l'oreille de la chambre des communes, si tout à coup la royauté ne fût intervenue. Il est remarquable que pendant près de trente ans l'émancipation des catholi-

ques ait été à peu près la seule question de politique intérieure qui agitât le gouvernement. Sans cesse reprise, ajournée, délaissée, perdue, elle faisait et défaisait les ministères. Fox et ses collègues s'étaient résignés à l'écarter pour un temps par les mêmes raisons qui avaient décidé Pitt à l'abandonner sans retour. Ils ne trouvaient pas dans l'opinion des chambres et du public un appui suffisant pour faire violence aux préjugés du roi; mais l'Irlande leur avait bien fait crédit pour une session : sa patience n'allait pas plus loin. Des réunions se formaient, des pétitions se signaient, et le lord-lieutenant, le duc de Bedford, ne pensait pas que cette agitation pût être apaisée, si quelques satisfactions partielles n'étaient accordées à de justes mécontentemens. Telle avait toujours été la pensée du cabinet; il espérait, par des mesures de détail, relever peu à peu les catholiques à l'égalité de droits. Le duc de Bedford en proposait deux principales, leur admission — aux fonctions de shériff et dans le service militaire — aux mêmes conditions que tous les autres sujets du roi. Un conseil fut tenu le 9 février 1807; nous avons la délibération écrite. Les ministres furent d'avis que des pétitions qui ramèneraient dans les chambres la question de l'émancipation, résolue négativement par un vote tout récent, ne seraient que dommageables à la cause; mais demander que les catholiques pussent être shériffs, c'était essentiellement retraiter toute la question; les déclarer aptes à recevoir toute commission dans l'armée, ce n'était que leur reconnaître un droit déjà consenti en principe plusieurs années auparavant pour le service militaire en Irlande. L'avis unanime y fut d'introduire une clause à cet effet dans le *Mutiny bill*, c'est-à-dire dans la loi qui autorise annuellement le maintien d'une armée sous le drapeau. Les mémoires de lord Holland contiennent une peinture piquante de l'intérieur du conseil où fut prise une résolution si simple. Une dépêche conforme fut préparée pour le lord-lieutenant; mais aussitôt la correspondance obligée commença avec le roi. La minute de la délibération et de la dépêche lui fut adressée. Comme il perdait la vue, il fit écrire par son secrétaire intime une réponse où l'on ne croit pas reconnaître son style ordinaire. Il s'y montrait fort mécontent d'avoir à statuer sur de telles propositions, et il refusait. Nouveau conseil, nouvelle délibération qui passe sous les yeux du roi avec une lettre de lord Grenville à l'appui. Cette fois, par sa réponse du 12, le roi consent à l'insertion dans le *Muting bill;* mais il ne dissimule pas sa répugnance, il déclare qu'il ne peut faire un pas de plus, et compte bien que cette preuve de condescendance le préservera d'être désormais affligé (*distressed*) par quelque nouvelle proposition relative au même objet.

Peu de jours après, le duc de Bedford écrit que les comités catholiques demandent si parmi les grades accessibles à leurs coreligionnaires est compris celui de général d'état-major; le conseil est d'avis que les termes : *toute commission et toute nomination militaire*, n'admettent point d'exception. Un nouveau dossier est expédié au roi, qui le retourne sans observation. On se hâte de l'écrire en Irlande. Le lendemain, lord Howick (1), puis lord Grenville voient le roi. Il dit au premier que la mesure lui répugne beaucoup, mais qu'il en a autorisé la proposition; il ne dit rien au second, et le même jour en conséquence lord Howick fait à la chambre des communes la motion convenue. Huit jours après cependant, le roi à son lever parla publiquement contre le bill; il ajouta qu'il croyait avoir dit à lord Howick qu'il ne consentait plus à ce qu'il fût présenté. Ce silence de toute une semaine montrerait bien, à défaut de toute autre preuve, qu'il y avait eu changement d'avis et non malentendu. Le cabinet était fondé à donner une démission en masse; c'était l'avis de lord Howick, de lord Holland et de Windham. Grenville et la majorité voulurent patienter encore, et communication fut donnée au roi d'une délibération par laquelle ses *serviteurs confidentiels* (c'est la formule) lui faisaient respectueusement connaître que leur intention n'était plus d'insister sur la clause annoncée, mais qu'alors ils désespéraient d'empêcher les pétitions catholiques de venir devant la chambre, que dans le débat ils parleraient comme par le passé, chacun suivant son opinion personnelle, et qu'ils ne pouvaient lui cacher que l'état grave de l'Irlande pourrait les obliger à lui proposer dans l'occasion les mesures qu'ils jugeraient réclamées par les circonstances. Il leur répond par une note dans sa forme ordinaire, mais assez étendue, qu'étant décidé à ne faire aucune concession aux catholiques, il lui faut l'assurance positive que ses serviteurs confidentiels ne lui feront plus à l'avenir de propositions semblables. Cet engagement que Pitt avait eu la faiblesse de prendre, mais du moins de son plein gré, on ne pouvait le prendre à commandement. A une exigence qui semble digne d'un despote de l'Asie, il n'y avait qu'une réponse à faire : le ministère la fit, il se retira (mars 1807).

On a toujours cru que le roi avait sciemment marché vers ce but. Ce prince, toujours si malheureux quand on lui parlait des catholiques, qu'on n'osait insister dans la crainte de troubler sa raison, semblait exploiter cette crainte qui lui servit à brider Pitt, Fox, Grenville, Castlereagh, Canning, et deux fois à se débarrasser de cabinets diversement importuns. Dans cette dernière circonstance,

(1) Plus connu sous le nom de lord Grey.

il avait, dit-on, pris conseil des chefs de l'opposition tory, lord Eldon et Spencer Perceval. Lord Eldon fut chancelier dans le nouveau cabinet. Le vieux duc de Portland, qui avait commencé sa carrière par être le chef nominal d'un ministère whig, voulut la finir en l'étant d'un ministère tory. Il avait d'avance écrit au roi pour s'offrir à lui. Il fut accepté et premier lord de la trésorerie. On sait que lorsque ce poste est occupé par un pair du royaume, celui de chancelier de l'échiquier n'y peut être réuni, parce qu'il ne sort pas de la chambre des communes. Il revint de droit à M. Perceval. C'était, comme Pitt, comme Fox, le second fils d'un membre de la chambre haute, lord Egmont, et, ainsi que beaucoup de jeunes gens de sa condition, il avait commencé par le barreau; Pitt lui-même avait ainsi débuté. Quoiqu'il n'eût pas obtenu une grande éminence dans sa profession, Perceval, nommé procureur-général sous le ministère d'Addington, en avait été le plus utile défenseur. C'était un homme d'un honorable caractère, mais d'un esprit étroit et violent, qui n'avait guère d'un ministre que le talent de la discussion. Parfaitement agréable au roi par ses préjugés politiques et religieux, il les soutenait avec une vivacité mordante, une grande fécondité d'argumens, et toutes les ressources d'un *debater* consommé. Sans avoir pu jamais atteindre au renom d'un homme d'état, il resta jusqu'à sa mort le chef d'un cabinet où siégeaient pourtant Canning et Castlereagh; mais ces deux élèves de M. Pitt, encore jeunes, dès longtemps rivaux et bientôt ennemis, n'avaient peut-être qu'une opinion commune, ils étaient tous deux favorables aux catholiques. C'en était assez pour leur interdire le premier rang dans le gouvernement. La grande qualité de lord Castlereagh, c'était la solidité. Dénué de toute espèce de talent, il discutait froidement et pesamment; mais il allait droit au bût. Avec un esprit d'une étendue et d'une élévation moyennes, il avait un jugement sûr, une fermeté à toute épreuve, une dignité et un sang-froid inaltérables. Canning au contraire, du même âge que lui, mais destiné à rester toujours jeune, était par nature un homme de lettres, d'un talent facile, d'une facile imagination, mais qui, s'il ne fût resté qu'un écrivain, n'aurait jamais approché de la perfection. Il en approcha davantage comme orateur; du moins sa parole animée et brillante, hardie, passionnée même, charmait-elle ceux qui l'écoutaient sans les convaincre toujours. Élevé comme en serre-chaude par M. Pitt, gâté par le faible que ce grand ministre avait pour lui, agité d'une ambition hâtive, il portait une sorte d'inquiétude dans toutes les situations comme dans toutes ses idées, et aspirait toujours à quelque changement de fortune ou de politique qui ranimât son ardeur en flattant sa vanité. Aussi, avec tous les signes extérieurs de la supériorité, devait-il se voir constamment devancé par lord Castlereagh,

dont il ne put jamais comprendre ni le mérite ni le succès. C'était entre eux deux la lutte de l'éclat et de l'autorité.

Malgré l'impopularité des catholiques, le dernier ministère était sorti des affaires honorablement. Les principes constitutionnels étaient pour lui dans son différend avec la couronne, et une chambre élective se sent toujours portée du côté de ceux qui sont tombés en victimes de la prérogative royale. Les anciens collègues de Fox provoquèrent donc un vote qui leur donnât raison contre la couronne, et l'on croyait tellement qu'ils l'emporteraient que Canning alla jusqu'à menacer la chambre d'une dissolution pénale. Le cabinet fut vainqueur; mais il n'avait que 22 voix de majorité, et la dissolution devenait nécessaire. Elle se fit sous le double cri : *point de papisme et notre bon vieux roi* (*no popery, the good old king*)! Ce prince, frappé de cécité, menacé de démence, sans aucune qualité aimable et brillante, était, de l'aveu de lord Holland, l'homme le plus populaire de son royaume. La révolution française avait rendu l'Angleterre monarchique et donné aux préjugés de la bigoterie le pas sur ceux de l'incrédulité. Aussi l'opposition ne gagna-t-elle pas aux élections nouvelles. Les whigs y firent quelques pertes sensibles que ne compensèrent pas pour eux les succès clair-semés du radicalisme réformiste, qui se personnifiait alors dans sir Francis Burdett. Les premières divisions de la chambre manifestèrent une majorité décidée en faveur du cabinet.

Lord Howick était le chef de l'opposition. Loyal, fier, éloquent, entraîné quelquefois par l'ardeur de son esprit, il était cependant le guide le plus éclairé, le plus imposant et le plus sûr; mais la mort du comte Grey, son père, l'appela bientôt à la chambre haute, et l'embarras fut grand de lui trouver un successeur. Un parti qui comptait au premier rang Sheridan, Windham, Whitbread, Tierney, lord Henri Petty (1), choisit pour chef ou guide parlementaire (*leader*) George Ponsonby. Sa réputation s'était faite dans le parlement d'Irlande; il était donc nouveau dans celui d'Angleterre, et son inexpérience des choses et des hommes s'y trahit plus d'une fois. C'était un mérite terne, une médiocrité sérieuse : des qualités nécessaires à sa nouvelle situation, il n'avait guère que celle d'être toujours prêt au débat et rompu à la pratique des assemblées; mais il ne gouvernait pas son parti, il ne le soutenait point par ces grands succès personnels qui rendent un parti fier de son chef. Cependant il conserva cette première position dix ans et ne la perdit qu'à sa mort, sans qu'on ait jamais prouvé que parmi ceux qu'on aurait pu lui préférer aucun eût fait mieux que lui.

Perceval, quoique retenu quelquefois par l'esprit calme de Cas-

(1) Le dernier marquis de Lansdowne.

tlereagh et l'esprit éclairé de Canning, ramena le gouvernement dans les voies de ce torysme plein d'âcreté et d'intolérance que Pitt lui-même n'avait jamais professé sans restriction, et qui, depuis la fin de sa grande administration, avait cessé de peser sur les conseils de l'Angleterre. Il va sans dire que la cause ingrate des catholiques, cette cause d'autant plus honorable à soutenir qu'elle n'avait pour elle que la justice, car au fond ni le sentiment ni l'intérêt public ne l'appuyait, reçut les premiers coups. Lorsque lord Grenville annonça une motion en leur faveur, il rencontra pour adversaire lord Moira, qui avait été ministre avec lui, et qui, pour ne rien compromettre, demanda lui-même l'ajournement. Cet incident était grave, parce que lord Moira était l'ami du prince de Galles, réputé jusqu'alors partisan de la tolérance religieuse; mais les whigs, parmi lesquels le prince avait longtemps voulu être compté jusqu'à se dire l'ami de Charles Fox et à porter ses couleurs bleu et chamois, les whigs, qui l'avaient toujours soutenu dans les embarras d'une position humiliante, lui témoignant plus de bienveillance que d'estime, le négligèrent pendant leur ministère. Ses protégés n'avaient presque rien obtenu. Enfin le cabinet n'avait pu le suivre dans ses desseins vindicatifs contre sa femme. Il avait toujours des dettes, et son désordre incorrigible l'obligeait à se ménager toujours avec le roi et son gouvernement. Le prince de Galles déclara donc aux whigs et à lord Holland, qui fut chargé de le faire expliquer, que sur les questions de tolérance ses sentimens étaient toujours les mêmes, mais qu'il ne prendrait jamais parti dans une question contre les désirs du roi, et qu'il était impossible à un fils de s'associer à une mesure qui ne pouvait être agitée sans risquer de mettre son père en démence. De cette défection date le refroidissement entre le prince et les whigs, qui l'ont pour la plupart toujours accusé d'un manque de foi. On dit que, revêtu du pouvoir royal, se trouvant un jour rapproché hors de toute étiquette du duc de Bedford, il lui dit : « Vous ne me donnez pas la main, Johny? — Quand vous aurez tenu votre parole, » répondit le fier Russell. Ainsi les catholiques payèrent à leur manière les dettes du prince de Galles, et ils n'y gagnèrent que d'excellens articles dans la *Revue d'Édimbourg* et les célèbres *Lettres de Peter Plymley*, qui commencèrent la réputation de Sydney Smith.

Ce sont ces agitations, stériles sans doute, mais où se révèlent au naturel les sentimens divers et contrastés d'un peuple libre, que l'empereur apparemment jugeait du haut d'un trône environné d'une gloire silencieuse, lorsqu'il disait vers ce temps au corps législatif : « Je désire la paix maritime. Mon ressentiment n'influera jamais sur mes déterminations; je n'en saurais avoir contre une

nation jouet et victime des partis qui la déchirent, et trompée sur la situation de ses affaires comme sur celle de ses voisins. » Et trois jours après il abolissait le tribunat.

III.

Les mesures déjà fort peu conformes au principe de la liberté des mers que la tradition britannique et les précédens cabinets avaient autorisées furent soutenues et redoublées avec acharnement par la nouvelle administration, et des ordres en conseil se succédèrent, de plus en plus attentatoires aux droits des neutres. On attribue l'énorme abus qui fut fait de ces principes, fort contestables par eux-mêmes, à l'influence d'un pamphlet remarquable et populaire que, sous ce titre *la Guerre déguisée*, un écrivain du nom de Stephen avait publié contre la libre navigation. Ces mesures, souvent impuissantes et toujours odieuses, étaient presque les seules représailles que l'Angleterre pût opposer aux victoires ininterrompues du conquérant qui menaçait de lui fermer tous les rivages de l'Europe. Cependant on essaya quelque chose de plus efficace ou qui du moins frappât davantage les imaginations. Canning, toujours ardent et peu scrupuleux à la recherche des coups d'éclat, inventa l'expédition de Copenhague.

Pour justifier cet acte injustifiable, il a toujours soutenu que des avis sûrs lui avaient révélé l'existence d'un accord secret entre les deux empereurs réunis à Tilsitt, accord en vertu duquel le Danemark aurait été occupé par nos troupes et sa marine confisquée pour l'usage de la France. Ces avis, dont il ne voulut jamais divulguer la source, paraîtraient lui avoir été donnés par un émigré français qui a laissé une réputation d'intrigant, et qui peut-être avait imaginé les secrets qu'il a livrés. On est toujours crédule dans le sens de sa haine, et le cabinet anglais accueillit aisément l'avis d'un nouveau rapt du ravisseur du continent. La conséquence était d'avertir le Danemark et de le couvrir de la protection de l'Angleterre. Au lieu de cela, une escadre partit avec des troupes de débarquement pour exiger la remise de la flotte danoise, et, sur le refus du régent du royaume, Copenhague fut bombardé. C'était la capitale d'un état neutre qui depuis plusieurs années ne prenait de précautions militaires que contre la France.

Cet exploit criminel et facile put flatter cependant en Angleterre les passions de la multitude. Vainement l'opposition, grossie de plus d'un allié nouveau, invoqua la justice universelle et l'honneur britannique : elle ne put même faire comprendre que cette triste victoire n'était pas moins inutile qu'elle était odieuse. Dans les fureurs

d'une grande guerre, le moindre succès est bien venu, quelque prix qu'il coûte, surtout quand on est fatigué des triomphes sans cesse renouvelés de l'adversaire.

Cependant des événemens se préparaient qui devaient un jour offrir pour notre malheur à l'Angleterre de meilleures compensations. La fatale idée de soumettre de manière ou d'autre à son empire la péninsule dont nous séparent les Pyrénées avait pris possession de l'esprit de Napoléon. Une armée était allée réduire le Portugal aux lois du blocus continental; une armée avait pénétré jusqu'au cœur de l'Espagne. La maison de Bragance avait fui en Amérique; la maison de Bourbon s'était rendue prisonnière. Un frère de Napoléon se croyait roi, mais il l'était d'un peuple en insurrection. Un peu plus de cent ans s'était écoulé depuis qu'une armée anglaise avait été envoyée pour provoquer et soutenir un mouvement national en Espagne contre un petit-fils de Louis XIV. L'exemple paraissait à suivre; l'opinion se déclarait. Le ministère obéit; il dirigea trente mille hommes en Portugal. C'est ce ministère obscur et dont l'histoire saura à peine le nom qui fit ces deux grandes choses : porter la guerre dans la Péninsule et la donner à conduire à sir Arthur Wellesley.

Sans doute ce ministère et Canning lui-même, qui s'est attribué l'honneur de l'entreprise, ne prévoyaient pas l'importance de ce qu'ils venaient de faire, et qu'un jour ce serait près des frontières maritimes du Portugal que s'arrêterait pour la première fois la fortune de Napoléon; mais, plus imprévoyante encore, l'opposition fit retentir la chambre de ses plaintes. Les Espagnols avaient bien été vainqueurs à Baylen, et les Anglais à Vimiero; mais, grâce à la généreuse convention de Cintra, l'armée française s'était retirée avec ses armes et son honneur saufs. On disait donc perdu tout le profit de la victoire. Napoléon entrait dans Madrid; les forces anglaises, après avoir pénétré en Espagne, étaient obligées de rétrograder, et sir John Moore tombait sans vie sous les murs de la Corogne. Armés de ces derniers échecs, Grenville et Ponsonby éclataient dans les deux chambres avec une telle violence que le cabinet troublé se divisait, que Canning voulait donner sa démission, et que les ministres, s'accusant les uns les autres, disaient en confidence à leurs amis que c'en était fait de la guerre d'Espagne. Ainsi ils songeaient à abandonner ce qui devait relever la gloire de l'Angleterre et commencer la ruine de leur ennemi. Enfin on crut à un changement qui se serait peut-être accompli sans la force que donnait au ministère la faveur du roi. Voilà la sagesse humaine, voilà comme se font bien des grandes choses; voilà comme le pouvoir d'en faire est quelquefois donné par de mesquines causes

aux premiers venus. « Je suis convaincu que ces gens-ci ou tous autres, écrivait lord Grenville, peuvent, avec l'influence du roi, commander une majorité dans le parlement..... Ce serait une ambition perverse que de désirer l'apparence et la responsabilité du gouvernement du pays, en ayant la certitude qu'une intrigue de cour serait incessamment à l'œuvre avec tous les moyens de lui enlever tout pouvoir d'être réellement utile. » Aussi le parlement finit-il sa session le 21 juin 1809, laissant le ministère en place et Napoléon à Vienne, prêt à livrer la bataille de Wagram. Sa laborieuse et sanglante campagne de 1809 touchait au terme, et, quoique la journée de Talavera coïncidât avec celle de Wagram, l'Angleterre ne pensait pas que la balance fût égale, si elle n'opérait, un peu tard à ce qu'il semble, une diversion en nous attaquant chez nous. Une tentative fut donc faite sur Anvers, connue sous le nom d'expédition de Walcheren, et malgré l'expérience du dernier débarquement en Hollande le commandement fut donné au frère de Pitt, à lord Chatham, qui n'y trouva pas à réparer sa renommée.

Sa retraite précipitée est un de ces revers qui laissent rarement les cabinets unis. Canning éclata. Il y avait déjà quelques mois qu'il s'était plaint que lord Castlereagh fût un mauvais ministre de la guerre; il avait demandé au duc de Portland que le marquis de Wellesley le remplaçât. Maintenant le duc, forcé lui-même à la retraite par une attaque d'apoplexie, laissait vacante la première place, et Canning la réclamait comme revenant de droit au véritable chef de la majorité dans les communes; mais lord Castlereagh, qui l'accusait de l'avoir attaqué sans l'avertir, lui demanda satisfaction. Canning, en rejetant tout le mystère sur le duc de Portland, qu'il avait, disait-il, prié de ne rien cacher à son collègue, accepta le défi; ils se battirent, essuyèrent chacun deux coups de feu et furent séparés. Cependant ils ne pouvaient plus rester ministres, et Perceval, après avoir fait à lord Grenville et à lord Grey une offre de coalition qui ne pouvait être acceptée, devint premier lord de la trésorerie, avec lord Wellesley pour les affaires étrangères et lord Hawkesbury pour le département de la guerre. Ils remplaçaient Canning et Castlereagh, mais ne les remplaçaient pas à la chambre des communes.

Il y fallait tenir tête à un formidable orage. Sur aucun point de l'horizon européen ne brillait pour l'Angleterre un rayon d'espoir. Le vainqueur de Talavera, maintenant lord Wellington, avait été par des forces supérieures obligé à un mouvement de retraite. Le désastre de Walcheren était un grief accablant. Lord Chatham compliqua ses fautes militaires par des fautes politiques. Trois fois, en voulant le défendre, le ministère fut mis en minorité. Il ne put

sauver Chatham, qui abandonna son poste de grand-maître de l'artillerie; mais il échappa pour lui-même à un vote de censure, grâce à une majorité de 48 voix. Lord Wellesley aurait désiré un résultat contraire. Étranger aux désastres de la dernière campagne, il espérait que la retraite du cabinet l'appellerait à la mission d'en former un nouveau. Déjà il avait essayé vainement de faire rentrer Canning; on s'était sans plus de succès adressé à lord Castlereagh, à lord Sidmouth (c'était le titre de pairie d'Addington). Le cabinet resta donc tel qu'il était, faible, ébranlé, divisé, mais soutenu par un complaisant respect pour un roi infirme et septuagénaire qui oscillait entre la décrépitude et la folie.

Cependant jamais, comme le remarque sir George Lewis, les espérances qui pouvaient soutenir l'Angleterre dans sa lutte contre Napoléon n'étaient tombées si bas peut-être qu'à la fin de l'année 1809 : il était le maître partout; l'Espagne même, évacuée par les Anglais, n'opposait plus que des bandes de partisans, faciles apparemment à disperser. La paix avec l'Autriche allait être cimentée par un mariage qui, en couronnant la fortune de l'empereur, pouvait fonder sa dynastie. « Enfin, n'ayant plus d'adversaire digne de lui, de la bataille de Wagram à celle de Smolensk (1), plus de trois années il resta sans combattre. » Mais des yeux clairvoyans auraient pu déjà reconnaître et dans cette campagne même de 1809, et peut-être dès la campagne de Pologne, les effets de ce mal terrible, de ce délire particulier attaché à la toute-puissance. Il commençait à croire son génie infaillible, sa force illimitée, ses ressources inépuisables, sa fortune à jamais fixée. C'est l'illusion fatale qui d'Alexandre fit un dieu.

Et cependant le chef médiocre et débile de la seule nation qu'il estimât entre ses ennemis s'affaissait sous l'atteinte d'une démence plus humble et moins funeste. Au mois d'octobre 1810, le roi George III perdit la raison, qu'il gardait si péniblement, pour ne la retrouver jamais.

Il fallut songer à un bill de régence, et le prince de Galles fut investi de l'autorité royale avec quelques restrictions qui devaient expirer au bout d'une année. Il ne pouvait disposer des hautes charges de la cour, mais il avait le libre choix des ministres. Il fit faire à lord Grey et à lord Grenville l'offre inacceptable de s'adjoindre à Perceval et à ses collègues, et sur leur refus il n'alla pas plus loin. Une triple expérience permettait encore de s'attendre au rétablissement du roi, et le régent ne pouvait, disait-il, supporter l'idée qu'en recouvrant la raison son père ne se vît entouré que

(1) Du 6 juillet 1809 au 17 août 1812.

de serviteurs nouveaux. Une telle vue aurait suffi pour ramener le trouble dans son esprit. L'année écoulée, tout espoir de guérison était évanoui, et lord Wellesley, qui depuis longtemps supportait impatiemment l'autorité de Perceval, déclarait qu'il ne pouvait continuer à servir sous lui. Quoique les talens de lord Wellesley lui aient toujours donné plus de réputation que de crédit dans le parlement, il croyait le moment venu pour lui de passer à la tête du gouvernement. Il demandait la formation d'un cabinet sur cette double base, l'émancipation des catholiques et une impulsion plus vigoureuse imprimée à la guerre d'Espagne. La gloire naissante de son frère devait être à la fois l'instrument et le but de sa puissance personnelle; mais le prince aima mieux envoyer son frère le duc d'York aux deux lords whigs, qui cette fois encore ne jugèrent pas la proposition sincère ni sérieuse. C'était toujours une coalition à former avec le cabinet existant, et ils s'y refusèrent péremptoirement. Il paraît cependant que le prince aurait vraiment désiré leur concours, car leur refus l'irrita, et fut peut-être l'origine de la malveillance constante qu'il témoigna depuis lors à son ancien parti. Wellesley ne doutait pas que les cartes ne dussent lui revenir : il s'attendait à former un cabinet où lui et Canning se seraient partagé la direction des deux chambres; mais sa démission était bien et dûment acceptée, les sceaux de secrétaire d'état des affaires étrangères étaient donnés à lord Castlereagh, qui les garda jusqu'à sa mort, et Perceval resta le maître.

Ce ne fut pas pour longtemps. Quelques mois après, Perceval était assassiné par un furieux dans le vestibule de la chambre des communes. Le ministère fut remis en question (mai 1812); mais il songeait à se maintenir en prenant pour chef lord Hawkesbury, maintenant lord Liverpool. On se serait adjoint volontiers Wellesley et Canning; mais ils refusaient, si l'émancipation des catholiques n'était admise en principe. On allait se décider à rester comme l'on était, quand le 21 mai la chambre vota, à quatre voix de majorité, une adresse pour la formation d'une forte et puissante administration. Lord Wellesley fut cette fois autorisé à présenter un plan de gouvernement. Lord Liverpool et ses collègues ayant à leur tour refusé d'y accéder, il proposa à Grenville et à Grey d'entrer dans une combinaison où trouveraient place lord Moira, lord Erskine et Canning, et d'y amener quatre de leurs amis, si le conseil était de douze membres, cinq s'il était de treize; mais Grenville et Grey ne virent dans cette association qu'un équilibre de forces contraires, et la guerre d'Epagne n'était pas pour eux sans objection. Wellesley se retira alors de la lice. Appelé à son tour, lord Moira ne fut pas plus heureux. Il donnait satisfaction aux whigs sur les princi-

pales questions politiques, mais il n'était pas autorisé à promettre le changement des grands officiers de la cour, qui devait suivre celui des ministres. Les négociations furent rompues. On a demandé souvent si elles n'auraient pu être utilement suivies, si, en se montrant plus concilians et plus empressés, Grenville et Grey n'auraient pas pu rouvrir honorablement les portes du pouvoir à leur parti, et faire ainsi jouir plus tôt l'Angleterre des bienfaits d'une administration libérale. Il est certain que, du commencement de 1801 au milieu de 1812, l'Angleterre ne paraissait pas condamnée au torysme à perpétuité, comme elle l'a paru pendant les quinze années suivantes; mais lord Grenville était revenu de l'ambition : dégoûté du pouvoir, il nourrissait contre les personnes royales une incurable défiance. « J'ai été une fois trahi par le roi, écrivait-il à son frère en 1811, et ne me sens nullement en goût d'offrir à son fils une occasion d'en faire autant, quand j'ai si peu de raison de douter qu'il soit dans la même disposition. » Lord Grey n'avait pas moins de répugnance à s'engager sans prendre toutes ses sûretés. Or la manière dont le prince-régent se conduisit dans toutes ces négociations, le vague et l'obscurité de son langage personnel, sa conduite récente et surtout sa conduite postérieure répandent un nuage sur sa bonne foi ou plutôt sur sa parfaite résolution dans ses rapports avec les whigs. Pendant qu'on traitait avec eux en son nom, il disait, suivant de bons témoignages, qu'il aimerait mieux abdiquer que de s'allier complétement avec eux. Il n'est que trop vrai que Sheridan, celui des whigs qui a joui de sa plus constante faveur, travaillait sourdement à les écarter du pouvoir. Comme son caractère, sa réputation, ses désordres lui interdisaient toute importante situation dans le gouvernement, il n'aimait pas que son parti y pénétrât et prévalût sans lui. Satisfait d'entretenir sa popularité par ses discours et son crédit par ses intrigues, il prenait un malicieux plaisir à voir ses amis politiques aussi impuissans que lui à s'emparer du ministère.

IV.

C'est donc au mois de juin 1812 que lord Liverpool reforma cette administration réservée à une si brillante fortune, et qui, dans ses élémens essentiels, devait se conserver jusqu'en 1827. Lord Sidmouth y entra comme ministre de l'intérieur, Vansittart comme chancelier de l'échiquier, et lord Castlereagh eut la direction des débats dans la chambre des communes.

Lorsqu'on lit à cette époque les discours de l'opposition, ses journaux, ses écrits, les articles toujours notables de la *Revue d'Edimbourg*, on voit l'opinion libérale s'engager de plus en plus contre la

guerre d'Espagne, et cette malveillance à l'égard d'une entreprise qui chaque jour intéressait davantage la nation, qui satisfaisait son orgueil et devait lui assurer un grand rôle dans le succès définitif de la coalition, ne contribua pas peu au discrédit, à la longue impopularité du parti whig et de sa politique. En effet, tandis qu'on persistait dans la tradition d'une opposition routinière à la guerre continentale, les événemens avaient en quelque sorte parlé un autre langage. Au moment même où le continent tout entier s'abaissait sous son vainqueur, le seul asile qui restât à la résistance, c'était ce promontoire de quelques lieues de large qui, coupé et défendu par les lignes célèbres de Torres-Vedras, offrait à l'extrémité sud-ouest de l'Europe l'inexpugnable position d'où Wellington arrêtait et forçait à la retraite une armée commandée par l'illustre Masséna. Il faut voir, dans un des livres les plus saisissans et les plus dramatiques de l'histoire de M. Thiers, comment pour la première fois le drapeau impérial fut contraint de reculer, comment le Portugal, envahi à deux reprises, ne fut jamais conquis. Depuis lors, l'égalité se rétablit peu à peu entre les deux belligérans dans la Péninsule, et bientôt la bataille de Salamanque fit pencher la balance contre nous; elle se livrait au moment où Napoléon, ayant passé le Niémen, préludait par le combat de Mohilow à la marche victorieuse qui devait le conduire à sa perte.

Quoiqu'il fût loin de la prévoir, il ne se dissimulait pas la gravité de la partie qu'il allait jouer. La vérité se dérobe rarement tout entière aux grands esprits que la passion semble aveugler, et ils n'en sont que moins excusables de ne pas regarder ce qu'ils entrevoient. Un fait que je ne trouve dans aucun historien prouve combien, avant de s'enfoncer dans le nord, l'empereur tenait à régler les affaires qu'il laissait derrière lui et à se débarrasser de toute préoccupation des dangers secondaires. Au moment d'entreprendre une campagne dirigée en apparence contre le commerce de l'Angleterre et pour fermer à son pavillon les ports de la Russie, il fit ouvrir par le duc de Bassano avec le cabinet britannique une négociation tendant à un traité particulier, à une paix locale sur les bases suivantes : l'indépendance et l'intégrité, 1° du Portugal sous la maison de Bragance, 2° du royaume de Naples et de la Sicile, qui resteraient séparés, chacun des deux états demeurant à son possesseur actuel, 3° enfin du royaume d'Espagne sous sa présente dynastie. A ces conditions, les forces militaires et navales de la France et de l'Angleterre quitteraient l'Espagne, le Portugal et les Deux-Siciles. Lord Castlereagh répondit que, si la dynastie était celle au nom de laquelle le gouvernement de Cadix exerçait son autorité, le prince-régent était prêt à entrer en négociations. Ainsi il n'eût pas été impossible que, du consentement de l'Angleterre

Murat régnât à Naples; mais l'empereur voulait des trônes pour toute sa famille, et il partit pour prendre le commandement de son armée.

Les événemens qui suivirent, en absorbant toute l'attention, en excitant toutes les espérances de l'Angleterre, étaient seuls propres à donner force et vie au ministère, car dès sa formation il n'avait gagné que d'une voix la question préalable sur une motion de lord Wellesley en faveur des catholiques, et dans l'autre chambre une motion analogue de Canning avait obtenu la majorité. Cependant le sort de la question dépendait aussi des événemens de la guerre. Selon que les nouvelles faisaient plus ou moins craindre un débarquement en Irlande, les esprits penchaient plus ou moins vers la liberté religieuse. « Notre gouvernement est une *anémocratie*, disait Sydney Smith : il dépend des vents favorables ou contraires à la sûreté de l'Irlande. » Aussi, lorsque les désastres de la Bérésina furent connus, les droits des catholiques durent-ils peu à peu retomber en oubli. Quand on ne craignait plus l'empereur, on craignait le pape. Une nouvelle tentative en leur faveur par M. Grattan, après un premier accueil favorable, rencontra bientôt les obstacles accoutumés, et par la voix de Ponsonby l'opposition déclara la motion abandonnée.

Malgré la guerre qui éclata bientôt entre l'Angleterre et les États-Unis, et qui était due tout entière à la violence insoutenable des procédés tolérés ou prescrits par le conseil privé en matière de droit maritime, le cabinet n'eut pas à s'inquiéter beaucoup de ce résultat de ses fautes; lui-même en avait rougi un moment, et il avait révoqué, quoique trop tard, ces ordres en conseil, si justement odieux aux Américains. Mais qu'importait la violation des principes de droit maritime? Elle rentrait trop dans la passion actuelle du peuple anglais pour que le parlement n'épousât pas la querelle du cabinet, et les adresses qui approuvaient sa conduite furent votées sans division. Les questions parlementaires étaient tombées au rang des choses indifférentes. La politique de la guerre, la politique bien moins justifiable d'une intervention par les armes dans le gouvernement de la France, paraissait destinée à l'emporter, et la faveur de l'Europe, non pas seulement des gouvernemens, mais des peuples, semblait l'accompagner dans chacun de ses progrès. Peut-être les rois furent-ils dans la vérité lorsqu'ils consentirent à appeler la bataille de Leipzig la bataille des nations.

Le 4 novembre 1813, le parlement s'assembla. L'empereur Napoléon était encore à Paris, et il n'était pas encore entré en campagne, lorsque, selon l'usage, la session fut prorogée pour les fêtes de Noël; elle le fut au 1er, puis au 14 mars, et, quand les deux chambres se réunirent, ce fut pour assister à la prise de Paris et à l'abdication de Fontainebleau.

On conçoit qu'il n'y eut plus de débats sérieux soit sur les affaires intérieures d'un pays qui arrivait enfin par la victoire et par la paix au but d'une lutte si longue, si douloureuse, si formidable, soit sur l'existence d'un ministère qui, sans crainte et sans relâche, avait voulu ou soutenu toutes les choses qui après tout avaient triomphé. L'Angleterre avait été assez heureuse pour ne traiter qu'avec le premier consul, et, en détrônant l'empereur, sa conduite était un peu moins énorme que celle de ces cours du continent si jalouses des droits monarchiques et du principe de l'inamissibilité des couronnes. La restauration de la maison de Bourbon, sans être en soi un acte fort populaire dans la nation anglaise, était cependant une conséquence assez naturelle des théories qui avaient mis souvent les gouvernemens de la révolution française hors du droit des gens. L'opposition avait pour ainsi dire bouche close. L'événement démentait tous ses pronostics; la fortune s'était jouée de ses menaces. En protestant contre les événemens, elle se serait rendue suspecte au pays, et ceux qu'on appelait les *whigs napoléonistes* se défendaient d'avoir jamais mérité ce nom.

Ce n'est pas que le succès justifie tout ce qu'il a couronné. La guerre de la Péninsule a pu être l'objet de plausibles critiques. Canning, qui passe pour en avoir été l'inventeur (*the originator*), et lord Wellesley, qui l'adopta chaudement pour profiter de la gloire de son frère, ont souvent accusé les ministres de la poursuivre négligemment et comme à contre-cœur. Ceux-ci voyaient en effet que l'honneur des armes anglaises y était engagé, et que leur armée, opérant isolément, mal secondée par la jalousie des Espagnols, pourrait succomber sans utilité pour la cause générale, si l'empereur eût dirigé en Espagne des forces suffisantes, et s'il n'avait fait une sorte de diversion contre lui-même en jetant toute son armée dans le nord. L'entreprise des Anglais était donc hasardeuse et pouvait être vaine; mais les événemens en ont autrement décidé, et il faut reconnaître que la résistance de l'Espagne a, moralement du moins, imprimé le mouvement à la résistance de l'Europe. « Les flammes de Moscou et de Saragosse, a dit Benjamin Constant, ont été l'aurore de la liberté du monde. » Nous ne pouvons, pour nombreuses raisons, partager cet enthousiasme; mais nous croyons pouvoir dire que, tant que la France n'a pas eu les peuples contre elle, c'est-à-dire au temps des guerres de la révolution, elle a tenu tête à l'Europe, et qu'elle n'a succombé qu'au jour où les égaremens d'une politique sans contrôle et sans frein sont parvenus à faire entrer les nations dans la ligue des rois. Or ce mouvement de la nationalité européenne, l'Espagne en donna le premier signal, et l'Angleterre, en la soutenant par la voix de sa tribune, en lui donnant l'appui de ses armées et de son nom, n'a sans doute pas été

inutile à l'effort universel qui devait nous surmonter un jour, et par là elle a sa part dans nos malheurs; mais ceux-là en sont les vrais auteurs qui ont combattu à Leipzig.

Il n'en fut pas de même lors de la guerre de 1815. Après une année passée en fêtes triomphales, le parlement d'Angleterre, rentrant dans le cours de ses occupations régulières, discutait un bill pour l'exclusion des blés étrangers, afin d'assurer aux agriculteurs un prix rémunérateur malgré la concurrence dont les menaçait le retour de la paix, lorsqu'il apprit que l'empereur avait quitté l'île d'Elbe et marchait sur sa capitale. Il y avait alors assurément plus d'un doute à former sur le parti qu'on devait prendre, plus encore sur le parti qui serait adopté. Bien des esprits alors, et celui de Napoléon fut du nombre, crurent que les grandes puissances se diviseraient, que le cœur leur manquerait pour recommencer l'œuvre étrange de donner à la France un gouvernement à main armée. On se trompait. Le congrès de Vienne fut unanime, et quand Wellesley voulut rejeter sur les ministres la faute de l'incident qui troublait le monde, quand Whitbread essaya d'empêcher l'Angleterre de s'engager dans une querelle de dynastie, des majorités écrasantes donnèrent au cabinet gain de cause et pouvoir de soutenir la querelle de la coalition. Lord Grenville se sépara de lord Grey pour appuyer contre lui le parti de la guerre.

La courte campagne qui se termina dans les champs de Waterloo donna à la Grande-Bretagne une beaucoup plus forte part dans la seconde chute de l'empire. Le nom de Wellington reste attaché à nos désastres. La valeur anglaise fournit seule à l'armée prussienne le temps de nous porter le coup fatal. Enfin le sort voulut que dans la proscription de Napoléon le rôle le plus important et le plus ingrat échût à sa plus constante ennemie. La triste mission de choisir les geôliers d'un grand homme et de veiller à la captivité de cet éternel prisonnier de guerre laissera toujours un odieux souvenir sur ceux qui l'ont acceptée et remplie. L'Angleterre se trouva ainsi plus compromise qu'elle n'aurait dû l'être dans le triomphe réactionnaire de 1815. Toutes ces restaurations qui sur le continent semblaient à l'envi travailler à faire haïr leur puissance, et qui ont si follement concouru à rendre aux souvenirs impériaux la popularité que ne devrait jamais avoir le pouvoir absolu, même après sa chute, semblaient les clientes et les protégées de la patrie de Wellington. Il a pu y avoir de l'injustice dans cette assimilation de l'Angleterre aux monarchies de la sainte-alliance. M. de Viel-Castel, en particulier, a parfaitement montré combien la politique anglaise avait été en général, sous la restauration, sensée, judicieuse, comparativement modérée. Les Anglais ne dépassent

pas souvent le droit strict, mais ils l'appliquent en rigueur. Leur justice hautaine est sans cordialité ni bienveillance, et ce que l'intérêt public leur prescrit, ils l'exécutent sans ménagement. Ils ne se piquent pas de se faire pardonner leur victoire. Du moins le grand reproche à faire au parti tory, et surtout aux ministres qui l'ont représenté si longtemps, est-il de ne s'être pas dès le premier moment inquiétés de savoir si les peuples pour qui l'Angleterre venait, disait-elle, de prodiguer ses trésors et son sang avaient une âme à satisfaire, des douleurs à guérir, une fierté à ménager, des droits à garantir. Avec un orgueil indifférent, ils ont vu tous leurs alliés se ruer dans l'absolutisme, souriant quelquefois de leurs craintes, prenant en pitié leurs faiblesses, mais lents à les éclairer et à les retenir, et satisfaits de ne pas avoir les mêmes dangers à conjurer par les mêmes fautes. Que dis-je? on aurait cru par momens qu'une triste émulation les entraînait dans la même carrière, et qu'à force d'admirer les déclamations de Burke contre les révolutions, à force de frayer sur le continent avec les ministres des monarchies absolues, ils avaient contracté quelque chose de leurs préjugés et de leurs passions. Lord Castlereagh avait jusque dans le parlement des souvenirs du congrès de Vienne, et quelquefois à l'intérieur la politique répressive de lord Sidmouth fit tomber l'Angleterre au niveau des gouvernemens du continent.

Ces fautes vinrent en aide à l'opposition libérale. Elle en avait grand besoin. Elle avait en quelque sorte été battue avec nous dans les guerres de 1814 et de 1815. La victoire avait donné au ministère un capital de popularité qui semblait inépuisable; il prenait des airs de vainqueur même avec la constitution de son pays. Depuis 1792, la guerre avait suspendu les effets de cet esprit de réforme et d'amendement dont jusque-là les Burke et les Pitt avaient eux-mêmes donné l'exemple. Il semble que le devoir de leurs successeurs aurait été de reprendre la suite interrompue de leurs travaux, et de récompenser la nation de ses efforts pendant la guerre par les améliorations de la paix; mais les Anglais avaient-ils donc désappris dans la fréquentation des cours de l'Europe cette politique qui est aujourd'hui unanimement la leur? Du moins fut-ce l'opposition seule qui, prenant en main la cause de tous les dissidens, de tous les non-privilégiés, proposa successivement toutes les réformes que conseillaient les lumières du siècle et les progrès de la philosophie politique. Sur un seul point, la continuation de l'impôt sur le revenu, taxe extraordinaire qui avait toujours dû cesser avec la guerre, elle fut victorieuse, et l'on crut en France, je m'en souviens, que ce vote présageait un changement de gouvernement. Il n'en fut rien. Le ministère persista dans un système de

résistance invariable. Le mécontentement prit au dehors une forme hostile; la désastreuse année de 1816 produisit la disette; le blé dépassa le prix de 44 francs l'hectolitre. La misère amena la révolte. A l'une on répondait par des prohibitions, à l'autre par la force. L'*habeas corpus* fut suspendu comme au temps de la révolution française. Une collision violente de la *yeomanry* et du peuple ensanglanta les rues de Manchester et a laissé un tragique souvenir. Six actes de répression furent votés contre les rassemblemens tumultueux. Un complot n'en menaça pas moins la vie des ministres. Ces faits graves, mais mal appréciés dans leur cause, ramenèrent dans la classe puissante des propriétaires ruraux, amis ombrageux de l'ordre public, quelque chose des alarmes créées par la révolution française, et le cabinet y puisa la force dont il avait grand besoin. La crainte du désordre est le salut des mauvais gouvernemens.

L'accession de Canning, qui, las d'attendre son jour, avait accepté en 1816 la présidence du bureau du contrôle de l'Inde, n'avait pas beaucoup relevé l'ascendant parlementaire du cabinet, tandis que l'opposition, conduite par Tierney, qui avait succédé à Ponsonby, et renforcée par la verve puissante et le talent sarcastique de Brougham, assaillait avec une inutile supériorité une majorité inébranlable. Des juges éclairés accusaient le ministère d'être tour à tour arrogant et insignifiant; mais le torysme restait maître de ses positions, et continuait à creuser comme un fossé profond entre les hautes et moyennes classes d'une part et les masses populaires de l'autre. Il semblait encourager le radicalisme démocratique, qui, inquiétant à son tour l'esprit conservateur, valut encore au pouvoir une majorité prononcée aux élections de mars 1820. Cette dissolution avait été provoquée par la mort du roi. Après soixante ans de règne, ce prince, populaire par ses préjugés mêmes, influent par ses défauts, respecté pour ses infirmités, emportait la singulière gloire d'avoir, comme la reine Anne et sans y contribuer plus qu'elle, présidé au plus mémorable développement de la puissance de son royaume. Sa mort n'aurait eu nulle importance politique, car elle n'ajoutait rien au pouvoir de droit et de fait de la régence, si la situation et l'exigence de son successeur n'eussent provoqué une des plus étranges crises que le gouvernement anglais ait dû traverser; mais ici il peut être à propos, dans une seconde partie de ce travail, de faire un peu mieux connaître le nouveau roi.

CHARLES DE RÉMUSAT.

(*La seconde partie au prochain n°.*)

UN PARASITE

A M. A. G...., EN SA MAISON DE CLOHARS, PRÈS QUIMPERLÉ.

Mon vieil ami, saluons ensemble, ne le voulez-vous pas? cet automne mourant. La saison des tempêtes est aussi pour vous celle de la méditation et des rêves. Or, ne me l'avez-vous point dit cent fois? rêver, c'est commencer d'être heureux. Là-bas, votre ciel est gris maintenant d'un bout à l'autre de l'horizon; votre belle couronne de futaies est dépouillée; les teintes jaunes se mêlent au violet sur vos bruyères flétries : c'est la triste harmonie du deuil. Le vent souffle, la mer déferle, le flot fait rage et se glisse en hurlant par toutes les anfractuosités de cette côte déchirée. Il est patient dans sa force, il met un siècle à se creuser un chemin dans le granit; mais il ne se lasse point d'avancer sans cesse. Il n'y a que deux ans, je le sais, qu'il est arrivé jusqu'au pied de la terrasse qui borde votre jardin; il la mord à présent en son âpre colère; chaque fois il entame la pierre, chaque fois il emporte un débris. — C'est là, vous en souvenez-vous? que nous étions assis, l'automne dernier, devant ces entassemens de roches minées, en face de la mer sauvage. Pour moi, je n'oublierai jamais l'expression de votre regard arrêté sur ces vagues. Que toute cette puissance aveugle et meurtrière de la nature est peu de chose! Rien n'est vraiment fort que l'âme humaine. Ami, vous m'avez confessé pourtant que le spectacle de cette mer sans bornes dans ses convulsions redoutables ne vous laissait pas toujours cette sérénité si belle, et que parfois votre âme en était troublée. Le soir, quand une ombre plus épaisse descend de ce ciel qu'à midi même aucun rayon ne peut plus percer, quand, sous ce lourd crépuscule, on n'aperçoit rien que l'écume des flots, pareille à un linceul mouvant qui couvrirait l'abîme d'où sort cette lamentation éternelle, — la nuit surtout,

quand la plainte grandit, que ce peuple de vagues déchirées se dresse et mugit à la fois dans un effroyable concert, alors vous laissez tomber votre visage dans vos mains et vous songez... Vous songez que dans le monde des vivans règnent aussi les ténèbres, que les mêmes tempêtes y sont déchaînées dans les cœurs, qu'on y souffre les mêmes déchiremens, qu'on s'y tord aussi dans les convulsions du désespoir, que la plainte seulement y est plus sourde et plus lointaine, car l'âme humaine est plus profonde que la mer.

Allons, mon cher et vieil ami, mon maître, c'est l'heure où les généreuses pensées qui vous sont si naturelles se changent en projets plus beaux encore et qui voudraient renouveler le monde; c'est l'heure où les images du beau et du vrai, qui ne cessent point de s'agiter dans votre esprit, prennent un corps et vous semblent pendant un moment des réalités saisissables; c'est l'heure où dame Utopie vient visiter en vous le plus noble de ses serviteurs. La fureur de ces flots qui se brisent vous ramène à ce débordement de misères et de maux qui sévit sur terre. Votre âme saigne, et vous rêvez de rendre les hommes meilleurs afin qu'ils soient plus heureux. Un tel rêve doit se dissiper dès que brille la clarté de l'aurore. Ne vous est-il pas arrivé de me dire le matin en souriant : J'ai eu des visions cette nuit? Je crois bien que vous aviez vu passer en foule les héros et les saints dans votre songe. On rêve tout éveillé quelquefois, on voit ces grandes figures se détacher sur le fond vague et mouvant de l'histoire. Que la perspective en est belle! Ces grands hommes nous apparaissent comme des géans au-dessus de la masse plate et confuse qui les environne, et qui n'est rien moins pourtant que cette humanité que vous aimez si fort... Toujours le même spectacle que celui de la mer. Sur neuf lames, il en est une, haute et superbe, qui s'élance du fond de l'abîme et bondit au-dessus de ses sœurs; mais regardez bien, les huit autres ne seront pas égales entre elles, car l'égalité n'est pas de ce monde. Voyez celle-ci qui se cabre, se rassemble dans un effort furieux, puis qui s'affaisse et qui tombe; celle-là monte tout droit, comme un mur d'airain, se fend tout à coup et s'écroule avec un fracas terrible. Un ressac soudain dans le gouffre, une roche aux mille pointes aiguës les soulève et les déchire. Ainsi de la vie humaine : une grande douleur, une conviction forte, une passion menacée, changent, refont et rehaussent les cœurs, jusqu'à ce qu'elles les brisent. Ah! mon ami, ne supprimons point la douleur : c'est elle qui nous ennoblit et nous relève. Elle naît de nos faiblesses, — mais elle est fille aussi de la foi trompée, du dévouement trahi, de l'amour qui désespère, de tous ces grands rayonnemens faits pour éclairer le monde — et qui jamais n'y brillent qu'un moment.

L'homme est ce qu'il est, il vaut ce qu'il vaut : éblouissant et triste mélange de misère et de grandeur, d'opprobre et de gloire, idole de lui-même, créature de Dieu. Tout pesé, l'on peut encore croire que le bien règne en ce monde; il est vrai que le mal y gouverne : c'est ainsi qu'ils ne vont point l'un sans l'autre, et c'est ainsi sans doute que les choses doivent aller.

Je viens justement de rencontrer sur mon chemin une de ces statues d'or et d'argile dont je vous parlais à l'instant, statue qui fut vivante, bien vivante, la moitié d'un dieu, puisque enfin c'était un homme, mais un demi-dieu de rang inférieur et qui porta longtemps le masque d'un bouffon. C'est à vous, mon ami, que je dois cette rencontre. Je l'ai faite en recherchant, sur votre prière, ce vieillard dont vous aviez perdu les traces depuis dix ans, et que vous aimez parce qu'il fut le maître de votre fille, de cette belle Charlotte qui n'est plus. Je l'ai donc retrouvé, votre bon M. Ribot. C'est lui qui m'a fait le récit que je vais vous rendre. Il enseigne toujours la musique pour un petit écu par leçon. Oh! la fière indigence! L'habit de M. Ribot a vingt ans, mais, qui le croirait? son cœur est du même âge. Quelle âme, quelle intelligence et quel pur sentiment de l'art enfouis dans cette vieillesse et cette pauvreté! Je lui dis : « Vous avez formé sans doute des élèves qui vous ont fait grand honneur? » Il me répondit en souriant que l'honneur n'avait pas été pour le maître. Je lui demandai s'il n'avait jamais rien composé : il me montra des cartons pleins. Je le suppliai de me faire entendre un fragment de ces belles choses à son choix, à sa fantaisie. « Dites aussi à votre heure, si vous voulez me persuader, répliqua-t-il; mais nous nous reverrons, et je vous promets de vous satisfaire. »

Nous causions tous deux depuis longtemps. Il me semblait que j'avais dû faire quelque chemin dans son cœur, et il avait ravi le mien; je lui parlais de vous, il me répondait vivement, la mémoire toujours présente et la voix souvent émue; je voyais bien qu'il vous gardait le meilleur souvenir; j'avais surpris deux fois, au nom de Charlotte, une larme dans ses yeux : j'ai donc cru que le moment était bon pour achever de remplir la mission que vous m'aviez donnée. J'ai tendu la main à M. Ribot, qui l'a prise, et là, sans détours, sans précautions même, comme il convient à deux honnêtes gens qui vont traiter une affaire de cœur et d'honneur ensemble, je lui ai proposé en votre nom de venir vivre à Clohars auprès de vous; mais il m'interrompit à l'instant. Il se leva, s'approcha brusquement de la fenêtre; il semblait respirer avec peine, il murmurait des mots sans suite que je ne pouvais saisir au passage. Je lui demandai si je ne l'avais pas offensé, tout prêt à lui en faire mes

excuses, car je sais que la misère est capricieuse et sensible. — Non, non, m'a-t-il dit, ce n'est point cela. Vous ne pouviez savoir quelle fibre vous alliez toucher dans ce pauvre vieux cœur. Oui, l'offre de notre ami est généreuse; mais je ne puis, je ne veux l'accepter. Ne suis-je pas bien?... Malheur à qui mange le pain d'autrui!

Il revint alors s'asseoir près de moi. — Écoutez, me dit-il; je vais vous conter une histoire qui vous expliquera mon refus... Il parla jusqu'à la nuit. Cette histoire, mon ami, je viens de l'écrire pour vous; elle est triste et poignante. La scène s'en déroule dans un monde d'exception, j'en conviens; mais elle est vraie, et je la crois vraisemblable, ce qui ne gâte rien. Songez, en la lisant, à la statue d'argile et d'or qu'une étincelle enflamme et consume; songez à la vague qui se gonfle, se pousse à la cime des flots, puis retombe et meurt en poussière sur l'écueil. La passion transfigure tout ce qu'elle touche, elle souffle où elle veut, vous le savez. Le héros de l'histoire de M. Ribot ne vous étonnera point. Vous l'avez connu, lui ou ses pareils, au milieu de cette vie parisienne multiple et diverse comme une mêlée. C'est là seulement que ces étranges compagnons sont possibles.

I.

Il se nommait Du Rosel; son portrait tient en deux mots : un grand appétit de bien-être, pas un écu vaillant, voilà l'homme. Une telle contradiction, qui n'est point rare, l'avait exposé, depuis qu'il était au monde, à de sensibles tiraillemens et jeté dans bien des vicissitudes; d'expérience en expérience, il en était venu à résumer sa vie dans cet axiome naïf et énergique qui va droit aux entrailles de la société : ici-bas, il faut faire tout afin de manger quelque chose. Et l'on peut dire que cet implacable et pitoyable appétit avait été tout à la fois pour Du Rosel le plus incommode des tyrans et le meilleur des maîtres, qu'il n'avait point fait que le gouverner seulement, mais qu'aussi il l'avait formé. C'est de lui que Du Rosel avait appris la modestie qui commence d'intéresser un amphitryon à qui l'on vient d'être présenté, la réserve qui le rassure, la complaisance qui le gagne, l'art des menus soins qui le charme, et par-dessus tout l'égalité d'humeur qui achève de le vaincre. A toutes ces précieuses qualités Du Rosel joignait la simplicité d'un enfant : c'est ce que nous allons prouver tout à l'heure.

Du Rosel revenait d'une lente promenade qu'il avait poussée jusqu'au jardin du Luxembourg. Si vous l'eussiez vu alors errant de

son pas égal et doux dans les allées, vous auriez été satisfait de la rencontre. Il s'en fallait bien que Du Rosel fût laid; il était encore passablement jeune, et il avait en vérité le meilleur air du monde, une belle tenue, une mise soignée et quelque figure. Ses traits ne manquaient point de régularité, son regard était intelligent, bien qu'un peu trouble et incertain. Voyez comme les physionomies ne mentent jamais! car Du Rosel enfin avait autant d'esprit et d'âme que personne; seulement son âme dormait. Le foyer était prêt, la flamme absente. On dit que tous les hommes ont une âme. Elle dort chez les uns, veille chez les autres; voilà toute la différence. Il en est chez qui on peut la tirer de cet engourdissement originel, mais combien d'autres en qui ce sommeil est invincible! Certes Du Rosel n'était point de ceux-là, et cependant il n'avait pas la curiosité des choses qu'il ne connaissait point, et par exemple il n'aimait guère la nature; au demeurant, pas un grain de poésie dans le cœur, mais plus d'un germe qui n'attendait peut-être que l'action féconde du soleil.

Ce n'était donc ni le ciel léger, ni l'air moite, ni le désir de voir le bourgeon craquer sur la branche, qui l'avaient attiré dans ces beaux lieux mis en fête par l'arrivée du printemps; c'était le sage dessein de se mettre en belle humeur pour le fin dîner qui l'attendait comme à l'ordinaire, tous les jours depuis six mois, chez le baron de Muzillac, un nouvel ami. Il prit sur le coup de cinq heures le chemin de l'hôtel de Muzillac, et il s'en allait en cadence, sans songer à mal ni peut-être à rien, lorsqu'en arrivant aux abords de la Seine, à l'extrémité de la rue des Saints-Pères, il aperçut quelques personnes arrêtées devant la boutique d'un brocanteur. On y voyait mille choses intéressantes, de vieilles faïences et de vieilles dentelles, deux ou trois rondaches et des casques, des oiseaux empaillés, sans parler des singes; mais ce que les curieux considéraient de préférence derrière la vitrine, c'était une estampe. Elle devait être fort comique, car ils riaient de tout leur cœur. Aussi Du Rosel ne manqua-t-il point de s'approcher pour la regarder à son tour. Et voilà ce qui montre bien l'excellence de sa nature : c'est qu'il se mit à rire comme tout le monde dès qu'il y eut jeté les yeux.

C'était une caricature dont la date remontait à un demi-siècle environ. Alors se formait, après une révolution, une société nouvelle qui, au rebours de l'autre, allait avoir plus de ridicules que de vices, et qui du premier coup se peignit dans ses mœurs et dans ses costumes. Elle gardait encore, comme un vieux levain de l'ancien régime, un reste d'amour pour la parure, et plût à Dieu qu'elle l'eût perdu sans marchander et qu'elle en fût venue tout de suite à

l'habit noir égalitaire! La génération présente pourrait au moins regarder sans rire les portraits de ses aïeux. Pour nous, il nous est doux de penser que nous ne saurions inspirer tant de gaîté à nos petits-enfans; mais le temps où cette caricature avait été faite était un beau temps pour les artistes malins. Aussi était-elle dessinée avec une verve endiablée; l'auteur l'avait ensuite coloriée de tous les feux du spectre solaire, pensant qu'ils n'étaient point de trop pour illuminer un si désopilant sujet.

Elle représentait trois personnages assis autour d'une table chargée de mets et de flacons, et tout d'abord un gros homme en habit rouge qui en occupait le milieu. Il portait un gilet blanc, des culottes aurore qui disparaissaient à demi sous la nappe. Quatre degrés de mentons fuyaient sous son énorme cravate, et des flots de la mousseline ses joues émergeaient comme deux promontoires. C'était le maître. Couteau et fourchette en main, il éventrait un pâté : de quel cœur! Ses paupières en clignotaient de plaisir, sa langue claquait et sautillait sur ses lèvres. En face de lui se tenait la dame du logis, sa digne épouse. Oh! le superbe embonpoint aussi, la terrible fraîcheur, et que d'attraits, mais indociles! Le *fourreau* du temps, un maigre, un pauvre fourreau bleu d'azur, qui avait mission de les contenir, faisait de son mieux, et pourtant comme on devinait bien que cette robuste beauté était une douce et modeste créature! Cette montagne était bien femme. Elle possédait, comme toutes ses pareilles, l'art de paraître commander à ses désirs. Il fallait voir le regard qu'elle attachait sur le pâté : que de timidité, que de pudeur dans cette convoitise! Toutefois elle était bien combattue et ne résistait plus qu'à peine, et s'il lui restait la force de ne considérer encore ce friand morceau qu'à la dérobée, au moins elle ne pouvait s'empêcher, d'un geste de sa main dodue, faite d'une chair rose et serrée, de le montrer au troisième convive. Celui-ci n'avait pas besoin de cette invitation pour le dévorer déjà des yeux.

Avec l'habit rouge, les culottes aurore du maître et le fourreau d'azur de la dame, la défroque verte du troisième convive achevait cette mêlée hurlante de couleurs. Le pauvre hère, il avait acheté cela d'un fripier qui s'en était servi dix ans pour enseigne. Cette misère était le fond du tableau et tout d'un coup le rendait sombre. Entre ces deux faces luisantes et fleuries, cette face blême faisait mal à voir. Quelle pâleur! quelle maigreur! quelle longueur! Ce compagnon de la triste figure s'élevait droit, immense, sans fin, au-dessus de ses deux amphitryons comme un peuplier dépouillé s'élève dans un bosquet au-dessus de deux gros ormeaux taillés en boule. Lorsque ses grands membres remuaient dans cette friperie verte qui les couvrait, on devait entendre comme un bruit sec de bois

mort; mais le personnage qui semblait fait de si peu de chair et de tant d'os n'était-il pas seulement un fantôme, une apparence? y avait-il quelqu'un dans cet habit-là? n'était-il point vide? On ne cessait d'en douter qu'en regardant le visage. Au moins voyait-on alors dans ce singulier édifice une partie vivante, une partie bien meublée : c'était la mâchoire. Quelles dents! quelles armes! quelles causes redoutables de jouissances et d'amertumes, de délices et de servitude! Qu'importent donc de longs jeûnes avec de pareils moyens de s'en venger quand vient l'heure? Dieu seul savait combien de duretés, de mépris et d'injures même le pauvre homme avait dévorés avant cette bonne chère dont il allait prendre sa part; mais l'injure s'oublie, les mépris passent, l'appétit reste. Au bas de la caricature, il n'y avait point de légende; on lisait seulement ces deux mots : *le Parasite.*

Et comment Du Rosel se serait-il reconnu dans ce pauvre diable? Qu'avaient de commun ces joues creuses avec ses joues arrondies, cette pâleur famélique avec les roses de son teint, et cette défroque verte avec son habit noir tout neuf? Oh! les temps barbares que ceux où les honnêtes gens sans bien qui s'asseyaient à la table des riches n'étaient point tournés, façonnés, vêtus comme eux! Alors l'égalité ne régnait pas vraiment dans nos mœurs. Les parasites aujourd'hui sont vêtus comme nos fonctionnaires et n'en diffèrent point. Non, Du Rosel ne pouvait sentir la moindre commotion intérieure à l'aspect de ce misérable. Il lui vint seulement l'idée que le dîner qu'il allait prendre chez le baron de Muzillac ne serait pas moins bien servi que celui-là. Pour les maîtres quelle différence! M. de Muzillac était un gentilhomme, ou, pour parler la sotte langue d'à-présent, un *gentleman* accompli; Mme de Muzillac était bonne et belle. Décidément ce gros homme à l'habit rouge et la dame au fourreau bleu paraissaient à Du Rosel de déplaisans personnages; il les salua d'une mine dédaigneuse en s'éloignant. Quant au parasite, il ne put se tenir de jeter sur lui un dernier regard; puis, ayant ri encore une fois, il leva doucement les épaules et passa.

Mme de Muzillac était dans son jardin; elle aspirait la senteur des lilas, regardait fleurir les narcisses, et sous la brise du printemps son sein se gonflait comme celui de la nature. Mme de Muzillac avait une belle chevelure brune et le teint fort uni et fort clair; elle avait aussi de doux yeux très fins, très brillans, volontiers humides, où l'on devinait un esprit romanesque assez souvent prêt à pleurer et un bon cœur, bien fait, toujours prêt à sourire. Sa bouche était charmante avec des lèvres du rouge le plus vif, humides comme ses yeux.

Elle avait de l'embonpoint, trop d'embonpoint peut-être, pourquoi ne pas l'avouer? Elle portait une robe de velours noir au cor-

sage ouvert; ses épaules étaient nues sous de la dentelle également noire. Elle errait à petits pas dans le jardin, la tête inclinée, et poussant du pied les grains de sable. Mille pensées, qui prenaient leur essor au plus profond de son âme, voletaient sur son visage; la pensée était partout en elle, autour d'elle, on la voyait s'attiser et briller dans son regard; elle frissonnait jusque dans les plis de ce velours qui balayait les allées. La jeune femme aurait prolongé jusqu'au soir cette méditation opiniâtre qui avait apparemment sa douceur, si tout à coup elle n'en avait été distraite par une ombre qui se dressait au milieu du chemin. Levant les yeux, elle reconnut Du Rosel, son hôte quotidien, qui se tenait devant elle, chapeau bas.

— C'est vous! dit-elle, je ne vous voyais pas. Êtes-vous donc là depuis longtemps?... Ah! je n'ai point de bonheur avec vous. Tous les jours, vous me surprenez à rêver. Ne me grondez point.

— Vous gronder, madame!

— Allez, ce n'est pas ma faute, si je ne puis chasser certains ressouvenirs du passé!

— Mais, madame, je ne songe guère...

— Bon! vous ne dites rien; mais je vois bien, à l'air de votre visage, que vous me désapprouvez...

Un soupir interrompit la phrase commencée : Du Rosel y fit écho. Ayant soupiré, il se tut. S'il plaisait à Mme de Muzillac de s'imaginer qu'elle était désapprouvée, il ne voulait point la contredire.

— Du Rosel..., reprit la jeune femme. — Dans cette appellation familière, il y avait bien des nuances; certes, quelque degré d'intimité qui eût régné entre Mme de Muzillac et vous, elle n'aurait jamais songé à vous appeler ainsi par votre nom tout court. — Du Rosel, ne trouvez-vous pas que c'est la plus étrange chose du monde que j'aie pris confiance en vous au point de vous faire voir ma tristesse? Je parie que vous ne savez pas pourquoi.

— Pourquoi? répéta-t-il, pourquoi, madame?

— Eh! oui, vous ne le savez point.

C'est ce qui était la vérité pure; non-seulement il ne le savait point, mais il ne s'en doutait même pas.

— Mon Dieu, dit-elle, rien n'est plus simple : j'ai deviné que vous étiez bon, voilà tout. Je vous avais vu quatre ou cinq mois sans y prendre garde; mais, un jour que nous causions ensemble, vous êtes tombé d'accord avec moi que les femmes ne sont point heureuses. Et vous avez dit cela d'un ton...

— Il est vrai, murmura Du Rosel; c'est que je le pensais.

— Ce qui est vrai, repartit vivement la jeune femme, c'est qu'un instant après M. de Muzillac s'étant avisé de soutenir le contraire, vous vous êtes rangé à son avis...

— Mais, madame, s'écria Du Rosel tout effaré, comment aurais-je pu faire autrement? Vous n'y songez pas.

— Oh! que si! fit-elle en secouant la tête et en souriant tristement; M. de Muzillac est un homme dangereux à contredire. Pourtant, quand on en a bonne envie;... mais je ne vous en veux pas. Je sais bien qu'en ce moment-là même le fond de votre pensée me restait fidèle, et que vous ne me contredisiez que pour plaire à mon mari. C'est ainsi que j'ai découvert que vous étiez bon. J'imagine aussi que vous êtes discret.

Du Rosel ne pouvait répondre qu'il ne l'était point; il en aurait été pourtant bien tenté, car il connaissait assez les femmes pour savoir que, lorsqu'elles se parent de leur tristesse, elles sont bien près d'en faire confidence. Mme de Muzillac avait observé que son parasite était discret. Redoutable signe! le pauvre Du Rosel ne voyait que trop bien poindre depuis quelque temps ce nuage importun dans le ciel jusqu'alors sans tache qui se déroulait au-dessus de sa tête. Il n'y a donc pas de bonheur sans mélange! Lui, Du Rosel, qui n'avait jamais rien entendu aux affaires de sentiment et qui croyait fermement qu'on n'aimait que dans les livres, il se voyait transformé en un confident d'amour, car voilà le rôle qu'on lui préparait! Il avait beau jouer serré pour l'éviter: le nuage approchait, grossissait; il en mourait de peur.

— Tenez, Du Rosel, dit Mme de Muzillac, cette solitude où l'on me fait vivre me tue. — Et sa douce voix, au timbre d'argent, s'altéra et s'assourdit, et sa main blanche serrait la main du parasite. — C'est la situation où je suis réduite qui me donne la tentation de parler enfin après cinq ans de regrets et de déceptions amères, continua-t-elle. Je suis lasse de ne me plaindre qu'à moi-même, et je ne vois que vous auprès de moi. Cette demeure est abandonnée et proscrite. On m'en a fait une prison... Jamais, jamais que vous!... Ah! j'étouffe du besoin d'ouvrir mon cœur devant un bon cœur comme le vôtre...

Elle s'arrêta. Du Rosel était muet; tout son sang se figeait dans ses veines à l'idée de ce qui allait suivre. Il se mit à tourmenter sa montre dans la poche de son gilet; ses regards se jetèrent avec désespoir vers les fenêtres de la salle à manger, qui étaient ouvertes et laissaient voir la table servie. Sept heures sonnaient, il avait faim.

— Du Rosel, reprit la jeune femme...

Elle s'interrompit encore une fois. Lui, il n'aurait point parlé pour l'empire du monde, car il devinait bien que Mme de Muzillac n'attendait de lui qu'un mot pour s'enhardir et continuer.

— Taisez-vous, au nom du ciel! dit-elle tout à coup. Voici mon mari!

Extrêmement grand, prodigieusement maigre, le geste sec, la

démarche saccadée, le front déjà tout sillonné de rides, le teint nuageux, le regard enfiévré, tel était M. de Muzillac. On devinait, rien qu'en le voyant, à quel personnage bilieux on allait avoir affaire. Il arrivait alors en riant. Sa bouche mince et serrée s'ouvrit tout à coup par le plus vilain rictus du monde; son rire faisait grand bruit. Il riait de tout. Il n'y avait pas dans le monde entier d'amphitryon ni de mari aussi joyeux que M. de Muzillac. Il s'avança vers sa femme et lui mit en riant un baiser au front. Elle frissonna, puis une rougeur bien incommode se répandit sur ses joues. Le baron tendit le bout des doigts à Du Rosel, et lui demanda, toujours en riant, s'il lui ferait l'honneur de s'asseoir à sa table encore ce jour-là. Or, comme Du Rosel s'y asseyait tous les jours depuis six mois, cette demande aurait bien pu passer pour un sarcasme. Du Rosel s'était souvent permis de penser, — car il pensait tout comme un autre, — que si M. de Muzillac avait été à sa place, pauvre comme lui, il eût pu faire un méchant homme. Étant riche, ce n'était qu'un homme méchant. Au demeurant, point d'estomac. Le baron n'avait soif et faim que de gaîté, il n'avait d'autre passion que de rire.

Et si quelqu'un était venu lui dire que ce rire infatigable n'était pas l'accent de l'enfer même, M. de Muzillac en aurait été bien surpris, car il se tenait pour véritablement infernal. De fait, il avait assez souvent à la bouche des propos bien faits pour épouvanter les âmes sensibles et tendres. Les femmes disaient de lui : « C'est un homme affreux. » Les hommes, ses semblables, disaient : « C'est un personnage incommode. » Les uns et les autres n'ignoraient point que M. le baron de Muzillac, grand tyran dans sa maison, se montrait plus qu'humain au dehors, dans les coulisses à la mode. De cette façon il avait acquis le double renom d'un libertin et d'un sceptique. Il n'en était point content. Cent fois Du Rosel l'avait vu, le soir, après dîner, dans son salon, qui était fort vaste, se promenant à grands pas, lançant vers le plafond qui figurait le ciel ses gestes violens, et disant en frappant du pied : — Que me parle-t-on de scepticisme? C'est une doctrine d'enfant. Ne rien croire sans rien nier, qu'est-ce que cela? Je ne suis point sceptique. Je ne doute pas, je nie. Je suis *riéniste*.

II.

Mme de Muzillac, en sortant de la salle à manger, ne manqua point de retourner au jardin. Passant devant un buisson de lilas blanc, elle y cueillit une branche en fleur, et alla s'asseoir dans un salon de verdure à quelque distance de la maison. L'hôtel de Muzillac était situé dans un quartier fort lointain; le jardin en était

vaste, planté de grands arbres et de bosquets épais : on y goûtait presque le silence des champs, car les rues avoisinantes devenaient désertes et muettes dès la tombée de la nuit; mais cette paix alors était bien troublée par le tapage que causait à l'intérieur de la maison l'entretien du baron de Muzillac et de son cher parasite, qui étaient demeurés à table. La jeune femme d'abord ne les écouta point; elle songeait encore, tout en portant par momens la branche de lilas à ses lèvres. Que de souvenirs cette grappe élégante, à la fraîche haleine, ne venait-elle pas réveiller dans son cœur! — Tous les matins, murmurait-elle, Marc de Carcoüet m'apportait un bouquet de lilas blanc...

La voix de M. de Muzillac éclata dans le même instant. Le baron pressait Du Rosel de goûter une certaine liqueur des îles, une rareté, une merveille. Du Rosel ne se donnait-il point les gants de se faire prier! Et le baron de rire. Le jardin tout entier retentissait du bruit de cette invitation, faite sur le ton d'un ordre moqueur. — Buvez, buvez, Du Rosel.

Puis un nouveau rire strident comme le son d'un fifre retentit dans la salle à manger. Apparemment que le pauvre Du Rosel s'était soumis et avait bu. M. de Muzillac lui annonça qu'ils allaient revenir au sujet de leur entretien. C'est que ce sujet était bien fait pour tenir un sceptique en belle humeur et en haleine. — Du Rosel, s'écria le baron, savez-vous bien ce que c'est qu'un politique?

En vérité, Du Rosel n'en savait mie et s'en souciait bien! Son hôte heureusement lui évita l'embarras de répondre.

— Écoutez-moi, dit le baron. Il est bon de vous instruire. Un politique, mais c'est tout simplement un homme qui, ne croyant à rien, est forcé de feindre toutes les croyances, ensemble ou successivement.

— Ensemble! fit observer Du Rosel, qui s'ingéniait à flatter l'amphitryon.

— Bien dit! reprit M. de Muzillac. Vous avez de l'esprit, Du Rosel. Un politique est donc un homme qui croit se devoir à la religion et à la morale, un homme qui veut donner l'exemple au moins par son langage, de telle sorte que la seule liberté qui lui reste est celle de démentir ses paroles par ses actions.

Du Rosel approuva vivement du geste.

— Je ne fais point fi de ces gens-là, continua M. de Muzillac. Je les aime plutôt, car ils me font rire; mais je n'en suis point. Vous voyez donc, simple Du Rosel que vous êtes, pourquoi je ne suis pas entré dans la carrière politique. On me dit que j'avais assez de biens pour la suivre et que j'y serais allé loin. Ce qui m'aurait manqué, c'est l'hypocrisie. Moi, déguiser ma pensée! moi, me contraindre! moi, me masquer! Jamais.

— Jamais, répéta Du Rosel, jamais.

Dans ce dernier mouvement d'éloquence indignée, M. de Muzillac s'était mis à marcher par la chambre. Mme de Muzillac aussi venait de se retrouver debout sous le berceau, qu'elle quitta pour gagner un endroit plus reculé du jardin. La philosophie de son mari lui faisait peur comme toujours, l'esprit de Du Rosel lui soulevait le cœur. — Le pauvre homme! dit-elle. Encore un commencement de rêve évanoui! encore un plaisir auquel il fallait dire adieu! Ses dispositions avaient bien changé. L'envie de prendre pour confident de ses secrets ennuis ce malheureux qui faisait métier de flatterie pour vivre venait de s'enfuir bien loin d'elle. Comment donc avait-elle pu penser que son mari souffrirait à ses côtés quelqu'un qui ne fût point sa chose, qu'il dédaignerait de s'emparer de ce Du Rosel, qu'il ne s'efforcerait point de mettre la main jusque sur cette proie chétive, de verser jusque dans cette coupe sans prix le fiel de ses doctrines amères? Comment avait-elle pu croire qu'il lui laisserait au monde l'ombre d'un ami, si misérable que fût cette ombre?

Depuis cinq ans, il avait ainsi éloigné d'elle tous ceux qui l'avaient aimée; les plus proches même n'avaient pu se résigner longtemps à subir la loi de la maison, qui était de tout entendre sans révolte et sans murmure. Dans son goût effréné pour la licence des discours, M. de Muzillac n'épargnait personne. Tous l'avaient quitté. Il n'était point jusqu'aux amitiés banales qui ne se fussent retirées une à une avec un froid sourire aux lèvres. Tout ce monde d'éclopés et de blessés par ces traits sanglans que le baron appelait ses libres propos s'en étaient allés émus d'une rancune mortelle, et souvent les effets s'en faisaient sentir à distance; mais lui, il n'en savait que rire, toujours rire. Depuis deux ans que son œuvre était achevée, il se promenait avec délices dans ses salons déserts, il se complaisait dans sa gloire et triomphait sur son îlot; mais elle le savait bien, elle qui le connaissait dans les replis de sa pensée, dans le secret de sa passion jalouse et sombre, dans le triple fond de son âme orgueilleuse et dure, — elle savait bien que ce qui lui agréait davantage dans cet abandon universel et dans ce châtiment, c'était de l'y avoir entraînée à sa suite, c'était, en faisant la solitude autour de lui, de l'avoir du même coup faite autour d'elle.

Longtemps il avait eu pour sa femme les terribles soins d'un tyran qui veille. Les hommes qui lui ressemblent recherchent dans le mariage autre chose que la satisfaction de l'intérêt, et pour les bienséances ils n'y songent point. Il l'avait prise pauvre; elle était bien née par hasard : il l'aurait épousée servante; il l'avait aimée! La mémoire qu'elle en gardait lui donnait le frisson. Heureuse en-

core de pouvoir opposer à ces cruels souvenirs d'autres images qu'elle ne chassait plus! Elle pressa de nouveau la branche de lilas sur sa bouche. Revenant alors sur ses pas, étonnée du grand silence qui avait succédé dans la maison au bruyant colloque du dessert, elle jeta les yeux vers la salle du dîner. Le baron, étendu sur un fauteuil, près d'une croisée, fumait un cigare. Du Rosel n'avait jamais aimé le tabac, herbe traîtresse, méchant poison qui endort les papilles du palais, rend l'appétit capricieux et tarit ainsi la vie dans la source de ses plaisirs. Il était là, machinalement accoudé sur la table, buvant à petits coups la liqueur des îles. Lui aussi, il se mêlait de rêver. Et à quoi, grand Dieu! pouvait bien rêver Du Rosel?

Mme de Muzillac ne le devinait point. En le voyant dans cette attitude singulière, il ne lui vint qu'une mauvaise pensée : elle se dit qu'il calculait mentalement sans doute le redoublement de faveur que ses complaisances nouvelles allaient lui mériter de la part du maître, et l'indignation qu'elle venait de concevoir contre lui n'en fut que plus vive. Quelle injustice! et comme elle se trompait! Est-ce que Du Rosel avait besoin d'un accroissement dans la faveur du maître? Est-ce qu'il ne la possédait pas tout entière? Et c'est là justement ce qui l'inquiétait, car il estimait qu'elle ne lui coûtait pas assez cher : quelques flatteries, voilà tout. Il avait connu tant d'honnêtes gens, avant le baron de Muzillac, qui ne le recevaient à leur table que comme un bouffon sur un théâtre! La facilité d'un tel hôte l'effrayait. A de certains momens, comme en celui-ci, il ne pouvait s'empêcher de craindre qu'on n'eût sur lui quelque dessein secret qui lui échappait; il se demandait ingénument en quoi il pouvait servir à un homme qui lui demandait si peu. C'est à cela qu'il rêvait.

En quoi il était utile au baron? En quoi Amphitryon pouvait se servir de Sosie? — Ah! si celui-ci l'ignorait, Mme de Muzillac ne le savait encore que trop bien! — Et d'abord le baron aimait Du Rosel, il l'aimait même d'une passion sincère; il s'était épris de lui dès qu'il l'avait vu. Où leur rencontre s'était-elle faite? En un bon lieu s'il en fut, aux festins d'un vieillard célèbre par sa richesse et sa gourmandise, un moderne Trimalcion. Et tout de suite M. de Muzillac de s'assurer sa conquête, d'amener, d'installer chez lui le nouvel ami après l'avoir présenté à la baronne, de lui donner la belle place, qui était vide depuis que le monde avait mis l'hôtel de Muzillac en quarantaine, le haut bout à la droite du maître, la place de l'affranchi de César... Et depuis lors, depuis six grands mois, Du Rosel servait à ravir M. de Muzillac au ciel.

Ni honneur, ni fierté, ni cœur, ni âme, il le croyait du moins, — rien qu'un estomac dans sa servilité naïve. La douce chose à voir,

le curieux sujet d'étude, la belle preuve contre la vertu, contre le sentiment et toutes les autres chimères! Le sceptique tenait là sous ses yeux un spécimen du genre humain dégradé tout entier dans la personne de son convive. O source toujours renaissante de délices et de discours! voilà donc à quoi Du Rosel lui était utile! A confirmer sa philosophie par un exemple!... Mais il lui était aussi d'un bien autre secours pour une chose bien différente, autrement délicate et cachée. Du Rosel était là, toujours là. Vraiment il ne déparait point la maison. Après tout, il était né de parens honnêtes, et l'on découvrait aisément un vernis d'éducation sur ses misères. Le baron se plaisait à dire de lui qu'il avait bonne façon et faisait figure. Il ajoutait avec un redoublement d'ironie que sa compagnie n'était point sans agrémens et bien d'autres badinages. Et Mme de Muzillac s'était crue le jouet d'un songe lorsqu'elle avait compris pour la première fois ce que son mari s'efforçait de lui faire entendre, lorsqu'elle s'était aperçue qu'il osait bien compter sur ce meuble vivant pour peupler sa solitude.

Le premier mouvement de la jeune femme à cette étrange découverte avait été ce qu'il devait être, du ressentiment et de la colère; puis tout cela s'était effacé. L'habitude était venue de voir et de regarder vivre à ses côtés ce pauvre Du Rosel. Un jour même, elle avait été bien surprise de trouver quelque chose qui ressemblait à de l'amitié pour lui dans un coin de son cœur. C'est alors que ce grand projet était né de lui confier une partie de ses chagrins, afin qu'il ne fût pas dit que personne ne les connaissait au monde : chétif et mélancolique dédommagement, dont la pensée venait de s'évanouir à peine éclose, dernière ressource d'une âme affolée par l'abandon et qui ne sait où se prendre...

Mais le baron et Du Rosel sortaient alors de la maison. La jeune femme, qui n'était nullement désireuse d'une rencontre, se hâta de battre en retraite sous le berceau, et s'y assit dans l'ombre. Ils passèrent. M. de Muzillac l'avait vue. Il marchait en silence, un peu en avant de son compagnon. Mme de Muzillac soupira d'aise quand elle fut bien sûre qu'ils avaient gagné tous deux le bout du jardin.

L'air était d'une pureté parfaite. Ce ciel resplendissant d'étoiles, cet été prématuré, la fraîcheur du feuillage encore nouveau, les fleurs et cette brise du soir muette et paresseuse qui succède aux journées chaudes, tous ces enchantemens continuaient d'exercer leur puissance magique sur l'âme de la jeune femme, ouverte aux impressions et aux songes; mais il est une senteur plus pénétrante et plus profonde que les lilas et les chèvrefeuilles, parure brillante de la terre : c'est la terre elle-même quand elle laisse sortir de son

sein les rayons qui l'ont échauffée durant le jour et se couvre de rosée comme d'une sueur divine. De tous les grands parfums de la nature, celui-là est le seul qu'on puisse connaître et respirer dans un faubourg de Paris, à deux pas d'un océan de pierres et d'hommes. Une vapeur invisible, chargée de cette senteur vivante, s'élevait du fond des bosquets autour de Mme de Muzillac, et elle en demeurait enivrée et comme assoupie. Aussi n'entendit-elle point les pas de son mari et de Du Rosel qui s'approchaient de sa cachette; elle ne vit pas le premier s'avancer dans le berceau, tandis que Du Rosel se tenait à l'entrée, près de la porte de feuillage. Seulement elle sentit tout à coup un bras qui s'appuyait au dossier de sa chaise : elle n'eut point de peine à deviner la présence de son mari, car une telle familiarité ne pouvait sans doute être prise par un autre. Ce ne fut pas un heureux réveil.

Comme la main du baron se trouvait ainsi tout près de la chevelure de sa femme, elle s'avança machinalement et l'effleura; mais M. de Muzillac s'interrompit aussitôt dans cette caresse banale. Il y avait un abîme entre cette main crispée et ces boucles légères comme il y en avait un entre ces deux âmes. Si la beauté de Mme de Muzillac n'avait pas cessé peut-être de plaire au baron, il n'en était pas de même de ses pensées. Il les connaissait toutes; il n'ignorait pas qu'il n'en avait jamais été le maître, et c'est à quoi il ne se résignait point. Cette désapprobation constante, sans bruit, sans paroles même, qui se trahissait à peine par une rougeur, par une échappée du regard, lui causait une rancune furieuse. Souvent il avait dit à la jeune femme avec sa terrible amertume : Vous êtes mon ennemie! Elle s'en défendait les larmes aux yeux : il riait; mais il est de ces ennemis qu'on s'est faits avec tant d'art et tant de peine, toujours tristes, toujours muets, qu'on ose rarement, si bien armé qu'on soit, attaquer en face.

— Laura, dit le baron, j'ai un bon conte à vous faire. Il s'agit de votre cousin de Carcouët. Oh! je tiens de quoi vous égayer.

Pas un mot, les lèvres de la jeune femme se serrèrent pour échapper à la tentation de s'ouvrir. Pas un geste, tout son corps se raidit pour ne point tressaillir. Tout au plus le baron put-il sentir comme un poids plus lourd pressant la chaise. Peut-être bien aussi que Laura pâlit; mais la nuit la protégeait.

— Carcouët a chanté une nouvelle palinodie, ma chère, reprit le baron tout en lançant dans l'air une gerbe de notes plus aigres et plus dures encore que son rire accoutumé. Carcouët, vous vous en souvenez bien, a d'abord été philosophe, puis dévot. Il s'était refait philosophe. Eh bien! le voilà redevenu dévot. Les vents sont inconstans et ils tournent. C'est le propre d'un bon pilote de leur céder

au lieu de leur tenir tête. — Mais savez-vous ce que c'est que Carcouët, mon cher Du Rosel?

— Si je le sais, monsieur! répliqua Du Rosel tout en réprimant un grand bâillement. Sans doute, puisque vous venez de nous le dire. C'est un cousin de Mme de Muzillac.

— C'est un gentilhomme gazetier qui serre de près la fortune, s'écria M. de Muzillac. Il fait ce qui est de bonne guerre, il vend ses croyances; c'est pourquoi il a toujours grand soin d'en nourrir quelqu'une afin d'avoir toujours quelque chose à vendre. Oh! c'est un habile compère! Qui aurait jamais pensé cela de lui quand il était jeune et ne songeait qu'aux tendres idylles? C'est votre cousin germain, ma chère Laura?

— Le fils de mon oncle, dit Mme de Muzillac d'une voix claire.

— Et voilà le bon conte que je vous avais promis, continua le baron; mais peut-être bien avez-vous entendu la conversation que j'avais avec Du Rosel tout à l'heure.

— Vraiment non, dit-elle, j'étais loin d'ici.

M. de Muzillac quitta brusquement le dossier de la chaise.

— Ma chère, dit-il, j'expliquais à Du Rosel pourquoi je n'ai jamais voulu me mêler à la politique. C'est que je ne me soucie point de ressembler à notre cousin de Carcouët et à ses émules. Vous vous rappelez bien ce que j'ai dit à ce propos, mon cher Du Rosel?

— A merveille, repartit le parasite.

— J'avais depuis ce matin ce diable de Carcouët en tête; c'est ce qui m'a conduit à ce sujet. Sans cela, j'aurais aussi bien pu en choisir un autre, pour tuer le temps, après dîner et en fumant mon cigare...

— D'autant, interrompit Laura, que tous les sujets vous conduisent à la même conclusion.

— Toujours la même! s'écria-t-il exaspéré de n'avoir pu la troubler, ni même la surprendre. C'est que l'homme est un demi-dieu malfaisant, qu'il enrage au fond de son cœur d'être la vilaine petite chose qu'il est, et qu'il tiendra ferme à ne point se l'avouer jusqu'à la consommation des siècles. C'est qu'il ne saurait jamais, jamais produire que le mensonge et l'hypocrisie. C'est que celle-ci n'est qu'un hommage que le vice rend à la sottise, si tant est qu'il y ait des vices dans le monde, où l'on pourrait bien penser qu'il n'y a que de la sottise toute pure. C'est qu'il n'existe pas un grain de vérité vraie, pas un atome de sérieux sous le soleil. C'est que tout enfin n'est qu'une poussière roulant au hasard, et qu'il ne faut croire à rien, à rien!

Et partant là-dessus d'un grand éclat de rire : — Venez, ajouta-t-il, venez, Du Rosel.

Ils descendirent l'allée tous les deux. Sans doute ils allaient la

remonter encore une fois. Laura ne bougea point. C'était un frémissement intérieur qui l'agitait; elle demeurait là reployée sur elle-même, tout son corps était tendu comme un arc bandé d'où le trait va partir. Certes il aurait bien mieux valu pour M. de Muzillac, le *riéniste*, d'avoir oublié franchement que son cousin de Carcouët était au monde.

Cinq ans de tyrannie ouverte, de persécutions sournoises et de sarcasmes à toute outrance, Laura les avait supportés sans révolte; mais c'en était trop de ce coup brutal frappé à main pleine sur le trésor caché de ses regrets et de ses souvenirs. Jamais pareil orage n'avait grondé dans sa tête et bouillonné dans ses veines. Il faut bien que la faiblesse humaine ait des bornes, si le despotisme n'en reconnaît point. Quels droits avait donc M. de Muzillac sur ce bonheur d'autrefois, si pur, si loin et si vite envolé, qui n'avait jamais existé que comme un projet, à peine comme une espérance, et dont on ne pouvait dire qu'il eût été? Quels droits? Aucun; mais il usurpait celui qu'il n'avait pas. Et Laura n'accueillerait point la pensée qui lui venait pour la première fois de résister et de se défendre! Et elle laisserait impunément insulter en sa présence celui par qui elle avait failli être heureuse, celui qu'elle n'avait jamais cessé d'aimer!...

Le baron et Du Rosel revenaient vers le berceau, comme elle s'y était bien attendue. Elle méditait et cherchait sa revanche; mais laquelle imaginer? Un tel homme les défiait toutes. Le baron s'approchait en chantonnant de sa voix convulsive la romance d'un nouvel opéra italien alors en vogue. Laura se redressa tout à coup et écouta.

— Morbleu! dit-il en arrivant à la dernière mesure, que cela est beau!

— Fort beau! repartit le complaisant Du Rosel. Vous m'avez dit, je crois, monsieur, que cette romance était chantée par la Fiorella?

— La Fiorella! répéta Laura dans sa retraite; elle tenait sa revanche.

— Oui, vraiment, par la Fiorella! reprit le baron. Un grand talent, belle comme le jour, et, sur ma parole, quasi vertueuse...

Il n'acheva point, car Mme de Muzillac se montra sortant du feuillage. — Ah! voilà un *quasi* qui demande une explication! s'écria-t-elle.

Et en même temps elle riait d'un rire qui aurait bien voulu être le plus naturel du monde; mais M. de Muzillac n'avait garde de s'y tromper.

— Je supprimerai cette restriction, si elle n'est point à votre gré, répliqua-t-il en se mordant les lèvres. Mettons donc que la Fiorella est vertueuse... tout à fait.

— Je sais cela, reprit hardiment Laura. On la soupçonne même d'être un tant soit peu dévote, et, ma foi, elle s'en laisse soupçonner. Quant à la liaison qu'elle entretenait autrefois avec ce vieux prince du Danube... Mais pardonnez-moi, il ne me convient point de parler de ces choses...

— Il me convient, à moi, d'en parler! s'écria le baron, qui ne se possédait plus. Le monde, ma chère Laura, bien mieux instruit que vous, n'ignorait pas que cette liaison que vous rappelez était honnête. Je vous conseille de prendre garde à la calomnie. S'attaquer, comme vous le faites, à une affection...

— Quasi filiale et quasi paternelle, interrompit Laura, rendant pour une fois à son mari l'un des ces bruyans éclats de rire dont il remplissait d'ordinaire la maison; mais, monsieur, ne me disiez-vous pas que vous ne croyiez à rien tout à l'heure?

— Je le dis encore, reprit-il avec violence.

— Ni à la probité, ni à l'honneur, ni à aucun sentiment, de quelque genre que ce soit, ni au cœur, ni à l'âme sans doute, ni à Dieu?... Ah! ce sont vos propres paroles... Mais vous croyez à la vertu de la Fiorella! Vous voyez bien, monsieur, qu'il faut croire à quelque chose.

Et sur ce dernier mot, riant de plus belle, elle rentra sous le berceau. A peine assise, elle y appela Du Rosel; mais le baron de son côté avait mis la main sur le bras de son cher parasite et s'apprêtait à lui parler. Heureusement il ne parla point. Dans la stupéfaction indicible où le jetait l'audacieuse sortie de sa femme, il ne se trouvait pas de pensées bien claires. Il prit donc le parti de se détourner brusquement et s'éloigna, ce qui enleva un grand poids de dessus le cœur du parasite. Appelé par Laura, retenu par le baron, ce pauvre Du Rosel ne savait auquel entendre, et son embarras n'était point mince. Enfin M. de Muzillac avait disparu. Un instant après, sa voiture roula dans la cour de l'hôtel, puis dans la rue. Il était loin. Du Rosel accourut auprès de Laura.

III.

— Ne l'en croyez point! s'écria-t-elle en s'élançant vers lui. Et un si grand feu brillait dans ses yeux qu'ils éclairaient la nuit du bosquet comme deux étoiles. — N'en croyez point M. de Muzillac! Vous savez s'il voit toutes choses sous des couleurs fausses et cruelles! Suivant lui, il n'y a pas d'honnêtes gens. A l'entendre, quiconque a fait le plus petit sacrifice à sa fortune est un scélérat, rien de moins. Il fait profession de haïr jusqu'à la mort toute feinte et tout mensonge. Ah! que cela est beau! Pourtant ma vie serait moins triste, si dans le cours de la sienne il avait un peu plus sou-

vent menti. Non, non, M. de Carcouët n'est point ce qu'il plaît à mon mari de dire. Il n'a pas de biens, il veut avancer dans sa carrière : n'est-ce pas une chose naturelle? Mais l'ambition ne le poussera jamais à aucune action blâmable, j'en réponds, j'en ferais le serment. Nous avons été élevés ensemble, étant enfans des deux frères. C'est un homme d'honneur, c'est un gentilhomme, je le connais bien.

— Madame, balbutia Du Rosel, tout interdit par ces gestes, par ce regard, par ce flot de paroles pressées qui sortait de la bouche de la jeune femme, je n'ai jamais vu M. de Carcouët; c'est la première fois que j'entends prononcer son nom.

— Certes, reprit-elle avec la même animation, c'est la première fois qu'*il* ose parler de lui.

— M. le baron tient assurément quelquefois des propos bien durs.

— Dites que la calomnie ne lui coûte rien; dites qu'il trouve un odieux plaisir à répandre sans ménagement ni scrupule contre ceux qu'il croit ses ennemis les accusations les plus noires! Et qui n'est pas son ennemi dans le monde? Qui est-ce donc qu'il ne hait point?...

— Madame, interrompit Du Rosel, nous sommes ici bien près de la maison; les valets pourraient vous entendre. La probité de M. de Carcouët a trouvé en vous le meilleur avocat qu'elle pût avoir. Pour moi, je n'en saurais douter un moment.

— Vous n'en doutez pas! Cela est heureux! s'écria-t-elle. Je me soucie bien des valets!... Je vous remercie de votre condescendance, mais ne pensez pas qu'elle me suffise. Je veux, ne vous en déplaise, que vous demeuriez bien mieux persuadé de ce dont vous ne doutez point. Vous avez été le témoin de ces allégations injurieuses contre M. de Carcouët, vous écouterez aussi sa défense...

— Madame,... murmura Du Rosel, essayant encore de l'interrompre.

— Oui, fit-elle en reculant d'un pas, je vous entends bien. Tout ce que je vous dirais serait inutile. Ah! les paroles de M. de Muzillac ont bien plus de puissance que les miennes! Vous êtes à lui, bien à lui. Je vous dis que ses effroyables doctrines se gravent dans votre esprit comme au burin. Elles font votre admiration et vos délices. Vous lui appartenez comme le disciple à son maître. Vous estimez ce qu'il estime, — oh! c'est si peu de chose! — et vous croyez ce qu'il croit!... Quoi d'étonnant d'ailleurs? Ce n'est pas moi qui règne ici, et il n'est pas dangereux, il est prudent même d'être mon ennemi.

Là-dessus elle retourna vers sa chaise, s'y laissa retomber, et se tut. Ce silence durait déjà depuis plusieurs minutes, que Du Rosel

cherchait encore une réponse. Laura avait mis sa tête dans ses mains; de petits tressaillemens convulsifs l'agitaient par momens tout entière; elle poussait alors un grand soupir ou une exclamation à demi étouffée, mais elle frappait en même temps du pied sur le sable. Du Rosel voyait à merveille quelle serait la fin de toute cette tempête, dont la cause n'était que trop claire. Ce M. de Carcouët, — que le dieu des parasites le voulût confondre! — lui semblait être venu au monde tout exprès pour déranger sa vie, qui était si belle avant que le nom du gentilhomme gazetier fût prononcé dans la maison. C'est pourquoi il hésitait encore à répondre, sachant bien qu'on allait le contraindre à demander grâce pour toutes les prétendues fautes qu'on lui reprochait depuis un quart d'heure. Son pardon allait être mis à un terrible prix. Et lui qui se flattait encore avant le dîner d'échapper à ces confidences d'amour! On n'évite pas sa destinée.

— Ah! vos reproches ont été trop loin, madame! s'écria-t-il enfin. Je ne sais plus que vous dire. Si vous ne m'aviez accusé que de n'être point votre serviteur, il me semble que j'aurais eu bien plus de courage à m'en défendre. J'eusse été heureux de n'être traité par vous que d'ingrat; mais vous voulez que je sois votre ennemi!...

— A la bonne heure! fit-elle. Vous commencez à mieux trouver ce qu'il faut me dire. Les accens du cœur font toujours plaisir à entendre... Mais que sert tout cela? Il vaut mieux me quitter, Du Rosel.

— Quoi! s'écria Du Rosel d'une voix altérée, vous quitter, madame!

Quitter une si bonne maison! Ah! Du Rosel aimait mieux les confidences.

— Vous pourriez prendre de l'affection pour moi, continua-t-elle. Vous savez bien que l'aversion de M. de Muzillac pour vous en serait la conséquence. Laissez-moi plutôt. Je n'ai que trop bien contracté l'habitude de vivre seule. Mon cœur eût été trop heureux de s'ouvrir une fois et de se faire connaître. C'est un bonheur dont je saurai bien me priver. Il le faut. Tenez, Du Rosel, j'ai peut-être été injuste envers vous. Je veux que vous me pardonniez avant de me dire adieu.

Elle lui tendait en même temps la main. Il la prit. Laura ne la retira que lentement; mais il y avait une chaise près de celle de la jeune femme, Du Rosel s'y assit résolûment, et Laura ne sembla pas d'abord y prendre garde. Ce ne fut qu'au bout d'un moment que, jetant les yeux à ses côtés, elle s'aperçut qu'il était là. — Ah! lui dit-elle comme en rêvant, vous ne partez pas?

Elle se trouvait ainsi le corps à demi penché vers lui, la tête renversée. Cette molle attitude, l'accent voilé et comme lointain

dont elle avait dit ces derniers mots sortis de sa bouche au hasard, tout cela fit bien voir à Du Rosel qu'elle s'abandonnait encore une fois à ses pensées et à ses songes, et il ne put s'empêcher d'en lever les épaules dans un grand élan de pitié. La lune à cet instant perça le feuillage; un de ses rayons tremblans tomba sur le charmant visage de la jeune femme, qui apparut alors éclairé d'une double lumière venant de l'âme et des cieux. Du Rosel avait souvent pris la peine de remarquer que Laura était jolie : jamais il ne l'avait vue si belle. Il se prit à réfléchir que jamais aussi il ne s'était trouvé si près, à une pareille heure et dans un tel lieu, d'une femme accomplie de tous points comme était Mme de Muzillac, et cette réflexion le fit sourire. Ses alarmes d'ailleurs commençaient à se dissiper; il reprenait un peu de liberté d'esprit, grâce à cette interruption de tout entretien, qui promettait d'être longue; il l'employait sans doute à de bien pauvres bagatelles.

Tout à coup la jeune femme reprit la parole, ou plutôt ce ne fut d'abord qu'un murmure inintelligible. Les larmes la gagnaient encore; elles venaient une à une et ne coulaient point, elles formaient autour de ses beaux yeux comme un cercle de rosée. Sa gorge était oppressée, elle respirait longuement... Ce fut certainement le diable lui-même qui suggéra à Du Rosel cette pensée extraordinaire, que l'haleine de Mme de Muzillac n'était pas moins embaumée que celle des fleurs...

— Il y a six ans! dit Laura... Six ans! reprit-elle au bout d'un moment. M. de Carcouët en avait alors vingt-trois, et moi vingt. Il n'y avait plus de réunion dans notre famille sans qu'il s'élevât aussitôt un grand débat pour savoir si l'on devait nous marier. Ma mère s'y opposait, alléguant que nous n'avions de biens ni l'un ni l'autre. Le père de Marc et le mien répliquaient : « Ils n'en ont pas besoin. » Quelquefois Marc, redevenu sérieux, s'écriait qu'il saurait en acquérir. Il ajoutait, quand nous étions seuls, qu'il avait été trop occupé de moi jusqu'alors pour avoir songé à faire fortune. C'est ce que l'on m'a dit de plus doux et de plus beau dans ma vie. Ah! je considérais déjà mon bonheur comme un rêve accompli. M. de Muzillac dès lors avait demandé ma main. Je l'ignorais. Mon père, qui ne croyait point que sa fille dût se marier sans amour, ne m'en avait même pas avertie.

— Cependant, fit observer Du Rosel, que le nom seul de M. de Muzillac rappelait toujours à la réalité des choses et à la pensée des biens de ce monde...

— Cependant M. de Muzillac est riche, s'écria Laura, et il faut que je sois moi-même bien ridicule et bien sotte pour ne point vous laisser tranquillement retourner chez vous et dormir en paix. Que me sert de vous parler? Vous ne me comprenez pas...

Elle se trompait : Du Rosel au contraire commençait à comprendre, mais il commençait seulement.

— Quoi! reprit la jeune femme, n'avez-vous jamais eu d'autres sentimens que ceux-là? Est-ce bien vrai? est-ce possible? Encore êtes-vous du moins logique et sincère, vous! Il vous paraît que rien n'existe hormis la richesse, et vous le dites. Vous en parlez bien comme un homme qui ne la connaît pas, qui n'en a jamais joui que par les yeux et par le plaisir de la voir briller dans la main des autres. Elle est demeurée pour vous le songe suprême, l'idéal, le septième ciel auquel vous n'avez jamais espéré d'atteindre. Je me sers de ces expressions pour me bien faire entendre de vous, car je m'aperçois que j'ai affaire à un esprit où le cœur n'a jamais jeté de lumière. Eh bien! j'ai eu aussi mon septième ciel; mais, hélas! quelle différence entre le vôtre et le mien! Je m'y croyais déjà transportée, et je m'y voyais assise dans un ravissement sans fin... Voyons, vos yeux s'ouvrent-ils? Dois-je continuer à causer avec vous comme avec un ami fidèle?... Ah! ces plaintes que je répands devant vous me soulagent mieux que ne l'ont fait cinq ans de larmes solitaires. Que cela est bon de faire voir le fond de son cœur!... Je ne vous demande que de m'écouter. Faites un effort pour comprendre que je suis malheureuse. Quant à bien sentir pourquoi je le suis et ce qui me fait souffrir davantage, apparemment vous ne le pouvez pas... Allez! je me doute bien que vous n'avez jamais aimé.

Et sa main, comme elle disait cela, vint à se poser sur celle du parasite. C'était la seconde fois dans la soirée qu'arrivait cette chose si naturelle. Du Rosel tressaillit pourtant. — Non, dit-il, non, madame.

— Vous n'y avez jamais songé peut-être?

— Jamais.

— Pauvre Du Rosel! Écoutez-moi donc, reprit Laura. Mon père mourut. Ah! qu'est-ce que la sagesse? Il croyait en avoir fait preuve : il avait passé vingt ans à arranger pour moi cette félicité qui ne devait point finir. Elle n'a pas même commencé. Qu'est-ce que la vie? Des fantômes qui nous fuient, d'autres qui nous poursuivent. Rien ne nous reste, rien n'est notre bien que le regret. Il nous rappelle les choses qui nous ont blessés à mort, et c'est lui qui nous fait vivre!

Du Rosel eût voulu retirer sa main, qu'elle ne cessait point de tenir. Ces accens passionnés l'animaient, le troublaient, l'ébranlaient de la tête aux pieds comme le premier souffle d'un orage. Il songeait, tout en écoutant la jeune femme, qu'il avait redouté ses confidences comme le plus grand ennui qui le pût atteindre. Qui lui eût dit qu'il y trouverait sitôt après ce plaisir étrange, qu'elles

lui inspireraient cette curiosité avide? — Et M. de Carcouët, dit-il, M. de Carcouët, madame?...

— Voyez! continua Laura, tout ici me glace dans ce luxe qui m'environne et qui n'était pas fait pour moi. Une seule chose me console, me soutient, me réchauffe, c'est cela, c'est le souvenir, c'est l'image des jours heureux qui devaient être et qui ne furent point.

— Mais lui! reprit Du Rosel, lui!

— Non! non! ne me conseillez pas d'oublier! s'écria-t-elle. Un tel conseil serait bien la preuve que vous ne connaissez point le prix de cette souffrance que je viens pourtant de vous dépeindre. Vous ne connaissez pas le charme de cette double vie que je mène depuis cinq ans! Encore une fois, c'est tout ce qui me reste. Ah! j'appartiens à un autre, il est vrai; mais si vous sentiez comme moi ce suprême bonheur de vaincre par la persistance du rêve la réalité aveugle qui m'opprime et qui se flatte d'y réussir! si vous aviez éprouvé cette délicieuse jouissance que je trouve, étant la plus faible, à me sentir au fond la plus forte, et cette double et triomphante fierté d'un cœur qui bat librement, quoi qu'on lui fasse, dans sa servitude apparente, et que rien, je vous le dis, rien ne pourra jamais ni changer ni réduire! si vous aviez éprouvé cela!...

Elle s'interrompit. Le bruit d'une voiture retentissait de nouveau dans la rue voisine. — Déjà! murmura-t-elle.

La voiture courait un train d'enfer : elle s'arrêta devant la porte de l'hôtel et pénétra dans la cour. C'était bien M. de Muzillac qui rentrait deux heures plus tôt que de coutume. Laura se leva. *On* ne m'avait laissé d'autre bien que la solitude, dit-elle; est-ce qu'on voudrait me la reprendre?

Du Rosel aussi s'était levé. — Que faites-vous? lui dit brusquement Laura. Craignez-vous de ne pas goûter un sommeil tranquille, si vous n'avez point souhaité le bonsoir à M. de Muzillac? Vous ne le verrez pas ce soir. Je ne veux point que vous le voyiez.

— Madame! fit Du Rosel, je ne songeais pas à M. le baron.

Et il disait vrai.

— Non, reprit-elle, vous ne le verrez pas. J'ai dû vous toucher par mes plaintes, qui sont si justes. Je veux au moins que vous emportiez l'émotion que je vous ai causée. Si votre cœur s'est ouvert, M. de Muzillac le refermerait par une de ses railleries maudites. Il me semble que vous êtes à moi, il vous ramènerait à lui. Venez. Je vais vous faire sortir par la petite porte du jardin qui donne sur le faubourg. Je regretterais tout ce que je viens de vous dire, si je n'étais la dernière à vous parler.

Elle lui fit signe de la suivre, et il obéit; mais il frémissait d'impatience et de désir non satisfait. Si vaste que fût le jardin, la route ne pouvait être bien longue, et la jeune femme cependant marchait

en silence. Ainsi donc ces confidences allaient pour cette fois se borner là! Et le reste, la fin de cette histoire si simple et dont le commencement lui semblait si beau, Du Rosel devait renoncer à l'entendre?...

— Nous aurions pu demeurer encore sous le berceau, madame, dit-il à voix basse; M. de Muzillac n'y serait pas venu sans doute...

Mais Laura ne répondit point. Elle allait d'un pas rapide, évitant les chemins découverts, et passant au travers des bosquets sans souci de sa parure. Une branche folle vint à s'accrocher à ses dentelles, et Du Rosel s'avança pour la dégager. Il le fit d'une main tremblante. — Madame, balbutia-t-il, M. de Carcouët avait donc cessé de vous aimer?...

Elle s'arrêta, porta la main à son cœur; il la soutint, car elle chancelait, mais ce ne fut qu'un instant. — Venez! dit-elle.

Ils arrivèrent devant la petite porte du jardin. Laura voulut elle-même tirer l'énorme verrou qui la défendait; mais ses forces n'y pouvant suffire, Du Rosel vint encore à son aide. — Partez, partez, lui dit-elle en le poussant doucement.

Mais, comme il allait passer le seuil, elle le retint par le bras. — Oui, s'écria-t-elle, vous devez en juger ainsi, puisque j'en ai épousé un autre! Il n'y a que moi qui puisse croire que Marc n'a pas cessé de m'aimer!

Assurément Du Rosel ne le croyait pas, lui, et il ressentait une joie inexplicable et bien insensée de ne pas le croire. Pourquoi cette joie? que lui importait que ce Carcouët fût ou ne fût point resté fidèle à la passion de sa jeunesse? Rien, vraiment rien. Il ne se reconnaissait pas lui-même. Il demeurait là, immobile, à la place où Laura venait de le quitter. Il s'imaginait encore la voir et l'entendre.

Il appliqua son oreille contre la porte, cherchant à saisir le bruit des pas de la jeune femme qui s'en retournait vers la maison. Elle s'en allait avec son rêve. Que cela pourtant était beau! mais quelle énigme! Qu'était-ce donc que ce sentiment extraordinaire qui animait d'un souffle si durable et si fort une si douce et si faible créature? Source mystérieuse de délices et de souffrances, de triomphes et de sacrifices, de jouissances et de larmes, d'où venais-tu? Ah! quel ravissement que de l'entendre et de la regarder couler comme un flot d'or sur des lèvres ardentes et pures! Grand Dieu! que Mme de Muzillac était belle! Pourquoi ce Carcouët ne l'aimait-il plus? Pourquoi son mari ne l'aimait-il point? Comment n'était-elle pas aimée de la terre entière?... Et comme Du Rosel à ce moment s'écartait un peu de la muraille, il aperçut à travers les arbres une lumière qui brillait dans la chambre de Laura. Ce qu'il sentit tout à coup passer en lui l'effraya si fort qu'il mit sa main devant ses yeux, et s'enfuit plutôt qu'il ne s'éloigna.

Hélas! toute cette folie, tout cet enchantement, tout ce surprenant délire faillit bien se terminer comme la plupart des grands élans et des grands coups des passions humaines, par un accident ridicule. Le pauvre Du Rosel, qui marchait en regardant le ciel entrouvert au fond de son âme, rencontra une pierre et trébucha. Ce choc soudain eut pour effet de le rappeler à lui-même. La nuit continuait son cours dans sa sérénité profonde. Tout était muet. Le passant attardé dans cet endroit désert ne savait s'il était aux champs ou à la ville. Ce faubourg, à peine peuplé de quelques masures, ne formait pas encore de rues du côté de l'hôtel de Muzillac; c'était une sorte de hameau, bâti sans ordre, à la limite des lieux habités, au bord d'une plaine morne et presque sinistre, parsemée de quelques chétives cultures, coupée par de grandes cavités béantes qui avaient autrefois servi d'entrée à des carrières abandonnées. Du Rosel connaissait ce chemin. Le baron se plaisait souvent à le lui faire suivre à une heure avancée, tout en lui disant avec son rire éternel qu'il aimerait mieux, quant à lui, traverser les Abruzzes. La lune, alors à son déclin, ne jetait plus que des lueurs tremblantes sur cette terre fauve. La Seine roulait son flot monotone au bout de la plaine; mais pour la première fois Du Rosel poursuivait sa route sans se soucier d'aucun péril. Il était bien loin de ces vagues alarmes dont la veille encore il se fût laissé assaillir. Il se sentait plus brave, plus fort que jamais il n'avait été.

Rentré chez lui, il fit une chose plus étrange encore que tout le reste, car, si le parasite Du Rosel aimait passionnément quelque chose au monde outre la table, c'était le sommeil, et cependant la pensée ne lui vint même pas de se mettre au lit. Il s'apprêtait vraiment à passer la veillée des armes, croyant sentir qu'une nouvelle vie allait commencer pour lui le lendemain. Il ignorait en quoi elle serait différente de l'ancienne, mais il savait bien qu'elle le serait.

Cependant, comme il venait, à la fin de la matinée suivante, de céder à la fatigue et qu'il s'endormait sur un fauteuil, un visiteur le réveilla. C'était un laquais de M. de Muzillac qui entra, déposant tout d'abord sur un meuble une boîte de friandises rares, cédrats confits, oranges de Sicile et dattes d'Afrique, dont il était chargé. Mme de Muzillac avait pensé à son parasite. Le valet remit encore à Du Rosel deux billets : l'un venait du baron, l'autre de la baronne. Ils le mandaient tous les deux.

IV.

Mme de Muzillac, dans son billet, priait instamment Du Rosel de passer chez elle avant que d'entrer chez son mari; mais M. de Muzillac, dans le sien, commandait expressément au parasite de se

présenter chez lui avant que de paraître chez sa femme. Du Rosel se promit bien d'obéir à Laura, dût-il affronter après cela la colère du baron, qu'il redoutait bien moins qu'autrefois, son courage s'étant singulièrement rehaussé depuis la veille; mais c'est ainsi que les parasites proposent et qu'Amphitryon dispose. M. de Muzillac se tenait sur le perron; il avait la mine d'un homme qui attend et dont la patience est bien échauffée. Le moyen de dire en face à un personnage de cette espèce qu'on ne veut pas avoir affaire à lui! Le baron, sans parler, fit signe à Du Rosel de le suivre, et Du Rosel le suivit.

Le cabinet de M. de Muzillac était une vaste pièce de forme octogone, et il avait eu grand soin de la dessiner lui-même sur ce modèle, à sa fantaisie, quand il avait fait bâtir sa maison. En toutes choses, il aimait les angles; il en avait huit ainsi sous les yeux, et y trouvait son plaisir. Six de ces angles étaient occupés par de grandes armoires d'ébène chargées d'objets d'art ou de livres, les deux autres par la cheminée et la porte, car la pièce recevait le jour d'en haut par un large châssis de verre et n'avait point de croisée. Cette disposition, qui est celle d'une tombe ouverte, avait séduit M. de Muzillac, comme étant plus favorable à la méditation. C'est là qu'il méditait sur la vanité de toutes les vertus humaines, qui n'étaient point la vertu de la Fiorella. On ne voyait qu'un fauteuil dans toute la chambre, celui du maître; il y avait des escabeaux de bois pour les visiteurs, qui étaient rares. Somptueux, immense, garni de velours pourpre et de crépines d'or, haut monté sur des pieds dorés, ce fauteuil avait l'air d'un trône. Le riche tapis qui couvrait le plancher durant l'hiver avait été remplacé pour la saison d'été par des nattes de l'Inde fort précieuses; la table qui se dressait au milieu de la pièce était faite d'une superbe marqueterie de cuivre et d'émaux; la portière était une tapisserie de Flandre, et de merveilleux ornemens courans de fleurs et de feuillage encadraient le plafond. De tout ce luxe de haut goût, M. de Muzillac faisait peu de cas : n'était-ce point un philosophe, c'est-à-dire un homme qui ne considérait les choses que par leur côté moral ou immoral, deux termes qui pour lui faisaient équation? Il estimait bien autrement que les chefs-d'œuvre de la marqueterie, de la tapisserie et de la peinture, un certain buste de Diogène le cynique triomphalement assis sur la tablette de la cheminée. L'opulent baron de Muzillac ne faisait point difficulté de se reconnaître dans l'esclave de Corinthe, qui ne posséda jamais qu'une lanterne, une écuelle, une besace et un bâton. Le buste antique est de marbre; mais M. de Muzillac avait fait couler son cynique émule en bronze, afin qu'il lui ressemblât davantage, et souvent il s'oubliait des heures entières à le contempler. De là il passait à l'ordinaire

devant la cinquième armoire, qui était proche : elle contenait, rangés en bon ordre, les crânes moulés de tous les criminels célèbres et de plusieurs grands hommes; il les comparait, n'y trouvait point de différence, et il riait. La sixième armoire ne lui était guère moins agréable à considérer. Là brillaient, sur le rayon d'honneur, dans de superbes reliures, tous ses auteurs favoris : Pétrone et Juvénal, Rabelais et Montaigne, Hobbes et Machiavel, Joseph de Maistre et le grand Malthus, bien moins méchant qu'il n'en a l'air. Ceux-là, il les comparait encore; ils devaient en être bien surpris dans leurs demeures éternelles, et il riait. Du Rosel, admis souvent à l'honneur de pénétrer dans la chambre d'étude, ne l'avait jamais vu faire d'autre étude que celle-ci : regarder Diogène, regarder les crânes, regarder les livres et rire! Mais où donc était allée s'égarer ce jour-là la belle gaîté de M. de Muzillac? Il entra, se laissa tomber dans son grand fauteuil; Du Rosel aperçut plus de nuages sur son front que sur un ciel de novembre : pas un rayon, pas une éclaircie, tout était sombre; la nuit même n'est pas plus noire. Il demeura longtemps immobile : pas un geste, pas une de ces saccades convulsives qui lui étaient ordinaires, pas un mouvement. Du Rosel comprit bien vite qu'il lui était donné pour la première fois, — peut-être bien serait-ce aussi la dernière, — de voir M. de Muzillac sérieux.

— Au nom du ciel, monsieur, s'écria-t-il, qu'avez-vous?

M. de Muzillac se réveilla en sursaut. — Du Rosel, dit-il d'une voix creuse, je vous ai fait mander de bonne heure afin de vous avertir que nous allions dès ce soir, Mme de Muzillac et moi, quitter Paris.

— Quitter Paris!...

— Bon! bon! continua M. de Muzillac, voilà une nouvelle qui vous émeut. Cette émotion vous fait honneur. Je vois bien aussi que vous brûlez de me demander la cause de ce départ; mais c'est une curiosité qui ne vous servira de rien.

— Monsieur, répliqua vivement Du Rosel, il me semble que je vous ai pas interrogé...

— Vous en aviez bien envie.

— Monsieur, continua le parasite sur le même ton presque enflammé, il vous plaît seulement de le supposer...

— Parbleu! interrompit M. de Muzillac en le regardant avec stupeur; je crois que vous vous piquez, Du Rosel. Ah çà! qui vous a changé? Quel mauvais air souffle donc ici depuis hier soir?... Mais je me soucie bien de toutes ces sornettes... Je vous le dis encore une fois, nous allons partir, et j'ai résolu, de concert avec Mme de Muzillac, de vous établir gardien de la maison.

Du Rosel ne put que s'incliner en silence. Cette nouvelle inat-

tendue lui brisait le cœur et les jambes; il se sentait chanceler, il pâlissait et rougissait à la fois.

— Mme de Muzillac vous remettra donc les clés tout à l'heure, reprit le baron. Pour moi, j'ai une autre mission à vous confier.

— Monsieur, balbutia Du Rosel, je suis à vous.

— Je l'entends bien ainsi, dit le baron tout en tirant son portefeuille de sa poche.

Il y prit un billet de mille francs, puis un autre qu'il mit sur la table. Il en compta ainsi jusqu'à cinquante. Le portefeuille était vide.

— Prenez cet argent! dit-il. Vous le porterez, de la part du baron de Muzillac, à la Fiorella, dont je vais vous indiquer la demeure.

En même temps il écrivait quelques mots au crayon sur le dos de l'un des billets de banque, et, formant du tout un rouleau, le tendit à Du Rosel.

— Vous lui direz, reprit-il...

Puis il s'arrêta. Du Rosel attendait, impassible en apparence, la fin de ces instructions étranges.

— Eh bien! s'écria le baron en se levant brusquement, vous lui direz qu'elle aille au diable!

Là-dessus il fit trois fois le tour de la chambre, et, revenant à la troisième fois auprès de Du Rosel, il le saisit par le bras. — Vous me connaissez bien! lui dit-il. Je pense que vous préférez m'avoir pour ami que pour ennemi. C'est pourquoi je ne vous recommande point d'être discret.

On entendit une sonnette qui s'agitait et retentissait avec un fracas épouvantable par toute la maison. Mme de Muzillac s'impatientait de ne point voir arriver son pauvre Du Rosel. Les domestiques le cherchaient.

Laura, en costume de voyage, était étendue sur un sopha, jouant avec la branche de lilas blanc qu'elle avait cueillie la veille. Le lilas était fané. La jeune femme, en apercevant son confident, rougit un peu; elle l'attendait cependant... C'est que la présence de Du Rosel lui rendait plus vif encore le souvenir de ce qui s'était passé entre eux dans cette soirée dont quelques heures les séparaient à peine. Elle le fit asseoir auprès d'elle. Tout à coup, se soulevant à demi, avançant la main par un geste rapide, elle lui mit la branche de lilas devant les yeux comme un bandeau. — Ne me regardez point, lui dit-elle. C'est me rappeler ma folie d'hier, Du Rosel; il faut l'oublier.

— Il faut!... dit-il tout tremblant. Hier, dans un moment où vous croyiez avoir des raisons de n'être point contente de moi, vous m'avez dit aussi : Il faut me quitter, Du Rosel... Aujourd'hui c'est vous qui quittez celui qui vous est dévoué pour la vie.

— Eh! oui, s'écria-t-elle, vraiment oui, je vais partir. Hier, qui m'aurait fait espérer ce voyage? Croiriez-vous que le médecin de M. de Muzillac est venu chez lui dès l'aurore et qu'il lui a conseillé d'aller prendre les eaux sans retard? Entre nous, je ne serais pas fâchée de savoir quels ont été les motifs de M. de Muzillac pour ordonner à son médecin de lui prescrire les eaux.

— Je ne les connais pas mieux que vous, repartit amèrement Du Rosel. M. de Muzillac me soutenait tout à l'heure obligeamment que je brûlais de la curiosité de les connaître. Peut-être lui ai-je répondu avec trop de vivacité qu'il se trompait.

— Quoi! dit-elle, vous vous êtes fâché contre mon mari? Ah! voilà qui me fait plaisir; je savais bien que vous aviez du cœur et de la fierté, Du Rosel! Tenez, je suis sûre que vous êtes en devoir de vous corriger de bien des petites faiblesses qui me causaient beaucoup de peine. Quand je reviendrai, vous ne serez plus le même homme.

— Il me semble, dit Du Rosel, que vous ne reviendrez jamais. Vous êtes si joyeuse de partir!

— Comment ne le serais-je pas? s'écria-t-elle. Ah! mon pauvre Du Rosel, je vais donc être encore forcée de vous dire que vous ne comprenez rien? Mais, songez-y donc, l'air qu'on respire à cent lieues d'ici doit être si doux!... Est-ce que vous ne voyez pas que ce régime de prison ne me convient pas? Je finirais par engraisser comme les femmes d'Orient dans le harem. Cela vous plairait donc bien?

— Mais, balbutia Du Rosel, il ne s'agit pas d'un si grand voyage; ce ne sera long que par le temps qu'il durera...

— Écoutez, interrompit Laura en lui donnant un coup de la branche de lilas sur les doigts, vous êtes un sauvage...

Ce qui n'était rien moins que vrai, Du Rosel et ses semblables étant bien plutôt des fruits de la civilisation, et des fruits trop mûrs.

— Vous ne savez donc pas, reprit la jeune femme, que les villes d'eaux sont des terres libres? La tyrannie la plus sournoise y perd ses droits. Là, M. de Muzillac aura beau faire, il ne pourra m'empêcher de rencontrer partout des figures humaines. Les eaux sont le pays des liaisons contractées en quelques jours, parce qu'elles ne doivent durer qu'un mois. Ah! Du Rosel, j'éprouve pourtant quelque émotion à penser que je vais de nouveau me mêler au monde...

— Le monde! fit Du Rosel. Hier, vous le haïssiez, vous ne vouliez plus entendre parler que de votre solitude.

— Hier! s'écria-t-elle en riant, peut-être bien... Aujourd'hui c'est différent... Allons, debout, mon cher Du Rosel, je compte sur

vous pour me faire compagnie jusqu'à l'heure du départ... Et tenez, voici Mlle Bazin qui entre; vous l'aiderez à boucler mes malles.

Mlle Bazin était la femme de chambre de la baronne.

Eh quoi! tout cela était-il possible? Toute cette gaîté, toute cette légèreté n'était-elle pas une feinte? Mais non, le plaisir que témoignait Laura n'était que trop sincère. Le devoir, l'honneur, la loi, la crainte du monde et d'un mari tel que M. de Muzillac, la séparaient de M. de Carcouët, et, comme si ce n'était pas assez entre eux de tous ces abîmes, elle y mettait trois cents lieues de plus avec la joie d'un enfant. Quel retour depuis la veille! quel contraste entre le soir et le matin, entre ce boudoir et le berceau! Et cette éloquence ardente du souvenir, et ces plaintes, et ces colères, et cette gorge oppressée, et ces larmes, ces larmes si belles!... Du Rosel avait bien lu quelquefois que le cœur des femmes n'est que contradiction pure, que souvent elles sont fidèles, sérieuses rarement, mobiles toujours; mais il ne prêtait point d'attention alors à ce qu'il lisait.

Les malles étaient là, presque pleines; mais Laura ne se lassait point de renvoyer Mlle Bazin aux armoires comme à autant de mines qui ne devaient pas s'épuiser. Au plus fort de son isolement, jamais elle n'avait cessé d'aimer la parure. Elle se parait alors pour elle-même et pour le charme de ses propres yeux. Du Rosel se disait que maintenant elle allait charmer les yeux des autres. Pour lui, il ne la verrait plus, et il s'oubliait dans cette pensée cruelle, errant au hasard dans la chambre. Laura, qui venait de recevoir une robe de bal des mains de Mlle Bazin, s'écria qu'il ne l'aidait point, et lui jeta la robe sur les bras. En un instant, il fut enveloppé d'un tourbillon de tulle, de rubans et de dentelles; il n'osait se mouvoir, avancer ni reculer, de peur de froisser ou de déchirer le vaporeux tissu. Mme de Muzillac riait aux larmes. O cœur d'enfant, capricieuse et frivole mémoire, raison légère! mais ces éclats qui sortaient de sa bouche n'avaient-ils pas plus de grâce et de douceur encore que les sanglots étouffés qui la veille soulevaient son sein?... Le pas sec et précipité de M. de Muzillac, retentissant dans la bibliothèque placée au-dessus de ce salon, mit un terme aux folies de la jeune femme. La maison s'emplissait du bruit des marteaux, des caisses qu'on clouait, de la rumeur des domestiques empressés, du piaffement des chevaux qu'on attelait déjà dans la cour. — Hâtons-nous, dit-elle, voici l'heure.

Elle prit sur un meuble son chapeau de voyage. Mlle Bazin fermait les malles. Du Rosel se souvint qu'il avait reçu l'ordre de les boucler et s'avança; mais Laura l'observait et le retint. — Non, dit-elle. Avez-vous donc pris au sérieux ce que j'ai dit tout à

l'heure? Je ne voulais que vous garder auprès de moi. J'ai grand besoin de causer avec vous, Du Rosel; il ne nous reste qu'un moment.

Elle congédia sa femme de chambre et le fit asseoir de nouveau à ses côtés sur le sopha; puis elle baissa la tête, semblant composer longuement et savamment ce qu'elle allait dire. Pendant ce temps, elle tenait un doigt levé pour lui commander le silence. Précaution bien inutile! Eût-il voulu parler qu'il ne l'aurait pu : il était troublé jusque dans les sources de son être, le parasite insensible; la vie se retirait de ses veines et affluait au cœur; il frissonnait, et ses pensées étaient de feu.

— Écoutez-moi bien, reprit Laura d'un air inspiré. Je veux que chacune de mes paroles entre assez profondément dans votre âme pour ne pouvoir plus jamais en sortir. Et si je parle de votre âme, c'est que je sais bien, moi, que vous en avez une, et je suis seule peut-être à le savoir. J'ai beaucoup réfléchi, la nuit dernière, sur mon nouvel ami Du Rosel. Oh! ne me dites point que je ne vous connais pas. J'ai deviné ce qu'il y a de bon et de noble en vous quand vous l'ignoriez vous-même. N'est-il pas vrai qu'il se passe en ce moment dans le secret de votre cœur des choses qui vous causent bien de la surprise et de la joie, un peu de honte aussi peut-être? mais ce dernier sentiment, il faut le bannir : il me semble qu'un homme peut toujours refaire sa vie quand il a refait son cœur.

— Ma vie, balbutia Du Rosel, oui, je sens maintenant que j'en dois rougir.

— Remerciez-moi donc, continua-t-elle avec douceur, car c'est moi qui vous ai appris en quelques heures à sentir et à juger, comme vous étiez né pour juger et sentir toujours. Oh! j'en suis fière et satisfaite. J'ai agi pourtant sans intention. Je n'ai pas opéré un grand miracle; je vous ai changé en un soir sans y penser. Quand je me suis aperçue de ce que j'avais fait, j'en ai été la première surprise; aussi j'entends bien poursuivre ma tâche.

— Ordonnez, dit-il; je vous obéirai comme à un dieu. Ah! je vous dois bien plus encore que vous ne le pensez.

— J'ordonnerai, dit-elle, mais seulement quand le temps sera venu, et peut-être bien n'aurai-je pas la peine de vous montrer du doigt ce que j'attends de votre courage. Vous saurez bien le deviner vous-même. Oh! c'est qu'il vous en faudra beaucoup pour exécuter ce que je rêve; mais vous l'aurez, j'en suis sûre. Et si à mon retour je vous dis : Du Rosel, l'oisiveté est une tache au front d'un homme pauvre... Mais je ne voudrais ajouter un mot aujourd'hui pour rien au monde.

— Parlez au contraire, s'écria-t-il, je vous en supplie; c'est si beau de vous entendre!

— Non, non, dit-elle, je compte sur les jours qui vont s'écouler pour achever cette métamorphose. Notre absence sera d'un mois que vous passerez dans cette maison; mais n'allez point croire que vous y êtes seul. Une partie de ma pensée y reste avec vous. Quelque chose de moi sera toujours là pour vous encourager et pour vous soutenir. Ah! l'on ne triomphe pas aisément de soi-même, je ne le sais que trop bien. Si jamais le mauvais esprit revient et vous tourmente, si vous vous sentez fléchir dans vos résolutions nouvelles, alors regardez autour de vous et dites : Elle veille...

— Madame, dit Mlle Bazin en rouvrant la porte, M. le baron est déjà dans la voiture, et il est bien près de se mettre en colère.

Si l'on en jugeait par l'émotion de Mlle Bazin, la chose était déjà faite, et les éclats de voix de M. de Muzillac arrivèrent jusque dans la chambre, à point nommé pour le prouver. Laura se leva. Du Rosel la vit glisser devant ses yeux comme une apparition qui va s'évanouir; mais au moment de sortir, sur le seuil, elle se retourna.

— Prenez garde! dit-elle, je veille.

Alors il s'élança sur ses traces; mais, lorsqu'il arriva dans la cour, Laura était assise à côté de son mari dans la voiture qu'entouraient tous les valets. Le baron venait de donner l'ordre de fouetter les chevaux. Loin d'obéir, le cocher, qui savait son monde, les arrêta en apercevant le parasite qui accourait tout hors d'haleine. M. de Muzillac surpris passa la tête à la portière.

Il aurait bien mieux aimé ne pas revoir Du Rosel après la mission qu'il lui avait confiée; mais enfin, puisqu'il le revoyait, il voulut au moins se rendre quitte envers lui de l'obligation qu'il lui allait avoir et le payer en monnaie de bon prince.

— Or çà, vous autres, s'écria-t-il en s'adressant aux valets, soignez bien M. Du Rosel, et rappelez-vous qu'il va prendre ma place dans la maison. Il tiendra les clés de la cave et se servira lui-même. Pour le reste, il commandera. Et surtout, il s'y connaît, faites-lui bonne chère.

Là-dessus, cet homme inexorable éclata de rire. Du Rosel, éperdu de honte, s'était glissé derrière la voiture. Laura, se penchant par l'autre portière, lui tendit la main. — Allons, lui dit-elle tout bas, relevez la tête et pensez à moi.

Et la voiture partit. Du Rosel demeurait là, sans mouvement, regardant le pavé de la cour et se demandant si tout cela n'était pas un rêve. Un murmure confus qui se faisait à ses oreilles le tira de sa torpeur, il leva les yeux. Toute la valetaille qui n'avait point suivi les maîtres s'était rangée en cercle autour de lui; le même

sourire grimaçait sur toutes ces faces plates, et l'on se poussait du coude. Le maître d'hôtel s'avança, et, s'inclinant profondément devant le parasite, le pria de vouloir bien dresser, au moins en partie, le menu de son dîner, et indiquer l'heure à laquelle il devait avoir l'honneur de le servir.

V.

Cette soirée, après celle de la veille, ce fut pour Du Rosel un siècle en quelques heures. Que ce jardin était vide! Ce berceau de verdure sous lequel Laura s'était assise, n'était-ce pas plutôt une tombe? Il remarqua que les oiseaux ne gazouillaient point dans le feuillage, sans réfléchir que l'ombre, tombée depuis longtemps, les tenait muets et endormis sur les branches. Un seul bruit s'élevait du coin le plus reculé du jardin, du bord d'un bassin abandonné, une note vibrante et sonore, triste et profonde comme la nuit qu'elle traversait, la voix d'un être immonde et solitaire, un proscrit, un paria, qui chantait ses misérables amours.

Comme il songeait à la mortelle longueur de tout le temps qu'il y avait encore à traverser jusqu'à l'heure du sommeil, Du Rosel vint à se rappeler le mandat que le baron lui avait confié. Il rentra précipitamment dans la maison, demanda les journaux de M. de Muzillac, déploya le premier qu'on lui présenta, et, courant à la dernière page, il vit que ce soir-là la Fiorella ne chantait point. Il pouvait donc se présenter chez elle : l'heure était bien un peu avancée; mais n'est-ce pas la nuit surtout que les rossignols vivent? Il prit les billets de banque et lut au dos de celui qui servait de couverture : « Mme Bercier, *dite la Fiorella,* avenue Gabrielle. » Il ne pouvait souhaiter une désignation plus précise. Toutefois, étant le plus naïf des hommes et n'ayant aucune idée des choses, il s'étonna fort que la grande cantatrice italienne fût si parfaitement française et s'appelât Bercier. Il ne put s'empêcher aussi de sourire en pensant que la veille encore, plutôt que d'avouer cela, M. de Muzillac eût mieux aimé égorger la moitié du monde.

Il sortit de l'hôtel, serrant la précieuse liasse dans ses mains; mais il n'avait plus envie de sourire. Cet argent le raillait et le bravait; cet argent trouvait une voix pour lui dire : Toi aussi, tu aurais pu ne pas naître pauvre! Ainsi, lorsque devant un esclave l'image de la liberté se lève, le malheureux courbe la tête, reconnaissant la divinité qui aurait pu faire de lui un homme, et ne l'a point voulu. Les misères mal oubliées de la rude vie d'autrefois, la honte devenue trop sensible de la vie trop douce d'à présent se mêlèrent dans le cœur du parasite, et tout ce mélange s'y souleva comme la houle. Heureux ceux qui ont connu les dons du sort!

heureux ceux qui ont reçu un patrimoine! Les déshérités ont bien le droit du moins de les maudire. Du Rosel songea que son père n'avait jamais été qu'un pauvre hère comme lui, et il osait compter tous les biens que ces cinquante mille francs lui auraient donnés, lui qui n'avait jamais possédé une obole! La liberté, la dignité, en voilà les moindres. Le plus grand aurait été de pouvoir regarder Laura sans entendre au fond de son cœur un secret avertissement qui lui conseillait de baisser les yeux. L'ivresse, le triomphe, le dernier degré de la joie et de l'orgueil, c'eût été de la pouvoir regarder sans rougir quand elle lui disait : Vous avez une âme, je l'ai deviné!

Mais la pauvreté l'avait marqué en naissant de sa griffe avilissante. Venu sans biens dans ce monde, il avait vécu des largesses d'autrui, et jusqu'à la fin il devait en vivre... Soudain une idée le frappa, odieuse, aveuglante, terrible! Il s'était pris à regarder autour de lui dans ce quartier solitaire; il portait cette somme d'argent, il était sans armes. Comment se justifierait-il, si quelque malfaiteur le volait? Il était pauvre; donc la tentation devait le visiter. Qui ne le soupçonnerait? qui ne l'accuserait? qui ne crierait : Le larron, c'est celui-là qui devait espérer l'impunité du larcin; le malfaiteur, c'est lui-même!... Et Laura n'oserait dire non, et peut-être le croirait-elle... Dans son épouvante, il se mit à courir comme un homme pris de folie. Il ne s'arrêta que lorsqu'enfin arrivé dans une rue moins déserte, il vit des lumières aux boutiques et d'honnêtes figures qui le regardaient. Un fiacre passait, il s'y jeta.

L'hôtel de la Fiorella n'était pas un édifice ordinaire. D'abord on n'y comptait pas, sur la façade seulement, moins de trois styles divers, le gréco-romain, le mauresque et le féodal, si bien qu'on ne savait, en arrivant, si l'on allait entrer dans un temple, un Alhambra ou un donjon. Un millionnaire artiste avait posé les soubassemens et construit le péristyle, à lui les colonnes; le prince d'Orient avait ajouté les deux étages, à lui les croisées fantastiques et les pierres découpées; un certain baron de France avait surajouté les tourelles. Pourtant c'était le mauresque qui dominait, et tout visiteur intelligent comprenait bien qu'il pénétrait dans le palais d'une sultane. Du Rosel fut reçu par un valet de pied en grande livrée verte et aurore que suivait une duègne habillée tout de noir. Le valet ouvrait la porte, la duègne barrait le passage; le valet saluait, la duègne portait la parole. Du Rosel ayant dit qu'il venait de la part de M. le baron de Muzillac, ce nom magique fit tomber toutes les barrières. On l'introduisit dans un petit salon magnifiquement éclairé.

Il ne fallait pas moins que cette quantité de bougies dans deux candélabres posés sur la cheminée et qu'une grande torchère de

bronze brillant entre les deux croisées pour éclairer cette pièce sombre, tendue de cuir sans dorure. Il y régnait une sévérité calculée qui eût fait juger sur-le-champ à un homme plus expert que Du Rosel en matière de beauté féminine de quelle nature était celle de la maîtresse du logis. A coup sûr, la Fiorella n'était point ce que le poète nomme une rose blonde; elle repoussait les étoffes légères et se gardait des nuances tendres. Les meubles étaient de cuir comme les tentures; les rideaux et les portières de velours avaient la couleur des meubles. Le tapis était rouge et noir, les glaces encadrées d'ébène; auprès des candélabres, sur la cheminée, étaient deux coupes surmontées de couvercles percés à jour, le tout d'argent ciselé, avec des figurines étranges en relief, le seul objet de luxe qui parât ce boudoir quasi masculin. Elles étaient remplies d'une cendre blanche d'où s'échappait en spirales épaisses de fumée un parfum violent que Du Rosel ne connaissait pas.

Dans la chambre voisine, la Fiorella se mit à chanter, en sourdine d'abord; le piano l'accompagnait doucement. Peu à peu le chant s'accusa; une fusée de notes rauques et maladroites s'élança des lèvres de la cantatrice. Le piano s'arrêta tout court; puis on entendit une voix tremblante et cassée, celle d'un vieillard sans doute, qui parlait d'un ton de reproche. La Fiorella répondait avec colère; une autre voix d'homme s'élevait par instans, plus virile et plus pleine, qui semblait intervenir dans la querelle et chercher à l'apaiser, mais en vain. La porte qui faisait communiquer les deux chambres s'ouvrit brusquement. — Assez! assez! s'écriait la Fiorella en frappant du pied. Vous m'assassinez, monsieur Ribot. Je me soucie bien de vos notes de passage et de votre harmonie. Le grand art, qu'est-ce que cela me fait?

— Madame, dit le vieillard, dois-je revenir demain?

— Non, fit-elle, non; j'aime mieux ne chanter cet air-là de ma vie...

Au même instant, la portière se souleva. Un petit homme traversa le boudoir d'un pas net et cadencé. Il avait bien soixante-dix ans, la taille voûtée, de longs cheveux blancs. Il portait une redingote brune, propre et râpée, avec un pantalon de toile grise tout écourté qui laissait voir ses bas bleus. Il salua Du Rosel en passant devant lui, mais sans le regarder. Ce ne fut qu'au moment de sortir qu'il se retourna pour saluer encore. Le parasite demeura frappé du regard qui s'échappait de ces paupières bridées et de l'expression de sérénité inspirée qui animait ce vieux visage. Les joies mélancoliques d'une existence entière vouée au travail, à la souffrance, à l'idéal et aux songes, éclairaient ce pauvre front couronné de neige. D'autres portaient la couronne de lauriers que M. Ribot leur avait méritée. Ainsi la Fiorella, au faîte de la renommée, avait en-

core un maître! Elle avait eu grand soin de le choisir inconnu, mais savant, bien qu'elle se moquât de l'harmonie. Ce vieillard, c'était son génie; il était le souffle, elle l'instrument; à elle les triomphes, à elle la richesse! Voilà comment sont distribués les biens de ce monde. Ah! cette vision de la pauvreté résignée dans son obscurité glorieuse, du devoir et du labeur opiniâtre victorieux de toutes les épreuves, récompensés par la paix divine de l'âme épurée, cette vision qui ne fit que passer devant les yeux de Du Rosel lui parut sublime...

Mais M. Ribot avait déjà disparu; la Fiorella entrait. On venait seulement de l'avertir que quelqu'un était là qui voulait lui parler. Elle avait une robe de satin pourpre rehaussé d'agrémens noirs en pierres brillantes avec du corail plein sa chevelure, qui était d'une nuance sombre et chatoyante comme l'aile battante du corbeau. Elle était grande avec une démarche bien plutôt hardie que légère, brune avec un teint chaud qui ne pouvait que perdre sous le fard : aussi n'en mettait-elle point. On ne pouvait méconnaître en elle une fille du midi, mais de ce côté-ci des monts. Elle avait bien cinq ou six ans de plus que Mme de Muzillac. Quant à la trouver beaucoup moins belle, Du Rosel s'y attendait bien; il y était préparé.

— Madame, lui dit-il d'une voix parfaitement assurée, car rien dans cette Fiorella ne lui causait d'émotion ni de peur, M. le baron de Muzillac m'envoie vers vous...

— Ah! fit-elle, ce bon ami!

— Et j'ai l'honneur de vous apporter...

— Une lettre, dit-elle en souriant; je sais que ce cher baron aime à écrire.

Du Rosel demeura court. Le commencement de sa mission lui avait paru trop facile; la fin devait en être autrement délicate, il n'y avait pas songé.

— Non, balbutia-t-il, non, madame, ce n'est pas ce que vous croyez.

En disant cela, il tourmentait avec sa main la poche de son habit qui contenait les billets de banque. La Fiorella le regardait.

— Au fait, dit-elle, qu'est-ce qu'il m'écrirait? Qu'il n'a pu venir aujourd'hui chez moi, qu'il en a été empêché? Je connais ces empêchemens-là, et je n'y crois guère; je ne suis pas un enfant.

— Madame, reprit Du Rosel, qui s'excitait au courage, M. de Muzillac n'est plus à Paris depuis deux heures.

— Il y reviendra, dit-elle.

— Dans un mois...

— Dans deux jours.

— Madame, repartit Du Rosel, je ne le crois pas.

— Et moi, dit-elle, j'en suis sûre.

— Je ne disputerai donc point, reprit-il, et...

— Et vous ferez sagement, interrompit la cantatrice. Maintenant, monsieur, je vois bien que c'est un message de vive voix que vous a confié le baron. Vous plairait-il de parler?

Mais Du Rosel resta muet encore une fois. Décidément son cœur se soulevait à l'idée de répondre : « Ce message que le baron m'a confié, c'est de l'argent! » Il allait outrager cette femme, lui qui connaissait si bien le poids de l'outrage; il allait l'accabler de mépris, lui, Du Rosel, le méprisé!...

— Je crois, dit la Fiorella d'un ton moqueur, que la fumée de ces parfums vous incommode, ou que vous êtes bien embarrassé.

En même temps elle s'approchait de la cheminée. Elle poussa un ressort qui fermait le couvercle des deux coupes, et le brasier fut étouffé. Quand elle se retourna, les billets de banque étaient là, sur le bord de la torchère. Elle les vit. — Oh! fit-elle.

Elle se dirigea vers la torchère. Ses yeux jetaient des flammes, sa main tremblait en se saisissant des billets. Elle ne pouvait pourtant les compter, elle n'osait. Du Rosel la vit courir à un meuble placé dans le fond de la chambre. Elle ouvrit un tiroir et y jeta son butin. Alors elle revint vers le parasite. Sa pensée était certainement de le congédier afin d'être seule, d'être libre; mais soudain elle se ravisa.

— Ainsi, dit-elle, M. de Muzillac avait si grande hâte de partir qu'il n'a pas pris le temps de joindre un mot à cet argent! Il n'a pas eu même le loisir de le mettre sous pli!... Mais où va donc M. de Muzillac?

Et puis elle se laissa tomber sur un fauteuil en se pâmant de rire; mais cette gaîté cessa subitement comme elle avait commencé. La Fiorella se releva, et, les yeux fixés sur la portière qui masquait la porte par où elle était entrée : — Carcouët! Carcouët! s'écria-t-elle.

Carcouët! lui dans cette maison! près de celle-là même..... Mais cette femme avait été suscitée par le destin contre Laura pour lui tout prendre, ce qui était à elle de par la loi, ce qui était à elle par le droit du cœur! Et lui, Marc, placé entre ce passé si pur et ce présent... Ah! monsieur de Carcouët, la vilaine situation pour un gentilhomme! Il parut. Grand et mince avec des traits réguliers, avec une physionomie hautaine, il était beau. — En apercevant un étranger, il fit un pas en arrière; mais la Fiorella accourait à lui, et, posant sa main sur la sienne, se mit à lui parler tout bas.

Pourquoi cette précaution? Que craignait-elle? Ce qu'elle disait, Du Rosel se souciait bien de l'entendre! Elle, il ne l'écoutait pas;

mais il le regardait, lui. Son cœur se serrait à se briser, il sentait la sueur inonder son front, tandis qu'il le dévorait des yeux. C'était là ce Carcouët dont le nom ne passait sur les lèvres de Laura qu'entre deux soupirs ou deux larmes! C'était là celui qu'elle avait aimé! O prestige funeste d'une illusion que les années n'avaient pu détruire! Si en ce moment elle l'avait vu, les mains entrelacées aux mains de la Fiorella!... Voilà l'amour qu'il méritait!... Oui, certes il était beau, élégant et noble; mais cette élégance et cette noblesse étaient le bien d'une courtisane. La Fiorella lui parlait vivement à l'oreille. Ses cheveux de démon lui effleuraient le visage, et il souriait. O Laura, heureusement vous ne l'aimiez plus

Mais Du Rosel s'aperçut que Carcouët, tout en continuant d'écouter la cantatrice, tenait les yeux fixés sur lui, et qu'à son tour il le regardait. C'était donc de lui qu'ils parlaient tous deux, il était l'objet de ce débat qu'il ne pouvait saisir. Enfin M. de Carcouët se dégagea de l'étreinte de la Fiorella. Il levait doucement les épaules et souriait toujours, comme un homme qui cède de bonne humeur à une fantaisie qu'il n'approuve point, et il rentra dans la chambre. La Fiorella s'avança vers le parasite.

— Monsieur Du Rosel, lui dit-elle d'un ton caressant...

— Quoi! madame? s'écria-t-il.

— Eh oui! fit-elle, je sais votre nom. Vous en voilà bien surpris. N'êtes-vous pas l'ami de M. de Muzillac, qui était le mien? Il m'a souvent parlé de vous, et moi je vous ai deviné, je vous ai reconnu. Qu'y a-t-il là d'étonnant?

Étonnant, cela ne l'était point, mais accablant, mais cruel!... Il pensa qu'elle prenait sa revanche de l'humiliation qu'il lui avait apportée. Il lui avait remis les cinquante billets de mille francs, elle lui rendait cette monnaie. Ne savait-il pas bien ce que le baron avait pu dire de son parasite, de son esclave, de son ami? — Madame, murmura-t-il, si M. le baron vous a parlé de moi...

Il n'acheva pas. Il salua, il fit un pas pour sortir; mais d'un signe la Fiorella le retint.

— Oh! que non! dit-elle, ne vous flattez pas de nous quitter si vite. M. de Muzillac vous avait chargé pour moi d'un très ennuyeux message, monsieur Du Rosel; avouez que vous veniez ici sans plaisir : du moins je ne veux pas que vous regrettiez d'y être venu. Tenez, je suis simple et franche, et quand un désir me tient, je le dis sans détours. Eh bien! il me plaît que nous fassions plus entière connaissance ensemble. Voulez-vous souper avec moi?

— Madame! s'écria Du Rosel, je ne me suis pas présenté chez vous la moquerie à la bouche, et pourtant... Mais je n'ai rien de plus à vous dire.

Et il fit encore un pas: mais elle courut se placer devant la porte. — Ah! dit-elle, on ne me résiste point. Vous allez souper avec M. de Carcouët et moi; je le veux!

C'eût été un petit obstacle que cette volonté insolente; mais au nom de Carcouët Du Rosel, tout prêt à forcer le passage, s'arrêta. Ressentiment, fierté, fausse honte, tout s'effaça de son cœur en un moment. Il ne sentit plus qu'une curiosité insensée de le revoir, ce Carcouët maudit et détesté; il pensa que, pour la satisfaire, il pouvait bien jouer le rôle de parasite une dernière fois, et que son honneur entamé n'en souffrirait pas davantage. — Je vous obéis, dit-il à la Fiorella.

— Venez donc! dit-elle.

Elle ouvrit le chemin. Pour arriver à la salle à manger, il fallait traverser le vestibule à colonnes. La Fiorella prit familièrement le bras de Du Rosel. Le valet de pied vert et aurore était là qui les regardait tous les deux, la duègne avait disparu. Du Rosel tout à coup sentit que la cantatrice se penchait à son oreille. — Pour ces cinquante mille francs, n'en parlez pas devant M. de Carcouët, lui dit-elle; M. de Muzillac en serait fâché.

C'est dans la salle à manger d'été que le souper était servi. Elle formait la rotonde au bout d'une serre. Malheureusement le prince du Danube ne se connaissant pas en fleurs, le baron de France ne pouvant les souffrir, et le millionnaire artiste n'ayant pas eu le temps de songer à tout, la serre était vide. Il régnait d'ailleurs dans cette pièce la même splendeur de luminaire que dans le boudoir, — un goût de la Fiorella, une habitude de théâtre. — Deux couverts seulement, une partie d'amoureux où Du Rosel se trouvait engagé par surprise, comme la veille il avait été mêlé par force à des confidences d'amour; mais quelle différence entre ce qu'il avait entendu et ce qu'il allait entendre! Du ciel idéal, il se trouvait transporté, par la puissance de sa curiosité et de son désir, dans ce paradis moins que terrestre, du royaume des songes au pays trop réel du plaisir. M. de Carcouët était là, assis devant la table. Il se préparait à ce fin souper en lisant une gazette. Voilà l'entrain des mœurs galantes du jour!

— Mon cher Marc, dit la Fiorella en entrant avec Du Rosel, je n'ai pas besoin de vous présenter mon second convive. Vous vous êtes vus déjà tous les deux. Vous avez un lien ensemble. M. Du Rosel est l'ami de M. de Muzillac, dont vous êtes le cousin.

Pendant ce temps, on apportait un troisième couvert. Carcouët s'était levé négligemment. — Peut-être ne saviez-vous pas que Marc était le cousin de M. de Muzillac? continua la Fiorella en s'adressant à Du Rosel.

— Je le savais, dit celui-ci.

— Apparemment que M. de Muzillac a plus de confiance en vous qu'en moi, reprit-elle; il ne m'avait jamais dit avant l'autre jour qu'il eût un parent fait comme ce cher Marc. Je l'en aurais félicité.....

— Monsieur, dit Carcouët, qui se hâta d'interrompre la cantatrice, souffrez que je vous admire. Si cette chère Fiorella ne connaissait point de parens à M. de Muzillac, moi je ne lui avais jamais connu d'amis, et je veux mourir tout de suite si jamais il m'est arrivé de penser qu'il en pût avoir!

— Assurément, s'il en a, ce n'est pas vous! s'écria la Fiorella. Il vous déteste bien par-dessus tout le genre humain, ce n'est pas peu dire. Jugez-en par ce qu'il a fait hier en vous trouvant près de moi. Il arrive, il vous voit, il court encore. Et moi, je ne peux pas y penser sans rire, mon cher Marc. Je crois que, si vous entriez chez lui, il serait capable de vous céder la place et d'en sortir.

— Oh! fit Carcouët, je n'essaierai point.

— Quelques truffes? dit la Fiorella en remplissant l'assiette de Du Rosel. Vous aimez les truffes, cher monsieur, c'est le baron qui me l'a dit. En vérité, je ne réussirai jamais à vous faire comprendre l'aversion de cet homme-là pour ce pauvre Marc. Imaginez donc qu'il était ici hier; c'est de Marc que je vous parle. Ma foi, nous célébrions une petite fête ensemble. Est-ce que l'on prétend m'empêcher de me réjouir de ce qu'il arrive d'heureux à ceux que j'aime? M. de Carcouët avait justement changé ce même jour... le baron assure que c'est de croyance, de parti, de religion; je n'entends pas bien cela. Marc, comment faut-il dire?..

— Dites tout simplement que j'ai changé de journal, répliqua M. de Carcouët d'un ton sec et en rougissant; mais à quoi bon parler de moi, ma chère Fiorella? Vous parlez si bien de mon cousin!

— Taisez-vous! fit-elle; vous feriez croire à M. Du Rosel que je médis du baron. C'est mon grand ami, j'aurais tort. Il est vrai que c'est aussi un méchant homme; mais méchans, nous le sommes tous...

— Bon! dit Carcouët, il est si gai!

— Oui, reprit la Fiorella, d'une gaîté qui s'annonce de loin; c'est celle du serpent à sonnettes.

— Oh! s'écria Carcouët, ne l'accommodez pas si bien, M. Du Rosel pourrait être tenté de le lui redire. Il est toujours beau de remplir le devoir de l'amitié. Et puis le baron est parti, voilà qui est bien; mais peut-être n'a-t-il pas seulement passé la frontière?

— Au fait, dit la Fiorella, où donc est-il allé, monsieur Du Rosel?

— A Ems, répliqua le parasite d'une voix étouffée.

— Eh bien! reprit la cantatrice, écrivez-lui donc que nous sommes inconsolables de son absence.

Et prenant de nouveau la main de Carcouët et la tenant serrée dans les siennes : — Eh quoi! lui dit-elle, quels signes me faites-vous? Est-ce que nous pourrions nous passer de votre cousin, mon cher Marc? Est-ce que nous pourrions nous suffire tous les deux ensemble? Est-ce que nous serions heureux sans lui?

Carcouët, embarrassé, retira vivement sa main et se mit à verser à boire à Du Rosel. Ce n'était pas la première fois depuis le commencement du repas, et Du Rosel buvait avec une sourde fureur, car il commençait à comprendre pourquoi on l'avait attiré à ce souper : afin qu'il rendît témoignage!..

Ouvre les oreilles et les yeux, ô parasite endurci, esclave rompu à la chaîne; remplis ton office, regarde, écoute, et tu reporteras au maître ce que tu auras vu!... Mais ni la Fiorella ni Carcouët ne savaient pourquoi le parasite s'était laissé vaincre et persuader de s'asseoir à leur table, pourquoi il demeurait là sombre et muet, méditant contre eux le châtiment du lendemain. La Fiorella s'était promis que celui-là même qui avait été l'instrument de la vengeance de M. de Muzillac contre elle serait aussi l'instrument de sa vengeance contre le baron. En cela, elle ne se trompait point. Elle comptait bien que Du Rosel allait lui dire comme elle aimait ce Carcouët qu'il haïssait d'une passion si forte, et comme elle en était aimée. Oui, certes, Du Rosel le lui dirait; mais il ne le dirait point qu'à lui... Et, remué jusqu'au fond du cœur par la volupté profonde que lui causait cette pensée de justice, il buvait. Le sang battait sous ses tempes, des nuages passaient devant ses yeux, il buvait encore, et d'un trait. Carcouët se penchait vers lui, remplissait son verre, et il le vidait.

Il y avait dans le geste du jeune homme versant à boire au convive de sa maîtresse une souveraine insolence. Chaque fois il échangeait un coup d'œil avec la Fiorella; ils riaient tous les deux. Oh! il ne songeait point à Laura, le gazetier gentilhomme, heureux du caprice d'une courtisane! Peut-être n'avait-il pas songé une seule fois à elle depuis cinq ans! Il ne se connaissait pas cette gloire et ce bonheur d'être aimé, toujours aimé, malgré le temps écoulé, malgré sa trahison; mais ce bonheur, mais cette gloire étaient près de leur fin! Maintenant Du Rosel avait le pouvoir de tout détruire. O Laura, c'est par celui que vous aviez consolé, que vous aviez relevé, c'est par le pauvre parasite que vous alliez être guérie! — Et comme il se sentait la tête alourdie, Du Rosel, pour mieux méditer, posa son coude sur la table et laissa tomber son front dans sa main.

— Marc, dit la Fiorella presque à voix basse, j'y songe : ce Du Rosel, qui est l'ami de M. de Muzillac votre cousin, l'est peut-être aussi de la baronne votre cousine.

Carcouët ne répondit pas. Du Rosel entendit, il eut un frémissement par tout le corps; mais il ne quitta pas l'attitude qu'il avait prise. La Fiorella fit vivement reculer sa chaise, il ne leva point les yeux. Tout à coup on lui toucha le bras. C'était elle. La courtisane le couvrait d'un regard qui lui rappela celui qu'elle avait jeté sur les billets de banque lorsqu'elle avait aperçu sur le bord de la torchère cette proie magnifique qu'elle attendait... Tout l'enfer des passions violentes était dans ce regard brûlant et sombre. Qui donc a dit que les amours de ces créatures étaient des amours faciles? Elle s'assit tout près de Du Rosel, en face de Carcouët, qui levait les épaules; mais pourtant il avait pâli. Elle remplit à son tour le verre du parasite, et le lui présentant : — A la santé de ceux qui sont partis! s'écria-t-elle, car le baron n'est point parti seul, n'est-il pas vrai, monsieur Du Rosel? Le tyran emmène sa première victime. Ah! je ne voudrais pas être sa femme! A la santé de Mme de Muzillac!

Mais Du Rosel ne fit que tourner lentement la tête vers elle. Il se mit à la regarder d'un œil trouble, puis avança tout à coup la main pour repousser le verre qu'elle lui tendait. Le verre se renversa sur sa robe. — Au diable! dit-elle, il est ivre! — Et elle sortit. On l'entendit qui appelait sa femme de chambre pour essuyer sa robe. Les courtisanes d'autrefois trouvaient plaisant qu'on gâtât leur parure. Quant à Carcouët, il riait aux larmes.

— A la santé de Mme de Muzillac! dit Du Rosel d'une voix basse et tremblante. A la santé de celle qui vous aimait, que vous aimiez, mais qui n'avait pas de biens! Vous avez souffert qu'elle fût aimée par un autre!... Mais celle qui vous aime à présent pourrait entendre...

Et il retomba dans sa pesante rêverie.

Carcouët s'était levé, frémissant, les dents serrées, cherchant autour de lui de quoi châtier l'audacieux qui lui infligeait cette leçon terrible; mais sa colère ne fut que d'une seconde. Il fit comme la Fiorella : il s'approcha doucement de Du Rosel. Elle n'avait pu rien tirer de lui; il comptait être plus habile, car enfin elle en jugeait bien : Du Rosel avait un peu perdu la raison.

PAUL PERRET.

(*La seconde partie au prochain n°.*)

LA

PÉNINSULE ARABIQUE

DEPUIS CENT ANS

LE WAHABITISME. — LES ÉGYPTIENS ET LES TURCS EN ARABIE.

Au milieu de la quiétude un peu morne à laquelle le monde musulman semble condamné et résigné, la secte des wahabites est venue susciter, vers la fin du dernier siècle, la plus grande crise que la péninsule arabique ait ressentie depuis la prédication de Mahomet. Tout ce qui existe aujourd'hui sur ce sol a été renouvelé alors ou profondément ébranlé. A partir de la même époque, on a commencé à connaître plusieurs régions de l'Arabie sur lesquelles on était à peu près réduit aux indications fort incomplètes des géographes orientaux. Pour la première fois depuis bien longtemps, la péninsule a été traversée dans toute sa largeur par des savans et par des armées. On a découvert des villes et des montagnes dans une contrée qu'on s'était accoutumé à considérer comme plate, déserte, parcourue seulement par quelques nomades.

Les premiers temps de l'histoire du wahabitisme n'ont plus aujourd'hui rien d'obscur, grâce aux importans travaux de Burckhardt, de Corancey et de Rousseau. On sait qu'Abd-ul-Wahab, qui a donné son nom à cette secte, naquit en Arabie dans le Nedjd vers 1691. Après avoir visité l'Égypte et une partie de la Turquie, il revint dans sa patrie, où il se consacra à purifier la doctrine et à réformer

les mœurs des musulmans. L'occasion ne tarda pas à s'offrir à lui de manifester pour la première fois la mission qu'il s'attribuait. Les Arabes ont beaucoup de penchant à honorer les saints après leur mort; ils reconnaissent à leurs descendans des priviléges bizarres, et en bien des circonstances le saint de telle tribu lui fait oublier l'Être suprême. La ville d'Eyanah, dans le Nedjd, professait une sorte de culte pour la mémoire d'un certain Saad. Un jour de marché, un homme qui avait perdu un chameau traversait la foule en suppliant à grands cris Saad de lui rendre sa bête. « Malheureux! cria Abd-ul-Wahab d'une voix tonnante, pourquoi n'invoques-tu pas Dieu plutôt que Saad? » Le lendemain, la ville était en émoi, et un parti wahabite s'était formé. Du reste Abd-ul-Wahab ne formulait pas une nouvelle croyance; il avait seulement la prétention de ramener l'islamisme à sa pureté primitive. Il reconnaissait le Coran comme émanant de l'inspiration divine, mais il rejetait tout ce que les théologiens et les légistes y ont ajouté. Abd-ul-Wahab proclamait que les saints ne peuvent servir d'intermédiaires entre Dieu et l'homme; aucun culte, aucun hommage ne leur est dû, pas plus à Mahomet qu'aux autres; c'est faire acte d'idolâtrie que d'élever des monumens sur leurs tombes. Sous le rapport des mœurs, alors fort relâchées, surtout parmi les pèlerins de La Mecque, la plus grande pureté était prescrite à ses disciples. L'usage de la soie, du café et du tabac leur était sévèrement interdit. L'obligation de combattre les infidèles leur était rappelée et le ciel promis à celui qui succomberait dans la lutte.

Or le peuple qui habite la contrée de l'Arabie appelée Nedjd était particulièrement préparé à reconnaître et à pratiquer cette réforme. Isolé dans le monde musulman, il n'avait pas été mêlé au mouvement théologique et social qui avait altéré ou simplement développé le fond et la forme de l'islamisme primitif. Abd-ul-Wahab trouvait cette population, à peu de chose près, dans l'état où Mahomet l'avait laissée. Il eut le bonheur non moins grand de rencontrer un homme qui se fit l'apôtre extérieur de la réforme. Cet homme se nommait Mohammed-ibn-Saoud; il était le chef héréditaire d'une des premières tribus du pays. Abd-ul-Wahab et Mohammed obtinrent dans le Nedjd un succès complet et rapide; ils se partagèrent l'autorité. Le premier resta le pontife, le second devint le prince. Ils étaient convenus que la même répartition de pouvoirs serait observée entre leurs descendans. Aussi, lorsque Mohammed mourut en 1765, son fils Abd-ul-Aziz lui succéda. Abd-ul-Wahab vécut jusqu'en 1787, et il eut également pour successeur son fils Hussein. Encore aujourd'hui la famille des Ibn-Saoud, descendant de Mohammed, gouverne le Nedjd, tandis qu'une sorte de

magistrature religieuse appartient de droit à la postérité d'Abd-ul-Wahab.

L'émir Saoud, fils d'Abd-ul-Aziz, étendit au loin la puissance des wahabites. Il sommait trois fois ceux qu'il appelait les infidèles de se soumettre à la réforme. S'ils refusaient, il se croyait en droit de les attaquer et de tuer tous ceux qu'il trouvait les armes à la main. Il faisait du reste régner la sécurité dans ses états et protégeait le commerce. Médine fut prise et le tombeau du prophète pillé, comme tous les temples élevés en l'honneur des saints qui tombaient entre les mains des wahabites. Le Hedjaz fut conquis, l'Yémen entamé et l'Oman soumis pendant quelque temps à un tribut. Les excursions de Saoud firent trembler Bagdad. Enfin le nom du sultan de Constantinople cessa d'être prononcé dans la prière du vendredi, et le pèlerinage de La Mecque n'eut plus lieu; ce fait inoui eut un retentissement immense dans tout le monde musulman. Ainsi fut provoquée l'intervention égyptienne de 1811 en Arabie et naquit pour cette partie du monde oriental une situation toute nouvelle. Quelles ont été dans les divers états dont se compose l'Arabie, quelles sont encore aujourd'hui les conséquences de l'explosion du wahabitisme, de l'intervention égyptienne et de l'occupation turque après le départ des troupes de Méhémet-Ali? C'est ce qu'il y a intérêt à rechercher en présentant successivement le tableau de la situation religieuse, politique et sociale, d'abord dans le Nedjd et son annexe le Djebel-Shammar, — dans le Hedjaz, — enfin dans l'Yémen. Des voyages récens d'un grand intérêt, des correspondances inédites nous aideront à jeter une nouvelle lumière sur ces pays, et nous permettront de pénétrer plus avant dans la vie propre à la grande péninsule arabique.

I. — LE NEDJD ET LE DJEBEL-SHAMMAR.

Conquête du Nedjd par les Égyptiens. — Les rapports de ce pays avec la Porte. — Sentimens religieux des Nedjdli. — La dynastie des Ibn-Raschid dans le Djebel-Shammar. — Caractère des habitans. — Colonisation. — Extensions du Djebel-Shammar. — État religieux et social.

Le célèbre Méhémet-Ali avait été nommé pacha d'Égypte avec la mission de reconquérir les *villes saintes* de la Mecque et de Médine, occupées par les wahabites. En 1811, son fils Toussoun débarquait à Jambo à la tête d'une expédition. Le début de la campagne ne fut pas heureux; mais l'année suivante, après avoir reçu des renforts, Toussoun s'empara de Médine. Vers la fin de 1812, les Égyptiens occupèrent La Mecque et refoulèrent les wahabites dans leur pays. En 1816, Ibrahim-Pacha, le futur vainqueur de Koniah et de Nézib,

fut chargé de soumettre complétement le Nedjd. Il s'était établi, le 6 avril 1817, devant Derryeh, capitale du pays, où l'émir Abd-Allah, fils et successeur de Saoud, se défendait courageusement. Enfin le 9 septembre le prince du Nedjd, cédant aux clameurs de la population, demanda une entrevue à Ibrahim. Le héros wahabite arriva bientôt avec une nombreuse escorte devant la tente du héros égyptien, qui le reçut avec courtoisie, mais en lui annonçant qu'il ne pouvait le laisser à Derryeh. Conduit à Constantinople, Abd-Allah, le plus brave des chefs arabes, fut amené devant le sultan, qui l'accabla d'injures. Après avoir été chargé de chaînes, il fut promené pendant trois jours dans les rues et exposé aux insultes de la populace. Le malheureux émir du Nedjd, dont le courage ne se démentit pas, eut la tête tranchée sur la place de Sainte-Sophie le 17 décembre 1818. Pendant son supplice et celui de son secrétaire, un iman wahabite, qui allait lui-même être exécuté, ne cessa de chanter et de prier. Le corps d'Abd-Allah fut livré à la populace, et les têtes des trois suppliciés restèrent exposées à la porte du vieux sérail. D'autres membres de la famille des Ibn-Saoud furent gardés en Égypte et élevés par les soins de Méhémet-Ali.

Ibrahim-Pacha, sur l'ordre qu'il avait reçu de son père, détruisit complétement la ville de Derryeh et en dispersa les habitans. La puissance expansive du wahabitisme était détruite pour longtemps; le pays était abattu et épuisé. En même temps que le fils de Méhémet-Ali obtenait cette soumission, les Anglais agissaient de leur côté contre la partie des possessions wahabites du Nedjd qui s'étend le long du Golfe-Persique, sous le nom assez vague d'El-Haça, jusqu'à l'état d'Oman. Ils avaient plusieurs fois réprimé par la force des pirates wahabites qui s'étaient attaqués même à leur pavillon de guerre. En 1819, ils débarquèrent trois mille hommes à El-Katif et offrirent leur concours à Méhémet-Ali pour l'aider à réduire le Nedjd. C'est à cette occasion que le capitaine Sadler traversa l'Arabie dans toute sa largeur depuis El-Katif, sur le Golfe-Persique, jusqu'à Jambo, sur la Mer-Rouge. Méhémet-Ali refusa cette offre, et ses forces seules achevèrent la soumission du Nedjd.

Lorsque les troupes de Méhémet-Ali se retirèrent de ce pays à la suite des événemens de 1840, le pouvoir resta entre les mains d'un membre de la famille des Ibn-Saoud. En 1847, l'émir du Nedjd promit à la Porte un tribut de 10,000 thalaris (1). Trois ans après, c'est-à-dire en 1850, il refusait déjà de le payer. En 1854, il n'en avait acquitté que le tiers, et en 1855 il offrit de solder l'arriéré et l'année courante en fournissant un certain nombre de chameaux et

(1) Le thalari vaut environ 5 francs.

de chevaux. Je ne serais pas éloigné de croire que le tribut ait été alors et depuis offert sous cette forme; c'est du moins ce qui résulterait des indications que l'on trouve recueillies dans un voyage exécuté en 1864 par M. Guarmani au nord du Nedjd (1). On doit, dit ce voyageur, considérer l'émir comme un prince souverain, bien qu'il envoie chaque année pour le sultan quelques jumens que le grand-chérif de La Mecque expédie plus loin. M. Guarmani ajoute que le chef du Nedjd a le droit régalien de vie et de mort sur ses sujets, et qu'il ne connaît pas d'autre loi que la loi bédouine. Le nom du sultan des Turcs n'est pas prononcé dans la prière publique.

Les Nedjdli, nous l'avons déjà indiqué, sont restés ce qu'ils étaient au VIIe siècle de notre ère. Ayant peu de rapports avec les étrangers, ils n'ont ni avancé ni reculé. M. Gilford Palgrave, qui a résidé dans le Nedjd en 1863 (2), s'imaginait quelquefois qu'il vivait au temps de Mahomet et de ses compagnons. Le wahabitisme y est strictement observé. Ainsi il est défendu sévèrement de fumer et de porter des habits de soie. Tout ce qu'on peut concevoir de plus horrible et de plus honteux n'est rien en comparaison de l'usage du tabac. M. Palgrave demanda un jour à un homme du pays quels sont les plus grands péchés. « Le plus grand péché, répondit le wahabite, est le polythéisme ou l'adoration de quelque autre chose que Dieu. » Il ajouta sans la moindre hésitation que l'usage du tabac est le péché le plus irrémissible après le polythéisme. « Mais l'assassinat, le vol, le faux témoignage? — Oh! répondit l'Arabe, Dieu est miséricordieux, ce sont là de petits péchés. Les seuls péchés mortels sont le polythéisme et l'usage du tabac. » Dans l'El-Aflaj, une des provinces du Nedjd, c'est un acte méritoire de tuer les fumeurs, ou, comme on dit par euphonie, « ceux qui boivent la chose honteuse. »

Vers 1856, le choléra éclata dans le Nedjd. Ce qu'on vit alors se passer donnera une idée des sentimens de la population et du despotisme religieux exercé par le gouvernement. Nous empruntons ce récit caractéristique à M. Palgrave. L'émir était dans la plus grande anxiété; mais, considérant que l'épidémie provenait de ce que le pur et primitif islamisme n'était plus observé, il crut comprendre ce qu'il fallait faire pour arrêter les progrès du choléra. Il appela les hommes les plus graves, les plus religieux de la ville, et leur dit :

(1) Voyez le *Zeitschrift für allgemeine Erdkunde* (Berlin 1865), où M. G. Rosen résume ce voyage.

(2) La relation de M. Palgrave a été publiée d'abord dans les *Proceedings* et dans le *Journal* de la Société géographique de Londres pour l'année 1864. Elle vient de paraître plus complète en deux volumes intitulés : *Narrative of a year's Journey through central eastern Arabia.*

« Je décharge ma conscience sur la vôtre; je ne puis pas surveiller moi-même la pratique religieuse et l'état moral de chaque individu dans mon royaume; je vous confie le soin de le faire. » On forma aussitôt un conseil composé des trente-deux personnes les plus fanatiques que l'on put rencontrer dans la ville, et parmi lesquelles il se trouva plusieurs membres de la famille du réformateur Abd-ul-Wahab. Elles eurent un pouvoir complet et absolu pour rechercher et punir, dans tout le pays, les offenses qui pouvaient être commises contre la morale ou la religion. Comme symbole de leur autorité, elles étaient armées d'une longue baguette qu'elles laissaient rarement oisive et assistées par une quantité de satellites portant de respectables gourdins. Leur droit d'investigation et de punition s'exerçait sur la vie publique et privée de tous les habitans, sans en excepter la famille régnante. Un frère de l'émir, alors âgé de cinquante ans, convaincu d'avoir fumé, fut publiquement enlevé et bâtonné par les censeurs devant la porte de son propre palais. Le ministre des finances, qui avait commis quelque infraction du même genre, fut si rudement battu qu'il mourut le lendemain. Beaucoup d'autres coupables furent aussi mis à mort. Des peines sévères frappèrent ceux qui ne se rendaient pas aux cinq offices quotidiens. Après la prière du soir et jusqu'à celle du lendemain matin, il fut défendu de parler, même dans les maisons particulières, un bon musulman devant dire sa dernière parole à Dieu avant de s'endormir. On interdit aux enfans de jouer dans les rues. Le wahabitisme est, on le voit, resté en vigueur dans le Nedjd proprement dit à l'état de croyance pratique, ou, si l'on veut, simplement de rite; mais c'est principalement dans le Djebel-Shammar que nous allons le trouver à l'état de secte propagandiste, comme au temps d'Abd-ul-Wahab et de Saoud.

Le Djebel-Shammar est l'une des provinces du Nedjd, l'un des sept Nedjd, comme disent les Arabes, et la plus septentrionale. Ce *djebel* (montagne ou pays montagneux) forme un promontoire avancé vers la Mer de Sable ou Nefoud, qui, avec le désert de Syrie, le sépare des provinces turques. Le Djebel-Shammar est administré ou plutôt gouverné pour le compte de l'émir du Nedjd par un cheik qui porte le nom patronymique d'Ibn-Raschid. Celui qui a fondé, il y a trente ans environ, la puissance de cette famille s'appelait Abd-Allah (1). Son prédécesseur et cousin, nommé Salih-ibn-Aly, craignant son influence sur le peuple, l'avait exilé. Abd-Allah se rendit à Ryad, capitale actuelle du Nedjd, où régnait alors un

(1) Son histoire a été racontée par M. Palgrave et par M. Wallin, professeur de l'université d'Helsingfors. Voyez les relations de M. Wallin dans les volumes 20 et 24 du *Journal* de la Société géographique de Londres.

émir nommé Terchy ou Turchy. Ce prince ayant été assassiné, Abd-Allah aida Fayssal, son fils, à monter sur le trône : ce fut même lui qui, du haut de la mosquée, le proclama devant le peuple assemblé. Fayssal, par reconnaissance, déposa Salih et déclara Abd-Allah cheik des Shammar; mais il n'avait à ce moment aucun moyen de l'aider à déposséder son cousin. Abd-Allah retourna donc seul dans son pays, mais plein de confiance dans son habileté et dans le crédit qu'il exerçait sur ses compatriotes. Pendant le jour, il se tenait caché dans les montagnes; la nuit, il descendait aux villes voisines d'Hail et de Kafar, dans les maisons de ses amis et adhérens, qui excitaient le peuple en sa faveur. Dès qu'il eut suffisamment organisé son parti, il tint tête ouvertement à son cousin et réussit à le vaincre. Salih, se voyant abandonné par sa tribu, prit la fuite avec ses trois frères et se dirigea vers Médine, dans l'espoir d'être secouru par le gouverneur turc. Les fugitifs furent atteints par le frère d'Abd-Allah, nommé Ubeid, qui en tua deux. Le troisième, nommé Isa, parvint à s'échapper et arriva dans la *ville sainte*, où le pacha le reçut avec bonté et lui promit le concours des troupes ottomanes; mais Abd-Allah envoya à Médine son frère Ubeid, qui fit au pacha une offre plus considérable que celle de son rival. D'après le récit du voyageur finlandais M. Wallin, qui visita le Djebel-Shammar en 1845 et en 1848, cette offre consistait en deux mille chameaux, une somme d'argent et d'autres présens. Ubeid l'emporta donc, et son frère fut reconnu comme cheik des Shammar; mais le pacha garda Isa auprès de lui pour forcer Abd-Allah à tenir ses promesses.

C'est aux grandes qualités personnelles d'Abd-Allah-ibn-Raschid et au courage indompté de son frère Ubeid que les Shammar, qui étaient comparativement une petite tribu, doivent la prépondérance qu'ils ont acquise sur les villages et les nomades des environs. Abd-Allah était intrépide et ferme, d'une justice stricte inclinant à la rigueur, d'une fidélité inflexible à sa parole, à laquelle on n'a pas su qu'il ait jamais manqué. Son hospitalité n'a été surpassée par personne, et sa charité envers les pauvres était telle que jamais un seul ne frappa à sa porte sans être assisté. Il avait au plus haut degré toutes les qualités qu'un Bédouin peut avoir, et c'est à ce caractère plus encore qu'à ses richesses et à sa puissance qu'il était redevable de son grand prestige sur les Arabes.

Abd-Allah mourut en 1847, après un règne d'environ dix ans. Son fils Talal lui succéda. Talal, dit M. Palgrave, est un des chefs les plus puissans et les plus riches de l'Arabie centrale. Il a huit cents esclaves noirs et six cents jumens de race. Cette richesse des Ibn-Raschid provient des taxes levées sur les villages et tribus sou-

mis, du butin qu'ils font dans leurs expéditions, des biens confisqués sur la famille et les partisans de leurs cousins Salih, et du prix qu'ils prélèvent pour l'escorte de six cents cavaliers fournis annuellement aux pèlerins allant de Perse et de Mésopotamie à La Mecque. Vassaux des émirs du Nedjd, les cheiks des Shammar donnent au prince résidant à Ryad une partie de ce revenu et quelquefois une part du butin prélevé dans les expéditions militaires. C'est à peu près, avec un envoi de volontaires quand le Nedjd est en guerre, le seul lien qui rattache le Djebel-Shammar au suzerain, quoique les Ibn-Raschid ne nient pas leur dépendance et paraissent vivre en bon accord avec les Ibn-Saoud. Ainsi l'une des quatre femmes de Talal est la sœur de l'émir régnant au Nedjd. Bien qu'en fait le Djebel-Shammar ne relève nullement de la Porte, le nom du sultan des Turcs y est prononcé dans la prière publique.

Nous connaissons la famille régnant à Hail sous la suzeraineté des émirs du Nedjd. Voyons maintenant quel est ce peuple des Shammar, qui, sous la conduite des Ibn-Raschid, a fait de si grandes conquêtes. Les Shammar, dit M. Wallin, sont un peuple très entreprenant. Ils ont une grande propension au commerce et aux expéditions guerrières. Contrairement aux autres citadins, les habitans des villes dans le Shammar sont regardés comme supérieurs à leurs frères bédouins sous le rapport du courage et des arts. Il est certain que c'est à eux, et non aux nomades, que les Ibn-Raschid doivent l'établissement de leur autorité sur les tribus voisines. Dans les entreprises pacifiques, le peuple des villes est également supérieur aux nomades. Nous avons parlé de l'escorte fournie par les Shammar aux pèlerins persans et mésopotamiens qu'ils conduisent tous les ans à La Mecque et ramènent au tombeau de leur iman. Le chef de cette escorte est un membre de la famille régnante, et la plupart des Arabes qui accompagnent la caravane sont des citadins, tandis que le nombre des Bédouins est très restreint. Les citadins sont d'ailleurs en rapports continuels avec les nomades pour l'achat et l'échange des chameaux nécessaires à l'agriculture. Un intérêt mutuel fait qu'il existe d'excellentes relations entre les deux classes de la population, ce qui n'a pas peu contribué à augmenter le pouvoir de cette tribu, l'une des plus jeunes et des plus vigoureuses de l'Arabie.

Dans un passage très nouveau et très instructif de sa relation, le voyageur finlandais raconte comment, en cette partie de la péninsule, les habitans passent de la vie nomade à la vie sédentaire et forment des villages. Il a assisté à cette transformation, où l'on voit en action les divers élémens de la société arabe. « Quelques familles bédouines possèdent des plantations de palmiers auprès

d'une source. Vers la fin de l'été, quand les dattes sont mûres, les Arabes arrivent pour les cueillir. Par occasion, ils plantent quelques nouveaux arbres, ou bien ils se contentent d'arroser et de soigner les jeunes rejetons qui ont poussé naturellement. Deux ou trois fois ils reviennent au même endroit pendant le reste de l'année pour soigner les arbres, et, s'il y a eu beaucoup de pluie, pour y amener les ruisseaux de la montagne afin d'augmenter la quantité de l'eau, devenue trop peu abondante, vu l'extension des plantations. Par degrés, ils s'aventurent à semer un peu d'avoine ou de blé, se confiant dans le ciel pour l'arrosage. S'ils réussissent une année, ils étendent leurs champs dès l'année suivante. Deux ou trois personnes âgées restent sur le terrain en culture pour veiller à l'irrigation naturelle, pour prendre soin des champs et des arbres. Avec des baguettes et des feuillages de palmier, elles se bâtissent elles-mêmes une petite hutte, et l'année suivante d'autres les imitent, si bien qu'en peu d'années, en dix peut-être, il s'élève une vingtaine de huttes en palmier. Alors survient une saison sans pluie; pas de récolte, famine. La population nouvellement établie sait déjà qu'elle ne doit pas se fier au ciel seul, et que, pour sa subsistance, l'homme doit compter sur ses propres ressources et sur son travail. Les colons commencent donc à creuser des puits; mais les huttes de feuillages ne les protégent pas contre la pluie et contre le froid de l'hiver : ils y substituent des huttes enduites de terre. Ils imaginent de nouveaux moyens de subsistance et de gain : ils recueillent du bois dans les montagnes, du foin et des herbes utiles dont ils trafiquent au marché de quelque localité plus importante dans le voisinage. En même temps les frères bédouins errent dans le désert avec leurs troupeaux, et, comme auparavant, ils retournent au nouvel établissement au moment de la récolte. La condition heureuse, la vie comparativement tranquille de leurs parens fixés, décident chaque année un ou deux des nomades à abandonner la tribu quand elle repart pour le désert, et à s'établir aussi. De nouvelles huttes sont bâties, de nouveaux puits sont creusés, les plantations s'étendent à mesure que la population augmente : ainsi s'élève par degrés un village dans une vallée qui d'abord n'était que temporairement et à de longs intervalles visitée par les Bédouins errans. Des besoins nouveaux et variés se manifestent. Comme le Bédouin en général a une aversion naturelle pour tout travail manuel, et, quoique établi dans des demeures fixes, garde toujours son caractère, des artisans viennent des villes voisines en quête du travail qui leur a fait défaut dans leur pays. Ils trouvent généralement à s'employer dans les nouveaux villages et s'y établissent. C'est dans les mêmes vues de gain que les marchands et les colpor-

teurs visitent ces localités. Ils y reviennent chaque année une fois, deux fois, échangent leurs marchandises contre des dattes, de la laine, du beurre et d'autres produits du désert. Ils se familiarisent par degrés avec les usages et les manières des Bédouins, choisissent une femme parmi les fraîches filles du désert, et finissent par s'établir définitivement dans le village nouvellement construit. »

Abd-Allah et son fils Talal-ibn-Raschid ont fait de grandes conquêtes depuis la retraite des Égyptiens. Au nord, ils se sont annexé l'oasis d'El-Djôf (sur quelques cartes, El-Gawf) et les villages environnans. Dans le désert de Syrie, ils ont soumis les Anezi-Bischr, qui, d'après le croquis joint au récit de M. Guarmani, ne sont distans de la Mer-Morte que de trente à quarante heures de chameau. Telles sont les possessions du Djebel-Shammar dans le nord; elles ont pris également beaucoup d'extension à l'ouest par la soumission de Teimé et de beaucoup d'autres villages, de sorte qu'aujourd'hui elles enveloppent complétement le Hedjaz au nord. La soumission de la tribu des Bely a presque amené le territoire des Ibn-Raschid jusqu'à la Mer-Rouge, entre Moïlah et Jambo. M. Wallin raconte que les Bely, quoique peu nombreux, étaient une tribu riche, possédant beaucoup de chevaux et de bétail jusqu'en 1847, époque à laquelle ces Arabes furent surpris et pillés par une autre tribu. Ils avaient assez bien réussi à se dédommager de ce désastre sur leurs voisins; mais ils craignaient les envahissemens du cheik du Djebel-Shammar, Abd-Allah-ibn-Raschid. C'est alors qu'ils s'agrégèrent à l'espèce de confédération dont il était chef en payant volontairement le tribut appelé *zikâ*, qui est une espèce de contribution pie, recommandée par le Coran. Les conditions auxquelles a été faite cette demi-soumission caractérisent nettement l'état politique de cette partie de l'Arabie. La participation des Bely à la confédération ne leur donne droit à aucune protection de la part du cheik contre les tribus ennemies, et ne leur impose aucune contrainte dans leurs transactions avec les autres Bédouins, soit de la confédération, soit étrangers. Les Bely, de leur côté, continuent à lever un tribut sur le village de Teimé, bien que cette localité, comme nous l'avons indiqué, relève aussi du cheik du Djebel-Shammar. Les Bely perçoivent également une contribution sur la ville d'Elâ, qui, bien qu'appartenant à leur tribu, est sous la protection du pacha turc de Médine, à qui elle paie le *zikâ*. Remarquons cette variété de conditions, cet enchaînement de redevances, cet enchevêtrement qui fait que tel chef est à la fois vassal et seigneur, cette limitation dans les droits du supérieur comme dans les obligations de l'inférieur, le tout reposant sur la tradition ou les contrats, et nullement sur une idée préconçue ou une théorie quel-

conque. Un tel système a pour base le double principe de la liberté et du droit. Il est impossible de ne pas être frappé aussi de la ressemblance qu'il y a, toute proportion gardée, entre l'organisation actuelle de cette partie de l'Arabie et celle de l'Europe occidentale pendant le moyen âge, en tenant compte des différences de races, et en remarquant que dans l'Europe le sentiment de la solidarité et de l'assistance réciproque était bien plus prononcé.

Le cheik des Shammar administre par des parens ou par des délégués les territoires ainsi annexés. Il est quelquefois en guerre avec ses vassaux. M. Guarmani raconte quelques-unes de ces petites luttes intérieures, qui tournent toujours à l'avantage des Ibn-Raschid. Les villages récemment ou anciennement annexés leur paient la dîme des produits du sol; mais les Bédouins donnent seulement trois mesures de beurre par tente et dix piastres pour un troupeau de vingt brebis ou chèvres. De près ou de loin, les nomades et leurs chefs viennent faire juger leurs litiges par le cheik des Shammar ou par son cadi. Pendant son premier séjour à Hail, M. Wallin a vu environ deux cents personnes qui y attendaient l'issue de leurs procès et qui étaient entretenues aux frais du libéral Abd-Allah. La maison militaire du cheik était alors composée d'environ deux cents noirs aguerris et prêts à obéir aveuglément aux ordres de leur maître. Par le moyen de ce corps de serviteurs, ainsi que par son influence personnelle, Abd-Allah pouvait faire exécuter ses volontés ou ses sentences et punir les réfractaires. Le professeur finlandais a vu un certain nombre de chefs nomades emprisonnés dans le palais pour avoir refusé de payer l'impôt, et un habitant de Hail, soupçonné d'avoir conspiré contre les Ibn-Raschid, qui avait eu les deux mains coupées. Le cheik punit souvent lui-même à coups de bâton ceux de ses sujets qui se sont rendus coupables de fautes moindres. Il y a donc une grande différence entre l'autorité exercée par le cheik des Shammar et celle des autres chefs de tribus: ces derniers n'ont de pouvoir sur le moindre membre de leur tribu que par l'ascendant que leurs qualités personnelles leur ont acquis. Il faut remarquer néanmoins que dans le Djebel-Shammar, l'autorité est moins absolue et moins centralisée que dans le Nedjd proprement dit. Du reste, la plus grande sécurité règne dans la contrée.

Ce pays des Shammar, naguère encore inconnu, est aujourd'hui, grâce aux voyages de Wallin, de Guarmani et de Palgrave, une des contrées les moins ignorées du Nedjd. Leurs relations contiennent des informations précieuses sur l'état religieux de cette partie de l'Arabie, où le wahabitisme s'offre, nous l'avons dit, à l'état de secte propagandiste. Les habitans de Hail, la principale ville du Sham-

mar, commencent à se relâcher cependant de la rigueur du wahabitisme. Avec un certain sourire de dérision, ils disent que les autres sujets de l'émir du Nedjd se soumettent à une foule de prescriptions qui ont été reconnues inutiles, ou du moins considérablement modifiées par les Shammar, à qui leurs voyages continuels dans l'Irak (1), dans le Hedjaz et en Égypte, leurs relations avec les étrangers qui visitent leur pays pour se rendre à La Mecque, donnent une plus grande liberté d'opinions. Ainsi par exemple le tabac est toléré, et l'usage en devient plus général. Il y a deux points toutefois de la doctrine wahabite auxquels les Shammar sont inaltérablement attachés. Le premier, c'est le rejet de tous les saints, même de Mahomet, comme médiateurs entre Dieu et l'homme. En effet, dans leurs conquêtes, les Shammar s'appliquent toujours à imposer cette croyance aux vaincus. Le second point essentiel à leurs yeux est la nécessité de dire la prière quotidienne en public dans une mosquée, et non pas à la maison, comme le pratiquent les autres musulmans. Aussi chaque quartier dans les villages est-il généralement pourvu d'une petite mosquée où le peuple s'assemble cinq fois par jour pour faire les dévotions en commun aux heures prescrites. A Hail, il y a en outre, dans le palais même du cheik, une grande mosquée où toute la populaion se réunit le vendredi pour réciter la prière et écouter un sermon. Le cheik tient à ce que tout le monde vienne à ce service du vendredi; le prédécesseur du cheik actuel, le fameux Abd-Allah, a plusieurs fois infligé des punitions sévères à ceux qui n'y assistaient pas. Dans la grande mosquée d'Hail, la prière est récitée par un prêtre que le cheik nomme et paie. Ce personnage a reçu ordinairement, soit au Caire, soit à Médine, soit à Ryad, une certaine instruction, qui consiste principalement à savoir réciter par cœur une partie du Coran et à connaître les minutieuses cérémonies du rituel. Il doit aussi être versé dans la controverse entre les wahabites et les autres sectes : il est avec le cadi le seul représentant de la science; mais ni l'un ni l'autre ne savent rien en dehors de leur spécialité, et M. Wallin n'en a pu tirer aucun parti pour ses études historiques et grammaticales.

Le fait suivant, raconté par le même voyageur, donnera une idée exacte de l'état politique et social de cette partie de l'Arabie. Le 30 août 1845, il partait d'El-Djôf en compagnie d'une famille bédouine appartenant à une petite tribu du voisinage nommée les Hawazi. « Ces Bédouins, dit-il, sont pauvres et méprisés, exposés aux attaques et

(1) Il y a deux Irak : l'Irak adjemi ou la Perse, et l'Irak arabe, qui est le pays arrosé par le cours inférieur de l'Euphrate et du Tigre.

aux pillages de leurs puissans voisins de la tribu des Shammar, qui, les harassant par de grandes et petites expéditions, ont volé et emporté chez eux la plus grande partie du bétail et des chameaux de leurs faibles ennemis. C'était en vue d'obtenir la sécurité pour lui-même et pour les faibles restes de ses biens que mon compagnon de voyage s'était décidé à déserter sa patrie et sa propre tribu. Avec sa famille et le peu de chameaux qui lui restaient, il allait immigrer dans le pays ennemi, où il était assuré de trouver la sécurité en se plaçant sous l'allégeance du cheik des Shammar et en lui payant la taxe *zikâ*. Comme il appartenait à une tribu en hostilité avec la population dont il allait traverser le territoire, il avait eu besoin d'un protecteur pour le cas où il serait tombé dans un parti ennemi. Ce protecteur était une femme native du village shammar de Gubbé, mais mariée et établie à El-Djôf. Elle nous suivait avec son mari. L'événement prouva que nous avions en elle une sauvegarde, puisque sa présence empêcha que nous fussions dépouillés par un parti de pillards de sa ville natale que nous rencontrâmes dans notre chemin. » Au milieu d'une existence remplie d'actes violens, il y a quelque chose de touchant dans ce respect chevaleresque de la femme, qui non-seulement n'est pas insultée elle-même, mais qui assure la sécurité de ceux qu'elle couvre de son prestige.

II. — LE HEDJAZ.

Le grand-chérifat de La Mecque. — Ses rapports avec les Égyptiens, puis avec les Turcs. — Ibn-Aoun. — L'administration ottomane et les tribus arabes.

Le Hedjaz est borné au nord par le Djebel-Shammar, à l'est par le Nedjd, à l'ouest par la Mer-Rouge, et au sud par le pays indépendant d'Acyr, qui le sépare de l'Yémen proprement dit ou Arabie heureuse. Le Hedjaz a une importance capitale pour les musulmans, car il contient les *villes saintes* de La Mecque et de Médine, dont le territoire est appelé *El-Haram*. Les autres villes importantes sont Djeddah, le port de La Mecque, Jambo, le port de Médine, et la place de Taïf, située à l'est de La Mecque sur une haute montagne où, suivant le dire d'Edricy, il gèle même pendant l'été. Cette ville, célèbre par ses jardins, a joué un rôle très important dans toutes les guerres de l'El-Haram; elle est la clé de La Mecque.

Le premier personnage du Hedjaz est le grand-chérif de La Mecque. On appelle *chérif* les personnes qui descendent ou croient descendre de Fatmé, fille de Mahomet. Les chérifs sont innombrables : répandus dans tout le monde musulman, ils sont générale-

ment confondus avec le reste de la population; mais il n'en est pas de même dans le Hedjaz, où l'un d'eux a le privilége d'exercer les fonctions de grand-chérif, qui se transmettent d'ordinaire de père en fils. Depuis la conquête de l'Égypte par Sélim en 1517, la prière est dite pour le sultan des Turcs le vendredi dans les mosquées, et un cadi est envoyé de Constantinople à La Mecque, car le pouvoir du grand-chérif est purement temporel. Le sultan confirme dans le grand-chérifat celui que sa naissance et, dans une certaine mesure, l'assentiment des autres chérifs ont amené à cette haute position; il lui envoie chaque année une pelisse d'investiture. La Porte entretient aussi un pacha et un cadi à Djeddah; mais le vrai maître du Hedjaz était jusqu'au commencement de ce siècle le grand-chérif, qui percevait les impôts et en transmettait seulement une partie à Constantinople. Ordinairement le pacha ne pouvait venir à son poste qu'escorté par la caravane. La Porte profitait quelquefois de la présence des pèlerins pour changer le grand-chérif; mais la pression turque cessait dès que la caravane était partie.

Au moment où les wahabites se répandirent en dehors du Nedjd, la dignité de grand-chérif était occupée depuis 1786 par Ghaleb, fils de Messad. Les Égyptiens arrivèrent bientôt après dans le Hedjaz et furent bien accueillis par Ghaleb, qui contribua même à l'expulsion des wahabites. La bonne harmonie paraissait régner entre les nouveaux conquérans et l'ancienne autorité locale. Cependant Méhémet-Ali, grand niveleur et grand centralisateur, tenait à abaisser le pouvoir héréditaire des grands-chérifs. A l'aide d'une trahison, il se saisit de Ghaleb, qui, par ses qualités personnelles, par ses richesses et par le principe qu'il représentait, exerçait un grand prestige sur les Arabes. Envoyé en exil, le chérif mourut à Salonique en 1816. On l'avait remplacé par un de ses parens, nommé Yayah, qui ne fut plus, comme ses successeurs, qu'un fonctionnaire salarié. Cependant il ne finit pas non plus ses jours sur le siége chérifal. En 1831, il avait assassiné, dans le temple même de la Kaaba, à coups de poignard son neveu, qui lui était devenu suspect à cause de son intimité avec le gouverneur égyptien. Méhémet-Ali s'empressa d'investir du grand-chérifat un autre descendant du prophète, nommé Ibn-Aoun, issu d'une famille à qui le siége chérifal, à ce qu'il paraît, n'a jamais appartenu. Assiégé dans Taïf, l'ancien grand-chérif Yayah voulut s'échapper, et tomba dans un gros de cavalerie égyptienne qui le fit prisonnier. Conduit au Caire, il y mourut en 1838. Ibn-Aoun fut installé comme grand-chérif.

Ibn-Aoun ne jouit pas paisiblement de son usurpation. En 1836, il fut soupçonné d'avoir contribué à une défaite que les troupes égyptiennes essuyèrent dans le pays d'Acyr. Il venait d'épouser

une fille du prince de ce pays. Quelque temps après, il était de retour à La Mecque, où arriva bientôt Kourchid-Pacha, investi par Méhémet-Ali d'un commandement supérieur. Il se passa alors entre ces deux personnages une scène qui caractérise vivement les mœurs de cette partie de l'Orient. Comme le grand-chérif, allant rendre une première visite à Kourchid-Pacha, entrait, conformément à un privilége de sa dignité, appuyé sur deux serviteurs : « Votre seigneurie est-elle donc malade? lui demanda Kourchid avec une grave malignité; il me semble qu'elle ne marche qu'avec peine. — Je désire, répondit sèchement Ibn-Aoun, que vous vous portiez aussi bien que moi. Votre excellence ignore-t-elle que c'est un honneur attaché à mon rang, tout indigne que j'en puisse être? — J'avoue, dit Kourchid, que je l'avais oublié en voyant tous les jours notre seigneur Méhémet-Ali, malgré son grand âge, marcher seul; mais je suis heureux d'être rassuré sur votre santé. » Cependant le grand-chérif, voyant qu'on ne lui présentait pas la pipe due à son rang, s'en fit apporter une par un de ses esclaves. « Pardonnez-moi, seigneur, dit Kourchid; mais depuis que mon maître Méhémet-Ali m'a chargé de grandes affaires, j'ai perdu l'habitude de fumer, et j'oublie d'offrir la pipe. Vous prenez sans doute du café. Excusez-moi de nouveau, j'ai aussi cessé d'en prendre. — Seriez-vous donc de la secte des wahabites? » répliqua Ibn-Aoun. Kourchid-Pacha lui répondit : « Mon maître Ibrahim-Pacha, que Dieu glorifie, le vainqueur des wahabites, ne peut être soupçonné d'hérésie, et pourtant il a cassé ses pipes et ne prend plus de café. — Oui, dit le grand-chérif; mais on assure qu'il boit du vin. »

C'était une déclaration de guerre courtoise, mais implacable. Bientôt Méhémet-Ali appela le grand-chérif au Caire sous le prétexte de se concerter avec lui sur les affaires de l'Arabie. Ibn-Aoun n'ignorait pas que c'était le signal de sa disgrâce; mais l'occupation militaire ne lui laissait pas les moyens d'y échapper. Il conserva une inaltérable sérénité; entouré de toutes les pompes de son rang, il traversa tranquillement, silencieusement, la ville de Djeddah au milieu de la population stupéfaite, et s'embarqua au mois de mars 1836. Il emmenait en exil son jeune fils. Une fois à bord, Ibn-Aoun, les yeux mouillés de larmes, dit : « Espérons, enfant, que le pacha aura pitié de toi; espérons que le fils du grand-chérif, le descendant du prophète, deviendra peut-être colonel. »

Au Caire, où vécut Ibn-Aoun avec une pension honorable, il put rencontrer quelque temps après l'émir Fayssal, chef des wahabites, vaincu en 1838 par le même Kourchid-Pacha à Dhalam, dans le Nedjd oriental. En 1839, au moment de la rupture entre la Turquie et l'Égypte, Ibn-Aoun, par son influence personnelle, attira dans

l'armée du vice-roi les *bachi-bozouks* du Hedjaz. Cette complaisance ne lui valut pas son retour en grâce; mais lorsque les troupes de Méhémet-Ali se retirèrent de l'Arabie à la suite des événemens de 1840, Ibn-Aoun alla reprendre possession du siége chérifal, et il fut pendant quelque temps le seul maître du Hedjaz.

Que serait devenue cette domination indigène, si elle fût restée abandonnée à elle-même? Aurait-elle maintenu l'espèce d'ordre et d'autorité compatible avec la vie des tribus? serait-elle tombée dans l'anarchie si chère aux Arabes? Elle s'annonçait sous les couleurs les plus riantes. Les tribus avaient accueilli avec sympathie un pouvoir qui avait à leurs yeux le mérite de tirer son origine de la religion, de rester pur de tout élément étranger, et de ne pas peser assez sur elles pour contrarier leurs habitudes d'indépendance, de petite guerre et de pillage. Élevés parmi les Bédouins, les grands-chérifs ont toujours tenu à se les attacher. Si l'on ajoute que le retour d'Ibn-Aoun mettait fin à la domination impatiemment supportée des Égyptiens, on s'expliquera ce qui arriva alors. Les tribus établies autour de Médine avaient résisté à Méhémet-Ali comme aux wahabites; elles se soumirent. La paix se fit presque d'elle-même entre l'El-Haram et l'état d'Acyr, dont les frontières furent délimitées. Enfin vingt mille Bédouins se réunirent à La Mecque pour les cérémonies du *courban-beïram*, invités par le grand-chérif et sous sa responsabilité. Les partisans de toutes les sectes y accomplirent paisiblement leur pèlerinage.

La Porte rentrait, par la retraite des Égyptiens, en possession du Hedjaz. Elle y envoya un gouverneur-général, dont la résidence était à Djeddah. Ibn-Aoun, quoiqu'il eût été installé par Méhémet-Ali aux dépens du grand-chérif légitime Moutaleb, son cousin, fut confirmé par le sultan. Le pacha de Djeddah était le supérieur du grand-chérif et le vrai représentant de la Turquie dans le Hedjaz; mais son autorité ne s'exerça d'abord que dans l'enceinte de la ville où il résidait. Il travailla bientôt à l'étendre, et ses successeurs l'imitèrent en employant tour à tour la ruse ou la force.

J'extrais d'une lettre écrite de Djeddah à cette époque le récit d'un des premiers actes de cette déplorable politique. Dans le courant de l'année 1844, le cheik Roumi, qui commandait une fraction importante de la grande tribu des Harb, s'était mis en état d'insurrection par suite du refus qu'avait fait le gouverneur de reconnaître ses créances sur le trésor public. Il se borna toutefois à faire évacuer Rabegh, une petite ville occupée par un corps de troupes ottomanes, et à s'emparer d'un magasin de vivres établi sur ce point pour les besoins des caravanes. Les Turcs, qui n'étaient point en force, profitèrent de la permission qu'il leur donna de se retirer

sans coup férir avec armes et bagages. Peu de temps après, le pacha conclut la paix avec le chef arabe, lui fit à Djeddah une réception honorable, et traita avec lui pour l'établissement à Rabegh d'une petite forteresse destinée à protéger le dépôt des vivres. Cette construction terminée, le cheik Roumi se rendit auprès du pacha pour réclamer le prix du terrain. Kourdi-Osman, l'un des chefs militaires au service de la Porte, ayant été nommé alors gouverneur de Rabegh, partit avec sa cavalerie, accompagné du cheik Roumi, pour régler cette affaire sur les lieux. Arrivé à Koulays, il fit dresser ses tentes à une demi-heure du village et préparer un banquet où furent invités le cheik et ses frères. Le repas terminé, Kourdi-Osman sortit de la tente qui abritait les convives, tandis qu'un bouffon les égayait de ses lazzis et dansait devant eux un sabre nu à la main; mais à peine Kourdi-Osman était-il hors de la tente, qu'il donnait à ses soldats en langue kurde le signal du massacre. A l'instant même, un coup de sabre tomba sur la tête du cheik Roumi, qui put à peine articuler ces mots : « Encore une trahison turque! » car il reçut dans la poitrine une balle qui l'étendit raide mort. Au dehors, les soldats ayant coupé à la fois toutes les cordes de la tente, les Bédouins, qui se trouvaient pris comme dans un filet, furent criblés de balles par des décharges réitérées. Un des frères de Roumi, d'autres disent un esclave, parvint cependant à se dégager, tua un *bachi-bozouk* et blessa grièvement deux soldats avant de succomber. Un autre frère du cheik, un enfant de douze ans, s'étant fait un rempart des coffres qui se trouvaient dans la tente, n'avait reçu aucune blessure; mais, lorsqu'il sortit pour prendre la fuite, il fut saisi et eut la tête coupée comme ses aînés. Pas un Bédouin ne réussit à s'échapper; les têtes des principaux furent exposées à La Mecque; on forma des chapelets avec les nez et les oreilles.

Au mois de mars 1845, un régiment de troupes régulières arriva pour la première fois à Djeddah. Toutefois le représentant de la Porte n'était pas encore parvenu, cinq ans après, à dominer réellement le pays. Ainsi en 1850 les tribus qui entourent Médine s'étaient soulevées, poussées à bout par les exactions des agens inférieurs; la troupe qui fut envoyée de Djeddah contre elles n'en put venir à bout; le pacha fut obligé de payer aux Arabes le tribut accoutumé, sans que cette concession eût réussi beaucoup mieux que la force à établir la sécurité dans le voisinage des *villes saintes*. Cependant la Porte ne devait pas tarder à frapper un plus grand coup au foyer même de cette féodalité héréditaire, à laquelle elle a déclaré la guerre dans tout l'empire. Déjà une garnison turque avait été établie à La Mecque, contrairement à d'anciens priviléges, vio-

lés une première fois par Méhémet-Ali. Le chérif Ibn-Aoun avait acquis de grandes richesses. Il exerçait beaucoup d'influence sur les Bédouins et se montrait complaisant pour leur passion séculaire, c'est-à-dire pour le rançonnement des voyageurs. Il était intervenu plusieurs fois avec succès par le prestige religieux de son origine tant dans le Nedjd que dans l'Yémen. Le prince de l'Acyr était son allié. Le chérif passait même pour être en relations amicales avec Abbas-Pacha, vice-roi d'Égypte : il n'en fallait pas davantage pour le faire accuser d'aspirer à l'indépendance. Vers le mois d'août 1852, le pacha de Djeddah reçut l'ordre d'envoyer le chérif à Constantinople avec ses deux fils. La trahison seule pouvait assurer l'exécution d'un tel ordre. Les jeunes chérifs furent mandés à Djeddah, où des troupes avaient été réunies sous le prétexte d'une expédition militaire dont la direction serait confiée à l'un d'eux. Ils se rendirent au palais pour y entendre la lecture du firman d'investiture. Il est d'usage dans ces circonstances de déployer un grand appareil militaire. La lecture eut lieu. Quand elle fut terminée, le gouverneur exhiba l'ordre qu'il avait reçu d'envoyer les deux chérifs à Constantinople, et les portes du palais se refermèrent derrière eux. Le même jour, le pacha militaire de La Mecque cernait l'habitation du grand-chérif avec des troupes et de l'artillerie, mèche allumée. Ibn-Aoun comprit que toute résistance était inutile, et cet homme, qui aurait pu, une heure auparavant, soulever d'un cri presque toutes les tribus et peut-être expulser momentanément les Turcs du Hedjaz, fut amené à Djeddah et embarqué avec ses fils. C'était la seconde fois qu'Ibn-Aoun était conduit en exil, et il devait encore en revenir. Cette exécution frappa de stupeur toutes les tribus.

Abd-el-Moutaleb, de la tribu de Zeïd, fils du chérif Ghaleb dépossédé par Méhémet-Ali en 1813 et héritier légitime du siége de La Mecque, arriva presque aussitôt à Djeddah. Il y fut reçu avec solennité et respect tant par les autorités turques que par les chérifs venus de la *ville sainte*. Quelles qu'aient été au début les promesses ou les dispositions personnelles de Moutaleb, un changement de personnes ne pouvait pas modifier la situation respective des Arabes et des Turcs dans le *territoire sacré*, cette situation étant le résultat de la juxtaposition de deux pouvoirs différens par leur caractère et par leur origine, le grand-chérifat et l'administration ottomane. Le nouveau grand-chérif était à peine installé depuis quelques mois qu'il adoptait un système d'isolement et vivait dans les termes les plus froids avec le gouverneur de Djeddah. A la première visite qu'il fit à La Mecque, Kiamil-Pacha essaya de se concilier son rival naturel par des marques extérieures de la plus grande déférence ; il ne réussit qu'à lui inspirer des soupçons sur ses intentions

et à le déterminer à s'enfuir à Taïf, où se trouvaient ses parens et ses richesses. Le gouverneur demanda à Constantinople la destitution du chérif; celui-ci, du fond de sa retraite, semait l'agitation dans le pays et ne tenait aucun compte de l'autorité du sultan. En même temps il excitait le fanatisme dans toute la péninsule en répandant le bruit que les infidèles allaient conquérir Constantinople et renverser l'islamisme. C'était au moment de la campagne de Crimée. Un ordre du sultan ordonnant la fermeture des bazars d'esclaves vint, vers le milieu de l'année 1855, faire éclater la guerre dans le Hedjaz. La garnison turque fut obligée de s'enfermer dans les forts de La Mecque. Les Algériens, comme sujets de la France, y furent insultés. Médine se soulevait, et le nom du sultan n'y était plus prononcé dans les prières publiques. Sur ces entrefaites arriva la nouvelle de la destitution de Moutaleb, remplacé par le vieil Ibn-Aoun, qu'on rappelait de l'exil. Le seul événement remarquable de la guerre provoquée par la fermeture des bazars d'esclaves fut une tentative infructueuse des Turcs pour s'emparer de Taïf, refuge de Moutaleb. L'infanterie et la cavalerie du sultan y furent mises en déroute par les Arabes. Le chérif destitué, après une courte apparition à La Mecque, n'en restait pas moins toujours enfermé dans Taïf, ce qui permit à Ibn-Aoun d'entrer dans la ville sainte le 17 avril 1856. Quant à Moutaleb, il finit par être pris et conduit à Salonique. On ne s'attendait pas à une solution aussi prompte, et dans la prévision de la prolongation de la guerre on avait parlé d'une intervention de l'Égypte (1).

Cependant la réinstallation d'Ibn-Aoun n'eut point pour effet d'accroître l'autorité de la Turquie dans le Hedjaz. Le gouverneur turc de Djeddah fut obligé de laisser le commerce des esclaves se continuer comme auparavant. C'est aux puissances européennes que les Arabes attribuaient les tentatives de suppression de ce trafic. La nouvelle, qui se répandit bientôt après, de la prochaine organisation d'un service de bateaux à vapeur dans la Mer-Rouge jeta l'alarme parmi les propriétaires et les capitaines des barques arabes, qui jusqu'alors avaient fait seules le cabotage dans ces eaux. A Djeddah en particulier, les maîtres de ces barques, presque tous originaires de la contrée d'Hadramout, avaient eu depuis quelque temps des démêlés très vifs avec le consulat britannique. En outre il s'était établi dans cette ville, depuis une dizaine d'années envi-

(1) On sait que, par une disposition spéciale des arrangemens de 1841, l'Égypte est tenue à fournir annuellement un contingent de 400 hommes pour le service de l'Arabie. En 1853, des nègres y avaient été envoyés par le vice-roi Abbas. En 1855, 280 de ces nègres se révoltèrent dans l'Yémen contre le gouverneur Mohammed-Pacha et se retirèrent dans la montagne.

ron, un certain nombre de maisons de commerce européennes qui devaient faire une concurrence redoutable aux indigènes. Ces circonstances locales avaient produit parmi les habitans une grande excitation, qui, suivant l'usage, prit facilement le caractère du fanatisme religieux. De lugubres scènes marquèrent la journée du 15 juin 1858. Les consulats de France et d'Angleterre furent envahis par une population furieuse, et les deux consuls assassinés (1).

Du reste, les pèlerins de La Mecque et de Médine ne sont pas eux-mêmes plus favorisés que les étrangers sous le rapport de la sécurité. Depuis le départ des Égyptiens, les routes n'ont été complétement libres que lorsque l'administration turque a payé aux Arabes le tribut auquel ils croient avoir droit. En 1853, les pèlerins étaient obligés de rétrograder; le même fait s'est reproduit en 1858. La puissante tribu des Harb a plusieurs fois assiégé la garnison de Médine. En 1859, Mustapha-Pacha Scodrali, personnage célèbre dans les fastes de la Haute-Albanie (2), avait été nommé gouverneur des villes saintes. Il eut l'idée de se rendre directement de Jambo à Médine, et fut obligé de rétrograder en toute hâte, quoiqu'il eût payé de fortes sommes aux Bédouins, qui avaient promis d'assurer son passage.

Une nouvelle crise éclata en 1861, et voici à quelle occasion : dans la ville de Rabegh, un soldat turc surprit un Bédouin qui entrait chez lui pour voler, et le tua. La tribu de ce Bédouin réclama le prix du sang, que le pacha refusa d'acquitter. Les Bédouins, mécontens de ce qu'on ne leur avait pas payé depuis deux ans le tribut accoutumé, vinrent mettre le siége devant Rabegh: mais le pacha avait eu le temps d'y envoyer trois cents hommes de garnison et deux pièces de campagne. Une quinzaine de Bédouins et quelques soldats turcs furent tués dans une sortie. Du reste, la terreur que l'artillerie inspire aux Arabes les empêcha de rien entreprendre de sérieux contre la place. Le grand-chérif de La Mecque ayant offert sa médiation, les tribus demandèrent qu'on leur payât l'arriéré du tribut et qu'on leur permît d'égorger autant de Turcs qu'il avait péri d'Arabes depuis la reprise des hostilités. Ces conditions ne pouvaient être acceptées. Le grand-chérif tenta lui-même contre les Arabes une expédition ou plutôt une razzia, qui n'eut d'autre résultat que de soulever les tribus qui étaient restées tranquilles, et qui furent les premières victimes des dévastations. Cet

(1) On connaît les dramatiques incidens de cette journée. L'*Annuaire des Deux Mondes* (tomes VIII et IX) les a racontés avec détail, et ce serait nous écarter d'ailleurs du plan de ce récit que de revenir sur les attentats dont furent victimes le gérant du consulat anglais M. Page et le consul français M. Éveillard.

(2) Voyez *Histoire et description de la Haute-Albanie ou Guégarie,* par Hecquard.

état de choses se prolongea jusqu'au commencement de l'année 1864, les Bédouins continuant à intercepter la route de Médine à La Mecque et celle de Médine au port de Jambo. Il arriva même plusieurs fois que Médine manqua de vivres par suite de l'interruption de ses communications avec la mer. Enfin au mois d'avril 1864 les autorités de Djeddah se décidèrent à payer aux Bédouins le tribut accoutumé, montant annuellement à environ 250,000 francs. Les Turcs disent de ces Arabes que ce sont les chiens de la maison, et que, quand ils aboient, il vaut mieux leur jeter un peu de pâture que de chercher à les exterminer. Au mois de mai, la sécurité des routes paraissait à peu près rétablie, et le pèlerinage de 1864 s'accomplit sans encombre. Cependant la grande caravane de Syrie fut attaquée à son retour; mais les Bédouins ne l'empêchèrent pas de continuer sa route.

Le grand-chérif de La Mecque, Ibn-Aoun, qui avait été réinstallé en 1856 après la mort de Moutaleb, mourut le 28 mars 1858. Ce personnage fut généralement regretté à cause de sa générosité et de son caractère conciliant. Il était âgé de quatre-vingt-dix ans, et fut remplacé par son fils Abd-Allah-ibn-Aoun, qui exerce, comme son père, un grand prestige sur les Arabes. Cette succession était une nouvelle atteinte au principe de la légitimité, représenté par Moutaleb. Adb-Allah a résidé longtemps à Constantinople, où il était membre du grand conseil au moment de la mort de son père.

III. — L'YÉMEN ET L'ACYR.

Les wahabites et les Égyptiens dans l'Yémen. — Arrivée des Turcs, la politique anglaise. — L'imanat de Saana.

Entre le Hedjaz, dont nous venons de retracer les vicissitudes politiques, et l'Yémen proprement dit, dont nous n'avons pas encore parlé, se trouve la contrée appelée Acyr. Ce pays, qui a joué un si grand rôle dans l'histoire contemporaine de l'Arabie, était complétement inconnu à l'Europe il y a une centaine d'années. M. Jomard, qui en a dressé en 1838 la première carte détaillée, constate qu'aucun des géographes et historiens arabes n'en a fait mention. L'Acyr est borné à l'ouest par la Mer-Rouge, au nord par le Hedjaz, au sud par l'Yémen. Ses limites à l'est ne sont pas bien déterminées ou bien connues. Il possède une petite étendue de côtes et de bons mouillages depuis Haly, limite méridionale du Hedjaz, jusqu'à Birk-el-Kasah, au sud. Les Acyres n'ont manifesté jusqu'à présent aucun désir d'entrer en relations avec les puissances européennes; leur pays produit d'ailleurs tout ce qui est nécessaire

à leur consommation. L'Acyr est un des états les mieux constitués de l'Arabie, et peut réunir une force militaire relativement considérable. Il a successivement accordé sa coopération aux Égyptiens, aux Turcs ou aux chefs indigènes, et la victoire est presque toujours restée au parti qui s'était assuré son concours. L'Acyr jouit d'une véritable indépendance, qui a été défendue jusqu'à présent par le courage des habitans et par la configuration du pays; non-seulement ce territoire est montagneux, mais les hauteurs arrivent jusqu'au bord de la mer, sans laisser, comme dans l'Yémen, une côte basse, un *téhama*, suivant l'expression arabe, où les envahisseurs puissent s'établir.

Immédiatement au sud de l'Acyr, par conséquent dans la partie septentrionale de l'Yémen, se trouve la principauté d'Abou-Arisch. Ce pays dépendait autrefois de l'iman de Saana. Au commencement du XVIIIe siècle, les chérifs qui en étaient gouverneurs se sont rendus et sont restés depuis à peu près indépendans, quoiqu'ils aient quelquefois reconnu la suzeraineté des uns ou des autres et payé à diverses reprises un tribut.

Le plus ancien état de l'Arabie méridionale est l'imanat de Saana. L'iman a été pendant des siècles le souverain non-seulement de l'intérieur de l'Yémen, où il réside, mais aussi de la côte appelée Téhama. Même à l'époque de la plus grande expansion de la puissance turque, la Porte n'a possédé effectivement, mais non sans contestation, une partie de l'Yémen que pendant soixante ans, de 1570 à 1630. C'est vers le commencement de ce siècle, comme on le verra bientôt, que les Égyptiens d'abord, les Turcs ensuite, sont revenus disputer à l'iman la suzeraineté effective ou nominale de l'Yémen; nous disons nominale, parce que depuis une centaine d'années beaucoup de vassaux s'étaient rendus indépendans. C'est ainsi que le prétendu sultan de Laheï, de qui les Anglais ont depuis acquis Aden, s'était soustrait à l'autorité de l'iman en 1728. Le trône de Saana est héréditaire. Les princes sont à la fois spirituels et temporels; chefs de la secte des zeïdites (1), ils s'attribuent, comme le sultan des Turcs et celui du Maroc, le titre d'*émir-el-mouménin*, c'est-à-dire de commandeur des croyans. Jusqu'à ces derniers temps, ils ont frappé monnaie à leur coin et battu leur pavillon, qui représentait l'épée d'Ali à double lame sur un champ rouge. Peut-être le font-ils encore malgré l'état de faiblesse où ils sont tombés. Telles sont les divisions actuelles de l'Yémen. Pour plus de clarté, nous ne comprenons pas dans cette énumération quel-

(1) Cette secte se rapproche de celle des chiites : elle ne reconnaît pas la légitimité des quatre premiers califes successeurs de Mahomet.

ques pays peu importans dont l'existence séparée est contestable ou précaire, et qui n'ont pas été mêlés aux événemens dont nous nous occupons.

Dans un précieux mémoire sur l'Arabie (1), le savant M. Jomard donne le récit d'un témoin oculaire de l'invasion des wahabites, le cheik A'ous. D'un autre côté, M. Playfair, capitaine de l'artillerie de Madras et premier assistant politique résident d'Aden, a publié à Bombay en 1859 une histoire de l'*Arabia Felix* ou Yémen, qui contient des renseignemens pleins d'intérêt sur ce pays. C'est à ces sources, ainsi qu'aux travaux et aux correspondances des savans et des voyageurs français, que nous avons puisé nos informations sur l'Yémen et l'Acyr.

Lorsque les wahabites se furent solidement établis dans le Nedjd et qu'ils eurent conquis le Hedjaz, ils se tournèrent vers l'Yémen, où leur réussite ne fut jamais aussi complète. Seuls les Acyres acceptèrent facilement la réforme, et l'émir Saoud mit à leur tête un de ses chefs, Abd-el-Hakal, surnommé, à cause d'une taie qui le rendait borgne, Abou-Nogtah ou le Père de la tache. Abou-Nogtah fut chargé en 1804 de propager la nouvelle doctrine dans l'Yémen à la façon du pays, c'est-à-dire par la guerre. Il s'adressa d'abord à l'état qui touche immédiatement à la frontière méridionale de l'Acyr. Cet état, la principauté d'Abou-Arisch, était alors possédé par un chérif nommé Hamoud Abou-Mesmar, qui refusa d'adopter la croyance wahabite et fut attaqué par les Acyres. La guerre fut si terrible, dit le narrateur arabe, que les chevaux nageaient dans le sang. La ville d'Abou-Arisch fut forcée de se rendre et Hamoud de s'enfuir. L'iman de Saana était trop faible pour arrêter les envahisseurs. Deux villes importantes de la côte, Loheïa et Hodeïda, tombèrent au pouvoir d'Abou-Nogtah.

Cependant le chérif d'Abou-Arisch, Hamoud, après avoir adopté ostensiblement le wahabitisme, avait été rétabli dans sa principauté. En 1809, il rompit avec les wahabites et replaça sous l'autorité de l'iman Loheïa et Hodeïdah. A la nouvelle de cette défection, Abou-Nogtah marcha contre lui au mois de juillet, et remporta un premier succès à Djezan; mais Hamoud ne se laissa pas abattre, et avec des secours venus de Saana il réunit environ trois mille fantassins et quatre cents cavaliers. Le prince des Acyres était campé avec une dizaine de mille hommes près d'Abou-Arisch. Hamoud quitta cette ville la nuit avec quarante cavaliers déguisés en wahabites, et, faisant un circuit, il atteignit à l'aube l'arrière-garde

(1) Imprimé à la suite de l'*Histoire sommaire de l'Égypte sous le gouvernement de Mohammed-Ali*, par M. Félix Mengin.

du camp ennemi, où il pénétra sans exciter de soupçons. Arrivés à la tente du chef, les gens d'Abou-Arisch poussent leur cri de guerre; Hamoud tue Abou-Nogtah de sa propre main et réussit à s'échapper dans le désordre; les Acyres, attaqués sans doute en même temps par toutes les forces ennemies, sont mis en pleine déroute. L'Yémen respira jusqu'au moment où les Égyptiens furent envoyés en Arabie au nom de la Porte.

Lorsque Méhémet-Ali eut reconquis les *villes saintes* et fut devenu maître du Hedjaz, il tourna ses regards vers l'Yémen. Il y expédia en 1813 un agent nommé Aga-Jousef. Le chérif Hamoud, à qui il demanda d'abord son concours contre les wahabites, fit une réponse évasive. Aga-Jousef se rendit ensuite à Saana, où l'iman lui déclara qu'il était disposé à concourir à la répression de l'ennemi commun, mais qu'il n'avait aucun moyen de le faire, ce qui était vrai. L'ennemi commun était Thamy, alors prince de l'Acyr. Thamy professait ouvertement le wahabitisme, et avait reçu l'investiture de l'émir Saoud, de même que son prédécesseur, le célèbre borgne Abou-Nogtah. Depuis cinq ans, il était en possession de la place de Confounda, qui fait partie du Hedjaz. Les troupes égyptiennes lui reprirent cette place en 1814, au mois de mars, non sans y perdre beaucoup de monde. En mai, les Acyres, sous le commandement de Thamy en personne, surprirent la même ville. La garnison égyptienne s'embarqua précipitamment, poursuivie l'épée dans les reins jusque sur ses navires. Les bagages, les armes, les munitions, les bêtes de somme, les chevaux, restèrent au pouvoir du vainqueur.

Méhémet-Ali dirigea tous ses efforts contre ces wahabites du sud et marcha contre eux en personne au commencement de l'année 1815. C'est alors qu'il remporta l'importante victoire de Bisel, appelée aussi la « victoire de Koulacq. » Le vice-roi déploya en cette grande lutte autant d'énergie que de talent. Il sut, par une retraite simulée, attirer son impétueux ennemi dans la plaine. Ce fut la cause de la défaite des wahabites, à qui l'émir Saoud avait pourtant recommandé en mourant de ne jamais combattre les Égyptiens en rase campagne. L'armée arabe était commandée par Fayssal, fils de Saoud; au premier rang des combattans était Thamy avec les Acyres, dont quelques-uns déployèrent un courage héroïque. Des détachemens entiers de ces Arabes furent trouvés, sur les montagnes, liés ensemble par des cordes qui entouraient leurs jambes. En quittant leurs familles, ils avaient juré de ne pas fuir : ils n'attendirent pour cesser de se battre que le moment où leurs munitions furent épuisées, et finirent par être taillés en pièces sans quitter le poste qu'ils s'étaient assigné eux-mêmes. La même an-

née, les Égyptiens, poursuivant leurs succès, pénétrèrent sur le territoire des Acyres, qu'ils attaquèrent auprès du château de Tor. Thamy, à cheval, en avant de ses soldats, les animait par des chants guerriers. La résistance fut plus acharnée qu'à Bisel, mais l'artillerie finit encore par disperser les Arabes. Thamy resta le dernier sur le champ de bataille et se réfugia auprès d'Abou-Arisch, chez un parent d'Hamoud. Celui-ci, en apparence wahabite, était toujours prêt à se prononcer pour le vainqueur et entretenait des relations avec les uns comme avec les autres. Les Égyptiens paraissant alors avoir le dessus, Hamoud livra l'infortuné Thamy à Méhémet-Ali. Le vainqueur de Confounda, le vaincu de Tor, était un homme de petite taille; il portait une longue barbe blanche. La noblesse de son maintien imposa même à Méhémet-Ali, qui le traita avec courtoisie et promit d'intercéder en sa faveur auprès du sultan. Cependant, arrivé au Caire, il lui fit mettre au cou une énorme chaîne, et le héros arabe fut promené sur un chameau dans les rues de la ville, portant suspendue aux épaules la tête d'un autre chef wahabite. Thamy fut ensuite envoyé à Constantinople et décapité.

Quelques années après, un ancien mamelouk, à qui son ignorance de la langue turque avait valu le sobriquet de *Turktché-Bilmez*, sous lequel il est connu, fut mêlé dans le Hedjaz à une révolte militaire causée principalement par le retard de la solde. Il en était devenu le chef, et la Porte, qui se brouillait alors avec le vice-roi, lui avait conféré le gouvernement du Hedjaz. Il ne put s'y maintenir devant les forces envoyées d'Égypte, et échoua également devant Confounda; mais, s'étant dirigé vers l'Yémen, il réussit à s'emparer de la place importante d'Hodeïdah, et alla bientôt s'établir à Moka. Ces événemens se passaient en 1832. L'iman de Saana, le légitime souverain de l'Yémen, essaya de chasser Turktché-Bilmez de ses états : il n'en vint pas à bout. Alors les Égyptiens dirigèrent sur l'Yémen une armée de quinze mille hommes. Le prince de l'Acyr, successeur de Thamy, s'appelait Ali-Mujessen : il s'était d'abord abouché avec Turktché-Bilmez; mais, ayant appris la venue des Égyptiens en si grand nombre et voulant s'attirer la faveur de Méhémet-Ali, il marcha avec vingt mille Arabes contre Moka, où Turktché-Bilmez s'était enfermé, et que l'escadre égyptienne vint bloquer. Il enleva la place d'assaut et la livra au pillage pendant trois jours. La ville la plus commerçante de l'Yémen ne s'est jamais relevée de ce désastre, dont Hodeïdah et plus tard Aden ont profité. Quant à Turktché-Bilmez, il avait réussi à se réfugier à bord du navire anglais le *Tigris*, qui le transporta à Bombay. De là il se rendit à Bagdad, où il mourut sans avoir plus fait parler de lui. Des garnisons furent

laissées par les Égyptiens à Hodeïdah, à Confounda et dans plusieurs places de l'intérieur.

Les Acyres auraient bien voulu retenir leurs conquêtes, et c'est sans doute au dépit qu'ils éprouvèrent alors qu'il faut attribuer leur rupture avec les Égyptiens. En 1835, Méhémet-Ali envoya, pour les réduire, un de ses neveux nommés Ibrahim. Réuni à Taïf dans le Hedjaz, le corps égyptien, composé des 16e et 9e régimens d'infanterie et d'un *goum* de mille Bédouins, se dirigea contre l'Acyr. Fatigués d'un trajet pénible au milieu des sables, manquant d'eau et de moyens de transport à cause de la lassitude des bêtes de somme, les Égyptiens rencontrèrent une vigoureuse résistance de la part des Acyres, retranchés dans leurs montagnes. Le 16e régiment gravit l'élévation sur laquelle les défenseurs étaient retranchés, tandis que le 9e tournait la position pour détourner l'attention et seconder l'attaque. Ce mouvement dans un pays inconnu fut mal exécuté, et le 9e régiment n'arriva pas à faire sa jonction; le 16e régiment fut écrasé, et le 9e, qui prit la fuite, poursuivi rudement. Ibrahim fut obligé de se retirer dans le plus grand désordre et avec des pertes considérables. C'était la seconde fois depuis 1815 que les Acyres infligeaient une véritable défaite aux troupes du vice-roi. On a déjà vu que les Égyptiens se vengèrent de ce nouveau désastre sur le grand-chérif de La Mecque, Ibn-Aoun, qui fut alors envoyé au Caire. Cependant Ibrahim reprit bientôt l'offensive; il rétablit les affaires dans le Téhama, mais sans entamer l'Acyr.

En 1837, au moment où un voyageur français, M. Botta, visitait l'Yémen, les Égyptiens n'avaient fait encore aucun progrès dans l'intérieur; mais ils se préparaient à y pénétrer en profitant des discordes des chefs indigènes (1). En 1839, les Anglais s'emparèrent d'Aden. Cet événement n'eut pas une influence immédiate sur les destinées de l'Yémen. Au commencement de l'année 1840, les Égyptiens se disposaient à évacuer l'Yémen comme le reste de l'Arabie. L'iman de Saana était trop faible pour remettre tout le pays sous

(1) Quelques détails empruntés au récit de ce consciencieux observateur nous feront connaître les mœurs politiques de cette partie de l'Arabie. Le jeune iman qui régnait alors à Saana s'appelait Al-Mansour. C'était un homme de trente-cinq ans environ, qui s'était rendu odieux dans tout l'Yémen par la faiblesse de son gouvernement et par ses vices; il était particulièrement adonné à l'ivrognerie. Son œil louche avait une expression sinistre. M. Cruttenden, de l'armée des Indes, qui visita Saana en 1836, constata que cette cour était bien déchue de son ancienne splendeur. Saana avait toujours passé pour la ville des plaisirs. A cette époque du moins, les goûts des habitans n'avaient rien de délicat; leurs divertissemens consistaient principalement dans l'ivrognerie et les spectacles licencieux. L'oncle de l'iman, nommé Kassim, aspirait à remplacer son neveu et s'était mis en révolte contre lui dans la ville de Taez. Ce personnage fut visité

sa domination. Le chérif d'Abou-Arisch, qui s'appelait Hussein, s'entendit avec les Acyres et fit arriver un corps de troupes à Hodeïdah le 22 avril, le jour même où les Égyptiens évacuaient cette ville. Ces mouvemens jetèrent l'Yémen dans la plus grave confusion : les Acyres occupèrent pour leur propre compte Hodeïdah, imposèrent une contribution de 120,000 thalaris aux habitans, et défendirent, comme autrefois, aux chrétiens de monter à cheval, ainsi que de passer par la porte de La Mecque. Cependant Hussein finit par s'établir à Moka et par se faire reconnaître comme gouverneur du Téhama moyennant un tribut annuel de 90,000 thalaris.

Pendant l'administration du chérif Hussein, le pavillon anglais fut insulté à Moka. Un pareil fait s'était déjà produit en 1817 : la compagnie des Indes avait fait bombarder la ville en 1823 et imposé des conditions fort dures à l'iman de Saana, qui y exerçait alors l'autorité. Une factorerie, un consulat avec des gardes, y avaient été installés; mais le prestige moral des Anglais était singulièrement affaibli en 1840. Lorsqu'on lui demanda la réparation des insultes et vexations dont les sujets de la reine avaient souffert, Hussein répondit au gouvernement de Bombay par une sommation d'évacuer Aden. En même temps l'iman de Saana, qui venait de triompher d'une révolte religieuse, méditait de reconquérir le Téhama sur Hussein, et il le sommait de rendre ce territoire à son légitime souverain. Le chérif répondit qu'il l'avait reçu de Dieu et qu'il le défendrait jusqu'à la dernière extrémité. Aux mois d'avril et de juillet 1841, l'iman proposa aux Anglais de combiner une attaque contre le chérif Hussein; mais à ces deux démarches et à une autre qui eut lieu en 1843, le résident politique répondit toujours que son gouvernement s'était imposé la règle de ne pas intervenir dans les démêlés intérieurs des chefs arabes, qu'il garderait par conséquent la neutralité. C'est à Constantinople que l'Angleterre avait demandé la réparation de ses griefs. En 1842, un commissaire turc, nommé Eschref-Bey, fut envoyé en Arabie, et y revint en 1843 sans réussir à rien conclure avec Hussein. Il échoua également à

par M. Botta en 1837, au moment même où il se préparait à attaquer l'iman. « Il habitait par humilité une toute petite chambre dans les combles de sa maison. Cet homme, voulant supplanter son neveu, odieux par des débauches de tous les genres, avait jugé à propos de se concilier l'estime publique par une conduite opposée. Il affectait une grande piété, s'habillait simplement, priait continuellement et jeûnait toute l'année, c'est-à-dire que, selon l'usage des musulmans dans leurs jeûnes, il ne mangeait qu'après le coucher du soleil. Je le trouvai priant sur un modeste tapis. J'attendis debout qu'il eût terminé ses nombreuses génuflexions, après lesquelles il me fit asseoir, m'adressa d'une voix humble et doucereuse quelques questions, me parla avec tristesse de l'état misérable de son pays, de son amour pour le bien public, et de ses efforts pour faire refleurir l'ordre et la religion. »

Saana, où il alla proposer à l'iman de reconnaître l'autorité de la Porte.

En 1848, l'iman de Saana réunit toutes ses forces et tenta un effort suprême pour ressaisir le Téhama sur le chérif Hussein. La guerre durait avec des chances diverses depuis une année lorsque survint un troisième et plus gros compétiteur. Le 23 mars 1849, une expédition turque partait de Djeddah; elle était forte de quatre à cinq mille hommes. Toufieh-Pacha s'était assuré au moins la neutralité des Acyres, et il amenait avec lui le grand-chérif de La Mecque, Ibn-Aoun. Le 19 avril, Hussein, enfermé dans Hodeïdah, était sommé de rendre la place. Les renseignemens sur ce qui s'est passé alors sont contradictoires. D'après des informations venues de Djeddah, Hodeïdah aurait été livrée par un cousin de Hussein, et ce chérif aurait été emmené à Constantinople, où une pension de 3,000 piastres par mois lui était assignée. D'après la relation plus détaillée de M. Playfair, le chérif aurait traité lui-même avec les Turcs et consenti à rendre toutes les villes du Téhama à la condition de recevoir une pension, et il se serait retiré dans sa principauté d'Abou-Arisch, où il avait mis en sûreté, lors d'un voyage antérieur, les dépouilles recueillies dans le Téhama depuis neuf ans. La pension promise n'ayant jamais été payée, il se serait déterminé à faire le voyage de Constantinople pour s'entretenir avec le sultan; mais il serait mort en route au mois de mars 1851, *under circunstances of great suspicion*, dit le premier assistant politique résident d'Aden. Haïder, cousin d'Hussein, conserva la principauté d'Abou-Arisch moyennant un tribut annuel de 10,000 thalaris. Ce n'en fut pas moins la fin de la domination de cette famille dans le reste du Téhama de l'Yémen, où les Turcs établirent un simple pachalik, dont le chef-lieu est à Hodeïdah.

Aussitôt que le Téhama fut conquis, les Turcs se tournèrent vers l'iman de Saana et le sommèrent de faire sa soumission à la Porte. L'iman se rendit lui-même à Hodeïdah au mois de juillet 1849; il y fut reçu avec des honneurs royaux, au son du canon. Cédant probablement aux suggestions d'Ibn-Aoun, il aurait signé une convention en vertu de laquelle une partie des revenus de la principauté serait versée à la Turquie, qui ferait occuper la ville de Saana par une garnison de mille réguliers. Tel est le récit de M. Playfair. Toufieh-Pacha, le grand-chérif de La Mecque et l'iman se rendirent à Saana, et huit cents hommes de troupes turques furent installés dans la forteresse un jeudi. Le lendemain, le nom du sultan Abd-ul-Medjid fut substitué dans la prière publique à celui de l'iman. La population, qui est de la secte des zéïdites, en fut exaspérée. Les habitans coururent aux armes et massacrèrent un grand nombre

de soldats. Ceux qui étaient restés ou qui se réfugièrent dans la forteresse bombardèrent la ville, mais sans résultat. L'iman qui avait amené les Turcs fut déposé et remplacé par Al-Mansour, qui montait sur le trône pour la troisième fois. Toufieh-Pacha, qui avait été blessé dans la bagarre, obtint de se retirer avec le reste de ses troupes moyennant une rançon de 20,000 thalaris. Une nouvelle révolution renversa bientôt Al-Mansour. Ghaleb, fils du dernier iman, se proclama lui-même en 1850; mais les habitans refusèrent de le reconnaître, et le pays tomba dans la plus grande anarchie, si bien que les marchands, pour maintenir un peu d'ordre, se décidèrent à nommer un gouverneur parmi eux. Cette situation se prolongea environ huit ans. M. Stern, missionnaire biblique, qui visita Saana en 1856, en fait le plus triste tableau. Il n'y restait plus que trois marchands étrangers, dont deux furent assassinés pendant son séjour; le troisième, un vieillard, était sur le point d'abjurer sa religion dans l'espoir de sauver ses jours. Vers 1858, l'iman Ghaleb fut rappelé. C'est avec douleur, pourquoi ne le dirions-nous pas? que nous voyons la décadence d'un état qui, il n'y a pas longtemps encore, avait rendu puissante, prospère, *heureuse* cette partie de l'Arabie. Ne refusons pas un regret à cette grandeur qui agonise à quelques journées du sol bouleversé où le savant cherche, sur quelques inscriptions à demi effacées, les traces de la reine de Saba dans les ruines de Mareb.

V. — LA POPULATION.

Mœurs et caractères. — Condition des femmes. — Les Banians. — Les Hadramauts. — Invasion du sang noir.

Les événemens qui viennent d'être racontés ont pu donner une idée assez précise de l'état moral de la population dans les diverses contrées de la péninsule arabique. On aura remarqué que les Arabes, surtout ceux des tribus, ont un goût inné pour les combats, une grande mobilité d'esprit et un amour immodéré de la liberté, même désordonnée. Ils y joignent un certain sentiment de l'honneur entendu à leur manière. Ils ont un orgueil et une sorte de pudeur de race. Ils aiment à citer les qualités qui, à leurs yeux, distinguent les Arabes des autres peuples. « Ne fuis pas la mort, s'écrie Antar, le héros légendaire, ne te déshonore pas aux yeux des nobles Arabes! » Dans le même poème d'*Antar*, un autre chef dit : « Avant tout, les Arabes aiment l'équité. » Du reste, malgré cette sorte de solidarité morale, il n'y a dans la péninsule aucun germe, aucune aspiration même d'unité politique. Ce qui domine l'idée toujours assez vague

de la race, c'est l'amour de la tribu, le soin des intérêts et de la réputation de la petite patrie ambulante. C'est une faute d'aller piller dans le voisinage de son territoire; c'est un crime honteux d'enlever une femme appartenant à cette grande famille (1).

Les Arabes, à quelque classe qu'ils appartiennent, ont des manières distinguées; ils se piquent de politesse. Leur hospitalité est proverbiale et célébrée de préférence à toutes les autres qualités par des poètes dont les récits sont encore chantés de nos jours. Les Bédouins ont conservé l'antique vertu hospitalière de leur race. Niébuhr raconte que non-seulement les chefs arabes subviennent à tous les besoins des voyageurs, mais qu'au moment du départ ils leur offrent de l'argent pour les aider à continuer leur route. Toujours ils reçoivent l'étranger avec une courtoise bienveillance, et ils défendent autour d'eux qu'on leur cède rien à prix d'argent. L'hospitalité est même considérée comme un attribut de la souveraineté, comme un droit régalien. Le célèbre émir wahabite Saoud fut sur le point de déshériter son fils Abd-Allah, qui, oubliant une fois le touchant et glorieux privilége de son père, s'était permis d'inviter lui-même des étrangers à sa table. A Hail, dans le Djebel-Shammar, le voyageur le plus obscur, s'il n'a pas d'amis ou de connaissances dans la ville, descend au palais du cheik, et il y est hébergé avec ses bêtes aussi longtemps qu'il lui plaît de rester. Lorsque M. Botta explora le mont Saber, le cheik Hassan, dont il était l'hôte, fournit non-seulement à tous les besoins de notre savant et aimable compatriote, mais il donna aux gens de sa propre maison une somme de 400 thalaris, afin de les récompenser des soins qu'ils avaient eus pour l'étranger, et il voulut faire transporter à ses frais les caisses contenant les plantes recueillies pour le Muséum de Paris. Le fils du même cheik avait prêté à M. Botta une petite somme d'argent : lorsque le voyageur européen voulut s'acquitter, l'Arabe lui répondit que s'il acceptait son visage deviendrait noir, c'est-à-dire qu'il serait déshonoré. Il faut reconnaître du reste qu'il y a quelquefois un peu d'ostentation et de vanité dans la manière dont les Arabes exercent l'hospitalité.

Ce qu'il y a de plus particulier dans la nature des Arabes, c'est l'abondance des contrastes. Ainsi leur rapacité est aussi proverbiale que leur libéralité. Ils sont âpres au gain comme beaucoup d'Orientaux, musulmans ou chrétiens; mais la richesse ne suffit pas pour donner la considération, surtout parmi les Bédouins, qui respectent bien plus la naissance, la sainteté, la libéralité, le courage. D'un autre côté, tel homme qui ne toucherait pas à un

(1) Voir le roman d'*Antar*, pages 12, 14, 58, 290, 302, 321 de la traduction de M. Devic.

cheveu de son ennemi réfugié sous sa tente, et qui défendrait un inconnu, son hôte, au péril de ses jours, a assassiné tous ses parens. L'Arabe est crédule, et en même temps il ne se fait pas scrupule de trahir ses alliés; seulement il ne les trahira pas volontiers d'une certaine manière et dans certaines circonstances. S'il le fait, c'est avec la conscience de pécher, et il y perd une partie de sa considération. Il existe d'ailleurs dans son esprit une fâcheuse distinction entre la foi privée et la foi publique. Non-seulement une telle disposition est triste au point de vue de la morale, mais elle a de funestes conséquences dans l'ordre politique : elle contribue beaucoup à produire dans la péninsule ces continuelles révolutions qui épuisent le pays et qui facilitent la domination étrangère. Les Turcs sont très habiles à profiter de la mobilité et de la crédulité des Arabes; mais il faut l'avouer, et nous avons eu malheureusement occasion de le constater, les fonctionnaires ottomans n'ont pas donné aux indigènes l'exemple de la bonne foi et de la moralité, et ne leur inspirent aucune confiance. Leurs manières fières et froides choquent les Arabes, plus brillans et plus expansifs; leur mauvaise prononciation de la langue arabe leur fait aussi grand tort : néanmoins ils réussissent presque toujours à venir à bout des indigènes.

L'Arabie offre en définitive, ces récits l'ont prouvé, des individualités singulièrement puissantes : le grand-chérif Ibn-Aoun dans le Hedjaz, — Saoud, Abd-Allah, les Ibn-Raschid, dans le Nedjd et le Djebel-Shammar, — Thamy dans l'Acyr, — le chérif Hussein dans l'Yémen. C'étaient des hommes énergiques et doués des qualités les plus brillantes. On ne peut se défendre de s'intéresser à eux, surtout quand on se rappelle qu'après avoir joué un rôle grand et mérité, ils ont presque tous péri de mort violente.

Nous avons déjà eu occasion de parler des femmes arabes. Qu'il nous soit permis de revenir sur ce sujet, car c'est au degré de respect que l'homme porte à la femme et à l'autorité morale qu'il lui accorde qu'on reconnaît la valeur d'une société. Loin de moi la pensée de me faire le défenseur de la polygamie, et en général de la condition que les antiques mœurs de l'Orient, plutôt que l'islamisme, y ont faite aux femmes; mais il faut se garder de croire qu'elles y soient partout et toujours un objet de mépris. Dans les temps anté-islamitiques, le héros Antar tue un esclave parce qu'il n'avait pas respecté « les femmes arabes. » Le roi Zoheïr loue alors Antar par ces paroles : « Voilà un garçon qui combattra l'injustice et sera zélé pour les femmes! » Il en est encore de même parmi les Bédouins et les montagnards. Excepté dans quelques villes, les femmes de l'Arabie jouissent d'une grande liberté et souvent d'un grand pouvoir dans leurs maisons; elles ont paru à Niebuhr aussi

heureuses que le peuvent être celles de l'Europe. M. Botta fait l'éloge des montagnardes de l'Yémen; il a remarqué la parfaite aisance de leurs manières. Ces femmes ne manquent pas non plus de fierté; ainsi Mohammed-Pacha fut empoisonné en 1853 par une fille de l'Yémen qu'il avait entraînée de force dans son harem. La polygamie est rare, le divorce l'est moins; mais il faut remarquer d'abord que les femmes peuvent aussi le demander, en second lieu qu'il n'est pas nécessaire d'aller jusqu'en Asie pour constater les inconvéniens des unions précaires. D'ailleurs la femme arabe conserve sa dot avant et après le mariage, ce qui est une condition d'indépendance. J'ajouterai, d'après le témoignage répété de Burckhardt, que dans les désordres de la guerre les femmes sont toujours respectées.

Toutefois ce qui atteste le plus que les femmes des montagnards et des Bédouins ne sont pas des esclaves, c'est la part qu'elles prennent à la vie morale de la tribu. Un voyageur que nous avons souvent consulté, M. Wallin, a remarqué la piété des femmes wahabites dans le Djebel-Shammar. Le vieux tyran du Nedjd a une Égérie : c'est une de ses filles qui depuis trente ans écrit toute sa correspondance diplomatique. Au siége de Rass en 1817, les femmes vinrent éclairer les défenseurs dans un combat nocturne en agitant des torches de palmes de dattier qu'elles avaient enduites de résine. Pendant l'un des combats contre Ibrahim-Pacha autour de Derryeh, elles portaient à boire aux combattans, comme les dames françaises dans *la chanson d'Antioche*, et comme les jeunes filles des Beni-Abs qui viennent exciter « leurs guerriers » dans le roman d'*Antar*. Enfin la tribu des Begoun était conduite à la guerre par une femme nommée Ghalié, qui inspirait une terreur superstitieuse aux Turco-Égyptiens. Ce n'est point un fait isolé : M. Palgrave parle d'une jeune fille de la tribu des Ajmans qui, montée sur un chameau, animait par ses chants le courage des guerriers, et qui fut tuée au premier rang dans un combat contre les Nedjdli.

Aux Arabes de la péninsule sont mêlées d'autres populations qui méritent une mention spéciale, quoique rapide : je veux parler des Banians et des Hadramauts. — Les Banians, originaires de l'Inde, sont répandus dans toute la Mer-Rouge, où, en s'associant, ils ont réussi à accaparer presque tout le commerce. On dirait une communauté religieuse appliquée aux questions de négoce. Chacun d'eux a fourni primitivement une mise de fonds pour laquelle il a droit à une part proportionnelle sur les bénéfices généraux. A chaque membre de l'association est assignée une fonction spéciale. Les uns s'occupent de l'administration intérieure et des détails les plus

infimes, comme par exemple du soin des appartemens, de la préparation de la nourriture. Parmi ceux qui s'occupent du négoce proprement dit, les uns conduisent les grandes opérations, font les voyages, surveillent la pêche des perles; les autres sont chargés de la vente en détail. Du reste, une hiérarchie sévèrement réglée détermine la distribution des fonctions et des rangs. Au sommet de l'association est le trésorier, qui est élu. Les Banians déploient dans les affaires une grande habileté et même beaucoup de ruse; mais leur caractère doux et inoffensif les fait aimer des indigènes. Ils observent très sévèrement leur religion dans ses moindres pratiques. L'esprit de bienveillance universelle que ce culte répand sur toute la nature vivante s'accommode parfaitement avec l'islamisme. Les musulmans voient de bon œil les Banians traiter les animaux avec les plus grands égards, et subvenir par exemple le samedi à la nourriture de tous les chiens errans, généralement bannis des villes de l'Yémen et du Hedjaz.

On rencontre aussi sur la côte orientale de la Mer-Rouge des Arabes venus de la côte méridionale de la péninsule, d'un pays nommé Hadramout, qui, comme l'Oman, auquel il confine, n'a pas été mêlé d'une manière active aux mouvemens politiques et religieux de l'Arabie. Les habitans de ce pays passent pour grossiers, ignorans et fanatiques : ils accomplissent régulièrement le pèlerinage de La Mecque, dont le grand-chérif jouit à leurs yeux d'une considération toute particulière. Les Hadramauts s'expatrient facilement pour un temps et retournent dans leur pays quand ils ont amassé de l'argent : ce sont les Auvergnats de l'Arabie. Ils forment aussi des associations qui deviennent quelquefois assez puissantes, comme on l'a vu à Djeddah en 1858. Les plus pauvres sont employés comme portefaix; d'autres font le commerce ou possèdent des barques. Les Hadramauts, comme les Banians, donnent aux autres habitans de l'Arabie l'exemple de l'activité et de la persévérance, sans réussir cependant à leur inspirer en général le désir de les imiter. En somme, leur présence est utile; mais il nous reste à parler d'une autre immigration, lente, continue, insaisissable et insensible à la fois, qui pénètre dans le monde arabe et en a déjà profondément modifié la nature. Il s'agit des noirs.

Il est vrai que les montagnards et les Bédouins ont conservé de l'horreur pour les mélanges mélaniens. Ainsi dans la grande tribu des Anezi, qui occupe une partie de l'Arabie septentrionale et de la Syrie, non-seulement l'Arabe blanc n'épouse jamais une négresse, mais le nègre, même affranchi, ne saurait épouser une fille blanche. En général, le nomade, fier de son sang, méprise même l'habitant des villes et ne se soucie pas d'épouser sa fille. Mais,

parmi le peuple établi dans les résidences fixes, le sentiment qui porte à vouloir propager une race pure n'est pas aussi fort, et les noirs se marient avec les Arabes des villes et des villages. Or les noirs sont déjà très nombreux dans la péninsule. Sans parler des esclaves que, d'après la relation de Guarmani, possède le cheik du Djebel-Shammar, M. Wallin cite à Tébouk et à El-Djôf des tribus entières d'anciens esclaves noirs. Il y aussi beaucoup de nègres dans le Nedjd. L'émir Saoud entretenait un grand nombre d'esclaves noirs : son favori Hark, qui était de cette couleur, a quelquefois commandé des expéditions. Au siége de Derryeh, en 1817, la garde particulière d'Abd-Allah était composée de 400 noirs. Le trésorier actuel de l'émir du Nedjd est un nègre. Dans le Hedjaz, les grands-chérifs entretenaient aussi des soldats noirs. Il y a à Médine un assez grand nombre d'Abyssins ; des femmes de cette race noire y sont mariées à des habitans. A Djeddah et surtout à La Mecque, l'usage d'entretenir des esclaves abyssiniennes et de les épouser est très répandu. Burckhardt attribue à ces mélanges le teint foncé qui distingue les habitans de cette dernière ville de ceux du désert. Les relations de M. Palgrave renferment des détails intéressans et précis sur l'accroissement rapide de l'élément noir dans l'Oman et dans le sud du Nedjd. M. Botta a constaté que dans les montagnes de l'Yémen la population, qui a été peu mélangée, reste complétement blanche et remarquable par la beauté des traits, les cheveux longs, le nez droit, les yeux grands et ouverts, et que dans le Téhama au contraire la population sédentaire est devenue presque noire. Les Arabes ont laissé dans ces mélanges leur physionomie propre, et leur langue en a été altérée au point de devenir difficilement intelligible. Si cette population continue à s'imprégner de sang noir, elle y perdra ce qu'elle peut avoir conservé de vigueur, de distinction et de noblesse.

Il est remarquable que les familles princières soient celles qui montrent le moins de souci de conserver la pureté de leurs races. Les récits des voyageurs en fournissent de nombreux exemples. L'émir Kaled, un prétendant au trône du Nedjd, qui est mort à Djeddah en 1857, était appelé l'*émir noir* à cause de sa couleur. Le grand-chérif Yayah était presque noir. Le fils du cheik Hassan, qui ne voulut pas permettre à M. Botta de lui rembourser un prêt en disant par métaphore que sa figure deviendrait noire, était le fils d'une négresse, dont il avait le teint. En 1763, l'iman régnant de Saana était d'une couleur noirâtre ; il avait une vingtaine de frères, dont quelques-uns, dit Niebuhr, noirs comme de l'ébène, avec le nez épaté et de grosses lèvres, comme les Cafres d'Afrique. Lorsque lord Valentia visita Saana en 1805, l'aîné des fils de l'iman

était l'enfant d'une Abyssinienne. L'iman Al-Mansour avait aussi la même origine.

D'où viennent les noirs qui sont répandus et qui se répandent encore tous les jours en Arabie? De l'immigration libre et de la traite. Il arrive sur la côte orientale de la Mer-Rouge un assez grand nombre de noirs saumalis et abyssins qui y sont librement attirés par la facilité de se procurer les moyens d'existence dont ils sont dépourvus chez eux; mais c'est la traite qui est le grand pourvoyeur de sang africain, surtout de femmes noires. Or c'est par les femmes que les mélanges entre races inégales se font le plus facilement, les hommes noirs trouvant rarement à épouser des femmes blanches. La traite s'opère sur une si grande échelle et avec tant de liberté que le produit en est maintenu au plus bas prix. Ainsi, d'après le témoignage de Palgrave, un esclave coûte de 13 à 14 liv. sterl. dans le Djebel-Shammar, et de 7 à 8 seulement dans le Nedjd.

Ce qui menace le plus la race arabe dans la péninsule, ce n'est en définitive ni la domination turque, ni l'influence européenne: c'est le sang noir. Le grand danger pour la race de Sem est l'enfant de Cham. L'ennemi bien malheureux et bien innocent du mal qu'il va faire, c'est la petite fille ou la jeune mère africaine que le chasseur d'esclaves arrache à sa famille pour alimenter les marchés de l'Yémen, de l'Oman ou du Hedjaz. Le sang blanc de l'Arabie, qui n'a aucun moyen de se renouveler, finira par s'épuiser; mais ce qui ne s'épuisera pas, c'est la population noire de l'Afrique. La lutte est inégale. Cependant les Arabes n'ont pas le sentiment de ce danger. On a même vu la population s'insurger quand le sultan, sous l'impulsion de l'Europe, a voulu prendre des mesures contre la traite. Il y a dans cet aveuglement un châtiment providentiel : il semble qu'une race perde l'instinct de quelques-uns de ses intérêts vitaux là précisément où le sens moral vient à lui manquer.

ADOLPHE D'AVRIL.

GUSTAVE III

ET

LA COUR DE FRANCE

VIII.

L'ÉMIGRATION FRANÇAISE ET LES PLANS DE COALITION EUROPÉENNE.

I.

Il aura été donné à notre temps de commencer à juger équitablement et sans colère, comme cela convient à ceux qui profitent de la victoire, les fautes des amis de la révolution et celles de ses adversaires. Plus les idées dont l'esprit français était alors l'interprète s'approchaient d'un idéal de justice universelle, plus on doit déplorer les violences de ceux qui prétendaient en hâter le triomphe et la profonde erreur de ceux qui crurent le pouvoir empêcher. Ne répétons pas, comme font les esprits absolus, que les excès et les malheurs de la révolution étaient nécessaires. « La philosophie commune, a dit Mme de Staël, se plaît à croire que tout ce qui est arrivé était inévitable; mais à quoi serviraient donc la raison et la liberté de l'homme, si sa volonté n'avait pu prévenir ce que cette volonté a si visiblement accompli? » Sachons distinguer la part de la liberté humaine dans les erreurs qui préparèrent la terrible réaction de 89, dans celles qui en précipitèrent le développement et qui faillirent en compromettre les utiles résultats; ne cherchons pas d'ailleurs qui a été le plus imprudent ou le plus coupable dans l'histoire des derniers temps de notre vieille France : de la royauté,

qui a profité de l'hostilité des divers ordres de la nation pour la subjuguer et lui imposer un absolutisme dont le fardeau devait l'accabler elle-même; — du tiers-état, qui se livra trop entièrement sans doute à la puissance royale en vue d'obtenir par cette ligue la ruine de l'aristocratie; — de la noblesse enfin, qui, par son avidité à reconquérir des priviléges sans cesse contestés, finit par exciter dans la nation ce que Mme de Staël a encore bien défini « l'enivrement sauvage d'une certaine égalité. » Chacun a erré quand tous étaient solidaires. Avant de succomber, la royauté a vu détruire cette noblesse française sur laquelle en particulier il serait peu juste de faire peser tous les torts. Sans compter les pages éclatantes que lui doit notre histoire, le dernier tiers du XVIIIe siècle n'a-t-il pas vu une partie de l'aristocratie française indiquer au pays quelques-uns au moins des dangers qui le menaçaient et les voies vraiment libérales qui eussent permis peut-être de tourner les écueils? La nuit du 4 août s'est-elle fait longtemps attendre? Malheureusement il est vrai qu'une autre portion de l'aristocratie, après avoir profité des abus de l'ancien régime, l'a voulu défendre les armes à la main. Les émigrés n'ont pas distingué le terme au-delà duquel l'émeute devenait révolution et la résistance aveuglement fatal, jusqu'à faire méconnaître la voix même de la patrie. Les vrais coupables parmi eux ont été ceux qu'entraînait dans une pareille erreur l'égoïsme, une longue habitude des jouissances ou bien simplement une incurable légèreté d'esprit. A vrai dire, ceux-là furent nombreux dès les premiers temps de l'émigration; ils se groupèrent autour des princes, et c'est précisément avec eux que Gustave III brûla de faire cause commune (1).

Il semble qu'on n'ait pas suffisamment séparé du parti du roi ce parti des princes, formé de bonne heure dans le sein de l'émigration et devenu promptement redoutable pour la famille royale elle-même. Dès le lendemain de la prise de la Bastille, le comte d'Artois, le prince de Condé et leurs fils avaient donné le signal de quitter la France. Un certain nombre des premiers émigrés partirent pour le Canada, d'autres se dispersèrent dans les plus importantes capitales du continent, où ils portèrent leurs préjugés; mais les principaux par la naissance, comme les Polignac, le maréchal de Broglie, M. de Lambesc, etc., s'attachèrent aux princes. Le premier asile pour ceux-ci fut la ville de Turin, dans les états d'Amédée III, beau-père du comte d'Artois. Là se réunit toute une ardente émigration qui prit en pitié Louis XVI lorsqu'il parut accepter la pensée d'une transac-

(1) Voyez, sur la politique de Gustave après son second voyage en France, la *Revue* du 1er octobre. Voyez aussi, pour l'ensemble de cette série, la *Revue* du 15 février, 1er mars, 1er avril et 15 juillet 1864, du 15 août et 15 septembre 1865.

tion avec les idées nouvelles. Ce parti ne songeait qu'à rétablir, par la force au besoin, tout l'ancien régime. S'appuyant sur les armées du roi de Sardaigne, sur les promesses de Vienne, sur la coopération d'un autre corps d'émigrés campé à Figuières en Catalogne, il fomenta des troubles dans les provinces méridionales de la France, auxquelles il promettait Lyon pour capitale future au lieu de Paris. Le camp de Jallez, formé sous les inspirations venues de Turin, en septembre 1790, dans les montagnes de l'Ardèche, se crut un instant destiné à devenir un centre important d'opposition contre l'assemblée constituante. Les gentilshommes du Vivarais, du Forez, du Lyonnais et de l'Auvergne commençaient de s'y réunir, et quelques démonstrations des troupes sardes enflaient déjà leurs espérances. En vain Louis XVI condamnait-il publiquement leurs dangereux efforts : ils répondaient que ses manifestes ne contenaient pas sa vraie pensée, et qu'il leur appartenait de les interpréter conformément aux intérêts de la monarchie. En vain Marie-Antoinette écrivait-elle lettre sur lettre à son frère l'empereur d'Autriche ou bien au comte Mercy pour maudire ce qu'elle appelait « l'extravagance de Turin, » pour déclarer que le roi redoutait en vue de sa propre liberté la victoire des princes, et pour supplier qu'on les arrêtât dans leur entreprise, ou qu'on s'abstînt du moins de les secourir : elle ne gagna rien en réussissant à entraver leurs tentatives du côté du midi, car de Turin ils se transportèrent à Coblentz et à Worms au commencement de 1791. On les vit, dans la première de ces deux villes, comptant pour rien le roi, organiser, en même temps qu'une armée, un gouvernement qu'ils imposeraient ensuite de toutes pièces à la France conquise par leurs armes. De Calonne prenait en main l'administration des finances, ce qui, dans le désarroi des princes, était pour le moment presque une sinécure, et celle de la police, fonction plus nécessaire au milieu du désordre où l'on se trouvait : de Calonne, en récompense, devait obtenir, lors de la restauration, sans doute fort prochaine, le rang de pair du royaume et de premier ministre. Le maréchal de Broglie prit le ministère de la guerre et s'entoura de bureaux. On vendit à l'avance des immunités et des titres, on se partagea toutes les dignités du royaume, comme faisaient les chevaliers qui entouraient Pompée à la veille de Pharsale. L'armée improvisée ne laissait pas que d'être assez nombreuse : beaucoup d'officiers nobles avaient passé la frontière; toute une partie du régiment de Berwick Irlandais était sortie de Landau avec armes et bagages. Ce qui manquait toutefois, c'étaient les soldats; tous ces nobles, quels que fussent leur âge et leur expérience, septuagénaires ou imberbes, avaient réclamé des postes dignes de leur nom. Le marquis d'Autichamp, commandant de la

gendarmerie, réforma d'un coup quatre-vingt-cinq gendarmes, qui n'étaient pas d'assez beaux hommes à son gré. L'infanterie faisait l'exercice avec des instructeurs prussiens ou suédois, et en se servant de bâtons à défaut de fusils; la cavalerie, en attendant que Gustave III lui fît don de cinq mille chevaux, ne figura que par les cadres brillans de ses officiers. En revanche, on avait une cour: nul n'y était admis qu'assisté de quatre gentilshommes qui attestaient la pureté de ses principes, et, pour compléter l'illusion, le comte d'Artois y trônait avec ses maîtresses. On appelait Coblentz *la cour* ou *la ville*, et Worms était *le camp*. Il y avait en effet, non pas précisément dans Worms, — cette ville impériale ne l'eût pas souffert, — mais dans le château où résidait l'électeur, un corps de noblesse militaire peu nombreux, mais bien commandé par le prince de Condé. Ce groupe-là observait une certaine discipline, entretenait des relations importantes avec la noblesse non émigrée de Lorraine et d'Alsace, et menaçait particulièrement Landau.

Worms et Coblentz convenaient d'ailleurs beaucoup mieux que Turin aux projets des princes. Ils s'y trouvaient à peu de distance de Paris et en relations faciles avec les puissances dont ils convoitaient le plus les secours. Bien plus, l'ardeur intempérante et les préjugés mêmes de l'émigration rencontraient des sympathies qui lui étaient chères auprès de ces petites souverainetés ecclésiastiques et laïques de l'ancien empire d'Allemagne particulièrement groupées dans la région du Rhin et dans celle du Haut-Danube. Le parfum tout féodal qui s'exhalait de ces cours causait à nos émigrés de douces illusions, et leur rendait, au milieu de l'exil, quelques traits d'un idéal qu'en France même ils n'avaient pu rêver qu'à peine. Gustave III en pensait ainsi quand il se sentait attiré vers Aix-la-Chapelle et Spa, où lui venaient non-seulement de France, mais des principautés allemandes, tant d'hommages. Membre lui-même du corps germanique, et la couronne de Suède étant signataire du traité de Westphalie, il songeait à prendre en main, si l'empereur manquait à son devoir, les griefs de ces princes d'Allemagne que la révolution française dépouillait, en dépit de ce traité, de leurs possessions d'Alsace. Faisant d'ailleurs cause commune avec l'émigration française, il aspirait à en être le chef et le sauveur. Que la Russie lui accordât ce qu'il lui fallait de subsides, et il saurait bien, même sans le concours des puissances du midi, si leur apathie ou leur égoïsme les retenait, trouver une armée suffisante pour vaincre la révolution; il montrerait ce dont le nord était capable. Or dans ces premiers calculs il ne manquait pas de faire entrer les ressources que lui offrait, en dehors de la Prusse et de l'Autriche, le concours des états allemands. Il pensait que ces princes germaniques détes-

taient autant que lui les idées révolutionnaires, qu'ils étaient aussi intéressés que les émigrés eux-mêmes au rétablissement de la monarchie française, et qu'il ne pouvait souhaiter de plus dociles instrumens pour sa propre gloire.

Les petites cours de l'Allemagne ressemblaient alors, il est vrai, à des citadelles de l'ancien régime, qui s'y était cantonné avec tout l'appareil en miniature de l'absolutisme et du bon plaisir. On peut en juger, et apprécier ensuite quelles sympathies ou quels secours Gustave III et l'émigration devaient rencontrer de ce côté, en écoutant les curieux témoignages qu'a laissés un des membres précisément les plus marquans du parti des princes. Je rencontre ces témoignages dans les papiers, encore tout à fait inédits, de M. d'Escars, qu'une offre infiniment obligeante m'a permis de consulter (1). M. d'Escars réclame dans notre récit une place importante, puisqu'il a été le plénipotentiaire des princes et de la contre-révolution auprès de Gustave III; il a résidé en cette qualité à Stockholm, et y était encore lors de l'assassinat du roi de Suède. C'est une bonne fortune d'avoir ses propres récits, non-seulement sur ce qui concerne ses relations directes avec le cabinet suédois, mais, lorsqu'il voyage en tous sens à travers l'Allemagne pour les intérêts du parti contre-révolutionnaire, sur l'état politique et moral des pays où Gustave et les princes devaient trouver de naturelles alliances. Ajoutons que le narrateur lui-même nous apparaîtra comme un type intéressant d'une certaine sorte d'émigrés.

Né en 1747, d'abord gentilhomme et capitaine des gardes du comte d'Artois, puis colonel d'un régiment de dragons et premier maître d'hôtel du roi, marié en 1783 à la fille du riche fermier-général de Laborde, et compris la même année dans une promotion de maréchaux de camp, le baron d'Escars (2) paraît avoir fait partie de cette noblesse sincèrement dévouée, mais fort imprudente, dont Louis XVI se défiait, même avant la révolution. Le 4 août 1789, qnelques jours seulement après l'émigration des princes, il part lui-même avec le caractère d'agent secret près des puissances étrangères, mais reste une année sans recevoir de la cour aucune communication directe. Cela ne l'empêche pas de faire bonne figure et de répandre les bons principes dans les cours qu'il visite : sa mission l'amène ainsi, sur les bords du Rhin et du Haut-Danube, chez des souverains fort ennemis de la révolution française.

(1) C'est M. le marquis de Nadaillac que j'ai à remercier de cette intéressante communication. M. d'Escars avait épousé en secondes noces, en 1798, Mme de Nadaillac, née de La Ferrière, qui jouissait d'un grand crédit, par son esprit distingué, à la cour de Berlin.

(2) Plus tard comte après la mort d'un frère aîné, puis créé duc sous la restauration.

Ce n'est pas toutefois dès sa première étape, c'est-à-dire à Bonn, résidence de l'électeur de Cologne, que M. d'Escars rencontra le plus d'ardeur favorable au parti des émigrés. La double raison en était le caractère du prince-électeur, Maximilien, frère de Marie-Antoinette, et sa dépendance de l'Autriche. Les grandes cours montraient elles-mêmes et imposaient à celles qui subissaient leur influence immédiate plus de réserve que les petits états, et elles les retenaient quelquefois. Quant au prince-électeur, doué de peu d'initiative et fort timide, c'était le même qui, lors de son voyage en France, visitant à Paris le Jardin du Roi, avait répondu à Buffon lui offrant un exemplaire de ses œuvres : « Je ne veux pas vous en priver! » Il avait fallu que Joseph II, son frère, pendant son voyage de 1777, réparât la faute en allant faire visite à Buffon, pour prendre, expliqua-t-il, les précieux volumes que le jeune archiduc avait oubliés. M. d'Escars le trouva, dans son électorat de Cologne, extrêmement froid sur les événemens de la France, et même, ajoute-t-il, sur les insultes déjà faites à la reine sa sœur, du reste tout absorbé dans sa liaison avec la femme d'un des ministres étrangers qui résidaient à sa cour : ce n'était guère qu'à table, à dîner ou à souper, qu'on pouvait parler avec lui; tout le reste de son temps était absolument consacré à sa maîtresse.

En revanche, l'électeur de Mayence, un simple gentilhomme, baron d'Erthal, mais par son titre chancelier de l'empire et directeur de la diète, témoignait d'un grand zèle. « Je n'ai jamais rencontré, dit M. d'Escars, de prince plus prononcé contre la révolution française et en calculant mieux les dangers... Sa cour était brillante; il tenait l'état le plus splendide. J'étais sans cesse invité à dîner et à souper, non-seulement aux grands repas de cérémonie, mais aussi dans la société particulière de l'électeur, chez Mmes de F... et de G..., qu'on appelait tout bas ses deux ministres. « J'allai de là à la très petite cour de Bruchsal, résidence de l'évêque-prince de Spire. Cette souveraineté était alors occupée par un comte de Limbourg-Vehlen-Styrum. On ne pouvait avoir des états plus voisins de la France; on ne pouvait aussi être plus ennemi des nouveaux principes. Il connaissait à fond la constitution et le droit germaniques, et adressait aux diverses cours allemandes ainsi qu'à la diète des notes très fortes et très bien rédigées dans l'importante vue de préserver l'Allemagne et tous ses princes des dangers de la propagande qui travaillait déjà tous les états voisins de la France. »

De Bruchsal, M. d'Escars se rendit chez le duc de Wurtemberg, à Stuttgart. Jusque-là il avait été satisfait des dispositions de nos ministres auprès des petites cours d'Allemagne, de M. de Maulevrier à Bonn et du comte d'Okelly à Mayence; mais ici M. de Mac-

kau, frère du marquis de Bombelles, lui parut pencher vers les principes révolutionnaires : aussi, bien qu'il l'eût personnellement connu naguère, l'ayant eu sous ses ordres dans les gardes du corps du comte d'Artois, il se tint à son égard dans une soigneuse réserve. — De Charles-Eugène, duc de Wurtemberg, M. d'Escars ne sait trop que penser. Le duc ne pactisait pas avec la révolution, mais il était du nombre de ces princes d'Allemagne qui recevaient leurs inspirations de la Prusse et continuaient l'école philosophique et politique inaugurée par Frédéric II. Le Wurtemberg était devenu sous sa domination un champ d'expériences pour l'actif esprit de réforme qui animait le XVIIIe siècle. Enseignement, industrie, agriculture, avaient reçu de ce prince une impulsion dont les traces ne sont pas entièrement effacées aujourd'hui : c'est le duc Charles-Eugène qui a créé le château et le parc de Hohenheim, où l'on voyait de son temps, comme un symbole de l'ardeur tumultueuse d'alors, un confus amas de constructions imitant toutes les époques, des thermes romains et des temples grecs à côté d'églises gothiques, des mosquées turques en face de *cottages* anglais. De lui aussi datait cette *Carls-Schule* que le grand nom de Schiller a rendue célèbre. M. d'Escars pensait sans doute qu'il était téméraire d'encourager l'esprit de réforme dans un temps où ses excès étaient si visibles. « Je fus fréquemment invité, dit-il, au château de Hohenheim, qu'habitait alors le duc régnant, homme d'esprit sans doute et fort instruit, mais qui donnait à plein collier dans la ridicule singerie de Frédéric II et dans la manie d'avoir une légion de géans auxquels il payait des engagemens monstrueux... Avec sa petite armée de six à huit mille hommes et sa légion de brigands, ramassis de toutes les nations, il se croyait à l'abri des maximes françaises. » Il avait pourtant auprès de lui, pour prédicateur de sa cour, ce moine apostat Euloge Schneider, qui devint président du tribunal révolutionnaire à Strasbourg, ensanglanta l'Alsace, et périt sur l'échafaud après avoir été arrêté par ordre de Saint-Just et de Lebas.

L'électeur de Bavière, que M. d'Escars visita ensuite, sexagénaire et malade, ne s'occupait de l'administration de ses états que pour piller son propre trésor à l'insu du pays en faveur de ses nombreux bâtards; toutefois son indolence avait laissé le champ libre, là aussi, à l'esprit de réforme.

« Le véritable arbitre de tout à cette cour, dit M. d'Escars, était un Anglo-Américain nommé Thomson, devenu depuis, à une vacance de l'empire, comte de Rumford, les électeurs de Bavière et de Saxe ayant, pendant leur vicariat, le droit de créer des princes et des comtes. C'est le même comte qui est connu par les soupes et les cheminées *à la Rumford* et beaucoup d'autres objets tenant à l'industrie et à la physique. Retiré en France, il y

a épousé la veuve du fameux Lavoisier... Je me procurai les mémoires par lesquels Thomson avait captivé la confiance et la faveur exclusive de l'électeur; en lisant les préambules de ceux qui traitent de la guerre, des finances, de l'administration intérieure, des hôpitaux, des manufactures, etc., je croyais lire les préambules emphatiques de M. Necker, et j'y retrouvais tous les principes philosophiques de ce Genevois. »

De Munich, M. d'Escars alla vers Ratisbonne; cette ville impériale, enclavée dans les états de l'électeur de Bavière, était le siége de la diète germanique : la représentation diplomatique, particulièrement celle des états allemands, y figurait au complet. M. d'Escars fut bien étonné d'y trouver presque tous les ministres de l'empire faisant partie des *illuminés;* Ratisbonne était le foyer de la secte malgré la persécution dirigée contre elle par l'électeur de Bavière lui-même. A quelque distance de Ratisbonne enfin, l'émigré français visita la plus aimable, à son gré, de ces petites cours d'Allemagne, celle du prince-évêque de Passau. Par son curieux récit, on jugera de la douce vie que procuraient ces souverainetés demi-féodales tout près de notre frontière en l'an de grâce 1789, et du peu de goût qu'y devaient inspirer les terribles nouveautés de la France révolutionnaire. M. d'Escars nous rend par le menu toutes ses impressions. La féconde période au terme de laquelle il rédige ses mémoires, — de 1789 à 1812, — lui a laissé bien peu de plus vifs souvenirs.

« Ce n'étaient que riches repas et fêtes brillantes, dit-il, chez le prince-évêque de Passau, cardinal d'Auersberg. La première fois que je me rendis à sa résidence d'été, je demandai le maréchal de la cour pour me présenter à son altesse éminentissime; mais, sans me faire attendre, on ouvrit la porte d'un très beau salon, et je vis le cardinal entouré de femmes et de chanoines. Après un excellent accueil, on passa dans la salle à manger, et je fus placé entre le prince-évêque et la comtesse sa nièce. La chère était allemande, il est vrai, mais somptueuse et très bonne, les vins du Rhin et de Hongrie en abondance et parfaits, la comtesse prévenante et aimable. La conversation du cardinal fut celle d'un bon et digne homme : il me demanda des nouvelles de tous les ambassadeurs français qu'il avait connus à Vienne. Le repas achevé, « il fait trop mauvais temps, me dit-il, pour vous proposer une promenade dans mes jardins anglais; je vais vous ramener en ville, où nous avons un opéra qui vous amusera peut-être. » En effet, je monte en voiture avec le cardinal, la comtesse et le grand-doyen du chapitre. Nous arrivons dans la plus jolie loge et la mieux décorée; je vois une salle de spectacle charmante, du meilleur goût, quoique petite, et remplie de jolies femmes parfaitement mises. Un coup d'archet imposant annonce l'arrivée du maître; on bat des mains, on applaudit le souverain, qui répond par les salutations les plus affables. Une toile parfaitement peinte se lève, et on représente le célèbre opéra de *Don Juan* de

Mozart. Le cardinal me fit placer entre lui et la comtesse, me fit observer la salle, les décorations du théâtre, me nomma les plus jolies femmes, les acteurs et les actrices, dont partie étaient comédiens par état et partie étaient des amateurs de la ville, ainsi que l'orchestre. Après chaque acte, on apportait dans un salon qui précédait la loge des glaces et toute sorte de rafraîchissemens.

« ..... Invité de nouveau pour le lendemain, un équipage à six chevaux, avec un piqueur devant, deux heiduques et un valet de pied derrière, vint me prendre à mon auberge. Le temps était beau. Après le dîner, le cardinal me conduisit dans ses jardins anglais. La seule description que j'en ferai se bornera à dire qu'ils descendent par une pente douce, remplie de toute sorte d'arbres et d'arbustes exotiques, d'une assez grande colline, sur laquelle est bâti un palais du meilleur goût, jusqu'à la rive gauche du Danube, qui coule entre deux rives fort escarpées. On voit en avant de soi deux fortes rivières se jeter avec rapidité dans ce fleuve majestueux. Partout où nous rencontrions dans cette promenade des jardiniers ou d'autres gens quelconques, ils mettaient aussitôt le genou en terre, et le cardinal distribuait à droite et à gauche ses bénédictions.

« Au retour de cette délicieuse et sainte promenade, nous rentrâmes au château. « La soirée est longue, me dit le bon prince. Je vous propose de vous ramener en ville : j'aurai chez moi un petit bal. — Allons, monseigneur, répondis-je, hier opéra, aujourd'hui bal; qui peut se refuser à une si douce vie? » En effet, nous montâmes en voiture, et bientôt nous arrivâmes dans une salle de bal des plus jolies, des plus ornées, et certainement des mieux éclairées que j'eusse vues. Il y avait entre autres au moins quinze ou dix-huit lustres en verre de Bohême, d'un éclat étonnant. A peine fûmes-nous placés au fond de la salle, le cardinal, la comtesse et moi, que les valses commencèrent avec une rapidité que je n'ai connue que là et à Vienne. A mesure que la colonne de valse passait devant nous et s'y arrêtait, le cardinal appelait à lui la dame ou la demoiselle, me la nommait, me disait son âge, m'en faisait remarquer la taille fine et svelte, la figure fraîche et adolescente, et chacune, après avoir reçu de son éminence une petite caresse et un compliment, continuait sa valse.... Ce fut le cœur pénétré de reconnaissance et d'un vif regret que je pris congé d'un si digne prélat. Je n'imaginais pas que l'on pût mener une vie plus délicieuse que celle de la cour de Passau. »

Ces récits et la physionomie même du narrateur ne sont-ils pas également instructifs? Voilà quelles délices la révolution allait sans pitié dissiper à jamais. Ce monde féodal qu'abritait encore l'édifice vermoulu du saint empire germanique, ces naïfs héritiers du moyen âge, dont le doux sommeil paraissait devoir être éternel, jouissaient dans la profonde sécurité qu'on vient de voir de leurs dernières heures. Et quant aux alliés de Gustave III, on voit qui ils étaient : des politiques comme cet excellent M. d'Escars, des souverains comme ce bon cardinal-évêque de Passau, et, pour les conduire,

les chefs inconsidérés, vaniteux, exaltés, de l'émigration. Impatiens d'agir, ces derniers ne furent d'abord retenus que par leur propre impuissance et par l'attitude des grandes cours, qui, ne conservant pas beaucoup d'illusions, attendaient les agressions révolutionnaires pour les combattre ouvertement, mais ne refusaient pas cependant de prêter l'oreille à ce que proposeraient les Tuileries. Le cabinet de Vienne en particulier, sous les deux règnes de Joseph II et de Léopold, frères de Marie-Antoinette, se prêtait aux instances de la reine contre les princes. Léopold s'efforça d'arrêter la fougue du comte d'Artois, refusa de le recevoir, et ne put empêcher cependant qu'en janvier 1791 l'étourdi de Calonne, venu secrètement à Vienne, ne laissât deviner à demi son incognito dans un bal masqué, au risque de faire croire en ville et de voir imprimer dans les gazettes que le comte d'Artois en personne venait s'entendre avec l'empereur, — cela au moment où la situation de Louis XVI et de Marie-Antoinette dans Paris devenait assez critique pour que le bruit d'une connivence avec l'étranger leur pût devenir fatal. M. d'Escars, en racontant cet épisode avec de curieux détails dans ses mémoires, montre bien que de Calonne, son oncle, a été comme lui-même un type de cette brillante et dangereuse émigration.

L'échec de Varennes, qui brisait les espérances du parti du roi, ouvrit libre carrière aux présomptions du parti des princes. Précisément la révolte des Brabançons contre l'Autriche venait d'être domptée : le parti de Van der Noot, dédaigné par La Fayette et l'assemblée constituante, abandonné à ses propres forces, avait été facilement abattu; une patrouille de hussards s'était emparée de Bruxelles, et en quelques jours on avait tout fini. Comme s'il y avait eu quelque rapport entre cette faible révolte, toute favorable à la cause des priviléges ecclésiastiques ou féodaux, et la révolution française, les émigrés assimilaient le facile triomphe de l'Autriche à celui que bientôt ils remporteraient eux-mêmes. De Paris, les chefs du côté droit de l'assemblée, partageant cette confiance, engagèrent tout ce qui restait de nobles en France à partir pour Coblentz et Worms au nom de l'honneur et du roi. Les femmes s'en mêlaient et envoyaient des quenouilles à ceux qui voulaient rester. Il ne s'agissait, disait-on, que d'une promenade sur les bords du Rhin; dans cinq ou six semaines, on serait de retour avec la victoire. Il ne fallait que montrer son panache : — un mouchoir blanc, la botte du prince de Condé, et six francs de corde pour pendre les chefs de la révolution, que faudrait-il de plus? Une feuille périodique fondée à Coblentz sous le titre de *Journal de la contre-révolution* avertissait amis et ennemis : deux millions d'hommes, à l'en croire, s'avan-

çaient au secours des émigrés; si l'on avait quelques doutes, les initiés répondaient en confidence que ces troupes ne marchaient que la nuit, pour mieux surprendre les démocrates. Le triomphe obtenu, on rétablirait l'ancienne constitution avec les trois ordres, car de prêter l'oreille au système représentatif, c'eût été conspirer avec l'Angleterre et avec l'esprit nouveau. Si l'émigration même, dans ce qu'on appelait le parti du roi, offrait de tels conspirateurs, c'étaient les pires ennemis. En attendant l'intime alliance de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie, dont on ne doutait pas, on acclamait le roi de Suède.

Jusqu'à Varennes, Gustave ne s'était pas entièrement livré à ce parti extrême; il distinguait même l'excès choquant de ses vaines prétentions. Il écrivait par exemple en arrivant à Aix-la-Chapelle, le 16 juin 1791 : « J'ai trouvé ici presque tout ce qu'il y a de plus grand en France. Tous ces illustres proscrits forment une société très agréable. Ils sont tous animés d'une haine égale contre l'assemblée nationale, et aussi d'une exagération sur tous les objets dont vous n'avez aucune idée. C'est un spectacle vraiment curieux, et en même temps triste, de les entendre et de les voir. » Gustave III ne conserva point après Varennes cette modération, qu'autour de lui tout contribuait à lui faire oublier. On le saluait comme le protecteur avoué de tous. Marie-Antoinette lui envoyait une épée d'or avec cette devise : *Pour la défense des opprimés*, et les feuilles parisiennes, en l'insultant, augmentaient son crédit. Il tenait cour à Aix-la-Chapelle avec Fersen, d'Escars, le baron de Breteuil, M. et Mme de Saint-Priest, de Calonne, le marquis de Bouillé, Mmes d'Harcourt, de Croï et de Lamballe. Le comte d'Artois, le prince de Condé et ses fils venaient de Trèves, où ils avaient transporté leur quartier-général, pour le visiter, et se rencontraient avec les délégués des petits princes allemands, surtout du prince-évêque de Spire, de l'électeur de Mayence et de l'électeur de Trèves, oncle du comte d'Artois. Aux émigrés Gustave offrait toute son assistance (1) : trois fois la semaine sa table était servie pour eux à cent couverts, ce qui causait un sensible plaisir à une

(1) La princesse de Lamballe lui écrivait deux mois plus tard : « Sire, voulez-vous bien recevoir les hommages de ma reconnaissance? M. le baron de Staël, d'après vos ordres, m'a envoyé mes diamans, grâce à vos bontés. Je suis hors de toute inquiétude : ils sont arrivés à très bon port. Votre majesté m'a permis de lui en mander la réception. Cette circonstance est trop heureuse pour moi, puisqu'elle me met à position de lui dire combien les bontés qu'elle a bien voulu me témoigner à Aix-la-Chapelle seront à jamais gravées dans mon cœur, et les vœux que je fais de la voir bientôt le régénérateur du bonheur de tous les bons Français. Je suis avec un profond respect, sire, de votre majesté la très humble et très obéissante servante, M. L. T. de Savoye. — Ce 29 août 1791, à Aix. » (Lettre inédite, au moins en France.)

foule de gentilshommes que l'absence de solde réduisait quelquefois à se nourrir de lait et de pommes de terre. Devenu le héros de la contre-révolution, il rencontrait sur sa route des femmes et des enfans qui lui tendaient les bras pour qu'il les ramenât dans leur patrie. Lui que la cour de France avait jadis efficacement protégé, il allait payer sa dette, et au-delà, tout en acquérant pour son propre pays et pour lui-même une gloire nouvelle. Après avoir, comme Gustave Vasa, délivré la Suède de la domination ou des influences étrangères, après avoir battu les Russes comme Charles XII, il lui était réservé de délivrer, comme Gustave-Adolphe, l'Europe entière d'une redoutable tyrannie. Ouvrez l'*Almanach de Gotha* de 1791, qui s'imprimait au milieu de cette Allemagne dont Gustave III avait recherché les sympathies, vous jugerez, rien qu'en feuilletant ce petit volume déjà répandu dans les cours, du renom dont Gustave et la Suède jouissaient auprès du monde germanique. Les gravures dont la publication est ornée, et qui chaque année devaient consacrer le souvenir des événemens ou des personnages contemporains les plus remarquables, sont consacrées cette fois à peu près exclusivement à la Suède et à son roi, soit qu'elles retracent la révolution de 1772 ou qu'elles empruntent des scènes aux règnes glorieux des prédécesseurs de Gustave III (1).

D'utiles avertissemens ne faisaient pourtant pas défaut et auraient dû préserver le roi de Suède de ses étranges illusions : M. de Staël, son ambassadeur à Paris, qu'il soupçonnait à la vérité de pactiser avec l'assemblée nationale, lui écrivait le 12 avril 1790 :

« Les aristocrates ne cessent de parler ici de contre-révolution, tandis que, pour en exécuter une, si elle était possible, il faudrait n'en jamais parler. — M. le prince de Condé paraît décidé à entrer en Alsace. S'il avait une armée puissante et des intelligences combinées dans l'intérieur du royaume, ce projet se pourrait concevoir; mais si, comme on le dit, il cède uniquement à sa fureur sans avoir rien calculé, le roi sera forcé de le déclarer lèse-nation, d'ordonner à ses troupes de le repousser, et il résultera de cette tentative des attentats dans plusieurs parties du royaume contre des nobles et des prêtres qu'on soupçonnera de participer à sa démarche. Le roi — ou plutôt la reine, car le roi ne peut être compté, — semble s'opposer de bonne foi aux desseins de M. le prince de Condé. Les aristo-

(1) Je rencontre dans la correspondance de M. de Staël, vers la même époque, une autre sorte d'hommage à Gustave III qui ne laisse pas que d'être inattendu et curieux. L'illustre érudit D'Ansse de Villoison, rappelant qu'il a dédié au roi de Suède son *Homère*, et qu'il a prophétisé les succès de Gustave dans sa dédicace, composée à Éphèse, demande des lettres de naturalisation qui lui permettent de figurer parmi la noblesse suédoise.

crates que ce prince a autour de lui ne tiennent pas à Louis XVI, mais à la royauté, de sorte que le roi et la reine, ces augustes malheureux, sont dans la triste position de ne savoir à qui rallier leurs efforts et leurs intérêts. Leurs amis naturels, ceux qui défendent la monarchie, veulent avec tant d'acharnement le retour de l'ancien régime, qu'il leur importe peu que ce soit le roi actuel ou M. le comte d'Artois ou M. le prince de Condé qui règne, pourvu que la noblesse soit rétablie dans son ancien pouvoir (1). »

M. de Staël, en parlant ainsi, montrait avec une singulière précision jusqu'à quel excès l'entêtement du parti des princes pouvait les entraîner, et quelles graves raisons Louis XVI et Marie-Antoinette avaient de les craindre. Un autre serviteur de Gustave III, le brave et spirituel comte de Stedingk, lui signalait aussi, de Saint-Pétersbourg, les dangers qu'on rencontrerait à se confier au parti extrême de l'émigration; il le faisait avec une rare clairvoyance, et comme un homme qui connaissait à fond, pour l'avoir longtemps pratiquée, notre société française de l'ancien régime.

« On s'occupe beaucoup ici, dans le monde diplomatique, de la part que le roi de Suède pourrait vouloir prendre aux affaires de France. J'emploie toute mon adresse à dérouter les curieux. Je crois la circonspection et la prudence d'autant plus nécessaires en cette occasion que le salut de la famille royale et aussi de la France en dépend indubitablement. Autant je désire une contre-révolution, autant une demi-contre-révolution me paraît funeste et contraire au but. Les princes pourraient bien n'agir que pour leur intérêt. On ne dira point ainsi à Aix-la-Chapelle : je connais les personnes qui s'y trouvent; elles diront qu'il y a cinquante mille mécontens sur la frontière, et si on leur dit qu'il pourrait bien n'y en avoir que dix mille, elles crieront qu'on est démocrate!... En général, j'ai connu que, pour bien gouverner les Français, il ne faut que les modérer. C'est mon attachement pour votre majesté et pour le pays dont elle embrasse la défense qui me dicte ces réflexions (2). »

Stedingk avait raison et jugeait bien les choses; mais sa dépêche arrivait à Aix-la-Chapelle au moment de cette exaltation du lendemain de Varennes. Gustave était tout entier au dessein de soutenir un brillant renom et de justifier d'ardentes espérances. On va voir par quels plans politiques il crut préparer, de concert avec les alliés que nous lui connaissons désormais, l'anéantissement rêvé de la révolution française.

(1) Archives d'Upsal. Collection des papiers de Gustave III.

(2) Archives du ministère des affaires étrangères à Stockholm. Document communiqué par M. le comte de Manderström.

II.

Le parti des princes triomphait, peu s'en faut, en voyant échouer les entreprises du roi et de la reine. De quoi avaient servi la timide circonspection du baron de Breteuil, les demi-mesures et les intentions conciliatrices presque jusqu'à la connivence avec ces mêmes idées dont il fallait empêcher la contagion? Plus de ménagemens pusillanimes : il fallait confier au brillant et hardi de Calonne les négociations avec les cabinets européens, et c'était folie de vouloir capituler avec l'anarchie. On avait besoin de l'appui des différentes cours; en attendant qu'il fût acquis, Gustave III était, par son nom et par ses relations avec le cabinet de Pétersbourg, un allié précieux. Les princes n'en pouvaient souhaiter de plus enthousiaste ni de plus ardent. Loin de se laisser abattre par l'échec de Varennes, excité au contraire, lui aussi, et comme piqué au jeu en croyant prendre désormais le premier rôle, Gustave publiait sa rupture avec le gouvernement qui siégeait à Paris. Sa dépêche à M. de Staël, du 27 juin 1791, imprimée dans toutes les feuilles de l'Europe, le désigna, — c'était son vœu, — aux colères révolutionnaires : « ... Représentant d'un roi qui a eu soin toute sa vie, en protégeant chez ses peuples une juste liberté, de maintenir l'ordre public et la dignité de sa couronne, j'attends de vous que vos démarches seront conformes à ma vie entière, aux sentimens que j'ai fait éclater, à mon caractère connu, à la dignité du trône des Gustave... » Cette pièce, fort connue, et qu'on retrouvera dans le recueil des *Œuvres* de Gustave III, est très digne et très calme; mais vingt jours après le roi de Suède écrit encore à son ambassadeur, et sa lettre, non destinée cette fois à devenir publique, n'en montre que mieux toute son impatience (1).

« 17 juillet 1791. ... Rien de plus déplorable que l'espèce de tranquillité qui semble s'établir en France, car une paix stable et la sécurité des propriétés et des personnes sont incompatibles avec la nouvelle constitution et les principes sur lesquels elle est fondée. Parmi ceux qui cherchent à propager ces principes, les démocrates enragés ne sont pas les plus à craindre : le but qu'ils se proposent et qu'ils montrent trop ouvertement, ainsi que la violence de leurs moyens, sont trop révoltans et trop odieux pour que l'illusion en leur faveur puisse être de longue durée; mais ceux qui, sous les dehors d'une modération affectée, cachent des desseins non moins dangereux, et cherchent à concilier avec les principes généraux et reconnus de la monarchie les principes qui ont le plus servi à la renverser,

(1) Pièce inédite communiquée par M. le comte de Manderström, aussi bien que la plupart de celles qui vont suivre.

ceux-là sont à craindre... D'après mes principes, rien ne serait plus contraire même à mes propres intérêts que toute demande quelconque dont pourrait s'ensuivre un accommodement avec le roi et l'assemblée nationale... Si des circonstances impérieuses ne permettent pas encore d'anéantir l'hydre qui s'est élevée sur les débris du trône, que tout reste dans l'état déplorable où l'assemblée l'a mis... »

Une campagne contre-révolutionnaire était, suivant Gustave III, devenue inévitable : il aurait voulu s'en réserver à lui seul toute la gloire. Il avait accepté l'alliance des chefs de l'émigration, il est vrai, mais avec la pensée d'être leur protecteur, jamais leur obligé. Il traitait de haut, comme un roi depuis longtemps victorieux, avec le comte de Provence, qui venait d'émigrer à son tour, et avec le comte d'Artois. Tout d'abord il leur donna ses conseils pour la constitution d'un gouvernement régulier et légal à opposer au prétendu gouvernement qui siégeait à Paris : un mémoire écrit de sa main et lu par lui dans sa chambre, à Aix-la-Chapelle, le 5 juillet, devant les deux frères et l'évêque d'Arras, émettait l'avis que Monsieur prît immédiatement le titre de régent de France, organisât auprès de lui les plus importans ministères, nommât des agens diplomatiques, et offrît de la sorte soit aux cours étrangères, soit aux Français restés fidèles, une représentation de la monarchie autour de laquelle il leur fût permis de se rallier. Lui-même se hâtait de négocier avec l'impératrice de Russie, soit en son propre nom, soit au nom même des princes, dont il s'était fait donner les pleins pouvoirs, car il comptait que l'assentiment de la tsarine lui permettrait d'agir comme chef des armées du nord sans avoir besoin d'attendre les secours des autres souverains, auxquels d'ailleurs on s'adressait aussi.

Nous avons cependant laissé Gustave III en guerre avec Catherine II, ou du moins au milieu de négociations qu'avait ouvertes la paix temporaire de Verela, en juillet 1790, mais qu'il fallait conduire jusqu'à un traité destiné à fixer la frontière commune de Finlande. On se rappelle que la tsarine avait eu à soutenir les premières hostilités du roi de Suède, suscitées par la ligue anglo-prussienne, dans le temps même où sa guerre contre les Turcs l'occupait elle-même vers le midi. Il est donc facile de comprendre quel double avantage c'était pour elle de voir son turbulent voisin, emporté par sa vive imagination vers les affaires de France, oublier et la guerre contre les Russes et l'importante négociation qui devait fixer sa frontière. Elle se promit de faire bon accueil à tous ses plans contre la révolution française, de gagner du temps en vaines et flatteuses réponses, de profiter de ces délais pour porter les derniers coups aux Turcs, fidèles alliés de Gustave, et au moment

qu'elle choisirait, quand elle aurait toutes ses forces sous la main pour imposer sa volonté, de dicter ses conditions au roi de Suède.

Dès le 9 juillet 1790, un mémoire était adressé par Gustave III à l'impératrice, pour lui soumettre un plan d'invasion. Les troupes de l'empereur, fortes de trente à trente-cinq mille hommes, entreraient par la Flandre, douze à quinze mille Suisses pénétreraient par la Franche-Comté, quinze mille Sardes par le Dauphiné, vingt mille Espagnols enfin par les Pyrénées. Les princes de l'empire attaqueraient l'Alsace. Le roi d'Angleterre, pensait-on, resterait neutre, et se dédommagerait sur les Antilles françaises de l'inaction qu'il voudrait bien garder. L'empereur négocierait avec le roi de Prusse pour que celui-ci donnât ses troupes de Westphalie. Entrés en France, les princes assembleraient un champ-de-mai, et Monsieur, après avoir déclaré sa régence devant les pairs, les grands officiers de la couronne, les évêques, etc., promettrait de conserver les anciennes lois du royaume, les droits et priviléges des divers ordres, et le rétablissement des parlemens. A une si grande entreprise il fallait un chef suprême. Le roi de Suède était fier d'un premier suffrage que lui avait accordé à ce sujet l'impératrice. Il fallait que ce chef eût à sa disposition une force suffisante, ne dépendant que de lui, afin que son autorité fût sûrement assise. Déjà Gustave III avait engagé à son service d'habiles généraux, comme le marquis de Bouillé; il offrait en outre seize mille Suédois et demandait six mille Russes, avec d'importans subsides que la France rembourserait après la restauration. Ce corps, embarqué sur des vaisseaux fournis par les deux couronnes de Russie et de Suède, attendrait à Ostende le moment de débarquer, pendant l'automne de 1791, sur les côtes de Normandie. Deux officiers suédois examinaient secrètement tout le bassin de la Seine, du Havre à Paris. Des mémoires rédigés par la noblesse normande elle-même apportaient les informations les plus rassurantes et les plus détaillées. Tout était donc préparé avec soin; le général en chef était prêt : on n'attendait plus qu'un envoi de roubles et de soldats russes avec un raisonnable appoint de Cosaques, — c'était une recommandation expresse de Gustave III, — pour terrifier les populations françaises. On voit que les plans politiques et militaires ne coûtaient pas à la féconde imagination du roi de Suède : il taillait en plein drap. Nul cependant ne savait mieux que lui la vanité des chiffres et l'incertitude des engagemens qu'il proposait à l'impératrice; mais il espérait l'entraîner par l'apparence de ce concert, se faire donner par elle des secours d'hommes et d'argent effectifs avec le commandement en chef, auquel il tenait par-dessus tout, et qu'il garderait ensuite, quels que fussent les membres et les forces de la coalition

européenne. Toute son infatuation du moment se montre dans une curieuse lettre qu'il adressa le lendemain du jour où il avait expédié le précédent mémoire au comte de Stedingk, devenu son négociateur à Saint-Pétersbourg.

« Quoique l'intérêt que je prends à la famille royale de France soit très grand, celui que je prends à la cause publique, à l'intérêt particulier de la Suède et à la cause de tous les rois est plus grand encore. Tout cela tient au rétablissement de la monarchie française, et il peut être égal si c'est Louis XVI, ou Louis XVII, ou Charles X qui occupe ce trône, pourvu qu'il soit relevé, pourvu que le monstre du *Manége* (1) soit terrassé, et que les principes destructeurs de toute autorité soient détruits avec cette infâme assemblée et le repaire infâme où elle a été créée. Il faut empêcher qu'une nouvelle législature ne confirme, au nom de la nation, une partie des attentats déjà décrétés. Le seul remède à tout cela, c'est le fer et le canon. Il se pourrait qu'à ce moment le roi et la reine fussent en danger; mais ce danger n'équivaut pas à celui de toutes les têtes couronnées, que la révolution française menace. Je suis convaincu d'ailleurs que ce danger pour leurs majestés très chrétiennes n'existe pas, puisque, au moment de l'entrée des troupes étrangères, les factieux seront intéressés à conserver des otages qui pourraient leur servir de rançon. Leur intérêt n'est pas de détruire le roi et le dauphin, car alors Monsieur, qui est libre, serait roi...

« Soyez en garde contre tous les Français qui sont à Pétersbourg. Il y en a de très zélés pour la cause royale, mais qui ont une ardeur exagérée. Il y en a d'autres qui sont les émissaires de la propagande et des démocrates. Ils ne peuvent être dangereux pour vous ni pour l'impératrice; mais il y a une troisième classe, qui se donne le nom de *monarchiens*, qui veulent bien le gouvernement du roi, mais prétendent établir une espèce de gouvernement métaphysique impossible à soutenir en France, et dont l'établissement (s'il venait à se consolider jamais) serait un exemple encore plus dangereux, et servirait à bouleverser tous les trônes. Ceux-là craignent une contre-révolution dont la suite pourrait remettre les choses dans l'ancien état, et par là empêcher leur gouvernement chimérique. C'est d'eux et de leurs conseils qu'il faut vous garder, car sous le masque de très bons sentimens ils cachent les vues les plus funestes pour le bien général de la restauration de la monarchie, qui ne peut exister sans le rétablissement entier de l'autorité royale... »

Ce n'était malheureusement pas Gustave III lui seul qu'une exaltation imprudente inspirait si mal. Le parti des princes, avec son plan de régence qui révoltait la cour, ne professait pas une autre doctrine; M. de Staël nous l'a fort bien marqué. Eux aussi, ils disaient: « Peu importe que le roi de France s'appelle désormais Louis XVII ou bien Charles X; périssent Louis XVI et Marie-Antoinette plutôt que le principe de l'ancien régime et de la monarchie

(1) L'assemblée constituante.

absolue ! » La lettre de Gustave III, avec sa haine des *monarchiens*, c'est-à-dire d'hommes intelligens, honnêtes, dévoués, bien accueillis de Louis XVI lui-même, comme M. de Saint-Priest, M. de Ségur, et, à côté d'eux, La Marck, Mercy, Fersen, pouvait servir de manifeste à ces royalistes si redoutés du roi.

S'il comptait avant tout sur l'appui de Catherine II, Gustave était cependant informé des vrais calculs de l'impératrice par le fidèle Stedingk. Devenu ambassadeur auprès de la tsarine après avoir bravement combattu ses troupes en Finlande, Stedingk était bien placé à Pétersbourg pour observer et juger tout un côté de la contre-révolution. Ses dépêches, toujours vivement écrites, intéressent en même temps par la rectitude des vues qui y sont exprimées et par un sentiment d'affection profonde pour la France, où il avait trouvé jadis, avec son ami Fersen, un si bon accueil, et qu'il ne cessait d'aimer.

« Tout le monde s'applique ici, écrit-il de Pétersbourg en juillet 1791, à détourner l'impératrice de donner des secours au roi de France. Le prince Potemkin n'en parle qu'en haussant les épaules. Quant à l'impératrice, il y a des points pour lesquels Dieu le père ne gagnerait rien sur elle. Elle se bornera à bien recevoir les réfugiés français et à se ménager la gloire de la protection. M. de Sombreuil, envoyé ici pour solliciter de l'emploi en faveur de plusieurs personnes de distinction, a été fort bien reçu. Ce jeune homme, rempli de confiance, allait s'en retourner tout joyeux; connaissant les êtres, je l'ai engagé à rester encore quelques jours pour se faire mieux articuler les promesses vagues qu'on lui avait faites. Pour M. de Meilhan, je crois qu'il n'est ici que pour rédiger les ouvrages littéraires de l'impératrice... Les meilleurs alliés sur lesquels votre majesté puisse compter, c'est son génie, son courage et son propre pays... L'impératrice ne se mêlera pas directement des affaires de France; elle répond que la saison est trop avancée, qu'on est trop loin, qu'il faut attendre les réponses des autres cours... Ah! sire, de tous les princes qui portent des couronnes, il y en a bien peu dont les sentimens répondent à leur fortune. Je suis vivement affecté de la tournure que prennent les affaires. Cette pauvre France, cette reine infortunée, mes amis exilés traînant à l'étranger une existence malheureuse, tout cela me navre le cœur! »

Le cabinet de Vienne, quoique particulièrement intéressé par la parenté à défendre la famille royale, n'avait pas donné de meilleure réponse que celui de Pétersbourg. Ce n'est pas toutefois que les deux frères de Marie-Antoinette aient montré d'abord la même attitude. M. d'Escars raconte dans ses mémoires l'étrange accueil de Joseph II quand il lui avait porté, à la fin de 1789, tout le détail des journées du 5 et du 6 octobre. « M. le comte d'Artois, qui m'envoyait, présumait beaucoup trop, dit-il, de la sensibilité dont

serait l'empereur à un attentat contre son sang, son beau-frère et son allié. Joseph II parcourut la lettre que je lui apportais avec une froideur qui me consterna; il se mit à épiloguer, révoqua en doute la fidélité des rapports, qu'il traita d'exagérés. — Pourquoi se sont-ils laissé insulter impunément? s'écriait-il. Pourquoi, depuis l'ouverture de l'assemblée, laissent-ils usurper tous les pouvoirs? — Quelque temps après, il me communiqua sa réponse, qui était dans le style d'un référendaire de la diète. » Léopold, frère de Joseph et alors grand-duc de Toscane, avait accueilli avec d'autres sentimens la même nouvelle. « Il est inconcevable comment le roi ne s'est pas fait plutôt tuer que de céder, écrivait-il à sa sœur Marie-Christine. Il faut avoir le sang d'eau claire, les nerfs d'étoupe et l'âme de coton! (1) » Devenu lui-même empereur en février 1790, il se montra d'abord tout prêt à seconder énergiquement Louis XVI et Marie-Antoinette : on l'a vu contenir la folle ardeur des princes avant la tentative de Varennes; il offrait hardiment, au moment où il croyait que cette première tentative de la cour avait réussi, des secours d'argent et d'hommes; lorsqu'il apprit l'arrestation du roi et de la reine, il écrivit à Marie-Christine : « Je les vengerai exemplairement. » Léopold toutefois avait l'intelligence des dangers que présentait la contre-révolution; il était souverain prudent, dévoué à ses peuples avant de l'être envers sa propre famille; sa guerre contre les Turcs, qui allait durer jusqu'en août 1791, les avait épuisés. Prêt à secourir Louis XVI alors que Louis XVI s'aidait lui-même, il s'indigna de l'étourderie des princes, prit en défiance leur chevaleresque allié Gustave III, et ne répondit plus que par des ajournemens sans fin aux instances dont le roi de Suède et le comte d'Artois l'obsédaient. En vain l'honnête et fidèle Fersen, sans se laisser abattre par l'échec de Varennes, sans distinguer entre les deux partis du roi et des princes, cherchant uniquement à servir la famille royale, venait proposer des combinaisons diverses; en vain le comte d'Artois se rendait lui-même à Vienne, pour représenter que le temps pressait, qu'il fallait mettre Louis XVI en état de repousser la constitution nouvelle et empêcher à tout prix une nouvelle législature (1) : Léopold déclarait qu'à son gré une décla-

(1) Archives de l'archiduc Albert d'Autriche. Voyez le recueil de M. Feuillet de Conchés, tome III, page 197.

(2) J'ai sous les yeux, entre un grand nombre de papiers d'état qui montrent combien d'objections fort valables l'empereur invoquait, un intéressant résumé, dressé par Fersen pour Gustave III, et conservé aujourd'hui aux archives du ministère des affaires étrangères de Stockholm sous ce titre : *Mémoire des princes français à l'empereur, intitulé : Points à fixer, et réponses de sa majesté impériale intitulées : Communications verbales.* On en trouvera toute la substance dans notre récit.

ration commune engageant toutes les puissances devait précéder tout manifeste des princes, et qu'on n'avait pas encore le consentement de toutes les cours. Tout en permettant aux officiers et soldats français réfugiés dans ses états d'y rester, il ne pouvait permettre à des régimens de s'y former avant que l'entente commune entre les puissances eût permis de faire les principales dispositions militaires. Il déconseillait en outre la déclaration de régence de Monsieur, voulant ainsi réserver à Louis XVI ses droits et sa liberté d'action. D'ailleurs les lettres intimes de Léopold dévoilaient ses vrais sentimens à l'égard des princes et du roi de Suède. « Ne faites rien de ce que les Français vous demanderont, écrivait-il à sa sœur, gouvernante des Pays-Bas, hors des politesses et dîners; mais ni troupes, ni argent. Je plains leur situation; mais ils ne pensent qu'à leurs idées romanesques et à leurs vengeances et intérêts personnels, croient que tout le monde doit se sacrifier pour eux, et sont bien mal entourés, témoin les papiers de M. de Bouillé et de Calonne. On dit le roi de Suède retourné chez lui; tout cela n'est derechef qu'une rodomontade de sa part. »

Gustave III n'avait pas négligé d'écrire aux autres cours. Sa lettre à Carisien, ministre de Suède auprès de Frédéric-Guillaume II, et son *mémoire* au roi d'Espagne (3 et 16 juillet 91) offrent les variantes curieuses de son thème héroïque. « Je regarde la révolution, mande-t-il au premier, comme le danger le plus imminent pour la tranquillité de l'Europe. Je sens ce danger plus fortement que jamais depuis les affronts faits à la dignité royale dans la personne de Louis XVI. Je crois avoir eu assez de fermeté pour parer les périls qui m'environnaient; mais je ne vous cacherai pas que j'en crains le retour, si l'impunité autorise un si funeste exemple dans un pays qui a été si longtemps en position de donner le ton à l'Europe... » Gustave ne se dissimulait pas d'ailleurs que le roi de Prusse réglerait sa conduite sur celle de l'empereur. Du roi d'Espagne, chef de la maison de Bourbon, il attendait, outre un contingent militaire, une somme de 12 millions de livres pour les premiers six mois de la guerre, s'engageant, sur sa foi de roi et sa parole de gentilhomme, à n'employer ces fonds qu'à l'objet auquel ils étaient destinés : la France ne manquerait pas de rembourser à l'échéance les sommes avancées pour son bien. La réponse du roi d'Espagne ne tarda pas : elle est datée du 3 août. Les circonstances ne sont plus les mêmes qu'il y a un mois, écrit Charles IV; le roi va être mis en liberté pour accepter ou refuser la constitution; il faut attendre ce moment et soutenir Louis XVI alors, si ses sujets résistent aux modifications qu'il pourrait vouloir. On doit réfléchir d'ailleurs sur les difficultés d'une guerre au milieu d'un peuple en-

thousiaste pour le nouvel ordre de choses. « Des armées conquérantes, quelles qu'elles soient, n'y pourraient posséder que le terrain qu'elles occuperaient. » De plus, une invasion compromettrait la sécurité du roi de France. Tout cela n'empêche pas le roi d'Espagne de promettre sa coopération et un secours d'argent quand il en jugera le moment nécessaire. Écrites par le même prince qui, au lendemain de Varennes, n'avait pas craint de rappeler la constituante au respect de la dignité et de la liberté de Louis XVI, et qui bientôt après allait se compromettre pour le sauver, ces lignes montrent bien que l'œuvre de la coalition n'était pas encore avancée, et surtout que Gustave III n'était pas fait pour devenir l'Agamemnon de tant de rois. Le seul succès fut d'avoir obtenu la neutralité du roi d'Angleterre; mais Pitt attendait.

En réalité, le projet de coalition s'élaborait avec beaucoup de lenteur sous la conduite de l'empereur d'Autriche et en dehors des négociations entamées directement par Gustave III et les princes. Ce n'était pas œuvre facile de réunir des puissances jalouses entre elles et divisées par de nombreux intérêts; si la Prusse et l'Autriche se rapprochèrent, ce fut en vertu de leur commune convoitise à l'égard de la Pologne, dont elles préparaient déjà le second démembrement. Tous les cabinets étant occupés des affaires de France, l'occasion leur paraissait favorable. Tel fut, à n'en pas douter, le principal objet de l'entrevue de Pillnitz et des six articles secrets signés le 26 août 1791; mais tel n'était pas le sens de la fameuse déclaration du 27, véritable défi jeté par les deux souverains à la révolution française en leur nom et au nom de tous les rois de l'Europe. On a voulu nier, surtout en Allemagne, que cette déclaration fût un manifeste, la première pierre de la coalition, le commencement de la longue guerre européenne. — Cette déclaration, a-t-on dit, n'a été qu'une concession arrachée par le comte d'Artois, qui, sans y avoir été invité, était parvenu à prendre part aux dernières conférences. La preuve, c'est que nuls préparatifs ne suivirent, et que, lors de la déclaration de guerre faite à quelque temps de là par la France, le 20 avril 1792, les puissances furent prises au dépourvu. Le jour même où la convention venait d'être signée, Léopold écrivait à son ministre Kaunitz que cet acte n'engageait absolument à rien, et ne contenait que des déclarations générales sans portée.

Il est vrai que Léopold parut surpris de l'effet produit en France par la déclaration de Pillnitz; il en attribua le retentissement aux imprudens commentaires des princes. Il leur écrivit que le roi de Prusse et lui ne l'avaient pas entendue de la sorte, croyant nuisibles toutes prochaines démarches contre la France, et ils tentèrent

même, par des commentaires semi-officiels dans les gazettes, de représenter leur manifeste comme nul et non avenu. Vains et puérils efforts pour revenir sur une démarche indiscrète, qui, si elle ne dénonçait pas officiellement la guerre, n'en était pas moins une insulte sanglante à la révolution! Si le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche n'avaient pas saisi le vrai sens des paroles que le comte d'Artois et le parti des princes obtenaient d'eux, s'ils avaient cru n'apposer leurs signatures qu'à des « déclarations générales sans portée, » cela montre seulement que, dans ce trop célèbre épisode de Pillnitz, la clairvoyance de leur conduite publique égalait la générosité de leur politique secrète. Quant aux princes français, si on veut leur faire honneur ici d'un triomphe, il faut se rappeler que ce triomphe imprudent, sans compter les nouveaux déboires dont il fut l'occasion pour Louis XVI, tourna contre la cause royaliste, puisque la France avertie arma de toutes parts, on sait avec quelle ardeur, et opposa, quelques mois après, ses jeunes conscrits de 1792 à la coalition qui se cherchait et s'interrogeait encore. Les premières victoires que la révolution a remportées sur la frontière, elle les a dues au défi insensé de Pillnitz.

Des différens chefs que s'était donnés le parti de l'émigration extrême, l'un, le comte d'Artois, avait donc tout compromis par sa conduite impolitique, et l'autre, Gustave III, risquait de tomber, par des fautes analogues, dans un entier discrédit. Cependant les illusions de ce dernier, au lieu de s'en diminuer, grandissaient au contraire et l'entraînaient à de nouvelles imprudences, jusqu'au jour où il s'apercevrait avec dépit qu'on ferait sans lui la coalition, ou du moins qu'il lui faudrait renoncer à son beau rêve d'abondans subsides et de commandement suprême. Le peu de compte qu'allait faire de lui le parti du roi, dans ses nouveaux plans après l'échec du parti des princes, pouvait lui faire prévoir cette issue.

III.

Gustave III était rentré dans sa capitale au commencement du mois d'août 1791, le front haut, en homme sur qui reposaient d'autres destinées encore que celles de son royaume. L'activité fiévreuse de son séjour à Aix-la-Chapelle s'était continuée en vue du grand rôle auquel il se destinait. Il avait d'abord renouvelé ses promesses de secours à Louis XVI, qui lui répondit (1) :

« Monsieur mon frère et cousin, je viens de recevoir les lignes dont vous m'avez honoré à l'occasion de votre retour. C'est toujours un grand sou-

(1) Lettre sans doute inédite, au moins en France.

lagement d'avoir des preuves d'un sentiment intime comme celui qui m'est rendu par cette lettre. La part, sire, que vous prenez à tout ce qui regarde mon intérêt m'attendrit au plus, et je reconnais à chaque mot l'auguste âme d'un roi que le monde admire, tant pour son cœur magnanime que pour sa sagesse. Je prie votre majesté de croire que je ne suis pas le dernier qui reconnais ces vertus, et que je compte pour le bonheur le plus satisfaisant d'avoir reçu ces nouveaux témoignages de leur existence, monsieur mon frère et cousin, de votre majesté le plus affectionné frère et cousin, « LOUIS. »

Tout en poursuivant ses négociations à l'étranger, il avait pris un ensemble de mesures intérieures pour protéger ses propres sujets contre l'invasion de l'esprit révolutionnaire : interdiction aux gazetiers de tout commentaire ou compte rendu relatif à ce qui se passait en France; défense aux gens de théâtre et à ceux qui montraient des figures de cire d'aucune exhibition offrant aux regards des Suédois les faits et gestes ou les traits mêmes des démocrates français. Tout entier d'ailleurs à ses projets belliqueux, le roi de Suède priait M. de Pahlen, le représentant de Catherine II à Stockholm, de lui servir d'aide-de-camp-général dans la prochaine croisade. Un régiment de la garde suédoise venant à faire son entrée dans Stockholm par suite d'un changement de garnison, Gustave donna, au milieu de l'étonnement public, un grand appareil à ce très simple incident militaire. Il assigna dans le défilé, auquel il se rendit lui-même, une place à M. de Pahlen, qui commencerait de la sorte, disait-il, ses nouvelles fonctions auprès de lui. Il lui fit remarquer dans cette cérémonie, ajoute un témoin oculaire, la représentation de sa future entrée dans Paris. « On croirait que ce n'est qu'une plaisanterie, ajoute le narrateur, mais cela s'est dit avec un grand sérieux (1). »

Il est vrai que Gustave III avait autour de lui quelques dangereux conseillers, comme ce baron de Taube, ennemi acharné de la révolution, auquel les émigrés, dit un auteur suédois, avaient promis, pour qu'il jouât ce rôle, une pension annuelle de 80,000 francs après la restauration accomplie. Il y avait aussi M. d'Escars, que l'on retrouve ici en qualité de plénipotentiaire des princes. M. d'Escars, que nous avons quitté à la fin de son agréable excursion à travers les petits états de l'Allemagne pendant l'année 1789,

(1) Dépêche du comte de Reventlow, ministre danois à Stockholm, en date du 20 septembre 1791; archives du ministère des affaires étrangères de Copenhague. Je dois en outre la communication d'une copie de la correspondance diplomatique échangée entre M. de Reventlow et le comte de Bernstorff, ministre des affaires étrangères de Danemark, où j'ai fait déjà d'assez nombreux emprunts, à l'obligeante initiative de M. le comte E. de Moltke.

avait continué son personnage de diplomate en disponibilité jusqu'à ce que ses liens avec le comte d'Artois et une évidente sympathie le fissent passer en service actif dans le parti des princes. Il était à Aix-la-Chapelle pendant Varennes, il était plus tard à Pillnitz; partout spectateur souriant plutôt qu'utile diplomate, il voyait, comme il dit dans ses mémoires, la scène extérieure de la révolution « des premières loges. » M. d'Escars était toujours le même. Il faut l'entendre raconter, à la fin de son voyage d'Allemagne, ses plaisirs d'hiver au milieu de l'aimable société viennoise : cavalcades le matin au Prater, invitations à dîner, loges le soir à tous les théâtres. « La révolution, dit-il, n'avait pas encore fait brèche à ma fortune. » Soit, mais tandis que M. d'Escars continuait cete douce vie, les pauvres émigrés de Coblentz n'avaient pas un sou, et le roturier beau-père de notre aimable baron, le bonhomme Laborde, comme l'appelait par amitié Marie-Antoinette, se jetait aux genoux de la reine pour lui faire accepter de grosses sommes d'argent. — Il fallut cependant, pour le bien de la cause, quitter la société viennoise et se rendre bien loin vers le nord, dans des pays perdus, à Stockholm. En passant par Berlin, d'Escars évita de voir le prince Henri, le célèbre frère du grand Frédéric, bien qu'il fût lié avec lui, et même par une correspondance très active; mais par cette correspondance même d'Escars savait que le prince, admirateur de l'assemblée constituante, n'approuvait pas la conduite de son neveu le roi de Prusse ni celle de l'empereur Léopold. Pour son autre neveu Gustave III, il le regardait comme un « carabin politique, » comme « un Don Quichotte. » De Stralsund vers la capitale du roi Gustave, la traversée était bien longue; mais l'heureux d'Escars rencontra à bord l'escamoteur Jonas, qui le reconnut, et lui fit plusieurs tours pour dissiper l'ennui du voyage. Arrivé le 20 septembre, il trouva le roi de Suède prêt à le recevoir avec plus d'honneurs qu'on n'en témoignait à un ministre ordinaire. Son arrivée portait à trois au lieu d'un le nombre des diplomates représentant la France à la cour de Stockholm : le chevalier de Gaussen, depuis longtemps accrédité, n'était plus pour Gustave que l'agent de l'assemblée nationale; M. de Saint-Priest, récemment arrivé de Pétersbourg, était l'agent du roi; M. d'Escars enfin avait produit des pleins pouvoirs signés de Monsieur et du comte d'Artois au lendemain de Pillnitz. Gustave III avait en revanche comme représentans M. de Staël à Paris, Fersen, au moins en missions temporaires, près du baron de Breteuil, ministre de confiance de Louis XVI, et le baron Oxenstierna à Coblentz, auprès des princes. Il y avait ainsi entre la France et chacune des principales cours de l'Europe, de l'une et de l'autre part, un double ou triple service

diplomatique, dont les plans se mêlaient et se combattaient tour à tour, complication peu favorable au difficile enfantement de la coalition étrangère, et fidèle image de l'inextricable embarras du moment.

M. d'Escars, dans le récit de ses impressions en arrivant en Suède, a une façon d'enfant terrible qui se combine singulièrement avec sa fonction d'ambassadeur.

« J'avais laissé, dit-il, les princes et leurs amis dans la persuasion que je trouverais tout d'abord à Stockholm une flotte prête à embarquer une armée bien vêtue, bien armée, et pourvue de toutes les munitions nécessaires à une grande expédition sur les côtes de Normandie ou de Bretagne. Quand je fus à la recherche de tous ces préparatifs, je découvris qu'ils n'existaient que dans la tête du roi: le trésor ne renfermait pas un thaler qui pût y être employé; Gustave III avait compté et comptait encore sur quelques millions qu'il demandait à l'Espagne, et sur les subsides qu'il tirerait de la Russie lorsqu'il aurait rendu positive et durable la paix préliminaire de Verela. Aussi les deux recommandations les plus expresses qu'il débuta par me faire furent de me lier le plus intimement possible avec le comte de Stackelberg et le ministre d'Espagne. — Stackelberg, qui avait été proconsul à Varsovie, où il avait nagé dans les honneurs et les plaisirs, se mourait d'ennui à cette cour. Son fils Gustave était avec lui; il avait été élevé en France, et dans les voyages de Fontainebleau je l'avais fréquemment vu chez mon frère. Stackelberg aimait la bonne chère et n'y connaissait rien. Il me consulta, et je rendis la sienne plus supportable. Quant au ministre d'Espagne, nous fûmes bientôt liés de société: c'était un brave gentilhomme biscaïen, l'honneur en chausses et en pourpoint, prêt à se faire hacher pour *la casa di Borbone.* »

On voit que d'Escars n'avait pas perdu son temps. Sa propagande en politique et en cuisine, le dénûment de son héros Gustave III, l'ennui de ce diplomate russe qui redemandait Varsovie pour y nager dans les plaisirs, c'est toute la physionomie de la contre-révolution peinte par l'un de ses plus naïfs adeptes. Il se vante assurément lorsqu'il s'attribue le succès enfin obtenu de la longue négociation ouverte entre la Suède et la Russie depuis la paix de Verela. A l'en croire, c'est lui qui décida Gustave III à traiter à tout prix. « Je lui rédigeai une note vigoureuse, dit-il : sachant bien que de jouer un rôle dans les affaires de France était sa marotte, je le peignis à lui-même tel qu'il serait sans l'alliance de la Russie; mais ce qui attaqua sensiblement son amour-propre, ce fut de lui montrer tous les yeux de la Bretagne et de la Normandie fixés sur les côtes, attendant l'arrivée de ses flottes et de sa personne royale!... » M. d'Escars a la mémoire bonne : il écrit ces lignes vers 1810, et ce beau mouvement d'éloquence, dont il a été

évidemment très satisfait, date du 14 septembre 1791, vingt ans plus tôt. Voici sa *note*, conservée au ministère des affaires étrangères, à Stockholm; elle a six grandes pages et bien peu d'argumens; mais tout n'est-il pas racheté par cette magnifique péroraison : « Sire, vous êtes invoqué comme l'ange tutélaire de la France, comme le restaurateur du trône, des autels et de l'antique noblesse. Sire, plus de lauriers sont préparés en France à votre front que n'en ont cueilli les Vasa, les Adolphe. Déjà les côtes de Normandie sont couvertes d'yeux ouverts sur l'arrivée de vos flottes!... » Notons-le en passant, ce spécimen du style qu'employait la diplomatie contre-révolutionnaire n'est pas mauvais à recueillir. — Que le parti des princes fût ou non redevable à M. d'Escars de ce succès, il est certain que le traité de Drottningholm, une fois conclu avec la Russie le 19 octobre, donnait à Gustave III plus de liberté, et lui inspirait en même temps, avec l'espoir affermi de l'alliance russe, une nouvelle ardeur. La présence d'un représentant des princes accrédité à sa cour et l'imperturbable confiance de ce représentant ne pouvaient que le fortifier dans l'excès de sa présomption.

Autres étaient cependant les informations et les avis de l'honnête Fersen. De Prague, où il avait été pour presser l'empereur, il mandait à Gustave III, le 21 septembre, le détail de ce qui s'était passé à Pillnitz, la mauvaise conduite du comte d'Artois, la légèreté et les inconséquences de M. de Calonne, qui avaient effrayé le roi de Prusse. « En tout, disait-il, on n'a pas confiance dans les princes, et l'empereur moins qu'un autre. Les intrigues dont leurs entours sont occupés à Coblentz causent ces divisions. Je crois qu'il serait utile que votre majesté ne mît jamais les princes en avant vis-à-vis de l'empereur, car il paraît décidé à agir sans eux, par une ligue des puissances où ils ne seraient qu'auxiliaires. » Il ajoutait : « Je crois mon séjour à Coblentz inutile, et je ne m'arrêterai près des princes que pour leur faire ma cour. Votre majesté sait d'ailleurs que je n'y suis pas *persona grata;* tous les entours seront charmés de me voir partir. Si je puis être utile, c'est à Bruxelles. » Cela veut dire que, dans sa pensée, c'était de Bruxelles que Fersen pouvait renouer avec la famille royale les relations interrompues depuis Varennes. Nous voyons par une lettre de Stedingk à Gustave III, en date du 10 octobre, les efforts qu'avait faits Marie-Antoinette, dès qu'elle n'était plus gardée à vue, pour reprendre ses correspondances au dehors. « Le comte Esterhazy, dit-il, a reçu à Pétersbourg de la reine de France une lettre qui fait le plus grand honneur à son cœur et à son esprit. Elle emploie les premiers momens de sa liberté à s'occuper de ses amis et à les encourager. Elle dit que tout ce qu'elle a fait, elle a été forcée de le faire pour

prévenir de plus grandes horreurs. Elle veut qu'on ne s'occupe que du salut de la France et non de sa sûreté personnelle. On voit que l'espoir n'est pas éteint dans son cœur, et que son courage égale son infortune... Elle demande ce qu'est devenu le comte de Fersen : elle n'en a eu aucune nouvelle. » L'énergie de Marie-Antoinette allait rendre en effet quelque vie au parti du roi.

Ce peu de liberté qui revenait à la famille royale lui avait été rendu lors de l'affaire de la constitution. Louis XVI avait paru, en acceptant l'acte constitutionnel, malgré les émigrés et les princes, dans la journée du 14 septembre, vouloir tenter de bonne foi une expérience. Le parti constitutionnel qui s'était formé autour de lui avait répété aux souverains étrangers qu'en l'absence de toute menace extérieure le nouveau pacte, observé loyalement, ne pourrait manquer d'être amendé bientôt dans le sens de la monarchie. L'empereur d'Autriche, auprès de qui l'ambassadeur français, le marquis de Noailles, avait été l'interprète de ces vues, sembla les adopter, et le roi de Prusse s'écria, dit-on, en apprenant l'acceptation de Louis XVI : « Enfin je vois la paix de l'Europe assurée! » Rien ne permet d'affirmer que les uns et les autres n'aient pas été sincères, au moins un moment. L'Autriche, l'Angleterre et la Prusse firent à la circulaire royale du 19 septembre, qui notifiait l'acceptation, une réponse très pacifique, et témoignèrent même de leurs intentions amicales. La Russie, l'Espagne et la Suède refusèrent au contraire de recevoir un acte que Louis XVI, à leur avis, n'eût pas signé, s'il eût été libre. Voici comment la chose s'était passée à Stockholm. Le chevalier de Gaussen, étant malade, avait envoyé en copie au secrétaire d'état des affaires étrangères, Franc, la lettre de notification du roi, celle qu'il avait écrite à l'assemblée, et le nouvel acte de constitution. Il avait reçu immédiatement cette réponse :

« A M. le chevalier de Gaussen, à Stockholm. — Le secrétaire d'état de Franc a reçu aujourd'hui (7 octobre), de la part de M. le chevalier de Gaussen, un paquet dont le cachet porte : *Mission de France en Suède ;* mais comme, vu la captivité du roi de France, on ne connaît pas plus en Suède qu'en Russie de mission de France, le secrétaire d'état, par ordre du roi, a l'honneur de renvoyer ce paquet sans l'ouvrir à M. le chevalier de Gaussen, et de le prévenir en même temps qu'une correspondance ultérieure à ce sujet serait parfaitement superflue. »

Gaussen avait renvoyé à Paris la lettre de notification refusée par Franc; il la reçut de nouveau avec ordre de la présenter une seconde fois, et força enfin le secrétaire d'état à en donner connaissance au roi de Suède. — Des souverains qui avaient accepté ou de ceux qui avaient rejeté le message de Louis XVI, lesquels avaient

agi conformément aux intentions du roi de France, et pourquoi ne s'en était-il pas expliqué lui-même à l'avance? De telles explications ne vinrent qu'en décembre 1791, alors que Louis XVI se vit acculé à la nécessité imminente de déclarer lui-même la guerre à l'Europe. Le 29 novembre, l'assemblée législative l'avait pressé par un message exprès de faire cesser les réunions d'émigrés que toléraient les électeurs de Trèves et de Mayence. Le même jour, elle rendait un violent décret contre les prêtres non assermentés. Louis XVI fut profondément blessé de cette dernière mesure et y opposa son *veto*, ainsi qu'à un décret du 9 novembre contre les émigrés; mais, pour faire une concession qui compensât ces refus, il se rendit à l'assemblée le 14 décembre, et déclara qu'il allait adresser aux électeurs d'Allemagne la requête qu'on proposait. Si ces princes n'avaient pas fait droit à sa demande avant le 15 janvier, il déclarerait l'état de guerre. — Louis XVI avait-il donc franchement accepté la constitution en septembre, et pensait-il maintenant à se mettre à la tête de la nation pour attaquer ces mêmes souverains auxquels il demandait hier de le secourir? Se préparait-il à combattre ouvertement ces émigrés dont il venait de refuser la condamnation? Ni l'un ni l'autre. En septembre, Louis XVI s'était laissé aller aux avis des constitutionnels; mais, voyant que, par suite de son acceptation du 14, les cours sur l'appui desquelles il comptait le plus ajournaient, sincèrement ou non, leurs préparatifs de secours, et poussé à bout, désespéré par le décret sur le clergé, il écrivit secrètement aux principaux souverains, dans la journée du 3 décembre, que son acceptation de l'acte constitutionnel n'avait pas été libre, qu'il ne fallait pas en croire sa notification officielle, et que les cours amies ne devaient pas cesser de songer à le secourir; puis il adressa au baron de Breteuil, le lendemain même du jour où il avait été faire à l'assemblée sa déclaration contre les cours étrangères, la lettre suivante, appel direct à l'intervention armée de ces mêmes cours. C'est une page nouvelle dans l'histoire de la contre-révolution (1) :

(1) La lettre adressée au roi de Prusse le 3 décembre a été publiée par d'Allonville sous la date de 1790; M. de Sybel, dans son *Histoire de la Révolution*, a démontré que la vraie date était 1791. J'ai sous les yeux la lettre écrite par Louis XVI le même jour au roi d'Espagne; c'est une pièce importante où les argumens sont développés, et elle est, je pense, inédite; mais je ne puis tout citer. Plus importante encore et tout aussi inédite sans doute est la lettre au baron de Breteuil, qui se trouve copiée de la main de Fersen aux archives des affaires étrangères, à Stockholm. Ce même jour du 3 décembre, Marie-Antoinette se chargea d'écrire dans le même sens à Catherine II. Cette lettre, fort curieuse, a été publiée par M. le comte d'Hunolstein; mais c'est une erreur de la croire adressée à l'impératrice d'Autriche. — A ce propos, qu'on me permette de me corriger aussi moi-même : les deux Duport, dont j'ai parlé pages 674 et 675 de la *Revue* du 1er octobre, se rattachent bien au même parti, mais n'ont pas montré le même caractère. Il faut éviter toute confusion entre eux.

« Vous avez eu connaissance du message de l'assemblée du 29 novembre. Vous verrez le discours que j'ai fait hier à l'assemblée nationale, et vous jugerez que l'un est une suite nécessaire de l'autre. La cruelle loi contre les émigrans m'avait forcé de faire usage du *veto,* dont la nécessité a été reconnue par une grande partie de la nation; mais les factieux, qui ne perdent jamais leur point de vue, de chercher à me mettre dans une situation embarrassante, se sont tournés d'un autre côté. Ils ont fait la détestable loi sur les prêtres réfractaires et le message sur les émigrans et les puissances étrangères... J'ai refusé ma sanction au décret sur les prêtres, mais le message sur les émigrans est l'article le plus délicat pour moi et celui où je suis obligé de me prêter le plus aux circonstances, bien résolu pourtant de ne rien faire d'indigne de moi. Dans tout gouvernement établi, si des citoyens s'assemblaient en force et montraient le dessein d'entrer à main armée dans leur pays pour y détruire le gouvernement, et qu'ils fussent favorisés par des puissances étrangères, il ne serait pas possible au chef du gouvernement de souffrir pareille chose, ou il perdrait toute confiance. C'est précisément mon cas... J'ai écrit plusieurs fois (aux princes) en demandant qu'on sépare les rassemblemens, qu'on s'éloigne, qu'on ne donne plus sujet à des inquiétudes qui me forceraient à agir directement contre eux, qu'ils devaient bien m'éviter cette peine cruelle, que, s'ils voulaient agir par la force, ils se perdraient avec ceux qui leur appartiennent et le royaume à la fin de tout, que, pour moi, ils m'ôtaient toute ressource personnelle et me mettaient dans le plus grand danger, à moins de me jeter à corps perdu dans la puissance des factieux, enfin que les puissances avaient tant de sujets de mécontentement qu'il fallait que ce fussent elles qui agissent, et qu'en se tenant en seconde ligne ils ne courraient aucun des dangers que je signalais. C'est avec bien de la peine que j'ai vu qu'ils n'écoutaient pas mes raisons et continuaient la même marche. Quelque mauvais qu'eût été le décret des émigrans, il m'eût été impossible de le refuser, si je n'avais fait en même temps des démarches pour faire dissiper les rassemblemens... J'ai donc fait aux électeurs des réquisitions que le droit des gens approuve...

« Je ne pense point que cette démarche doive changer rien aux choses pour ma demande de congrès armé. Au contraire j'y vois des raisons de plus : la liberté de quelques princes germaniques étant menacée, l'empereur et le roi de Prusse doivent le trouver mauvais, se prêter plus aisément à ce qui a été demandé et par là soutenir les électeurs. Dans ma dernière instruction, je leur ai expliqué bien des raisons par lesquelles les puissances pourraient se mêler de nos affaires : en voilà une bien forte et bien palpable d'ajoutée. Au lieu d'une guerre civile, cela deviendra une guerre politique, et les chances sont bien meilleures. Il faut que vous vous pénétriez bien des raisons de ma conduite que j'ai expliquées ci-dessus, pour en informer les puissances, afin qu'elles soient bien persuadées que ce n'est pas moi qui ai voulu la guerre, mais que, par les circonstances, je ne pouvais pas me conduire autrement, que je recevrai toujours avec plaisir ce qu'elles pourraient faire pour moi.

« Il faut examiner à présent ce qui peut arriver, si les électeurs avaient

peur et se soumettaient à dissiper les rassemblemens sans que les puissances eussent parlé. Ce serait, je crois, ce qui pourrait arriver de pis. Comme la démarche m'a été dictée, on m'en saurait peu de gré; les esprits des factieux seraient extrêmement enflés et arrogans; le crédit se remonterait et soutiendrait encore la machine pour quelque temps. D'un autre côté, les émigrans auraient le poignard dans le cœur; ils se porteraient indubitablement à quelques entreprises désespérées. Ce qui pourrait arriver de plus heureux et où l'on doit diriger tous les soins, c'est que les puissances s'emparent de l'affaire, protégent les électeurs, mais en même temps séparent les émigrans en leur donnant sûreté et protection. Elles pourraient faire tenir ici à peu près ce langage : « Vous avez voulu attaquer le corps germanique, dont nous sommes les protecteurs et les garans, sous prétexte du rassemblement de vos concitoyens, qui vous inquiétait. Nous avons bien voulu faire cesser ce sujet d'inquiétude : nous nous chargeons de retenir les émigrans et de faire séparer leurs rassemblemens armés, mais c'est à condition que vous nous donnerez satisfaction sur telle et telle chose, et que vous ayez un gouvernement qui ait une force et une stabilité sur la foi desquelles on puisse compter. Sans cela, nous vous regarderons comme un repaire de brigands et l'écume de l'Europe. »

« Ce langage en imposerait certainement et ferait pâlir les plus hardis. Il me paraît impossible que nous y fussions compromis... Reste la guerre, si elle était inévitable. L'état physique et moral de la France fait qu'il lui est impossible de la soutenir une demi-campagne; mais il faut que j'aie l'air de m'y livrer franchement et comme je l'aurais fait dans des temps précédens. Il y a deux chances pour elle. Il est difficile de croire qu'elle soit heureuse : si par hasard cela arrivait, m'étant montré franchement, et la guerre donnant toujours plus de moyens au gouvernement, je peux regagner quelque chose par là; mais cette hypothèse est la moins vraisemblable. Si elle est malheureuse, vous connaissez les Français, comme ils vont vite d'une extrémité à l'autre; ils seraient bientôt aussi abattus qu'ils sont orgueilleux avant, et peut-être ne voudraient-ils laisser aucun reste du nouvel édifice, s'ils voyaient bien qu'il leur a attiré tous les malheurs. Il peut exister une crainte, et sûrement les factieux chercheraient à tourner les esprits de ce côté-là : ce serait de s'en prendre à moi de leurs malheurs, et de me faire soupçonner de les désirer pour regagner la puissance. C'est ma conduite qui doit écarter tous ces soupçons, et surtout de ne rien laisser pénétrer de mes relations avec l'étranger. Il faut que ma conduite soit telle que dans le malheur la nation ne voie de ressource qu'en se jetant dans mes bras... Il faudrait que je pusse servir le royaume en obtenant, par mon entremise, la paix la moins désavantageuse qu'on pourrait. — Voilà une bien longue instruction; mais j'ai voulu tout prévoir, et on pourra m'indiquer les éclaircissemens qu'on pourrait encore désirer. »

Il a été inévitable d'abréger ici cette lettre du roi, longue et confuse à l'excès dans l'original : on en distinguera mieux son plan. Louis XVI demande que les puissances étrangères, principalement

l'Autriche, soutenant les princes électeurs que l'assemblée menace et que d'ailleurs la révolution a privés de leurs possessions en France, répondent, elles aussi, par un langage menaçant, appuyé d'un congrès armé. Louis XVI ne peut pas se dissimuler qu'une telle attitude de la part des souverains ne soit une déclaration de guerre; mais il souhaite la guerre en effet, pourvu qu'elle soit faite par les puissances en leur propre nom et non pas au sien, ni au nom des princes ses frères. Si les Français sont vainqueurs, ce qui est peu probable à ses yeux, il espère profiter en quelque chose d'un succès auquel il aura paru s'associer. S'ils sont battus, il interviendra au bon moment pour leur faire obtenir des conditions moins dures que celles qu'ils devraient attendre; peut-être aussi, avec l'inconstance qui les caractérise, prendront-ils en haine cette révolution, cause de leurs revers et de tant de malheurs, pour se jeter de nouveau dans les bras de la royauté.

Louis XVI est tout entier dans cette curieuse lettre à M. de Breteuil : avec sa bonté, car, s'il appelle la guerre étrangère, c'est, comme il le dit sincèrement, parce qu'il croit éviter ainsi la guerre civile, qui lui fait horreur, mais avec son aveuglement, puisqu'il croit pouvoir jouer sans l'extrême péril ce double jeu, puisqu'il estime que ce sera, pour les Autrichiens et les Russes, l'affaire d'une demi-campagne de triompher de cette émeute, puisqu'il imagine enfin que cette nation, dans son malheur, ne cherchera de refuge que dans le sein d'une royauté qui se sera ainsi séparée d'elle. S'il connaissait vraiment le caractère des Français, que n'invoquait-il en son propre nom cette suprême ressource de la guerre étrangère pour entraîner tout un peuple à sa suite, sur la frontière, au nom de la patrie menacée? Et par quelle fatalité, quand les annales de notre monarchie, celles mêmes de la famille de Bourbon, offrent tant de chefs animés jusqu'à l'excès de l'ardeur militaire, le dernier roi de l'ancienne France a-t-il été si entièrement privé d'une heureuse complicité avec le caractère national?

Fersen ne manquait pas d'informer Gustave III du nouveau plan formé par Louis XVI : la précieuse lettre inédite par laquelle il l'instruit nous donne les preuves les plus irrécusables de la part active que Marie-Antoinette y avait prise. « Sire, écrit-il au roi de Suède le 1er janvier 1792, j'ai l'honneur d'envoyer à votre majesté la lettre que la reine m'a chargé de lui faire passer, avec la copie de celle que cette princesse écrit à l'impératrice et à laquelle elle se réfère. » Il s'agit évidemment d'abord d'une lettre analogue à celles du 3 décembre que nous avons citées, et par lesquelles Louis XVI avertissait les puissances de ne pas considérer comme libre son acceptation de l'acte constitutionnel; il s'agit ensuite de la lettre

écrite par la reine le même jour, en vue du même objet, à l'impératrice Catherine II. Après avoir développé à nouveau les argumens de la cour, Fersen invoque la lettre de Louis XVI à M. de Breteuil, dont il envoie pareillement copie avec de nouvelles citations de Marie-Antoinette.

« Votre majesté verra par la lettre du roi au baron de Breteuil, que j'ai l'honneur de lui envoyer, les raisons qui l'ont engagé à la démarche contre les électeurs. Le roi en attend un grand avantage, si les princes de l'empire font des réponses fermes et sages, et si les puissances veulent prendre leur parti. La reine me mande à ce sujet : « Je pense, comme vous, que le mal seul ne peut pas opérer le bien, et c'est pour cela qu'il faut une force étrangère et extérieure; mais vous croyez que les Français réfléchissent et qu'ils sont capables de suivre un système! Vous leur faites trop d'honneur. En attendant, je crois que nous allons déclarer la guerre, non à une puissance qui aurait des moyens contre nous, — nous sommes trop lâches pour cela, — mais aux électeurs et à quelques princes d'Allemagne dans l'espoir qu'ils ne pourront se défendre. Les imbéciles! ils ne voient pas que, s'ils font telle chose, c'est nous servir, parce qu'enfin il faudra bien, si nous commençons, que toutes les puissances s'en mêlent pour défendre les droits de chacun; mais il faut que les puissances soient bien convaincues que nous ne faisons ici qu'exécuter les volontés des autres, que toutes nos démarches sont forcées, et que dans ce cas la meilleure manière de nous servir est de bien nous tomber sur le corps (1). »

« D'après cette certitude du désir du roi et de la reine, — reprend Fersen, — et celle où je suis des intentions de votre majesté, j'ai écrit au baron Oxenstierna pour qu'il engage les électeurs à faire une réponse sage, mais ferme, et j'ai l'honneur d'envoyer à votre majesté copie du projet que j'ai fait passer à ce sujet. — Pour vous donner, sire, une idée plus précise des sentimens du roi et de la reine, voici quelques passages de la lettre que cette princesse écrit au comte de Mercy : « Voici le moment le plus important pour nous. Notre sort va être entièrement entre les mains de l'empereur; de lui va dépendre notre existence future. J'espère qu'il se montrera mon frère et le véritable ami et allié du roi, je dis du roi seul, car celui qui servira ses intérêts en ce moment peut aussi sauver la France d'une ruine totale... Il n'a fait aucune réponse à mes lettres, et j'apprends de toutes parts que j'écris lettre sur lettre à Vienne pour le conjurer de ne se point mêler de nos affaires, et que par conséquent il est lié à ne rien faire. J'avoue que toutes ces circonstances auraient bien lieu d'affliger mon cœur, si je n'étais persuadée que cette trame infernale part d'ici. C'est ce qu'il est essentiel d'éclaircir... »

Fersen continue à donner là des extraits assez étendus d'une lettre de la reine à Mercy, qu'on trouvera encore dans le recueil de

(1) Ces mêmes lignes de Marie-Antoinette figurent dans une lettre au comte de Mercy que M. d'Hunolstein a publiée (6 décembre 1791, 3e édition, page 303).

M. d'Hunolstein. En revanche, nous croyons inédites les graves citations qui suivent :

« Dans une lettre que la reine m'a fait l'honneur de m'écrire, poursuit Fersen, elle me mande : « Quel malheur que l'empereur nous ait trahis! S'il nous avait bien servis seulement depuis le mois de septembre, où je lui avais écrit en détail, le congrès aurait pu être établi le mois prochain, et cela aurait été trop heureux, car la crise marche à grands pas ici, et peut-être devancera-t-elle le congrès; alors quel appui aurons-nous? » Plus loin, en parlant des factieux avec lesquels elle est obligée de traiter, elle dit : « Quelle joie si je puis un jour leur montrer que je n'ai pas été leur dupe! Il faudra que le baron (de Breteuil) presse de notre part la Russie et l'Espagne... J'espère que nos lettres aux puissances leur montreront nos vrais caractères. Ce que l'on dit de mes lettres à l'empereur est incompréhensible, et je commence à soupçonner qu'on imite mon écriture pour lui écrire; je veux éclaircir ce fait. »

La voilà à son tour, cette malheureuse reine, non pas tout entière, — la grâce qui brillait en elle aux années de bonheur n'a que faire ici en vue de l'abîme, — mais douée d'une énergie et d'une activité viriles qu'on ne lui soupçonnait pas avant de connaître ces documens de l'année 1791. Ses lettres à Mercy, et en général toutes celles de ses dernières années qu'on a publiées d'après les originaux (autographes ou copies) conservés aux archives de Vienne (1), sont à cet égard d'un intérêt inappréciable. Quelques fragmens de ces correspondances, transportés jadis dans nos archives, avaient été rendus publics vers 1835. L'opinion, imparfaitement éclairée alors, n'y aperçut que de nouveaux motifs de condamnation contre Marie-Antoinette. Maintenant que de plus complètes révélations sur cette terrible époque nous ont découvert toutes les fautes de part et d'autre et tous les mérites, devenus plus équitables parce que nous sommes mieux instruits, nous reconnaissons que ce ne sont pas les vrais ennemis de la révolution qui ont été le plus cruellement punis par elle : ce sont en définitive les fautes de ceux-là et les fautes de la révolution elle-même qu'ont surtout expiées les plus illustres victimes.

En résumé, nous avons vu la division du parti de la cour après Varennes, l'échec du parti des princes malgré leur apparent triomphe d'un moment à Pillnitz, l'éloignement toujours plus motivé qu'ils inspiraient au parti du roi, puis les embarras, les incertitudes, les résolutions incomplètes et tardives de Louis XVI. Gustave III, bien qu'il partageât les illusions des princes, n'a cessé, il est vrai, d'être recherché, mais comme par habitude, comme

(1) Voir particulièrement le recueil de M. Feuillet de Conches.

pour faire nombre, et non sans une constante défiance de ses liaisons compromettantes. Désormais d'ailleurs les événemens se précipitent. La révolution, qui ne se contient plus au dedans, déborde et arme aux frontières; la coalition va enfin se former après avoir achevé, par le traité de Berlin (7 février), l'œuvre incomplète et maladroite de Pillnitz. Gustave III, témoin intéressé de ces agitations, a repris quelque espoir depuis que la paix d'Yassy (9 janvier), confirmant les préliminaires du 11 août 1791, a entièrement terminé la guerre qui retenait Catherine II occupée contre les Turcs. Pour mieux instruire le roi de Suède de la terrible situation dont l'issue va décider du sort de la France et de l'Europe, Fersen lui adresse encore de Bruxelles, où il suit les événemens avec anxiété, une dépêche émue (1).

« Le triomphe des jacobins est complet; les bonnets rouges sont partout... Jamais le roi et la reine n'ont été dans un plus grand danger. Ils ont pris toutes les mesures possibles; ils ont brûlé et détruit tous leurs papiers : ceux qu'ils ont voulu absolument préserver sont en sûreté; ils m'ont fait prévenir de ne plus leur écrire, et qu'ils n'oseraient plus avoir aucune correspondance... Voilà, sire, quelle est la position déchirante de la famille de Bourbon. Elle n'a d'appui que les puissances étrangères; toute son espérance se fonde sur leur générosité, et leurs majestés réclament plus vivement que jamais leurs secours... »

La guerre européenne allait répondre enfin à ce dernier appel; mais ce n'est pas du roi de Suède qu'il fut entendu. La dépêche de Fersen, datée du 24 mars, ne devait pas même arriver à Gustave III. Après avoir eu le dépit de voir destiné au duc de Brunswick ce commandement général qu'il avait tant ambitionné, Gustave était tombé le 16 mars et avait expiré le 29 sous le coup d'un assassin. Lui qui avait rêvé la double gloire d'étouffer l'esprit d'opposition dans ses états et de vaincre la révolution au dehors, il expiait ses illusions et ses fautes en ouvrant la liste des victimes de ces funèbres années. Le sanglant épisode de sa mort n'était pas sans correspondre, par des relations secrètes qu'il reste à exposer, avec l'anarchie morale de ces temps et avec la tourmente révolutionnaire.

A. Geffroy.

(1) L'original, en chiffres, est au ministère des affaires étrangères, à Stockholm.

LA

PHILOSOPHIE DE GOETHE

II.

SES TRAVAUX SCIENTIFIQUES. — GOETHE ET GEOFFROY SAINT-HILAIRE.

I. *Œuvres de Goethe,* traduction nouvelle par M. Jacques Porchat, 10 vol. in-8°. — II. *Œuvres scientifiques de Goethe,* analysées et appréciées par M. Ernest Faivre. — III. *Œuvres d'Histoire naturelle de Goethe,* traduites et annotées par M. Ch. Martins. — IV. *Conversations de Goethe* pendant les dernières années de sa vie, recueillies par Eckermann, traduites par M. Émile Délerot. — V. *Correspondance entre Goethe et Schiller,* traduction de Mme de Carlowitz, annotée et accompagnée d'études historiques et littéraires par M. Saint-René Taillandier, 1863.

I.

S'il y a une philosophie de Goethe, ce n'est pas dans l'étude des métaphysiciens qu'il faut en chercher les origines contestables, la source plus ou moins lointaine et troublée; c'est dans l'étude directe, assidue de la nature, c'est dans les réflexions qu'elle provoque, dans les vues générales qui en résument les principaux aspects, que l'on peut espérer trouver le secret de cette philosophie, l'histoire de sa naissance et de sa formation (1). Le monde extérieur, voilà, selon Goethe, la source unique, éternellement féconde pour l'esprit. C'est le grand mystère qu'il révèle, sous mille formes variées, à ses amis, à ses initiés, dans ses correspondances ou ses entretiens. Quand l'honnête Eckermann presse de ses questions le poète, l'interrogeant sur les secrets de son art, sur la mé-

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre.

thode la plus haute et la plus sûre qu'il puisse appliquer à la culture de son esprit, pour solliciter l'inspiration ou acquérir la vraie science, je crois entendre à chaque page Wagner, le serviteur lettré, le *famulus* de Faust. « S'entretenir avec vous, monsieur le docteur, quel honneur et quel avantage! Demain vous me permettrez encore une ou deux questions. Je me suis appliqué avec zèle à l'étude; je sais beaucoup, il est vrai, mais je voudrais tout savoir. » Les réponses de Goethe sont moins troublantes et plus claires que celles de Faust. « Étudiez la nature, lui dit-il sans cesse, tout est là. Procédez toujours *objectivement*, comme je l'ai fait moi-même. On ne mérite ni le nom de poète ni celui de savant tant qu'on n'exprime que des sentimens, des idées personnelles. Celui-là seul mérite ce titre qui sait s'assimiler le monde et le peindre, s'il est poète, ou le décrire, s'il est savant. » Il attaquait avec vivacité la méthode et la culture d'esprit abstraite, intérieure, qui a produit dans la poésie l'infatuation personnelle, l'affectation, la manière, dans la philosophie les rêveries de l'idéalisme. Pour lui, les époques où cette tendance triomphe dans la pensée humaine, où chaque âme se replie sur soi, au lieu de s'épanouir et de se répandre au dehors, sont des époques d'analyse, de préoccupation personnelle, d'invention chimérique, sans réelle grandeur, sans fécondité véritable. « Soyez certain que l'esprit humain recule ou se dissout quand il cesse de s'occuper du monde extérieur... Notre temps est un temps de décadence, ajoutait-il en pensant aux excès de l'esprit spéculatif et de la philosophie transcendantale, qu'il n'aimait guère; il se détourne de l'étude de la réalité, il est de plus en plus *subjectif*. Dans tout effort sérieux, durable, scientifique, il y a un mouvement de l'âme vers le monde; vous le constatez à toutes les époques qui ont vraiment marché en avant par leurs œuvres : elles sont toutes tournées vers le monde extérieur (1). »

« Pour moi, j'ai toujours procédé objectivement (2); » voilà l'éloge suprême que Goethe aime à se décerner dans un langage qui ne perdrait rien à être moins elliptique. S'il y a en lui abondance inépuisable d'inspiration, vigueur calme et sans efforts, activité sans repos et sans fatigue, n'attribuez pas à quelque don exceptionnel un si rare privilége, vainqueur du temps et presque de la con-

(1) *Conversations avec Eckermann*, traduction Délerot, t. Ier, p. 235, t. II, p. 224.

(2) Malgré le peu de goût que nous pouvons avoir pour ces termes que Goethe emprunte à Kant et qu'il transporte dans sa langue, nous ne pouvons partager les scrupules excessifs de M. Délerot, qui par excès de puritanisme littéraire les supprime. *Personnel, extérieur*, ne sont que des équivalens très insuffisans dans la plupart des cas. Il faut en prendre son parti et parler un peu allemand quand il s'agit de philosophie allemande.

dition humaine; attribuez-le surtout à la supériorité de sa méthode et de sa culture intellectuelle, tout entière tournée vers le dehors, réparant les défaillances et les appauvrissemens de l'esprit par un commerce assidu avec la réalité vivante du monde, toujours jeune, qui lui communique quelque chose de sa fécondité et de son éternité. Si sa force d'âme et de génie se renouvelle incessamment, c'est qu'elle participe dans sa mesure aux énergies créatrices qui renouvellent, sans s'épuiser jamais, la vie cosmique. Il ne s'est pas enfermé dans l'enceinte glacée des mondes abstraits que crée avec une stérile puissance la raison pure; il ne s'est pas condamné, comme tant d'autres de ses contemporains, à vivre, — si c'est là vivre, — avec les pâles abstractions qui peuplent les espaces vides, sans forme et sans lumière, de la pensée intérieure, isolée, séparée de l'espace hospitalier et bienfaisant où se déploient les magnificences du monde sensible. S'il y a eu chez lui quelque supériorité de talent, elle s'explique par ce fait seul, qu'il n'a jamais déserté la source où le talent s'avive et s'alimente. Il a toujours vécu dans la nature, avec elle, par elle; il a vécu de sa vie, il s'est uni à elle par l'art et par la science.

L'art et la science, Goethe les a réconciliés en effet dans l'harmonie de son libre et puissant esprit. Ces deux formes de la pensée humaine, sinon opposées, du moins si nettement distinctes et d'ordinaire séparées, l'une s'efforçant de créer ce qui n'est pas, l'autre de comprendre ce qui est, — l'une se rapportant à un fait considérable de l'esprit humain, la fiction, l'autre à un fait non moins considérable, l'examen, — toutes deux supposant des facultés et des dons presque contraires, se rencontrent ici au plus haut degré de culture et de perfectionnement. L'éternelle tentation de Goethe, ç'a été l'universalité des choses qu'il a poursuivie avec des alternatives d'ardeur et de désespoir, qu'il a essayé d'atteindre par l'universalité de la science. Sa passion de connaître a égalé au moins sa puissance de créer. Sa science est presque aussi vaste que son génie. Dans le long espace d'années qu'il remplit de ses travaux poétiques et de sa gloire, il ne cessa presque pas un jour de solliciter la nature par ses méditations, par ses expériences, de l'épier pour surprendre ses révélations.

Deux des plus brillantes manifestations du monde sensible, la forme et la lumière surtout, semblent avoir eu pour sa curiosité d'artiste et de savant un irrésistible attrait. Ces deux manifestations sont liées entre elles dans la réalité comme elles le furent dans les goûts et les études de Goethe. Sans la forme, qui donne les surfaces, la lumière n'existerait pas pour nous. Sans la lumière, que serait la forme? Pure révélation d'un sens unique, le toucher, elle

n'aurait plus pour nous ce charme des ensembles harmonieux et des proportions élégantes qui ravit nos regards. La lumière ne crée pas la forme, mais elle la révèle. Lumière et forme, ces deux mots expliquent la beauté du monde visible : ils contiennent toute l'esthétique de la nature, j'oserais presque dire qu'ils résument le génie de Goethe. N'est-il pas un adorateur de la forme, celui que les Allemands appelèrent le *grand païen?* Ce qu'on nomme son hellénisme, n'est-ce pas son amour passionné de la proportion, de la mesure dans la poésie, dans le théâtre surtout? Et qu'est-ce que cela, sinon le culte de la forme harmonieuse et lumineuse dans l'art? Tous ses travaux scientifiques ont eu pour direction exclusive l'étude de la forme et de la couleur. Ses essais d'histoire naturelle furent soit des études morphologiques comme *la Métamorphose des plantes* ou l'*Introduction générale à l'anatomie comparée*, soit des études d'optique comme la *Théorie des Couleurs*. Toute la destinée de ce beau génie, poétique et scientifique à la fois, semble se résumer dans ce dernier cri de Goethe mourant : *De la lumière! plus de lumière!* La passion de sa vie entière s'exprimait dans ce cri suprême; c'était son dernier regret : l'ombre où il entrait fut sa seule souffrance.

Avec ce goût inné pour les belles manifestations de la nature, il ne faut pas s'étonner si Goethe tenta de s'en emparer au moyen des arts plastiques. Ce qu'il admirait comme poète, ce que plus tard, comme naturaliste ou physicien, il essaya d'expliquer, la forme colorée et particulièrement la forme dans les êtres organiques, la forme vivante, il voulut se l'approprier avec le crayon et le pinceau. Jusqu'à l'âge de quarante ans, il rêva la gloire du peintre et y aspira de toutes ses forces. On dirait que sa passion pour les beautés du monde sensible ne pouvait alors se satisfaire à moins d'une possession presque matérielle. Peindre ses sensations avec des mots qui, tout colorés qu'ils soient par l'âme de l'écrivain, n'en sont pas moins des signes, c'est-à-dire des abstractions, exprimer la nature par des symboles qui la détruisent d'abord pour la recomposer ensuite dans l'imagination de ceux auquels ils s'adressent, tout cela ne lui suffisait pas. La réalité objective devenait subjective en traversant les formes logiques ou poétiques de sa pensée, en subissant la servitude des lois du langage et du rhythme. Il fallait qu'il l'atteignît plus directement en elle-même, qu'il la saisît au moins dans sa représentation réelle et concrète, qu'il s'assimilât du monde extérieur tout ce qu'il pouvait lui ravir, sinon la vie elle-même, la vie inimitable, du moins le mouvement, les attitudes, la couleur de la vie. « *L'œil était*, nous dit-il, *l'organe principal avec lequel j'embrassais le monde.* Où que se portât mon regard, je

voyais un tableau, et ce qui me frappait, ce qui me charmait, je voulais le retenir par le dessin. Tout me manquait pour cela; cependant je m'obstinais à vouloir, sans aucun procédé technique, imiter les choses les plus admirables. Par là je m'accoutumais, il est vrai, à fixer les objets avec une grande attention; mais je ne faisais que les saisir dans l'ensemble, le détail échappait à mon crayon inexpérimenté (1). » Quand il parle ainsi de ses efforts inhabiles dans les arts plastiques, il les rapporte à cette période de ses premiers chagrins d'amour, de ses loisirs rêveurs à Francfort, après une première aventure de cœur, d'où il était sorti mécontent de lui-même et châtié par une étrange humiliation. Déjà, dans sa seizième année, il allait demander des consolations à la grande nature, il essayait de surprendre ces belles formes qui ravissaient son génie adolescent; mais il avoue lui-même qu'il ne réussit jamais que médiocrement dans cet art malgré des efforts prolongés. Il accuse de bonne grâce, sinon sans regret, la lenteur de ses progrès, l'hésitation de sa manière, le manque général de vigueur dans ses dessins. Il avait le sentiment juste et délicat du pittoresque des sites, de la beauté des formes, de la distribution de la lumière et de l'ombre; mais il était inhabile à rendre tout ce qu'il sentait si bien. Les illusions qu'il essayait de se faire ne se prolongèrent pas au-delà de son voyage en Italie, qui fut pour lui comme une révélation du grand art dont il n'avait que le vague et puissant instinct. Quand il eut visité les principales œuvres qui font de ce beau pays un musée, étudié les lignes de la statue antique, vécu à Rome dans les calmes extases qu'il a si bien décrites, en face de ce buste de Jupiter Olympien qu'il avait placé devant son lit, afin que l'image du dieu frappât ses premiers et ses derniers regards, et mît même dans ses rêves l'empreinte de la beauté,—après de longues journées passées à contempler la grande peinture italienne et les œuvres des maîtres, son parti fut pris et le sacrifice de ses illusions consommé. Il reconnut « que sa tendance vers la pratique des arts plastiques était erronée, » et il n'insista pas contre l'évidence. Tous ses efforts cependant n'avaient pas été perdus. L'œil du poète et du savant s'était exercé à saisir sous tous ses aspects la nature sensible. Goethe avait raison de dire que, lorsqu'il s'occupait de dessin ou de peinture pour devenir peintre, il suivait une voie fausse, qui eût pu devenir funeste, s'il s'y était trop longtemps obstiné; mais il constatait en même temps qu'il devait de nombreuses et très précieuses connaissances à l'habitude prise par ses yeux de regarder les objets avec attention, dans leurs détails et dans leur ensemble.

(1) *Vérité et Poésie*, traduction Porchat, p. 194.

Cette occupation était parfaitement légitime et fructueuse lorsqu'il l'appliquait à son perfectionnement dans d'autres arts ou dans la science (1). Dans la suite, l'habitude qu'il avait de dessiner lui servit plus d'une fois pour saisir avec son crayon la forme idéale de la plante ou de l'animal que la réalité mobile et fuyante ne lui offrait nulle part, et que son imagination, s'aidant de nombreuses expériences et de savantes comparaisons, essayait de ravir, par une sorte de divination, à la mystérieuse nature. L'art plastique devint pour lui non plus un but, mais un moyen.

Le but de sa vie, en dehors de la poésie, ne fut plus que la science. C'est par elle qu'il tenta de s'assimiler le monde extérieur aussi complétement que cela est possible à l'homme. Et de fait la vraie conquête de la nature sur l'homme ne s'opère que par la science. Toutes les autres manières de s'en emparer sont plus ou moins illusoires et précaires. L'art, même l'art plastique, ne la saisit que pour la transformer : c'est une création nouvelle, dont la première est l'occasion et le thème. La science seule, tout en ayant l'air de la détruire par l'analyse, en réalité la livre entièrement à l'homme, qui la recompose dans sa pensée, non plus par un jeu plus ou moins poétique d'imagination, mais par un travail régulier de synthèse. Le savant, après avoir observé et comparé les phénomènes, après les avoir généralisés en lois, tient véritablement dans sa main quelques-uns des principaux ressorts de la nature. Il voit devant lui non plus une brillante apparence, un tumulte de faits, mais un ensemble de forces dont il a pénétré les actions et les réactions réciproques, dont il a saisi l'harmonie, dont en une certaine mesure il dispose. Connaître la nature, c'est la seule manière de la posséder.

Cette connaissance a ses limites sans doute, Goethe le sait, mais des limites mobiles qui reculent continuellement devant l'effort de l'homme. L'illusion de la métaphysique est de vouloir s'élancer par la pensée au-delà de ces bornes. La science positive se contente, en tout ordre de réalités, d'arriver à un *phénomène-principe*, auquel se suspend toute la chaîne des phénomènes secondaires. Aristote avait dit, après Platon, que l'étonnement est le commencement de la philosophie. A peu près dans le même sens, Goethe disait : « La situation d'esprit la plus élevée, c'est l'étonnement, » sans doute par opposition à cette situation vulgaire et basse d'intelligence où l'on accepte les phénomènes sans même les remarquer. L'ignorance étonnée est déjà un progrès sur l'ignorance qui ne s'étonne de rien. Le second état, l'état scientifique, c'est celui où

(1) *Conversations avec Eckermann*, t. Ier, p. 176, t. II, p. 132.

l'on contemple non plus des phénomènes secondaires, mais un phénomène primordial. « Quant à arriver plus haut, quant à aller plus loin, cela nous est refusé, ici est la limite; mais d'ordinaire ce simple spectacle ne suffit pas aux hommes : ils croient qu'ils pourront pénétrer plus avant, et ils ressemblent aux enfans qui, lorsqu'ils ont regardé dans un miroir, le tournent aussitôt pour voir ce qu'il y a derrière (1). » — « L'homme n'est pas né pour résoudre le problème du monde, mais pour chercher à se rendre compte de l'étendue du problème et se tenir ensuite sur la limite extrême de ce qu'il peut concevoir. Ses facultés, par elles-mêmes, ne sont pas capables de mesurer les mouvemens de l'univers, et vouloir aborder l'ensemble des choses avec l'entendement seul, avec la pensée spéculative, quand elle n'a qu'un point de vue si restreint, c'est un travail vain. »

Ce n'est donc pas par la métaphysique, par le travail illusoire des facultés purement subjectives, que l'on pourra résoudre, même partiellement, l'énigme du monde. Ce que l'on peut en résoudre ne se révèle qu'à l'observation intelligente et passionnée de la réalité; mais aussi quel bonheur quand il arrive que, dans ce livre divin ouvert devant nos yeux, quelque syllabe a été déchiffrée par un opiniâtre effort! « Il n'y a rien au-dessus de la joie que nous donne l'étude de la nature. Ses secrets sont, il est vrai, d'une profondeur infinie; mais il a été permis et accordé aux hommes de regarder toujours plus avant. Et c'est justement parce que nous ne pouvons atteindre le fond qu'elle exerce sur nous un charme éternel; toujours nous voulons approcher plus près, tenter de nouvelles découvertes. » Que de précautions ne faut-il pas pour s'assurer ou pour étendre cette précieuse conquête! Quelle vigilance! que de sagacité! « Il est souvent arrivé à la nature de laisser échapper un de ses secrets malgré elle; il faut épier l'occasion où elle se livre sans le vouloir. Tout est écrit quelque part, mais non pas où nous le supposons, ni à une seule place; ainsi s'explique ce qu'il y a d'énigmatique, de sibyllin, de discontinu dans nos observations. La nature est un livre immense renfermant les secrets les plus merveilleux, mais ses pages sont dispersées à travers tout l'univers; l'une est dans Jupiter, l'autre dans Uranus. Les lire toutes est donc impossible, et il n'y a pas de système qui puisse triompher de cette insurmontable difficulté. » Aucune autre étude ne fait mieux juger la force d'esprit et d'âme, la vigueur intellectuelle et même morale des hommes qui s'y livrent. Elle apprend à les connaître tels qu'ils sont. « On n'aperçoit pas aussi bien ailleurs les erreurs des sens

(1) *Conversations*, t. II, p. 95.

et de l'intelligence, les faiblesses et les énergies du caractère. Tout est plus ou moins élastique et incertain, et se laisse façonner plus ou moins; mais la nature n'entend pas ces plaisanteries : elle est toujours vraie, toujours sérieuse, toujours sévère; elle a toujours raison, et les fautes et les erreurs sont ici toujours de l'homme. Elle méprise l'impuissant; elle ne se donne et ne révèle ses secrets qu'au puissant, au sincère, au pur (1). »

II.

Cependant, quand on suit pas à pas l'histoire de l'esprit de Goethe, on est obligé de convenir que cette ardeur de savoir eut chez lui ses irrégularités et ses écarts. Nous avons vu, dans sa première jeunesse, avec quel zèle il poursuivit les sciences chimériques, un instant même l'alchimie, dont son imagination garde des traces profondes et qui tient une si grande place dans *Faust*. — Le *grand mystère* l'attire irrésistiblement. Parfois la lenteur des voies régulières irrite son impatience; il se jette dans les chemins de traverse et essaie de surprendre la nature, quand il désespère de la comprendre. Il revient bien vite aux vraies méthodes et à l'expérimentation. Lui-même a pris soin de nous exposer la suite de ses études, l'origine et la fortune de ses idées scientifiques, soit dans une série d'articles et de mémoires sur *l'histoire de ses travaux anatomiques et de ses études botaniques*, soit dans ses *correspondances* et ses *conversations*, où, revenant sans cesse sur ses occupations favorites, il montre en pleine lumière l'irritation que lui ont causée ses déceptions et ses mécomptes scientifiques, et laisse parler en liberté cette passion d'amour-propre avec laquelle il a défendu sa gloire de physicien et de naturaliste, la seule qui lui fût contestée.

Dès l'âge de vingt ans, à Strasbourg, où il est censé étudier la jurisprudence, nous le voyons abandonner les professeurs de droit pour courir aux leçons d'anatomie, aux cliniques; puis, épris d'une science nouvelle, il étudie en géologue la vallée du Rhin; il juge sur place la polémique superficielle et souvent puérile de l'école de Voltaire; il perd toute confiance « dans le vieil enfant opiniâtre, » lorsqu'il apprend que, pour discréditer la tradition d'un déluge, Voltaire nie l'existence des coquillages fossiles. « Pour moi, j'avais vu de mes yeux assez clairement, sur le Baschberg, que je me trouvais sur un ancien lit de mer desséché, parmi les dépouilles

(1) *Conversations*, etc., t. II, p. 90, 94, 225, 305, 308.

de ses antiques habitans. Oui, ces montagnes avaient été un jour couvertes par les flots. Si ce fut avant ou pendant le déluge, c'était pour moi une question indifférente. Il me suffisait de savoir que la vallée du Rhin avait été un golfe immense; on ne pouvait m'en ôter la conviction. » Il prenait parti pour la vraie science, celle qui n'examine que la réalité, contre la science de secte et de coterie, qui n'admet de la réalité que ce qui est favorable à son étroit point de vue, pour la théorie de Buffon, établie sur l'expérience, contre les hypothèses ridicules de Voltaire, fondées sur la passion. Du reste, il proclamait nettement qu'il n'entendait faire que de la science désintéressée, « ne songeant qu'à s'avancer dans la connaissance géologique des terres et des montagnes, quel que pût être le résultat de ses recherches (1). » Le véritable esprit scientifique s'annonce.

A Weimar, dès le commencement de son séjour dans cette ville, qu'il devait associer à l'immortalité de son nom, c'est d'abord Linné, dont il devait dire un jour « qu'après Shakspeare et Spinoza il est l'homme qui a agi sur lui avec le plus de force, » c'est Rousseau et les *Rêveries d'un Promeneur*, toutes empreintes d'une sorte de piété végétale, qui absorbent son attention. Dans les chasses du grand-duc, il aimait à interroger les gardes et les forestiers sur les différentes essences d'arbres, sur le mode et les lois de la reproduction. Il consultait des herboristes possesseurs de recettes mystérieuses, qui de père en fils préparaient des extraits et des esprits (2). Il parcourait les bois immenses de la Thuringe, cherchant à se rendre compte de la nature et de la formation de ce sol couvert de forêts aussi vieilles que le monde. Le docteur Bucholz, riche, plein d'ardeur et d'activité, excellent naturaliste et chimiste habile, fondait, sous les auspices du prince, une école pratique de botanique dans de vastes terrains aérés et bien exposés au soleil. Goethe s'intéressait vivement à ces essais, avec le grand-duc lui-même, avec toute la belle société de Weimar. « Les sciences et la poésie, les études profondes et la vie active se partageaient notre temps, et nous rivalisions de zèle entre nous. » Il emmenait avec lui aux bains de Carlsbad un jeune paysan, Dietrich, botaniste de race, comme beaucoup de ses compatriotes, et petit-fils d'un naturaliste de campagne, connu du grand Linné lui-même. Dietrich était avant le jour dans les montagnes, et apportait, au milieu de l'élégante société réunie près de la source, un riche butin de fleurs. « Tout le monde, mais surtout ceux qui s'occupaient de cette

(1) *Vérité et Poésie*, p. 422.
(2) *OEuvres d'histoire naturelle* de *Goethe*, trad. Ch. Martins, p. 188.

belle étude, prenait part à mes plaisirs. C'était en effet une science bien faite pour séduire que celle qui se présentait sous la forme d'un beau jeune homme, les mains chargées de plantes en fleur et donnant à chacune d'elles son nom d'origine grecque, latine ou barbare; aussi la plupart des hommes et même quelques dames cédèrent à l'entraînement général. » C'est tout un petit tableau, qui nous donne les impressions de l'artiste mêlées aux premières joies du savant. Dietrich ne savait rien au monde que la botanique, mais il connaissait la nomenclature de Linné et l'apprenait à Goethe par routine plutôt que par méthode. « J'entrai ainsi, d'une manière nouvelle, en communication avec la nature; je jouissais de ses merveilles, et en même temps les dénominations scientifiques qui frappaient mon oreille étaient l'écho lointain de la science, qui me parlait du fond de son sanctuaire. »

Bientôt cependant Linné ne lui suffit plus. Cette terminologie, fondée sur les apparences extérieures, lui semblait être d'une utilité purement empirique, pratique; elle n'apportait aucune lumière avec elle sur le mode de production et les vrais rapports des plantes. Caractériser les genres avec certitude et leur subordonner les espèces d'après cette méthode lui parut un problème insoluble. Il lisait bien, dans les manuels linnéens, comment il fallait s'y prendre, mais il ne pouvait espérer que jamais une seule détermination resterait incontestée, puisque, du vivant même de Linné, ses genres furent divisés, morcelés, et quelques-unes de ses classes détruites. Il en concluait que le plus sagace, le plus ingénieux des naturalistes n'avait soumis qu'*en gros* et d'une manière tout artificielle la nature à ses lois. « Mon admiration pour lui n'en fut pas diminuée, mais j'étais dans une perplexité singulière, et l'on peut se figurer quels efforts un écolier *autodidactique* comme moi dut faire pour sortir d'embarras. » Il comprit qu'au lieu de passer sa vie à poursuivre et à coordonner péniblement les phénomènes innombrables que présente un seul règne, il lui restait une autre voie plus conforme à la nature de son esprit. Les phénomènes de la formation et de la transformation des êtres organisés l'avaient vivement frappé. « La nature, dit-il énergiquement, lui semblait lutter avec l'imagination à qui des deux serait plus hardie et plus conséquente dans ses créations. » Les séjours fréquens qu'il faisait alors à la campagne furent utilisés pour l'étude autant que pour le plaisir. Ces deux sortes d'occupations si contraires s'accordaient sans peine dans la vie de Goethe, et n'en troublèrent jamais l'harmonie. Il remarqua que chaque plante choisit le site qui réunit toutes les conditions propres à la faire prospérer et à la multiplier. Il observa en outre que placées dans certains lieux, exposées à certaines influences, les es-

pèces semblent céder à la nature en se laissant modifier; elles deviennent alors des variétés, sans abdiquer leurs droits à une forme et à des propriétés particulières. L'idée de la métamorphose des espèces et des genres se formait peu à peu dans son esprit, timidement d'abord. « Je pressentis ces vérités en étudiant la nature sauvage, et elle jeta un jour tout nouveau pour moi sur les jardins et sur les livres. »

Mais son voyage en Italie fut une ère décisive dans l'histoire de ses idées. Goethe note ici, en passant, une observation générale d'une grande portée. « Tous les objets dont nous sommes entourés dès l'enfance conservent toujours à nos yeux quelque chose de commun et de trivial; quoique nous ne les connaissions que très superficiellement, nous vivons près d'eux dans un état d'indifférence tel que nous devenons incapables de fixer sur eux notre attention. Des objets nouveaux et variés éveillent au contraire l'imagination et excitent un noble enthousiasme; ils semblent nous désigner un but plus élevé, que nous nous sentons dignes d'atteindre. C'est là que réside le grand avantage des voyages, et il n'est personne qui n'en profite à sa manière. Les choses connues sont rajeunies par les rapports inattendus qui les lient à des objets nouveaux, et l'attention excitée amène des jugemens comparatifs. » Le passage des Alpes opéra en lui cette révolution d'esprit en le jetant brusquement dans une zone nouvelle et le rendant attentif aux influences si actives du climat. Le jardin botanique de Padoue lui fit comprendre tout d'un coup la richesse des végétations exotiques; il fut ébloui. Un hasard lui révéla son système : un palmier en éventail attira toute son attention. Les premières feuilles, qui sont simples et lancéolées, sortaient de terre; leur division allait en se compliquant de plus en plus, et enfin elles apparaissaient complétement digitées. A sa prière, le jardinier lui coupa des échantillons représentant la série de ces transformations, et il se chargea de plusieurs grands cartons pour emporter « cette trouvaille, » qui, analysée, donna naissance à une belle théorie. « Je les ai encore sous les yeux tels que je les recueillis alors, écrivait Goethe plus de quarante ans après, et je les vénère comme des fétiches qui, en éveillant et fixant mon attention, m'ont fait entrevoir les heureux résultats que je pouvais attendre de mes travaux. » Il se confirma dans cette idée, que ces formes qui nous frappent par leur diversité d'aspects ne sont point irrévocablement déterminées d'avance, mais qu'elles joignent à une certaine fixité une souplesse et une heureuse mobilité qui leur permettent de se plier, en se modifiant, à toutes les conditions variées que présente la surface du globe. Ces diversités de climat et de sol expliquent pour lui la transformation des genres en espèces, des

espèces en variétés et de celles-ci en variétés secondaires modifiées à l'infini sous l'influence de certains agens. « Et cependant la plante reste toujours plante, quand même elle incline çà et là vers la pierre brute ou vers une forme plus élevée de la vie. Les espèces les plus éloignées conservent un air de famille qui permet toujours de les comparer ensemble. Comme on peut les comprendre toutes dans une notion commune, je me persuadai de plus en plus que cette conception pouvait être rendue plus sensible, et cette idée se présentait à mes yeux sous la forme visible d'une plante unique, type idéal de toutes les autres. Je suivis les diverses formes dans leurs transmutations, et à mon arrivée en Sicile, terme de mon voyage, l'identité primitive de toutes les parties végétales était pour moi un fait démontré dont je cherchais à rassembler et à vérifier les preuves. »

A son retour d'Italie, il compose ce célèbre essai sur la *Métamorphose des Plantes*, publié en 1790, où se développe pour la première fois cette idée, adoptée aujourd'hui avec quelques explications restrictives, mais qui marque une date dans l'histoire de la botanique, de la transformation d'un organe unique, les cotylédons, qui deviennent successivement tous les autres organes du végétal. Calice, corolle, étamines, pistil, fruit et graine, ces noms divers marquent autant de phases variées dans la vie de la plante, ou plutôt dans l'épanouissement ou la contraction de l'organe primitif. La fleur n'est qu'un bourgeon dont les différens verticilles, alternativement épanouis ou revenus sur eux-mêmes, forment toutes les parties du végétal. Un rameau n'est qu'une plante nouvelle portée par une tige au lieu de tenir au sol, et un arbre est l'assemblage d'un grand nombre de plantes vivant toutes sur un tronc commun. Un bourgeon et une racine, voilà toute la plante, car la tige n'est que la réunion des racines de tous les bourgeons qui descendent les unes à côté des autres pour aller s'implanter dans le sol, et la fleur elle-même n'est qu'un bourgeon métamorphosé (1). Cette idée si simple, l'identité originelle de toutes les parties végétales, la feuille considérée comme l'organe fondamental, unique même, dont tous les autres ne sont que la transformation, est devenue élémentaire aujourd'hui; mais le temps n'était pas venu où des naturalistes, comme Keiser, écrivent : « La métamorphose est certainement la conception la plus vaste qu'on ait eue depuis longtemps en philosophie végétale, » où Nëes d'Esenbeck se propose d'étendre aux végétaux inférieurs l'idée morpho-

(1) Ch. Martins, *la Métamorphose des Plantes de Goethe* et *la Loi de Symétrie d'Aug. de Candolle.*

logique, où de Candolle l'adopte en la baptisant d'un autre nom (la théorie des *dégénérescences*), où Robert Brown, Knight et Lindley la propagent en Angleterre, où de Jussieu la signale avec éclat, de Mirbel l'explique en la ramenant à une généralisation plus vaste, Turpin lui-même l'illustre par le dessin en présentant à l'Académie des Sciences une esquisse idéale de la plante primitive et de ses transformations, — où, dans cette même Académie, Auguste Saint-Hilaire, chargé de rendre compte de l'essai de Goethe, prononce ces mémorables paroles : « analyser devant l'Académie le livre de Goethe sur la métamorphose, ce serait comme si on allait aujourd'hui offrir aux académies de Berlin ou de Saint-Pétersbourg un extrait du *Genera plantarum* d'Antoine-Laurent de Jussieu. L'ouvrage de Goethe est du petit nombre de ceux qui non-seulement immortalisent leurs auteurs, mais qui eux-mêmes sont immortels (1). » Ces temps de réparation et de justice étaient loin.

Au moment où le travail de Goethe paraît, les grandes vues qui le soutiennent encore, malgré les erreurs de détail, ne parviennent pas à vaincre la froideur du public. On le renvoie à la littérature. Par une sorte d'instinct jaloux, l'opinion publique ne veut pas avouer qu'un esprit puisse être deux fois grand, par la poésie et par la science. Il y eut des malentendus plaisans. Un de ses amis, effrayé d'abord par la nouvelle que le poète s'occupait de botanique, se rassura sur le titre du livre. « La *Métamorphose des Plantes*, je vois ce que c'est! s'écria-t-il; vous avez traité ce sujet à la manière d'Ovide : aussi suis-je bien impatient de lire vos gracieuses allégories de Narcisse, d'Hyacinthe et de Daphné métamorphosés en fleurs. » Un autre résumait ainsi l'intention secrète de l'ouvrage : « Goethe veut enseigner aux artistes à composer des arabesques avec des végétaux grimpans qu'il suit dans leur développement successif en se rapprochant de la manière des anciens. La plante aura d'abord des feuilles très simples, qui iront en se composant, se décomposant, se multipliant peu à peu, et deviendront de plus en plus compliquées à mesure qu'elles s'approcheront de l'extrémité. Là elles se réuniront pour former la fleur, disséminer les graines et recommencer une vie nouvelle. C'est tout simplement l'explication de certaines décorations antiques et le moyen d'en inventer de nouvelles. »

Quant aux savans, sauf une ou deux exceptions, ils furent unanimes dans les premières années pour opprimer la belle théorie de Goethe sous le plus injurieux silence. Avec quelle amertume, se

(1) *OEuvres scientifiques de Goethe*, par Ernest Faivre. — Les travaux d'histoire naturelle de Goethe forment deux ouvrages, l'un intitulé *Morphologie*, l'autre *Fragmens* 4 volumes publiés à Stuttgart en 1823.

souvenant de ces injustices et de ces mécomptes, Goethe revenait plus tard sur la pédanterie inhospitalière de la fausse science! Il l'expliquait ainsi : « Les questions scientifiques sont très souvent des questions d'existence. Une seule découverte peut faire la célébrité d'un homme et fonder sa fortune sociale. Voilà pourquoi règnent dans les sciences cette rudesse, cette opiniâtreté, cette jalousie des aperçus découverts par les autres. Dans l'empire du beau, tout marche avec plus de douceur; les pensées sont toutes plus ou moins une propriété innée, commune à tous les hommes; le mérite est de savoir les mettre en œuvre, et il y a naturellement là moins de place pour la jalousie. Mais dans les sciences la forme n'est rien; tout est dans l'aperçu découvert. Il n'y a là presque rien de commun à tous; les phénomènes qui renferment les lois de la nature sont devant nous, comme des sphinx immobiles, fixes et muets; chaque phénomène expliqué est une découverte, chaque découverte une propriété. Si on touche à une de ces propriétés, un homme accourt aussitôt avec toutes ses passions pour la défendre. Mais ce que les savans regardent aussi comme leur propriété, c'est ce qu'on leur a transmis et ce qu'ils ont appris à l'université. Si quelqu'un arrive apportant du nouveau, il se met en opposition par là même avec le *credo* que depuis des années nous ressassons et répétons sans cesse aux autres, et menace de renverser ce *credo;* alors tous les intérêts et toutes les passions se soulèvent contre lui, et on cherche par tous les moyens possibles à étouffer sa voix. On lutte contre lui comme on peut : on fait comme si on ne l'entendait pas, comme si on ne le comprenait pas; on parle de lui avec dédain, comme si ses idées ne valaient pas la peine d'être examinées, et c'est ainsi qu'une vérité peut très longtemps attendre pour se frayer son chemin (1). » Ce fut toujours là le point vulnérable, sensible jusqu'à l'irritation, parfois cicatrisé, jamais guéri, de cette âme, si fière d'ailleurs et si forte.

Cependant, en attendant le succès de sa doctrine de la métamorphose et comme consolation inespérée des mécomptes du présent, Goethe rencontra l'amitié de Schiller, qu'il dut précisément à ses travaux de naturaliste. Ce fut en 1794 que se fit cette rencontre, qui eut dans sa vie intellectuelle l'importance d'un événement. « Au milieu de ce pénible conflit, tous mes désirs, toutes mes espérances furent dépassés par mes relations avec Schiller, qui prirent alors naissance, et que je puis regarder comme le plus grand bonheur qui me fût réservé dans mon âge mûr. J'en eus l'obligation à mes travaux sur la métamorphose des plantes, par lesquels furent écartés

(1) *Conversations*, t. Ier, p. 75.

les malentendus qui m'avaient longtemps éloigné de lui. » Ces malentendus étaient de plus d'un genre. Il serait puéril de prétendre les réduire à une misérable question d'amour-propre. Les deux âmes de Schiller et de Goethe étaient faites de ce métal divin que n'altère pas l'odieuse aigreur de l'envie. Ils montrèrent tous deux plus tard, dans une magnifique fraternité de génie, combien la gloire de l'un était chère à l'autre; mais des méthodes différentes de travail, des idées opposées sur la source de l'inspiration et même sur certains caractères de l'art, l'opposition de l'hellénisme, qui s'épure de plus en plus dans l'intelligence de Goethe par la connaissance de l'art antique, avec ce romantisme désordonné et paradoxal qui avait éclaté dans les premières œuvres de Schiller, *les Brigands*, *Don Carlos*, surtout la culture profondément kantienne et idéaliste de l'un en contraste avec le panthéisme naturaliste de l'autre, tout cela faisait que, malgré les essais d'amis communs et les tentations du voisinage, un rapprochement semblait impossible. Nul ne pouvait nier, dit spirituellement Goethe, qu'entre deux antipodes intellectuels il y avait plus qu'un diamètre terrestre. On vit cependant qu'il pouvait exister entre eux une relation.

Un jour, à Iéna, le hasard, qui fut ce jour-là une providence, les fit se rencontrer à la sortie d'une séance de la Société des sciences naturelles. La conversation s'engagea. Schiller paraissait s'intéresser à ce qui s'était dit, mais il critiqua cette méthode morcelée et fragmentaire qui dominait alors dans la science. Goethe, qui se trouvait là sur son terrain, charmé d'y voir venir Schiller, répondit qu'il y avait peut-être une autre manière de traiter la nature, qui, au lieu de la prendre par fragmens isolés, la présentait vivante et agissante, tendant de l'ensemble aux parties. Schiller, attiré, suivit son illustre interlocuteur et franchit la porte de sa maison. Goethe, pour qui la présence d'un hôte pareil valait le plus grand auditoire, exposa vivement la métamorphose des plantes, et en quelques traits de plume caractéristiques il fit naître sous ses yeux une plante symbolique. Son hôte écoutait, considérait la figure avec un grand intérêt, comprenait tout, mais pour tout ramener à son idéalisme. « Ce n'est pas là une expérience, s'écria-t-il, c'est une pure conception de votre esprit, c'est une idée. » La vieille querelle, entretenue à distance, allait d'un coup se réveiller. Goethe la détourna d'un mot ingénieux. « Je suis fort satisfait, répondit-il, d'avoir des idées sans le savoir, et de les voir même de mes yeux. » La discussion resta pacifique sans cesser d'être vive; à la fin, une trêve fut conclue. Puisque Schiller appelait *idée* ce que Goethe appelait *expérience*, il y avait donc entre l'un et l'autre quelque accommodement, quelque relation. Le premier pas était fait, « et c'est ainsi

que, par la grande lutte entre le sujet et l'objet, cette lutte qui ne sera peut-être jamais terminée, nous scellâmes une alliance qui ne fut jamais rompue et qui fut suivie des plus heureux résultats. Pour moi en particulier, ce fut un nouveau printemps dans lequel on vit tout germer, tout éclore, la séve s'épanouir en rameaux et s'élancer joyeusement au dehors (1). »

Il était dans la destinée de Goethe, et je dirai même dans la condition humaine, de voir contester par les savans ou systématiquement supprimer par leur indifférence affectée le premier résultat de ses expériences et de ses intuitions en histoire naturelle. Il ne fut pas plus heureux pour ses travaux d'anatomie qu'il ne l'avait été d'abord pour la métamorphose des plantes. A Weimar, il était devenu passionné pour la botanique. A Iéna, il était devenu anatomiste. Il avait suivi les cours, disséqué sous la direction du professeur Loder (2); dès l'année 1780, il était sur la voie d'une idée féconde, qui n'est rien moins que l'idée-mère de l'anatomie philosophique. Il nous dit que dès cette époque il travaillait à l'établissement d'un type organique : il lui fallait par conséquent admettre que toutes les parties de l'animal, prises ensemble ou isolément, doivent se trouver dans tous les animaux. Or Camper et Blumenbach niaient l'existence chez l'homme de l'os intermaxillaire, et fondaient sur ce caractère une différence essentielle entre l'homme et le singe. Goethe essaya de prouver que c'était une erreur, et par une série d'expériences et de dessins comparatifs il réussit à donner à son opinion la force d'une démonstration. Il publia ses recherches en 1786 dans un mémoire : *De l'existence d'un os intermaxillaire supérieur chez l'homme comme chez les animaux*. Ce fut une des grandes émotions de sa vie. Je doute qu'aucune création de son art lui ait donné une joie aussi vive que la découverte de cet os équivoque, restitué au squelette humain. Il écrit à Mme de Stein qu'il en est ému jusqu'au fond des entrailles. Malheureusement les partisans de Camper et Camper lui-même restèrent incrédules. Ce n'est que plus tard que la modeste découverte du poète obtint droit de cité dans la science. Une idée beaucoup plus importante, l'analogie du crâne et de la vertèbre, conçue par lui dès 1790, ne fut développée qu'en 1820. La conséquence de ces divers travaux était la conception du type ostéologique. C'est dans cet ordre d'études que l'esprit généralisateur du poète pouvait se déployer à l'aise. Dans une foule de mémoires, dont le plus important est l'*Introduction à l'anatomie comparée fondée sur l'ostéologie*, Goethe, poursuivant

(1) *Annales*, traduction déjà citée, p. 223.
(2) *OEuvres d'histoire naturelle de Goethe*, traduction Ch. Martins, p. 98.

pour l'organisme animal cette vue d'unité qu'il a montrée réalisée dans le monde végétal, s'efforce de ramener tous les animaux à un seul type et tous les os du squelette à un os unique (la vertèbre), comme il a ramené tous les organes des plantes au cotylédon. Dans ce travail, comme dans ceux qui le suivirent à différens intervalles, tous consacrés à la zoologie, se trouvent répandus, à travers bien des témérités et des opinions paradoxales, une multitude de principes simples et larges qui depuis ce temps ont passé dans la science. Il ne faut pas oublier, parmi les travaux scientifiques du grand poète, le mémoire sur *l'Expérience considérée comme médiatrice entre le sujet et l'objet* (1793).

Il fallait bien que la part du poète se marquât même dans le savant, et que l'imagination, cette faculté maîtresse de la poésie, troublât, au moins une fois, dans cet ordre d'études, l'équilibre de cette belle intelligence. Il y eut toujours, on l'a vu, dans ce cerveau si merveilleusement organisé, un coin pour le chimérique. C'est là qu'avait régné, dans sa première jeunesse, la chimie mystique de Mlle de Klettenberg; c'est là qu'avait dominé pendant quelque temps Paracelse, là enfin que l'illuminisme humanitaire de Lavater avait pénétré un jour. Plus tard, par l'effet d'une combinaison singulière entre l'esprit scientifique et l'esprit de chimère, c'est là que prirent naissance les illusions systématiques, les expériences ingénieusement fausses, les raisonnemens pleins d'une ruse innocente sur lesquels se fondait dans l'esprit du poète la trop célèbre théorie des couleurs. On le surprend encore une fois abandonnant la voie des belles découvertes pour se jeter dans de véritables aventures d'idées avec cette intrépidité qui ne sert qu'à mener plus loin dans le faux un vigoureux esprit. Il n'entreprend rien moins que de faire la guerre à Newton, de renverser sa théorie sur la composition du rayon lumineux et de renouveler l'optique (1). Tandis que toute la physique moderne est d'accord pour admettre, d'après l'expérience positive du prisme, que la couleur provient de la lumière, et que les objets diversement colorés ne font que réaliser les conditions diverses à l'aide desquelles le rayon lumineux est décomposé en ses couleurs primitives, Goethe imagine et pose en principe que l'obscur a une réalité aussi bien que le clair, que la clarté et l'obscurité sont dans une perpétuelle opposition. Tout son système s'ensuit. L'obscur ayant une valeur objective comme le clair et se trouvant en antagonisme perpétuel avec lui, les couleurs s'expliquent par un mélange de l'obscur et du clair à différens de-

(1) Voir dans M. Faivre l'analyse détaillée et l'historique de cette théorie des couleurs, chapitres IV, V, VI, VII, dans la deuxième partie des *OEuvres scientifiques de Goethe.*

grés. Du côté lumineux naissent le jaune, le jaune orangé et le rouge, par suite d'un affaiblissement graduel de l'intensité lumineuse; le jaune n'est donc qu'un blanc légèrement obscurci. Du côté de l'obscurité se développent le bleu, le violet, le rouge; le bleu n'est donc qu'un noir légèrement éclairci. Le rouge établit la transition entre la lumière et l'ombre; il est la synthèse de l'une et de l'autre. Ce faux système et les expériences illusoires par lesquelles il essaie de le soutenir remplissent plusieurs années de sa vie. Au milieu du bouleversement de l'Allemagne, pendant que sa patrie est en feu, à l'heure suprême de la bataille d'Iéna, Goethe ne rêve que chambre obscure, microscope solaire, prismes, lentille. L'ennemi de la patrie n'est pas pour lui Napoléon, c'est Newton. En 1810 enfin, après d'innombrables travaux, il publie le *Traité des Couleurs*, ouvrage considérable par la force de conception dans les détails, par les ressources d'esprit, par les recherches historiques, par l'ingénieuse variété des expériences et les ravissantes applications que l'auteur fait de sa théorie aux beaux-arts, autant qu'illusoire par son hypothèse fondamentale et stérile pour le vrai progrès de la science. Hegel seul, parmi les hommes célèbres de son temps, adopte avec un enthousiasme compromettant cette théorie, qui semblait inventée pour fournir à son système une application inespérée. Quelle bonne fortune pour l'antinomie fondamentale de l'être et du non-être réconciliés dans le devenir que cette *thèse* du clair, cette *antithèse* de l'obscur, réconciliées dans la gradation et la dégradation des couleurs, qui ne sont, dans cet ordre de phénomènes, qu'un perpétuel devenir! Mais, hélas! que valait le suffrage de Hegel lui-même au prix de la grande humiliation qui vint de Paris? Malgré les vives sollicitations et l'active influence de M. Reinhard, l'Académie des Sciences refuse de faire un rapport. L'un des commissaires garde le silence; Delambre se borne à dire : « Des observations, des expériences, et surtout ne commençons point par attaquer Newton! » Cuvier, plus dédaigneux encore, déclare qu'un tel travail n'est pas fait pour occuper une académie, et l'on passe à l'ordre du jour.

Ainsi cette guerre, imprudemment entreprise contre Newton, se terminait par un désastre. On peut dire que ce fut là le grand souci de la vie de Goethe, bien plus encore que l'insuccès provisoire de ses essais en histoire naturelle. Sans doute il sentait instinctivement que *la Métamorphose des plantes* aurait son jour dans la science. Cette assurance dans l'avenir l'abandonnait un peu quand il s'agissait de sa chère théorie, si rudement malmenée dans le monde scientifique, et que ses infortunes lui rendaient plus chère encore. Il y revient constamment, se plaignant de l'ingratitude

des hommes, accusant les coalitions, les coteries, le pédantisme, l'érudition officielle, le grimoire d'école, mais surtout l'infatuation des mathématiciens, qui, l'attaquant du côté de ses ignorances, lui déniaient le droit de traiter de l'optique sans avoir la clé de la haute physique, le calcul, le nombre. Cela du moins nous a valu cette charmante tirade, le meilleur résultat de la *Théorie des Couleurs:* « J'honore les mathématiques comme la science la plus élevée et la plus utile tant qu'on l'emploie là où elle est à sa place; mais je ne peux approuver qu'on en fasse abus en dehors de son domaine, et là où la noble science semble une niaiserie. Comme si un objet n'existait que si on peut le prouver par les mathématiques! Ne serait-il pas fou celui qui ne voudrait croire à l'amour de sa maîtresse que si elle peut le lui prouver mathématiquement? Elle lui prouvera mathématiquement sa dot, mais non son amour. Ce ne sont pas non plus les mathématiciens qui ont trouvé la métamorphose des plantes! Je suis venu à bout de tout sans mathématiques, et il a bien fallu que les mathématiciens en reconnaissent la valeur. Pour comprendre les phénomènes de la *Théorie des Couleurs*, il ne faut rien de plus qu'une observation nette et une tête saine; ce sont deux choses plus rares qu'on ne croit. »

Vers la fin de sa vie, il lui vint un disciple; mais quel disciple modeste! Eckermann, longtemps endoctriné, Eckermann, son confident, d'ailleurs parfaitement étranger à toute science positive, se crut un jour touché de la grâce, se mit à étudier avec ferveur le beau livre si mal reçu par les hommes ingrats, et commença lui-même à faire des expériences dans le sens de la théorie. Quelle ne fut pas la joie de Goethe! « C'est que, lui disait-il naïvement, je ne fais pas trop de cas de tout ce que j'ai produit comme poète. D'excellens poètes ont vécu en même temps que moi, de plus grands que moi ont vécu avant moi, et il en viendra de pareils après moi; mais que j'aie été dans mon siècle le seul qui, dans la science difficile de la théorie des couleurs, ait vu la vérité, voilà ce dont je suis fier et ce qui me donne le sentiment de ma supériorité sur un grand nombre d'hommes. » Eckermann, avec son enthousiaste ignorance, entrait de plus en plus dans la théorie. O fragilité des espérances humaines! Être sur le point d'avoir un disciple, n'en avoir qu'un, et le perdre! Il arrive un jour à Eckermann de découvrir dans la *Théorie des Couleurs* une explication contraire aux faits. Après bien des hésitations, avec des circonlocutions, il confesse à Goethe la tentation, le doute dont il est assailli. A peine a-t-il commencé à parler que le visage serein et calme de Goethe s'assombrit, et le disciple éperdu voit trop clairement que le maître n'accueille pas ses critiques. Les épigrammes, l'ironie, tombent sur lui. « La seule

chose bonne qui soit en vous, lui fut-il dit d'un air sec, c'est qu'au moins vous, vous êtes assez honnête pour dire tout droit ce que vous pensez; » puis, se ravisant, un peu confus peut-être de sa rapide colère: « Il se passe pour ma théorie des couleurs, continua Goethe d'un air plus gai, ce qui s'est passé pour la doctrine chrétienne. On croit quelque temps avoir des disciples fidèles, et avant que l'on y ait pris garde, ils se séparent de vous et forment une secte! Vous êtes un hérétique comme les autres, car vous n'êtes pas le premier qui m'ait abandonné. Je me suis séparé des hommes les meilleurs pour des divergences sur quelques points de cette théorie. » Et il lui cita des noms connus, en le reconduisant doucement jusqu'à la porte, sans pouvoir s'empêcher, sur le seuil, de lui jeter encore, moitié riant, moitié se moquant, quelques mots sur les hérétiques et l'hérésie (1).

Cet insuccès persistant et définitif fut le seul chagrin qui, dans les dernières années de Goethe, déconcerta parfois son tranquille bonheur au milieu des enthousiasmes de sa patrie, et vint troubler la sérénité de sa vivante apothéose. Depuis 1815, ses belles découvertes en botanique, ses vues élevées en anatomie, étaient sorties victorieusement de l'ombre et dominaient l'indifférence injuste de la science aussi bien que la défiance systématique de l'opinion. Les relations de Goethe s'étendent presque dans tout le monde civilisé, une vaste correspondance le tient au niveau des idées et en commerce avec toutes les grandes intelligences scientifiques de son temps, à Berlin, à Londres, à Paris. La dernière période de cette longue vie s'écoule et s'achève ainsi dans cette incroyable activité d'esprit, enfin triomphante sur les principaux points, et dans la joie calme de cette curiosité universelle que l'âge n'a pu refroidir. Tous les progrès de la botanique, de l'anatomie, de la physique, de la chimie, de la géologie, dont il a toujours étudié avec passion les différens systèmes, tous les travaux, les découvertes, les grandes expériences, lui deviennent présens et familiers. Il se tient là, à Weimar, dans son cabinet d'études, comme dans un centre d'observations où convergent les idées nouvelles. Il ne reste étranger à aucun succès, à aucun talent, à aucune question, à aucun débat. A quatre-vingts ans et plus, tandis qu'il résume et refond ses travaux scientifiques, tandis qu'il écrit le quatrième livre de ses *Mémoires* et qu'il achève les dernières scènes de *Faust*, il suit avec un intérêt vif et un jugement excellent tantôt ces belles leçons par lesquelles MM. Guizot, Cousin, Villemain, renouvelaient dans tous les genres, dans l'histoire, dans la critique et la philosophie, l'es-

(1) *Conversations*, traduction citée, t. II, p. 98; — t. Ier, p. 225, etc.

prit français, tantôt les phases si animées de ce grand duel scientifique que se livraient Cuvier et Geoffroy Saint-Hilaire sur les principes de la nature, et qui partageaient l'Europe et la science : heures mémorables où la Sorbonne et l'Institut tenaient ainsi le monde savant sous le charme de leurs talens et sous l'empire de leurs idées!

Quelle belle scène que celle où nous saisissons, lors de ce grand débat, sous la prose d'ordinaire un peu endormie d'Eckermann et cette fois éveillée, les ardeurs toujours jeunes du génie! Les nouvelles de la révolution de juillet arrivaient à Weimar le lundi 2 août 1830. Toute la ville était en mouvement. Eckermann alla chez Goethe dans le cours de l'après-midi. « Eh bien! lui cria Goethe en le voyant, que pensez-vous de ce grand événement? Le volcan a fait explosion : tout est en flammes, ce n'est plus un débat à huis-clos! — C'est une terrible aventure, répondit Eckermann; mais dans des circonstances pareilles, avec un pareil ministère, pouvait-on attendre une autre fin que le renvoi de la famille royale? — Nous ne nous entendons pas, mon bon ami, dit Goethe. Je ne vous parle pas de ces gens-là. Il s'agit pour moi de bien autre chose! Je vous parle de la discussion, si importante pour la science, qui a éclaté publiquement entre Cuvier et Geoffroy Saint-Hilaire. » Et comme Eckermann restait muet et interdit : « Le fait est de la plus extrême importance, continua Goethe, et vous ne pouvez vous faire une idée de ce que j'ai éprouvé à la nouvelle de la séance du 19 juillet. Et voyez combien est grand en France l'intérêt de cette affaire, puisque, malgré les terribles agitations de la politique, la salle était pleine à cette séance. La méthode synthétique ne reculera plus maintenant, voilà ce qui vaut mieux que tout. La question est devenue publique, on ne l'étouffera plus... Voilà cinquante ans que je travaille à cette grande question; j'ai commencé seul; j'ai rencontré plus tard quelques secours, et enfin à ma grande joie j'ai été dépassé par des esprits de ma famille. Quand j'ai envoyé à Pierre Camper un premier aperçu sur l'os intermaxillaire, à ma grande tristesse, je suis resté complétement incompris; je ne réussis pas mieux avec Blumenbach : cependant, après des relations personnelles, il se rangea à mon avis. J'ai ensuite gagné des partisans dans Sœmmering, Oken, Dalton, Carus et d'autres hommes également remarquables; mais voilà que Geoffroy Saint-Hilaire passe de notre côté, et avec lui tous ses grands disciples, tous ses partisans français! Cet événement est pour moi d'une importance incroyable, et c'est avec raison que je me réjouis d'avoir assez vécu pour voir le triomphe général d'une théorie à laquelle j'ai consacré ma vie, et qui est spécialement la mienne. » Geoffroy Saint-Hilaire

a pris en main la défense de la *grande idée*. « Et maintenant je peux mourir! » s'écrie Goethe, non pas sans avoir consacré ses dernières veilles à un long et fidèle mémoire sur la discussion de l'Institut. Il mourait en effet quelques mois après avoir initié l'Allemagne à ses grandes espérances.

Telle fut la vieillesse et telle aussi la vie scientifique de Goethe. On s'étonne, quand on vient à penser que dans l'intervalle de ces travaux, qui suffiraient à remplir une laborieuse existence, le même esprit produisait sans relâche des œuvres dont quelques-unes feront l'admiration de tous les siècles. Le caractère de ce génie, c'est l'immensité. S'il existe des génies plus profonds, je n'en connais pas de plus vastes, et dont l'activité se soit portée aussi loin en même temps dans toutes les directions de la pensée.

III.

Goethe n'est plus à juger comme naturaliste, et notre incompétence personnelle se garderait bien d'ajouter une appréciation à toutes celles dont il a été l'objet. Les savans les plus autorisés ont analysé ses travaux, exposé ses idées pour les approuver ou les discuter : en Allemagne, Clemens, Carus, Oken, Schmidt, Bertholdt, Hermoltz, et le dernier de tous, Virchow; en Angleterre, Lewes au second volume de sa *Vie de Goethe;* en France, dès 1836, Étienne Geoffroy Saint-Hilaire dans les *Comptes-Rendus* de l'Académie des Sciences, puis notre collaborateur M. Charles Martins, auteur d'une excellente traduction des œuvres d'histoire naturelle du poète, avec des éclaircissemens et des notes qui nous ont été d'un grand secours; en 1838, M. Littré, qui a publié ici même (1), à l'occasion de cette traduction, un savant article; tout récemment enfin, l'ouvrage de M. Ernest Faivre, conclusion naturelle de ces divers travaux qu'il résume et qu'il complète par une analyse très détaillée des meilleurs écrits du poète sur la botanique, l'anatomie comparée, la géologie et l'optique, en même temps que par une appréciation générale de ses doctrines en histoire naturelle. Tous deux, MM. Ch. Martins et Faivre, ont étudié avec un tel soin cette partie des œuvres de Goethe, qu'ils ont fait leurs obligés de tous ceux qui reviennent à ce grand sujet. Si ce n'est pas précisément une découverte, c'est du moins en France une prise de possession.

L'objet que nous nous proposons ici n'est pas le même. Nous ne prétendons examiner les travaux scientifiques de Goethe que dans

(1) *Revue* du 1er avril 1838.

leurs rapports avec sa philosophie. Un esprit généralisateur comme celui-là n'a pu se restreindre à quelques découvertes ni à quelques aperçus de détail. Il a certainement cédé à l'attrait souverain des grandes vues; il a dû concevoir à sa façon la nature après en avoir observé les phénomènes avec toute l'attention dont il était capable. Comment cette conception de la nature s'est-elle progressivement formée dans son esprit? Par quels degrés de généralisations successives sa pensée s'est-elle élevée jusqu'à ces hauts sommets d'où elle domine encore une partie de son temps et de son pays? Telle est la question que nous avions constamment devant les yeux lorsque nous parcourions avec curiosité ces riches domaines, moins spécialement réservés que l'on ne pourrait le croire, accessibles même aux profanes, la *Morphologie* et les *Fragmens d'histoire naturelle*. Dans le savant nous cherchions le philosophe. L'avons-nous trouvé? tenons-nous enfin les véritables sources de la philosophie de Goethe?

Si l'on a suivi, dans le tableau que nous venons de tracer, les travaux scientifiques de Goethe, on a pu voir que ses découvertes positives ne sont pas très nombreuses : la métamorphose des plantes, l'os intermaxillaire dans le squelette humain, l'analogie du crâne et de la vertèbre. Encore la priorité de cette dernière théorie, les vertèbres crâniennes, lui a-t-elle été vivement disputée, soit par Oken, qui en a donné en 1807 le développement scientifique, soit par d'autres adversaires qui ont signalé pour la première fois cette vue dans les leçons du professeur Peter Franck dès 1792, tandis que l'*Histoire de mes travaux anatomiques*, où Goethe a publié ses idées sur ce sujet, n'a paru qu'en 1820. Néanmoins l'auteur déclare expressément « que depuis trente années il était convaincu de cette affinité secrète du crâne et de la vertèbre, » et la preuve en est dans ses lettres et ses cahiers de morphologie. Quoi qu'il en soit de cette contestation et de bien d'autres qui n'ont épargné ni sa découverte de l'os intermaxillaire, ni même sa théorie de la métamorphose des plantes, dont la *Philosophie botanique* de Linné contient le germe, ce n'est pas dans les résultats positifs des travaux de Goethe qu'il faut chercher la mesure de sa valeur scientifique. Elle est ailleurs, dans les aperçus philosophiques sur la science de la nature répandus à travers tous ses écrits d'une main presque prodigue. C'est là qu'on peut prendre une juste idée de cet esprit si compréhensif et si pénétrant.

De l'aveu de tous les grands naturalistes du XIXe siècle, de Cuvier lui-même comme de Geoffroy Saint-Hilaire et de Humboldt, Goethe a marqué avec décision les voies nouvelles où cette science allait s'avancer à grands pas. Il a défini en traits parfois admirables la méthode synthétique; il a exposé sous mille formes variées

et traduit dans les plus élégantes formules les beaux résultats de cette méthode : l'unité organique, qu'il appelle *unité de type*, et toutes les lois qui en dépendent, celle des métamorphoses, la connexion des parties, le balancement des organes (1). Il n'est resté étranger à aucune de ces grandes conceptions qui ont fondé ou renouvelé l'anatomie philosophique; il les a toutes pressenties ou devinées dans le même temps que ceux qui en ont été les plus grands interprètes. Il s'est emparé le premier dans ce siècle, avec une force et une autorité qu'aucun autre jusqu'à Geoffroy Saint-Hilaire n'a égalées, de cette idée maîtresse de la science, à savoir que, pour l'accomplissement des actes de la vie, la nature semble s'être dissipée dans la profusion des détails, dans la multiplicité des organes et la variété des formes, mais que, pour le regard de l'observateur attentif au fond des choses, cette diversité de formes et d'organes recouvre une unité mystérieuse, sensible par ses effets, qui rattache les êtres les uns aux autres et les domine tous, — qu'une industrie suprême compense par la généralité des lois l'incroyable fécondité des combinaisons, — que partout, prodigue de variétés, avare d'innovations, l'énergie créatrice diversifie à l'infini la vie en lui assignant, dans quelques conditions très simples et très générales, une limite qu'elle ne peut franchir, — enfin que tout, dans le *cosmos*, semble obéir à des règles uniformes et constantes qui, bien observées, saisies dans leur simplicité essentielle à travers le tumulte des faits et la complexité des phénomènes, nous révèle le procédé fondamental, la loi même du travail de la nature. Cette conviction, qui anime tous les écrits de Goethe et inspire tous ses travaux, n'est-elle pas en soi le résultat le plus élevé de l'étude du monde organique et la marque même de l'esprit scientifique? Si elle s'est égarée en s'exagérant sous l'obsession de l'idée spinoziste, si elle a fini par aboutir à une conception panthéistique de la nature, c'est qu'alors Goethe a cessé d'être fidèle à ce même esprit scientifique qui n'autorise pas de semblables conclusions. Le métaphysicien a fini par entraîner le naturaliste.

Une des parties les plus remarquables de sa philosophie naturelle est sans contredit l'ensemble de ses vues sur la méthode.

(1) Peut-on exprimer avec plus de grâce et de précision à la fois cette loi du balancement des organes que ne l'a fait Goethe dans les lignes suivantes : « La nature, comme doit le faire un bon administrateur, s'est fixé une certaine somme à dépenser, un certain budget; elle se réserve un droit absolu de virement d'un chapitre à un autre, mais elle ne dépasse jamais dans les dépenses le total fixé. Si elle a trop dépensé d'un côté, elle fait ailleurs une économie égale, et toujours elle arrive à une balance en équilibre parfait. » (Mémoire de Goethe sur la discussion de Geoffroy Saint-Hilaire et de Cuvier.)

Elles sont indiquées dans un petit traité dont le titre significatif est : *De l'Expérience considérée comme médiatrice entre l'objet et le sujet* (1793). Goethe prétend se maintenir à égale distance des témérités de la philosophie spéculative et des timidités de l'empirisme baconien. Dans l'observation minutieuse, l'esprit est absorbé par les détails de l'objet : il ne réagit pas sur ce qu'il examine, il ne le domine pas; il devient le contemplateur passif du fait. Dans la spéculation pure, l'esprit tout entier a la prétention insensée de créer l'objet, de le tirer avec sa réalité et ses phénomènes des profondeurs de sa propre pensée. Cette grande querelle du sujet et de l'objet, c'est l'expérience bien comprise, bien dirigée, qui la termine. Elle se fait médiatrice entre les deux termes et les réconcilie dans une méthode féconde, qui est un empirisme sans doute, mais relevé, éclairé par l'entendement. La véritable expérience fait donc sa part équitable à l'intelligence, qui saisit, compare, coordonne et perfectionne l'observation; elle applique et emploie *cette force indépendante et en quelque sorte créatrice*, mais en la régularisant, en la surveillant, en s'y confiant sans s'y abandonner. Les conditions de cette surveillance sont établies avec le plus grand soin : il faut se tenir en garde contre toute précipitation, en garde surtout contre ses propres résultats, s'observer incessamment soi-même. L'origine la plus ordinaire des erreurs scientifiques étant dans le parti-pris de l'observateur, qui cherche à faire cadrer immédiatement une observation avec son opinion préconçue ou sa manière de voir, l'art est de varier les *expériences isolées* et de les lier entre elles. On arrive ainsi à former, sur un sujet déterminé, une série d'expériences que Goethe appelle *congénères*, qui se touchent immédiatement, qui se lient entre elles, comme les faits dans la réalité, et qui, lorsqu'on les considère dans leur ensemble, ne forment, à proprement parler, qu'une seule expérience, présentée sous mille points de vue différens (1).

Mais c'est dans les *Pensées* (2) que l'on pourrait recueillir les plus belles vues sur l'art d'interroger la nature, sur la nécessité d'établir l'expérience comme intermédiaire entre l'esprit et le monde extérieur, sur la fécondité de la synthèse, sans laquelle l'analyse languit et meurt dans l'inutile nomenclature des détails, sur le sens intérieur des grandes découvertes et l'harmonie préétablie entre la réalité, qui est dans l'objet, et la vérité, qui est dans l'esprit. Cette forme libre des *aphorismes* convient mieux à Goethe que le développement continu d'un principe philosophique. On sent qu'il a

(1) *OEuvres d'histoire naturelle de Goethe*, trad. Ch. Martins, p. 13, etc.
(2) Traduction Porchat, t. Ier, p. 479.

beaucoup médité sur ces grands sujets, mais que le temps ou le goût lui a manqué pour donner une forme régulière à ses méditations. En général, il aime peu tout ce qui ressemble au didactique. Aussi ses réflexions se présentent sans ordre, elles se ramassent dans des maximes elliptiques, heurtées, pressées, qui éclatent et produisent sur l'esprit du lecteur l'effet d'une scintillation continuelle d'éclairs. Plusieurs, dans la précipitation de la formule qui les a retenues et fixées au passage, sont restées obscures, d'autres sont fort contestables et impliquent une conception arbitraire de la nature; mais combien il y en a qui, semées au hasard, jetées avec une sorte de négligence ironique ou de hautaine indifférence, ouvrent à l'esprit de soudains et grands aperçus sur la réalité ou sur la science! Nous en rappellerons quelques-unes qui résument l'esprit philosophique de sa méthode dans sa hardiesse et ses témérités. « — Propriété fondamentale de l'unité vivante : se diviser, se réunir, se déployer dans l'universel, persister dans le particulier, se transformer, se spécifier..... Formation et dépérissement, création et destruction, naissance et mort, tout agit pêle-mêle. De là nécessité d'appliquer l'analyse et la synthèse à cette réalité fuyante : « si toute la nature est une composition et une décompositon perpétuelles, il s'ensuit qu'en observant cet état de choses prodigieux, les hommes devront faire comme la nature, composer et décomposer tour à tour. » Et ailleurs : « Pour me préserver d'erreurs, je considère tous les phénomènes comme indépendans les uns des autres, et je m'efforce de les isoler. Ensuite je les considère comme des termes corrélatifs, et par l'enchaînement ils prennent une véritable vie. » — Du reste qu'y a-t-il au fond de cette querelle éternelle de l'universel et du particulier? « Qu'est-ce que l'universel? Le cas individuel. Qu'est-ce que le particulier? Des millions de cas. L'universel et le particulier coïncident. Le particulier est l'universel manifesté dans diverses conditions. Pour concevoir que le ciel est bleu partout, on n'a pas besoin de faire le tour du monde. » A qui sait comprendre les choses, toute réalité est déjà théorie, car tout fait contient l'universel. L'art est de l'y saisir et de l'en dégager. On voit d'après cela à quoi se réduit le débat séculaire entre l'analyse et la synthèse, entre la perception du *particulier* ou du détail et l'intuition de l'*universel* ou de l'ensemble.

L'esprit analytique est le sens de l'individuel, l'esprit synthétique le sens de l'universel. Toutes ces querelles de l'analyse et de la synthèse sont vaines; elles ne dureraient pas longtemps, si ces deux termes ne représentaient deux familles d'esprits qui semblent originellement et éternellement distinctes. Chaque analyse suppose une synthèse perdue ou pressentie, et si elle travaille pour quelque

chose, c'est pour la retrouver. De son côté, le véritable esprit synthétique ne néglige pas l'analyse. « Pendant toute ma vie, j'ai suivi la double méthode synthétique et analytique; c'était pour moi comme la systole et la diastole de l'esprit humain, comme une seconde respiration plus intime qui ne saurait s'arrêter, dont le double mouvement se continue toujours... Séparer et unir sont les deux actes nécessaires de l'entendement. On est forcé, qu'on le veuille ou non, d'aller du particulier au général et du général au particulier; plus ces fonctions intellectuelles que je compare à l'inspiration et à l'expiration s'exécuteront avec force, plus la vie scientifique du monde sera florissante. »

L'esprit synthétique, étant le sens de l'universel, est par excellence l'instrument des grandes découvertes. « Tout ce que nous appelons invention, découverte, dans le sens élevé, est la mise en pratique, la réalisation remarquable d'un sentiment originel de vérité, qui, longtemps cultivé dans le silence, conduit inopinément, avec la vitesse de l'éclair, à une conception féconde. C'est une révélation qui se développe de l'intérieur à l'extérieur, qui fait pressentir à l'homme sa ressemblance avec la Divinité. C'est une synthèse du monde et de l'esprit qui nous donne la plus délicieuse assurance de l'éternelle harmonie de l'être. » Toute cette théorie de l'invention ou de la découverte repose sur cet aphorisme, empreint d'une sorte d'inspiration platonicienne : « Il existe dans la réalité, dans l'objet, une loi inconnue qui répond à une loi inconnue dans le sujet, l'esprit humain. » Le génie consiste à découvrir cette loi cachée dans les profondeurs muettes des choses, et dont il porte en soi la formule encore inaperçue.

Voilà ce que l'Allemagne a nommé le *réalisme* de Goethe, et ce que lui-même appelle l'*empirisme intellectuel*. Empirisme sans doute, puisque Goethe ne souffre pas que l'on construise *à priori* le monde, qui, étant l'épanouissement libre et varié de la vie, ne peut se réduire aux formes étroites d'un système; mais empirisme dirigé par l'intuition, guidé par la plus belle et la plus pure lumière de la raison, essayant de réaliser « cette synthèse du monde et de l'esprit » qui s'accomplit par la conformité d'une grande conception avec la loi des choses; — empirisme singulièrement large, puisqu'il ne se refuse même pas à concevoir un certain idéal qui, pour nous aider à comprendre la réalité, la corrige ou la complète sur certains points (par exemple le type anatomique, vrai sans être réel). La difficulté est de distinguer cet idéal, qui n'est que la perfection de la réalité conçue par l'esprit, des conceptions vaines et pourtant spécieuses des spéculatifs purs. « Il faut une tournure d'esprit particulière, disait Goethe, pour saisir dans son véritable

caractère la réalité sans forme et la distinguer des chimères qui s'imposent vivement à nous avec une certaine réalité. » Cet empirisme peut se résumer ainsi : la contemplation des grandes lois générales pressenties par la raison, confirmées par l'expérience.

Goethe voyait un des beaux modèles de l'esprit synthétique dans Platon, dont il devinait le génie par une sorte d'affinité à travers les siècles plutôt qu'il ne le connaissait avec précision. Pour échapper à la diversité infinie, au morcellement et à la complication des sciences naturelles telles qu'elles ont été faites par les modernes, pour se réfugier dans la simplicité, il faut toujours se poser cette question : « Comment Platon aurait-il procédé en présence de la nature telle qu'elle nous apparaît aujourd'hui dans la diversité plus grande qu'elle déploie, nonobstant son inaltérable unité (1)? » L'auteur du *Timée* s'offrait à lui comme un des esprits les mieux faits « pour s'identifier avec la nature par l'intelligence et le sentiment, » tandis qu'Aristote ne se l'appropriait que par l'observation, et encore, dit-il, par une observation précipitée qui passe immédiatement des phénomènes à l'explication, « ce qui amène des décisions théoriques tout à fait insuffisantes. »

Mais c'est surtout dans Geoffroy Saint-Hilaire et dans Cuvier que se sont révélés avec éclat les dissentimens profonds qui séparent ces deux races éternelles d'esprits. Le savant qui analyse, nous dit Goethe dans un parallèle très étudié, a besoin d'une perspicacité si subtile, d'une attention si persévérante et si soutenue, d'une telle habileté à apercevoir les plus petites nuances dans la forme des organes et d'une telle lucidité intellectuelle pour bien déterminer ces différences, qu'on ne peut trop lui reprocher d'être fier de son travail... Il n'est pas disposé à partager la gloire ainsi acquise avec un savant qui en apparence a simplifié et facilité de beaucoup ce travail, et qui veut atteindre comme d'un bond au but que l'on ne touche qu'à force de fatigues, de peines, d'assiduité et de persévérance. Le savant qui part de l'idée croit de son côté pouvoir être fier d'être arrivé à une large conception sous laquelle doivent venir peu à peu se ranger et s'ordonner toutes les expériences: il vit avec la pleine certitude que chaque fait isolé viendra confirmer la vérité générale qu'il a exprimée d'avance. Le savant qui distingue, qui différencie, qui fait tout reposer sur l'expérience, ne veut pas accorder que dans l'ensemble se trouve une vue, un pressentiment de l'individuel; il déclare clairement qu'il y a prétention insupportable et présomption à vouloir saisir et connaître ce que l'on ne voit pas avec les yeux, ce que la main ne peut toucher.

(1) *Pensées*, traduction citée, t. Ier, p. 501-506.

L'autre savant, appuyé sur certains principes, acceptant pour guides certaines grandes idées, refuse de se soumettre à cet empirisme. — L'un, c'est Cuvier, travaillant sans cesse à établir entre les objets des *différences*, à les décrire avec une précision incomparable, à se rendre maître d'une quantité infinie de détails. L'autre, c'est Geoffroy Saint-Hilaire, s'efforçant de découvrir les *analogies* et de pressentir les affinités secrètes qui rapprochent les créatures. L'un va de l'individu à l'ensemble, dont il suppose l'existence, tout en le croyant inaccessible à la science. L'autre a au fond de sa pensée l'idée de l'ensemble et vit dans la conviction que c'est de l'ensemble que part et se développe peu à peu l'être individuel (1). — Les sympathies de Goethe ne purent être un instant douteuses; il faut l'entendre quand il laisse parler sa joie en dehors des mémoires et des comptes-rendus destinés à une publicité qui lui impose la plus grande réserve. « Désormais, s'écrie-t-il, en France aussi, dans l'étude de la nature, l'esprit dominera et sera souverain de la matière. On jettera des regards dans les grandes lois de la création, dans le laboratoire secret de Dieu! Si nous ne connaissons que la méthode analytique, si nous ne nous occupons que de la partie matérielle, si nous ne sentons pas le souffle de l'esprit qui donne à tout sa forme et qui, par une loi intime, empêche toute déviation, qu'est-ce donc que l'étude de la nature (2)? »

Aristote et Cuvier! voilà donc ces deux grands noms condamnés par le triomphe de la méthode synthétique à une sorte d'ostracisme dans la science! Il faut donc croire « qu'ils ne savaient pas jeter des regards dans les grandes lois de la création, qu'ils ne s'occupaient que de la partie matérielle, qu'avec eux et sous leur empire l'esprit n'aurait pas dominé et ne serait pas aujourd'hui le souverain de la matière. » Eh quoi! Aristote, que nous sommes habitués à considérer comme le plus glorieux ancêtre de la science de la nature, Cuvier, dont le nom nous paraissait être placé dans l'admiration publique à cette hauteur qu'aucun autre ne dépasse, pas même celui de son illustre adversaire! Ces sortes de parallèles sont-ils aussi exacts qu'ils sont habiles? Éloquens comme la passion, sont-ils justes comme doit l'être une sentence rendue dans un des grands débats qui ont divisé et qui divisent encore le monde savant? Est-il vrai que Cuvier dans cette querelle mémorable soit le représentant exclusif de la méthode analytique? ne représente-t-il que cela? Et pour généraliser la question, peut-on admettre que de grands esprits, versés profondément dans l'étude de la nature et

(1) *Mémoires sur les Principes de Philosophie zoologique discutés en mars 1830 au sein de l'Académie des Sciences.*

(1) *Conversations*, t. II, p. 233.

passionnés pour elle, aient été privés de ce sens supérieur de l'universel, l'esprit synthétique, le sens de l'unité dans la variété?

Nous ne pouvons le croire. Aristote, que Goethe nous représente comme voué au travail inférieur de l'analyse minutieuse à laquelle il n'échappe que par des observations précipitées, sans aucune des intuitions et des pressentimens de Platon, — Aristote, dont Geoffroy Saint-Hilaire attaque avec tant de vivacité, dans ses *Principes de philolosophie zoologique*, la méthode superficielle, fondée sur les *analogies purement extérieures* (ce que son critique appelle dérisoirement *les à-peu-près semblables*), c'est lui, — ne l'oublions pas, — qui, infiniment plus instruit que Platon dans les sciences naturelles, maître d'une quantité incroyable de détails, mais assez fort pour ne pas s'absorber dans l'énumération de ces stériles richesses, en a su tirer, par le travail fécond de l'esprit, le véritable trésor qu'elles contenaient, les lois générales cachées sous cet amas de faits. Le véritable Aristote, non pas cet Aristote de la scolastique dont Descartes nous a fait un épouvantail, ni cet Aristote de fantaisie que Geoffroy Saint-Hilaire et Goethe ont construit arbitrairement pour se donner à eux-mêmes dans l'antiquité un adversaire considérable, je ne crains pas de dire qu'il est le précurseur, sinon de l'anatomie comparée, au moins de la philosophie zoologique. Il n'est pas vrai, comme le lui reproche Geoffroy Saint-Hilaire, qu'il ne soit pas allé, dans l'étude comparée des animaux, au-delà des *formes extérieures* et des *fonctions*. Et sans accorder à son redoutable critique que la considération de la fonction soit un préjugé anti-scientifique, sans faire un reproche à Aristote d'y avoir voué une partie considérable de ses études et de ses observations, ne devons-nous pas rappeler toutes ces grandes idées qui régissent la foule des détails rassemblés dans l'*Histoire des animaux*, dans le traité des *Parties des animaux*, dans le petit écrit sur *la Génération?* Si l'on se reporte à la date, c'est pour nous le comble de l'étonnement que de retrouver, à travers tant d'erreurs ou d'ignorances trop concevables, ces pressentimens des plus belles lois, des plus hautes généralités que la science moderne devait établir, telles que l'idée du plan symétrique suivi dans l'organisme animal, la fixité et la permanence des espèces, la loi de continuité qui unit les espèces entre elles et les genres les uns aux autres, la loi de la dépendance des parties, celle de l'économie organique qui n'accroît une partie qu'aux dépens d'une autre, l'identité de la nutrition et de la génération, l'une renouvelant le type dans l'individu, l'autre le renouvelant dans l'espèce, enfin des vues si neuves, d'une précocité presque incroyable dans cette enfance de la science, sur les phénomènes de l'embryogénie et sur ceux de la tératologie, qu'Aristote

affirme « n'être pas contraires à la loi, » voilà certes qui montre assez nettement avec quelle puissance de pensée le maître a dominé l'ensemble des manifestations naturelles dont la multitude désordonnée aurait dispersé ou accablé tout autre esprit (1). Nous insistons sur ce grand nom d'Aristote, parce qu'il a été particulièrement maltraité par l'école de la synthèse, et qu'il semble que cette école triomphe aisément d'un adversaire placé par le hasard de sa naissancé aux origines mêmes de la science; mais les anticipations vraiment merveilleuses de ce beau génie doivent le protéger contre des critiques qui l'ont trop peu connu, et qui, en attaquant le philosophe de Stagyre, avaient en vue des rivaux autrement redoutables, plus jeunes et vivans.

Si nous descendons le cours des siècles, que de noms d'observateurs et de naturalistes excellens n'aurions-nous pas à défendre contre l'arrêt trop sommaire de proscription lancé par Goethe du haut de la science moderne? Partout il laisse percer cette conviction, qu'avec Geoffroy Saint-Hilaire il a inauguré une ère nouvelle dans l'histoire des sciences de la nature; mais, pour ne citer que Linné, dont Goethe parle avec vénération, tout en lui accordant peu de chose en dehors de la perception fine des détails et du sens des classifications, n'est-ce pas lui qui a fourni les germes de presque toutes les idées générales écloses plus tard dans la physiologie végétale? N'est-ce pas dans sa *Philosophie botanique* qu'a été prise l'idée-mère de la métamorphose des plantes? N'est-ce pas enfin cet esprit si pénétrant et si juste qui a exprimé avec précision la loi de continuité dans l'organisme végétal (*natura non facit saltus*) et le principe de la constance dans la position relative des organes, dans la disposition générale des parties de la fleur (*situs partium constantissimus*), principe qui, transporté dans l'anatomie comparée, deviendra la loi de la connexion des organes? N'y a-t-il pas là une application vraiment remarquable de la méthode synthétique que Linné pratiquait sans la connaître, par le seul instinct d'un esprit supérieur que sa supériorité met de niveau, en tout ordre de science, avec les lois générales? Enfin avons-nous à défendre Cuvier contre les critiques qui ne l'ont pas épargné? A qui persuadera-t-on qu'il n'avait pas le sens véritablement synthétique, le sens intuitif et divinateur, le sens par excellence des grandes découvertes en histoire naturelle, celui qui, en s'emparant avec tant de puissance du principe de la subordination et de la dépendance des parties, à l'aide de ce principe, a reconstruit avec les plus

(1) Consulter sur ce sujet une excellente étude, présentée sous la forme modeste d'une thèse à la Faculté des Lettres de Paris : *Aristotelis philosophia zoologica*, par M. Philibert. 1865.

informes débris tout un monde organique enfoui, disparu dans les profondeurs de la terre et dans la nuit des temps?

Ce sont là des divisions trop artificielles, trop arbitraires, introduites par Goethe et Geoffroy Saint-Hilaire dans l'histoire des méthodes et des sciences de la nature. La vérité, c'est qu'il y a, là comme ailleurs, de grands et de petits esprits : — ceux-ci, analystes minutieux, « observateurs pointilleux, » toujours préoccupés du détail, le partageant, quand ils l'ont saisi, en mille détails nouveaux, divisant et subdivisant jusqu'à réduire chaque objet en poussière, accablés de la masse des faits et succombant sous le poids des nomenclatures, incapables de s'élever au point de vue synthétique de l'observation; — ceux-là que la multitude et la diversité des phénomènes ne dissipent et ne distraient pas, qui portent sans fléchir le poids du détail et embrassent la réalité dans ses harmonies en même temps qu'ils en saisissent l'infinie complexité. Telle est la nature, identique au fond, de tous les grands observateurs, avec des nuances et des variétés de tempérament intellectuel. Il est impossible d'être un Aristote, un Linné, un Cuvier, sans avoir, non pas à quelque degré, mais au plus haut degré possible, le sens synthétique ou comparatif, le sens de l'ensemble et des rapports des êtres, si bien décrit d'ailleurs par Goethe et avec une si admirable précision, mais trop soigneusement réservé par lui aux naturalistes de sa famille ou de son école.

Pour revenir au grand débat qui a été le point de départ de ces réflexions, Cuvier n'a jamais nié l'analogie des êtres et des parties dont se compose l'organisme. En quoi donc consiste la différence qui le sépare de son rival, et qui a fini par mettre entre eux et leurs écoles un abîme? En cela d'abord que les analogies ne recouvrent pas à ses yeux les variétés irréductibles, fixes, que les ressemblances ne lui cachent pas les différences, que la *Théorie des analogues* ne doit pas, à son avis, abolir la notion de l'espèce, — en cela aussi que Cuvier ne se sert pas du même critère que Geoffroy Saint-Hilaire pour déterminer les *analogues*. Il les détermine par la fonction, tandis que Saint-Hilaire emploie pour cela la liaison anatomique entre un organe et un autre, le principe des connexions. Ainsi l'un maintient énergiquement la notion de l'espèce et la considération des fonctions; l'autre tend à supprimer l'espèce et combat de toutes ses forces l'idée de la fonction, comme un reste de la théorie superstitieuse des causes finales. « Je ne connais pas, répète à chaque instant Geoffroy Saint-Hilaire, d'animal qui doive jouer un rôle dans la nature. C'est faire engendrer la cause par l'effet que de parler de l'usage des parties. Il faut considérer uniquement la constitution de l'animal, la disposition

des parties, leurs relations. L'effet vient de la structure; la fonction de l'animal lui est assignée par son organisme : elle en est une conséquence, non un principe... La nature n'a aucun égard à l'usage des parties; elle les établit d'après un plan, d'après un type, sans en prévoir ni en désirer l'usage. » Voilà les véritables points du débat : l'idée de la fonction d'une part, l'élément anatomique de l'autre, pris comme point de départ dans la comparaison des êtres et poussés aussi loin que possible par deux esprits également intraitables et vigoureux; — en outre, chez Geoffroy Saint-Hilaire, l'analogie entre les êtres portée jusqu'à son dernier terme, la suppression des différences fixes et des limites immuables; chez Cuvier, la défense énergique de la notion d'espèce. Au fond, il semble bien que ce qui rend ces deux esprits et ces deux écoles irréconciliables, c'est moins une question de méthode qu'une question métaphysique vaguement entrevue sous l'autre. La métaphysique explique bien des choses, et on la retrouve, cachée souvent avec un soin inutile, dans les discussions purement scientifiques où elle nous aide à comprendre les passions opiniâtres, violentes, qui se mêlent à la recherche du vrai et en troublent à chaque instant l'heureuse impassibilité. Ce qui effraie Cuvier, ce qui le sépare de son adversaire, c'est l'extension menaçante donnée par Geoffroy Saint-Hilaire à l'idée d'unité. Au terme de cette tendance exagérée, si rien ne la combat et ne la contient, il n'y a pas moins que l'idée d'une substance unique, dont toutes les formes variées des êtres particuliers ne sont que des modifications passagères, et qui ne se révèle que par ses métamorphoses.

IV.

Cette conclusion, Geoffroy Saint-Hilaire n'y arrive pas. Il est trop pénétré de l'esprit positif pour permettre à des conceptions purement métaphysiques d'intervenir directement dans ses travaux; mais admirez comme cette tendance, commune à Geoffroy Saint-Hilaire et à Goethe, se développe chez le poète, que ne retiennent ni les mêmes scrupules, ni les mêmes devoirs scientifiques! C'est ici que nous pourrons voir à l'œuvre deux esprits bien distincts, que l'on rencontre souvent dans Goethe et qui viennent se confondre dans ses conceptions sur l'unité de type, sur l'origine commune et les perpétuelles transformations des êtres. Il y a, chez lui, un naturaliste excellent, rempli de sagacité, pénétrant et ingénieux. Il y a en même temps un philosophe trop pressé de conclure et qui conclut selon ses instincts et ses prédilections. Des deux sens qui, réunis et contrôlés l'un par l'autre, forment l'art suprême de

l'expérience, le sens de l'observation et celui de l'intuition, l'un, l'intuitif, se donne trop souvent chez lui libre carrière, tantôt précédant l'autre, tantôt dépassant les données que l'autre lui fournit. Goethe oublie les excellens conseils qu'il a développés dans le mémoire sur *l'Expérience considérée comme médiatrice entre le sujet et l'objet*, et dont le premier était « de se tenir en garde surtout contre ses propres résultats, surtout contre soi-même. » Il se précipite immédiatement dans des conséquences extrêmes qui sont plutôt dans la logique de son esprit ou de sa passion que dans celle des choses. Il arrive d'un bond à la doctrine de l'unité absolue, laquelle ne relève ni de la physique, ni de la physiologie, ni de l'anatomie comparée, mais relève uniquement de la métaphysique. Il a étudié avec passion la nature; mais, ne l'oublions pas, il a apporté dans cette étude des préoccupations philosophiques. Nous l'avons démontré récemment, il est spinoziste d'esprit, sinon de système, — d'instinct, sinon d'école. Son spinozisme le domine et l'entraîne. Est-ce là ce qu'il voulait dire lorsque, répondant à la lettre dans laquelle Schiller exalte les dons magnifiques de la nature à son égard et particulièrement cet esprit synthétique qu'il porte dans l'étude de la réalité vivante, Goethe, après avoir remercié son nouvel ami de l'intérêt si vif qu'il prend à ses travaux, ajoute ces paroles étranges : « Des rapports plus fréquens et plus intimes vous feront voir qu'il y a en moi quelque chose de ténébreux et d'indécis que, malgré la conscience parfaite que j'en ai, je ne puis vaincre toujours. Ces sortes de phénomènes ne sont pas rares dans les natures humaines, et, pourvu qu'ils ne soient pas trop tyranniques, nous aimons à nous laisser gouverner par eux. » Ce *quelque chose d'indécis et de ténébreux* qui s'agite en lui au milieu de ses travaux scientifiques, n'est-ce pas la lutte confuse de l'esprit désintéressé d'observation, qui recherche les lois générales, avec l'instinct spinoziste qui ne veut les voir que d'une certaine manière et leur impose une couleur, un aspect déterminé?

Je le croirais d'autant plus volontiers, qu'à certains momens, par échappées, s'affranchissant de l'unité spinoziste, il signale admirablement le péril de l'analogie et de la métamorphose, si on ne les arrête pas dans leur développement. « L'idée de la métamorphose est un don sublime, mais dangereux. Elle mène à l'*amorphe*, elle détruit, dissout la science. Semblable à la force centrifuge, elle se perdrait à l'infini, si elle n'avait un contre-poids; ce contre-poids, c'est le besoin de spécifier, la persistance tenace de tout ce qui est une fois arrivé à la réalité. » — « Cette idée est encore nouvelle parmi nous, elle domine avec la puissance de la première impression les esprits qu'elle entraîne; il serait difficile, peut-être impos-

sible, de prédire jusqu'où elle entraînera la science. » — « Chaque être, dit-il ailleurs, est l'analogue de tous les êtres : c'est pourquoi l'existence nous paraît tout à la fois isolée et enchaînée. Si l'on suit trop l'analogie, tout s'identifie et se confond; si on l'évite, tout se disperse à l'infini. Dans l'un et l'autre cas, l'observation est comme frappée de torpeur, tantôt par excès de vie, tantôt par une sorte de mort. » On ne peut pas dire qu'il ait ignoré le péril, voyez cependant comme il s'y jette de gaieté de cœur.

La métamorphose est partout, selon Goethe; elle est dans chaque être organisé, plante ou animal. Seulement, dans les êtres inférieurs, elle s'indique et ne s'achève pas; toutes les parties demeurent assez semblables entre elles pour que l'une puisse remplir les fonctions de l'autre et se substituer à elle. Il n'y a de différences tranchées que dans les animaux les plus parfaits. Ici la loi de la métamorphose va jusqu'au bout, elle commence dès le moment de la conception; l'être complet résulte d'une transformation des parties identiques. Dans ces organisations régulières, tous les organes ont une forme, une place, un nombre déterminé. C'est cela qui nous explique cette harmonie parfaite que nous attribuons à une intention bienveillante de l'activité créatrice. Nous ne cessons d'admirer l'accord parfait entre toutes ces parties, qui nous semblent non-seulement hétérogènes, mais encore antagonistes, tant leurs formes, leur destination, leurs fonctions, sont différentes; mais nous sommes ici sous l'empire d'une illusion. Au fond, toutes ces parties sont homogènes : originellement identiques, elles se sont modifiées insensiblement, mais elles n'ont changé que d'apparence (1). Ainsi le principe des métamorphoses réduit chaque être organique à sa plus simple expression; la fleur n'est qu'un cotylédon transformé, l'animal une vertèbre modifiée; chaque être est dans un travail perpétuel de formation et de transformation. Néanmoins ce travail suit certaines lois universelles, constantes; c'est ce qui permet d'établir un *type*. Ce type lui-même est d'une telle élasticité, d'une telle docilité aux circonstances extérieures de sol, de climat, d'habitudes, de nourriture, qu'il en résulte des genres et des espèces.

Tels sont les principes d'où dépend toute la science des êtres organiques. Identité originelle des parties, transformation simultanée ou successive, distinction des parties dans les êtres supérieurs, voilà ce qui constitue l'individu. Constance, universalité, développement régulier de ce travail de transformation, voilà ce qui constitue le type. Élasticité du type dans lequel la nature peut se jouer à son aise selon la diversité des circonstances extérieures, voilà ce qui explique l'espèce.

(1) *OEuvres d'histoire naturelle*, trad. Ch. Martins, p. 16, 78, etc.

Après cela, il ne faut pas nous étonner de ces assertions qui abondent dans les *Pensées* de Goethe et dans ses fragmens sur l'histoire naturelle. « Les formes répandues autour de nous ne sont point primitivement déterminées. — Nous croyons à la mobilité perpétuelle des formes dans la réalité. Il s'agirait seulement de savoir pourquoi certaines conformations extérieures génériques, spécifiques ou individuelles se conservent sans altération pendant un grand nombre de générations. — Système naturel, contradiction formelle; il ne peut y avoir de système dans la nature; elle est vivante et renferme la vie; elle passe par des modifications insensibles d'un centre inconnu à une circonférence qu'on ne saurait atteindre. » Ainsi plus d'espèces, plus de genres originellement déterminés. Toutes les formes organiques dérivent les unes des autres par des transformations lentes, comme tous les organes de l'individu ne sont que des transformations successives de parties identiques. — Il faut aller jusqu'au terme de la doctrine de l'unité... Y a-t-il même une distinction originelle à établir entre les formes végétales et les formes animales? Goethe ne fait guère que poser la question; mais on devine sa pensée. « Lorsqu'on observe des plantes et des animaux inférieurs, on peut à peine les distinguer. Un point vital immobile ou doué de mouvemens à peine sensibles, voilà tout ce que nous apercevons. Ce point peut-il devenir l'un ou l'autre suivant les circonstances, plante sous l'influence de la lumière, animal sous l'influence de l'obscurité? *Quoique l'observation et l'analogie indiquent qu'il en doit être ainsi, nous n'oserions l'affirmer*; mais ce qu'on peut assurer, c'est que les êtres issus de ce principe intermédiaire entre les deux règnes se perfectionnent suivant deux directions contraires. La plante devient un arbre durable et résistant, l'animal s'élève dans l'homme au plus haut point de spontanéité et de mobilité. » Goethe va plus loin que M. Darwin (1); non-seulement il fait dériver toutes les espèces de chaque règne d'un genre supérieur qui les contient tous, mais il ramène, par une hypothèse qui lui semble infiniment vraisemblable, les deux règnes eux-mêmes, animal et végétal, à n'être que les transformations du *point vital*, selon la double et contraire influence de la lumière ou de l'obscurité. Le commencement de tout organisme, le principe de toute vie est la cellule. Elle est la même pour les deux règnes, pour tous les genres et toutes les espèces des deux règnes. La métamorphose suffit à tout expliquer. — Et la cellule elle-même ne devra-t-elle pas sa naissance équivoque à quelque affinité chimique qu reliera entre eux les deux mondes, organique et inorganique, et qui fera le passage entre la mort et la vie?

(1) Ch. Darwin, *On the origin of species by means of natural selection*. 1859.

La forme soumise à une perpétuelle métamorphose dans l'individu comme dans l'espèce, le type purement idéal réalisant l'unité dans la variabilité indéfinie des formes, chaque espèce, chaque genre, chaque règne, dérivant, par des transformations successives, d'une substance unique parfaitement homogène et simple, voilà le spectacle que la nature offre à nos yeux. Ainsi tout se transforme et se dissout. Dans ce travail perpétuel de composition et de décomposition où se joue de toute éternité l'activité créatrice des forces vitales, aucun point d'appui pour notre entendement. Les individus et les genres n'ont qu'une fixité apparente, relative, momentanée, rien qui arrête cette universelle fluidité, cette mobilité vertigineuse des formes. — Les espèces ne sont plus des moules fixes dans lesquels se modèle la matière vivante. Le moule est brisé, et la substance, animée d'une vie mobile, revêtue d'une forme singulièrement fluide elle-même, coule indifféremment, à travers la nature, de la plante à l'homme et de l'homme à la plante, selon les circonstances propices ou les pentes du sol. — On voit se produire ici, en toute liberté, cette inspiration philosophique de l'unité absolue qui est le mauvais génie de Goethe naturaliste et qui déconcerte à chaque instant son talent d'observateur. Dans de pareilles conceptions, il n'y a plus rien de scientifique. La théorie de M. Darwin, moins absolue d'ailleurs, moins radicale, s'est entourée de nombreuses expériences, d'observations admirables, d'analogies infiniment ingénieuses. Malgré tout, elle n'a pas traversé la région des hypothèses, elle n'est pas encore parvenue au plein jour de la science, et tout porte à croire qu'elle n'y arrivera pas. C'est encore une nébuleuse en voie de formation. Que dire de ces applications sans mesure de la loi de la métamorphose à laquelle Goethe prétend tout réduire, — la vie de l'individu, le type, les espèces, les règnes? Cela mène à l'*amorphe*, comme dit Goethe lui-même. Cela dissout et détruit tout, science et réalité. En tout cas, ce n'est pas une théorie scientifique, c'est du spinozisme poétique.

Laissons là ces conséquences extrêmes de l'esprit synthétique porté au-delà du terme où l'observation l'abandonne, et qu'il ne serait peut-être pas juste de transformer en vues scientifiques, car peut-être ne sont-elles, dans la pensée de Goethe, que des tentatives hasardeuses, « une de ces navigations vers les îles imaginaires, » dans lesquelles il nous dit lui-même qu'il aime à s'aventurer. Revenons à la science proprement dite ou du moins à une question limitrophe, celle des causes finales. Comme tous les partisans de l'unité de composition organique, avec autant de vivacité que Geoffroy Saint-Hilaire et par les mêmes raisons, Goethe repousse de la science la considération des causes finales, et ses écrits d'his-

toire naturelle sont remplis d'épigrammes contre les naturalistes « qui prétendent travailler pour la plus grande gloire de Dieu. » Il semble, au premier abord, que cette exclusion soit logique pour ceux qui admettent que la grande loi de la nature soit l'unité d'un dessein suivi dans la formation des êtres. Dès lors, ce n'est point par la considération des fins que doit se déterminer l'organe, c'est uniquement par sa position relative et sa correspondance anatomique. Les fonctions sont un résultat, non un but. L'animal subit le genre de vie que lui imposent les particularités de son organisation. Le naturaliste étudie le jeu de ces appareils, et s'il a le droit d'admirer les perfections du plus grand nombre, il a aussi celui de constater l'imperfection de quelques autres et l'inutilité pratique de ceux qui ne remplissent aucune fonction. Un organe ne peut donc se caractériser par son usage, car le même organe remplit les rôles les plus divers, et réciproquement la même fonction peut être accomplie par des organes très différens. De plus il y a des organes atrophiés ou incomplets qui, dans certains animaux, ne servent absolument à rien. Ces faits et d'autres analogues sont la condamnation des causes finales (1). Telle est la doctrine constante de Geoffroy Saint-Hilaire et de son école. Goethe se garde bien d'y contredire, et dans ses entretiens il abordait volontiers ce sujet. Un jour entre autres, il le traita avec des développemens qui méritent d'être étudiés. S'il n'ajoute pas d'argumens à ceux de Geoffroy Saint-Hilaire, il les résume et les renouvelle avec une verve singulière. « Il est naturel à l'homme de se considérer comme le but de la création, et de n'estimer les choses que par rapport à lui et qu'autant qu'elles le servent et lui sont utiles. Il s'empare du monde végétal et animal, et, trouvant que les autres créatures sont pour lui une nourriture agréable, il reconnaît là son Dieu et glorifie sa bonté... Raisonnant en particulier comme en général, il ne manque pas de transporter dans la science cette vue prise dans la vie, et dans les parties diverses d'un être organisé il cherche le but, l'utilité. Cela peut aller ainsi quelque temps et parfois dans la science réussir, mais bien vite il rencontrera des phénomènes qui dépasseront son système, qui exigeront un point de vue plus élevé, ou sinon le laisseront engagé dans d'évidentes contradictions. Ces *professeurs d'utilité* disent bien : Le bœuf a des cornes pour se défendre; mais moi je demanderai : Et le mouton, pourquoi n'en a-t-il pas? et lorsqu'il en a, pourquoi sont-elles enroulées autour de son oreille, de telle façon qu'elles ne lui servent à rien? Mais c'est

(1) Ch. Martins, *De l'Unité organique dans les animaux et les végétaux;* — *Revue des Deux Mondes* du 15 juin 1862.

autre chose si je dis : Le bœuf se défend avec ses cornes *parce qu'il* les a. — La question du but, la question *pourquoi* n'a absolument rien de scientifique. On va plus loin avec la question *comment*, car si je demande : Comment les cornes viennent-elles au bœuf? ma question me conduit à examiner son organisation, et j'apprends alors pourquoi le lion n'a pas et ne peut pas avoir de cornes... Les professeurs d'utilité croiraient perdre leur Dieu, s'ils ne devaient pas adorer *celui* qui a donné au bœuf les cornes, afin qu'il s'en servît pour sa défense; mais on me permettra d'adorer *celui* dont la force créatrice était si grande qu'ayant fait des milliers de plantes, il en fit encore une qui les contenait toutes, et qu'ayant fait des milliers d'animaux, il en fit un qui les contenait tous: l'homme. — Que l'on vénère *celui* qui nous donne à manger et à boire autant qu'il est nécessaire; moi, j'adore *celui* qui a déposé dans l'univers une telle force productrice que, la millionième partie seulement de cette force arrivant à la vie, aussitôt un monde de créatures fourmille de telle sorte que ni la guerre, ni l'eau, ni le feu ne peuvent rien contre lui! Voilà mon Dieu (1)! »

Ce n'est pas le moment de discuter cette éternelle, cette grande question de la finalité dans la nature. Nous nous garderons bien de tirer un trop sévère parti contre Goethe de quelques contradictions dans lesquelles il est aisé de le surprendre, comme lorsqu'examinant, dans une série d'analyses comparées, le bras de l'homme et les membres antérieurs des animaux, il arrive à parler des mains et des avant-bras de l'écureuil. Voici un passage que signerait le plus déterminé partisan des causes finales : « C'est le lieu de faire remarquer que les deux dents de devant des rongeurs sont attachées à l'os intermaxillaire. Il est bien curieux que, *par une mystérieuse harmonie*, le développement des dents de devant soit ici en rapport avec la souplesse de la main. Chez les autres animaux, les dents saisissent directement la nourriture; chez ceux-ci, elle est portée adroitement à la bouche par les mains; les dents n'ont donc plus qu'à ronger, et ce travail devient en quelque sorte technique. » Quelques pages plus haut, dans ce même mémoire où il examine les dessins du grand ouvrage de d'Alton sur l'ostéologie au point de vue de ce qu'il appelle lui-même la *fonction* des parties, je rencontre ces lignes curieuses : « Nous voyons d'abord présenté sous divers aspects cet os que nous considérons comme le premier de la structure animale (l'os intermaxillaire); cet os est celui à l'aide duquel chaque créature prend la nourriture qui lui est le mieux appropriée; il doit donc différer comme diffère cette nour-

(1) *Conversations avec Eckermann*, t. II, p. 258.

riture elle-même. Chez le chevreuil, nous trouvons un petit arc osseux sans dents, pour arracher l'herbe et les feuilles; chez le bœuf, nous trouvons à peu près les mêmes formes, mais plus larges, plus épaisses, plus fortes, en harmonie avec les besoins de l'animal (1). » Tant il est difficile en histoire naturelle, quand on veut s'éclairer sur les analogies et les différences des êtres, de se priver absolument de la considération de la fonction que Goethe lui-même définit admirablement « l'être en activité. »

Nous ne voulons pas engager le débat; nous nous contenterons de poser une question aux partisans absolus de Geoffroy Saint-Hilaire. — Le raisonnement par lequel ils excluent de leur méthode la considération de la fonction, pour s'en tenir à l'unité organique et à la loi des connexions, est-il d'une logique aussi solide qu'elle est spécieuse? Au fond, l'unité de dessein, suivie aussi loin que possible dans la nature sans compromettre les différences spécifiques, est-elle contraire aux causes finales? Est-il vrai qu'elle en soit la condamnation? On nous dit qu'un organe remplit dans deux êtres les rôles les plus divers, que réciproquement la même fonction peut être remplie par des organes très différens, qu'on rencontre certains organes si peu développés chez quelques animaux qu'ils ne leur servent absolument à rien. Soit. Qu'on accumule autant que l'on voudra les exemples de cas analogues, qui seraient, ajoute-t-on, des antinomies dans la théorie des causes finales et qui s'accordent à merveille avec le principe de l'unité organique. Qu'est-ce que cela prouve? C'est que la conformation de chaque animal peut s'expliquer de deux manières, qui tantôt se rencontrent, tantôt se suppléent réciproquement dans l'anatomie comparée : d'abord par sa fin propre, par sa fonction, puis par la forme du genre supérieur auquel appartient son espèce et qui a laissé de lui-même comme un témoignage, un indice persistant dans beaucoup de cas, même quand ce commencement d'organe ne peut plus être d'aucune utilité. Ces deux points de vue se concilient sans peine dans une méthode moins exclusive et plus analogue à la nature, parce qu'elle est moins systématique. Qu'une pièce osseuse en effet soit à la fois l'instrument d'une fonction et l'élément d'un plan général, les naturalistes les plus autorisés démontrent qu'il n'y a là aucune espèce de contradiction. On comprend aussi que cette pièce puisse se modifier sous une double influence, et que ces modifications puissent être indépendantes l'une de l'autre. Tantôt la fonction suffit à expliquer les déviations, les changemens sur-

(1) Seconde partie du *Mémoire sur les Principes de Philosophie zoologique*, discutés au sein de l'Académie des Sciences.

venus dans l'organe; tantôt c'est l'unité du type qu'il faut suivre pour en rendre compte : il semble alors que la nature ait voulu nous rappeler par ces modifications la constance de ses lois et marquer là l'empreinte de son dessein primitif. Goethe a traduit ces deux principes avec une précision qui ne laisse rien à désirer quand il a dit : « L'ostéogénie est constante en ce qu'un os est toujours à la même place et en ce qu'il a toujours la même destination. » Pourquoi donc alors attaquer si vivement les causes finales, qui, bien comprises et sagement expliquées, ne sont que la recherche de cette destination?

En prenant la question à un point de vue purement philosophique, on pourrait dire, sans offenser assurément la religion de Goethe, ce grand adorateur de la nature, que l'unité de composition, de plan, de type, est elle-même une cause finale de l'ordre le plus élevé, qu'elle contient en soi toute une esthétique du monde organique, qu'elle en explique les admirables harmonies, qu'elle suffirait pour justifier toute la création, qu'elle révèle, à qui sait la saisir, cette raison du meilleur qu'Aristote impose comme règle au développement du monde; qu'enfin à elle seule elle rendrait compte des beautés de ce *cosmos* qu'Alexandre de Humboldt a défini avec une poétique grandeur « l'ordre dans l'univers et la magnificence dans l'ordre. »

Nous nous étions proposé de montrer dans les travaux scientifiques de Goethe une des sources les plus authentiques de sa philosophie. Toutes ces conceptions que nous venons d'analyser, sur la méthode synthétique, sur la forme et la métamorphose, sur l'unité de type, les espèces et les causes finales, nous ont amené insensiblement de la physique et de l'anatomie à la métaphysique. Nous y pénétrerons à la suite de Goethe. Il y a en effet une métaphysique de la nature, nous dit Goethe, « mais non celle de l'école qui se paie de mots (1). » Faust est métaphysicien quand il médite sur le texte sacré. « Au commencement était la *Parole*... Est-ce bien cela? Non. Lisons l'*Intelligence*... Pèse bien la première ligne, et que ta plume ne se hâte pas trop! Est-ce l'*Intelligence* qui fait et produit tout? Il faut lire la *Force*... Non, je me sens éclairé et j'écris avec confiance : l'*Action*. » Voilà une méditation étrange dont Goethe nous doit le dernier mot. Il nous le donnera, n'en doutez pas. Il nous dira quel est le vrai nom de ces énergies créatrices, de cette activité universelle qui remplit la nature, et qui, agitant, animant la substance vague du monde, l'amène successivement à la forme, à la vie, à la pensée.

E. Caro.

(1) Trad. Porchat, t. Ier, p. 496.

HUIT MOIS

EN AMÉRIQUE

LETTRES ET NOTES DE VOYAGE

1864 — 1865

V.

BOSTON. — QUÉBEC ET LA NATIONALITÉ CANADIENNE. — LA MÉTROPOLE DE L'OUEST.

Boston, 9 octobre 1864.

Bien que la journée du dimanche, plus triste encore à Boston qu'à Londres, me laisse une impression désolée, je n'ai que du bien à vous dire de cette ville et de ses habitans. Les hommes, les choses, les manières, les vêtemens, jusqu'à l'aspect des maisons et de la campagne, tout est différent de ce que je m'étais habitué à considérer comme le type américain, et dont j'avais vu à New-York la quintessence élégante (1). En vérité ce n'est plus l'Amérique, c'est l'Angleterre, et le pays est bien nommé, *New-England*. Je n'en vois aujourd'hui que la physionomie extérieure ; j'y reviendrai plus tard pour en respirer l'atmosphère morale. L'automne m'avertit de courir d'abord au Canada avant que cette Sibérie américaine n'ait revêtu pour cinq mois son manteau de glace et de neige.

(1) Voyez la *Revue* du 15 août, du 1er et 15 septembre, et du 15 octobre.

Vendredi, après avoir expédié à la hâte quelques visites d'adieu, j'ai pris un des trois chemins de fer de New-York à Boston. J'ai peu de chose à vous dire du pays parcouru à vol d'oiseau entre ces deux villes, sinon qu'on suit les bords de la mer, que les côtes en général sont arides, qu'on traverse vingt rivières sur des ponts, trois estuaires en *ferry-boat*, et qu'on côtoie une succession de golfes et de rades abritées. D'abord Long-Island allonge ses côtes basses au fond de l'horizon maritime; on traverse Norwalk, Bridgeport, villes florissantes, New-Haven, assise aux deux bords d'un golfe bleu, puis les campagnes du Connecticut, riches et populeuses malgré une terre ingrate. La vallée de la Nouvelle-Tamise et la rivière Connecticut, cette dernière surtout, sont des accidens agréables dans une région monotone; nous y passons comme une flèche, apercevant à peine la riante vallée, son cours sinueux, ses croupes molles et boisées, qui brillent de toute leur splendeur d'automne. On sent déjà l'approche de l'hiver; nous arrivons à Boston par une nuit de décembre.

Le lendemain, dès le premier pas que je fis dans la rue, je fus frappé de l'aspect nouveau de cet autre monde : un peuple actif, quoique sérieux et presque sévère, moins affairé et plus décemment vêtu qu'à New-York; pas de faux luxe dans l'apparence, pas de colifichets fragiles dans l'architecture : on dirait Londres ou Liverpool. Les maisons sont bâties pour la plupart de beau granit grisâtre, à fortes et massives assises; elles n'ont pas non plus cette hauteur démesurée qui les fait ressembler à des châteaux de cartes, ni ces misérables auvens de bois qui leur donnent un air de pauvreté sordide. Les rues ne sont pas démesurément larges, ni coupées régulièrement à angles droits avec une ennuyeuse monotonie. Enfin Boston n'est point, comme la plupart des villes américaines, un grand village qui a fait fortune, une perpétuelle banlieue sans cité. La rue où je demeure longe un grand parc appelé *Boston Common*, planté de beaux arbres, et qui contraste avec les *squares* négligés de New-York. Le *State-House*, un assez beau bâtiment de granit qui est le siége du gouvernement, élève à côté, sur une éminence, ses terrasses, sa coupole et ses escaliers ornés de statues. En face court une avenue en pente, ouverte sur la promenade, et dont l'unique rangée de maisons, flanquées de rotondes ou de demi-tourelles en saillie, est coquette et gaie comme les jolis *cottages* des environs de Londres. C'est d'ailleurs le quartier élégant de la ville, espèce de Piccadilly sans tumulte, sans boue, au-dessus d'un pli de terrain gracieux et d'une vue qui vaut cent fois celle de *Green-Park*. Derrière le *State-House*, sur le flanc de la colline qu'elle gravit en pente rapide, est une rue retirée, soignée,

irréprochable, où toutes les maisons sont entourées de grilles de fer; je ne sais quoi dans leur aspect annonce un intérieur chaud, comfortable et tranquille. Par cette froide bise du nord, le passant jette un regard curieux et jaloux sur les glaces polies des fenêtres. C'est là, dans une petite maison proprette, arrangée avec amour et pleine d'objets d'art recueillis en Europe, que vit mon digne ami M. Sumner.

Je n'avais encore vu que le Sumner ennuyé, affairé, de Washington, campé au milieu des liasses diplomatiques, retenu par la chaîne de son titre à un labeur qui ne lui laissait pas toute la liberté de sa bonne humeur et de son aimable esprit. Il faut à présent que je vous le montre chez lui, épanoui dans son élément *congénial*, entouré de ses livres, de ses estampes, de ses statues, les soignant avec l'amour d'un vieux garçon, soignant sa personne aussi, bibliophile, lettré, antiquaire et homme du monde, presque élégant quand il se promène dans cette ville de Boston où chacun le connaît et l'aime, où on le salue à chaque pas. Il faut que je vous introduise, malgré l'indiscrétion, dans ce cabinet tendu de gravures précieuses, plein de vieux livres, de manuscrits, de missels gothiques et d'éditions rares, près de cet homme grand et de stature robuste, semblable à un Américain de la vieille roche, et qui vous fait en souriant les honneurs de son petit musée. Cependant il vous questionne sur la littérature, sur la philosophie, sur les mœurs de votre pays, sans préjugé ni parti-pris, comme un curieux qui cherche sans cesse à refaire son opinion. La politique, où il joue un si grand rôle, est pour lui le métier, le travail qu'on oublie aux heures de loisir. Si vous l'interrogez, quelques mots un peu sentencieux, mais pleins de conviction sincère, et il se hâte de revenir à ses entretiens favoris. Il semble heureux de vous prouver que ses études encyclopédiques n'ont laissé inexploré aucun champ de la littérature et de l'histoire, qu'il a longtemps couru l'Europe en artiste, en étudiant et en observateur; mais il ne prétend pas vous imposer ses vues. Vous pouvez d'ailleurs lui dire franchement tout le bien que vous pensez de lui : rien ne le caresse plus doucement; mais sa juste opinion de lui-même n'est ni irritable, ni défiante, ni importune : elle ne donne ni faste à son langage, ni hauteur à ses manières, ni ostentation à sa bienveillance. Homme bon, simple, cordial, sincère, satisfait des autres comme de lui-même, heureux de répandre sur tous ceux qui l'approchent le contentement que lui inspirent sa renommée noblement acquise et l'estime des honnêtes gens! Je l'ai vu quatre fois à peine, et je me figure l'avoir toujours connu.

M. Sumner s'empara de moi, me guida par la ville, me montra la poste, la banque, la douane, d'autres monumens publics, — tous bâtis dans un style massif, dont la lourdeur même plut à mes yeux

fatigués des baraques de New-York. Nous parcourûmes les quartiers commerçans et populaires, les marchés enfin, dont l'exquise propreté, l'ordre parfait, l'élégance même, font l'orgueil des Bostoniens. Quand on se rappelle nos hangars sales, fétides, ouverts à tous les vents, auprès desquels on ne passe jamais sans dégoût, on admire ces longues galeries fermées qui sont à la fois une charmante promenade d'hiver et une mine de tableaux pittoresques. De chaque fenêtre jaillit un rayon de soleil qui se joue sur les étalages, sur les arrangemens coquets de fruits, de légumes, de gibiers, de volailles, d'oiseaux aux plumes brillantes, sur les chapelets de saucissons qui pendent en festons aux murailles, sur les quartiers de viande empourprée ou les poissons dorés étalés sur des tables de marbre, enfin sur les marchands nègres et leurs têtes de cuivre bronzé. Au bout du grand marché, nous visitons Faneuil-Hall, une salle contemporaine de l'indépendance, berceau de l'éloquence américaine, dont elle reste le sanctuaire vénéré. Si laide que soit cette bâtisse jaune, on se garderait bien d'y toucher une brique. C'est là qu'a retenti l'écho de toutes les grandes voix qui ont ému l'Amérique, là qu'aujourd'hui encore mon cicérone a coutume de parler à sa ville natale. Il me montre à côté l'emplacement où fut versée la première goutte de sang qui donna lieu à la guerre de l'indépendance. Les *redcoats* occupaient l'ancien bâtiment de la douane; ici s'était assemblée la foule irritée. C'était l'hiver : quelques boules de neige frappèrent les soldats, qui firent feu. Les gens de couleur aiment à rappeler qu'il y eut un nègre parmi ces premiers martyrs de la patrie américaine : c'est leur lettre de noblesse et leur titre à la liberté.

De là, jetant un coup d'œil au passage sur les *Boston water works*, vastes réservoirs de granit adossés à la colline, nous revînmes encore au *State-House*, point culminant d'où la vue embrasse la ville et les bras de mer qui entourent la presqu'île où elle est bâtie. Nous allâmes chez le gouverneur, qui était absent, chez le poète Longfellow, que nous ne pûmes voir. Nous dînâmes à l'*Union-Club*, où mon aimable hôte me fit boire « du vin de mon pays; » puis nous montâmes en voiture pour nous promener dans ces jolis environs de Boston, qui méritent bien leur renommée. Les pièces d'eau dormantes dans les vallées, les coteaux couverts de jardins et de maisons de campagne, les chemins creux qui serpentent sous les massifs de pins et de cèdres, forment un dédale riant où viennent courir le soir les phaétons et les cavalcades.

On parle ici des démêlés secrets du parti abolitioniste avancé avec la fraction plus modérée du parti républicain que représente le président Lincoln. Depuis qu'on reproche au président de faire

la guerre à l'esclavage aux dépens de l'intérêt national, il a singulièrement abaissé le drapeau de l'abolition. Il semble qu'il ait à cœur de prouver que l'émancipation est le moindre de ses soucis, plutôt une arme de guerre qu'un but politique. Le nom d'abolitioniste a été si longtemps une injure qu'on rougit encore aujourd'hui de prendre ouvertement parti contre l'esclavage, et le gouvernement a grand'peine à se faire pardonner de la majorité unioniste les coups irréparables qu'il a portés à l'institution du sud. De leur côté, les chefs de l'abolitionisme, MM. Chase, Wendell-Philipps et M. Sumner lui-même, dit-on, mécontens de ces timidités, se sont demandé s'ils ne susciteraient pas à M. Lincoln un concurrent radical, qui eût été sans doute le général Fremont. M. Chase, récemment exilé du ministère, et qui d'ailleurs avait des prétentions personnelles à la présidence, ne s'était pas déclaré encore; mais il courait le pays, prêchant le radicalisme et ne ménageant point au président les paroles amères. Il y a trois semaines, on l'a vu tout à coup changer de langage. En même temps le général Fremont, abandonné, perdait toute espérance, et écrivait, pour retirer sa candidature, une lettre mal résignée qui laisse le champ libre à M. Lincoln.

A la coalition des démocrates et des rebelles, les républicains répondent maintenant par l'alliance intime de tous les partisans de l'Union. Nulle part leur victoire n'est plus certaine que dans cette ville de Boston, foyer du libéralisme philosophique qui transforme aujourd'hui l'Amérique. L'abolition n'y est pas seulement la doctrine de quelques penseurs, c'est la conviction d'un grand parti. On s'en aperçoit aux immunités dont jouissent ici les nègres. Ils tiennent des *meetings*, organisent des clubs, convoquent les blancs à leurs assemblées. Ils ont même le droit de suffrage, bien qu'ils n'en usent pas facilement, et qu'un préjugé implacable persiste à tenir dans un demi-servage ceux que les lois ont affranchis. Les démocrates, au premier rang desquels se signalent toujours les Irlandais émigrés, assaillent souvent de huées et de pierres leurs assemblées pacifiques. C'est de Boston néanmoins qu'est partie la première idée de cette convention générale des gens de couleur qui se tient en ce moment même à Syracuse, et excite à la fois tant de scandale et de curiosité. La populace, soulevée par les démocrates, voulait, dit-on, user de violence et assommer les délégués comme des chiens. On s'extasiait de l'insolence du noir prétendant à compter pour un homme; une assemblée de bœufs et de chevaux revendiquant leurs droits outragés n'eût pas soulevé plus d'étonnement et d'indignation. Il a fallu aux gens de couleur beaucoup de patience et de courage pour qu'on souffrît leurs réunions. La presse,

qui d'abord s'en était moquée, finit par s'y rendre, attirée par l'intérêt et la nouveauté du spectacle. Enfin les journaux publient aujourd'hui leurs résolutions, qui sont, avec une certaine pompe africaine, un morceau d'éloquence autrement sérieux que le manifeste de Chicago. Il y a dans ces quelques lignes un sentiment profond de dignité blessée, de droit méconnu et de sincère patriotisme. Quelle pauvre figure font devant cette simple protestation de l'opprimé les sophismes froids et hypocrites des philosophes de l'esclavage!

Portland, 11 octobre.

Éveillé hier par des fanfares et des coups de canon, je trouve, au moment de prendre le chemin de fer de Portland, la ville de Boston pavoisée de drapeaux. Que se passe-t-il? A-t-on pris Richmond, ou remporté quelque victoire problématique fêtée comme un triomphe? Quelques détachemens de soldats traversent les rues au milieu d'une foule affairée qui ne semble pas les voir. C'est pourtant en leur honneur que le canon tonne. Tout le long du chemin de fer, je vois les stations encombrées de monde : ce sont les parens, les amis, les fiancées qui attendent les soldats en congé; ce sont aussi les familles en deuil de ceux qui sont tombés qui viennent fêter tristement le retour des vivans. Et l'on ose dire qu'il n'y a que des mercenaires étrangers dans l'armée des États-Unis!

On est émerveillé lorsqu'on songe à ce que devait être avant la guerre la prospérité de ce pays. Dans ces provinces de la Nouvelle-Angleterre, pourtant si peu favorisées de la nature, vous ne voyez encore aucune trace de misère et d'abandon. Je me trompe : vous rencontrez quelquefois de vastes manufactures délaissées, comme en France et en Angleterre, faute de coton. Il y a vers les confins du Massachusetts et du Maine un village appelé Lawrence, créé il y a peu d'années par l'établissement de plusieurs grandes filatures. Le voyageur est confondu lorsqu'il découvre au loin les murailles colossales, les tours, les cheminées, les dômes de ces prodigieux édifices, à présent déserts et silencieux. A côté de la cité manufacturière abandonnée s'élève le village agricole de Lawrence, cottages blancs, jardinets fleuris, fermes coquettes éparses dans les vergers. Le peuple grave et décent qui se presse sur notre passage ressemble aux *bourgeois* de nos campagnes. Je fais un triste retour sur nos humbles chaumières et sur leurs rudes habitans. Il faut avouer que l'Amérique est un kaléidoscope mouvant; son territoire immense présente à la fois tous les degrés et tous les étages de la civilisation. La Nouvelle-Angleterre, après deux siècles d'existence, n'est pas loin de surpasser l'Europe : qui sait si la société nomade et brutale

de l'ouest n'en arrivera pas en peu d'années au même degré? Si contestables que soient ses vertus politiques, la démocratie en définitive a des avantages positifs qui doivent primer tous les goûts et toutes les raisons idéales. Elle est la forme de gouvernement la plus propre à assurer au plus grand nombre ce bien-être dont la poursuite est le continuel effort des sociétés humaines. On peut aimer les vieilles civilisations et les anciennes mœurs, comme ces costumes surannés dont les guenilles pittoresques nous plaisent mieux que le drap commun des habits modernes. Mieux valent pourtant l'élégance un peu douteuse de ces filles de fermiers en chapeaux à plumes et la raideur étriquée de ces artisans empesés dans leur triste habit noir.

Portland, d'où je vous écris, est au nord de Boston, dans l'état du Maine, — jolie ville située entre deux bras de mer, sur une presqu'île enfermée elle-même par d'autres promontoires. L'hôtel de ville, ouvert à tous venans, a une coupole où nous montons sans qu'il soit besoin d'invoquer ni la clé du gardien ni le babil du cicérone. Il n'y a point en Amérique de ces parasites oisifs qui passent leur vie à tirer un rideau sur un mur ou à tourner la clé d'une porte ouverte. La vue s'étend sur les côtes, sur la grande mer, sur une rade superbe où peuvent mouiller les plus grands navires, sur la ville gaie, proprette, et ses avenues de platanes, enfin sur la campagne rouge, jaune, brune, omnicolore, bornée au loin par des lignes de montagnes parmi lesquelles on discerne le pâté bleu des Montagnes-Blanches. C'est là que je m'achemine par le chemin de fer de Montréal.

13 octobre.

Voilà décidément l'hiver, le froid, les pluies, les tristes aspects du ciel. Au physique et au moral, je me replie sur moi-même, et comme l'hiver fait qu'on se blottit au coin du foyer, il reporte aussi ma pensée vers le *home* abandonné. Il n'est pas gai, lors même qu'on en a pris l'habitude, de rester quinze heures durant enfermé dans une salle d'auberge, cherchant en vain à réchauffer son corps et ses idées, écoutant machinalement dans le silence d'une nuit d'automne la cadence de la pluie qui tombe ou le battement régulier de la montre qu'on a posée devant soi pour voir fuir les heures.

Mais où suis-je? me demanderez-vous. — A Sherbrooke, petite ville du Bas-Canada, station du *Grand-Trunk railway,* où je suis arrivé la nuit dernière, venant de Gorham, dans le New-Hampshire, au pied du mont Washington. Il faisait froid dans ces montagnes. De Portland à Gorham, le pays se désole et se dépeuple à mesure qu'on avance. D'abord c'est le paysage accoutumé de la Nouvelle-Angleterre avec ses prairies, ses bois un peu maigres, ses jolies rivières encaissées dans des vallons touffus, avec l'écarlate de ses

feuillages tranchant sur les grisailles d'automne; plus loin, des vallées arides, parsemées de pauvres villages, puis un pays heurté, hérissé d'arêtes rocheuses parmi lesquelles se faufilent de petits torrens montagneux ou s'épandent des lacs solitaires, — des forêts de sapins et de mélèzes jaunis, enfin les grandes montagnes où nous pénétrons au crépuscule par la vallée de la rivière Androscogin. Nous circulons dans une suite de vallées désertes, bordées d'autres vallées plus sombres : elles ont le soir un aspect septentrional qui glace plus encore que la bise qui s'y engouffre.

Le Grand-Trunk est bien le plus lent et le plus mal tenu des chemins de fer. Entre Portland et la frontière canadienne, la compagnie n'accorde aux voyageurs qu'un seul train par jour. Il y a trois mois, près de Montréal, tout un train d'émigrans était précipité, au passage d'une rivière, sur un *steamer* qui passait. Le mécanicien, nouveau et mal instruit, n'avait point tenu compte des signaux qui l'avertissaient que le pont tournant était ouvert. L'autre jour, il s'en est fallu de peu que le même accident n'arrivât. Quant aux déraillemens, ils sont quotidiens, et l'on attend pour réparer la voie qu'elle se soit brisée d'elle-même. Cette fois il ne s'agit que d'un train de marchandises qui a roulé du sommet d'une digue; l'accident n'a pas causé mort d'homme, mais il nous tient deux heures immobiles au fond d'un ravin désert, affamés, grelottans sous le vent glacial qui fait gémir la nuit. A 100 mètres devant nous retentissent des coups de marteau sonores, brillent de grands feux rougeâtres. Sept ou huit wagons renversés gisent sur les talus, laissant échapper des caisses et des tonneaux par leurs flancs entr'ouverts. — Étrange scène à cette heure et dans ce lieu perdu!

Nous repartîmes enfin. Je m'assis en face de deux *backwoodsmen* du Maine qui avaient retourné mon banc pour y étaler leurs bottes sales. L'un d'eux, un jeune homme avec qui je m'étais entretenu quelques minutes, m'appelait poliment *capitaine* (les titres militaires sont en Amérique un signe de respect) et semblait avoir pour moi toute sorte d'égards. Tout à coup je vois s'étendre une grosse botte boueuse qui vient se poser au niveau de ma joue sur le dossier où j'appuyais ma tête; puis la pareille se lève et vient se poser de l'autre côté. Qu'est-ce à dire? Me cherche-t-on querelle? Nullement : c'était mon interlocuteur si poli qui reposait gracieusement dans la posture favorite des Américains. Je l'aurais fort surpris si j'avais rudoyé les deux agréables voisines qui effleuraient mon visage. Je riais trop d'ailleurs pour me fâcher. On se demande pourquoi la classe supérieure se résigne en Amérique à l'impuissance et à l'inaction : c'est qu'elle a la tête prise, elle aussi, entre les bottes sales de la démagogie.

Gorham, où je descends, est un hameau de misérable apparence,

sans qu'une trace de misère réelle en explique le triste aspect. Des fenêtres du vaste hôtel construit là pour les touristes, le soleil levant me montre, non pas le mont Washington lui-même, mais la cime neigeuse d'un des grands dignitaires qui entourent le trône du dieu de cet olympe : les monts Webster, Jefferson, Adams, Madison, Jackson et tant d'autres que l'imagination populaire a groupés autour du sommet dominateur où plane le grand nom de Washington. Les nuages l'ont bientôt envahi, et les radieuses promesses de l'aurore menacent de se résoudre en neige. Je pars néanmoins pour la montagne, dans une voiture légère conduite par un *gentleman* à qui l'aubergiste m'a confié. « Monsieur, dit-il, sait la route, et vous servira de guide. » Mon compagnon tire un cigare de sa poche, me demande si je fume, si la fumée du tabac m'incommode. Je ne savais en vérité à qui j'avais affaire, et la question ne fut résolue que le soir, quand je vis le même *gentleman* porter ma malle au chemin de fer et me remercier pour un dollar que je lui mis dans la main.

Nous entrons dans une vallée sauvage animée par un beau torrent aux eaux pures et fermée au fond par la grosse masse encapuchonnée du mont Washington, toujours plus sombre à mesure que les nuées s'abaissent. On me montre au-dessus de la région des forêts une ligne noire dans la neige : c'est la route récemment ouverte jusqu'au sommet. Un vent froid siffle à travers la forêt dépouillée, son manteau doré s'effeuille à chaque rafale. *Glen-House*, une auberge solitaire abandonnée l'hiver au milieu des neiges, s'élève dans une prairie où courent des chevaux en liberté. Un ours enchaîné à un piquet devant la porte promène en rond sa tête branlante et son épais manchon de fourrure brune : l'ours est le chamois des Montagnes-Blanches.

Une longue montée dans des bois de sapins, puis le givre saupoudrant les arbres, puis la neige formant sur les broussailles des draperies et des dentelles, enfin la glace pendant en stalactites à la place des ruisseaux saisis! En même temps une épaisse nuée neigeuse s'abat sur la montagne. Impossible d'embrasser le grand panorama des lacs; je n'entrevois plus qu'à peine les forêts aux mille couleurs étendues dans la vallée comme un tapis brillant et bariolé. Je n'en demandai pas davantage. Les Montagnes-Blanches ne sont après tout ni bien imposantes, ni bien variées; elles ne sont que coquettes et gracieuses, parsemées de petits lacs, arrosées de mille ruisseaux bouillonnans et couvertes d'une végétation à la fois montagneuse et douce qui doit être charmante au printemps. En cette saison, elles prennent un air inhospitalier, une mine sombre et sévère qu'égaient seulement les lumineux feuillages des forêts. Rien de plus étrange que ces lueurs fantastiques qui courent

sur la montagne et dessinent de brillantes arabesques dans l'ombre violette et veloutée du soir. C'est surtout par les crépuscules sombres et les jours nuageux qu'elles étincellent : elles dégagent alors de la lumière, elles ressemblent à des broderies de feu. On dirait des coulées de lave mal éteintes, ou bien ces franges de pourpre qu'un soleil couchant de décembre met aux masses obscures des nuages amoncelés.

Montréal, 14 octobre.

C'est toujours le même temps lamentable. Je renonce décidément aux lacs, aux montagnes, aux paysages, et je prends le chemin de fer de Montréal. J'émerveille la fille d'auberge en lui mettant dans la main une pièce blanche; je fais ouvrir de grands yeux au garçon qui porte ma malle à la station en lui donnant trente sous pour sa peine. « C'est trop ! » fait-il naïvement, et il s'en va répandre le bruit qu'un prince a passé par Sherbrooke.

Bonnes gens que les Canadiens ! je m'extasiais sur leur honnêteté primitive et me sentais le cœur ouvert à une bienveillance générale pour les paysans abrités avec moi de la pluie battante sous l'auvent du chemin de fer. Ils n'étaient cependant pas jolis : la rudesse de leur climat sibérien semblait avoir passé dans leurs accoutremens et jusque dans leurs figures. Leurs gros habits de laine, leurs grandes bottes boueuses, leurs casquettes de fourrures qui, leur donnaient un air hérissé, faisaient songer à la Laponie ou à la Norvége. Les Français s'agaçaient de plaisanteries et jouaient comme des enfans aux combats simulés. D'autres, plus graves, plus refrognés, se promenaient en silence. L'un d'eux, un Anglais pourtant, m'accoste et me demande... un *quarter dollar* pour s'acheter du tabac. Adieu alors l'honnêteté canadienne ! C'est le premier mendiant que j'aie rencontré en Amérique.

La *métropole* du Canada ne m'apparaît point sous un bel aspect. Vieille sans être pittoresque, elle n'a pas l'apparence d'une ville de plus de cent mille âmes. Les rues sont étroites, à la française, bordées de trottoirs mesquins, les boutiques laides et villageoises, les maisons basses et pauvres, comme les masures de nos petites villes de province. Par ce temps gris, les toits en fer blanc semblent couverts de neige. Enfin une mer de boue envahit la ville en octobre, et, respectée par le balai, ne la quitte plus qu'en mai ou juin. Les journaux se plaignent, le public murmure, et la municipalité délibère. On se promène dans les rues en grandes bottes, comme dans un égout. On montre avec orgueil les *parliament buildings*, grands bâtimens de pierre grise, et le *Victoria bridge*, le fameux pont tubulaire, où je viens de passer en venant de Sherbrooke. C'est un long tunnel de trois quarts de lieue environ : telle est ici

la moindre largeur du Saint-Laurent. Les immenses massifs de maçonnerie qui portent les tubes ressemblent à des pyramides. Le tout a coûté environ 35 millions. En hiver, les glaces encombrent le fleuve, et sans ce coûteux ouvrage Montréal resterait quatre mois privé de débouchés.

Québec, 17 octobre.

Je voulais attendre à Montréal que le ciel me fît grâce; mais les nuages gris ont continué à rouler obstinément et à se distiller en pluie fine sur les rues changées en marécages. La Montagne-Royale, d'où la ville a pris son nom, n'apparaissait que comme un contour indécis à travers la brume. A quoi bon y monter pour ne rien voir? A quoi bon visiter le village indien de Caghnawaga? A quoi bon enfin rester les bras croisés à Montréal? Je m'embarquai donc avant-hier soir sur le paquebot de Québec. Je pus au moins, du pont du *steamer*, considérer à la nuit tombante les quais et le port de Montréal, qui ne manquent pas d'une certaine grandeur. Il y a là un hôtel de ville couronné d'une coupole; à cette heure, les ombres, les lumières qui s'agitent, les bruits du port, le mouvement de la rivière, n'annoncent point le village de province caché dans les rues centrales. Montréal, situé sur son île, au confluent de toutes les grandes voies liquides du pays, est d'ailleurs la capitale naturelle et le centre de tout le Canada. La population, qui s'y multiplie avec une extrême rapidité, prouve que ce n'est pas là un de ces établissemens artificiels que nous avons semés à tous les coins du globe. Il s'y bâtit chaque année de cinq à six cents maisons. Si le gouvernement anglais ne se payait de chimères, au lieu de reléguer l'administration dans ce désert d'Ottawa, dont les communications sont interrompues à l'heure présente, il la mettrait dans cette ville mi-française, mi-anglaise, qui représente le double élément de l'union canadienne.

Le choix de la capitale est d'autant plus grave aujourd'hui que l'Angleterre aspire, vous le savez, à réunir en un seul faisceau toutes ses possessions de l'Amérique du Nord. Les délégués des provinces sont en ce moment même réunis à Québec pour discuter le plan de la confédération nouvelle. Ils sont tous logés dans l'hôtel où je demeure, et trois ou quatre fois le jour le *waiter*, faisant l'office d'huissier, frappe bruyamment à leurs portes pour les avertir que l'heure de la réunion est venue. Hier on me fit l'honneur de me prendre pour un délégué, et je fus averti que la séance allait s'ouvrir. J'aurais été fort curieux d'y assister, car ces messieurs se sont donné parole de garder le plus grand secret, et rien ne transpire de leurs délibérations que quelques propos insignifians. Ils veulent, paraît-il, se mettre d'accord avant de rien livrer à la publicité; mais ce

qui ne peut rester caché, c'est que le sentiment général de la délégation, comme du pays, est favorable à la fédération. Ce mot a tant de pouvoir et pour ainsi dire de magie, que les oppositions les plus violentes de l'intérêt local s'effacent devant la seule idée d'un gouvernement général et indépendant de toutes les provinces anglaises de l'Amérique. Les Anglo-Américains ont une ambition, celle de tenir tête aux États-Unis et de balancer leur influence. Ce projet d'union nationale flatte leur orgueil, blessé par les pitiés dédaigneuses de leurs redoutables voisins. Ils comptent avec satisfaction le nombre déjà imposant des citoyens de la république nouvelle : quatre millions dès à présent, qui, selon la proportion d'accroissement observée depuis cinquante ans, seront huit millions au moins dans une vingtaine d'années. Ils mesurent aussi (ceci est plus futile) l'étendue du territoire que doivent embrasser leurs frontières, et, mettant ensemble les déserts glacés du nord, les forêts inhabitées du Labrador et les solitudes presque encore impénétrables de l'ouest, ils forment avec orgueil un total supérieur à la superficie de l'Union américaine.

Les Américains, de leur côté, voient avec une indulgence hautaine les efforts de leurs voisins pour se constituer en grande nation. Ils affichent la certitude que l'union des provinces britanniques est un premier pas vers leur absorption dans le grand corps fédéral. Cette prétention des *Yankees* n'est pas la moindre cause de l'ensemble avec lequel on travaille ici à aplanir les difficultés et à concilier les rivalités locales. Les Acadiens (tel sera probablement le nom du nouveau peuple) veulent prouver aux Américains qu'ils peuvent se soutenir et prospérer seuls. Ils disent qu'ils armeront le pouvoir central d'une autre force que la constitution des États-Unis, et que, venus plus tard, ils sauront profiter de l'expérience du voisin pour fonder quelque chose de plus sensé et de plus durable.

Ce n'est pas que la nation nouvelle soit unanime. La vieille discorde séculaire du Haut et du Bas-Canada, bien que noyée dans ce grand projet d'union, comme un combat singulier dans la mêlée d'une bataille, a laissé des traces qui ne s'effaceront pas de sitôt, et, comme toujours, la menace des mécontens est qu'ils vont passer à l'ennemi, c'est-à-dire aux États-Unis. Autrefois le foyer de la révolte était au sein du pays français. Après la dernière insurrection, la politique sage et impartiale de l'Angleterre pacifia tout en accordant aux deux provinces des constitutions séparées et libres avec une représentation égale dans le gouvernement; mais depuis plusieurs années, tandis que la partie française du Canada s'est réconciliée avec la domination étrangère, le Haut-Canada commence à son tour à murmurer.

Il y a vingt ans, la population du Haut-Canada était encore in-

férieure à celle du Bas-Canada : aujourd'hui elle lui est tellement supérieure qu'elle ne veut plus se contenter de l'égalité. Sa richesse a grandi à proportion, et les impôts se sont élevés avec la richesse. Il se plaint donc, non sans justice, de ne contribuer que pour une moitié au gouvernement, quand il contribue pour les deux tiers aux dépenses. De là ces troubles nouveaux, cette guerre civile au sein de la législature, ces menaces de révolte (au fond peu sincères), auxquelles l'Angleterre, toujours habile et modérée, a mis fin par le grand projet d'union nationale qui se discute aujourd'hui.

L'effet en fut immédiat : les francophobes du Haut-Canada, qui, disaient-ils, « ne s'en trouveraient pas plus pauvres d'un dollar, » s'ils ne voyaient plus jamais un Français dans leur pays, qui se plaisaient à montrer sur la carte combien était artificielle la frontière des lacs et ne parlaient de rien moins que de transporter derrière l'Ontario la frontière des États-Unis, abandonnèrent des projets hasardeux dont, à vrai dire, depuis la guerre civile et la maladie financière de leurs voisins, ils ne faisaient plus qu'une vaine menace. Ils avaient incontestablement raison quand ils disaient que tout les pousse dans le mouvement commercial de la république américaine : leur situation, le voisinage des États-Unis, ces lacs mêmes, qui, loin de les séparer, rendent entre eux les communications si faciles, — et nul doute qu'ils n'y fussent entraînés, si les questions de nationalité se décidaient uniquement par la position géographique des peuples. Leurs produits, au lieu de suivre la route longue et difficile du Saint-Laurent, encombrée la moitié de l'année par les glaces, s'écoulent par les chemins de fer et les canaux, qui les concentrent sur le marché de New-York. Cependant la formation des peuples obéit à d'autres lois que ces causes *à priori*, auxquelles résistent souvent les habitudes et les traditions. Par cela seul qu'une population a gravité durant un ou deux siècles autour d'un certain centre politique, elle a contracté avec ses nationaux mille liens, mille affinités, qui, pour rester cachés, n'en seraient pas moins difficiles à rompre.

Ce n'est pas d'ailleurs sans regret que les Français du Bas-Canada voient disparaître leur nationalité; aujourd'hui encore le Bas-Canada, tout anglicisé qu'il est par une longue habitude, demeure une province essentiellement française, parce que l'immigration n'en a que très peu modifié les premiers élémens. Il tient à ses vieilles mœurs, à ses vieilles institutions politiques et religieuses, à ses vestiges de féodalité, au catholicisme conservé comme religion d'état. Rien de tout cela ne sera ébranlé par la constitution fédérale; mais le mélange progressif de toutes les petites nationalités dont se composera l'*union* étouffera dans un temps plus ou moins long le noyau de la nationalité française. Enfin le Bas-

Canada, en souscrivant à l'union nouvelle, renonce à ses traditions, et quiconque a seulement traversé ce pays sait avec quel amour on les y conserve. Tandis que la France d'Europe faisait bon marché du passé et se lançait dans toutes les voies que lui ouvrait l'esprit révolutionnaire, ce rejeton planté au-delà des mers gardait l'ancien esprit monarchique de la métropole, et nourrissait, sous une domination étrangère, toutes les vieilles coutumes qui disparaissaient chez nous; son isolement même le tenait à l'écart du mouvement révolutionnaire; il grandissait à sa façon, sans rien renier du passé, et tout ce que la domination anglaise a laissé subsister de français appartient plus à l'ancien régime qu'à la France moderne. On comprend que cette vieille société se plie mal au changement et se résigne avec peine à l'assimilation anglaise qui la menace.

Elle s'y résigne pourtant, et à l'exception d'une coterie qui veut la ruine de tout gouvernement protégé par l'Angleterre, fût-il composé de Français, la reine n'a pas de sujets plus fidèles que les Bas-Canadiens. Presque toutes les familles de l'aristocratie de Québec ont contracté des alliances avec les Anglais, et parlent plus souvent la langue officielle que la langue natale. Le gouvernement en est plein. Deux hommes qui m'ont accueilli avec une grande bonté, M. Duval, *chief-justice*, et M. Tessier, président de la chambre haute du parlement canadien, tout en gardant au fond du cœur un vif sentiment d'affection pour le nom français et pour la petite nationalité de leurs pères, m'ont paru les partisans dévoués de la couronne britannique. J'en dis autant de M. Taché, de M. Cartier, les deux ministres dirigeans du cabinet canadien, de M. Belleau, président de la chambre des représentans, et de bien d'autres. M. Taché, l'insurgé de 1837, le compagnon d'armes de Papineau, est aujourd'hui premier ministre et anobli par la reine sous le nom de sir Étienne Taché. Si j'en dois croire mes oreilles, M. Cartier, ministre de la justice, qui est, avec M. Mac-Donald, l'homme actif du cabinet, parle un anglais plus pur que son français bas-normand. Son *alter ego* politique est M. Brown, qui fut toujours le représentant des intérêts du Haut-Canada. En un mot, l'union est intime entre les hommes éclairés des deux provinces : ils comprennent qu'il faut faire disparaître les distinctions de peuples avec les hostilités de races; mais s'il y a une province que le système américain attire et menace d'absorber, ce n'est point l'est avec ses institutions locales, ses vestiges d'aristocratie et son nationalisme obstiné, — c'est l'ouest, province moderne, peuplée d'habitans nouveaux et formée sur le modèle de ses voisins des États-Unis. Le Bas-Canada, tout en maintenant son droit à l'indépendance locale et à la liberté politique, comprend qu'il ne peut rester dans l'iso-

lement, et que la formation d'une grande union coloniale est la garantie nécessaire de son autonomie. Il comprend que sans cet appui il sera infailliblement dévoré par le minotaure américain ou réduit à l'insignifiance. L'union nouvelle, qui le fait disparaître comme nation, le protége comme société indépendante, et c'est de toutes les combinaisons la plus favorable à ses intérêts.

Quant aux gens du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'île du Prince-Édouard, de Terre-Neuve, ils doivent sentir l'avantage qu'ils auraient à sortir de leur isolement. Leur situation géographique leur assure le monopole du trafic maritime du nouveau peuple le jour où, comme on l'espère, l'effort concerté de toutes les provinces aurait détourné de leur côté une partie du commerce qu'attirent aujourd'hui les grandes voies de communication et les grands marchés cosmopolites des États-Unis. On les dit pourtant mal disposés à tenter l'aventure et résolus d'avance à mettre à leur concours de lourdes conditions. De leur côté, les provinces hautes ont quelque répugnance à s'unir à ces lointaines colonies de l'est, que leurs relations attachent à la Nouvelle-Angleterre de la même manière que le Haut-Canada aux états de l'ouest. Le parti américain, bien que fort affaibli, n'est donc pas désarmé, et quand ses adversaires répondent que la loi d'attraction peut bien agir en sens inverse et absorber le Maine, le New-Hampshire et le Vermont dans la confédération nouvelle, ils oublient que les gros poissons ont souvent mangé les petits, mais qu'il n'est jamais arrivé que les petits aient mangé les gros. Néanmoins tout le monde a bon espoir. Qu'il procède soit d'une fraternité sincère, soit d'une haine et d'une jalousie communes, le lien moral sans lequel il n'y a pas de peuple, le sentiment national paraît formé. On croit que les résistances s'évanouiront d'une part devant ce sentiment nouveau, de l'autre devant la sage politique de l'Angleterre, bien décidée à relâcher autant qu'elles le voudront les liens qui rattachent ses colonies à son empire (1).

Québec est une vieille ville perchée sur un rocher, au bord du Saint-Laurent, entourée de vieilles fortifications délabrées. La ville basse s'étend sur le rivage, au pied de la colline, et comprend les quartiers commerçans et populaires. Le quartier aristocratique est dans la ville haute. On y monte par une rampe tortueuse, escarpée, qui passe sous une poterne noire. Au sommet, dans un jardin qui fait face à la rivière, se dresse un obélisque où le patriotisme canadien a inscrit côte à côte les deux noms ennemis de Wolfe et de

(1) On sait que ces espérances ont été déçues : le projet d'union a échoué par l'opposition persistante de ces provinces maritimes qui dès lors semblaient froidement l'accueillir. Aussi le parti américain a-t-il relevé la tête et menace-t-il sérieusement l'empire de la métropole.

Montcalm. A droite sont les fossés et l'enceinte d'une citadelle moderne qui domine la ville. Du reste, ni églises, ni palais, ni monumens remarquables; mais la situation est admirable. De la terrasse qui sert de promenade, on a sous les yeux un tableau gracieux et tranquille qui ne lasse jamais : le port qu'on domine, le fleuve, tantôt calme, tantôt tourmenté par la marée, un horizon de promontoires et de montagnes brumeuses, la grande île voisine d'Orléans, les gros navires de guerre mouillés dans la rade, les villages et les forteresses dispersés sur l'autre rive. Il y a le soir une heure charmante : c'est celle où les barques des pêcheurs remontent en louvoyant la rivière et où toute la flottille étend ses ailes blanches autour des gros vaisseaux de la rade; mais je vois tout cela dans une saison pluvieuse et triste. Je commence à me lasser de ces ruelles boueuses, de ces vieux porches croulans, de ces maisons nues comme celles des villages de montagnes et de tous les pays de grande froidure. Toute cette tristesse déteint sur l'esprit. Heureusement l'accueil obligeant que je trouve, la nécessité de faire bon visage à cette bonne vieille société qui met tant d'empressement à recevoir les Français de l'ancienne France, me tirent malgré moi de ma torpeur.

21 octobre.

Je mène une vie fort dissipée : bals, soirées, concerts, ne discontinuent pas. Je m'accommode très bien de cette oisiveté, car tout le monde ici me témoigne une bienveillance extrême, quelques-uns même une véritable amitié. Je ne suis déjà plus un étranger. Dans la famille de M. D..., où j'ai établi mon quartier-général, on me reçoit comme un enfant de la maison; j'y reste des journées entières, j'y dîne, j'y passe agréablement les heures longues et monotones de la soirée d'un voyageur. J'ai à me louer aussi de l'accueil excellent que m'a fait M. Gautier, notre consul-général à Québec. Il a voulu me mener lui-même chez le gouverneur, lord Monck, m'a présenté dans le monde, inscrit au cercle, m'a ouvert enfin sa porte avec une hospitalité tout américaine. A peine arrivé, je songe à repartir; mais en si peu de jours il me semble que je laisserai de vieux amis au Canada.

J'ai dîné hier chez le gouverneur-général. Que vous dirai-je de sa maison? Elle ressemble à celle du vice-roi d'Irlande : appareil de prince quant à l'étiquette, extrême simplicité pour tout le reste. La table est entourée d'officiers anglais en uniforme, tous courtois et distingués. Il n'y a rien à remarquer là que je n'aie vu en Europe : j'aime mieux vous montrer une soirée officielle chez un haut fonctionnaire canadien.

Notre hôte est un homme simple, modeste, familier, sans osten-

tation ni vanité aucune, bien qu'il se promène au milieu du bal avec un uniforme chamarré. Lui-même il donne l'exemple et se mêle aux quadrilles sans rien perdre de son sérieux. La maîtresse de la maison, qui n'est plus jeune, va de groupe en groupe, poussant les récalcitrans à la danse, ou bien danse elle-même par devoir, avec le même flegme imperturbable et le même air résigné. Il y a là toute une foule d'hommes politiques. Causez avec eux, vous les trouvez en général simples, bienveillans, éclairés, et, si j'ose le dire, un peu bourgeois, mais sans l'ombre d'affectation ni de ridicule. Ils ne cherchent pas à vous éblouir de leur mérite; ils n'ont pas l'air de considérer leur position comme une chose qui les élève beaucoup au-dessus de vous. Le gouvernement est pour eux une fonction comme une autre, non pas une distinction qui les oblige à prendre de grands airs.

Je fais la connaissance du premier avocat de la ville. Il a étudié en Europe. Il me dit qu'à Paris le ton ampoulé de nos avocats l'étonne : ici les affaires se plaident tout simplement, à la bonne franquette, sur le ton de la conversation, et je vous jure que si l'avocat ne parle pas plus correctement que le causeur, les audiences de la haute cour doivent ressembler aux séances d'un conseil municipal de campagne. Ces hommes-là ne comptent pour rien la forme; c'est à vous de découvrir sous leurs propos insignifians ou rustiques le bon sens, le mérite solide, la droiture de jugement qui y est cachée.

Il y a dans la société de Québec deux courans distincts, qui, comme le Rhône et la Saône, ne se mêlent qu'à demi. L'un découle immédiatement de source anglaise; renouvelé sans cesse par l'immixtion de l'aristocratie britannique, par le passage continuel du monde militaire, qui y apporte les habitudes et les manières de Londres, il n'est qu'une copie en miniature de la société anglaise : c'est assez vous dire qu'il est froid, décent, formaliste et raide. J'aime mieux la bonhomie de la vieille société franco-canadienne : celle-ci ressemble à nos bourgeoisies de province dans nos villes les plus retirées et les plus patriarcales, peu occupées de choses sérieuses, et ne songeant guère qu'à se divertir, mais à la façon du bon vieux temps. Ainsi dans les bals du monde catholique les *fast dances* (nom effrayant pour les danses tournantes) sont rigoureusement interdites : on ne danse que des quadrilles de neuf heures du soir à deux heures du matin, mais avec un entrain, un acharnement, un air de bonheur indicible. Vieux et jeunes, tout le monde s'en mêle : les grand'mères dansent avec leurs filles, les cheveux blancs et les perruques n'ont pas honte de s'amuser comme des enfans. On mange des pommes, on boit de la bière, préférées souvent à des soupers somptueux; on cause du bal d'hier, du bal de de-

main, de l'influence de la comète et de la lune sur les pluies, et l'on proclame bien haut que le bal est délicieux.

Ce monde aimable et gai commence à aimer le luxe. Ce ne sont tous les soirs que promenades en équipage et cavalcades aux environs. Tout le monde se connaît : on passe le temps à faire Longchamps sur les remparts, à adresser des saluts, à rendre des visites. Les Canadiens disent avoir conservé les manières de l'ancienne France, et le fait est qu'ils en ont au moins gardé la chaude hospitalité. Quand ils me disent que, si je restais longtemps à Québec, je serais ravi de cette société, la plus charmante, la plus distinguée, la plus spirituelle qu'il y ait au monde, ne croiriez-vous pas entendre l'écho d'un de ces cimetières vivans enfouis au fond de nos provinces, où un petit monde vieillot secoue encore les derniers grains de poudre de sa perruque et les derniers grelots de ses habits de cour? Comment pourrait-il en être autrement? C'est le rat qui vit heureux dans son fromage, et qui ne voit rien de mieux au dehors.

J'ai vu l'autre jour les chutes de Montmorency, une imposante rivière qui se précipite d'un bond dans le Saint-Laurent du haut d'un escarpement de deux cent cinquante pieds. C'est la hauteur du Niagara. Elle arrive, bondissant de roche en roche, dans un vallon plein de verdure. Un moulin, une prise d'eau, situés au-dessus de la cascade, brisent le courant limpide, qui glisse follement au bord de l'abîme. Plus bas, un pavillon bâti sur une saillie du rocher, à deux pas de la masse écumante, plonge sur la profondeur où tournoient les eaux éperdues. Tout au fond on aperçoit la nappe verte du grand fleuve à travers les vapeurs blanches soulevées par la cascade; mais il grésillait, je grelottais, et je ne m'y suis pas longtemps attardé. Aujourd'hui le soleil, si longtemps absent du ciel, brille doucement sous des nuages légers. Je n'en jouis guère dans mon réduit sombre de l'hôtel Saint-Louis, au fond d'une cour qui ressemble à un puits. L'hôtel est une baraque branlante, aux corridors étroits, où tous les bruits sont des roulemens de tonnerre. J'y partage d'ailleurs les attentions de l'hôte avec les correspondans des grands journaux anglais, personnages considérables et reçus avec autant d'honneurs qu'un ministre ou un prince. Ils ont en effet l'oreille d'un prince, d'un souverain dont le règne est absolu à Westminster et à Saint-James : je veux dire l'opinion publique anglaise, et c'est à l'Angleterre que les Canadiens témoignent en leur personne tant de déférence et de respect. Quant à moi, le *Journal de Québec* annonçait hier pompeusement mon séjour dans cette ville. Me voilà donc aussi un personnage, et je vais ce soir honorer de ma présence le bal des *bachelors* de Québec.

22 octobre.

Le Canada donne en ce moment l'étrange spectacle d'une métropole qui offre l'indépendance et d'une colonie qui ne la veut pas tout entière. Depuis longtemps, les Anglais ont eu le bon sens de comprendre que le régime du monopole énerve les colonies et oblige ensuite la mère-patrie à des efforts coûteux pour les soutenir. Ils ont donc laissé le commerce du Canada libre, se réservant seulement quelques avantages insignifians et l'influence générale que leur donne ce pied en Amérique; mais cela même ne compense pas l'obligation qu'ils s'imposent de protéger leur colonie. En cas de danger, cette protection deviendrait trop onéreuse, sinon tout à fait impossible. Il s'agit donc pour eux, non de posséder le Canada en maîtres, mais de le fortifier assez pour qu'il puisse se faire respecter tout seul.

Or le projet actuel est un acheminement vers cette situation nouvelle. Les Anglais ne retirent pas leurs troupes, mais ils stipulent qu'ils ne seront chargés, en cas de guerre, que de la défense des forteresses. L'immensité des territoires ne permet pas davantage à une armée de quinze mille hommes, et c'est tout ce que les Anglais veulent laisser au Canada. Que les Canadiens s'organisent eux-mêmes pour tout le reste, qu'ils choisissent le genre de gouvernement qu'ils préfèrent, république élective, ou, comme c'est plus probable, monarchie constitutionnelle sous la forme d'une vice-royauté : les Anglais ne se réservent rien que la position d'alliés, de protecteurs et d'amis. Que cette voie conduise à l'indépendance absolue, cela frappe les yeux de tout le monde. L'Angleterre ne s'en effraie pas, et elle a le bon sens de comprendre que les colonies ne sont pas des esclaves dont on exploite le travail, mais des mineurs qui doivent s'affranchir au jour de leur force et de leur âge mûr. Il ne manque pas au contraire de Canadiens à qui paraît fort dure l'obligation de se défendre eux-mêmes, et qui accorderaient volontiers à l'Angleterre plus de pouvoir en échange d'une protection militaire plus efficace.

La question financière aussi est difficile à résoudre. Le Canada a de grandes ressources, mais une dette; les provinces de l'est ont de faibles revenus, mais point de dettes. Il faut qu'elles acceptent les charges de la dette canadienne en échange des ressources nouvelles que le Canada leur apporte, et il faut que le Canada, à son tour, consacre ses capitaux à des entreprises qui, sans lui, seraient inexécutables. Aujourd'hui la voie de Portland est encore la plus prompte du Saint-Laurent à la Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick; il faut passer par les terres du voisin pour aller de l'un chez l'autre. Et en hiver, quand le Saint-Laurent est bloqué par

les glaces, c'est-à-dire pendant cinq mois de l'année, le commerce des deux Canadas prend tout entier le chemin du sud. Il importe donc à l'union des provinces de l'est qu'un chemin de fer soit ouvert jusqu'au Nouveau-Brunswick à travers des déserts encore inhabités. Une partie de ce chemin est achevée déjà jusqu'à la rivière Saint-Jean. Il faut que le reste soit exécuté au plus tôt avec l'argent du Canada, qui en retour y gagnera un débouché toujours libre. En même temps le Haut-Canada, en demandant le rachat du privilége de la compagnie de la baie d'Hudson, concessionnaire de tous les rivages des grands lacs, parle aussi d'un chemin de fer du Pacifique, qui doit lui ouvrir les solitudes de l'ouest et attirer de son côté le flot de l'immigration européenne. Il n'est pas besoin de dire combien ce projet, qui sera exécuté un jour ou l'autre, serait pour le moment ruineux et prématuré.

Enfin la religion est aussi un obstacle. Dans le Bas-Canada, le clergé catholique lève la dîme (1), tandis que le clergé protestant, par tout le Canada, ne se soutient que par les donations, les contributions volontaires, les héritages et les secours de l'état. Si l'on veut passer sur le Canada un niveau d'uniformité, il faut abolir la dîme et la remplacer par une taxe régulière équitablement répartie entre tous les cultes; mais, outre que la répartition serait difficile, l'institution du clergé catholique au Bas-Canada est une chose ancienne, respectée et respectable, à laquelle il serait dangereux de toucher.

Il est vrai que la difficulté est plus apparente que réelle. La dîme, au Canada, n'est pas cette institution abusive dont l'Irlande montre une si injuste application; le nom a été conservé, la chose même a disparu. Il n'y a rien d'obligatoire dans la taxe de l'église. Les jurisconsultes ont admis, depuis le temps de la conquête anglaise, que le droit inviolable de l'individu faisait fléchir la règle ecclésiastique. Ne paie donc la dîme que qui consent à la payer : le simple refus est admis comme une dispense. La dîme en effet est perçue non point en vertu d'une loi, mais d'un septième commandement de l'église supprimé chez nous, et il est impossible que, dans un pays où règne une parfaite liberté de conscience, on en impose l'exécution à celui qui repousse les enseignemens de l'église. Il suffit donc de dire qu'on n'est pas catholique pour se dispenser de toute redevance; l'action légale que le clergé a contre les réfractaires tombe devant ce désaveu, et le bras séculier ne prête sa force à l'église que pour faire respecter sa loi dans son propre sein. On peut dire que l'église catholique est au Canada une insti-

(1) La dîme au Canada n'est pas du dixième, comme on pourrait le croire, mais du vingt-sixième des produits de la terre. L'*habitant* canadien la paie en nature.

tution privilégiée, et qu'elle n'est pas une institution oppressive. C'est une sorte d'association libre qui impose d'étroites obligations à ses membres, qui exige qu'ils les remplissent tant qu'ils en font partie, mais leur permet toujours de s'y soustraire en reniant ses doctrines.

N'est-ce pas là une transformation remarquable? N'est-il pas curieux de voir comment l'esprit moderne peut conserver les coutumes et les traditions du passé, et la démocratie se mouler dans les formes de la féodalité? Voilà un privilége séculaire qui se trouve, sans révolution violente, sans ruines, sans désordres, par la seule intervention de deux idées nouvelles, celle de l'indépendance individuelle et celle de la liberté de conscience, transformé en usage à peu près semblable au système américain des contributions volontaires. Ainsi, tandis que le nom effraie encore nos préjugés modernes, ce pays jouit en réalité d'une liberté religieuse inconnue chez nous. Chacun y paie, sans contrainte, l'exercice de son propre culte, sans qu'une loi d'oppression uniforme impose également à tous, sous prétexte d'impartialité, l'entretien de cultes indifférens ou hostiles.

L'usage d'ailleurs vaut encore mieux que l'institution. Il est presque sans exemple que jamais action soit intentée par le prêtre pour le paiement du vingt-sixième qui lui est dû. Le prêtre canadien n'est pas, comme le *clergyman* anglais, un *gentleman* raffiné qui a besoin d'un gros revenu pour vivre; c'est un fils de paysan vivant de peu, remettant la taxe aux pauvres qui ne peuvent la payer, consacrant les trois quarts de son revenu à des charités ou à des travaux utiles. Le clergé n'est pas ici une aristocratie oisive qui dépense somptueusement ses dotations, c'est un agent civilisateur actif, aussi occupé de la prospérité matérielle des fidèles que de leur progrès moral. La plupart de ces colonies, qui chaque année reculent la limite des terres habitées en faisant tomber les forêts de quelque canton nouveau, sont fondées, stimulées, soutenues par les prêtres. La civilisation avance non point par trouées hardies dans la solitude, comme à l'ouest des États-Unis, mais par une lente et continuelle inondation. Le colon de la Nouvelle-Angleterre défriche, bâtit, cultive, et s'en va plus loin, après avoir vendu, recommencer son entreprise aventureuse. Celui du Canada meurt la plupart du temps où il a vécu, sur la terre que ses mains ont aplanie; mais à chaque génération nouvelle il se fait un mouvement en avant et un pas de plus vers la conquête agricole qui se poursuit avec les siècles; à chaque génération, il se peuple un *rang* de paroisses nouvelles. Le mot d'ordre du clergé et du parti français est de s'emparer de la terre, d'arrêter l'émigration aux États-Unis, de développer la population canadienne, de grossir en un mot la nationalité menacée

et de la rendre assez forte pour résister à la lente action de la domination étrangère. Le clergé canadien joint donc à son rôle civilisateur un rôle politique; il s'associe aux souvenirs français et s'en fait le représentant fidèle, tout en donnant des exemples de tolérance qui étonneraient les plus libéraux de nos prêtres. On ne se dispute pas ici les âmes avec l'acharnement de brigands sur une même proie : on les laisse venir, et chacun fait sa moisson en respectant le champ du voisin. Le clergé catholique est le premier dans cette joute de libéralisme qui scandaliserait nos fougueux convertisseurs. Je n'en veux pour preuve que cette fondation de l'université Laval, élevée aux frais des catholiques, où l'enseignement est donné sans distinction aux jeunes gens des deux religions aussi bien par des professeurs protestans que par des catholiques. L'établissement a coûté plus de deux millions et absorbe tous les ans un gros revenu. On y enseigne le droit, la médecine, les lettres, les sciences, la théologie, et l'on y délivre des diplômes pour toutes les facultés. La plupart des professeurs ont étudié à Paris; on les envoie tout exprès prendre leurs degrés en Europe. Les études de droit durent trois ans, celles de médecine en durent quatre; les examens sont fréquens et sévères, et j'entendais le recteur, M. l'abbé Taschereau, qui avait la bonté de m'accompagner lui-même dans ma visite, se plaindre du grand tort que font à l'université Laval ces écoles à l'américaine, vraies fabriques de diplômes, où études et examens sont expédiés en quelques mois. Dans ce mouvement rapide de la civilisation américaine, où le succès appartient moins à la science approfondie qu'à la pratique audacieuse, on est moins préoccupé de faire bien que de faire vite, et l'université catholique de Québec est délaissée trop souvent pour l'université protestante de Montréal.

Il en est de même de ce qu'il est convenu d'appeler encore les vestiges de la féodalité au Canada. Quand les Américains parlent des institutions canadiennes, c'est pour crier à l'abomination et à la tyrannie. On croirait, à les entendre, que leurs infortunés voisins du Bas-Canada en sont encore aux seigneuries, aux droits du seigneur, à toutes les barbaries du moyen âge. Il est vrai que le nom s'est maintenu, mais la chose est abolie depuis des années. Il y avait autrefois (et c'était le mode ordinaire de la propriété) des terres concédées moyennant une redevance perpétuelle, qu'on pouvait dire véritablement inféodées. Le seigneur, outre la rente perpétuelle servie par le vassal, percevait à chaque vente un droit de mutation de 12 pour 100. La législature du Canada, après de longues hésitations et de longues disputes, a complétement aboli pour le présent et interdit pour l'avenir cette espèce de tenure féodale. On a indemnisé tant bien que mal les anciens seigneurs,

qui se sont résignés à un gros sacrifice. Comme dans la loi française, on a substitué la rente foncière rachetable à la redevance perpétuelle, et fait du contrat entre le seigneur et le vassal une vente pleine et entière de la propriété. Ainsi, de cette féodalité épouvantable qui indigne si fort les purs démocrates, on n'a gardé aujourd'hui que le nom, qui, comme celui de la dîme, fait illusion à distance, mais n'a plus d'autre valeur que celle des souvenirs.

Je voudrais enfin vous donner quelques détails sur l'organisation de l'instruction publique au Canada, aussi différente du système américain que du nôtre, et qui me semble concilier dans une juste mesure les droits de l'initiative locale et l'intervention souveraine de l'état. Taxe scolaire communale sur la propriété foncière et sur chaque tête d'enfant, qu'il aille ou n'aille pas à l'école, — obligation pour chaque paroisse de nommer elle-même un comité qui fixe et lève l'impôt et choisit l'instituteur, — droit et obligation pour le gouvernement de pourvoir d'autorité à ces divers soins quand les paroisses y manquent, — encouragement et subvention de l'état égale à celle que la paroisse a spontanément ou forcément fournie, — fonds de réserve pour secourir les paroisses pauvres, — tels sont en deux mots les principaux traits de ce système. Ce qui me frappe surtout dans les institutions canadiennes, c'est la *spécialité* et pour ainsi dire la localisation des taxes. Chacun paie pour ses propres besoins, à ses propres députés, la somme qu'il leur a donné mandat d'exiger, ou bien, quand l'impôt est fixe, le produit n'en est pas moins perçu et appliqué dans la localité. Chez nous au contraire, l'état est comme le soleil qui pompe les nuages, les amasse au ciel et les fait également retomber en pluie. Je ne nie pas la beauté apparente du système; mais il a l'inconvénient de cacher aux contribuables l'emploi et la distribution de leurs ressources. Ils voient bien leurs revenus s'en aller en fumée; mais, ne voyant pas d'où vient la pluie qui les féconde, ils s'habituent à considérer les exigences de l'état comme des exactions, et ses bienfaits comme un don naturel.

Je suis allé ce matin voir le village indien de Lorette et acheter au chef de la tribu (qui est un Français aussi blanc que moi) une collection de babioles indigènes. La race rouge a disparu partout où elle s'est trouvée en contact avec la race blanche, s'imprégnant d'une teinture de plus en plus française, jusqu'à ce que l'origine primitive se reconnût à peine à quelques signes obscurs. Les Hurons de Lorette n'en ont pas moins leurs chefs, comme dans le vieux temps, et, chose étrange après deux siècles de civilisation, l'agriculture n'est pas encore leur occupation favorite. A côté du soin de leurs champs, la chasse et les petits ouvrages ingénieux occupent beaucoup de leurs heures : ce sont des canots, paniers,

pelotes, mocassins brodés, éventails de plumes, dont je fais ample provision, et ces grands patins ou traîneaux à marcher sur la neige, faits de cordes tendues dans un cadre de bois dur, espèces de raquettes longues d'un mètre et demi, dont on vend aux voyageurs de charmantes miniatures nouées avec des faveurs roses.

Il y a à Lorette un joli ravin, une jolie cascade; mais les chutes d'eau, si délicieuses en été, m'inspirent plutôt de la répulsion par ce temps froid et sombre. Je reviens sur l'autre bord de la rivière Saint-Charles, traversant les villages semés le long du chemin, où les paysans en bonnets de laine rouge rentrent au logis, la bêche sur l'épaule, d'un pas alourdi par les travaux du jour. Des brouillards flottent dans la vallée, le soleil couchant répand sur les nuages noirs un flot de lumière sanglante dont tout le ciel est embrasé; en face, sur la colline, les clochers de Québec, étincelant à travers la brume, se dressent du sein des vapeurs comme une vision merveilleuse.

24 octobre.

Laissez-moi aujourd'hui vous parler de la nature canadienne, puisque je n'ai rien de mieux à vous dire, et que l'huis-clos des délégués ne laisse pas percer la plus petite indiscrétion. Charles est venu me rejoindre ici depuis deux jours. Nous sommes allés hier à la cascade de la Chaudière malgré le dimanche, qui, en ce pays comme en Amérique, est un jour d'immobilité systématique et d'ennui volontaire. Des voyageurs n'ont pas le droit de perdre ainsi leurs journées. Nous avons donc, bravant le scandale et débauchant un *hackman*, fait cinq lieues de route en plein dimanche, au grand mécontentement de nos voisines de l'hôtel, qui en observaient religieusement l'oisiveté sédentaire, mais comptaient sur nous pour l'égayer. Un *ferry* à vapeur, luttant avec la marée, nous dépose à Pointe-Lévi, sur l'autre bord du fleuve, où passe le chemin de fer de Montréal. Tous ces environs sont rians, peuplés, bien que le sol n'y soit pas riche. En parcourant ces collines inégales, ces champs maigres, ces petites prairies arrosées dans les vallons, je songe que pendant presque une moitié de l'année tout cela est enseveli sous une neige sibérienne, et je m'étonne encore de tant d'aisance et de prospérité. Les maisonnettes sont blanches, soignées, entourées, avec les champs voisins, de barrières de bois. Quelques têtes de bétail, un ou deux chevaux paissent à l'entour de chaque ferme. Enfin les *habitans* endimanchés ont un air de contentement, de propreté, de bonheur, qui le cède à peine à celui des entreprenans colons de la Nouvelle-Angleterre. Il faut avouer que cette humeur sédentaire, qui pour un peuple est un vice, peut être une qualité chez les individus. Un pays grandit moins vite au milieu des lentes et

laborieuses conquêtes du laboureur courbé sur le même sol que parmi les aventures hardies d'une civilisation affamée de richesse. Les longs efforts du fermier canadien ne sont pourtant pas stériles, et si le pays est moins riche dans son ensemble, l'ordre, l'économie, la persévérance, donnent l'aisance aux familles, qui savent vivre aussi heureuses avec moins de ressources.

En revanche, si le pays est pauvre, il est éminemment pittoresque. Le large fleuve épandu entre deux bords élevés et abrupts, des bois de pins et de bouleaux mêlés aux rochers sur ces côtes, à leur pied de petits villages adossés à des pentes rapides, de belles rivières encaissées dans des ravins sauvages qui viennent se noyer dans des baies tranquilles que troublent seulement les courans de la marée, des routes en corniche parmi les forêts ou sur les plateaux sillonnés de vallées humides, au milieu des vastes prairies entourées partout d'une barrière de sapins sombres et bornées au loin par des formes de montagnes bleues, tout ici a un caractère de grandeur, d'immensité triste et sévère, qui n'est pas sans charme. — La Chaudière est une des rivières innombrables qui coulent au Saint-Laurent. Comme le Niagara, dont elle est un peu la miniature, elle déchire brusquement un ravin au milieu des collines et tombe à pic dans l'entonnoir qu'elle a creusé : c'est une gorge des plus sauvages, où elle bondit entre deux barrières d'escarpemens et de forêts. D'en haut, la vue domine toute la scène et embrasse, avec le cours sinueux du torrent, la couronne de montagnes calmes et brumeuses qui trônent à l'horizon. La chute elle-même n'est pas très haute, elle n'a guère qu'une centaine de pieds; mais sa masse d'eau, les vapeurs blanches qui sans doute lui ont valu son nom, surtout la gracieuse disposition des rochers boisés qui l'encadrent, en font de beaucoup la plus belle des environs.

En revenant, nous nous sommes arrêtés dans une maison de paysans pour manger un morceau de pain et boire une tasse de lait. « Êtes-vous Français ou Anglais? ai-je demandé. — Monsieur, je suis Canadien. » La réponse est caractéristique et montre combien sont chimériques nos idées de nationalité opprimée chez nos compatriotes du Canada. Le fait est que les deux races s'unissent de plus en plus, qu'elles se confondent volontiers sous une même dénomination nationale, et qu'aujourd'hui la rivalité n'est plus entre les deux langues, mais entre les intérêts des deux provinces. Le vieux parti français, celui qui rêve l'affranchissement et l'union aux États-Unis, le parti *rouge*, comme on l'appelle ici, bien qu'il soit encore imbu de légitimisme et ennemi de la liberté de la presse, ce parti se sent impuissant et s'en irrite. Il y a quelques jours, on a élu un membre du conseil législatif dans la circonscription des

Laurentides, qui comprend le comté de Québec, Beaufort et tout le bas Saint-Laurent, c'est-à-dire la partie la plus française du Canada. M. Price, Anglais, l'a emporté sur M. Laterrière, Français, à une immense majorité, environ douze contre un. Une centaine de voix tout au plus, voilà ce qu'a pu réunir le parti de l'anglophobie dans un pays où l'on parle français. Et cependant, par une sorte d'inconséquence, tout en servant fidèlement l'Angleterre, quelques Canadiens gardent pour la mère-patrie un amour platonique et persévérant. Ainsi au bal des *bachelors* un jeune homme en uniforme anglais s'approche de moi et me dit : « Vous êtes Français, monsieur? — Oui, monsieur. — Eh bien! monsieur (et il me prit la main avec chaleur), souvenez-vous qu'il y a ici, sous l'uniforme anglais, des cœurs qui battent pour la France. »

Montréal, 28 octobre.

La pluie me poursuit avec une obstination irritante. Parti hier de Québec en nombreuse compagnie, je trouve ici le même déluge qu'il y a quinze jours. Donegana-Hotel a fait faillite, les autres auberges sont pleines; bien heureux de pouvoir trouver quelque part un abri. Il y a ce soir grand bal donné aux délégués, qui, avec les mœurs errantes des Américains, poursuivent leurs délibérations en se promenant de ville en ville et de fête en fête, traînant à leur suite la moitié de la société de Québec.

Il est probable qu'en fondant la monarchie du Canada, les rédacteurs de la constitution imiteront de très près les institutions anglaises. Une des questions épineuses était celle de l'élection de la chambre haute ou *conseil législatif* de la confédération nouvelle, parce qu'elle enveloppe, à vrai dire, le principe même du gouvernement. Le conseil législatif des deux Canadas, qui procédait autrefois de l'élection directe de la couronne, est issu maintenant du suffrage populaire, sauf le droit acquis de quelques anciens membres qui ont été maintenus à vie; mais pour l'union nouvelle une foule de systèmes sont en présence. Le conseil sera-t-il héréditaire, à vie, élu temporairement, nommé par la couronne, par les législatures locales, par le peuple, ou bien adoptera-t-on un système mixte? Quelques-uns soutiennent le système que Stuart Mill a préconisé dans son livre, et que j'appellerai l'*élection de droit*, c'est-à-dire l'aristocratie politique à vie des anciens juges, grands fonctionnaires et ministres désignés par la constitution pour faire partie de la chambre, et promus de droit en sortant de charge, sans que le gouvernement puisse les choisir. C'est assurément une idée féconde, et peut-être ce qu'il y avait de plus sage était-il de combiner ce système avec celui de l'élection, en réservant un certain nombre de siéges à la désignation des législatures provinciales; mais alors les

siéges de la chambre haute ne pouvaient ni être fixes en nombre, ni se répartir toujours également entre les provinces, et ce système avait peu de chance d'être adopté dans une assemblée où se rencontrent des ambitions rivales qui ont besoin de limites précises.

L'hérédité soulève les mêmes objections : elle ne peut d'ailleurs prendre racine dans un pays accoutumé à l'élection populaire. Il y a encore le système américain d'un sénat élu tout entier par les législatures des états, et c'était évidemment le meilleur parti à prendre. Il paraît pourtant que les délégués sont décidés à en confier le choix à la couronne. Reste à savoir quels tempéramens on apportera au principe pour empêcher que la chambre haute ne devienne un corps de domestiques ou un hôpital d'invalides. Il est vrai qu'avec le gouvernement sage, impartial, éclairé de l'Angleterre, un pareil danger n'est guère à craindre; mais ce n'est pas une raison pour faire une constitution boiteuse, dont l'avenir dira peut-être les inconvéniens.

Outre la question politique générale, il y a celle des intérêts locaux. On s'est vite trouvé d'accord pour distribuer, suivant la population des provinces, les siéges de l'assemblée législative ou *chambre d'assemblée*. Elle comptera 194 membres, dont 82 pour le Haut-Canada, 65 pour le Bas-Canada, 39 seulement pour les états maritimes; mais les siéges de la chambre haute seront autrement répartis. Ainsi l'Acadie (Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, île du Prince-Édouard) aura droit, dit-on, à 24 députés, Terre-Neuve à 3, le Haut et le Bas-Canada chacun à 24 seulement. Autre question non moins disputée : comment organiserait-on le pouvoir exécutif dans chacun des états formant la confédération nouvelle? Le pouvoir exécutif serait-il aux mains d'un ministère responsable ou d'un gouverneur élu comme aux États-Unis? Si l'on en croit les bruits qui courent, on laisse à chaque province le droit de décider elle-même sur quel patron sera taillé son gouvernement. L'accord s'établit, parce que le pays veut qu'il s'établisse, et que dans ce dessein il a composé la délégation mi-partie de membres du parti anglais, mi-partie de membres de l'ancienne opposition française aujourd'hui au pouvoir. Les *rouges* n'ont pas obtenu une nomination.

C'est que la guerre civile des États-Unis inspire aux Canadiens une crainte salutaire de cette annexion dont leurs terribles voisins les menacent. Elle leur donne en même temps l'audace de résister à ce qu'ils considèrent au fond comme leur destinée, car le danger de l'annexion est ajourné, mais non pas vaincu. Les embarras de l'Amérique, si déplorables à tant d'égards, sont après tout l'unique espoir de salut de la petite nationalité canadienne. Malgré sa pauvreté relative, malgré le déficit annuel de son budget, le Canada

peut encore avec avantage opposer sa dette actuelle de 400 millions aux milliards incalculables de la dette des États-Unis. Il a fait de grosses dépenses pour l'armement de ses milices; mais sous ce rapport les États-Unis n'ont rien, que je sache, à lui envier. Les Canadiens, qui n'ont jamais eu pour la république américaine qu'un zèle douteux et intéressé, font aujourd'hui des vœux pour qu'elle reste divisée; mais, sitôt la guerre achevée, l'Union rétablie, la dette américaine éteinte ou répudiée, ne se laisseront-ils pas de nouveau convaincre qu'ils auraient profit à l'annexion? A vrai dire, sans trop l'avouer à personne, sans peut-être se l'avouer à eux-mêmes, ils en sont convaincus d'avance, et le projet actuel n'est qu'une autre forme du besoin qui les y pousse. Si fort que l'on tienne au maintien de la petite nationalité canadienne, si fort aussi qu'on admire la sagesse du gouvernement britannique dans ses rapports avec ses colonies, on ne peut nier ce qu'il y a d'artificiel dans leur union à une métropole située au-delà des mers, quand elles ont à leur porte, avec un peuple de même race, l'un des plus grands et des plus riches pays du monde.

Autrefois, quand un monopole réciproque enchaînait l'Angleterre aux colonies, elles pouvaient encore s'abuser sur les prétendus bienfaits d'une union qui était leur ruine. Aujourd'hui que le mariage commercial des États-Unis et du Canada est depuis longtemps consommé par le sage libéralisme de la mère-patrie, l'évidence éclate à tous les yeux. Sur 45 millions de dollars, chiffre total des importations pendant l'année 1863, 23 millions venaient des États-Unis, 22 millions seulement de tous les autres pays du monde. Sur 37 millions de dollars, somme des exportations, 20 millions allaient aux états, 17 seulement au reste du monde. La population émigre aussi vite qu'elle se multiplie; elle va chercher aux États-Unis de plus gros salaires, une vie plus large et plus abondante, un plus vaste théâtre pour son activité. La petite colonie française, abandonnée de la mère-patrie, qui a pu, en un siècle et sous la sujétion d'une race étrangère, croître spontanément de soixante-cinq mille à un million d'âmes, n'a pas perdu sa vitalité extraordinaire. Elle déborde dans toute l'Amérique, peuple le Mexique, la Plata, les Antilles, remplit en ce moment les armées du nord et du sud; mais elle ne s'étend plus guère chez elle : le trop-plein coule ailleurs. En 1863, l'émigration a augmenté de 17 pour 100 sur 1862; pour les neuf premiers mois, l'émigration de 1864 dépasse déjà de 32 pour 100 celle de 1863. N'était l'attachement des Franco-Canadiens pour leurs foyers, la population s'éclaircirait plus vite encore. L'agriculture est routinière et se traîne dans les vieux erremens. Aujourd'hui encore, à huit lieues de Québec, on est au bout du monde : il n'y a plus rien au-delà que des déserts.

Les terres n'ont pas de valeur, parce qu'elles manquent de débouchés. Les routes sont rares, mauvaises, obstruées pour la plupart de péages onéreux. Aussi, tandis que les produits du sol surabondent dans les campagnes et qu'il règne dans certains districts écartés un bon marché désastreux, l'Angleterre semble avoir communiqué aux grandes villes quelque chose de sa cherté. Québec même est loin d'avoir aujourd'hui toute son ancienne importance commerciale. Les canaux de l'état de New-York lui enlèvent tout le commerce des grands lacs; les chemins de fer des états de l'est détournent son propre négoce vers les voies toujours ouvertes des ports américains. Plus les moyens de communications deviendront nombreux, rapides et économiques, plus le courant qui écoule les produits du Canada abandonnera les régions septentrionales, qui en étaient jadis la seule issue. On multipliera les canaux, les chemins de fer vers New-York, Boston et Portland; mais on ne fera pas fondre les glaces qui obstruent pendant cinq mois l'embouchure du Saint-Laurent. Le Canada n'aura même plus sa saison d'activité intermittente et temporaire pour racheter son temps annuel d'engourdissement forcé. Chaque année, la navigation du Saint-Laurent diminue : les deux canaux creusés à grands frais pour ouvrir aux lacs l'accès de la mer, le canal Welland, qui tourne les cataractes du Niagara, et celui qui sert à éviter les rapides entre Montréal et Prescott, ne sont plus assez larges et ne rapportent rien. Sur le canal Welland, le transit a diminué de 12 1/3 pour 100 dans les six premiers mois de l'année. Sur les canaux du Saint-Laurent, la décroissance est encore plus inquiétante; elle est de 33 pour 100 sur l'année dernière. Remarquez que la diminution est d'autant plus grande qu'on se rapproche de la mer et qu'on dépasse une à une les voies ouvertes récemment par l'industrie américaine. Sur les canaux de l'état de New-York, il passe aujourd'hui des barques de 210 tonnes, ce qui réduit les frais de transport au point de tuer la marine canadienne et de rapporter chaque année un profit net de 5 millions de dollars. Ainsi le commerce du Saint-Laurent, au lieu d'arriver à la mer grossi du tribut des lacs et d'enrichir les provinces riveraines de son embouchure, semble au contraire rebrousser le courant du fleuve et reléguer au dernier rang les territoires du nord-est.

Je vois donc, en dépit de la confiance que tout le monde ici m'a montrée, le Canada condamné, dans son isolement, à un avenir insignifiant et stationnaire. L'annexion au contraire aurait pour lui mille avantages : elle lui vaudrait un commerce libre, des marchés assurés, des routes, des chemins de fer, des canaux, des transports faciles, l'établissement immédiat d'une foule d'industries attirées par le bon marché de la main-d'œuvre, enfin l'immigration au lieu

de l'émigration. Elle répandrait une vie, un sang nouveau dans ce corps étiolé où la croissance s'arrête. Les Canadiens le sentent et aimeraient mieux le taire; mais les Américains, qui le savent aussi, se chargent de le crier sur les toits.

Le Canada n'est, à vrai dire, qu'une dépendance des États-Unis; sans ce voisin, à la fois bienfaisant et redoutable, ce serait un pays perdu, sans ressources et sans avenir. Il ne peut maintenir son indépendance à côté du colosse aux cent bras qu'à la condition de former une puissance qui tienne la balance égale. Or ceux mêmes qui détestent le plus la république américaine doivent en comprendre la difficulté. L'alliance même ou la protection de l'Angleterre ne serait d'aucun secours au Canada contre un coup de main des États-Unis; tout au plus pourrait-elle y jeter une armée qui serait prise jusqu'au dernier homme. N'est-elle pas forcée l'hiver d'emprunter aux Américains leur rade de Portland pour y faire aborder les paquebots-poste du Canada? Les États-Unis n'ont qu'à vouloir, et le Canada, séparé du monde, investi comme une place assiégée, livré sans défense aux incursions de leurs armées, n'a plus d'autre ressource que de se jeter dans leurs bras. Les Américains se croient bien certains de n'en faire qu'une bouchée. Le projet d'union des provinces les irrite comme une barrière qu'on essaie d'élever contre eux; ils voient d'un mauvais œil la coïncidence malheureuse de l'établissement d'un empire au Mexique et de la formation d'une nation rivale au Canada. Enfin la conduite de l'Angleterre durant leur guerre civile ajoute à ce grief un vif désir de vengeance. Les Canadiens, en ce moment, essaient d'un expédient temporaire pour éluder leur destinée : ils voudraient, s'il était possible, satisfaire aux exigences de leurs intérêts matériels sans renoncer à leurs antipathies et à leurs affections nationales; mais je crains beaucoup qu'ils ne puissent résister à la pente fatale.

En 1849, le parti de l'annexion forma à Montréal une association puissante, dont le chef était M. Benjamin Holmes, membre du parlement canadien. Elle publia un manifeste qui exposait tous les inconvéniens de l'union de la colonie à cette mère-patrie lointaine qui, sans la tenir attachée par aucun lien naturel, la forçait à vivre en antagonisme avec le pays dont tous ses intérêts devaient la rapprocher. Elle y énumérait tous les remèdes à la stérilité et à la décadence dont cette union contre nature avait, disait-elle, frappé les deux provinces. C'étaient : la protection des produits canadiens sur les marchés de la Grande-Bretagne, — la protection locale des manufactures, — une confédération des provinces, — l'établissement d'une république fédérale indépendante, — et en dernier lieu l'annexion aux États-Unis, à son avis seule efficace. Telle est en effet la gradation et la fin probable des tentatives de l'Angleterre pour

consolider ces provinces : elle a renoncé depuis longtemps au système ruineux de la protection ; elle essaie aujourd'hui d'une confédération coloniale. Elle se résignera, s'il le faut, à la république indépendante ; mais de là à l'annexion il n'y aura plus qu'un pas. Le bon sens de l'Angleterre commence, je crois, à le comprendre ; il dénoue peu à peu et rompra un beau jour le lien fragile et artificiel qui la rattache à ses colonies. Le lendemain, les deux Canadas feront partie des États-Unis.

29 octobre.

Je dis adieu au Canada et à ses pompes. De Chicago, où je me dirige, je gagnerai Columbus, Cincinnati, Pittsburg, tout ce que j'ai sauté à pieds joints la dernière fois. L'élection d'ailleurs approche, et l'ouest est le pays le plus curieux à observer au moment de la lutte, parce que les partis y combattent à armes égales. On voulait m'entraîner à Ottawa, où la délégation va terminer sa promenade triomphale. Enfin me voici en route, non pas en chemin de fer (c'est demain dimanche, et tous les trains s'arrêtent à l'heure du service), mais sur le *steamer* de Toronto, remontant depuis trois heures d'écluse en écluse le long canal qui borde les rapides du Saint-Laurent.

Les habitans de Montréal ont offert ce matin aux délégués un banquet, suivi de longues harangues : ceux-ci persistent à envelopper de mystère le résultat de leurs conférences ; ils veulent soumettre leurs résolutions à l'Angleterre avant de les rendre publiques. Leurs discours d'ailleurs respirent un royalisme irréprochable. M. Cartier, du Bas-Canada, a donné l'exemple de la courtoisie en choisissant la langue anglaise pour se mieux faire entendre de ses auditeurs ; il a été jusqu'à dire que les Canadiens dès l'origine avaient compris combien étaient creuses les institutions purement démocratiques (1), et qu'aujourd'hui, bien loin de se démentir, ils souhaitaient plutôt d'augmenter la prérogative royale.

Après le succès de la conférence, le grand événement du jour est le *raid* des confédérés dans l'état de Vermont. Vous avez sans doute entendu parler de cette curieuse expédition, à laquelle les Américains accusent le Canada d'avoir prêté aide, mais qui semblait n'être au fond que le coup de main hardi d'une poignée de brigands. Il y a peu de semaines, le village paisible de Saint-Albans, dans l'état de Vermont, était réveillé la nuit par un bruit de guerre. Une bande d'hommes armés avaient envahi les rues, forcé la porte de la banque, tué le gardien qui tentait de la défendre, volé l'argent, les chevaux, et mis le feu aux maisons. Le lende-

(1) « The hollowness of purely democratic institutions. »

main, ils avaient passé la frontière et cherché l'abri de la neutralité canadienne. Ni la police, ni la loi, ni la main même des habitans, ne pouvaient les atteindre au-delà de cette barrière idéale élevée par la foi des peuples. Leur brigandage s'était préparé sur la terre canadienne : ils y recélaient maintenant leur butin et leur impunité; mais le gouvernement des États-Unis avait le droit de la plainte, et il s'unit aux victimes pour demander justice.

On hésite à la lui rendre. Il paraît maintenant avéré que ces pirates ne sont pas des voleurs vulgaires, que ce sont de véritables *rebelles* envoyés du sud, commandés par des officiers de l'armée confédérée, et agissant d'après leurs ordres officiels. Une lettre récente du fameux émissaire de la rébellion George Saunders, l'ami et le confident intime de l'*archi-rebelle* (comme appellent Jefferson Davis dans leur style biblique les journaux *yankees*), et qui, depuis la comédie pacifique de Niagara, est resté sur la frontière du nord le grand organisateur des conspirations et des pirateries (1), atteste qu'en vérité les prétendus malfaiteurs de Saint-Albans sont de loyaux serviteurs du gouvernement de Richmond. Eux-mêmes se vantent de leur brigandage comme d'un glorieux fait d'armes et d'une juste représaille des dévastations du général Sheridan dans la vallée de la Shenandoah. Une faction nombreuse les soutient et applaudit à leur audace. Il ne manque pas au Canada de gens qui croient faire acte de patriotisme en prenant chaudement leur parti. Ils n'en sont pas moins aux mains de la justice, enfin réveillée de son indulgence, et, quoique défendus par les premiers avocats du pays, ils courent grand risque d'être pendus. La justice canadienne ne pourrait leur faire grâce sans justifier les imputations des Américains et encourir aux yeux de l'Europe un grave soupçon de complicité.

Puisque j'ai prononcé le nom du général Sheridan, laissez-moi vous dire un mot de sa nouvelle victoire. Il a fait l'autre jour une chose que les historiens ne manqueraient pas d'appeler un prodige, si elle était l'œuvre d'Alexandre ou du grand Condé. Son armée était en déroute, lui-même à vingt lieues de là. On l'appelle, il accourt, il entend la canonnade, il arrive haletant, et, pour employer une phrase classique, « par sa seule présence étonne l'ennemi. » Le fait est qu'en une heure il avait retourné la victoire, et que le gouvernement de Washington n'a pas eu moins à se glorifier que celui de Richmond.

Cet héroïque Sheridan, le plus heureux et déjà presque le plus populaire des chefs de l'armée fédérale, n'a pas encore trente ans.

(1) C'est le même M. Saunders, soupçonné depuis de complicité avec les assassins du président Lincoln, et dont l'arrestation, non la *tête* (comme l'ont dit certains déclamateurs plus ou moins naïvement aveugles), a été mise à prix par le président Johnson.

Son armée tout entière est commandée par des jeunes gens comme lui. On cite un de ses généraux à peine âgé de vingt-deux ans, exemple non moins surprenant à notre époque que celui de Pitt ministre à vingt-trois ans dans d'autres temps. C'est peut-être à cette jeunesse des chefs qu'on doit les brillans succès de l'armée.

Le jour baisse, et il faut me taire. Nous avons déjà remonté une douzaine d'écluses, et le canal ne semble pas près de finir. Les rapides du Saint-Laurent sont fort grandioses. Dans une immense plaine, parmi des milliers d'îles, le fleuve roule sur une étendue de plusieurs lieues avec la rapidité d'un torrent de montagne. Ne craignez pas d'ailleurs que je vous décrive longuement le plus grand des fleuves du monde : la corde du pittoresque est rompue, ou du moins rouillée en cette saison. Ce n'est pas devant les horizons dénudés de l'hiver qu'aime à s'éveiller la muse descriptive : elle s'endort, comme une marmotte, à la chute des feuilles.

30 octobre.

Notre navigation se prolonge, et ne finira pas avant demain. Je m'occupe à regarder le Saint-Laurent, qui m'apparaît maintenant sous un aspect nouveau. Les *Thousand-Islands* ne sont pas indignes de leur renommée. Il y a au-dessus des rapides d'étroits passages où l'énorme masse d'eau se déchire un chemin au milieu des îles avec une telle violence que la surface en bouillonne comme une mer agitée et que le bateau s'arrête, avançant à grand'-peine, comme un nageur combattu par la marée. Qu'est-ce donc dans la partie voisine du canal, et où le fleuve descend par une sorte d'escalier de cascades submergées avec la largeur d'un bras de mer et une profondeur telle que les plus gros navires y passent en toute saison! On dirait un lac troublé dans son équilibre et coulant tout entier par-dessus un continent. Les îles, que l'été dernier je vous dépeignais arides et brûlées, se composent de masses de rochers capricieuses et couvertes d'une vaste forêt de pins où paraissent à peine de place en place quelques cabanes. La terre est couverte de buissons rampans, rouges comme du sang, dont la feuille résiste à la gelée. Les forêts, éclaircies par l'hiver, gardent encore des touffes d'un brun roussi qui se mêlent aux verts bouquets des pins et des genévriers.....

Le capitaine nous tient en panne et nous annonce une tempête sur le lac. Kingston, d'où je vous écris, est une vieille ville fortifiée à l'entrée du lac Ontario et à l'extrémité du canal d'Ottawa. Je ne sais s'il y règne pendant la semaine quelque animation; mais son habit des dimanches est, comme toujours, un habit d'enterrement.

Toronto, 1er novembre.

L'orage sur le lac était une hallucination du capitaine. Hier soir, à peine débarqué à Toronto, je suis allé voir mes amis anglais du Lac-Supérieur. La petite coterie de Sault-Sainte-Marie était dispersée aux quatre vents du ciel. Les seuls qui fussent restés au bercail étaient le capitaine et Mme L..., qui m'ont fait le plus gracieux accueil. On m'a mené dans le monde; j'ai entendu un concert, un théâtre de société. Ce ne sont pas les relations agréables qui me manquent ici, et j'y ai le plaisir, rare en voyage, de retrouver des figures connues; mais la ville elle-même n'a rien qui me retienne : c'est une grande cité inachevée, à l'américaine, pleine encore de boue, de terrains vagues et de masures, quoique taillée dans des proportions colossales et ornée de monumens massifs qui lui donnent déjà un grand air. Je reviens à l'Amérique, où les événemens se précipitent et tirent à leur fin. Je pars cette nuit même pour Chicago, et pour faire ma rentrée dans la politique américaine je parcours en attendant les journaux de New-York.

Je passe sur les récits de batailles. Le journalisme américain excelle à servir le *réchauffé*, ou, si vous aimez mieux, le *refroidi*. Quinze jours après une victoire, vous en retrouvez les récits arrangés de telle manière qu'au premier coup d'œil vous pouvez croire à une victoire nouvelle, et que vous achetez le journal sur la foi du titre. Voilà le but et la raison de cette miraculeuse multiplication des nouvelles. Pour le moment, les journaux des deux partis ont pris plus que jamais leurs allures de combat. La *Tribune* est pleine de petits articles courts et exclamatoires, tels qu'on les lance à la dernière heure pour rallier les timides et les conduire à l'assaut. Le *Herald* n'a pas encore fait son choix. Dans sa majesté de journal à l'enchère, il a élevé, lui aussi, sa *plate-forme* en opposition aux deux *plates-formes* officielles, et somme Mac-Clellan ou Lincoln de s'y conformer. Ces airs de législateur sont bien ridicules surtout avec les gros mots et les plaisanteries charivaresques qui accompagnent ces oracles. Il y a quinze jours, il exposait comme quoi le président Lincoln devait indubitablement triompher. Aujourd'hui il fait remarquer que les républicains ont perdu 30,000 voix sur les élections dernières, et dans un article habilement balancé berne les candidats comme une paire de dés dans un gobelet. Quant au *World*, au *Daily News*, au *Chicago Times* et à tout le moindre fretin de l'armée sudiste, je leur croyais la voix éraillée à force d'avoir crié; mais voilà qu'ils élèvent encore le ton de leurs invectives. Lincoln n'était jusqu'à présent qu'*old Abe*, le vieux charlatan, le bouffon sanguinaire, et l'emphase mélodramatique des injures qui lui étaient lancées gardait toujours une nuance de gros rire

brutal de cabaret. A présent le lyrisme échauffé des orateurs et des écrivains démocrates lui a trouvé un nom plus digne de la solennité de leurs derniers appels : on le surnomme l'*arch-fiend*, le roi des démons, comme Jefferson Davis l'*arch-rebel;* mais je laisse ces petits détails et je cours aux faits.

Il n'est question partout que de l'audacieuse fraude électorale commise à Baltimore par les commissaires chargés de recueillir les votes des soldats de l'état de New-York. Vous savez quelle importance a le vote de l'armée. Il y a des états qui, dans leurs élections locales, ont donné la majorité aux démocrates, mais où le vote militaire rendra sans nul doute l'avantage aux républicains. Il paraîtrait que les démocrates ont imaginé de tourner à leur profit cet appoint décisif de la majorité républicaine. La chose est bien simple quand on songe que le vote se divise par états, et que les commissaires chargés d'y présider sont nommés par les gouverneurs, qui peuvent être aussi bien démocrates que républicains. Or un certain Edward Donohue, nommé par le gouverneur Seymour pour ce travail important, a inventé un moyen de falsifier les pièces mêmes du vote. Il s'est procuré les rôles de l'armée, les noms des électeurs, ceux des officiers, ceux des commandans, et avec une audace inouie s'est mis à fabriquer de faux bulletins. Ce n'est pas tout : ressuscitant les anciens cadres, il faisait voter les soldats morts, les déserteurs, les vétérans licenciés, jusqu'à des soldats imaginaires qui n'avaient jamais existé, s'exposant à une découverte certaine le jour où, supputant le nombre des votans, on en aurait trouvé plus que d'électeurs. C'était un faux matériel, car le vote de chaque soldat devait porter, avec son nom, la signature de l'officier, qui en garantit l'authenticité, et celle du quartier-maître, qui répond de l'identité de l'officier lui-même; mais Donohue, Ferry et leurs complices ne sont pas hommes à reculer pour si peu. Peut-être même leur mensonge aurait-il passé inaperçu, s'ils n'avaient compté dans leurs rangs un espion qui les a dénoncés.

Voilà les faits tels qu'on les raconte. Est-ce une invention des républicains, ou, comme les démocrates voudraient nous le faire croire, une comédie de la police? Je ne le pense pas, car il y a des témoignages concluans, et le réquisitoire, demandant la peine de mort, est d'une sévérité qui écarte tout soupçon de complicité entre l'accusé et ses juges. On insinue, non sans raison, que la fraude ne pouvait réussir qu'avec la complicité du gouverneur, et qu'il serait bien juste de faire remonter la responsabilité du crime de l'agent à l'instigateur, de la créature du gouverneur à ce haut personnage lui-même. En attendant, les prévenus ont été traduits devant un conseil de guerre au lieu d'être livrés à la justice ordinaire de leur état, et la raison qu'on en donne montre bien le côté faible des

institutions américaines. Le crime ne tombe, dit-on, ni sous le coup des lois des états, ni sous le coup des lois de l'Union; il y a du reste conflit de juridiction entre les tribunaux de l'état de New-York, auquel les accusés appartiennent, et ceux de l'état du Maryland, où le crime a été commis. L'autorité militaire, ce grand *deus ex machinâ* qui tranche avec le sabre toutes les difficultés politiques, devait donc s'en emparer. La vérité est que, le gouverneur ayant trempé dans le complot, le président ne pouvait s'en remettre à lui de la poursuite; l'affaire, abandonnée à l'état de New-York, tombait entre les mains de juges démocrates qui auraient acquitté les yeux fermés.

Tout en s'indignant contre ces expédiens criminels, les journaux républicains tonnent contre le pacifique Canada, qu'ils accusent d'entretenir à la fois une pépinière de voleurs rebelles et une armée de votans illégitimes, prêts à envahir le pays à la veille de l'élection. Les magistrats locaux reçoivent l'ordre de surveiller strictement les listes électorales et d'exiger des électeurs des certificats de notoriété. Enfin la lutte est si vive, si pressante, qu'on craint que le moindre cheveu ne change les poids de la balance. L'or remonte, ce qui n'indique pas grande confiance. Il court des bruits fâcheux aux armes fédérales. De leur côté, les gens du sud trouvent des ressources nouvelles dans un effort inattendu. On dit que, pour résister plus longtemps, ils sacrifieront jusqu'à leur *institution sainte*. Les gouverneurs des états de Virginie, des deux Carolines, de la Georgie, de l'Alabama et du Mississipi se sont réunis en convention le 17 octobre pour signer ensemble une proclamation solennelle d'union obstinée jusqu'au dernier sou et jusqu'au dernier homme. Ils offrent de mettre les esclaves de leurs états respectifs à la disposition du gouvernement confédéré pour en faire des soldats. On donnerait aux survivans seize acres de terre et la liberté. Cinq cent mille nègres seraient ainsi armés, comme ces esclaves et ces prisonniers que les Romains envoyaient à la boucherie en leur promettant la liberté. On recommande aux planteurs de ne pas laisser leurs esclaves s'enfuir aux armées fédérales, afin de les garder en réserve pour la dernière effusion de sang. « Après avoir épuisé nos blancs, nous ferons, dit un journal de Richmond, tuer nos nègres jusqu'au dernier. » L'enrôlement des nègres tue à la fois et l'esclavage, dont c'est le coup de grâce, et cette malheureuse race noire, qu'on extermine en l'émancipant.

Chicago, 3 novembre.

Je suis à l'heure qu'il est dans un dénûment complet. Arrivés à Détroit avec un long retard, on nous embarque sans nos bagages,

qui arriveront Dieu sait quand. La locomotive siffle, le train s'ébranle, le facteur court après le mécanicien. « John! il en reste, ce n'est pas tout. — *All right, never mind!* » Et nous voilà partis. Si je m'en plains, l'agent s'offense; il va me répondre comme on a répondu un jour à l'un de mes amis : « Mon garçon, c'est votre faute, je n'y puis rien. » Les *cars* sont pleins de monde. A chaque station, un flot de passagers se précipite et se promène piteusement sans trouver place; mais le conducteur nous dit : « Restez debout. » C'est traiter le voyageur avec un peu trop de sans-façon.

J'ai peu de chose à vous dire de la route; c'est la monotonie habituelle du paysage américain : des plaines et encore des plaines, des forêts et toujours des forêts, çà et là des villages, des fermes, une bande de terres défrichées sur les deux bords du chemin de fer. J'ai cependant pu observer combien le Haut-Canada était encore sauvage, combien l'état de Michigan était encore peu habité, sauf dans la partie sud qui touche à l'Illinois et à l'Indiana. Il y a place pour une immense population; cette uniformité même, qui ennuie le voyageur, favorise le progrès de l'agriculture. Vous savez qu'en Amérique la colonisation suit les chemins de fer : encore deux ou trois percemens de la péninsule isolée entre les trois lacs, et les populations vont s'y abattre en foule. Cette Amérique est vraiment destinée par la nature à servir l'ambition démesurée de ses habitans. Pas de variété naturelle, pas d'obstacles au mouvement des peuples, pas de pittoresque inutile et gênant. De la Nouvelle-Orléans jusquaux grands lacs, des Alleghanys jusqu'aux Montagnes-Rocheuses, le continent tout entier n'est qu'une vaste plaine. Jamais terre n'a été mieux faite pour recevoir une civilisation improvisee et multiplier en peu d'années les peuples. Les divisions, les particularités nationales n'y peuvent guère prendre racine. L'unité de la nation américaine est nécessaire au mouvement continuel de ses populations nomades, et ce mouvement, ce mélange même, la ramèneront toujours à l'unité.

Mais je m'égare bien loin de mon itinéraire. De Toronto à Port-Sarnia, au-dessus du lac Saint-Clair, j'ai suivi le *Grand-Trunck railway*, de mauvaise renommée. Le lac Huron se déverse là tout entier par un canal étroit, qui n'est pas deux fois aussi large que la Seine, mais dont la profondeur énorme et la prodigieuse rapidité disent la masse d'eau qui s'y écoule. On le traverse sur un bateau à vapeur qui, pour lutter contre le courant, doit se tenir dans une direction presque parallèle au rivage. De là on se rend à Détroit ou plutôt à la *jonction*, car je n'ai rien vu de la ville, puis par le Michigan central, autour du lac Michigan, jusqu'à Chicago. La ville me paraît immense et bien plus taillée dans le grand que New-York elle-même. Plus les villes américaines sont récentes, et plus

elles sont colossales. Un Français qui a vécu à San-Francisco me disait que la cité californienne est de beaucoup la plus vaste, la plus riche et la plus luxueuse des États-Unis.

La querelle s'aigrit entre le Canada et l'Amérique. Ceux mêmes qui chez eux font des vœux pour les rebelles ne pardonnent pas à une terre anglaise de servir de refuge aux pirates du sud. Ceux-ci deviennent plus audacieux que jamais. Ils viennent de saisir en mer le *Roanoke*, un paquebot qui revenait de la Havane; ils ont failli l'autre jour tenter un coup hardi sur Buffalo, et n'en ont été détournés que par l'avis donné à temps aux magistrats de la ville par les autorités anglaises. Vous voyez que le Canada fait son devoir, et qu'il serait injuste d'exiger plus; mais c'est pour la haine des deux peuples une occasion de se déployer. Il paraît qu'à Montréal, où s'instruit le procès des brigands sudistes, l'opinion est toujours très vive en leur faveur : folie non moins grande que celle des provocations américaines. Ce n'est ni pour l'un ni pour l'autre peuple le moment d'entamer des disputes d'où la guerre peut naître.

Il est vrai que l'Angleterre s'y prend mal pour les apaiser. Ne riez-vous pas de l'admonition paternelle que l'Anglais sir H. Houghton et ses trois cent mille compatriotes adressent, au nom de l'humanité, à leurs frères cadets d'Amérique pour les décider à cesser une guerre fratricide et à se donner le baiser de paix? Cette pièce est un chef-d'œuvre de sotte maladresse et de naïve infatuation. Comme ces airs de bon apôtre conviennent bien au peuple anglais! Quelle sollicitude, et combien doivent en être touchés les Américains, qui savent toute la sympathie qu'on a pour eux chez nos voisins, tous les efforts qu'a faits le cabinet de Londres pour mettre à la raison les corsaires audacieux qui viennent s'équiper dans les ports neutres de la Grande-Bretagne! Il est vrai que les principaux signataires de l'adresse internationale sont connus pour des partisans déclarés de la sécession; ils l'ont publiquement assistée jusqu'à ce jour de leur influence, de leur parole et de leur argent. Ils ne pouvaient d'ailleurs imaginer rien de mieux pour stimuler l'humeur guerrière de leurs bons cousins.

4 novembre.

Tout le monde sait l'histoire de Chicago. Ce n'était, il y a trente ans, qu'un hameau de huttes indiennes. Il y a dix ans, elle n'avait que 34,000 habitans; au dernier recensement de 1860, elle en comptait près de 110,000. Aujourd'hui enfin on évalue sa population à 175,000 âmes. Elle est la métropole de l'ouest, la grande étape de l'émigration sur le chemin de la prairie, le centre d'un réseau immense de chemins de fer et de canaux, l'entrepôt du com-

merce des lacs, la rivale heureuse de Saint-Louis et de Cincinnati. Elle exporte du charbon, du fer, des bois de construction, des peaux, des viandes salées, des grains surtout: on l'a surnommée l'Odessa de l'Amérique. Elle commande la navigation des grands lacs, comme New-York commande celle de l'Océan. Comme New-York aussi, elle est le creuset où viennent se fondre et s'assimiler toutes les nations du monde. On est presque effrayé lorsqu'on se figure ce que Chicago sera devenu dans cinquante ans.

Je viens de me promener dans cette grande agglomération de carrés séparés par des rues immenses où règne plus à l'aise une activité aussi grande que celle de New-York. A New-York, le quartier des affaires est un égout encombré de marchandises. Ici les tonneaux, les caisses s'entassent au bord de la chaussée, et un large espace reste ouvert aux piétons. Les maisons sont monumentales et majestueuses, dans ce genre bazar et boutique qui est celui du génie américain. On sent bien pourtant que la ville est nouvelle et improvisée; elle est pleine de disparates choquantes : on y voit des pavés défoncés, des trottoirs de bois, à côté de magnifiques dallages de granit. Les habitans aussi laissent à désirer : on dirait des ouvriers ou des campagnards endimanchés; c'est le type ordinaire de l'ouest. On voit des hommes grossièrement vêtus conduire d'élégans attelages. Enfin, à deux pas des grandes rues, on entre dans des cloaques de chemins boueux et de maisons de bois clairsemées, où rôde une population germanique et irlandaise d'aspect encore très rustique: voilà la vraie ville de Chicago.

Un ami fait l'été dernier à Saratoga, en une demi-heure, me mène dans ces tristes faubourgs visiter les grandes boucheries qui font aujourd'hui concurrence à celles de Cincinnati. On les a assez décrites pour que je me dispense de vous y promener longtemps parmi les chairs palpitantes et les cuves pleines de sang. — En une minute, l'animal est saisi, assommé, échaudé dans de grandes chaudières, éventré, râclé avec de grands couteaux par mille mains actives, et suspendu sous un hangar à des crochets de fer au bout d'une file innombrable de cadavres. C'est par la division du travail qu'on arrive à cette promptitude et à cette perfection. Les équarrisseurs ont du sang jusqu'aux épaules, — leurs vêtemens en sont imprégnés. Je vois sans beaucoup de pitié les porcs tomber sous le maillet de l'exécuteur, leurs hurlemens affreux ne m'inspirent que du dégoût; mais je ne puis entendre le beuglement d'angoisse des grands bœufs terrassés sous le marteau qui leur enfonce un coin d'acier dans la tête. Ailleurs des nègres de taille athlétique découpent à grands coups de hache les carcasses saignantes dont les quartiers roulent par une trappe à l'étage infé-

rieur : c'est là qu'on les sale et qu'on les prépare. Cette horrible industrie est une des grandes richesses de Chicago.

En revenant, nous parcourons *Michigan avenue*, une longue allée qui s'étend au bord du lac, entre une grande plage sablonneuse où les vagues déferlent et une rangée irrégulière de belles habitations entourées de serres et de jardins. Des troupeaux de vaches nomades y errent en liberté, broutant l'herbe maigre qui croît dans les fossés. C'est là pourtant, et dans *Wabash avenue*, que demeure le monde riche et élégant de la ville. Encore un pas, et nous sommes dans *Lake street*, le *Broadway* de Chicago, au milieu du bruyant tumulte de la cité commerçante. Ce noyau central est entouré de trois côtés par le lac et par les deux branches de la rivière Chicago : des ponts tournans le rejoignent aux faubourgs du nord. Les grands bateaux à vapeur des lacs vont et viennent sans cesse dans la rivière, qui forme un port naturel sur une longueur de cinq milles au-dessus de son embouchure. Tout le long se dressent les hautes tours de bois de ces *élévateurs* où passent, dit-on, chaque année vingt millions de boisseaux de blé.

C'est dans quatre jours qu'a lieu l'élection. Il me semble que le parti républicain, sans être sérieusement compromis, commence un peu à s'affaiblir. Les dernières victoires, qu'on a tant célébrées, n'ont servi qu'à verser du sang. Grant, de qui on attendait quelque prochain coup de tonnerre, se contente de fortifier sa position, sans avoir toujours l'avantage dans les combats quotidiens des avant-postes. Il a fait tuer en une seule campagne plus d'hommes qu'il n'en fallait il y a cinquante ans pour soumettre tout un empire. Il a payé chaque pouce de terrain d'une vie humaine. On l'accuse maintenant d'être un *sluggard*, un de ces généraux dont tout l'art consiste à sacrifier obstinément les hommes, et qui pour franchir une rivière y font une jetée de cadavres. Sans doute le président Lincoln souhaite ardemment de pouvoir jeter dans la balance, à la veille de l'élection, le nom d'une victoire nouvelle; mais la bonne volonté ne suffit pas contre les triples et quadruples lignes dont les rebelles ont environné leur capitale. Meade a livré la semaine dernière à contre-cœur, et pour obéir à des ordres positifs, un assaut funeste à l'armée fédérale. Les journaux démocrates savent bien qu'ils mentent lorsqu'ils menacent le général Sherman d'une déroute : je n'ajoute foi ni à leurs bruits de défaites dans l'Arkansas, d'invasions dans le Kentucky et dans le Tennessee, ni à leur comptes apocryphes d'ennemis innombrables. Toujours est-il que Grant matériellement n'avance pas, tandis que Sherman a beaucoup à faire de tenir ses communications libres contre les bandes armées qui harcèlent ses derrières.

Quant aux finances, l'or monte, la dette fait boule de neige, le

papier-monnaie, dont la source avait dû être tarie, coule aussi abondamment que jamais sous la forme des billets des *banques nationales*, dont la réserve est déposée à Washington en bons de l'emprunt des États-Unis, et sous celle de ces obligations portant intérêt, ingénieux, mais ruineux déguisement du papier-monnaie. On calcule d'après les pièces officielles que la dette augmente de 11 millions par jour, déduction faite des énormes emprunts contractés par les états et les localités pour satisfaire aux exigences du gouvernement central et lui fournir les millions d'hommes qu'il a dévorés.

Vous pensez quel parti les démocrates tirent de ces dangers, quelle joie leur inspirent toutes ces inquiétudes, et combien, il faut le dire, à ce dernier moment de la lutte les préoccupations nationales sont noyées dans les rivalités politiques. Je sais que c'est le sort inévitable des oppositions, en temps de guerre, que de se trouver en fait, et souvent malgré elles, alliées à l'ennemi public; mais il faut être bien endurci à la brutalité de la presse américaine pour ne pas frémir en lisant certaines feuilles démocrates, qui ne sont au fond que des feuilles rebelles. Écoutez ces titres significatifs mis en tête du *Chicago Times :* « Inaction de Sheridan. — Condition véritable de l'armée *en déroute* d'Early. — Grant fait une nouvelle tentative, et échoue *comme de raison.* — Hancock et Meade refusent de conduire leurs hommes à un carnage inutile. » Ne croirait-on pas lire les journaux de Richmond? Le *Times* n'est pourtant que le disciple fidèle et l'organe favori des héros de la convention démocratique. En août dernier, les ardens du parti lui donnaient des ovations et des sérénades pour le récompenser de son courage *patriotique.* Que penser d'un parti qui met sa gloire dans l'humiliation nationale? Les mêmes hommes, je le sais encore, font des protestations hypocrites : tandis que la main droite trempe dans la trahison, la main gauche fait des charités pompeuses aux blessés et aux veuves. La semaine dernière, au *meeting* démocratique de Joliet (Illinois), au milieu des oripeaux, des mascarades, des chars attelés de dix chevaux, chargés, comme la voiture du bœuf gras, de groupes allégoriques et d'orchestres ambulans, on a promené quelques charretées de bois de chauffage et quelques tonneaux de farine pour les familles des soldats blessés; mais je me défie d'une bienfaisance qui fait ainsi parade d'elle-même. Si le parti démocrate tient à prouver son patriotisme, qu'il se soumette à la conscription, qu'il paie sans murmurer les impôts, plutôt que d'acheter des ornemens d'or et des bannières de soie pour les déesses de la Liberté qu'il promène dans ses mascarades. « Qu'on dise, s'écrie le *Chicago Times* avec une indignation burlesque, que nous ne sommes pas dévoués à l'Union! Vit-on jamais

plus de drapeaux des États-Unis que dans le *meeting* de Joliet? Il y avait vingt mille personnes présentes; la procession avait cinq milles de long. » Voilà, en vérité, une manifestation bien imposante! mais ces porteurs de bannières nationales n'en veulent pas moins abaisser leur pays devant une minorité rebelle et déchirer en lambeaux le « glorieux emblème des *stars and stripes!* »

Ils font cependant la cour à l'armée. Ceux mêmes qui voudraient la voir exterminée par les rebelles professent pour elle une sorte de culte hypocrite et intéressé. Ils publient tous les jours par douzaines des lettres de soldats supposés qui annoncent l'unanimité de leurs corps pour Mac-Clellan et se plaignent de la pression qu'on exerce sur leurs votes. L'armée d'ailleurs est l'oracle infaillible qu'invoquent tous les partis. Ils trouvent commode de mettre dans la bouche d'un soldat leurs calomnies et leurs injures. Veut-on donner au président Lincoln un *satisfecit* populaire, on suscite un soldat écrivain qui, dans son éloquence militaire, envoie poliment Mac-Clellan *to hell*. Veut-on dénoncer au peuple de l'Illinois l'ivrognerie et l'incapacité de son futur gouverneur O***, vite le *Chicago Times* forge un vétéran qui a servi sous ses ordres et adjure ses concitoyens de ne pas nommer ce « damné lâche! » Veut-on reprocher au président Lincoln son refus d'échanger les prisonniers, mesure terrible dont son cœur a dû saigner plus que tout autre, mais rendue nécessaire par la barbarie des confédérés (1), voici la lettre d'un de ces prisonniers « qui a perdu un poumon et un œil, » et fulmine contre le tyran dans un style ampoulé et théâtral qui n'est pas assurément sorti du fond d'un cachot. Tel est en ce moment le prestige du sabre : tout le monde le flatte et l'adore, et il n'y a pas de vérité qui obtienne autant de crédit qu'un mensonge revêtu de l'uniforme des *boys in blue*.

Vallandigham et ses amis suivent le courant. Ils se sont un peu relâchés de leur vertu farouche, et se contentent d'un *copperheadisme* mitigé à l'usage des gens timides. Pendleton, leur créature et leur âme damnée, a enfin rompu son obstiné silence. Ils

(1) On a osé dire que le président Lincoln était seul coupable des tortures infligées à ses soldats dans les prisons du sud, puisqu'il avait refusé l'échange des prisonniers. On s'est même indigné bruyamment de la cruauté savante d'un gouvernement qui abusait de l'avantage du nombre, et laissait périr des milliers de vies humaines pour épuiser plus vite les armées du sud. C'est une audacieuse et indigne calomnie. Tout le monde sait l'auteur véritable de cette nécessité cruelle : ce sont les confédérés qui, les premiers, se sont mis à massacrer systématiquement tous les prisonniers qu'ils faisaient aux troupes de couleur engagées dans l'armée fédérale. Le président Davis (dont je voudrais pouvoir respecter l'infortune) a déclaré que les prisonniers noirs seraient passés par les armes, et leurs officiers mêmes traduits en conseil de guerre pour être punis suivant les lois des états du sud. C'est alors que le président Lincoln a dû rompre à son tour la convention d'échange, jusqu'au jour où les prisonniers de couleur seraient traités comme les prisonniers blancs.

se disent tous aujourd'hui unionistes fidèles; ils se diront tout ce qu'on voudra, pourvu qu'ils fassent triompher la politique de désarmement qui anéantira le gain de quatre années de guerre et mettra le nord aux pieds du sud : la foule malheureusement n'en voit pas si long. On lui promet la paix avec l'Union, on lui dit que ce but tant désiré, pour lequel on a fait tant de sacrifices, est sous sa main, et qu'après avoir combattu les états rebelles, elle n'a qu'à s'avouer vaincue pour les ramener dociles et repentans. Elle aime mieux écouter le charlatan qui promet l'impossible que l'honnête homme qui dit la vérité. Je crois que le président Lincoln sera élu, parce que l'Union est le premier, l'unique vœu de la majorité du peuple; mais parmi les électeurs mêmes de Mac-Clellan il y en aura beaucoup qui croiront, en le nommant, sauver l'Union.

5 novembre.

J'ai faim d'une autre nourriture que ces grossiers journaux que je dépouille consciencieusement tous les matins, et qui, malgré leur poivre et leur eau-de-vie, paraissent maintenant insipides à mon palais blasé. Pour se plaire en ce pays, il faut y être né, en avoir reçu l'éducation sèche et sommaire, s'être proposé le gain pour unique affaire et la spéculation pour unique plaisir. Si vous voulez vivre en Illinois, retranchez d'abord de votre esprit toutes ces branches superflues que développe l'éducation européenne, et qui ne peuvent fleurir au vent froid du positivisme américain. Soyez tout matière et arithmétique, mais encore plus arithmétique que matière, car votre vie sera partagée entre le comptoir, le cabaret et le *meeting* politique. Heureux peut-être les hommes qui peuvent réduire leur vie à ces termes simples!

Ce serait un reproche banal que d'accuser les Américains d'aimer l'argent : il en est de même dans tous les pays. Ce que je leur reproche, c'est l'unité fatigante de leur point de vue mercantile. S'agit-il de vanter un monument, une œuvre d'art, on vous dit ce qu'elle a coûté; un roman, ce qu'il a été vendu à l'éditeur. Le dollar est l'unité de valeur, la commune mesure, le pivot autour duquel tout gravite : coutume qui simplifie bien des choses, qui peut-être a ses avantages, mais qui indique, sinon une corruption du sens moral, au moins l'absence de certaines idées. L'esprit des Américains est comme un clavier où plusieurs touches manquent. Ils ne connaissent qu'un emploi de leur vie, et ils s'y jettent tête baissée, avec la fureur sérieuse du joueur endurci.

Le hasard m'a mis en rapports avec un des commerçans les plus estimés de Chicago : c'est un homme grand, maigre, anguleux, avec un front grave et soucieux, des traits durs, un regard sombre et calculateur, un visage qui ne sourit jamais, courtois d'ailleurs

et hospitalier, mais si froid, si rigide, qu'il ressemble plus à une statue qu'à un homme. Mon nouvel ami s'habille de noir tous les dimanches, et assiste régulièrement au prêche dans le temple qu'il a contribué à bâtir. On le dit fort généreux : il a donné de grosses sommes pour le rachat des conscrits lors des derniers appels du président. Hier à dîner, il me racontait que dans la spéculation, c'est-à-dire dans les affaires, qui ne sont pas autre chose, on perdait de temps en temps tout son avoir. « Pour ma part, dit-il, j'ai fait trois fois faillite, j'ai été trois fois jeté sur le pavé sans ressources. Eh bien! — et il se versait à boire, — je n'étais pas plus troublé qu'en buvant ce verre de champagne. — Et ce jeu périlleux, lui dis-je, n'en êtes-vous pas fatigué? A présent que vous voilà au sommet de la vague, ne mettrez-vous rien en réserve pour le prochain plongeon? — Peut-être; je me fais vieux. Après tout, s'il faut recommencer, je n'ai peur de rien. Il faut de l'esprit, du courage et de l'*impudence;* avec cela, on remonte sur l'eau. »

Voilà qui est parler tout droit, sans modestie ni fausse honte : le jeu, vous le voyez, s'appelle ici franchement par son nom, et la spéculation passe pour un des arts libéraux, le seul, à vrai dire, que l'on connaisse. Tandis que chez nous le banqueroutier est un homme perdu, il n'y a presque pas un seul négociant, un seul banquier à Chicago qui n'ait traversé deux ou trois faillites. Le plus honorable des banquiers de la ville, un certain M. S..., ne s'est pas, dit-on, enrichi autrement. On me cite des compagnies de chemins de fer qui font de gros bénéfices, et dont les actionnaires ne touchent pas un sou de dividende. Parfois même les administrateurs savent faire de ces faillites habiles qui leur laissent les mains pleines. On me citait un chemin de fer qui avait ruiné trois compagnies d'actionnaires et enrichi trois administrations successives. Ces duperies continuelles ne lassent pas la confiance du souscripteur, qui fournit toujours et imperturbablement des capitaux. Habitués aux fortunes et aux ruines rapides, les Américains envisagent ces catastrophes avec un sang-froid singulier. Ils ne s'affligent guère de l'argent perdu, et ne s'arrêtent pas pour le ramasser. A chacun son tour : on passe à une autre affaire où l'on espère être plus heureux, parfois même on s'allie de nouveau au tricheur adroit par qui l'on vient d'être dépouillé, en se promettant de s'y mieux prendre et d'avoir part cette fois à ses bénéfices.

Vous savez qu'il n'y a pas aux États-Unis de loi générale sur les faillites, bien que la constitution réserve au congrès le droit d'en faire une. Elles sont régies en attendant par des législations locales, qui varient d'un état à l'autre, plus sévères dans le Massachusetts et dans les anciens états de l'est, plus imparfaites et plus indulgentes dans ces nouveaux états de l'ouest, où règne encore une

sorte d'anarchie. On n'y voit pas, à proprement dire, de *banqueroutes*. Quand un négociant est au-dessous de ses affaires et qu'il a résolu de les liquider, il nomme un *trustee*, un fondé de pouvoirs, entre les mains duquel il consigne sa maison. Ce dernier a pendant un an contrôle exclusif et disposition absolue des biens à lui confiés. Il liquide comme il peut les affaires de son commettant, et les créanciers n'ont pas le droit de contrarier sa gestion jusqu'au jour où il leur paie en tout ou en partie ce qui leur est dû. On a vu de grandes maisons se soustraire ainsi à une ruine certaine, et reprendre ensuite avec honneur leurs affaires, interrompues par une gêne momentanée; mais les conséquences habituelles de cette législation sautent aux yeux : quand le failli est malhonnête, le *trustee* n'est qu'un compère qui prend sa part des bénéfices de la fraude. Cependant le banqueroutier se prélasse, va aux eaux, voyage en Europe ou se repose dans sa famille; ses créanciers le rencontrent, l'abordent comme autrefois, lui demandent poliment des nouvelles de son affaire, si toutefois il condescend à satisfaire leur indiscrète curiosité. Ces scandales sont quotidiens. Et pourtant n'y aurait-il pas dans cette législation singulière un bon exemple à suivre? Que de commerçans tombent par suite d'embarras momentanés, d'insolvabilités passagères, qui le lendemain auraient fait honneur à tous leurs engagemens! S'il suffit pour faire banqueroute de ne pas avoir sous la main de quoi liquider, est-ce que les institutions de banque ne sont pas en faillite perpétuelle? Que deviendrait la Banque de France, si demain tous les porteurs de ses billets venaient en exiger le remboursement? Quant aux fraudes, rien de plus simple que de les éviter : au lieu d'un agent du failli, il suffit de confier ces fonctions de gérant liquidateur à un arbitre choisi de l'agrément de tous; ceci d'ailleurs soit dit en passant.

Ce n'est pas seulement aux banqueroutiers frauduleux que les lois américaines se montrent indulgentes. Il y a d'autres négoces où la honte lucrative est souvent le chemin de la richesse estimée. Je ne puis vous taire certains procès scandaleux que les lois encouragent, et qui s'étalent dans les journaux avec une impudence et une crudité tout américaines, je veux parler des procès en séduction. On a tout dit des formes défectueuses et sommaires de ce mariage américain qui peut, suivant les caprices d'une législation irrégulière, être contracté devant le premier *clergyman* ou le premier magistrat venu, ou même devant témoins, être tenu secret jusqu'au jour où on le conteste et où l'on fait comparaître les témoins, être suppléé enfin tant bien que mal par une possession d'état contestable; on sait aussi les facilités singulières que ce chaos donne à la bigamie, et le grand nombre de doubles, triples et quadruples mariages découverts chaque année par la jalousie féminine.

Ce qu'on ne sait pas assez, ce sont les droits exorbitans que l'usage et la loi confèrent aux ingénues qui se plaignent qu'on ait surpris leur vertu. On ne leur répond pas par l'axiome légal : *nemo auditur turpitudinem suam allegans*. Au contraire on leur fait gloire d'un aveu qui, dit-on, relève leur honnêteté, et qui certainement prouve leur sagesse; on n'exige d'elles aucune réserve hypocrite, aucune pudeur fausse et outrée. Si elles ont été faibles, au moins ont-elles le courage et le bon sens de tirer parti de leur faiblesse. Tantôt c'est un riche habitant de Chicago traduit en justice par une jeune et entreprenante *lady* qui lui demande, le couteau sur la gorge, le mariage ou vingt mille dollars. Elle raconte que le roman s'est passé dans un *sleeping-car* du chemin de fer de Chicago à Détroit. On rencontre çà et là sur les chemins, dans les bateaux, dans les auberges, de ces voyageuses hardies qui cherchent fortune : manière comme une autre de chasser au mari. Tantôt c'est un pauvre ouvrier allemand qui dans un bal de barrière s'est montré d'une galanterie un peu trop vive pour une des dames *patronnesses* de l'endroit. Le lendemain, arrêté, accusé par cette fille, condamné enfin pour séduction à une grosse amende, il ne se tire d'affaire qu'en promettant de remplacer les dommages-intérêts qu'il ne peut payer par une rente prélevée sur son salaire. Tantôt c'est une vaillante et innocente héroïne qui, trompée, trahie, délaissée pour une autre, donne un dernier rendez-vous à son séducteur, et le tue d'un coup de pistolet à bout portant : son procès n'est qu'un long triomphe; elle est acquittée, acclamée, célébrée partout.

Rien n'est si frappant dans tout l'ouest que ces immunités, cette hautaine domination des femmes. Le voyageur, dans les auberges, peut encore donner des ordres aux serviteurs mâles : quand leur fierté démocratique se révolte, le dollar les apaise vite; mais qu'il se garde bien de rien demander aux servantes : ce sont des *ladies*, et elles le lui font rudement sentir. Il y a quinze ans, dans ces colonies nouvelles, les femmes étaient encore, comme à présent en Australie ou dans les territoires récemment peuplés du Pacifique, des objets rares et disputés (1) : on faisait tout pour les obtenir, on avait pour elles une sorte de culte grossier et farouche. Elles en profitaient, comme de raison, et mettaient à haut prix leur conquête. Aujourd'hui le progrès de la population, la guerre surtout,

(1) Dans la Nouvelle-Angleterre, la population féminine surpasse au contraire la population mâle. Tout dernièrement, le gouverneur du territoire de Washington, dans la région du Pacifique (qu'il ne faut pas confondre avec le district de Colombie), envoya deux délégués à Boston négocier avec le gouverneur Andrew l'importation sur le territoire de six cents femmes et filles du Massachusetts destinées aux travaux domestiques. Un bateau à vapeur frété par le territoire devait les prendre sur le quai de Boston : on leur promettait de gros salaires et des maris assurés.

qui dévore tant d'hommes, ont rétabli une plus juste proportion. Les femmes pourtant n'ont rien rabattu de leur morgue, ni rien perdu de leurs priviléges : ce sont des êtres dangereux et tyranniques qui tiennent notre liberté et notre vie même à leur discrétion.

La loi veut qu'un seul témoignage oblige le juge, et que l'accusateur puisse en même temps être témoin. Vous sentez l'immense pouvoir qu'elle donne aux imposteurs de tout genre qui veulent vous perdre. Si ce droit n'est pas réservé, comme ailleurs, aux seuls agens du pouvoir et appartient indifféremment au premier venu, ce n'est là, vous me l'avouerez, qu'une bien maigre consolation. Enfin, si l'on sondait une à une toutes les plaies morales de la société américaine, on les trouverait aussi laides que les nôtres; mais nous sommes un corps vieux et malingre que les maladies épuisent; l'Amérique au contraire est pleine de jeunesse et de séve, et sa robuste nourriture l'entretient dans un état de vigueur et de santé générales en dépit de ses corruptions.

En somme, les Américains ont de grandes vertus que je ne veux pas méconnaître. Laborieux, inventifs, intrépides, ils n'ont aucun des vices qu'engendrent la misère et l'oisiveté. Ils n'ont rien du petit voleur mendiant à l'occasion, qui tantôt dit des patenôtres, tantôt prend le mouchoir dans les poches. Ils ont un souverain mépris pour les petits moyens, les petits mensonges et les petites lâchetés. Cela tient surtout aux circonstances où la nature les a placés. L'Amérique est le seul pays moderne où, dans tous les sens, au propre et au figuré, l'homme ait de l'espace devant lui, le seul où il n'ait pas besoin, comme dans nos sociétés anciennes et encombrées, de vivre en parasite sur la richesse d'autrui. On y respecte la propriété, parce qu'elle y est à la portée de tous : avant de songer à dépouiller le voisin, il y a des conquêtes plus faciles et plus fécondes à faire sur le domaine de la nature inoccupée. On y est généreux, parce qu'au lieu de tourner dans un cercle étroit et de s'épuiser à des luttes stériles, on pousse en avant sans prendre garde à ce qu'on laisse tomber derrière soi. Quand je compare les habitudes si larges des Américains à nos mœurs défiantes et chicanières, il me semble voir d'un côté un coureur hardi qui s'allége pour atteindre plus vite le but désiré, de l'autre un flâneur qui s'arrête pour ramasser tous les cailloux de la route. L'un est affairé, taciturne, tendu vers son unique pensée : s'il ne vous renverse au passage, il vous repoussera brusquement de son chemin; l'autre est sans contredit plus aimable, et tous ces petits cailloux inutiles qu'il aime à ramasser sont les plaisirs et les ornemens de la vie.

Ernest Duvergier de Hauranne.

L'EXÉGÈSE BIBLIQUE

ET

L'ESPRIT FRANÇAIS

Les amis de la critique savante apprendront sans doute avec plaisir la prochaine publication d'un ouvrage destiné à remplir une lacune que toutes les personnes éclairées regrettaient de voir en notre littérature : je veux parler de la traduction de l'ouvrage du professeur hollandais M. Kuenen intitulé *Recherches historiques et critiques sur la formation et la réunion des livres de l'Ancien Testament*. Ce livre important est une histoire complète des écrits composant l'ancienne littérature hébraïque. Nous ne doutons pas qu'il ne soit accueilli avec la même faveur que les autres essais qui ont introduit parmi nous cette branche d'études, jusqu'à ce jour si négligée.

« La littérature hébraïque, dit M. Kuenen, aujourd'hui réunie dans un seul volume auquel on a donné le nom d'Ancien Testament, fait partie des livres sacrés en usage dans l'église chrétienne. A ce titre, c'est une littérature d'édification où le fidèle puise des consolations et des principes de foi et de morale. A ce titre encore, elle forme simplement un tout collectif. Le lecteur ne se demande pas qui peut être l'auteur de tel livre particulier, ou dans quelle époque de l'histoire d'Israël tel autre livre a pu être composé; il s'attache uniquement à saisir la tendance générale et l'esprit, sans se préoccuper de la forme littéraire. Toutefois, si la piété ne voit dans l'Ancien Testament qu'un recueil sacré, il est permis à la science d'y voir autre chose encore. Pour la science, notamment pour la philologie, ce recueil représente avant tout une partie importante de la littérature d'un peuple, savoir de la littérature sa-

crée des Hébreux avant Jésus-Christ; mais aussitôt qu'on se place à ce point de vue purement scientifique, on voit se poser une foule de questions plus graves les unes que les autres. Cette littérature est nécessairement l'image de la nation où elle a pris naissance. Jusqu'à quel point l'est-elle? Fruit de plusieurs siècles, cette littérature a dû se développer lentement, graduellement. Quelle a été son histoire depuis ses premiers rudimens jusqu'à ses jours de décadence? OEuvre de Dieu en tant qu'elle porte l'empreinte de son esprit, elle n'est pas moins une œuvre humaine, soumise aux lois, aux conditions générales qui président à la vie littéraire et religieuse d'un peuple. De quelle façon, dans quelle mesure l'action de ces lois s'est-elle fait sentir ici? »

L'ouvrage où M. Kuenen a essayé de répondre à ces questions n'a pas besoin d'une autre recommandation que le nom de l'auteur (1). M. Kuenen est professeur d'Écriture sainte à la faculté de théologie de l'université de Leyde. Il est l'une des gloires de cette grande école, à la fois si savante et si chrétienne, qui a pour chef le profond théologien M. Scholten (2). La publication qu'il a faite de la version arabe du Pentateuque samaritain, ses essais antérieurs de critique et d'herméneutique sacrées, l'avaient placé parmi les plus habiles connaisseurs de l'Ancien Testament. Ses *Recherches historiques et critiques* sont sûrement l'ouvrage le plus complet, le plus méthodique, le plus judicieux de tous ceux qui aspirent à présenter l'ensemble des recherches sur l'ancienne littérature hébraïque. Esprit ferme et sévère, M. Kuenen vise moins à l'originalité des hypothèses qu'à donner la mesure exacte de ce qu'il est permis d'affirmer. Il sait ignorer; il se résigne à ne pas entendre l'herbe germer, à ne pas saisir l'insaisissable. Dans l'état actuel des études d'exégèse biblique, c'est là peut-être la première qualité. La critique de l'Ancien Testament est ce qu'on peut appeler une science close. On ne trouvera pas d'autres textes hébreux; on n'a guère de moyens pour améliorer les textes connus. Sans doute la découverte de nouvelles inscriptions phéniciennes, le progrès des études relatives à l'Égypte, à l'Assyrie, à la Perse, jetteraient sur plusieurs points de grandes lumières; mais le champ même de ce qu'il est permis d'espérer en ce genre est assez limité. Peut-on du moins compter sur les résultats qu'amènerait un redoublement d'efforts et de sagacité? Qu'on ne l'oublie pas : des générations de savans ont consumé leur vie sur ces textes; presque toutes les combinaisons possibles ont été essayées. Une idée neuve en pareille matière a beaucoup de chance

(1) Ces pages doivent servir d'introduction à la traduction du livre de M. Kuenen, qui paraîtra chez Michel Lévy.

(2) Voyez sur les travaux et les idées de cette école l'intéressante étude de M. Albert Réville dans la *Revue* du 15 juin 1860.

d'être un paradoxe. Inventer de nouvelles hypothèses est chose périlleuse quand depuis des années la science tourne dans un cercle battu, et qu'aucune donnée nouvelle n'y a été introduite. Ce qui est plus dangereux encore, c'est la tentation qu'éprouvent les esprits faux et sophistiques, quand il n'y a plus rien de nouveau à trouver, de défaire ce qui a été bien fait. La science repose sur la liberté, et la liberté consiste à pouvoir toujours mettre en doute les résultats acquis; mais de là sortent de très graves inconvéniens, je veux dire ces stériles agitations d'esprits inquiets, ces pas en arrière sous prétexte de progrès, ces thèses bizarres où l'on voit remettre en question ce que le génie des grands maîtres avait prouvé. M. Kuenen échappe à ces défauts, qui malheureusement en Allemagne ne sont point rares depuis quelque temps. Il expose toutes les opinions, les pèse avec une sagacité admirable, trace avec sûreté la limite de ce qui est probable, douteux, certain, impossible à savoir. La grande solidité de l'esprit hollandais, à laquelle ces études durent au XVIIIe siècle de si grands progrès, s'est heureusement retrouvée au moment de leur maturité pour les résumer, en juger les résultats et en tirer les conclusions.

On a pensé que, dans l'état actuel des études savantes parmi nous, une traduction de l'ouvrage de M. Kuenen serait un grand service. L'ouvrage entier se compose de trois volumes, — le premier consacré aux livres historiques, le second aux livres prophétiques, le troisième aux livres poétiques et à l'histoire du canon. M. Pierson, ancien pasteur de l'église wallonne de Rotterdam, a consacré à la traduction de longs efforts, une profonde connaissance des sujets traités dans le livre, et un vif amour de ces études, où il est lui-même un maître autorisé.

On espère que cette traduction lèvera un des principaux obstacles qui s'opposaient au progrès des études hébraïques parmi nous. Un des livres les plus désirés des personnes avides de s'instruire qui ne peuvent lire l'allemand était une de ces *introductions* qui présentent en résumé les discussions sur l'authenticité, l'intégrité, la date de chaque livre de la Bible. L'ouvrage de M. Kuenen atteint parfaitement ce but. C'est la dernière des grandes compositions de ce genre et le plus au courant de l'état des connaissances. Il ne doit pas nous en coûter de recevoir un tel livre de l'étranger. Ces grandes études de critique, nous les avions fondées; puis l'intolérance, la victoire de l'esprit étroit et superficiel, l'invasion des gens du monde dans le domaine de la science, détruisirent ces beaux commencemens. A part quelques illustres exceptions, les essais de l'érudition française dans le champ des études de philologie hébraïque eurent quelque chose d'incomplet, parfois de puéril. Cette histoire est curieuse; elle vaut la peine d'être racontée.

Les questions de critique biblique ne commencèrent à se poser, en France du moins, qu'au XVIIe siècle. Le XVIe siècle eut bien assez à faire d'étudier les textes, de les établir, de les comprendre, de les traduire. Regretter de ne pas trouver chez les Vatable et les Mercier des vues saines sur les questions de critique biblique serait aussi déplacé que si l'on reprochait aux savans anglais de la Société de Calcutta de n'avoir pas aperçu la véritable chronologie de la littérature sanscrite et la valeur des Védas. Quelques esprits dépassant leur siècle, tels que Sébastien Castalion, arrivèrent, il est vrai, à des idées très avancées. Luther, dont la grande âme contenait le germe, obscur encore, de tout le génie allemand, fut parfois éclairé comme d'illuminations anticipées; mais le calvinisme se montra plutôt contraire que favorable à ces études en mettant à la place de l'idée de l'église cette idée exaltée de la Bible qui a dominé et domine encore le protestantisme français orthodoxe. A ce point de vue, la Bible dut paraître un livre homogène, où tout fut divin jusqu'au dernier iota. Les consonnes et les voyelles furent tenues pour également inspirées, et peu s'en fallut qu'on n'érigeât en dogmes la divinité des points massorétiques et des accens. Tel était pourtant le principe de libre examen inhérent à la réforme que des pensées plus éclairées ne tardèrent pas à se faire jour. Les écoles de Sedan et de Saumur eurent de solides études d'hébreu. De ces écoles sortirent, dans la première moitié du XVIIe siècle, deux des hommes à qui la philologie hébraïque doit le plus de reconnaissance, Louis Cappel et Samuel Bochart.

Cappel se borna presque aux questions de lettres et d'alphabet; mais ces questions étaient capitales. Le premier, il réduisit les points-voyelles à leur juste valeur. L'histoire des alphabets qui ont servi à écrire la Bible fut tracée par lui avec une parfaite sagacité. Ces thèses, aujourd'hui élémentaires, soulevèrent des colères inouies. Cappel fut traité de scélérat; je ne sais quel théologien protestant appela sa *Critica sacra* la trompette de l'athéisme, *atheismi buccina, Alcorani fulcimentum, publica flamma abolendum.* Continuant malgré les anathèmes ses recherches excellentes, Cappel posa des principes féconds sur la comparaison du texte hébreu et des versions, sur le choix des variantes, sur la valeur de la lecture massorétique. Chose singulière, les protestans lui furent plus hostiles que les catholiques; quelques-uns de ses travaux furent publiés par les soins de théologiens de l'église romaine. Dans la lutte des orthodoxies, on aimait mieux voir les hardiesses venir des adversaires. Nous verrons bientôt, à l'inverse, Richard Simon beaucoup mieux accueilli des protestans que des catholiques, et ses écrits, repoussés par ses coreligionnaires, publiés avec empressement par des théologiens réformés.

Les ouvrages de Cappel, qui roulent pour la plupart sur des problèmes bien limités et susceptibles d'une solution précise, gardent aujourd'hui toute leur valeur. Si l'on n'en peut dire autant de ceux de Bochart, c'est que les questions qu'il attaqua étaient d'un ordre bien plus délicat, et supposaient des principes généraux de critique et de philologie qui n'étaient pas encore découverts. Plusieurs mauvaises étymologies et quelques naïvetés ne doivent pas faire oublier que Bochart posait vers 1650 les bases de la science comparative des antiquités sémitiques. Le temps était aux grands travaux; un éveil extraordinaire régnait dans les esprits. La rivalité féconde des catholiques et des protestans entretenait un merveilleux zèle pour les études savantes. La fondation définitive de l'exégèse biblique fut le fruit de cette émulation. L'un des deux partis n'aurait pu la produire à lui seul. Les catholiques se seraient endormis sous le poids de l'autorité traditionnelle; les protestans se seraient oubliés dans l'adoration superstitieuse de la lettre. Mis en présence les uns des autres, au sein d'une société sérieuse et que le despotisme de Versailles n'avait pas encore gâtée, ils produisirent les plus beaux fruits. On vit, à cet âge brillant de l'esprit français, ce que peut la liberté quand l'état est à la fois large et fort, quand il s'impose pour unique tâche de maintenir les divers élémens de la société en possession de leurs droits, quand il se contente de présider aux débats intellectuels avec une impassible sérénité.

Si, dans un sens général, l'exégèse biblique fut l'œuvre commune des catholiques et des protestans, on ne saurait nier cependant que l'homme qui donna à cette science son cadre et sa forme arrêtée n'ait été un catholique. Ce fut le Dieppois Richard Simon, prêtre de l'Oratoire. L'*Histoire critique du Vieux Testament*, publiée pour la première fois en 1678, est un traité complet d'exégèse en avance de près de cent cinquante ans sur les autres ouvrages du même genre. Une nouvelle édition de ce livre, annotée et complétée sur certains points, serait encore un livre précieux, pouvant être consulté avec fruit sur toutes les questions difficiles relatives aux écrits hébreux.

La méthode de Richard Simon est la vraie; c'est celle de la raison pénétrante, aidée par un immense savoir. On a pu appliquer cette méthode avec plus de suite et de rigueur; on ne la changera pas tant que le bon sens présidera à ces études. La profonde connaissance des langues orientales que possédait le père Simon lui donnait d'immenses avantages sur tous ses émules. Son analyse du Pentateuque est un chef-d'œuvre. Le principe fondamental de la critique des textes sacrés anonymes, principe applicable à presque toutes les littératures de l'Orient, est chez lui parfaitement déve-

loppé. L'idée de la retouche des textes, des incorporations successives, est substituée aux vieilles discussions d'authenticité. Le texte n'est plus dans cette manière de voir quelque chose de fixe, qu'il faut tenir pour authentique ou apocryphe, admettre ou rejeter en bloc. C'est un corps organique qui s'accroît selon certaines lois, et de temps en temps se métamorphose, sans cesser d'être lui-même. Si quelques-unes des explications de Simon paraissent pénibles et contournées, il faut songer aux difficultés de sa situation. Le moment où il commença de publier était celui où le gouvernement de Louis XIV devint décidément une tyrannie mesquine et tracassière, s'occupant de tout, intervenant dans toutes les discussions, érigeant tout en affaire d'état. Malgré sa réserve, le savant auteur n'évita pas la persécution. Ce qu'il y a de singulier, c'est que la gêne le porte parfois à une critique en quelque sorte trop radicale. L'importance exagérée qu'il attribue à Esdras et à la « grande synagogue, » le privilége bizarre qu'il confère aux prophètes « d'ajouter ou de diminuer aux livres sacrés, » sont des singularités qui lui étaient imposées par les exigences théologiques du temps. Nous autres, libres penseurs, il nous est permis d'être moins embarrassés. En ces matières, plus on est libre, plus on est respectueux; mais les quelques taches qu'on peut signaler dans l'ouvrage de Simon ne doivent rien enlever à l'admiration qu'il mérite. On citerait difficilement un livre qui ait aussi immensément dépassé son siècle que l'*Histoire critique du Vieux Testament*. Certes Richard Simon n'était pas le seul qui, dans la seconde moitié du XVIIe siècle, appliquât la critique aux écrits hébreux. Spinoza en particulier, dans le *Traité théologico-politique*, arrivait sur le Pentateuque aux résultats les plus importans; mais Simon lui est bien supérieur sous le rapport de la méthode, et de fait la science exégétique, telle que l'Allemagne l'a créée, ressemble beaucoup plus au livre de Simon qu'à celui de Spinoza. Le *Traité théologico-politique* est de 1670, antérieur de huit années par conséquent à l'*Histoire critique*. Je ne sais si Richard Simon avait lu l'ouvrage de Spinoza; en tout cas, il n'en relève pas. Spinoza fut le Bacon de l'exégèse, il entrevit une méthode qu'il ne pratiqua pas avec suite; Simon en fut le Galilée, il mit résolûment la main à l'œuvre, et avec un surprenant génie éleva d'un seul coup l'édifice de la science sur des bases qui n'ont pas été ébranlées.

On sait la triste destinée de ce livre extraordinaire; il succomba pour un temps sous la conjuration de toutes les routines ameutées contre lui. Le volume allait paraître quand Arnauld fit parvenir à Bossuet un exemplaire de la préface et de la table des matières. C'était le jeudi saint de l'an 1678. Bossuet, en quelques minutes, vit, avec son habileté ordinaire, que c'était ici un dangereux ennemi. La

rage du rhéteur contre l'investigateur qui vient déranger ses belles phrases éclata comme un tonnerre. Esprit absolu, ennemi de l'instruction qui gênait ses partis-pris, rempli de cette prétention déplacée qu'a l'esprit français de suppléer à la science par le talent (1), indifférent aux recherches positives et aux progrès de la critique, Bossuet en était toujours resté, en fait d'érudition biblique, à ses cahiers de Sorbonne. Le savant incommode qui venait troubler son repos lui causa une vive impatience. A l'instant même, sans s'arrêter à la solennité du jour, Bossuet courut chez le chancelier Le Tellier (2), et quelques heures après M. de La Reynie, lieutenant de police, saisissait chez l'imprimeur tous les exemplaires de l'*Histoire critique*. On essaya un arrangement; mais que pouvait un simple prêtre, qui n'avait pour lui que son savoir et sa sincérité? La Reynie reçut l'ordre de brûler tous les exemplaires, au nombre de treize cents. Il ne s'en sauva que six ou sept. Sur l'un d'eux fut faite l'édition de Rotterdam (1685) (3). A partir de ce moment, Richard Simon eut un persécuteur vigilant et acharné, toujours prêt à entraver ses recherches. Le chancelier Pontchartrain aurait désiré lui être favorable. « Il est singulier, disait Bossuet, que, dans un si grand bruit contre ce livre, M. le chancelier ne fasse rien. Veut-il se le faire dire et s'y faire contraindre par une autorité supérieure? Il faudra bien y venir, s'il ne le fait lui-même. » Pour être juste, on doit ajouter que Bossuet n'était en tout ceci que le représentant de l'église de France, et en quelque sorte le fondé de pouvoirs de tous les défauts de l'esprit français. L'église gallicane donna en cette occasion la mesure de sa médiocrité intellectuelle, de sa paresse pour la recherche, de son incurable pesanteur.

Le coup fut décisif. Bossuet, assisté par La Reynie, tua les études bibliques en France pour plusieurs générations. La révocation de l'édit de Nantes acheva l'œuvre en enlevant le seul aiguillon qui donnât quelque activité au clergé catholique. La lutte des deux partis produisait de fortes études. Désormais la paresse l'emporte. La France verse absolument du côté de la littérature. L'Académie française et les gens du monde font la loi; la science perd toute

(1) C'était l'impression de son secrétaire. « Il craint furieusement la peine. Cet ouvrage est un ouvrage de détail et de discussion; c'est ce qu'il n'aime pas, cela l'embarrasse. Il ne veut que du raisonnement; c'est pour lui le plus aisé et le plus court; qu'il raisonne donc tant qu'il lui plaira! Il croit que c'est là sa gloire, que personne ne lui peut ravir, et son fort, où personne ne peut atteindre ni le suivre. » (*Journal de l'abbé Le Dieu*, t. II, p. 2?; — Paris, Didier, 1856-57.)

(2) *Histoire de Bossuet*, par le cardinal de Bausset, t. IV, p. 273 et suiv.

(3) L'édition d'Amsterdam 1680 est tout à fait fautive, ayant été faite sur une copie. La traduction latine (Amsterdam 1681) est plus défectueuse encore.

autorité. La France devient une nation composée de conservateurs aveugles et de spirituels étourdis. Rien n'égale la nullité où tombèrent à cette époque les études dont nous parlons. La Sorbonne continuait ses traditions séculaires d'hostilité contre les études historiques et philologiques. La chaire d'hébreu au Collége de France ne compte pas un seul titulaire de quelque mérite. Jean Goudouin, le seul qui paraisse avoir été habile, se garda de rien publier (1). L'école janséniste, qui compta dans son sein tant d'hommes laborieux, n'aimait pas la Bible et fut toujours médiocre en philologie. La sotte ingérence de l'état dans les questions les plus purement scientifiques amenait de ridicules incidens. Quand Fourmont défendit les rabbins injustement attaqués par dom Calmet, Louis XIV, qui se laissait dire que *nycticorax* fut un roi d'Israël, et le cardinal de Noailles, qui sûrement ne savait pas un mot d'hébreu, intervinrent dans la question et imposèrent silence à Fourmont. Le jésuite Hardouin, l'évêque Huet, appliquaient à la Bible, l'un ses niaises et paradoxales chimères, l'autre son érudition dénuée de discernement et même de sincérité. La pitoyable méthode de Masclef et d'Houbigant corrompait jusqu'à la grammaire hébraïque, et rendait impossible toute étude sérieuse du texte hébreu. La grande autorité en exégèse de cette triste époque est dom Calmet. Il est difficile de concevoir plus de puérilité chez un savant homme. Calmet ignore précisément ce qu'il importait de connaître, c'est-à-dire les langues orientales et les rabbins, que Simon possédait si bien, et qui, à cette époque, étaient indispensables à étudier. Sa crédulité dépasse toutes les bornes. Ses dissertations sur les démons, les vampires, les revenans, les dragons volans, comptent parmi les ouvrages les plus extravagans qui aient jamais été écrits.

Richard Simon ne laissa pas un seul élève. Dom Calmet en eut un, ce fut Voltaire. Je ne plaisante pas. Voltaire puisa toutes ses connaissances bibliques dans dom Calmet. Il fit un quatrain pour son portrait (2), et contribua beaucoup à sa réputation imméritée. Dieu nous garde de médire de l'homme prodigieux auquel nous devons tant de reconnaissance! Voltaire n'est pas plus un savant et un critique qu'un philosophe et un artiste. Il est un homme d'action, un homme de guerre : tout devient arme entre ses mains; mais on ne fait pas de bonne science, pas plus qu'on ne fait de grand art, avec la polémique. La polémique est bonne et nécessaire quand

(1) L'abbé Goujet, *Mémoire historique et littéraire sur le Collége royal de France*, t. Ier, p. 356 et suiv.

(2) La pièce vaut la peine d'être citée :

Des oracles sacrés que Dieu daigna nous rendre,
Son travail assidu perça l'obscurité;
Il lut plus, *il les crut avec simplicité*,
Et fut, par ses vertus, digne de les entendre.

la religion est intolérante et constitue un obstacle pour la science; elle n'a pas de valeur absolue en elle-même. Ce qu'elle poursuit, ce n'est pas la vérité, c'est la victoire. Quand on veut vaincre à tout prix, on ne regarde pas beaucoup à la qualité des argumens. Les études hébraïques d'ailleurs sont des études de haute antiquité. Or Voltaire, qui traite des époques pleinement historiques avec tant de pénétration, n'entend rien à la haute antiquité. Toute l'école philosophique du XVIIIe siècle, si brillante dans l'ordre des sciences exactes, avait peu le sentiment de ces sortes d'études, qui supposent des qualités fort opposées à l'esprit mathématique. Je ne dis pas qu'au milieu de tout ce verbiage, étincelant d'esprit, qui remplit le *Dictionnaire philosophique*, l'*Essai sur les mœurs*, il n'y ait des détails traités avec bon sens; mais rien n'est déduit d'une manière savante, les questions sont mal posées : ce sont des à-peu-près de conversation, des vues rapides d'homme du monde, parfois justes, parfois hasardées, jamais fondées sur de solides recherches. L'auteur a raison fort souvent; mais le ton général est mauvais. Hâtons-nous d'ajouter que ces fades plaisanteries, ce ton narquois, ces hypocrites protestations, ces traits à la dérobée, étaient les suites de l'intolérance du temps. Les seuls qui n'aient pas le droit de s'en plaindre sont les orthodoxes. On avait rendu la franchise et le sérieux impossibles; on récoltait ce qu'on avait semé.

Après tout, ce n'est pas à nous qu'il appartient ici d'être sévères. Si Voltaire a fait de la pauvre exégèse, c'est grâce à lui que nous avons le droit d'en faire de bonne. En revendiquant la liberté de penser, il rendit en un sens plus de services à la science qu'en avançant la solution de telle question de détail. On fait rarement deux choses à la fois. Ceux qui fondent la liberté ne sont pas toujours ceux qui en usent le mieux. Ces hommes à qui nous devons le repos de notre vie et la paix de nos travaux ne firent faire aux études savantes aucun progrès. Le succès de Voltaire tua l'érudition en France; les bénédictins arrêtèrent leurs publications faute de lecteurs. Dans l'ordre de recherches qui nous occupe en particulier, l'école philosophique ne fit pas de travaux sérieux, et par malheur n'en provoqua pas chez ses adversaires. On répondit à des enfantillages par des enfantillages. L'abbé Guénée a plus de savoir solide que Voltaire, mais aussi peu de critique. Formé à la chétive école des apologistes anglais, il ne sort pas des vétilles matérielles. Il prouve par des renseignemens pris chez un fondeur de Paris que Moïse put couler le veau d'or dans le désert! Les questions capitales, l'âge des textes, le mode de rédaction, l'origine des renseignemens qui y sont consignés, ne se présentent jamais à lui.

Seule en France au XVIIIe siècle, l'Académie des inscriptions et belles-lettres aurait pu s'élever au-dessus de cette science mes-

quine et avortée. Malheureusement les études bibliques furent le côté le plus faible de cette savante compagnie. Les essais de Boivin l'aîné, de Fourmont l'aîné, de l'abbé Banier, qui se lisent dans les premiers volumes des *Mémoires*, sont erronés ou même charlatanesques. Peu à peu cependant le niveau des études s'éleva. Trois hommes éminens, qui furent la gloire la plus solide de cette Académie, Fréret, Burigny, l'abbé Barthélemy, touchèrent aux antiquités hébraïques d'une façon indirecte il est vrai, mais suffisante pour montrer ce qu'ils auraient pu faire, s'ils avaient été libres ou portés de ce côté par l'esprit du temps. L'abbé Barthélemy, en donnant définitivement la clé de l'écriture et de la langue phéniciennes, fournit à la philologie hébraïque un de ses secours les plus efficaces. Fréret et Burigny sont déjà des savans laïques complets, se servant des textes sacrés comme de tous les autres textes anciens, leur appliquant les mêmes règles de critique, ne cherchant ni à combattre la religion ni à la défendre. Malheureusement on était sous le joug d'un pouvoir capricieux, qui n'était tolérant que par négligence et oubli. Tout ce qui tenait de près ou de loin à la religion était régi par un code terrible, exposant à la prison et à la mort l'honnête homme qui osait dire le résultat de ses recherches. Croirait-on, si un document positif ne nous l'apprenait (1), que Montfaucon eut à solliciter ses amis de Rome pour mettre l'inoffensif dom Calmet à l'abri des poursuites de l'inquisition?

Mais la France est un pays de ressources infinies. En presque toute chose, elle dit le premier mot, et souvent aussi elle dit le dernier. Par un hasard singulier, la France, qui avait eu la gloire de fonder ces études, qui ensuite sembla prendre à tâche de les détruire et de les fausser, eut encore l'honneur d'une tentative isolée, qu'on ne peut placer bien haut, puisqu'elle ne se rattachait pas à une méthode suivie, mais où l'auteur fit preuve d'un rare esprit d'observation. Je veux parler de l'essai que Jean Astruc, médecin et physiologiste habile de l'école de Montpellier, publia en 1753 sous ce titre : *Conjectures sur les mémoires originaux dont il paraît que Moïse s'est servi pour composer le livre de la Genèse* (2). Astruc n'était pas un hébraïsant; c'était un esprit curieux, qui avait lu la Genèse avec soin. Il remarqua les sutures et le mélange d'élémens hétérogènes qui frappe à chaque page en ce livre le lecteur attentif. Il essaya de montrer que Moïse, en composant la Genèse, n'a fait que partager par morceaux les mémoires anciens qu'il avait entre les mains et les mettre bout à bout. Il prouva sa thèse par

(1) *Correspondance inédite de Mabillon et de Montfaucon avec l'Italie*, publiée par Valery, t. III, p. 206.

(2) L'ouvrage porte l'indication de Bruxelles; mais il fut imprimé à Paris. Il en a paru une seconde édition, in-12, — Bruxelles (Paris), 1755.

les répétitions, par l'alternance des noms de *Jéhovah* et *Élohim*, par les dates interverties. Tout cela est déduit avec beaucoup de justesse. Astruc va même plus loin; il cherche à décomposer la Genèse en plusieurs colonnes et à retrouver les documens originaux d'une façon qui ne diffère pas beaucoup de celle des critiques modernes. Les documens empruntés aux peuples voisins d'Israël sont bien reconnus; mais tout le livre est gâté par une contradiction qui met l'ouvrage d'Astruc fort au-dessous de ceux de Simon et de Spinoza. Quand on admet en effet que Moïse est l'auteur de la Genèse, soutenir que cet écrit n'est qu'un ajustage de documens antérieurs est une invraisemblance de plus. Les mêmes observations qui fondent l'hypothèse d'Astruc ruinent l'opinion, toute gratuite du reste, d'après laquelle Moïse aurait écrit le Pentateuque. Astruc était-il sincère, et le système qu'il proposait avait-il réellement pour but, comme il le disait, de défendre la Bible contre les « esprits forts? » Ou bien, en proclamant hautement son adhésion à l'opinion traditionnelle sur un point, voulait-il se donner le droit d'énoncer sur un autre point une opinion nouvelle, qui pouvait paraître hardie? On ne saurait le dire. Le manque total de liberté dont jouissaient alors les sciences historiques obligeait ceux qui ne voulaient pas se taire à des mensonges perpétuels.

Du reste, ce déplorable régime, qui ne permettait de franchise à la science qu'à la condition qu'elle fût libertine, avait porté ses fruits. Les études sérieuses étaient tuées en France. La Hollande d'abord, l'Allemagne ensuite, prirent la direction des grandes études critiques appliquées à l'antiquité. La France devint étrangère à la science qu'elle avait fondée, et se consola de son ignorance en dédaignant ce qu'elle ignorait. Si l'on excepte Silvestre de Sacy, il n'y avait pas en France, vers 1800, un seul homme qui entendît quelque chose à la philologie hébraïque; encore Silvestre de Sacy ne publia-t-il rien sur ces matières. De là l'extrême faiblesse de tous les travaux d'érudition à cette époque, ce quelque chose de gauche et d'écolier qui caractérise les premiers mémoires de l'Institut. La religion y avait-elle beaucoup gagné? L'exploit de La Reynie sauva-t-il la Bible des atteintes de la critique? On sait ce qu'il en fut. Bossuet, en persécutant Richard Simon, avait cru délivrer l'église de France d'un grand danger. Il préparait Voltaire. On n'avait pas voulu de la science sérieuse, libre et grave; on eut la bouffonnerie, l'incrédulité railleuse et superficielle. Le succès de Voltaire vengea Richard Simon. Si l'expérience comptait pour quelque chose dans la conduite des choses humaines, cette leçon-là serait bien digne d'être méditée.

ERNEST RENAN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 octobre 1865.

Si nous devons, comme tout le monde, parler du grand événement de ces derniers jours et payer notre tribut à celui dont la mort fait un si grand vide dans la politique anglaise, nous savons bien que le moment n'est pas plus arrivé pour nous que pour les autres de porter un jugement définitif sur le vieux ministre dont les restes sont maintenant ensevelis dans les cryptes de Westminster. Ce siècle-ci est pressé dans la célébration des morts illustres comme en tout le reste. On est hâtif à la louange pour être prompt à l'oubli. — Les Fléchier et les Thomas de notre temps servent aux grands cadavres leurs improvisations toutes chaudes, et à l'heure qu'il est les oraisons funèbres en toute langue et en tout pays ont été prodiguées par centaines à la mémoire de lord Palmerston. Il s'agit simplement pour nous de faire nos adieux à cette vieille figure familière. On l'avait vue, cette figure curieuse, présente à tous les grands événemens de notre époque; elle était toujours là pour animer les uns, troubler les autres, inquiéter, passionner, rassurer ou amuser la galerie; elle semblait avoir acquis en face de ses contemporains le double don de l'éternité et de l'ubiquité; elle avait fini par se confondre à nos yeux avec le masque souriant de la fortune politique; sa vie était une ère : on est bien excusable de lui adresser quelques mots encore au moment où elle s'enfuit dans l'éternel oubli.

La carrière de lord Palmerston présente deux caractères qui ont manqué à celle de la plupart des hommes d'état anglais. Aucun grand homme politique anglais n'est mort en possession d'un pouvoir aussi universellement accepté et en jouissance d'une aussi complète popularité. Aucun ministre britannique n'a été aussi connu des autres peuples et n'a occupé une aussi grande place dans l'opinion et l'imagination du monde hors des limites anglaises. Le pouvoir exercé avec un si rare assentiment de tous, l'honneur et la faveur de la renommée cosmopolite sont les deux traits qui donnent à lord Palmerston une physionomie particulière parmi ses devanciers et ses

compatriotes. Dans ces deux traits se résume le bonheur de la vie politique de cet homme éminent. On voudrait interroger les fées à qui lord Palmerston dut cette insolite et finale bonne chance.

Les Anglais sont devenus amoureux du bonheur qui a conduit et accompagné lord Palmerston au pouvoir suprême; ce bonheur est un des principaux motifs de l'admiration qu'ils professent pour le ministre qui vient de mourir; ils éprouvent aussi, c'est une justice à leur rendre, une satisfaction cordiale à songer que ce vétéran des affaires publiques a été heureux jusqu'à son dernier souffle. Il est étrange qu'ils ne recherchent point le secret de ce phénomène : ils le trouveraient aisément dans leur histoire contemporaine, dans les aptitudes et le caractère de lord Palmerston; mais peut-être la découverte ne tournerait-elle point à la plus grande gloire de leur idole disparue. Le pouvoir depuis un siècle n'avait point été un lit de roses pour les politiques d'Angleterre. Une sorte d'austère mélancolie est mêlée à la destinée des plus grands de ces hommes d'état. Pitt meurt en apprenant Austerlitz; à peine Fox a-t-il le pouvoir que la mort le lui ravit. L'homme médiocre sous lequel triomphe la politique étrangère de Pitt, lord Liverpool, s'éteint naturellement et obscurément à son poste de premier ministre; mais celui de ses collègues qui avait le travail, le souci et la responsabilité des grandes affaires européennes, lord Castlereagh, se dérobe tristement par le suicide. Puis vient Canning : celui-là porte au front le rayon du génie; il a formé le dessein de pousser l'Angleterre aux initiatives généreuses, il prête l'oreille aux plaintes de la liberté opprimée dans le monde, il veut émanciper les catholiques. Ses compatriotes nous le montrent succombant à la lutte, périssant à la peine, « traqué jusqu'à la mort » par une opposition conservatrice impitoyable. Sir Robert Peel accomplit avec une résolution intrépide la réforme commerciale à laquelle aujourd'hui l'Angleterre unanime se proclame redevable de sa prospérité et de sa concorde sociale. Quel est son salaire? Son propre parti, dont il a bravé les préjugés, le renverse du pouvoir. Il végète quelque temps isolé, et le lendemain du jour où, à propos de l'affaire Pacifico, il a combattu dans un discours plein de probité et de sagesse la politique étrangère de lord Palmerston, il finit, sous les pieds de son cheval, dans une rue de Londres.

C'est, nous l'avouons, vers ce côté mélancolique des destinées politiques que la mort de lord Palmerston, comblé des faveurs de la fortune et comme bercé dans sa douce agonie par la sympathie de tout un peuple, a, par le contraste, appelé notre pensée. Les grands ouvriers meurent à la peine; c'est au moment où ils ont rendu les plus vastes services qu'ils ont été souvent abreuvés des plus amères douleurs, et la mort même n'a pas toujours pu faire la paix des partis sur leur tombe. Il serait malséant et injuste de tirer de ce retour vers le passé une conclusion contraire à lord Palmerston; mais, pour expliquer la bonne fortune de ce ministre privilégié et le bonheur même que l'Angleterre a aimé à partager avec lui, il

n'était pas inutile de songer aux épreuves qu'ont dû traverser ses devanciers.

Le demi-siècle où s'est écoulée la carrière officielle de lord Palmerston a été pour l'Angleterre une époque de profonde régénération intérieure. Nous ne pouvons point avoir la pensée de comparer l'Angleterre à la France. Les procédés des deux peuples sont radicalement différens : le progrès anglais s'accomplit par réformes, le progrès français par révolutions. Nous avons, nous, dans l'esprit le droit abstrait; les Anglais ne regardent qu'au droit acquis, au privilége, et le progrès pour eux n'est que le développement plus raisonnable et plus équitable des priviléges. Cependant, si nous voulions rendre plus sensible le grand travail intérieur, politique et social accompli en Angleterre depuis 1815, nous serions conduits à le comparer en quelque sorte à l'œuvre que la révolution a produite chez nous. L'Angleterre, dans ses plus mauvais jours, au temps des guerres de l'empire, avait conservé la liberté, la liberté de la presse et la liberté parlementaire, — par conséquent les énergies individuelles et les énergies nationales que nourrit et développe la liberté de penser, de parler et d'écrire; mais les institutions intérieures de l'Angleterre, au point de vue religieux, politique, municipal, économique, demeuraient encore, à la fin des guerres impériales, encombrées d'anomalies iniques, absurdes, incompatibles avec ce que notre siècle comporte de bon sens et d'esprit de justice. Il n'y avait partout que priviléges insensés et exclusions insupportables : priviléges religieux, qui excluaient de la vie politique les dissidens et les catholiques; priviéges politiques qui, au profit des vieilles influences aristocratiques, excluaient de la représentation parlementaire la masse des classes moyennes et de vastes cités créées par la puissance de l'industrie et du commerce; priviléges municipaux, qui livraient les administrations locales à d'antiques corporations fondées par les Stuarts; priviléges économiques, qui assuraient des prix de monopole à diverses industries, et surtout à la propriété foncière, concentrée en un petit nombre de mains. Quand la liberté anglaise, la liberté de penser, d'écrire, de parler, de s'associer, de se réunir, fut affranchie de la diversion des guerres impériales, elle se mit à faire aux priviléges absurdes et aux monopoles iniques une guerre opiniâtre où le bon sens et la justice ont fini par triompher. Un jour on obtenait l'abolition du *test*, de l'exclusion qui frappait les dissidens; un autre jour on emportait l'émancipation des catholiques; une fois, et nous pouvons dire sans fausse gloire que notre révolution de juillet n'a point nui à ce triomphe, on faisait la réforme parlementaire; une autre fois on réorganisait les corporations municipales; on combinait dans le sens de ce mouvement tout un ensemble de lois non moins libérales, quoique moins retentissantes; on remaniait les impôts contre le privilége, en faveur des classes laborieuses. Enfin on abolissait les *corn-laws* et l'on fondait la liberté du commerce.

De tout ce travail, terminé à peine depuis quelques années, est résultée

l'Angleterre actuelle, avec cette rénovation sociale et cette vivace activité d'esprit, de commerce et d'industrie où elle se complaît de plus en plus. Un grand cycle de près d'un demi-siècle a été ainsi parcouru. Au bout de cette œuvre, les griefs graves, ceux qui excitent les protestations passionnées des grands esprits et des grands cœurs, ceux qui vont allumer au sein des masses les soulèvemens irrésistibles, ont fait défaut aux défenseurs des causes populaires. Il fallait une halte, et c'est lord Russell qui donnait, il y a deux ans, la formule de cette situation, dominée par une lassitude satisfaite, avec les mots : *Rest and be thankful* (reposez-vous et soyez reconnaissans). C'est dans cet intervalle de repos et de satisfaction mutuelle que lord Palmerston et l'Angleterre s'étaient rencontrés et unis du merveilleux accord que nous avons vu.

Ainsi vont les choses humaines, ainsi revient sans cesse la vieille ritournelle : *sic vos non vobis*. Certes le nom de lord Palmerston n'apparaît dans aucune de ces grandes batailles de la politique intérieure dont l'heureuse issue a procuré à l'Angleterre les loisirs qu'elle savoure depuis quelques années avec tant de délices. Pendant cinquante ans, lord Palmerston a toujours été présent aux accidens de cette guerre : il les a vus d'une bonne place, et il a suivi d'un trot gracieux la phalange victorieuse; mais jamais dans la lutte il n'a joué le grand jeu, jamais il n'a conduit la charge, jamais il ne s'est jeté à corps perdu dans la mêlée en ces grandes journées qui ont décidé des progrès politiques de l'Angleterre. Qui a gagné l'abolition du *test* pour les dissidens? C'est lord John Russell. Qui a emporté l'émancipation des catholiques après les grands efforts de Pitt, de Grattan, de la forte école des whigs, de Canning? Ce sont sir Robert Peel et le duc de Wellington. Qui a fait la réforme électorale? C'est lord Grey et lord John Russell. Qui a opéré la réforme des corporations municipales? C'est lord John Russell. Qui a accompli l'abolition des lois céréales? C'est la persévérance et l'énergie de Cobden et de Bright, c'est l'*unadorned eloquence* de Cobden, c'est le coup de tête de lord John Russell annonçant à la nouvelle de la famine de l'Irlande qu'il abandonnait la politique de demi-mesures de son parti, le système du petit droit fixe sur l'importation des blés; c'est la résolution héroïque de sir Robert Peel sacrifiant toute sa fortune politique à l'intérêt de la paix sociale de son pays. Qui a depuis développé et achevé la politique financière et économique de sir Robert Peel avec un éclat et un bonheur qui ont mis le comble aux jouissances intimes de la nation anglaise? C'est M. Gladstone. Parmi les auteurs de ce bonheur domestique que l'Angleterre a partagé si complaisamment avec son dernier chef, jamais on ne voit en première ligne le nom de lord Palmerston.

Et pourtant il ne faudrait point être injuste envers lord Palmerston; il était préparé par de rares aptitudes et une singulière habileté de conduite aux bonnes fortunes qui attendaient la fin de sa longue carrière. Qui eût dit au temps où les grandes luttes passionnaient les esprits que lord Palmerston serait jamais premier ministre et deviendrait l'homme de l'An-

gleterre entière eût excité un rire universel d'incrédulité. Lord Palmerston pouvait être l'auxiliaire utile et à demi effacé, l'ornement d'un parti, si l'on veut : il n'en pouvait être la force et le chef. Mais s'il n'était point ardent à la lutte, il ne s'y compromettait point; s'il ne se mettait point d'un élan à la tête des combattans, il ne se faisait point d'ennemis même parmi ses adversaires. Les victoires auxquelles il s'associait d'un air dégagé, en amateur, ne laissaient point de ressentiment contre lui au cœur des vaincus. C'est ici qu'il faut dire, à la louange de cet homme heureux, que ses bonnes fortunes n'ont point été le résultat cherché d'une conduite calculée, qu'elles ont été l'effet naturel de son aimable caractère. Ceci aura beau paraître un paradoxe aux lecteurs du continent, c'est la vérité : lord Palmerston n'a jamais été un ambitieux. Il était de ceux qui sont contens du sort que chaque jour leur procure, qui aiment mieux jouir de ce qu'ils ont que d'envier et de poursuivre ce qu'ils n'ont pas; il était aussi de ces esprits doués par le bonheur qui trouvent leur satisfaction à bien faire leur tâche, quelle qu'elle soit. Lord Palmerston restait donc avec agrément et honneur à la place où le mettait la fortune, et ne la dépassait ni par les aspirations impatientes de l'esprit ni par les inquiètes cupidités de l'ambition. Chose curieuse, il avait été quelques années, dans sa première jeunesse, à l'école de ce bon Dugald-Stewart, le philosophe écossais, dont nos professeurs de philosophie, au temps où la psychologie était en honneur, ont tant rebattu le nom à nos jeunes oreilles; Dieu le pardonne aux ombres de Royer-Collard et de Jouffroy! Palmerston n'apprit sans doute à cette honnête école que cette sorte de philosophie négative qui sied à l'homme du monde. Il n'en garda aucun vestige de ce pédantisme qui est resté aux esprits élevés du vieux parti whig. Investi tout jeune encore du titre de sa famille, il entra à la chambre des communes et fut introduit dans l'administration par un de ces postes politiques qui étaient à cette époque des espèces de dotations aristocratiques. Il fut secrétaire de la guerre; mais cette place n'était qu'un office bureaucratique, et ne lui donnait nul accès dans le cabinet, nulle autorité sur les opérations de l'armée anglaise, alors si occupée. Lord Palmerston resta vingt ans à ce poste obscur sans avoir l'air d'aspirer à autre chose; il remplissait si bien les devoirs techniques de sa charge qu'il mérita la qualification de *red-tapist*, que les Anglais donnent un peu dédaigneusement aux fonctionnaires assidus et corrects qui ne paraissent point capables de dépasser la sphère de l'honnête médiocrité. Dans cet intervalle, le jeune lord bureaucrate n'avait guère laissé voir sa bonne humeur et son esprit que dans les commerces mondains et par ces articles de petit journal, ces espiègles satires politiques, ces *squibs*, comme disent les Anglais, innocentes facéties qu'on se permet en riant en Angleterre dans la guerre des partis. Dans ses années de jeunesse, il paraît que Palmerston s'amusait à ces satires en compagnie de Robert Peel, jeune alors lui aussi, et de Croker, que nous n'avons guère connu bien plus tard que par ses rabâchages politiques et littéraires de la *Quarterly Review*. L'en-

thousiasme de Canning, devenu premier ministre, sembla éveiller l'esprit sensé et alerte de lord Palmerston et le convier à la vie politique active. Lord Palmerston était appelé à être l'un des membres les plus brillans de la petite phalange d'élite dévouée à Canning. Ce fut alors qu'il entra dans le cabinet et annonça une vocation plus haute que celle qu'on lui avait attribuée jusque-là. Canning mort, il fit naturellement partie du court ministère des amis de Canning présidé par lord Ripon. Il entra aussi dans le cabinet du duc de Wellington, mais il en sortit bientôt avec M. Huskisson. Les avisés, et lord Palmerston en était, sentaient dès lors que le vieux système électoral n'était plus tenable. On était forcé d'enlever la franchise parlementaire à quelques bourgs pourris, et les libéraux voulaient que l'on transportât aux grandes cités industrielles la prérogative retirée aux bourgs devenus indignes. Les *canningites* qui faisaient partie du cabinet votèrent avec l'opposition. Cette démarche força M. Huskisson et à sa suite lord Palmerston de sortir du ministère. Dès ce moment fut posée la candidature de lord Palmerston à des fonctions plus hautes que celles où il s'était jusqu'alors renfermé. Dans l'héritage libéral de Canning, ce fut la politique étrangère qu'il choisit. Les affaires extérieures étaient une sorte de terrain neutre qui convenait bien à un homme politique qui rompait ses liaisons avec les tories pour contracter une prochaine alliance avec les whigs. Du temps de Canning, cette alliance des tories à l'esprit ouvert et aux tendances modernes avec le libéralisme whig s'était déjà préparée, et eût été consommée peut-être sans l'obstination hautaine de lord Grey. Lord Palmerston, incliné par son bon sens à cette union, vivait d'ailleurs dans le milieu social le plus favorable au rapprochement de l'élite des deux partis. Il était l'ami de M. Lamb, le lord Melbourne des années suivantes, dont il devait plus tard épouser la sœur, la comtesse Cowper, un politique qui, ministre, n'a point donné la mesure d'une grande valeur, mais qui, homme du monde et caractère propre à concilier les partis dans une époque de transition, a laissé après lui à la société anglaise comme un parfum d'exquise aménité d'esprit. A cette époque, le ton de lord Palmerston dans les débats parlementaires s'élève. Ceux qui ne connaissent que son éloquence récente, toute pratique, familière et joviale, seraient surpris à la lecture des discours cadencés qu'il prononçait en menant sa barque du rivage tory au port whig. Il y a des modes de discours comme d'habits. La politique était alors un peu solennelle dans son langage, elle ne dédaignait pas la rhétorique et s'accommodait même d'une pointe de métaphysique. Il ne fut point inutile à lord Palmerston d'avoir été l'insouciant élève de Dugald-Stewart. Qu'on en juge par cette phrase d'un discours prononcé à la fin de la session de 1829, discours qui le désigna comme un futur ministre des affaires étrangères. La phrase, toute doctrinaire qu'elle est, n'a rien perdu de son utile enseignement. « Il y a deux grands partis en Europe, disait Palmerston, un qui s'efforce de dominer par la puissance de l'opinion publique, un autre qui s'efforce de dominer par

la puissance de la force br utale, et l'opinion presque unanime de l'Europe nous donne ce dernier parti pour allié. Le système sur lequel ce parti est fondé est, suivant moi, essentiellement erroné. Il n'y a dans la nature de force motrice que l'esprit; tout le reste est passif et inerte. Dans les affaires humaines, cette force est l'opinion; dans les affaires politiques, c'est l'opinion publique. Quiconque mettra la main sur cette force subjuguera le bras de chair de la force physique et le contraindra à exécuter ses volontés. » Cette profession de spiritualisme politique fit de lord Palmerston le ministre des affaires étrangères du parti whig. Sauf de courts intervalles, de 1831 à 1852 la politique étrangère de l'Angleterre, sous la sanction de cette profession de foi, fut abandonnée à lord Palmerston comme une sorte de vice-royauté lointaine où son goût des affaires et son activité purent se donner libre carrière. L'Angleterre pendant ce temps, sous d'autres chefs, poursuivait le travail de sa réorganisation intérieure. Les autres, dans cette lutte, portaient et recevaient les grands coups. Lord Palmerston, confiné pour ainsi dire à sa mission extérieure, assistait à ce vaste et long débat sans infliger et sans subir de blessures, comme un neutre qui au besoin pourrait devenir un médiateur. A mesure que la tâche réformatrice approchait de la fin, la grande organisation des partis en Angleterre se dissolvait, comme les armées fondent à la guerre. Les partis se détraquaient, leurs chefs tombaient ou s'usaient. L'heure approchait où l'homme politique, qui, en étant toujours resté en évidence, avait été le moins compromis dans la lutte, devait acquérir l'influence prépondérante. Ce moment, lord Palmerston ne fit rien pour le précipiter. On ne saurait trop insister sur ce point et trop l'en louer, lord Palmerston ne courut point au-devant des choses; il les laissa venir à lui avec une complaisante patience et une spirituelle modération. On est en 1853; on sort d'une courte administration tory, qui a fait craindre un recul dans le mouvement intérieur; l'Angleterre croit qu'elle n'a qu'à se préoccuper du dedans, qu'à mettre en sûreté les conquêtes intérieures. Elle appelle au pouvoir tous les bons ouvriers qui ont contribué au grand ouvrage; elle prend les whigs, elle prend les amis de Peel; on fait le ministère de lord Aberdeen, et on se garde de laisser à l'écart un homme de l'importance de lord Palmerston. Celui-ci se prête à tout, il a le bon goût de se faire aussi petit que l'on veut; il laisse à lord Russell le département des affaires étrangères et prend pour lui l'intérieur. Survient l'imprévu, la question d'Orient, la guerre. Les Anglais, depuis si longtemps occupés de leur ménage, n'étaient plus outillés pour ces échauffourées extérieures. Ils n'aiment point et ne comprennent guère ce qu'on appelle la politique du continent, le bavardage diplomatique, les mesquines intrigues de cour, les convoitises territoriales de nos potentats, les lamentations querelleuses de nos nationalités. Il leur faut un homme qui se charge de débrouiller pour eux ce chaos et de conduire tant bien que mal à travers ce vacarme le vaisseau britannique. En 1855 dans les soucis de la guerre d'Orient, en

1859 dans l'appréhension des complications italiennes, il faut un tel homme à l'Angleterre, qui au dedans ne compromette rien par des mouvemens en avant ou en arrière, qui au dehors serve de paravent à sa nation et lui compose une attitude. Cet homme de la halte intérieure et de l'alerte extérieure, il est là, dispos encore malgré son grand âge, vif, souriant, affable, n'exigeant rien et prêt à tout, merveilleusement préparé pour son rôle, *the right man in the right place*, l'homme prédestiné à exercer avec popularité la dictature de l'immobilité satisfaite. Tous les regards le désignent, toutes les voix l'appellent : c'est lord Palmerston. Ainsi s'accomplit entre l'Angleterre et son premier ministre cette union sans exemple qui excite l'étonnement et qui est peut-être digne de toucher la sympathie du monde.

Le philosophe, l'historien, trouveront sans doute que l'Angleterre a été plus grande à d'autres époques, sous la conduite d'hommes d'état d'une autre trempe; nous croyons cependant que la nation anglaise reportera longtemps ses regards avec un affectueux regret vers les six années d'activité prospère, de tranquille contentement qu'elle a passées sous le dernier ministère de lord Palmerston. Nous croyons que la politique extérieure pratiquée par cet homme d'état vis-à-vis de l'Europe laissera sur le continent un souvenir moins heureux. En dépit de sa belle déclaration de 1829, lord Palmerston a médiocrement servi, s'il l'a servie, la cause libérale européenne. Redisons-le : ce n'est ni le moment ni le lieu de juger une politique qui a été mêlée depuis trente-cinq ans à tous les événemens contemporains. On peut seulement indiquer en termes généraux les fautes, les lacunes, les contradictions, qui ont en définitive frappé cette politique de stérilité. Il est impossible, et à nos yeux l'exemple de lord Palmerston en est la preuve, de faire quelque chose de grand et d'utile dans nos affaires collectives d'Europe, si l'on n'a pas dans l'âme une certaine élévation qui touche à la philosophie, si on ne se lie pas fidèlement soi-même à l'observation de certains principes. Lord Palmerston, dans sa politique étrangère, n'a pas eu de principes, ou, s'il en a mis parfois en avant, il y a manqué avec une funeste étourderie. On comprend une direction de la politique anglaise qui pourrait coïncider avec l'intérêt général de l'Europe. L'Angleterre n'a aucun avantage territorial à obtenir en Europe; elle est donc naturellement contraire aux combinaisons qui peuvent changer les arrangemens territoriaux existans. La force extérieure de l'Angleterre ne peut être qu'une force de prestige, une force morale, celle que lui donnent aux yeux du monde l'exercice et les riches fruits de ses libertés intérieures; son intérêt est donc, nous ne dirons pas d'encourager, mais de respecter et de ménager au sein des états européens les tendances qui placent l'intérêt du développement des libertés intérieures au-dessus de l'intérêt des extensions de territoires. Tout gouvernement autocratique et absolutiste a nécessairement une politique étrangère annexioniste; tout gouvernement fondé sur l'exercice des libertés intérieures est nécessairement indifférent aux extensions matérielles, et cherche dans les influences morales les élé-

mens de sa puissance et de sa gloire légitime. A ce compte, c'est l'intérêt bien entendu de l'Angleterre, son intérêt conforme aux intérêts du monde, que les gouvernemens libres soient plus nombreux et plus forts en Europe que les gouvernemens autocratiques. C'est sur ce point que s'est méprise non peut-être l'intelligence, mais la conduite de lord Palmerston. Avons-nous besoin de rappeler ici les puériles et mesquines tracasseries que lord Palmerston a suscitées à la France en 1840 et 1847? La politique de cette époque, vue maintenant à la lumière des événemens qui ont suivi, a de quoi faire hausser les épaules à de véritables hommes d'état anglais. Lord Palmerston n'avait pas cette hauteur d'esprit et cette délicatesse morale qui font la véritable profondeur et la dignité certaine de la politique d'un grand homme d'état. On lui a reporté parfois l'honneur d'actes dont il n'était point le véritable auteur, de la constitution de la Belgique, qui a été bien plus l'œuvre, pour ce qui concerne l'Angleterre, du ferme et grave comte Grey. On a fait le silence sur des velléités imprudentes qui auraient gravement compromis sa réputation et les intérêts de son pays. On assure par exemple qu'il avait été d'avis de reconnaître les états confédérés, et que ce caprice échoua contre la résistance énergique de sir George Lewis, un homme qui avait, lui, de la philosophie et des principes dans la tête, et qui a laissé un vide aujourd'hui cruellement senti en Angleterre. Ce défaut de principes s'aggravait chez lord Palmerston précisément parce qu'il rencontrait en lui un prodigieux entrain pour les affaires et d'extraordinaires facultés d'homme d'action. Lord Palmerston aimait les affaires, il les aimait isolément, l'une après l'autre, et voulait passionnément réussir dans chacune sans trop distinguer les petites des grandes. De là l'importance qu'il donnait souvent aux petites choses et les grosses conséquences qu'il en tirait. De là plus d'une de ses mésaventures en diplomatie. Au surplus il n'avait pas autant d'énergie dans le caractère qu'il avait d'ardeur dans l'action. Il cédait à une résistance inflexible. La France en fit l'épreuve dans la fameuse affaire Pacifico, une de ces tempêtes dans un verre d'eau qu'aimait à souffler l'Éole du *foreign office*. Quand la France, outrée des licences que lord Palmerston prenait envers la Grèce, rappela son ministre de Londres, il y avait ici des gens qui s'écriaient : Au nom de Dieu, ne nous brouillez pas avec lord Palmerston! On tint bon, lord Palmerston céda, et il n'y eut point de brouillerie. Cet homme remarquable était en effet plus docile qu'on ne l'a cru sur le continent à la devise de ses armes, *flecti non frangi*. Il savait plier avec la bonne grâce qui était inséparable de toute sa personne. C'est dans une de ces occasions où il jouait finement le rôle du roseau qu'il nous fut donné de le rencontrer pour la première fois. C'était dans l'hiver de 1847. Quelques mois avant, un ministère whig n'avait pu se former, lord Grey ne voulant pas siéger avec lord Palmerston à cause du trouble que celui-ci avait jeté dans l'alliance anglo-française. Lord Palmerston ne prit point avec une fierté tragique l'exclusion qu'entendait lui donner le grand seigneur whig rébarbatif. Il était

suspect de n'être pas aimé des Français; qu'à cela ne tînt, il vint à la bonne franquette chercher son portefeuille à Paris. Il nous semble le voir encore entrer dans le salon de notre ministre des affaires étrangères, svelte, léger, avec son habit bleu à boutons d'or finement ajusté : il avait gardé ce sautillement sur la pointe du pied qui était une des grâces de l'ancien dandysme; l'âge avait à peine jeté un œil de poudre sur ses cheveux bruns; le visage éclairé d'un spirituel sourire, il échangeait avec M. Guizot un serrement de main cordial que celui-ci ne dut guère songer à lui rendre lorsqu'un an après une révolution l'envoyait à Londres. Cette révolution et ses suites ont montré si la politique de lord Palmerston a été prévoyante. Tout avant cette époque tendait en Europe au progrès des institutions libérales; lord Palmerston laisse en mourant une Europe livrée aux préoccupations annexionistes et aux ambitions territoriales.

La tâche de ses successeurs sera difficile assurément. Le ministère actuel, avec lord Russell à sa tête, reste tel qu'il était : il n'y a, comme l'a dit naïvement un journal, que lord Palmerston de *moins*. Ce simple moins est un profond changement de situation. La trêve des partis, des ambitions d'idées et des émulations personnelles est terminée. Sans doute, en l'absence du parlement et d'une chambre des communes récemment élue et qui n'a pu faire connaître encore son esprit et ses allures, il fallait conserver ce qui était en donnant à lord Russell le poste de *premier*, en confiant les affaires étrangères à lord Clarendon et en investissant M. Gladstone de la direction de la chambre des communes. Le premier trait de la situation nouvelle est l'essor que va prendre enfin M. Gladstone. L'éloquent chancelier de l'échiquier cesse d'être un ministre attaché à une spécialité; il devient l'organe général du ministère au sein d'une chambre où se concentre le gouvernenemeut du pays. Il ne manque à M. Gladstone que le nom de premier ministre, il en a le véritable pouvoir. L'avenir des questions intérieures en Angleterre va dépendre de l'attitude de M. Gladstone et du degré d'habileté qu'il montrera dans le maniement de la chambre des communes. Aussi est-ce vers ce merveilleux orateur que se tournent en ce moment toutes les espérances et toutes les craintes. M. Gladstone n'a peut-être pas encore de parti parlementaire. Les tories le signalent aux défiances des conservateurs comme un enthousiaste épris des innovations les plus dangereuses. Les vieux whigs ne redoutent pas moins ses velléités de réforme électorale, et ils ne sont guère capables de ressentir une grande tendresse pour un homme de ce talent qui n'est point sorti de leur giron. Des esprits impartiaux ont regretté que M. Gladstone ait perdu le siége d'Oxford et ait été obligé de solliciter le mandat d'un corps électoral nombreux et démocratique comme celui du Lancashire. La représentation d'Oxford ne lie point à un *credo* politique trop étroit : c'est surtout un grand honneur universitaire qui laisse à celui qui en est l'objet une large liberté intellectuelle; ces conservateurs craignent qu'associé à un autre corps électoral, M. Gladstone ne soit obligé de souscrire à des engage-

mens plus précis et à plus courte échéance envers le libéralisme avancé. M. Gladstone se trouvera placé dans la chambre entre les sarcasmes des tories, les invitations caressantes des radicaux, la défiance des whigs et au besoin les attaques des libéraux conservateurs, qui ont pour orateurs des hommes d'un vrai talent, tels que MM. Lowe et Horsman. L'inconnu de l'avenir, c'est la marche que suivra M. Gladstone : il nous paraîtrait étrange en tout cas que l'on exigeât de M. Gladstone la continuation de la politique temporisatrice et stagnante qui a été celle de lord Palmerston. Un homme doué comme l'est le nouveau *leader* des communes est fait pour le mouvement, non pour l'inaction. La politique étrangère ne peut non plus rester stationnaire. Si dans les circonstances actuelles l'Angleterre répugne à toutes les alliances, si elle ne veut rien faire en participation avec qui que ce soit, qu'elle proclame du moins ses principes libéraux, et qu'elle les maintienne de telle sorte que cette action morale puisse être de quelque profit aux causes libérales du continent.

L'opinion publique en France, avec une réserve décente, se demande depuis quelque temps si nous allons faire un pas en avant et dans quel sens. Nous avons noté au passage ces symptômes de l'opinion sans être en état d'éclairer les timides impatiences qu'ils révèlent. Cependant on nous annonce aujourd'hui un progrès qui, pour n'être point de l'ordre politique le plus relevé, n'en aurait pas moins une certaine importance. Il paraît que les grands débats auxquels la conduite de nos finances a donné lieu au sein du corps législatif, au commencement de cette année, n'auraient point été négligés par l'esprit attentif de l'empereur. Nous l'avons répété maintes fois quant à nous : réduire les dépenses, se ménager des excédans de revenus, voilà où est aujourd'hui le point d'honneur gouvernemental. Henri IV avait une réserve d'écus, Napoléon entassait des millions dans les caves des Tuileries; la plus sûre, la plus efficace, la plus utile des tirelires, c'est maintenant de se réserver chaque année dans son budget un surplus des revenus sur les dépenses; c'est ainsi qu'au point de vue intérieur, comme au point de vue extérieur, la politique acquiert sa véritable liberté d'action. L'empereur aurait donc engagé les ministres à présenter leurs budgets avec des réalisations d'économies. On estime que les dépenses pourraient être ainsi réduites d'environ 30 millions. Les économies notables porteraient sur les budgets de l'armée et de la marine, et uniraient par conséquent un heureux caractère politique à l'avantage financier. La pensée du ministre des finances, approuvée par l'empereur, irait plus loin : on voudrait, en établissant le principe d'un excédant disponible du budget, revenir, sous une autre forme que l'ancienne, au rachat de la dette par annuités variables, à l'amortissement. Les mesures dont on parle sont à coup sûr dignes d'attention et d'éloges : on nous affirme qu'elles sont très sérieusement décidées, que l'emereur en a l'exécution à cœur. Le ministre des finances a préludé à cette économie par l'annonce, plutôt encore que par la réalisation, d'un changement important dans l'organisation

de notre service de trésorerie. Il voudrait opérer progressivement la substitution d'un autre rouage au service des receveurs-généraux. Les recettes générales sont le dernier vestige qui reste parmi nous des places de finance de l'ancien régime. On ne s'explique point la durée de cette institution, créée pour les besoins d'une autre époque. Il est clair que la Banque de France, avec son réseau de comptoirs départementaux, peut faire chez nous ce que la Banque d'Angleterre fait chez nos voisins, et doit pouvoir effectuer avec la plus grande économie possible le service de la trésorerie. Il serait à souhaiter que M. Fould, puisqu'il a mis la main à cette réforme, la complétât le plus promptement possible. Des mesures destinées à faire disparaître une fonction et une classe de fonctionnaires ne peuvent guère s'exécuter à moitié : on ne peut pas longtemps laisser les hommes, pas plus que les choses, entre la vie et la mort. Ce qu'il y a de plus remarquable peut-être dans cette mesure de la suppression des receveurs-généraux, c'est l'esprit de désintéressement dont elle témoigne. Le pouvoir avait là un nombre considérable de places qui représentaient la fortune, places enviées, recherchées, avidement sollicitées. Il n'est pas commun, nous en convenons, de voir un gouvernement renoncer de lui-même à un si riche patronage. Les projets d'économies dont nous parlons ne sauraient être dérangés par les légers troubles qui ont recommencé dans le sud de l'Algérie. Les idées politiques de l'empereur sur l'Algérie s'accordent d'ailleurs avec un système d'économies financières; on en verra la preuve dans la brochure que l'empereur a écrite sur l'Algérie. Ce curieux mémoire, dont la première édition n'avait point été livrée à la publicité, sera enfin sous peu de jours mis à la disposition de tous ceux qui auraient le désir de le consulter. Ignorant si des corrections seront introduites dans la prochaine édition, nous n'osons point entrer dans l'appréciation détaillée de cette étude consciencieuse. Nous nous contenterons de dire que l'empereur nous y donne l'exemple de la plus entière franchise dans la critique : c'est une belle et bonne leçon d'opposition dont nous aimerions à faire notre profit. L'empereur donne d'ailleurs ici une autre preuve de son désintéressement, car le système si résolûment combattu par lui n'est après tout que celui que son gouvernement a pratiqué pendant quatorze ans de règne.

Les choses en Italie ne touchent point assurément à une solution finale : elles marchent pourtant dans tous les sens suivant leurs voies naturelles. Les élections générales sont terminées; l'opération de l'évacuation de Rome par nos troupes est réglée, et les échéances successives en sont fixées d'avance. Enfin la cour de Rome se prépare à sa façon aux événemens en renonçant au concours d'un homme, M. de Mérode, qui s'était depuis longtemps dévoué à elle avec éclat. Il est difficile d'apprécier la portée des élections italiennes. Naturellement le parti qui a le plus contribué au succès du transfert de la capitale et de la convention du 15 septembre, la *consorteria*, comme l'appellent les Italiens, devait recueillir immédiatement

sa moisson d'ingratitude populaire. Ce parti sort des élections légèrement décimé. Cette besogne électorale achevée, la tâche gouvernementale commence enfin. On va voir si le ministère ira au plus pressé et inaugurera une politique financière vigoureuse; on va voir si les négociations avec Rome seront reprises. La disgrâce de cour qui a subitement frappé M. de Mérode ne nous afflige ni ne nous surprend. M. de Mérode, il faut le reconnaître, s'était consacré au service du saint-siége avec une chevalerie qui n'est plus guère de mode, mais dont la sincérité et le désintéressement étaient respectables. Il n'avait point recherché l'action politique qu'on lui a vu exercer. Il était au siége de Rome, soignant nos soldats malades, lorsque le pape le choisit pour un de ses camériers. Avant que l'unité italienne fût prononcée, et tandis que la France voulait mettre un terme à l'occupation, lorsque l'on eut l'idée de faire garder le pape à Rome par une petite armée cosmopolite, on fit de M. de Mérode un ministre des armes. Peut-être eût-il été logique de supprimer ce ministère après le malheur de Castelfidardo; mais l'expérience n'était point achevée : tout en essayant de réorganiser une petite troupe, M. de Mérode poursuivit avec l'impétuosité de son caractère la pensée de galvaniser la vieille abbaye romaine, d'obtenir la correction d'abus séculaires, de simuler la vie d'une cité moderne en prenant des mesures de salubrité publique, en perçant des rues, en construisant des maisons, etc. M. de Mérode, en portant ainsi à sa façon un peu d'esprit occidental, belge ou français, dans la cour de Rome, commettait, sans s'en douter, un crime irrémissible contre la cléricature, la prélature, le sacré collége romains. De quoi se mêlait cet ultramontain, ce Batave, ce barbare? Pourquoi allait-il troubler dans son goût innocent pour les gemmes l'élégant et discret cardinal Antonelli? pourquoi ne voulait-il pas que les choses allassent comme elles sont toujours allées? L'indigénat s'est à la fin révolté contre l'externat. La vieille Rome veut mourir en paix et rester italienne. Nos amis catholiques disent en manière de figure oratoire que Rome appartient, non à l'Italie, mais au catholicisme. On a bien fait voir à M. de Mérode si la Rome ecclésiastique est douée de cet esprit de cosmopolitisme que rêvent pour elle nos innocens ultramontains. Il a bien fallu que le pape, cédant après tout aux siens, relevât M. de Mérode de ses fonctions. La portée de ce petit incident est remarquable en ce sens, qu'il prouve aux plus incrédules l'incapacité radicale du pouvoir des papes à gouverner aux conditions que nos plus fervens catholiques exigent eux-mêmes dans l'ordre des relations civiles.

Ce n'est point à nous qu'il appartient de faire un digne accueil au beau volume de vers que M. Victor Hugo vient de publier; nous ne voulons ici payer qu'une dette de reconnaissance en donnant à cette œuvre du grand poète nos applaudissemens les plus sympathiques. Le livre s'appelle *les Chansons des Rues et des Bois;* on s'en ferait une idée incomplète si l'on s'en tenait à la lecture de quelques pièces détachées. C'est une œuvre qui a son unité, ses proportions voulues, sa large et charmante harmonie. Ja-

mais peut-être Victor Hugo ne s'est montré plus jeune, plus riche de séve, animé d'une volonté d'artiste plus énergique et plus puissante. Nos lecteurs connaissent le fier exorde de cette symphonie pastorale, ce cheval des inspirations lyriques au mors duquel se pend le poète comme un cavalier que Michel-Ange aurait sculpté. Victor Hugo mène bien au vert ce Pégase du délire poétique. Quels sons, quels parfums, quels caprices, quelles fantaisies dans ces heures données à la nature et aux émotions d'amour! Nous ne citerons que deux pièces, *les Étoiles filantes,* ravissant nocturne, *andante* suave et magnifique qui est comme le point culminant de la symphonie, et le chant hardi, agreste, plein de mâle bonhomie, que M. Hugo a nommé *le Chêne du Parc détruit.* Mais le poète ne laisse point au pâturage son terrible cheval. Dans l'ode superbe adressée au cheval à la fin du volume, le poète renvoie le monstre à la lutte, à l'abîme, à l'idéal. C'est là que M. Hugo trouve des accens qui n'appartiennent qu'à lui; c'est la véritable fureur poétique dans le sens antique et grandiose du mot; on ne peut entendre sans tressaillir cette voix de titan. On est fier, en vérité, des miracles que M. Hugo fait accomplir à notre langue poétique, et on voudrait le remercier, comme d'un service rendu à la patrie, des grandes et nobles choses qu'il envoie à nos âmes avec cet élan héroïque et sous cette forme incomparable.

E. FORCADE.

ESSAIS ET NOTICES.

Mme ÉLISABETH D'APRÈS SA CORRESPONDANCE.

Si la plupart des natures sont, comme le dit Montaigne, « ondoyantes et diverses, » il existe en revanche des caractères tout d'une pièce qui frappent l'esprit par leur harmonieuse unité : telle fut la sœur de Louis XVI, Mme Élisabeth, dont les correspondances récemment publiées ont fait connaître la vie et l'âme tout entière. L'Évangile, la *Vie des Saints,* l'*Imitation de Jésus-Christ,* sont le pain quotidien de cette âme essentiellement chrétienne et catholique. Persuadée que hors de l'église et de la royauté légitime il ne peut y avoir de salut ni dans le temps ni dans l'éternité, elle regarde la révolution comme une suite de sacriléges et de blasphèmes. C'est à la religion qu'elle subordonne toutes ses idées, tous ses jugemens. Elle se sent le courage de tout supporter, excepté les persécutions contre la foi, et, plutôt que d'en être témoin, elle demande au ciel la grâce de la retirer de ce monde. Au moment de la mort de Mirabeau, n'écrit-elle point que « les aristocrates le regrettent beaucoup, » mais que pour elle, « quoique très aristocrate, » elle ne peut s'empêcher de regarder cette mort comme un trait de la Providence! « Je ne crois pas, ajoute-t-elle, que ce soit par des gens sans principes et sans mœurs que Dieu veuille nous sauver. » Royaliste et réactionnaire dans l'âme, elle considère comme le plus grand des maux l'absence d'une religion d'état. Lorsque

l'assemblée donne aux juifs la possibilité d'être admis à toutes les fonctions publiques, la princesse se désole d'un semblable décret. « Il était réservé à notre siècle, s'écrie-t-elle avec amertume, de recevoir comme amie la seule nation que Dieu ait marquée d'un signe de réprobation! » Ainsi donc, on ne le voit que trop bien, il ne faut point demander à Mme Élisabeth l'intelligence des idées nouvelles. La sœur de Louis XVI n'en est pas moins une figure aussi touchante que sympathique. Bien que n'ayant pas au même degré que Marie-Antoinette le charme de la mélancolie et le prestige de la majesté, elle attache par sa modestie, sa douceur, son caractère simple et naïf. Montrant sur les marches du trône toutes les vertus privées et tous les sentimens de famille, elle a plus qu'aucune autre femme la qualité suprême, la bonté. Marie-Antoinette est une Allemande à l'imagination rêveuse et poétique; Mme Élisabeth, nature prosaïquement vertueuse, est une Française, unissant parfois la gaîté au calme et au courage. Sans avoir les élans sublimes, la fierté d'attitude et de langage de la fille de Marie-Thérèse, elle exerce sur l'âme un charme réel, et, placée au second plan, dans le demi-jour, elle y brille d'un éclat qui, pour ne point éblouir les yeux, ne les pénètre pas moins d'une douce lumière.

Mme Élisabeth, née le 3 mai 1764, n'avait que six ans à l'époque de l'arrivée de Marie-Antoinette en France. La première fois qu'elle vit sa jeune belle-sœur, la dauphine s'attachait à cette nature un peu sauvage, qu'elle espérait apprivoiser. Elle lui trouva « un air déterminé et doux en même temps. » On ne pouvait mieux juger; ce mélange de détermination et de douceur sera en effet le trait caractéristique de l'âme de la princesse. La dauphine avait vu du premier coup d'œil que cette enfant « brusque, emportée, volontaire à faire peur, indocile à toutes les remontrances, » deviendrait une femme accomplie. C'est à la religion que Mme Élisabeth fut redevable du changement qui se produisit en elle. En 1778, elle voulait se faire carmélite. Depuis le départ de sa sœur Clotilde, qui venait d'épouser le prince de Piémont (devenu plus tard roi de Sardaigne), elle se sentait comme isolée au milieu du tumulte de la cour. Sombre, retirée en elle-même, ne cessant de pleurer, elle ne désirait plus que les austérités du cloître, et, sans la vive opposition de son frère et de la reine, elle aurait certainement pris le voile.

Son cœur aimant et tendre chercha des consolations dans l'amitié. Elle en comprenait tout le charme et toutes les saintes délicatesses. Bienfaitrice de ses deux meilleures amies, Mlle de Causan et Mlle de Mackau, devenues, l'une marquise de Raigecourt, l'autre marquise de Bombelles, elle leur savait gré à toutes deux du bien qu'elle leur avait fait. Pour doter Mlle de Causan, elle se fit avancer pour cinq ans par le roi les 30,000 livres d'étrennes qu'elle en recevait annuellement; grâce à cette somme de 150,000 livres, son amie, bien mariée, put rester auprès d'elle. Et quand, au retour de chaque année, on parlait d'étrennes : « Moi, je n'en ai pas encore, s'écriait gaîment la princesse, mais j'ai ma Raigecourt! » Lorsque

Mlle de Mackau épousa le marquis de Bombelles (1), Mme Élisabeth, lui ayant obtenu du roi une dot et une pension, la garda également auprès d'elle et la fit nommer dame pour accompagner. « Voici donc mes vœux remplis, lui disait-elle. Qu'il est doux de penser que c'est un lien de plus entre nous, et d'espérer que rien ne pourra le rompre! » Quoi de plus touchant que cette lettre écrite en 1786 par la princesse à Mme de Bombelles : « Je possède au monde deux amies, et elles sont toutes deux loin de moi! Cela est trop pénible; il faut absolument que l'une de vous revienne. Si vous ne revenez pas, j'irai à Saint-Cyr sans vous, et je me vengerai encore en mariant notre protégée sans vous. Mon cœur est plein du bonheur de cette pauvre enfant qui pleure de joie, et vous n'êtes pas là! J'ai visité deux autres pauvres familles sans vous! J'ai prié Dieu sans vous; mais j'ai prié pour vous, car j'ai besoin de sa grâce, et j'ai besoin qu'il vous touche, vous qui m'abandonnez! » Où trouver une plus tendre sollicitude que dans cette autre lettre de 1787 : « tiens bien la parole que tu me donnes de te ménager?... Pense beaucoup à tes amies, cela te donnera le courage de t'occuper de toi. L'amitié, vois-tu, ma chère Bombelles, est une seconde vie qui nous soutient en ce monde. » Quand l'heure des dangers arriva, Mme Élisabeth fut privée de ses deux compagnes d'enfance, qui partirent pour l'émigration. La princesse, restée seule, se consolait de leur absence en leur écrivant, et dans les temps d'orage comme aux jours de splendeur c'est toujours vers l'amitié que se tournaient les pensées de son âme.

Nous qui savons d'avance le dénoûment du drame, nous ne voyons dans les péripéties que ténèbres et sang. L'idée de la catastrophe finale nous poursuit, nous obsède. L'échafaud ne cesse pas un instant d'être sous nos yeux. Heureusement la réalité ne fut pas toujours aussi horrible. On venait de prier Dieu avec tant de ferveur qu'on se flattait d'avoir apaisé sa colère. Tant de personnes pieuses élevaient leurs mains au ciel! « Il ne pourra résister, » disait Mme Élisabeth. Le souvenir de Charles Ier se dressait, il est vrai, dans l'ombre; mais on pensait que de pareils crimes ne se renouvellent pas, et que rarement dans l'histoire des situations analogues ont des conclusions identiques. Il y avait donc des heures de calme, d'apaisement. Soutenue par sa jeunesse et par son innocence, Mme Élisabeth renaissait alors à la vie. Les ombrages de Saint-Cloud lui faisaient oublier les spectacles horribles dont elle avait été témoin. Il est intéressant d'étudier ces alternatives pathétiques de consolations et de tristesses, d'espoir et de découragement. Au lendemain des journées d'octobre, la princesse écrivait des Tuileries à Mme de Bombelles : « Tout est tranquille ici. La cour est établie presque comme autrefois. On voit du monde tous les jours. Tout cela, mon cœur, ne me déplaît point; vous savez que je suis aisée à m'ac-

(1) M. de Bombelles, alors diplomate, puis maréchal de camp dans l'armée de Condé, perdit sa femme en 1800. Il se fit prêtre et devint évêque d'Amiens en 1819. Son troisième fils fut le dernier mari de l'impératrice Marie-Louise.

commoder de tout. » Et le 29 janvier 1790 : « Je te dirai en abrégé que je ne suis point malheureuse. Il est des momens où je sens plus vivement que d'autres ma position; mais au total Dieu me fait la grâce de la supporter fort bien. » Mme Élisabeth est-elle tentée de se plaindre des gens qui l'espionnent et qui la tiennent comme « dans une cage, » aussitôt la pensée de Dieu l'empêche de murmurer. « S'il veut se venger de nous, dit-elle, nous aurons beau faire, il sera toujours le maître. » Aussi, dans les plus cruelles épreuves, n'abandonne-t-elle pas sa quiétude accoutumée.

C'est qu'au milieu de toutes les agitations d'une époque fébrile et sanglante elle garde le plus grand des biens, la paix du cœur. Conscience sans reproche, elle n'a peur ni de la souffrance ni de la mort. Plus l'heure des catastrophes approche, plus son courage grandit. De la manière la plus simple et la plus naturelle du monde, elle pense et dit des choses sublimes. « Je n'ai point de goût pour le martyre, écrivait-elle à Mme de Raigecourt en 1791, mais je sens que si j'y suis destinée, Dieu m'en donnera la force. Il est si bon, si bon ! » Bénissant la douleur et recevant l'adversité comme un bienfait, elle se réjouit sincèrement « de faire sur terre son purgatoire. » Convaincue que les calamités qui accablent la France sont un juste châtiment du ciel, elle s'humilie profondément sous la main qui la frappe. Sa nature, d'ordinaire assez prosaïque, s'élève jusqu'à la poésie du mysticisme quand elle écrit à Mme de Bombelles : « Pensons que le cœur de Dieu souffre plus encore que sa colère n'est irritée. Il dépend de nous de le consoler. Ah! que cette idée doit animer la ferveur des âmes assez heureuses pour avoir de la foi! Fais prier tes petits enfans. Dieu nous dit que leur prière lui est agréable. » N'y a-t-il pas dans ce langage des accens dignes d'une sainte Thérèse? C'est la loi de l'Évangile, ce sont les doctrines de l'*Imitation de Jésus-Christ* pratiquées sur les degrés du trône.

Chose bien digne de remarque, cette princesse si pieuse et si bonne n'était jamais contente d'elle-même. « Je ne sais pas, disait-elle, comment le bon Dieu fera pour me sauver, car je ne m'y prête guère. » Elle ne se trouvait jamais assez de résignation et de ferveur. Ses lettres ressemblent souvent à des examens de conscience. Elle y exprimait des idées toutes mystiques, et cela dans un style familier, trivial même. « Je suis dans mes veines de maussaderie vis-à-vis de Dieu, écrivait-elle à Mme de Raigecourt... J'aurais dû me piquer de dévotion aujourd'hui pour au moins réparer un peu tout ce qu'on fait contre Dieu... Au lieu de cela, j'ai été pis qu'une bûche... Je suis plus sèche, plus bête que ceux qui n'ont jamais connu la douceur du joug qui m'est imposé. » S'accusant « de ne savoir profiter ni des biens ni des maux de ce monde, » de vivre dans l'agitation, de n'être pas « maîtresse de sa tête, » de ne pas trouver encore ce calme dont elle faisait tant de cas et qu'elle sentait, disait-elle, si rarement, elle avait ces incessans scrupules, ces inquiétudes secrètes qui sont l'exagération de la vertu. C'est à sa conscience timorée que se serait appliquée cette phrase d'une de ses lettres à Mme de Raigecourt : « oui, ton âme est trop délicate;

la plus petite chose la blesse... Ne te charge pas l'esprit de scrupules, tu offenserais Dieu qui t'a fait tant de grâces et qui mérite bien que tu ailles à lui avec la confiance d'un enfant. »

Plus occupée des choses du ciel que des choses de la terre, Mme Élisabeth avait cependant en politique des idées ou, pour mieux dire, des convictions fort arrêtées. Caractère énergique, elle souffrait en silence de la faiblesse de son frère, et, sans jamais se permettre contre lui la plus légère critique, elle s'apercevait de toutes les fautes que ce prince malheureux commettait par excès de bonté. Elle écrivait à Mme de Bombelles le 1er mai 1790 : « Tu crains la guerre civile; moi, je t'avoue que je la regarde comme nécessaire... Jamais l'anarchie ne finira sans cela, et je crois que plus on retardera, plus il y aura de sang répandu. Voilà mon principe. Il peut être faux. Cependant, si j'étais roi, il serait mon guide, et peut-être éviterait-il de grands malheurs. » Elle voyait avec peine qu'on avait laissé échapper les occasions d'agir, et qu'il était trop tard pour regagner le temps perdu. « Si nous avions su profiter du moment, disait-elle dans la même lettre, croyez que nous aurions fait beaucoup de bien; mais il fallait avoir de la fermeté;... il fallait affronter les dangers, nous en serions sortis vainqueurs. » Elle s'affligeait de voir le roi tomber dans un découragement, dans une torpeur qui allait jusqu'à l'abattement physique, jusqu'à une complète atonie. La reine elle-même, la reine si héroïque, si digne, par son courage, de sa mère Marie-Thérèse, avait des momens où elle succombait à la douleur. « Ma fille pleure souvent avec moi, écrivait-elle à la duchesse de Polignac en 1790. Je dévore mes larmes pour cette pauvre petite, et la sérénité d'Élisabeth nous soutient et nous relève tous. »

Le dévouement de Mme Élisabeth était d'autant plus digne d'éloges qu'il était purement volontaire. Quand Mesdames, tantes du roi, partirent de Bellevue, au commencement de 1791, pour aller se réfugier à Rome, elles voulurent emmener leur nièce. La vie de Rome eût convenu parfaitement aux goûts de la princesse, qui y aurait trouvé, avec la société de ses tantes, qu'elle aimait tendrement, un asile calme et religieux. Il lui aurait été non moins facile de suivre dans l'émigration ses frères les comtes d'Artois et de Provence. Elle ne s'arrêta pas un seul instant à cette pensée; elle voulut rester près du roi, comme au poste de l'honneur, du danger, du devoir. Cette résolution, si conforme à son caractère courageux et dévoué, lui paraissait toute naturelle. Partir serait à ses yeux « une barbarie et en même temps une platitude dont elle serait bien fâchée qu'on la crût capable. »

Associée à toutes les angoisses de l'agonie de la royauté, elle ne montre jamais plus de calme, plus de présence d'esprit qu'au milieu des plus grands périls. Dans la journée du 5 octobre 1789, elle sauve plusieurs gardes du corps. A Varennes, elle conserve toute sa fermeté d'âme dans ce fatal moment où l'arrestation du roi fugitif est le signal de la chute de la monarchie. Barnave s'est assis dans le fond de la voiture du roi, entre Louis XVI et la reine, Mme Élisabeth est sur le devant avec Pétion et Madame Royale.

Le jeune dauphin passe alternativement des genoux de ses parens à ceux des deux commissaires de l'assemblée. Mme Élisabeth sert à boire à Pétion. Sans même la remercier, le député républicain hausse son verre pour indiquer qu'il ne veut plus de vin. Il jette les os de volaille par la portière au risque de les envoyer sur le visage du roi. Nature plus délicate et plus élevée, Barnave rougit de cette rudesse intentionnellement outrageante, et il accorde de respectueux égards à l'immense infortune dont il est le témoin ému. Lui qui avait si souvent tonné contre l'ancien régime, lui, le tribun ardent et terrible, qui avait fait pâlir la popularité de Mirabeau, quand Mirabeau s'était rapproché du trône vacillant, lui qui, en arrivant à Varennes, s'était sans doute juré d'étouffer tout sentiment de compassion dans son cœur, il ne peut résister à un subit attendrissement. Ses vieilles haines sont vaincues par la triste et douloureuse majesté de la reine, par la douceur de Mme Élisabeth, qui parle des maux de la France en termes si touchans et si nobles. Voici qu'un vieux prêtre s'approche des roues de la voiture, et d'une voix tremblante d'émotion pousse le cri de « vive le roi! » Aussitôt il est entouré d'une centaine de furieux. Il va être massacré. Barnave passe la tête hors de la portière. « Tigres, s'écrie-t-il, avez-vous cessé d'être Français? Nation de braves, êtes-vous devenus un peuple d'assassins? » Ces seules paroles sauvent de la mort le prêtre déjà terrassé. Mme Élisabeth n'oubliera pas ce généreux élan du jeune député de Grenoble. « Cet homme a bien du talent et de l'esprit, écrit-elle quelque temps après : il aurait pu être un grand homme, s'il l'avait voulu; il le pourrait encore, mais la colère du ciel n'est pas apaisée. » Barnave, l'ennemi du trône, en est devenu le défenseur. Pendant tout l'hiver de 1791, il essaiera de rapprocher de la cour le parti constitutionnel, et à la veille de la journée du 10 août il dira à Marie-Antoinette, en la voyant pour la dernière fois : « Bien sûr de payer un jour de ma tête l'intérêt que vos malheurs m'avaient inspiré, je vous demande pour toute récompense l'honneur de baiser votre main. »

Depuis longtemps déjà, Mme Élisabeth s'est habituée à l'idée du martyre. Elle ne ressemble pas à tant d'âmes qui attendent l'agonie pour se préparer à la mort. Elle écrivait, dès l'année 1790, à Mme de Bombelles : « Comme je viens, ma petite *Bombe*, de relire mon testament et de voir que je t'y recommande aux bontés du roi, et que je te laisse mes cheveux, il faut bien que je te le dise moi-même, que je me recommande à tes prières, et puis que je te dise encore une petite fois que je t'aime bien... Ne va pas me regretter assez pour te rendre un peu malheureuse. Adieu. Sais-tu bien que les idées que tout cela laisse ne sont pas gaies? Il faudrait pourtant s'en occuper, surtout dans ce moment. » Même avant d'avoir été sanctifiée par le malheur, aux jours de calme et de prospérité, elle écrivait : « Plus on voit le monde, plus on le voit dangereux, ou plus digne de mépris que de regret, lorsqu'il faudra le quitter. » Une femme d'un pareil caractère ne devait être surprise par aucun événement. Elle

savait bien qu'elle « ne serait jamais capable de trahir ni son devoir ni sa religion. » Comprenant bien toute l'étendue des catastrophes imminentes : « Bon Dieu! s'écriait-elle, dans quel temps nous avez-vous fait naître? Moi qui, il y a quelques années, me réjouissais de n'être pas née dans le siècle passé! Ah! si nous avons bien péché, Dieu nous punit bien! »

Et pourtant la princesse, qui avait un si juste pressentiment de l'avenir, conservait au milieu des crises les plus terribles deux qualités essentiellement françaises, la gaîté et le patriotisme. Comme l'oiseau captif qui dans sa cage chante encore, elle oubliait parfois l'amertume de sa destinée. Si les atteintes portées à la religion la plongeaient dans le chagrin, elle supportait tout le reste, non-seulement avec calme, mais avec une sorte d'entrain, de verve, de bonne humeur. L'assemblée venait de supprimer la noblesse héréditaire et les titres héraldiques. Mme Élisabeth écrivait à Mme de Bombelles : « Pour moi, j'espère bien m'appeler Mlle Capet, ou Hugues, ou Robert, car je ne crois pas que je puisse prendre le véritable nom, celui de France. Cela m'amuse beaucoup, ajoute-t-elle, et si ces messieurs voulaient ne rendre que de ces décrets-là, je joindrais l'amour au profond respect dont je suis pénétrée pour eux. Tu trouveras mon style un peu léger vu la circonstance; mais comme il ne contient pas de contre-révolution, tu me le pardonneras... Il faut bien rire un peu. »

Mme Élisabeth garde avec la gaîté l'amour de la patrie. En 1791, le roi et la reine viennent de recevoir quelques marques de respect. « Ah! mon cœur, s'écrie-t-elle, le sang français est toujours le même. On lui a donné une dose d'opium bien forte, mais il n'est point glacé, et l'on aura beau faire, il ne changera jamais. Pour moi, je sens que depuis trois jours j'aime ma patrie mille fois davantage. » Quand les armées étrangères menacent le sol français, la princesse parle-t-elle le langage des émigrés? Non, elle a des accens patriotes; on reconnaît que le sang de Henri IV coule dans ses veines. Elle écrit à Mme de Bombelles le 5 août 1791 : « La Russie, la Prusse, la Suède, l'Allemagne, doivent tomber sur nous; l'Espagne ne sait pas trop ce qu'elle fera, et l'Angleterre reste nulle; mais tranquillise-toi, ma Bombe : ton pays acquerra de la gloire, et puis voilà tout. Trois cent mille gardes nationaux, parfaitement organisés, et tous braves par nature, bordent les frontières, et ne laisseront pas approcher un seul houlan. Les mauvaises langues disent que du côté de Maubeuge huit houlans ont fait demander pardon à cinq cents gardes nationaux et à trois canons. Il faut les laisser dire, cela les amuse : nous aurons notre tour pour nous moquer d'eux. »

N'avons-nous pas raison de constater que Mme Élisabeth est une nature essentiellement française? Elle le prouva par son courage. Le 20 juin 1792, lorsqu'une foule furieuse se précipite dans les Tuileries, elle s'attache à l'habit du roi et déclare qu'elle ne se séparera pas de son frère. Des assassins armés de piques la prennent pour Marie-Antoinette et veulent la percer de leur fer. « Arrêtez, s'écrie-t-on, c'est Mme Élisabeth. — Pour-

quoi les détromper? dit la princesse impassible. Cette erreur peut sauver la reine. » Le 10 août, Mme Élisabeth assiste encore avec un calme qui ne se dément pas aux funérailles de la monarchie. Elle suit le roi dans ce triste cortége qui va des Tuileries à l'assemblée. La princesse est l'ange de la prison, comme elle avait été l'ange de la cour. Tant que la famille royale est réunie, il y a encore des momens de douceur, de consolation. Mme Élisabeth donne au petit dauphin et à Madame Royale des leçons de musique. On entend quelquefois résonner des chants sous les fenêtres du Temple. C'est la voix des deux pauvres enfans captifs. Dans son livre sur Louis XVII, M. de Beauchesne a raconté tous les détails de cette captivité si touchante et cette scène du 20 janvier, cette heure d'angoisse où le monarque infortuné embrasse sa femme, sa sœur, ses enfans pour la dernière fois. La convention ne laissera pas à la reine et à Mme Élisabeth l'adoucissement d'une même prison; mais dans sa cruelle solitude c'est encore à sa vertueuse belle-sœur que s'adressent les pensées de Marie-Antoinette. C'est à elle qu'elle écrit, le 16 octobre 1793, à quatre heures et demie du matin, quelques heures avant de monter à l'échafaud, cette lettre admirable où elle lui disait : « Et vous, ma bonne et tendre sœur, vous qui avez par votre amitié tout sacrifié pour être avec nous, dans quelle position je vous laisse!... »

Un instant l'on put croire que les terroristes avaient oublié la sœur de Louis XVI. Depuis qu'elle avait été séparée de la reine le 2 août 1793, elle était restée au Temple avec Madame Royale (la future duchesse d'Angoulême). On lui avait caché la mort de Marie-Antoinette, dont la lettre d'adieux ne lui était point parvenue. Tenue au secret et vivant dans une ignorance absolue de tout ce qui se passait au dehors (elle ne savait de nouvelles que celles qu'elle entendait crier dans la rue par les colporteurs), Mme Élisabeth s'occupait de l'éducation de sa nièce, dont elle était devenue la seconde mère. Jamais elle n'avait été plus calme, plus résignée, plus douce dans le malheur. C'est alors qu'elle composa la prière du matin qui commence par ces mots : « Que m'arrivera-t-il aujourd'hui, ô mon Dieu? Je n'en sais rien; tout ce que je sais, c'est qu'il ne m'arrivera rien que vous n'ayez prévu, réglé, voulu et ordonné de toute éternité. » Dans la soirée du 9 mai 1794, les deux princesses venaient de s'endormir, avec la consolation d'avoir offert un jour de plus leurs souffrances à Dieu, quand elles entendirent ouvrir les verrous de leur prison. Mme Élisabeth se hâtait de passer sa robe. « Citoyenne, lui dit-on, descends tout de suite, on a besoin de toi. — Ma nièce reste-t-elle ici? s'écria-t-elle alors. — Cela ne te regarde pas, on s'en occupera. » Mme Élisabeth, se jetant au cou de Madame Royale, essayait de la rassurer en lui disant : « Soyez tranquille, je vais remonter. » Menée en fiacre à la Conciergerie, le lendemain, elle subissait un simulacre de jugement. On affecta de la conduire au supplice sans aucune distinction, en la plaçant sur le même tombereau que vingt-trois autres victimes. Pendant le trajet funèbre, l'une des condamnées, la marquise de

Crussol-d'Uzez, témoigna hautement le respect que lui inspirait la princesse. Arrivée au pied de la guillotine, Mme Élisabeth la remercia en exprimant le regret de ne pouvoir lui témoigner sa gratitude. « Ah! madame, répliqua la marquise de Crussol, si votre altesse royale daignait m'embrasser, je serais au comble de mes vœux. — Bien volontiers, lui répondit la princesse, bien volontiers, et de tout mon cœur. » On avait ordonné que Mme Élisabeth périt la dernière, dans l'espérance que vingt-trois têtes tombant sous ses yeux la feraient peut-être manquer de courage. On se trompait : l'âme de la sainte n'était déjà plus sur la terre.

Madame Royale, restée seule dans sa prison, n'eut pas plus de nouvelles de sa tante que de sa mère. Elle ne fut instruite de leur sort qu'un an plus tard. Comme elle parlait de ses parens avec des larmes d'inquiétude, une femme lui dit, touchée de sa douleur : « Madame n'a plus de parens! — Eh quoi! s'écria l'orpheline, Élisabeth aussi! Et qu'ont-ils pu lui reprocher? »

IMBERT DE SAINT-AMAND.

DE L'EXTRACTION CROISSANTE
ET DE L'ÉPUISEMENT DE LA HOUILLE.

Chaque année, le comité des houillères françaises publie sur l'état de l'industrie des houilles un livre plein de curieuses informations. Jusqu'ici les industriels, les ingénieurs et les économistes ont seuls suivi avec une attention marquée ces publications spéciales, qui semblent au premier abord avoir en elles quelque chose de trop technique. A mesure cependant qu'elles se sont ainsi succédé, l'intérêt en est devenu plus vif. Il faut ajouter aussi que les derniers documens publiés par le secrétaire du comité des houillères, M. Amédée Burat (1), donnent des détails d'une importance toute particulière sur une production qui tient une si grande place aujourd'hui dans la vie sociale des peuples policés. On le sait, la houille intervient dans la défense des états, et c'est depuis quelques années l'agent moteur de notre flotte militaire. Comme source de mouvement mécanique, la houille est de même employée dans toutes nos usines, sur une bonne portion de nos navires marchands, sur tous nos chemins de fer. Elle fournit à la marine un fret avantageux au lieu de lest. C'est le grand réducteur de tous les minerais métalliques. Comme agent de calorique, c'est elle qui chauffe tous les fours de nos fabriques, de nos manufactures, et ceux des plus vastes comme des plus modestes ateliers. On la voit aussi au foyer domestique, à celui du pauvre comme à celui du riche; mais elle sert surtout au chauffage du pauvre depuis que le prix toujours plus élevé du bois a fait remplacer par la houille le combustible végétal. Agent lumineux, elle éclaire nos villes et nos maisons. Enfin l'on en retire depuis quelques années les plus vives et les plus solides couleurs, et si une femme élégante peut ignorer ce que sont le violet et le bleu d'aniline, que l'on extrait du goudron de houille, elle connaît bien les gracieuses couleurs qui,

(1) *Situation de l'industrie houillère en 1863 et 1864*, Paris 1864, 1865, 2 vol. — *Le Matériel des houillères*, 2 vol. avec atlas, Paris, Noblet et Baudry, 1861-1865.

sous les noms de *Magenta, Solferino, Havane,* que la mode a rendus célèbres, ont fait le tour du monde avec les *nouveautés* de Lyon et de Paris.

On a appliqué à la houille une expression devenue banale à force d'être redite, et que nous répéterons cependant encore une fois, car elle peint bien le rôle que joue le combustible minéral à notre époque travailleuse. La houille, a-t-on dit, est le *pain quotidien* de l'industrie. On pourrait ajouter que la quantité de houille produite ou consommée par un pays peut donner, comme le fer, une idée de l'importance politique de ce pays. Autrefois M. Dumas recourait à l'acide sulfurique pour tracer cette espèce d'échelle de la puissance des états. Aujourd'hui c'est à la houille et au fer qu'il faut s'adresser, et l'exemple de l'Angleterre le prouve surabondamment. Quel pays trouverait-on à opposer sur les mers au royaume-uni? Quelle nation industrielle peut marcher de pair avec lui pour tous les travaux mécaniques, pour toutes les opérations de la science appliquée?

Ainsi il est bien démontré que tant vaut la quantité de houille extraite ou consommée par un pays, tant vaut ce pays lui-même; mais ici naît un double phénomène économique jusque-là sans exemple et sur lequel il convient de s'arrêter. Ce phénomène est celui de l'extraction toujours croissante du combustible dans tous les grands pays producteurs, extraction qui augmente chaque année dans des proportions inusitées. Or cette progression a lieu devant l'épuisement certain des houillères à une époque qu'il faut maintenant rapprocher de beaucoup de celle que des géologues trop confians, ou négligeant de tenir compte d'un accroissement dont on n'avait pas encore fixé la loi, avaient reportée à des milliers d'années. La question prend dès lors de telles proportions et elle devient en quelque sorte si pressante, qu'elle intéresse non-seulement l'art technique, mais encore la science dans ses plus hautes spéculations et le progrès même de toutes les nations civilisées.

Il a été démontré, par des états statistiques officiels, que la production des houillères françaises double environ tous les quinze ans. Depuis 1815, c'est-à-dire depuis l'époque où la grande industrie s'est établie en France, la loi de cette progression ne s'est jamais démentie, ainsi qu'on peut le voir par les chiffres suivans :

Années.	Chiffres de l'extraction en quintaux de 100 kilogrammes.
1815.....	9,500,000
1830.....	18,000,000
1843.....	37,000,000
1859.....	75,000,000

Et déjà le dernier *Exposé de la situation de l'empire* nous apprend qu'en 1864 la production a dépassé 111 millions de quintaux.

On constate le même phénomène économique dans tous les grands pays producteurs, les îles britanniques, l'Amérique du Nord, la Belgique, la Prusse, etc. Ainsi dans les îles britanniques la production était, en 1852, de 500 millions de quintaux; en 1864, elle atteignait le chiffre énorme de 927 millions. La Belgique, en 1845, produisait 36 millions 700,000 quintaux, et 75 millions en 1860; en 1863, cette production a dépassé 100 millions de quintaux. Il serait facile de répéter la même progression ascen-

dante pour les États-Unis, la Prusse, etc. Si cette progression suit son cours, et rien ne prouve depuis cinquante ans qu'il ne doive pas en être ainsi, on peut donc rationnellement se demander quel combustible remplacera la houille après l'épuisement des mines de charbon, et à quelle époque ces mines elles-mêmes seront tout à fait épuisées.

La science est jusqu'ici à peu près muette sur la solution du premier de ces problèmes; il n'en est pas de même pour la réponse au second. La durée de l'exploitation des houillères, que les géologues, on le sait, avaient d'abord fixée à des milliers d'années pour des productions qui n'étaient pas le quart de celles dont il s'agit aujourd'hui, ne dépassera peut-être pas cinq ou six cents ans. On peut même affirmer hautement que dans des pays incessamment fouillés, comme la France, la Belgique, l'Angleterre, la Prusse, l'extraction souterraine du combustible minéral n'ira certainement pas jusqu'à la moitié de cette durée. Ainsi, en septembre 1863, sir William Armstrong, président annuel de l'*Association britannique*, prononçant à l'hôtel de ville de Newcastle le discours d'inauguration des séances de cette société, démontrait que dans deux siècles toutes les couches de houille du royaume-uni seraient entièrement épuisées. Sir Roderick Murchison, présidant à son tour l'association, et rappelant cette année les calculs de son prédécesseur, en a confirmé les résultats.

Tout au plus pourrait-on porter ce chiffre au double ou au triple pour des états comme l'Amérique du Nord, où d'immenses gisemens restent presque encore vierges. En Afrique, le combustible minéral est loin d'être abondamment répandu, hormis sur la côte ouest de la grande île de Madagascar. Dans l'Inde, la Birmanie, la Chine, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Nouvelle-Calédonie, le Chili, où il a été également découvert, souvent sur une très longue étendue, il ne pourra jamais suffire, sauf des cas tout exceptionnels, qu'aux consommations locales. D'ailleurs la houille, du moins quand on veut l'appliquer aux grandes opérations industrielles, n'est pas matière de si grand prix qu'elle puisse supporter de très longs transports, même par mer.

Faut-il admettre que le chiffre de la consommation dans la plupart des états européens finira par diminuer quelque jour, quand tous les réseaux de chemins de fer, partout achevés, exigeront la fermeture de quelques-unes de nos usines sidérurgiques, quand on aura suppléé par une autre matière au charbon minéral pour la fabrication du gaz d'éclairage? Mais cette diminution dans la consommation ne peut être bien notable, et le surplus du combustible exigé par le plus grand nombre de locomotives et de bateaux à vapeur ne viendra-t-il pas détruire en partie d'un côté l'économie produite de l'autre? Qu'on ne parle pas d'ailleurs du reboisement des forêts, ni du combustible végétal pour remplacer un jour la houille, comme celle-ci avait remplacé le bois. Le monde ne recule pas. Peut-être suppléera-t-on dans quelques cas à la houille par le pétrole, dont on a découvert de si vastes gisemens aux États-Unis. Cette matière ne sera jamais néanmoins aussi abondante que le charbon, et l'extraction n'en sera pas non plus d'aussi longue durée.

Il y a donc dans l'épuisement certain de nos houillères, — épuisement qu'un calcul mathématique dont nous avons maintenant tous les élémens

permettrait presque d'indiquer à jour fixe pour chaque localité, et auquel rien ne semble jusqu'ici pouvoir parer, — une question à la fois des plus graves et des plus curieuses. Cette question, sans être précisément menaçante pour la génération actuelle et quelques-unes de celles qui la suivront, ne mérite pas moins de fixer dès aujourd'hui l'attention et appelle le plus sérieux examen. Dans toutes les houillères, la question est déjà même à l'ordre du jour : on s'inquiète des moyens d'extraire le précieux minéral jusqu'à mille mètres et plus de profondeur, et de minces couches de combustible, des qualités de houille médiocres, dont on ne faisait nul cas il y a vingt ou trente ans, sont aujourd'hui considérées comme parfaitement aptes à l'exploitation et à la vente. On tire parti de tout pour mourir le plus tard possible. On fait les plus grandes économies, on a recours aux mécanismes les plus ingénieux, pour réduire le prix de revient au minimum.

La machine à vapeur, pour laquelle on exploite surtout le charbon, ne saurait elle-même être avantageusement remplacée. Cet admirable et merveilleux engin, tel qu'il est sorti tout entier de la tête de Watt, un des plus grands génies dont s'honore l'humanité, reste, sauf le perfectionnement des détails, auquel on travaille tous les jours, le dernier mot de la mécanique moderne. Les recherches récentes entreprises par tant de savans sur l'équivalent mécanique de la chaleur ne démontrent-elles pas du reste que la force que restitue le combustible à la machine à vapeur n'est que le produit de la chaleur solaire condensée dans le carbone qui a formé la houille à l'époque des temps géologiques? Ces mêmes recherches ne prouvent-elles pas que ces trois agens, lumière, chaleur et force, ne sont que les trois manières d'être d'un seul et même agent, et que par conséquent vouloir substituer quelque chose à la houille dans le chauffage des chaudières à vapeur, ou compter sur la découverte d'un nouvel agent moteur économique, ce serait vouloir substituer le carbone au carbone, ce qui nous conduit à tourner dans un cercle vicieux, à moins de retomber sur une matière carbonée, comme le pétrole, dont nous parlions tout à l'heure? « Ce n'est pas la puissance de la vapeur, — disait le grand ingénieur George Stephenson en voyant s'avancer un convoi, — qui entraîne cette locomotive, c'est la chaleur solaire; c'est elle qui a fixé le carbone dans les plantes, qui à leur tour ont formé la houille il y a des millions d'années. » Ainsi rien ne se crée, rien ne se perd dans la nature, pas plus la force que la matière, et les locomotives, comme le disait encore Stephenson, ne sont que les *chevaux du soleil*.

Il est certainement rationnel de chercher une machine calorifère parfaite pour économiser le plus possible, dans la production de la vapeur, sur la consommation de la houille, dont la plus notable partie va se perdant en fumée. L'économie ainsi réalisée serait notable, car souvent on n'utilise pas plus de 10 pour 100 de la puissance calorifique ou motrice du charbon. En adoptant ce perfectionnement, comme en exploitant mieux, en étudiant mieux les houillères, on retardera, mais on n'empêchera pas la disparition du charbon minéral. Un jour ou l'autre, les bassins houillers fussent-ils dix fois plus étendus, dix fois plus nombreux qu'on ne le suppose aujourd'hui, cette disparition de la houille aura lieu, et ce jour à venir est une seconde dans la durée infinie des siècles. Quant à l'adoption

d'un nouveau moteur destiné à parer à l'épuisement de la houille, l'expédient qu'on a indiqué quelquefois n'est guère consolant, puisqu'on est allé jusqu'à proposer les chutes du Niagara pour faire marcher toutes les manufactures du monde, qu'on voudrait concentrer dans leur voisinage. On se servirait alors de l'eau, soit directement, soit pour comprimer l'air et obtenir de cette dernière façon le plus avantageux et le plus économique des moteurs. Tout cela est très bien en théorie, mais peu applicable en pratique. D'ailleurs imposer aux usines le voisinage d'un cours d'eau, ce n'est pas seulement remonter vers le passé, c'est encore rendre aujourd'hui bien peu d'établissemens possibles. Ce n'est que dans des cas tout particuliers, comme celui par exemple du percement des Alpes, que l'emploi de l'air comprimé devient utilement et économiquement applicable.

On ne saurait non plus opposer aux machines à vapeur les machines électro-motrices, auxquelles on avait pensé un moment il y a quelques années, et qui sont restées et resteront à l'état de jouets mécaniques, non plus que les machines à gaz, à air dilaté, autour desquelles on a récemment fait tant de bruit. Ces dernières ne consomment-elles pas, pour une force donnée, beaucoup plus de combustible, souvent trois et quatre fois plus, que la machine à vapeur ordinaire? Si elles l'emportent sur celle-ci, notamment pour de petites forces, par exemple la machine Lenoir, n'est-ce pas simplement à cause de dispositions particulières, non à cause de l'économie du combustible, qu'elles ne réalisent jamais? Encore moins faut-il songer aux machines par explosion, qui, de leur nature, ne sont guère susceptibles d'application, hormis pour le jet des projectiles. Les machines où l'on voudrait produire la vapeur par frottement consomment plus qu'elles ne donnent; les machines à vapeurs combinées (1), si ingénieuses, si bien agencées, n'ont fourni que des preuves négatives.

Ainsi, en l'état de nos connaissances, on ne saurait opposer à la machine à vapeur rien de plus simple et de plus complet. Où donc puisera-t-on la force mécanique quand la houille aura disparu ou sera devenue trop coûteuse par suite d'une trop grande profondeur au-dessous du sol ou de l'éloignement des derniers gîtes des centres de consommation? Question jusqu'ici insoluble, à moins que l'on n'arrive à utiliser, à condenser l'immense chaleur perdue du soleil, en un mot à *mettre le soleil en bouteilles,* solution que nous indiquait un jour plaisamment un homme familier avec toutes les spéculations de la science. Le charbon, c'est du soleil en cave, disent en ce cas les Anglais. On pourrait aussi revenir aux miroirs d'Archimède et renouveler à ce sujet les étonnantes expériences de combustion qui ont été refaites par Buffon et ses disciples sur la foi du géomètre grec; mais ici encore l'essai ne semble guère tout d'abord applicable en pratique.

(1) On appelle machines à vapeurs combinées celles où l'on emploie la chaleur perdue de la vapeur d'eau, après qu'elle a agi sur le piston du cylindre, à vaporiser un liquide plus volatil que l'eau, tel que l'éther, le chloroforme, etc., qui agit à son tour par sa détente sur un autre cylindre. On économise ainsi jusqu'à 50 et 75 pour 100 de houille. M. Du Tremblay, un de nos plus ingénieux mécaniciens, s'est surtout fait remarquer dans l'invention de ces machines; mais il a lutté contre des difficultés presque insurmontables : la nature explosible des liquides employés et la résistance qu'ils opposent à la condensation dans les températures estivales ou torrides.

Se servir en industrie du soleil comme combustible avec des miroirs réflecteurs qui en concentrent et renvoient les rayons, n'est-ce pas supposer la présence quotidienne, sinon continue, du soleil, ce qui nous reporte à certaines régions du globe où jamais il ne pleut, mais où la vie civilisée n'a guère fait son apparition? Ne sont-ce pas lieux encore moins propices que les chutes du Niagara à la grande industrie moderne?

Quoi qu'il en soit, c'est dans le soleil sans doute que réside le combustible de l'avenir. Les plus récentes découvertes faites en physique sur la chaleur autorisent cette manière de voir. A ce sujet, on a pu lire dans la *Revue* même les intéressantes études de M. Laugel, de M. Saveney, et suivre pour ainsi dire pas à pas les curieuses expériences qui, en Allemagne, en Angleterre et en France, ont illustré les noms de tant de physiciens. Qui vivra verra, et l'on peut dire certainement que l'extinction des houillères ne marquera point la fin du monde, j'entends au moins du monde civilisé. Il y a là comme pour le fer, comme pour tous les métaux, si indispensables aux progrès de la civilisation, une sorte d'*harmonie préétablie* qui a réglé toutes choses bien mieux que celle imaginée par le philosophe allemand. Il faut bien aussi être un peu partisan des causes finales, et si le fer et le charbon, créés pour ainsi dire de tout temps, n'ont réellement été exploités d'une façon active et suivie qu'à notre époque, si bien qu'on peut presqu'en annoncer la disparition prochaine, surtout pour le charbon, qui ne se réemploie, qui ne se retrouve pas comme le fer, on peut assurer aussi qu'après la houille l'éternelle sagesse qui régit le monde nous fera découvrir quelque chose d'équivalent, fût-ce dans le soleil. C'est donc vers cet astre que devront se tourner les futurs chercheurs, et il en naîtra bientôt par centaines, bien qu'on ne puisse dire encore dans quel sens précis les recherches devront être poursuivies. Le germe de chaque grande invention, inerte pendant des siècles, éclôt à son heure, et de même que l'éolipyle de Héron d'Alexandrie a près de deux mille ans attendu que Savery, Newcomen et surtout Watt naquissent pour en tirer la machine à vapeur, de même les miroirs d'Archimède semblent destinés à montrer aux inventeurs futurs la voie dans laquelle ils devront chercher le nouveau combustible de l'industrie. A ceux qui émettraient des doutes à ce sujet, se fondant sur l'impossibilité d'une telle application du soleil, nous répondrons : « Qui eût jamais pensé, en voyant le couvercle d'une marmite se soulever sous la pression de la vapeur d'eau, qu'il y eût là le germe de la force la plus formidable? »

Le soleil sera-t-il donc le combustible de nos petits-fils, et les régions torrides, aujourd'hui presque désertes, verront-elles quelque jour les peuples civilisés émigrer en masse vers elles, comme autrefois les Barbares en Europe? Que ces prévisions paraissent ou non paradoxales, il est certain, on le répète, que le monde ne périra pas faute de charbon, et si jamais une preuve éclatante aura été donnée d'un Créateur ayant pourvu à tout, ce sera certainement le jour où la découverte d'un nouveau combustible, si ce n'est l'application du soleil aux usages calorifiques industriels, aura illustré l'humanité, fière déjà de tant de grandes découvertes.

L. SIMONIN.

V. DE MARS.

DE

L'INSTRUCTION DU PEUPLE

AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

I.

L'ENSEIGNEMENT POPULAIRE DANS LES ÉCOLES AMÉRICAINES.

On s'occupe aujourd'hui de l'instruction du peuple plus qu'on ne l'avait jamais fait, non-seulement en Europe, mais dans le monde entier. On n'a certes pas oublié le rapport où naguère le ministre de l'instruction publique en France, M. Duruy, exposait avec une louable hardiesse la situation de l'enseignement primaire et proclamait la nécessité de profondes réformes. En Italie, le ministre de l'instruction publique, M. Natoli, a eu aussi le courage de montrer, dans des documens soumis cette année même au parlement, tout ce qu'il reste à faire pour relever la péninsule de l'ignorance séculaire qui pèse sur ses intelligentes populations. L'Angleterre, humiliée et mécontente du lent progrès de ses écoles, ouvre enquête sur enquête, et s'efforce, à peu près en vain jusqu'à ce jour, d'améliorer un régime dont on reconnaît généralement la trop évidente imperfection. Le Portugal essaie un système nouveau, où l'on a introduit les principes conformes aux idées modernes, et la Russie, au milieu de ses difficultés politiques et sociales, trouve le temps d'aborder la question; elle prépare, assure-t-on, d'importantes améliorations.

En Hollande, en Belgique, le problème, drapeau de guerre des partis, ne cesse point d'occuper l'attention publique. Enfin en Australie et au Canada, au Chili et au Brésil, dans les pays d'origine latine non moins que dans ceux d'origine anglo-saxonne, on s'est mis sérieusement à l'œuvre. Partout on cherche les moyens de répandre les lumières, de rendre l'instruction accessible à tous et même obligatoire pour tous; on vise à perfectionner les méthodes, on organise l'enseignement normal, on multiplie les bâtimens d'école, on élève la position de l'instituteur, et presque nulle part on ne recule devant les sacrifices d'argent que ces améliorations imposent.

C'est qu'en effet il faudrait être aveugle pour ne pas voir que l'avenir des nations dépend du degré d'instruction qu'elles atteindront. Pour le démontrer, on pourrait invoquer cent raisons; je n'en citerai que trois. On connaît l'admirable mot de Bacon : *knowledge is power*, « science est puissance. » Rien n'est plus vrai, dans l'ordre économique principalement. Ce qui rend le travail productif, c'est la connaissance des lois naturelles. L'homme sauvage, avec des sens très aiguisés et un corps endurci à tous les genres de fatigue, vit misérable et meurt souvent de dénûment; les forces de la nature l'accablent et le tuent, il les ignore. L'homme civilisé, après cinq mille ans d'études et de découvertes, en a pénétré le secret, il en fait ses serviteurs, et désormais, avec un travail abrégé, il règne sur la matière asservie dans l'abondance de tous les biens. Le rôle de la science appliquée à la production de la richesse grandit chaque jour. A l'avenir, le peuple le plus riche et par conséquent le plus puissant sera celui qui mettra le plus de savoir dans le travail. Indispensable pour accroître les richesses, l'instruction ne l'est pas moins pour apprendre à en faire bon usage. Presque partout le salaire de l'ouvrier est insuffisant pour satisfaire ses besoins rationnels, et pourtant quelle grande part n'en consacre-t-il pas à des dépenses inutiles ou même nuisibles! Incapable de prévoir, l'esprit borné au présent, il n'apprécie pas la puissance émancipatrice de l'épargne. Avide d'excitations violentes et sensuelles, trop souvent il ne trouve de plaisir que dans l'ivresse, et s'il gagnait plus, ce ne serait que pour boire davantage. Veut-on qu'une augmentation de salaire soit pour le travailleur un moyen de s'affranchir, qu'on lui donne par l'instruction le goût des plaisirs de l'esprit et la capacité de prévoir. Pour qu'un peuple produise beaucoup et dispose sagement de ces produits multipliés, il faut qu'il soit éclairé. L'historien Macaulay remarque que, si au XVIIIe siècle l'Écossais, naguère pauvre et ignorant, l'emportait dans toutes les carrières sur l'Anglais, cette supériorité provenait de ce que le parlement d'Édimbourg avait donné à l'Écosse un enseignement national qui

manquait à l'Angleterre. Aux États-Unis, les fabricans disent que s'ils peuvent soutenir la concurrence de l'Europe, quoiqu'ils aient à payer des salaires deux fois plus élevés, c'est que leurs ouvriers, plus instruits, travaillent plus vite, mieux, et savent tirer meilleur parti des machines.

A cette raison économique s'en joint une seconde, empruntée aux considérations politiques. La démocratie gagne du terrain, on ne cesse de le répéter, ici avec joie, là avec alarme. L'égalité se fait dans les monarchies comme dans les républiques, en Russie non moins qu'en Suisse. Il en résulte qu'à la suite de révolutions ou de réformes le nombre de ceux qui, par l'élection, participent au gouvernement de leur pays augmente sans cesse. Déjà le suffrage universel est établi chez plusieurs nations. Presque partout les foules impatientes frappent à la porte des salles du scrutin, et l'aristocratique Angleterre elle-même se prépare à la leur entr'ouvrir. Ce mouvement démocratique dépend de causes si profondes et si générales qu'aucun souverain, aucun parti, aucune coalition ne réussirait à l'arrêter. Ne pouvant l'arrêter, il faut le faire tourner au bien, et à cet effet il est nécessaire que chaque extension du suffrage soit la conséquence d'un progrès de la raison publique, et que les hommes n'arrivent à gérer les affaires de la société que quand ils seront capables de bien diriger les leurs. Qui ne sait distinguer son véritable intérêt est incapable et indigne d'élire ceux qui doivent régler les intérêts de tous. Donnez le suffrage à un peuple ignorant, et il tombera aujourd'hui dans l'anarchie, demain dans le despotisme. Un peuple éclairé au contraire sera bientôt un peuple libre, et sa liberté, il la conservera, car il saura en faire bon usage. Les pouvoirs arbitraires ou usurpateurs ne durent que par la faiblesse de la raison publique, leur seul appui et leur seul prétexte. L'émancipation véritable, définitive, est celle qu'assure l'instruction pénétrant jusque dans la dernière chaumière du dernier hameau. Précédé ou suivi de près par la diffusion de l'enseignement, le suffrage universel est l'exercice d'un droit et une source certaine de force et de grandeur; accompagné de l'ignorance persistante, il peut être l'origine de maux incalculables.

J'ajouterai une dernière considération. Un grand danger peut menacer la civilisation moderne. Si, en même temps que le besoin de bien-être se généralise dans le peuple, les lumières et la moralité se répandent dans toutes les classes, de façon à inspirer aux unes la justice et aux autres la patience qu'exigent les réformes pacifiques, le progrès régulier est assuré; mais, si l'on maintient en haut l'instruction, la richesse et l'égoïsme, en bas l'ignorance, la misère et l'envie, il faut s'attendre à de sanglans bouleversemens.

Ce que l'on vient de dire peut sembler un lieu commun, car on n'entend plus guère vanter les bienfaits de l'ignorance. Ministres et députés, livres et journaux proclament à l'envi la nécessité, l'urgence de s'occuper de l'enseignement; mais il est douteux qu'on soit suffisamment préparé à subir la contrainte et les sacrifices nécessaires pour réussir dans l'œuvre qu'on s'impose. Afin qu'on ne se fasse pas d'illusions à cet égard, il est utile d'étudier les mesures qu'ont prises les nations qui se sont le plus approchées du but qu'on a en vue. Un exemple entre autres fera bien voir à quel prix on parvient à répandre l'instruction dans le peuple.

I.

Il y a, je crois, dans le monde quatre nations qui peuvent dire avec un légitime orgueil que tous leurs citoyens savent lire : l'Allemagne du nord, la Norvége, la Suisse et les États-Unis; mais aux États-Unis non-seulement chacun sait lire, mais chacun lit pour s'instruire, pour se distraire, pour prendre part aux affaires publiques, pour mieux diriger son travail, pour apprendre à gagner plus d'argent, ou pour mieux se pénétrer des vérités religieuses. On y imprime deux fois plus que partout ailleurs, et l'Union seule consomme autant de papier que la France et l'Angleterre ensemble. D'après les statistiques, le nombre des abonnemens aux journaux, divisé par le chiffre des habitans, donne plus d'un abonnement par famille. Les feuilles quotidiennes se tirent à cent mille, certains écrits hebdomadaires à quatre cent mille exemplaires. Tous les voyageurs qui parcourent l'Amérique sont frappés de voir tout le monde et les gens du peuple autant que les autres occupés à lire. Au printemps de cette année, je visitai la magnifique frégate fédérale le *Niagara*, qui avait jeté l'ancre dans le port d'Anvers : tous les matelots qui n'étaient pas de service avaient à la main un livre, une *revue* ou un journal. En Europe, à la sortie de l'école ou quand le jeune homme entre à l'armée, on constate s'il sait, oui ou non, déchiffrer quelques lignes; mais cette connaissance superficielle de la lettre moulée lui est la plupart du temps à peu près inutile : il n'en fait pas usage. En Amérique, la lecture est une habitude quotidienne, la source de la prospérité générale et la condition essentielle du maintien des institutions républicaines.

L'école primaire, tous les Américains l'avouent, est la base de l'état, le ciment de la fédération. Gratuite pour tous, ouverte à tous, recevant sur ses bancs les enfans de toutes les classes et de tous les cultes, elle fait oublier les distinctions sociales, amortit les animo-

sités religieuses, déracine les préjugés et les antipathies, et inspire à chacun l'amour de la patrie commune et le respect des institutions libres. On s'étonne de voir ces masses d'étrangers que l'émigration apporte chaque année si tôt absorbées dans la nationalité américaine. C'est l'école qui, dès la première génération, leur imprime le cachet des mœurs nationales, leur communique les idées régnantes, et ainsi les rend capables d'exercer les droits de citoyen. Sans l'école, l'Union aurait cessé d'exister depuis longtemps, déchirée par les factions, engloutie sous les flots d'ignorance que lui envoient sans cesse l'Allemagne et surtout l'Irlande. Des calculs récens montrent que, si toute immigration avait cessé depuis l'an 1810, la population libre des États-Unis, au lieu de s'élever, en janvier 1864, à 29,902,000, n'aurait atteint que 10 millions 1/2 environ. Les immigrans et leurs descendans forment donc les deux tiers de la population. C'est par l'enseignement que le noyau primitif, si inférieur en nombre aux élémens étrangers, est parvenu à se les assimiler et à leur communiquer les qualités originales et fortes qui distinguent l'ancienne race anglo-saxonne et puritaine (1).

Combien de fois, durant la dernière guerre civile, n'a-t-on pas prédit que les états de l'ouest allaient se séparer de ceux des bords de l'Atlantique, et que la Californie formerait aussi une république indépendante sur les rivages du Pacifique! Et en effet les amis de la cause du nord n'ont pas été sans le craindre. Ces états éloignés auraient pu croire que c'était un moyen commode d'échapper à l'impôt du sang et au paiement de leur part dans la dette fédérale : ils n'y ont jamais songé. Les maîtres d'école, venus en grand nombre de la Nouvelle-Angleterre ou animés de son esprit, avaient déjà fait germer dans le cœur de ces populations nouvelles le sentiment de l'unité nationale, et l'école a été le lien solide qui a retenu ensemble toutes les parties du gigantesque édifice. L'Europe a eu lieu d'admirer l'énergie de cette jeune nation qui en quatre ans a su trouver pour la défense d'une juste cause deux millions de

(1) L'ignorance des immigrans d'Europe est une des grandes préoccupations des hommes prévoyans aux États-Unis. J'entendis un soir à l'hospice du Grand-Saint-Bernard une étrange conversation à ce sujet entre un des pères et un jeune Américain. Celui-ci se plaignait très naïvement de l'influence que les jésuites exerçaient sur les Irlandais. « Avez-vous lu *le Juif errant* d'Eugène Sue? demanda-t-il très naturellement au prêtre, qui répondit que non. — Oh! reprit le jeune citoyen de Boston, c'est que nous n'aimons pas les jésuites parce qu'ils n'aiment pas nos institutions, et aux élections ils font ce qu'ils veulent des Irlandais, qui sont très ignorans. — Alors il faut les instruire, reprit le père. — C'est bien ce que nous faisons, dit l'Américain; seulement il en arrive toujours de nouveaux, aussi ignorans que les premiers. » Il y a là en effet un danger, et pour y parer l'on parle de rétablir l'enseignement obligatoire, comme vient de le faire le Massachusetts.

soldats et vingt milliards de francs. C'est une preuve inouie de puissance et de richesse; mais ce qui mérite plus encore l'étonnement et l'estime, c'est que ce même peuple, contraint de subir mille taxes et mille gênes, lui qui n'en avait connu que de rares et de légères, ait maintenu au pouvoir un gouvernement qui lui avait demandé ces sacrifices, et qui ne pouvait encore s'en faire absoudre par la victoire. C'est le signe d'une grande sagesse et d'une grande prévoyance dont une nation ignorante eût été incapable. L'école a été le salut de la démocratie américaine.

Il est donc certain que l'instruction primaire a donné en Amérique des résultats incomparables. Voyons maintenant quelle est son organisation, et comment on est arrivé à l'établir.

A peine débarqués sur le sol de leur nouvelle patrie, les premiers émigrans, les *pilgrim-fathers*, s'occupèrent de l'instruction des enfans. Un règlement de 1642 porte qu'on ne permettra pas « cette barbarie qui consiste à ne pas apprendre aux enfans à lire et à connaître les lois pénales. » L'enseignement, ainsi imposé par l'état, était donné par des maîtres que choisissaient les pères de famille. Toutes ces parties du pays qui formèrent depuis les états de Massachusetts, Connecticut, Maine, Vermont, New-Hampshire et Rhode-Island, et qu'on désigne sous le nom collectif de Nouvelle-Angleterre, rivalisèrent de zèle pour un objet dont elles appréciaient la suprême importance. C'est dans ces écoles, tout imprégnées de l'esprit puritain, que se forma cette race religieuse, morale, pratique, entreprenante, qui est vraiment le sel conservateur de la grande république. A cette époque, nul n'était complétement illettré : tous les citoyens recevaient à peu près la même instruction. Plus tard, les guerres de l'indépendance, la conquête du sol, la fondation de nouveaux états, l'établissement des nouvelles voies de communication, canaux et chemins de fer, firent négliger un peu le soin de l'instruction publique. L'émigration avait introduit dans le pays un grand nombre de familles ignorantes et pauvres. Les anciens règlemens qui rendaient l'enseignement obligatoire étaient tombés en désuétude. L'ignorance gagnait du terrain. Enfin, il y a une trentaine d'années, quelques hommes clairvoyans poussèrent le cri d'alarme. Alors se produisit un de ces mouvemens d'opinion, un de ces *réveils* dont nous n'avons nulle idée en Europe. De toutes parts se formèrent des associations ayant pour but l'amélioration de l'instruction. Des recueils périodiques, des journaux destinés à élucider la question parurent en foule. Plusieurs personnes des plus distinguées de l'Union, MM. Henry Barnard, Horace Mann, les professeurs Stowe et Bache, partirent pour l'Europe, afin d'y étudier les systèmes les plus renommés. De retour en Amérique, ils

publièrent le résultat de leurs recherches et se mirent à la tête de l'*agitation*. Ce qu'accomplit l'énergie individuelle dans ces circonstances est vraiment prodigieux. M. Henry Barnard, chargé par l'état de Rhode-Island de préparer les réformes, a fait connaître dans son rapport officiel le travail préliminaire auquel il s'est livré. Nous y voyons qu'il visita deux fois toutes les communes de l'état, qu'il interrogea plus de 400 instituteurs sur leurs méthodes d'enseignement, et qu'il examina les élèves de toutes les écoles. En outre il adressa plus de mille lettres aux personnes le plus à même de lui suggérer des idées utiles. Dans chaque commune, il convoqua un *meeting* pour discuter la question avec les électeurs et les maîtres d'école. Il donna plus de cinq cents conférences (*lectures*) sur la matière, et organisa partout des comités locaux destinés à maintenir et à propager l'agitation. Il fonda un journal dont les exemplaires étaient distribués gratuitement et répandus dans le public. Ce n'est qu'après cet immense labeur préparatoire, après s'être éclairé ainsi lui-même par la discussion publique, et surtout après avoir éclairé le peuple, qu'il proposa les réformes qui furent adoptées par la législature de Rhode-Island (1). Dans les autres états, même dans ceux de l'ouest, comme l'Ohio et le Michigan, il se produisit un mouvement semblable. On parvint à établir partout une organisation à peu près pareille, qu'on s'efforce encore à l'envi d'améliorer chaque année.

En Europe, on procède d'une manière différente. Le gouvernement nomme une commission; cette commission travaille en silence; rien ne perce de ses vues, c'est un secret d'état. Enfin, après bien des années de préparation mystérieuse, une loi est promulguée; elle est excellente peut-être, mais elle ne produit guère de fruits, parce que l'opinion n'y est point préparée. En fait d'instruction publique, toute législation qui n'est pas soutenue par l'assentiment des citoyens est de nul effet.

Comme le gouvernement fédéral n'a pas à s'occuper de l'instruction, l'organisation de l'enseignement diffère dans chacun des trente-cinq états. Cependant les principes généraux sont les mêmes dans tous les états qui n'avaient pas d'esclaves, d'abord parce qu'ils reposent sur un fonds commun d'institutions semblables et de mœurs identiques, ensuite parce que tous imitent bientôt ce qu'ils voient de bon chez leurs voisins. La liberté locale amène ici une similitude réelle et vivante qui vaut bien l'uniformité apparente et morte qu'im-

(1) Ces détails sont empruntés à l'excellent ouvrage sur l'instruction aux États-Unis publié en suédois par M. P. A. Siljeström et traduit en anglais par Frederica Rowan. C'est le meilleur livre que j'aie lu sur la matière : il est clair, complet et impartial. Les faits sont bien observés et parfaitement mis en lumière.

pose ailleurs le pouvoir central, et la diffusion des lumières remplace l'action de l'autorité.

Partout l'instruction primaire est l'affaire de la commune (*town*, *township*); mais celle-ci n'est pas libre à cet égard. La loi l'oblige à établir un nombre d'écoles suffisant pour recevoir tous les enfans qui sont en âge de s'y rendre. A cette obligation il y a deux sanctions. D'abord l'état peut intenter une action à la commune pour l'obliger à se taxer; ensuite les parens de tout enfant à qui une place est refusée dans l'école ont le droit de réclamer des dommages et intérêts (*compensation*). Mettre en jeu l'intérêt de l'individu et en appeler aux décisions du pouvoir judiciaire, tel est le procédé américain pour assurer l'exécution des lois, et on ne peut en nier l'efficacité.

Le *township*, qui a une étendue de plusieurs milles anglais et une population de 2,000 à 3,000 âmes, est divisé en districts d'école (*school districts*). Chaque district renfermant de 150 à 300 habitans entretient une école. La proportion de l'étendue du territoire et du nombre des habitans diffère nécessairement suivant la densité de la population Dans les états anciennement peuplés et situés le long de l'Atlantique, le district est moins étendu et plus peuplé que dans les états de l'ouest (1). Partout cependant le nombre des écoles est incroyable et dépasse de bien loin tout ce qui existe en Europe. Ainsi en 1861 il existait dans l'état de New-York 11,750 écoles publiques pour 3,880,735 habitans, ce qui fait environ une école par 300 âmes; dans le Massachusetts, 4,605 écoles pour 1,231,066 habitans, ou une école par 270 âmes. Dans les états de l'ouest, la proportion est encore plus favorable, puisque dans l'Ohio on trouve une école pour 160 habitans, dans l'Illinois une pour 190, dans le Michigan une pour 150, dans le Wisconsin une pour 130. D'après le dernier rapport de 1865, la France compte 38,386 écoles publiques pour 37,382,225 habitans, ce qui fait une école pour 984 habitans, sept fois moins que ces états nouveaux fondés, il y a quelques années à peine, dans les prairies lointaines du *farwest*, où erraient naguère encore l'ours et le bison. Pour s'élever au niveau de l'Amérique la France devrait avoir 200,000 écoles au lieu de 38,000, et la plupart des états européens ne peuvent se vanter d'offrir des chiffres plus favorables.

Quelles sont maintenant les autorités qui dirigent l'école américaine? Nous trouvons ici une organisation toute différente de celle que nous connaissons : nulle trace de ces hiérarchies habilement

(1) Dans les états de Vermont, Maine, New-Hampshire, le district comprend en moyenne 700 hectares, dans l'état de New-York 950, dans celui de Massachusetts 475, dans le Wisconsin et le Michigan environ 2,500.

pondérées où les différens pouvoirs peuvent agir les uns sur les autres, comme les roues d'un engrenage, de manière à transmettre la volonté émanée d'en haut dans toutes les parties d'un vaste royaume. On ne rencontre en Amérique que des comités locaux élus, indépendans les uns des autres, et responsables de leurs actes seulement devant l'opinion publique ou bien devant la justice en cas de violation de la loi. Au premier degré se trouve le comité du district appelé tantôt *prudential committee*, tantôt *committee of trustees*. Nommé par les électeurs du district, il a pour mission de veiller à la construction et à l'entretien des bâtimens d'école, de choisir l'instituteur, d'inspecter les écoles et d'y maintenir le bon ordre. Le comité local est peu nombreux. Il se compose de trois membres au plus, de trois curateurs (*trustees*) dans l'état de New-York, et même d'une seule personne dans d'autres états. Ils sont nommés, en général, seulement pour un an. Ils sont tenus de convoquer chaque année les électeurs en assemblée générale pour y rendre compte de leur gestion et répondre aux questions des intéressés. Ensuite ils doivent adresser à la direction centrale de l'instruction un rapport concernant la situation de l'enseignement dans le district. A côté du comité local se trouve le comité du *township;* il forme une personne civile qui jouit du droit de propriété. Il reçoit les subsides de l'état et les taxes locales, pour les répartir entre les districts, autant que possible d'après les besoins de chacun. Il fait passer des examens aux candidats instituteurs et leur délivre le certificat qui seul leur permet d'être nommé par le comité local. Il détermine les livres et les méthodes qui seront adoptés, et il inspecte régulièrement les différentes écoles; en un mot, il s'occupe de la direction morale et intellectuelle de l'enseignement.

Au centre siége le bureau de l'instruction publique (*board of education*), à la tête duquel est placé un fonctionnaire d'un rang très élevé, le directeur-général ou surintendant (*superintendent of public instruction*). Dans certains états, comme dans celui de New-York, le surintendant est choisi par la législature; dans l'ouest, il est nommé en même temps que le gouverneur par tous les électeurs de l'état. Preuve certaine de l'importance qu'on attache à l'enseignement public, son traitement égale et surpasse même parfois celui du chef du pouvoir exécutif, particulièrement dans les nouveaux états de l'ouest, Illinois, Michigan, Wisconsin. Quelque haute que soit sa position, il ne peut agir par voie d'autorité sur les comités locaux, qui ne lui sont soumis sous aucun rapport. Sa mission est seulement d'éclairer la législature et le public au sujet de tout ce qui concerne l'enseignement. Il recueille les statistiques, visite les écoles, et s'efforce, par des conférences publiques, par des

meetings et des adresses au peuple, d'accroître encore l'intérêt général en faveur du service qu'il représente. Tous les ans, il soumet à la législature un rapport détaillé sur la situation de l'enseignement dans l'état : on tire ce document à un grand nombre d'exemplaires et on le distribue dans tous les districts. Les lacunes ou les défauts du système en vigueur y sont hardiment dénoncés et les réformes nécessaires signalées et démontrées. Quelques-uns de ces rapports, notamment ceux de MM. E. Potter de Rhode-Island et Victor Rice de New-York, Horace Mann et Henry Barnard du Massachusetts, forment d'admirables travaux qu'on ne peut assez consulter. La beauté du papier et de l'impression, l'élégance de la reliure, tout, jusqu'à ces menus détails, montre qu'il s'agit d'un objet qui tient au cœur de la nation entière.

Dans l'organisation qu'on vient d'esquisser, deux traits me frappent. En premier lieu, c'est l'application du principe économique de la division du travail. Sur le continent européen, les corps administratifs ordinaires sont chargés du soin de l'enseignement primaire; en Amérique, des commissions sont nommées à tous les degrés pour s'occuper uniquement de l'école. L'avantage est qu'on peut ainsi choisir des hommes spéciaux, chargés d'une mission spéciale et spécialement responsables de tous leurs actes. C'est le plus sûr moyen de tirer parti de toutes les forces dont on dispose. Le second trait qui mérite d'être noté est que le seul ressort qui fait tout marcher, c'est la publicité. La parole et la presse, voilà les forces vives qui impriment le mouvement. Le surintendant, dont l'influence est énorme, n'agit sur les législateurs, sur les comités, sur les électeurs, dont au fond tout dépend, que par des discours et des rapports. La conviction fait tout, la contrainte rien. Ce système suppose plus de lumières et exige plus d'efforts, mais il est bien plus efficace parce qu'il est supporté par l'appui empressé de tous. Il serait prématuré de l'adopter partout en Europe; ce serait déjà pourtant un honneur et un bienfait que d'y tendre.

Les bâtimens d'école sont très différens d'aspect, suivant l'ancienneté de l'état auquel ils appartiennent. Dans l'ouest, au milieu de familles à peine assises sur le sol qu'elles conquièrent à la civilisation, ce ne sont guère que de grossiers chalets en poutres superposées, *log-house*. Dans les campagnes de l'est, c'est une simple maison à un étage, située dans un endroit salubre, gracieusement couronnée de verdure et décorée des guirlandes de la vigne et des lianes. Dans les villes comme Philadelphie, Boston ou New-York, ce sont d'imposans édifices à trois étages où tout est admirablement disposé pour l'usage auquel ils doivent servir. Afin de donner une idée de la disposition de ces bâtimens, entrons dans une des nou-

velles écoles de New-York. Le rez-de-chaussée est occupé par une vaste salle consacrée aux jeux des enfans (*play-room*) et par l'habitation du portier (*janitor's rooms*). Au premier étage, six petites classes de 5 mètres sur 7 donnent toutes dans une vaste salle centrale de 14 mètres sur 20 (*reception room*), où à certaines heures tous les élèves se réunissent pour certains exercices à faire en commun; au deuxième étage, encore dix classes; enfin au troisième, une salle de réception et six classes comme au second. Toute l'école est chauffée par un calorifère à vapeur à basse pression et ventilée par des appareils perfectionnés. L'eau de la ville (*Croton water*) est distribuée à tous les étages. Chaque élève a un pupitre en bois verni et un siége isolé, le tout d'un aspect élégant et soigné, et il y a place pour 2,000 enfans. Les classes et les salles de réception contiennent une bibliothèque très complète, des cartes, des globes, de petites collections d'histoire naturelle, d'objets manufacturés, et même un piano. En une seule année (1861), la ville de New-York a consacré 6,500 dollars (33,800 fr.) à l'achat de ces instrumens, qui font la joie des enfans. Il est entendu aux États-Unis que toute école doit avoir sa bibliothèque, dont les livres sont prêtés aux élèves hors des heures de classe. La plupart des états ont voté à cet effet un fonds spécial réparti entre les districts, qui s'imposent des sacrifices pour le même objet. Les bibliothèques des écoles de l'état de New-York possèdent déjà un million et demi de volumes, ce qui pour 11,750 écoles fait 1,300 volumes pour chacune d'elles.

On ne peut s'imaginer les sacrifices faits en Amérique dans ces derniers temps pour améliorer les bâtimens d'école. On s'y est mis avec une ardeur, une véhémence sans pareille. A New-York par exemple, depuis dix ans toutes les anciennes écoles ont été rebâties et agrandies, et 25 nouvelles construites, pouvant contenir de 1,500 à 2,000 élèves chacune. En neuf ans, de 1853 à 1861, la dépense pour ce chapitre s'est élevée à 1,472,000 dollars, près de 8 millions de francs.

Tant vaut le maître, tant vaut l'enseignement, dit-on. Le personnel qui enseigne dans ces innombrables écoles et la façon dont il se recrute présentent encore bien des particularités faites pour étonner les Européens. Et d'abord dans la plupart des écoles ce sont des femmes qui sont chargées de l'enseignement. En 1861, on comptait dans le Massachusetts 4,000 institutrices et seulement 1,500 instituteurs, dans le New-York 7,583 instituteurs et 18,915 institutrices; dans les écoles des villes prises isolément, sauf les directeurs et les maîtres particuliers, on ne trouve que des femmes. Ainsi à Philadelphie il n'y a que 82 instituteurs pour 1,112 institutrices; à New-York, on compte dans les grandes écoles

3 hommes pour 21 ou 22 femmes. Dans les campagnes et surtout dans les états de l'ouest, la proportion n'est plus la même, parce qu'une jeune fille ne peut pas aussi bien y résider seule qu'un homme. Les garçons et les filles fréquentent la même école et la même classe jusqu'à quinze et seize ans, et c'est merveille de voir la jeune institutrice maintenir l'ordre dans ce groupe d'élèves dont plusieurs sont presque aussi âgés qu'elle. « Quelques jours après mon arrivée en Amérique, dit un voyageur qui a bien étudié cette étrange nation (1), je visitais l'académie de Westfield, magnifique village sur les bords de cette mer intérieure qu'on appelle le lac Érié. Chez le pasteur qui me donnait l'hospitalité demeuraient une jeune demoiselle de dix-neuf ans qui était professeur de mathématiques à l'académie et un jeune homme de vingt-trois ans, qui étudiait pour le ministère, mais qui, étant pauvre, partageait son temps entre l'office de domestique du pasteur et les cours publics, dont les plus ardus étaient professés par sa charmante commensale. Dans ces salles spacieuses, éclairées par un jour discret pénétrant au travers du feuillage, une centaine de fils et de filles de cultivateurs étudiaient ensemble. La jeune maîtresse avait dans son auditoire des hommes à longue barbe auxquels elle expliquait un problème de hautes mathématiques avec une netteté et une simplicité parfaite. » Ce système offre de nombreux avantages : d'abord celui de l'économie, car le salaire d'une institutrice est d'un tiers moins élevé que celui d'un instituteur, et cette différence est importante, puisqu'il y a de quatre à cinq fois plus d'écoles en Amérique qu'en Europe. En outre, à connaissances égales, il est établi que la femme communique mieux ce qu'elle sait aux enfans que les hommes. Elle a moins de roideur, de sécheresse et de pédantisme, plus de patience, d'imagination et de douceur. Douée des instincts de la mère, elle s'empare de l'attention des auditeurs, et les commencemens, d'ordinaire si arides, deviennent un jeu. La grâce même et la beauté ajoutent un charme secret à ses leçons. L'école n'est plus ainsi cette prison sombre, hérissée de punitions et d'ennui, que l'enfant redoute : c'est comme un prolongement du foyer domestique où règne le doux esprit de la famille et où la sœur aînée instruit ses frères et sœurs cadets. Voici un second avantage non moindre que le premier, et dont l'état social profite directement. Les institutrices sont presque toutes jeunes, parce qu'elles ne restent que cinq ou six ans au plus dans la carrière : elles la quittent presque toujours en se mariant. Or les habitudes d'ordre et d'autorité, les idées claires avec la facilité de les exprimer,

(1) *Les États-Unis en 1861*, par George Fisch.

l'instruction supérieure qu'elles y ont acquises, les préparent admirablement au rôle de mère de famille. En élevant les enfans des autres d'abord, elles apprennent à élever plus tard les leurs. Il est facile de comprendre l'immense influence que ce sévère noviciat des jeunes filles exerce sur la culture intellectuelle du peuple. Partout où pénètre l'action d'une de ces anciennes institutrices, l'ignorance est définitivement bannie.

Les impressions persistantes de l'école sont aussi pour beaucoup dans ce respect sérieux et profond qui entoure partout la femme aux États-Unis au point d'étonner et même d'excéder l'étranger. Les jeunes gens sont habitués à s'incliner sous l'autorité des femmes qui les instruisent : elles sont habituées, elles, à s'en faire obéir. De là naît chez les uns un sentiment de déférence, chez les autres une confiance en soi, une assurance qui commande les égards et protége l'innocence. La femme est aussi d'ordinaire plus instruite que l'homme, parce que celui-ci se lance très jeune à la poursuite de la fortune, tandis que celle-là, dégagée de tout souci de ce genre, peut s'appliquer à la culture de son esprit. En Europe, une école de garçons dirigée par une femme serait déconsidérée, et aucun père, assure-t-on, n'y enverrait ses fils. Cependant il ne serait peut-être pas impossible de réagir contre ce préjugé et d'imiter en ceci l'Amérique. Le dernier rapport de M. Natoli sur l'instruction primaire en Italie nous apprend qu'à Milan on l'a essayé avec un plein succès. On a constaté, comme aux États-Unis, que les maîtresses faisaient faire aux élèves des progrès beaucoup plus rapides. En outre, pour le salaire malheureusement trop minime que les communes accordent aux instituteurs, elles ne peuvent conserver que des sujets généralement médiocres, tandis que pour la même somme elles obtiennent des institutrices bien plus capables. Le rapport italien fait ressortir un autre avantage de cette combinaison : elle permet, dit-il, de remplacer les maîtres ecclésiastiques par des maîtresses laïques, sans augmenter la dépense, ce qui est la pierre d'achoppement dans les communes pauvres.

Chose plus étrange encore que toutes celles qui précèdent : aux États-Unis, l'instituteur ou l'institutrice n'est nommé que pour un an dans les villes et pour six mois (*a term*) dans les campagnes. Sans doute, au bout de ce temps, tout le personnel n'est pas renouvelé; les maîtres capables sont maintenus, et comme dans les villes ils touchent des appointemens très élevés (1), ils restent souvent

(1) Dans les villes, l'instituteur en chef touche au moins 5,000 fr. A New-York, son traitement monte à 1,500 dollars (7,750 fr.), et celui du sous-instituteur à 1,000 dollars. A la campagne, dans le Massachusetts, le salaire des instituteurs est de 250 fr. par mois et celui des institutrices de 115 fr. Dans les autres états, le salaire des institu-

dans la carrière; mais dans les campagnes le renouvellement est très grand. Ce qui le prouve, c'est que de l'hiver à l'été la proportion des hommes et des femmes employés varie beaucoup. Ainsi en 1861, dans le Massachusetts, il y a eu en été seulement 472 instituteurs pour 4,856 institutrices, et en hiver 1,508 instituteurs pour 3,886 institutrices. Le nombre des premiers a donc augmenté de 1,036, et celui des secondes a diminué de 970. En été, lorsque l'école est surtout fréquentée par les filles et les jeunes garçons, on ne prend que des femmes. En hiver, quand les garçons de douze à seize ans suivent les leçons, on appelle un plus grand nombre de maîtres. Les instituteurs ne restent que peu de temps dans cette fonction; elle n'est point pour eux une carrière à vie, comme en Europe; c'est un noviciat qui prépare à une existence plus active et plus aventureuse, une manière de se pénétrer mieux de ce qu'ils ont appris en l'apprenant aux autres. Fils de cultivateurs, souvent au bout de deux ou trois ans, quatre ou cinq au plus, ils réunissent leurs économies, partent pour l'ouest et y achètent des terres qu'ils mettent en valeur. Le nombre d'hommes et de femmes qui ont été pendant un certain temps dans l'instruction publique est incroyable. En lisant la vie des hommes distingués des États-Unis, on voit que la plupart ont été maîtres d'école. Dans la plus riche société des grandes villes, on rencontre à tout instant d'anciennes maîtresses d'école. On les reconnaît, dit-on, à la précision de leur langage et à la netteté de leur pensée. Le chiffre des instituteurs qui se sont enrôlés dans l'armée fédérale est vraiment prodigieux. Je n'ai vu de statistique à ce sujet que pour un seul état, l'Ohio, mais cela suffit pour faire juger des autres. En 1861, l'Ohio comptait 10,459 instituteurs, et en 1862 il en est entré 4,617 dans l'armée fédérale, c'est-à-dire environ la moitié (1). Dès la fin de l'année,

trices est à peu près le même; celui des instituteurs est moins élevé, sauf en Californie, où il est de plus de 500 fr. par mois.

(1) Ce fait est une preuve entre mille de la fausseté de cette assertion des ennemis de l'Union, qui soutenaient que la cause du nord n'était défendue que par des mercenaires étrangers. Ils ne voyaient que les Irlandais de New-York; ils fermaient les yeux sur le patriotisme ardent qui soulevait l'élite de la population. Jusque dans les rapports des surintendans de l'instruction, on voit éclater ces nobles sentimens. Je lis dans celui de M. Randall, de New-York : « Aussitôt après la prise du fort Sumter, la bannière étoilée fut arborée sur toutes les écoles de la cité, et les cent mille enfans qui les peuplent chantèrent d'une voix unanime l'air national. Sans négliger le cours ordinaire des études, on s'occupa activement dans tous nos établissemens de procurer des secours aux soldats en campagne. Plusieurs de nos instituteurs s'enrôlèrent, et un grand nombre de maîtresses s'engagèrent dans les hôpitaux. Tous, maîtres et écoliers, n'épargnèrent aucun effort et aucun sacrifice pour défendre la grande cause de l'Union contre les traîtres qui osent l'attaquer. » On voit par ce seul trait comment la vie nationale pénètre et élève l'enseignement primaire.

beaucoup avaient succombé sur les champs de bataille, mais plusieurs occupaient les plus hauts grades : 4 étaient généraux et 9 colonels.

Pour former ces innombrables instituteurs et institutrices qui traversent l'école avant de se répandre dans toutes les autres carrières, les divers états ont créé depuis quelques années d'excellentes écoles normales où enseignent des professeurs de grand mérite largement rétribués. Les branches enseignées ne sont pas tout à fait les mêmes qu'en Europe : ce sont l'algèbre, la géométrie, la chimie, l'astronomie, l'histoire naturelle, la psychologie, la philosophie morale, les élémens de la philosophie appliquée à l'étude de la nature, la théorie et l'histoire de la constitution, et l'art pédagogique. On croit en Amérique que rien n'élève plus l'âme vers Dieu que la connaissance des lois qui gouvernent l'univers, que la chimie est utile à tous les métiers et surtout à la ménagère, que pour agir sur les enfans il faut réfléchir aux ressorts qui déterminent l'être moral, et que l'étude sérieuse des mathématiques est indispensable pour donner de la rectitude à l'esprit et de la suite aux idées. Il nous semblerait à nous que ce programme conviendrait mieux à une école polytechnique qu'à des cours que fréquentent des jeunes filles de dix-sept ans pêle-mêle avec les jeunes gens aspirant au diplôme. Les élèves suivent les cours six heures par jour; le reste du temps, ils étudient au sein des familles où ils prennent le logement et la nourriture (*full board*) moyennant 100 dollars par an. Fréquemment on les fait assister à des conférences sur divers sujets (*lectures*), et eux-mêmes sont tenus à en donner (*sub-lecturing*). Une école primaire est attachée à l'école normale, afin que les élèves puissent s'y exercer à l'art d'enseigner. Après les heures de classe, ils se réunissent sous la présidence de l'un des professeurs, et discutent ensemble l'une ou l'autre question que l'un d'eux est d'abord tenu d'exposer avec les développemens qu'elle comporte. Il est remarquable que, même dans les écoles normales, il y ait parmi ceux qui professent plus de femmes que d'hommes. Beaucoup de candidats instituteurs se forment aussi en restant longtemps à l'école primaire et par les études libres. Il y a pour cette catégorie de personnes qui veulent compléter leur instruction une institution curieuse et qui porte bien le cachet des mœurs américaines : je veux parler des congrès d'instituteurs (*teachers' conventions*). Pendant les vacances, les jeunes instituteurs et institutrices se réunissent dans chaque comté sous la présidence de quelque personnage important et au courant de la matière. Pendant la journée, ils suivent des cours, des conférences, des exercices pratiques; le soir, ils se rassemblent en un

meeting consacré à la discussion. Chacun a le droit de parler tour à tour sur la question portée à l'ordre du jour : c'est le régime parlementaire à l'usage des maîtres et des maîtresses d'école. Souvent les habitans de la ville où l'assemblée a lieu offrent l'hospitalité aux jeunes aspirans des deux sexes, et l'état paie une partie de leurs frais de voyage. Tout le monde comprend que l'instruction du peuple est le suprême intérêt de la nation, et chacun est heureux de contribuer à en favoriser les progrès.

La méthode suivie en Amérique pour former des instituteurs peut paraître étrange, mais elle est en rapport avec les mœurs et les institutions du pays. On veut leur donner les qualités qu'on tient à répandre dans la nation : la confiance en soi, l'initiative individuelle, le sens pratique et l'habitude de la parole. Qu'on ne l'oublie point, la parole est le ressort des états libres, comme la force est celui des gouvernemens despotiques. La discussion et le vote, tel est le mécanisme au moyen duquel s'exprime la volonté nationale. Or, quand tous prennent part à l'administration des affaires publiques, il convient que chacun puisse dire ce qu'il pense et démontrer ce qu'il dit. L'étranger s'étonne de rencontrer aux États-Unis dans chaque homme un orateur bon ou mauvais, et d'entendre des ouvriers exposer leur pensée avec une parfaite netteté : ils l'ont appris sur les bancs de l'école. Partout où l'on verra la moitié des instituteurs se lever pour défendre au prix de leur sang une noble cause et l'unité de la patrie, on pourra dire que du moins on en a fait des hommes, et qu'ils sauront en former à leur tour. Ce qui leur manque d'expérience est largement compensé, affirme-t-on, par cette énergie, cette activité, ce besoin de bien faire qui est propre à la jeunesse. L'action assoupissante de la routine est absolument bannie : une vie nouvelle est constamment infusée dans le corps enseignant, qui est ainsi en rapport avec cette jeune et vigoureuse nation où tout change et se meut sans cesse.

Maintenant qu'enseigne-t-on dans les écoles primaires américaines? D'abord, comme partout, à lire, à écrire et à calculer, — ensuite, beaucoup trop même, dit-on, de géographie, connaissance bien nécessaire pourtant à un peuple qui a tout un continent pour territoire et deux océans pour frontières, et qui, placé entre l'Europe et l'Asie, fait d'immenses échanges avec le monde entier, — un peu de géométrie et de dessin linéaire, surtout appliqué à l'arpentage et aux constructions, — quelques notions de chimie agricole et industrielle, d'astronomie, de physiologie (1) et de droit constitu-

(1) Un livre excellent en son genre, l'*Histoire d'une Bouchée de pain*, de M. Jean Macé, montre comment ces sciences peuvent être mises à la portée même des petites filles.

tionnel, — enfin la musique. Pour l'enseignement de la langue maternelle, on ne se contente pas aussi facilement que chez nous, et la raison en est simple. L'école publique (*common school*) est fréquentée par les enfans de toutes les classes : riches et pauvres s'y rencontrent sur les mêmes bancs et y restent très longtemps, jusqu'à quinze et seize ans. La plupart des hommes qui sont à la tête du pays n'ont pas reçu d'autre instruction. Elle doit donc donner à l'enfant les connaissances indispensables dans un pays de suffrage universel où des ouvriers comme Lincoln et Johnson deviennent les chefs de l'état et se montrent dignes de l'être. Le peuple correspond à peu près ici à la petite bourgeoisie d'Europe : il faut qu'il reçoive une instruction aussi forte qu'elle et plus dirigée vers la pratique. Il ne suffit pas que l'enfant sache sa langue, il doit savoir s'en servir. Pour qu'il y parvienne, rien n'est négligé. On soigne l'élocution, on fait réciter des vers, déclamer des morceaux en prose, surtout les discours des fondateurs de l'indépendance, tout brûlans de patriotisme et d'amour de la liberté. On exige que l'élève expose ses idées sur une question donnée, puis qu'il les développe et qu'il les défende dans une discussion en règle, et, allant peut-être trop loin, on ne craint pas d'emprunter les sujets de ces joutes oratoires aux débats de la politique contemporaine. On ne se contente pas de faire de ces questions qui n'exigent qu'une brève réponse de quelques mots : on demande à l'enfant de dire tout ce qu'il sait sur tel ou tel point, de raconter la biographie d'un homme éminent. Ce qu'on a en vue, c'est d'habituer l'élève à mettre de la suite dans ses idées, à se rendre compte de ce qu'il sait, à l'exposer clairement et avec ordre. On s'efforce d'exercer le raisonnement plus que la mémoire et de former des citoyens capables de se conduire dans un état libre.

Le développement des forces physiques n'est pas non plus négligé, quoiqu'il n'y ait point de cours de gymnastique, ce qui est certes une lacune; on remplace ce cours par des exercices particuliers qui tiennent le milieu entre la gymnastique et la danse, et qu'on appelle *calisthenics*. A certaines heures, tous les enfans se réunissent dans la grande salle commune (*reception room*); la maîtresse se met au piano et joue un air de marche à cadence bien prononcée. Alors garçons et filles, se prenant par la main, forment des chaînes, des rondes et toute sorte de figures qui rappellent les évolutions du chœur antique. Ces exercices rhythmés dégourdissent les membres et donnent à tous les mouvemens du corps de la souplesse, de la grâce et de la précision. Depuis la dernière guerre, on apprend généralement aux garçons le maniement des armes et les exercices militaires. Les chants en commun, les accom-

pagnemens au piano, ces exercices variés viennent rompre la monotonie des heures de classe et font chérir l'école aux enfans comme un lieu de récréation, Loin de souffrir de ces intermèdes, la discipline y gagne, paraît-il. Contraste souvent signalé, les Américains du nord, si remuans dans la vie habituelle, se soumettent sans hésiter à l'empire de la loi. De même leurs enfans si indépendans, si émancipés de toute autorité paternelle, se plient avec une docilité exemplaire et unanime aux règlemens d'ordre de l'école.

II.

En énumérant les matières enseignées, il en est une considérée presque partout en Europe comme la plus essentielle de toutes, et dont nous n'avons rien dit, la religion.—C'est qu'en effet on ne l'enseigne pas. Il y a plus : il est strictement défendu aux instituteurs de faire mention des dogmes d'aucune religion positive. La seule prière qu'il puisse dire est l'oraison dominicale. Il doit seulement cultiver le sentiment moral en s'appuyant sur les principes de la religion naturelle, qui en forment la base. Voici en quels termes la loi du Massachusetts, adoptée à peu près dans tous les autres états, s'exprime à ce sujet : « Les instituteurs doivent s'efforcer d'inculquer dans le cœur de la jeunesse confiée à leurs soins la piété, la justice, le respect de la vérité, l'amour de leur patrie et la bienveillance pour tous les hommes, la sobriété, le goût du travail, la chasteté, la modération, la tempérance et toutes les autres vertus qui font l'ornement de la société et la base de la république. Ils doivent montrer à leurs élèves, par des explications à la portée de leur âge, comment ces vertus tendent à maintenir et à perfectionner les institutions républicaines, à garantir à tous les inestimables bienfaits de la liberté et à assurer leur propre bonheur, et comment les vices opposés mènent inévitablement aux plus désastreuses conséquences. » A en juger d'après les résultats, ce mâle programme est suivi à la lettre. En Europe, on répète volontiers cet aphorisme : L'atmosphère de l'école doit être religieuse et morale, et toute école où l'on n'enseignerait pas le catéchisme serait considérée comme un lieu de perdition. — En Amérique, on dit la même chose, mais on croit en même temps qu'il vaut mieux s'occuper du dogme à l'église qu'à l'école. Les motifs qu'on en donne méritent d'être pesés.

D'abord, dit-on, partout où l'état est séparé de l'église, l'école publique doit être strictement laïque, car elle est une institution de l'état laïque. Si vous appelez le prêtre, vous devez subir ses con-

ditions ou faire vos réserves; donc vous aboutissez à un concordat, et si le prêtre se retire, il tue l'école. D'ailleurs, en agissant ainsi, vous violez l'égalité des cultes. L'enseignement public est entretenu au moyen des taxes levées sur tous les citoyens; or si l'école favorise l'un ou l'autre culte, vous lésez tous les autres, car vous faites servir leur argent à propager ce qui est, suivant eux, une mortelle erreur. N'y eût-il qu'un croyant qui protestât, il faut respecter son opposition, car toute contrainte en matière de conscience est odieuse. En outre il est de l'intérêt de la religion qu'elle soit enseignée à l'église et non à l'école. Les leçons de religion succédant aux autres leçons sont traitées de la même façon. Elles se transforment en une tâche qui souvent inspire l'ennui et non le respect. Les maîtres eux-mêmes n'y font nulle différence, et fréquemment l'élève récite ce qu'il a appris par cœur avec des signes non équivoques de lassitude. Il faut n'avoir jamais assisté à une leçon de catéchisme dans une école primaire pour croire que cet exercice de mémoire puisse inculquer des sentimens religieux dans le cœur de la jeunesse. Données par le prêtre et dans l'église, les leçons de religion participent du caractère sacré de l'un et de l'autre. Elles se gravent dans l'esprit de l'enfant avec toute l'autorité du culte même, dont en effet elles doivent faire partie.

Mais, dira-t-on, toute école d'où l'enseignement de la religion est exclu est une école antireligieuse. — Non, répondent les Américains, une école d'agriculture, une école d'arts et métiers, une université, ne sont pas antireligieuses parce qu'elles n'ont pas de chaire où l'on enseigne le dogme; ce n'est point leur objet. De même nos écoles primaires ont pour but d'apprendre aux enfans à lire et à écrire. C'est par respect pour la liberté de conscience et pour la dignité des cultes que nous ne voulons point mêler leur enseignement avec les études ordinaires, et que nous le réservons aux familles et aux pasteurs qu'elles choisissent librement.

Les Américains craignent tellement de donner à l'instruction du peuple ce qu'ils appellent une tendance sectaire (*sectarian*), c'est-à-dire la marque d'une religion positive quelconque, que la loi a formellement exclu tout ministre du culte, à quelque dénomination qu'il appartienne, de tous les comités locaux et autres qui dirigent ou inspectent les écoles entretenues par l'état. Tous les partis, toutes les sectes approuvent ce système, sauf les catholiques. Quoiqu'ils l'aient accepté et même réclamé en Irlande et en Hollande, où il est également appliqué, ils le combattent depuis quelques années aux États-Unis; leurs prêtres s'effraient des résultats : ils croient s'apercevoir qu'un culte qui a pour base l'obéissance passive aux décrets d'un souverain pontife résidant bien loin au-delà de l'Atlan-

tique risque de perdre de ses adhérens au contact d'autres cultes qui ont pour principe l'examen individuel, et qui sont plus en rapport avec les institutions libres et les mœurs individualistes du pays. L'archevêque de New-York, M. Hughes, s'est mis à la tête d'une croisade qui a pour but de retirer les enfans des écoles nationales et de les placer dans des écoles exclusivement catholiques. Jusqu'à présent, beaucoup de parens résistent, et c'est heureux, car il serait regrettable que les catholiques vinssent à former une sorte de peuple à part, sourdement hostile aux institutions du pays.

Pour les protestans, l'instruction religieuse se donne dans les écoles du dimanche : c'est encore une admirable institution due tout entière à l'initiative individuelle. L'enseignement commence aux premiers élémens et va jusqu'à des explications très approfondies. Quand on bâtit une église nouvelle, on y ajoute généralement une vaste salle de conférences (*lectures room*) où viennent s'asseoir en foule (1), sur des bancs circulaires, les enfans des fidèles appartenant souvent aux différentes nuances du protestantisme. Ici même les pasteurs cèdent généralement la place aux laïques. Les femmes, les hommes les plus distingués se disputent l'honneur d'instruire les petits enfans. C'est une incroyable émulation de dévouement, si éloignée de nos habitudes qu'elle nous paraît à peine explicable. Les juges des hautes cours, les chefs élus des cités et des états, les généraux même ne dédaignent pas de remplir l'humble fonction de maître d'école. Quand le général Harrison fut élu président de la république, il donnait l'instruction religieuse dans une école du dimanche. Le christianisme, exposé par des personnes mêlées à la vie civile, perd tout caractère sectaire et sacerdotal pour devenir une doctrine morale appuyée sur une foi vive, mais large; il s'insinue ainsi jusqu'au dernier fond de la société, à laquelle il donne une assiette solide pour les grandes épreuves. Les écoles du dimanche sont l'une des fermes bases des institutions républicaines des États-Unis.

L'école strictement laïque, qui, assure-t-on d'un certain côté, déracinerait tout sentiment religieux, ne paraît aucunement produire cet effet aux États-Unis. Nulle part ce sentiment n'est plus universel, plus profond, et surtout plus fécond en œuvres. Tous les

(1) On estime que les écoles du dimanche sont fréquentées par trois millions d'enfans sous la direction d'environ quatre cent mille moniteurs et monitrices. Il s'est formé des associations de missionnaires qui envoient des délégués dans tous les quartiers pauvres pour recruter les enfans dont les parens abrutis négligent complétement l'éducation : œuvre de sagesse, car il est plus important d'éclairer et de moraliser les barbares qui sont à nos portes que ceux qui vivent aux antipodes. Les premiers du moins vous écoutent, vous comprennent et ne vous mangent point.

voyageurs l'affirment, et d'après Tocqueville c'est la foi qui y est le fondement et le contre-poids de la liberté illimitée. On est assez disposé à mesurer la force des sentimens aux sacrifices d'argent qu'ils font faire : à ce compte, les chiffres viendraient éloquemment confirmer les jugemens des voyageurs. En effet, on estime que les contributions volontaires des fidèles pour le salaire des pasteurs monte à 130 millions, c'est-à-dire à trois fois plus que le budget des cultes en France. On porte la valeur totale des 48,000 temples existans à 600 millions, et l'on bâtit annuellement 1,200 églises qui coûtent de 40 à 50 millions. Ajoutez encore 40 millions pour œuvres pies de toute nature, et l'on arrive à un total de plus de 210 millions, ou 7 francs par tête, consacrés librement aux intérêts du culte. Nulle part ailleurs, pas même en Angleterre, on n'arrive à de semblables résultats. Ainsi donc la séparation complète de l'église et de l'état et la sécularisation radicale de l'école, loin de nuire à la religion, lui donnent au contraire une force nouvelle. parce qu'elles l'associent au développement spontané de la conscience individuelle au sein de la liberté absolue.

Dans tous les états de l'Union, l'enseignement est maintenant entièrement gratuit. Il y a quelques années, une certaine rétribution (*fees*) était encore exigée. On prétendait alors en Amérique, comme en Angleterre et ailleurs, que la gratuité diminuait chez les parens l'intérêt qu'ils pouvaient porter à l'instruction de leurs enfans; mais plus tard une opinion différente prévalut. En admettant cette observation comme juste en certains cas, on se persuada que pour les familles pauvres la rétribution était un obstacle sérieux, et qu'il fallait l'abolir, si on voulait attirer tous les enfans à l'école et fonder une éducation vraiment nationale. En 1849, la législature de New-York décida qu'à l'avenir ses écoles populaires seraient gratuites, et elle établit le système des *free schools*. La loi, soumise trois fois de suite à la sanction de tous les électeurs, fut par trois fois confirmée à une énorme majorité. Depuis lors, l'exemple de New-York a été suivi partout. Cette distinction regrettable entre les écoles gratuites, fréquentées par les pauvres, et les écoles payantes, fréquentées par les riches, a maintenant tout à fait disparu, et l'on s'en félicite. Quand l'état social est démocratique, il faut supprimer tout ce qui de la part de l'état peut établir des distinctions entre les diverses classes. En les réunissant surtout pendant la jeunesse, on prévient chez les uns l'envie, chez les autres le dédain; il s'établit une certaine égalité de mœurs et une communauté de vues qui forment une garantie d'ordre pour l'avenir. Les documens soumis aux législatures des divers états vantent à l'envi les bienfaits de la gratuité absolue. Je trouve dans l'un des rap-

ports de M. Rice de New-York ces belles paroles : « Dans un état comme le nôtre, il faut que tous les enfans, sans exception, puissent respirer l'instruction et les lumières comme ils respirent l'air et le soleil, librement et sans rétribution aucune. Leur en procurer les moyens est le premier devoir de la nation, parce que c'est son plus grand intérêt. »

Grâce à cette mesure, partout adoptée, le nombre des enfans qui fréquentent les écoles publiques a rapidement augmenté, et il atteint aujourd'hui une proportion qu'on ne retrouve pas ailleurs. On ne peut donner de chiffres se rapportant à l'Union entière pour deux motifs : d'abord, parce que, l'instruction publique n'étant pas du ressort de la fédération, il n'existe point de statistique générale à ce sujet, et ensuite parce qu'en réunissant les chiffres recueillis dans tous les états, on arriverait à des résultats inexacts, attendu que, dans les états à esclaves, l'*institution particulière* rendait impossible l'organisation d'un enseignement destiné au peuple. Il faut donc nous en tenir aux données qui concernent les états libres. Ne pouvant les reproduire toutes ici, nous nous bornerons à prendre quatre types : le principal état de la Nouvelle-Angleterre, le grand état commercial des bords de l'Atlantique, un état de l'ouest ancien et un état de l'ouest nouveau, — Massachusetts, New-York, Ohio et Wisconsin. — En 1862, le Massachusetts comptait, rien que dans ses écoles publiques, 227,319 enfans. La population était de 1,231,066 âmes, ce qui fait 182 élèves par 1,000 habitans, ou 1 élève par 5,4 habitans. Dans l'état de New-York, la proportion est plus favorable : il y avait 892,550 écoliers pour 3,880,735 âmes, soit 230 écoliers pour 1,000 habitans, ou 1 écolier par 4,2; mais c'est l'Ohio qui présente les chiffres les plus remarquables. Sur une population de 2,339,502 âmes, on comptait 723,669 enfans dans les écoles publiques, ce qui fait 319 par 1,000 âmes, ou 1 par 3,2 habitans. C'est un résultat tout à fait extraordinaire, car les enfans en âge d'école, de sept à treize ans, ne sont d'ordinaire qu'au nombre de 110 par 1,000 habitans. On peut en conclure que non-seulement tous les enfans de cet âge fréquentent l'école, mais que beaucoup de ceux qui ne l'ont pas encore atteint ou qui l'ont dépassé s'y rendent également. En effet, l'âge de l'école primaire se compte en Amérique de cinq à quinze ans. Dans le nouvel état de Wisconsin, qui ne date que de 1848, les résultats sont moins favorables que ceux de l'Ohio, mais ils égalent presque ceux du New-York. On comptait 149,786 élèves pour 775,881 habitans, soit 206 par 1,000 âmes, ou 1 par 5,2 habitans. Pour apprécier la signification de ces chiffres, qui ne se rapportent qu'aux écoles publiques, il faut noter

que, d'après le dernier rapport officiel, la France, avec une population de 37,382,225 âmes, envoyait dans ses écoles publiques et privées 4,336,368 enfans, soit 116 élèves par 1,000 habitans, ou 1 par 8,6 âmes.

On ne peut s'imaginer avec quelle ardeur les Américains s'efforcent de faire avancer l'instruction du peuple dès qu'ils s'aperçoivent qu'elle est en retard. J'en citerai un exemple entre mille. La ville de Chicago, dans l'Illinois, le grand entrepôt des blés de l'ouest, tout entière d'abord aux soins de son prodigieux développement matériel, avait un peu négligé de bâtir des écoles pour sa population sans cesse croissante. L'attention publique s'éveille : le mal est signalé, chacun en comprend la gravité, et on se met à l'œuvre pour y porter remède avec une admirable énergie. En 1851, il n'y avait place que pour 1,700 élèves; en 1863, il y en avait pour 11,000, et tout était occupé. Aux États-Unis, quand on crie : à l'ignorance! c'est comme lorsqu'on crie : au feu! chacun accourt pour combattre le fléau, et on ne s'arrête que quand il est vaincu.

En matière d'enseignement comme en bien d'autres, la grande question est celle du budget. En Europe, l'aveugle parcimonie des gouvernemens, si prodigues pour leurs armées, est le principal et peut-être le seul obstacle à la diffusion de l'instruction. On comprend aussitôt qu'aux États-Unis, où le salaire du manœuvre est d'au moins 1 dollar par jour, on ne peut instruire tant de millions d'enfans, payer tant de centaines de milliers d'instituteurs, bâtir chaque année tant de milliers d'écoles, sans d'énormes sacrifices. A vrai dire, on n'y épargne rien, parce qu'on sait qu'il n'est point d'avances qui rapportent de plus grands profits. Ici encore l'Amérique a fait le contraire de ce qu'avait fait l'Europe. Dans les sociétés européennes, où dominaient les idées aristocratiques, on s'est occupé depuis longtemps d'organiser à grands frais un enseignement qui pût donner aux enfans des classes aisées les connaissances dont ils avaient besoin, et l'on abandonnait le soin d'instruire le peuple au zèle du clergé ou à la charité des particuliers. En Amérique, où l'état social était démocratique, on a d'abord organisé l'instruction du peuple aux frais du public, et on a laissé au clergé et aux particuliers le soin de fonder les établissemens que réclamait la culture scientifique des classes supérieures. De ce côté-ci de l'Atlantique, l'état a payé pour ceux qui pouvaient le faire eux-mêmes, tandis que de l'autre il a payé pour ceux qui ne le pouvaient pas. Il est difficile de ne pas trouver ce dernier système meilleur. Les Américains l'ont compris, et les sommes que les particuliers consacrent volontairement à l'enseignement supérieur sont énormes. Ils ne connaissent point ce respect outré de l'hérédité qui fait croire qu'un

homme lèse ses héritiers quand il dispose d'une partie de sa fortune en faveur d'une œuvre d'utilité publique. Ils croient au contraire qu'il est juste de prélever la dîme sur leur avoir en faveur du progrès de la société. Comme dans l'antiquité, l'idée de la patrie est assez forte pour contre-balancer ce que le sentiment de la famille a d'égoïste et d'étroit. Grâce à la libéralité des particuliers (1), l'enseignement supérieur se développe avec une rapidité merveilleuse; mais il s'agit simplement ici de voir ce que coûte l'enseignement primaire.

On peut porter les dépenses pour cet objet en moyenne dans les états qui n'avaient pas d'esclaves à environ 6 fr. par tête. Ainsi le Massachusetts, avec 1,231,066 habitans, consacre à l'instruction primaire, sans compter la construction et l'entretien des bâtimens, 7,600,000 fr.; New-York, avec 3,880,000 habitans, 24,500,000 fr., soit 6 francs 50 cent. par personne; l'Ohio, avec 2,339,502 âmes, 13,700,000 francs; le Michigan, avec 749,113 âmes, 11 millions de francs; l'Illinois, avec 1,711,951 âmes, 11 millions; la Californie, avec 379,994 habitans, dont 34,919 Chinois, 2,500,000 francs. Quand on prend les villes isolément, les résultats sont encore plus dignes d'attention et, osons le dire, d'admiration. Ainsi en 1861 la cité de New-York, ayant une population d'environ 900,000 âmes, a consacré à ses écoles publiques 8 millions de francs, ou environ 9 francs par tête. La subvention totale de l'état en France pour le même objet s'élevait à 6,464,029 francs 70 centimes en 1863.

Quand éclata la guerre civile, alors que les sources de la prospérité publique menaçaient de tarir au milieu du bruit des armes et du plus terrible bouleversement, malgré l'immense accroissement de dépenses occasionnées par l'enrôlement de quarante régimens de soldats dont on soutenait souvent les familles, au même moment où les états insurgés s'emparaient des fonds sacrés de l'instruction, New-York augmentait largement la somme qu'elle consacrait aux écoles

(1) Sans parler des établissemens connus, comme le *Girard's college* de Philadelphie ou le *Smithsonian institute* de Washington, on pourrait citer un nombre infini de colléges, de séminaires et d'établissemens d'instruction de tout genre soutenus en grande partie par des souscriptions volontaires. Depuis quarante ans, l'université de Cambridge, près de Boston, a reçu plus de 5 millions de donations. Un M. Bussy donne par exemple 880,000 fr. pour la faculté de droit, et M. Phillips 500,000 fr. pour l'observatoire. En se bornant à quelques faits tout récens, on voit un M. Putnam donner 380,000 fr. pour construire une académie à Newburyport, un négociant de New-York, en pleine crise, consacrer 2 millions à la construction d'un collége pour les jeunes filles à Poughkeepsie, sur les bords de l'Hudson, un habitant d'Utica offrir 2 millions 1/2 pour établir une école d'agriculture dans cette petite ville. Faut-il ouvrir une chaire nouvelle et y appeler un savant connu, quelques citoyens se cotisent, et le fonds est fait, le revenu assuré. Le peuple lui-même s'intéresse au progrès des hautes sciences : on a élevé un observatoire au moyen de souscriptions à un sou.

du peuple. M. Randall, surintendant de l'instruction publique pour cette ville, a pu dire avec un légitime orgueil, en rappelant ces chiffres : « Nous pouvons être fiers des sacrifices que nous avons faits pour nos écoles, surtout dans les circonstances actuelles. Quelle autre nation, obligée de mettre en œuvre toutes ses forces pour défendre ses droits les plus sacrés et son existence même et de faire face aux plus lourds impôts pour maintenir sous les armes une armée considérable recrutée dans tous les rangs de la société, quelle autre nation a consacré à l'instruction du peuple des sommes aussi considérables au sein d'épreuves aussi terribles? Et quel mobile nous a déterminés à faire ces sacrifices, si ce n'est la conviction que la diffusion des lumières est indispensable au maintien des institutions libres, et que l'instruction de tous est la base de cette glorieuse constitution que nous ont léguée les hommes de la révolution? Le peuple a compris que le plus sûr moyen d'assurer le triomphe définitif de la cause à laquelle il s'est dévoué avec une résolution unanime et un cœur héroïque était de répandre encore plus l'enseignement et de travailler avec énergie à ses progrès. » Belles paroles, noble confiance dans la force de la vérité! Pour vaincre la rébellion esclavagiste, l'épée ne suffisait pas, il fallait le livre: pour déraciner l'iniquité, il fallait plus que contraindre, il fallait éclairer.

L'argent destiné à l'instruction publique provient de plusieurs sources différentes. Il y a d'abord ce que l'on appelle le fonds des écoles (*school-fund*). Les Américains ont conservé cette tradition ancienne qui fait considérer un service public comme une personne civile ayant besoin pour subsister d'une dotation dont le revenu est employé à la faire vivre. C'est ainsi que se perpétuent généralement en Europe les fondations de charité qui remontent au moyen âge, les hospices et les bureaux de bienfaisance; c'est ainsi également que s'entretenaient et que s'entretiennent encore les églises établies là où elles ont survécu. En Amérique, au lieu de constituer un fonds pour soulager les pauvres, on a établi des ressources certaines pour développer l'instruction, qui prévient le paupérisme. On fonde une chaire dans une école plutôt qu'un lit à l'hôpital, et l'on fait plus de legs pour répandre des connaissances que pour distribuer des aumônes.

Le fonds de l'instruction publique provient soit d'une dotation primitive de l'état, soit de la vente des terres publiques. Le congrès, renonçant sur ce point à ses habitudes d'abstention, a décidé qu'un trente-sixième des terres serait affecté au fonds des écoles. Dans les états de l'ouest, où l'arpenteur peut tracer dans la prairie sans limites ces lignes se coupant à angle droit chères à l'esprit

logique de l'Américain, le *township* forme un carré de trente-six milles anglais de superficie. Ce carré est subdivisé en trente-six lots d'un mille, et celui du milieu, appelé *school section*, est destiné à subvenir aux frais de l'enseignement. A mesure que la commune se peuple, les terrains acquièrent de la valeur. Ils sont successivement vendus (1), et le produit, accru souvent des intérêts accumulés, constitue le *school-fund*, que des donations, des legs et des dotations viennent encore peu à peu grossir. Voici quelques chiffres qui donneront une idée de l'importance de ce fonds dans les divers états en 1863. Dans le Massachusetts, il s'élevait à 8 millions 1/2 de francs, — dans le New-York à 15 millions, — dans l'Ohio à 15 millions, — dans le Michigan à 5 millions, — dans l'Indiana, état plus jeune, qui a pu profiter largement de la vente des terres publiques, à 39 millions, — dans l'Illinois à 27 millions, — dans le Wisconsin à 12 millions, non compris les terres encore à vendre, — dans la Californie à 6,622,200 acres de terre. La seconde source de revenu des écoles, c'est le subside que leur accordent tous les états. Les communes, de leur côté, sont obligées de s'imposer pour une somme égale ou déterminée par la loi; mais la plupart donnent bien au-delà de leur contribution obligatoire. Ainsi dans le Massachusetts, pour recevoir une part du revenu du fonds des écoles, les communes doivent s'imposer jusqu'à concurrence d'un dollar et demi par enfant en âge d'école, de cinq à quinze ans. Aucune n'est restée au-dessous du chiffre imposé, et toutes, sauf trente-neuf, ont levé une somme double ou triple de celles qu'elles étaient tenues de consacrer à l'enseignement. Dès qu'il s'agit de cet important objet, chaque état s'ingénie à trouver des ressources. Ainsi dans l'un on voit un impôt sur les banques (*bank-tax*) affecté spécialement aux écoles, dans un autre un impôt sur les chemins de fer, dans un troisième un impôt sur l'enregistrement; mais le revenu principal provient d'une taxe proportionnelle sur les propriétés, levée par les percepteurs ordinaires en même temps que les autres impôts. Ce sont les électeurs du *township* eux-mêmes qui, réunis chaque année en assemblée générale, décident quelle sera la somme qu'ils auront à payer, et il est beau de pouvoir constater que presque jamais les contribuables ne

(1) Ces ventes se font malheureusement parfois dans des conditions peu favorables. Ne serait-il pas à désirer que tous les terrains ne fussent pas aliénés? L'exemple des fondations européennes prouve à quel point la valeur des terres augmente, et cette progression serait cent fois plus rapide en Amérique. Si nos hospices avaient eu primitivement leur capital en argent, leur revenu serait à peu près nul aujourd'hui, et si les écoles d'Amérique gardaient une bonne partie du leur en terres, il triplerait tous les dix ans d'abord, tous les vingt ans plus tard.

la trouvent trop forte. Plus un peuple est éclairé, mieux il comprend les bienfaits de l'instruction, et plus volontiers il se soumet aux sacrifices que son organisation exige. Une nation ignorante pensera toujours que l'argent employé à l'instruire est une dépense superflue, et il est probable que dans un village où nul ne saurait ni lire ni écrire il ne se trouverait pas une majorité pour voter le salaire d'un maître d'école. Tout le monde sent les besoins du corps, mais tous n'éprouvent pas ceux de l'esprit, parce qu'il faut l'avoir développé déjà pour s'apercevoir de ce qui lui manque. C'est pourquoi en matière d'enseignement l'initiative du pouvoir central est nécessaire dans les pays où le grand nombre est peu éclairé. A défaut d'une impulsion venue d'en haut, le peuple continuerait à vivre dans l'ignorance comme dans son élément naturel.

Si maintenant l'on considère l'organisation de l'enseignement aux États-Unis dans son ensemble, on sera frappé de voir à quel point elle diffère des systèmes en vigueur en Europe. Au lieu de maîtres vieillis dans leurs fonctions, presque partout des jeunes filles de dix-huit à vingt-cinq ans, — le personnel enseignant renouvelé en moyenne tous les cinq ans, — au lieu d'écoles séparées pour les deux sexes, les garçons et les filles réunis dans les mêmes classes,— nulle hiérarchie, nulle action du pouvoir central, — comme ressorts, rien que la discussion publique et la pression de l'opinion, — les dépenses de l'enseignement spécialement, directement et librement votées par ceux-là mêmes qui doivent s'en imposer le sacrifice, — l'instruction supérieure et moyenne abandonnée à l'initiative individuelle, l'instruction primaire au contraire rétribuée généreusement par tous les pouvoirs publics, — l'enseignement de la religion systématiquement exclu du programme, tels sont les traits qui distinguent le système américain, et qui en font le contre-pied de nos institutions d'enseignement. Est-il sur notre continent un pays qui pourrait adopter ce système avec avantage? J'en doute. Pour que le service de l'enseignement ne se désorganise pas au milieu de ces changemens incessans de personnes, il faut que tous les citoyens en comprennent l'importance; mais le principe fondamental sur lequel tout le reste repose devrait être imité partout. Dès leur origine, les états de la Nouvelle-Angleterre ont considéré l'éducation du peuple, ainsi que le demande justement M. Duruy, comme un grand service public, comme une dette de la communauté envers tous ses membres. Instruire, répandre les lumières, telle a été la principale fonction des pouvoirs publics et leur principale dépense. Tandis que d'autres prodiguaient les millions des contribuables pour créer des flottes puissantes, entretenir d'innombrables armées ou embellir des capitales, eux, ils réservaient les leurs pour

bâtir des écoles et payer des instituteurs. On réclame de toutes parts la décentralisation et cette forme d'administration qu'on désigne par un mot anglais, le *self-government*. Dans beaucoup de pays sans doute, et surtout en France, il est temps de desserrer les liens trop étroits qui enchaînent la spontanéité des populations et qui font dépendre leurs mouvemens d'une volonté unique, seule active au centre; mais, qu'on se le persuade bien, la décentralisation ne produira de grands résultats et ne conduira à la liberté, l'exemple de l'Amérique le prouve, que quand l'instruction sera largement répandue jusque dans les dernières couches du peuple. Autrefois la conquête et la guerre étaient le but de l'état, parce qu'elles donnaient des richesses, des honneurs et de la gloire à ceux qui dans l'état étaient tout, les seigneurs et le souverain. Aujourd'hui le but de l'état est ou devrait être d'assurer à tous les citoyens le plein et libre développement de leurs facultés. Or le seul moyen de leur procurer ce bienfait en les affranchissant désormais de toute tutelle, c'est de fonder beaucoup d'écoles et d'y donner une instruction forte, attrayante, complète dans sa sphère. Les États-Unis l'ont compris plus tôt et mieux que tout autre pays. On y a vu le pouvoir fédéral, les états, les communes et les particuliers rivaliser de zèle pour répandre l'enseignement et ne reculer devant aucun sacrifice. A peine un état naît-il, comme le Kansas ou l'Orégon, à peine un territoire est-il constitué, comme le Dacota ou le Nevada, que déjà tout est préparé pour multiplier les écoles à mesure que la population s'accroîtra. L'instruction du peuple est une œuvre nationale à laquelle chacun contribue, dont tout le monde s'occupe, et qui ne laisse personne indifférent. Voilà le grand exemple que nous offre l'Union américaine, et qui doit éveiller de plus en plus l'émulation de l'Europe.

ÉMILE DE LAVELEYE.

LA

PHILOSOPHIE DE GOETHE

III.

SES CONCEPTIONS SUR LA NATURE, SUR DIEU ET LA DESTINÉE HUMAINE. — ÉCLECTISME ET PANTHÉISME.

I. *Œuvres de Goethe*, traduction nouvelle par M. Jacques Porchat, 10 vol. in-8°. — II. *Œuvres scientifiques de Goethe*, analysées et appréciées par M. Ernest Faivre. — III. *Œuvres d'Histoire naturelle de Goethe*, traduites et annotées par M. Ch. Martins. — IV. *Conversations de Goethe* pendant les dernières années de sa vie, recueillies par Eckermann, traduites par M. Emile Délerot. — V. *Correspondance entre Goethe et Schiller*, traduction de Mme de Carlowitz, annotée et accompagnée d'études historiques et littéraires par M. Saint-René Taillandier, 1863.

I.

Nous avons exposé l'histoire de l'esprit de Goethe (1). Deux noms résument cette histoire : Spinoza et Geoffroy Saint-Hilaire. Dès sa vingtième année, nous avons vu Goethe subir avec une sorte d'ivresse le prestige de l'*Éthique* librement interprétée. D'autre part, toute sa vie scientifique a été une sorte d'anticipation de la méthode et des travaux de Saint-Hilaire, et nous savons de quel cri de triomphe vraiment fraternel le poète a salué, au déclin de ses années, l'avénement dans la science de l'illustre adversaire de Cuvier. C'est là qu'il faut chercher la double origine de la philosophie de Goethe : elle sort, comme une conclusion spontanée, de l'étude du monde extérieur observé avec la préoccupation de l'unité absolue; elle sort de la contemplation des lois générales vues à travers un spi-

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre et du 1er novembre.

nozisme poétique. Cette interprétation de la nature a conduit Goethe aux applications les plus hasardeuses de deux principes vrais en soi, l'unité de type et la loi des métamorphoses, mais qui, poussés au-delà de toute mesure, détruisent les différences fixes, irréductibles, entre les variétés des êtres et les ordres distincts des phénomènes de la vie, et réduisent la réalité vivante à n'être plus que le théâtre mobile de transformations sans fin : conception systématique et outrée, où l'idée du phénomène s'exagère jusqu'à faire disparaître de la scène de la nature les substances particulières pour n'y conserver qu'une substance vague, commune à tous les êtres, unique et universelle, qui passe à travers toutes les formes animales ou végétales, indifférente à toutes et ne se fixant nulle part. C'est ainsi que déjà dans les travaux de Goethe sur l'histoire naturelle on sent comme une perturbation constante, une déviation produite par l'attraction souveraine de l'idée qui ne cesse pas d'agir à distance sur sa pensée, l'unité spinoziste. S'il n'y a pas dans ses conclusions en histoire naturelle une métaphysique déterminée, il y a déjà une tendance marquée qui l'entraîne irrésistiblement, à travers les phénomènes et les lois générales, vers certaines solutions sur le problème des causes et des origines.

Et cependant qui plus que Goethe se défia jamais de la métaphysique? qui jamais, avec plus de vivacité que lui, l'a dénoncée comme l'éternelle ouvrière de l'illusion humaine, comme une maîtresse d'erreurs? La suprême louange qu'il accordait à Kant, c'était d'avoir marqué des bornes à la curiosité effrénée qui nous entraîne dans « les choses d'un autre monde. » Il veut rester sur la terre; il prend pied dans cette réalité dont il fait partie, et, s'appropriant une pensée de Hamann, il déclare qu'on n'en peut franchir les limites que dans l'entraînement d'une sorte de délire. « L'homme est, comme être réel, placé au milieu d'un monde réel, et doué d'organes tels qu'il peut reconnaître et produire le réel... Tous les hommes en santé ont le sentiment de leur existence et d'un monde extérieur qui les environne. Cependant il se trouve aussi dans le cerveau une place vide, c'est-à-dire une place où nul objet ne se réfléchit, tout comme dans l'œil même il se trouve une petite place qui ne voit pas : si l'homme porte son attention particulièrement sur cette place, et qu'il s'y enfonce, il tombe dans une maladie mentale. Il y devine *ces choses d'un autre monde;* il y fait naître des chimères démesurées et sans formes qui remplissent l'âme d'angoisses, comme ferait un espace ténébreux et vide, — et qui poursuivent, avec plus d'acharnement que des spectres, l'homme qui ne sait pas s'en délivrer (1). » On croit entendre Lu-

(1) *Pensées en prose, Maximes et Réflexions,* quatrième partie.

crèce retraçant dans ses tableaux ineffaçables les vaines terreurs de l'humanité, les hallucinations religieuses dont nous troublons notre vie, les ombres malsaines de dieux cruels et faux que nous évoquons follement quand nous devrions les conjurer par le mépris, les rejeter dans le néant, et qui font de notre existence un Tartare anticipé ou plutôt le seul Tartare qui existe réellement, celui que nous construisons nous-mêmes :

Hinc Acherusia fit stultorum denique vita (1).

Ce n'est pas le seul rapprochement qui s'offre à la critique entre les deux poètes. Nous aurons l'occasion de revenir avec plus de développement sur ces curieuses analogies qui, à travers tant de siècles, dans des civilisations si différentes, avec des maîtres aussi opposés qu'Épicure et Spinoza, permettent de placer en regard ces deux grands noms, Goethe et Lucrèce.

Goethe essaie en vain de se soustraire à la métaphysique; à moins d'être sceptique absolu, on n'y échappe pas. La négation même, dans cet ordre de problèmes, implique une certaine manière de les résoudre, une solution telle quelle, mais enfin une solution. Goethe a beau dire que « nous vivons en-deçà des phénomènes dérivés et que nous ne savons en aucune façon comment parvenir à la question première. » Il y parvient pourtant, il a même sa façon très personnelle de la résoudre. Il avoue aussi « qu'on ne saurait parler pertinemment sur maints problèmes que présentent les sciences naturelles, à moins d'appeler à son aide la métaphysique, mais non celle de l'école qui se paie de mots : ce que nous avons en vue a existé avant la physique, existe avec elle et subsistera longtemps après (2). » Il faut donc bien, quoi qu'on en ait, en passer par là. Il faut arriver à une philosophie première. Le seul point est de ne pas se payer de mots.

Pour cela, Goethe prend contre lui-même deux précautions : la première est de se tenir aussi près que possible de la réalité, de ne pas sortir de ce monde que lui révèle l'expérience, de ne pas placer en dehors, dans des espaces que personne n'a pénétrés, les causes primordiales qu'il croit saisir. En second lieu, il s'engage à ne pas attribuer une force démonstrative à cet ordre de conceptions qui ne reposent pas directement sur un phénomène sensible, sur une expérience positive. Il ne veut pas se priver des ressources de tout genre que donne à l'esprit la puissance qu'il a de croire, mais il s'oblige à ne pas confondre ce qu'il croit et ce qu'il sait. Même dans les hautes spéculations auxquelles sa pensée se laisse parfois

(1) *De Natura rerum*, lib. III.
(2) *Pensées sur les Sciences naturelles, Réflexions et Aphorismes.*

entraîner, dans cette magnifique inspiration dont il fut comme saisi et possédé le jour des funérailles de Wieland, alors même il n'oublie pas et ne laisse pas oublier aux autres que ce ne sont là que de belles inductions dont l'enchaînement et la splendeur le ravissent. « Pour savoir avec précision quelque chose, répète-t-il sans cesse, il faudrait tout savoir. Les idées qui ne trouvent pas dans le monde des sens un appui solide, quelle que soit toute la valeur qu'elles conservent pour moi, ne sont pas dans mon esprit des certitudes, parce qu'en face de la nature je ne veux pas supposer et croire, mais savoir... Ah! si nous connaissions bien notre cervelle et le lien qui l'unit à Uranus, et les milliers de fils entremêlés sur lesquels passe et repasse la pensée! Mais nous n'avons le sentiment des éclairs de la pensée qu'au moment où ils nous frappent. Nous ne connaissons que les ganglions, les parties extérieures de la cervelle; de sa nature intime, nous ne savons pour ainsi dire rien. Que voulons-nous donc savoir de Dieu? »

La foi, c'est-à-dire, dans le langage de Goethe, l'intuition philosophique non fondée sur des expériences positives, vient combler les lacunes de la science. Il ne la repousse pas, bien au contraire: mais il lui trace son rôle et ses limites. A la base même de toute théorie physique, il y a des phénomènes primitifs « dont il est inutile de vouloir, par des recherches, troubler et déranger la divine simplicité, et qu'il faut bien abandonner à la raison pure. » De même à l'origine de toute philosophie, il y a *tout un ordre de sentimens divins* qui s'imposent à nous d'une façon immédiate. Il est naturel d'admettre que la science ne peut exister que comme un fragment informe dans une planète comme la nôtre, qui n'est elle-même que le fragment d'un monde brisé; toute observation y reste forcément imparfaite, mais les limites imposées à notre observation ne s'imposent pas à notre foi. « Faisons d'ardens efforts pour pénétrer par les deux côtés; mais en même temps conservons sévèrement entre eux la ligne de démarcation. Ne cherchons pas les preuves de ce qui n'est pas susceptible d'être prouvé, car autrement nous laisserons dans notre construction prétendue scientifique des témoignages de notre insuffisance que la postérité découvrira tôt ou tard. Où la science suffit, la foi nous est inutile; mais où la science perd sa force et paraît insuffisante, il ne faut pas contester ses droits à la foi (1). » Et ailleurs, résumant sous une forme familière et vive les services intérieurs, secrets que cette foi philosophique rend à chacun de nous, « c'est un capital particulier, une réserve, disait-il, comme il existe des caisses publiques d'épargne et de secours où l'on puise pour donner aux gens le nécessaire dans les jours de détresse. Ici

(1) *Conversations avec Falke*, janvier 1813, trad. Délerot.

le croyant se paie, dans le silence, à lui-même ses intérêts (1). »

On voit que, si Goethe a une métaphysique, ce n'est qu'une métaphysique de vraisemblances. On comprend d'ailleurs que ce probabilisme philosophique s'élève ou s'abaisse selon les circonstances, sous l'empire des diverses émotions qui traversent notre vie. Pour continuer la métaphore de Goethe, c'est un capital tout idéal dont on dispose à son gré, et qui, semblable à un trésor magique, augmente à mesure qu'on y puise. Aux heures où la jeunesse abonde en nous, où l'immense inconnu s'ouvre devant nous comme une conquête assurée, où toutes les facultés s'éveillent à la fois, où le joyeux tumulte de leur fécondité semble mettre dans notre existence je ne sais quoi d'infini, quand toutes les joies de la terre conspirent pour la félicité d'un seul, quand l'âme s'exalte dans sa force et que l'orgueil de la vie l'enivre, qui donc alors parmi ces fiers possesseurs de la nature et ces conquérans du monde intellectuel, qui donc irait demander des ressources précaires à des idées douteuses, si éloignées de la brillante réalité? Le trésor intérieur, négligé, s'appauvrit de jour en jour. Mais quoi! dans la vie la plus belle et la plus riante, n'y a-t-il pas « des jours de détresse? » Ne peut-il pas arriver au plus triomphant des poètes, au plus applaudi des écrivains, à celui même que tout un siècle, tout un grand pays admirent et envient, d'être saisi au milieu de sa gloire par quelque angoisse secrète? C'est surtout au penchant de la vie, au-delà de ce sommet que l'on pensait d'abord ne jamais atteindre et après lequel la descente semble si rapide, quand la fécondité de la pensée, sans s'épuiser, se ralentit et que déjà se rétrécit devant nos yeux cette carrière dont les limites lointaines paraissaient autrefois se confondre avec l'immensité, quand il n'y a plus rien d'inconnu à attendre de nos facultés ni de la vie, et que le long de la route parcourue on marque derrière soi tant d'étapes du nom de quelque ami, parti joyeux, lui aussi, vers l'aube et tombé sous le poids du jour, c'est alors que se produisent dans les plus fermes esprits ces retours mélancoliques sur l'insuffisance de la nature à remplir la capacité d'une âme, ces appels passionnés à quelque chose d'au-delà. Goethe, malgré toute sa stoïque fierté, n'a pas échappé à cette loi. Il a eu, lui aussi, ses jours de dénûment intérieur, pendant lesquels il semble puiser plus largement au trésor secret de ces intuitions primitives, de cette foi philosophique, follement dissipé et jeté au vent dans le premier enivrement de la vie. Il exprime alors, avec une sorte de solennité, des doctrines plus conformes aux instincts religieux du genre humain. Il est d'autant plus libre

(1) *Pensées en prose, Maximes et Réflexions*, troisième partie.

de le faire qu'il n'est lié à aucun système. Qu'on y prenne garde cependant : même alors, je crains qu'il n'exprime des émotions esthétiques plutôt que des convictions. Ce sont des idées dont la beauté le charme plutôt que la vérité ne le persuade. L'artiste s'émeut quand le philosophe sourit encore. Des critiques délicats et ingénieux ont pu s'y tromper. Quelques-uns ont cru découvrir dans la seconde partie de sa carrière, et particulièrement depuis son union avec Schiller, une modification profonde dans ses doctrines philosophiques et religieuses. Je n'y peux voir, quant à moi, que l'accent plus grave que donne l'âge sur toutes ces questions, même quand on en rejette les solutions connues, et aussi peut-être, à certains instans, quelque fluctuation dans *cette métaphysique de probabilités* qui s'étend au-delà de ses bornes ordinaires ou se resserre dans ses plus étroites limites, selon les impressions de l'heure, de la saison, selon le cours variable de la vie intérieure.

C'est avec ces réserves qu'il convient d'étudier les conceptions philosophiques de Goethe. Nous ne devons nous attacher, pour être critique exact, qu'à ce qui est à peu près constant dans sa manière de voir sur ces grands sujets, négligeant le détail, qui est infini, et les variations, qui sont illimitées, n'insistant pas trop sur certaines contradictions qui ne sont que la marque de ce libre esprit, si fier de s'être maintenu indépendant en face de toute philosophie et sans doute aussi en face de la sienne. Parfois en effet il semble qu'il craigne de s'asservir à sa propre pensée et qu'il s'efforce d'y échapper par quelque trait de scepticisme ou par l'ironie, qui est la forme esthétique de son affranchissement.

II.

C'est vers l'automne de 1792 que Goethe fut amené à exprimer pour la première fois, dans un certain enchaînement, ses idées sur la nature et sur Dieu. Nous le retrouvons dans ce même château de Pempelfort où dix-huit années auparavant il avait reçu, par une belle nuit d'été, l'initiation à la doctrine spinoziste. Il revenait de cette campagne de France qu'il a racontée avec une simplicité pittoresque, et qui s'était terminée si vite, dans les défilés de l'Argonne, devant la belle attitude d'une armée improvisée sous les ordres de Dumouriez. Le poète avait dû suivre dans ces tristes aventures de l'armée prussienne et du corps des émigrés le duc de Weimar, qui espérait naïvement le conduire jusqu'à Paris dans une fête perpétuelle. Ce fut pour Goethe, après trois mois de souffrances et d'humiliations vivement ressenties, un repos délicieux que ce séjour au milieu de la famille de Jacobi. Il y retrouva la charmante

et hospitalière société d'autrefois, le maître de la maison toujours gai et animé, les sœurs bienveillantes et instruites, le fils sérieux et donnant déjà des espérances, les filles belles, sincères, aimables, faisant souvenir de leur mère, trop tôt disparue, et des heureux jours passés autrefois avec elle sous le rayonnement de son affectueux sourire. Des femmes distinguées, comme la princesse Galitzin, des hommes supérieurs par leurs talens ou leurs connaissances, comme Hemsterhuys, complétaient le cercle de famille dans lequel Goethe revenait prendre sa place.

Mais quelque chose était changé. Ces dix-huit années avaient séparé profondément Jacobi et Goethe, sans qu'ils s'en doutassent. C'est un des plus cruels étonnemens que nous donne la vie, quand elle nous a tenus longtemps éloignés d'un ami, de nous le rendre si différent de ce que nous l'imaginions, si différent de nous-mêmes! Nous avons cru conserver fidèlement dans notre souvenir sa physionomie morale; mais à notre insu cette image s'est continuellement modifiée, altérée, sous l'impression des changemens qui se sont opérés en nous-mêmes, dans notre manière d'être ou de sentir. Cette image, qui est notre œuvre, notre création, a suivi toutes les phases de notre développement intérieur. Nous l'avons associée à notre vie, nous avons reconstruit le passé lui-même à notre actuelle ressemblance. Au terme de quelques années, la métamorphose est accomplie. Aussi, quand la réalité se représente devant nous, nous sommes en quelque sorte dépaysés dans nos souvenirs. L'ami de notre jeunesse s'est développé de son côté à sa manière, suivant les circonstances ou les pentes secrètes de son esprit. Il peut arriver même que sa culture intellectuelle se soit faite dans une direction absolument contraire à la nôtre. La surprise de la première heure est douloureuse, et souvent le coup est si rude que l'amitié n'en revient pas : elle s'évanouit avec l'image secrètement caressée. On ne parle plus la même langue, on ne s'entend pas. Il y a là quelqu'un que j'ai aimé autrefois; mais est-ce encore mon ami? Eh quoi! il parle, et je ne le comprends plus!

C'est un peu là l'histoire de cette seconde rencontre entre Goethe et Jacobi : ils ne parlaient plus la même langue. Jacobi s'était de plus en plus détaché du spinozisme, qui ne l'avait un instant séduit que par son côté mystique. Victorieux en apparence dans sa vive polémique avec Mendelssohn, au fond c'est lui qui avait été vaincu, car il semble bien que c'est à dater de cette époque qu'il avait commencé à répandre autour de lui, discrètement d'abord, cette doctrine du *sentiment* (*Gefühl*), à laquelle devaient se rattacher plus tard un développement important de la philosophie allemande, une génération d'écrivains et de penseurs, tous ceux, ou à peu près, qui voulurent se maintenir libres en face de la philosophie trans-

cendante, en face de Schelling et de Hegel, tels que les frères Schlegel, Ancillon, Fries, de Wette, et bien d'autres, tous, avec des nuances diverses, admirateurs de Jacobi, qu'ils appelaient avec quelque emphase le Platon de l'Allemagne, quand il en était tout au plus le Jean-Jacques Rousseau.

En 1792, Jacobi n'était pas encore parvenu à ce haut degré d'influence philosophique et de direction des âmes; mais il n'était plus spinoziste, et son intelligence laissait entrevoir dans ses claires et calmes profondeurs les premiers germes déjà organisés du système. Les intuitions et les révélations du cœur lui paraissaient irrésistibles; il s'y confiait sans réserve, et ainsi se formait en lui cette doctrine qu'il devait opposer plus tard avec une douce et invincible énergie aux assauts du scepticisme et du panthéisme, devenus un jour les maîtres, les tyrans de la patrie allemande.

Pendant que son ancien ami se réfugiait ainsi dans les clartés intérieures du dogmatisme sentimental, Goethe s'était développé à peu près exclusivement, pendant ces vingt dernières années, dans le sens de son *réalisme* scientifique, ou, pour parler un langage qui nous est plus familier, dans le sens du naturalisme pur et simple, de plus en plus débarrassé de toute idée transcendante. A vrai dire, il ne s'occupait plus depuis quelque temps que de sciences positives, car des ouvrages aussi singuliers que *le Voyage des Sept frères* et *le Grand Cophte* ne peuvent guère être cités à côté du *Mémoire sur l'os intermaxillaire* ou de l'*Essai sur la Métamorphose des plantes*. Dans ses tristes loisirs du bivouac, pendant la campagne de France, il ne s'était occupé avec quelque suite que de ses expériences sur les couleurs. Il s'était distrait des longues stations sous la pluie et dans la boue en Champagne, près d'une misérable flaque d'eau, en observant le jeu d'un phénomène d'optique. C'est dans cette disposition d'esprit qu'il arrivait au milieu de la brillante société de Pempelfort, légèrement idéaliste et sentimentale à l'image du maître. Il ne faut pas s'étonner si la première rencontre fut un choc assez rude entre les deux intelligences, devenues si contraires l'une à l'autre, malgré le souvenir persistant de l'ancienne amitié.

Goethe nous a conservé les détails de cette rencontre, qui marque une date importante dans l'histoire de ses idées philosophiques. Il nous retrace son arrivée au château par un soir d'hiver, à la clarté des lanternes, la vive surprise de ses hôtes, la réception, qui fut des plus amicales, les propos de tout genre « que le revoir éveille » prolongés fort avant dans la nuit, mais sur tout cela une teinte de tristesse patriotique, l'impression profonde d'un affreux silence qui avait duré près de quatre semaines, et l'incertitude toujours croissante par le défaut absolu de nouvelles, terminée par la catastrophe. Les jours suivans, on chercha une diversion à ces douleurs pu-

bliques dans les discussions morales et littéraires. Les sujets ne manquaient pas; mais dès les premiers mots il devint trop clair que l'on ne s'entendait plus. La poésie grecque ne put même pas amener Goethe et Jacobi sur un terrain commun. *Iphigénie, Œdipe à Colone,* restèrent sans effet. « La sainteté sublime de la tragédie grecque parut tout à fait insupportable à mon esprit, exclusivement tourné vers la nature et endurci par une affreuse campagne. » Il ne put en écouter cent vers. Ses amis se résignèrent avec tristesse à voir ses sentimens si changés; on aborda, mais avec précaution, d'autres sujets sans plus de succès. La conversation hésitait; elle ne fut jamais très liée et très approfondie sur les questions littéraires qui surgirent, parce qu'on voulait éviter tout ce qui manifestait l'opposition des sentimens : soins inutiles! il arriva un soir que la philosophie fut mise sur le tapis, et l'opposition éclata.

La discussion fut vive, mais là au moins elle alla au fond des choses, et les derniers voiles furent déchirés. Dans les vifs récits qu'il nous en a laissés, Goethe avoue qu'avec sa passion ardente pour ce qu'il reconnaissait comme naturel et vrai, il dut se permettre bien des impertinences choquantes contre ce qui lui semblait être une fausse tendance, sans doute la doctrine du *sentiment*. Persuadé de son bon droit, il poursuivait son chemin « avec l'ingénuité du *Huron* de Voltaire. » Il dut paraître à la fois « insupportable et charmant. » Du reste il prit plaisir à ces orageux débats. Ses idées philosophiques, qui ne s'étaient pas encore révélées à lui-même avec ordre, avec suite, sous de claires formules, gagnaient beaucoup à cette exposition, dans le feu de la controverse. Il lui venait en parlant des lumières nouvelles, et chez lui le flot du discours était particulièrement favorable à l'invention; mais il ne savait procéder que d'une manière dogmatique, il n'avait pas le don de la polémique. Souvent aussi la conversation dans sa forme ordinaire lui causant un insupportable ennui, il l'animait et la poussait hors de ses limites par de violens paradoxes. Il portait alors sa pensée si loin et jusqu'à des conséquences si extrêmes, qu'il semblait jouer le rôle du *mauvais principe*. Dès lors la conversation s'arrêtait : on ne pouvait plus admettre son opinion comme sérieuse, parce qu'elle n'était pas solide, ni comme plaisante, parce qu'elle était trop dure. On finissait par l'appeler un fanfaron d'impiété, un hypocrite retourné, et l'on faisait la paix (1).

Telles étaient les soirées de Pempelfort. Combien différentes de ces poétiques nuits d'autrefois, passées dans de longs et graves entretiens, où deux belles intelligences se sentaient vivre ensemble

(1) Voyez *la Campagne de France,* trad. Porchat, t. X.

dans une commune pensée! Que les temps et les idées étaient changés! Essayons de nous faire, d'après les indications que Goethe nous a fournies sur ce second séjour chez Jacobi, en les complétant par ses correspondances et ses entretiens, une idée de cette philosophie hardie qui jeta un si grand trouble dans l'aimable société de Pempelfort. Ne tenons pas compte des exagérations et des paradoxes dont Goethe s'accuse avec tant de bonne foi; ne considérons que les idées principales et l'enchaînement de ces idées.

Nous retrouvons dans les souvenirs de Goethe la confirmation du plan que nous avons suivi pour l'exposition de sa philosophie. Le point de départ de son exposition, devant ses amis, fut pris dans ses études d'histoire naturelle. Personne parmi eux ne pouvait comprendre la passion sérieuse avec laquelle il s'était attaché à de pareils objets, la métamorphose des plantes, le type ostéologique, l'analogie du crâne et de la vertèbre. « Personne ne voyait comme cette passion naissait des entrailles de son être. On regardait ses efforts comme une erreur fantasque, on estimait qu'il pouvait faire quelque chose de mieux, laisser son talent suivre son ancienne direction. » Il reprit par la base toutes ses idées morphologiques; il les exposa dans le meilleur ordre et, à ce qu'il lui semblait, avec la force de l'évidence; mais déjà, dans l'explication qu'il donnait de ces phénomènes, on pressentait, sans les bien voir encore, de secrets périls. « Je vis avec chagrin tous les esprits possédés de l'idée fixe que rien ne peut naître que ce qui est déjà. En conséquence, je dus m'entendre dire encore que tout être vivant était sorti d'un œuf, sur quoi je reproduisis, avec une certaine amertume cachée sous le badinage, l'ancienne question : « Lequel a existé le premier, de la poule ou de l'œuf? » La doctrine de l'emboîtement paraissait fort plausible à mes hôtes, et l'on trouvait très édifiant de contempler la nature avec Bonnet. »

Des questions d'histoire naturelle, on passa bien vite à la philosophie. On aborda le problème de l'essence de la matière. — La matière est-elle en soi inerte et morte? Dans ce cas, il faut bien en effet que d'une manière ou d'une autre elle soit animée, stimulée, excitée à vivre, et cette stimulation à la vie, elle ne peut la recevoir que du dehors, puisqu'elle n'en possède pas en elle-même le principe. D'une façon ou d'une autre, on arrive ainsi à quelque chose qui, de quelque nom qu'on l'appelle, est la création. Or c'est à quoi Goethe ne pouvait consentir. Il était « inabordable » à cette manière de penser qui présentait comme un article de foi la mort préalable de la matière. La physique lui avait appris que les forces d'attraction et de répulsion lui sont essentielles, et que l'une ne peut être séparée de l'autre dans l'idée de la substance matérielle. « De là ressortait pour lui la polarité primitive de tous les êtres, laquelle

pénètre et vivifie l'infinie variété des phénomènes. » Il voyait partout sourdre la vie dans la matière : soit qu'il la considérât en physicien ou en chimiste, la vie à son premier degré lui apparaissait sous la forme de l'attraction et de la répulsion innées à la molécule; soit qu'il la considérât en naturaliste, il trouvait là surtout la vie, dans cette force de métamorphose qui transforme dans l'individu un organe en tous les autres organes, identiques à leur origine, distincts dans l'achèvement du corps organisé. Par ces deux voies, il arrivait à ce principe de la matière essentiellement vivante, qu'il appelait l'*hylozoïsme* (ὕλη, ζωή), et qui devint l'article fondamental de son *credo* philosophique. « Prenez une pierre, un échantillon de granit : vous y trouverez inscrite la loi la plus ancienne de la nature. Considérez bien cet échantillon : vous y voyez un élément qui en cherche un autre, le pénètre, et par cette combinaison en crée un troisième. C'est là au fond le résumé de toutes les opérations de la nature. Oui, là est écrit un document de l'histoire primitive du monde. — Ceci est de l'argile, disent nos naturalistes, cela est du silice! Ceci est ceci, et cela est cela! Quand je sais tous ces noms, qu'est-ce que j'ai gagné? Ce que je veux connaître, c'est ce qui dans l'univers anime chaque élément, de telle sorte qu'il cherche les autres, se soumet à eux ou les domine, suivant que la loi qu'il a en lui le destine à un rôle plus ou moins élevé (1). »

Les affinités chimiques, les forces d'attraction et de répulsion, la polarité primitive de tous les êtres, autant de noms différens donnés par la science à cette impulsion initiale de la vie déposée dans chaque molécule de la matière, et qui est le ressort de son activité inépuisable, le principe de toutes ses métamorphoses. Cependant chaque partie de la substance universelle, dépositaire d'un fragment de la force universelle, n'est pas destinée au même rôle que toute autre partie; les élémens se cherchent les uns les autres pour se soumettre ou dominer. De même, dans l'ordre le plus élevé des phénomènes cosmiques, chaque fragment de la vie universelle que nous appelons une *âme* est destiné dans l'organisme des mondes à un rôle plus ou moins élevé. Ainsi se crée l'ordre par la hiérarchie des phénomènes et des êtres. Goethe empruntait à Leibnitz son langage pour traduire ici sa pensée. « Les derniers élémens primitifs de tous les êtres, et pour ainsi dire les points initiaux de tout ce qui apparaît dans la nature, se partagent en différentes classes. On peut les appeler des *âmes*, puisqu'elles animent tout, mais appelons-les plutôt *monades;* gardons cette vieille expression leibnitzienne pour mieux exprimer la simplicité de l'essence la plus simple. — Il y en a de si petites, de si faibles, qu'elles ne sont propres

(1) *Conversations de Goethe*, t. Ier, p. 429.

qu'à une existence et à un service subordonnés; d'autres au contraire sont très puissantes et très énergiques. Celles-ci attirent de force dans leur cercle tous les élémens inférieurs qui les approchent, et les font devenir ainsi partie intégrante de ce qu'elles doivent animer, soit d'un corps humain, soit d'une plante, soit d'un animal, soit d'une organisation plus haute, par exemple d'une étoile. Elles exercent cette puissance attractive jusqu'au jour où apparaît formé tout entier le monde, petit ou grand, dont elles portaient au fond d'elles-mêmes la pensée. Il n'y a que ces monades attractives qui méritent vraiment le nom d'*âmes*. Il y a donc des monades de mondes, des âmes de mondes, comme des monades, des âmes de fourmis. Ces âmes si différentes sont, dans leur origine première, des essences, sinon identiques, du moins parentes par leur nature. Chaque soleil, chaque planète porte en soi-même une haute idée, une haute destinée, qui rend son développement aussi régulier et soumis à la même loi que le développement d'un rosier, qui doit être tour à tour feuille, tige et corolle. Vous pouvez nommer cette puissance une *idée*, une *monade*, comme vous voudrez, pourvu que vous compreniez bien que cette *idée*, cette *intention* intérieure est invisible, et antérieure au développement qui apparaît dans la nature et qui émane d'elle (1). »

La vie est donc partout dans la matière, répandue à flots comme d'une source intarissable, et la remplissant d'une activité incessante, réglée par certaines *intentions* qui deviennent des êtres, chaque être n'étant qu'une *intention*, une *idée* réalisée. Où résident ces *intentions* avant d'agir plastiquement dans la matière? De quel ciel intelligible tombent ces *idées?* On ne le dit pas, et tout cela est bien étrange dans une philosophie qui n'admet aucun principe antérieur ou supérieur à la nature. Il ne faut pas trop presser dans le détail ces différentes conceptions de Goethe sous peine d'en voir sortir, sinon des contradictions, du moins des conséquences fort difficiles à concilier entre elles. Qu'il nous suffise de saisir dans son ensemble cette philosophie de la nature très brillante, très spécieuse quand elle jaillit en aperçus étincelans de la pensée fortement émue du poète, mais assurément peu solide dans son enchaînement et sa structure. Comment concilier cette théorie leibnitzienne des monades, qui semblent fonder l'individualité des êtres, avec l'unité absolue dont Goethe poursuit obstinément la tyrannique chimère? Comment comprendre ces points initiaux, ces forces immatérielles, *âmes* ou *monades*, antérieures au développement des phénomènes, ces élémens spiritualisés qui semblent composer une matière idéale dans une doctrine si profondément empirique, attachée par tant

(1) *Conversations de Goethe*, trad. citée, p. 341.

d'autres principes et de si ardentes convictions, à la réalité concrète, palpable, visible? La matière idéale se conçoit dans la théorie de Leibnitz; elle en est la plus haute conception. Le monde des monades est un monde spiritualisé, puisque les monades sont des atomes métaphysiques, selon l'expression si forte de Leibnitz. Il ne peut en être ainsi dans la philosophie de Goethe, qui professe une si grande horreur pour les êtres métaphysiques. Faudra-t-il admettre que les monades soient présentes, intimes à la matière, sans être la matière elle-même? Mais alors en soi que peut-elle être? Elle est donc non pas vivante par elle-même, mais seulement par ce principe de vie qui lui vient du dehors? La difficulté revient toujours. Ou la matière s'explique par la monade, qui en sera l'élément même, et dès lors la matière se subtilise, elle se dissipe et s'évanouit dans une substance purement idéale; ou elle reçoit la monade du dehors et lui obéit, mais alors elle n'a pas la vie en soi, elle est inerte, elle est morte, ce que Goethe ne pouvait souffrir.

III.

N'insistons pas sur ces critiques trop faciles. Ce que Goethe voulait rendre sensible à tous en empruntant à Leibnitz cette théorie des monades, c'est l'idée du dynamisme universel, qui est l'âme de sa philosophie naturelle; ce qu'il voulait montrer énergiquement, c'est son éloignement pour les théories atomistiques et mécaniques. Là se manifeste clairement l'opposition éternelle entre deux explications de la nature aussi anciennes que la philosophie, puisqu'elles séparaient déjà les philosophes ioniens, — Héraclite, qui voyait partout la force sous le symbole du feu dans l'univers, — Démocrite, qui faisait naître le monde d'une combinaison d'élémens inertes. Le mécanisme explique tout par des combinaisons et des groupemens d'atomes primitifs, éternels. Toutes les variétés des phénomènes, la naissance, la vie, la mort, ne sont que le résultat mécanique de compositions et de décompositions, la manifestation de systèmes d'atomes qui se réunissent ou se séparent. Le dynamisme au contraire ramène tous les phénomènes et tous les êtres à l'idée de force. Le monde est l'expression soit de forces opposées et harmonisées entre elles, soit d'une force unique dont la métamorphose perpétuelle fait l'universalité des êtres. On comprend du reste, sans qu'il soit nécessaire d'y insister, que l'une ou l'autre de ces explications puisse être dans une certaine relation avec les deux philosophies opposées du matérialisme et du panthéisme. Et bien que l'explication *seconde* des choses soit jusqu'à un certain point indépendante de l'explication *première* ou métaphysique, l'histoire atteste ce fait

constant qu'il y a affinité naturelle — d'une part entre l'explication mécanique du monde et l'hypothèse qui supprime Dieu, — d'autre part entre la théorie dynamique du monde et l'hypothèse qui le divinise dans son principe. On comprend d'ailleurs sans trop de peine que la théorie mécanique, établissant la pure nécessité mathématique dans les actions et les réactions qui forment la vie du monde, rende inutile la notion d'un principe divin, et au contraire que, dans la théorie d'une force unique, universelle, toujours en acte, formant la variété des êtres par ses métamorphoses, il n'y ait pas loin de concevoir l'universalité mystérieuse de cette force à la diviniser.

La force cosmique, le monde animé, vivant de toute éternité, voilà l'idée chère au poète. Son attachement à cette idée nous donne la raison de certaines sympathies et antipathies philosophiques qui sans cela resteraient inexplicables. A un point de vue superficiel, il semble qu'il n'y ait que des nuances bien légères entre les différentes théories de la nature que la philosophie française vit éclore de toutes parts dans la dernière moitié du XVIIIe siècle, entre celle de d'Holbach par exemple et celle de Diderot. Comment donc comprendre que l'un des noms attire tous les anathèmes de Goethe, et que l'autre au contraire soit traité par lui avec les plus grands égards? Quand il rencontre dans ses souvenirs le *Système de la Nature*, il n'a pas assez de mépris pour ce manuel du matérialisme vulgaire, « véritable quintessence de la vieillesse fade et insipide. » Quel désert, quel vide il a senti dans ce triste et nébuleux athéisme, où disparaissait la terre avec la variété infinie de ses figures, le ciel avec toutes ses étoiles, où toute chose, tout être, même ce qui apparaît comme plus élevé que la nature, ou du moins comme une nature plus élevée dans la nature, se réduisait à une matière pesante, qui se meut, il est vrai, mais sans direction et sans forme, et qui, par ce mouvement purement mécanique à droite, à gauche, de tous côtés, aurait produit sans autre secours les immenses phénomènes de l'être (1)! Goethe flétrit, comme il convient, cette philosophie « cadavéreuse. » Diderot, malgré quelques apparences et de tristes concessions à ses amis, pense tout autrement, avec une tout autre vigueur, et sa philosophie n'aboutit pas à ce matérialisme lourd. Dans plusieurs passages de ses derniers ouvrages philosophiques, tels que le *Traité sur l'interprétation de la nature* et le *Rêve de d'Alembert*, se révèlent des vues qui n'ont plus rien de commun avec la philosophie mécanique : par exemple la théorie de la molécule douée d'une force active, qui explique bien des choses, la conception « d'un seul grand individu vivant, le tout, » qui a une singulière analogie avec le dieu de Lessing, de Novalis,

(1) *Vérité et Poésie*, traduction citée, p. 425.

et, si l'on ne raffine pas trop, avec celui de Goethe. Le poète ne s'est donc pas trompé dans ses sympathies pour Diderot. Il a reconnu en lui un esprit de sa famille; mais, selon lui, ces esprits sont rares en France, et Diderot peut être considéré comme une exception dans sa patrie. Toute la philosophie du XVIIIe siècle, selon Goethe, a été infestée par ce grossier matérialisme, et celle du XIXe a beaucoup de peine à s'en affranchir. Chose étrange, quarante ans plus tard, en 1829, le spiritualisme de M. Cousin lui-même ne semblait pas encore à Goethe assez purifié de la contagion de ces théories malsaines du dernier siècle que la jeune philosophie française avait mis sa gloire à renverser. Il écrivait à son ami Zelter: « Je dois accorder les plus grands éloges à ces Français pour toute la partie qui touche à la morale pratique, mais leur manière de contempler la nature ne me plaît pas autant (1). » On croirait qu'il ne peut souffrir que la nouvelle philosophie prenne pour point de départ la distinction des êtres, la réalité de l'âme et celle de Dieu, mises à part de la réalité du monde. Point, le reproche est tout autrement imprévu. « Je respecte leur méthode, fondée sur l'expérience, mais je trouve que dans tout ce qui touche à la spéculation pure ils ne parviennent point à se débarrasser de certaines conceptions mécaniques et atomistiques. » M. Cousin soupçonné d'une parenté secrète d'idées avec le baron d'Holbach! Le trait est plaisant.

Le dynamisme de Goethe se rattachait étroitement à son panthéisme. La force infinie circule dans le monde illimité. L'univers, c'est l'immensité vivante. Partout où s'étend l'espace, la vie y pénètre; elle y réside, sinon en acte (car il y a des parties de matière où elle semble suspendue, comme dans le monde inorganique), du moins en puissance : si elle n'y est pas actuellement, elle y a été hier, elle y sera demain. Or cette immense circulation de la vie, cet infini de la force qui remplit l'infini de l'espace et du temps, ce travail inépuisable de l'existence absolue, ces énergies éternellement créatrices, tout ce vaste système d'*idées* actives et de *monades* qui élaborent sans trêve la substance et lui imposent la forme, qu'est-ce donc que tout cela? Le savant dans ses mémoires l'appelle la nature; le philosophe, dans ses libres spéculations, l'appelle d'un nom cher au genre humain, — Dieu.

Voilà le dieu que Goethe adore. Ce dieu n'a rien de transcendant : il est la vie du monde; il l'anime et le pénètre; il y est si profondément mêlé, qu'on ne peut l'en distinguer que par ses manifestations, non par sa substance. Dieu ne crée pas en dehors de lui, il n'organise pas la matière par un acte de causalité transi-

(1) *Conversations de Goethe*, trad. citée, t. II, p. 169.

tive; la cause est tout intérieure, l'acte divin est immanent. « Que serait un dieu qui donnerait seulement l'impulsion du dehors, qui ferait tourner l'univers en cercle autour de son doigt? Il lui sied de mouvoir le monde dans l'intérieur, de porter la nature en lui, de résider lui-même dans la nature, si bien que ce qui vit et opère et existe en lui ne soit jamais dépourvu de sa force, de son esprit... Dans l'intérieur est aussi un univers : de là l'usage louable des peuples que chacun nomme Dieu, et même son Dieu, ce qu'il connaît de meilleur, lui abandonne le ciel et la terre, le craigne et, s'il est possible, l'aime (1). » Comment l'action éternelle opère-t-elle? Nous en sentons, nous en voyons les effets. C'est donc sur une expérience positive que repose la réalité de cette action; mais que peut-elle être en soi, dans son principe? quelle image ou quelle idée pouvons-nous nous en faire?

Toutes les philosophies et les religions échouent quand elles veulent traduire l'ineffable et nous en donner quelque pressentiment. C'est là que la foi philosophique se donne libre carrière. C'est là, nous dit Goethe dans un passage remarquable où il résume à sa manière l'histoire des religions, qu'il faut chercher l'origine et la raison de cette variété infinie des symboles. Au fond, nous autres hommes, devant le grand tableau surnaturel du monde, nous jouons tous plus ou moins le rôle d'un ignorant que l'on place devant un tableau un peu compliqué. Les parties éclairées, attrayantes, nous attirent, les parties sombres et désagréables nous repoussent, l'ensemble nous trouble, et nous cherchons en vain à nous faire une idée claire d'un être unique à qui nous puissions attribuer tant d'éléments contraires. — Si cet être voulait dès maintenant nous transmettre et nous révéler ses secrets, nous ne les comprendrions pas, nous ne saurions qu'en faire. A ce point de vue, il est donc juste que les religions soient l'œuvre d'hommes supérieurs et, comme telles, proportionnées aux besoins et aux facultés d'une grande masse de leurs égaux. Si elles étaient l'œuvre immédiate de Dieu, personne ne les comprendrait. La religion des anciens Grecs se bornait à incarner dans différentes divinités les manifestations diverses de l'impénétrable. Ces divinités isolées étaient des êtres limités; il restait, pour les lier toutes ensemble, une place vide. Les Grecs inventèrent l'idée du *fatum*, qu'ils mettaient au-dessus de tout; mais comme cet être restait toujours de tous côtés impénétrable, la difficulté était plutôt éludée que résolue. Le Christ eut l'idée d'un Dieu unique auquel il donna toutes les perfections qu'il sentait en lui-même. Ce Dieu, essence de sa belle âme, était plein de bonté et d'amour, et tout à fait digne que les meilleurs des

(1) *Poesies, — Dieu et le Monde.*

hommes se donnassent à lui et en acceptassent l'idée comme le lien le plus doux qui pût les unir avec le ciel; mais ce grand être, que nous nommons la Divinité, ne se manifeste pas seulement dans l'homme, il se manifeste aussi dans une riche et puissante nature et dans les immenses événemens du monde. Une image de lui, formée à l'aide des seules qualités de l'homme, ne peut donc suffire, et l'observateur rencontrera bientôt des lacunes et des contradictions qui le conduiront au doute, même au désespoir, s'il n'est pas assez médiocre d'esprit pour se laisser calmer par une défaite spécieuse (1).

Osons nous élever à un point de vue plus large. Spinoza nous en donne l'exemple et la leçon. Que les œuvres et les manifestations de Dieu dans le monde, l'étendue et la pensée, nous servent de point d'appui pour arriver jusqu'à l'intuition de la substance qui les soutient et les produit. « Aucun être ne peut tomber dans le néant, s'écrie Goethe dans la belle poésie intitulée *Testament;* l'essence éternelle ne cesse de se mouvoir en tous sens. Attachez-vous à la substance avec bonheur. La substance est impérissable, car des lois protégent les trésors vivans dont se pare l'univers. » Du reste, n'espérons pas de grandes lumières sur cette substance. Goethe se retranche dans l'obscur et l'impénétrable pour n'en rien dire ou pour en parler d'une manière si vague, qu'en vérité le silence serait aussi clair. C'est ici que l'on surprend la faiblesse et l'inanité d'un des plus beaux génies du panthéisme dans ses inutiles efforts pour donner quelque précision à sa pensée. Est-ce dire quelque chose que d'écrire en vers harmonieux cette profession de foi : « Voici bien des années que mon esprit avec joie, avec zèle, s'était efforcé de rechercher, de découvrir comment la nature vivante opère dans la création? Et c'est l'éternelle unité qui se manifeste sous mille formes : le grand en petit, le petit en grand, toute chose selon sa propre loi, sans cesse alternant, se maintenant, près et loin, loin et près, formant, transformant!... Pour admirer, je suis là (2)! » Un jour, pressé par Falck de questions qui ne veulent pas rester sur un éternel peut-être, il accorde qu'on peut se représenter Dieu au centre de l'univers, dont il fait partie lui-même, comme une monade dominante, douée d'amour, et se servant de toutes les monades de cet univers, comme notre âme se sert des monades inférieures soumises à notre dépendance. — Ailleurs, dans des vers qui paraissent être sortis d'une pensée fortement émue par une lecture du *Timée* ou par quelque brillante leçon de Schelling, Goethe célèbre l'*âme du monde*. Cette âme distribue leur tâche sublime

(1) *Conversations de Goethe*, trad. citée, t. II, p. 264 et sqq.
(2) *Poésies*, — *Dieu et le Monde*, trad. citée.

aux forces et aux lois. « Levez-vous de ce saint banquet et dispersez-vous dans toutes les régions; élevez-vous avec enthousiasme dans l'univers et le remplissez. Déjà vous bercez dans des lointains immenses l'heureux songe des dieux, et vous brillez, astres nouveaux, parmi les astres vos frères, dans les champs semés de lumière... Vous vous emparez des terres informes, et vous déployez votre jeune force créatrice, afin qu'elles s'animent et qu'elles s'animent de plus en plus dans leur vol mesuré... Et, faisant votre période, vous produisez dans les airs émus les fleurs diverses; vous imposez à la pierre, au fond de ses abîmes, ses formes permanentes. — Alors, avec une audace divine, chaque chose s'efforce de se surpasser; l'eau stérile veut verdoyer, et chaque grain de poussière s'anime... Bientôt s'éveille, pour contempler la douce lumière, une multitude aux mille formes, et vous êtes saisis d'étonnement dans les campagnes heureuses, premier couple d'amans! — Bientôt s'épuise une ardeur infinie dans l'échange délicieux des regards, et vous recevez avec reconnaissance la plus belle vie, qui émane de l'être universel et que vous lui rendez. »

On dirait un hymne de Proclus. Il y a là comme un souffle d'inspiration mystique. Jouissons en artistes de cette belle poésie; mais après? Nous sentons-nous éclairés? Qu'apercevons-nous à travers tous ces symboles? Ce chœur magique des forces qui se disperse à travers l'immensité pour y répandre la vie sous la règle des lois et des nombres divins représente-t-il l'activité aveugle du *cosmos* ou la cause vraiment cause, la raison active? La question n'est guère douteuse, si l'on rapproche ces beaux vers de tant d'autres passages d'où il résulte que ce travail si brillant et si fécond de la nature n'est intelligent que par ses effets et pour qui sait en comprendre l'harmonie, non par son principe, qui est la vie, l'art suprême, mais sans le savoir. La technique divine de la nature est instinct, non pensée; elle est souverainement inconsciente d'elle-même. Rien de plus merveilleux que l'œuvre de la création incessante, éternelle; c'est toute une esthétique en acte : elle travaille en vue de l'unité, de la règle suprême du type, avec quelle variété de combinaisons! Une sorte de fantaisie et de caprice y trouve même sa place. « La création, dit quelque part le poète philosophe, repose tout entière sur le dessin, sur la plastique. » Cependant le principe divin qui travaille dans la nature n'est pas comme l'artiste qui compose son œuvre d'après de claires idées, avec une conscience nette et précise du but qu'il veut atteindre. Il y a quelque chose d'aveugle et de fortuit dans les coups de son art. « Il faut se représenter la nature comme un joueur qui, devant la table de jeu, crie constamment : *au double!* c'est-à-dire ajoute toujours ce que son bonheur lui a donné à sa mise nouvelle, et cela à l'infini. Pierres,

bêtes, plantes, après avoir été ainsi formées par ces heureux coups de dés, sont de nouveau remises au jeu. Et qui sait si l'homme n'est pas la réussite d'un coup qui visait très haut (1)? »

A travers toutes ces magnificences de la poésie de Goethe, que de nuages accumulés! Quel amas d'épaisses ténèbres, ou quel vide sous ce voile étincelant! On ne peut même se faire une idée nette de la manière dont il conçoit l'ordre et la succession des existences dans l'univers divinisé. Il semble parfois que pour lui, comme pour les platoniciens d'Alexandrie, la vie, la pensée, l'art suprême, descendent d'un premier principe dans le monde inférieur, dans la matière, qui ne serait que l'obscurcissement de la divine splendeur. Ailleurs il semble bien que l'on doive au contraire concevoir la vie, la pensée, comme la production lente des règnes inférieurs, montant par un progrès constant vers la lumière. La création pour lui est-elle l'acte d'une nature supérieure dans la nature? est-elle au contraire, comme pour Hegel, une ascension? On n'en sait rien.

Ce qui semble du moins constant dans la pensée de Goethe, c'est que Dieu est là seulement où est le mouvement actuel, la transformation, la vie, et qu'ailleurs Dieu n'est qu'en puissance. « La Divinité est agissante dans ce qui vit, mais non dans ce qui est mort; elle est dans tout ce qui naît et se transforme, mais non dans ce qui est né et déjà immobile. » La minéralogie n'a rien de divin, si on la compare aux sciences de l'organisme, parce qu'elle ne porte que sur des objets morts. Et reprenant à son compte cette parole de Diderot : « Si Dieu n'est pas encore, il sera peut-être, » Goethe s'écriait : « Pourquoi a-t-on pris de l'ombrage de cette parole? On conçoit très bien l'existence de planètes que les monades supérieures ont abandonnées déjà, ou dans lesquelles les monades n'ont pas encore reçu le don de la parole. Il ne faut par exemple qu'une constellation qui ne se rencontre pas tous les jours, il est vrai, pour que l'eau disparaisse et que la terre se sèche. De même qu'il y a des planètes d'hommes, il peut y avoir très bien des planètes de poissons et des planètes d'oiseaux où *Dieu n'existera pas*. L'homme est le premier entretien de la nature avec Dieu; mais je ne doute pas que sur d'autres planètes cet entretien ne se fasse d'une manière bien plus haute, bien plus profonde, bien plus raisonnable (2). » Si nous comprenons ce langage légèrement sibyllin, il semble qu'il ne puisse avoir qu'un sens, c'est que Dieu est la vie universelle, partout et toujours agissante, mais que cette puissance, cette technique suprême ne se connaît que là où se produit une intelligence pour la recueillir errante, dispersée à travers les mondes.

(1) *Conversations de Goethe*, t. Ier, p. 426.
(2) *Ibid.*, p. 348 et 90.

pour la réfléchir et la fixer au foyer de la conscience. Dieu n'existe, au sens propre du mot, qu'au moment où « le coup de dé de la nature » amène le chiffre le plus haut, quand, par le concours de toutes les énergies créatrices, une forme supérieure s'est rencontrée, et dans cette forme une pensée qui nomme Dieu, et en le nommant le crée; mais ce Dieu, nous le connaissons, c'est le Dieu-nature. Il n'était pas besoin d'invoquer Spinoza pour le donner au genre humain et le substituer « à *celui* que le Christ appelait son père. » — « Que l'on me demande s'il est dans ma nature de témoigner au Christ une respectueuse adoration, je réponds : Certainement. Je m'incline devant lui comme devant la révélation divine des plus hauts principes de moralité. Que l'on me demande s'il est dans ma nature de révérer le soleil, je réponds encore : Certainement, car il est aussi une révélation de la Divinité suprême, et même la révélation la plus puissante qu'il nous soit donné de connaître, à nous, enfans de la terre. Je révère en lui la lumière et la force fécondante de Dieu, par laquelle nous vivons, nous nous mouvons, nous sommes, nous et les plantes et les animaux avec nous (1). » Nous voilà en plein naturalisme. Que Spinoza est loin!

IV.

Les conceptions de Goethe sur les principes de la moralité et sur l'ensemble de la destinée humaine sont le complément naturel et la conclusion de sa philosophie. La nature étant pénétrée, vivifiée par le divin, étant Dieu réalisé, la moralité la plus haute est l'infaillible effet de l'instinct, la révélation intérieure du principe divin, qui tend à mettre l'homme en harmonie avec l'univers. C'est à nous de discerner les instincts nobles des instincts inférieurs et vulgaires. La moralité humaine repose donc, comme l'art, sur de grands instincts, sur un sentiment sérieux, profond, inébranlable de la beauté des actes, comme l'art repose sur le sentiment juste et délicat de la beauté des formes. Chaque vie humaine est une œuvre d'art que chacun compose à son gré, d'après sa libre inspiration; mais de même qu'il y a des œuvres d'art dont le sentiment affecté ou absurde excite notre rire et notre pitié, ainsi il y a des existences manquées, dénuées de toute proportion, privées d'harmonie, en désaccord avec elles-mêmes, pitoyables ou ridicules, quand elles ne sont pas remplies de la plus triste ou de la plus criminelle dépravation. La moralité n'est, à proprement parler, qu'une forme de l'esthétique, — l'esthétique appliquée à la vie.

La véritable source de la moralité pour le genre humain est la

(1) *Conversations de Goethe*, p. 318.

contemplation des existences belles, nobles, héroïques. Un jour qu'on demandait à Goethe, à l'occasion d'une lecture de l'*Antigone* de Sophocle, d'où est venue dans le monde la moralité : « De Dieu même, comme tout autre bien, dit Goethe; ce n'est pas un produit de la réflexion humaine, c'est une belle essence qui est créée avec nous, innée en nous. Elle existe plus ou moins dans l'homme en général; elle existe à un haut degré dans quelques-uns, elle est un don spécial de certaines âmes. Celles-là ont révélé par des actions ou par des doctrines ce qu'elles renfermaient de divin dans leurs profondeurs; leur apparition a par sa beauté saisi les hommes, qui ont été puissamment entraînés à les honorer et à rivaliser avec elles (1). » La plus haute leçon de morale est donc le spectacle de la vie d'un homme de bien qui nous inspire le désir de l'imiter; mais Goethe, avec son goût pour l'expérience, reconnaissait qu'il y avait une autre manière d'arriver à connaître ce que vaut la beauté morale, le bien. L'observation de la vie amène irrésistiblement à cette conclusion, que l'abandon de l'homme à ses instincts inférieurs, l'égoïsme, le vice, a pour conséquence la destruction du bonheur général et du bonheur particulier, qui en fait partie. Au contraire ce qui est noble et juste ne peut manquer d'accroître le bonheur de tous comme celui de chaque individu. La beauté morale peut devenir ainsi une doctrine et se répandre sous la forme de la parole sur les multitudes.

Pour les natures supérieures, tous ces intermédiaires sont inutiles, car il se produit en elles une révélation permanente du beau moral à laquelle elles peuvent s'abandonner en toute sécurité. Elles-mêmes, par leur propre force, apprennent à s'affranchir de toutes les servitudes, de tous les jougs de la superstition ou de l'opinion. « Portez votre regard au dedans de vous-mêmes : dans les profondeurs de votre être, vous trouverez un guide auquel tout noble esprit se confie sans réserve. Aucune règle ne peut là vous manquer, car la conscience libre est le soleil de votre jour moral (2). » La véritable règle est celle que toute âme noble puise en soi. — Dans la même veine d'idées, je rencontre un aperçu singulièrement délicat, c'est cette maxime que je voudrais voir inscrite en lettres d'or à côté des plus belles inspirations morales de Kant : « Le devoir consiste à aimer ce que l'on se commande à soi-même (3). » Cela me semble être un amendement très heureux à la doctrine trop dure de l'*impératif catégorique*. La perfection morale pour l'austère penseur de Kœnigsberg est d'accomplir, coûte que coûte,

(1) *Conversations de Goethe*, t. Ier, p. 330.
(2) *Poésies, — Dieu et le Monde, — Testament.*
(3) *Pensées en prose, Maximes et Réflexions*, septième partie.

ce que la raison pratique commande, sans même y mêler une émotion. Il ne se soucie guère d'intéresser la sensibilité à l'accomplissement des ordres de la raison. Il s'en défie même, il redoute la moindre intervention du sentiment dans le commandement abstrait, conçu sous sa forme la plus universelle. On dirait qu'il craint d'attendrir ou d'affaiblir le devoir, s'il nous incline à l'aimer. Il y a là un stoïcisme transcendant que la nature repousse. Goethe, d'un seul mot, rétablit la vérité morale, humaine en même temps. Son instinct esthétique l'avertit qu'il y a une lacune grave dans la doctrine de Kant. Il a compris que le devoir n'est pas complet quand on se borne à faire ce que la raison nous commande. Il faut de plus le sentir, l'aimer. Faire son devoir en l'aimant est à coup sûr quelque chose de plus beau, de plus complet que de le faire simplement, durement, si je puis dire, sans émotion, sans goût. Il y a donc une perfection morale, sinon plus haute, du moins plus délicate que celle de Kant : c'est celle dont Goethe nous donne l'idée, et qui à la beauté abstraite du devoir conçu et accompli ajoute la beauté vivante de la plus noble des émotions, celle du devoir non-seulement conçu et accompli, mais aimé dans son accomplissement, aimé même quand il nous déchire le cœur.

La règle suprême de l'homme digne de ce nom est de conserver intacte la liberté intérieure. N'y laissons porter atteinte ni par les hommes, ni par les événemens du dehors. Il y a en effet une double fatalité qui se déploie dans le monde et nous menace, celle qui vient de la société et celle qui vient de la nature. Défions-nous des vues mesquines et basses, des préjugés sociaux, des intérêts sordides que recommande l'expérience vulgaire, de ses petits raisonnemens, qui peuvent, si nous n'y prenons garde, envelopper notre glorieuse et féconde activité, l'étouffer dans un réseau tissu par la sottise humaine, l'arracher aux sommets lumineux qu'elle habite, la réduire sous le plus humiliant niveau. Il y a deux manières pour un homme qui sent sa valeur et sa force de s'affranchir de cette tyrannie des petites choses et des petites gens : les grandes actions qui font les héros, comme Napoléon, les grandes pensées qui font les poètes et les penseurs, comme Shakspeare et Spinoza. L'héroïsme n'est pas à la disposition de toutes les destinées. Il y a bien des cœurs héroïques que des circonstances inéluctables renferment dans la sphère de la vie privée, qui seront exclus à tout jamais du droit glorieux de se peindre dans leurs actes et de faire à leur image l'histoire de leur temps et de leur pays; mais la haute culture intellectuelle est toujours à notre portée : c'est peut-être le plus grand et le plus bel emploi de notre activité. On le voit, Goethe est sur ce point tout à fait Grec et platonicien. Il ne cesse pas de recommander

l'exercice de la pensée comme l'acte par excellence. Par l'art et par la science, nous réalisons dans notre vie ce qu'il peut y avoir d'exquis et de divin dans une vie humaine. « Quand vous vous serez pénétré de cette vérité : « Il n'y a de vrai, de vraiment existant pour vous que ce qui rend votre esprit fécond, » alors observez le cours général du monde, et, le laissant suivre sa route, associez-vous à la minorité. — Dans tous les temps, ce que le philosophe, le poète a préféré, c'est travailler en silence aux créations de son esprit; ce sera là votre sort, le plus enviable de tous. Vous jouirez par avance des sentimens qui doivent remplir un jour les plus nobles âmes (1). » On sait si Goethe a été fidèle à ce précepte.

Mais il est une autre fatalité plus difficile à vaincre que celle qui nous vient des hommes, c'est celle qui nous vient de la nature. Et je ne parle pas seulement de cette fatalité purement physique que nous subissons durant tout le cours de notre vie, et à laquelle les conditions de cette vie nous livrent sans défense : les influences diverses des jours, des nuits, des saisons, du climat, les désordres ou les troubles de notre organisation, toutes les circonstances de la nature animale qui font la souffrance, la maladie, la mort. Je parle de cette fatalité qui frappe en nous plus haut, celle qui frappe au cœur : la passion, la douleur, le sentiment de l'irréparable dans les biens perdus, la nécessité de sacrifier ce qui nous est le plus cher, d'immoler ce qui nous semble même plus précieux que la vie, le bonheur. C'est ici qu'il faut faire appel à toutes les énergies intérieures dont se compose notre liberté.

Goethe ne nous donne pour cela aucun des conseils que prêche l'ascétisme. Il ne nous recommande pas l'abstinence. Au contraire, il nous invite à jouir librement des biens de la nature, qui est notre mère, des dons de la vie, qui est divine. Ce qu'il pardonne le moins au christianisme, c'est sa morale mystique, irréconciliable ennemie de toute sensualité. Ce qu'il lui reproche avec une amertume passionnée, c'est d'avoir « assombri en une vallée de larmes et de misère le lumineux séjour de la terre de Dieu. » Comme philosophe, il se proclame l'apôtre de la félicité. Il recommande la jouissance, il la déclare légitime et y convie les hommes. « Vaste monde et large vie,... une pensée sereine et des intentions pures, » voilà sa devise. Il la traduit sous une forme poétique dans ces deux strophes de son *Testament :* « Les sens sont aussi un guide pour vous; si votre raison se tient éveillée, ils ne vous montreront pas d'erreurs. D'un vif regard observez avec joie, et d'un pas assuré et modeste marchez à travers les plaines de ce monde comblé de riches dons. Que votre jouissance soit modérée dans l'abondance des biens! Que

(1) *Testament,* déjà cité.

la raison soit toujours là, quand la vie jouit de la vie! C'est ainsi que le passé cesse d'être éphémère, c'est ainsi que l'avenir est d'avance vivant en nous; c'est ainsi que du moment présent on fait l'éternité. »

Mais quoi! la nature, si maternelle dans ses dons, ne nous les accorde pas toujours. Souvent, après nous les avoir montrés en perspective, elle nous les retire rudement au moment où nous allions en jouir. Il est même des existences si déshéritées qu'elles n'ont jamais connu des choses humaines que les larmes, jamais le divin sourire. Que dire de ces coups subits qui viennent dévaster une vie au moment où elle se croyait la plus florissante? Il y a bien des ruines déjà dans la plus courte vie et dans la plus heureuse. C'est surtout contre ces fatalités qu'il faut assurer notre indépendance. Il ne dépend pas de nous d'être frappés; il dépend de nous de maîtriser notre cœur. La douleur énerve l'homme, elle le diminue, elle lui enlève sa force, sa virilité, le goût de l'action et de la pensée. Tuons en nous la douleur, pour qu'elle ne tue pas tout ce qu'il y a de grand en nous. Deux ressources nous sont données pour cela: réfléchir au peu que nous sommes dans la nature, et tendre tous les ressorts de notre liberté pour rester impassibles sous la catastrophe. Élevons notre pensée jusqu'à l'universel. Habituons-nous de bonne heure à l'idée des choses éternelles, à la contemplation de la substance. Relisons les admirables conseils de Spinoza sur le renoncement. Pénétrons-nous de plus en plus de cette maxime que la nature n'a égard qu'à l'ensemble des choses, que toute personnalité humaine, que la nôtre, n'est que la plus éphémère éclosion de phénomène à la surface de l'infini. Quand les pensées éternelles auront ainsi fait leur séjour habituel de notre raison, que seront pour elle les accidens qui jettent dans le désespoir les hommes vulgaires ou frivoles? Un détail nécessaire de l'ordre universel, dans lequel la mort est l'aliment de la vie, dans lequel la loi toujours agissante de la métamorphose semble incessamment tout détruire pour tout renouveler. Et du moment que le sage aura compris cette loi divine, il ne s'abandonnera plus à des lamentations enfantines sur ce qui doit être. Comprendre, c'est voir la nécessité des choses. Et quelle folie n'est-ce pas de se révolter contre ce qui ne peut pas être autrement qu'il n'est? Il sait bien qu'il n'est pas exempt lui-même de ce verdict universel de l'impassible nature. Il s'y soumet d'un cœur aussi résolu que son esprit est clairvoyant et calme. Il dira avec le poète: « Ame du monde, viens nous pénétrer. Pour se retrouver dans l'infini, l'individu s'évanouit volontiers. Là se dissipent tous les ennuis, les chagrins, les brûlans désirs, les impatiences et les colères de la fougueuse volonté. S'abandonner dans l'infini est une ineffable jouissance. » C'est la leçon que Goethe a puisée dans la

méditation de Spinoza et qu'il ne cesse pas de se répéter à lui-même pour fortifier son âme, et l'amener à ce degré idéal d'une heureuse impassibilité qui la laisse libre de faire sa tâche de chaque jour au milieu des douleurs humaines, et de veiller uniquement au culte de son génie intérieur sans que rien puisse l'en distraire et la troubler.

Nous n'avons pas à examiner comment le poète transporta ces conceptions dans sa vie et s'efforça de faire son âme à l'image de cette théorie. On l'a raconté ici même (1) avec une abondance de détails que ne comporte pas une étude purement philosophique. On a dit sa hautaine indifférence, son calme inaltérable dans ses rapports avec les êtres charmans et passionnés qu'attirait son prestige souverain, sa résignation, du jour où il sentit la *divinité de son cerveau*, à ne plus vivre que par lui et pour lui, cet égoïsme magnifique, mais dont quelques actes révolteraient chez d'autres, et que les enthousiastes excusent par l'espèce de sacerdoce qu'il exerçait à l'égard de sa pensée. Nous n'avons, quant à nous, qu'un goût médiocre pour ce côté un peu théâtral de la vie et du génie de Goethe que raillèrent, même alors, plusieurs renégats de la religion du grand homme, tels que Merck, Jacobi, Wieland lui-même à certains jours, et nous nous souvenons de cette violente apostrophe de Herder : « L'homme a-t-il le droit de s'élever dans cette région où toutes les souffrances vraies ou fausses, réelles ou simplement imaginées, deviennent égales pour lui, où il cesse d'être, sinon artiste, du moins homme? Nul ne songe à disputer aux dieux leur quiétude éternelle : ils peuvent regarder toute chose sur cette terre comme un jeu dont ils règlent les chances selon leurs desseins; mais nous, hommes, et partant sujets à toutes les nécessités humaines, il ne faut point qu'on vienne nous amuser avec des poses de théâtre... Tout cela, ce sont des inventions de notre temps. David chantait des hymnes, cela ne l'empêchait pas de gouverner son royaume. Que gouvernez-vous donc, vous? Vous étudiez la nature dans tous ses phénomènes, depuis l'hysope jusqu'au cèdre du Liban. La nature! vous l'absorbez en vous, ainsi que cela vous plaît à dire. A merveille! mais je voudrais bien ne pas vous voir pour cela me dérober le plus beau de ses phénomènes, l'homme dans sa grandeur naturelle et morale! »

Ce jugement de Herder est terrible, et ce n'est qu'avec de grandes réserves qu'on pourrait l'appliquer à Goethe; mais avec quelle justesse impitoyable ne s'applique-t-il pas à toute une génération poé-

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er juin et du 15 octobre 1830, les travaux de M. H. Blaze de Bury.

tique de ses imitateurs serviles, déclamateurs et comédiens qui se sont crus dispensés des petits devoirs de la vie par le grand devoir qu'ils avaient à remplir envers leur pensée, et qui ont étalé, profané, déshonoré « le sacerdoce de l'art » sur tous les tréteaux de la littérature! Comme Herder avait raison de les rappeler au sérieux, au sérieux sacré de la vie, sans lequel l'art lui-même dégénère en une misérable parade!

S'il y eut excès dans la stoïque attitude de Goethe devant les coups imprévus du sort, il en fut la première victime. Souvenons-nous de l'exclamation si touchante de Faust, lorsqu'au terme de cette longue vie surnaturelle où il a épuisé, avec toutes les voluptés de la terre, toutes les ambitions, toutes les joies de la pensée, il s'écrie douloureusement : « O Nature! que ne suis-je un homme devant toi, rien qu'un homme! Cela vaudrait alors la peine d'être né! » Que d'efforts en effet dut coûter à Goethe sa prétention à l'impassibilité! Mieux vaut être simplement homme. On veut échapper à la douleur, le peut-on en réalité? On peut bien tendre les muscles de son visage, on peut commander à l'être physique : est-il bien vrai qu'on commande à son cœur? L'orage intérieur, comprimé au dehors, n'en est que plus terrible. Y a-t-il rien de plus navrant que cette scène qui se passe chez Goethe après la mort de son fils? Ce fils si cher à sa vieillesse était mort subitement à Rome le 28 octobre 1830. Eckermann, qui avait fait avec lui la première partie du voyage, l'avait quitté à Gênes pour revenir à Weimar, et apprit cette mort en route. Il va se présenter devant Goethe, qui l'a vu partir avec son fils et qui va le voir revenir seul. « Ne lui semblera-t-il pas qu'il le perd pour la première fois au moment où il m'apercevra? » se disait à lui-même Eckermann tremblant. Il entra. « Goethe était debout, sans faiblesse apparente; il me pressa dans ses bras. Je lui trouvai une sérénité, un calme parfaits. Nous parlâmes de mille choses; de son fils, il ne fut pas dit un mot. » Deux jours après, il dîne avec Goethe. « Nous avons causé de mon voyage... Il m'a paru plus silencieux que d'habitude; il semblait perdu en lui-même, ce qui n'est pas bon signe. » C'était le jeudi 25 novembre. Le lendemain, Goethe, toujours silencieux, tombe malade. « Goethe nous a donné une grande inquiétude : il a été pris dans la nuit d'un violent coup de sang, et il a été toute la journée tout près de la mort. » Ses quatre-vingts ans faillirent être foudroyés par cette muette douleur. Grâce à son incomparable organisation, il resta vainqueur. Il écrivait à son ami Zelter : « Mon seul soin, c'est de maintenir l'équilibre physique; le reste ira de soi. *Le corps doit, l'esprit veut.* Celui qui a une fois ordonné à la volonté sa route n'a plus à s'inquiéter beaucoup. » Et toute cette crise se

terminait par ce cri, héroïque à sa manière : « Allons!... Par-dessus les tombeaux, en avant (1)! »

Du reste, ces fières théories sur les devoirs de l'homme envers son génie intérieur, sur la révélation permanente des grands instincts dans la conscience, sur l'affranchissement de la liberté, en général toute la philosophie de Goethe était à l'usage, non pas du genre humain, mais seulement d'une imperceptible minorité, celle qui en était digne par sa haute culture intellectuelle. Lui-même disait que ses idées, comme ses ouvrages, ne pourraient jamais devenir populaires. Il s'en consolait en pensant que tout ce qui est grand, vraiment intelligent, est en minorité. « Il y a eu des ministres qui avaient contre eux peuple et roi, et qui étaient obligés de poursuivre seuls leurs grandes idées. » — « N'espérons pas que la raison soit jamais populaire. Les passions, les sentimens, peuvent devenir populaires; mais la raison restera toujours la propriété exclusive de quelques élus... Épicure n'avait pas tort quand il disait : « Ceci est juste, car le peuple le trouve mauvais. » Il y a un mystère dans la philosophie aussi bien que dans la religion. Le degré moyen de l'intelligence humaine n'est pas assez élevé pour qu'on puisse lui soumettre un si immense problème et pour qu'elle soit choisie comme dernier juge en pareille matière. La lumière générale d'un siècle, en se répandant sur l'intelligence de chaque individu, ne peut éclairer que le cercle très étroit dans lequel s'exercent les facultés pratiques... On ne doit au peuple que les *résultats*. Les résultats de la philosophie, de la politique et de la religion, voilà ce qu'on doit lui donner, voilà ce qui lui sera vraiment utile; mais il ne faut pas vouloir des hommes du peuple faire des philosophes, des prêtres, des hommes d'état... La faculté de comprendre les hautes idées est très rare, et en conséquence, dans la vie ordinaire, on fait toujours bien de garder ses idées pour soi et de n'en montrer que ce qui est nécessaire pour nous donner quelque avantage sur les autres (2). » En cela encore, il faut le dire, Goethe était tout à fait Grec, un véritable Athénien. Il était bien de cette civilisation d'artistes pour qui l'humanité digne de ce nom se résumait dans vingt ou trente mille hommes, et pour qui la barbarie commençait aux portes de la cité. Pour Goethe, l'humanité, c'étaient ses égaux dans chaque siècle, ceux qui ont un nom dans l'histoire. Le reste était la foule anonyme, l'être collectif, le chœur de la tragédie antique.

Le même caractère se marque dans la théorie qui couronne toutes

(1) *Conversations de Goethe*, t. II, p. 237.
(2) *Ibid.*, p. 276, 325 et *passim*.

ses conceptions sur la destinée humaine. Il a sa théorie de l'immortalité; mais c'est une immortalité tellement aristocratique que bien peu parmi les mortels peuvent en être les candidats sérieux. « Je ne doute pas de notre durée au-delà de la vie, disait-il, car dans la nature une *entéléchie* (un être arrivé à sa perfection) ne peut pas disparaître; mais nous ne sommes pas tous immortels de la même façon, et, pour se manifester dans l'avenir comme *grande entéléchie*, il faut en être déjà une ici-bas. « Cela, en langage vulgaire, signifie : pour mériter de vivre dans l'avenir, il faut avoir déjà vécu dans ce monde, et l'on n'a pas vécu, si l'on n'a pas pensé. Il était de ceux qui ne voient pas pourquoi un sauvage serait immortel.

Dans les vingt dernières années de sa vie, il revenait souvent sur ce grand sujet, s'efforçant, non sans peine, de concilier cette croyance avec ses instincts panthéistes. Un jour qu'après une promenade dans les bois il revenait à Weimar, il remarqua la beauté du soleil couchant qu'il avait en face de lui; il cita ce mot d'un ancien : « Même lorsqu'il disparaît, c'est toujours le même soleil! » Et il ajouta avec une grande sérénité : « Quand on a soixante-quinze ans, on ne peut pas manquer de penser quelquefois à la mort. Cette pensée me laisse dans un calme parfait, car j'ai la ferme conviction que notre esprit est d'une essence absolument indestructible; il continue d'agir d'éternité en éternité. Il est comme le soleil, qui ne disparaît que pour notre œil mortel. En réalité, il ne disparaît jamais; dans sa marche, il éclaire sans cesse. » Sa conviction se fondait sur l'idée d'activité, car si jusqu'à la fin, disait-il, j'agis sans repos, la nature est obligée de me donner une autre forme d'existence, lorsque celle que j'ai maintenant ne pourra plus retenir mon esprit. Toutes ces idées, vagues et dispersées, vinrent un jour se concentrer dans son esprit; elles s'y ordonnèrent, et dans une grande circonstance de sa vie, sous le coup de la mort de Wieland, qu'il chérissait et vénérait, elles éclatèrent dans une magnifique inspiration. Non, une âme comme celle de Wieland, qui avait pu conduire une vie de quatre-vingts ans avec dignité et avec bonheur, qui s'était remplie et comme enivrée de tant de belles pensées, qui s'était élevée à de telles hauteurs de spéculation et d'art, cette âme qui déjà par son essence même était un trésor, douée si richement dès son entrée dans la vie et bien plus riche quand elle en sortit, cette âme ne peut rien souffrir d'indigne d'elle, rien qui ne soit en harmonie avec la grandeur morale qu'elle a montrée pendant de si longues années sur la terre! Jamais, en aucune circonstance, il ne peut être question dans la nature de la disparition des puissances qui animaient de pareilles âmes. — Et, reprenant sa concep-

tion des *monades*, il exposa une très curieuse théorie de la mort et de ce qui la suit. La mort arrive quand, dans un système de monades qui est l'organisme complet, la monade principale, la monade reine, dégage les autres monades, ses anciens sujets, de leur fidèle service. Ce départ, il le considérait, ainsi que la naissance, comme un acte libre de cette monade principale, le chef du chœur. — Toutes les monades sont par essence tellement impérissables que même au moment de la dissolution leur activité n'est ni suspendue, ni perdue; à ce moment-là même, cette activité se continue. Les anciens rapports au milieu desquels elles vivaient disparaissent, mais sur-le-champ elles entrent dans de nouveaux rapports. Chaque monade va rejoindre les monades de son espèce, là où elles sont, dans l'eau, dans l'air, dans la terre, dans le feu, dans les étoiles, et le penchant secret qui les y conduit renferme en même temps le secret de leur destination future. — Les âmes vulgaires, celles qui n'ont pas développé les élémens de leur être par la liberté et par la pensée, qui n'ont conquis une personnalité durable ni par l'action, ni par l'art, ni par la science, celles qui ne sont remplies que de triviales images et de basses occupations, que celles-là soient saisies à leur sortie du corps humain par des monades d'ordre inférieur, où est le mal? Elles perdent leur rang et vont se perdre dans la plèbe obscure des mondes; mais les monades supérieures, si nous voulons faire des conjectures, à quel rôle brillant ne sont-elles pas promises! « Je ne vois pas vraiment ce qui pourrait empêcher la monade à laquelle nous devons l'apparition de Wieland sur notre planète de pénétrer, sous sa nouvelle forme, les lois suprêmes de cet univers. Le travail assidu, le zèle, l'intelligence avec laquelle elle s'est assimilé tant de siècles de l'histoire de ce monde, la rendent digne de tout. Je ne serais nullement étonné si, dans les siècles, je rencontrais Wieland monade d'un monde, étoile de première grandeur, éclairant tout ce qui l'entoure d'un jour aimable, répandant tout autour d'elle le rafraîchissement et la joie. Quand on pense à l'éternité de ces âmes, on ne peut accepter pour elles d'autre destination que celle de prendre une part éternelle aux joies des dieux en s'associant à la félicité dont ils jouissent comme forces créatrices. A elles est confiée la naissance perpétuellement nouvelle de toute création (1). »

Ces âmes immortelles doivent avoir conscience du passé, mais seulement si on entend la conscience d'une façon générale et historique. Les événemens insignifians et purement personnels tombent dans la nuit; le souvenir n'éclaire que quelques grands mo-

(1) *Conversations de Goethe*, t. II, p. 347.

mens. Il n'y a en effet que les événemens considérables de l'histoire du monde qui soient dignes d'entrer dans une seconde mémoire. Tout le reste doit périr. Il y a là, selon Goethe, une belle explication de ces subites clartés du génie sur les grandes lois qui ont présidé à la naissance de l'univers. Une forte tension de l'esprit n'aurait pas suffi : il a fallu un souvenir qui, comme un éclair, illumine nos ténèbres, souvenir de la création à laquelle notre âme peut-être assistait. Ainsi la monade d'un monde peut, du sein obscur de ses souvenirs, faire sortir des idées qui auront les apparences d'idées prophétiques et qui cependant ne seront peut-être que les souvenirs confus d'une vie antérieure écoulée : lueurs subites et passagères qui sortent du fond des mondes et de la nuit des siècles et viennent un instant briller dans la mémoire des hautes intelligences.

Nous nous garderons bien de discuter cette brillante rêverie. Encore moins nous garderons-nous de chercher par quel effort d'esprit Goethe a pu faire entrer cette doctrine d'immortalité dans sa métaphysique de l'unité absolue. Spinoza, lui aussi, a promis l'immortalité aux âmes qui se sont nourries d'éternité sur la terre. Goethe a pu, comme son maître, espérer qu'un phénomène divin tel que l'âme, s'il s'est pénétré de la vérité, mérite d'en partager jusqu'à un certain point l'indestructible essence. Toutes ces grandes âmes de héros et de penseurs, pour lesquelles il rêve de si splendides destinées, ne sont pas moins pour lui dès cette terre que des forces détachées de la force suprême et comme des fragmens d'éternité.

V.

En résumant nos impressions sur cette philosophie à laquelle ne manque assurément ni l'éclat poétique ni l'ampleur des conceptions, nous arrivons à cette question inévitable : que doit-on penser du prétendu panthéisme de Goethe? Goethe est-il réellement panthéiste?

C'est une de ces qualifications qu'on est bien obligé parfois d'employer dans la critique philosophique pour marquer les nuances des doctrines ou les tendances des esprits, mais qu'il est odieux d'appliquer à un homme comme une vague injure, ridicule de jeter au hasard, quand on est impuissant à donner ses raisons. Il paraît que, du temps même de Goethe, c'était la ressource banale de certains adversaires aux abois. Il faut voir de quel ton méprisant Goethe relève cette platitude. A propos de je ne sais quelle attaque venue de Berlin, il écrivait à Zelter le 21 octobre 1831 : « J'ai tou-

jours exécré les dévots hypocrites, et tout ce que je connais de Berlinois me les fait maudire. Il y en a un de leur bande qui dernièrement voulait me prendre au corps, et me parlait de *panthéisme;* comme il touchait juste! Je lui répondis avec une grande simplicité : « Je n'ai pas encore rencontré une personne sachant ce que ce mot signifie (1). » Il semble bien cependant qu'il en avait quelque idée, puisque dans une lettre à Jacobi il s'applique à lui-même cette qualification qu'il repousse ailleurs : « Quant à moi, je ne puis me contenter d'une seule façon de penser; comme artiste et comme poète, je suis polythéiste; *comme naturaliste au contraire, je suis panthéiste,* et l'un aussi décidément que l'autre; les choses du ciel et de la terre forment un ensemble si vaste que, pour l'embrasser, ce n'est pas trop de toutes les facultés de tous les êtres réunis. » S'il y a là une sorte d'énigme, nous croyons qu'il n'est pas impossible de la résoudre.

Panthéiste, Goethe l'est assurément : il l'est non-seulement dans ses conclusions générales en histoire naturelle, comme il l'avoue lui-même et comme nous l'avons assez clairement montré; il l'est aussi dans la plupart de ses conceptions sur la philosophie première, puisque lui aussi a sa métaphysique, et que « la base sainte » de son dynamisme semble bien être l'idée de l'unité absolue. Seulement de quelle façon est-il panthéiste? Ce mot même de panthéisme est si vague, il prête à tant de malentendus, qu'on ne saurait l'employer avec trop de précautions, ni se trop assurer de ses motifs quand on l'emploie. De plus l'esprit de Goethe est si libre et si large, si indépendant des formules, et si compréhensif, si hospitalier à toutes les nobles et belles conceptions qu'il rencontre, que c'est parfois une tâche assez délicate pour le critique qui l'étudie de saisir l'unité, ou du moins l'harmonie des nuances, au milieu de tant d'idées qui s'entre-croisent sur la trame changeante de sa pensée.

Des deux grandes doctrines de panthéisme que connaissait l'Allemagne au temps de Goethe, le spinozisme et le système de l'identité, ni l'une ni l'autre ne donnerait une juste idée de la philosophie de Goethe. Elle a quelques points communs avec chacune de ces doctrines, mais elle procède à leur égard avec une entière indépendance. Nous avons montré déjà qu'il y a plus de différences que d'analogies entre Spinoza et Goethe (2), et que le dogmatisme géométrique de l'abstraction pure est en opposition sur tous les points, sauf un seul, avec ce libre et poétique naturalisme

(1) *Conversations de Goethe,* t. II, p. 266.
(2) Voyez la *Revue* du 15 octobre.

qui se joue des formules, et qui prétend puiser toutes ses inspirations dans la réalité vivante du *cosmos*. Il serait facile de montrer la même opposition entre la philosophie de Goethe et celle de Schelling ou de Hegel. Il ne pouvait pardonner à l'un ni à l'autre de prétendre construire *à priori* l'ensemble des choses, si riche, si complexe, si varié, « si peu systématique, » disait-il, et quand parut en 1798 l'ouvrage de Schelling sur la philosophie de la nature, il railla amèrement ces interprétations, qui ne lui paraissaient que de brillantes fantaisies. Goethe ne souffrait à aucun prix ces témérités d'un philosophe inventant le monde réel, supprimant ou mutilant les faits qui le gênent, les pliant de gré ou de force sous le niveau de l'idée préconçue. « On ferait bien de rester, répète-t-il à chaque instant, à l'état de nature quand il s'agit d'une philosophie de la nature... Quelque effort que fassent les *idéalistes* pour saisir les choses telles qu'elles sont *en soi*, ils se heurtent toujours contre les objets extérieurs, qui ne cessent pas d'embarrasser leur route... Toutes ces théories sont l'œuvre précipitée d'un esprit impatient qui voudrait se débarrasser des phénomènes, et qui leur substitue des images, des conceptions, souvent même des mots, et rien de plus. » Et, résumant spirituellement sa pensée sur ces tentatives, qui mettent une nature chimérique et creuse à la place de la vraie nature, il les assimilait au crédit, qui n'est que la représentation idéale de la richesse, et qui, exagéré, finit par la détruire. « L'idéal, disait-il, finit par dévorer et le réel et lui-même. C'est ainsi que le papier-monnaie dévore et lui-même et l'argent. » Il ajoutait prophétiquement vers 1820 : « Voici bientôt vingt ans que les Allemands font de la philosophie transcendante; s'ils viennent une bonne fois à s'en apercevoir, ils devront se trouver bien étranges. »

Hegel, que cependant Goethe estimait personnellement, n'était pas mieux traité pour sa méthode et pour l'ensemble de ses idées. Un jour qu'il passait par Weimar, il eut fort à faire pour défendre sa chère dialectique contre l'ironie du poète, ami de l'expérience et de la réalité. En vain prétendait-il que la dialectique n'est que la régularisation et le perfectionnement méthodique de cet esprit de contradiction qui est au fond de chaque homme, et que cet esprit est donné à l'homme pour montrer sa grandeur dans la distinction du vrai d'avec le faux. « Oui, disait Goethe; mais il faudrait seulement que ces artifices de l'esprit ne fussent pas si fréquemment employés à faire paraître vrai le faux et faux le vrai. — Cela arrive bien, répondit Hegel, mais seulement chez les gens qui ont à l'esprit une infirmité. — Aussi, repartit vivement Goethe, je me félicite d'avoir étudié la nature, qui empêche ces infirmités de naître, car,

avec elle, nous avons affaire à la vérité infinie, éternelle, et elle rejette aussitôt comme incapable tout homme qui n'observe pas et n'agit pas toujours avec une scrupuleuse pureté. Je suis sûr que plus d'un esprit chez lequel la faculté dialectique est malade trouverait un traitement salutaire dans l'étude de la nature (1). » Et quelle vive peinture je rencontre ailleurs de la *jeune Allemagne*, vouée au culte pédantesque de l'être, du non-être et du devenir! « Si je disais que j'éprouve grand plaisir à voir les Allemands, surtout les jeunes savans qui viennent d'un certain pays du nord-est (Berlin), je mentirais. La vue basse, le teint pâli, la poitrine affaissée, jeunes sans jeunesse, voilà le portrait de la plupart de ceux qui se présentent. Et lorsque je me mets à causer avec eux, je vois tout de suite que ce qui nous plaît leur semble trivial et de nulle valeur. Ils sont tout entiers plongés dans l'*idée*, et ne savent s'intéresser qu'aux plus hauts problèmes de la spéculation. Il n'y a pas trace en eux de cette santé intellectuelle qui nous fait aimer les choses qui agissent sur les sens; tous les sentimens jeunes, tous les plaisirs de leur âge sont partis pour eux, et ils ne peuvent plus revenir, car celui qui n'est pas jeune à vingt ans, que sera-t-il à quarante (2)! »

Dans toutes ces philosophies, ce qui l'éloigne, c'est non-seulement la méthode idéaliste qui prétend créer le monde avec la raison pure, c'est aussi le *systématique*, le *voulu*, le parti-pris. Il y sent l'effort et par conséquent le faux. S'il fallait absolument trouver un analogue à son panthéisme dans l'histoire des idées, ce n'est pas en Hollande ni en Allemagne que j'irais le chercher, c'est en Grèce, dans la véritable patrie de la pensée, dans une des premières écoles de la philosophie, celle de Thalès et d'Héraclite. Il ne faudrait pas trop presser ces délicates analogies; mais enfin, parmi les explorateurs de ces origines de la philosophie grecque, à qui ne sera-t-il pas sensible qu'il y a entre l'héraclitéisme des anciens âges et la philosophie toute moderne de Goethe un fonds commun d'inspirations, même d'idées? Si l'on tient compte des progrès de la méthode, de la quantité infinie des phénomènes et des lois, des richesses de la science positive qui sont à la disposition de Goethe, et qui manquaient absolument à ces premiers philosophes, ne pourrait-on pas signaler plus d'un trait de ressemblance : l'empirisme passionné, le sentiment vif de la réalité des choses, une certaine conception générale de la nature, l'absence de toute vue systématique, de dogmatisme régulier? Oui, Goethe a je ne sais quelle

(1) *Conversations de Goethe*, t. Ier, p. 421.
(2) *Ibid.*, mars 1828.

parenté poétique, à travers les siècles, avec ces grands ancêtres de la philosophie, enivrés, éblouis des splendeurs du monde naissant, dans sa nouveauté en fleur, comme dit Lucrèce. Son panthéisme a quelque air de ressemblance avec cette philosophie primitive, qui ne soupçonne pas la distinction des êtres, qui poursuit partout le mystère d'une seule et même existence vaguement entrevue à travers les phénomènes, qui multiplie les forces créatrices et les répand à flots dans l'univers divinisé, mais en même temps qui essaie de ramener toutes ces forces diverses à une force primordiale, universelle, dont les changemens expliquent la variété, l'apparition et la disparition des êtres, force, substance ou élément contenant en soi la vertu de ses transformations infinies, sous le symbole de l'eau, comme chez Thalès, ou du feu, comme chez Héraclite, mais de l'eau animée, vivante, du feu divin, du feu artiste, âme universelle et principe des choses; qui enfin, se jetant d'un bond énergique aux antipodes du quiétisme oriental, s'efforce de développer dans les cœurs le sentiment de la vie libre en faisant de l'infatigable activité l'idéal de la vie des dieux. — Oui, Goethe dirait comme Thalès : « L'âme divine est mêlée à la masse des choses, à l'universelle substance. — Le monde est animé et vivant, il est plein de dieux (1). » Il dirait avec Héraclite : « La vie et la mort sont le résultat des mouvemens alternatifs de la force universelle. — Toute la nature s'explique par l'harmonie qui résulte du concours des forces. — Le combat des forces entre elles est le père de toutes choses. — L'âme de l'homme est une étincelle du feu universel, de la raison générale répandue dans le monde. — Notre vie n'est pas une vie véritable, mais la mort de la vie divine, qui vient s'éteindre dans la nôtre. — Rien n'existe en repos; tout s'écoule, tout change et naît continuellement. » Sous le langage symbolique de la sagesse primitive, ne reconnaissons-nous pas les conceptions les plus importantes de Goethe sur le principe vital, sur les forces et les lois naturelles, sur les énergies créatrices, dispersées dans le monde, enfin cette grande loi de la métamorphose universelle, qu'Héraclite avait exprimée avant lui dans ces deux mots : Ἀλλοίωσις-πάντά ῥέει ? Le panthéisme de Goethe n'est pas le panthéisme dogmatique et idéaliste des temps modernes, il est profondément naturaliste; j'oserai dire que c'est un panthéisme païen. Voilà le signe de la race dont il descend à travers les âges. Nous avons nommé ses vrais aïeux.

Goethe a donc raison de ne pas vouloir accepter le nom de pan-

(1) Ἐν τῷ ὅλῳ φησιν τὴν ψυχὴν μεμῖχθαι. — Πάντα πλήρη θεῶν εἶναι — Κόσμον ἔμψυχον καὶ δαιμόνων πλήρη (Thalès).

théiste, si on ne l'explique pas, si on ne le définit pas. D'ailleurs peut-on dire que, même expliqué et défini, ce nom donne une idée complète de sa philosophie? Ce panthéisme naturaliste se combine avec un éclectisme d'une liberté presque illimitée. L'esprit de Goethe est peu exigeant envers lui-même sur les conditions logiques d'accord et de convenance entre les diverses vues qu'il recueille. Le trait essentiel qui s'y marque à côté de la tendance signalée vers l'unité absolue, c'est une vive et universelle curiosité. Goethe se juge bien quand il dit : « Je ne puis, quant à moi, me contenter d'une seule façon de penser. » C'est là le vrai. Il semble que, pour accomplir en lui-même la loi d'évolution qui est pour lui la loi maîtresse de la nature, il se transforme dans les idées qui lui plaisent, et il devient difficile à certains momens de suivre sa pensée ondoyante dans le caprice infini de ses métamorphoses.

Il nous a donné la théorie de son éclectisme quand il a dit que rien n'est plus légitime pour chacun de nous que de choisir dans ce qui l'entoure, dans ce qui se passe autour de lui, dans ce qu'il lit, tout ce qui est en harmonie avec sa propre nature, pour se l'approprier, — de s'assimiler ainsi tout ce qui, soit dans la théorie, soit dans la pratique, peut servir à son progrès et à son développement. « Combien d'hommes, par leurs penchans naturels, sont moitié stoïciens et moitié épicuriens! Je ne serai donc pas étonné si ces hommes acceptent les principes des deux systèmes et cherchent, autant qu'il leur est possible, à les concilier dans leur esprit (1). » Cet éclectisme, il le pratique sans scrupule, transportant dans sa pensée tout ce qui lui plaît dans les divers systèmes que traverse sa mobile curiosité. Un jour il empruntera quelque belle pensée à Platon, pour qui il a une prédilection marquée, et dont il dit, avec un singulier bonheur d'expression, « qu'il ne cherche guère à connaître ce monde, qu'il s'en est fait d'avance une idée, que s'il pénètre au fond des choses, c'est bien plutôt pour les remplir de son âme que pour les analyser, que sa méthode, sa parole semblent fondre, réduire en vapeur les faits scientifiques qu'il a pu emprunter à la terre. » Un autre jour c'est Aristote qui paiera le tribut. Goethe prendra chez lui l'idée et le mot d'*entéléchie*, l'idée d'une réalité achevée, accomplie, d'un acte arrivé à sa perfection, et il appliquera ce mot aux âmes qui sont arrivées au plus haut degré de la perfection humaine par la culture esthétique ou scientifique, à celles qui se sont le mieux identifiées avec la nature. Il sera, par certains côtés de sa morale, stoïcien décidé. Des deux préceptes du Portique, *sustine et abstine*, il accepte énergiquement le premier, celui qui

(1) *Conversations de Goethe*, t. II, p. 324.

fortifie le cœur de l'homme contre l'inévitable et l'irréparable dans la vie; il rejette le second, celui qui recommande à l'homme le mépris de la jouissance. Ici nous retrouvons « cette moitié d'épicurien » dont il nous parlait tout à l'heure : il veut bien souffrir en silence quand il est aux prises avec les sévérités de la nature; mais en attendant que la maladie, que la souffrance arrive, il jouira de toutes les faveurs de l'indulgente mère; il goûtera avec joie les dons brillans de la vie, qui en soi est belle et divine. Il sera spinoziste à ses heures, lisant avec passion l'*Éthique*, s'enivrant avec Spinoza de la contemplation mystique de l'unité absolue, méditant le grand mystère de la substance, remplissant son âme d'éternité et l'habituant aux joies austères du renoncement, du sacrifice, si facile, paraît-il, puisqu'il ne s'agit pour l'individu que de mourir à lui-même pour revivre dans l'infini. Puis, quittant Spinoza pour son grand adversaire, pour Leibnitz, il s'enchantera de sa théorie des monades, il s'assimilera autant que possible ses vues sublimes et ses divines harmonies, sans trop se soucier des dissonances trop sensibles entre la théorie qui fonde la personnalité et celle qui l'absorbe dans la suprême unité.

Jusqu'à son dernier jour, il se tiendra au courant de toutes les idées nouvelles, et sa passion de savoir, toujours jeune, se renouvellera avec toutes les doctrines et tous les noms nouveaux. Ses préventions contre l'esprit français avaient déjà cédé en partie devant l'éblouissante apparition de cet esprit lui-même, personnifié dans Mme de Staël. Il avait fini, après quelques craintes et quelques hésitations, par apprécier, comme il le méritait, ce projet si vaillamment poursuivi par la brillante visiteuse, de connaître à fond la société allemande, d'en coordonner les élémens, de s'éclairer sur les relations sociales, de pénétrer et d'approfondir « avec son grand esprit de femme » la philosophie elle-même. On ne peut pas croire qu'au contact de cette vive et mobile éloquence, prodigue de sentimens enthousiastes et d'idées générales, il n'ait pas lui-même gagné quelque chose. Au récit détaillé qu'il nous a donné de cette visite, on sent que l'impression en a été profonde et durable. — Puis, quand éclate en France le mouvement littéraire et philosophique de la restauration, il faut voir comme le poète devient attentif à ce brillant et fécond tumulte d'idées, dont il pressent aussitôt les grands résultats. Il lit avec ardeur *le Globe* et en fait fréquemment le sujet de ses conversations. Depuis 1826, il ne cesse pas de s'occuper du journal initiateur et promoteur des idées nouvelles en France et de ses principaux rédacteurs. « Ce sont tous, disait-il, des gens du monde enjoués, nets, hardis au suprême degré. Ils ont une manière de blâmer fine et galante... Je suis vrai-

ment épris d'eux : ils nous donnent le spectacle d'une société d'hommes jeunes, énergiques, jouant un rôle important. Je crois apercevoir leurs buts principaux : leur manière d'y marcher est sage et hardie. Ils sont bien sur la voie qui conduit au rapprochement entre l'Allemagne et la France ; ils forment une langue qui est tout à fait propre à faciliter l'échange des idées entre les deux nations. » Il suivait avec un intérêt passionné les cours de la Sorbonne. « Pour se mettre au courant de la littérature française contemporaine, on devra lire les leçons prononcées et publiées depuis deux ans par Guizot (*Cours d'histoire moderne*), Villemain (*Cours de littérature française*), Cousin (*Cours d'histoire de la philosophie*)... Ils ont tous trois une vue étendue et profonde, ils unissent une connaissance parfaite du passé à l'esprit du XIXe siècle, et cette alliance fait vraiment des merveilles... Avec cela, un esprit, une pénétration, un talent pour épuiser un sujet! C'est admirable! On croirait les voir *au pressoir*. » Et faisant à M. Cousin, le seul des trois grands professeurs qu'il connût personnellement (1), le plus grand honneur qu'il pût faire à un de ses contemporains, il transportait dans sa pensée, en la modifiant à sa manière, la célèbre théorie que M. Cousin impose au développement de l'histoire de la philosophie. Il aimait à appliquer aux quatre âges de la vie la division et la succession des *quatre systèmes*. « La philosophie, disait-il, répète toutes les époques que nous avons traversées nous-mêmes. Enfans, nous sommes sensualistes, — idéalistes, quand nous aimons et que nous mettons dans l'objet aimé des qualités qui vraiment n'y sont pas. L'amour chancelle, nous doutons de la fidélité, et nous devenons sceptiques sans le savoir. Le reste de la vie se passe dans l'indifférence ; nous laissons les choses aller comme elles veulent, et nous finissons par le quiétisme, tout comme les philosophes in-

(1) M. Cousin a vu trois fois l'illustre poète à Weimar, en 1817, en 1825, en 1831. Il nous a donné dans ses *Souvenirs et Fragmens* le récit très intéressant et très circonstancié de ses entretiens avec Goethe et de ses impressions personnelles. Nous croyons devoir en extraire ce portrait du poète (en 1817) : « Goethe est un homme d'environ soixante-neuf ans : il ne m'a pas paru en avoir soixante. Il a quelque chose de Talma avec un peu plus d'embonpoint ; peut-être aussi est-il un peu plus grand. Les lignes de son visage sont grandes et bien marquées : front haut, figure assez large, mais bien proportionnée, bouche sévère, yeux pénétrans, expression générale de réflexion et de force... Le geste rare, mais pittoresque, l'habitude générale grave et imposante... Il m'est impossible de donner une idée du charme de la parole de Goethe : tout est individuel, et cependant tout a la magie de l'infini ; la précision et l'étendue, la netteté et la force, l'abandon et la simplicité, et une grâce indéfinissable sont dans son langage. Il finit par me subjuguer, et je l'écoutais avec délices. Il passait sans effort d'une idée à une autre, répandant sur chacune une lumière vaste et douce qui m'éclairait et m'enchantait. Son esprit se développait devant moi avec la pureté, la facilité, l'éclat tempéré et l'énergique simplicité de celui d'Homère. »

diens (1). » Dans ses *Pensées détachées*, nous retrouvons la même idée sous une autre forme, avec cette variante importante à la fin : « Le vieillard s'attachera toujours au mysticisme; il voit que mille choses semblent dépendre du hasard, que la déraison réussit, que la raison échoue... Tel est le monde, tel il fut, et le grand âge se repose en *celui* qui est, qui fut et qui sera (2). »

La dernière lettre que le poète ait écrite (samedi 17 mars 1832) expose avec une précision supérieure ses idées sur l'accord possible et même nécessaire entre l'originalité de la pensée et les emprunts qu'elle peut faire en dehors d'elle-même. — Les plus riches facultés innées courent risque de s'égarer et de s'épuiser inutilement, dit-il, si on ne leur applique pas une industrie, un art, qui les renouvelle incessamment, qui leur donne un accroissement et un développement régulier. Le génie le plus favorisé est celui qui *absorbe tout*, s'assimile tout, non-seulement sans porter par là le moindre préjudice à son originalité native, à ce qu'on appelle le caractère, mais bien plutôt en donnant par cela même à ce caractère sa vraie force, et en développant ainsi toutes ses aptitudes. — C'était la théorie de son propre génie, de l'éducation qu'il lui avait donnée, de son développement continuel, de son perfectionnement régulier, poursuivi pendant près d'un siècle, qu'il livrait ainsi dans une sorte de *testament philosophique*, de *dernière pensée*, adressée à son ami de toute la vie, à Guillaume de Humboldt. Éclectisme et panthéisme, en même temps que ces deux mots résument la philosophie de Goethe, ils nous donnent la raison de la prodigieuse influence qu'il a exercée sur les hommes de son âge et de la persistance de son empire sur notre génération, fatiguée des systèmes, mais entraînée par un courant presque irrésistible vers ces deux études qui la passionnent jusqu'à obscurcir en elle le sens intérieur, le sens métaphysique : l'étude de l'histoire et celle de la réalité divinisée sous le nom vague de nature, l'érudition et les sciences positives. En étudiant la philosophie de Goethe, nous avons étudié l'esprit même du XIXe siècle, cet esprit éclectique et naturaliste à la fois, dans un de ses types les plus accomplis.

E. Caro.

(1) *Conversations de Goethe*, t. II, p. 93.
(2) *Pensées*, édit. et trad. Porchat, t. Ier, p. 465.

DU

GOUVERNEMENT PARLEMENTAIRE

EN ANGLETERRE

DEPUIS 1806 JUSQU'A LA RÉFORME DE 1830

II.

GEORGE IV ET SES MINISTRES.

Essays on the Administrations of the Great Britain from 1783 to 1830,
by sir George C. Lewis, 1864.

V.

Le roi George IV était un homme d'une taille assez élevée et d'une forte corpulence. Sa figure, ombragée d'une large perruque blonde, avait dû être agréable dans sa jeunesse, et rappelait vaguement les traits de M. de Talleyrand avec plus d'embonpoint et un teint plus coloré. Ses manières étaient affables et distinguées, son langage prévenant et courtois, surtout les premières fois qu'on le voyait, et quand il ne se mettait pas à l'aise, car sa familiarité, par momens assez piquante, lui ôtait bientôt la dignité et la bonne grâce, le prince reparaissait; un sans-façon qui se permet tout est pire que la morgue de l'étiquette royale. Avec de l'esprit naturel, peu d'études, la légèreté des goûts et du caractère, il s'était jeté de bonne heure dans les désordres que lui rendaient faciles un rang supérieur à toute gêne et l'exemple de la jeunesse de son temps. Seulement il relevait les plaisirs un peu grossiers que permettaient

les mœurs anglaises par une imitation médiocrement heureuse de l'élégance de ton et de manières attribuée à la cour de Versailles. C'était aussi une mode de l'époque, et d'assez tristes modèles engendraient de plus tristes copies. Jusque dans sa vieillesse, George IV, sans être jamais venu à Paris, mettait quelque prétention à bien connaître la haute société française de l'ancien régime, et il en citait à tort et à travers les noms et les souvenirs avec plus d'assurance que d'exactitude.

Aucune de ces habitudes n'était selon le cœur de son père. Cette vie royalement bourgeoise, ce mélange de décorum et de bonhomie qui en faisait un monarque assez digne et un père de famille assez simple, son attachement à toutes les bienséances morales, et son jaloux amour d'autorité formaient un contraste trop marquant avec le laisser-aller quelque peu cynique d'un prince joueur, buveur, viveur, et le respect exagéré peut-être que la régularité du père lui obtenait de l'opinion publique se tournait en un sentiment contraire à l'égard du fils. C'étaient autant de motifs pour que le jeune héritier de la couronne, fidèle à l'exemple des deux princes de Galles de sa maison, se séparât de la cour par ses relations et ses opinions, et cherchât hors du parti du gouvernement l'indulgence et la sympathie. Il se lia donc avec l'opposition, plutôt par une sorte de camaraderie que par une vraie communauté de principes. Fox n'était pas sévère : pendant une trop longue partie de sa vie, il n'eut pas le droit de l'être, Sheridan encore moins, et Carlton-House fut à la fois un lieu de plaisir et d'intrigue, où Pitt ne pouvait abaisser son regard chaste et superbe sans scandale et sans dédain. A peine quelquefois, en présence d'un flacon de porto, devait-il se sentir une ombre d'indulgence pour un des vices de l'héritier des trois royaumes.

Au sein d'ignobles plaisirs, le prince de Galles n'avait pas perdu une faculté qui s'efface quelquefois bien vite dans une âme blasée. Il était resté capable d'aimer avec passion, de perdre du moins pour une femme qui le charmait le sang-froid et la raison. Il l'a prouvé plus d'une fois dans sa vie, mais jamais avec plus d'entraînement que lorsque, très jeune encore, il s'attacha à Mme Fitzherbert : il avait vingt-deux ou vingt-trois ans. Cette femme, qui a intéressé tous ceux qui l'ont connue, était une veuve fort belle qui, deux fois mariée, s'était irréprochablement conduite. Aussi ne se laissa-t-elle point séduire aisément; elle quitta d'abord l'Angleterre, laissant son amant dans le désespoir. Il en donnait toutes les preuves, lorsqu'il allait exhaler sa douleur chez la maîtresse de Fox : il pleurait, il se frappait le front, il s'arrachait les cheveux, il se roulait par terre, et jurait d'abandonner son pays, de renoncer à la couronne, de vendre son argenterie et ses joyaux,

d'amasser ce qu'il fallait pour s'enfuir en Amérique avec l'objet de ses affections. Lorsque Mme Fitzherbert revint du continent, il parut bientôt que cet amour était devenu plus heureux; mais on sut ou du moins on soupçonna qu'un mariage secret avait uni les deux amans. Dès que le bruit s'en était répandu, Fox avait écrit au prince une lettre fortement motivée pour le détourner de *cette démarche désespérée*. Non-seulement un mariage contracté à l'insu du roi et du parlement n'était pas valable, mais Mme Fitzherbert était catholique, et dans l'état de la législation et de l'opinion une telle union, odieuse au peuple anglais, était absolument interdite. Il y allait peut-être pour le prince de la couronne d'Angleterre. Dans une courte réponse, ce dernier affirma la fausseté des bruits que la malveillance avait répandus. « Ils n'ont, dit-il, aucun fondement, ils n'en ont jamais eu aucun. » Sa lettre est du 11 décembre; son mariage eut lieu le 21 (1785). Il fut tenu assez secret pour que Fox ne conçût aucun doute sur l'assurance qui lui avait été donnée. Probablement il la fit renouveler plus tard, car deux ans après, interpellé sur un fait dont le seul soupçon indisposait le parlement, il le nia d'un ton péremptoire et se dit autorisé. Mme Fitzherbert indignée éclata en plaintes, et ne voulut le revoir de sa vie. Le prince lui laissa croire que Fox avait parlé sans autorisation, dit à Grey qu'il était allé trop loin, et le pria de donner quelque explication atténuante. Grey s'y refusa. « Si personne ne veut s'en charger, dit le prince, Sheridan le fera. » Sheridan en effet à la première séance débita quelque phrase inintelligible et sentimentale sur la délicatesse des femmes et sur le regret qu'avaient éprouvé le prince, et surtout Mme Fitzherbert, de ce qui s'était passé l'autre soir. Cette explication, qui n'expliquait rien, ne put être prise par Fox pour un démenti. Il paraît que la cérémonie secrète avait été assez irrégulière, et Mme Fitzherbert a dit plus d'une fois qu'elle ne l'avait pas exigée, qu'elle s'était confiée à l'honneur du prince. Lui seul alors y aurait mis du prix, et en effet c'est un ministre protestant qui avait officié. Il semble qu'un désir romanesque de solenniser cette union l'ait conduit plutôt qu'un besoin moral et religieux de la voir consacrer. Du reste, on dit que la conduite ultérieure de Mme Fitzherbert lui a mérité les égards de presque toutes les branches de la famille royale.

Elle conserva longtemps pour son amant un attrait sérieux. Il était infidèle, mais il revenait à elle. Ses inclinations changeantes ressemblaient souvent à des sentimens véritables; sa tête s'échauffait; il perdait le sommeil et le repos, et, mettant à profit ses peines, il en augmentait artificiellement les apparences pour se rendre intéressant. On raconte qu'il se faisait saigner jusqu'à trois fois le même jour par des chirurgiens différens, pour aller ensuite,

pâle et faible, attendrir des cœurs qu'il espérait gagner par la pitié. Ce personnage singulier, mobile, égoïste, ardent et comédien, ne pouvait en aucun temps obtenir dans le public anglais une faveur durable. Sa rupture ouverte avec son père et même avec sa mère ne lui valait aucune popularité. On attribuait sa disgrâce à ses mœurs plus qu'à ses opinions, et sa conduite comme roi a prouvé qu'il n'avait guère adopté quelques idées de l'opposition que pour se mettre au ton de la conversation des amis qui l'amusaient ou qui pouvaient le servir.

Il avait en effet grand besoin d'être soutenu. Sa dotation n'était pas considérable. Elle avait été, à l'époque de sa majorité, fixée par le roi lui-même à la moitié de la somme que proposaient pour lui les ministres. Le parlement ne lui avait voté que des frais d'établissement. Son revenu lui était payé sur la liste civile. Ce qui le rendait plus dépendant encore, c'étaient ses dettes : elles le mettaient à la merci du roi, des ministres et du parlement, qui, ce me semble, les paya une fois; mais quelques années après ses profusions l'avaient mis en de tels embarras que Pitt lui fit entendre qu'un vrai mariage serait le seul moyen d'obtenir qu'on éteignît ses dettes et qu'on augmentât son revenu. Ce fut un des motifs qui le décidèrent. Lady Jersey, qui avait alors sur lui une grande influence, crut qu'un mariage public serait une garantie contre le renouvellement de ses liens d'intimité avec Mme Fitzherbert. En même temps elle lui persuada, dit-on, que pour conserver la liberté de ses sentimens, il devait prendre une femme qu'il ne pût aimer. Deux princesses protestantes semblaient seules alors pouvoir se disputer son choix : l'une, la princesse de Mecklembourg, est cette reine de Prusse que ses vertus et ses charmes ont rendue célèbre; l'autre, Caroline de Brunswick, était une femme de vingt-sept ans, moins laide que déplaisante, plus dénuée de jugement que d'esprit, de dignité que de courage, et qui avait déjà trouvé moyen de compromettre, au moins par ses manières, sa réputation dans son propre pays. C'est celle-ci qu'on lui fit préférer. Elle avait pour lui le mérite de n'être pas, comme la première, du goût et de la famille de sa mère. Cependant il ne prit sa résolution qu'après avoir obtenu du cabinet la promesse de payer ses dettes et de porter son revenu à cent mille livres sterling. Alors il alla voir le roi, lui fit part de ses idées de mariage, lui promit dans l'avenir une vie plus régulière, et lui annonça son choix en faveur de la fille du duc de Brunswick. C'était la propre nièce du roi, qui ne pouvait refuser son consentement. La future reine arriva en Angleterre, précédée de tous les propos peu obligeans des Anglais qui avaient voyagé en Allemagne. Quand elle vit pour la première fois son fiancé, elle voulut se mettre à genoux : il la releva et l'em-

brassa. Mais il se détourna aussitôt, prit à part lord Malmesbury, qui avait négocié le mariage, et lui dit : « Harris, je ne me sens pas bien, faites-moi donner un verre d'eau-de-vie. » Le même cordial lui parut si nécessaire le jour de la célébration qu'il se soutenait à peine à la cérémonie, et qu'un de ses témoins, le duc de Bedford, eut quelque peine à l'empêcher de tomber.

Cependant la princesse accoucha neuf mois moins un jour après son mariage d'une fille qui devait être la première épouse du roi des Belges et mourir à vingt et un ans. Le prince, qui avait déjà pris l'habitude de résider loin de sa femme, lui notifia dès lors une séparation absolue par une lettre de sa main où on lit que, si le ciel disposait de sa fille, elle ne devait pas espérer d'avoir un autre enfant. Elle quitta donc Carlton-House et se retira à Black-Heath, où elle vécut d'abord sans bruit. Les propos offensans que son mari tenait sur son compte ne nuisaient qu'à lui, et elle y gagnait de la considération à la cour et dans Londres. Dans les lieux publics, elle était bien accueillie. Le roi la traitait avec égards; elle était reçue au palais, mais n'y rencontrait jamais son mari. Le déchaînement était tel contre lui, il était si décrié, que des personnes du beau monde qui devaient un jour solliciter les faveurs de George IV refusèrent de dîner avec le prince de Galles chez lord Holland, qui l'a lui-même raconté; des *gentlemen* ne devaient pas se trouver en pareille compagnie. Cette situation ne pouvait qu'ulcérer le prince contre sa femme, d'autant plus qu'il était persuadé que, par sa conduite personnelle, elle ne justifiait nullement le caprice de l'opinion en sa faveur. Il conçut pour elle une aversion qui ne s'est jamais démentie. On en donne cette preuve qu'en 1821, lorsque l'empereur Napoléon mourut, un courtisan empressé entra chez George IV en s'écriant : « Sire, votre plus grand ennemi est mort! — Vrai, *elle* est morte? » telle fut son premier mot.

A l'époque du ministère de Fox, il avait cru trouver une occasion de se venger de sa femme ou de briser au moins ses derniers liens avec elle. Il sut que sir John et lady Douglas, qui habitaient dans le voisinage de la princesse et qui avaient vécu dans son intimité, offraient de prouver qu'elle était secrètement accouchée d'un enfant quelques années auparavant, et il en instruisit le gouvernement. Le roi ordonna qu'une commission composée du chancelier, de deux ministres, les lords Grenville et Spencer, et du premier juge de la cour du banc du roi, procédât à une enquête non publique sur la conduite de sa belle-fille. Cette enquête, qui fut appelée dans le temps *l'investigation délicate*, disculpa la princesse sur l'article principal. Au moins reconnut-on que le fait n'était pas prouvé, on établit même la filiation d'un jeune enfant, William Austin, qui, né dans un hôpital, avait été recueilli dans la maison de Black-Heath;

mais le rapport des commissaires constatait que la conduite de la princesse avait été assez inconsidérée, assez légère, pour mériter de la part du roi quelque réprimande. Conseillée par des ennemis du ministère, lord Eldon et Perceval, elle produisit sa défense sous la forme d'une lettre au roi. Le prince répliqua en annonçant de nouvelles preuves; cependant l'avis du cabinet fut que le chancelier lord Erskine informerait la princesse au nom du roi que l'affaire n'aurait pas d'autre suite, mais que le roi avait appris avec beaucoup de chagrin les résultats de l'enquête, et qu'il l'avertissait d'être dans sa conduite plus circonspecte à l'avenir. Cette décision aurait été exécutée; mais le ministère changea : une délibération du nouveau conseil déclara nulles et mal fondées les imputations jusque-là produites. Le roi assigna le palais de Kensington à sa bru pour résidence; elle continua d'être reçue à la cour, et l'on parla même de poursuivre lady Douglas pour faux témoignage.

Le prince de Galles avait complétement échoué. — Les anciens ministres, qu'il appelait ses amis, n'avaient pas fait tout ce qu'il attendait d'eux. Ils n'avaient point, comme il l'espérait, épousé toutes ses passions, et il n'avait rien gagné à ses rapports avec les whigs, rien que la haine victorieuse des tories. Il était alors fort épris de lady Hertfort, qui appartenait par ses relations à ce dernier parti. Il avait commencé à se montrer froid sur la question de l'émancipation des catholiques. Mme Fitzherbert elle-même, pour laquelle il conservait toujours de l'attachement, ne le pressait pas, le détournait plutôt de s'intéresser à ses coreligionnaires; elle craignait qu'on ne s'en prît à elle, et qu'on ne dénonçât en public son influence. Le prince, qui probablement n'avait jamais pris fort au sérieux cette thèse de tolérance religieuse, résolut de l'abandonner, et, comme on l'a vu, avertit les whigs qu'il ne voulait plus mettre ce grief entre son père et lui. Depuis lors, il n'eut plus avec eux que des rapports de pure apparence, et, devenu régent trois années après, il ne rechercha pas bien sincèrement leur concours, s'en passa très aisément, et profita de sa nouvelle position pour donner à sa femme de nouvelles marques de sa malveillance. Contre son gré, on avait laissé à la mère la garde de sa fille jusqu'à l'âge de quatre ans. Contre son gré, le roi avait décidé que l'enfant serait ensuite élevée sous la surveillance de la reine, son aïeule. Le prince-régent soumit les entrevues de la mère et de la fille à des restrictions humiliantes. C'était maintenant le tour de l'épouse opprimée d'avoir l'opposition pour elle. Elle prit M. Brougham pour principal conseiller, et sous son inspiration elle écrivit une lettre de plainte comme pouvait l'écrire une femme et une mère offensée. Le lord chancelier et lord Liverpool, qu'elle chargeait de la remettre au régent, éludèrent toute réponse; mais, la lettre ayant été rendue

publique, une commission de membres du conseil privé, au nombre de vingt-deux, fut réunie, et elle approuva tout ce qui avait été précédemment réglé. La princesse saisit alors de toutes les pièces les présidens des deux chambres. A la différence du chancelier, l'*orateur* des communes en donna lecture, et, sans qu'aucune motion fût adoptée, le débat produisit un effet très défavorable au prince; on trouva qu'il aurait dû étouffer des démêlés fâcheux pour la dignité de la famille royale. Alors fut publié pour la première fois le rapport rédigé en 1806 sous l'administration de lord Grenville, après la *délicate investigation*. Cette publicité, qui avait été toujours redoutée par les amis de la princesse, tourna contre le prince. Dans toutes les discussions qui suivirent, ses procédés furent blâmés. On s'intéressa à celle qui en était victime; la Cité de Londres et d'autres autorités votèrent deux adresses en son honneur.

La prudence conseillait au gouvernement de laisser tomber ces tristes dissensions dans l'oubli; mais la haine du prince était active et implacable. En 1814, quand le roi de Prusse et l'empereur de Russie visitèrent l'Angleterre, il fit défendre par la reine à sa belle-fille de paraître à la cour, parce que sa volonté était de ne jamais la rencontrer. La chambre des communes fut entretenue de ce nouvel outrage : elle ne prit nulle décision, mais plus tard elle assigna un revenu séparé et indépendant à la princesse. Dès son enfance, la jeune héritière de la couronne n'avait pas vu sans douleur tous les partis que prenait son père; elle avait même blâmé sa rupture avec les whigs. Quand il voulut la marier au prince d'Orange, elle résista, appuyée par sa mère, et comme on lui défendit de la voir, elle prit un fiacre un jour et se réfugia chez elle.

Cependant, malgré la popularité qu'elle devait surtout à son persécuteur, malgré les sentimens de sa fille, la princesse de Galles s'ennuya de la vie de contrainte et d'obscurité à laquelle elle était condamnée. Elle quitta l'Angleterre au mois d'août 1814, pour ne plus revoir sa fille, qui, mariée en 1816 au prince de Cobourg, mourut l'année suivante.

Lorsque, après un voyage en Allemagne, en Orient et de longs séjours en Italie, où elle avait tristement occupé la malignité publique, elle menaça de revenir en Angleterre, son mari était roi. Il avait obtenu de ses ministres qu'en vertu d'un ordre du conseil le nom de la reine fût omis dans les prières publiques, où il ne devait plus être question que du roi et de la famille royale. Cette omission avait pour but d'exclure la reine de la cérémonie du couronnement, et pour qu'elle s'y prêtât on lui faisait ce qui s'appelait autrefois un *pont d'or*. On lui offrait 1,250,000 francs par an à dépenser sur le continent; mais, tenant à ne point perdre ainsi son rang de reine

dans les cours étrangères, elle revint inopinément en Angleterre le 4 juin 1820, et fut accueillie à Londres par une ovation populaire.

Le ministère en fut fort troublé. Jusque-là, il avait résisté au désir du prince de faire prononcer son divorce, car, trois mois après la mort de sa fille, il avait songé à se remarier. Une commission d'enquête s'était rendue en Italie, et, parcourant les lieux que la princesse avait habités, avait dû recueillir toutes les preuves propres à la convaincre d'adultère. Son rapport avait été déposé en juillet 1819; mais le cabinet n'y avait donné aucune suite : il ne voulait s'en servir que pour forcer la princesse à demeurer tranquille en la menaçant de le publier. Il ne se souciait nullement d'une procédure en divorce, et ne tenait pas plus à conserver la couronne dans la postérité du roi qu'à lui donner les moyens d'en avoir une; mais la reine était en Angleterre, le *casus belli* était arrivé. Le jour même de son entrée dans Londres, le rapport de la commission d'enquête fut, par un message du roi, communiqué aux deux chambres. On avait cru, par cette démarche hardie, tourner dans un pays scrupuleux et même un peu prude l'opinion contre une femme plus que compromise. On n'avait pas calculé la grande avance que le roi avait prise sur elle dans la malveillance publique. Les procédés du mari parurent plus odieux que les torts de la femme. Il fut sur-le-champ visible que les chambres ne désiraient point pousser les choses à l'extrême. Les ministres, qui au fond souhaitaient comme elles un accommodement, le laissèrent entendre, et Canning expliqua que dans cette seule espérance il avait consenti à soumettre l'affaire au parlement, décidé qu'il était à ne jamais se porter accusateur de la reine. La chambre des communes la supplia par une adresse très respectueuse de se prêter à une transaction. Dans une conférence qui suivit, la reine promit de demeurer à l'étranger, si son titre était reconnu et son nom rétabli dans la liturgie; mais le roi ne voulut rien entendre, et l'on fut obligé d'en venir à une accusation. Un bill dit de peines et amendes fut présenté à la chambre des lords. Ce bill, moitié judiciaire, moitié législatif, tendait à faire constater par une instruction orale et publique un délit nouveau, celui d'adultère commis par la reine hors du royaume avec un étranger, et à prononcer en conséquence contre elle une sorte de déchéance qui entraînerait un divorce.

On peut lire dans les *Causes célèbres* les étranges détails de cette procédure inusitée, les scandaleux incidens produits et discutés devant la plus grave assemblée du monde. Au milieu des cris de la multitude et d'une agitation d'autant plus menaçante que l'enthousiasme pour la reine n'était que le masque de la haine pour le roi,

la chambre se prêta à toutes les longueurs, à toutes les chicanes, à tous les dégoûtans débats que comportait cette affaire sans précédent. Elle entendit des plaidoiries sans fin, mais habiles, hardies, éloquentes, et qui ajoutèrent à la réputation de M. Brougham, de Denman, de sir John Copley, du docteur Lushington. A mesure que la lutte se prolongeait, la chambre se montrait de plus en plus opposée à la clause de divorce. Le bill perdait des voix à chaque division, et, la troisième lecture n'ayant passé qu'à 8 voix de majorité, lord Liverpool annonça qu'il était abandonné, aux acclamations de l'opposition et du public. La ville de Londres fut illuminée pendant trois jours.

On attendait avec impatience la fin de la prorogation du parlement; mais le jour où il se réunissait, le 23 novembre, il était à peine en séance qu'il fut prorogé de nouveau. Ce procédé insolite annonçait un certain trouble dans le ministère, et probablement l'impuissance où il avait été d'arracher à l'obstination du roi quelque mesure d'accommodement. La session fut renvoyée au mois de janvier. Dans l'intervalle, les esprits avaient eu le temps de se calmer; la ville était rentrée dans l'ordre. La popularité relative et factice de la reine était tombée. Elle restait avec une réputation entachée, et sans aucune des qualités aimables et distinguées qui couvrent des fautes et gagnent les cœurs. Loin de là : quoiqu'elle ne fût pas dénuée d'intelligence, elle se méprenait sur la faiblesse de sa situation, méconnaissait les services qu'on lui rendait, et montrait de la hauteur sans tact ni dignité, de la hardiesse sans fermeté ni constance. Le roi avait échoué dans ses projets. Le sentiment public s'était prononcé contre lui. Justice était faite. Maintenant l'opinion refusait de la suivre dans la campagne de représailles qu'elle voulait ouvrir contre lui. Quoique Canning eût affaibli le ministère en le quittant à cause d'elle, les motions de ses partisans furent repoussées à des majorités considérables : 298 voix contre 178 refusèrent de rétablir son nom dans la liturgie malgré l'appui que lui donnaient les sentimens religieux exprimés par Wilberforce. Enfin lord Castlereagh proposa de lui allouer l'annuité promise des 50,000 livres sterling. M. Brougham déclara pour elle qu'elle n'accepterait rien tant qu'on ne prierait pas pour la reine. Et pourtant il paraît qu'elle accepta, et l'on cessa de s'occuper d'elle jusqu'à l'époque du couronnement. Son droit d'y figurer fut soutenu dans un mémoire dont un comité du conseil privé rejeta les conclusions. Elle protesta, et le jour de la cérémonie elle se fit conduire avec un certain apparat aux portes de l'abbaye de Westminster, qui lui furent fermées; mais le peuple ne parut pas disposé à les forcer pour elle, et la reine rentra chez elle fort agitée. On prétend qu'elle forma alors le projet de faire un voyage en Écosse,

espérant sur sa route un accueil supérieur à celui que le roi cherchait dans un voyage en Irlande. D'autres ont dit qu'elle se disposait à quitter la partie et à se retirer sur le continent; mais une maladie aiguë l'enleva quinze jours après. On répandit dans le peuple que sa mort n'était point naturelle; son corps devait, d'après ses dernières volontés, être transporté à Brunswick, et le gouvernement n'attendait pas sans inquiétude le jour de ses funérailles. Elles furent troublées en effet par une violente émeute; mais la force publique finit par être victorieuse.

Ainsi se termina cet étrange épisode de l'histoire du gouvernement britannique. Nul ne fait mieux ressortir peut-être cette hardiesse de l'esprit anglais et cette violence de la liberté politique, qui par moment l'un et l'autre acceptent, dans un pays si respectueux pour les conventions établies, la publicité des plus grandes excentricités, pourvu qu'elles soient tempérées par les formes légales et régulièrement discutées. Partout ailleurs, cet appel fait à l'esprit de curiosité et d'examen touchant les secrets les plus intimes et les plus scabreux de la vie privée des personnes royales, avec les circonstances les plus propres à exciter la risée ou le dégoût, aurait tourné au détriment des dynasties et de la royauté même. Ici, deux personnes seulement furent compromises. Le caractère du mari, la réputation de la femme, subirent de graves atteintes; mais la loyauté générale du peuple anglais n'en a pas été ébranlée, et les institutions, mises, dans les années suivantes, à d'autres sérieuses épreuves, en sont sorties plus fortes et plus brillantes. Ces crises assez fréquentes, où tout paraît entrer en confusion, où la parole des orateurs, les manifestations des partis, les cris du peuple, semblent ne plus rien respecter, ont trompé bien des observateurs et plus d'un cabinet européen sur la stabilité du gouvernement anglais. Le résultat a toujours démenti les prédictions des beaux esprits, les inquiétudes des sages timides, les espérances des ennemis de la liberté. Le règne orageux d'un roi fou, puis d'un roi méprisé, n'a rien ôté à l'éclat serein et doux de l'avénement d'une jeune fille de dix-huit ans, destinée à rendre à la royauté britannique le respect de tout ce qui aime la sagesse et la vertu.

George IV lui-même pouvait croire que les dernières années de sa régence l'avaient relevé dans la faveur publique. Il avait été le chef nominal du gouvernement sous lequel l'orgueil national avait obtenu les satisfactions les plus signalées. Les restaurations, et particulièrement celle de France, avaient été le triomphe de certaines idées qu'il avait personnellement affichées. Lorsque après la guerre de 1807 le comte de Lille, exilé de tout le continent, vint, sans être appelé, chercher un asile en Angleterre, son arrivée courrouça George III, qui ne voulut pas le voir. Le prétendant fut obligé de

se retirer à la campagne, et y demeura constamment négligé par la cour. Le prince de Galles seul, toujours empressé de se faire bien venir de ceux qu'éloignait son père, envoya ses complimens au chef de la maison de Bourbon, et l'invita à dîner à Wimbledon. Là, il lui fit, en portant des santés, de chaleureuses protestations en faveur de la légitimité. C'est ainsi qu'il s'engagea de sa personne dans une cause que l'Angleterre n'avait pas adoptée, et lorsque les événemens la firent triompher, il put triompher avec elle. Les événemens semblaient donc avoir travaillé pour lui, et, voyant, après bien des ennuis, la reine enfin perdre la vogue d'un moment et échouer dans toutes ses prétentions, il conçut de douces illusions sur son autorité, sur sa popularité, et fit en Irlande et en Écosse deux tournées royales, espérant bien par sa présence et ses manières reconquérir toutes les affections du pays. Voici cependant ce qu'en augurait un spirituel observateur : « Je ne puis m'empêcher de soupçonner qu'au total les deux derniers voyages de sa majesté ne tourneront pas beaucoup à son honneur et à son avantage. Ses manières, sans aucun doute, sont, quand il le veut bien, très agréables et captivantes : nul homme ne sait mieux comment on ajoute à une obligation par la façon d'obliger; mais dans l'ensemble il manque de dignité, non-seulement dans l'intérieur et la familiarité de la vie privée, mais dans les occasions publiques. Le secret de la popularité dans les situations très élevées semble consister dans une tenue un peu réservée et digne, mais courtoise et uniforme. Porter des toasts, serrer la main des gens, les appeler Jack ou Tom, gagne plus d'applaudissemens dans le moment, mais à la longue manque son coup. Il paraît s'être comporté, non comme un souverain qui vient officiellement et en pompe visiter une partie de son royaume, mais comme un candidat populaire qui vient faire une tournée électorale. »

Ces remarques de lord Dudley doivent être justes. Du moins les façons plus ou moins gracieuses du prince n'ont-elles jamais prévalu contre les habitudes d'intempérance et les bruits de désordres secrets qui dégradaient son caractère privé. Les variations de ses opinions politiques, ou plutôt son indifférence en matière d'opinions, toutes les fois qu'il ne s'agissait pas de ses aises, de ses goûts ou de ses prétentions, ne pouvaient relever son caractère public, et son règne amena un changement dans les conditions du gouvernement anglais. Tandis que George III, toujours populaire, l'était d'habitude plus que ses ministres, George IV l'était moins que les siens. Il les compromettait quelquefois, et ne pouvait à volonté ni les appuyer ni leur nuire.

VI.

Le conflit avec la reine n'avait pu rendre excellens les rapports du roi et de ses ministres, et le bruit d'un changement se renouvela plusieurs fois dans le cours de l'année 1821. Le changement se réduisit à deux promotions, et, malgré le mérite des personnages, elles n'eurent pas de sensibles conséquences. Le marquis de Wellesley fut nommé lord lieutenant d'Irlande, et, de la part d'un ministère notoirement hostile à l'émancipation des catholiques, ce choix aurait paru favorablement significatif, si l'on n'eût placé près de lui, pour secrétaire en chef, un ennemi déclaré de ce grand acte de tolérance, et si déjà, depuis quelque temps, lord Sidmouth, restant dans le cabinet sans département, n'eût cédé l'intérieur à un jeune homme qui partageait tous les préjugés protestans, et l'avait prouvé, quelques années auparavant, dans ce même poste de secrétaire de l'Irlande. C'était le fils d'un manufacturier riche et considéré. Entré au parlement à vingt-deux ans, en 1810, il s'était montré comme un tory de l'école de Perceval plutôt que de celle de Pitt, comme un futur continuateur de lord Liverpool plutôt que de Canning; mais il avait de bonne heure donné les signes d'un orateur : il en manquait un au ministère dans la chambre des communes pour parler contre les catholiques, puisque Canning et Castlereagh étaient pour eux. On crut l'avoir trouvé. Un excellent juge, Mackintosh, disait après l'avoir entendu en 1817 : « Son discours a peu de mérite pour le fond; mais l'expression en est si claire et si élégante, et il a été si habilement débité, qu'on l'a excessivement applaudi. C'est une preuve de la grande valeur des parties mécaniques de l'art de parler, lorsqu'elles sont combinées avec beaucoup d'art et de précaution. » Cet orateur si industrieux, ce jeune ministre, se nommait Robert Peel.

Lord Grenville, depuis un temps, s'était retiré de l'opposition, et demeurait dans cette situation indépendante qui allait au tour de son esprit et que recherchent les hommes de tiers-parti. Quant à lui, il devait de plus en plus s'attacher à une retraite pleine de dignité; mais il avait permis à ses amis de se rallier au ministère, et le marquis de Buckingham, son frère, y avait gagné un duché. Toutes les places se trouvaient donc remplies, et Canning, qui ne pouvait avoir que des rapports gênés avec le roi, s'était décidé à prendre la succession du marquis de Hastings dans le gouvernement de l'Inde. Son peu de fortune lui faisait désirer cette royauté de cinq ans, lorsqu'on apprit tout à coup que lord Castlereagh s'était coupé la gorge dans un moment d'égarement. La dernière session avait été très laborieuse. L'état du monde était loin d'être

calme. Depuis 1820, des révolutions successives dans tout le midi du continent avaient paru condamner et compromettre ce grand établissement européen auquel, par la main de lord Castlereagh, l'Angleterre avait si efficacement coopéré. Il avait eu plus d'une fois à douter de son ouvrage, à revenir sur ses anciennes idées, à se séparer de ces cabinets étrangers dont il s'était cru l'éternel ami. Il était sur le point de partir pour le congrès de Vérone, où il prévoyait que la révolution espagnole poserait pour tous un problème plein d'anxiété, et placerait l'Angleterre dans un antagonisme forcé avec les signataires de la sainte-alliance. L'épreuve était forte même pour ce ferme esprit que ne soutenait ni l'illusion, ni la passion, ni l'enthousiasme. On a toujours cru que c'est à cette formidable épreuve qu'il avait succombé, et je me rappelle que dans l'opposition française cette mort soudaine et tragique nous donna l'espoir que le monde politique tournait sur son axe et qu'une nouvelle face des choses allait se montrer. Le voile qui la couvrait, la main de Canning était destinée à l'écarter peu à peu.

Il était le successeur unique et nécessaire de Castlereagh. Lord Liverpool n'eut pas de peine à en convaincre le roi malgré ses répugnances personnelles, et Canning commença cette administration qui a prêté tant de lustre à sa mémoire et recommandé son nom, peut-être au-delà de ses services, aux amis de la liberté dans le monde.

Quelques contemporains de Canning ont pensé que le parlement d'Angleterre n'avait pas produit de plus grand talent oratoire que le sien. Il est impossible à un étranger d'objecter ou de souscrire à ce jugement. Je trouve cités par sir George Lewis, un de ses grands admirateurs, les passages suivans :

« Le bras de l'Angleterre a été le levier qui a arraché de sa base la puissance de Bonaparte. Le Portugal a été le point d'appui sur lequel le levier s'est soulevé. L'Angleterre a soufflé et nourri le feu sacré, mais le Portugal avait déjà dressé l'autel où ce feu fut allumé et d'où il monta, brillant et s'étendant au loin, jusqu'à ce que le monde fût illuminé de son éclat. »

« .....Le même soleil qui a doré l'entrée triomphale de lord Wellington dans Madrid, et qui a pâli aux feux de l'incendie de Moscou, a mûri dans la présente année, au nord et au midi, une des plus riches moissons qui aient jamais été accordées comme une bénédiction à l'humanité. »

Pour nous, ces images de coloriste, cette richesse de métaphores ne seraient pas les signes les plus sûrs de l'éloquence politique : mais les Anglais y sont fort sensibles, et, ce qu'on ne croirait pas, ils ont plus de faible que nous pour le talent de la tribune. Toutefois, malgré des traits de bel esprit et des écarts d'imagination

irlandaise, Canning n'avait certainement pas de rival dans la chambre des communes lorsqu'il reprit le ministère, et quoiqu'une certaine mobilité d'impression et d'ambition eût attiré sur son caractère les défiances de quelques censeurs sévères, il était porté au pouvoir par l'opinion. Il avait été l'élève et l'instrument de la politique de Pitt, il avait, dans *l'Anti-Jacobin*, poursuivi la révolution française de poésies épigrammatiques qui valent à peu près les bons mots de Rivarol mis en vers, il s'était élevé avec constance contre toute idée de réforme parlementaire ; mais enfin le torisme éclairé d'un Pitt n'était pas celui d'un Perceval ou d'un Eldon. Canning avait été le fidèle défenseur des droits des catholiques. Sa culture d'esprit, ses goûts littéraires, cette imagination qu'on avait l'indulgence de confondre avec celle d'un poète, le rendaient accessible aux vérités et aux choses nouvelles; enfin, étranger aux affaires dans le moment des triomphes de la coalition, il n'avait pas de sa personne trempé dans les restaurations absolutistes, dans le partage inique ou imprudent des territoires et des peuples en 1815 ; il n'avait pas déteint les couleurs du drapeau britannique au contact des bannières du despotisme européen; libre d'une complicité directe dans l'œuvre de l'imprévoyance, de la haine, de l'avidité et de la peur, il pouvait rendre à sa patrie une politique nationale et au monde une espérance.

En même temps, fort instruit de la défiance et de l'aversion qui l'attendaient, sous les auspices du roi lui-même, dans le vieux parti que guidait le chancelier Eldon, il devait se ménager des appuis parmi ces conservateurs éclairés qui ne regardaient pas le maintien religieux des abus comme le préservatif assuré contre les révolutions. Avec lui, l'influence des Robinson et des Huskisson supplantait celle des Addington et des Vansittart, et avec ceux-là de saines idées économiques et financières pénétraient dans l'administration. En dehors des intérêts de l'église anglicane, Peel ouvrait son esprit aux conseils d'une science éclairée. On l'avait vu, dans la question des paiemens en espèces, accepter, après une enquête, l'opinion qu'il avait publiquement combattue, et se faire gloire du courage de changer d'avis sous la dictée de l'expérience, grand exemple qu'il devait renouveler plus d'une fois pour l'impérissable honneur de son nom. Bientôt il devait, comme ministre de l'intérieur, entreprendre, aux applaudissemens de Brougham et de Mackintosh, la réforme des lois pénales, après que, par une réorganisation judicieuse de la police, il avait établi la sûreté publique dans Londres et ses environs. Ainsi lord Liverpool, recommençant en quelque sorte sa carrière, présidait au second âge de son administration, et faisait, sans peut-être s'en douter, succéder à la nuit profonde de la réaction l'aube naissante de la réforme.

Il faudrait retracer l'histoire de l'Europe, si l'on voulait donner une idée du rôle de Canning pendant les cinq années qu'il fut secrétaire d'état des affaires étrangères. Il faudrait montrer l'attitude prise par la sainte-alliance en face des révolutions du midi, le parti décisif adopté par la France contre celle d'Espagne, enfin les événemens qui se passèrent dans la Péninsule. Le contraste que présenta l'Angleterre en regard de ses anciens alliés la releva sans doute, et elle remit en honneur ce principe de non-intervention qui est le sien et qu'elle ne devrait jamais abandonner, en honneur, dis-je, non en pratique, car il faut bien reconnaître que l'effet produit par la présence de Canning ne fut en grande partie qu'un effet moral. Il ne fit que rendre le courage à l'opinion libérale. La presse cessa d'être seule à plaider la cause de l'indépendance des nations; mais, quoique le principe de non-intervention soit assurément fondé en justice et en humanité, ceux qui l'adoptent commencent par se l'imposer à eux-mêmes, c'est-à-dire qu'ils s'engagent à quoi? à une abstention. De là à déclarer qu'on imposera le principe aux autres, la distance est grande. Il est évident qu'à moins d'être décidé à faire la guerre à tout venant, on ne peut se promettre d'empêcher les autres d'intervenir parce qu'on n'intervient pas. Si la voix de celui qui a posé le principe n'est pas écoutée, il risque de le voir violer sous ses yeux sans pouvoir raisonnablement le défendre. Plus il a élevé le ton en le proclamant, plus il est humiliant pour lui de souffrir qu'on le foule aux pieds et de se borner à une protestation vaine; c'est à quoi s'exposait le ministre anglais en le prenant de si haut au moment de notre intervention en Espagne. La France n'en a tenu compte; il en a été pour ses frais d'éloquence, et je conçois que les amis de la restauration la félicitent encore aujourd'hui d'avoir, en 1823, bravé l'Angleterre. La bravade était sans danger, mais elle avait bon air, et Canning ne put rétablir quelque peu sa position qu'en préservant par un débarquement le Portugal d'une contre-révolution et d'une intervention absolutiste, et puis en humiliant l'Espagne par la reconnaissance de l'indépendance de ses anciennes colonies. Il obtint d'autorité du roi George IV et d'une partie de ses collègues le droit d'insulter ainsi aux préjugés de l'Europe indignée, en donnant du moins gain de cause aux révolutions du Nouveau-Monde. Les paroles provocantes qu'il prononça dans cette occasion furent presque une vengeance pour son amour-propre; mais tout le parti de l'avenir les entendit avec joie.

A l'intérieur, ce fut aussi par son langage et sa tendance plus que par des résultats que le ministère se distingua de ses devanciers. La question des catholiques ne fut pas résolue. De session en

session, des motions conçues en leur faveur sous diverses formes passèrent, quelques-unes du moins, à la chambre des communes après une lutte d'éloquence entre Canning et Peel; mais elles allèrent expirer à la chambre des lords. Plus heureux, le chancelier de l'échiquier Robinson et le président du bureau du commerce Huskisson inaugurèrent, l'un ces budgets où l'abaissement des taxes est présenté comme le meilleur moyen d'en augmenter le produit, l'autre ces premiers amendemens aux systèmes prohibitifs ou restrictifs de toute liberté du commerce qui devaient tomber vingt ans plus tard avec tant d'éclat. Et comme la question des céréales est logiquement inséparable de celle des douanes, la coïncidence d'une grande cherté de grains avec une crise commerciale provoquée par les excessives spéculations qui suivirent la proclamation de l'indépendance des colonies espagnoles donna naissance à des souffrances et à des plaintes auxquelles le gouvernement ne put rester insensible. Il réclama le pouvoir de modérer les droits sur les grains étrangers dans les circonstances extrêmes. A la résistance moitié agricole, moitié aristocratique, que souleva cette mesure dictée par la nécessité, on put voir à quelle arche sainte une main téméraire venait de toucher.

Telle était la situation, et une réélection générale ne l'avait pas sensiblement modifiée (juin 1826), quand s'ouvrit la première session de la nouvelle législature. Deux choses préoccupaient tous les esprits. Les plaintes des ouvriers des villes et la détresse des districts manufacturiers ne permettaient plus d'ajourner une révision des lois des céréales. L'état de l'Irlande, agitée par la misère et par des associations catholiques, exigeait à la fois des mesures de répression et des mesures de soulagement. C'est dans ces circonstances que lord Liverpool fut frappé d'une attaque de paralysie. Une crise ministérielle commença, qui dura plus de cinquante jours (17 février — 12 avril 1827).

Le chef du parti ministériel dans la chambre des communes était naturellement désigné pour devenir le chef du cabinet; mais c'était Canning, et Canning, depuis qu'il était rentré dans les affaires, n'avait fait que rétracter les traditions de lord Castlereagh et soustraire la politique étrangère à l'influence du duc de Wellington, qui les représentait dans le conseil avec toute l'autorité de son nom. Quoique en meilleure relation avec Peel, Canning était séparé de lui par toute l'épaisseur de la question des catholiques. On pouvait dire que la majorité ministérielle dans la chambre se composait de deux partis, l'un pour, l'autre contre les catholiques, dont chacun avait son guide et son orateur, l'un Canning, l'autre Peel. Canning s'était laissé aller à dire dans une discussion que, s'il était appelé

à composer un ministère, il le choisirait favorable aux catholiques. Qu'il devînt donc premier lord de la trésorerie, et il portait de ce côté toute son influence; la proportion des forces changeait dans le cabinet. La question n'était plus une question ouverte que de nom; elle était moralement décidée contre le privilége protestant. Au vrai, Canning ne pouvait être le chef que d'une nouvelle administration. Dès longtemps suspect à l'ultratorisme, il s'était fait des ennemis par la légèreté de sa conversation, par les dédains de son esprit; il avait des admirateurs et des amis, mais point de parti, et cet homme de lettres était un homme nouveau dont la grande aristocratie répugnait à subir la domination.

Cependant les affaires marchaient toujours. Le gouvernement avait demandé que la chambre prît en considération la révision de la législation sur les grains; Canning avait justifié la motion en annonçant un abaissement de tarif au grand scandale de tous les propriétaires des comtés. Il n'avait pu empêcher sir Francis Burdett de proposer prématurément l'émancipation des catholiques. La chambre avait encore assisté au duel de parole entre Peel et lui, et elle avait donné l'avantage au premier; mais la majorité n'était que de quatre voix.

Canning, sans exiger précisément le titre de premier (*the premiership*), était décidé à ne point souffrir qu'il fût donné à un adversaire des catholiques, et il proposait d'élever M. Robinson à la pairie et de le mettre à la tête de la trésorerie; mais Peel, sans disputer ce poste à personne, déclarait qu'il se retirait, si le chef du cabinet était favorable aux catholiques. Chargé des affaires d'Irlande comme ministre de l'intérieur, il devait être en plein accord sur cette question vitale avec son supérieur officiel. On savait que lord Wellington avait dans les mêmes conditions annoncé sa retraite; il siégeait dans le conseil comme grand-maître de l'artillerie, et la mort du duc d'York venait d'ajouter à ses titres celui de commandant en chef de l'armée. Canning sentait bien que l'opposition d'un tel personnage et celle de Peel ne lui permettaient pas de composer une administration à son gré, à moins qu'elle ne fût démontrée la seule possible. Il avait donc conseillé au roi d'en former une exclusivement d'anticatholiques. Le roi n'osait; il n'aurait probablement pas trouvé de ministres à cette condition. Il se bornait à indiquer le duc de Wellington comme un chef convenable; mais celui-ci ne s'y prêtait pas, et Canning s'y refusait. Fatiguée de ces retards, la chambre des communes, sur une motion de Tierney, annonça la suspension de ses travaux tant que l'administration ne serait pas reconstituée. Le roi fit alors appeler Canning (10 avril 1827). Je l'ai entendu rendre compte à la chambre des négociations ministérielles, et dire qu'il avait exposé au roi la situation des af-

faires et que le roi lui avait répondu en lui donnant sa main à baiser. Cela voulait dire qu'il l'avait fait premier ministre. La prétention publique de Canning était, à ce changement près, de continuer le gouvernement de lord Liverpool. Cela était bon à dire, mais lord Eldon, lord Wellington, Peel, se retiraient et en entraînaient d'autres avec eux. Deux seulement des membres anticatholiques consentaient à rester. Canning leur donna pour appui un nouveau chancelier, sir John Copley, qui venait de parler fortement contre la motion de sir Francis Burdett; c'est lui qui, sous le nom de lord Lyndhurst, a fourni une si longue et si heureuse carrière. Les autres ministres étaient choisis parmi ces tories éclairés qui apercevaient les signes des temps et entraient pour ainsi dire dans une nouvelle vie politique. Un d'eux était lord Palmerston, qui, secrétaire de la guerre sous lord Liverpool, obtenait pour la première fois et avec le même titre un siége dans le cabinet. Il passait pour plus capable dans les affaires qu'au parlement. Mais cette administration de tiers-parti, qui ne satisfaisait guère qu'une portion de l'ancienne majorité, avait besoin de renforts. Huit ducs avaient signé des représentations adressées au roi contre la primauté de Canning. Lord Grey lui-même, excepté nominativement par le roi de toute combinaison ministérielle, semblait regarder le dernier arrangement comme une intrigue. Heureusement tous ses amis n'en jugeaient pas de même. Les whigs avaient senti tout le prix de cette première décomposition du puissant parti qui les avait comme opprimés si longtemps. Leur secours était nécessaire, leur proscription touchait à son terme. Bientôt lord Lansdowne, lord Carlisle, Tierney, prirent place dans le cabinet sous des titres secondaires; mais après la session lord Lansdowne fut secrétaire d'état de l'intérieur.

J'étais en Angleterre alors, et l'on peut se figurer quel sentiment de délivrance avait pénétré dans toute la masse du parti libéral. C'était quelque chose comme le soulagement et la joie qu'allait bientôt produire en France le résultat des élections de la fin de 1827. Sans prévoir ce rapprochement, je me bornais à suivre à Londres avec un vif intérêt le premier présage d'un retour à la politique de Fox. J'ai entendu Canning le jour de ses explications sur la formation du cabinet; je l'ai entendu le jour où il présenta son budget. Sa figure était belle, fine et bienveillante; son front chauve et des traces visibles d'une santé fort éprouvée ne le vieillissaient pas prématurément; du moins ses manières agréables et simples, son débit plein de grâce et d'expression, ne paraissaient avoir rien perdu de l'attrait qui dès longtemps lui gagnait les assemblées, heureuses de l'écouter. Cependant sa position était fort contestée. C'était évidemment une témérité considérable que d'entrer dans

le pouvoir en faisant sortir le duc de Wellington, et la sécurité des amis du ministère n'était pas complète. A cette époque avancée de la session, une seule question pourtant pouvait offrir un point d'attaque. Le nouveau bill sur les céréales avait pour base le système connu sous le nom d'échelle mobile. Le prix moyen qu'il tendait à garantir aux agriculteurs équivalait à celui d'environ 26 fr. par hectolitre. Il n'en fut pas moins attaqué avec vivacité par tous les *country gentlemen* de la chambre des communes. Un des types les plus complets de cette honorable classe de petits esprits, sir Thomas Gooch, proposa d'ajouter au bill un article pour obliger tout navire qui apporterait du blé en Angleterre d'exporter, au lieu de lest, une cargaison d'économistes. « Le bill, s'écriait un autre, est destiné à détruire le clergé, l'aristocratie et la liberté de l'Angleterre. » Et tout cela parce que passé un certain taux, par chaque deux shillings d'augmentation sur le prix du blé, le droit d'entrée diminuerait de la même somme!

Mais c'est dans l'autre chambre que la grande propriété fit contre cette prétendue atteinte à ses droits une éclatante défense à laquelle on regretta de voir lord Grey s'associer, et, quoique le bill eût été préparé sous lord Liverpool, le duc de Wellington fit passer un amendement qui força le ministère à l'abandonner. En présentant quelques mesures provisoires, qui ne pouvaient être rejetées, Canning ne cacha point ce qu'il pensait de l'opposition des lords et de son illustre adversaire. Ainsi la session finit par une rupture ouverte avec la grande aristocratie; mais on était au 30 juin, et le 8 août une courte maladie enlevait Canning aux espérances de son pays et de son ambition.

M. Robinson qui, sous le nom de lord Goderich, avait représenté le ministère dans la chambre haute, succéda à Canning, et le secrétaire d'état des colonies, Huskisson, devait avoir la direction de la chambre des communes. Cette combinaison ne pouvait être de bien longue durée. Huskisson, qui s'était obstinément refusé à devenir chancelier de l'échiquier, avait laissé ces fonctions à un tory de l'ancienne école. La division éclata bientôt entre eux, et au moment d'ouvrir la session le cabinet fut dissous. Une réaction était inévitable. L'heureuse coalition qui s'était formée l'année précédente n'avait pas un avenir assuré, même si Canning eût vécu. Avec lui cependant, elle aurait peut-être acheminé sans secousse l'Angleterre vers cette transformation politique à laquelle nous assistons depuis plus de trente années. On essaya de faire le contraire. « Lorsque le prince-régent m'appela en 1828, racontait le duc de Wellington, il était sérieusement souffrant, quoiqu'il n'en voulût jamais convenir. Je le trouvai au lit, habillé d'une sale camisole de soie avec un bonnet de nuit en turban, l'un aussi gras que l'autre,

car malgré sa coquetterie pour la toilette en public il était extrêmement négligé et mal tenu en particulier. Ses premiers mots furent : « Arthur, le cabinet est défunt. » Et alors il se mit à décrire la manière dont les derniers ministres avaient pris congé de lui en donnant leur démission. Cela était accompagné de la plus plaisante mimique de la voix et des façons de chaque personnage, et d'une si parfaite ressemblance qu'il était tout à fait impossible de ne pas éclater de rire. » Les conditions du prince étaient que lord Grey ne fût de rien (lord Grey était pour lui ce que Fox était pour son père), qu'on ne fît pas de l'émancipation des catholiques une question de cabinet, que le lord chancelier, le lord lieutenant et le chancelier d'Irlande fussent protestans, c'est-à-dire du parti hostile aux droits des catholiques. Il eut satisfaction. On l'aurait bien surpris, lui et ses nouveaux ministres, de leur dire qu'il n'y gagnerait rien, et qu'à un an de là les adversaires de Canning exigeraient de lui ce que lui-même Canning n'aurait osé lui demander.

VII.

Pour personne, la composition d'un ministère dans une couleur exclusive n'offrait de sûreté. Wellington et Peel, qui devaient être les chefs, recherchaient l'alliance de tout le monde. Il s'agissait toujours de reconstituer le ministère Liverpool ou même de continuer le ministère existant en le faisant pencher d'un autre côté. Ils furent assez heureux pour conserver d'abord avec lord Lyndhurst Huskisson, lord Dudley, Charles Grant, lord Palmerston. William Lamb (lord Melbourne) resta secrétaire d'Irlande sous l'autorité du marquis d'Anglesey. Enfin Huskisson, rendant compte aux électeurs de Liverpool des motifs de sa participation à l'administration nouvelle, se crut en droit de dire : « Je n'ai jamais été lié à ces opinions héréditaires des grandes familles ni aux haines qu'elles ont engendrées. Je ne me suis occupé, ainsi que M. Canning, que du bonheur de tous, et je serais indigne de m'appeler son ami, si je cherchais, en son nom, à perpétuer des animosités que son cœur abhorrait. Ainsi on n'abandonnera pas les principes libéraux de ce grand homme d'état, et celui-là serait indigne d'être le ministre de cette grande nation qui ne défendrait pas la cause de la liberté. »

C'était beaucoup promettre, et du moins de ce côté-ci du détroit cette assurance n'obtint pas une foi entière. Un des derniers actes de Canning avait été le traité par lequel l'Angleterre, la France et la Russie s'étaient entendues pour s'interposer entre la Turquie et la Grèce et procurer à celle-ci une certaine indépendance (6 juillet 1828), et quoique le portefeuille des affaires étrangères fût resté dans les mains d'un ami de Canning, lord Dudley, on ne croyait pas re-

trouver son esprit ni celui du traité même dans la manière gauche et maussade dont le gouvernement avait pris la bataille de Navarin, accueillie ailleurs avec une sorte d'enthousiasme. L'opposition se plaignit, et sans aucun doute Canning aurait plus adroitement concilié le fidèle attachement du cabinet britannique aux intérêts de la Turquie avec les ménagemens dus à l'opinion passionnée pour la Grèce; mais en Angleterre ces questions ne sont pas dans l'usage d'importer beaucoup à la situation des ministres. C'est sur les questions de tolérance religieuse qu'on attendait la nouvelle administration. On était curieux de savoir si, par le dernier changement, le bigotisme protestant avait repris beaucoup de terrain. Lord John Russell proposa donc l'abrogation de l'acte de *test et corporation*, c'est-à-dire de la loi qui obligeait, pour être membre d'un corps municipal ou pour remplir certains offices, à faire acte d'adhésion et par serment à la liturgie anglicane. Cette loi, systématiquement éludée, existait cependant depuis Charles II, et il y avait trente-huit ans que Fox en avait demandé l'abolition. Le ministère n'osa y opposer que la demande de quelques restrictions, et la motion passa dans les deux chambres. Lord Wellington, amené, en la discutant, à parler des catholiques, dit qu'il ne voulait nullement aggraver leur sort, mais qu'il était parfaitement décidé à ne leur faire aucune concession.

Sur les céréales, il n'éprouva nul embarras à soutenir un bill qui reposait sur les mêmes principes que celui de l'année dernière et relevait seulement un peu les chiffres de la taxation. Aussi le projet rencontra-t-il une partie des mêmes adversaires, et Wellington et Peel commencèrent à paraître à certains tories d'un peu tièdes conservateurs. L'esprit de transaction était dans l'air pour ainsi dire, et le temps des résistances à outrance était passé. La motion accoutumée de sir Francis Burdett allait en fournir une nouvelle preuve. La discussion fut longue et solennelle. Peel soutint encore avec de grands développemens les opinions d'un digne représentant de l'université d'Oxford, et rencontra encore pour adversaires Huskisson, Grant, Lamb, ses collègues dans l'administration. Sur 538 votans, une majorité de 6 voix leur donna raison.

Quoique le parlement eût toujours rejeté le projet d'une réforme parlementaire, il ne se refusait pas à supprimer les abus de détail trop crians pour qu'on en prît la défense, et, deux bourgs ayant été convaincus d'avoir trafiqué de leurs suffrages, la franchise électorale leur fut enlevée. Il s'agissait de savoir à qui l'on transporterait le droit d'élire de l'un d'eux, celui d'East-Retford. Serait-ce aux cantons voisins de Bassetlaw? Serait-ce à une grande ville manufacturière? Peel vota pour les cantons, Huskisson pour Birmingham. C'était au milieu de la nuit. Il écrivit aussitôt au duc de Wel-

lington pour confesser cet acte d'indiscipline. Le sens de sa lettre était, quoi qu'on en ait dit, qu'il n'entendait point se séparer de la politique du gouvernement, mais que si ce manquement aux lois de la solidarité ministérielle paraissait en valoir la peine, il mettait sa démission à la disposition de son chef. L'esprit de Wellington était strict. Il vit dans cette lettre une démission pure et simple, et Huskisson, un peu surpris, dut se retirer. Il fut suivi de lord Dudley, lord Palmerston, Lamb et Grant. Ainsi la tradition de Canning sortait du pouvoir. Wellington y fit entrer des officiers qui avaient servi avec lui. On l'accusa de faire du cabinet un état-major. Il y avait au moins une exception, car lord Aberdeen, qui n'avait eu jusqu'alors dans le gouvernement qu'un titre sans fonction, devint ministre des affaires étrangères. La sagesse et la modération ne pouvaient pas faire une plus noble recrue. Cependant la cause des catholiques n'avait certes pas gagné à ce changement, et quelques jours après elle était de nouveau plaidée devant les pairs par lord Grey et lord Lansdowne. En les appuyant, lord Wellesley amena son frère à lui répondre et à repousser la proposition par les raisons accoutumées. Cependant on trouve dans son discours ces mots : « Qu'on permette un peu de calme à l'opinion, que les agitateurs de l'Irlande lui laissent un peu de repos, pour qu'on puisse examiner froidement la question; les esprits pourront se rapprocher, et il sera possible de faire quelque chose. »

Ainsi les troubles de l'Irlande étaient un des grands motifs qui détournaient alors son esprit de toute concession. Ils étaient en effet menaçans. L'île, travaillée par les associations catholiques et orangistes, semblait couver la guerre civile. L'agitation qui se manifeste dans un pays mécontent produit deux effets contraires sur des esprits différens : elle irrite ou elle intimide, elle pousse les uns à résister et les autres à condescendre; mais il arrive même qu'elle peut affecter de deux manières opposées la raison de l'homme d'état, et lui persuader successivement ou à la fois qu'il faut contenir par la force et satisfaire par la sagesse. Et cette politique en apparence incohérente est souvent la meilleure. Dans les grands dangers publics, la crainte de paraître faible peut faire autant de mal que la peur de pousser les choses à l'extrême, et il ne faut ni tout souffrir ni s'indigner de tout. Le gouvernement était en présence d'un de ces dilemmes qui font l'anxiété des hommes d'état. Un incident inattendu vint fixer ses incertitudes. Parmi les promotions auxquelles avait donné lieu le dernier remaniement ministériel, celle du successeur de M. Charles Grant à la présidence du bureau du commerce obligeait M. Vesey Fitzgerald à se représenter devant les électeurs du comté de Clare; il trouva pour compétiteur O'Connell, qui commençait ce rôle légalement factieux qu'il a sou-

tenu avec tant de persévérance et d'habileté, et l'avocat catholique fut élu à plus de 2 voix contre 1. Il devenait bien difficile de maintenir dans une condition d'incapacité politique la masse de ses coreligionnaires. Ces faits significatifs frappèrent également et en même temps l'esprit droit de Wellington et la haute sagacité de Peel. Nous avons du dernier une confidence sincère et détaillée. Ses *Mémoires* nous font connaître la manière dont se forma sa conviction. Dès la fin de la session, il avait reconnu que la question des catholiques ne pouvait plus rester une question ouverte. Si l'on voulait résister à leurs réclamations, on serait bientôt obligé d'employer la force, et comment le faire avec un ministère et un parlement divisés? Si l'on renonçait à la résistance, c'était un changement de principe et une résolution à prendre. Le premier parti n'était pas absolument impraticable. On aurait pu, en échauffant les esprits en Angleterre, se donner l'appui de l'opinion populaire; mais, disait le duc de Wellington, c'était la conquête de l'Irlande à refaire : pour y réussir, il fallait recomposer l'armée, où les Irlandais étaient en grand nombre, et il déclarait qu'il ne voulait à aucun prix commander la guerre civile. La première idée de Peel avait donc été de donner sa démission et d'appuyer librement les mesures d'apaisement que le ministère jugerait à propos d'adopter; mais Wellington lui représenta qu'il ne pouvait, sans son concours officiel, vaincre l'opinion puissante qu'il faudrait affronter, surtout la résistance déclarée du roi et des lords. De quel droit exiger de George IV qu'il fît à la politique la concession de ses scrupules, si Peel ne donnait pas l'exemple en sacrifiant les siens? Peel résolut donc de rester et de faire tête à l'orage. Il dit, et quiconque a touché aux affaires publiques le croira sans peine, que cette détermination fut pour lui la source des épreuves les plus amères, des ruptures les plus pénibles, mais que jamais il n'eut de doutes sur la pureté et la solidité des motifs qui la lui avaient dictée. Pour assurer le succès, les deux ministres devaient garder un profond secret. Plusieurs incidens contribuèrent même à donner le change sur leurs intentions. Ainsi au mois d'août le duc de Clarence, l'héritier présomptif de la couronne, qui, depuis Canning, tenait l'office de lord grand-amiral, et que cette qualité mettait avec l'amirauté dans une relation médiocrement constitutionnelle, se retira sur une question d'attribution, et il passait pour plus favorable aux catholiques que son frère. Vers le même temps, lord Anglesey, dont on louait l'impartiale administration, fut obligé de quitter l'Irlande pour un procédé qui avait blessé le duc de Wellington. Le parti protestant continua donc d'être trompé sur les desseins du gouvernement, et il le lui a reproché plus tard avec une grande amertume. Ce fut au reste à la fin de l'année seulement que la question fut portée de-

vant le cabinet, qui entra tout entier dans les vues de Wellington et de Peel.

On n'avait encore rien dit au roi. Au milieu de janvier, le duc, en lui soumettant un mémorandum que Peel avait rédigé, demanda et obtint l'autorisation pour le conseil de prendre en considération dans son ensemble la situation de l'Irlande et de régler la question des catholiques. Le 17, Peel communiquait à ses collègues un projet d'acte portant abolition de toute incapacité civile fondée sur une croyance religieuse, et l'on décida qu'il serait annoncé par un paragraphe du discours de la couronne. Le roi y consentit à grand'-peine, et le discours fut prononcé le 5 février.

On devine quelle explosion de sentimens divers provoqua cette révélation inattendue. Le débat était l'objet d'une solennelle attente. Peel s'y prépara en donnant sa démission de membre pour l'université d'Oxford. Il espérait être réélu, il ne le fut pas, et il eut quelque difficulté à rentrer au parlement par le bourg de Westbury. Il avait proposé d'abord un bill qui prononçait la suppression des associations catholiques en Irlande. L'adoption ne fit pas difficulté, et il annonça pour le 5 mars, après les mesures de rigueur, la motion réparatrice; mais le 4 le roi mandait à Windsor lord Wellington, Peel et le chancelier. Avec une gravité inusitée et d'un air triste et agité, il leur rappela la répugnance avec laquelle il avait accédé à leur prière, et leur demanda de nouvelles explications. Peel lui exposa que le principal obstacle à l'admission des catholiques à tous les droits du citoyen était l'obligation de faire une déclaration contre la transsubstantiation et de prêter le serment de suprématie, qu'ils proposaient de supprimer la déclaration et de retrancher du serment ce qui concernait l'autorité spirituelle du pape. « Qu'est ceci? dit vivement le roi; vous n'avez sûrement pas l'intention d'altérer l'ancien serment de suprématie? » On lui expliqua dans quelle mesure on entendait le modifier. Le roi leur dit alors qu'il n'y pourrait consentir, et qu'il n'avait jamais entendu donner cette portée à l'autorisation qu'il leur avait accordée; puis il leur demanda ce qu'ils comptaient faire. Peel répondit qu'il n'avait pas deux conduites à tenir, qu'il retirerait l'annonce du bill d'émancipation et donnait sa démission. Les deux autres ministres tinrent le même langage. Le roi leur témoigna ses regrets de se séparer d'eux, les embrassa et les congédia. La conférence avait duré cinq heures. Lord Eldon a écrit qu'il avait vu le roi ce jour-là et l'avait trouvé dans la désolation. « Que puis-je faire? s'écriait-il, à quoi recourir? Je suis bien à plaindre; ma situation est déplorable, elle est terrible. Et personne autour de moi pour me donner conseil! Si je consens, j'irai aux eaux sur le continent, et de là en Hanovre. Je ne reviendrai plus en Angleterre. Je ne veux pas faire

de pairs catholiques; je ne veux pas faire ce que ce bill me donne le pouvoir de faire. Je ne reviendrai plus. Qu'ils prennent Clarence, s'ils veulent un roi catholique! » Retourner dans le Hanovre était la menace traditionnelle de la famille dans les momens de grande difficulté, et le signe ordinaire d'une prochaine concession. Le soir fort tard, le duc de Wellington reçut une lettre par laquelle le roi lui disait que, prévoyant la difficulté de former une autre administration, il consentait à la présentation du bill; mais Peel ne voulut s'y hasarder qu'autant qu'il aurait la promesse de la sanction, il l'obtint, et le lendemain il dit à la chambre : « Je me lève comme ministre du roi, et soutenu par la juste autorité qui appartient à ce titre, pour défendre le conseil donné à sa majesté par un cabinet uni dans la même pensée. » Ce conseil était celui d'émanciper six millions de catholiques, et il fut adopté, après une sérieuse discussion dans l'une et l'autre chambre, par une majorité plus forte qu'on n'avait osé l'espérer. Toutes les fractions de l'opposition soutinrent le ministère, sans compromettre son projet par leurs exigences ni même par leurs éloges. Ainsi fut consommée cette grande réparation aux principes sacrés de la liberté religieuse; mais ce fut surtout le droit qui remporta la victoire. Les avantages que la politique avait espérés dans l'intérêt de l'ordre et de la tranquillité ne furent qu'en partie réalisés, et, cédant à des ressentimens plus légitimes dans leur origine qu'éclairés dans leur persistance, les catholiques, du moins ceux d'Irlande, ont médiocrement répondu à ce que la liberté anglaise avait fait pour eux.

Il n'en est pas moins vrai que la sagesse même inspira les auteurs de l'acte mémorable du 13 avril 1829. Ils agirent en hommes d'état, et la haine seule a pu suspecter les motifs d'une détermination qui devait coûter beaucoup à leur orgueil, à leurs croyances, à leurs affections, à leurs intérêts, car c'est sur eux que se vengea l'impuissance de leurs ennemis. On n'avait pu entraver le succès du bill dans les chambres; on cessa presque de l'attaquer pour s'en prendre à ceux qui l'avaient conçu. Le déchaînement contre Wellington en particulier fut tel que, peu habitué aux outrages de son parti, il crut devoir venger son caractère les armes à la main, et se battit avec lord Winchelsea pour le réduire à rétracter une imputation offensante. On voit dans les mémoires de Peel avec quelle amertume il ressentit les injustices dont il fut l'objet. Il ne s'en montra pas ébranlé; il était destiné à braver de bien autres colères encore. Son mérite propre, le trait caractéristique de sa conduite, c'est que, bien qu'il s'accuse avec beaucoup de modestie d'avoir peut-être cédé trop longtemps à des préjugés irréfléchis, il n'a pas plus que lord Wellington été amené à les mettre en oubli par un

changement philosophique d'idées: il n'a pas même cessé de prévoir les inconvéniens et les dangers de la réforme qui allait s'accomplir; mais à la refuser, à l'ajourner, les inconvéniens et les dangers étaient plus grands encore. Distinguer cela avec certitude et se conduire en conséquence, c'est là proprement la politique. C'est ce que surent faire Wellington et Peel, quoique deux des trois pouvoirs fussent contre eux, que l'opinion populaire fût contre eux, que la portion la plus énergique de leur parti menaçât de les abandonner, tandis que le sentiment auquel ils se ralliaient n'avait pour lui qu'une élite d'hommes éclairés et une masse de mécontens qu'ils n'étaient pas sûrs de regagner. Des associations séditieuses semblaient discréditer les concessions qu'elles appuyaient de leurs clameurs, car c'est une observation de sir George Lewis que l'émancipation a été, pour ainsi dire, emportée de force par les associations catholiques, la réforme parlementaire par les unions politiques, l'abrogation des lois sur les grains par la ligue *anti-corn-law*. Mais ni Wellington, ni Peel ne se sont en 1829 inquiétés de paraître céder à la menace. Le duc de fer (*the iron duke*) n'avait point de scrupules à reculer devant le danger de l'état, et tous deux savaient que la prudence qui transige avec la nécessité prouve souvent plus de fermeté d'esprit que l'entêtement inébranlable. C'est là la leçon que ces nobles personnages étaient destinés à donner aux conservateurs de tous les pays.

Nous n'en jugions pas tout à fait ainsi en France au milieu des événemens. Les ombrages du patriotisme nous rendaient difficilement justes pour lord Wellington, et peu après la loi d'émancipation le roi Charles X formait un ministère auquel le prince de Polignac a attaché son nom. Le roi George IV s'était montré fort royaliste en 1814; la restauration s'était faite en 1815 sous les auspices de Wellington. M. de Polignac, qui venait de quitter l'ambassade de Londres, prétendait aimer l'Angleterre, croyait avoir étudié ses institutions, et passait pour être recommandé par la bienveillance de ses ministres. Un point plus sérieux, c'est que l'intérêt que la France portait aux Grecs l'avait rapprochée de la Russie. M. de La Féronnays, qui, lui, avait été ambassadeur à Saint-Pétersbourg, inclinait naturellement de ce côté la politique française, et l'empereur Nicolas, dans sa querelle avec la Turquie, où ne l'avaient suivi ni l'Autriche ni l'Angleterre, avait apprécié assez haut le concours moral de la France pour lui faire espérer, en cas de guerre générale, un dédommagement territorial. Ce fut toujours le rôle de ce prince de donner en sens divers des espérances et de n'en réaliser aucune; mais c'était assez pour dire que le ministère Martignac représentait la politique russe, et le ministère Polignac la politique

anglaise. On exagérait ces différences, et surtout on était loin de la vérité, si l'on croyait que les ministres anglais eussent la moindre confidence des desseins de la cour des Tuileries. La politique des coups d'état était si bas dans leur estime qu'ils n'y pouvaient même croire.

Il était vrai cependant que leur rapprochement avec le parti libéral s'était borné à la coopération nécessaire pour résoudre la question des catholiques, et quand vint la session de 1830, ils se trouvèrent au sein des chambres dans une sorte d'isolement. Une section du parti tory leur gardait rancune. Huskisson les sommait d'entrer dans la voie des progrès administratifs et économiques. Au nom des amis de Canning, lord Palmerston leur reprochait le déclin de la politique anglaise dans l'opinion libérale du monde. Enfin le succès d'une première réforme si longtemps combattue encourageait sur tous les autres points le parti réformiste, et dans la ville de Birmingham quinze mille personnes se réunirent pour jeter les bases de l'association qui devint célèbre sous le nom d'*Union politique*. Elle avait pour objet la réforme parlementaire et le redressement des griefs des classes ouvrières.

Le roi, quelque souvenir qu'il pût conserver de la violence faite à ses préjugés l'année d'auparavant, n'aurait pas abandonné un cabinet qui était encore le plus résistant, le plus tory qu'il pût avoir; mais il mourut à soixante-huit ans, le 26 juin 1830, un mois juste avant la révolution de juillet.

Le duc de Clarence, Guillaume IV, qui lui succédait, s'était récemment séparé du ministère. Il s'était, selon l'usage, distingué du roi régnant dans l'appréciation de certaines questions et de certaines circonstances. Après lui, la couronne devait revenir à une enfant de onze ans, la fille de la duchesse de Kent et la nièce du prince Léopold de Cobourg, qui avait eu récemment à se plaindre de l'administration. La politique ministérielle n'était donc pas en progrès, et M. Brougham, les yeux fixés sur la France, s'écriait :

« Craignez que votre position ne devienne la même que celle du prince de Polignac. Il veut à toute force renvoyer les représentans de la France à leurs commettans. Ils vont élire une nouvelle assemblée, et cette grande nation se lève, non pas en armes, on aurait pu la réprimer, mais dans toute la gloire de la raison, pour le bonheur de tous les hommes libres, et de nous, de nous Anglais en particulier. Elle est résolue à réduire à néant les mesquines intrigues du prince un tel et du duc un tel, à ne pas plus s'embarrasser d'eux que d'une poignée de jésuites; elle est debout maintenant! Nous verrons dans ce pays, aussi bien que dans le nôtre, que les jours de la violence sont passés, et que celui qui viendra gouverner par la force de la royauté ou par le pouvoir militaire sera précipité du haut de sa grandeur. »

Un mois ne s'était pas écoulé depuis que ces paroles avaient été prononcées, qu'elles étaient confirmées par la révolution des trois journées. Jugez comment, dans l'état de l'opinion, cet événement, sympathique à tous les peuples, dut être accueilli en Angleterre. Comme pour en attester l'effet puissant, le bonheur voulut que les élections, suite nécessaire de l'avénement d'un nouveau roi, s'accomplissent au moment où l'opinion publique était encore émue de l'exemple donné par la France. On ne tarda pas à voir qu'elles amenaient sur la scène une chambre des communes qui, la première depuis quarante-six ans, respecterait peu les traditions inaugurées par les élections de 1784.

Le bon sens de Wellington, la prudence éclairée de lord Aberdeen, ne pouvaient se dresser contre le sentiment public, et d'ailleurs ils étaient de ceux qui croyaient que l'infortunée dynastie qui perdait la couronne de France l'avait de gaîté de cœur jetée au vent des révolutions. Ils s'en dédommagèrent sur les événemens de Belgique, qui leur paraissaient moins motivés, et qui atteignaient un prince protestant et la maison de Nassau. Leur langage fut relevé sévèrement par lord Grey et par M. Brougham. Chaque jour irritée davantage, l'opinion grondait autour de Westminster. Suivant un ancien usage, le roi, pour célébrer son avénement, devait accepter un repas que lui offrait la Cité de Londres. Le jour même où il devait se rendre à Guildhall, le 7 novembre, le festin fut contremandé par un billet du ministre de l'intérieur. On croyait avoir à craindre que dans le trajet le gouvernement du roi ne fût insulté dans sa personne. Le souvenir des insurrections de Paris et de Bruxelles agitait tous les esprits, et l'on avait dû réunir des troupes pour répondre de la tranquillité de la ville. Il était grand temps que la chambre intervînt : elle mit le ministère en minorité sur une question relative à la liste civile, et le cabinet fut dissous.

Les événemens qui suivirent appartiennent à une période de l'histoire parlementaire de l'Angleterre différente de celle dont nous nous sommes proposé d'indiquer les principaux traits. Qu'il nous suffise de dire qu'enfin lord Grey, montant au rang que Fox lui assignait, fut appelé à former un cabinet. Quelques mois après, lord John Russell demandait à la chambre des communes la permission de présenter un bill pour la réforme de la représentation de l'Angleterre et du pays de Galles. Une révolution se convertissait en réforme, et le peuple anglais prouvait une fois de plus qu'il était le peuple sage et intelligent de l'Écriture : *populus sapiens et intelligens.*

CHARLES DE RÉMUSAT.

L'IRLANDE

AU CINQUIÈME SIÈCLE

LE *SENCHUS-MOR*. — LES ORIGINES DU FÉNIANISME.

Il n'y a pas seulement des agitations et des révoltes en Irlande, un grand événement littéraire vient de s'y produire. Les vieilles lois celtiques ont été traduites; un premier volume a déjà paru, un second est prêt; les autres ne se feront pas longtemps attendre. Les voilà donc enfin mises au jour, ces fameuses lois *brehon* (1), vieilles de vingt siècles, qui, après la conquête anglaise, se sont maintenues cinq cents années en face des lois saxonnes et des lois normandes, et que l'Irlande regrette encore! Ce que l'on entrevoyait à peine à travers les fictions des romanciers et des poètes est devenu une réalité aussi précise que le code théodosien et que les Capitulaires de Charlemagne. Le temps de la légende est passé, celui de l'histoire commence. Il nous est donné d'apprécier la vraie nature d'une nationalité qui n'a jamais su se défendre, qu'on n'a jamais su dompter, et qui, durant tant de siècles, a traîné après elle des souvenirs de meurtre, de pillage, de science et de douce poésie. On va connaître les institutions d'une société qui ne ressemble ni à la société germanique, ni à la société féodale, ni à la société romaine, ni à la société moderne.

Je n'hésite pas à le dire, les vieilles lois celtiques sont, autant que j'en puis juger, historiquement supérieures à leurs analogues, les lois salique et ripuaire. Elles ont pour elles l'antiquité, la durée

(1) Les anciennes lois de l'Irlande s'appellent communément lois *brehon* à cause des *brehon*, ou juges, qui rendaient leurs arrêts en vers.

et l'unité de l'origine. Le *Senchus-Mor*, c'est-à-dire « le monument de la sagesse antique, » appelé aussi *Cain-Patrick* ou « lois générales de Patrick, » a été écrit de 438 à 441; tout est certain, le lieu, les hommes, l'occasion : la loi salique n'a été rédigée qu'au commencement du VIe siècle, et la plus ancienne des lois saxonnes d'Angleterre date de la fin du même siècle. Naturellement la durée des lois franques et saxonnes a été celle de la société dont elles étaient l'expression; en Irlande, dans ce pays tant de fois conquis et reconquis, l'état social n'a pas changé comme dans le reste de l'Europe. Aussi les lois *brehon* se sont-elles maintenues plus de seize siècles : d'une part, on trouve dans le *Senchus-Mor* des exemples et des précédens qui remontent jusqu'à un siècle avant l'ère chrétienne; d'une autre part, sous Henri VIII d'Angleterre, Cromer, archevêque d'Armagh, demandait et obtenait son pardon pour s'être servi des lois *brehon*, et en 1554, sous le règne de la reine Marie, le comte de Kildare obtenait un jugement en sa faveur d'après les mêmes lois. Toutefois ce qui donne au *Senchus-Mor* sa véritable valeur, c'est la pureté de l'origine. Si les lois salique et ripuaire se réfèrent à des usages anciens, ces lois, demi-barbares et demi-chrétiennes, n'ont été composées qu'après la conquête, alors que les mœurs premières avaient été modifiées par le contact de la civilisation romaine. Elles représentent un état intermédiaire et transitoire. Ici au contraire tout est primitif. Au Ve siècle, l'Irlande n'a été encore envahie par personne, aucun mélange étranger n'est venu corrompre les vieilles traditions nationales. Saint Patrick, en apportant le christianisme à l'Irlande, laissa intactes les institutions anciennes. Le mouvement qu'il provoqua fut tout intérieur et national : il se fit alors une merveilleuse alliance entre l'idéalisme barbare et le mysticisme chrétien, et c'est du milieu d'une société restée complétement barbare que sortit la lumière qui, au VIIe et au IXe siècle, éclaira l'Occident, tombé dans l'ignorance et dans la grossièreté. De même que l'Irlande a rendu jadis à l'Europe le dépôt de la science antique, elle lui rend aujourd'hui la tradition celtique.

Malheureusement la reconstitution exacte du texte et la traduction fidèle du *Senchus-Mor* sont une œuvre d'une extrême difficulté dans l'état actuel de l'érudition irlandaise. Une commission administrative, quelque bien composée qu'elle puisse être et de quelques lumières qu'elle s'entoure (1), ne peut pas faire ce que des

(1) Sur la demande du docteur Todd et du révérend Charles Graves, le gouvernement anglais a nommé, le 11 novembre 1852, une commission, composée de MM. Francis Blackburne, lord chancelier d'Irlande, le comte de Rosse, lord Dunraven, lord Talbot de Malahide, Richard Pigot, lord chef baron de la cour de l'échiquier, Joseph Napier, attorney général, les révérends Robinson, Todd, Graves, Petrie, et le major-général Lar-

générations successives d'érudits auraient pu seules accomplir. C'est en vers et dans l'idiome primitif de l'Irlande, dans la langue appelée *bérla-feini*, que le *Senchus-Mor* a été d'abord écrit. Au xe siècle, le *bérla-feini* n'était plus compris. Le *Senchus-Mor* fut alors traduit, comme on disait, d'irlandais grossier en bel irlandais. Or le bel irlandais du xe siècle est devenu à son tour incompréhensible pour ceux qui, en très petit nombre, savent lire et écrire ce que nous appelons aujourd'hui le vieil irlandais, c'est-à-dire la langue des habitans des parties maritimes du sud et de l'ouest de l'Irlande. Pour atteindre jusqu'au *Senchus-Mor*, il faut donc passer à travers deux langues mortes et une langue vivante étrangère aux Irlandais instruits. Cependant les outrages subis par le texte primitif n'ont peut-être pas été aussi profonds qu'on pourrait le supposer. Nous sommes en Irlande, c'est-à-dire dans un pays où les hommes ont de tout temps regardé en arrière, dans un pays où l'on respecte le passé. On peut, dit-on, retrouver en beaucoup d'endroits du *Senchus* les vers anciens sous la prose qui les recouvre, et l'extrême difficulté qu'a rencontrée la traduction prouve avec quel soin les mots anciens ont été conservés. De toutes les causes qui ont rendu si fréquentes les altérations des manuscrits latins, aucune ne s'est produite ici. Il n'y a pas eu de changement dans l'état social. Après l'invasion anglaise, la société irlandaise n'a pas été détruite; jusqu'au règne d'Élisabeth, elle a conquis ses conquérans. Il n'y a aucune question ecclésiastique soulevée par le *Senchus;* on n'y parle ni de juridiction ecclésiastique, ni d'immunités pour les terres de l'église. Qui donc l'aurait altéré? Les *brehon*, ces poètes juges et maîtres des écoles de jurisprudence? Leur honneur et leur intérêt étaient de maintenir intacte la tradition nationale, et s'ils ont, comme cela est évident, successivement multiplié la nécessité de la présence des gens de loi à chaque pas de la procédure, s'ils ont accru tout ce qui était dommages, amendes et argent d'honneur (*honneur* entendu dans le sens d'*honoraires*), cela ne touche pas au caractère même des institutions. D'une autre part, bien que les manuscrits que l'on possède soient de dates relativement récentes, du xive, du xve et même du xviie siècle, ces manuscrits portent en eux-mêmes un témoignage d'authenticité. L'un appartenait à une famille de *brehon* du Connaught restée fidèle aux descendans de Roderick O'Connor, le

com, pour diriger et surveiller la traduction des anciennes lois d'Irlande. Les personnes qui ont pris la principale part à la collation des manuscrits et à la traduction sont le docteur O'Donovan, le professeur O'Curry, M. Neilson Hancock, professeur de jurisprudence, et M. O'Mahony, professeur d'irlandais à l'université de Dublin. M. Neilson Hancock a dirigé la publication.

dernier des rois généraux d'Irlande; l'autre était l'exemplaire du dernier *brehon* des comtes Desmond. La plupart ont été recueillis en Irlande par le célèbre antiquaire gallois Edward Lhwyd. Tombés entre les mains de sir John Sebright, ils furent donnés par celui-ci à la bibliothèque du Trinity-College sur les vives instances d'Edmond Burke, et dans l'espérance qu'un jour ils pourraient être traduits.

Mais s'il faut passer condamnation sur des altérations qu'il est difficile de réparer, et qui probablement touchent à la forme plutôt qu'au fond, il est impossible d'approuver la manière dont on en a usé avec les gloses. Elles ont été prises indifféremment dans tous les manuscrits et jetées pêle-mêle, sans distinction d'origine, de temps ni de lieux. Je veux croire avec le docteur Todd, si compétent en pareille matière, que la plupart de ces gloses sont antérieures au xe siècle; je veux admettre avec l'habile directeur de la publication qu'il n'y a pas d'anachronisme à insérer des gloses, même du xve siècle, quand il s'agit de questions de jurisprudence. Du ve au xe siècle cependant l'Irlande a passé par deux phases distinctes : l'une d'élévation et de progrès à partir de l'apostolat de saint Patrick, l'autre de décadence à dater des occupations danoises. Et du xe au xve siècle il y a eu certainement des habitudes féodales introduites par les conquérans anglo-saxons, qui, si elles n'ont pas détruit la législation antérieure, ont pu modifier le caractère du pouvoir des chefs. Il serait utile aussi de connaître à quelle date ont été écrites certaines gloses du *Senchus*, celle par exemple qui fait descendre les Irlandais d'un fils de Feinius, roi de Phénicie, époux de Scotia, fille de Pharaon, d'où viennent, comme de raison, les noms de Feini, de Scotts, et sans doute de *Fenians*. Généralement ces histoires appartiennent aux époques de décadence; pour consoler les peuples de leur abaissement, on leur fabrique des généalogies. Il peut se faire, comme le prouve indirectement le texte du *Senchus*, que celle-ci ait été inventée au moment où l'on écrivait en France la fable de Francus, fils de Priam, et de la lignée de Pharamond. Peut-être est-ce à la même époque, c'est-à-dire au ixe siècle, qu'appartient la glose relative aux combats de Fergus, roi d'Ulster, avec les fées et les monstres marins. Il serait curieux de le savoir. On aurait ainsi la preuve du demi-paganisme qui s'empara de l'Irlande durant les occupations danoises, et l'on saurait que c'est de ce temps que datent toutes ces superstitions populaires qui, dans les campagnes de l'Irlande, se mêlent au souvenir des Danois. Si (comme il était possible de le faire, grâce aux modifications successives de la langue) on avait assigné à chaque glose importante du *Senchus* une date approximative, on aurait jeté les premiers fondemens d'une histoire véridique d'Irlande; avec le procédé qui a été suivi, tandis

qu'une partie des gloses éclaire le texte du *Senchus*, une autre tend à l'obscurcir.

La traduction elle-même, malgré son mérite incontestable, n'est pas toujours à l'abri du reproche. On a conservé un grand nombre de mots en irlandais, faute d'en pouvoir préciser le sens, et parmi ces mots sont ceux qui qualifient l'état des personnes et indiquent la valeur des choses. Ailleurs, en ayant le soin de le faire remarquer, on intercale des mots et on modifie le sens dans l'intérêt de la clarté. Ces changemens ne sont pas toujours heureux. Dans un passage parfaitement clair, on crée une équivoque en ajoutant au milieu : « suivant d'autres. » Dans un autre passage, on traduit le mot de *canon* par celui d'*évangile*. Pour qui est au courant de la polémique irlandaise moderne, la préoccupation d'esprit qui a produit ces modifications est facile à saisir. Il en est d'autres qui s'expliquent moins. Si, dans les îles britanniques, sous une plume loyale, après le mot de reine vient naturellement le mot de sujet, ce n'est pas une raison pour traduire « la reine et le sujet » quand il y a « la reine et les non-reines, » surtout lorsque la glose explique que la première femme du roi avait seule droit au titre de reine et que les autres n'étaient pas des reines. Ailleurs, on traduit « le roi ou le vassal » quand il y a « le roi ou les hommes de son sang; » plus loin, au lieu des « membres de la tribu, » on dit « les suivans du chef. » Il n'y a donc pas d'illusion à se faire, le *Senchus* n'est parvenu jusqu'à nous qu'après avoir subi deux altérations : l'une quand il a été traduit du *bérla-feini* en irlandais du Xe au XIIIe siècle, l'autre quand il a été traduit d'irlandais en anglais. Le *Senchus-Mor* n'en est pas moins un des monumens de l'histoire, le monument d'une société disparue. Si quelques pierres ont été changées à l'édifice, si une fausse couleur couvre quelques-unes des parties, les grandes lignes restent pures, et l'esprit de critique le moins exercé peut retrouver l'originalité première.

Deux choses donnent à ce livre un caractère singulièrement vénérable. C'est une loi sans législateur, un recueil de coutumes antiques, de précédens et d'exemples, de conventions internationales passées entre les trois grandes tribus qui divisaient l'Irlande, et de jugemens rendus par des *brehon* et des poètes auxquels on attribuait une inspiration divine. Sen-Mac-Aige avait sur les joues trois taches rouges toutes les fois que le jugement était mauvais, et ses joues redevenaient blanches lorsque le jugement était bon. Connla, grâce au Saint-Esprit, n'a jamais prononcé de jugement inique. Si Fachtna prononçait un mauvais jugement, tous les fruits de la contrée tombaient, et les vaches repoussaient leurs veaux; quand le jugement était équitable, les fruits devenaient abondans, et le lait

remplissait les mamelles des vaches. Fithal n'a jamais prononcé un jugement mauvais, parce qu'il portait en lui la vérité de la nature. Morann n'a jamais rendu de jugement sans avoir une chaîne autour du cou : lorsque le jugement était mauvais, la chaîne le serrait à l'étouffer; lorsqu'il était bon, elle tombait d'elle-même. Au prestige de l'antiquité vient se joindre le respect pour la religion. Ces coutumes, ces précédens, ces conventions, ont été soumis à saint Patrick, l'apôtre de l'Irlande. Il a fait effacer tout ce qui dans l'ancienne loi contredisait la loi nouvelle, tout ce qui dans la loi de nature, comme on l'appelait, ne concordait pas avec l'Évangile. Le *Senchus-Mor* est ainsi devenu le *Cain-Patrick*. D'une part, il contient les institutions de la vieille société celtique; de l'autre, il est le témoignage de l'alliance du clan et du christianisme. Une explication celtique peut seule donner une idée complète du caractère de la loi celtique, et je ne crois pouvoir mieux faire que de transcrire ici le préambule historique du *Senchus*, bien qu'il soit dans quelques parties d'une date évidemment moins ancienne que le *Senchus* lui-même, du VIe ou du VIIe siècle. Je me permettrai seulement d'abréger un peu et de traduire en français les mots laissés en irlandais dans la version anglaise.

« Le lieu où le *Senchus* a été écrit, le lieu où le poème a été composé a été Teamhair (1) en été et en automne à cause de la pureté et de l'agrément de son climat pendant ces saisons, — et en hiver et au printemps Rath-Guthaird à cause de la chaleur de ce lieu pendant le froid et du voisinage du bois de chauffage. C'était la quatrième année du règne de Laeghaire, fils de Niall, roi d'Érin, et la neuvième du règne de Théodose, monarque du monde (2), au temps où Patrick, comme dit le poète, baptisait avec gloire et prêchait l'Évangile aux illustres enfans du peuple de Milidh.

L'occasion qui fit écrire le *Senchus* fut celle-ci : Patrick étant venu en Irlande pour baptiser et répandre la religion parmi les Gaeidhil, Laeghaire ordonna à ses gens de tuer ceux de Patrick. Il dit qu'il donnerait son dû à toute personne qui tuerait, et que d'avance il accordait pardon. Or Nuada Derg, fils de Niall et frère de Laeghaire, qui était en captivité, dit que, s'il était remis en liberté et recevait d'autres récompenses, il tuerait l'un des gens de Patrick. Après qu'il eut donné caution de remplir sa promesse, on le relâcha, et il prit le commandement de la cavalerie de Laeghaire. Saisissant sa lance, il va vers les clercs, se jette sur eux et tue Odhran, conducteur du char de Patrick.

Le clerc était sur son chariot, et c'est contre lui-même que le coup avait été dirigé. Irrité, il leva les mains vers le Seigneur et resta dans l'attitude de la prière avec les mains jointes. Alors il y eut un grand ébranlement et un tremblement de terre; le soleil fut couvert d'obscurité, et il vint

(1) Tara, colline où l'on couronnait les rois d'Irlande.

(2) Il y a une erreur de date de quelques années en ce qui touche le règne de Théodose le Jeune.

une éclipse. On dit que les portes de l'enfer furent alors ouvertes, que Teamhair fut renversée, et que c'est depuis lors que Teamhair est restée inclinée; mais le Seigneur ordonna à Patrick de baisser les mains et d'obtenir jugement des *brehon* d'Érin pour son serviteur assassiné. Patrick consentit à ce que Dieu lui ordonnait.

« En conséquence il choisit pour juge le poète royal de l'île d'Érin, Dubhthach-Mac-ua-Lugair, qui était un vase plein de la grâce du Saint-Esprit. Dubhthach toutefois n'en fut pas d'abord content, et il dit : « Il m'est pénible, ô clerc, que tu te sois adressé à moi. Il est cruel pour moi d'être dans cette cause entre Dieu et l'homme, car si je dis que le crime ne doit pas être expié par une compensation, ce sera une tache pour ton honneur, et tu ne trouveras pas le jugement bon. Et si je dis que la compensation doit être payée et que le crime doit être puni, cela ne sera pas bien aux yeux de Dieu, car ce que tu as apporté avec toi en Érin est le jugement de l'Évangile, et il contient le parfait oubli du mal que chacun peut faire à un autre. »

« — Soit, dit alors Patrick. Ce que Dieu t'inspirera, dis-le, car ce n'est pas toi qui parleras, c'est l'esprit de notre père qui parlera en toi. »

« Patrick bénit la bouche de Dubhthach, et, la grâce du Saint-Esprit étant descendue sur ses paroles, celui-ci prononça le poème suivant :

« — C'est la force du christianisme que les mauvaises actions soient punies; car où serait la religion, s'il n'y avait pas un pouvoir pour arrêter le vice? Grâce à une âme étrangère, nous avons appris à connaître le baptême, qui rend aux hommes leur pureté première. La vérité a ici deux faces, car le démon n'a pas droit au pardon au jour du jugement dernier, et il n'en est pas ainsi pour l'homme. Depuis le crucifiement, on a droit au pardon aussi longtemps qu'on ne retombe pas dans le mal.

« Écoute-moi, ô Dieu, dirige ma route! Les anciens pères, les pères au puissant savoir, n'ont pas perverti les jugemens du Seigneur, et je ne suis pas obligé d'accumuler les injures sur les crimes sanglans des hommes. Les deux lois contiennent des exemples de vengeance : je puis le prouver par mes joues, je ne souillerai pas leur blanc honneur; mais il y avait dans la première loi des hommes d'Érin des choses que Dieu n'a pas daigné accorder dans sa loi nouvelle. La Trinité n'a pas daigné pardonner à Adam, malgré la toute-puissance céleste. La grâce que Dieu lui a faite a été la vie éternelle. Laissez donc mourir quiconque tue un être humain, fût-ce le roi qui court après une couronne à la tête d'une armée, fût-ce la personne la plus insignifiante et la plus impuissante, fût-ce le plus noble des savans. Toute personne vivante qui donne la mort doit, quand elle est jugée, subir la mort. Celui qui laisse un criminel échapper est lui-même coupable et doit subir la mort d'un criminel. Au jugement de la loi, dont, comme poète, j'ai reçu la tradition, il est mal de tuer par une basse action. Je prononce l'arrêt de la mort, de la mort pour le crime de quiconque tue mais Nuada est donné au ciel, il n'est pas donné à la mort (1). »

« Cette sentence rendue, Patrick demanda aux hommes d'Érin de se réunir en un lieu où il pût conférer avec eux. Ils y vinrent, et l'Évangile du Christ fut prêché à tous. Or, quand les hommes d'Érin eurent entendu par-

(1) Nuada, dit la glose, fut condamné à mort, et Patrick promit de sauver son âme.

ler de tout ce qu'avait fait Patrick depuis son arrivée en Érin, de la manière dont il avait tué les vivans et ressuscité les morts, et quand ils virent Laeghaire et ses druides domptés par les grands signes et par les miracles qui s'étaient accomplis, ils se courbèrent en obéissance à la volonté de Dieu et de Patrick; puis Laeghaire dit : « Il est nécessaire pour vous, hommes d'Érin, que toutes les lois soient revisées et arrangées par nous aussi bien que celle-ci l'a été. — Il serait bien d'agir ainsi, » dit de son côté Patrick.

« C'est alors que Dubhthach reçut l'ordre de produire tous les jugemens, toute la poésie d'Érin, et toutes les lois qui avaient prévalu parmi les hommes d'Érin comme lois de nature, les décrets des voyans, les jugemens de l'île d'Érin et les vers des poètes.

« Il avait été prédit que la parole pure de la bénédiction serait entendue en Érin et que les canons y seraient apportés. Jusqu'alors c'était l'Esprit-Saint qui avait parlé et qui avait prophétisé par la bouche des hommes justes qui étaient jadis dans l'île d'Érin, comme il avait prophétisé par la bouche des grands prophètes et des nobles pères de la loi patriarcale, et la loi de nature prévalut tant que la loi écrite ne fut pas connue.

« Maintenant les jugemens de la vraie nature que le Saint-Esprit avait fait rendre par la bouche des *brehon* et justes poètes des hommes d'Érin, depuis la première occupation de cette île jusqu'à ce qu'elle eût connu la foi, furent soumis à Patrick par Dubhthach, et tout ce qui n'était contraire ni à la loi écrite du Nouveau-Testament ni aux consciences des croyans, fut confirmé dans les lois des *brehon* par Patrick, par les ecclésiastiques et par les chefs d'Érin, car la loi de nature avait eu parfaitement raison, sauf en ce qui touche la foi, ses devoirs et l'union de l'église et du peuple. Et c'est cela qui est le *Senchus-Mor*.

« Neuf personnes furent désignées pour écrire ce livre : Patrick, Benen et Cairnech, trois évêques; Laeghaire, Corc et Daire, trois rois; Rosa, c'est-à-dire un maître de jurisprudence, Dubhthach, c'est-à-dire un docteur du *bérla-feini*, et Fergus, c'est-à-dire un poète.

« Ceci est le *Cain-Patrick*, et pas un *brehon* vivant des Gaeidhil n'a le droit de changer aucune des choses qui se trouvent dans le *Senchus-Mor*.

« Le *Senchus* des hommes d'Érin, qui l'a conservé? La mémoire des anciens, la tradition d'une oreille à une autre oreille, les compositions des poètes, l'addition de la loi de la lettre et la force de la loi de nature.

« Dans le *Senchus* ont été établies des règles pour le roi et pour les hommes de son sang, pour la reine et pour les non-reines, pour le chef et pour le dépendant, pour le riche et pour le pauvre, pour le prospère et pour le malheureux.

« Dans le *Senchus* ont été établis des dommages pour chacun suivant sa dignité, car le monde était dans l'égalité avant que le *Senchus-Mor* fût écrit.

« Dans le *Senchus* ont été établis des dommages égaux pour le roi, pour l'évêque, pour le chef de la loi écrite, pour le chef poète qui improvise et pour les chefs auxquels un dommage est dû à cause de l'étendue de leurs terres et qui ont leur fortune légale et leur chaudron toujours plein.

« Dans le *Senchus*, il a été pourvu à ce que le bien n'allât pas aux méchans, ni le mal aux bons.

« Dans le *Senchus* ont été promulguées les quatre lois suivantes : la loi sur la nourriture et sur l'éducation (*fosterage*), la loi relative aux libres tenanciers, la loi relative aux bas tenanciers et la loi des parentés sociales, ainsi que celle qui force à observer les contrats verbaux, car le monde serait dans la confusion, si les contrats verbaux n'étaient pas obligatoires.

« Il y a quatre dignitaires d'un territoire qui peuvent être dégradés : un roi injuste, un évêque impudique, un poète prévaricateur et un chef indigne qui ne remplit pas ses devoirs. A ceux-là, il n'est pas dû de dommages. »

Je ne sais si je me trompe, et si le peu de goût que m'inspirent certaines polémiques modernes donne pour moi trop d'attrait à la vérité ancienne; mais il me semble qu'il y a plus de lumière sur la mission de saint Patrick et les procédés de son apostolat dans le récit à la fois authentique et légendaire du *Senchus* que dans les *Vies des Saints* ou les écrits de saint Patrick lui-même. Saint Patrick était un Gallo-Romain d'une naissance et d'une éducation plutôt distinguées; mais il avait été à seize ans pris par des pirates et emmené en Irlande. Pendant les six années que dura sa captivité, il se familiarisa avec la langue des habitans, adopta leurs mœurs, conçut un si vif amour pour l'Irlande que, de retour dans sa famille et au milieu de ses saintes études, l'Irlande, comme il le raconte lui-même, remplissait ses nuits de rêves et ses jours de pensées. Lorsqu'il se sent appelé par des voix divines à retourner dans le pays où il avait été esclave, il vient seul ou presque seul. Ses armes sont la douceur de l'Évangile et la force de sa foi. Il lui faut conquérir l'Irlande avec l'aide des Irlandais. Comment aurait-il été blesser leurs sentimens nationaux, attaquer leurs traditions et entraver l'œuvre du christianisme au profit d'une civilisation latine qui tombait et d'un empire romain incapable de défendre ses provinces? Aussi le voit-on accepter tout ce qui est juste, bon ou simplement innocent. Ses efforts sont dirigés contre le druidisme et le paganisme organisés. Il captive, il achète la tolérance des chefs; il ménage les poètes, auxquels il ne défend que les sortiléges en leur laissant libre carrière en ce qui touche les chants nationaux, et il montre pour les superstitions inoffensives une complaisance qui n'étonnera que ceux qui n'ont jamais cherché à atteindre un but. On en jugera par l'hymne qui a été pendant dix siècles la prière de toute l'Irlande, et qu'on chante encore aujourd'hui dans plus d'une cabane. Plusieurs ont contesté l'authenticité de cette vieille poésie irlandaise, et n'ont pas voulu qu'elle fût de saint Patrick à cause du mélange de doux paganisme et de ferveur chrétienne qui s'y trouve; mais ce mélange même est une marque d'origine. Saint Patrick battait ses ennemis avec leurs propres armes, et dans tous ses actes il s'est efforcé de réduire le champ du combat.

« Je lie à ma personne en ce jour la puissance d'une invocation à la Trinité, la puissance de la foi en l'unité dans la Trinité, la puissance du Créateur des élémens.

« Je lie à ma personne en ce jour la puissance de l'incarnation et du baptême, la puissance du crucifiement et de la sépulture, la puissance de la résurrection et de l'ascension, la puissance du jugement dernier.

« Je lie à ma personne en ce jour la puissance de l'amour des séraphins, de l'obéissance des anges, de l'espérance en la résurrection et dans les récompenses futures, la puissance des prédictions des prophètes, de la prédication des apôtres, de la foi des confesseurs, de la piété des vierges saintes et des actes des hommes justes.

« Je lie à ma personne en ce jour la grandeur du ciel, la lumière du soleil, la blancheur de la neige, la force du feu, l'impétuosité de l'éclair, la rapidité du vent, la profondeur de la mer, la solidité de la terre, la dureté du roc.

« Je lie à ma personne en ce jour la puissance de Dieu pour me guider, la force de Dieu pour me soutenir, la sagesse de Dieu pour m'enseigner, l'œil de Dieu pour veiller sur moi, l'oreille de Dieu pour m'entendre, la bouche de Dieu pour me faire parler, la main de Dieu pour me protéger, la voie de Dieu pour diriger mes pas, le bouclier de Dieu pour m'abriter, l'armée de Dieu pour me défendre :

« Contre les embûches des démons, contre les tentations des vices, contre les convoitises de la nature, contre quiconque médite de me nuire, de loin ou de près, seul ou accompagné.

« J'ai lié à ma personne toutes ces forces, afin de résister aux forces ennemies dirigées contre mon corps et contre mon âme. Je les ai liées contre les enchantemens des faux prophètes, contre les lois noires des païens, contre les lois mensongères de l'hérésie, contre les préceptes de l'idolâtrie, contre les sortiléges des femmes, des forgerons et des druides, contre tout savoir qui aveugle l'âme de l'homme.

« Christ soit avec moi, devant moi, derrière moi, dans moi, au-dessus et au-dessous de moi, à ma droite et à ma gauche, dans le fort, sur le siége du char, à la poupe du navire!...

« Je lie à ma personne en ce jour la puissance d'une invocation à la Trinité dans l'unité, la puissance du Créateur des élémens. »

Si le goût des légendes n'avait pas détruit le sentiment de la vérité historique, on aurait remarqué la circonstance capitale qui, en assurant le succès de saint Patrick, a déterminé sa conduite politique. Cette circonstance fut le concours des *brehon* d'Irlande. Juges héréditaires et maîtres héréditaires des écoles de jurisprudence suivant les règles un peu vagues de l'hérédité irlandaise, — c'est-à-dire tantôt le frère succédant au frère, tantôt l'une des branches de la famille à une autre branche, ou le plus digne à l'indigne, — les *brehon* avaient, dès le ve siècle, l'influence qui a fait donner aux lois d'Irlande le nom de lois *brehon*. Ils étaient les juges d'une justice indépendante, et ils possédaient l'action, toujours contestée et

toujours victorieuse, qu'exerce la subtilité de l'intelligence dans une société grossière. Même à défaut de preuves directes, on pourrait affirmer qu'il y avait inimitié entre l'ordre des *brehon* et l'ordre des druides. Des juges qui se disent les interprètes de la loi de nature et des prêtres qui prétendent dominer les élémens ne peuvent pas vivre en bonne intelligence. D'ailleurs les deux professions empiètent l'une sur l'autre. On voit par une glose du *Senchus* qu'avant l'arrivée de Patrick les poètes, — non pas les simples bardes, mais les poètes *ollamh*, qui faisaient partie de l'ordre des *brehon*, historiens nationaux et gardiens des registres de généalogie, reçus maîtres dans des écoles, capables de réciter les sept fois cinquante histoires et d'improviser un quatrain, — se livraient à la bonne aventure, et ne dédaignaient pas les profits des sortiléges. D'un autre côté, la justice des *brehon* étant une des justices les plus coûteuses qui aient jamais existé, il est probable qu'elle était souvent remplacée par les divinations des druides. Il existe toutefois des preuves directes de la vieille antipathie des deux ordres. Cinquante ans environ avant saint Patrick, le chef des *brehon* du Connaught et l'un des poètes les plus réputés de l'Irlande, celui-là même qui ne prononça jamais un faux jugement, parce qu'il était inspiré par la grâce du Saint-Esprit, Connla Cainbhrethach, avait coutume de disputer contre les druides. Il leur disait : « Vous prétendez avoir créé le ciel, la terre, la mer, le soleil et la lune. Faites seulement que le soleil et la lune brillent une seule fois au nord, et nous vous croirons. Vous ne le pouvez faire : il vaut donc mieux pour nous croire en celui qui a créé le ciel et la terre que de croire en vous. » Dubhthach, chef *brehon* du temps de saint Patrick et le principal rédacteur du *Senchus-Mor*, fut un des premiers convertis, et devint ensuite évêque sans cesser d'être *brehon* et de composer des poèmes que l'on possède encore. Enfin le *Senchus* entier porte témoignage de l'alliance des *brehon* et de saint Patrick. Or si les *brehon* étaient, par leur intelligence et leurs lumières, les mieux disposés à recevoir la foi chrétienne, si en outre une vieille haine les faisait se réjouir de l'abaissement des druides, ils étaient en même temps les conservateurs des traditions nationales et les plus intéressés à les maintenir. Saint Patrick n'aurait pu les gagner à la cause du christianisme, il eût échoué, comme son prédécesseur Palladius, s'il n'eût accepté et sanctionné par son acceptation ce qu'on appelait la loi de nature. Il laisse déclarer que les anciens poètes avaient été inspirés par le Saint-Esprit comme les pères de la loi patriarcale, et il donne à la tradition celtique une autorité sacrée, analogue à celle que possède dans le reste du monde l'Ancien Testament. Ainsi s'est faite dès l'origine l'union de la nationalité et de la religion qui a toujours depuis caractérisé l'Irlande.

Les faits portent le même témoignage. Lorsque saint Patrick, après avoir converti quelques-uns des clans de l'Ulster, prit le parti hardi de marcher sur Tara et d'allumer le feu du Seigneur en face de celui des druides, il s'était, comme il le dit lui-même, ménagé des intelligences dans le camp des adversaires. Il comptait sur l'appui des *brehon*, car, si l'on en croit saint Patrick, il n'y eut ici aucun miracle. Le seul miracle dont il parle dans l'admirable écrit intitulé sa *Confession*, c'est le miracle de la conversion de tout un peuple opérée par un ouvrier tel que lui. En butte à la violence ouverte, il fait appel à la justice des *brehon*. Dubhthach lui donne raison. Le roi Laeghaire sent qu'il y a pour lui plus de danger à résister qu'à céder. Les druides sont mis en déroute, le peuple acclame la religion du Christ, et saint Patrick devient tout à coup une puissance, pour nous servir du langage de Sidoine Apollinaire. Il parcourt l'Irlande, baptisant les néophytes, ordonnant des prêtres et des évêques, apprenant lui-même aux fidèles à lire et à écrire. Il fonde une église, ou, pour mieux dire, un clergé; il fonde surtout des monastères de femmes où les filles des chefs vont, à la suite de sainte Brigitte, chercher un refuge contre la grossièreté des mœurs, et des monastères d'hommes où des milliers d'écoliers se livreront bientôt à la recherche de la vérité pure. Pas un des mots que prononce saint Patrick n'est hostile aux vieilles institutions ni aux vieilles traditions, et c'est à bon droit qu'il répond à ses amis des Gaules qui lui reprochent de trop aimer l'Irlande et d'y avoir cherché la puissance et la richesse : « Je porte témoignage en vérité et dans la joie de mon cœur, devant Dieu et devant ses saints anges, que je n'ai pas eu d'autre motif pour retourner dans ce pays, d'où je m'étais échappé une première fois avec tant de peine, que l'Évangile et ses promesses. »

Il n'appartient pas à mon sujet d'entrer dans les discussions religieuses auxquelles a donné lieu l'apostolat de saint Patrick. Je ne m'occupe ici que du côté politique de sa vie, et il semble pleinement démontré, par l'introduction même du *Senchus*, que saint Patrick, en apportant le christianisme à l'Irlande, ne chercha pas à la rendre romaine, et que le *Senchus-Mor*, quoique approuvé par saint Patrick, est une loi purement celtique et inspirée par les plus vieilles traditions celtiques.

Quelle était cette barbarie, ou, pour mieux dire, cette société envers laquelle saint Patrick montrait tant de complaisance? Avant le *Senchus*, dit le préambule, le monde était dans l'égalité. Nous voilà, dès le premier pas, bien loin des lois salique et ripuaire et des mœurs des Germains de Tacite, d'où Montesquieu fait sortir la féodalité, bien qu'on comprenne peu la féodalité quand les lois sont personnelles et non réelles, quand elles dépendent de la race et non

du territoire. D'ailleurs l'Irlande ne connut jamais le régime féodal; elle passa d'un seul coup, par le fait de derniers malheurs, de la société du ve siècle à la société moderne, et c'est la difficulté de concilier les sentimens de deux sociétés si différentes qui, plus encore que les divisions religieuses, rend difficile de la bien gouverner.

L'Irlande a donc commencé par l'égalité, et le mot d'égalité n'est pas ici un accident de rédaction; il est question, dans plusieurs parties du *Senchus* et des gloses, d'un état social antérieur au régime du clan, et qui est qualifié avec une sorte de mépris « le temps où chacun était seul responsable de ses dettes et de ses crimes. » Les auteurs des gloses ne savent comment interpréter ce mot d'égalité; ils disent « égalité d'ignorance et de superstition, égalité, le régime où il n'y a d'autre droit que la force, égalité en ce qui touche le droit à des dommages... » En d'autres termes, c'est l'égalité devant la loi. Or cette égalité fut altérée pour donner même privilége au roi et au *brehon*, à l'évêque et au poète, c'est-à-dire à tous les chefs en exercice, suivant ces deux axiomes de la loi celtique : « Les chefs de tous les degrés appartiennent également à l'ordre des chefs. — Chacun est au même titre maître de sa terre, qu'elle soit petite ou qu'elle soit grande. » Si saint Patrick, en défendant aux poètes la sorcellerie, leur donna, comme il le dit, plus qu'il ne leur enlevait, un privilége commun au roi et au gardien des registres de l'état civil se rapproche fort de l'égalité.

Ce n'est pas tout. Il ne suffit pas de posséder la dignité, il faut la mériter. « On ne doit pas donner le bien au méchant. » Contre le roi qui ne rend pas justice à son tenancier, contre l'évêque impudique, le poète prévaricateur et le chef indigne, l'insurrection est le plus saint des devoirs. Les cas de déchéance sont singulièrement multipliés. Presque tous les crimes, la diffamation comprise, y donnent légalement lieu, les uns quand il y a récidive, les autres sans récidive. On retrouve l'esprit de saint Patrick dans deux dispositions. Le chef laïque peut conserver son droit au dommage quand l'évêque le perd, parce que c'est la puissance matérielle qui l'a fait accorder à l'un, et la vertu à l'autre. Également l'évêque marié peut, après avoir fait pénitence d'un adultère, recouvrer son siége; mais il n'en est pas de même pour l'évêque non marié, parce que celui-ci est tombé de plus haut. Il ne lui reste, après avoir fait pénitence, qu'à devenir ermite ou pèlerin, exilé de Dieu, pour parler le langage poétique de la vieille Irlande.

Dans le paragraphe relatif aux dommages ou honoraires accordés aux rois, aux évêques, aux *brehon* et aux poètes, il est question d'une cinquième classe de personnes qui jouissent du même privilége. C'est le chef ou le propriétaire (les deux mots ont ici la même

signification) qui possède sa fortune légale et a le chaudron toujours plein. Ce chef s'appelait en irlandais le *brewy*, et l'on a laissé le mot irlandais dans la traduction anglaise, bien qu'à l'aide des gloses le sens fût facile à préciser. Quiconque avait un tenancier était un chef, et les chefs du dernier degré sont ceux qui n'ont qu'un tenancier. Au premier degré sont les *brewy*, dont l'honneur, comme dit une glose, est de garder chez eux des animaux gras impropres à la reproduction. Le *brewy* du premier rang, car il y en a deux, est un homme qui vit dans une maison à quatre portes, à travers laquelle coule un ruisseau d'eau vive, pour produire un courant d'air et chasser l'humidité. Il doit entretenir au moins deux cents ouvriers et posséder deux cents têtes de bétail de chaque espèce. Il doit avoir son chaudron toujours pendu à la crémaillère et toujours plein de trois espèces de viande, bœuf, mouton et porc, avec une juste proportion de gras et de maigre, afin d'être toujours en mesure de remplir les devoirs de l'hospitalité. Il faut que l'on puisse tirer du chaudron une nourriture suffisante pour tout venant et convenable pour chacun suivant son rang : la hanche pour le roi, pour l'évêque et pour le *brehon*, le gigot pour le jeune chef, la tête pour le conducteur du char, et le filet pour la reine. Au roi contre lequel il y a de l'opposition, on ne donnera que les parties inférieures de l'animal, parce qu'il n'a droit alors qu'à la moitié des honoraires de son rang. C'est comme compensation aux charges de l'hospitalité que des dommages ou des honoraires supérieurs ont été accordés au *brewy*; mais si d'une part il reçoit des dommages considérables pour tous les préjudices qui lui sont causés et de fréquens honoraires pour tous les témoignages qu'il est appelé à porter, il est exposé d'autre part, en vertu des parentés sociales, à payer les dettes, les compensations et les amendes d'une infinité de personnes. Sa situation est presque aussi précaire que celle des rois. Il y avait probablement au ve siècle autant de fils de rois et de fils de *brewy* réduits à la misère ou à une condition médiocre, qu'il y en a aujourd'hui. Aussi les anciens annalistes irlandais ne disent-ils pas : « Dans tel combat mourut le fils d'un roi. » Ils disent : « Dans tel combat mourut celui dont on aurait pu faire un roi. » Le préambule du *Senchus* se termine par un appel à la révolte contre les chefs qui ne remplissent pas leurs devoirs. C'est justice sous un régime où la naissance donne l'aptitude à la propriété et au pouvoir, et où elle n'assure ni la propriété ni le pouvoir. La mobilité dans la situation des personnes y fait la stabilité des choses.

On voudrait pénétrer plus avant et trouver dès la première ligne du *Senchus* le principe fondamental de cette société qui a été un gigantesque effort pour sortir de la barbarie, et qui, le premier pas accompli, a toujours été rebelle au progrès. La curiosité est-

elle trop grande? Les auteurs de la publication du *Senchus* semblent l'avoir pensé; ils voient surtout une question de jurisprudence là où nous cherchons à découvrir le caractère d'un ordre social et les instincts d'une nationalité. Au lieu de la loi sur les parentés sociales et des autres grandes lois annoncées par le préambule, ils nous donnent dans ce premier volume la loi sur les saisies, c'est-à-dire un code de procédure civile et criminelle. On éprouve un désappointement d'autant plus grand que la loi sur les saisies est d'une lecture difficile. On a peine à se reconnaître au milieu de malices vieilles de quinze et de vingt siècles, d'analogies, de distinctions et d'une foule de subtilités professionnelles. Il semble que toutes choses soient placées ici au rebours du bon sens, et l'on sait gré aux *brehon* d'avoir qualifié leur loi « la vérité sortant du mensonge, la légalité de l'illégalité, le bien du mal, l'ordre du désordre. » Cependant on aurait tort de se plaindre. La loi de procédure implique la loi civile et la loi pénale, et les nécessités d'un ordre social tout entier se déroulent devant vos yeux quand vous arrivez aux paragraphes que voici :

« Pourquoi dit-on les quatre espèces de saisies? Parce qu'il y a quatre choses qui donnent lieu à la saisie : le crime que l'on a commis soi-même, le crime d'un proche parent, le crime d'un moyen parent, le crime d'un parent en général;

« Parce que les quatre tribus les plus proches sont responsables du crime de chaque parent de leur sang;

« Parce qu'il y a quatre intéressés pour quiconque est demandeur ou défendeur : la tribu du père, le chef, l'église, la tribu de la mère ou celle du père nourricier;

« Parce que chacun, comme co-occupant de la terre, donne garantie sur ses bestiaux aux quatre voisins les plus proches, des deux côtés et aux deux bouts. »

Puis viennent ces quatre axiomes :

« On peut poursuivre celui qui vous a porté préjudice en actionnant son parent, car tout parent est responsable.

« Avis est donné à la tribu du débiteur, et le plus proche parent est actionné.

« La tribu tout entière est responsable pour la fuite d'un de ses membres.

« Les dettes des vivans sont supportées d'après l'ordre où l'on acquiert les héritages des morts. »

Voilà le système du clan dans toute sa vigueur. Son principe, c'est la solidarité de chacun des membres de la tribu et l'isolement du clan au milieu de la nation. L'individualité s'efface, la patrie disparaît, le clan seul existe, et celui qui introduira un étranger dans

le sein de la tribu en élevant l'enfant d'un père inconnu encourra la même peine que s'il commettait un meurtre. Il n'y a rien assurément de plus éloigné de nos idées et de nos mœurs. Nos sentimens les plus chers, l'indépendance individuelle et l'amour de la patrie, sont à la fois blessés. Cependant on n'éprouve pas ici la répugnance qu'inspire l'empire romain ou la féodalité. On compare la tutelle affectueuse du clan à la dureté de la société moderne, qui sacrifie si aisément l'individu au progrès de l'espèce, et l'on comprend que les Irlandais, humiliés et dépouillés, tournent avec complaisance leurs regards vers le temps des lois *brehon*.

Que les pauvres d'Irlande, qui voient leurs ancêtres passer leur temps dans les festins et dans les combats, ne s'imaginent pas toutefois qu'aux siècles écoulés tout le monde fût chef ou menât la vie des chefs. Chaque page du *Senchus* montre que, s'il existait une sorte d'égalité parmi les chefs, il y avait une inégalité cruelle entre les hommes de la classe supérieure et ceux de la classe inférieure. Ces derniers étaient réduits à une condition légale mal définie par la loi des saisies, et que l'on est tenté de comparer à celle des esclaves ou des serfs, bien qu'évidemment l'analogie ne soit pas complète. Le vacher, le berger, le charretier, l'employé et l'ouvrier de toute espèce n'avaient ni le droit de contracter sans l'autorisation de leur maître, ni celui d'intenter une poursuite sans être cautionnés par un chef. Ils étaient placés par la loi dans la condition des mineurs et des aliénés. Quand on les poursuivait pour une dette ou pour une offense quelconque (et dans le nombre des offenses il faut compter la raillerie, un surnom donné à un chef ou la remarque d'une difformité), la saisie ne s'exerçait pas sur leurs bestiaux, on s'emparait de leurs personnes. Ils étaient mis en prison, enchaînés, réduits pour nourriture journalière à un vase de lait de la contenance de douze coquilles d'œuf, et ils restaient dans cet état jusqu'à ce qu'un chef les eût réclamés et eût pris l'affaire à sa charge. Une femme esclave est donnée en gage comme garantie d'une dette; elle prépare un bain pour son nouveau maître, celui-ci l'accuse de lenteur, elle lui fait remarquer une difformité sur son visage, et il la tue. Une balance s'établit entre le prix à payer par l'ancien maître pour la raillerie de la femme dont il est responsable et le prix à payer par le nouveau pour le meurtre de la personne donnée en caution. Ces choses, dira-t-on, étaient communes à toutes les législations de ces temps malheureux. Il faut donc voir ce qui appartient exclusivement au système du clan.

Sous le régime des parentés sociales, il ne peut y avoir d'autres pénalités que des dommages pécuniaires. En même temps, sous ce régime, chacun étant responsable du crime ou de la dette d'autrui, — crime ou dette ont les mêmes conséquences, — il est de l'inté-

rêt de tous de faire échapper le criminel ou le débiteur. Aussi toute l'habileté des *brehon* s'est-elle appliquée à trouver le moyen d'amener les gens devant la justice. C'est le premier intérêt; tous les autres sont sacrifiés.

Quiconque croit avoir une plainte civile ou criminelle à porter contre quelqu'un commence par saisir sa propriété, et naturellement la portion de cette propriété la plus facile à transporter, ses bestiaux. Il les place dans un enclos, celui du chef, celui de l'église, ou le sien propre, après en avoir donné avis, et dans le cas où, sur la présentation de l'avis, on ne lui a pas offert caution. Là les bestiaux sont gardés et nourris pendant un certain nombre de jours, trois, cinq ou dix, aux frais de la personne saisie, qui paie en outre une amende d'environ deux vaches par chaque jour qu'elle tarde à comparaître. Au bout de la période fixée, si elle n'a pas comparu, les animaux saisis sont confisqués, et l'on procède à une autre saisie contre la même personne, ou contre un de ses parens, ou contre un des membres de sa tribu, et l'on recommence jusqu'à ce que la personne attaquée ou ses ayant-cause aient consenti à comparaître. Ce n'est pas tout. Comme, en cas de défaut, on poursuit successivement les parens jusqu'au dix-septième degré pour les causes ordinaires, ceux-ci ont le droit d'opérer la saisie sur chacune des personnes responsables d'un degré plus rapproché, en sorte que chacun est dépouillé de son bien et enlève le bien d'un autre.

Lorsque c'est contre un chef qu'une action est intentée, la loi est plus favorable au défendeur. D'abord l'homme d'un rang inférieur qui attaque celui d'un rang supérieur est obligé d'acheter le concours d'un autre chef sous peine de payer une amende considérable et d'être mis hors de cause pendant un jour, une semaine, un mois, un an. Ensuite le temps du délai qui doit s'écouler entre l'avis de la saisie et la saisie même est doublé, de façon à donner plus de facilité à se procurer une caution. Enfin les dommages et les amendes encourus pour les illégalités auxquelles expose sans cesse la complication de la procédure sont quadruples quand la partie adverse est le roi ou une personne du même rang, doubles quand c'est un chef du second rang, et simples quand c'est un homme d'une classe inférieure. Également le temps accordé à chacun « pour parler devant le juge et pour reprendre haleine » est mesuré sur la dignité des personnes. Il devait être presque impossible d'obtenir justice de l'homme riche, et même de l'actionné. Comme remède à ce déni de justice, on eut recours à un procédé d'une nature étrange.

En même temps qu'on donnait avis de la saisie à un chef, on devait, sous peine d'amende et sous peine aussi d'être débouté de la demande, jeûner à sa porte jusqu'à ce qu'il eût fourni caution. Cela

se pratique également aux Indes, où l'on a vu souvent des régimens de cipayes se présenter à la porte d'un nabab et demander le paiement de leur solde en menaçant de se laisser mourir de faim, s'ils n'étaient pas payés. On prétend que ce mode d'obtenir justice est très efficace aux Indes. Il l'était probablement aussi dans la vieille Irlande; il le serait même chez nous. Si quelqu'un s'établissait à la porte de votre maison et déclarait à tout venant qu'il est là, mourant de faim, pour témoigner que vous avez commis une injustice à son égard, la contrainte serait grande, et l'on aurait hâte de s'y soustraire, quand même la plainte serait injuste.

Je ne discute pas la moralité de cette justice, qui faisait de l'ordre avec du désordre, comme on l'a dit récemment en France sans se douter qu'on répétait la maxime favorite des lois *brehon*. Je fais cette simple remarque. Si l'effet des parentés sociales est tel que, pour amener un homme devant le juge, il faille commencer par saisir ses biens avant l'ouverture du procès, ces mêmes parentés sociales ont dû sans cesse exciter chacun à prendre les armes pour défendre l'homme de sa tribu. Et quand on voit ce plaideur qui vient jeûner à la porte du chef et qui sans doute ameute autour de lui toute la population à laquelle il raconte ses griefs, on ne peut s'empêcher de penser qu'une émeute devait en être le résultat plus souvent qu'un procès. La législation des *brehon* n'est donc pas en contradiction, comme on le prétend, avec l'histoire d'Irlande, avec cette histoire déplorable qui peut se résumer en deux mots : impuissance à se défendre contre un ennemi étranger, si faible qu'il soit; impuissance à rester un jour en paix avec son voisin. Sous le régime du clan, la loi doit être douce et la société violente. Puisque toute affaire privée devient l'affaire du clan, la plupart des affaires doivent se régler comme se décident les affaires entre les états, c'est-à-dire par la guerre, par la rapine et par l'injustice, et les *brehon* faisaient sans nul doute plus de traités de paix qu'ils ne prononçaient de jugemens.

La loi sur les parentés sociales et la loi sur les tenanciers libres, ainsi que celle sur les bas tenanciers, n'étant pas encore publiées, c'est d'un code de procédure dont la forme est singulièrement obscure qu'il faut extraire par voie indirecte des notions certaines sur le régime du clan. Y avait-il chez les anciens Irlandais des libertés politiques, des assemblées, des *malls*, comme chez les Francs? Oui et non; il en existait autant que le comportait le régime du clan. Avec ce régime, il ne peut être question ni d'assemblées générales de la nation, ni même d'assemblées générales de chacun des trois grands peuples qui se partageaient l'Irlande. Seulement, d'après une glose du *Senchus*, les possesseurs d'héritages, qui étaient tenus d'accompagner le roi à la guerre, avaient en même temps le droit de

concourir avec lui au règlement des questions qui intéressaient plusieurs tribus voisines, et tous, c'est-à-dire probablement tous les hommes libres, décidaient en commun de la guerre. Tous également étaient appelés à répartir les deux tributs appelés « tribut de la nourriture pour le roi » et « tribut de la nourriture pour le chef. » Ces noms de « tribut de la nourriture » peuvent cacher de véritables impôts en nature. On a la répartition de cet impôt par provinces au VIIIe siècle, et le *Senchus* nous apprend qu'au Ve, lorsque le chef meurt avant d'avoir touché le tribut, son héritier a le droit de réclamer l'arriéré. A ces deux charges s'en ajoutaient plusieurs autres qui montrent un certain degré de civilisation : la construction des ponts en pierre et en bois, l'entretien des champs de foire, l'entretien des routes. Les routes étaient divisés en trois classes, et les routes de première classe s'appelaient routes royales. On devait les mettre en état trois fois par an : pendant l'hiver, au temps des foires, à l'époque des courses de chevaux. Puis venait toute une série de travaux communs : le labourage des champs communs, la garde des bestiaux communs, l'entretien du moulin commun, et le soin des pêcheries et des filets communs. Tous ces travaux, aussi bien que la construction et le ravitaillement des forts, étaient surveillés par les chefs, et le frère seul avait alors le droit d'accomplir la tâche du frère; mais, dans un état de choses où la guerre était la première des occupations et la rapine la seule source de fortune, les obligations militaires devaient être les plus strictes de toutes. Quiconque possédait un héritage devait suivre le roi aux trois guerres annuelles et venir le joindre chaque fois qu'il en était requis. Celui qui possédait un bouclier et savait s'en servir était tenu de prendre part à toutes les expéditions de pillage, et le reste du peuple devait être prêt tous les jours à repousser les attaques des pirates, ainsi que les incursions des tribus voisines, et tous les sept jours, en cas de paix, à faire la chasse aux loups. L'ordre et l'autorité n'étaient pas sans garanties, comme on dirait en France. L'amende la plus forte est infligée à celui qui trouble la réunion des chefs en excitant du tumulte. Celui qui, pendant que les chefs sont à conférer ou à festoyer, coupe les brides des chevaux et les fait échapper doit, comme réparation, payer le montant de la valeur des dommages d'honneur appartenant aux trois plus nobles personnages de la réunion ou aux sept plus nobles, suivant l'opinion d'une femme *brehon* du IIe siècle. Enfin celui qui mine le tertre de gazon appelé lieu d'assemblée doit remplir de lait le trou qu'il a fait. Le chef dépossédé, s'il est de seconde classe, — car le même privilége ne s'applique pas au roi, — peut, pour se consoler, se donner le plaisir, probablement dangereux, de saisir les bestiaux

de ses tenanciers qui ne l'ont pas défendu, et même de tous ceux auxquels il reproche d'avoir comploté contre lui.

Parmi les singularités qui caractérisent le régime du clan, on remarque d'abord que tout étranger est considéré comme suspect et traité en ennemi. Si l'étranger, c'est-à-dire l'habitant d'un territoire voisin, n'a pas de propriété sur le territoire de la tribu, il est arrêté, fût-il un ménestrel, et reconduit à la frontière. Celui chez lequel il a logé ou mangé devient pour vingt-quatre heures responsable de ses crimes. Si l'étranger a des propriétés sur le territoire de la tribu, il n'a pas droit au revenu complet de sa terre, et lorsqu'il intente un procès, il doit être assisté d'un membre de la tribu sous peine d'être mis hors de cause. Il y a une exception en faveur du commerce maritime. La tribu ne doit pas simplement protection au navire étranger, elle doit nourrir les équipages. Quand un navire entre dans un port, le chef de famille du lieu se rend auprès du roi, et celui-ci opère une saisie contre la tribu pour garantir l'exécution de la loi. Dans les relations des membres de la tribu entre eux règne au contraire la plus grande bienveillance. Sans doute on distingue trois ordres de personnes placées dans des conditions légales différentes : les propriétaires ou chefs à tous les degrés, entre lesquels existe une sorte d'égalité; les tenanciers, qui se divisent en deux catégories; enfin les hommes pour lesquels la loi n'a pas de protection parce qu'ils sont sous la protection d'un autre. Néanmoins le principe du clan est généreux et exerce son action. Ces personnes de conditions inégales sont de même race et de même sang, et la parenté sociale crée entre elles ces rapports d'affection et de dévouement qui sont l'honneur du clan. Qu'au ve siècle il y ait en Irlande comme partout des hommes appartenant à d'autres hommes, on n'y verra pas comme ailleurs la haine répondant au mépris. Dans aucune législation, germanique ou féodale, on ne lira cette sentence du *Senchus :* « Des trois objets de la loi, — le gouvernement, l'honneur et l'âme, — le gouvernement appartient aux chefs, l'honneur et l'âme appartiennent à tous. » Lorsqu'il s'agit du respect pour la faiblesse et du soin pour les malheureux, ces petits clans demi-sauvages et demi-païens, qui, sous la loi chrétienne de saint Patrick, appellent encore forêts sacrées les forêts druidiques, montrent plus d'humanité que les sociétés civilisées et chrétiennes. Chaque année, une partie du territoire de la tribu est mise à la disposition du chef pour être distribuée entre les pauvres. « Le premier devoir, dit le *Senchus*, et c'est une obligation qui passe avant toutes les autres, est de secourir ceux qu'a frappés la baguette magique. » Celui qui manque à ce devoir est condamné à une amende de cinq vaches, s'il s'agit d'un

fou, de dix vaches, s'il s'agit d'une folle. Mêmes soins pour l'enfant qui perd sa mère en venant au monde, mêmes soins pour le blessé et pour le malade. « Le malade doit être placé dans une maison convenable, non pas dans une des trois espèces de maisons de rang inférieur, où l'on voit sur les murs des traces de limaces, mais dans une maison à quatre fenêtres, où il est possible d'établir un courant d'air. » La loi sur les saisies n'admet d'exceptions qu'en faveur de ceux qui sont à l'armée, combattant pour la tribu, et de ceux qui soignent un malade. Ce qu'on admire surtout, c'est le respect pour les parens et le divin amour pour la vieillesse, qui est encore aujourd'hui le plus beau trait du caractère irlandais. Les enfans sont tenus de soigner leurs parens âgés ou infirmes. Le produit de huit vaches est alloué à chaque vieillard, « à moins qu'il ne sache chanter et ne puisse gagner sa vie en amusant les autres. » Quand une famille néglige le soin de nourrir un vieillard et qu'une autre famille le nourrit, celle-ci devient son héritière. Il y a encore dans la loi des saisies un grand nombre de dispositions qui montrent le haut prix que l'on attachait à l'honneur et qui témoignent d'une vive délicatesse de sentimens. Les atteintes à l'honneur, la diffamation, la satire, « tout ce qui peut faire rougir un homme, » sont punies comme le vol et l'assassinat. L'offense s'aggrave quand l'insulte s'applique aux morts, qu'il s'agisse d'un homme que l'on raille ou d'une femme dont on prétend avoir obtenu les faveurs. Dans les choses nécessaires à la vie qui ne peuvent pas faire l'objet d'une saisie, on compte le jeu d'échecs du chef, le chien favori de la femme et les joujoux des enfans, « leurs palets, leurs balles, leurs cerceaux, car il ne faut pas, dit la glose, que ces petits êtres soient privés un seul jour de leur amusement accoutumé. »

Ce qui donne un intérêt particulier à ce livre de procédure, obscur en lui-même et encore obscurci par le grand nombre de mots non traduits dont il faut deviner le sens, c'est la ressemblance que l'on découvre sans cesse entre l'Irlande ancienne et l'Irlande moderne. Supprimez par la pensée tout ce qui est anglais en Irlande, ne voyez que l'Irlande des Irlandais, pour mieux dire l'Irlande des pauvres, vous serez au Ve siècle. Les champs sont, comme aujourd'hui, entourés de murs et de palissades, les uns labourés, les autres en pâturages. Plus de bêtes à cornes et moins de moutons, du chanvre au lieu de lin, pas de pommes de terre, voilà la différence. Il n'est pas certain que la culture soit très inférieure à ce qu'elle est de nos jours. On fait un grand cas du fumier. Le chien de garde s'appelle le « chien du tas de fumier. » De fortes amendes sont imposées à celui qui s'empare du varech et des herbes marines propres à l'amendement des terres. On met le blé en moyettes avant de le mettre en meules, et l'on fabrique avec le

son et la farine mêlés ensemble le pain sans levain appelé aujourd'hui *griddle-bread*. On fait du beurre et de la bière, et l'on connaît le vin. Les tourbières sont exploitées comme à cette heure, et, faute de bois, l'on se sert des fanons de baleine pour cercler les tonneaux. Les mines d'argent, de cuivre, de fer et d'autres métaux sont l'objet d'un assez grand trafic. Il y a des règlemens pour les cours d'eau. Il y a des pêcheries de saumons sur le même modèle qu'aujourd'hui, et des pêches maritimes exploitées par les indigènes, au lieu de l'être, comme maintenant, par des marins de l'île voisine. Tout prouve un commerce maritime assez considérable qui s'étend jusqu'aux côtes d'Espagne. Mais c'est l'homme surtout qui n'a pas changé. Le régime du clan est une tutelle exercée avec bienveillance, et l'Irlande montre qu'une nation arrachée par la défaite à ce régime ne saurait supporter ni l'oppression étrangère, ni la liberté comme nous la comprenons. C'est seulement par les plus éclairés, par ceux que la richesse ou les lumières ont faits cosmopolites, que le bienfait de la civilisation moderne est accepté. Les sentimens du clan survivent parmi les déshérités de la fortune, parmi ceux auxquels la société moderne dit : Si tu n'es pas assez fort pour porter ton fardeau, succombe, meurs, ou va-t'en!

D'où vient cet amour extrême des Irlandais pour la location de parcelles de terre qu'ils s'épuisent à cultiver à la main et à côté desquelles ils meurent de faim, et d'où vient cette répugnance extrême à vivre d'un travail salarié, sinon de la distinction qui existait autrefois entre la classe des tenanciers et celle des ouvriers? Il est difficile d'analyser de vieux instincts qui se cachent sous des passions nouvelles; mais, pour peu qu'on connaisse l'Irlande, on le sent, l'idée fondamentale de toute société, l'idée de la propriété, n'est pas là cette idée simple et claire que conçoivent les peuples qui ont connu le droit romain et qui se sont préparés à la liberté civile en luttant contre la féodalité. Pour l'Irlandais, la propriété est une chose qui se partage d'une manière inégale et différente entre le maître du sol et celui qui le cultive. On accorde au propriétaire une suprématie morale sur la personne du cultivateur, et on lui conteste le libre usage de son bien. Il est plus et moins qu'un propriétaire, il est un chef. Sous tous les contrats, écrits ou verbaux, il y a pour une des deux parties, en dehors du contrat, une *loi de nature*, qui donne au fermage une portion des droits de la propriété. Il n'importe pas qu'il s'agisse d'un Anglais ou d'un Irlandais, d'un catholique ou d'un protestant. Aussi avec quelle ardeur ces gens se précipitent pour obtenir des baux à des prix excessifs, et avec quelle ardeur d'autres viennent les leur acheter à des prix plus insensés encore! Ce que l'on veut, c'est le bail, c'est

le droit de co-occupant, comme dirait le *Senchus*. Ensuite le propriétaire est un homme injuste, s'il exige de la terre plus qu'elle ne peut rapporter, et on le traite comme on traitait le chef qui ne remplissait pas ses devoirs. Par contre, les propriétaires ont peu de goût pour les baux; ils préfèrent louer à volonté, de manière à pouvoir évincer les locataires sans formalités légales. De là les duretés et les assassinats, de là aussi ces deux tendances en apparence contradictoires : le rebelle irlandais veut que toutes les clauses des contrats civils soient réglées par la loi, et le conservateur veut maintenir la liberté des contrats. Le socialisme irlandais a donc pour axiome le droit au fermage : c'est sous la forme du fermage obligatoire que les fils du clan comprennent le partage des terres. Le *tenant-right* (droit des fermiers) n'est pas, comme on l'a dit, une question nouvelle suscitée contre l'Angleterre par la *jeune Irlande*. La question est vieille comme le *Senchus*, vieille comme tout ce qui est indigène en Irlande. Le fénianisme, qui va plus loin, est-il aussi, comme on le prétend, de date récente? Non, il ne fait que continuer, sous un nom qui rappelle les temps légendaires de l'Irlande, la tradition des vieilles sociétés secrètes, ravivées par l'argent envoyé des États-Unis après le licenciement des armées fédérales.

Qu'est-ce donc que le fénianisme? A l'origine des temps historiques, l'Irlande était habitée par trois peuples : les Feini au sud, les Ultoniens au nord, les Ernaï à l'ouest. On peut se demander si le mot de *Feini* vient de celui de *Finois*, comme l'affirme M. Henri Martin. Pour les Irlandais, il se rattache plutôt à la vieille fable de Feinius, roi de Phénicie, beau-père de Scotia, fille de Pharaon. Ce qui est certain, c'est que les *fenians* descendent des *white-boys*. Il importe peu qu'ils se mettent des moustaches au lieu de se barbouiller la figure de noir de fumée, et qu'ils fassent l'école du peloton la nuit sur les bruyères au lieu de creuser des fosses sous les fenêtres des propriétaires. Le but est le même, on veut épouvanter et rendre l'Irlande intenable pour une partie de ses habitans. Seulement, comme le fénianisme, sorti d'Irlande il y a vingt ans, a passé par les États-Unis et s'y est trouvé en contact avec des idées étrangères, il est devenu libre penseur, et il attaque le clergé catholique en même temps que le gouvernement anglais et les propriétaires irlandais. Cette nouveauté a jeté un singulier effroi. On s'est demandé quelle garantie aurait la vie des hommes, si une partie de la population rejetait l'autorité morale du clergé aussi bien que le pouvoir des lois, et bien qu'on soit accoutumé en Irlande aux sociétés secrètes et à leurs bravades, une sorte de panique s'est emparée des esprits quand on a reçu la nouvelle que deux ou trois paquebots venus d'Amérique avaient presque en même temps débarqué à Cork un certain nombre d'agens *fenians*. Le gouvernement

anglais, jusqu'alors impassible, a dû agir d'autant plus promptement que, si le danger était nul pour lui, il était très grand pour tous les propriétaires qui vivent dans des habitations isolées et pour tous les postes de police de cinq à six hommes répandus dans la campagne.

Mais, l'incident passé, reste la cause qui l'a fait naître. Le fénianisme a prouvé une fois de plus que l'Irlande n'est pas assise et qu'un grand nombre de gens y sont toujours prêts à acclamer la rébellion. Trois siècles d'oppression n'ont pas dompté l'Irlande, et soixante années de liberté ne l'ont pas ralliée à l'Angleterre. Il reste un malaise, un mécontentement, une colère, que n'étoufferait même pas la réparation de la grande injustice qui dure encore, — l'inégalité du traitement entre les clergés des différens cultes. Doit-on, comme l'Angleterre, crier à l'ingratitude contre l'Irlande et proclamer qu'elle est ingouvernable? Doit-on, comme tant de gens en Europe, s'imaginer que l'Angleterre se plaît à maintenir l'Irlande dans la misère et dans le mécontentement? Nullement. Le mal de l'Irlande est aussi facile à définir que difficile à vaincre : c'est celui d'une nation qui, contre sa volonté, a été transportée d'une civilisation à une autre. Une portion des Irlandais a conservé les sentimens de temps qui ne peuvent plus revenir, et une autre portion appartient au XIXe siècle. Ce trouble, que ne savent calmer ni l'oppression ni la liberté, c'est le rapprochement forcé de deux sociétés différentes entremêlées sur le même sol. On ne se connaît pas, on ne se comprend pas, et l'antagonisme des religions et des nationalités fournit les armes de la lutte. Assurément on ne peut pas demander à l'Angleterre d'aller en arrière et de rendre à l'Irlande les douceurs problématiques du régime du clan. L'Irlande elle-même est trop avancée, à beaucoup d'égards, pour consentir à reculer; mais s'il est un axiome incontestable, c'est que les lois doivent être appropriées aux sentimens et aux mœurs des peuples. On trouve dans le *Senchus* plus que l'origine, on y trouve le fond même des choses qui agitent l'Irlande. L'Irlande moderne est la glose vivante du *Senchus*. Que les hommes d'état anglais étudient donc les lois *brehon*, qu'ils cherchent dans ces lois ce qui peut s'accorder avec le progrès moderne. Ils se sont fiés trop exclusivement, pour pacifier l'Irlande, aux vertus de l'économie politique. Évidemment les Irlandais ne veulent pas être gouvernés et non-gouvernés à la manière des Anglais. C'est une folie? Soit; mais les folies des peuples doivent être traitées avec ménagement. « L'honneur et l'âme, comme dit le *Senchus*, appartiennent à tous. »

JULES DE LASTEYRIE.

L'ENQUÊTE

SUR LE CRÉDIT

I.

LA CRISE MONÉTAIRE DE 1864 ET SES ORIGINES.

1. *De la Monnaie de papier et des Banques d'émission*, par M. Ad. d'Eichthal, 1864. — II. *La Question des Banques*, par M. Wolowski, de l'Institut. — III. *Les Principes de la Constitution des banques et de l'Organisation du crédit*, par M. Isaac Pereire. — IV. *Les Banques d'émission ou d'escompte*, par M. Maurice Aubry, 1864. — V. *Étude préparatoire à l'enquête*, par M. Jules Lecesne, 1865. — VI. *Considérations sur la cherté de l'argent*, par M. Edmond Ehrmann, 1864. — VII. *La Banque de France et les Banques départementales*, par M. Léonce de Lavergne, 1864. — VIII. *Études sur la Circulation monétaire*, par M. Coullet, 1865. — IX. Extraits des enquêtes parlementaires anglaises sur les questions de banques, publiés sous les auspices de la Banque de France, 1865.

I.

On ne s'occupe plus guère de l'enquête sur les questions de crédit annoncée avec tant de solennité au commencement de cette année, et qui paraissait répondre alors à tant d'intérêts, j'ajoute à tant de passions. Cette enquête se poursuit cependant, et la commission qui la dirige a déjà pu recueillir plus d'une révélation intéressante. On se souvient des circonstances qui l'ont déterminée. Pendant deux ans, l'intérêt de l'argent avait été fort élevé : il avait varié entre 5 et 8 pour 100, et la moyenne avait été au moins de 6 à 7. On se demandait si c'était là une situation normale, si l'industrie et le commerce devaient continuer à s'imposer des sacrifices aussi considérables. En pareil cas, comme il est toujours plus

commode de s'en prendre aux institutions et aux hommes qu'aux circonstances, on accusait la Banque de France de tout le mal. C'était elle qui marquait l'élévation du taux de l'escompte, donc c'était elle qui faisait renchérir le prix de l'argent. Dieu sait ce que pendant ces deux années nous avons vu se succéder de volumes affirmant plus ou moins cette thèse et concluant presque tous qu'on pourrait trouver un remède à la situation par une meilleure organisation du crédit! Grâce à toutes ces attaques, la Banque de France était devenue en quelque sorte le bouc émissaire de la situation, et il fallait une certaine dose d'énergie et une conviction bien forte pour oser prendre sa défense. Nous l'avons essayé pourtant, et plusieurs fois, dans la *Revue*, nous avons cherché à montrer les choses sous leur vrai jour; mais que peuvent des explications et des raisonnemens lorsque les passions sont excitées et les intérêts en jeu? Or il en est malheureusement toujours ainsi quand l'argent est cher et que le commerce souffre. Cela ne veut pas dire pourtant que la cherté de l'argent soit toujours un obstacle à la prospérité d'un pays; on la voit au contraire souvent coïncider avec cette même prospérité : nous en avons la preuve la plus manifeste dans ce qui se passe généralement aux États-Unis et dans ce qui a eu lieu en France et en Angleterre il y a quelques années. Toujours est-il que, si la cherté de l'argent n'est pas un obstacle à la prospérité, elle n'est pas non plus la cause qui la favorise. Un pays peut être prospère malgré la cherté de l'argent, lorsqu'il est sous l'influence de certaines conditions économiques; mais il prospérerait encore beaucoup plus, si l'argent était à bon marché: cela diminuerait d'autant le prix de revient des choses, et la diminution du prix de revient, c'est en réalité un nouvel essor imprimé à l'activité industrielle et commerciale.

On s'est plaint d'autant plus chez nous pendant les deux dernières années de la cherté de l'argent, qu'elle n'a pas coïncidé, il faut le dire, avec un grand développement de la richesse publique. Le commerce avait eu ses années brillantes de 1854 à 1862, sauf cependant l'année 1858, qui a été la liquidation de la crise de 1857; mais en 1863 et 1864 il avait subi évidemment un certain ralentissement: on se demandait donc comment il pouvait se faire qu'avec un mouvement d'affaires moindre on dût payer l'argent plus cher qu'on ne l'avait payé dans d'autres années plus brillantes? Cela paraissait inexplicable, et comme il n'y a rien qui rende l'esprit plus docile aux suggestions qu'un mal qui dure et qu'on ne s'explique pas, on vit pleuvoir, je le répète, toute espèce d'écrits et de volumes qui attaquaient plus ou moins vivement la Banque de France. C'était la Banque de France qui était la cause de tout le mal,

c'était elle qui donnait au prix de l'argent une élévation factice, qui abusait de son monopole, et qui, au lieu de servir l'intérêt général comme elle l'aurait dû, ne faisait que l'entraver dans un intérêt personnel. On venait dire à ces commerçans qui souffraient de l'élévation du taux de l'escompte, qui étaient arrêtés dans le développement de leurs affaires, ou qui avaient peine à renouveler leurs engagemens : « Le mal dont vous souffrez n'est pas de votre fait, il est la conséquence d'un monopole qu'on a établi à côté pour vous protéger, pour vous favoriser, et qui, au lieu de cela, vous exploite; vous payez l'argent 6 et 8 pour 100, il serait facile de vous le donner à 4 pour 100 avec une meilleure organisation du crédit. » Il n'est pas étonnant que de pareilles suggestions aient trouvé de l'écho; elles en trouvaient d'autant plus qu'il n'y avait pour ainsi dire personne pour contredire, et que la Banque de France se laissait ainsi mettre au ban de l'opinion publique sans se défendre.

Tant que la guerre qu'on lui faisait resta concentrée dans quelques publications fugitives, dans quelques articles de journaux, elle put en effet rester impassible et compter sur la force de la vérité pour faire justice de tout ce qu'il y avait de peu fondé dans les accusations dont elle était l'objet; mais il arriva un jour où il ne lui fut plus possible de rester en dehors du débat. Un écrit signé d'un nom important dans la finance vint, après un réquisitoire des plus vifs, prononcer contre elle le mot d'enquête. Il se pouvait sans doute, et beaucoup de personnes l'ont pensé, que ce mot ne fût qu'un argument de plaidoirie et ne dût pas être pris au sérieux; mais, comme on vit presque aussitôt dans certains quartiers commerçans de la capitale et à Lyon s'organiser une espèce d'agitation et des pétitions se signer contre la Banque de France, il était difficile pour celle-ci de rester immobile. Son honneur était en jeu, et puisqu'on avait prononcé le mot d'enquête, qu'on se faisait fort de prouver les faits dont on l'accusait, c'était à elle de relever le gant et de montrer qu'elle ne craignait pas la lumière. Elle le releva en effet en adressant une pétition à l'empereur, où, après avoir fait la réserve des droits qui étaient la propriété de ses actionnaires et qui ne pouvaient pas être mis en discussion, tels que son privilége et le droit exclusif d'émettre des billets au porteur, elle demandait pour le reste que la lumière se fît aussi éclatante que possible, afin qu'on vît où était la cause du mal, et quelle était la responsabilité de chacun dans la crise qui avait lieu. Cette pétition fut insérée au *Moniteur* avec celle des commerçans qui se plaignaient, et l'enquête fut annoncée. Seulement dans le premier moment on ne se rendit pas bien compte de la nature de cette en-

quête, on crut qu'il s'agissait de porter l'investigation sur toutes les institutions de crédit, et, chose bizarre, c'est l'institution même d'où était parti le premier mot d'enquête qui eut le plus à souffrir de ce premier moment de méprise. Le Crédit mobilier baissa de 10 francs à la bourse qui suivit l'annonce de l'enquête, ce qui fit dire malicieusement à quelques personnes que c'était un commencement d'enquête. On comprit bien vite pourtant qu'il ne s'agissait pas d'un acte d'accusation à dresser contre telle ou telle institution de crédit, pas plus contre la Banque de France que contre une autre, que personne n'était en cause, qu'on voulait tout simplement, par le moyen le plus efficace, chercher à éclairer une des questions les plus importantes du jour et sur laquelle les idées sont le plus erronées, celle du crédit.

Aussitôt l'enquête annoncée, il y eut comme une espèce de trêve entre les parties qui se disputaient. Personne n'espéra plus remporter la victoire de haute lutte, et on se donna rendez-vous devant l'enquête. Une autre raison peut-être plus puissante contribua aussi à l'apaisement des esprits, ce fut l'abaissement du taux de l'escompte. Au moment où se prononçait pour la première fois le mot d'enquête, l'escompte était à 7 pour 100 : il resta à peu près au même taux pendant tout le temps que se produisit la petite agitation contre la Banque; mais, au moment où l'enquête fut annoncée, il n'était déjà plus qu'à 5 pour 100, et peu de temps après il descendait à 4. Il sembla alors qu'on n'avait plus d'intérêt à l'enquête; chacun avait oublié le mal dont il avait souffert, et avec l'imprévoyance qui caractérise la nature humaine, comme si on ne devait plus jamais se retrouver dans la même situation, on ne pensa plus au remède. Le gouvernement cependant n'oublia pas son enquête, il nomma la commission qui devait la diriger : ce fut le conseil supérieur de l'agriculture et du commerce, sous la présidence de M. Rouher. Aussitôt nommée, la commission se mit en devoir de rédiger le questionnaire destiné aux personnes qu'elle se proposait d'entendre. Malheureusement, lorsque l'enquête aurait pu commencer, on fut obligé de l'ajourner pour diverses raisons. On l'ajourna d'abord sur la demande des négocians qui avaient accusé la Banque, et qui, invités à venir formuler leurs griefs, déclarèrent qu'ils n'étaient pas prêts et demandèrent un mois de sursis, ce qui était assez étrange, car enfin du moment qu'on accuse, on doit toujours être en mesure de produire son accusation. Le sursis d'un mois écoulé, on ajourna encore, parce qu'on se trouvait en pleine discussion de l'adresse, et que M. Rouher, qui avait à diriger l'enquête, devait aussi, devant le corps législatif, répondre pour le gouvernement aux orateurs de l'opposition. Après la discussion de

l'adresse vint celle du budget, qui entraîna les esprits vers d'autres préoccupations, et enfin, lorsque la session fut close, on était à la fin de juillet; tout le monde avait quitté Paris ou aspirait à le quitter, il n'y aurait plus eu personne pour diriger l'enquête et pour y répondre. Il fallut encore ajourner, et d'ajournement en ajournement on n'a pu commencer sérieusement cette enquête qu'à la fin du mois dernier, c'est-à-dire plus de huit mois après qu'elle avait été annoncée. Cela veut-il dire que le gouvernement n'y tienne pas, et qu'il ne l'ait ordonnée que pour offrir une satisfaction apparente à l'opinion? Ce n'est pas notre sentiment; nous croyons au contraire que le gouvernement y tient beaucoup, et qu'il est disposé à la poursuivre maintenant avec toute l'activité possible. Il ne faut pas croire, parce que nous venons de traverser une année presque entière où l'argent a été abondant et à bon marché, que nous ne le reverrons plus jamais rare et cher, et que nous sommes pour toujours à l'abri des maux dont nous avons souffert l'année dernière. L'argent a été abondant aussi après la crise de 1857, comme il l'a été cette année. L'encaisse, descendu à 191 millions au mois de novembre 1857, était remonté à 538 millions au mois de juillet 1858, ce qui ne l'empêcha pas quelques années après, au mois de novembre 1863, de redescendre à 205 millions, et d'être à 169 millions au mois de janvier 1864. Déjà même, après avoir oscillé autour de 500 millions pendant plusieurs mois cette année, le voilà redescendu à 418 millions (1), et l'escompte, qui était à 3 pour 100 il y a un mois, est aujourd'hui à 5 pour 100; il est à 7 pour 100 en Angleterre.

Après la crise de 1857, malgré la leçon sévère qu'elle nous avait infligée, nous n'avons pas cessé d'agir comme par le passé, sans nous préoccuper des enseignemens qu'elle pouvait contenir. Il ne faudrait pas faire de même cette année. Le meilleur moment pour étudier les crises, c'est lorsqu'elles viennent d'avoir lieu; le souvenir en est encore assez présent pour que chacun puisse déposer avec pertinence de faits qu'il a eus sous les yeux, et comme les intérêts ne sont plus en jeu, les dépositions sont empreintes de plus de calme et de plus de sincérité. Discuter au moment de la crise, lorsque les intérêts sont le plus engagés, c'est absolument comme si on voulait juger un drame avant d'en connaître le dénoûment. Les Anglais n'y ont jamais manqué; c'est toujours au lendemain des crises qu'ils ont fait leurs enquêtes, et il ne s'en est pour ainsi dire pas passé une sans qu'on en ait recherché les causes. En 1810, après la plus grande dépréciation qu'aient subie

(1) Bilan du 2 novembre 1865.

les billets de la Banque d'Angleterre depuis la suspension des paiemens, on voulut savoir l'effet produit par cette dépréciation, on fit une enquête, et il en est résulté le fameux rapport dit *bullion report*, qui a fixé les véritables principes sur la matière. En 1820, l'Angleterre a voulu connaître l'influence exercée par la reprise des paiemens qui avait eu lieu l'année précédente. Ce sont de nouvelles enquêtes qui ont amené, après la crise de 1825, la suppression des billets de 1 livre sterling, et après celle de 1837 le monopole de la Banque d'Angleterre dans un certain rayon. Enfin les crises de 1847 et 1857 ont déterminé chacune encore une enquête qui a eu pour résultat d'éclairer l'opinion sur les conséquences de l'acte de 1844 relatif à la limitation de la circulation fiduciaire.

On répondra peut-être que ces enquêtes si multipliées n'ont pas empêché l'Angleterre d'avoir de nouvelles crises, et des crises de plus en plus fréquentes, puisque celle de l'année dernière n'a été séparée de celle de 1857 que par un laps de sept ans, tandis qu'il y avait une moyenne de dix années d'intervalle entre les précédentes. Cela est vrai, les Anglais n'ont pas évité les crises à la suite de leurs enquêtes, parce qu'il est difficile à un peuple qui est doué d'une telle expansion, qui a une telle activité industrielle et commerciale, de bien mesurer le degré de ses forces et de ne jamais s'engager au-delà; mais ils y ont gagné de ne plus faire fausse route, et d'être bien fixés sur les principes qui président au développement de la richesse. Ces principes, ils les exagèrent quelquefois, ils dépassent le but; mais, une fois la crise arrivée, ils ne discutent plus sur les moyens à employer pour la combattre; ils ne vont pas demander à des systèmes chimériques le moyen de sortir d'embarras : ils subissent tranquillement l'élévation du taux de l'escompte jusqu'au degré où cela est nécessaire pour ramener l'équilibre entre l'offre et la demande, et personne ne s'avise de rendre la Banque d'Angleterre responsable de cette élévation du taux de l'escompte. On lui fait plutôt le reproche contraire, celui de ne pas l'avoir élevé assez vite. Voilà ce qu'ont produit les enquêtes faites au lendemain des crises en Angleterre; elles ont éclairé l'opinion publique sur les causes qui les amènent et sur les moyens à employer pour les combattre.

Nous voudrions qu'il en fût de même en France et qu'on fût fixé une fois pour toutes sur les véritables principes qui doivent nous guider, lorsque nous sommes en présence de ces calamités industrielles et commerciales qui viennent de temps en temps troubler les rapports économiques d'une nation. Nous ne les éviterons pas plus qu'on ne les évite en Angleterre lorsque nous en connaîtrons les causes, pas plus qu'on n'évite les maladies dont on connaît l'ori-

gine; mais au moins, lorsque nous les aurons en face, nous serons tous d'accord sur les moyens de les traiter, et nous ne verrons plus se produire ces systèmes empiriques qui ne feraient qu'aggraver la situation. L'enquête peut nous rendre ce service mieux que tout autre moyen. Elle est dirigée par des hommes aussi éclairés qu'indépendans; on s'adresse dans toutes les opinions aux personnes les plus compétentes; chacun vient déposer des faits tels qu'il les a vus et appréciés, et, s'il commet des erreurs ou obéit à des préjugés, il est immédiatement en présence d'une contradiction qui peut redresser son jugement. Il est bien rare que d'un examen ainsi fait il sorte autre chose que l'expression de la vérité. Non-seulement la vérité en sort, mais, ce qui est important par le résultat, c'est que le public en est persuadé; il ne met pas en doute la sincérité d'une enquête, comme il met en doute l'opinion de telle ou telle personne, quelque considérable et compétente qu'elle puisse être. Toutefois, pour que cette enquête porte ses fruits, il faut qu'on publie un rapport qui indique bien le résumé de toutes les dépositions et l'opinion qui s'en est formée au sein de la commission. Ce rapport, livré à une grande publicité, acquerra une autorité devant laquelle n'oseront plus se produire toutes les idées chimériques que nous sommes habitués à rencontrer à chaque crise; ce sera comme une espèce de loi que chacun sera tenu de respecter.

Ceci dit sur l'utilité de l'enquête, voyons maintenant sur quoi elle doit porter. Elle est intitulée « enquête sur les principes et les faits généraux qui régissent la circulation fiduciaire et monétaire, » et le questionnaire qui a été dressé par la commission comprend quarante-deux questions divisées en cinq paragraphes : des crises monétaires, de la monnaie fiduciaire, des conditions d'une bonne monnaie fiduciaire, des établissemens qui émettent de la monnaie fiduciaire, du fonctionnement de la Banque de France.

Peut-être le nombre des questions est-il trop considérable et aurait-on pu facilement le diminuer. Il y en a qui font double emploi, qui demandent à peu près la même chose en d'autres termes; d'autres qui se déduisent forcément les unes des autres sans qu'il fût nécessaire de les exprimer séparément. Ainsi, quand on a demandé par la première question quelles ont été les causes de la crise monétaire de 1863 et 1864, on pouvait éviter la sixième, qui est ainsi conçue : *quelles sont les causes qui ont pu récemment réduire la disponibilité des capitaux?* Il est bien évident que les causes qui ont amené la crise de 1863 et 1864 ont également agi sur la disponibilité des capitaux. De même, de la trente-deuxième question, qui porte sur le rôle et la destination du capital de la Banque, à côté de la trente-quatrième, qui demande si le capital

des banques d'émission doit être en général un capital de garantie ou peut être employé utilement dans les affaires de la Banque. Il y aurait encore à relever des questions un peu naïves telles que la quatrième, qui demande quelles sont dans un pays les causes régulatrices du taux de l'intérêt? C'est absolument comme si on demandait quel est sur un marché la cause régulatrice du prix des choses. Il ne peut y en avoir d'autre que le rapport de l'offre et de la demande. Maintenant ce rapport est-il ce qu'il devrait être? n'est-il pas faussé par des influences fâcheuses? C'est un autre ordre d'idées. Je ferai un reproche à peu près semblable à la huitième question, ainsi conçue : *y a-t-il eu insuffisance des épargnes ou excès d'entreprises?* Étant donné, et la question suppose cette prémisse, que la crise a été causée par l'insuffisance des capitaux, il n'était pas nécessaire de placer la disjonctive *ou* entre les deux membres de la proposition. Ils se confondent; les épargnes ont été insuffisantes parce qu'il y a eu excès d'entreprises, et il y a eu excès d'entreprises parce que les épargnes n'ont pas été suffisantes. Néanmoins, à part ces petites irrégularités, qui sont du reste sans importance, nous devons déclarer que le questionnaire a été bien fait, qu'il répond bien à toutes les questions qu'il était utile d'élucider, et que si l'on obtenait une réponse satisfaisante à toutes, on aurait le meilleur traité qui puisse exister sur les questions de crédit et de banque.

Je voudrais dans cette étude, non pas faire une revue de toutes les publications qui ont eu lieu à propos de l'enquête, cela m'entraînerait trop loin, et aurait, je crois, peu d'utilité; je voudrais seulement, m'inspirant des meilleurs travaux, essayer de répondre moi-même au questionnaire, en suivant ses principales divisions et en prenant dans chaque division les questions les plus importantes.

II.

La première division porte sur les crises monétaires. On y demande en résumé quelles ont été les causes de la crise de 1863 et 1864, quelles analogies et quelles différences cette crise a présentées avec les précédentes, quelle influence a exercée sur le marché intérieur la participation des capitaux français aux entreprises étrangères, et si la constitution de plusieurs sociétés de crédit a eu quelque action sur les embarras monétaires, a été de nature à éloigner ou à rapprocher les crises.

Et d'abord la crise de 1863 et 1864 a-t-elle été monétaire? Si la crise a été monétaire, ont dit certains esprits, ce n'est pas le capital qui a manqué, c'est tout simplement l'instrument de circulation,

c'est le signe intermédiaire des échanges qui a été insuffisant pour répondre à tous les besoins. Il ne s'agit que de le multiplier et de le mettre en rapport avec les besoins. Que craint-on? Le papier mis en circulation, car il ne s'agit, bien entendu, que de papier, sera créé par un établissement très solide, par la Banque de France ou par tout autre qu'on voudra lui donner pour rival; il reposera sur les meilleures garanties, effets de commerce ou autres. Par conséquent il ne peut manquer d'être bien accueilli, et il mettra fin à une crise qui est purement artificielle, qui ne naît que de notre ignorance en matière de crédit et de la mauvaise administration de notre premier établissement financier, la Banque de France. Voilà ce qu'on disait déjà à l'époque de la crise de 1857; voilà ce qu'on a répété à satiété ces deux années dernières à propos des embarras d'argent que nous avons éprouvés. Nous ne disons pas qu'il n'y ait pas eu dans la dernière crise, comme dans celle de 1857, des embarras tenant particulièrement à l'argent; nous prétendons seulement que ce n'est pas là le caractère propre de la crise et qu'elle a été financière avant d'être monétaire. Par conséquent intituler la principale division des questions à faire dans l'enquête *crises monétaires*, c'est prendre un mauvais point de départ, c'est considérer comme admis ce qui est loin de l'être. Nous nous faisons fort de démontrer au contraire que, si la crise de 1863-64 a été monétaire, elle ne l'a été que par voie de conséquence; que ce qui a manqué d'abord, ç'a été en 1863 et 1864 comme en 1857, comme à toutes les époques de crises, le capital disponible. L'argent n'est devenu rare que parce qu'il suit la loi de ce capital, et ce n'est pas ici une querelle de mots, c'est une querelle de principes. Lorsque nous aurons démontré en effet que la crise de 1863-1864 a eu pour cause une insuffisance du capital disponible pris dans son sens le plus large, on verra tout de suite combien étaient chimériques tous les expédiens par lesquels on proposait d'étendre sous une forme ou sous une autre la circulation fiduciaire, c'est-à-dire le signe au lieu de la chose.

Lord Overstone, un des hommes les plus éclairés de l'Angleterre en matière de banque, a déposé dans l'enquête de 1857 (1) que « toutes les grandes fluctuations d'intérêt provenaient d'un changement dans la valeur du capital, que celles qui provenaient de la quantité de la monnaie étaient très faibles comme étendue et comme durée. » En effet, une crise ne peut être purement monétaire que dans un cas, c'est dans celui où par suite d'une mauvaise récolte, du

(1) Voyez l'enquête de 1857 sur la question des banques en Angleterre, extraits traduits par MM. Coullet et Juglar, p. 9.

renchérissement extraordinaire d'une denrée de première nécessité, comme le coton, on a été obligé momentanément d'exporter plus de numéraire qu'à l'ordinaire. Si cette exportation s'est faite dans un laps de temps très court et qu'on ait pris l'argent, comme il arrive toujours, dans les grands réservoirs qui détiennent particulièrement le numéraire d'un pays, à la Banque de France ou à la Banque d'Angleterre, il se peut que cette exportation subite produise un certain vide, que le pays n'ait plus autant d'argent qu'il lui en faut pour ses besoins, et que par cela même il soit amené à le payer un peu plus cher. Ce n'est là pourtant qu'un effet très momentané; s'il n'y a rien autre de changé du reste dans les rapports économiques du pays, si on a la même abondance des autres choses, le même capital disponible, on ne tarde pas à combler le vide en aliénant une partie de ce capital pour faire rentrer le numéraire qui manque, et il rentre d'autant mieux que, comme il est plus cher dans le pays qui en a grand besoin qu'ailleurs, chacun s'empresse de l'y envoyer. Il viendra ou des contrées auxquelles on l'aura expédié par la voie des échanges commerciaux, ou si ces pays, pour une cause ou pour une autre, ne le renvoient pas assez vite, il viendra d'autres pays qui en auront de trop, ou dans lesquels il sera moins cher. Ce qu'il y a de sûr, c'est que le vide ne tardera point à se combler, et que, s'il n'y a d'autre cause à la crise, elle ne sera pas de longue durée. En 1847, après la disette de 1846, il a suffi d'un arrangement avec le gouvernement russe, qui consentit à acheter à la Banque de France 50 millions de rentes, pour que la crise monétaire fût à peu près calmée, et le taux de l'intérêt ne dépassa pas 5 pour 100.

On dira peut-être qu'en 1863 et 1864, c'est également le renchérissement exceptionnel d'une denrée de première nécessité qui a motivé l'exportation du numéraire et qui a causé la crise. Je ne veux pas contester que la crise de 1863 et 1864 n'ait dû quelque chose à la cherté exceptionnelle du coton et par conséquent à une plus grande exportation de numéraire; mais ce serait se faire une étrange illusion que de voir là l'unique et même la principale cause. Les documens fournis par le *Board of Trade* en Angleterre établissent que pendant la période quinquennale de 1857 à 1861 on avait expédié chaque année pour le Levant, c'est-à-dire pour les pays producteurs du coton depuis la guerre d'Amérique, 13 millions 1/2 de livres sterling ou environ 338 millions de francs. Cette exportation comprenait à peu près celle de toute l'Europe, l'Angleterre étant l'intermédiaire obligé pour les paiemens à faire dans ces pays. En 1863 et 1864, l'exportation s'est élevée à 23 millions 1/2 de livres sterling chaque année : c'est donc une différence

de 10 millions de livres sterling ou 250 millions de francs. Ainsi 250 millions de francs, voilà le chiffre authentique auquel s'est borné pour toute l'Europe l'excédant d'exportation du numéraire vers l'Orient pendant les années 1863 et 1864 pour faire face à la cherté exceptionnelle du coton. Si maintenant nous ajoutons qu'il résulte de nos propres tableaux de douanes que pendant ces deux mêmes années notre importation de numéraire a encore dépassé notre exportation de près de 100 millions de francs chaque année, on sera bien convaincu que ce n'est pas seulement une exportation de numéraire qui a déterminé la crise de 1863 et 1864, et que si cette crise a été monétaire, elle ne l'a été, comme je l'ai dit, que par voie de conséquence, et parce qu'il y avait eu trouble dans le rapport du capital disponible avec les besoins.

Je ne veux pas entrer ici dans de longs développemens pour montrer ce qu'est le capital disponible; je me contenterai de dire que c'est la partie du capital d'un pays qui n'est pas engagée, qui reste libre pour les besoins nouveaux qui peuvent se présenter. La société a un revenu sur lequel elle vit, c'est la production annuelle; ce qu'elle ne consomme pas de ce revenu, ce qu'elle en économise constitue à la fin de l'année son capital disponible : elle peut faire de ce capital l'usage qui lui convient, l'employer utilement ou le dépenser stérilement. Tant qu'elle ne le dépasse pas, elle reste dans des conditions normales, et rien n'est troublé dans les rapports économiques; mais si elle le dépasse, il faut, comme pour un particulier, ou qu'elle s'endette, ou qu'elle opère des retranchemens d'un autre côté. Elle s'endette en empruntant au dehors, ou en escomptant d'avance son revenu futur au moyen de certaines combinaisons de crédit, et le résultat de ces emprunts, sous quelque forme qu'ils se produisent, est toujours de faire monter le prix du capital. Pour qu'il ne montât pas, il faudrait qu'on fît ailleurs des retranchemens correspondant aux dépenses exceptionnelles, que, pour construire des chemins de fer par exemple, rebâtir des villes, on enlevât des capitaux à l'agriculture et à l'industrie. C'est bien ce qu'on fait dans une certaine mesure; mais cette mesure, quelque importante qu'elle soit, ne suffit pas : il faut encore emprunter, et ces emprunts, je le répète, font monter le prix du capital, comme monte le prix de tout ce qui est plus demandé qu'offert; il monte jusqu'à ce que la cherté devienne un obstacle au développement de la prospérité. Alors on s'aperçoit qu'on s'est trop engagé, on voudrait se liquider, et cette liquidation plus ou moins forcée amène ce qu'on appelle une crise. C'est ce qui est arrivé en 1857; c'est ce qui est arrivé encore en 1863 et 1864.

III.

L'enquête demande *quelles sont les causes qui depuis dix ans ont agi sur le cours des métaux précieux.* Ces causes sont faciles à énumérer. Depuis dix ans, on a donné aux affaires industrielles et commerciales un essor inaccoutumé. Le chiffre du commerce extérieur, qui était au commerce spécial, importations et exportations réunies, de 3 milliards 615 millions en 1854, atteignait successivement 4 milliards 188 millions en 1857, puis 5 milliards 432 millions en 1861, et enfin près de 7 milliards en 1864, c'est-à-dire que dans cette période décennale il a doublé. Le résultat a été plus brillant encore pour le commerce intérieur; ce qui le prouve, c'est la progression des opérations de la Banque de France, qui en sont le reflet et pour ainsi dire le résumé. Ces opérations, de 2 milliards 541 millions en 1852, ont monté à 7 milliards 709 millions en 1862. Elles ont presque triplé, et il s'agit d'un commerce qui embrasse nos relations de chaque jour, et qui a beaucoup plus d'importance pour nous que le commerce extérieur. Pendant la période décennale précédente, l'augmentation du commerce extérieur n'avait pas dépassé 55 pour 100, et les opérations de la Banque de France n'avaient guère fait que doubler (1). Ce développement industriel et commercial extraordinaire n'a pas été le privilége de la France; il a eu lieu également dans d'autres pays, et notamment en Angleterre. En 1854, le commerce extérieur de l'Angleterre représentait 268 millions de livres sterling, en 1863 444 millions de livres. Nous n'avons pas le chiffre du progrès du commerce intérieur : il ne se résume pas, comme chez nous, dans les opérations de la Banque d'Angleterre; à côté de la Banque d'Angleterre, il y a un grand nombre d'autres établissemens de crédit qui, au moyen des ressources que leur fournissent les dépôts, escomptent comme elle, beaucoup plus qu'elle, du papier de commerce. Le chiffre des affaires réalisées par toutes ces banques s'est tellement accru, et le nombre des banques s'est tellement multiplié depuis quelques années, qu'on peut en induire facilement que le mouvement commercial intérieur de l'Angleterre n'a pas été inférieur à celui de l'extérieur. Or qu'a-t-il fallu dans les deux pays pour faire face à un tel développement d'affaires? Il a fallu

(1) Les chiffres étaient pour le commerce spécial, importations et exportations, de 2 milliards 179 millions en 1843, et de 3 milliards 443 millions en 1853. Quant aux opérations de la Banque de France, les chiffres sont de 1 milliard 82 millions en 1842 pour le principal établissement et ses succursales, et de 2 milliards 541 millions en 1851.

beaucoup plus de capitaux, il a fallu augmenter sensiblement notre matériel de production, créer de nouvelles usines, développer les anciennes.

Depuis dix ans, on a consacré en outre à la continuation de notre réseau de chemins de fer, à raison de 350 millions par an, 3 milliards 1/2.

On a dépensé pour le développement de nos chemins vicinaux, en argent seulement, sans compter les prestations en nature, à raison de 100 millions par an, soit 1 milliard.

Les travaux des villes, surtout cette transformation si rapide de la capitale, ont absorbé au moins 300 millions par an, soit en dix ans 3 milliards.

L'état lui-même, pour des besoins extraordinaires et imprévus, n'a pas emprunté, sous diverses formes, moins de 3 milliards 1/2, sans compter à peu près 3 milliards encore, absorbés par la progression du budget, qui a passé en dix ans du chiffre d'environ 1 milliard 500 millions à celui de 2 milliards 200 millions.

Puis sont venus les appels de fonds faits dans notre pays pour le compte de l'étranger (entreprises ou emprunts): ce n'est pas exagérer que de les évaluer à 2 milliards 1/2. On arrive ainsi à plus de 16 milliards, sans avoir fait la part des besoins nouveaux de l'industrie et de l'agriculture. A combien évaluerons-nous cette part? Un recueil des plus accrédités en Angleterre (*the Economist*) l'évaluait pour son pays à la moitié de l'épargne, c'est-à-dire à 60 millions de livres sterling ou 1 milliard 1/2 sur 3 milliards d'épargne; évaluons-la modestement chez nous à 500 millions, cela fait pour dix ans 5 milliards, et en tout plus de 21 milliards. — Voilà donc 21 milliards de capital extraordinaire qui ont été dépensés en dix ans en dehors des besoins ordinaires de la société. Je n'examine pas en ce moment la valeur de ces dépenses, je ne recherche pas quelles sont celles qui ont été utiles et celles qui ne l'ont pas été; je ne relève que le total, et je me demande si on a pu trouver dans le capital disponible une somme équivalente. Certes je suis de ceux qui évaluent au plus haut le progrès de la fortune publique depuis un certain nombre d'années, depuis que la France surtout a été sillonnée de chemins de fer; mais ce serait être très hardi, ce que les Anglais appellent *sanguine*, que de porter à 1 milliard 1/2 depuis dix ans l'épargne de chaque année; portons-la pourtant à ce chiffre, il donne 15 milliards en dix ans. Nous aurions donc dépensé 21 milliards pendant que nous en économisions 15; l'équilibre s'est trouvé rompu entre les ressources et les besoins; ces 6 milliards qu'on ne trouvait pas dans le capital disponible, il a fallu les prendre ailleurs, on les a empruntés: de là le

renchérissement du capital, et comme on ne remédie pas à une insuffisance de capital de 6 milliards comme on remédie à un déficit de 200 millions dans l'encaisse métallique, le renchérissement a duré deux ans. Il a fallu le temps, ou que les épargnes vinssent combler le vide, ou, ce qui malheureusement arrive plus souvent, qu'une crise vînt provoquer une liquidation et rétablir l'équilibre.

Maintenant, pour répondre au questionnaire, comment cette cherté du capital est-elle devenue une crise monétaire, comment a-t-elle agi sur le cours des métaux précieux? La réponse est bien simple. Lorsqu'on dit que l'argent est cher, il s'agit du prix du métal, considéré non pas en lui-même, mais comme moyen de se procurer les choses dont on a besoin. On ne consomme pas du métal, excepté pour quelques usages commerciaux insignifians; ce qu'on consomme, ce sont des céréales, c'est du vin, ce sont des étoffes, c'est du fer, etc., toutes choses qu'on peut se procurer avec de l'argent et qu'on ne se procure aisément que par cet intermédiaire. L'argent est donc la forme sous laquelle circulent toutes les choses dont on a besoin et qui constituent le capital disponible; par conséquent il ne peut avoir un prix différent de ces mêmes choses. Supposez pour un moment que l'argent soit abondant et à bon marché pendant que les choses qui constituent le capital disponible seront rares et d'un prix élevé. Immédiatement, avec cette abondance de l'argent, on se procurera les choses qui manquent, et on aura recours à ce moyen d'échange jusqu'à ce que le prix de l'argent lui-même soit au niveau de celui de toutes les autres choses.

On s'est souvent demandé, en comparant l'encaisse de la Banque de France à une époque où l'argent est à bon marché et à une autre où il est cher, et en voyant entre les deux époques une simple différence de 200 millions, on s'est demandé comment il se faisait que, pour une si minime différence, pour 200 millions de plus ou de moins dans l'encaisse de la Banque, lorsqu'il y avait du reste de 4 à 5 milliards de numéraire en France, le prix de l'argent passât tout à coup de 3 et 4 pour 100 à 6 et 7 pour 100. Et alors on a imaginé toute espèce de systèmes pour donner à la Banque les 200 millions qui lui manquent et qui lui permettraient, croit-on, de parer à tous les besoins. On lui a conseillé d'augmenter son capital, de rendre plus disponible celui qu'elle a déjà, de renoncer à d'autres services qui absorbent à peu près ces 200 millions. On n'a pas réfléchi que cette différence de 200 millions que l'on prend pour la cause n'est ici que l'effet. S'il est vrai qu'en dix ans on ait employé en dépenses extraordinaires 6 milliards ou environ de plus que n'ont fourni les épargnes, et que ce soit là la cause

du renchérissement du capital, qu'est-ce que viendraient faire 200 millions de numéraire de plus ajoutés à l'encaisse de la Banque? D'abord ils ne s'y ajouteraient pas gratuitement, ils seraient pris quelque part, détournés d'autres emplois où ils manqueraient probablement beaucoup; mais tombassent-ils du ciel qu'ils seraient encore un remède insuffisant et changeraient bien peu la situation. Le découvert, au lieu d'être de 6 milliards, serait de 5 milliards 800 millions. Ce n'est pas 200 millions de plus ou de moins en numéraire qui font la difficulté de la situation, c'est l'immense écart qui se trouve entre les ressources disponibles et les besoins, et cet écart se marque par la cherté de l'argent, parce que, je le répète, l'argent est la forme que prend le capital disponible pour circuler, pour passer d'une main à l'autre, et qu'il est cher quand le capital est cher. On dit alors que la crise est monétaire; on se trompe; la cherté de l'argent n'est ici qu'un symptôme : la crise est financière.

Il y a pourtant des causes spéciales de renchérissement pour l'argent : comme tous les produits qui répondent à des besoins de première nécessité, il baisse ou il monte de prix suivant qu'il est plus ou moins abondant par rapport à ces besoins. Quand, à partir de 1848, les mines de la Californie, puis, à partir de 1851, celles de l'Australie, sont venues verser ensemble sur le continent européen de 2 à 300 millions chaque année, on s'est dit que l'or allait se déprécier, et beaucoup d'écrits ont été publiés dans ce sens par des hommes considérables et dont l'opinion fait autorité. Cependant le résultat a été tout autre. Il y a bien encore quelques personnes qui attribuent l'élévation du prix de certaines choses à la dépréciation de la monnaie; mais cette opinion est de plus en plus rare, et à mesure qu'on considère les faits avec attention on est convaincu que la cherté doit être attribuée à une autre raison qu'à la dépréciation de la monnaie. Je n'oserais pas dire, quant à moi, que la monnaie, considérée elle-même comme étalon des valeurs, a plus de prix aujourd'hui qu'elle n'en avait il y a vingt ans; mais j'estime qu'elle en a au moins autant malgré les 3 ou 4 milliards d'or californien et australien qui sont venus s'ajouter au stock métallique de l'Europe depuis quinze ans. Il s'est produit à l'égard du numéraire le même phénomène qu'à l'égard d'autres denrées de première nécessité. — La production de la viande a triplé depuis quinze ans, cela ne l'a pas empêchée d'augmenter de prix. — On produit aujourd'hui au moins le double de céréales, et cependant les prix sont restés à peu près ce qu'ils étaient il y a quinze ans. — De même pour le vin, de même pour beaucoup d'autres choses. Cela tient à ce que la quantité de toutes ces choses a eu beau augmenter,

les besoins ont augmenté encore davantage; il serait facile de le démontrer par le progrès de la population et par le développement de la richesse. Si on produit aujourd'hui trois fois plus de viande qu'il y a quinze ans, il y a peut-être quatre fois autant de gens qui peuvent en consommer; de même pour les céréales, de même pour le vin, et j'ajoute de même pour le numéraire.

Le numéraire répond dans la société à un besoin qui est susceptible de beaucoup de développement; plus les relations commerciales prennent d'importance, plus les transactions se multiplient, et plus on a besoin de ce qui est l'intermédiaire obligé des échanges. Sans doute on y supplée par des combinaisons de crédit, par des viremens de comptes, par ce qu'on appelle le système des compensations; mais toujours est-il que le numéraire est au bout de toutes les transactions, que lui seul est accepté de tout le monde comme règlement définitif; par conséquent, jusqu'à ce qu'on ait trouvé le moyen de faire marcher de pair et en toute sécurité le progrès du crédit avec celui des transactions, il faudra toujours plus de numéraire à mesure qu'il y aura plus d'affaires. Nous avons vu que depuis dix ans seulement le commerce extérieur avait doublé, et celui de l'intérieur triplé. Pendant ce temps, quel a été l'accroissement du numéraire? Si nous prenons les états de douanes, nous trouvons que, de 1854 à 1859, l'augmentation du numéraire, en ce qui concerne la France, a été de 187 millions par an de 1854 à 1859, et de 1859 à 1864 de 93 millions : soit en tout pour dix ans 1 milliard 400 millions. C'est à peine le tiers de ce que nous en possédions déjà. Ainsi, pendant que nos affaires doublaient d'un côté, triplaient de l'autre, notre numéraire n'augmentait que dans la proportion d'un tiers. Cela explique que nous ayons pu depuis dix ans faire beaucoup de progrès en matière de crédit, recourir davantage au système des viremens, économiser plus que jamais le numéraire, et cependant que le prix de ce même numéraire se soit maintenu, s'il ne s'est pas élevé. On s'est demandé souvent ce qui serait arrivé si nous n'avions pas eu à notre disposition les mines d'or de la Californie et de l'Australie; ce qui serait arrivé, c'est que l'immense progrès industriel et commercial qui s'est accompli depuis dix ans eût été beaucoup moindre. Certes ce progrès a eu d'abord pour cause principale les chemins de fer; ce sont les chemins de fer qui sont venus tout à coup, dans des proportions qu'on ne soupçonnait pas, ouvrir des débouchés au commerce, mais les mines d'or ont eu aussi leur action éminemment utile. Les chemins de fer et les mines d'or, voilà les deux secrets de la prospérité industrielle et commerciale de l'Europe, et j'ajouterai du Nouveau-Monde depuis un certain nombre d'années.

Le numéraire a été pour la circulation des capitaux ce qu'ont été les chemins de fer pour la circulation des marchandises et des voyageurs, et à eux deux ils ont exercé sur le progrès de la richesse publique une influence prodigieuse et qui a donné aux phénomènes économiques des conséquences différentes de celles qu'on avait vues jusqu'alors, celle-ci entre autres : que l'argent a pu maintenir son prix, le voir même s'élever, en devenant plus abondant et pendant que cette plus grande abondance coïncidait elle-même avec le perfectionnement des moyens de crédit.

IV.

L'enquête s'est encore donné pour tâche de rechercher quelle analogie et quelle différence il y a entre la crise de 1863-1864 et les précédentes. L'analogie est parfaitement claire. La crise de 1863-64, comme toutes les autres, est née d'un défaut d'équilibre entre les ressources et les besoins, d'un emploi de capital supérieur aux ressources fournies par les épargnes. Toutes les crises naissent de même. Il n'y a qu'un genre de crise qui ne résulte pas des mêmes causes, ce sont les crises politiques : pour celles-là, il n'est pas nécessaire qu'il y ait eu un emploi de capital supérieur aux ressources, que la situation industrielle ou commerciale soit tendue; elles peuvent éclater, comme en 1848, au milieu d'une situation tout à fait normale. C'est la peur qui les fait naître; tant qu'elle dure, les capitaux se cachent, et les effets sont les mêmes que dans les crises ordinaires : les produits ne se vendent plus, et chacun recherche le capital sous la forme qui se déprécie le moins, c'est-à-dire sous la forme du numéraire.

En de telles circonstances, l'argent acquiert une valeur tout exceptionnelle, qui tient à son caractère propre. Comme il est un instrument d'échange universel, il possède un marché immense, toujours ouvert, et qui ne dépend pas des accidens commerciaux de tel pays. Pendant que tout se déprécie, lui seul conserve sa valeur; non-seulement il la conserve, mais il la voit même s'élever, parce que dans les momens de crise il est encore plus recherché. Les gens qui rêvent de se passer de la monnaie métallique et de la remplacer par tout autre instrument d'échange n'ont jamais pensé aux crises. C'est dans les crises surtout qu'apparaît l'immense utilité de la monnaie métallique. Si dans ces momens-là il n'y avait pas un instrument d'échange universel, un étalon de valeurs auquel tout pût se rapporter, il y aurait des difficultés extrêmes pour opérer la liquidation; toute crise aurait des conséquences incalculables.

Adam Smith, malgré tout son génie, n'avait pas aperçu les avan-

tages inappréciables de la monnaie métallique lorsque, la comparant aux autres produits de la société, il disait que la disparition du numéraire aurait des effets moins funestes que celle de telle ou telle autre denrée. C'est, à mon sens, une grande erreur; il n'y a pas, si on se place au point de vue moderne, avec l'état actuel de la richesse publique, un agent de notre organisme social qui soit aussi utile que la monnaie. C'est l'âme de toutes les transactions, et un économiste américain distingué, M. Carey, a pu dire presque sans exagération que « les métaux précieux étaient au corps social ce que l'air atmosphérique était au monde physique, que tous deux fournissaient l'instrument de circulation, et que la dissolution du corps physique en ses élémens, lorsqu'il est privé d'air, n'était pas plus certaine que la dissolution de la société lorsqu'elle est privée de monnaie métallique. » En effet, qu'on réfléchisse à ce que deviendrait le mouvement industriel et commercial tel que nous le voyons aujourd'hui sans cet auxiliaire puissant qu'on appelle la monnaie. Les chemins de fer sont très utiles, ils ont donné à la richesse publique une impulsion des plus extraordinaires. Eh bien! si nous avions à choisir entre la disparition des chemins de fer ou celle des métaux précieux, nous n'hésiterions pas, nous garderions les métaux précieux. Cela ne veut pas dire qu'il ne puisse pas y en avoir trop à un moment donné, et que par suite ils ne soient exposés à une certaine dépréciation, de même qu'il pourrait y avoir trop de chemins de fer, si on en faisait là où ils ne sont pas nécessaires; mais nous n'en sommes là ni pour l'un ni pour l'autre de ces deux instrumens de circulation. Et quant aux métaux précieux, les mines d'or peuvent en fournir beaucoup encore avant qu'il y ait excès, tant est grande la puissance d'expansion du commerce destiné à les absorber.

Si la crise de 1863 et 1864 a eu cette analogie avec les précédentes d'être née, comme elles, d'un défaut d'équilibre entre les ressources et les dépenses, le défaut d'équilibre n'est pas arrivé de la même manière, et c'est là ce qui constitue la différence de cette crise avec les autres, notamment avec celle de 1857. La période d'avant 1857 avait bien été traversée aussi par de grandes immobilisations de capital, par des emprunts improductifs comme les 1,500 millions de la guerre de Crimée, elle avait fourni aussi ses 300 ou 400 millions par an aux chemins de fer; mais ce qui avait surtout dominé dans cette période, c'est le grand développement pris par l'industrie et le commerce. Si nous interrogeons les chiffres du commerce extérieur spécial de la France de 1852 à 1857, nous trouvons qu'il y a eu une progression de 85 pour 100 (2 milliards 711 millions en 1852 et 4 milliards 988 millions en 1857), tandis

que, dans la période quinquennale suivante, l'augmentation n'a été que de 10 pour 100 (4 milliards 988 millions en 1857 et 5 milliards 432 millions en 1862). Les années 1863 et 1864 n'ont pas changé la proportion (1). Quant aux opérations de la Banque de France, elles ont augmenté, de 1852 à 1857, de 46 pour 100 (4 milliards 113 millions en 1852, 6 milliards 5 millions en 1857), et de 28 pour 100 seulement de 1857 à 1862 (6 milliards 65 millions en 1857, 7 milliards 783 millions en 1862). Et encore le chiffre de 1862 a-t-il été un chiffre exceptionnel, en augmentation de près de 1 milliard 200 millions sur l'année précédente, et qui aujourd'hui est à peine dépassé. Ce n'est donc pas l'expansion du commerce et de l'industrie qui a été, comme en 1857, la principale cause de la crise; il faut l'aller chercher ailleurs, dans les immobilisations de capitaux dont nous avons parlé, dans les 3 ou 400 millions consacrés par an à nos chemins de fer, dans les 300 millions donnés à la transformation de la capitale et d'autres grandes villes, dans les appels de fonds faits pour le compte de l'étranger, dans les dépenses extraordinaires de notre gouvernement. C'est là, plus que dans le développement du commerce, qu'on trouvera la cause principale de la crise de 1863 et 1864.

Cette cause a été la même aussi en Angleterre. L'Angleterre n'a pas dépensé, comme nous, 3 milliards en dehors des prévisions de son budget, elle n'a pas consacré, comme nous, 3 ou 400 millions par an à ses chemins de fer; mais elle a eu à faire face à d'autres dépenses extraordinaires. Elle s'est mise à commanditer l'industrie et la banque dans le monde entier : la seule année 1863 a vu éclore 263 sociétés nouvelles, au capital de 2 milliards 1/2, dont un à verser en 1864. L'année 1864 a donné naissance à 282, à un capital au moins égal, sinon supérieur. C'est cet emploi extraordinaire du capital en dehors du commerce qui, en Angleterre comme en France, a été la cause principale de la crise de 1863 et 1864. Et ce qui prouve bien que cette crise n'avait pas un caractère commercial, c'est qu'elle s'est fait sentir à peine ou qu'elle ne s'est pas fait sentir du tout dans des pays commerçans comme Hambourg et Amsterdam, qui avaient fort souffert de la crise de 1857. Il n'y a pas eu non plus la même dépréciation qu'en 1857 sur l'ensemble des produits. Ce qui a souffert surtout pendant la dernière crise, ce

(1) Il est vrai que l'année 1857 a été une année exceptionnelle pour le développement commercial, puisqu'elle a dû aboutir à une crise; l'année suivante, celle de 1858, a été, dans le sens inverse, une année de ralentissement. Cependant, si nous la prenons pour point de départ de la dernière période quinquennale, nous trouvons que l'augmentation de 1863 sur 1858 a été de moins de 40 pour 100, 4 milliards 408 millions en 1858, et 6 milliards 189 millions en 1863.

sont les valeurs publiques, celles précisément qui avaient été émises par suite de la trop grande immobilisation du capital, et qui représentaient les affaires plus ou moins douteuses organisées tant en France qu'à l'étranger. En un mot, la crise de 1863 a été une crise financière, tandis que celle de 1857 avait surtout été une crise commerciale.

Parmi les élémens qui ont contribué à la crise de 1863, il y en a de particulièrement regrettables : ce sont, bien entendu, d'abord les dépenses extraordinaires de l'état, qui, au point de vue économique, n'ont rien rapporté; c'est ensuite l'exagération donnée aux travaux des villes, enfin l'absorption des capitaux français par les entreprises étrangères. Nous ne dirons qu'une chose en ce qui concerne les travaux des villes et notamment ceux de la ville de Paris, qui naturellement est la première en cause : c'est que de tels travaux, poussés avec trop de précipitation, ont été une grande faute au point de vue politique et économique. Au point de vue politique, ils ont amené dans la capitale une agglomération d'ouvriers qui à un moment donné peut être un embarras sérieux. Une grande partie de ces ouvriers vivent de la transformation de la capitale; que feront-ils quand cette transformation sera terminée? Retourneront-ils dans les villes, dans les campagnes qu'ils ont quittées? Assurément non. Il faudra leur trouver de nouvelles occupations. Aussi nous doutons fort que les travaux de Paris s'achèvent jamais. Déjà même, en les poussant avec l'activité qu'on y met, on obéit plus qu'on ne le croit à la triste nécessité de fournir du travail à ceux qu'on a trop attirés; on a détaché le rocher de Sisyphe, on le roule maintenant. Réussira-t-on jamais à le mettre d'aplomb?

Au point de vue économique, ces travaux, poussés avec trop de précipitation, ont un double inconvénient : ils contribuent à faire renchérir le capital, et ils donnent à la main-d'œuvre un prix artificiel. Il est incontestable que 2 ou 300 millions consacrés par an à la transformation des villes, et attirés par des moyens comme les emprunts avec lots et primes et les spéculations sur les terrains ou sur les constructions, que ces 2 ou 300 millions ne sont pas sans influence sur le renchérissement du capital. Or le renchérissement du capital, c'est pour le commerce et l'industrie une cause de gêne et de ralentissement; c'est plus que cela pour l'agriculture, c'est une véritable ruine. Depuis qu'on s'est mis à dépenser tant d'argent pour des besoins un peu factices, l'agriculture ne trouve plus de capitaux, et elle est dans un état de détresse effroyable. Quant à l'élévation artificielle du prix de la main-d'œuvre, c'est aussi un grave inconvénient : ce prix réagit sur la production, il la rend plus coûteuse, et, comme les facultés de chacun ne se

développent pas en proportion, cette production reste sans consommateurs et sans débouchés. L'ouvrier lui-même ne gagne pas ce qu'il a l'air de gagner avec cette élévation du prix de la main-d'œuvre : comme tout a renchéri autour de lui, il paie plus cher ce dont il a besoin; son salaire est plus élevé sans être plus avantageux. Voilà ce que produisent les travaux des villes lorsqu'on veut les pousser trop vite, et qu'on n'a pas de capitaux disponibles à y consacrer.

Quant à l'absorption des capitaux français par les entreprises étrangères, l'effet en a été peut-être plus fâcheux encore. Je ne suis point par système ennemi des entreprises étrangères; je sais tout le profit qu'on peut en tirer lorsqu'elles sont bien conçues, et qu'on n'y place que les capitaux dont on n'aurait pas l'emploi chez soi. La Hollande, l'Angleterre se sont enrichies par leurs placemens au dehors. Cependant il faut pour cela que l'entreprise soit bien conçue et que le capital soit abondant, car si, même l'entreprise étant bonne, on y consacre un capital dont on aurait besoin, on fait une mauvaise opération. L'entreprise du dehors, quelque bonne qu'elle soit, ne donnera jamais, au point de vue social, au point de vue économique, tous les profits que donnerait une entreprise à l'intérieur. Je prends pour exemple un chemin de fer : si avec le capital français on fait un chemin de fer à l'étranger, on n'aura jamais que le produit des actions, tandis que s'il est fait en France, outre le produit des actions, on aura l'immense utilité sociale qui résulte d'un chemin de fer.

Si maintenant on n'avait pas de capital disponible à y consacrer, si celui qu'on y a mis il a fallu le détourner d'autres emplois, le prendre à l'agriculture et au commerce, si de plus les affaires dans lesquelles on l'a engagé étaient douteuses et ne donnaient qu'un profit médiocre, alors la perte est double, et le préjudice considérable. Malheureusement, à quelques exceptions près, c'est ce qui nous est arrivé. Nous avons commandité les chemins de fer espagnols, russes, autrichiens; nous avons formé des sociétés de crédit presque partout, mais si aujourd'hui on parcourt la cote de la Bourse et que l'on compare le prix des valeurs qui sont nées de ces entreprises avec le cours d'émission, on trouvera un immense mécompte, et on se dira tout naturellement que ce n'était pas la peine de priver notre pays des capitaux dont il avait grand besoin (la crise de 1863 et 1864 l'a prouvé) pour arriver à un pareil résultat.

On répondra peut-être que cette participation aux entreprises étrangères a agrandi le rayonnement de notre marché, a fait de Paris le foyer des affaires, le centre des capitaux, et que, si nous

donnons notre argent aux étrangers, ils nous le rendent par les intérêts qu'ils prennent dans nos affaires, que nous y gagnons d'établir une solidarité générale entre le capital européen, d'abolir pour lui, comme nous l'avons fait pour les marchandises, le système d'exclusion. Je ne nie pas la valeur de cette objection. Cependant je persiste à croire que jusqu'à ce jour au moins il n'y a pas eu réciprocité, que ni les Espagnols, ni les Russes, ni les Autrichiens ne nous ont rendu l'équivalent des capitaux que nous leur avons prêtés, et que nous leur avons prêtés, hélas! avec trop de désintéressement. — Il y a pour cela une raison bien simple, c'est que les capitaux intelligens et clairvoyans préféreront toujours un placement à côté d'eux, sous leur propre surveillance, à un placement lointain qu'on ne peut pas surveiller, et pour lequel il y a toujours quelque risque à courir. Ce qui reste vrai de notre participation aux affaires des pays étrangers jusqu'à ce jour, c'est que nous y avons consacré beaucoup plus de capitaux que nous n'en avions de disponibles, qu'il ne nous en a été rendu, et que de plus nos capitaux ont été mal engagés dans des entreprises qui ont donné peu de résultats. Ces faits bien regrettables n'ont pas peu contribué à la crise de 1863 et 1864.

V.

La constitution de certaines sociétés de crédit sous forme anonyme a-t-elle exercé de l'influence sur les embarras monétaires? a-t-elle tendu à éloigner ou à rapprocher les crises? C'est encore une question posée par l'enquête, et à laquelle nous essaierons de répondre.

En principe, il semblerait que la constitution de ces sociétés, de la plupart au moins, n'a pu exercer qu'une influence favorable sur les questions d'argent, puisqu'elles ont eu généralement pour but de recueillir les capitaux disponibles et de les prêter au commerce ou à l'industrie. Il n'en est pas d'elles comme d'une entreprise de chemins de fer qui appelle les capitaux pour les immobiliser, et qui ne les rendra plus à la circulation que sous la forme d'un revenu amélioré si l'entreprise est bonne, d'un revenu diminué si elle est mauvaise. Les capitaux qu'une banque ou institution de crédit appelle, elle ne doit pas les immobiliser, elle doit les avoir presque toujours disponibles et ne les prêter au commerce et à l'industrie qu'à brève échéance. Il semble donc, je le repète, que de tels établissemens devraient atténuer plutôt qu'augmenter les embarras monétaires. Cependant c'est le contraire qui arrive. Les établissemens de crédit mettent bien en effet plus de capitaux à la disposition du commerce et de l'industrie; mais, comme ils paient à ces ca-

pitaux un intérêt plus ou moins élevé, ils ne peuvent pas les laisser inactifs, ils cherchent à les utiliser, et, pour les utiliser, ils poussent au développement des affaires. C'est le côté avantageux, mais c'est aussi le côté dangereux. Bientôt, par la force des choses, la clientèle, bonne ou mauvaise, d'une institution de crédit s'étend à ce point que les capitaux dont celle-ci dispose ne suffisent plus et que les embarras ne tardent pas d'arriver, sinon pour l'institution elle-même, au moins autour d'elle. Je suis loin de contester l'utilité de ces établissemens de crédit; je reconnais qu'ils contribuent grandement à la prospérité du pays par l'impulsion qu'ils donnent aux affaires. Je réponds seulement à la question de l'enquête, et je dis que ces institutions, par cela même qu'elles poussent à l'emploi des capitaux, qu'elles y poussent dans une mesure qui n'est pas toujours sage, qui n'est pas toujours subordonnée aux besoins, amènent des embarras financiers, et tendent plutôt à rapprocher les crises qu'à les éloigner.

Ce qui le prouve, c'est que la dernière crise, celle de 1863 et 1864, n'a été éloignée de la précédente que par un laps de six ans, tandis qu'il y avait eu dix ans d'intervalle entre les crises antérieures. Ainsi, sans remonter plus loin, il y avait eu crise en 1826, puis en 1836, puis en 1846 et 1847, enfin en 1857, et tout le monde sait que la création de plusieurs de nos sociétés de crédit a eu lieu dans ces dernières années. Le fait est beaucoup plus saillant encore en ce qui concerne l'Angleterre, où le rapprochement de la dernière crise avec la précédente a coïncidé avec le plus grand développement qui ait été donné aux institutions de crédit. On peut presque affirmer que dans ce pays la crise est née de la trop grande quantité des institutions de crédit.

Quand je dis que ces institutions ont rendu de grands services, qu'elles ont donné une grande impulsion aux affaires, il ne faudrait pas se méprendre sur ma pensée et croire que ces services, elles les rendent en commanditant directement l'industrie et en prêtant leurs capitaux à l'organisation d'une entreprise nouvelle quelconque. Non, telle n'est pas, telle ne peut pas être leur mission, et quand des institutions de ce genre se vantent de la participation qu'elles ont prise à un chemin de fer, à une entreprise nouvelle, à la reconstruction même de la capitale ou d'autres grandes villes, elles se vantent de ce qu'elles ne devraient pas faire, de ce qui est contraire au principe même de leur organisation. Les institutions de crédit n'ont généralement qu'un capital social insignifiant à côté des opérations qu'elles sont appelées à faire. Les capitaux dont elles disposent sont des capitaux qui leur sont prêtés à brève échéance, le plus souvent sous forme de dépôts qu'on peut retirer du jour

au lendemain. Par conséquent elles ne peuvent les employer que de la même façon qu'ils leur ont été prêtés, c'est-à-dire à brève échéance aussi, pour escompter du papier de commerce ou faire d'autres opérations de ce genre. Elles ne peuvent pas les engager dans des entreprises industrielles sous peine de s'exposer à toute espèce de risques, d'abord au risque de compromettre les capitaux, si l'affaire est mauvaise, et ensuite à celui de ne pas les avoir disponibles quand on les redemandera, ou de ne les avoir qu'au prix d'une réalisation désastreuse pour l'institution de crédit et pour l'affaire dans laquelle les capitaux seraient engagés. Toutes les fois qu'une institution de crédit a fait faillite, et il y en a souvent des exemples en Angleterre, on trouve presque toujours dans son portefeuille la représentation d'intérêts pris dans une entreprise à long terme.

Il y a chez nous pourtant une institution de crédit fort célèbre, qui, contrairement à ces principes, s'est donné la mission de commanditer l'industrie et de procéder à la création et à l'administration d'entreprises de toute nature. Elle s'est assigné même une mission beaucoup plus large et plus difficile, celle de soutenir le crédit public. C'est l'institution du Crédit mobilier. Je ne veux pas dire qu'à l'origine cette institution n'ait eu sa raison d'être, son moment d'utilité. On était au lendemain d'une période révolutionnaire qui avait fort effrayé les capitaux. Il s'agissait de leur donner de la confiance, de les engager dans les affaires. C'est le service qu'a rendu le Crédit mobilier. Organisé sous le patronage et le prestige d'hommes considérables et habiles, il donna en effet une vive impulsion aux affaires. Beaucoup d'entreprises s'établirent sous ses auspices et à côté de lui, et il en résulta pour la France une ère d'activité qui eut d'excellens résultats. Cependant, il faut le dire, là s'arrête le mérite de cette institution; habile à donner une première impulsion aux affaires, elle ne l'a pas été autant lorsqu'il s'est agi de les diriger et de les administrer. Parmi les entreprises organisées sous son patronage, on en cite beaucoup que de cruels mécomptes sont venus frapper. Il faut en excepter cependant la Société parisienne du gaz et celle des omnibus. Ces sociétés, il est vrai, existaient déjà avant le Crédit mobilier; seulement elles étaient divisées et dans des situations diverses de prospérité. L'intervention du Crédit mobilier a eu pour effet de les réunir, de les fusionner, ce qui, je le reconnais, a été une bonne mesure pour ces deux sociétés et pour le public : pour ces deux sociétés, en ce qu'elle les a affranchies de toute concurrence et leur a préparé un avenir plus brillant; pour le public, en ce qu'il a trouvé dans une organisation plus puissante un service meilleur et des conditions de bon mar-

ché qu'il n'aurait pas eues sans cela. Néanmoins, à part cette intervention, qui a été heureuse, bien qu'elle se soit fait payer un peu cher, je ne connais guère d'affaires organisées directement par les soins du Crédit mobilier qui aient prospéré, qui aient donné des résultats en rapport avec ceux qu'on s'en promettait.

Je prends d'abord la grande société des chemins de fer autrichiens, dont les actions, cotées à l'origine de 8 à 900 francs, sont aujourd'hui à 400, puis les chemins de fer russes, dont les titres ont disparu de la cote française et qui sont sensiblement au-dessous du pair, — les chemins espagnols, dont celui du nord de l'Espagne est à 190 francs et celui de Cordoue à Séville plus bas encore, puis ces autres sociétés de Crédit mobilier organisées en pays étrangers, qu'on a appelées les sœurs cadettes de celle de Paris, et qui semblent en effet n'avoir été créées que pour venir en aide à la sœur aînée, tels que les *crédits mobiliers* espagnol, italien, néerlandais. De ces trois-là, l'espagnol seul se maintient aux environs du pair après s'être élevé jusqu'à 900 francs. Enfin il faut citer la Compagnie maritime, dont les actions dépréciées ont été noyées dans la Compagnie transatlantique, qui est encore trop nouvelle pour être jugée, et la Compagnie immobilière, qui, après plusieurs transformations successives ayant eu leur jour d'éclat et de faveur, se traîne péniblement aux environs du pair. Je ne parle pas de la canalisation de l'Èbre et d'autres petites affaires qui ont fait un naufrage plus ou moins complet et dont il n'est plus question; je ne parle pas non plus d'une autre intervention moins heureuse qui a fait quelque bruit dans le temps et qui a grevé deux compagnies puissantes de charges qui pèseront longtemps sur leur avenir : ainsi le rachat du chemin de Montereau par la compagnie de l'Est et celui du chemin de Saint-Germain par celle de l'Ouest. Ces exemples suffisent pour montrer que le Crédit mobilier est loin d'avoir fait prospérer toutes les affaires dont il s'est mêlé.

Maintenant pourquoi en a-t-il été ainsi? pourquoi le Crédit mobilier a-t-il été moins heureux dans l'administration que dans l'organisation de ses affaires? La raison en est bien simple, c'est qu'il n'y avait pas le même intérêt. La question essentielle pour le Crédit mobilier, c'était d'organiser des affaires. La bonne administration de l'entreprise était chose secondaire, ne devant jamais donner autant de bénéfices que l'organisation, et ne devant d'ailleurs les donner qu'à longue échéance. Le Crédit mobilier était pressé de réaliser; c'est ainsi qu'on le voit, dans sa période de faveur, organiser sans cesse des affaires nouvelles, et quand il s'occupe des anciennes, c'est pour leur préparer des fusions, des transformations qui donnent immédiatement une plus-value aux actions. Le

Crédit mobilier a été, qu'on me pardonne l'expression, un *lanceur d'affaires*. Pour lui, l'intérêt du présent domine presque toujours celui de l'avenir. Les entreprises qu'il organise sont de longue haleine; elles ne doivent pas donner de résultats immédiats. Ce n'est qu'au bout de quelques années qu'on pourra les juger à l'œuvre. En attendant, on se contente de promesses, et le prestige du Crédit mobilier reste intact.

Du reste, le vice qui s'est révélé dans l'administration du Crédit mobilier serait celui de toutes les institutions de crédit qui voudraient commanditer l'industrie; non-seulement elles seraient sollicitées, comme le Crédit mobilier, à lancer seulement les affaires et à réaliser au plus vite l'intérêt qu'elles y auraient pris, mais la prudence même leur en ferait une loi à cause de la nature des capitaux dont elles disposent. Je ne prétends pas pourtant que ces sociétés ne puissent prêter une certaine assistance aux entreprises industrielles : elles le peuvent avec une partie de leur actif social, avec les capitaux qui leur sont prêtés à longue échéance; mais cet emploi doit être fait avec beaucoup de mesure, car on n'est jamais sûr de l'avenir des affaires dans lesquelles on s'engage, et le capital social, c'est la garantie des opérations d'une banque : il doit toujours être prêt à être réalisé. Ce qu'il y a de mieux pour ces institutions, ce qui est leur caractère propre, c'est de se borner à des opérations commerciales, d'escompter du papier de commerce ou autres valeurs de ce genre.

Il y a dans l'institution du Crédit mobilier un autre vice encore qui a produit des résultats déplorables : c'est la faculté qui lui a été donnée, sous prétexte de soutenir le crédit, de vendre et acheter à terme toute espèce de valeurs. On soutient le crédit quand on a des capitaux disponibles. et qu'on peut les employer à acheter des fonds publics sans être obligé de les revendre plus tard. Les caisses d'épargne, la Caisse des retraites, diverses sociétés de prévoyance, les établissemens publics, enfin tous les capitalistes qui ont des fonds à placer, soutiennent le crédit, parce que ce qu'ils cherchent dans leurs placemens, c'est un revenu fixe et assuré, et qu'ils n'ont pas besoin de spéculer sur des différences; mais comment s'imaginer que le Crédit mobilier, qui n'a que des capitaux mobiles, dont il ne peut pas disposer pour longtemps, puisse soutenir le crédit? Le Crédit mobilier ne cherche pas des revenus dans les valeurs qu'il achète à la Bourse; il n'aurait pas le temps de les attendre. Ce qu'il cherche avant tout, ce sont des différences à réaliser; il achète une valeur aujourd'hui, il la revend demain. Le crédit public n'a rien à gagner à cette opération : si la hausse s'est faite sous l'influence de l'achat, la baisse a lieu sous l'influence de la

vente; par conséquent la situation reste la même. Dira-t-on qu'en portant de temps en temps ses capitaux à la Bourse, et surtout dans les momens difficiles, il donne l'exemple, entraîne les autres, et qu'une fois l'entraînement opéré il peut se retirer impunément, sans que le crédit en souffre? D'abord il n'est pas sûr que cet entraînement ait lieu au moment où on en aurait besoin et dans le sens qu'on voudrait, et il n'est pas sûr non plus qu'il ait lieu précisément en faveur de la hausse. Dès qu'il ne s'agit que de différences à réaliser, peu importe au Crédit mobilier qu'il les réalise par la baisse ou par la hausse; ce qu'il cherche avant tout, c'est l'opération la plus fructueuse et la plus facile. A certains momens, ce sera une spéculation à la hausse; en d'autres temps, ce sera une spéculation à la baisse. Il résultera de cette intervention mystérieuse des oscillations plus ou moins fortes dans le crédit public, mais il n'en résultera jamais un appui solide, un soutien ferme, comme celui qui résulte des capitaux disponibles qui viennent chercher un placement, et qui gardent la valeur qu'ils ont achetée.

On comprend parfaitement la spéculation qui achète pour revendre et vend pour racheter, lorsqu'elle est faite par un individu agissant sous sa propre responsabilité et avec les capitaux qui lui appartiennent. Rien n'est plus légitime, il agit à ses risques et périls, et son intérêt comme sa responsabilité l'engagent à se renfermer dans des limites assez prudentes. On ne comprend pas cette spéculation entre les mains d'une société anonyme où il n'y a de responsabilité pour personne, et qui dispose d'un capital plus ou moins considérable, qu'elle peut porter tantôt sur une valeur, tantôt sur une autre, suivant l'intérêt du moment et au grand préjudice de ceux qui spéculeraient en sens contraire.

Il ne faut pas oublier que cette institution dispose d'un capital social de 60 millions, que de plus elle a les fonds qui lui sont déposés en comptes courans, qu'enfin, par ses rapports avec des compagnies qui semblent créées tout exprès pour augmenter sa puissance, elle peut encore à un moment donné leur emprunter une partie de leurs ressources. Tout cela sera peu de chose pour soutenir le crédit en général, car, en supposant que toutes ces ressources s'élèvent à une centaine de millions, ce n'est pas avec 100 millions qu'on pourrait soutenir un crédit qui embrasse aujourd'hui à la Bourse de Paris plus de 20 milliards de valeurs, d'autant plus que le Crédit mobilier n'achète que pour revendre; mais ce qui est sans importance pour soutenir le crédit en général en acquiert une très grande lorsqu'il s'agit de le porter sur une ou plusieurs valeurs séparément. Il est évident qu'une institution qui dispose de 100 millions, ou même de la moitié, ou même du quart, et qui peut les

employer à telle opération de bourse qui lui convient, et cela dans le mystère le plus complet et sans que ses bilans ou ses rapports en indiquent jamais la trace, il est évident que cette institution est dans des conditions exceptionnelles pour faire la hausse ou la baisse sur telle ou telle valeur au gré de ses intérêts. Déjà le Crédit mobilier ne trouve pour ainsi dire plus de contre-partie à la Bourse; personne n'ose s'aventurer sur un terrain où il peut rencontrer un adversaire aussi redoutable, et quant aux affaires, il ne trouverait pas à coup sûr dans le public le même empressement que par le passé. C'est bien à tort qu'on a représenté les sociétés de crédit comme d'excellens patrons pour les entreprises nouvelles, comme des guides très sûrs pour le placement des capitaux. Ces sociétés, lorsqu'elles s'occupent d'entreprises, n'ont qu'un intérêt, en organiser le plus possible pour toucher la commission ou la prime qui y sont attachées et les abandonner ensuite à leur propre sort. L'intérêt des capitalistes au contraire est qu'on en organise moins, et qu'elles soient meilleures. C'est aussi l'intérêt de la société, qui a besoin qu'on ne gaspille pas les capitaux qui font sa richesse, et Dieu sait combien, depuis dix ans, de capitaux ont été gaspillés par l'entremise des sociétés de crédit! Si la société du Crédit mobilier a rendu quelques services à l'origine, elle les a fait payer bien cher depuis par les ruines qu'elle a semées sur sa route, par le discrédit qu'elle a jeté sur les affaires, à ce point qu'on s'étonne de la voir encore se maintenir avec son organisation primitive. C'est un mécanisme usé qui ne peut plus avoir d'action utile. Et puisque le gouvernement s'enquiert des causes qui amènent les crises, c'en est là une. C'est le Crédit mobilier qui a été le centre où se sont organisées les affaires étrangères, et les moins bonnes; c'est lui qui soutient les travaux exagérés des villes, et lorsque la situation est embarrassée et qu'il faudrait restreindre le crédit pour y remédier, c'est encore en son nom et pour servir ses intérêts qu'on demande de l'étendre. Ce sont bien là les causes principales qui ont amené la dernière crise de 1863 et 1864. Il ne nous reste maintenant qu'à suivre l'enquête sur un autre terrain d'investigations et à montrer la valeur des moyens qu'on propose pour combattre les crises.

VICTOR BONNET.

GUSTAVE III

ET

LA COUR DE FRANCE

IX.

LES RÉGICIDES.

I.

L'acte sanglant qui a mis fin au règne et à la vie de Gustave III n'a pas été un fait isolé. Des rapports étroits et secrets, mais qu'il est curieux et instructif de découvrir, relient cet épisode au désordre moral de ce temps, et en ont fait le prélude immédiat des plus sinistres journées de 1793. Les fautes commises par Gustave III, on a pu s'en assurer par nos précédentes études (1), n'eussent pas suffi pour armer le bras des assassins. La vraie source où Anckarström et ses complices ont puisé leur inspiration première a été ce vertige causé pendant les dernières années du siècle par l'anéantissement de toute foi religieuse ou philosophique. De l'abîme ainsi creusé se sont élevées les nuées malsaines qui ont chassé toute lumière et enfanté le crime avec l'aveuglement.

Nul moment de l'histoire moderne n'a présenté une anarchie intellectuelle et morale comparable à celle qui accompagna en Europe la période révolutionnaire, si ce n'est peut-être quelqu'une des plus mauvaises années de la fin du premier siècle après Jésus-

(1) Voyez la *Revue* du 15 février, 1er mars, 1er avril et 15 juillet 1864, du 15 août, 15 septembre, 1er octobre et 1er novembre 1865.

Christ, alors que la Rome impériale vit se conjurer contre le christianisme naissant les religions orientales et les anciennes philosophies de la Grèce, toutes également décrépites, — comme s'il y avait une rançon d'affranchissement qui se dût acquitter à la veille des grandes époques pendant lesquelles les vérités religieuses ou sociales se révèlent ou s'épurent. Le dernier tiers du XVIIIe siècle fut une période toute de réactions violentes dans l'ordre des idées comme dans l'ordre politique. Un mysticisme aveugle, fait d'illusions enthousiastes et d'ardeur intempérante, répondit alors à l'ironie de Voltaire comme au scepticisme de l'Encyclopédie. Il y a deux sortes de mysticisme. Il y a celui des époques jeunes et naïves, qui s'élance d'un essor vers Dieu même et redescend enivré de sa vision céleste jusqu'à prendre en entier dédain la liberté humaine : dangereuse confusion, où brillent du moins le désintéressement et la pureté native des âmes; mais il y a aussi le mysticisme des sociétés vieillies. Celui-là n'a pas assez de force intérieure pour s'élever sans le secours de la superstition où tendent ses désirs, et il n'a pas assez de naïveté pour oublier les intérêts temporels. Il peut bien, avec un Svedenborg, un Lavater, un Saint-Martin, avoir encore des lueurs sublimes (1); mais il côtoie le désespoir, et il risque d'enfanter les folies théurgiques : trop impatient pour ne pas vouloir interroger, même en restant religieux, jusqu'au dernier ciel, et trop confiant dans sa force pour ne pas s'irriter de son insuccès.

Cette seconde sorte de mysticisme se répandit en Europe à la fin du XVIIIe siècle par l'effet d'une réaction inévitable contre l'abus de l'esprit philosophique. Svedenborg était mort en 1772, après avoir étonné ses contemporains par ses visions et ses communications avec le monde surnaturel. Plusieurs écoles se formèrent, d'après les rites qu'il avait enseignés, en Angleterre, en Allemagne, puis dans le Nord et en France. Le bénédictin Pernetty son traducteur, un certain Mérinval et un comte polonais nommé Grabianka, réunis à Berlin, y fondèrent une petite secte théurgique dont le dogme bizarre unissait le culte de la Vierge avec de mystérieuses combinaisons de nombres et des élucubrations cabalistiques. Ce fut sur un ordre imprévu du ciel, assuraient-ils, que les membres de cette église se transportèrent, peu de temps avant la révolution française, dans la ville d'Avignon; ils prirent de là un grand essor, puisque leurs adhérens s'étendirent jusque dans Rome, où l'inquisition crut devoir fulminer contre eux.

Ceux-là n'avaient pas abdiqué la pratique des idées religieuses; mais venaient à leur suite les esprits emportés qui, rejetant toute

(1) Voyez le curieux volume de M. E. Caro, — *Essai sur la vie et la doctrine de Saint-Martin, le philosophe inconnu.* — On y trouvera une étude délicate du mysticisme au XVIIIe siècle.

discipline et infatués de curiosité scientifique, prétendaient ne devoir qu'aux seules forces de l'esprit humain ces relations avec le monde invisible, — visions, voix du ciel ou de l'enfer, évocations des morts, — que d'autres attendaient d'une faveur divine. En vain la science, en présence de faits inattendus et peu remarqués jusqu'alors, s'appliquait-elle à marquer les limites de son propre domaine : le magnétisme avec Mesmer et le somnambulisme avec Puységur enivraient de nombreux adeptes, incrédules en face de la religion ou de la science se limitant elle-même, mais crédules à l'excès lorsqu'il s'agissait des convoitises infinies auxquelles tant de leurres factices, — magie et sorcellerie, grand œuvre, pierre philosophale, fabrication de l'or, science de l'absolu, — ont de tout temps promis une satisfaction.

Promptement transporté du domaine des pures théories dans celui des calculs pratiques, le mysticisme, dangereux sous toutes ses formes, le devint bien davantage encore. Sur un sol miné, comme l'était alors celui de la vieille Europe, par le scepticisme, par les appétits révolutionnaires, par l'insurrection et la révolte, sa propagande institua un réseau de sociétés secrètes ayant pour but avoué la destruction du vieux monde. Les *nicolaïtes* de Berlin prétendirent extirper tout reste de superstition, c'est-à-dire, dans leur pensée, tout vestige de christianisme, afin de mieux préparer l'établissement de la Jérusalem nouvelle, église de l'avenir. Les *illuminés* de Bavière s'en prirent, eux, aux institutions politiques et civiles. Weisshaupt, fondateur de la secte, enseigna que, l'égalité et la liberté étant des droits essentiellement inhérens à la perfection originelle que l'homme avait reçue de la nature, une première atteinte à l'égalité avait été l'institution factice de la propriété, une première atteinte à la liberté l'institution non moins arbitraire des sociétés politiques. Les seuls appuis de la propriété et des gouvernemens étant les lois religieuses et civiles, il fallait, pour rétablir l'homme dans la possession de ses droits primitifs, commencer par détruire toute religion, toute société civile, et finir par l'abolition de toute propriété. Si le programme de la franc-maçonnerie n'était pas aussi déclaré, sa prétention à l'établissement d'une égalité parfaite et à la révélation de certaines vérités surnaturelles la rendait aussi alors irréconciliable avec le christianisme et avec les conditions essentielles des sociétés civiles. Les souverains ne tardèrent pas à sentir le nouveau péril dont ces associations secrètes les menaçaient. Si quelques-uns d'entre eux, comme le grand Frédéric jusqu'après la guerre de Silésie, ou comme le duc d'Orléans en France, avaient accepté un des grades suprêmes que décernait la franc-maçonnerie, leurs seuls mobiles avaient été ou de pénétrer dans le camp ennemi pour s'en rendre maîtres, ou de

conquérir de la sorte à tout prix une popularité fort périlleuse. Les illuminés de Bavière, dont le baron Knigge propagea chez nous les sauvages doctrines, ne se prêtèrent pas à ces compromis : le duc de Bavière les poursuivit sans relâche, et on a vu cependant, par le rapport de M. d'Escars, qu'en 1789 ils comptaient dans leurs rangs la plupart des diplomates germaniques, tant le désordre était à son comble. Sur cette trame, il faut jeter, pour avoir une idée de l'anarchie morale dont nous n'avons fait qu'indiquer les principaux traits, cette multitude d'épisodes bizarres qu'enfantaient l'ébranlement des intelligences, le déchaînement du sens particulier en l'absence de toute discipline, et les faciles triomphes des fourbes, des aventuriers, des intrigans de toute sorte dans un temps où du reste la réalité s'apprêtait à dépasser la fiction pour défier tous les étonnemens.

Le Nord, — particulièrement la Suède, — était un champ désigné pour un facile accueil à toutes les manifestations, apparentes ou réelles, du merveilleux. Le commerce d'une nature sévère et grandiose et le spectacle d'un ciel aux phénomènes quelquefois étranges ont disposé dans tous les temps l'imagination septentrionale à de vives et profondes impressions, ainsi qu'à une contemplation méditative. L'esprit scientifique et le mysticisme, qui sembleraient s'exclure, se sont rapprochés en Suède et presque unis : Svedenborg y a été le contemporain de Linné, et chacun d'eux, en des mesures inégales, a su allier l'observation patiente des faits naturels à la recherche inquiète d'un autre ordre de phénomènes; on sait combien Linné se préoccupait des songes, des présages, signes infaillibles, à ses yeux, de l'action d'une providence divine incessamment mêlée, pour le triomphe de la justice, aux affaires des hommes (1).

Gustave III en particulier était trop l'homme de son temps pour ne pas courir de lui-même, en donnant toute prise, vers les périls que de telles circonstances lui préparaient. Il se vantait d'être un esprit fort : il n'empruntait en effet de nulle croyance dogmatique un solide appui; mais en revanche il était superstitieux. Se laissant entraîner par une curiosité vaine, il se commit plus d'une fois, sans aucun souci de sa dignité ni de sa sûreté même, au milieu d'imposteurs derrière lesquels se devaient cacher plus tard ses ennemis. On prend en pitié ce malheureux prince, qui s'est montré en plusieurs momens de sa vie intelligent et bien doué, quand on le voit se livrer ainsi sans défense. Pendant tout son règne, il visita une célèbre devineresse, Mlle Arfvedsson, qui lui montrait l'avenir dans le marc de café. Il la consultait pour tous ses actes politiques, lors-

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er mars 1861, notre étude sur un ouvrage inédit de Linné intitulé *Nemesis divina*.

qu'il convoquait une diète ou bien qu'il méditait une guerre. Il racontait souvent, et sans aucune expression de doute, la légende connue dès lors en Suède sous le nom de *vision de Charles XI*, et qui est devenue célèbre chez nous aussi grâce au talent d'un incomparable conteur : c'était, on le sait maintenant, un haineux pamphlet contre les rois, une vague menace de punition sanglante, une saisissante fiction, tout imprégnée de l'âpreté des discordes civiles, et qu'il eût été de l'intérêt de Gustave III de faire oublier. La franc-maçonnerie s'était fermement établie en Suède dès le milieu du XVIIIe siècle, et Gustave, ainsi que les princes ses frères, s'y était de bonne heure affilié. Il en accepta tout d'abord les prétendus mystères avec une ferveur qui parut dépasser celle des plus sincères croyans. On le vit se présenter avec humilité aux divers degrés d'initiation, admettre dans sa correspondance, au moins à l'égard des francs-maçons, certains signes mystérieux dont sa *loge* était convenue, et porter au cou, dans une boîte d'or, un sachet contenant une poudre précieuse qui devait éloigner les malins esprits. Quelques hommes crédules et un plus grand nombre de fourbes lui inspirèrent bientôt l'ardente convoitise du grand œuvre, de la pierre philosophale et des évocations surnaturelles. Un de ses confidens, qui a laissé d'intéressans mémoires, le secrétaire d'état Elis Schröderheim, nous a transmis l'entière description d'une de ces bizarres scènes où le roi de Suède apportait une trop visible émotion.

C'était un vendredi saint, jour choisi de préférence pour les grandes opérations magiques. Le rendez-vous était chez Plommenfelt, un voyant renommé qui demeurait dans une rue de Stockholm assez voisine du château, à un second étage. A onze heures du soir, Gustave III arriva avec ses deux frères, le duc Charles et le duc Frédéric. Le roi et les princes avaient jeûné tout le jour et se sentaient travaillés, dit naïvement Schröderheim, par toute sorte d'inquiétudes. Plommenfelt ne parut qu'à minuit; ses cheveux étaient rejetés en arrière, et il avait l'air égaré. Prenant dans ses bras un crucifix, il disposa les assistans autour d'un cercle tracé sur le plancher avec du charbon, puis se plaça lui-même devant une table au milieu de ce cercle. Pendant près de trois quarts d'heure, il traça des lignes avec de la craie, consulta son miroir, se recueillit, prononça avec de grands soupirs des formules et des prières. Après un long silence, des coups se firent entendre dans les murailles : c'étaient, dit Plommenfelt, les *annonces* des esprits; s'ils ne se montraient pas, les péchés de quelqu'une des personnes présentes, non effacés, en pouvaient seuls être cause. C'est après une si grave déclaration que le voyant se mit à interpréter le texte sacré désigné à l'avance, et au sujet duquel on avait dû faire déjà la veille de pieuses méditations. A peine avait-il commencé son homélie que le jeune

prince Frédéric, tout en larmes, se jeta dans les bras du roi, et jura d'observer envers lui cette amitié fraternelle que des circonstances regrettables avaient déjà trop souvent troublée. Le duc Charles, se mettant bientôt de la partie, exprima les mêmes sentimens. Gustave III à son tour montra une pareille effusion, et la joie de cette triple embrassade termina fort avant dans la nuit la prétendue opération magique.

Gustave prétendait cependant obtenir des résultats plus effectifs; il se mit donc à opérer lui-même. Il avait disposé dans une chambre isolée de son palais un petit sanctuaire, — une armoire avec un crucifix, un encensoir et une paire de flambeaux. Ses travaux ne furent pas heureux. Voici une lettre datée du 25 mai 1781 et signée d'une croix avec ces mots : *frater a corona vindicata* (nulle occasion ne paraissait mauvaise pour rappeler le coup d'état qui avait revendiqué ou vengé la couronne suédoise), dans laquelle Gustave III rend compte lui-même de ses pitoyables et vains efforts (1). Il a commencé l'opération à minuit, dit-il, dans le château de Drottningholm. La chambre était extrêmement froide, bien qu'il y eût fait lui-même du feu trois jours auparavant. Toutefois, à peine la première prière dite et le feu allumé, bien qu'il n'eût conservé d'autre vêtement que sa chemise, il lui survint une sueur abondante. Paroles consacrées, encens, ablutions, pendant plus d'une heure il avait tout accompli et n'avait cependant rien vu ni entendu, si ce n'est une forte *annonce* dans la cheminée. En revanche, le serviteur qui l'accompagnait souffrait le lendemain d'un violent mal de gorge, conséquence bizarre aux yeux du roi, et sur laquelle il se proposait de méditer. — Nous ne donnons pas tout le récit, car ces vulgaires niaiseries répugnent : Gustave III en chemise, se livrant à une opération cabalistique, présente à l'histoire un triste spectacle. Nous n'avons pas ici, comme pour les sorcières de Macbeth et les incantations du moyen âge, l'éloignement du temps et des mœurs pour nous faire illusion. Il était cependant utile de montrer jusqu'où s'égaraient alors les intelligences, chez ceux-là mêmes qui étaient appelés à jouer un grand rôle.

Si les maîtres qui l'entouraient n'étaient pas suffisamment habiles, Gustave espérait trouver au dehors de meilleures sources d'instruction. Pendant un de ses voyages en Allemagne, il invoqua les enseignemens d'un franc-maçon renommé, Zinnendorf. Celui-ci commença par exiger une confession entière, et Gustave s'accusa d'avoir partagé les doctrines des encyclopédistes : il s'en repentait maintenant, et attendait de la science nouvelle toute lumière.

(1) D'autres lettres maçonniques adressées à Gustave III sont signées de formules encore plus énigmatiques : *eques a corona murali, frater de sanguine puro, le père Gardien*, etc.

Ayant entendu parler d'un certain Reuschenberg qui passait pour faire merveille, il envoya à sa recherche sur les bords du Rhin. Le colonel Toll remplit à cette occasion, pour le service de Gustave III, une mission maçonnique dont le récit, dans ses dépêches au roi, est fort instructif. Après avoir atteint, non sans peine, ce voyant, plus renommé au loin que dans son propre pays, Toll vint à Paris et y rencontra Cagliostro, qui lui dit d'un ton d'inspiré : « Je sais que vous cherchez la vérité et la lumière, et vous la trouverez. La Suède est en grâce particulière auprès des maîtres de la science. Écrivez à votre roi que je promets de lui donner ce dont il a soif, et bien davantage encore. Avant que vous ne soyez de retour dans votre patrie, vous serez édifié sur le sens de mes paroles. Je n'ai pas besoin de savoir par où vous allez : je vous atteindrai, quelque part que vous vous trouviez. Ne révélez à personne, si ce n'est au roi votre maître, cet entretien. Je ne suis pas comte, je ne m'appelle pas Cagliostro; qui je suis, cela se révélera quelque jour. » Cela dit, joignant les mains, et les yeux baignés de larmes, il se mit à prier, bénit son interlocuteur, et demanda pour lui-même à Dieu que sa transformation fût prochaine; le monde saurait alors qui avait été Cagliostro. Tout cela n'empêchait pas l'autre illuminé, Reuschenberg, d'affirmer, à quelques jours de là, devant Toll, et sans attendre une décision d'en haut, que Cagliostro n'était qu'un charlatan. Toll, en appuyant ce jugement sommaire, proposait au roi de l'étendre, après l'examen qu'il venait de faire, aux deux adeptes à la fois.

Détrompé ou non, il est certain que Gustave III voulut, en certaines occasions, faire servir la franc-maçonnerie à sa politique. Quand on le vit par exemple, lors de son voyage de 1784 en Italie, rechercher le prétendant Charles-Édouard, solliciter en faveur de ce malheureux prince le pape, le roi d'Espagne, le roi de France, et disposer même en faveur de son protégé d'une somme importante, c'est qu'il avait en tête d'étranges desseins. On lui assurait que le prince était reconnu secrètement encore comme l'unique chef de l'ancien ordre des templiers et de l'ancien ordre teutonique, qui subsistaient, disait-on, réunis. Gustave recherchait toujours des événemens extraordinaires qui lui pussent procurer à la fois de la gloire et beaucoup d'argent. D'ailleurs, son frère Charles, duc de Sudermanie, d'un caractère faible et inquiet, n'avait pas vu sans un vif mécontentement la naissance d'un prince royal déjouer ses espérances, et le roi désirait trouver un moyen de flatter et d'occuper cet ambitieux. Dans ces circonstances, Charles-Édouard lui parut se trouver fort à propos sur sa route. Gustave crut obtenir de Charles-Édouard, pour lui-même d'abord, d'être adjoint, avec le titre de coadjuteur, à la grand'maîtrise des deux ordres, qui lui se-

rait dévolue après la mort du prétendant; il comptait ensuite faire placer le duc Charles à la tête de la neuvième province maçonnique, qui comprenait la Suède et une partie de l'Allemagne du nord. Il espérait en outre qu'en faisant valoir les anciens droits de l'ordre teutonique, il pourrait revendiquer toute une province que la Russie avait gagnée sur la Suède. La Livonie n'avait pas oublié ses liens d'origine, et la noblesse suédoise était encore attachée à ce pays par de nombreuses relations de parenté. Que Frédéric II et Catherine II mourussent, et, quelques vieux parchemins aidant, on ramènerait facilement à soi cette ancienne possession, dont on ferait pour le prince Charles un beau duché.

Malheureusement la franc-maçonnerie ne devait pas plus satisfaire le roi de Suède dans ses intérêts temporels que dans ses espérances spirituelles. Loin de là, elle avait le grand tort de grouper autour de lui, encouragés par sa confiance, les dupes, les fourbes et les conspirateurs politiques. Tout cet appareil d'évocations, de sortiléges, d'opérations mystiques, allait multiplier autour de Gustave les embûches et servir de masque à ses ennemis. C'est précisément autour du prince Charles, frère de Gustave III, que se tramèrent de viles et redoutables intrigues. Le duc de Sudermanie, le même qui devint régent pendant la minorité du malheureux Gustave IV, puis roi, après la révolution de 1809, sous le nom de Charles XIII, avait eu, comme grand-amiral de la flotte suédoise, quelques belles journées dans la guerre de 1789 et 1790 contre les Russes. Hors cela, son caractère était misérable : défiant et sournois, toujours la larme à l'œil et l'oreille au soupçon, d'une ambition intraitable autant que puérile, esprit obtus, la faiblesse morale personnifiée, c'était l'homme qu'il fallait aux magnétiseurs et aux nécromanciens : excellent *medium*, comme on dirait aujourd'hui, et de plus en position de bien récompenser quiconque flatterait sa manie. Nommé maître d'une province maçonnique, il s'habillait en vicaire de Salomon, avec un uniforme bleu et rouge qui manquait absolument de couleur locale, et paraissait ainsi, se pavanant en ville et au théâtre. Auprès de lui se rencontraient les voyans les plus habiles. Il se rendait la nuit avec eux dans quelque maison déserte, dans quelque église abandonnée, au milieu de la campagne. Là, après les invocations magiques, on respirait des senteurs étranges, on apercevait des lueurs et des formes inattendues, des feux errans, des flammes sur les pierres sépulcrales, pendant que les inspirés prononçaient des oracles et prédisaient l'avenir. Dans le palais même, le duc Charles multipliait les épreuves qu'invoquait sa curiosité insatiable. De telles scènes n'étaient que ridicules quand un adroit opérateur se contentait, comme le racontent les mémoires contemporains, de soulever un chapeau ou d'agiter

des meubles; mais il n'en était pas de même en certains épisodes comme les suivans. Ici encore ce sont des témoins oculaires qui nous transmettent leurs descriptions; mais cela ne veut pas dire que le détail, quelquefois subtil, en soit toujours facilement intelligible : il faudrait avoir été soi-même au nombre des initiés. Un jour par exemple la divination se fait à l'aide d'un crible. Quelqu'un va balançant ce crible tout autour de l'assistance, et d'après les mouvemens qu'il accomplit on obtient diverses réponses : « Le roi fera un voyage pendant cette année. — Le prince royal réunira un jour sur sa tête les trois couronnes scandinaves. — Le duc Charles régnera un jour sur la Suède. — Il prendra la Norvége. — La reine n'aura plus d'enfans. — Le roi n'atteindra pas un grand âge. — Il aura une mort inattendue et prématurée. » Voilà ce qui se disait, dès le commencement de l'année 1783, en présence du frère même de Gustave.

Une autre fois c'est Ulfvenklou, un lieutenant finlandais fort bien accueilli pour ses connaissances surnaturelles, qui va jusqu'à parodier la cérémonie d'un sacre, accompagnée de prédictions factieuses. Pendant qu'il verse sur le front du duc Charles la prétendue huile sainte, il entre en extase :

« Et j'entendis la parole du Seigneur lorsque j'étais dans le repos, et elle troubla le silence : Lève-toi, ceins tes reins, va dans la maison que je t'ai montrée. Tu y trouveras Charles Adolphsson; je l'ai élu pour prince de mon peuple. Tu lui diras : Le Seigneur m'a envoyé pour t'avertir que ta conduite lui a été agréable et que tes soupirs sont montés jusqu'à lui. Les douleurs et les souffrances t'ont suivi depuis que tu as commencé de penser, mais tu ne t'es pas écarté de lui, et il veut te récompenser...

« Et le Seigneur dit encore : Ne te soucie pas plus longtemps de Gustave présentement roi, car je l'ai rejeté, lui et sa postérité, parce qu'il s'est attaché à ce qui est du monde et m'a rejeté moi-même. Aussi je me vengerai. Je suis un Dieu sévère, qui recherche les fautes des pères sur les enfans de trois et même de quatre générations; mais, pour ceux qui me craignent, je fais longtemps miséricorde. Trois fois le pardon lui a été offert en secret, et trois fois il l'a rejeté : maintenant cela est irrévocable...

« Il s'est fait d'autres dieux qui ne lui seront d'aucun secours. Je n'ai plus à me soucier de lui, et par la main d'un homme il disparaîtra de ce monde, car il s'est appuyé sur la ruse, l'artifice et le mensonge, qui sont les œuvres des hommes. La ruse et le mensonge ne sont rien devant moi. Je ne veux que des cœurs purs.

« Et le Seigneur me dit ensuite : Dis à Charles : Ceins tes reins, car tu seras un homme puissant. Tu deviendras un grand roi sur la terre de Suède; la Norvége sera sous tes pieds, et jusqu'à la pierre blanche de Russie s'étendra ton pouvoir : jusque là, mais pas plus loin. La Russie reprendra plus tard sa puissance; mais réjouis-toi : ce ne sera que lorsque

tu auras été reçu dans un monde meilleur. La Suède retournera ensuite à son ancienne faiblesse; les divisions seront plus grandes que jamais. Le frère combattra le frère; mais alors un homme de ta race s'élèvera qui fera revivre ton nom, sans t'égaler toutefois en science ni en puissance. Le sang et la guerre viendront, mais après ta mort. Et tu dois vivre encore cinquante ans et plus, car tu es mon élu; en toi, j'ai mis la sagesse. Tu seras un autre Salomon sur la terre. Les esprits te serviront, et tu seras leur seigneur, et les anges seront prêts à t'assister (1)... »

Telles étaient les inepties coupables que le duc de Sudermanie écoutait avec une maligne béatitude. Il en faisait dresser procès-verbal, et c'est ainsi que tous ces incroyables témoignages nous sont arrivés. On a le procès-verbal, dûment paraphé, d'un rêve qui survint à l'heureux prince dans la nuit du 23 au 24 octobre 1786. Son fidèle ami, Reuterholm, très puissant plus tard sous la régence, entrait dans sa chambre vêtu de noir. « Tout est fini, » disait-il, — c'est-à-dire Gustave n'existe plus. Et derrière lui les grands du royaume entraient pour supplier le duc Charles de prendre la régence afin de sauver le pays, et le duc se dévouait!... Le réveil ramenait la réalité présente; mais Charles dictait son rêve et conservait le secret sentiment de sa gloire anticipée.

On pense bien qu'un tel prince avait salué avec reconnaissance les grâces nouvelles que le magnétisme, récemment importé en Suède, lui offrait. Voici, pour n'en pas citer un plus grand nombre, deux de ces séances prophétiques où se montrait à découvert l'esprit de dénigrement et de révolte qui couvait autour de Gustave III. Ce ne sont plus les voyans qui rendent des oracles suspects, c'est le duc lui-même qui parle et qui dévoile ses préoccupations de chaque jour, ses basses menées, ses perfides espérances. La première séance est du 28 février 1789. On se trouvait alors en présence de la diète pendant laquelle le roi, enivré de quelques succès au dehors, exaspéré des dispositions factieuses de l'armée et de la noblesse, allait accomplir un nouveau coup d'état. Profitant des fautes de son frère, le prince Charles, dont la conduite avait été déjà suspecte en plusieurs circonstances, s'efforça encore ici d'isoler lâchement le roi et de le précipiter plus vite vers le danger qu'il se créait à lui-même. Ne se bornant plus à de vaines prédictions, mais empruntant le voile hypocrite d'une vaine extase, il donnait en réalité le mot d'ordre à ses créatures, avec des prescriptions très précises. Il procédait en vrai chef de parti. — Dans la soirée du 28 février 1789, en présence de la duchesse de Sudermanie et des barons de Geer, Charles Bonde et Reuterholm, un certain colonel

(1) Voyez les *Souvenirs* du colonel Schinkel, t. III, p. 329.

Silfverhielm, disciple de Mesmer, dont il avait suivi en France les enseignemens, se mit en devoir de magnétiser le duc. Reuterholm tenait la plume et notait par écrit les demandes et les réponses.

« Votre altesse royale est-elle endormie? dit l'opérateur après quelques minutes. — Oui. — Comment le baron Reuterholm doit-il se conduire pendant la diète? — Je vais consulter. — Après un moment de silence, le duc reprit : J'ai consulté. Il faut que son attitude soit entièrement passive, et, s'il s'abstenait d'y paraître, ce serait le mieux. — Votre altesse peut-elle nous dire comment nous pourrions être le plus utiles à notre patrie? — Est-ce comme citoyens ou comme membres de notre confrérie que vous parlez? — C'est comme citoyens. — Il faut que la destinée s'accomplisse, ce qui est marqué s'accomplira; on ne l'évitera pas. Il faut que la terre soit purifiée. Et dans ce temps-là tous les royaumes seront transformés; ce qui arrive d'une façon en Suède arrivera d'autre manière avant peu en Russie. Les événemens de l'avenir sont longtemps à l'avance prévus et fixés. Ceux qui cherchent à s'y opposer ne font que courir à leur ruine. — Votre altesse nous dira-t-elle quelque chose de plus à ce sujet? — J'en ai déjà dit peut-être plus que je ne devais. — De quelle manière pouvons-nous mettre à profit les informations que nous avons reçues? — Vous devez les garder pour vous-mêmes jusqu'à ce que le repos soit rendu à l'état; tout alors se révélera. Ce que je dis maintenant, pendant ce sommeil, est destiné à préserver mes amis, que les esprits malins ont voulu entraîner en de mauvais sentiers, mais qui doivent un jour aider avec moi à rétablir la paix du royaume et à éclairer le monde. Voici une chose qu'il faut que je vous dise pour mon propre usage. Je ne dois pas me mêler aux affaires de la diète; je dois rester passif. Si l'on en vient à des violences, je dois faire des représentations, et puis ne plus prendre aucune part à ce qui suivra. Il vous faut écrire mot pour mot toutes ces réponses, afin qu'elles servent à mon instruction quand je m'éveillerai. Lisez-moi ce que je viens de prononcer, afin que je voie si ce que vous écrivez est exact. » Reuterholm commença de lire; mais le duc n'entendait rien : il fallut que l'opérateur le remplaçât. Quand il eut fini : « C'est bien, dit le prince, tout cela est fort régulier et me sera d'un grand secours quand je serai réveillé. » Silfverhielm lui demanda encore : « Votre altesse a-t-elle quelques autres conseils à donner à ses amis? — Oui. Reuterholm doit se garder de tout orgueil, afin de ne pas tomber dans les mêmes fautes que les réprouvés. De Geer doit mettre de l'ordre dans ses affaires privées : l'ordre enfante le salut. Quant au baron Bonde, il ne doit pas quitter le prince royal, car il est le seul honnête homme autour de cet enfant. Le sort du jeune prince et le mien sont étroitement unis. — Le baron Reuterholm peut-il être en quelque chose utile à son pays? — Certes; le temps approche où il sera nécessaire, et mon sort est entièrement lié au sien. Je vous dirai maintenant comment il faudra procéder lors de mon réveil. Il est possible que j'aie la curiosité de voir tout ce que j'ai dit : vous ne devez pas me le montrer. A ma seconde demande sur ce sujet, vous me lirez les passages qui me concernent personnellement, rien de plus; vous emporterez ce procès-verbal et vous le conserverez avec soin sans me le montrer avant six ans

d'ici. Et maintenant éveillez-moi. » Ledit certificat certifié conforme par les témoins, qui ont signé : Charlotte, duchesse de Sudermanie, baron Bonde, baron de Geer, Reuterholm, secrétaire, et Silfverhielm, magnétiseur (1). »

La seconde séance, qui eut lieu le 24 novembre 1790, ne produisit qu'une sorte de vision extatique, mais dont le fâcheux exemple et le mystérieux retentissement contribuaient encore, au milieu des grands événemens politiques dont l'Europe était alors agitée, à troubler les esprits.

« J'aperçois un obélisque de granit sur un rocher; au sommet, il y a une couronne royale enrichie de pierreries. L'obélisque grandit : j'aperçois un bouclier. Il grandit, et voici un autre bouclier, puis un autre encore... Enfin il touche à la voûte des cieux. Là un œil est ouvert d'où sortent des rayons; sous leur influence, le roc se change en terre féconde, et de grandes villes se forment tout alentour. Un nouveau soleil éclaire la contrée, et les peuples adressent des bénédictions à cet œil puissant dont les rayons ont inondé la terre... »

Ces vagues et cauteleuses promesses de régénération, qui supposaient une grande catastrophe destinée à châtier quelque illustre coupable au nom de la Providence, dissimulaient mal en réalité d'hypocrites convoitises. Tant de viles intrigues qui s'ourdissaient autour de Gustave III ne restaient pas enfermées dans le palais; elles se répandaient au dehors, jusque dans les pays étrangers, jusque dans cette France où le roi de Suède comptait des serviteurs ou des amis qu'il avait le droit de croire fidèles. Son ambassadeur lui-même avait le très grave tort de se faire l'organe de cette redoutable propagande. Nous rencontrons ici un nouveau trait de la physionomie de M. de Staël qui n'est pas à négliger : il était devenu mystique, lui qui avait dû à son génie tout pratique sa brillante fortune. Il avait attaché à son ambassade un certain Halldin, svedenborgien exalté, qui faisait apparaître Jean le Précurseur dans un miroir et qui lisait l'avenir dans des livres tachés de sang! M. de Staël lia surtout amitié avec ce Reuterholm, ambitieux brillant et habile, qui avait pris un si grand ascendant sur l'esprit du duc Charles. Reuterholm vint à Paris à la fin de 1789. Dans un journal très détaillé de son voyage, il raconte sa visite aux ruines de la Bastille, la journée du 6 octobre, le lever du roi, le cercle de la reine. Ce qui l'occupait bien plus que la révolution, c'était la franc-maçonnerie, au sujet de laquelle il avait promis de rapporter au duc Charles des révélations nouvelles. Aussi s'empressait-il, toujours accompagné de M. de Staël, auprès des adeptes les plus

(1) Voyez les *Souvenirs* de Schinkel, t. II, p. 218 et 238.

célèbres de Paris. Ils visitèrent ensemble les prophètes de la capitale, et n'oublièrent pas cette demoiselle Labrousse, qui prédisait « une grande saignée, » — c'était son expression, — pour l'année 1792. Ils avaient surtout des assemblées mystiques chez les correspondans de la secte des illuminés d'Avignon, dont plusieurs étaient membres de la constituante. Reuterholm se rendit à Avignon même, où il se fit initier. Le 1er décembre 1789, assisté par le comte Grabianka et l'abbé Pernetty, il sortit de la ville par la porte Saint-Michel, et gravit une colline au haut de laquelle se trouvait, dit-il, son autel, l'autel qui devait lui rester consacré jusqu'à la fin des siècles, et au pied duquel il contracta le plus solennel engagement avec le Très-Haut. D'Avignon il partit pour Rome, où des révélations définitives l'attendaient. Or, pendant tout ce voyage, c'est avec le duc Charles en Suède et avec le baron de Staël en France qu'il correspondait. Il faut voir de quel ton étaient les réponses de ce dernier.

« Mon tendre ami, s'écrie M. de Staël, j'ai subi depuis votre départ des heures bien amères. Mon sort serait plus tolérable, si je savais porter ma croix, si le vieil homme n'était pas chez moi si vivace, si je m'abandonnais franchement dans la main de Dieu, dont la puissance et la bonté sont infinies. Quand je pense à tout le mal que j'ai fait et à tout le bien que j'ai négligé de faire, je sens que j'ai mérité mille fois plus de traverses. Priez pour moi, mon ami, afin que ma faible foi soit fortifiée. Mon tendre ami, mon cœur est oppressé; je suis abreuvé de larmes. Priez, ah! priez afin que mon trouble m'instruise, et que j'entre dans la voie où la miséricorde divine m'appelle. Quelle joie si je puis conquérir une foi ardente qui me précipite dans les bras de celui qui console toutes les âmes affligées! Que Dieu vous conserve et vous bénisse! Priez pour ma femme! Puisse-t-elle ne jamais connaître les angoisses que je subis! Mille tendres souvenirs à Silfverhielm! J'espère qu'il nous comprend, ma femme et moi, dans ses prières. »

M. de Staël pouvait, sans nul inconvénient politique, gémir de la sorte, et recommander, si cela lui paraissait urgent, le salut de Mme de Staël aux prières des magnétiseurs et des illuminés : cette heureuse confiance ne compromettait rien. Il n'en était pas de même quand il prêtait une foi trop complaisante aux prophéties que les amis du prince Charles répandaient jusqu'en France, et lorsque, par exemple, en septembre 1790, dans une de ses lettres à Reuterholm de retour en Suède, il rendait compte d'une de ces ténébreuses scènes où de coupables flatteries se mêlaient à de perfides insinuations.

« Le duc Charles (avaient dit les oracles) est en possession de la vérité même; s'il ne s'enorgueillit pas de la grâce suprême qui lui est faite, il de-

viendra le sauveur de la Suède. Quant au baron Reuterholm, sa mission est de rester à côté du prince, de prier pour lui, afin qu'il ne s'éloigne pas de la lumière, et de veiller à ce que personne de son entourage ne prétende interpréter les révélations de ses heures d'extase. Le baron seul doit lui servir d'organe. Il a été aussi question du roi; ce qui a été dit concernant sa majesté est d'un grand intérêt, mais de telle nature que je n'ose le confier à la plume... »

Quand on pense aux devoirs qui obligeaient encore M. de Staël envers Gustave III, quand on se rappelle qu'il devait tout au roi de Suède et à la reine de France, on le blâme de s'être engagé dans ces témérités, qui servaient de prétextes soit aux ennemis personnels du roi son maître, soit aux ennemis déclarés de toute royauté. Ce qu'il a pu faire de concessions sincères au mysticisme aveugle de son temps fait d'ailleurs un étrange contraste avec la fermeté d'esprit que Mme de Staël opposait à ces aberrations, comme sa connivence à l'égard de la convention nationale contraste avec la noble conduite de sa femme envers la reine en 1793.

Que l'illuminisme eût fait d'ailleurs cause commune avec la démocratie, nous l'avons déjà montré. De ces sociétés secrètes qui s'étaient répandues dans les divers états de l'Europe, quelques-unes dépassaient le but en déclarant la guerre à toutes les institutions politiques et civiles, d'autres poursuivaient obstinément l'établissement des institutions républicaines; toutes s'inspiraient d'un esprit de libéralisme très opposé aux entreprises nouvelles que la royauté ou la contre-révolution pouvait rêver. En Suède particulièrement, l'ébranlement général des esprits avait profité à la propagande démocratique. C'est un étrange spectacle de voir comment la prédication révolutionnaire s'accommodait aux conditions spéciales que lui offrait le caractère des peuples du nord de l'Europe. Tandis que l'essor de la France affectait les formes d'un terrible développement logique ne s'arrêtant devant aucune crainte ni aucun souvenir, la Suède mêlait ses rêveries mystiques aux nouveaux principes qui l'envahissaient. Nulle part peut-être les doctrines nouvelles ne furent vantées avec une plus vive exaltation. La vaste Finlande, qui avait entendu au milieu de ses forêts et de ses lacs les échos de Jean-Jacques, de Raynal et d'Helvétius, eut bientôt ses clubs et ses sociétés secrètes. En Suède même, le mélange bizarre du mysticisme et de la politique se répandit jusque dans les déclamations de la presse quotidienne, pour leur donner trop souvent un caractère de sauvage violence.

« L'édifice de la république universelle qu'il s'agit de construire (s'écrie un célèbre publiciste suédois, Thorild, directeur d'un journal hebdomadaire) a pour but final le bonheur de l'humanité. L'intelligence et l'énergie vertueuse doivent lui servir de bases. A ceux qui excellent par l'intelli-

gence, il appartient de gouverner le monde, à ceux qui ont l'énergie vertueuse de prendre en main le pouvoir exécutif. Si quelque imposteur en possession de la puissance n'obéit pas, voici la sentence : *feriendus*. Il faut mettre le feu aux villes et les détruire, car ce sont des écoles de tyrannie, de corruption et de misère, où se transforment en pierres et en boue toutes les magnificences et toutes les bénédictions de la terre. Par un retour spontané vers la nature, de libres sociétés se formeront ensuite sur le modèle de l'âge d'or, dans les îles des fleuves, dans les vallées au pied des montagnes, sous l'uniforme protection d'une tolérance religieuse universelle, au seul nom du vrai Dieu, être des êtres, tout vivifiant et tout aimant. C'est la révolution française qui montrera l'accomplissement de toutes ces merveilles. Elle est par excellence l'acte divin, l'acte le plus solennel dont la terre ait été témoin depuis le déluge; elle n'est rien de moins que l'aurore du jugement dernier pour les tyrans. L'ancien monde n'a rien vu et nos arrière-neveux ne verront rien de comparable à cette émanation de la vérité divine qu'il nous a été donné de contempler. »

Voilà en face de quels dangers de toute sorte Gustave III multipliait ses imprudences. Obsédé par de vains fantômes, il n'apercevait pas les piéges qui lui étaient tendus, ou bien il se précipitait, pour échapper, vers d'autres abîmes. Cette démocratie enthousiaste qu'on a vue naître et grandir en Suède, il l'irritait par son défi éclatant envers la révolution française, comme il avait jadis irrité la noblesse en lui arrachant son ancienne puissance. Aussi devenait-il l'ennemi commun. On se rappelle quelles sourdes menées son frère Charles avait encouragées : l'audace des sectaires qui entouraient le futur régent ne connut bientôt plus de bornes. Dans leurs pamphlets et dans leurs allocutions mystiques, ils s'armèrent publiquement des prédictions que leurs voyans inventaient contre le roi. Ils l'abordaient lui-même pour lui reprocher son luxe, ses fêtes, ses spectacles, ou bien ils lui adressaient des avertissemens anonymes qui, dans un langage apocalyptique, le déclaraient réprouvé et rejeté du Seigneur. La croisade sur le Rhin à la tête de la coalition européenne apparaissait d'autant plus à Gustave III comme la seule issue par où il pût échapper à de telles obsessions. Cependant l'argent lui manquait encore au moment où il pensait qu'il suffirait peut-être d'aller une fois en avant pour entraîner les autres cours et s'assurer une gloire immortelle. En vain rappelait-on autour de lui que la Suède, épuisée, touchait à la banqueroute, que la nation tout entière, noblesse, bourgeoisie, peuple, se séparait de lui : c'étaient autant de raisons à ses yeux pour précipiter l'accomplissement de ses desseins, devenu son unique ressource. Malgré les souvenirs de l'orageuse session de 1789, il convoqua une nouvelle diète, et on le vit à cette occasion accumuler, comme par bravade, toutes les fautes, pendant que la noblesse, coalisée avec la démo-

cratie, invoquait jusqu'au péril d'une révolution intérieure plutôt que de ne pas obtenir enfin contre lui sa vengeance. On a dit que, de son côté, le roi songeait à prévenir la noblesse en faisant cette révolution lui-même par l'introduction du suffrage universel et du système des deux chambres; ce serait une nouvelle preuve de l'embarras où il se trouvait et de l'incroyable situation qu'il s'était faite. La correspondance de notre chargé d'affaires à Stockholm en donne un curieux tableau avec des traits qu'on ne trouve pas ailleurs :

« Il n'y a plus d'argent ici, écrit M. de Gaussen en décembre 1791 (1). Les maisons des princes ne sont pas payées; celle du roi même n'a plus de crédit. La dette de la Suède est énorme. Aussi chacun craint pour son petit avoir : plusieurs le réalisent, et font des placemens moins lucratifs, mais plus sûrs; cet état violent ne peut durer... Il faut à Gustave III une diète pour ses finances.

« 23 décembre. — La diète est convoquée, non pas dans Stockholm, mais dans la petite ville de Gefle, afin de rendre difficile aux membres nobles d'y assister... La noblesse s'attend à être maltraitée. Le comte de Brahé a émis l'avis de proposer dès le commencement de la diète l'abolition de toute distinction entre les ordres de l'état, en offrant aux autres de n'en recevoir aucune que sous le seul et glorieux titre de citoyen suédois. Alors se formerait la coalition de tous ceux qui, dans les différens ordres, désapprouvent intérieurement certaines spéculations de Gustave III.

« 6 janvier 1792. — Le roi mécontente ici tout le monde. On ne peut sortir de Stockholm sans un passeport. Personne ne doit se rendre à Gefle sans en avoir demandé et obtenu la permission. Des maisons entières étaient déjà louées à Gefle; Gustave III a cassé tous les baux pour prendre les emplacemens à son compte, et se charger lui-même de la distribution. Il a déclaré qu'il avait choisi cette petite ville pour garantir les membres de la diète de ce genre de séductions qu'offre dans la capitale le cercle des femmes, où ils ont trouvé trop de conseils, à son gré, pendant la diète de 1789. Des régimens sont disposés de manière à couper toute communication d'ici à Gefle. La bourgeoisie de Stockholm est furieuse de n'avoir pas la diète; celle de Gefle est irritée parce que le roi lui a ôté son gouverneur, dont il se défie, pour le remplacer pendant la session par un vice-gouverneur à lui. Il espère empêcher beaucoup de nobles de venir au moins à temps, le délai légal entre les lettres de convocation et la réunion même n'ayant pas été observé. Il voudrait faire passer de la sorte ses premières propositions. Il veut que les billets de tout genre qu'il a répandus en Finlande et en Suède soient assimilés aux billets de banque, et que l'état les garantisse et les paie comme les siens propres. On dit de plus qu'il se propose de mettre à contribution les biens de la noblesse, libres jusqu'à ce jour... »

Ainsi préparée, la diète se réunit le 25 janvier 1792, mais pour durer un mois à peine. Le roi n'y dit pas un mot de ses projets

(1) Archives des affaires étrangères à Paris.

contre la France ni des subsides qu'il aurait tant souhaités. Il dut retirer ses autres propositions financières et n'obtint que la reconnaissance de la dette publique. Il fallut qu'il renonçât aussi à l'espoir de voir créer un comité permanent qui le dispensât du concours de la représentation nationale. Enfin il ne parvint pas à faire reconnaître par la noblesse le fameux *acte de sûreté* contre lequel cet ordre continuait à protester énergiquement depuis 1789. En revanche, il est vrai, la noblesse ni la bourgeoisie ne portèrent aucune atteinte à ce qu'il avait usurpé de puissance lors de la dernière diète; mais la concorde n'était point pour cela rétablie. Au contraire chacune des parties n'avait craint d'attaquer que parce qu'elle redoutait un adversaire très animé et très redoutable. La diète avait avorté, mais après avoir attisé les haines politiques dont Gustave III était l'objet. M. d'Escars, qui se trouvait encore à Stockholm, raconte dans ses mémoires qu'un gentilhomme français au service de Suède, M. de Bury, vint l'avertir quelques jours avant l'ouverture de la session d'un complot prêt à éclater contre la vie du roi. L'agitation causée par la diète ne fit que multiplier de pareilles menaces, et hâta la criminelle entreprise sous laquelle Gustave devait finalement succomber.

II.

On a déjà pu prévoir, soit par le récit des fautes de Gustave III, soit par le tableau de l'anarchie morale qui régnait autour de lui comme dans l'Europe entière, à quelles sources les ennemis du roi de Suède puiseraient une passion capable de les conduire jusqu'au crime. Les traits principaux de cette situation générale se reflètent dans la physionomie particulière qu'offre chacun des régicides.

Anckarström n'a que trente ans; après avoir servi dans la garde, il a quitté le service en 1783 et s'est retiré dans ses terres, qu'il s'est occupé de faire valoir. C'était le moment où s'achevait la période heureuse et brillante du règne : Anckarström fut du nombre de ces nobles qui, fuyant la cour, recueillirent avec un ressentiment chaque jour aigri au fond de leur retraite les griefs auxquels donnait lieu la conduite de Gustave III. D'un caractère âpre et farouche, qu'il portait dans ses affaires privées, à travers cent procès, comme dans son attitude politique, il compromit sa fortune et revint habiter la capitale pendant ses deux dernières années. Désormais irrévocablement ennemi, il était de ceux qui de l'intérieur répondaient par une sourde conspiration à l'esprit de révolte devenu manifeste en Finlande, au camp d'Anjala. Le second coup d'état de Gustave III pendant la diète de 1789 l'avait exaspéré; presque en même temps des poursuites exercées contre lui pour des propos fac-

tieux transformaient en rancune amère et personnelle son mécontentement politique. Quelques desseins égoïstes, comme le vil espoir de quelque agiotage, paraissent bien figurer parmi ses résolutions dernières; son acte sera toutefois évidemment inspiré par le fanatisme. Anckarström croira préserver son pays d'un redoutable fléau; la pensée d'une mission supérieure consistant à délivrer la Suède d'un tyran occupera tout son esprit. Peu lui importe ce qui suivra : il ne s'inquiète ni d'une meilleure constitution ni des mesures qui préviendraient le retour de semblables maux; cela n'est pas son affaire, et il n'écoute même pas ceux de ses complices qui délibèrent et prévoient. Ce caractère de fanatisme étroit, mais probablement sincère, est bien marqué dans sa déposition écrite, qu'on a textuellement conservée.

« En 1789 (dit-il), quand les pamphlets insultans contre la noblesse circulaient sans aucun obstacle, la violence exercée par le roi contre les membres de la diète ne devait-elle pas soulever toute âme non glacée par l'égoïsme? Vint ensuite ce qu'on appela un acte de sûreté, en vertu duquel tout ce qui pouvait gêner la toute-puissance royale fut modifié à son profit. Bien qu'à chaque diète le roi se fît donner de grosses sommes sous divers prétextes en dehors des revenus ordinaires de la couronne, la dette publique s'accrut indéfiniment. Le roi en personne vint à l'assemblée des nobles pour leur arracher le consentement à une durée illimitée des subsides qu'ils avaient votés; il vint en personne contre sa noblesse, entouré d'une populace qu'il avait enivrée. On l'entendit, cette populace, remplir la place et les rues adjacentes de cris factieux; on la vit se précipiter, en même temps qu'entrait le roi, dans le palais de l'assemblée, envahir, peu s'en fallut, la salle où siégeait la noblesse. Malgré tout ce menaçant appareil, la majorité répondit par son refus, et cependant le roi soutint que sa proposition avait été acceptée. Plusieurs membres furent emprisonnés sans qu'on sût leur crime. Tout cela avait été précédé d'un acte plus grave encore, c'est-à-dire d'une déclaration de guerre faite sans l'assentiment des états, exigé par la constitution. De tels faits pouvaient-ils ne pas éveiller les plus amers sentimens contre leur auteur chez quiconque gardait en son âme le moindre souvenir de liberté? Les rois, qui sont de malheureux pécheurs comme les autres hommes, n'ont d'autorité que par la confiance de la nation, et cette confiance n'est à eux qu'aussi longtemps qu'ils en restent dignes par leur respect de la loi et de la liberté.

« Voilà les réflexions qui ont fermé mon cœur. Il s'est endurci quand j'ai vu se multiplier exils et supplices, et toute sorte d'impôts et de subsides, pour subvenir aux dépenses du luxe et des voyages à l'étranger. Ce n'était pas tout : une diète fut annoncée trois semaines seulement à l'avance, de telle sorte qu'on eut à peine le temps de faire les élections nécessaires; elle fut convoquée dans une petite ville éloignée de la capitale, afin qu'il fût difficile d'y venir et d'y rester...

« En présence d'un tel spectacle, je me suis demandé : peut-il rester notre roi, l'homme capable de violer le serment qu'il a fait au peuple d'ob-

server, de maintenir, de léguer à ses successeurs la constitution de 1772, constitution rédigée par lui-même et acceptée sans amendement par la nation suédoise? — D'après ma conviction, cet homme est devenu un parjure; il a cessé d'être roi. Entre la nation et lui, le pacte est rompu. Bien plus, il est écrit dans la loi : Celui qui s'efforcera de changer ou de détruire cette loi fondamentale sera regardé comme ennemi du royaume. Or, par son acte de sûreté, le roi Gustave est devenu ennemi public, et comme dans une société organisée il faut se défendre et se protéger mutuellement, il a dû être permis à la main qui voulait s'armer de repousser par la force la force qui menaçait la communauté. J'avais donc résolu immédiatement après Noël de tuer le roi; le plus court chemin me paraissait être de donner ma vie pour le bien public. Vivre malheureux dix ans de plus ou dix ans de moins n'était rien, à mon gré, devant l'espoir de rendre le bonheur à mon pays... »

Patriotisme étroit et aveugle fanatisme, telle est, comme on voit, la double inspiration qui anime Anckarström. C'est le ressentiment de sa caste qui l'éclaire seul sur les fautes de Gustave III envers le reste de la nation, et il se croit chargé de punir le tyran. Sa déposition nous intéresse à un double point de vue : elle nous montre ce qu'était devenue cette partie de la noblesse suédoise qui, après avoir tant abusé elle-même du pouvoir, ne trouvait plus d'autre issue que le régicide à l'oppression qu'elle subissait à son tour, et elle nous rappelle en même temps, sous la forme d'un témoignage irrécusable, par quelle série d'illégalités Gustave courut vers sa perte.

Nous avons le droit de mettre sur le compte de la noblesse l'acte d'Anckarström, car tous ses complices furent des nobles que les griefs particuliers de leur ordre avaient excités tout d'abord. A ces griefs venaient se joindre pour chacun d'eux des haines personnelles et quelques suggestions de nature à nous éclairer sur la situation générale.

Si le capitaine Anckarström tenait l'arme dans la soirée du 16 mars, c'était le comte de Ribbing qui dirigeait la main mal assurée du principal assassin. Celui-là avait puisé ses premiers sentimens contre Gustave III dans le détestable entourage de la reine-mère. On se rappelle que la médisante et sceptique Louise-Ulrique, sœur du grand Frédéric et mère de Gustave, encourageait elle-même contre son propre fils les plus cruelles médisances. Ribbing, dont le père occupait auprès de cette princesse une charge de cour, y entendit de sanglans sarcasmes et s'y habitua au mépris. Il en vint à ce degré d'audace de vouloir édifier son crédit sur la crainte qu'il inspirerait au roi, dont il connaissait la crédulité superstitieuse. Dans les fréquentes visites que Gustave III rendait à la devineresse, Mlle Arfvedsson, celle-ci lui prodiguait des me-

naces dont quelques-unes se trouvaient suivies d'effets. Un soir par exemple, elle lui avait dit de se défier d'un homme qu'il ne tarderait pas à rencontrer sur son passage avec l'épée à la main, et une heure après, en rentrant, Gustave, accompagné cette fois du jeune comte Jacques de La Gardie, avait trouvé en effet, sortant du château, un gentilhomme qui, après avoir subi quelque temps auparavant, dans une ville de province, une attaque personnelle, ne sortait plus la nuit sans avoir son épée nue à la main. C'était encore par suite de pareilles prédictions que Gustave III redoutait le mois de mars : en mars était survenue sa première rupture avec sa mère, et c'est aussi en mars qu'il fut assassiné. Ribbing apprit un jour que Mlle Arfvedsson avait conseillé à Gustave de prendre garde, s'il rencontrait un homme habillé de rouge. Elle croyait dire une parole inoffensive, puisqu'il n'y avait d'ordinaire dans Stockholm nul costume ni vêtement de cette couleur. Ribbing osa cependant se faire faire un habit rouge, et s'offrir ainsi vêtu aux regards du roi dans une de ses promenades favorites. Le roi en fut fort frappé et garda toujours à l'égard de Ribbing un secret sentiment de terreur. On a dit que ce jeune comte avait conçu contre Gustave une haine violente parce que, demandant en mariage une riche héritière, il avait rencontré pour rival heureux un des favoris que soutenait le roi. Il mêlait du moins à sa passion quelque ardeur politique : il rêvait une révolution et se trouvait à la tête d'un parti.

Le pistolet d'Anckarström, que dirigea Ribbing, avait été chargé par un troisième conjuré, le comte de Horn. Celui-ci avait vingt-neuf ans à peine. C'était un enfant gâté. Sa belle figure, son élégance et quelque talent de poète l'avaient fait briller dans le monde et lui avaient même concilié l'amitié du roi; mais il était faible de caractère, et sa vive imagination s'ébranlait aisément. Il fut du nombre de ceux que les illégalités commises par Gustave III en 1789 révoltèrent en leur inspirant une sorte de terreur. Il avait ajouté foi à tous les bruits sinistres inventés par la vengeance ou par la peur. Au moment où son père, avec plusieurs membres de la noblesse, était prisonnier du roi, on avait dit, sans aucune apparence de raison, qu'une émeute excitée et payée par le gouvernement devait soulever contre les nobles l'écume de la populace et organiser un massacre dans les prisons. Le jeune comte de Horn, éperdu, avait inutilement demandé à partager la captivité de son père. Il était resté depuis convaincu que la courageuse attitude d'une partie de l'armée et de la jeune noblesse avait seule empêché l'émeute d'éclater, et il croyait avoir à venger désormais son pays et son père contre un despote impuissant, mais cruel : c'est ainsi qu'il se jeta dans les plus coupables intrigues, prêtant

sa maison de campagne aux conjurés pour leurs dernières délibérations. Le meurtre une fois commis, il montra un profond repentir et déplora avec beaucoup de larmes un entraînement dont il accusait « les esprits malins. »

Un repentir trop tardif aussi détermina un quatrième conjuré, Liliehorn, à faire remettre au roi, le soir même du 16 mars, un billet anonyme le pressant de ne pas s'offrir au coup qui l'attendait. Liliehorn était pour les conspirateurs un allié d'importance. Capitaine des gardes du corps, il avait sur l'esprit des soldats un grand crédit; il possédait en outre la confiance du roi au moment même où il le trahissait.

Plus inflexible en même temps que plus caché, le vieux baron Pechlin était, à vrai dire, l'âme du complot, dont ses jeunes complices devaient être les instrumens. Il avait soixante-douze ans : c'était un vieux débris de l'époque des guerres civiles, pendant lesquelles il s'était distingué comme un redoutable chef à la tête de l'un et de l'autre parti tour à tour. Gustave, alors prince royal, l'appelait le premier républicain de la Suède et le croyait capable de recourir à la violence et au poison : instinctivement il le détestait, mais en le ménageant. Lors du premier coup d'état, comme il était parvenu à sortir de la capitale, Gustave fit courir après lui; on le trouva muni d'une proclamation destinée à soulever les provinces. Amnistié après être resté cinq mois captif, il quitta le service militaire sous prétexte de gérer ses biens, mais ce fut en réalité pour souffler partout l'esprit de révolte contre Gustave III, comme lorsqu'il profita pour ameuter les paysans de l'agitation qu'avaient causée parmi eux les nouveaux règlemens sur l'eau-de-vie. C'était un esprit chagrin, un caractère turbulent et inquiet. Dans la journée même du 16 mars, il reçut à dîner chez lui les conspirateurs avec d'autres nobles qui avaient certainement connaissance d'une partie au moins du complot. Pechlin préparait dès longtemps pour cette occasion un plan de nouvelle constitution.

Tels étaient les cinq principaux conjurés; mais il y avait dans les rangs de la noblesse beaucoup d'autres complices, ne fût-ce que ce baron Bielke, admirateur de Brutus et de Cassius, et qui voulait (cela en 1792) qu'on modelât toute la révolution suédoise sur le patron de la révolution française. Il s'empoisonna aussitôt après le 16 mars. « Il y a deux classes de complices, écrit le chargé d'affaires de France à Stockholm : les conjurés, admis jusque dans la confidence de l'assassinat, et les confédérés, fort nombreux dans le militaire, dans la noblesse de la capitale ou des provinces, et très désireux de coopérer à une révolution imminente, sans toutefois en connaître les moyens. » Les soupçons s'étendirent jusque sur la fa-

mille du roi, parce qu'on se rappelait combien chacun des membres de la maison royale s'était éloigné de lui. On a dit que le page envoyé dans la nuit du 16 mars vers le duc Charles pour lui annoncer le meurtre avait trouvé ce prince habillé en grand costume, l'épée au côté, tout prêt à monter à cheval. Ce qui est certain, c'est que le duc de Sudermanie, complice ou non, — ce point n'a jamais été tout à fait éclairci, — avait singulièrement encouragé les mécontens et les conspirateurs en habituant son entourage et lui-même, par ses vaines expériences de magnétisme et de magie, à l'idée d'une prochaine régence et d'une mort violente dont les décrets d'en haut auraient menacé le roi.

Ainsi tout se réunissait pour que la perte de Gustave III devînt inévitable : ressentiment d'une noblesse que le roi de Suède avait cru réduire et qui s'était seulement avilie, passions démagogiques auxquelles cette noblesse même faisait appel, craintes superstitieuses enfantées par le renversement de toute doctrine religieuse ou morale, et faiblesse d'un règne qui avait détruit tous les bons effets de sa première inspiration, toute libérale, par l'excès d'un absolutisme imprudent et irréfléchi, par un dangereux oubli de toute sagesse politique, par une ambition de gloire insensée, réduite à n'être plus que le visible expédient d'une politique aux abois.

Lequel des conjurés a invoqué le premier la nécessité du meurtre? Il serait difficile de le décider. Il semble assuré du moins que l'un d'eux, le jeune comte de Horn, hésita d'abord devant un assassinat et chercha un autre moyen d'accomplir la révolution qu'on souhaitait en se rendant maître pour un temps de la personne du roi. Un soir du mois de janvier 1792, deux hommes erraient mystérieusement dans le parc désert de Haga : c'était le comte de Horn et Anckarström; ils étudiaient les entrées et les issues du château, les sentiers du parc, la direction des routes. Il s'agissait de préparer l'enlèvement du roi, qu'on tiendrait caché jusqu'à ce qu'une révolution fût accomplie. Tout à coup les deux conspirateurs s'arrêtèrent étonnés. A une fenêtre éclairée du château, le roi lui-même se montrait, pâle et soucieux : il semblait s'offrir au malheur. Les préparatifs n'étaient pas achevés : Horn et Anckarström se retirèrent, puis abandonnèrent ce premier dessein. Deux fois pendant le reste de l'hiver, Anckarström, excité par ses complices, crut pouvoir profiter des bals masqués, pendant lesquels Gustave se mêlait imprudemment à une foule suspecte; deux fois la victime échappa.

La journée du vendredi 16 mars parut offrir enfin toutes les circonstances favorables. Le dernier bal de la saison devait avoir lieu au grand théâtre, et Gustave, qui ne s'était pas rendu aux autres

fêtes, viendrait certainement à celle-là. Le voir succomber dans une de ces folles soirées que la vieille noblesse maudissait comme des mascarades ruineuses et impies, empruntées par le roi de Suède à la corruption étrangère, serait quelque chose de providentiel. Le temps pressait d'ailleurs, et le secret, déjà soupçonné, ne pouvait plus être gardé. Après avoir dîné chez Pechlin, Anckarström, Horn et Ribbing se rendirent quelques heures après au théâtre : ils devaient se reconnaître à leurs dominos, d'une couleur noire uniforme. Le roi, de son côté, avait soupé seul avec le baron Essen dans un petit appartement qui lui était réservé à l'intérieur même du théâtre. Pendant le souper, à dix heures du soir, on lui apporta une lettre anonyme, écrite au crayon et en français. L'auteur révélait le complot, qu'il venait d'apprendre, disait-il, seulement depuis quelques heures. Il suppliait le roi de ne pas se rendre au bal, puis, s'il voulait échapper aux assassins, de changer de conduite. On devait croire à son témoignage : il était de ceux qu'avaient indignés les désordres et les coups d'état. Lors de la diète de Gefle, il n'aurait pas hésité à mettre l'épée à la main contre le roi et ses mercenaires, si le gouvernement avait employé, comme on avait pu le croire un moment, les mesures illégales et violentes. Il ne s'en cachait pas; mais il était homme d'honneur et ne voulait pas charger sa conscience d'un crime de régicide.

Gustave, après avoir lu deux fois ce billet du comte Liliehorn, resta silencieux, acheva le souper, puis se rendit avec Essen, sans un moment d'hésitation, vers sa loge, d'où il était pour tout le monde fort en vue. Alors seulement il montra le billet anonyme à son compagnon, qui le supplia de ne point descendre sur la scène; Gustave lui répondit qu'une autre fois il prendrait une cotte de mailles, et c'est tout ce que le baron obtint. Tous deux passèrent alors dans le salon qui précédait la loge et revêtirent des dominos. En traversant les coulisses, Gustave, qui donnait le bras à Essen, lui dit: « Voyons s'ils oseront bien me tuer! » Les danses étaient dans tout leur éclat quand il fit son entrée. Bien qu'il fût masqué, ces mots : « voici le roi, » circulèrent parmi tous les groupes. Gustave fit lentement le tour de la salle, entra dans le foyer, et s'y promena un instant. Lorsqu'il voulut revenir, il se trouva tout à coup entouré et pressé par un groupe de dominos noirs. L'un d'eux, — c'était le comte de Horn, — lui posant la main sur l'épaule, lui dit : « Bonjour, beau masque! » C'était le signal. Au même instant, le pistolet d'Anckarström, qu'on avait eu soin d'entourer de laine, fit retentir un bruit étouffé. Le roi s'écria: « Je suis blessé; arrêtez-le! » mais des cris « au feu! sauvez-vous! » partis de divers points de la salle, jetèrent partout la confusion. On se précipitait,

et à la faveur de ce tumulte les conjurés allaient tous échapper, si le baron d'Armfelt n'avait donné ordre de fermer les portes et de faire démasquer tout le monde. Malgré cette mesure, ils sortirent en payant d'audace, mais non sans laisser derrière eux de graves soupçons et des indices. Anckarström, se présentant à son tour, avait dit au lieutenant de police d'un ton dégagé : « J'espère, quant à moi, monsieur, que vous ne me soupçonnerez pas. — Vous vous trompez, répondit l'officier; je crois que c'est vous. » Cet homme avait dit cela légèrement et sans avoir de réel soupçon : il ne remarqua le trouble subit de son interlocuteur qu'après l'avoir laissé passer; mais on se rappela ces circonstances, et, d'autres signes s'y joignant, Anckarström fut arrêté le lendemain ainsi que Liliehorn; les comtes de Horn et de Ribbing ne le furent que le 18, et Pechlin plus tard encore.

Gustave lui seul avait conservé une réelle présence d'esprit. Essen, tout couvert de son sang, l'avait aidé à gagner une petite loge voisine appelée l'OEil-de-bœuf, et de là un salon où on avait pu l'étendre sur un sofa. C'était le roi qui avait rendu quelque courage à ceux qui l'entouraient, lui qui avait prescrit les premières mesures, comme de fermer les barrières de la ville et d'envoyer chercher le duc de Sudermanie. Une fois le premier appareil posé par les chirurgiens, on put le transporter dans ses appartemens au château. Après avoir pourvu aux premiers soins du gouvernement, qu'il confiait jusqu'à son rétablissement à son frère, il y reçut les ministres étrangers et les personnes de la cour. Quand il vit approcher le fidèle et chevaleresque d'Escars, qui était, comme on sait, le représentant de l'émigration française à Stockholm (1): « Voilà un coup, dit-il, qui va réjouir vos jacobins de Paris; mais écrivez aux princes que, si j'en reviens, cela ne changera rien à mes sentimens et à mon zèle pour leur juste cause. » A vrai dire, c'était une pensée qu'on entendait partout exprimer, dans ces premiers momens d'étonnement et de terreur, que ce coup devait venir des clubs parisiens. Les meurtriers, pour donner le change, s'étaient emparés de cette préoccupation commune, et répandaient eux-mêmes ce bruit. M. d'Escars raconte dans ses mémoires inédits que, se trouvant dans cette même journée du 17, avec le comte

(1) Les extraits que j'ai publiés des mémoires inédits du duc d'Escars, et qui sont, par la franchise de leurs peintures, des pages historiques, n'auront pas donné le change sur son caractère personnel. M. d'Escars a fait partie d'une émigration qui avait à un éminent degré quelques-unes des vertus, quelques-uns aussi des défauts de son temps. Il a racheté ces défauts par de hautes qualités personnelles. Brillant officier, passionné pour l'art militaire, qu'il avait étudié à l'école du grand Frédéric, il a laissé après lui une mémoire justement respectée.

de Ribbing, dans une salle du château où l'on était réuni, il l'entendit proférer ces propres paroles : « On se donne bien de la peine pour chercher l'assassin parmi les gentilshommes suédois, tandis que c'est vraisemblablement quelque coquin de Français. — Monsieur le comte de Ribbing, répondit Armfelt, — que j'avais connu, dit d'Escars, capitaine de grenadiers dans le Royal-Suédois au siége de Gibraltar, et qui parlait français comme un riverain de la Garonne, — je crains bien, moi, que ce ne soit plutôt quelque coquin de gentilhomme suédois. » Au même instant, les portes s'ouvrent, et le chef de la police annonce que l'assassin est découvert, qu'il s'appelle Anckarström. Ribbing n'ajouta rien et continua de se chauffer adossé à la cheminée. »

Tout souvenir des fautes par lesquelles Gustave III s'était attiré le mécontentement général parut effacé dans l'esprit de la nation durant les treize jours qu'il vécut encore. Il fallut protéger contre l'indignation populaire les familles des régicides. La bourgeoisie envoya l'expression de son dévouement, et plusieurs des principaux nobles, repoussant toute solidarité avec les assassins, vinrent protester contre eux aux pieds du roi. Quand se présenta le vieux et respectable comte de Brahé, l'un des chefs de cette noblesse restée loyale, Gustave l'attira dans ses bras en disant : « Je bénis ma blessure, puisqu'elle me fait retrouver un vieil ami qui s'était éloigné de moi. Embrassez-moi, mon cher comte, et que tout soit oublié entre nous ! » Toutes les bonnes qualités de Gustave reparaissaient dans le malheur : l'enquête ouverte contre les coupables découvrant chaque jour, même après l'arrestation des régicides, des complicités nouvelles, il refusa de connaître les noms, puis confia le soin de les tenir secrets à une commission spéciale chargée d'instruire l'affaire et présidée par le duc de Sudermanie. Il exprima même le vœu formel que, si l'assassin devait périr, on fît du moins grâce de la vie à tous ses complices. Une politique prudente pouvait lui dicter cette conduite, mais il obéissait aussi à une inspiration de clémence et de bonté dont on doit lui tenir compte.

Cependant il se sentait mourir; ses derniers momens, jusqu'au 29 mars, s'écoulèrent dans un extrême abandon. Sa mère, la sœur du grand Frédéric, était morte en juillet 1782, refusant tout secours religieux et invoquant de ses médecins le poison, afin d'en finir plus vite : on sait quels autres souvenirs elle lui avait laissés. Sa femme et son fils parurent à peine à son chevet : l'excès des soupçons qui planèrent jusque sur la reine et sur sa complicité avec la faction danoise était sans doute immérité; mais il n'en est pas moins évident que Sophie-Madeleine poursuivit jusqu'à la fin ce rôle d'insensibilité auquel Gustave III, qui en souffrait, n'avait jamais su

opposer non plus, sauf quelques intervalles, qu'une apparente indifférence. Quant aux frères du roi, le duc Charles, auquel cependant il laissait la régence, lui inspirait à bon droit des craintes, et le duc Frédéric, qui jadis avait pris parti pour la reine-mère, s'était compromis jusque dans la conspiration d'Anjala. Gustave devait donc trembler pour l'avenir de son jeune fils, entouré d'ennemis. A ces cruelles inquiétudes, son favori Armfelt, qui voulait se rendre nécessaire, ajoutait de nouvelles terreurs en dénonçant chaque jour de prétendus complots. Désespéré, Gustave s'écria un jour : « Qu'on me porte sur une civière! J'irai sur la place publique, je parlerai au peuple. Allez, et, comme un autre Antoine, montrez les vêtemens ensanglantés de César pour anéantir ses ennemis! » C'était un moment d'exaltation ou de délire, laissant place une fois encore au langage pompeux et aux souvenirs classiques dont Gustave III avait, dans le cours de sa vie, si souvent fait usage. On a voulu cependant y voir autre chose. Gustave prétendait réellement, assure-t-on, se faire porter sur un balcon du château, — le jour et l'heure étaient déjà fixés, dit un contemporain, — et montrer de là, comme César, sa robe sanglante. Un orateur placé à côté de lui, Armfelt ou quelque autre, haranguerait la foule; le roi lui-même adresserait ensuite quelques mots à son peuple fidèle, lequel, dûment préparé, échauffé, puis conduit par des agens habiles, serait lancé au massacre des nobles suspects dont on aurait à l'avance dressé la liste : une courte terreur au nom et au profit de la royauté! On rapproche de cette tradition le rapport du dernier médecin, Dalberg, appelé vingt-quatre heures seulement avant la mort du roi. Depuis le 25 mars, l'état du blessé, qui semblait jusque-là en voie de rapide et sûre guérison, avait empiré tout à coup. Dalberg n'hésitait pas à soupçonner quelque lâche attentat commis au lit du malade, sans doute à l'instigation de ceux-là mêmes qui se seraient crus menacés par les bruits d'émeute et de proscriptions royalistes. — Vaines rumeurs, que dément le caractère de Gustave, et qui prouvent seulement, si elles furent un moment accueillies, combien le champ était ouvert aux inventions de la malveillance ou de la peur.

Ainsi se terminait dans une morne tristesse une des carrières les plus brillantes et à la fois les plus agitées du XVIIIe siècle. Un haut essor interrompu par un vol inégal, de lointaines visées incomplétement poursuivies, des momens de succès et de gloire, puis la déception et le malheur, tel est le résumé du règne de Gustave III. Paré de certains dons, il en compromettait les avantages par un défaut d'application, de suite et de patiente volonté qui paralysait ses meilleures tentatives. Un perpétuel mirage l'attirait là où il croyait

rencontrer la civilisation et la lumière; mais par-devant les juges les plus délicats, sa vanité lui inspirant le désir des triomphes personnels, il négligeait les soins de son propre gouvernement, qui eussent fait naître sous ses pas, au grand profit de ses sujets, les heureux résultats qu'il allait demander au loin. Épris de philosophie et de libéralisme, il fit quelque chose, à la vérité, pour la liberté des cultes, mais au nom d'une entière indifférence religieuse. Il prit frayeur aux approches de la révolution, et ne craignit pas d'accomplir deux coups d'état. Il empruntait du XVIIIe siècle son ardeur généreuse, ses intelligens désirs, son louable idéal; mais il avait en commun avec l'époque même où il régna la faiblesse morale. Jamais on ne vit plus ouvertement que dans ces dernières années le courant du siècle l'emporter sur les caractères. Nul ne se montra alors assez fort pour dominer son temps en lui opposant une énergique vertu. En France, il est vrai, une mâle génération avait mis son patriotisme et son dévouement au service du grand mouvement de 1789; mais le flot l'avait bientôt emportée, on sait vers quel naufrage, ou du moins vers quelle lutte engagée dans toute l'Europe entre le despotisme, suivi de la réaction aveugle, et l'anarchie civile, accompagnée du désordre moral. La mort de Gustave III, amenée par la coalition des rancunes nobiliaires avec le ressentiment démocratique contre un roi à la fois ennemi de l'aristocratie et de la révolution française, semble avoir ouvert la série des grands coups que le déchaînement révolutionnaire allait frapper. Elle fut accueillie avec des cris de triomphe par la démagogie française, et Prud'homme, dans ses *Révolutions de Paris*, prodigua les éloges à « Brutus-Anckarström. » Gustave n'avait pas encore rendu le dernier soupir que la nouvelle de la mort de l'empereur Léopold arrivait à Stockholm avec une dépêche du prince Kaunitz qui semblait autoriser des soupçons d'empoisonnement. La propagande, comme on disait en Europe, allait-elle sacrifier ainsi tous les souverains? La pensée s'en répandit, et M. de Gaussen écrit tristement : « On m'a assailli de questions et de raisonnemens tous plus désagréables les uns que les autres. » Ce qu'on pouvait du moins prédire, c'était la fin sanglante réservée aux principaux personnages qu'on a vus figurer dans cette histoire. La mort de Gustave III précède d'une année seulement celle de Louis XVI et de Marie-Antoinette. Encore quelques années, et les fermens que la contagion des passions démagogiques laisse après elle vont multiplier en Suède les scènes de désordre et de violence. Le malheureux fils de Gustave III, fuyant à travers les escaliers et les cours de son palais, sera pris corps à corps par un de ses officiers, détrôné et jeté dans l'exil; Fersen, le *beau*

et brillant Fersen, après avoir vu mourir sur l'échafaud presque tous ses compagnons d'armes de la guerre d'Amérique, et ses amis de Paris et de Versailles, et le roi et la reine de France, auxquels il avait été si ardemment dévoué, sera un jour attaqué par la populace, pour un vain soupçon, au milieu d'une cérémonie officielle, sur une grande place de Stockholm, puis assassiné, et son corps insulté, déchiré en morceaux par l'émeute triomphante.

Les Suédois avaient donc partagé les dernières fêtes, les dernières gloires militaires de l'ancienne France, et aussi ses derniers malheurs. Quand cette vieille société française s'était ouverte à l'esprit général du siècle, qui se déployait dans notre pays plus complétement qu'ailleurs, avec son incomparable force d'expansion, ils avaient été attirés par cette vive lumière; les revers mêmes de cette société eurent assez d'éclat pour retenir quelques-uns d'entre eux par la sympathie et le dévouement, tandis que les autres se mêlaient aux espérances de la France nouvelle. Pendant toutes ces vicissitudes, ils se firent nos témoins, et leurs annales devinrent les nôtres à certains égards. Aussi, en interrogeant leurs propres souvenirs, avons-nous cru restituer une page de notre histoire intellectuelle et morale plutôt encore qu'un chapitre d'histoire étrangère. La fin de notre XVIIIe siècle nous est encore imparfaitement connue. Puisque l'esprit français a plus que jamais alors répandu à l'extérieur sa vie féconde, consultons les archives publiques et privées des autres peuples : pour des temps de relations si intimes et si actives sous l'exclusive domination de notre langue, de nos mœurs et de nos idées, elles nous sont un miroir qui rend cent traits épars de notre physionomie nationale, soit par la fidèle image de notre action au dehors, soit surtout par le reflet encore plus précieux de quelques-uns de nos mouvemens intérieurs et comme de notre conscience même. C'est du moins ce dernier charme qui nous a séduit et retenu dans le cours de cette longue étude. L'image de la vieille France nous apparaissait au milieu des archives du Nord; nous y entendions sa voix, et nous avons recueilli, non sans émotion, quelques-unes de ses dernières paroles, confiées par elle à un roi son admirateur et son chevalier. Si ces paroles ont parfois témoigné à nouveau des fautes que l'ancienne société française avait commises, plus souvent encore elles ont donné des preuves, jusqu'à présent ignorées, de son bon vouloir et de ses vertus. C'est justice que de telles enquêtes, qui s'inspirent du large et impartial esprit de notre temps, puissent en effet servir, par les résultats qu'elles découvrent, à dissiper des préjugés, à calmer des ressentimens, à préparer enfin l'équitable jugement de l'histoire.

A. Geffroy.

UN PARASITE

DEUXIÈME PARTIE (1).

VI.

Plût à Dieu que Marguerite Bercier n'eût jamais eu l'ambitieuse fantaisie de se dire Italienne et de chanter, à l'aide des leçons de M. Ribot, devant un public ravi! C'est de cette ambition que tout le mal était venu. Enfin Du Rosel était sorti de l'antre de Circé. Debout devant la maison de la cantatrice, il regardait machinalement les deux tourelles féodales qui s'élevaient avec orgueil dans la pénombre de cette nuit d'été. Qu'avait-il fait? mais surtout, dans la dernière heure passée chez la Fiorella, que lui était-il arrivé de dire? Est-ce que le nom de Mme de Muzillac n'était pas sorti plusieurs fois de ses lèvres, où sa volonté impuissante s'efforçait en vain de l'enchaîner?

Il se souvenait bien que la cantatrice alors avait disparu, et que ces vives lumières qui éclairaient le palais de la sultane s'étaient changées en une sorte de brume lumineuse s'échappant partout des lampes de nuit. Longtemps, bien longtemps, il était demeuré seul avec Carcouët. Est-ce que le jeune homme ne lui tenait pas les mains, lui disant tout bas qu'il aimait encore sa cousine?... Et lui, il ne voulait pas le croire; mais la Fiorella, tout enveloppée de broderies et de dentelles blanches, avait entre-bâillé la porte d'un air d'impatience, et Carcouët, le plus obligeamment du monde, avait conseillé au parasite de se retirer. Même il l'avait reconduit à travers le jardin, guidant ses pas dans l'ombre et l'interrogeant encore sur celle qu'il disait aimer toujours. Du Rosel se retrouvait

(1) Voyez la *Revue* du 1er novembre.

dehors. La fraîcheur de l'air, qui ne pouvait réveiller sa mémoire, lui rendait au moins la raison. Il remonta pesamment la grande avenue plantée d'arbres, le chemin du plaisir et des fêtes; mais bientôt il s'assit sur un banc. C'est là qu'il se jugea sous le ciel bleu, à la clarté des étoiles.

Allons, misérable, courbe la tête, humilie-toi, avant de te relever enfin pour jamais! Avant d'abjurer le passé amer et vil, avant de rejeter décidément la dépouille du parasite, songe à ta faiblesse, qui s'en parait encore il n'y a qu'un moment!

Et luttant contre un reste de trouble, encore tout étourdi par les fumées de ce vin perfide, Du Rosel comprit qu'à cette dernière faiblesse il fallait tout d'abord une expiation. Il se mit à songer au charme qu'il avait trouvé dans le souper de la Fiorella, aux noires pensées qui l'y agitaient, au cruel espoir qui se faisait jour alors dans son cœur, et il sentit que c'était là une joie de malade et d'insensé qui ne venait point de la partie saine et purifiée de son âme, un reste de méchante folie dont il devait se punir. Était-ce donc bien lui qui avait médité d'envoyer à Laura la fidèle peinture de ce souper maudit, lui qui, de sa main encore impure, avait formé le projet de renverser l'idole du passé dans le cœur de la jeune femme? Idole d'argile, mais n'importe, elle y croyait; cette foi la faisait vivre! Était-ce bien Du Rosel qui avait rêvé de lui dessiller les yeux, de lui montrer tel qu'il était, oublieux, ingrat, égaré, celui qu'elle ne pouvait s'empêcher d'aimer toujours? O Laura, il vous devait tout, et pour tant de biens que vous lui aviez donnés, il allait vous ravir l'illusion, le dernier bien qui vous restât! Non, non, la seule pensée qu'il en avait eue était un crime, et le châtiment que ce crime méritait lui apparut avec une si évidente clarté qu'il n'hésita point : se taire, l'expiation était là! Et d'ailleurs, si même l'intérêt de Laura ne lui eût point commandé le silence, était-ce donc à lui qu'il appartenait de se faire l'accusateur de Carcouët et d'accuser personne au monde?

Quel dommage que Laura fût loin! Si elle avait pu assister à ces mouvemens dont l'âme de son parasite était le surprenant théâtre, elle aurait été ravie de son ouvrage. Si c'eût été le baron, il aurait cru voir devant ses yeux une farce de la foire, et il en serait bien mort de rire. Puissance et prodiges de l'amour! Eh quoi! ces raffinemens et cette naïveté d'honneur, cet héroïsme du sacrifice, dans le cœur d'un homme qui, la veille encore, n'était qu'égoïsme et que bassesse! Et l'amour en était la cause! C'est dans cette religion-là surtout que l'ardeur du néophyte est sublime. Qu'est-ce donc pourtant? et quelle folie! Le pauvre Du Rosel osait aimer!...

Il arrivait en ce moment à l'hôtel de Muzillac. Les valets dormaient, le molosse qui gardait la cour connaissait l'hôte de son

maître. Du Rosel commença de gravir, sans troubler le silence de la maison, l'escalier qui menait à sa chambre. Au premier étage, il s'arrêta. L'appartement de Mme de Muzillac était devant lui. Il mit la main sur son cœur, qui battait avec force, car il se rappelait les dernières paroles qu'elle lui avait dites en le quittant. — Quelque chose de moi reste avec vous, et je veille! — L'âme de Laura était là!

Il fit un pas, puis un autre. Son désir le poussait d'une force terrible, mais la hardiesse ne lui venait point. Une terreur superstitieuse l'envahissait plutôt tout entier, maintenant qu'arrivé devant la porte du boudoir, il n'avait qu'à la toucher du doigt. Il lui semblait que le destin allait rendre un de ces mystérieux arrêts qui se font entendre d'eux-mêmes, et que s'il n'était pas digne encore d'entrer dans ce sanctuaire, cette porte allait résister. Elle céda pourtant. Il pénétra dans le boudoir, les mains en avant, tâtonnant dans l'ombre. Il rencontra le sofa et s'y laissa tomber en fermant les yeux. Quand il les rouvrit, l'âme de Laura était à ses côtés. Cette vision avait tant de force qu'elle valait la réalité même : la chère image était bien là, vêtue comme le matin de sa robe de voyage, tenant la branche de lilas blanc à la main. Elle parlait, et il se prit à lui répondre. Elle recommençait leur entretien du matin; il l'entendit qui lui disait : Du Rosel, il est aisé de refaire sa vie quand on a refait son cœur.

Là-dessus, l'heureuse vision s'écarta. Aussitôt il perdit la vue du ciel et roula dans un abîme. Refaire sa vie, qu'est-ce donc, cela? Ce mot, depuis qu'il était tombé des lèvres de Laura, ne cessait point de le poursuivre. Refaire sa vie! Mais comment? A la vérité, il ne pouvait guère se méprendre sur le sens et la portée qu'elle avait voulu donner à cet avertissement déjà bien clair, car elle avait joint la glose au précepte. « L'oisiveté, avait-elle dit, est une tache au front d'un homme pauvre. »

Du Rosel sentit rougir son front avili. L'oisiveté, c'est-à-dire la servitude, l'abaissement, la honte! Mais il s'était ployé à cette servitude, nourri de cet abaissement, mais il était comme né pour cette honte! Jamais il n'avait ressenti d'autre désir, jamais il ne s'était proposé d'autre objet que celui-là, l'oisiveté! Et en ce moment, dans cette chambre sacrée, à la faveur de la nuit pensive et muette, il s'interrogeait. Il recueillit toutes les puissances de sa raison, il y joignit toutes celles de son cœur, il s'efforça de concevoir au moins ce que c'était que cette chose noble, libre, fière, vivante qui s'appelle le travail; il s'affaissa dans son désespoir, s'apercevant qu'il n'y pouvait réussir. Cette idée du travail n'était pour lui que ténèbres, ce grand mot ne lui représentait rien.

Le jour naissant qui pénétrait dans le boudoir l'avertit qu'il n'y pouvait demeurer plus longtemps sans péril; mais il n'allait donc en emporter ni consolations ni lumières! Il n'avait rien imaginé, rien deviné, il ne savait rien, il ne sentait rien de plus qu'en entrant! En vain essaya-t-il de rappeler l'heureuse vision qui l'avait alors accueilli. Elle le fuyait maintenant, et les clartés qui se glissaient par la vitre insensible et morne le chassaient de ce lieu, le seul au monde où il pût trouver l'inspiration et le secours. C'est qu'il n'avait pas encore assez expié, assez souffert, assez désiré. C'est que l'heure apparemment n'était point venue de cette métamorphose que Laura appelait et espérait peut-être sans y croire. O Laura, votre âme n'avait-elle donc commencé de parler à votre pauvre Du Rosel que pour le jeter plus sûrement dans ce purgatoire de doute et d'angoisses? Et cependant vous l'aviez bien dit : je veille! Si vous étiez là, si vous veilliez!... Soudain le premier rayon du soleil perça la croisée; il passa comme une flèche d'or devant les yeux éblouis du parasite et se brisa contre la porte entr'ouverte; ce rayon moqueur lui montrait le chemin.

Quelques heures après, vers la fin de la matinée, comme il était debout près de la fenêtre de sa chambre qui s'ouvrait sur la grande cour de l'hôtel, un homme entra dans cette cour. C'était bien lui, le personnage de la veille, le petit vieillard en habit vert, au pantalon rapiécé. Du Rosel crut avoir achevé de perdre l'esprit en reconnaissant M. Ribot.

Ayant aperçu un valet sur le perron, M. Ribot se préparait à l'appeler; il n'en eut ni le temps ni la peine, car le valet courut à lui et brutalement lui demanda ce qu'il souhaitait. L'accoutrement du maître de musique devait particulièrement blesser les yeux d'un homme portant livrée avec galons et dorures. Qui l'aurait cru cependant? le petit vieillard se redressa, et tout d'abord pria son interlocuteur de ne point manquer à la politesse. Le valet, au même instant, sentit qu'on le saisissait par le bras, et, se retournant, se trouva face à face avec Du Rosel, qui lui ordonna de s'éloigner.

La surprise le fit obéir; se serait-il jamais attendu à trouver tant de fierté sous ce vilain habit vert et ce ton d'autorité dans la bouche du parasite, ordinairement humble et modeste? Il s'en alla en grommelant et en levant les épaules à la pensée que M. Du Rosel avait bien l'audace de prendre au sérieux sa situation de vice-roi temporaire dans la maison. Celui-ci s'était hâté de saluer M. Ribot, qui tira de sa poche un billet; puis il regarda le parasite, hésitant à le reconnaître, car il avait rencontré au même lieu bien des gens semblables à lui, s'ils ne lui ressemblaient point tout à fait. Cependant il lui remit le billet en le priant de le lire, si c'était bien lui qui se nommait Du Rosel. Il ajouta que cette mission dont il était chargé

ne lui plaisait point. Là-dessus il tourna le dos. Il avait déjà traversé plus de la moitié de la cour de ce pas bref qui résonnait sur le pavé comme un marteau léger battant en cadence, lorsque Du Rosel se jeta au-devant de lui. Il avait fait sauter le cachet aux armes de Muzillac qui fermait le pli mystérieux. Il venait bien de la Fiorella. Il ne contenait que ces mots : « Il faut que je vous parle. Venez. »

Apparemment cette femme était folle. Du Rosel se souciait bien de ce que cette Fiorella avait à lui dire. Si peu de temps que lui eût pris la lecture de ce billet, c'en était assez pour que M. Ribot eût failli lui échapper. La Providence pourtant le lui envoyait, si la Providence est autre chose qu'un destin aveugle. Ce vieillard connaissait le travail et la probité, lui, puisqu'il en était le martyr.

VII.

— Monsieur Ribot, lui dit-il, ne voulez-vous pas vous arrêter un moment?

— Je suis pressé, dit le vieillard.

— Je le sais, s'écria Du Rosel; je sais que vous vivez du prix des leçons que vous donnez, et sur ces leçons s'est édifiée la gloire de ceux ou de celles qui les reçoivent. Pour vous, votre lot, c'est le travail, et l'obscurité votre récompense. Oh! cela est noble et beau!

— Et comment êtes-vous si bien informé de tout ce que vous me dites là, je vous prie? repartit M. Ribot avec un petit rire étouffé. Ah! oui, je m'en souviens. Vous avez soupé l'autre jour dans la maison de l'avenue Gabrielle et vous avez entendu Mme Fiorella... C'est vous qui apportiez le prix de la seconde tourelle; mais je vous supplie de m'excuser, je suis pressé.

— Monsieur, dit le parasite, j'ai pourtant besoin de vous parler.

— Vous avez besoin...

— Non, me dites-vous. Vous refusez de m'entendre, vous me prenez pour un fou. Je ne le suis point. Je ne suis qu'un malheureux qui cherche conseil auprès des honnêtes gens qui vous ressemblent...

M. Ribot l'interrompit en tirant de son gousset une grosse montre d'argent. Les heures y étaient marquées en chiffres romains, elle faisait autant de bruit qu'une horloge.

— Oh! oh! dit-il, vous êtes l'ami de M. de Muzillac. Je le connais bien. Quand je dis que vous êtes son ami, je m'entends, n'en doutez point. Et vous n'êtes pas content de votre sort? Je n'ai pas de peine à le croire. Je suis pressé; mais je peux vous donner un quart d'heure, si vous êtes malheureux.

— Je vous remercie! s'écria Du Rosel.

Et il s'empara du bras de M. Ribot. Il l'entraîna vers le jardin. Le même domestique qui avait accueilli le vieillard comme un mendiant qui force les portes se mit à les suivre tous deux du regard et appela ses camarades pour leur faire voir l'ami de M. Du Rosel. Ce beau couple se dirigeait vers le salon de verdure, refuge ordinaire de Mme de Muzillac pendant l'été. C'est là que Du Rosel s'arrêta. Il fit asseoir son compagnon à la place même où Laura s'était assise pendant cette grande soirée qui avait précédé son départ. Il se disait que le vieillard allait lui parler comme elle. La pureté du cœur et la probité tiennent le même langage. M. Ribot pourtant se taisait. Assis en face du parasite, il ne songeait plus guère à lui: il ne le voyait même pas, il ne se rappelait point que l'aumône de son temps qu'il faisait à un malheureux, — il n'en pouvait faire une autre, — ne devait être que d'un quart d'heure. Ce n'était pas sa faute si, au moment même où il prenait possession de cette chaise rustique, deux oiseaux s'étaient mis à chanter dans les feuilles au-dessus de sa tête. Il avait d'abord écouté leurs modulations en souriant d'un air ravi; puis son visage se rembrunit peu à peu. Ces chants l'irritaient, il n'y trouvait point ce qu'il cherchait. — Je vous le dis, s'écria-t-il en frappant du plat de sa main sèche et ridée sur le genou de Du Rosel, ce n'est pas cela, ce n'est pas cela. Ce n'est rien!...

— Et vous, reprit-il en s'adressant à Du Rosel, pourquoi ne parlez-vous pas?

— C'est que je crains tout, s'écria Du Rosel; j'ai peur que vous ne m'arrêtiez au premier mot et que vous ne me disiez : Qu'y a-t-il de commun entre vous et moi? Quand je compare votre vie et la mienne, je vois entre elles un abîme comme entre l'honneur et l'ignominie.

— L'ignominie! répéta doucement M. Ribot. Qu'avez-vous donc fait?

— J'ai vécu au foyer d'autrui. J'y vis encore...

— Comme le grillon, dit M. Ribot.

— Comme un complaisant à gages, comme un bouffon domestique, comme un parasite, car voilà mon nom. Parasite, parasite, entendez-vous bien? Tandis que vous combattez, monsieur Ribot, tandis que vous luttez et que vous souffrez...

— Mettez tout cela au passé, interrompit le maître de musique. Depuis bien longtemps j'ai cessé de combattre, je ne souffre plus.

— Et moi, continua Du Rosel avec la même chaleur désespérée, mes combats et mes tourmens ne font que de naître. C'est hier seulement que mes yeux ont commencé de s'ouvrir. Ils ne m'ont montré d'abord que le moins fort de ma misère. Je n'en ai vu le fond que cette nuit quand je cherchais les moyens d'en sortir. Je ne

les ai pas trouvés. Je vous le dis, je ne suis bon qu'au métier que je fais. Les honnêtes gens ne conçoivent pas mieux cette vie-là que je ne peux concevoir la leur. Si je vous disais que je ne sais pas même ce que c'est que le travail, vous me mépriseriez, vous ne me comprendriez pas.

— Oh! que si! fit le vieillard en secouant la tête, l'impuissance de bien faire est une chose commune. C'est déjà beaucoup que de connaître son péché. Ce n'est pas tout, il est vrai, et le reste est difficile. Ces conversions-là sont si rares, monsieur Du Rosel, que je ne les ai presque jamais vues s'opérer d'elles-mêmes. Et pourtant je suis vieux. Quel âge avez-vous bien? Tantôt quarante ans, je pense. Et vous voulez commencer à vivre de votre travail, parce que cette façon vous paraît meilleure et plus noble que l'autre?...

— Oui.

— Et cette pensée vous est venue subitement, en une nuit, en un jour?...

— Oui.

— N'est-elle bien venue que de vous-même? Personne ne vous l'a suggérée?...

Du Rosel frémit. — Personne, dit-il.

— Alors, reprit le vieillard d'un air pensif, vous valez mieux que moi. Oh! prenez garde que l'envie ne me vienne de vous raconter les illusions de ma jeunesse! Le bonhomme que vous voyez, le vieux Ribot qui est là prétendait alors à la gloire, et il comptait bien qu'elle serait suivie de la fortune. Qui croirait cela maintenant? C'est dans ce temps-là que je luttais... Je n'étais pas plus riche: mais c'est une si belle chose que l'espérance! Lorsque le succès me trahit,... vous ne savez pas ce que c'est que de se briser les ailes, de retomber de si haut, de se trouver si petit quand on est par terre,... allez! le bœuf était redevenu grenouille. Adieu les rêves du petit Ribot! Le découragement m'avait conduit à cette oisiveté peuplée de regrets amers et d'inexorables rancunes qui est le gouffre où se débattent tant de malheureux. Oh! les lentes et cruelles journées! Oui, oui, vous valez mieux que moi, car jamais je ne me fusse relevé tout seul. Un ange vint... J'ai perdu depuis celle qui faisait mon soutien et tout l'ornement de ma vie si pauvre... Mais vous vous souciez peu de mes souvenirs. C'est un conseil que vous me demandez.

— Un ange est venu vers vous, balbutia Du Rosel, et c'est l'amour!...

Ce vieillard aussi! ô rencontre des destinées! — Vous avez travaillé quarante ans entiers? reprit doucement le parasite.

— Cinquante! fit le vieillard.

— Cinquante ans au milieu de tant d'épreuves, et votre courage n'a failli qu'un moment!

— Je ne dis point cela, repartit M. Ribot, je pourrais vous faire ma confession à mon tour, et le chapitre des défaillances y tiendrait bien quelque place; mais il s'agit d'un conseil à vous donner.

— Donnez-le-moi donc, s'écria Du Rosel en se levant. Éclairez-moi, puisque mes yeux sont troubles et ne voient point; guidez-moi, puisque je suis trop coupable ou trop lâche pour faire seul le premier pas sur cette route que je veux suivre. Montrez-moi le but au moins par votre exemple. Ah! donnez-moi plus qu'un conseil, faites-moi voir votre âme ouverte, donnez-moi le secret de cette paix si belle que je vois briller là, sur votre front.

— Oh! oh! répliqua le maître de musique en riant, ne vous animez pas si fort. Ce secret-là, si je vous le disais, vous ne le comprendriez peut-être point. Nous avons un dieu familier, nous autres, vous ne pouvez le connaître. Regardez, ma taille est voûtée. Quand le dieu chante en moi, elle se redresse, et ma main ne tremble plus. J'ai soixante-dix ans. Le dieu souvent ne fait que passer... C'est tout un printemps, toute une jeunesse qu'il me laisse au cœur; mais en voilà bien assez. Vous n'êtes pas artiste. Vous n'avez pas d'autre ambition, je pense, que de devenir honnête homme? Vous le deviendrez, si vous voulez m'obéir.

— Oui, fit Du Rosel, oui, je vous obéirai.

— Allons, reprit M. Ribot, je ne regretterai donc point que cette méchante Fiorella m'ait donné ce message; mais vous ne tiendrez compte ni de son invitation ni de ses ordres : il ne faudra pas vous y rendre.

— Je ne m'y rendrai pas.

— D'abord, continua le vieillard, je ne voulais pas me charger de sa lettre; mais elle chante ce soir : elle aurait mal chanté, si je l'avais mise en colère. Elle a bien osé m'en menacer... Elle veut vous voir; n'y allez point : cette maison-là n'est pas faite pour les honnêtes gens.

— Cette maison, dit Du Rosel, oh! je la hais!

— C'est perdre votre temps que de songer à la haine, riposta doucement M. Ribot. Nous pouvons l'employer bien mieux ensemble à chercher les moyens de gagner votre vie. Voyons, que savez-vous faire?

— Tout, s'écria Du Rosel, tout ce que vous voudrez!

— Tout ce que je voudrai! fit gaîment le vieillard. Je gage que vous ne savez pas seulement copier de la musique.....

Deux jours après cet entretien avec M. Ribot, Du Rosel reçut un second billet de la Fiorella. La cantatrice n'avait pas employé pour cette fois de messager particulier; elle ne s'était servie que de la

poste aux lettres. Le billet portait ces mots : « Mais ne viendrez-vous donc pas? » Du Rosel fit de celui-ci comme du précédent : il le déchira.

La conduite qu'il tint les jours suivans fut la cause de bien des propos dans l'hôtel de Muzillac. Il sortait de grand matin, rentrait fort avant dans la soirée, portant des papiers sous son bras, et montait tout droit à sa chambre, où l'on voyait briller de la lumière durant une partie de la nuit. La valetaille était partagée entre la surprise, la curiosité et la joie. Le parasite ne prenait point ses repas à l'hôtel : où pouvait-il donc en trouver de meilleurs? Il se renfermait dans sa chambre : qu'y pouvait-il faire? Mais surtout il ne gardait plus la maison : tout le monde était en vacances. Heureusement pour le baron, Du Rosel tenait les clés de la cave! Hormis cela, les valets se seraient assez bien accommodés de cet *alter ego* de M. de Muzillac, car certainement il était plus facile que lui. Il s'en fallait de peu qu'il ne les saluât maintenant le premier quand il les rencontrait sur son passage, bien différent en cela, comme en tout le reste, de ce qu'il s'était montré le lendemain du départ des maîtres. C'est qu'à la fierté nouvelle qui l'animait alors, et qui engendrait l'impatience, avait succédé chez Du Rosel le contentement de soi, d'où naît la douceur. Et l'on disait autour de lui : « Le parasite est bien changé! » Ainsi se passa tout un mois.

Du Rosel, un soir, revint à l'hôtel accompagné de M. Ribot. C'était un dimanche; ils s'étaient donné congé tous les deux. Ils traversèrent la cour, puis gravirent le perron, bras dessus, bras dessous, comme de vieux amis. Du Rosel se tenait un peu courbé, afin que sa taille ne dominât point de trop haut celle du maître de musique. Ils causaient avec une chaleur surprenante en regardant le pavé. Les voilà dans la maison. Du Rosel alors montra le chemin, précédant le vieillard, ouvrant les portes. Ils entrèrent dans le salon d'été. M. Ribot commença par en faire le tour d'un air curieux.

Il avisa un métier à tapisserie dans l'embrasure d'une croisée et souleva la mousseline dont il était recouvert. Du Rosel s'approcha vivement. M. Ribot se prit à sourire et lui demanda si ce salon n'était point la demeure ordinaire de Mme de Muzillac plutôt que celle du baron, à quoi Du Rosel répondit que M. de Muzillac n'aimait guère à se tenir ailleurs que dans sa chambre d'étude. M. Ribot poursuivait son examen sans s'émouvoir. Il s'arrêta devant un portrait au pastel qui représentait une jeune femme habillée d'une robe de velours, avec des yeux et des cheveux noirs, avec cette fraîcheur de visage, avec cette bouche humide et rouge comme la chair des cerises, qui ne pouvaient appartenir qu'à une femme du monde. Il allait demander si ce portrait n'était pas celui de Mme de Muzillac; mais il s'aperçut que Du Rosel était là derrière lui, res-

pirant avec peine, et cette fois encore il se contenta de sourire. Alors il s'avança vers le piano et l'ouvrit. Du Rosel, sans rien dire, prit un album et le mit devant lui en marquant la page. Laura aimait cette romance. M. Ribot secoua doucement la tête. Ses longues mains amaigries se promenèrent sur les touches, et le piano chanta ce que Laura aimait à chanter.

Mlle Bazin ouvrit la porte...

Était-ce une vision? La pauvre demoiselle avait sommeillé le long de la route. Elle arrivait en se frottant les paupières, marchant tout d'une pièce, et d'abord elle ne répondit que par signes et par gestes au flot de questions empressées dont l'accablait Du Rosel. Oh! c'était bien une réalité que celui-ci avait devant les yeux. Mlle Bazin commençait à retrouver ses esprits. C'était une personne qui aimait à mettre de l'ordre dans ses idées comme sur les rayons d'une armoire. Elle entama le récit de son voyage depuis le moment où elle était partie d'Allemagne jusqu'à celui de son entrée dans l'hôtel. — Mais le baron?... Mais Laura?... — Elle les précédait : ils arrivaient le lendemain; ils devaient courir toute la nuit.

M. Ribot, durant ce récit, s'était levé et mis en devoir de partir. Il produisit sur Mlle Bazin l'effet d'une ombre chinoise passant tout à coup dans le fond de la chambre. Elle s'interrompit et demanda quel était ce bonhomme.

— C'est mon maître et mon ami, lui répondit Du Rosel.

Cette réponse suggéra à la femme de chambre une question et une réflexion. La première fut pour s'informer si M. Du Rosel s'était mis en tête d'apprendre la musique, car elle jugeait bien que c'était cet art-là et non un autre que devait enseigner ce bonhomme à l'habit vert qu'elle venait de trouver assis devant le piano de Mme la baronne. La réflexion fut terrible dans sa promptitude, atroce dans sa naïveté à peine couverte d'un voile. Mlle Bazin n'aurait jamais soupçonné que Du Rosel eût des amis faits de cette sorte. Mlle Bazin ne comprenait pas bien quel était son intérêt à en avoir. Sa surprise en était grande, et elle le disait.

— Mademoiselle Bazin, répliqua le parasite avec un sourire qui lui déchirait la bouche, c'est que pendant votre absence j'ai beaucoup changé.

Et il la quitta pour s'aller préparer dans la solitude à revoir Laura, ivre de bonheur, fou d'orgueil à l'idée de lui montrer ce qu'était devenu, grâce à ses leçons et dans l'espace d'un mois, son pauvre Du Rosel. O miraculeuse puissance d'une âme pure parlant à une âme qui si longtemps s'était oubliée dans la bassesse et dans les ténèbres! Il pensait qu'en abordant Laura il n'aurait pas besoin de lui rien dire, qu'elle saurait bien lire sur son front et voir la *métamorphose*...

VIII.

Le soleil n'était levé que depuis une heure. La rue entière s'emplit d'un bruit de roues et de grelots. La grande porte cochère roula sur ses gonds. Clic, clac, toute la valetaille fit irruption dans la cour. Du Rosel marchait en tête. La voiture s'ouvrit... La première personne qui en descendit, ce fut M. de Carcouët.

— Eh bien! dit M. de Muzillac, descendant après lui et frappant un grand coup sur l'épaule du parasite; eh bien! avez-vous mené bonne vie chez moi, Du Rosel?

— Bonjour, Du Rosel!... Personne ne viendra donc m'offrir la main? s'écria Laura du fond de la voiture.

M. de Carcouët à cet appel se retourna vivement; Du Rosel, de son côté, obéit comme un automate; ils arrivèrent en même temps tous les deux à la portière. — Bonjour, monsieur Du Rosel, dit le jeune homme.

Ils présentaient la main tous les deux. Mme de Muzillac prit celle de Carcouët. Elle passa son bras sous le sien quand elle fut par terre, et il la reconduisit jusqu'au pied du perron. Ils se parlaient à voix basse. Et puis M. de Carcouët revint vers la voiture. — Conduisez mon cousin chez lui, cria le baron de Muzillac à son cocher.

Et il ajouta : — Marc, vous viendrez dîner avec nous ce soir.

— A ce soir, répondit Marc.

La voiture partit. Laura était rentrée dans la maison. Du Rosel à ce moment sentit qu'on le prenait par le bras.

— Eh! eh! dit le baron, car c'était lui, il paraît que vous êtes un heureux compagnon, monsieur Du Rosel.

Celui-ci ne répondit pas.

— Vous avez soupé avec mon cousin Carcouët et la Fiorella...

— Non, s'écria Du Rosel, je n'ai point soupé... Je ne sais...

— Ne faites point le discret! Carcouët me l'a dit.

— Il vous l'a dit.

— Il a même ajouté que vous aviez trouvé le vin fort passable. C'était du vin de Porto. Vous vous y connaissez, monsieur Du Rosel.

— Monsieur...

— Savez-vous bien, reprit le baron, que je me suis reproché plus d'une fois de vous avoir confié ces cinquante mille francs? Cette commission-là n'était pas en vérité sans péril. Le moins qui pouvait vous arriver, c'était qu'on vous jetât cet argent à la tête, car j'avais oublié de le mettre sous enveloppe; vous auriez bien pu y penser pour moi. Il me prend envie de vous renvoyer demander pardon à Mme Fiorella de la sottise que vous lui avez faite... Mais qu'avez-vous donc, mon cher ami? Je crois que vous pleurez.

Deux grosses larmes roulaient en effet sur les joues de Du Rosel.

— Bon! s'écria M. de Muzillac, je vois ce que c'est. L'émotion de notre retour. Ah! Du Rosel, vous nous aimez bien, vous avez bon cœur.

Et il disparut à son tour, poussant un de ces sataniques éclats de rire que la maison depuis un mois s'était si bien désaccoutumée d'entendre. Il riait encore, arrivé au premier étage. Il demanda un bain et donna l'ordre qu'on tînt son coupé attelé dans une heure. Du Rosel était demeuré seul dans la cour.

Laura ne parut point aux croisées. Elle avait oublié qu'il était là. Que lui avait-elle dit? Pas un autre mot que ce bonjour qu'elle aurait aussi bien donné à tout le reste de la terre. Et pas un sourire à l'échappée, pas même l'aumône d'un signe ou d'un regard! Elle avait dit seulement : Bonjour, Du Rosel. Au sommet des degrés, il l'avait entendue dire du même ton : Bonjour, mademoiselle Bazin. Et Carcouët avait repris : Bonjour, monsieur Du Rosel!

Comment était-il là, dans la voiture du baron, revenant du même voyage? Comment était-il rentré en grâce auprès de M. de Muzillac? La foudre parfois tombe du ciel bleu. Lui! par quelle infernale adresse s'était-il retrouvé sur le chemin de Laura? De quelle perfide habileté était tissé le voile qu'il avait jeté sur les yeux du baron? — Bonjour, monsieur Du Rosel! — Il faisait donc profession de le connaître! Laura savait donc où il l'avait connu? Elle devait le savoir. Elle lui pardonnait de l'avoir oubliée près d'une courtisane. Le baron de Muzillac aussi pardonnait à son cousin de l'avoir supplanté pour un moment dans la faveur de la cantatrice. Il souffrait maintenant sa présence auprès de sa femme... C'est qu'ainsi il était plus sûr d'en être délivré près de la Fiorella. Et Laura fermait les yeux sur l'égarement de ce beau, de ce hardi, de ce faible et vain Carcouët, parce que cet égarement lui avait rendu la licence de le voir! C'est ainsi que tout s'arrange.

Et le baron était jaloux autrefois! Et Laura ne continuait alors d'aimer son cousin que parce qu'elle s'opiniâtrait à le croire fidèle! O ténèbres! ô nuit! ô désenchantement! ô mensonge! ô vérité crue, laide et amère! Pauvre parasite, à qui l'on n'a voulu donner une âme que pour la fouler ensuite aux pieds, sans y songer même et en riant, ce n'est que pour toi, misérable paria, jouet d'un moment en un moment oublié, qu'il n'y a plus de place en ce bel ordre nouveau qui vient d'être mis dans la maison!

Il sortit. Les passans regardaient avec curiosité ce pauvre homme qui par un jour brûlant ne recherchait point l'ombre, qui battait la terre d'un pas si pesant qu'on eût dit qu'il voulait la creuser sous ses pieds, qui tantôt s'arrêtait tout court, tantôt se hâtait si fort, qui se parlait à lui-même et gesticulait comme un insensé. Il ga-

gna ainsi le cœur de la ville, s'engagea dans le dédale populeux, sans air ni soleil, qui entoure le quartier des Halles, et fit halte devant la plus noire maison de toutes ces rues sombres. On y pénétrait par une allée humide et glacée. Il gravit un étroit escalier aux marches croulantes; mais soudain, arrivé au troisième étage, il demeura frappé de vertige...

C'est qu'un piano chantait sous les combles. Il chantait la romance favorite de Laura. Cet air avait frappé M. Ribot, dont cette triste masure était la demeure; il le redisait sur son piano. Ces sons descendaient du ciel comme un flot d'ironie pour repousser le malheureux, qui venait chercher des consolations dans la mansarde. Là encore, il retrouvait celle qu'il avait voulu fuir. Cette romance lui rappelait les grâces de son esprit et de son âme, auxquelles il ne devait plus avoir de part, puisque devant elle il n'était plus même le peu qu'il avait été, puisqu'il n'était plus rien!... Enfin le maudit instrument se tut.

Du Rosel acheva de monter, retrouvant quelques forces. Lorsqu'il entra dans la mansarde, M. Ribot avait quitté son piano pour s'asseoir devant un grand pupitre chargé de partitions et de cahiers. A côté de ce pupitre, il y en avait un autre où s'étalaient des pages blanches réglées et chiffrées à l'avance près du modèle à copier.

— Voyez, dit le vieillard, je vous ai préparé de la besogne.

Mais Du Rosel se laissa tomber sur une chaise et mit sa tête entre ses mains. Un sanglot lui déchira la poitrine. Alors M. Ribot lui dit précisément ce que lui avait dit une heure auparavant le baron de Muzillac. — Qu'avez-vous donc? Je crois que vous pleurez.

— Saviez-vous, s'écria Du Rosel d'une voix entrecoupée par ces lâches sanglots qui ne cessaient point, saviez-vous que M. de Carcouët avait quitté la Fiorella?

— Pour se rendre à Ems, dit le vieillard. Si je le savais!... Écoutez donc! reprit-il avec un sourire moitié triste, moitié malin, ils ont réfléchi tous les deux après ce souper du mois passé. Peut-être même la Fiorella s'y était-elle prise avant le souper. M. de Muzillac est un amant magnifique. Un homme qui donne cinquante mille francs dans un accès de jalousie!... Elle avait eu grand'peur un moment pour sa tourelle.

— Et lui! s'écria Du Rosel. Et Carcouët?

— Il paraît, dit le vieillard, que vous lui aviez fait entendre au sujet de sa cousine de certaines choses qui lui ont bien réveillé le cœur. Il l'avait aimée autrefois, il l'aurait épousée, si elle avait eu plus de biens. Pour elle, vous lui avez appris qu'elle l'aimait encore. Le vin, mon ami, est un maître perfide.

— Mon Dieu! murmura Du Rosel, ce châtiment est trop rude!

— C'est pourquoi la Fiorella vous a écrit ces deux lettres. Ah! si

elle avait pu découvrir que nous étions devenus amis tous les deux! Elle brûlait de savoir au vrai ce que vous aviez dit à ce damné jeune homme. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il est parti pour Ems, où il a retrouvé son cousin M. de Muzillac, qui, dit-on, ne l'aimait guère autrefois.

— Ils s'aiment à présent! dit le parasite.

— Bon! c'est que M. de Carcouët lui aura fait croire... Vous m'entendez bien. Il a entrepris le voyage d'Allemagne tout exprès pour lui démontrer l'injustice de ses soupçons. On ne peut mal accueillir un homme qui vient de si loin pour un motif si séduisant. Et puis, je vous le demande, qui peut dire ce qui unissait la Fiorella et ce jeune homme, et si ce n'était pas que des liens d'amitié? Il n'y a même rien de plus probable.

— Non! s'écria Du Rosel. Cette feinte est trop grossière. Elle n'aurait pu réussir.

— Mon ami, dit M. Ribot, cela réussit toujours. Apprenez que M. de Muzillac a écrit dix fois à la Fiorella pour lui demander pardon.

A ce dernier mot, Du Rosel se redressa tout d'une pièce et voulut gagner la porte. Ce qu'il allait faire, il n'en savait rien. Il allait détruire cet échafaudage de ruses, de sottise, de cupidité et de mensonges; il allait éclairer le baron, son bienfaiteur et son hôte. Il allait sauver Laura d'elle-même; mais à peine avait-il fait deux pas qu'il chancela. M. Ribot, par bonheur, était tout prêt pour le soutenir.

Il y avait dans la chambre, en face de la cheminée, un vieux divan revêtu des lambeaux d'une étoffe de soie jadis couleur de feuille morte. C'était l'un des meubles, le plus élégant des meubles que celle que M. Ribot appelait « son ange envolé » avait apportés jadis dans ce pauvre ménage d'artistes et d'amoureux. C'était là que, durant sa dernière maladie, elle se tenait couchée, souriant encore à l'ami qu'elle allait quitter pour toujours. Jamais depuis le vieillard n'avait osé s'y asseoir.

Il prit l'affligé par le bras et l'entraîna doucement vers ce vieux débris du bonheur passé. Du Rosel, insensible à tout, obéissait sans rien dire. Quand le vieillard le vit assis, il se mit lui-même à se promener par la chambre, levant les épaules et se parlant tout bas, puis il prit son chapeau rougi par le temps, et tout en le brossant avec le même soin que s'il l'eût acheté la veille, il disait à demi-voix : Pleurez, pleurez; il y a des folies qui doivent se passer en larmes.

Au moment de sortir, il revint. — Je vais à mes leçons, dit-il. Ne travaillez pas aujourd'hui.

IX.

Mme de Muzillac était assise dans le salon de verdure. Marc de Carcouët, assis devant elle, dessinait avec fureur des figures fantastiques du bout de sa canne sur le sable. Avant d'y dessiner, il avait commencé par y écrire; mais il ne savait pourquoi cette canne insolente avait toujours envie d'écrire, au lieu du nom de Laura, le nom de Marguerite, qui était celui de la Fiorella. Ce n'était pas que sa cousine ne lui parût avoir dix fois plus de beauté, de grâce, d'esprit, de cœur, — oh! de cœur surtout, — que la cantatrice.

Mais la perversité de celle-ci avait tant de sel. C'est un grand charme pour un galant homme que de vivre dans la familiarité d'une courtisane hardie, de penser qu'il voit tout, qu'il entend tout, qu'il est de tout, et que cependant il n'en demeure pas moins un galant homme. Et puis il régnait à l'avenue Gabrielle, dans la maison aux trois styles, un je ne sais quoi de décousu et de dévêtu, d'énervant et d'enivrant à la fois, qui ne se retrouvait point du tout à l'hôtel de Muzillac, auprès de Laura. Une source limpide est une belle chose à voir; mais on est accoutumé aux sources troubles qui bouillonnent. Et voilà pourquoi M. de Carcouët traçait en ce moment la figure d'une femme avec un corps de panthère sur le sable du berceau.

— Marc, dit Laura, est-ce que vous vous ennuyez?

— M'ennuyer! s'écria-t-il. Ah! la vilaine supposition!... Est-ce que je vous aurais déplu sans le savoir, Laura, que vous avez l'air de chercher à vous venger?

— D'abord, fit la jeune femme en souriant, je ne me venge point, moi : vous savez bien que je suis débonnaire; mais j'ai des yeux qui vous regardent, ce que les vôtres ne me rendent pas.

— Je vous voyais là, sans avoir besoin de vous regarder.

— Bon, repartit Laura : c'est donc moi qui suis la panthère? Je vous remercie... Il faut que vous soyez vraiment bien embarrassé pour me répondre... Tenez, Marc, je ne veux point vous cacher ce que je pense : il y a quelqu'un, que je ne veux pas nommer, dont la facilité d'humeur vous inquiète ou vous paraît insupportable. Je crois que vous l'auriez souhaité plus jaloux.

— Quelle folie! dit le jeune homme. Ne l'a-t-il pas été autrefois assez longtemps et assez cruellement pour nous empêcher de nous revoir?

— Alors, reprit-elle, c'est autre chose? Il y a une autre personne que je peux encore bien moins nommer, et qui... Oh! celle-là, Marc, vous la regrettez peut-être?

— Que vous savez bien le contraire! s'écria-t-il. Ne vous ai-je

pas déjà dit que cette personne n'avait jamais été pour moi qu'un instrument et qu'un moyen? Elle était le chemin qui devait me ramener à vous.

— Ah! Marc, interrompit Laura en soupirant, je suis bien crédule; mais pour cela je refuse de le croire. Je refuse, entendez-vous-bien!

C'était en pensant aux fautes de Marc qu'elle soupirait, elle les appelait son *vilain passé;* mais elle songeait en même temps au sien, qui n'avait été que triste, et soupirait aussi un peu pour lui. La réalité peut être belle, mais elle ne saurait valoir mieux que le rêve. Libre désormais de tenir Marc de Carcouët à ses côtés presque la moitié du jour, Laura goûtait pleinement cette liberté que rien naguère ne devait lui faire espérer de posséder jamais. Et pourtant lorsqu'elle songeait au temps, déjà si éloigné, où elle ne voyait devant ses yeux que l'éternité de la solitude et des regrets, elle se surprenait à en être tout attendrie.

Il lui semblait parfois que quelque chose manquait à sa félicité nouvelle. Ce que c'était, elle n'aurait pu le dire. Il lui arrivait alors de penser qu'en effet elle était folle, ainsi que son cousin le soutenait, et de se rappeler en souriant le dicton de la proie et de l'ombre. C'est que sa chimère d'autrefois, fille désespérée de ses souvenirs, de son ennui et de ses larmes, avait des ailes et montait bien haut dans son vol. Mais quoi! le bonheur serait-il donc moins vrai que son image? Ce sentiment étrange ne subsistait guère dans le cœur de la jeune femme quand M. de Carcouët était là.

— Marc, reprit-elle au bout d'un moment, où donc avez-vous trouvé dans cette saison ce bouquet de lilas blanc que vous m'avez envoyé ce matin?

— C'est mon secret, répliqua le jeune homme en riant. Je ferais refleurir pour vous le lilas sous la canicule ou sous la glace. Sachez qu'il n'est point d'empêchement quand vos désirs ont parlé.

— Tout est donc comme autrefois, murmura Laura en fermant les yeux, sauf que j'appartiens à un autre. Et c'est vous qui l'avez voulu!

— Taisez-vous! s'écria-t-il. Vous m'avez promis de m'épargner et de ne plus me parler du passé.

Et comme elle lui avait véritablement fait cette promesse, qu'elle se l'était surtout faite à elle-même, mais que son cœur ne laissait point que de bondir toutes les fois que de certains souvenirs s'y agitaient sous la cendre, elle détourna la tête. Dans ce mouvement, elle aperçut à travers le feuillage sa femme de chambre à la croisée de son boudoir. Elle lui cria d'apporter le lilas blanc: mais au même instant Du Rosel, sortant par la porte du vestibule, arrivait dans le jardin. Mme de Muzillac éleva de nouveau la voix pour

le prier de prendre le bouquet des mains de Mlle Bazin, qui allait descendre.

Du Rosel le prit. Il savait qui avait envoyé ces fleurs à Mme de Muzillac. Il n'avait pas oublié quelle passion elle avait autrefois pour le lilas blanc. Il se rappelait qu'elle en tenait une branche flétrie à la main le jour où elle avait voulu changer son âme et refaire de lui un autre lui-même. Il croyait la voir encore s'en servir comme d'un rameau magique pour lui montrer le chemin nouveau qu'il devait suivre; mais en ce moment-là même, tandis qu'elle lui parlait, le fond de sa pensée était encore à son amant, et c'est à Carcouët qu'elle songeait. Ce jour-là, elle avait ramené le lilas à ses lèvres, mordillant avec délices ses pétales flétris... Ah! ceux-ci étaient frais et parfumés. Il se dit qu'il pouvait bien, comme par mégarde, laisser tomber cet odieux bouquet dans la poussière; mais il n'osa, et il s'avança en le serrant dans sa main crispée.

— Pauvre Du Rosel! disait Laura à son cousin; à peine l'ai-je vu depuis deux jours. C'est vous, Marc, qui en êtes la cause.

— Moi! fit le jeune homme en levant les épaules.

— Je vois bien qu'il vous fuit, reprit-elle. Il se souvient du lieu où il vous a connu. Il vous en garde rancune. C'est qu'il a bien de l'amitié pour moi. Et vous, Marc, n'avez-vous pas envie de rougir un peu quand vous le rencontrez?

M. de Carcouët n'eut pas le temps de répondre, car le parasite entrait dans le berceau. Il était affreusement pâle; mais ce visage défait n'était plus nouveau, car, la veille déjà, M. de Muzillac avait fait observer à son cousin et à sa femme que ce pauvre Du Rosel ne ressemblait plus qu'à son ombre. Il remit le bouquet de lilas à Mme de Muzillac. Elle lui fit signe de se placer sur une chaise à ses côtés; mais il jeta les yeux à la dérobée vers M. de Carcouët, s'inclina et fit un pas pour se retirer.

— Point, point! dit Carcouët en se levant et d'un air grave. Ce sera moi, s'il vous plaît... Que voulez-vous, ma chère Laura? ajouta-t-il en se retournant vers Mme de Muzillac, M. Du Rosel ne m'aime pas.

— Monsieur, répliqua Du Rosel en le regardant en face, j'aime ceux qui me veulent du bien.

Le jeune homme ne daigna pas même prêter attention à ces fières paroles, et il s'éloigna en riant. Du Rosel éprouvait une volupté terrible à penser qu'après cette réponse Laura allait le chasser sans doute; mais, bien loin de là, elle le pria de s'asseoir, et il obéit.

— Dieu! que ces lilas ont une douce odeur! dit-elle... Non? quoi! vraiment, vous ne l'aimez point? Voilà ce que je ne peux comprendre. Il n'y en a pas de plus douce au monde... Mais, re-

prit-elle en riant, pourquoi me faites-vous cette mine courroucée, mon cher Du Rosel?

Il ne répondit que d'un geste et d'un regard où toute son espérance était encore qu'elle allait lire.

— Si je vous avais affligé sans le savoir, j'en aurais beaucoup de regret, dit-elle; mais je suis bien sûre de n'avoir rien fait pour cela. Et même, j'y songe, est-ce que ce ne serait pas à moi de vous en vouloir?

— A vous?...

— Eh bien, oui! fit-elle tout bas en se penchant vers lui. Pourquoi avez-vous appris à mon cousin Marc de Carcouët que je ne l'avais pas oublié?...

— J'ai appris à M. de Carcouët!...

— Vous n'avez pas été discret en retour de mes confidences. Je les placerai mieux une autre fois. Marc m'a bien dit que vous aviez la tête un peu troublée dans ce moment-là. Aussi vous acceptez à souper chez cette Fiorella! J'avais toujours pensé que ces créatures possédaient des moyens perfides... Qui sait si ce vin-là n'était pas préparé?

— Madame, dit Du Rosel d'une voix sourde, si la Fiorella possède de ces moyens dont vous parlez pour troubler les têtes, il est une autre personne que moi qui doit les connaître...

— Je pense que vous faites allusion à M. de Muzillac. Mon cher Du Rosel, j'étais pauvre, et M. de Muzillac a toujours été fort riche. Son bien est à lui; il peut en disposer.

— Je ne me serais point permis de faire allusion à M. de Muzillac, répondit froidement Du Rosel.

— Alors c'est donc à M. de Carcouët?

Il se tut, elle aussi; seulement elle frappait involontairement du pied sur le sable, et pour faire diversion à quelque peu d'impatience qui la gagnait, elle respira le lilas blanc. Il ne pouvait lui conseiller que la douceur.

— Il est vrai, dit-elle, que Marc... mais il en a tant de regrets. Que vous dirai-je? Certainement je ne vous dirais rien si vous ne saviez pas tout. Je trouvais presque simple autrefois de vous parler de M. de Carcouët, quand j'étais triste et solitaire et que je me croyais trop bien assurée de ne jamais le revoir. Pouvais-je penser que M. de Muzillac lui-même, M. de Muzillac qui le haïssait si fort, vous en avez été témoin, le ramènerait auprès de moi? A la vérité, si le baron lui en voulait à ce point, ce n'était pas parce que je l'avais aimé, mais parce qu'il le croyait aimé de cette femme... Laissons là M. de Carcouët, et dites-moi ce que vous pensez de la conduite de mon mari, Du Rosel.

— Je ne sais, murmura-t-il, je ne puis...

— Il doit bien supposer que je n'en ignore pas le secret, dit Laura comme se parlant à elle même. — Tenez! reprit-elle vivement, tout ceci est votre faute. Lorsqu'à Ems, un matin, j'ai vu Marc..., je crois vraiment que j'étais occupée à penser à lui en ce moment même. Ce n'est pas bien étonnant, puisque j'y pensais sans cesse... Lorsque je l'ai vu débarquer dans notre hôtel, demander un entretien à mon mari, s'enfermer seul avec lui pendant une heure; ah! surtout lorsque je les ai vus sortir ensemble du cabinet de M. de Muzillac et venir à moi tous les deux en se tenant par le bras, et lorsque le lendemain Marc m'a conté, en me demandant grâce, votre rencontre avec lui, ce souper et tout ce que vous lui aviez dit ou ce qu'il avait eu la méchante adresse de vous forcer à dire, alors je n'ai su, dans mon premier trouble, si je devais vous en vouloir ou vous remercier du fond du cœur...

— Il ne fallait point hésiter, interrompit Du Rosel, vous auriez dû m'en vouloir.

— C'est que je n'ai jamais pu penser que vous ayez si légèrement parlé de moi à M. de Carcouët, continua-t-elle. On ne perd pas si aisément la raison. Il prétend qu'il vous a tout arraché par surprise. Je ne le crois pas.

— Que croyez-vous donc?

— Que vous saviez fort bien ce que vous disiez, et que par cette feinte indiscrétion vous espériez me plaire et me servir; mais de quoi vous mêlez-vous donc, mon cher Du Rosel?

— Vous ne le pensez pas! s'écria Du Rosel. Moi, j'aurais fait cela pour vous plaire! J'aurais voulu vous servir!

— Mon Dieu! dit-elle, ne vous fâchez pas, ne vous défendez point. Après tout, on peut être plus mal inspiré. Je sais bien que si vous avez péché, c'est par bonté. Une erreur de l'amitié est si tôt commise!

— Une erreur! dit-il. Je les commettrais toutes, hormis celle-là!... Mais vous avez raison, madame : je ne veux point me fâcher, je ne veux point me défendre.

— J'ai donc pensé, reprit Laura, que toute votre faute était d'avoir déployé trop de zèle pour ce que vous imaginiez être mon bonheur. Hélas! vous ne vous trompiez point, je suis bien forcée d'en convenir... Quelle sera la durée de ce bonheur étrange? J'ai pensé aussi que vous n'aviez agi de la sorte que poussé par l'instinct de votre bon cœur, et qu'ensuite,... ensuite les regrets sont venus.

— Des regrets!

— Pourquoi regretter le mal qu'on a fait quand c'est le bien qu'on croyait faire? reprit-elle doucement. Je vois bien que vous craignez pour moi les suites de ma folie, et c'est la peur que je

vous cause qui vous a fait prendre mon cousin en aversion. Ce pauvre M. de Carcouët serait pourtant bien disposé à vous traiter, comme moi, en ami de la maison. Il faut aimer un peu M. de Carcouët, Du Rosel.

— Madame, dit Du Rosel, est-ce que je ne l'aime point?

— Oh! vous le fuyez! répliqua-t-elle. Je lui disais tout à l'heure que je vous avais à peine vu depuis mon retour, et que c'était sa faute; mais en réalité c'est la vôtre. Vous n'avez point paru au dîner hier soir. Et quand je songe que vous habitez pourtant notre maison à présent!... Où donc passez-vous vos journées?

— Madame, dit Du Rosel en se levant, ne vous souvenez-vous point de m'avoir donné un conseil avant votre départ?

— Un conseil! répéta Laura... Et lequel? Je ne me le rappelle pas.

— Vous ne vous le rappelez point? s'écria-t-il en portant les deux mains à son front par un geste d'insensé.

— Non, fit-elle; en vérité, non.

Il continuait à se tenir le visage caché dans ses mains. Il rassemblait tout son courage, toutes les puissances et toutes les forces de son être dans un dernier effort de désespoir.

— Vous avez l'air de souffrir? lui dit Laura.

— « L'oisiveté est une tache au front d'un homme pauvre, » répliqua-t-il presque à voix basse; mais vous n'allez point reconnaître vos propres paroles... Vous me demandez où je passe les journées que je ne donne plus à M. le baron? Je les passe auprès d'un autre homme aussi pauvre que moi-même... Il m'apprend à travailler.

Et il fit un pas pour s'éloigner.

— Que me dites-vous là? s'écria Laura. Du Rosel! Il est fou!

Il se retourna lentement.

— Mais, lui dit-elle, que pouvez-vous faire?

Il reprit son chemin sans répondre.

X.

Sa chambre était vaste, garnie de meubles anciens de noyer noir et d'ébène, et tendue d'une étoffe des plus sombres. Elle avait été jadis celle du puîné des Muzillac, qui était mort. Lorsqu'il y avait logé Du Rosel au moment de son départ pour l'Allemagne, le baron lui avait dit avec son insolente gaîté, avec son rire implacable, qu'il le traitait comme s'il était de la famille. Le parasite n'y avait pénétré d'abord qu'avec une sorte de terreur. Un esprit moqueur lui disait tout bas qu'il finirait là comme ce jeune homme de vingt ans, enlevé au bonheur et à la richesse, mort en plein

rêve d'avenir dans ce lit gothique, au ciel pesant et morne. C'était une question que de savoir si cette chambre était plus opulente que triste. Le jour n'y semblait jamais que languir, la nuit en prenait possession avec délices, et, quand tombait le soleil, elle y entrait par larges flots, comme une marée d'ombres. Pour lui, il se tenait là, dans l'obscurité. Assis au bord du lit, il ne songeait plus ni à pleurer ni à combattre; le désespoir était son maître. Son âme gisait vaincue pour cette fois dans son corps épuisé, et la pauvre âme disait : Pourquoi m'a-t-on tirée de l'engourdissement où j'avais si longtemps vécu?

Il vit glisser devant ses yeux le passé uni et paisible, le passé dégradant et vil. La rougeur encore lui montait au front; mais son âme blessée reprit la parole et lui dit : « Je dormais alors, pourquoi m'a-t-on éveillée? Ne sens-tu pas ce que t'a déjà coûté mon réveil? Ne vois-tu pas qu'en me révélant à toi j'ai ouvert du même coup dans ton sein la source du bien et celle de la douleur? Ah! la probité est une belle chose. Le devoir est le but de la vie, l'honneur en est le couronnement; mais de quel prix allons-nous payer ces joies austères? Penses-tu qu'elles suffiront, dans l'abandon où nous sommes, à remplir l'existence que nous commençons, à me fortifier, à me charmer, à te consoler, à te soutenir? Déjà celle qui nous a mis sur le chemin se détourne de nous; elle renie ses conseils. Généreuse et imprudente d'abord, puis ingrate et légère, elle ne se souvient plus! Seuls tous les deux, sans espérance, sans illusion, sans amour, où donc allons-nous désormais nous prendre? Il serait beau de faire le bien sans récompense, oh! bien beau! mais ne vaut-il pas mieux que nous vivions séparés comme autrefois? Tu étais heureux alors sans me connaître. Oublions-nous donc, puisqu'elle nous oublie. Reprends la dépouille du vieil homme, va, jouis, et laisse-moi dormir. »

Dormir, oublier! là peut-être était la sagesse. Oublier ce mois si doux et si terrible qui venait de s'écouler! Oublier Laura, oublier son nom, oublier la métamorphose, se dire que tout cela était un songe, et que ce songe devait finir, ne le pouvait-il point? Il pouvait bien renouer la chaîne interrompue durant un moment si court, — qu'est-ce qu'un mois dans quarante ans? Il pouvait s'oublier lui-même. Le monde est vaste, ô parasite! Il y a plus d'un amphitryon généreux, et combien de tables toutes dressées sous le soleil! Tu peux faire de nouveaux amis; la vie est une route plane et aisée à qui sait la suivre. L'honneur est la montagne aux flancs crevassés : bien fou qui monte! Ceux qui sont les maîtres en bas le regardent s'essuyer le front, et ils rient; ils battent des mains, s'il roule dans l'abîme. Puisque Laura ne se souvenait plus!... Non, il fallait qu'elle se souvînt!

Et tout à coup la vision changea. Le passé s'enfuit devant les yeux troublés du parasite. L'avenir y brilla.

Dans une chambre pauvrement meublée, il vit un homme au visage calme, aux cheveux blanchissans. Près de lui était accumulé le travail des longues heures écoulées depuis le matin, car la nuit était proche. Encore une journée remplie, encore une victoire remportée! Il jetait autour de lui un regard presque fier. Il sortait pour réparer ses forces et rafraîchir son front. Toutes les bouches souriaient, toutes les mains s'ouvraient quand il passait dans le voisinage. Son habit était bien un peu râpé, mais son maintien était satisfait et libre. Il cheminait doucement en compagnie de ses pensées, avec lesquelles il était en paix, car il accomplissait sa tâche en ce monde, et il avait le droit de vivre. La course qu'il se proposait était lointaine : il gagnait ces quartiers déserts qu'il connaissait bien, peuplés d'hôtels et de masures, où le riche dessine ses vastes jardins, où le pauvre niche comme il peut, et il s'arrêtait devant la grande porte d'une somptueuse demeure. Il entrait; la troupe des serviteurs ne le saluait guère moins bas que s'il avait été riche. La probité peut emporter quelquefois l'agrément même des valets. Il montait un perron dont ses pieds avaient foulé bien souvent les degrés d'un pas moins sûr. Il pénétrait dans ce petit salon d'été où jadis il avait fait un rêve étrange dont il ne se souvenait presque plus. Le baron de Muzillac, à sa vue, ne manquait point de lever les épaules et de jeter dans l'air son éclat de rire éternel; mais il n'y ajoutait pas ses propos accoutumés. Cet homme qui le visitait n'était plus sa chose et son bien, ce n'était plus le parasite. Il forçait l'estime du baron lui-même, qui n'osait. Laura s'était levée; elle accourait en tendant, elle aussi, les deux mains : — Mon bon Du Rosel...

C'est en ce moment que la nouvelle vision s'envola comme la première, brusquement interrompue cette fois par un bruit de pas dans le couloir qui menait à cette chambre. Du Rosel s'enfonça sur le lit gothique et tira le rideau. La porte s'ouvrit dans toute sa largeur, poussée par une main vigoureuse ou irritée.

— Au diable! s'écria le baron (c'était lui). On m'avait dit pourtant que ce maître fou était là. Il n'est pas descendu pour dîner ce soir encore. Ah! ah! il s'en sera allé travailler comme il dit. Sa chambre est vide.

— J'en suis aise, dit M. de Carcouët derrière son cousin. J'ai cédé à votre fantaisie en vous accompagnant jusqu'ici. Ma cousine elle-même m'a prié de vous suivre pour tempérer, si je pouvais, votre grande colère. Ce n'est pas que je désapprouve la mercuriale que vous voulez donner à ce pauvre homme; mais j'aime autant ne pas en être le témoin.

— Morbleu! reprit M. de Muzillac, qui contre son ordinaire ne riait point, il n'en perdra pas un mot. Je ne sais à quoi il tient que je ne l'attende ici même, afin de le chasser sur l'heure quand il rentrera.

— Bah! dit Carcouët, l'occasion en reviendra bien.

— M. Du Rosel a tout à souhait dans ma maison, cria M. de Muzillac, dont la fureur s'aiguisait elle-même; il a de plus l'amitié des maîtres, et tout ce bonheur ne lui suffit point!

— Ajoutez : Tout cet honneur, dit Carcouët.

— Dieu me damne! lorsque Mme de Muzillac m'a dit : Du Rosel travaille, — j'ai senti que je ne me possédais plus. J'en rirais bien à présent, mais non pas ici. Cette chambre a été celle de mon jeune frère Olivier. Allons-nous-en. Quoi donc! M. Du Rosel s'avise de vouloir devenir ce qu'on appelle communément un honnête homme! De quoi cela se mêle-t-il? Je vous dis, moi, que le fin compère joue quelque jeu que nous ne comprenons point. Est-ce qu'il est naturel à ces gens-là de préférer le travail à toutes les jouissances de la vie qui ne leur coûtent rien?

— Nullement, dit Carcouët.

— Ce n'est pas à moi qu'on le fera croire. Tout ce qui est contraire à la nature ne saurait être que faux. Or, je vous le demande, est-ce que la nature humaine n'est pas lâche, fainéante et vile? Non, non, je n'y crois pas.

— Je sais, dit gaîment Carcouët, que vous ne croyez à rien.

— Oh! oh! fit le baron. M. Du Rosel!

Leurs voix s'éloignèrent : celle de M. de Muzillac grondait encore quand elles achevèrent de se perdre dans le couloir. Voilà l'homme dont Du Rosel avait rêvé qu'il saurait bien forcer l'estime. Durant les deux minutes que ce sanglant entretien avait duré, là, sur le seuil, il était demeuré dans sa cachette, sans mouvement, sans haleine, impuissant, inerte, glacé. La chaleur, la rage et la vie lui revinrent à la fois. Il ne fit qu'un bond pour atteindre cette porte à peine refermée. S'ils avaient encore été là tous les deux, M. le baron de Muzillac et son impertinent cousin, il eût épargné le premier; mais Carcouët! Carcouët qui l'insultait sans droit ni raison après lui avoir volé son bonheur! Carcouët, il aurait pu le tuer!

Ainsi, quand il avait accepté les bienfaits du baron de Muzillac, — qui était pourtant un gentilhomme, — quand il avait commencé de manger à sa table et de dormir sous son toit, il avait signé sans le savoir un pacte infernal qui l'enchaînait tout entier, corps et âme, pour jamais. Le baron entendait bien que jamais, jamais les conditions tacites n'en seraient violées. Il avait pris un parasite à gages. Le parasite voulait devenir honnête homme, on le chassait;

il s'en fallait de peu qu'on ne lui reprochât d'être parjure. Oh! malheureuse folie de l'égoïsme et de l'orgueil! — Ces gens-là, disait le baron, ne sauraient préférer le travail aux jouissances de la vie qui ne leur coûtent rien. — Et M. de Muzillac avait raison. Pourquoi les malheureux dont il parlait sortiraient-ils du ruisseau qui les porte? Ces *gens-là* ne se changent point, mais quelquefois l'amour les change.

Et comme Du Rosel savait bien cela! Comme il le sentait bien encore dans l'aveuglement et le désordre de sa colère, dans le bouillonnement de sa haine, errant là, dans cette chambre sinistre, et ne voyant devant ses yeux que l'épouvantable abandon qui allait commencer pour lui le lendemain! Qu'il connaissait bien la source où il s'était inspiré depuis un mois! Non, non, ce n'était point sa conscience! ou bien c'était elle; mais elle avait pris un nom, une forme, une voix... O Laura, c'était vous encore qui veniez de soulever tout à l'heure contre celui que vous nommiez autrefois votre pauvre Du Rosel, contre celui que vous plaigniez alors, que vous consoliez, que vous souteniez, dont vous faisiez un autre homme, c'était vous qui veniez de soulever contre lui cet effroyable océan de mépris, de moqueries et d'injures! Et vous aviez fait cela aussi légèrement que le reste! Celui qui, blessé, condamné par vos mains, n'avait plus qu'à s'exécuter lui-même et peut-être à mourir n'aurait pas le courage au moins de retourner encore une fois vers vous et de vous dire : C'est votre ouvrage!

Il sortit de la chambre; tout dormait. Il marchait sans bruit. Dans l'exaltation de sa hardiesse, dans le délire de la résolution soudaine, insensée, qu'il venait de prendre, ces précautions lui paraissaient un supplice. Une fois déjà il avait suivi ce chemin périlleux, mais en tremblant. C'était le mois passé, durant cette nuit où il avait osé s'introduire dans le boudoir de Mme de Muzillac; mais alors la maison était sans maître, alors le désir le poussait, à présent c'était le désespoir. Le mois passé, il allait dans l'appartement de Laura chercher un rayon de son âme qui veillait! Dérision, mensonge!... Maintenant c'est à l'âme encore de la jeune femme qu'il allait parler; c'est à l'âme de Laura qu'il allait s'adresser une dernière fois, non pour lui faire un suprême appel, mais pour lui jeter le cri de ses reproches et de sa révolte dans un éternel adieu. En appeler à sa pitié, à sa justice, il n'en avait pas même la pensée. Il sentait, à la fureur de la passion qui l'entraînait vers elle, la force de celle qui la rejetait loin de lui. Elle aimait! L'amour heureux se soucie bien d'être compatissant et juste. Il n'a d'autre idée que d'anéantir autour de lui ce qui le distrait de lui-même. C'est pourquoi Du Rosel, le bon Du Rosel, l'ami d'autrefois, était condamné.

— Ah! dit Laura quand il entra, c'est une trop grande folie; nous nous perdons tous les deux.

Elle était assise sur le sopha, elle tenait sa tête entre ses mains. Tout à coup elle leva les yeux. — Vous! dit-elle d'une voix étouffée. Vous ici! Que me voulez-vous, Du Rosel?

— Je sais bien; ce n'est pas moi que vous attendiez, balbutia-t-il en reculant; ce n'est pas moi!

— Du Rosel! s'écria-t-elle; allez-vous-en...

— Ce n'est pas moi, répéta-t-il d'un air stupide en reculant toujours; ce n'est pas moi!...

Il avait dépassé le seuil. Laura se précipita vers la porte. Il l'entendit du dehors qui poussait le verrou. Alors il se redressa dans l'ombre et respira bruyamment. Un instant après, il était au jardin; il courait à travers les bosquets, puis s'arrêtait et riait, essuyait une sueur froide qui coulait sur son front et reprenait sa course... Il se dirigeait vers cette petite entrée mystérieuse du parc qui donnait sur la partie la moins habitée du faubourg, sur la plaine bordée par le fleuve. C'est par là qu'un soir Laura l'avait fait sortir. Le monde aurait dû s'écrouler, l'univers rentrer dans l'abîme après cette soirée de funeste mémoire. Justement comme il arrivait devant cette porte, elle s'ouvrit.

— Vous vous trompez de chemin, s'écria Du Rosel, saisissant par le bras le visiteur nocturne. Vous n'êtes pas ici chez la Fiorella.

Marc de Carcouët commença par se dégager vivement; puis il demeura muet, un moment partagé entre la colère et la surprise, fort embarrassé de ce qu'il avait à faire.

— Allons, monsieur Du Rosel, dit-il, votre folie peut jusqu'à un certain point vous servir d'excuse...

— Ma folie! répliqua Du Rosel. Si vous la connaissez...

— Mon Dieu, oui, interrompit avec un calme parfait l'impertinent jeune homme, je la connais à merveille. Il n'y a que celle qui en est l'objet qui n'en soit pas informée... Mais n'importe! que faisiez-vous donc ici?

— Et vous, qu'y veniez-vous faire?

— Ah! dit Carcouët, voilà une insolente question, plus insolente que tout le reste. Vous plairait-il de me livrer passage?

— Écoutez-moi, répliqua le parasite, et croyez bien que vous avez affaire à un homme déterminé. Vous ne passerez point.

Carcouët frémit. Il sentait bien qu'il n'avait pas l'avantage, et qu'une lutte était impossible; mais il lui en coûtait trop de céder à la nécessité quand elle se présentait à lui sous les traits de Du Rosel. Aussi laissa-t-il échapper encore une exclamation de fureur; puis il appela toute sa raison à son aide et tourna le dos à ce sin-

gulier ennemi qu'il n'avait pu même essayer de vaincre, et il s'éloigna. Du Rosel referma la porte et demeura devant.

Le matin s'alluma bientôt à l'orient dans un ciel fauve que rayaient de larges bandes sombres. Une brise épaisse et moite, comme chargée de la fièvre des nuits de la grande ville, soufflait à de longs intervalles. Quelques fenêtres s'ouvrirent dans les masures du faubourg. La vie s'éveilla dans les arbres du jardin de M. de Muzillac. Les troupes de moineaux commencèrent leur aigre ramage, et les martinets se mirent à tourbillonner dans l'air avec leurs longues ailes. La pluie menaçait. Les matins d'été sont moins gais que ne le disent les poètes; mais la vie est intrépide dans la nature comme dans le cœur de l'homme, et se ranime aussi bien sous l'orage que sous un pur soleil. Le grand jour relevait enfin Du Rosel de sa faction devant cette porte. Il songea que Mme de Muzillac avait attendu sans doute jusqu'à l'aube celui qui devait venir, celui à qui elle disait : Vous nous perdez tous les deux! et par qui elle voulait être perdue.

Il descendit le faubourg. Son projet, s'il en avait un, s'il pouvait en former encore, était d'aller chez M. Ribot. Son dernier refuge, c'était ce vieillard. Il avait rêvé aussi que M. Ribot serait son modèle. Il avait rêvé de lui emprunter un jour sa sérénité et sa force. L'idée lui vint qu'il lui avait au moins emprunté sa vieillesse, tant il se sentait, depuis cette terrible nuit, caduc et près de sa fin. En ce moment, il se souvint de ce que le vieillard un jour lui avait dit : J'ai cessé de lutter, je ne souffre plus. En vérité, ce qu'il éprouvait ressemblait à cela. Seulement, chez le vieux musicien, la volonté seule s'était brisée; quand il avait renoncé à la lutte, la pensée était demeurée active et vaillante. Chez lui, plus de pensée même, il n'en avait jamais eu qu'en *elle*.

Mais il entendit qu'on l'appelait par son nom. C'était M. Ribot lui-même. Le maître de musique ne jeta sur lui qu'un regard et se mit à hocher la tête.

— Vous n'êtes point venu au travail hier? lui dit-il.

— A quoi bon? fit Du Rosel.

M. Ribot ajouta que, fort inquiet de ne l'avoir point vu levé, suivant sa coutume, au point du jour, il était venu errer autour de l'hôtel de Muzillac, espérant bien le rencontrer au passage. Du Rosel ne lui répondit point; mais il lui fit signe qu'il désirait retourner sur ses pas. Le vieillard y consentit.

Ils remontèrent donc la rue déserte et doublèrent le mur de l'hôtel et du jardin. Du Rosel précédait son compagnon. Ils s'engagèrent dans un sentier qui courait à travers la plaine poudreuse, au milieu de cultures si maigres qu'elles semblaient n'avoir été en-

treprises que pour ne point laisser oisive une terre qui porte tant d'affamés, et ils gagnèrent le bord de la Seine. Longtemps ils suivirent le cours du fleuve, qui descendait lourdement avec une harmonie confuse et triste. Le flot roulait jaune et trouble. L'autre rive était riante, couverte de bois. Du Rosel s'arrêta, puis reprit sa marche jusqu'à un bocage de peupliers qui baignaient leurs pieds dans l'eau. Alors il jeta tout autour de lui ce regard vide qui épouvantait si fort M. Ribot, et, s'étant assuré que la solitude était complète, il s'assit dans l'herbe sur la berge. M. Ribot l'imita.

— Monsieur Ribot, dit le parasite, je crois bien que nous ne nous verrons plus.

— Sans doute, repartit brusquement le vieillard; à quoi bon?

— C'est la réponse que je vous ai faite tout à l'heure. Je vois qu'elle vous a blessé...

— A quoi bon? à quoi bon? reprit M. Ribot. Vous oubliez que vous m'avez fait le directeur de votre conscience. Tant pis pour vous, je vous tiens...

— Monsieur Ribot, il ne s'agit plus de ma conscience, interrompit Du Rosel. Je ne me soucie plus d'elle, car j'ai pesé d'un côté ce qu'il m'en coûterait pour la satisfaire, et de l'autre côté le prix dont seraient payées mes peines, et j'ai vu que la récompense ne vaut pas la lutte. La récompense eût été l'estime d'une seule personne au monde...

— D'une seule personne au monde, répéta M. Ribot.

— Oh! continua Du Rosel avec un morne sourire, je n'étais pas bien ambitieux; mais à quoi me servirait-il donc d'être honnête homme, si, l'étant devenu, je n'étais pas moins méprisé qu'auparavant? M'entendez-vous bien, monsieur Ribot?

— Fort bien.

— N'avez-vous donc rien à me répondre?

— Je faisais une sotte réflexion, dit le vieillard. Il vaudrait mieux ne point vous la dire. Je pensais que le travail est certainement la loi de la société : c'est une nécessité que l'homme subit; mais il s'en faut bien qu'il l'aime. Il a besoin d'y être excité par quelque passion qui l'élève ou par un devoir envers autrui qui l'oblige. Je conviens que vous n'avez de devoir qu'envers vous-même...

— Et quant à une passion, s'écria Du Rosel, j'en avais une. Elle est morte, bien morte; ce n'est pas vous qui la ferez revivre!

— Voilà, continua le maître de musique, qui suivait le cours de sa propre pensée, voilà bien la supériorité de l'art. Ce n'est pas une tâche, c'est un combat; c'est une victoire, c'est un enchantement, c'est tour à tour l'enfer et le ciel, mais ce n'est jamais la terre. Ne me demandez pas, mon ami, si mon travail m'enrichit ou m'ho-

nore; demandez-moi s'il me rend heureux. Ah! que n'êtes-vous artiste, vous seriez déjà sauvé de vous-même! Considérez ce vieux Ribot. La vie lui a été rude. Et pourtant il la voit encore toute pleine de beaux chants et d'harmonie. Il la regrettera sans doute. Oui vraiment, à soixante-dix ans, il m'en coûterait de la quitter.

— Il ne m'en coûtera rien, à moi! dit Du Rosel.

M. Ribot tressaillit. — Le malheureux! murmura-t-il. Je m'en doutais bien... Que faites-vous? s'écria-t-il en se levant.

Aux pieds mêmes du vieillard était une flaque d'eau formée sans doute durant la saison pluvieuse par le débordement du fleuve, et qui n'était desséchée qu'à demi. De grandes herbes en émergeaient et parmi elles une haute plante rameuse aux larges feuilles dentelées. Du Rosel en avait cueilli la plus belle et la roulait dans ses mains.

— Vous connaissez ceci comme moi, je le vois bien, répliqua-t-il. Il n'est pas d'enfant à qui l'on n'ait cent fois défendu de toucher à ces feuilles vénéneuses. Aucun n'aurait garde de désobéir. On craint déjà la mort à dix ans.

En même temps il saisissait la plante par la tige, et il l'arracha de terre. Il ouvrit la racine et en fit sortir un suc épais et jaunâtre. — Regardez, dit-il.

Il se mit à rire bruyamment. M. Ribot en effet le regardait; il s'avança doucement derrière lui, s'empara de cette racine et la jeta dans l'eau. En revenant s'asseoir, il secouait encore la tête. — S'il le veut! pensait-il. — Justement, il se souvint d'avoir dit un soir à Du Rosel qu'un homme était toujours le maître de sa vie. Il se repentait durement de cette parole imprudente; mais le moyen de la reprendre! Du Rosel était redevenu pensif et muet.

— Monsieur Ribot, dit-il au bout d'un instant, je vais vous faire une question étrange. Croyez-vous qu'il y ait un Dieu? Je voudrais le savoir.

— Si je le crois!... — Et le vieux corps du maître de musique se redressa soudain. — Je crois à Dieu, père tout-puissant... Mais pourquoi me parlez-vous de lui? Vous n'y avez jamais pensé.

— C'est vrai, murmura Du Rosel.

— Il sera donc temps d'y songer à l'heure où vous mourrez, poursuivit le vieillard en s'efforçant de rire.

— L'heure approche peut-être, dit le parasite.

— Quoi donc! reprit M. Ribot avec une feinte colère. Qu'entendez-vous par là, s'il vous plaît? Voulez-vous chercher vous-même la fin de votre vie?

— Je n'ai point dit cela, répliqua froidement Du Rosel.

— A la bonne heure... Ah! si vous le vouliez sérieusement, je

vous tiendrais peut-être un autre langage. C'est alors que je vous dirais : Le moment est venu de songer à celui dont vous parliez tout à l'heure, et que vous ne connaissez point...

— Il me semble, fit du Rosel, qu'il vaudrait bien mieux alors ne pas le connaître et espérer qu'il n'existe pas.

— Erreur! erreur! pur sophisme! s'écria M. Ribot. Il est bien plus aisé, j'allais dire qu'il est bien plus naturel de se tuer quand on croit en Dieu et qu'on a confiance en sa bonté... Mais de quelle insensibilité êtes-vous donc pétris, vous et les vôtres? Allez! la vie ne vous a jamais été bien chère, si la mort dans les ténèbres, dans l'inconnu, dans l'incertitude de ce qui va suivre, si cette mort-là ne vous cause pas une invincible épouvante. Je suis bien sûr que vous ne croyez pas plus aux peines éternelles qu'au reste. J'ai bien de la peine à y croire moi-même; mais avant tout, le vieux Ribot a peur du néant : il aimerait bien mieux être damné que de ne plus être.

— Ne plus être! répéta Du Rosel.

— Tenez, répéta M. Ribot; vous n'avez pas plus pensé au néant qu'à Dieu. Vous n'en avez pas une idée plus claire. Vous avez vécu comme tous les hommes, si cela s'appelle vivre! Par malheur pour vous-même et par bonheur pour moi, vous aviez une âme à la différence de presque tous les autres. Il est vrai que vous ne la connaissiez point. Un jour on vous l'a révélée...

— Taisez-vous, fit du Rosel.

— Allez, allez, continua le vieillard; vous pouvez bien maudire devant moi celle qui vous a touché d'une main légère comme eût fait un ange du bout de son aile, qui vous a transporté dans les cieux ouverts, et puis qui, retirant sa main, vous a laissé retomber lourdement de chute en chute jusqu'à cette triste place où vous voilà. Elle a commis un crime peut-être. Ce qui l'excuse, c'est qu'elle ne s'en doute même pas. Ne cherchez pas à m'interrompre. Croyez-vous que je ne connaisse point toute votre folle aventure? N'ayez pas peur que je vous blâme. Qui sait mieux que moi que l'amour est le vrai soleil qui chauffe les malheureux par tout l'univers? Les hommes diffèrent de sentiment sur toutes choses; mais ils sont d'accord sur ce point, que l'amour seul a la puissance d'embellir leur vie. L'amour peut aussi la briser. C'est presque un juste retour.

— Mais quand en effet il l'a brisée, dit Du Rosel, que leur reste-t-il donc à faire?

— A en rassembler les débris avec soin, répondit M. Ribot d'une voix grave, à l'envelopper de souvenirs, à faire voltiger autour de lui les cendres du bonheur éteint dans l'espoir d'y voir briller encore une étincelle, et puis à poursuivre avec courage la route tracée devant eux, parce qu'une loi inscrite au fond de leur cœur les avertit qu'ils sont obligés à la suivre jusqu'à la fin, à vivre en un

mot, parce qu'ils ont reçu le don de la vie, et que c'est apparemment pour en faire usage. Il y a bien encore, pour les stimuler, les satisfactions de la conscience et de l'honneur; mais vous ne vous en souciez plus, n'en parlons donc point. Enfin il leur reste une ressource suprême : c'est de retenir de vive force l'amour qui veut les quitter, et, n'étant pas aimés, d'aimer toujours. Morte ou vivante, celle qui n'est plus ou ne veut rien être pour eux est toujours là malgré sa volonté même. Son image anime leur foyer désert et remplit jusqu'aux bords leur âme désolée. C'est sous ses yeux qu'ils luttent et font le bien, c'est à elle qu'ils en demandent la récompense, c'est pour elle seule qu'ils respirent. La vie alors est une souffrance si belle qu'ils ne songent plus à la finir, et...

— Erreur! erreur! s'écria Du Rosel. Illusion pure!

— N'allez pas plus loin, interrompit à son tour M. Ribot en se levant. Je sais bien que je ne vous persuaderai pas aisément dès la première fois; mais je vous reverrai ce soir.

— Ce soir! murmura Du Rosel.

Il le promit pourtant.

XI.

Tout dans la maison était en paix et dans l'ordre. Mme de Muzillac, assise au bord de la croisée dans le salon d'été, tenait un livre à la main et regardait Carcouët au lieu de lire. Celui-ci s'était engagé dans un entretien avec le baron, et ce philosophe hardi lui débitait ses propositions ordinaires, que le jeune homme n'écoutait pas. Ses regards suivaient ceux de Laura, et il répliquait de travers à son cousin. M. de Muzillac lui fit observer qu'il ne savait ce qu'il disait. C'était juste.

Il y avait donc des momens où le baron regrettait son cher Du Rosel. Le grand sceptique s'avouait alors mentalement qu'un parasite, après tout, vaut mieux qu'un parent ou qu'un ami. Il n'est tel écouteur qu'un esclave. Du Rosel, à la vérité, était encore dans la maison; mais déjà M. de Muzillac le considérait comme n'y étant plus, puisque sa résolution de l'en chasser était prise. Du Rosel n'avait-il pas osé encore une fois ne point paraître au dîner? Il est vrai qu'il se disait malade. Pitoyable excuse! La nuit tombait. Quelqu'un entra : c'était un personnage noir cravaté de blanc, aux allures lentes et méditatives, qui s'avança doucement vers le maître, et, se penchant à son oreille, ne lui dit que deux mots. M. de Muzillac fit un grand soubresaut sur son fauteuil. — Quoi! s'écria-t-il, que me dites-vous là? Du Rosel? chez moi? fort mal?... Eh! mon Dieu!...

Le livre que tenait Laura s'échappa de ses mains. — Le malheureux sera devenu fou! murmura-t-elle.

Elle se souvenait de la dernière nuit.

— Fou! dit Carcouët, qui ne s'en souvenait pas moins, il l'était!

— Non, reprit M. de Muzillac avec un abominable juron. Cela ne se peut, cela ne sera point. Dans la chambre de mon frère!... Mais vous rêvez, docteur. Du Rosel n'a pas quarante ans. Est-ce qu'on meurt à cet âge-là?...

— Mourir! interrompit Laura. — Elle s'était levée et courait au médecin. — A quoi songez-vous, monsieur? Du Rosel est en danger de mort. Allons auprès de lui! Venez!

— Qu'a-t-il enfin? s'écria le baron. Quel est son mal? Vous ne vous expliquez pas.

— En vérité, dit le médecin, si je le savais! Un exact diagnostic pourrait peut-être... Maintenant à quoi bon? Il y avait des feuilles de ciguë dans la chambre, sur un meuble...

— Du poison! dit Laura en se couvrant la figure de ses deux mains.

— De la ciguë! reprit Carcouët. Est-ce pour imiter Socrate?

— Marc! dit Laura, Marc!...

— Morbleu! hurla M. de Muzillac, a-t-il pris du poison?

— Je ne le crois pas, répliqua le médecin de sa voix grave. — Madame, de grâce, attendez un moment. Le poison a des symptômes, je ne les reconnais pas. Cet homme semble plutôt frappé par une main invisible. J'ai vu finir de cette façon un de mes plus robustes cliens après la mort de son fils. Imaginez une machine dont tous les ressorts se seraient brisés à la fois. Il ne faut pour cela qu'un instant. Un seul choc, et c'en est fait de nous. Notre malade meurt parce qu'il n'est plus en état de vivre. Je ne puis rien vous dire de plus.

— Monsieur! reprit Laura, qu'attendons-nous donc? Venez! venez!

Mais Carcouët, qui seul restait assis au milieu de tout ce désordre, se leva et s'avança vers elle.

— Ma cousine, dit-il, est-ce que vous ne craignez pas une émotion trop forte? Que pouvez-vous faire auprès d'un homme si près de sa fin? Pour Dieu! laissez-le mourir...

— Point du tout, point du tout! cria le baron. Allez, Laura, c'est votre place.

— Marc, dit-elle à voix basse, n'avez-vous donc ni entrailles ni âme?

— Allez, allez! continuait M. de Muzillac. Ah! si ce pauvre Du Rosel demandait pourtant à me voir...

Mais déjà Mme de Muzillac et le médecin étaient sortis du salon.

Laura gravit l'escalier d'une course éperdue. Le médecin monta lentement derrière elle. Attirés par la curiosité, tous les gens de service les suivirent. Laura entra. Du Rosel était couché sur le grand lit gothique aux rideaux sombres. Au chevet, penché sur le visage du moribond, se tenait un vieillard que la jeune femme ne connaissait point. Il arrêta le médecin d'un geste, et fit signe au contraire à Mme de Muzillac d'avancer encore d'un pas; mais elle ne se trouva point assez de force. Alors il vint, il la prit par la main et l'amena jusqu'au bord du lit. Elle se laissait guider dans sa surprise et son épouvante. Elle s'approcha. Une lueur furtive passa dans les yeux du mourant; ses lèvres blêmes tremblèrent. — Il vous voit, dit M. Ribot.

Elle laissa échapper quelques larmes. Le premier désordre de l'émotion s'apaisait un peu dans ce cœur si tendre et si accessible à la pitié : il n'y restait que le chagrin et les regrets; mais tout cela était bien sincère. Celui qu'elle avait si longtemps nommé son pauvre Du Rosel allait donc perdre la lumière du jour, qui est le souverain bien pour tous les hommes. C'était là un terrible accident et un grand malheur. La nouvelle inattendue l'en avait frappée d'abord comme un coup de foudre. — On ne m'a pas même avertie ni de son mal, ni du danger qu'il courait, dit-elle. Ah! je donnerais bien un an de ma vie pour l'avoir su il n'y a qu'une heure.

Sa vie cependant était devenue bien belle!... Mais c'est qu'aussi elle ne se consolait point de n'avoir pas assisté et fortifié, comme c'était son devoir, à ce moment suprême, cet ami qui allait mourir. Ce qui lui rendait pourtant ce regret moins amer, c'est la conscience qu'elle avait de lui avoir toujours été douce et bonne. Hélas! l'éclair qui avait un instant brillé dans les yeux du mourant était bien éteint. Elle avança doucement la main vers la sienne et la trouva déjà glacée. Le médecin s'approcha, elle lui demanda si le malheureux souffrait; il se hâta de la rassurer, puis il la salua en silence : il prenait congé. Tout était fini. Pauvre ami dévoué, pauvre Du Rosel, adieu!

Le sein gonflé de larmes nouvelles, Laura se mit à parcourir la chambre. Tout à coup elle tressaillit. Son regard venait de s'arrêter sur une touffe de larges feuilles vertes et dentelées qui étaient là sur une table. Elle appela M. Ribot. — C'est cela, fit-elle d'une voix étouffée, c'est cela qui est de la ciguë? Dites-moi qu'il ne s'est pas empoisonné!

— Il n'en a pas eu besoin, répliqua le vieillard. Ce matin même, il me disait qu'il ne voulait plus de la vie. C'est la vie qui ne voulait plus de lui; elle l'a prévenu en le quittant la première.

— Monsieur, reprit Laura, je ne vous connais pas. Vous étiez son ami, peut-être son parent?

— Son ami, dit M. Ribot. Je suis celui qu'il avait choisi pour soutien et pour guide dans la voie nouvelle qu'une autre personne lui avait tracée. Quelle est cette personne? Vous le savez peut-être, madame, mais peut-être bien aussi ne vous en souvenez-vous plus.

— Si, si, balbutia-t-elle, à présent je me souviens...

— Trop tard, repartit M. Ribot.

— Monsieur! dit-elle.

— C'était un homme heureux, continua-t-il, d'une sorte de bonheur qui ne vous plaisait point, parce que vous avez l'âme délicate. Un jour, — par quelle fantaisie? — vous vous êtes jouée à lui faire honte de l'existence qu'il menait depuis vingt ans. Il voulut en changer, il voulut vous obéir, et puis...

— Continuez, murmura-t-elle.

Mais il se contenta de secouer la tête et s'éloigna. Laura demeurait devant cette table. Sa mémoire se réveillait agissante et claire au milieu d'un cortége sinistre de pensées, de terreurs et de doutes. Ses yeux auraient voulu rester attachés sur ces feuilles meurtries: mais une force invincible les ramena soudain vers le lit... Penché de nouveau sur le visage de Du Rosel, le vieillard lui fermait les yeux. Laura jeta un grand cri. Elle accourut au bord de la couche mortuaire et leva les mains au ciel, puis elle se mit à genoux.

. . . . . .

Ne demandez point si la Fiorella s'accommodait de la source d'opulence rouverte chez elle par le retour du baron de Muzillac, un si bon ami. Elle méditait l'érection de deux autres tourelles au dos de sa maison. On la voyait, au théâtre, plier sous le poids des parures neuves; mille feux ruisselaient sur ses épaules brunes, et pourtant toute cette abondance de biens sans Carcouët lui paraissait fade. Lorsqu'elle songeait à ce qu'elle avait perdu dans ce beau Carcouët, surtout lorsqu'elle s'avisait d'y comparer ce qu'elle retrouvait dans un autre que nous ne nommons point, Marguerite Bercier cessait d'être sage. Ses pensées étaient comme ces nuées électriques qui ne recèlent jamais bien longtemps la foudre, et l'orage alors de gronder dans la maison aux trois styles! Qui l'essuyait, si ce n'était le baron?

Homme sans bonne foi, sans loyauté, sans franchise, âme noire, esprit méchant, oserait-il bien dire qu'il redoutait encore son cousin Carcouët après tout ce que celui-ci avait fait pour lui démontrer la ridicule fausseté de ses soupçons, après ce voyage en Allemagne que Marc avait entrepris tout exprès pour l'éclairer et lui parler à cœur ouvert? S'il l'osait, c'était pour sa maîtresse une mortelle injure; mais il faisait pis : il dissimulait, il se taisait, il gardait en secret ses rancunes et sa défiance. L'outrage n'en était que plus criant. Certes il aurait dû une réparation à celle qu'il avait

offensée, après le scandale et la folie de son départ ou plutôt de sa fuite, après la bizarrerie de son retour, après tant de méchans propos que l'une et l'autre avaient suscités et dont il avait été la cause; il n'y songeait même pas. Il aurait dû n'avoir qu'une pensée, effacer son injustice, témoigner hautement par quelque preuve éclatante que sa jalousie l'avait trompé; cette pensée ne lui venait point. Sa conduite était toute tracée. S'il était un galant homme, qu'il ramenât son cousin! Tout était là : ramener Carcouët, le ramener lui-même par la main, s'il le fallait, et la Fiorella était justifiée.

Voilà ce que n'aurait jamais cru sans doute un homme qui n'eût pas fait profession de ne croire à rien; mais pour le baron de Muzillac c'était différent. Les argumens et la logique de Marguerite Bercier avaient apparemment fait bien de l'impression sur lui depuis quelques jours; il y réfléchissait encore en ce moment, seul avec cet innocent Carcouët, son cousin, tandis que Du Rosel mourait là-haut.

— Marc, dit-il, quelle aventure!

— Quel tumulte! dit Carcouët, qui prêtait l'oreille.

— Je crois, reprit M. de Muzillac, qu'il ne nous reste plus qu'une chose à faire, puisqu'on nous abandonne ici : c'est de vider la maison.

— Je le crois aussi, répliqua Carcouët, se mordant les lèvres dans sa colère. Je le crois.

— Et où comptez-vous passer la soirée? Elle ne promet point d'être gaie pour vous.

— Mortelle! dit Carcouët.

— Eh bien! fit le baron, vous plaît-il de venir l'achever chez la Fiorella?

Carcouët le regarda, partagé entre le reste de sa mauvaise humeur et le commencement d'une violente envie de rire. Pour de l'étonnement, cette proposition ne lui en causa pas l'ombre : il s'y attendait.

— Parbleu! dit-il, je le veux bien.

XII.

— Pleurez, madame, disait M. Ribot à Laura. Vos larmes tout à l'heure n'étaient que de pitié, la source maintenant vous en paraît bien plus amère; mais ne les épargnez point. Elles sont le tribut que vous payez à l'âme qui s'envole, et dont les liens avec ce pauvre corps qui est là ont été brisés par votre faute...

— Il m'aimait! murmura la jeune femme.

— Pleurez, reprenait M. Ribot, ne craignez point ma présence.

J'ai vécu les trois quarts d'un siècle. Mes yeux ont vu bien des cœurs déchirés depuis que je suis au monde. N'allez pas regretter que je sois le témoin d'une douleur si juste. Lorsque celui qui n'est plus sortira de cette chambre, nous nous séparerons tous les deux, madame, et jamais plus nous ne nous reverrons; mais avant de vous dire adieu, je vous absoudrai en son nom pour le mal que vous lui avez fait sans le savoir, car votre âme est noble et votre cœur est tendre. Ah! ce que je vous ai dit, j'ai eu tort peut-être de vous le dire. Cependant je ne m'en repens point.

— Il m'aimait! répéta Laura.

Quelque chose pourtant s'élevait en elle et protestait tout bas contre cette pensée, contre cette image : Du Rosel l'aimait!... Hélas! le pauvre garçon n'était plus. Elle pouvait bien s'abandonner sans crainte à la triste douleur des regrets; elle devait se livrer en proie tout entière à la vivacité d'une compassion mélangée de tant de remords. Dors en paix, triste victime de ton illusion et de ton délire! C'est elle qui, par son imprudence, les avait fait naître dans ton âme. C'est elle encore, s'il avait poussé plus loin son erreur, elle qui eût été la coupable. Il l'aimait! Est-ce que cela était vrai? Est-ce que cela était possible?... Si cependant Du Rosel un jour avait tout oublié, s'il s'était mis à ses pieds, bravant tout, qu'eût-elle fait alors? Et qu'aurait-elle donc répondu, s'il lui avait dit : Je vous aime?

Ah! ce que son premier mouvement lui aurait suggéré sans doute, car sa surprise et sa confusion eussent été grandes; mais d'abord elle n'eût point manqué de répondre à Du Rosel qu'elle ne le croyait pas. Un sourire de doute est parfois une ressource dans ces cas où l'indignation et le dépit grondent et menacent de l'emporter sur l'indulgence et la bonté. Il eût bien fallu pourtant qu'elle lui fît peur de sa colère. Et puis elle aurait essayé de lui démontrer l'excès de sa folie. C'est là que sa puissance eût expiré. Elle pouvait bien rappeler Du Rosel à la raison et lui fermer la bouche; mais ce rêve insensé qui était devenu sa vie, le mal qui faisait maintenant son orgueil, le supplice d'aimer dans l'humilité, dans les terreurs, dans le désespoir même, dans des tourmens si beaux, avec des déchiremens si doux, eût-il voulu s'en laisser guérir? Il aurait gardé son amour. Elle l'aurait su!... Est-ce que Mme de Muzillac pouvait souffrir d'être aimée par Du Rosel?

Et toi, qui es là, gisant sur le lit sombre, si ton âme n'a pas quitté ces lieux et voltige au-dessus de ta dépouille glacée, pardonne! Ne demande pas pourquoi Laura n'aurait pu recevoir le don que tu lui avais fait de ta vie!... Non, non, ce n'eût pas été parce qu'elle en aimait un autre. Depuis qu'elle veillait dans cette cham-

bre mortuaire, avait-elle donc eu pour ce froid, pour cet insensible Carcouët, une seule pensée présente et douce? Et maintenant qu'elle songeait à lui, son cœur entrait en révolte. Elle croyait encore le voir le sarcasme aux lèvres, lorsque le médecin était entré, annonçant la sinistre nouvelle. O Marc, ceux qui n'ont point de pitié n'ont point de tendresse, ceux que la mort n'émeut point n'ont pas d'âme. C'est ce qu'elle lui avait dit, mais en vain. Rien n'avait remué les entrailles de Carcouët, rien n'avait parlé à sa conscience quand il avait appris que Du Rosel allait mourir. Et c'était lui pourtant, lui qui l'avait tué!

Est-ce que ce n'était point leur funeste rencontre à tous deux, la nuit précédente, qui avait appris à Du Rosel ce dont il voulait douter encore? Oui, cette terrible lumière était bien entrée dans son esprit comme la foudre. Voilà le coup et la main invisibles, voilà le mystère que le médecin n'avait pu démêler! Mais si Marc ignorait cela, à quoi bon le lui apprendre? Si Laura lui disait : C'est par vous et moi que Du Rosel est mort, il ne trouverait encore qu'insultes et railleries contre le martyr. N'était-ce pas lui qui, entendant parler de ciguë, s'était écrié avec son rire implacable que le mourant voulait imiter Socrate? Et M. de Muzillac lui avait fait alors un digne écho, comme il s'y attendait bien.

— Madame, dit M. Ribot, vous *le* quittez!...

Laura, qui se dirigeait vers la porte, qui déjà était sur le seuil, se retourna tout à coup, revint sur ses pas, et, rencontrant un fauteuil, s'y assit sans rien répondre. Ce vieillard avait raison cent fois. On ne quitte point les morts qu'on a faits; c'est bien le moins d'attendre qu'ils partent.

Pourquoi donc s'était-elle levée tout à l'heure? Pourquoi avait-elle repris le chemin de son appartement? C'est qu'une voix soudaine l'avait avertie. Elle ne songeait point à s'éloigner de cette chambre, la pensée même ne lui était pas venue qu'elle n'y devait point passer la nuit entière; mais quand on est prêt à s'oublier dans le plus cruel abandon de son cœur, les usages sont là qui parlent et qui grondent. Qu'allait-on dire par le monde et dans la maison, si Mme de Muzillac veillait?... Allons, encore un sentiment douteux et faible, encore une dureté, une fausse honte!...

— Madame, reprit M. Ribot, si vous êtes attendue, je veillerai seul.

— Attendue! s'écria-t-elle; non, non.

Elle demeura. Toute la nuit elle veilla, triste, elle aussi, jusqu'à la mort. Sa tristesse avait quelque chose d'amer, de profond, de trouble comme les flots. Lorsque, vaincue par la fatigue, ses paupières s'appesantissaient pour un moment, les rêves aussitôt mon-

taient autour d'elle en grondant comme la houle, et il lui semblait que ses pieds se couvraient d'écume : image des dégoûts qui se soulèvent du fond des plus douces choses! Hélas! l'enchantement était évanoui. Il n'est plus sûr meurtrier de l'idéal que la réalisation de certaines félicités dont on avait espéré mieux que le ciel. Il faut que le miroir du souvenir soit étrangement trompeur. Ah! monsieur de Carcouët, comment êtes-vous devenu si différent du Marc du temps passé? Quel endurcissement peuvent donc causer dans le cœur d'un homme l'ambition, les désirs sans frein, un injuste orgueil, une conduite sans règle, et aussi l'amitié des courtisanes!...

Pas une seule fois jusqu'au matin Laura ne tourna les yeux vers le lit. M. Ribot était assis devant elle. Parfois ils se regardaient l'un l'autre, et la jeune femme alors ployait la tête; ils n'échangèrent plus un mot. L'aube apparut; le soleil allait éclairer un jour encore, un jour tout entier d'expiation et de pleurs du moins versés librement. A l'heure du déjeuner, M. de Muzillac envoya prier la baronne de venir lui faire compagnie; elle répondit qu'elle ne le pouvait. L'après-midi, M. Ribot sortit pour quelques instans. Laura, demeurée seule, mit ses deux mains devant ses yeux; mais le fantôme qu'elle ne voulait point voir vint prendre place auprès d'elle; il avait la menace à la bouche, il la maudissait du geste et du regard!... Un coup frappé à la porte l'arracha enfin à cette vision cruelle. C'est un valet qui s'avançait, chargé cette fois d'un billet de M. de Carcouët.

Marc s'irritait, Marc s'offensait presque de l'opiniâtreté de sa cousine à demeurer loin de lui, à remplir l'office d'une sœur hospitalière auprès d'un mort si bien fait pour être oublié. Maladroitement il finissait cette lettre choquante par trois mots et une interrogation qui ne l'étaient pas moins : « Vous ne m'aimez donc plus?»

Laura se leva, courut à la table, et, y trouvant une plume : « Plût à Dieu! » écrivit-elle. Puis elle refit le cachet et remit au valet sa réponse. Marc de Carcouët, en la recevant, dut se mordre les lèvres. Comment employer une journée si longue et la soirée qui allait la suivre? Il se sentait bien esseulé, car il ne pouvait plus compter sur son cousin de Muzillac. Le baron, en le conduisant chez la Fiorella, avait fait un de ces traits d'héroïsme qu'un homme sensé ne renouvelle point. Il prétendait bien ne pas l'y conduire deux fois, et il le lui avait dit.

Laura se rapprocha de cette couche funèbre que jusqu'alors elle avait évitée. Le parasite dormait dans le linceul blanc de l'éternel sommeil. Un moment auparavant, qui eût dit à Laura qu'elle pourrait le contempler sans terreur? Ses yeux se fixèrent pourtant sur les siens, qui étaient vides. Pauvre âme envolée, il n'eût tenu qu'à

elle de la façonner, de la renouveler et de la remplir: de l'étincelle qui brillait là, elle pouvait faire toute une flamme; de ce visage maintenant couvert de ténèbres, tout un rayonnement vivant de passion et de tendresse reconnaissante; de ce pauvre homme méprisé, un être fidèle et fort. Pour accomplir ce miracle, elle n'aurait eu qu'un mot à dire : — aimez-moi, je vous le permets! — Ce mot, si Du Rosel avait pu revivre, la baronne de Muzillac l'aurait peut-être prononcé tout bas, bien bas; mais non, non, tout le lui défendait : la pitié même n'aurait pu excuser un acte si inqualifiable de faiblesse ou de folie. Et d'ailleurs est-ce qu'elle n'aimait pas toujours Marc de Carcouët?... Mais alors le front de la jeune femme s'assombrit, et ses lèvres se contractèrent en un sourire inexprimable. Elle pensait que, si jamais elle cessait d'aimer Marc, elle le défiait bien d'en mourir.

C'était une épreuve à tenter peut-être. Quel qu'en fût le succès, Du Rosel serait vengé. M. Ribot rentra. Laura retourna lentement à son fauteuil; mais, les yeux toujours tournés vers le lit, elle songeait. Pourquoi le monde, qui ne manquerait point de fermer les yeux quand il saurait que la baronne de Muzillac aimait de nouveau son cousin, l'aurait-il couverte d'opprobre et de sarcasmes, si elle avait osé seulement se laisser aimer par Du Rosel?.....

L'hiver suivant, on revit dans le monde Mme de Muzillac bien différente d'elle-même. Quel est donc le secret de cette gravité qui s'est fixée dans la fraîcheur de son visage? Les curieux ne manquent point d'en chercher la cause, et les personnes compatissantes de s'écrier que tel est le fruit amer des années si dures qu'elle a passées dans la retraite, ou dans la captivité, pour mieux dire, avec son mari pour gardien. Eh non! ce ne sont point des années, c'est un moment qui a fait cela. M. Ribot ne peut douter qu'elle ne *se souvienne*. Seul, il sait que celui qui n'eut jamais de son vivant d'autre toit que celui d'autrui habite après sa mort une demeure de marbre. Il dit même que cette tombe est trop belle.

Ce grand sérieux qu'on remarque chez Mme de Muzillac est mêlé d'une admirable douceur. Il l'est aussi d'un air de rêverie, d'oubli des choses prochaines, de distraction singulière, comme d'une personne sans cesse ravie à soi-même, liée à des pensées qui l'emportent à leur suite. Cet air distrait ne la quitte point; la présence même de M. de Carcouët est impuissante à le dissiper; elle peut oublier qu'il est là, et, quand il parle, lui répondre comme elle ferait à un autre homme. On est en droit d'en conclure qu'elle ne lui appartient pas tout entière. C'est qu'elle a eu beaucoup à lui pardonner, dit-on. Elle lui a pardonné bien plus qu'on ne pense! On connaît leur histoire à tous les deux. Carcouët est de ceux que les

hommes n'estiment point et qui ne plaisent qu'aux femmes. On prête même volontiers de noirs desseins à ces hardis soldats de l'amour transformés quelquefois dans la bataille en de vrais officiers de fortune. La maigreur de M. de Muzillac est chaque jour plus frappante, et sa santé bien mauvaise. Carcouët pourrait devenir le maître de biens immenses et d'une adorable veuve. Ses ennemis ne se contraignent point pour dire que la Fiorella n'y perdrait rien. Celle-ci déclare que les choses ne peuvent aller ainsi longtemps; elle est sûre que Carcouët s'ennuie cruellement auprès de sa cousine; mais Carcouët sait s'ennuyer!... C'est un grand art. D'autres affirment que les projets du beau gentilhomme sont tout près d'être renversés et que Mme de Muzillac ne l'aime plus. Ils sont en minorité, et l'opinion du monde est qu'elle l'aimera toujours.

Si elle ne l'aime plus en effet, pourquoi ne point rompre? Qui l'arrête? qui l'oblige?... Si l'on en croit les ennemis de Carcouët, la belle Mme de Muzillac serait maintenant semblable à une captive qui sait que ses fers sont rongés par le temps, qui n'a qu'à secouer la main pour faire tomber l'anneau qui la lie, et qui demeure immobile. Un geste la rendrait libre; elle ne le fait point, elle ne le fera jamais. Sait-elle ce que la liberté lui réserve? La liberté, c'est l'inconnu dans les ténèbres, avec son cortége de craintes. Laura, qui a toujours aimé, ne se figure point ce que serait son âme, si elle n'aimait plus. Rien ne lui est caché dans le cœur de Carcouët. L'heure du désenchantement et de la révolte est passée; c'est un sentiment voisin de la pitié que maintenant il lui inspire. Elle sait que dans ce sentiment, si étrange qu'il soit, il y a bien de la tendresse encore. D'autres femmes bien moins faites pour être aimées ont rencontré sans doute un bonheur plus haut, plus noble, moins mélangé que le sien. Telle n'était pas sa destinée.

Un jour il s'éleva un grand débat sur l'amour en sa présence. Une femme peut-elle souffrir d'être aimée par qui ne la vaut point? Le hasard voulut sans doute que la question fût posée en ces termes obscurs. Cette inégalité de l'homme qui aime, comment fallait-il l'entendre? S'agissait-il de l'infériorité de la condition ou bien de celle de l'âme? Laura frémissait, pâlissait; elle ne prononça pas un mot. Pauvre Du Rosel!... Plus hardie, elle eût soutenu peut-être un grand paradoxe, c'est-à-dire que l'amour est de source divine, et qu'il crée l'égalité des conditions, comme celle des âmes, par une vertu souveraine; mais eût-elle même pensé cela, elle n'aurait pu le dire : on aurait cru que c'était à M. de Carcouët qu'elle songeait.

PAUL PERRET.

LES

CHEMINS DE FER ALPESTRES

ET

LE SAINT-GOTHARD

I. *Sulla ferrovia attraverso le Alpi elvetiche,* di Paleocapa, Torino 1863. — II. *L'Italia e la Svizzera nella questione della ferrovia delle Alpi,* memoria di Stefano Jacini, Milano 1863. — III. *Le Chemin de fer du Saint-Gothard sous le rapport commercial,* par MM. Koller, Schmidlin et Stoll, Zurich 1864. — IV. *Le Chemin de fer du Saint-Gothard sous le rapport technique,* par MM. Beckh et Gerwig, Zurich 1865. — V. *Simplon, Saint-Gothard et Lukmanier,* par M. Lommel, Lausanne 1865. — VI. *Die Schweizerische Alpenbahn,* von C. Widmer, Zurich 1865. — VII. *Die Lukmanierbahn,* Saint-Gall, 1865. — VIII. *Nuovi Studi commerciali e tecnici per la Scelta del passaggio attraverso le Alpi elvetiche,* Torino 1865.

Les Alpes forment un demi-cercle autour de la Haute-Italie. C'est à travers cet obstacle naturel que doivent avoir lieu les communications terrestres du royaume italien avec le reste de l'Europe. Aussi depuis longtemps se discute une importante question; il s'agit de savoir quels sont dans la chaîne des Alpes les passages qui conviennent à l'établissement d'un chemin de fer. Il est certain qu'il faut à l'Italie plusieurs communications avec l'Europe; mais l'établissement d'une voie ferrée à travers les Alpes est un travail si considérable, si coûteux, si difficile, que le nombre de routes à ouvrir reste naturellement fort limité. Deux tracés se sont trouvés déterminés de prime abord et sont en voie d'exécution, — l'un à l'ouest de la péninsule, entre la Savoie et le Piémont; l'autre à l'est, entre le Tyrol et le Trentinois. Des circonstances exception-

nelles, tenant les unes à l'ordre politique, les autres à l'ordre naturel, donnaient à ces deux tracés une sorte de priorité nécessaire. Entre la vallée de l'Arc en Savoie et celle de la Doire en Piémont, les Alpes cottiennes se rétrécissent de telle sorte qu'elles peuvent être franchies par un tunnel d'un peu plus de 12 kilomètres à une altitude de 1300 mètres au-dessus du niveau de la mer; c'est là le passage auquel le Mont-Cenis a donné son nom. Le comte de Cavour, obéissant à l'inspiration de son génie en même temps qu'au vœu de l'opinion publique, trouva les ressources nécessaires pour assurer l'exécution du tunnel qui doit relier directement la France et l'Italie. A l'est de la Suisse, au milieu des Alpes tyroliennes, se trouve un col qu'il est possible de franchir à ciel ouvert à une hauteur de 1,366 mètres au-dessus du niveau de la mer; c'est ce col que l'on appelle le Brenner. Plusieurs motifs ont décidé la construction d'un chemin de fer par cette voie : les facilités particulières que présente ce passage, qui s'ouvre entre les deux vallées importantes de l'Inn et de l'Adige, et aussi un mobile politique bien différent de celui qui a provoqué les travaux du Mont-Cenis, le désir de rattacher plus directement la Vénétie à la monarchie autrichienne. Bientôt Inspruck sera reliée à Bolsano et à Trente, l'entreprise est poussée avec vigueur. Dans deux ans sans doute, les locomotives iront de Vienne à Vérone et à Venise sans passer par le Semmering et par Trieste.

Voilà donc deux voies ferrées dont la construction à travers les Alpes est assurée, l'une reliant la Haute-Italie au sud-est de la France, l'autre débouchant de l'Autriche au milieu du fameux quadrilatère. Au point de vue politique, l'une est une garantie, l'autre une menace pour l'indépendance italienne. Au point de vue commercial, l'une, par la France, met l'Italie en communication avec le bassin de l'Atlantique; l'autre, par l'Autriche, la rapproche du bassin de la Baltique. Quelque utilité que doive avoir chacune de ces deux lignes, il est évident qu'elles ne suffisent pas aux relations de l'Italie avec le reste de l'Europe. Ni le chemin du Mont-Cenis, ni celui du Brenner n'assurent aux intérêts italiens des communications assez directes avec le nord-est de la France, la Suisse, le grand-duché de Bade, le Wurtemberg, la Prusse rhénane, la Belgique, la Hollande, les villes hanséatiques. Aucune de ces deux voies ne permet au port de Gênes, et par conséquent à la marine italienne, de desservir quelques-unes des nations du centre de l'Europe. Le Mont-Cenis est trop près de Marseille, le Brenner trop près de Trieste. Il est donc indispensable qu'un troisième passage, ouvert entre les deux autres, traverse les Alpes helvétiques.

Cette opinion est loin d'être nouvelle. A l'époque même où le

projet du Mont-Cenis prit naissance, c'est-à-dire vers l'année 1845, le roi Charles-Albert songeait à l'exécution d'un chemin de fer à travers les Alpes centrales, et prenait à cet égard des arrangemens avec plusieurs cantons de la Suisse. Ces arrangemens se trouvent abrogés aujourd'hui par suite des profonds changemens qu'a subis la constitution fédérale en 1848 et des modifications que ces dernières années ont apportées à l'état politique de la péninsule italienne; mais ils témoignent de l'importance qu'avait prise à une époque ancienne l'idée du percement des Alpes helvétiques. En 1851, la Sardaigne concluait avec la Suisse un traité de commerce dont les stipulations ont été depuis lors étendues à la monarchie italienne entière. Par ce traité, le gouvernement du roi Victor-Emmanuel s'assurait les bons offices de la confédération pour l'établissement d'une voie ferrée qui, partant du Lac-Majeur, franchirait le massif des Alpes. Depuis ce temps, bien des projets ont été mis en avant, bien des controverses ont été soutenues. Si tout le monde convient de la nécessité d'ouvrir une nouvelle communication entre l'Italie et la Suisse, on n'est point encore tombé d'accord sur le tracé qui doit être choisi. Plusieurs passages ont été étudiés et proposés. Ceux qui sont actuellement traversés par des routes ordinaires s'offraient en première ligne aux ingénieurs; mais en dehors de ceux-là mêmes on a cherché quels sont ceux qu'ont suivis les grandes armées qui, aux différentes époques de l'histoire, ont franchi les Alpes. On a évoqué le souvenir et cherché la trace des césars romains qui allaient dompter les barbares de la Germanie, ou des empereurs d'Allemagne qui venaient réduire l'Italie à l'obéissance. Les principaux passages sur lesquels l'attention publique a été appelée sont, en commençant par l'ouest, le Grand-Saint-Bernard, — le Simplon, — le Grimsel, qui conduit du canton de Berne dans le Haut-Valais,—le Saint-Gothard, qui relie Lucerne et la vallée de la Reuss avec celle du Tessin, — le Lukmanier, qui joint les vallées du Rhin et du Blegno, — le Splugen, qui sert aujourd'hui de route postale entre Coire et Chiavenna, — enfin le Septimer, qui joint le centre du canton des Grisons avec la vallée de Bregaglia. Après une longue incertitude, il semble que la question soit maintenant près d'être résolue. Du moins l'opinion est formée en Suisse, et en Italie une commission administrative qui siége actuellement à Florence prépare les élémens d'une décision que le ministère compte soumettre au nouveau parlement. Il nous paraît donc opportun d'exposer ici les principales données d'un problème dont la solution est sans doute prochaine, et nous croyons qu'on peut dès maintenant prévoir quel sera le résultat de tant d'études et de tant d'efforts.

I.

L'établissement d'une voie ferrée à travers de hautes montagnes présente des difficultés d'une nature toute spéciale. L'altitude des cols, les conditions climatériques et géologiques, la nécessité de combattre les avalanches, la neige et le froid, imposent à l'ingénieur des systèmes particuliers de construction. La seule alternative du froid et du chaud produit dans la région des hautes montagnes des mouvemens incessans de terrain : les roches les plus dures sont travaillées par les agens atmosphériques; l'eau s'introduit dans les fissures de la pierre, qu'elle brise en se congelant. Surviennent les grandes pluies, les tempêtes, la fonte des neiges; les fragmens détachés de la roche quittent alors leur assise pour rouler dans les gorges. A une certaine hauteur, rien ne résiste à ce travail de désagrégation : les pierres tendres, comme le gypse, sont réduites en poudre fine; les schistes argileux forment de petits débris glissans, les granits descendent en gros blocs. Les crêtes qui longent les vallées produisent ainsi des versans ou *haldes* d'éboulement. Les plus forts débris roulent dans le torrent, sont entraînés par les eaux, et viennent se déposer à l'endroit où la vallée transversale débouche dans une vallée longitudinale; ces dépôts se font d'ordinaire en forme d'éventail incliné, et sont connus sous le nom de *cônes d'éboulement*. Dans les gorges qui montent vers la haute chaîne des Alpes, on observe ces phénomènes à partir d'une altitude de 500 mètres. Parmi les haldes et cônes d'éboulement, il en est qui ont été assez consolidés par les siècles pour qu'on puisse y asseoir un chemin de fer; mais il en est beaucoup d'autres aussi qui ne sont formés que de matériaux glissans et qui, sans cesse accrus de nouveaux dépôts, peuvent être bouleversés par les grands orages. Il faut alors endiguer ou détourner les torrens, chercher le roc solide pour établir des ponts ou des viaducs.

Les avalanches sont, comme on sait, d'énormes masses de neige qui glissent et se précipitent le long des flancs des montagnes; mais elles ne présentent point pour un chemin de fer d'aussi graves dangers qu'on pourrait le croire. Elles suivent d'ordinaire des ornières déjà tracées; on connaît en tout cas les localités qu'elles menacent. Il est donc possible d'en garantir la voie ferrée au moyen de souterrains ou de galeries couvertes. Si les avalanches ne présentent que des inconvéniens peu redoutables, il en est tout autrement de la neige. A une altitude de 700 mètres, la neige atteint à peu près régulièrement chaque hiver une épaisseur de 1 mètre; elle atteint une épaisseur double à 1,100 mètres, triple à 1,300, quadruple

à 1,500. Chassée des points culminans par la force du vent, elle s'amasse au fond des gorges et des tranchées, et comble les inégalités du terrain. Entre 1,500 et 2,000 mètres d'altitude, il n'est pas rare de rencontrer des amoncellemens de neige de 15 mètres d'épaisseur. Quand il s'agit d'une route ordinaire, cet état de choses n'arrête pas la circulation, et l'on a recours aux traîneaux pour faire les transports; mais c'est là un expédient qui n'est plus applicable sur une voie ferrée. On a bien quelques ressources pour défendre le chemin de fer. On peut élever un remblai du côté d'où le vent souffle d'ordinaire et arrêter ainsi la neige comme par un mur; on peut aussi creuser du même côté un large fossé pour qu'elle aille s'y accumuler. Enfin on peut placer la voie sur un viaduc à tablier ouvert qui donne passage à la neige. Toutefois ces moyens de défense sont souvent impraticables, et ils peuvent être insuffisans. Il faudrait alors, pour empêcher la voie de s'encombrer, la déblayer à bras d'homme ou avec des machines spéciales à mesure que la neige tombe. On comprend combien cette méthode serait d'une application difficile et incertaine. Aussi estime-t-on maintenant qu'à partir d'une certaine altitude la voie doit être établie dans un souterrain. C'est à 1,200 mètres environ que les ingénieurs les plus expérimentés fixent la limite à partir de laquelle on doit recourir à ce moyen. Nous avons parlé de la quantité de neige qui tombe; il faut tenir compte aussi de la durée de la mauvaise saison. A 700 mètres, la neige tient pendant trois ou quatre mois; elle dure pendant cinq ou six mois à 1,000 mètres et pendant huit ou neuf mois à 2,000; vers 2,500 mètres environ commencent les neiges éternelles. On voit donc qu'à 1,200 mètres déjà on aurait à lutter contre l'obstruction de la voie pendant une notable partie de l'année.

On s'est néanmoins bercé pendant longtemps de l'espoir de conduire la voie ferrée jusqu'au sommet des cols alpestres qui n'ont que 2,000 ou 2,100 mètres de hauteur. Plusieurs projets ont été élaborés dans ce sens. MM. Michel et Pestalozzi ont exploré le Lukmanier à ce point de vue. M. Eugène Flachat, qui a spécialement étudié la traversée des Alpes et publié un livre à ce sujet, s'est prononcé dans le même sens : il déclare que le chemin du Mont-Cenis, passant à ciel ouvert par des hauteurs de 1,300 mètres, fonctionnerait sans inconvénient au milieu de la région des cônes d'éboulement, des neiges de longue durée et des avalanches; il en conclut qu'on s'exagère l'importance de ces obstacles, et qu'on en peut triompher même à des hauteurs plus considérables. Toutefois l'opinion soutenue par M. Flachat est à cette heure généralement abandonnée, et on reconnaît que les difficultés croissent rapidement, jusqu'à devenir insurmontables, à mesure que l'on s'élève au-dessus

de 1,200 mètres. Il ne faut point négliger d'ailleurs le travail qui est nécessaire pour gravir les hauteurs : ce travail, pour 1 mètre d'élévation, équivaut à peu près à 100 mètres de parcours horizontal. On comprend que ce soit là un élément important à considérer dans les questions que soulève l'exploitation d'un chemin de fer. Notez d'ailleurs qu'il ne s'agit point, dans le cas qui nous occupe, d'un chemin à service restreint, mais bien d'une voie internationale où devront passer par grandes quantités les voyageurs et les tonnes de marchandises. Il faut donc employer tous les moyens possibles pour assurer la rapidité et la régularité du trajet, et il faut placer l'entreprise dans des conditions telles qu'elle puisse lutter avantageusement avec de sérieuses concurrences. Si nous portons nos regards sur les deux lignes qui sont actuellement en cours d'achèvement à l'est et à l'ouest de la Haute-Italie, nous trouvons d'abord que le Brenner est un col isolé, qui n'a point à souffrir du voisinage des hautes cimes; il est flanqué de montagnes boisées et de pâturages. Le chemin de fer y doit passer à ciel ouvert à une altitude de 1,366 mètres; mais, en raison de la situation spéciale du Brenner, il ne sera soumis que dans une faible mesure aux inconvéniens que présentent d'ordinaire ces régions élevées. Au Mont-Cenis, nous trouvons un tunnel qui commence du côté nord, à Modane, à 1,180 mètres de hauteur, et qui débouche au sud, à Bardonnèche, à 1,330 mètres. La longueur de ce tunnel dépasse, il est vrai, de plus du double celle des plus grands ouvrages de cette nature qui aient été exécutés jusqu'ici, et il est impossible d'en faciliter la construction en multipliant les points d'attaque; on ne peut songer à établir des puits à travers l'énorme massif de la montagne qui recouvre la ligne du tunnel. Cependant cet ouvrage considérable se poursuit avec succès, grâce aux machines Bartlett, construites pour percer la roche, grâce à l'emploi de l'air comprimé, dont M. Sommeiller se sert pour mettre en mouvement les outils perforateurs et pour renouveler l'atmosphère au fond de la galerie (1). Les perfectionnemens continuels que reçoivent les procédés employés au Mont-Cenis, l'abondance des forces hydrauliques qui se rencontrent de toutes parts dans les Alpes, donnent aux ingénieurs la conviction qu'un tunnel de 12 et même de 15 kilomètres à travers ces montagnes peut être exécuté sans que la durée d'un tel travail présente aucune disproportion avec la grandeur du but qu'on veut atteindre. C'est donc aujourd'hui un principe généralement admis que la voie ferrée destinée à joindre l'Italie à la Suisse ne doit s'élever à ciel ouvert que jusqu'à 12 ou 1,300 mètres, et qu'elle doit franchir au moyen d'un tunnel le massif de la

(1) Voyez sur ces remarquables travaux la *Revue* du 15 février 1865.

montagne. Dans ces conditions seulement, on peut compter sur un service rapide et régulier. Tout au plus, pendant la période d'établissement du souterrain, pourrait-on essayer de franchir le col même à l'aide des règles tracées par M. Flachat ou au moyen d'un des systèmes proposés par d'autres ingénieurs, MM. Fell, Agudio, Riggenbach, Seiler. On peut voir dans ces procédés des expédiens transitoires, mais il n'y faut pas chercher les élémens d'une solution définitive.

Dans la partie du chemin qui se trouve au-dessous de 1,200 mètres, les difficultés d'établissement ne manquent point; toutefois maints exemples montrent qu'elles peuvent être surmontées. Le chemin franco-suisse, qui joint Pontarlier à Neuchâtel par les Verrières, atteint une hauteur de 939 mètres; celui du *Jura industriel*, qui relie Neuchâtel à La Chaux-de-Fond, s'élève à 1,046 mètres, et le service de ces deux chemins n'est jamais interrompu. Quant au maximum des pentes à adopter pour les rampes, l'expérience nous permet aussi de nous prononcer à cet égard. Ce maximum est de 27 pour 1,000 sur le chemin du Jura industriel, de 25 pour 1,000 sur le tracé du Brenner; il s'élève à 30 sur la ligne du Mont-Cenis, entre Suse et Bardonnèche. Enfin le chemin de Gênes à Alexandrie présente, entre Bussala et Ponte-Decimo, des pentes qui vont jusqu'à 35 millièmes. Nous ne parlons pas des chemins américains; on y trouverait, en Virginie par exemple, à la traversée des Montagnes-Bleues, des rampes de 53 millimètres par mètre; mais elles ne donnent passage qu'à de très faibles charges. Plus la ligne est importante et le climat rigoureux, plus il convient de rester sous le rapport des pentes dans de sages limites. Il ne semble pas qu'il faille, en ce qui concerne les Alpes helvétiques, aller au-delà de 25 millimètres par mètre. Des raisons analogues prescrivent d'adopter 300 mètres comme minimum du rayon des courbes; l'emploi des courbes de 240 et de 180 mètres de rayon au Semmering est en effet la principale cause qui rend très coûteuse l'exploitation de ce passage.

Si l'on adopte pour les pentes et les courbes les règles que nous venons d'indiquer, il pourra se faire que les vallées droites situées sur le tracé du chemin de fer soient trop courtes pour l'établissement de la voie; la pente moyenne de ces vallées peut en effet se trouver supérieure à 25 millièmes. Plusieurs moyens se présentent alors pour donner au chemin le développement nécessaire. On peut d'abord établir des rampes en lacet et mettre à chaque coude un palier de rebroussement: les trains marchent alors à reculons entre deux de ces points; mais c'est là un système vicieux et fort incommode dans une grande exploitation. On doit, quand les circonstances s'y prêtent, tirer parti des vallées latérales et y chercher

le développement qu'on ne rencontre pas dans la vallée principale. On peut aussi utiliser les contre-forts saillans que l'on rencontre pour faire monter le chemin en spirale; la ligne forme ainsi une sorte de boucle et passe deux fois au même endroit, mais à des hauteurs différentes. Sur une voie construite dans ces conditions, le transport des voyageurs peut se faire au moyen de locomotives moyennes à quatre roues semblables à celles qui servent aux compagnies du Nord-Est et du Central-Suisse. Ces machines, sur une rampe de 25 millièmes, remorquent un train de 80 tonnes avec une vitesse de 25 kilomètres à l'heure. Le transport des marchandises pourra être opéré par un attelage de deux locomotives du type des grandes machines employées par ces mêmes compagnies et qui traînent ensemble, sur une rampe de 25 millièmes, une charge brute de 250 tonnes, non compris le poids des machines et des tenders.

C'est suivant les principes qui viennent d'être exposés que le tracé du Saint-Gothard a été étudié par deux ingénieurs distingués, M. Beckh, qui a construit le Nord-Est suisse, et M. Gerwig, conseiller supérieur des ponts et chaussées dans le grand-duché de Bade. Le bel ouvrage qu'ils ont publié avec de magnifiques cartes, *le Chemin de fer du Saint-Gothard sous le rapport technique*, donne le tracé entier depuis Fluelen jusqu'à Biasca, qui sont, à proprement parler, les deux points extrêmes du chemin alpestre. Nous essaierons de faire connaître sommairement ce projet. Comme M. Gerwig s'est occupé aussi du passage du Lukmanier, et qu'un ingénieur italien, M. Vanotti, a récemment appliqué à l'étude du Splugen des idées tout à fait semblables à celles du conseiller badois, il nous sera facile ensuite de comparer entre eux les principaux chemins alpestres sur lesquels l'attention publique est maintenant appelée.

II.

Le Saint-Gothard est un massif de montagnes situé entre les cantons d'Uri et du Tessin. La hauteur des sommets qui le composent varie entre 2,500 et 2,900 mètres. Au milieu du massif est un col situé à 2,093 mètres; c'est là que passe la route célèbre qui réunit le lac des Quatre-Cantons au Lac-Majeur, Zurich et Bâle à Milan. Avec les hauteurs de la Furka et du Grimsel, qui l'avoisinent à l'ouest, le Saint-Gothard forme le centre et comme le nœud de tout le système orographique de la Suisse. La chaîne bernoise, la chaîne pennine ou valaisane s'y rattachent à l'ouest et au sud-ouest. C'est du massif du Saint-Gothard que part au sud-est le groupe de l'Adula, qui traverse les Grisons et le Tessin. C'est de là que remontent vers le nord les deux groupes du Titlis et du Tœdi, dont le premier sé-

pare les cantons d'Unterwald et d'Uri, et le second les cantons d'Uri, de Glaris et des Grisons. Des rivières et des fleuves considérables partent de ces sommets; il suffit de nommer la Reuss et le Tessin, le Rhin, l'Aar et le Rhône. Le Saint-Gothard envoie donc l'eau de ses glaciers à la Mer du Nord, à la Méditerranée et à l'Adriatique. Si du sommet de la montagne on descend vers le nord, on arrive, par la pittoresque et sauvage vallée de la Reuss, sur les bords du lac des Quatre-Cantons, le plus beau de la Suisse; si au contraire on descend vers le midi, on trouve la vallée de la Lévantine, qui est traversée par le Tessin, et où la majesté de la nature alpestre s'efface peu à peu devant les rians paysages de l'Italie.

En raison de sa situation, le Saint-Gothard a toujours eu une grande importance stratégique. Il a pendant plusieurs siècles servi de route militaire entre la Lombardie et l'Allemagne. Maîtres de ses hauteurs, les habitans d'Uri ont tenu la vallée de la Lévantine assujettie jusqu'aux guerres qui ont suivi la révolution française. C'est cette position redoutable qui assurait aux cantons suisses la possession de la contrée qu'on appelait autrefois les bailliages transalpins, et qui forme aujourd'hui la partie méridionale du canton du Tessin. C'est grâce au Saint-Gothard que l'ancienne Suisse se faisait craindre des ducs de Milan et qu'elle remportait sur les armées milanaises, au commencement et à la fin du xve siècle, les brillantes victoires d'Arbedo et de Giornico. Toutefois les plus beaux faits d'armes dont le Saint-Gothard ait été témoin sont l'expulsion des Autrichiens par le général Lecourbe au mois d'août 1799, puis la retraite héroïque de ce général devant l'armée de Souvarov. Lecourbe, chargé par Masséna de la guerre dans les hautes Alpes, arriva avec une petite flottille à Fluelen, où la Reuss se jette dans le lac des Quatre-Cantons. L'ennemi occupait en face de lui toute la vallée; mais Lecourbe avait divisé ses troupes et combiné les mouvemens de leurs différens corps de manière à les faire déboucher à la fois en plusieurs points de cette vallée. Une division suivit le passage des Surenen, qui mène d'Unterwald à Altorf. Le général Loison descendit de l'Oberland bernois par le passage du Susten et déboucha à Wasen vers le centre de la vallée de la Reuss. Le général Gudin prit le Grimsel et la Furka, dont les sentiers conduisent à Urseren au pied même du col de la montagne. Ces mouvemens, exécutés avec bonheur, obligèrent les Autrichiens à se retirer dans le canton des Grisons par la vallée de Maderane et par les passages du Crispalt et de l'Ober-Alp; mais il y eut trois jours de combats sanglans. La mêlée la plus terrible eut lieu sur l'ancien pont du Diable, bien connu des touristes, et qui passe, au fond d'une gorge d'une âpreté grandiose, au-dessus d'une des chutes de la Reuss. Le pont s'écroula tout chargé de combattans, et les Français

durent le reconstruire à la hâte avec des troncs de sapin pour franchir ce passage. Maître de la montagne en trois jours, Lecourbe en occupa le versant méridional pour consolider sa victoire. Deux mois plus tard, Souvarov parut avec ses Cosaques au pied du Saint-Gothard. Arrêté quelque temps par le général Gudin, il put franchir la montagne et rencontra Lecourbe à Urseren. Là, dans la gorge étroite des Schœllenen, où de grands rochers nus et presque verticaux ne semblent laisser de place qu'au torrent, une lutte acharnée s'engagea. Écrasé par douze mille Russes et six mille Autrichiens, Lecourbe se replia lentement, empêcha Souvarov de tomber sur le flanc droit de Masséna, et laissa son ennemi au pied de la montagne de l'Axen, sur le bord du lac des Quatre-Cantons, que les alliés ne purent franchir, faute de bateaux.

Tels sont les titres qui établissent l'importance du Saint-Gothard au point de vue militaire, et le conseil fédéral de la Suisse est si pénétré de cette importance qu'il vient de faire construire à travers les Alpes trois routes stratégiques qui toutes y aboutissent. La première, partant de Dissentis dans la vallée du Rhin, suit l'Ober-Alp et débouche à Andermatt dans la vallée d'Urseren; la seconde part de la vallée du Rhône, passe sur la Furka et arrive également à Andermatt; la troisième, allant de Brunnen à Fluelen, sur le bord du lac des Quatre-Cantons, est taillée tout entière dans le roc de l'Axen, qui, ainsi que nous venons de le rappeler, arrêta en 1799 l'armée victorieuse de Souvarov. Il est à noter que ces trois routes sont l'œuvre de la confédération, qui n'intervient dans les constructions de cette nature que lorsqu'elle y voit un intérêt supérieur. Ces routes nouvelles, outre l'utilité qu'elles présentent au point de vue de la défense nationale, serviront à mettre en rapport direct des vallées importantes dont les habitans devaient jusqu'ici, pour communiquer entre eux, faire le tour de la Suisse.

Lucerne peut être considérée comme la tête de la ligne alpestre dont nous voulons esquisser le tracé. C'est en effet à Lucerne que viennent se réunir trois tronçons importans du réseau des chemins de fer de la Suisse. Le premier, achevé depuis huit ans, part de Bâle et traverse le Jura au moyen du tunnel de Hauenstein; le second, exploité depuis dix-huit mois, va de Zurich à Zug, à travers la partie catholique de la Suisse; le troisième, qui n'est pas encore en exploitation, doit relier Berne à Lucerne à travers l'Emmenthal et l'Entlibuch. Grâce à ces trois lignes, les villes occidentales et orientales de la Suisse, aussi bien que celles du nord, sont en communication facile avec le lac des Quatre-Cantons. C'est de ce point tout à fait central que partirait la ligne qui se dirigerait vers le Saint-Gothard. Dans le tracé projeté, la voie, au sortir de Lucerne, suit les bords du lac jusqu'à Kussnacht, où Gessler succomba sous

la flèche de Guillaume Tell; elle tourne ensuite au sud-est en passant entre le pied de la montagne du Righi et le lac de Zug. Elle arrive ainsi à Goldau, dans l'endroit où, en 1806, l'éboulement du Rossberg enterra trois villages et une grande partie de la vallée; de là elle détache un embranchement sur Zug afin de raccourcir la distance entre Zurich et la montagne. Elle contourne ensuite la rive septentrionale du petit lac de Lowerz, traverse le torrent de la Muotta et rejoint à Brunnen le lac des Quatre-Cantons. Jusque-là, elle chemine à peu près toujours en plaine et ne présente pas, sous le rapport de la construction, de difficultés spéciales. A partir de Brunnen, elle entre dans la région classique de la Suisse. Voici le Grütli, berceau de la liberté helvétique. En face du Grütli, la voie entame la montagne, et, taillée dans le roc de l'Axen, à peu près comme la route militaire dont il a été parlé plus haut, elle suit le rivage pittoresque du lac. Voici maintenant la chapelle qui consacre la place d'où le pied de Guillaume Tell renvoya dans les flots agités la barque de Gessler. La voie passe au-dessus de la chapelle et débouche à Fluelen, dans le pays d'Uri. A partir de ce moment, elle s'engage dans la vallée de la Reuss. Cette vallée offre à l'origine une assez grande largeur et une pente modérée. Aussi, pendant un parcours de 10 kilomètres, au milieu duquel se trouve Altorf, chef-lieu du canton, la voie s'étend sans difficulté sur de beaux pâturages. A Erstfeld, elle commence à monter le long de la rive droite de la Reuss avec une pente de 20 millimètres, et côtoie trois cônes d'éboulement qui descendent de la Windgelle; elle passe ensuite derrière les ruines du fort de Zwing-Uri, dont la construction est attribuée à Gessler, et elle arrive devant Amsteg. En cet endroit, le torrent de la vallée de Maderane vient se jeter dans la Reuss, et l'horizon est presque entièrement caché par la noire pyramide du Bristenstock. La vallée principale se rétrécit subitement en tournant au sud-ouest, et forme une gorge abrupte et sauvage. C'est là que commencent les véritables difficultés de la traversée des Alpes. A partir de la station d'Amsteg, située à 1 kilomètre 1/2 en aval de ce joli village, le chemin de fer prend la pente de 25 millièmes, qu'il doit conserver pendant un parcours de 23 kilomètres, jusqu'à l'entrée du grand tunnel. Après avoir traversé le torrent de la vallée de Maderane sur un viaduc haut de 67 mètres et long de 135, il entame les flancs du Bristenstock et y creuse sept tunnels pour éviter les avalanches qui descendent de la montagne. Après un parcours de 8 kilomètres, il rejoint le thalweg de la Reuss près du village de Wyler. De Wyler cependant à l'entrée du grand tunnel, la vallée est trop courte pour qu'on puisse la suivre avec une rampe de 25 millièmes : la voie tourne alors avec une courbe de 300 mètres, franchit la Reuss, retourne en ar-

rière en longeant le côté gauche de la rivière, rencontre un contrefort saillant, le Gurtnellen, qu'elle attaque par un souterrain creusé en demi-cercle, puis, achevant le tour qu'elle vient de dessiner, elle se retrouve à 180 mètres au-dessus du thalweg. On rencontre ici pour la première fois sur ce chemin l'application du système des rampes en spirale ou en boucle qui sert à remonter les vallées trop abruptes (1). La partie inférieure de la boucle, coupée en deux par le pont qui traverse la Reuss, comprend deux tunnels, l'un de 771, l'autre de 855 mètres; la partie supérieure consiste en un tunnel unique de 1,656 mètres. En sortant de la terrasse du Gurtnellen, après avoir achevé la spirale qu'il vient de décrire, le chemin entre dans une région rocheuse très accidentée qui nécessite une série de petits tunnels. Un magnifique torrent, la Mayenreuss, qui passe au milieu de ces roches, est franchi par un pont de 54 mètres de hauteur. C'est là que le général Loison, arrivant pour rejoindre Lecourbe dans la campagne dont nous avons précédemment rappelé le souvenir, vint se heurter contre un bastion autrichien qui n'était abordable que par un sentier escarpé. Il livra cinq assauts meurtriers pour enlever cette position formidable, et il dut en grande partie son succès aux carabiniers vaudois, dont le tir admirable démonta les canons de l'ennemi. Après avoir dépassé de 14 kilomètres 1/2 le village de Wyler, la voie, qui retourne de la rive gauche sur la rive droite de la Reuss, atteint bientôt la station de Gœschenen, située à 1,110 mètres au-dessus du niveau de la mer. A Gœschenen doit s'ouvrir le grand tunnel qui s'enfoncera sous le mont Saint-Gothard.

Arrêtons-nous un instant, et, avant de parler de cet immense souterrain, jetons un coup d'œil sur la région où il commence et sur le massif de la montagne sous laquelle il doit passer. A notre gauche se dresse la paroi sous laquelle la voie ferrée va entrer; à droite monte la vallée de Gœschenen, dont la pente longue et roide est couronnée par la crête brillante du glacier de Dammafirn. En face de nous s'ouvre une fente étroite, taillée entre deux murs granitiques presque verticaux : ce sont les Schœllenen; c'est par là que la Reuss vient à notre rencontre; c'est par là que la route postale monte pour chercher le sommet du col. Plus nous gravissons les lacets de cette route, plus nous nous sentons dominés par la puissance des forces naturelles et par la majesté de la solitude. Le long de ce versant abrupt, la vie organique s'éteint. Quelques pins chétifs, quelques herbes desséchées apparaissent de loin en loin au

(1) Nous en retrouverons plus loin un second exemple sur le versant méridional du Saint-Gothard.

milieu des débris que l'action des vents et des glaces détache du haut des crêtes et qui remplissent le fond de la gorge. Tout en bas, la Reuss roule ses eaux violentes, bat les blocs qui obstruent son lit, lutte avec impatience contre les anfractuosités des rochers et remplit l'espace du bruit de ses chutes. La voix du vent qui se mêle à celle du torrent, l'aspect de ces escarpemens dénudés, les immenses fendillemens des roches, l'étroit espace à travers lequel on aperçoit le ciel, tout se réunit pour nous donner l'idée d'un cataclysme de la nature. Un détour subit de la route nous place en face d'une magnifique cascade à travers laquelle on aperçoit deux arcs voûtés. Le premier et le plus bas est une ruine toute couverte d'herbes et de mousses; c'est l'ancien pont du Diable, celui qui s'effondra sous les soldats de Lecourbe. Le second et le plus élevé est le nouveau pont, ouvrage tout à fait moderne; il conduit la route, à travers la poussière même de la cascade, dans un tunnel appelé le *Trou d'Uri*, qui a fait l'orgueil et la gloire du constructeur de ce souterrain au commencement du XVIIIe siècle. La galerie du tunnel nous mène dans la vallée d'Urseren, qui présente l'aspect d'un grand bassin à fond plat; elle est couverte de pâturages et entourée par les cimes du Saint-Gothard. Là se réunissent les différentes sources de la Reuss qui descendent de l'Ober-Alp, de la Furka et du Saint-Gothard lui-même; là aussi se trouve le village d'Andermatt, où viennent converger les routes militaires récemment construites par le gouvernement fédéral. De ce point, la route postale va gagner l'hospice situé au sommet du col, puis elle descend jusqu'à Airolo, par la vallée de la Tremola.

C'est entre Gœschenen, dont nous parlions il y a un instant, et le village d'Airolo, où nous sommes maintenant parvenus, que doit s'étendre en droite ligne le tunnel du Saint-Gothard. Entré dans le flanc de la montagne à 1,110 mètres d'altitude, il en sort à 1,135 mètres. La longueur totale du tunnel atteint 14^k,8. Il présente une double pente, l'une de 7 millièmes, en montant, pendant les 7,500 premiers mètres, l'autre de 10 millièmes, en descendant, pendant les 7,300 derniers. Le point culminant se trouve ainsi à peu près au milieu du souterrain, et l'écoulement des eaux doit se faire sans difficulté pendant les travaux. Le projet ne comporte d'ailleurs qu'un seul puits à percer pour abréger la construction du tunnel; ce puits doit être situé à 3,500 mètres de l'orifice septentrional; il aura 303 mètres de profondeur; il économisera une année de travail et amènera une réduction de près d'un million de francs dans les frais de l'entreprise. Le profil géologique du grand tunnel a été dressé par M. Escher de la Linth et étudié plus tard d'une manière plus détaillée par une commission italienne que dirigeait

M. de Sismonda. En partant de l'orifice septentrional, on traversera d'abord le gneiss et le gneiss granitique, puis une longue série de schistes plus ou moins durs, qui sont ou des schistes micacés ou des schistes amphibolitiques. Les couches se présentent en éventail, c'est-à-dire qu'elles sont verticales au milieu et qu'elles s'inclinent sur les côtés; les outils de forage attaqueront la roche normalement à ses clivages. Le gneiss et le gneiss granitique sont très homogènes et ne présentent pas les veines de quartz qui en ce moment retardent les travaux du Mont-Cenis; ces roches, malgré leur dureté, seront facilement percées par les machines perforatrices et elles offriront peu de résistance à la poudre. MM. Sommeiller et Grattoni, à qui le forage du Mont-Cenis donne une si grande autorité en ces matières, n'hésitent pas à dire que les travaux du Saint-Gothard ne seront ni plus coûteux ni plus longs que ceux du Mont-Cenis. L'avancement annuel du percement du Mont-Cenis peut être évalué à 1,200 mètres d'après les résultats acquis pendant l'année 1864; nous ferions donc une évaluation très modérée en supposant que les travaux du mont Saint-Gothard marcheront à raison de 1,000 mètres par an, et dans ce cas la durée totale en serait comprise entre quatorze et quinze années. Dans une étude toute récente, M. Grattoni réduit considérablement cette durée. En tenant compte des améliorations nouvellement introduites dans les chantiers de Modane et de Bardonnèche, il la fixe à dix années et demie, dont deux et demie pour l'établissement des chantiers et huit pour la perforation proprement dite.

On vient de suivre jusqu'à l'orifice méridional du grand tunnel la voie du chemin de fer projeté. A Airolo commence la vallée de la Lévantine, qui s'étend jusqu'à Biasca, où le Brenno, descendant du Lukmanier, vient se jeter dans le Tessin. Le paysage conserve d'abord l'aspect propre aux régions alpestres; mais bientôt un souffle méridional se fait sentir. Des forêts de mélèzes couvrent les versans, puis des noyers apparaissent, et l'on découvre de gras pâturages au milieu desquels court le Tessin, bordé d'une lisière épaisse d'aunes verdoyans. Nous trouvons encore d'immenses blocs granitiques descendus des hauteurs, mais ils sont couverts d'une végétation de plus en plus touffue à mesure que l'on s'avance vers le midi. La vallée de la Lévantine, dans son ensemble, se divise en quatre terrasses séparées par trois gradins, dont les deux derniers sont tellement inclinés qu'on ne peut les franchir sans avoir recours aux paliers de rebroussement ou à l'expédient déjà signalé des rampes en spirale. Sortie du grand tunnel à une hauteur de 40 mètres au-dessus de la vallée, la voie suit d'abord le versant gauche de la montagne avec une pente de 25 millièmes et atteint le défilé de Stalvedro, où la vallée se rétrécit au point de

ne laisser de place qu'au torrent lui-même et à la route postale. C'est là qu'en 1799 six cents soldats français arrêtèrent pendant douze heures un corps de trois mille grenadiers russes. Après un parcours de 7 kilomètres, le chemin arrive à Quinto sur la deuxième terrasse et suit pendant quelque temps le fond même de la vallée; c'est ainsi qu'il atteint Dazio-Grande. Il reprend alors le versant gauche, puis franchit au moyen d'un tunnel un second défilé et la chute du Tessin. En ce point, la pente du terrain est si roide qu'à 1 kilomètre au-delà de la terrasse de Dazio la voie se trouve à 100 mètres déjà au-dessus du thalweg; elle traverse une région fortement ravinée et débouche au-dessus de Faïdo, chef-lieu de la Lévantine, placé au centre de la troisième terrasse. Au sortir de la gorge où se trouve la chute du Tessin, on salue l'Italie. Le paysage prend des teintes chaudes, des groupes de marronniers montrent leur épais ombrage, on ne tardera pas à voir la vigne et le mûrier. A partir de cette région, le climat est assez doux pour qu'il n'y ait plus de travaux de défense à élever contre les avalanches et les neiges; mais c'est ici que l'inclinaison rapide du dernier gradin de la Lévantine oblige le chemin à faire un laborieux détour. Aux approches de Giornico, on le verra s'enfoncer dans un contre-fort rocheux au moyen d'un tunnel semi-circulaire, revenir sur lui-même pendant 3 kilomètres et franchir le Tessin par une seconde courbe, dont la moitié est souterraine. Il longe alors la rive droite du fleuve pendant trois autres kilomètres, passe de nouveau le Tessin, et atteint enfin, sur la rive gauche, le village de Giornico. Nous rencontrons ici pour la seconde fois l'emploi des rampes en spirale; ce n'est qu'à l'aide de ce moyen que le chemin de fer peut s'étendre entre Faïdo et Giornico en conservant toujours une pente de 25 millièmes, tandis qu'entre ces deux points l'inclinaison moyenne de la vallée dépasse 28 millimètres par mètre. De Giornico à Biasca, l'établissement de la voie ne présente plus de difficultés sérieuses, et enfin à Biasca on se retrouve tout à fait dans les conditions des chemins de plaine. Biasca n'est qu'à 310 mètres au-dessus du niveau de la mer. En ce point commence le chemin tessinois, qui se dirige d'abord sur Bellinzona et se bifurque à partir de cette ville pour gagner d'une part Locarno et le Lac-Majeur, et pour atteindre de l'autre côté Lugano et Chiasso à travers le Mont-Cenere. Il ne reste plus dès lors à faire qu'un raccord avec les chemins lombards prolongés jusqu'à la frontière suisse.

Si l'on a suivi les indications que nous venons de donner sur le tracé général du chemin du Saint-Gothard, on aura vu que tous les grands travaux sont concentrés entre Fluelen et Biasca. C'est cette section qui constitue, à proprement parler, la traversée des Alpes. Il n'est donc pas sans intérêt d'indiquer ici dans leur ensem-

ble les conditions qu'elle présente. La section de Fluelen à Biasca offre une longueur totale de 97^{k},20, dont 13,55 en paliers horizontaux, 38,15 en rampes sur le versant septentrional des Alpes et 45,50 en rampes sur le versant méridional. La pente moyenne est de 16,32 pour 1,000, et les pentes à 25 millièmes s'étendent sur une longueur de 52^{k},60. Le point culminant du chemin est au milieu du grand souterrain, à 1,162 mètres au-dessus du niveau de la mer. La longueur totale des différens tunnels s'élève à 28^{k},86, c'est-à-dire à 30 pour 100 du parcours entier. Plus d'un tiers de ce parcours est en ligne courbe.

III.

Parmi les différens tracés qu'on peut assigner au chemin de fer destiné à traverser les Alpes helvétiques, nous avons choisi celui du Saint-Gothard pour l'étudier en détail; c'est en effet celui qui est maintenant le mieux connu et au sujet duquel on trouve les renseignemens les plus précis. On a pu juger par ce qui précède des difficultés que présente un chemin alpestre et des ressources à l'aide desquelles l'ingénieur peut les vaincre. Il nous suffira de donner quelques indications générales sur les projets qui peuvent entrer en comparaison avec celui du Saint-Gothard. Et d'abord, parmi les différens passages que nous avons énumérés ci-dessus, il en est plusieurs dont on ne s'est jamais occupé bien sérieusement; nous les laisserons de côté, et nous réduirons notre examen aux seuls tracés qui peuvent être mis en première ligne : ce sont, avec celui du Saint-Gothard, ceux du Simplon, du Lukmanier et du Splugen.

On sait que le Simplon, sur lequel Napoléon Ier construisit une route célèbre, conduit de Sion en Valais à Domo d'Ossola, qui se trouve au milieu de la vallée de la Toccia. MM. Mondésir et Lehaître ont proposé en 1861 un projet hardi pour franchir cette montagne. Leur tracé a des rampes de 40 millièmes; il s'élève jusqu'à 1,732 mètres au-dessus du niveau de la mer, de telle sorte que le souterrain qui franchit le point culminant a moins de 5 kilomètres de longueur. Ce projet comporte, sur chacun des deux versans de la montagne, douze paliers de rebroussement. Entre Brigue et Domo d'Ossola, dont la distance est de 81 kilomètres, plus de la moitié du parcours ne présente que des souterrains ou des galeries destinées à défendre la voie contre les neiges. M. Jaquemin a dressé un autre projet qui paraît plus praticable que celui de MM. Mondésir et Lehaître. La ligne commence à monter, 4 kilomètres avant Brigue, avec des pentes de 25 millièmes; elle arrive par d'assez longs détours à une altitude de 1,070 mètres, dans la

vallée de la Saltine; là, elle franchit le col au moyen d'un tunnel de 12 kilomètres en ligne courbe; puis elle suit la Diveria, et, empruntant pour se développer les versans de plusieurs vallées latérales, elle arrive avec des pentes modérées jusqu'à Domo d'Ossola. De Sion à Domo d'Ossola, il y a 119 kilomètres; il y faut ajouter 54 kilomètres pour atteindre Gozzano, où aurait lieu le raccordement avec les chemins du Piémont.

On désigne sous le nom de Lukmanier un col qui se trouve entre Coire, chef-lieu du canton des Grisons, et Biasca, qui est le point de jonction des deux vallées de la Lévantine et du Blegno. Une assez bonne route part aujourd'hui de Coire, atteint Reichenau, où se joignent les deux bras principaux du Rhin, et monte jusqu'à l'ancienne abbaye de Dissentis. De là, un sentier à pente assez douce remonte un des bras du Rhin et gagne l'hospice de Santa-Maria un peu au-dessous du sommet du col, à 1,917 mètres d'altitude; il descend ensuite par une pente plus rapide en contournant la montagne du Scopi et arrive à Olivone, où il se transforme en route carrossable, pour rejoindre à Biasca la route postale du Saint-Gothard. Le sentier du Lukmanier, vu à vol d'oiseau, offre l'aspect général d'un demi-cercle, et c'est en raison du grand détour qu'il fait que ses pentes sont généralement douces. Cette circonstance a contribué à donner une sorte de faveur au passage du Lukmanier, surtout à l'époque où l'on espérait encore pouvoir franchir à ciel ouvert les cols élevés, et l'on a cherché avec obstination une ligne de chemin de fer qui pût se rapprocher du sentier tracé entre Dissentis et Olivone. C'est dans cet esprit qu'est conçu le projet de MM. Michel et Pestalozzi, qui vient d'être repris avec quelques variantes dans une publication récente, *die Lukmanierbahn*. La voie, tortueuse et tourmentée, monterait jusqu'aux abords de l'hospice de Santa-Maria et atteindrait presque le sommet du col, qu'elle traverserait, à 1,865 mètres de hauteur, au moyen d'un tunnel de 1,700 mètres; puis elle descendrait par des courbes bizarres jusque dans la vallée de Blegno. Ce tracé allongerait le chemin d'une cinquantaine de kilomètres, entraînerait, en dehors des tunnels proprement dits, la construction de 20 kilomètres de galeries voûtées et forcerait la locomotive à franchir un excédant de hauteur de 600 mètres. Nous nous sommes déjà prononcé sur les énormes inconvéniens que présente une pareille solution, et qui sont de nature à la faire rejeter entièrement. Aussi bien l'opinion générale des ingénieurs est-elle plus favorable à deux autres projets dans lesquels la ligne franchit le Lukmanier à une hauteur beaucoup moins considérable. MM. Klein et Gerwig mettent le tunnel à 1,270 mètres d'altitude, et il a dans ces conditions une longueur de $12^{k},65$;

M. Lanicca le met à 1,118 mètres, et il atteint alors une longueur de 17^{k},50. Si nous avions à choisir entre ces deux projets, c'est au premier que nous donnerions la préférence; c'est donc celui-là que nous prendrons pour guide, en comparant le tracé du Lukmanier et celui du Saint-Gothard.

Cette comparaison directe offre un intérêt capital, car, à vrai dire, et pour plusieurs raisons, ces deux passages, voisins l'un de l'autre, sont ceux sur lesquels, à diverses époques, les chances les plus favorables ont paru se porter. La vallée du Rhin entre Coire et Dissentis offre à coup sûr moins de difficultés que la vallée de la Reuss entre Fluelen et Gœschenen. Dans la partie moyenne du parcours, les travaux à faire sur les deux montagnes sont à peu près équivalens; mais la comparaison des versans méridionaux est tout à fait à l'avantage du Saint-Gothard. En quittant le tunnel du Lukmanier, le chemin doit descendre, par des lacets dont le développement n'a pas moins de 14 kilomètres, dans une crevasse profonde formée par les deux pyramides de la Toïra et du Sosto. On rencontre là des obstacles beaucoup plus redoutables que ceux que présente l'autre ligne entre Airolo et Giornico. Si maintenant on examine successivement les deux grands souterrains, on trouve que celui du Lukmanier est plus court que celui du Saint-Gothard de 2^{k},15, mais qu'en revanche celui-ci est placé 120 mètres plus bas que l'autre. Or, dans ces régions élevées, une différence d'altitude de 120 mètres vaut bien une différence de 2 kilomètres dans la longueur du tunnel. Les deux souterrains se présentent à peu près dans des conditions semblables sous le rapport des roches à percer; mais il est une remarque importante qui s'applique à l'ensemble des ouvrages à exécuter sur le Lukmanier, c'est que cette montagne n'a pas de route, et qu'il faudrait commencer par en faire une pour les travaux du chemin de fer.

Le Splugen, qui conduit de Chiavenna à Coire par une hauteur de 2,117 mètres, a été étudié par MM. Vanotti et Finardi. Ces ingénieurs proposent plusieurs tracés, dont le plus favorable atteint 1,296 mètres d'altitude et présente un tunnel de 14^{k},15. Le maximum des pentes est de 25 millièmes, et le rayon des courbes n'est jamais inférieur à 300 mètres. La ligne totale entre Coire et Riva di Chiavenna offre un développement de 111^{k},9 dont 66^{k},6 à ciel ouvert et 45^{k},3 en souterrains. Il y a deux rampes en spirale du côté nord et un nombre égal du côté sud. Les principaux ouvrages d'art sont, sans compter le grand tunnel, le passage de la Via Mala, celui de la Rofna et, sur le versant méridional, les abords de Campo Dolcino; tous ces ouvrages présentent des difficultés de premier ordre.

Peut-on, en présence des données que nous ont fournies les in-

génieurs (1), conclure que l'un des passages doive être, sous le rapport technique, préféré à tous les autres? On serait peut-être, par un examen sévère, amené à rejeter le Splugen. Toutefois, sans méconnaître les différences importantes que nous avons signalées, nous pouvons regarder comme également exécutables les quatre projets que nous venons d'examiner. Il est temps en effet que nous entrions dans un nouvel ordre d'idées, que nous voyions dans quelles conditions les projets se trouvent sous le rapport commercial et politique, quelle position les divers tracés occupent par rapport aux réseaux de l'Europe et aux centres de production ou de consommation. On va se trouver ainsi en présence de nouveaux élémens qui sont de nature à exercer une influence prépondérante dans la solution du problème.

IV.

Toutes les données qui peuvent éclairer l'opinion à ce point de vue se trouvent contenues dans le livre que MM. Stoll et Schmidlin

(1) Les principales données qui se rapportent aux passages du Simplon, du Saint-Gothard, du Lukmanier et du Splugen sont réunies dans le tableau suivant. Certaines indications manquent à l'égard du Simplon, pour lequel les études ont été moins complètes que pour les autres.

	SIMPLON. — Sion — Domo d'Ossola. — Projet de M. Jaquemin.	St-GOTHARD. — Fluelen — Biasca. — Projet de MM. Beckh et Gerwig.	LUKMANIER. — Coire — Biasca. — Projet de MM. Klein et Gerwig.	SPLUGEN. — Coire — Riva di Chiavenna. — Projet de MM. Nanotti et Finardi.
Longueur de la ligne (en kilom.).	109	97 20	118 70	111 92
Point le plus élevé à ciel ouvert (altitude en mètres)	1,076 50	1,155	1,270	1,293
Point culminant du tracé (altitude en mètres)	1,150	1,162 50	1,383	1,296 70
Longueur du tunnel principal (en kilomètres)	12 (en courbe).	14 80	12 65	14 15
Frais d'établissement du tunnel (en francs)	»	53,000,000	47,000,000	50,000,000
Frais d'établissement de la ligne entière (en francs)	»	109,000,000	103,000,000	120,000,000
Maximum des pentes	25 pr 1,000	25 pr 1,000	25 pr 1,000	25,5 pr 1,000
Minimum des rayons de courbure (en mètres)	300	300	300	300
Longueur totale des tunnels et galeries (en kilomètres)	»	28 86	»	45 24
Longueur du parcours à ciel ouvert (en kilomètres)	»	68 34	»	66 68
Longueur du parcours en lignes droites (en kilomètres)	»	61 60	»	64 07
Longueur du parcours en lignes courbes (en kilomètres)	»	25 60	»	47 85
Pente moyenne	»	16 32 pr 1,000	15 52 pr 1,000	16 38 pr 1,000
Différence de niveau sur le versant nord (en mètres)	576	724	799	712 70
Différence de niveau sur le versant sud (en mètres)	801	832	1,083	920 75

ont publié récemment sous ce titre : *Le chemin de fer du Saint-Gothard sous le rapport commercial.* Ils ont été aidés dans leur travail par M. Koller, ingénieur qui depuis quinze ans a étudié tout spécialement les chemins alpestres. Ce livre est accompagné d'un atlas qui indique, pour toute l'Europe centrale, les zones de trafic qui appartiennent au Mont-Cenis, au Simplon, au Saint-Gothard, au Lukmanier et au Brenner. Les auteurs de cette importante publication ont laissé de côté le Splugen. C'est qu'en effet le chemin du Splugen, dont le versant méridional est situé tout entier sur le territoire italien, ne donne aux intérêts de la Suisse qu'une satisfaction très imparfaite; aussi le gouvernement helvétique s'est-il énergiquement prononcé contre ce tracé, et cette circonstance doit être regardée comme tout à fait décisive, puisque l'entreprise de la traversée des Alpes ne peut être menée à bonne fin que par l'entente commune de la confédération et du royaume d'Italie.

Nous rencontrons ici, dès le début, un des élémens principaux de la question. La Suisse attache une importance capitale à ce que le chemin projeté desserve dans sa partie méridionale le canton du Tessin, séparé de la confédération par le massif des Alpes. Sous ce rapport, le Simplon, comme le Splugen, se trouve hors de cause; il ne reste plus en présence que le Saint-Gothard et le Lukmanier. Ces deux passages se trouvent eux-mêmes dans des conditions fort inégales, si on considère les facilités qu'ils peuvent donner aux communications du Tessin avec les autres cantons. Si on détermine les zones afférentes à chacun des deux passages en prenant la distance pour base, on trouve que la zone du Lukmanier comprend les cantons des Grisons, de Saint-Gall, d'Appenzell, de Glaris, quelques sections de Thurgovie et de Schwitz, c'est-à-dire en tout une population de moins de quatre cent mille âmes; celle du Saint-Gothard comprend tout le reste de la confédération, c'est-à-dire une population de près de deux millions d'habitans. La différence devient encore plus sensible, si on fait le partage des centres les plus importans. Zurich, Genève, Bâle, Berne, Lausanne, La Chaux-de-Fond, Lucerne, Fribourg, Neuchâtel, Schaffhouse, Winterthur, Bienne, Soleure, Aarau, Sion, Frauenfeld, Schwitz, sont desservis par le Saint-Gothard, tandis que la part du Lukmanier se réduit à Coire, Glaris, Mayenfeld, Appenzell et Saint-Gall. La confédération a donc tout intérêt, au point de vue de la circulation intérieure sur le territoire helvétique, à favoriser le projet du Saint-Gothard. Toutefois, si c'est là un élément important dans la question, il pourrait se faire qu'on fût amené à le négliger en considérant les exigences du grand trafic international auquel doit se prêter le chemin alpestre. Examinons donc successivement les relations de l'Italie avec les divers états de l'Europe.

Commençons par la Suisse. Les relations de l'Italie avec la confédération sont naturellement fort gênées par le mur des Alpes qui sépare les deux pays, et elles prendront un développement considérable quand cet obstacle aura disparu; mais dès maintenant elles ont une importance réelle. En 1861, la valeur des marchandises importées d'un pays dans l'autre s'élevait à 194 millions de francs. Ce que nous avons dit tout à l'heure des conditions relatives du Saint-Gothard et du Lukmanier s'applique naturellement à ce trafic international. Le Mont-Cenis pourra bien attirer les produits de Genève; mais les quatre cinquièmes de la Suisse seront tributaires du Saint-Gothard. La Suisse doit d'ailleurs fournir son transit aux relations de l'Italie avec l'Allemagne et une grande partie de l'Europe, et c'est ici surtout qu'apparaissent les argumens les plus décisifs dans la question. La ligne du Saint-Gothard, que nous avons suivie tout à l'heure jusqu'à Lucerne, vient déboucher en Allemagne à Schaffhouse; celle du Lukmanier aboutit par Coire au lac de Constance. Il s'agit donc de savoir si c'est par l'un ou l'autre de ces points qu'il est préférable d'arriver en Allemagne. Il faut, pour parler le langage des expertises italiennes, déterminer l'*objectif commercial* de la ligne helvétique. Le but vers lequel elle doit se diriger est-il situé dans la direction de Schaffhouse et de Bâle, c'est-à-dire dans les pays rhénans? Est-il au contraire dans la direction du lac de Constance, c'est-à-dire dans la Bavière et les pays qui l'environnent? Ce fut une ancienne erreur, très répandue en Italie, de considérer le lac de Constance comme un bassin intérieur, d'une importance capitale, vers lequel convergeraient toutes les artères du mouvement commercial dans les pays germaniques. C'était devenu une sorte d'axiome dans la péninsule que l'intérêt du commerce italien exigeait une grande ligne aboutissant directement au lac de Constance. Or non-seulement ce lac, de forme irrégulière et bordé de différens états, présente des difficultés toutes spéciales pour l'établissement d'un chemin de fer, mais on est obligé de reconnaître qu'il ne justifie en aucune façon l'opinion qui en faisait le centre d'un grand mouvement de marchandises. L'industrie et le trafic des bords du lac sont insignifians, et le commerce de transit qui s'opère par cette voie se compose presque entièrement des échanges que font entre eux les districts frontières. Un coup d'œil jeté sur la carte de l'Europe nous montrera d'ailleurs que ce n'est point par le lac de Constance que le commerce italien doit aborder l'Allemagne. La direction qui offre au commerce de l'Italie les plus riches alimens est celle que dessine le Rhin de Bâle jusqu'en Hollande, et autour de laquelle se groupent des centres de production et de consommation de premier ordre. La ligne du Saint-Gothard et de Schaffhouse dessert naturellement le grand-duché de

Bade, le Wurtemberg, les deux Hesses, le duché de Nassau, la Prusse rhénane, le Hanovre, les duchés de Brunswick et d'Oldenbourg, les villes hanséatiques. On doit même remarquer que pour les relations de Gênes et de Milan avec la Prusse orientale, avec Dresde, Prague, Nuremberg et Augsbourg, le Saint-Gothard l'emporte sur le Brenner. On voit donc quelle riche clientèle est assurée au Saint-Gothard quand il aura ouvert un débouché nouveau aux produits germaniques. Les houilles du bassin de la Sarre coûteront alors à Milan de 37 à 45 francs la tonne, tandis que les houilles anglaises y coûtent actuellement de 54 à 57 francs. Les fontes brutes, les fers forgés et laminés de l'Allemagne pourront arriver dans la Haute-Italie avec un transport moins cher que le fret d'Angleterre. A la vérité il y a quelques relations que le Lukmanier semblerait favoriser : il raccourcit, par exemple, pour la Haute-Italie et notamment pour le port de Gênes, de 41 kilomètres le parcours jusqu'à Ulm, et de 50 kilomètres le parcours jusqu'à Augsbourg et Munich; mais ce n'est guère là qu'un avantage apparent, car ces dernières villes trouvent par le Brenner une route beaucoup plus courte vers les ports de l'Adriatique. Que sert au port de Gênes que le Lukmanier le rapproche un peu de la Bavière, si Munich a par le Brenner un trajet beaucoup moins long jusqu'à Venise ou Trieste? C'était donc une illusion de croire que le port de Gênes avait un intérêt majeur à être relié par le Lukmanier au lac de Constance. En résumé, pour tout ce qui concerne le trafic spécial de l'Italie avec l'Allemagne, aucune ligne n'offre les mêmes avantages que celle du Saint-Gothard. C'est celle-là notamment qui convient au port de Gênes, parce qu'elle lui procure un marché sur lequel il pourra lutter avec Marseille et Trieste; elle lui ouvre les pays rhénans, où sont accumulées tant de richesses naturelles et tant d'industries diverses.

Dans le tableau qui résume les relations commerciales de l'Italie, la France figure au premier rang. Son commerce général avec la péninsule entière, y compris les états de l'église, est représenté en 1861 par le chiffre de 509 millions de francs, dont 369 appartiennent au commerce spécial et 140 au transit. Ce mouvement considérable se fait aujourd'hui soit par mer, soit par la route qui borde la côte ligurienne, soit par la ligne du Mont-Cenis. Il est certain qu'une grande partie du commerce franco-italien continuera de suivre ces voies. Toutefois un chemin helvétique desservira spécialement les départemens du nord et du nord-est, qui sont les plus industrieux de l'empire français. Ici on voit tout de suite que le Lukmanier, par sa situation orientale, se présente avec un désavantage marqué. Quant au Simplon, la zone qui lui appartiendrait est comme

étouffée entre celles du Mont-Cenis et du Saint-Gothard. C'est donc à ce dernier passage que revient évidemment le privilége de favoriser les communications de l'Italie avec l'Alsace, la Lorraine et même la Flandre. Il offrira aux forges de la Marne, de la Meuse, de la Moselle et des Ardennes un transport moins coûteux que le fret auquel sont soumis les fers anglais pour venir en Italie. Les départemens du nord-est pourront envoyer leurs produits dans le Levant par le Saint-Gothard et les ports méridionaux de l'Adriatique. Gênes même pourra lutter avec Marseille pour le transport des cotons destinés au Haut-Rhin; les produits de Mulhouse auront 186 kilomètres de moins à faire pour gagner Gênes que pour atteindre Marseille, et, malgré la différence des niveaux à franchir, le premier parcours sera le plus économique. Si plusieurs départemens de la France, les plus importans au point de vue industriel, appartiennent au passage du Saint-Gothard, il en est ainsi de la Belgique et de la Hollande entières. Les fers de Namur par exemple, qui viennent à Milan par voie de mer, et dont le transport coûte 64 francs par tonne, seront transportés par le Saint-Gothard pour 52 francs; Amsterdam trouvera par là un parcours économique pour ses sucres raffinés. Pour toutes les villes de la Belgique et de la Hollande, Gênes sera dans une position plus avantageuse que Trieste.

L'Angleterre entretient avec l'Italie des relations commerciales fort importantes; les échanges faits entre ces deux nations se sont élevés, pour l'année 1861, à 230 millions de francs. Il est vrai que ce trafic se fait surtout par mer, et que les routes continentales ne peuvent être employées que pour quelques marchandises qui demandent, comme la soie, un transport sûr et accéléré. Quoi qu'il en soit, si l'on compare les différens passages alpestres sous le rapport de la distance qu'ils établissent entre le centre de la Haute-Italie et les ports de Douvres, de Calais ou d'Ostende, on trouve que le Saint-Gothard présente à cet égard sur le Lukmanier un avantage qui varie de 49 à 102 kilomètres; il va sans dire qu'il l'emporte de beaucoup plus sur le Mont-Cenis, le Simplon, le Splugen et le Brenner.

Nous pourrions trouver de nouveaux argumens à produire en faveur du Saint-Gothard, si nous examinions les différentes compagnies de chemins de fer dont les réseaux viendraient se raccorder aux diverses lignes alpestres. Il faudrait tenir compte en effet des intérêts de ces compagnies et voir si elles doivent se montrer disposées à aider ou à combattre le chemin nouveau. Il faudrait donc examiner si les sociétés voisines sont prospères ou non, si elles peuvent favoriser le trafic du chemin alpestre par de bonnes combinaisons de taxes. Les considérations qu'on tirerait de cet ordre

d'idées militeraient en faveur du Saint-Gothard; sans nous arrêter sur ce sujet, nous nous bornerons à faire remarquer que les chemins du central et du nord-est suisse, de l'est français, celui du grand-duché de Bade et la plupart des lignes rhénanes sont dans une situation prospère qui leur permet une entente avantageuse avec le chemin du Saint-Gothard (1). Nous croyons avoir assez longuement démontré qu'à tous égards ce dernier passage doit être préféré à tous les autres. Il nous reste pourtant, avant de terminer cette étude de la traversée des Alpes helvétiques, à donner sur cette question quelques renseignemens historiques et à marquer vers quelles solutions l'opinion publique s'est successivement portée tant en Suisse qu'en Italie.

V.

Le traité de commerce qui a été conclu le 8 juin 1851 entre la Suisse et la Sardaigne, et qui a été ensuite étendu au royaume d'Italie tout entier, a pour effet, si l'on s'en tient aux stipulations de ce traité, de restreindre le champ des comparaisons à faire entre les divers passages. Il exclut virtuellement les tracés du Simplon et du Splugen, car il ne s'applique qu'à une ligne « qui, partant immédiatement de la frontière sarde ou du point le plus convenable sur le Lac-Majeur et se dirigeant vers l'Allemagne, sera mise en communication avec les voies ferrées du Zollverein. » La question du choix à faire entre les cols alpestres fut longuement agitée en Pié-

(1) Les combinaisons qui peuvent résulter de cette entente sont de nature à reléguer au second rang la question soulevée par M. Lommel dans sa brochure, *Simplon, Saint-Gothard et Lukmanier*. Partant de ce principe qu'une hauteur de 10 mètres à franchir équivaut à un parcours horizontal d'un kilomètre, cet ingénieur, dans l'étude des différens passages alpestres, remplace les distances réelles par les distances qu'il appelle *virtuelles*. Il obtient ces dernières en divisant par 10 les hauteurs que présentent les différens passages à franchir et en ajoutant le quotient à la distance kilométrique réelle. L'auteur attache une importance exagérée aux résultats qu'il tire de ce calcul. Il faut remarquer en effet que le parcours additionnel ajouté par M. Lommel à la véritable distance ne doit pas augmenter la taxe totale afférente aux transports, et ne doit affecter que les frais d'exploitation. En Suisse par exemple, la taxe moyenne par tonne et par kilomètre est de 12 centimes, tandis que les frais d'exploitation s'élèvent à 3 centimes seulement. Il y aurait donc lieu de réduire au quart l'augmentation que M. Lommel admet. Ajoutons que, pour évaluer les frais d'exploitation, il faut tenir compte du prix de la houille. On vient de voir l'influence prépondérante qu'exerce la position des compagnies voisines. En présence de tant d'élémens qui agissent dans des sens très divers, le principe des distances réelles reste celui dont on peut attendre les résultats les plus certains. On peut remarquer, et c'est là sans doute une considération décisive, que les compagnies de chemins de fer adoptent cette base dans les traités de concurrence qu'elles ont l'habitude de conclure entre elles.

mont pendant les premières années du règne de Victor-Emmanuel, et enfin en 1857 le parlement de Turin donna son avis. A cette époque, le Saint-Gothard avait peu de partisans; il avait été mal étudié, et, au dire des ingénieurs, il présentait des difficultés insurmontables. M. Cattaneo, un des grands économistes de l'Italie, était presque seul à le défendre; seul il attaquait le projet du Lukmanier, qui jouissait de la faveur générale. « Pourquoi, disait-il, vouloir gagner le lac de Constance? pourquoi laisser de côté Bâle et le Rhin? Vous dites que de ce côté vous craignez pour Gênes la concurrence de Marseille; mais ne voyez-vous pas que pour éviter Scylla vous allez vous jeter contre Charybde? Vous vous trompez étrangement, si vous croyez qu'arrivés dans la Haute-Bavière vous allez être à l'abri de toute concurrence. Vous y rencontrerez les chemins de fer maintenant en projet, et qui bientôt, à travers le facile passage du Brenner, gagneront les ports de l'Adriatique. Si vous choisissez le Saint-Gothard, au lieu d'aller aboutir dans un coin de la Suisse, sur les frontières de l'Autriche, vous passerez au beau milieu du territoire de la confédération, et vous établirez un des tronçons de la grande artère européenne qui doit joindre les ports du nord par le Rhin, la Suisse et l'Italie, au port de Brindes, c'est-à-dire à l'Orient. » Comme on le voit, M. Cattaneo avait dès lors des vues très nettes et très exactes sur la question; mais il ne put vaincre les préventions accréditées contre le Saint-Gothard, et le parlement se prononça pour le Lukmanier.

La guerre de 1859 survint, et la Lombardie fut réunie au Piémont; d'autres provinces s'y annexèrent successivement. De nouveaux élémens se trouvaient ainsi introduits dans la question, le centre du royaume était déplacé, et il y avait désormais à tenir compte d'autres intérêts. Les Lombards mettaient en avant les passages du Splugen et du Septimer, auxquels le parlement subalpin n'avait pu songer en 1857, puisqu'ils débouchaient alors dans les possessions autrichiennes. Il devenait nécessaire de procéder à un nouvel examen du problème. M. Jacini, choisi par le comte de Cavour comme ministre des travaux publics, institua, en 1860, une commission administrative à cet effet. En même temps le gouvernement italien, sachant bien que les préférences des cantons helvétiques étaient acquises au projet du Saint-Gothard, chargea le ministre d'Italie auprès de la confédération de s'assurer du concours financier que la Suisse pourrait prêter à ce projet. « Comme le Saint-Gothard ne manque point de bonnes raisons qui puissent être produites en sa faveur, disait la dépêche italienne, il serait nécessaire de savoir si la confédération et les cantons les plus directement intéressés sont prêts à favoriser par un concours finan-

cier de quelque importance le choix de ce passage. Nous aurions ainsi en main une donnée précieuse pour la décision que nous avons à prendre. Il importe donc que le ministre du roi à Berne s'informe si le gouvernement fédéral, dans le cas où le choix tomberait sur le Saint-Gothard, serait disposé à déroger au principe suivi jusqu'ici et d'après lequel la confération s'abstient d'accorder des subsides pour l'établissement des chemins de fer. Il serait utile de connaître la somme que pourrait fournir dans ce cas le gouvernement fédéral et celle qu'on pourrait attendre des cantons intéressés. » Le ministre d'Italie à Berne répondit le 15 novembre à son gouvernement qu'il ne fallait compter sur aucun subside fédéral, et que les cantons favorables au projet du Saint-Gothard accorderaient seuls un concours. La commission administrative de 1860, vivement pressée par le ministère, publia son rapport dans l'année même. Ses conclusions étaient « que dans la partie occidentale des Alpes le passage préférable était celui du Lukmanier, que dans la partie orientale c'était le Splugen, que s'il fallait se prononcer entre les deux, le Lukmanier devait avoir la préférence. »

Ce rapport devint l'objet d'une très vive polémique en Italie. On accusa la commission d'avoir fait son travail avec beaucoup de hâte et sans avoir réuni des élémens suffisans pour sa décision. A partir de ce moment, l'étude des différens tracés fut reprise de toutes parts avec activité. Un grand nombre de projets se produisirent. La province de Pavie, la municipalité et la province même de Milan, plusieurs autres corps municipaux ou provinciaux provoquèrent des rapports d'ingénieurs et d'administrateurs. Presque toute la Lombardie se prononçait avec chaleur pour les passages du Splugen et du Septimer. Cette attitude d'une des provinces les plus intéressées dans la question jetait le désarroi dans les esprits. Vers le milieu de l'année 1863, M. Paleocapa, sénateur et ancien ministre, publia un petit livre, *le Chemin de fer des Alpes helvétiques et le meilleur tracé des lignes subalpines destinées à relier l'Italie à la Suisse.* La haute réputation de l'auteur, sa position de président du conseil d'admininistration des chemins de fer lombards, donnaient une grande importance à cette publication. — Le débat, disait M. Paleocapa, se trouve maintenant circonscrit entre le Lukmanier et un des passages orientaux (Splugen ou Septimer). Quel est notre désir à tous? quel est l'intérêt du commerce italien? C'est qu'on s'arrête sans plus longs ambages à un projet qui puisse être exécuté. Or l'une des deux solutions, celle des Alpes orientales, ne peut échapper au *veto* du gouvernement suisse. Il ne reste donc que la solution du Lukmanier. La Lombardie pourra-t-elle s'y opposer? Elle ne le fera pas, si elle consulte son intérêt. C'est la seule solution

possible; c'est celle qu'une commission formée d'hommes compétens a mise en première ligne. Et d'ailleurs la ligne du Lukmanier vient, comme l'autre, aboutir à Milan. — Telle était l'argumentation générale de M. Paleocapa. Son opuscule eut un grand retentissement; il souleva beaucoup de colères en Lombardie. Cependant, en conseillant aux Lombards de renoncer aux passages orientaux, qui ne donnaient pas satisfaction aux intérêts de la Suisse, il mettait en lumière une vérité que le conseil fédéral affirmait publiquement à la même époque. Répondant le 2 juillet 1863 à une communication du gouvernement italien, le conseil fédéral exprimait le désir « qu'il lui fût donné connaissance des lignes déjà étudiées ou à l'étude et sur lesquelles pourrait porter le choix de l'administration italienne, afin d'éviter qu'elle ne s'engageât trop avant dans une direction où la Suisse ne pourrait pas la suivre, comme par exemple s'il s'agissait d'une ligne qui ne dût pas traverser le canton du Tessin. »

Malgré quelques dissidences partielles, il semblait, vers le milieu de l'année 1863, que la solution du Lukmanier fût près d'être adoptée. Elle avait pour elle le vote de la commission administrative, elle était préconisée par les hommes les plus influens et les plus compétens. Un savant ingénieur lombard, M. Tatti, venait à son tour de publier un écrit pour la défendre. Elle avait, disait-on, les préférences du ministère des travaux publics; elle était appuyée de l'influence des puissans banquiers à qui appartient en grande partie la ligne de Coire au lac de Constance. La victoire du Lukmanier paraissait décidée. Cependant la question changea de face quand les partisans du Saint-Gothard entrèrent résolûment en campagne.

C'est en Suisse surtout que la solution du Saint-Gothard trouve ses défenseurs. Elle y a été étudiée et soutenue depuis 1850; mais l'action commune faisait défaut. L'initiative que la loi suisse laisse aux cantons dans les questions de chemin de fer, le morcellement du réseau, qui est partagé entre un assez grand nombre de compagnies, l'incertitude qui avait longtemps régné sur les conditions techniques du problème, formaient autant d'obstacles à une entente générale. Néanmoins l'opinion de la majorité était bien formée dans ce pays. Vers la fin de 1852, M. Stœmpfli, qui était alors président de la confédération, publia un écrit sur le rachat des chemins de fer suisses par l'état; dans ce travail, il proposa de compléter le réseau par la construction de la ligne du Saint-Gothard et d'y affecter une forte subvention fédérale. Quoique le projet de rachat de M. Stœmpfli fût loin de rallier l'opinion publique, sa proposition relative au Saint-Gothard montra une fois de plus quelle était la

solution qui convenait aux intérêts suisses. En 1863, les vues de la majorité s'affirmèrent. Les travaux du Mont-Cenis se poursuivaient activement, et il n'était plus douteux qu'on pût exécuter des tunnels longs de 12 ou 15 kilomètres. Au mois d'août de l'année 1863, une conférence fut réunie à Lucerne; elle se composait des représentans des cantons de Lucerne, de Zurich, de Berne, d'Uri, de Schwitz, d'Unterwald, de Zug, de Fribourg, de Soleure, de Bâle-Cité, de Schaffhouse, d'Argovie, du Tessin, de Neuchâtel et de Thurgovie, auxquels s'étaient joints les mandataires de deux compagnies de chemins de fer, la centrale et celle du nord-est, qui sont les plus florissantes du pays. On remarquait dans l'assemblée la présence de M. Escher, une des notabilités politiques de la Suisse, qui, après avoir longtemps réservé son opinion sur les passages alpestres et avoir même penché pour le Lukmanier, s'était enfin déclaré hautement pour le Saint-Gothard. La conférence de Lucerne organisa la réunion dite « du Saint-Gothard » et nomma un comité permanent qui n'a cessé de fonctionner avec succès. Il a provoqué de nouvelles recherches techniques et suscité les beaux travaux dont nous avons parlé. Il a su appeler l'attention des pays du nord sur la ligne du Saint-Gothard et lui assurer de nouveaux appuis. De leur côté, les cantons qui désiraient faire triompher une solution différente ont convoqué une réunion à Saint-Gall; on y vit les représentans des Grisons, de Saint-Gall, d'Appenzell et de Glaris, c'est-à-dire des quatre cantons orientaux intéressés au choix du Lukmanier, et ceux de Genève, de Vaud et du Valais, c'est-à-dire des trois cantons occidentaux que desservirait mieux la ligne du Simplon. Cette assemblée, réunie dans la pensée chimérique de faire exécuter en même temps deux lignes alpestres, n'a pu réussir à contre-balancer les efforts de la conférence de Lucerne.

En Italie même, la cause du Saint-Gothard n'a pas tardé à compter de nombreux adhérens quand la question a été mieux étudiée. Vers la fin de 1863, M. Jacini, qui ne faisait pas alors partie du ministère, publiait le résultat d'une enquête dont la députation provinciale de Milan l'avait chargé. M. Jacini, avant de faire son rapport, était venu lui-même s'assurer de l'état des esprits en Suisse, et il est permis de croire que pendant ce voyage la cause du Saint-Gothard avait beaucoup gagné dans son opinion. Dans le travail qu'il livrait à la publicité, M. Jacini ne se prononçait pour aucune solution. Toutefois, et c'était déjà beaucoup, il montrait aux Milanais qu'ils n'avaient pas à s'attacher si étroitement aux passages orientaux: ils étaient presque désintéressés dans le choix qui serait fait, puisque toutes les lignes sérieusement discutées aboutissaient à Milan, de telle sorte que du haut du Dôme de la ville on pouvait aperce-

voir tous les tracés proposés. « Je ne viens pas, disait le rapporteur, rompre une lance en faveur de la ligne du Saint-Gothard. Je n'ai eu d'autre but que de mettre sur le tapis une série de questions importantes qui méritent d'être mûrement étudiées. Peut-être, si j'avais cru que la question du chemin de fer alpestre pût recevoir une solution immédiate, j'aurais hésité à publier ce rapport; mais j'ai acquis la conviction que rien ne peut être décidé pour le moment, et que nous sommes entrés dans une période où la question restera en suspens. » Après avoir montré qu'il convenait de profiter de ce répit pour étudier tous les élémens nouveaux que présentait le problème, il concluait en disant : « S'il résulte de l'enquête, contre l'avis de beaucoup de personnes en Italie, que la ligne du Saint-Gothard n'est pas contraire aux intérêts italiens, nous pourrons nous considérer comme arrivés à la moitié du chemin. Nous n'aurons plus alors qu'à nous entendre avec nos voisins d'outre-monts, et, s'il est possible, avec Bade et le Wurtemberg, au sujet du concours financier des divers intéressés. » Comme l'indique le mandataire de la province de Milan, il y eut à cette époque une sorte de temps d'arrêt dans la question, et c'est à partir de ce moment que les partisans du Saint-Gothard gagnèrent tout le terrain que perdaient ceux du Lukmanier. Rentré au ministère des travaux publics au mois de septembre 1864, M. Jacini se mit bientôt en mesure de réunir tous les élémens d'une solution définitive. Une commission d'ingénieurs a d'abord été chargée de fournir toutes les données techniques relatives aux différens tracés. Une autre commission de dix-neuf membres, où siégent les présidens des principales chambres de commerce et les directeurs des grandes compagnies de chemins de fer de l'Italie, s'occupe actuellement à Florence d'étudier la question au point de vue commercial. L'ensemble de ces travaux doit être soumis au prochain parlement avec les propositions du ministère.

VI.

Si l'on a suivi les indications que nous venons de donner à divers points de vue sur les différens passages des Alpes helvétiques, on ne saurait conserver de doute sur le tracé de la ligne qui doit joindre l'Italie à la Suisse. On a vu que le Splugen ne peut rester en cause. Une ligne qui ne ferait qu'effleurer le territoire helvétique et qui viendrait aboutir au lac de Constance, sur la rive gauche du Rhin, c'est-à-dire sur la frontière autrichienne, ne saurait être agréée par la Suisse et desservirait d'ailleurs fort mal les intérêts de l'Europe centrale. Quant au Simplon, l'Italie le récuse,

parce qu'il est trop rapproché du Mont-Cenis et qu'il n'a pas, à proprement parler, une zone qui lui appartienne. Le Saint-Gothard et le Lukmanier sont restés seuls en présence, et il a pu paraître à une certaine époque que le choix demeurait incertain entre eux. Sous le rapport des difficultés d'exécution et des frais d'établissement, ils ne diffèrent pas beaucoup; mais là se borne la ressemblance. S'ils ont tous les deux l'avantage de relier le canton du Tessin au reste de la confédération, ils le font dans des conditions très inégales, et l'on ne saurait mettre sur la même ligne les services que l'un et l'autre peuvent rendre au commerce international. C'est au Saint-Gothard qu'est assurée sans contredit la clientèle la plus riche et la plus considérable. Zurich représente assez bien le centre des directions divergentes que doivent prendre les voyageurs et les marchandises au sortir de chacun des deux passages; or de Zurich à Bellinzona le trajet par le Saint-Gothard est plus court de 65 kilomètres que le trajet par le Lukmanier. En raison de cette différence, le Lukmanier, si l'on en croit les calculs des ingénieurs, grèverait annuellement le commerce de l'Europe centrale d'une dépense de plus de 2,500,000 francs (1). Combien d'intérêts peuvent être lésés, combien de relations peuvent être étouffées par cette différence de tarif! On a vu que le transport des houilles, des fers, des cotons de l'Europe centrale, peut être assuré à la ligne alpestre, et l'on sait qu'il suffit souvent de développer une des branches de l'industrie humaine pour vivifier un grand nombre d'autres industries et répandre l'activité dans des populations entières; mais un allongement dans le tracé du chemin compromettrait ces précieux avantages.

La solution se dessine donc avec netteté; il importe dès lors que nous nous rendions compte du capital nécessaire pour l'exécution de la ligne du Saint-Gothard et que nous estimions les facilités qui pourront se rencontrer pour la formation de ce capital. La ligne comprend trois parties : la section alpestre proprement dite, de Fluelen à Biasca; le réseau qui la relie aux chemins suisses aboutissant à Lucerne et à Zug; enfin le réseau tessinois, qui se raccorde avec les chemins italiens. Ce dernier réseau a été concédé à une compagnie anglaise sous la condition que l'état pourrait le racheter pour favoriser l'exécution d'une ligne alpestre. Le capital nécessaire pour l'établissement des trois sections s'élève à 193 millions

(1) Le revenu probable de la ligne du Saint-Gothard est estimé par année et par kilomètre à 48,000 fr., dont 9,000 pour le trafic propre de la ligne et 39,000 pour le transit. Les 65 kilomètres additionnels du Lukmanier constitueraient donc pour ce transit une dépense supplémentaire de 65 × 39,000, soit 2,535,000 fr.

de francs (1), d'après les calculs de MM. Beckh et Gerwig. Il est permis d'espérer que cette entreprise donnera lieu à une combinaison analogue à celle qui a été réalisée pour le Mont-Cenis. On sait que le gouvernement italien exécute à ses frais le tunnel de Modane; la France fournit une subvention de 19 millions; de plus elle paiera une somme de 500,000 francs pour chaque année gagnée dans la durée des travaux, primitivement fixée à vingt-cinq ans. Admettons, d'après cet exemple, que les états intéressés fournissent une subvention de 90 millions. Ce résultat n'a rien d'improbable; cette somme représente d'ailleurs les frais d'établissement du grand tunnel, ainsi que le complément d'intérêt qu'il y aurait lieu d'accorder à la compagnie concessionnaire pendant qu'elle construirait le souterrain et qu'elle exploiterait dans des conditions défavorables les deux sections qui y aboutissent. Cette subvention, déduite de la somme totale de 193 millions, réduirait à 103 millions le capital à demander au public. Qu'on divise ce capital en 53 millions d'obligations et 50 millions d'actions, celles-ci, d'après un calcul fort modéré, pourront espérer un dividende approchant de 8 pour 100 (2). Un ingénieur suisse, M. Vetli, fort connu par ses études sur les chemins alpestres, a démontré que des modifications pourraient être faites au projet de MM. Beckh et Gerwig de manière à en réduire la dépense. Si l'on réalisait de ce chef une économie de 10 millions, le dividende des actions serait porté à 9 pour 100.

La grandeur de l'entreprise et le caractère d'utilité européenne qu'elle présente permettent de compter sur des subventions dans la mesure que nous venons d'indiquer. Le Piémont autrefois, l'Italie dans ces dernières années, ont fait prévoir qu'ils s'intéresseraient directement à la construction de la ligne alpestre, ou qu'ils y con-

(1) Les élémens du calcul fait par MM. Beckh et Gerwig sont les suivans :

Section alpestre, Fluelen — Biasca, 97^{kms},2 à deux voies.....	109,190,000 fr.
Section nord, Fluelen — Lucerne — Zug, 62^{kms},3 à une voie.....	20,518,800
Section sud, Biasca — Camerlata — Locarno, 97^{kms},5 à une voie..	32,051,800
Soit pour 257 kilomètres.....	161,760,600 fr.
Intérêts à 5 pour 100 du capital pendant la durée de la construction.....	31,331,000
Soit pour le capital nécessaire.....	193,091,600 fr.

(2) On estime que la ligne entière donnera lieu à une circulation de 180,000 voyageurs et 270,000 tonneaux de marchandises. Dans ces conditions, le produit brut s'élèverait par kilomètre à 48,000 fr. et le produit net à 27,000, sur lesquels il y aurait lieu de porter 1,200 fr. au fonds de réserve. Le produit de la ligne entière, estimé ainsi à 6,630,000 fr., donnerait 2,650,000 fr. pour l'intérêt à 5 pour 100 des obligations et 3,980,000 fr. pour les actions, ce qui en porte le dividende à 7,96 pour 100.

tribueraient par un fort subside. La province et la ville de Gênes ont formulé plusieurs fois la promesse d'y consacrer une somme considérable. La société du chemin sud-autrichien-lombard est tenue, par ses conventions avec le gouvernement italien, de fournir 10 millions pour le passage des Alpes helvétiques. D'autres offres de concours se produiront sans doute, surtout quand les intentions du ministère et du parlement se manifesteront nettement à la suite de l'enquête aujourd'hui ouverte.

La question des subsides présentera plus de difficultés en Suisse en raison des institutions compliquées du pays. Toutefois il y a lieu d'espérer qu'elle sera résolue d'une manière satisfaisante. La loi de 1852 laisse la construction et l'exploitation des chemins de fer aux autorités cantonales ou à l'industrie privée. Les concessions sont données par les cantons; mais une certaine part d'influence est réservée au gouvernement fédéral. Les concessions cantonales sont soumises à sa ratification : il impose aux différens chemins certaines conditions d'uniformité nécessaires, et veille à ce que leur tracé ne compromette pas la défense du pays; il tranche les questions relatives au raccordement des lignes; il peut vaincre la résistance d'un canton qui s'opposerait à l'exécution d'un chemin d'intérêt commun; il contrôle l'exécution des lignes concédées, et peut prononcer la déchéance des concessionnaires qui ne rempliraient pas leurs obligations; enfin il a le droit de racheter les lignes établies. C'est lui d'ailleurs qui représente à l'étranger les intérêts de la Suisse et qui peut seul conclure des arrangemens internationaux. Ces pouvoirs ne sont pas restés inutiles entre les mains des autorités fédérales; elles ont dû s'en servir plus d'une fois pour calmer des conflits qui s'étaient élevés entre les sociétés privées et les cantons, pour rendre possibles des entreprises que traversaient de fâcheuses rivalités, pour vaincre en un mot toutes les difficultés qui naissent du morcellement de la souveraineté. Telle est la situation réciproque des autorités fédérales et cantonales. Celles-ci ont eu jusqu'ici l'initiative dans la question des subsides à fournir aux lignes alpestres. La réunion dite du Saint-Gothard, qui a été fondée, comme on l'a vu, par quatorze cantons représentant plus des deux tiers de la population de l'état et par les sociétés du chemin central et du nord-est suisse, a demandé à ses mandataires une subvention de 20 millions pour les travaux du tunnel : 13 millions seraient fournis par les cantons, les 7 autres par les deux compagnies. Les fonds sont déjà en partie votés. Nous ne doutons pas que la somme entière ne soit prochainement disponible, et ne vienne se joindre aux contingens de l'Italie. Nous estimons d'ailleurs que les ressources qu'on doit attendre de la Suisse ne sont

point limitées aux subsides des cantons et des sociétés de chemins de fer. La confédération pourra, au besoin, intervenir efficacement dans cette affaire. La loi de 1852 ne lui a pas ôté les pouvoirs qu'elle tient de la constitution, dont l'article 21 est ainsi conçu : « La confédération peut ordonner à ses frais ou encourager par des subsides les travaux publics qui intéressent la Suisse ou une partie considérable du pays. » En vertu de cet article, elle a déjà provoqué ou exécuté un grand nombre de constructions publiques : elle a changé le régime du Rhin et du Rhône, établi des routes militaires, subventionné de simples routes cantonales; elle s'occupe en ce moment de régler le cours de l'Aar et du Tessin; enfin elle accorde une véritable subvention à tous les chemins suisses en les exonérant de tous droits d'entrée sur le matériel de la voie et celui de roulement. Le gouvernement fédéral ne saurait donc refuser son concours financier à une entreprise qui dépasse en importance toutes celles où il est intervenu précédemment.

La Suisse et l'Italie, nous l'avons suffisamment montré, ne sont pas seules intéressées à l'établissement d'une ligne qui relie le nord au midi de l'Europe à travers les Alpes centrales. Les provinces situées dans le bassin du Rhin doivent surtout y trouver de nouveaux débouchés pour leurs industries. Aussi trois états allemands, le grand-duché de Bade, le Wurtemberg et la Prusse, ont déjà fait connaître à Florence leur intention de subventionner le passage du Saint-Gothard à l'exclusion de tout autre. Les chambres de commerce de la Prusse rhénane viennent d'adresser des pétitions à Berlin pour que la subvention prussienne soit fixée à 20 millions. La Belgique et la Hollande ont également manifesté des intentions favorables. Les gouvernemens mêmes dont on ne peut attendre aucun secours financier donneront sans doute à cette entreprise leur appui sympathique. Elle réunit en effet dans un seul faisceau les intérêts d'une grande partie de l'Europe. Quelque ardue que soit la question de la traversée des Alpes helvétiques, nous avons la confiance que toutes les difficultés qui ont retardé jusqu'ici ce grand travail seront heureusement surmontées. Ce ne sera pas la moins glorieuse parmi les œuvres qui attesteront à nos descendans l'énergie de notre époque.

FEER-HERZOG,
Membre du conseil national suisse.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 novembre 1865.

La lettre de l'empereur au maréchal Mac-Mahon est un document remarquable à plusieurs points de vue. Cet écrit doit déterminer une phase importante de la destinée de notre colonie méditerranéenne; la forme adoptée par l'empereur pour communiquer et soumettre au public ses idées touchant cette partie de la politique française, quelques-unes de ces idées mêmes, donnent lieu à de profitables réflexions sur notre propre politique intérieure. Nous ne saurions avoir la prétention de nous établir ici en juges du programme de l'empereur, où sont soulevées des questions qu'on ne peut embrasser et résoudre sans être muni des connaissances spéciales les plus complètes et les plus détaillées. Nous demandons seulement la permission d'exprimer modestement quelques-unes des pensées qui nous sont venues à la lecture de la brochure impériale.

Et d'abord l'écrit de l'empereur semble nous réveiller en sursaut d'un bien long et bien étonnant sommeil. C'est une curieuse destinée que celle de notre entreprise algérienne. Nous sommes sur cette terre d'Afrique depuis trente-cinq ans. Nous avons passé à peu près la première moitié de ce temps à faire la conquête du pays. Abd-el-Kader ne se rendait au duc d'Aumale et au général Lamoricière qu'en 1847. La seconde moitié de cette période, celle qui nous conduit à la situation présente, commence à peu près à la révolution de 1848. Nous n'avons point l'intention d'additionner ici des chiffres, mais nous croyons qu'il ne serait point exagéré d'estimer à plus de deux milliards les sommes que la conquête et la conservation de l'Algérie coûtent à la France, et dans ce prix de revient les frais de conservation ne doivent pas être inférieurs de beaucoup aux frais de conquête. Certes, à mesure que l'on faisait la conquête, quelques esprits prévoyans n'étaient point sans se demander avec anxiété où cela nous conduirait; mais des accidens qui devenaient des nécessités et l'impulsion d'un irrésistible instinct national nous poussaient toujours en avant. Les

prudens, et du nombre était ce vieux Gaulois casanier qui vient de mourir l'autre jour, M. Dupin, avaient beau prêcher l'occupation restreinte : l'intérêt de la sécurité des points principaux qu'il fallait posséder nous contraignait à soumettre tout le pays. Tandis qu'on obéissait ainsi à l'inspiration nationale et à la force des choses, les circonspects grommelaient. Qu'est-ce que l'Algérie? demandait-on un jour dans une réunion où se trouvaient M. Thiers, M. Guizot et le duc de Broglie. — C'est une école de guerre pour notre armée, disait M. Thiers. — C'est une école de persévérance pour le pays, disait M. Guizot. — De toute façon c'est donc une école? disait avec son spirituel et impitoyable bon sens le vénérable duc de Broglie. L'événement a donné raison à M. Thiers, le monde connaît aujourd'hui les soldats que l'Algérie nous a faits; il a donné raison à M. Guizot, jamais la France n'a montré une telle persévérance; mais n'est-il pas étrange et cruel qu'après dix-huit années de domination établie en Algérie ce soit encore une question de savoir, la brochure de l'empereur en fait foi, si l'événement final donnera tort ou raison au duc de Broglie?

Que l'on ne sût pas trop ce qu'on ferait de l'Algérie tandis qu'on était occupé à s'en emparer, on le comprend aisément. On ne connaissait pas encore le pays et ses populations nomades et mobiles. On était obligé d'étudier en combattant. Il fallait tout subordonner aux nécessités de la guerre. Mais ce qui sera pour l'histoire un sujet de surprise, c'est la stérilité qui a marqué la seconde période, la période pacifique et tranquille de notre entreprise. Dix-huit ans après avoir soumis l'Algérie, nous n'y avons, en face de deux millions et demi d'indigènes, que cent quatre-vingt-douze mille Européens, dont cent douze mille Français. Ces chiffres sont tristement éloquens. Ce n'est pas tout : des questions fondamentales, touchant au partage de la propriété entre la population indigène d'une part, le domaine public et la colonisation européenne de l'autre, — aux délimitations de la colonisation, au système économique et efficace de notre occupation militaire, — demeurent indécises, et c'est à ces questions mêmes que le programme impérial vient apporter des solutions. L'Algérie a-t-elle donc été délaissée pendant cet intervalle? On ne saurait le dire. L'empereur nous apprend que quinze systèmes d'organisation ont été essayés dans notre colonie. On avait pu craindre, sur une phrase d'une lettre adressée autrefois par l'empereur à lord Palmerston, que l'entreprise algérienne ne sourît peu au chef de l'état; mais des faits significatifs démentirent promptement et heureusement cette impression. L'empereur montra bien qu'il couvrait l'Algérie de sa haute sollicitude lorsqu'il confia cette colonie à un ministère spécial et mit à la tête de ce département le prince Napoléon. L'expérience du ministère spécial et l'essai des idées du prince Napoléon ne réussirent point. L'Algérie fut confiée au gouvernement du maréchal Pélissier, et l'empereur traça le programme d'une politique nouvelle dans une lettre fameuse dont les principes inspirèrent le sénatus-consulte de 1863. Il paraît que la lettre et le sénatus-consulte n'avaient produit jusqu'à

ces derniers temps que des résultats médiocres. La surprise de l'insurrection de l'année dernière, éclatant au milieu d'un découragement profond de la colonisation européenne, rendit brûlante encore une fois la question d'Algérie. L'empereur, comme on sait, prit le problème à cœur; il voulut aller étudier sur les lieux les choses et les hommes : de là son voyage de cette année en Afrique, de là l'écrit remarquable et décisif dont il saisit en ce moment l'opinion. On a donc continué à beaucoup travailler sur l'Algérie depuis quinze ans, soit dans la routine silencieuse de nos grandes administrations civiles ou militaires, soit même dans les sphères élevées du pouvoir. Pourquoi tout ce travail est-il demeuré obscur, confus, infécond? Veut-on le savoir? C'est que l'opinion a été inattentive et indifférente en France à l'endroit des affaires algériennes; c'est que l'activité et l'émulation que les institutions parlementaires communiquaient autrefois à la presse et aux chambres ont fait défaut durant ces longues années; c'est que cet esprit de curiosité, de recherche, d'initiative, qu'entretient le feu des discussions publiques, s'est tristement alangui.

Nous ne pouvons croire que l'esprit public eût supporté la léthargie de nos affaires algériennes depuis quinze années, s'il eût conservé les grands ressorts d'activité politique qu'il possédait pendant la période de la conquête. Les hommes qui sont mêlés par leur situation aux intérêts algériens, des généraux, de grands fonctionnaires civils, des députés investis d'initiative, poussés par l'amour du bien public, par le sentiment du devoir, par le soin de leur renommée, par l'émulation des divers systèmes, par les interpellations redoublées et sympathiques de l'opinion publique, nous eussent éclairés par un débat pour ainsi dire quotidien sur nos affaires d'Algérie, et eussent entretenu l'élan de la France vers la rive africaine de la Méditerranée. Il n'y a point à se bercer d'illusions, le foyer véritable d'une colonisation, d'une assimilation de races, d'une propagande civilisatrice, telles que celles qui se tentent en Algérie, ne peut être qu'au cœur de la France libre. Pour que des œuvres semblables réussissent, il faut qu'elles sortent de la spontanéité d'une nation, il faut qu'un peuple entièrement maître de lui-même y mette son âme.

Nous n'allons point jusqu'à espérer que notre avis sur ce point ait l'honneur d'être partagé par l'empereur. Il est visible cependant que ce n'est point sans un sentiment d'impatience que l'empereur constate les résultats de notre entreprise algérienne. Le ton de sa lettre l'indique. L'empereur semble être sous l'impression d'une découverte désagréable. Ses critiques sur ce qui existe sont vives, tranchantes, et pèsent à peu près sur tout. On dirait le langage d'une opposition aux idées élevées sans doute, mais aussi ferme et aussi décidée que convaincue. Ce ton n'est point fait pour nous déplaire. Nous demandons seulement ceci : peut-on croire que si la France eût possédé dans ses institutions les facultés de l'initiative particulière et publique, toutes ces observations justes, toutes ces objections sévères, toutes ces suggestions sensées et pratiques, eussent si long-

temps tardé à être présentées à l'opinion publique? Parmi nos hommes politiques, parmi ceux qui auraient voué leurs pensées et leur talent à l'étude, à la découverte, à la défense des intérêts publics, s'imagine-t-on qu'il ne s'en fût point trouvé pour instruire depuis longtemps la question algérienne et associer leur renommée et on peut dire leur juste ambition à la fortune de notre grande colonie? Se figure-t-on qu'il eût été besoin d'attendre quinze années pour conduire sous le regard attentif de tous cette immense enquête et saisir l'opinion de ce grand procès? Suppose-t-on que, sous l'influence d'une vaste controverse nationale qui eût attiré vers l'Algérie les imaginations sans cesse éveillées et les intérêts constamment informés, nous n'en serions encore à montrer sur nos rivages méridionaux de la Méditerranée que moins de deux cent mille Européens, dont un peu plus de cent mille Français? Nous supplions qu'on ne voie dans les doutes que nous exprimons ici aucune intention de récrimination malveillante; nous n'obéissons qu'au devoir de recueillir les enseignemens à l'heure où les choses les donnent, et il nous est impossible de retenir un cri de douleur quand nous songeons que des intérêts essentiels et permanens du pays, des intérêts auxquels sont attachés la fortune et l'honneur de la France, des intérêts auxquels l'intelligence et l'âme du pays devraient être associés par la possession et l'exercice habituel des plus larges franchises politiques, pourraient être compromis par les causes qui entretiennent l'indolence, l'incurie et la frivolité de l'esprit public. Et ces regrets, nous les témoignons avec confiance, car après tout qu'a fait l'empereur en publiant ce programme? Lui, chef d'état, investi des attributions que la constitution lui confère, avait-il besoin de cette publicité? Des ordres donnés à ses ministres ou au gouverneur-général de l'Algérie, quelques projets de loi à faire présenter au corps législatif, un sénatus-consulte au plus, n'eussent-ils point suffi pour assurer l'exécution de ses plans? L'empereur a cependant senti qu'en cette circonstance il avait besoin d'un concours qui domine les routines administratives et législatives; il a senti qu'il fallait sur cette capitale question éveiller l'opinion publique par un coup de fouet inusité et obtenir d'elle un assentiment explicite.

La publication de la lettre au maréchal Mac-Mahon démontre surabondamment que l'empereur croit avoir besoin en cette circonstance d'un énergique concours de l'opinion publique. C'est précisément pour cela que nous insistons sur les conditions auxquelles le concours de l'opinion publique peut devenir constant et efficace. On commettrait une puérile méprise, si l'on attribuait notre façon de voir à une bouderie libérale. Notre sentiment est tellement conforme à la nature des choses que nous en trouvons à l'instant même la piquante confirmation dans un des journaux les plus éclairés de l'Europe, la *Saturday Review*. Ce journal applaudit à la brochure et aux innovations proposées par l'empereur; « mais, ajoute-t-il, l'excellence même des changemens proposés nous fait penser à ce qu'il y a de purement accidentel dans le fait même que ces changemens aient été

proposés. Aucun particulier en France n'aurait eu l'audace de demander aucune innovation à propos de l'Algérie. Si un particulier se fût avisé de signaler les faits dénoncés par l'empereur, il eût été poursuivi sur-le-champ pour publication de fausses nouvelles, hostiles à l'empereur et à son gouvernement. Les fonctionnaires algériens n'auraient assurément jamais rien dit contre eux-mêmes; les colons n'auraient pu faire appel au public : s'ils eussent adressé leurs plaintes aux plus hautes autorités parisiennes, ils n'eussent obtenu aucun redressement solide, et auraient certainement attiré sur eux l'inimitié des autorités locales. » Là le journal anglais fait ressortir l'importance décisive de l'intervention impériale; mais il démontre ensuite d'une façon saisissante les causes qui déterminent l'efficacité des réformes sous l'influence des institutions libres et les causes qui en amènent l'avortement lorsque la liberté politique fait défaut. « C'est, dit-il avec une vérité incontestable, après que le mal a été signalé et le remède proposé, que la supériorité d'un pays libre devient manifeste. Quand nous avons décidé qu'une chose doit être faite, nous pouvons veiller à l'exécution. Chaque fait est observé en détail et publié, et si des symptômes de rechute dans les vieux abus se déclarent, de nombreux critiques sont toujours prêts à dénoncer la marche rétrograde et à insister sur l'accomplissement des changemens nécessaires. C'est l'affaire non d'une seule personne, mais de milliers d'hommes, d'exiger que la réforme soit exécutée comme elle doit l'être, et une discussion constante ramène sous les yeux du public toutes les conditions du programme. En France, comment une réforme peut-elle s'accomplir? Ce que l'empereur ordonne personnellement se fera, mais il ne peut pas donner des ordres innombrables sur tous les petits faits locaux. Les fonctionnaires agiront silencieusement en sens inverse, et quand son attention sera détournée par des affaires d'une plus grande importance, ils auront leur belle. En lisant la brochure, nous étions poursuivis de l'idée qu'un accident l'a fait écrire, et qu'elle ne produira de résultats que par accident. L'empereur commande, et sa volonté est la loi; mais on tourne les lois aussi bien qu'on les défie. »

Quant à nous, nous serions de ceux qui se rallieraient sur la plupart des points au programme impérial. L'empereur est animé de la volonté de ramener aux conditions de la pratique et de la justice le gouvernement de l'Algérie. Il sent qu'il faut mettre une limite aux dépenses que nous impose cet établissement colonial. Il veut réduire notre armée permanente en Afrique de soixante-seize mille hommes à cinquante mille. Il constate les échecs et les résultats trop humbles de la colonisation européenne; il dénonce quelques-unes des causes de cet avortement : l'imprévoyance et le trop grand éloignement de plusieurs tentatives colonisatrices, la gêne des servitudes militaires et l'inconvénient d'un système trop vaste de fortifications aux environs des villes, l'absurdité des lois douanières entravant le mouvement naturel des importations et des exportations, les abus du régime administratif encombrant la colonie d'un inutile personnel de fonc-

tionnaires, et paralysant les affaires par la tyrannie des règlemens et les excès de la paperasserie. Toutes ses réflexions et ses suggestions à cet égard auront l'approbation des esprits éclairés, de ceux qui détestent le fatalisme de la routine, qui aiment le mouvement dans les limites tracées par le bon sens et la nature positive des choses. Il est une question plus vaste et plus grave soulevée par l'empereur, c'est la condition des Arabes qui peuplent l'Algérie. L'empereur aborde cette question avec une résolution d'esprit que nous respectons assurément; mais c'est surtout cette partie du système que nous n'accepterions point volontiers de l'élan d'une inspiration personnelle, et que nous aurions désiré voir éprouver par de grandes discussions et par le contrôle de l'opinion publique complétement édifiée. Ici les objections de détail et les objections fondamentales se présentent à notre esprit. Nous passons sur les objections de détail. Nous ne saurions souscrire par exemple au plan de l'empereur, qui espère tirer de la population arabe des recrues militaires pouvant être appelées à tenir garnison dans nos grandes villes ou à servir dans nos guerres d'Europe. L'emploi de troupes musulmanes dans le service militaire en France pendant la paix, en pays chrétiens d'Europe pendant la guerre, est une mesure qui répugnerait aux généreuses susceptibilités du sentiment national, qui pourrait être odieuse aux peuples de notre civilisation. Il y aurait beaucoup à dire sur la part faite à l'élément arabe dans la commune algérienne, bien que nous remarquions avec joie les opinions libérales de l'empereur en matière d'institutions municipales. L'empereur est d'avis que dans les pays neufs la commune doit être émancipée. On ne voit pas que les pays neufs aient à cet égard aucun droit de prééminence sur les pays vieux. Si la commune doit être libre dans un pays neuf comme l'Algérie, faisant effort pour naître à la civilisation, on ne comprend pas pourquoi elle devrait être maintenue en état de minorité et de tutelle dans un pays pleinement civilisé, c'est-à-dire bien plus apte à s'administrer lui-même, tel que la France. En matière d'administration judiciaire, les suggestions de l'empereur sont à coup sûr justes et sensées; cependant entre la juridiction arabe et la juridiction française la ligne de démarcation est bien délicate à tracer; des erreurs pourraient produire des déviations funestes aux intérêts qu'une philanthropie empressée voudrait sauvegarder.

Les questions capitales, celles qui devraient surtout tenir en éveil l'opinion publique, sont les questions relatives à la propriété et à la constitution sociale de la population arabe. Sur ce point, l'empereur semble avoir pris son parti, théoriquement du moins, depuis 1863. On se souvient de la lettre impériale et du sénatus-consulte de cette année. Le domaine que l'état s'était approprié avant cette époque avait été considéré jusque-là comme le fonds sur lequel pourrait s'asseoir la colonisation européenne désirée, et en attendant, par l'amodiation qu'on en faisait aux Arabes, comme un de nos moyens de domination et d'ascendant sur la population indigène. Les espérances fondées sur la colonisation européenne avaient donné si peu

de résultats, qu'en vérité le gouvernement avait bien le droit, sinon le devoir, de rechercher s'il n'avait pas un usage immédiatement utile à faire de son domaine, au défaut d'une colonisation idéale si peu comprise encore dans la réalité. On résolut donc en 1863 d'appliquer tout de suite à la constitution de la propriété arabe les ressources territoriales de l'état. On se trouva dès lors en face de la question sociale arabe. Fallait-il constituer la propriété arabe sous la forme individuelle ou sous la forme collective de la tribu? La lettre impériale avait paru plus favorable à la propriété collective, à la tribu; le sénatus-consulte semble incliner davantage vers la formation de la propriété personnelle. La difficulté était grave, et la résolution qu'on allait prendre engagerait peut-être l'avenir d'une façon redoutable. En conférant la propriété à la tribu, on faisait une chose contraire aux précédens de notre politique : la tribu était le cadre militaire de la population que nous avions eu à vaincre et à conquérir; la tribu était le cadre social et politique de la société arabe que nous devions tendre à fondre dans notre civilisation; la tribu mettait les Arabes aux mains d'une aristocratie animée contre nous d'une hostilité naturelle. La politique logique de la France avait donc paru être de travailler à la décomposition de la tribu. La résolution arrêtée de constituer la propriété arabe fournissait ainsi l'occasion ou de favoriser par l'action des intérêts individuels l'affaiblissement de l'ancien lien collectif et féodal, ou au contraire de fortifier l'ancienne aristocratie, si ébranlée par notre conquête. De là deux opinions tranchées. Ceux qui attendent de l'action du temps soit le développement d'une colonisation européenne, soit la recomposition d'une société arabe devenue sédentaire et attachée à nous par le lien des intérêts individuels, ont désiré que la nouvelle propriété arabe fût établie sous la forme personnelle; ceux qui ont souhaité et cherché des résultats plus prompts, ceux qui ont cru qu'on rendrait le gouvernement de l'Algérie plus simple et plus économique en traitant avec l'organisation arabe, au lieu de la dissoudre, ont voulu que la propriété fût constituée tout de suite au profit de la tribu. On comprend la grave portée de l'une et de l'autre politique. Il s'agit dans ce débat du passé et de l'avenir; faut-il désavouer ce qui a été fait depuis trente ans? faut-il redresser, en lui prêtant une force et une vitalité nouvelles, la vieille organisation arabe? Est-il au contraire permis d'espérer que notre générosité sera comprise de l'aristocratie arabe, qu'en lui donnant plus d'indépendance nous serons plus assurés de son dévouement, que l'organisation nouvelle des Arabes français sera pour les quinze millions d'hommes que compte la race arabe depuis les côtes de la Méditerranée jusqu'à la Syrie un objet d'envie, d'imitation, et deviendra pour nous dans les affaires d'Orient un moyen de propagande et d'influence? On ne sera point surpris si nous pensons qu'une question aussi vitale pour l'Algérie et la politique de la France mériterait d'être débattue avec toutes les garanties qu'assure la procédure des institutions libres. Rien ne semble mûr encore dans cette grave controverse; nous n'en donnerons qu'une

preuve, et elle sera concluante. Les deux opinions que nous avons indiquées articulent des affirmations contraires sur la forme de propriété à laquelle se prête le génie arabe. L'Arabe est traditionnellement communiste, disent les uns; il connaît et apprécie la propriété personnelle, disent les autres. Il y a tant d'incertitude encore à cet égard que les traces en sont visibles dans les écrits mêmes de l'empereur. Nous avons lu très attentivement les deux éditions de la brochure impériale, et nous n'avons pas pu n'être point frappés des différences importantes qui distinguent la première rédaction de l'édition révisée. « Les Arabes, dit la première édition, ont vécu jusqu'ici dans cette espèce de communauté territoriale qui est la loi des peuples de l'Orient; ils n'ont qu'une notion imparfaite du droit individuel et de la propriété. » La seconde édition corrige radicalement cette assertion. « Les Arabes, dit-elle, ainsi qu'on est porté à le croire, n'ont pas vécu jusqu'ici dans cette espèce de communauté territoriale qui est la loi des peuples de l'Orient; ils ont une notion assez exacte du droit individuel et de la propriété territoriale. » Nous préférons, quant à nous, la seconde opinion à la première, et nous y voyons un motif d'espérer que l'on travaillera à la constitution de la propriété indigène par le procédé individuel plutôt que par le procédé collectif, communiste et aristocratique; mais, puisque de pareilles fluctuations ont pu se trahir dans la pensée de l'empereur, ne voit-on pas combien il serait utile et urgent que tous les points de ce grave sujet fussent vérifiés par d'abondantes discussions?

Tels sont les regrets et les vœux que nous formions en voyant cet appel intelligent et remarquable, mais à notre avis bien incomplet encore, que l'empereur vient de faire aux manifestations de l'opinion publique. On nous pardonnera, si nous disons que nous avons été confirmés dans nos désirs de libre publicité et de discussion libre par la lecture des beaux discours prononcés récemment à Glasgow par M. Gladstone. La première des éloquentes harangues de cet homme d'état, sur lequel vont être plus que jamais fixés les regards du monde, a été adressée à la députation d'une association pour la réforme parlementaire, députation qui représentait surtout les classes ouvrières. Sait-on le langage que M. Gladstone a tenu à ces délégués qui venaient de lui présenter une adresse? « Je suis heureux, leur a-t-il dit, que vous ayez exprimé avec une franchise virile, spontanée, explicite, les sentimens que vous nourrissez sur des objets d'un grand intérêt public. C'est par cette manifestation franche des opinions, en ne gardant aucune fausse réserve, en n'étouffant point silencieusement nos griefs dans nos poitrines, en produisant au grand jour à la fois nos sujets de satisfaction, nos désirs d'amélioration et au besoin nos motifs de plainte, que nous autres, dans cet heureux pays, nous faisons pour ainsi dire un fonds commun de nos idées et de nos sentimens publics, et que nous posons les bases sur lesquelles ceux qui nous représentent et ceux qui conseillent la couronne peuvent s'établir avec confiance

pour préparer et proposer les mesures les plus utiles au pays. » Voilà la parole d'un véritable homme d'état moderne, et on est forcé d'avouer en l'écoutant que les peuples où ne peut se former, faute des libertés nécessaires, l'imposant fonds commun des opinions publiques ne sont plus que des traînards de la civilisation. M. Gladstone a peu tardé, après la mort de lord Palmerston, à s'emparer de l'attention générale. A Glasgow, trois discours radieux en une journée; à Édimbourg, une vaste et belle harangue, où se mêlaient l'art, la poésie, la philosophie, sur la mission qu'a remplie la Grèce dans l'histoire de l'humanité. Ces discours ont été nourris de cette abondance qui distingue M. Gladstone et ont été relevés d'une bonne grâce particulière. Nous avons vu avec plaisir que l'orateur, après avoir fait allusion à la perte de lord Palmerston, a réparé un peu l'injustice que commettait l'Angleterre dans les hommages exclusifs qu'elle vient de rendre à cet homme d'état. M. Gladstone a rappelé le souvenir de ces nombreux hommes politiques qui sont morts depuis peu d'années à la tâche des réformes politiques et économiques. Il a parlé de lui-même avec une modestie joviale, reprochant à l'auditoire qui l'applaudissait de faire de lui le *scape-goat,* le bouc émissaire, de toutes les mesures heureuses qui ont été accomplies en Angleterre; puis il a entonné le dithyrambe obligé à propos de cette ère des réformes anglaises dont nous résumions ici, il y a quinze jours, les principaux traits. Quant à la politique future du nouveau cabinet, M. Gladstone n'en a pas dit grand'chose, et l'on conviendra que la réserve et la discrétion lui étaient de toute façon imposées. Le ministère, avec lord Russell à sa tête, n'est pas encore constitué; on voudrait le fortifier en augmentant le nombre des membres du cabinet appartenant à la chambre des communes. L'œuvre, paraît-il, n'est point aisée. On voit trois membres des communes qui sont à l'écart de l'administration et que l'opinion juge dignes d'occuper d'importans ministères : ce sont M. Horsman, M. Lowe et lord Stanley; mais il ne faut pas penser à lord Stanley, qui est un des chefs de l'opposition. Quant à M. Horsman et à M. Lowe, ils se sont prononcés avec énergie contre les projets de réforme électorale, et ils ne semblent pas pouvoir s'entendre avec M. Gladstone. Si le cabinet se décidait à une politique franchement réformiste, il pourrait faire des recrues importantes dans les rangs les plus avancés du parti libéral, où M. Forster, M. Stansfeld et M. Goschen sont des candidats désignés aux fonctions officielles. Le duc de Sommerset a résigné ses fonctions de premier lord de l'amirauté pour ouvrir l'accès du cabinet à un membre des communes; mais il rentrera dans un autre département, et le lord destiné à déménager paraît devoir être lord Granville, lequel, cessant d'être *leader* de la chambre des lords, puisque lord Russell est devenu premier ministre, acceptera probablement une ambassade; mais tous ces arrangemens personnels sont d'une minime importance. En perdant lord Palmerston, le ministère anglais a nécessairement changé d'esprit. Quoi qu'on fasse, quoique le vieux personnel soit conservé, quoique le poste de *pre-*

mier soit confié à lord Russell, on peut dire qu'à un ministère Palmerston a succédé un ministère Gladstone, et que l'Angleterre ne saurait tarder à échanger la quiétude politique contre le mouvement.

Sur notre continent, si nous avions le choix du spectacle, s'il nous était permis de n'aller qu'où notre goût nous appelle, c'est vers l'Italie que nous porterions aujourd'hui notre attention. Là s'agitent des problèmes vraiment intéressans et qui touchent à de vastes intérêts. Tandis que commence notre évacuation de Rome, l'Italie va réunir son nouveau parlement. La grande question romaine suit le mouvement qui conduira un jour ou l'autre à la séparation des pouvoirs temporel et spirituel, et qui dans un temps donné devra contraindre tout ce qui est vivace dans le catholicisme à chercher les garanties de l'indépendance religieuse dans la liberté politique. L'Italie est forcée par ses engagemens à ne point hâter cette grande séparation par une intervention prématurée. Elle a d'ailleurs d'autres affaires et plus pressantes. La mission du parlement nouveau avant tout sera financière. Il faut que l'Italie fasse enfin un énergique effort pour conquérir l'indépendance des finances. Le ministre chargé de cette tâche, M. Sella, paraît en bien comprendre l'urgence et la portée. Il a exposé ses idées dans un récent discours avec une sévère franchise. Il a dit la vérité à son pays. On ne peut pas continuer le système des énormes déficits et des gros emprunts réitérés. Il faut accroître le revenu, et on ne peut demander l'augmentation du revenu qu'à l'impôt. L'intérêt et le devoir de l'Italie sont donc de se résigner aux contributions nouvelles, si dures qu'elles puissent paraître. La liberté financière est aujourd'hui la plus nécessaire garantie de l'indépendance italienne et l'instrument le plus sûr de l'agrandissement auquel elle est obligée d'aspirer. M. Sella s'est montré plus encore qu'un intelligent et consciencieux ministre des finances; il a parlé en homme d'état en essayant de faire comprendre à son pays que ses progrès vers la Vénétie dépendent bien plus de l'accroissement et de la prospérité du revenu public que de la force des baïonnettes.

Au contraire, si nous n'obéissions qu'à notre inclination, nous nous garderions de fourrer le nez dans les affaires d'Allemagne. Il y a en Allemagne, dans les classes industrielles et commerçantes et dans le monde savant et lettré, un fonds de libéralisme incontestable; mais la fatalité a tellement brouillé les choses dans ce pays, les intérêts de nationalité, de circonscriptions territoriales, de cours, de peuples, de libertés politiques, y sont tellement enchevêtrés les uns dans les autres, que rarement nous avons la satisfaction de voir le parti libéral allemand dans la bonne route. Les libéraux y font la plupart du temps, avec une étrange naïveté, les affaires des gouvernemens qui leur sont contraires. C'est ce qui est arrivé depuis le commencement dans la question des duchés et ce qui continuera probablement jusqu'à la fin. Au demeurant, le *National-Verein* acquiesce à la domination militaire et maritime de la Prusse dans les duchés. Le *National-Verein* ne comprend l'unité germanique que par l'hégémonie prus-

sienne. M. de Bismark est en vérité bien bon de froncer le sourcil devant le sénat de Francfort et de menacer de ses foudres cette ville hospitalière. Veut-il nous donner à croire qu'il ne comprend point que le *National-Verein* et même la réunion des députés des parlemens allemands font ses affaires, et sont, à leur insu peut-être, les pionniers de l'ambition prussienne?

Le volume où notre collaborateur M. A. Laugel vient de rassembler les études instructives sur les États-Unis qui avaient paru dans la *Revue* offre aujourd'hui un intérêt nouveau en présence de ce qui se passe en Amérique. Il est curieux de relire cette histoire des *États-Unis pendant la guerre* quand on a sous les yeux les États-Unis après la paix. M. Laugel a été du nombre des esprits sagaces, n'ayant pas perdu la mémoire historique, qui comprenaient dès l'origine que la tentative des états du sud ne pouvait pas réussir, que l'union américaine ne pouvait pas succomber dans l'épreuve d'une guerre civile. Il put se confirmer dans cette conviction en parcourant les États-Unis pendant la lutte. Il y a maintenant pour ceux qui n'ont point cru, aux plus mauvais jours, au renversement possible de la république américaine une satisfaction plus grande que celle qu'ils ont éprouvée le jour où la force a prononcé entre les deux partis : c'est celle qu'il leur est donné de ressentir en voyant comment s'opère la réconciliation du nord et du sud et la reconstitution légale des états séparatistes. La plupart des anciens chefs du sud réparent avec un rare bon sens et une louable droiture la faute violente qu'ils commirent en voulant détruire l'Union. Ils acceptent le verdict de la guerre, comme un parti s'inclinerait, après une loyale lutte électorale, devant l'arrêt du scrutin. Les hommes qui dirigent le gouvernement américain ont eu sans doute le mérite de rendre par leur générosité la réconciliation facile; mais c'est surtout à la force d'attraction et à la vertu des institutions des États-Unis qu'il est juste d'attribuer la merveilleuse promptitude de cet apaisement. Les institutions américaines sont sans contredit le régime politique le plus conforme à la justice et à la raison qu'il ait été donné à une société humaine de réaliser. Sans doute ces institutions n'ont point le privilége de donner d'emblée aux masses qu'elles régissent la surface polie d'une civilisation raffinée : le raffinement et le charme viendront peut-être par surcroît avec le temps; mais dès à présent c'est une chose merveilleuse qu'une société où personne n'est exclu des droits politiques, où chacun, possédant les droits qui découlent de l'égalité et de la liberté, peut déployer toute sa vitalité et toute sa valeur. L'idéal de la révolution française n'est point autre. Les hommes éminens de la démocratie américaine ont toujours eu présente à l'esprit cette vertu générale, cosmopolite et humaine de leurs institutions. Dans les débats du sénat qui précédèrent la séparation et la guerre civile, M. Seward, terminant un discours qu'il peut relire maintenant avec orgueil, montrait avec une éloquente douleur aux gens du sud

le mal qu'ils feraient à la race humaine tout entière, s'ils parvenaient à dissoudre le seul gouvernement qui ait fondé et su faire vivre la liberté et l'égalité. M. Seward est revenu à cette grande conception de la vertu cosmopolite des institutions américaines dans le discours qu'il a prononcé récemment à Auburn. Il serait puéril de voir dans cette idée que M. Seward nourrit de la force de propagande de la démocratie une taquinerie à l'adresse de tel ou tel gouvernement à propos de tel ou tel accident dont le continent américain peut être passagèrement le théâtre. Il n'y a là qu'une haute espérance fondée sur l'influence morale de la démocratie. Les météorologistes politiques voudraient-ils d'ailleurs contester que, dans ce temps où les vieilles têtes politiques de l'ancien monde disparaissent l'une après l'autre et où tant de choses nouvelles sont en préparation, un fait tel que le rétablissement de la démocratie américaine, sortie victorieusement de la crise la plus redoutable qu'elle pût traverser, doive demeurer sans influence sur les autres sociétés politiques où la démocratie poursuit encore avec des chances diverses son travail militant?

E. FORCADE.

AFFAIRES DE LA PLATA.

Les bords de la Plata ont été si souvent troublés par des luttes sanglantes, que les événemens dont ils sont aujourd'hui le théâtre n'attirent que faiblement l'attention de l'Europe, préoccupée de reste par les faits plus graves encore qui se passent au centre même du vieux monde ou dans le nord du continent américain. La guerre que le Brésil, uni à Montevideo et à Buenos-Ayres, entreprend contre le Paraguay soulève cependant, même au point de vue européen, des questions trop sérieuses pour qu'on ne doive pas suivre avec soin les développemens inattendus qu'elle prend chaque jour.

Une puissance à laquelle la faiblesse de ses voisins donne une force prépondérante dans ces parages a pénétré de nouveau dans ce bassin de la Plata où la ramènent de nombreux souvenirs de son histoire, mais d'où elle semblait s'être sagement retirée depuis quelques années. Le gouvernement brésilien s'est attaqué d'abord au premier des états riverains qu'il a rencontrés sur son passage, — l'état de Montevideo, petite république commerçante, assez semblable aux anciennes républiques italiennes, enrichie comme elles par sa marine marchande, et se composant uniquement d'une ville principale avec quelques provinces soumises, sorte de banlieue tributaire. Saisissant l'éternel prétexte qui sert dans l'Amérique espagnole à motiver et à justifier toutes les guerres, le cabinet de Rio a fait inopinément présenter au gouvernement de l'Uruguay une série de réclamations formées par des Brésiliens établis dans le nord de la Bande-Orientale.

La république de Montevideo a contenu de tout temps deux partis rivaux,

dont il serait difficile de caractériser aujourd'hui les différences politiques, car l'un comme l'autre est subdivisé en conservateurs et en progressistes, l'un comme l'autre compte même des socialistes. Au moment où la flotte brésilienne a paru devant la ville, les *blancos* étaient au pouvoir; mais ils avaient naturellement à lutter contre une insurrection *colorado* dont les forces, commandées par Florès, erraient dans la campagne sans grande chance de succès, au moins immédiat. Le Brésil, oubliant que c'est son influence qui avait, il y a peu d'années, créé cet état de choses en renversant une administration *colorado* pour la remplacer par une administration *blanco,* a ouvertement appuyé Florès, qui, surpris de ce secours inespéré et tout-puissant, s'est trouvé bientôt maître de la situation. Le gouvernement montévidéen a été changé, et le cabinet de Rio a obtenu un traité faisant droit à toutes ses prétentions.

Telle a été la première phase de cette affaire, et au point où elle était alors parvenue, on pouvait la considérer comme terminée. C'est à ce moment toutefois qu'on apprenait qu'une triple alliance allait réunir les deux adversaires de la veille, renforcés par la confédération argentine, contre la république du Paraguay.

Quelles sont au fond les causes réelles de cette nouvelle guerre? Si l'on accepte les motifs indiqués par les puissances belligérantes elles-mêmes, ce serait une question de limites pendante depuis des siècles qui les mettrait aujourd'hui en présence. Le Brésil, qui développe sur l'Atlantique, entre l'Amazone et l'Uruguay, une ligne immense de rivages, s'étend à des profondeurs presque sans bornes dans l'intérieur du continent. C'est ainsi qu'il touche, à des distances infinies de sa capitale, au petit état paraguayen, établi et resserré entre deux grands fleuves, au cœur même de l'Amérique du Sud. De là des contestations de territoire qui datent du temps où Espagnols et Portugais, également colonisateurs, se disputaient les champs vierges du Nouveau-Monde. La discussion porte aujourd'hui, comme elle portait alors, sur deux points : d'abord la délimitation du Grand-Chaco, puis la propriété du territoire compris entre le Rio-Blanco et la rive droite de la rivière Apa. La solution de la première de ces questions n'a jamais offert de grandes difficultés. Il a toujours été convenu que l'on prendrait pour limites, du côté du Chaco, la Bahia ou le Rio-Negro; mais le règlement des frontières entre l'empire brésilien et le Paraguay devant être fait en même temps sur tous les points où ces deux pays se trouvent en contact, leurs gouvernemens n'avaient encore rien conclu de définitif, pas plus sur la délimitation du Grand-Chaco que sur la propriété du territoire situé entre le Rio-Blanco et la rivière Apa, lorsque les hostilités ont commencé.

La république argentine et le Paraguay ont également des contestations de territoires. Ces deux anciennes colonies espagnoles, en devenant indépendantes, n'ont pas su établir distinctement leurs délimitations respec-

tives. Elles prétendent également à l'emplacement des anciennes missions des jésuites, qui forme une partie du département de Candelaria, sur la rive gauche du Parana, et aux pays situés au nord du fleuve Vermejo.

Quant aux documens diplomatiques ou judiciaires qui pourraient appuyer ces diverses prétentions, les uns sont perdus, les autres incomplets, la plupart dénaturés et rendus inintelligibles par les interpolations qu'ils ont reçues et les commentaires successifs dont ils ont été l'objet. Pendant la longue période où ils ont été copropriétaires de l'Amérique du Sud, l'Espagne et le Portugal ont signé de nombreux traités pour établir leurs droits respectifs; mais ces conventions ont été bien rarement exécutées, et chaque parti y trouve encore aujourd'hui des argumens pour sa cause. On peut en dire autant des arrêts rendus par le grand-conseil des Indes à Madrid pour la délimitation des colonies du Paraguay et de Buenos-Ayres. Rien de plus obscur que le texte de ces documens, dont l'étude ne ferait, dit-on, que créer de nouveaux doutes et accroître les difficultés de la question.

Depuis la proclamation de l'indépendance, les puissances intéressées avaient plusieurs fois cherché à s'entendre, mais après des négociations plus ou moins longues elles étaient arrivées seulement à convenir que la question serait ajournée et le *statu quo* maintenu. Tel est le sens des protocoles signés en 1852 par le Brésil et le Paraguay, et en 1856 par ce dernier pays et la confédération argentine. Quel est des deux adversaires aujourd'hui en présence celui qui s'est le premier fatigué de cet état provisoire? à qui revient la faute d'avoir rompu cette trêve tacite? Pour avoir tiré les premiers coups de canon, le président Lopez doit-il assumer toute la responsabilité de la lutte, ou n'a-t-il fait que suivre la ligne de conduite que lui imposaient l'attitude menaçante de la république argentine et son alliance avec le Brésil et l'Uruguay? Ce sont là des points qu'il serait bien difficile de décider, et l'on peut dire seulement, pour l'honneur des belligérans, que chacun d'eux cherche à rejeter sur le parti opposé l'initiative de la rupture.

C'est le 10 juin 1865 qu'un corps d'armée paraguayen, ayant franchi le fleuve l'Uruguay, s'est emparé de la ville brésilienne de San-Borja. Quelques heures après, dans la matinée du 11, sept vapeurs du Paraguay, appuyés de six chalands armés et d'une batterie de terre, attaquaient dans les eaux de Corrientes l'escadre impériale, forte de dix canonnières. L'avantage restait aux Brésiliens, mais ceux-ci, ne se croyant pas en état de tirer parti de leur victoire, abandonnaient bientôt les eaux dans lesquelles s'était livré le combat pour regagner le bas du fleuve. Les hostilités ainsi commencées ont suivi leur cours. L'empereur dom Pedro, en apprenant la prise de San-Borja et l'envahissement du territoire de l'empire sur plusieurs points, est parti pour le Rio-Grande. La présence du souverain, qu'accompagnent ses deux gendres, le duc de Saxe et le comte d'Eu, a donné une plus vive im-

pulsion aux opérations militaires. Tout l'intérêt de la lutte se concentre de ce côté sur le siége d'Uruguayana, où six mille Paraguayens se sont renfermés, et qui est entouré par une partie de l'armée alliée. Pendant ce temps, à une assez grande distance de là, le président Lopez poursuit, malgré l'échec de son escadrille, l'occupation de la province de Corrientes.

Les troupes du Brésil et de Buenos-Ayres sont plus nombreuses, mieux armées que celles de leur adversaire. Les forces paraguayennes ont plus d'homogénéité, plus d'unité; elles sont surtout mieux disciplinées. Une sorte d'anarchie militaire dont les armées d'origine espagnole ne sont malheureusement pas toujours exemptes règne en ce moment dans l'armée alliée. Dès l'entrée en campagne, le contingent de Corrientes s'est débandé, bien qu'il fût sous les ordres d'Urquiza. C'est en vain que le vieux *gaucho* s'est engagé à réunir dans un délai d'un mois ses divisions dispersées et à ramener sous les drapeaux de la république un nombre d'enrôlés plus considérable que celui qu'elle a perdu. Tous les efforts tentés pour rallier les cavaliers de l'Entre-Rios ont jusqu'à présent été inutiles. On retrouve également cet esprit d'insubordination et ces tristes rivalités sous les murs même d'Uruguayana, la ville assiégée. Une divergence d'opinions parmi les généraux chargés d'investir cette place paraît avoir entraîné un sérieux retard dans l'attaque. Aucun d'eux n'ayant voulu reconnaître l'autorité d'un commandant en chef, bien que des stipulations précises eussent réservé cette qualité au baron de Porto-Allegre, l'amiral Tamandare a dû se rendre auprès du général Mitre pour l'avertir de la situation, et il n'a fallu rien moins que l'arrivée du commandant supérieur de l'expédition pour résoudre ces difficultés et rendre le siége efficace.

Malgré ces vices, inhérens peut-être à une organisation militaire improvisée, les Brésiliens et leurs alliés ont, comme les Paraguayens, bravement fait leur devoir à l'occasion. Toutes les rencontres ont été singulièrement meurtrières, et on ne peut s'empêcher de se demander, en lisant les détails de ces tristes luttes, si elles sont bien nécessaires et bien justifiées. En supposant que le dernier mot reste au Brésil, à Buenos-Ayres et à Montevideo, quels avantages les trois alliés espèrent-ils retirer des efforts auxquels ils se condamnent aujourd'hui? Pourquoi tout ce sang répandu? pourquoi cet argent jeté dans des armemens stériles? Ne serait-il pas mieux employé à ouvrir des routes, à construire des chemins de fer, à assainir des ports, à défricher des forêts, à exploiter des mines, à secourir même ces essais de colonisation entrepris au Brésil, qui dépérissent faute d'appui et de capitaux? Est-ce une question de prépondérance que le cabinet de Rio veut faire résoudre dans la Plata? Mais cette influence dominante, aucun état riverain ne la lui conteste. Le vaste empire sud-américain, par la stabilité de son gouvernement, par l'étendue de ses alliances dynastiques, par le chiffre de sa population, jouit dans ces parages d'une situation que le Paraguay surtout ne songe pas à lui disputer. S'agit-il sérieusement

d'une question de territoire dont la solution a été retardée sans inconvénient pendant deux siècles, et l'empire brésilien tient-il à étendre ses frontières de tel *rio* qui n'est même pas marqué sur les cartes à tel autre qui coule comme le premier dans des solitudes infertiles et inhabitées? Mais ce même empire couvre un tiers de la presqu'île colombienne; il est déjà le maître incontesté d'espaces que ses administrateurs et ses soldats n'ont jamais parcourus, et où ils sont impuissans à porter les premiers élémens de la civilisation. Le cabinet de Rio poursuit-il un dessein purement humanitaire, et ne veut-il qu'ouvrir au commerce du monde un pays qui s'entoure encore de barrières presque infranchissables, et que l'on appelle, non sans quelque raison, une Chine américaine? Dans ce cas, le Brésil montre un singulier désintéressement, car, avec son commerce restreint, sa marine marchande presque nulle, il ne pourra profiter que dans une bien faible mesure de relations plus faciles et plus étendues avec le Paraguay.

Quant à la confédération argentine, elle a, comme son allié, d'immenses possessions dont elle ignore les bornes; ses domaines franchissent la Cordillère des Andes et se prolongent jusque sur les versans du Pacifique. Elle a besoin, non point de nouvelles terres, mais d'habitans, pour peupler celles qui lui appartiennent déjà. Il y a deux ans, à l'inauguration du chemin de fer de Rosario, le président Mitre, qui a été poète dans sa jeunesse, s'adressait à l'Europe pour lui recommander l'avenir de la jeune république. « Puissions-nous, disait-il, recevoir cinquante mille émigrans par an! » Et il partait de là pour prédire les hautes destinées de son pays. Mitre avait raison : c'est uniquement par un large courant d'émigration venu de l'ancien monde que le riche bassin de la Plata peut être fertilisé, et c'est de rapports incessans avec l'Europe qu'il doit tirer les élémens de sa civilisation. Autour de cet estuaire, rafraîchi par des vents purs et salubres, et dont le ciel rappelle celui du midi de la France ou de l'Italie, la race latine prospère à l'aise. De nombreux émigrans quittent chaque année le pied des Alpes ou des Pyrénées pour importer sur ce sol hospitalier, au milieu de populations dont la langue et les mœurs ne leur sont presque pas étrangères, les cultures et les industries de la terre natale. La Bande et les pampas sont pourtant bien vastes encore et bien dépeuplées, et rien n'empêche toutes ces colonies de se développer sans atteindre le petit état situé dans le delta éloigné que forment en se joignant le Parana et le Paraguay.

Le peuple paraguayen, peu connu, et dont, quand on cherche à l'étudier un peu profondément, la civilisation, les mœurs, le gouvernement, paraissent étranges, est d'origine tout indienne. La langue qu'il parle n'est pas cet espagnol plus ou moins altéré que l'on entend chez les autres nations colombiennes : c'est un dialecte conservé des vieilles races rouges, idiome doux et sonore, le *guarani*, qui a pris déjà un singulier développement grammatical et deviendra peut-être une langue littéraire. Les Paraguayens

forment en effet la descendance directe et presque pure de ces Guaranis que les premiers immigrans espagnols trouvèrent en lutte contre des tribus rivales aujourd'hui éteintes, et avec lesquelles ils firent une alliance qui facilita la conquête. Les Européens n'ont jamais été nombreux sur ces terres éloignées, le gros de l'invasion n'ayant guère dépassé Buenos-Ayres. Le sang latin s'est donc perdu depuis longtemps dans la masse populaire, qui a repris tous les caractères de la race primitive. C'est ce dont on ne saurait douter, quand on observe à L'Assomption, dans tous les rangs de la société, le type héréditaire de la population : les pommettes saillantes, les yeux souvent obliques, toujours relevés à l'angle extérieur, la face pleine, circulaire, le nez court, étroit, la coloration jaune de la peau mélangée d'un peu de rouge, le regard doux, un peu sauvage, et par-dessus tout cela un air d'intelligence et de fierté. Avec ces caractères physiques ont survécu quelques-unes des particularités morales de la vieille race : c'est par exemple, dans le combat, en face du danger, la même ténacité, la même intrépidité farouche, un impassible mépris de la mort. Il y a peu de temps, dans les marais de Yatay, attaqué par des adversaires trois fois supérieurs en nombre et foudroyé presque à bout portant par une artillerie supérieure, un corps paraguayen s'est laissé décimer sans lâcher pied et sans se rendre. Le général brésilien Barroso, qui commandait l'escadre alliée dans les eaux de Corrientes, raconte dans son rapport officiel que les officiers paraguayens faits prisonniers ont arraché l'appareil fixé sur leurs blessures pour ne pas survivre à la honte de leur défaite. Ne croirait-on pas relire quelque épisode de la dernière résistance des Incas, ou du combat livré par Fernand Cortez sur la chaussée de Mexico?

C'est en effet, cachée sous le nom et les apparences d'une république néo-espagnole, une autocratie indienne que le docteur Francia et la dynastie des Lopez ont réussi à reconstituer dans ce coin reculé du Nouveau-Monde. Chez ce petit peuple, où le gouvernement a seul le droit de commercer avec l'étranger, où les citoyens sont tous, sans exception, soumis à une sorte de servage, où toutes les conditions de la propriété sont méconnues et altérées au profit de l'état, une transformation est évidemment nécessaire. Seulement elle doit être l'œuvre du temps et de cet inévitable ascendant que les civilisations avancées exercent toujours sur les peuples les plus retardataires. Cette invasion à main armée ne fait qu'irriter les susceptibilités d'une race ombrageuse et qu'accroître ses haines instinctives contre tout ce qui est étranger. Elle aura de plus pour résultat regrettable, si elle réussit, de renverser un gouvernement qui, malgré tous ses vices, assurait, par sa stabilité même, une sorte de prospérité à ces populations, pour le remplacer par l'anarchie stérile qui est le fléau des républiques du sud.

J. DE CAZAUX.

REVUE DRAMATIQUE.

—

LES PARASITES. — LA FAMILLE BENOITON. — CARMOSINE.

Si les intentions morales suffisaient pour relever parmi nous la littérature dramatique, les commencemens de la nouvelle année théâtrale pourraient être signalés comme une promesse. Les œuvres dont nous avons à parler indiquent assez généralement le désir d'échapper enfin aux peintures équivoques et de nous ramener au milieu de la société, en face de la vie humaine, loin des choses ténébreuses qu'on doit laisser dans l'ombre. Il est vrai que par respect de nos lecteurs nous sommes obligé de faire un choix. Le public de plus en plus mélangé des théâtres réclame des divertissemens de toute sorte, et il faut bien que ses appétits trouvent à se satisfaire. Sur les scènes qui n'ont en vue que le plaisir grossier, qui ne flattent que les instincts vulgaires, l'invention, l'esprit, la langue, tout est de même valeur. Voltaire se plaignait déjà du trop grand nombre des théâtres et de l'avilissement de ces nobles jeux sur les tréteaux infimes; qu'en penserait-il aujourd'hui? Il penserait qu'il y a des nécessités inévitables, qu'il faut faire la part de tous les besoins, et, réservant son attention aux ouvrages qui s'adressent à l'esprit, il répondrait aux autres, comme le jurisconsulte du XVIe siècle : *Nihil hic ad edictum prætoris.* Ce n'est pas certes qu'il faille absolument dédaigner les zones inférieures; le cadre ne fait pas le tableau : l'esprit souffle où il veut, et une inspiration heureuse peut se révéler au moment où l'on y comptait le moins. Il faut bien espérer d'ailleurs que notre démocratie, à mesure qu'elle s'élèvera par le sentiment du devoir et de la dignité humaine, deviendra plus exigeante pour ceux qui ont la prétention de l'amuser. En cela comme en toutes choses, le progrès suivra sa voie, j'en ai la ferme confiance. Ce serait pourtant mal servir cette grande cause que de se payer d'illusions, et le plus sûr moyen de préparer des jours meilleurs, n'est-ce pas d'accoutumer le public à une juste sévérité? Voilà pourquoi, dans ces revues de la littérature dramatique, nous nous bornons aux ouvrages qui, par l'intention ou le talent, méritent les regards de la critique. C'est précisément parmi les pièces de cet ordre qu'un certain symptôme de moralité nous a paru digne d'être mis en lumière.

L'Odéon a inauguré sa campagne par un drame en cinq actes qui renferme une idée, ou du moins une intention assez heureuse. Peindre les êtres sans dignité comme sans courage qui essaient de vivre aux dépens des autres, démasquer les sentimens pervers qui cherchent à s'ennoblir du titre de passion, mettre à nu l'égoïsme qui se pare du nom d'amour, prouver à la lâcheté morale que ses emportemens et ses violences ne donne-

ront jamais le change à un œil exercé, voilà le sujet qui semble avoir tenté M. Rasetti dans son drame des *Parasites*. Malheureusement l'exécution n'a pas répondu à la pensée première. L'auteur n'a pas assez médité son sujet; il a eu l'idée de mettre en scène le parasite, et de cette idée excellente il n'a pas su, par une conception précise, faire sortir les énergiques développemens qu'elle comporte. Le principal personnage de la pièce est un caractère égoïste et lâche bien plutôt qu'un de ces parasites annoncés en traits amers au commencement de la pièce. Jeune, brillant, enthousiaste, il a aimé une jeune fille digne du cœur le plus noble, il s'est fait aimer d'elle, et rien ne s'oppose à son bonheur, si ce n'est sa volonté défaillante. Incapable d'accepter les épreuves d'une vie courageuse et régulière, il recule devant le mariage, sans se soucier du coup qu'il va porter à cette âme innocente. Or cette jeune fille qu'il aimait, et qu'il a si misérablement contristée, dès le jour où elle est mariée à un autre, il la poursuit avec une violence de désirs qu'irritent le regret et la honte. Il abusera des sentimens qu'il a su lui inspirer naguère, il portera le trouble en son cœur, il lui enlèvera la confiance de son mari, il la poussera au désespoir, il l'obligera enfin à chercher un refuge dans la mort. Est-ce là un parasite? Non pas précisément. Le personnage de M. Rasetti est un lâche que sa lâcheté même pousse à des violences meurtrières. Le parasite est autre chose que cela. Sans doute le parasite n'a pas la force de vivre, il ne sait pas se créer sa vie, et voilà son unique ressemblance avec l'énergumène dont nous venons de parler; mais il se glisse, il s'insinue, il s'attache, il n'entre jamais en lutte avec l'être plus vigoureux dont il se nourrit lentement; une fois incorporé à son hôte, il ne s'en sépare plus, et, selon le sens énergique du mot grec, *il ne mange jamais chez lui*. Remarquez d'ailleurs que, si le parasite est le plus souvent ridicule ou odieux, il y a aussi des parasites qui peuvent inspirer la commisération. En telle matière, l'intention est tout. « Les vertus des petits s'appuient sur celles des grands hommes, dit Bernardin de Saint-Pierre, comme ces plantes faibles qui, pour n'être pas foulées aux pieds, s'accrochent au tronc des chênes. » En flétrissant les parasites qu'engendre la lâcheté, il fallait leur opposer ces autres parasites nés de la faiblesse ingénue et confiante. Il y avait ici, en un mot, bien des aspects variés qui n'eussent pas échappé à une étude plus forte. L'auteur s'est contenté trop vite; il s'est borné à composer un drame honnête, animé de sentimens purs, qu'une méditation attentive aurait préservé des banalités. L'idée reste donc tout entière; drame ou comédie, il y a là un sujet qui peut tenter un poète.

Si j'ai dit que l'intention vaut mieux que l'exécution dans le drame des *Parasites*, il ne faut pas que l'auteur, un nouveau-venu au théâtre, trouve cette critique fâcheuse et décourageante; les esprits les plus familiers avec les exigences de la scène méritent quelquefois le même reproche. Certes je ne veux pas comparer le drame de l'Odéon, déjà un peu oublié, à cette vive comédie de M. Victorien Sardou représentée, il y a quelques jours,

sur la scène du Vaudeville, et destinée à une longue suite de soirées brillantes; il faut bien reconnaître pourtant que là encore, malgré tant de verve, de saillies, d'aventures bouffonnes, de péripéties émouvantes, l'inspiration première de la pièce est singulièrement préférable à la mise en œuvre. L'auteur de *la Famille Benoiton* a pris son sujet dans le vif des mœurs du jour. Que devient la famille au milieu de ce tourbillon qui entraîne autour de nous tant d'existences fiévreuses? Dans cette course haletante vers la fortune, à travers ces préoccupations, ces combinaisons, qui ne cessent ni le jour ni la nuit, que deviennent les conditions naturelles d'une maison bien réglée? Ajoutez le fléau du luxe au fléau des spéculations; la vanité trouve son compte à ce joli sophisme qui veut que les folles dépenses du boudoir soutiennent le crédit du spéculateur. Et tandis que la femme s'acquitte de ce devoir avec un zèle acharné, ne faut-il pas que le mari se jette à corps perdu en de nouvelles entreprises afin de soutenir à son tour ce singulier auxiliaire? C'est ainsi qu'ils s'entraînent l'un l'autre, courant au précipice, à la ruine, à la honte. Le sujet est immense, il présente mille aspects divers; la première pensée de M. Sardou, pensée excellente à laquelle il a eu tort de ne pas se borner, a été de le circonscrire et de se demander simplement : dans cette situation, que devient la famille? Le père est à la Bourse, la mère étale ses toilettes de salon en salon; que deviennent les enfans? S'il y a là des filles, on les verra donner l'exemple des folies les plus sottes; accoutumées à entendre juger toutes choses au point de vue de l'argent ou bien au point de vue de la toilette, elles rivaliseront de sécheresse et d'extravagance. Sur cette pente, on va loin. Leurs modèles, ce seront bientôt les courtisanes en renom; quel bonheur d'imiter leurs allures! Honnêtes à leur manière, incapables de faillir, non par vertu mais par calcul, elles déshonorent le foyer domestique par leur costume et leur langage. Et les fils, comme ils se moquent de ce père qu'ils connaissent à peine, de cette mère qu'ils ne voient jamais! Ces mots de père et de mère n'ont même plus de signification pour eux; dites plutôt des associés qu'on exploite et qu'on trompe. Bienheureuse encore cette famille, si le déshonneur n'y entre pas à la suite de la folie, et si la comédie ne se termine point par quelque drame lugubre! Telles sont les idées qui ont saisi M. Victorien Sardou, et en réponse à ces demandes qu'il s'adressait il a écrit *la Famille Benoiton.*

L'idée est excellente; comment l'a-t-il traitée? M. Benoiton est une ganache, un Cassandre, une véritable caricature. Mme Benoiton, un des personnages les plus amusans de la pièce, bien qu'elle n'y paraisse pas, est toujours sortie, toujours en courses ou en visites. Vers la fin, comme on annonce qu'elle vient de rentrer, après toute sorte d'événemens arrivés dans sa maison et dont le moindre exigeait sa présence : « Ah! dit une des personnes qui se trouvent là, je serai bien aise de faire connaissance avec Mme Benoiton. — Et moi aussi, » ajoute le mari de la dame. Ce Cassandre de Benoiton, cette Mme Benoiton perpétuellement absente, étaient-ce

bien les types qui convenaient pour mettre en relief la pensée de l'auteur? Ni la bêtise de l'un ni la vanité de l'autre n'ont rien de commun avec cette fièvre d'affaires, avec cette furie de spéculations hasardeuses dont M. Sardou a voulu décrire les inconvéniens pour le foyer domestique. Jeté ou non dans *le grand courant du siècle* (c'est un des mots de sa langue), M. Benoiton n'en serait pas moins le dernier des imbéciles. Qu'il soit ce que vous voudrez au lieu d'être un industriel, s'il a le caractère que vous lui donnez et s'il est secondé par sa femme comme nous le voyons ici, le résultat sera exactement le même. Vous promettiez de nous décrire la dissolution de la famille sous l'influence des mœurs nouvelles et de la fièvre de l'or: vous prouvez seulement cette vérité trop vraie, à savoir qu'il est fâcheux pour une famille d'avoir deux chefs si bien assortis, un père sans cervelle, une mère sans raison. Les autres personnages qui dans la pensée de l'auteur représentent le positivisme, l'industrialisme, l'esprit d'entreprise et de spéculation, MM. Formichel père et fils, sont aussi des caricatures de la plus vulgaire espèce. Que dans le monde de l'argent, à côté des agitateurs d'idées utiles, il y ait de ridicules brouillons, comme il y a des philistins grossiers à côté du Van Derk de Sedaine et de sots déclamateurs à côté des philosophes, enfin que chaque profession humaine, chaque classe de citoyens ait ses enfans perdus qu'elle renie elle-même, personne ne soutiendra le contraire. La comédie satirique s'en empare et les bafoue, rien de mieux; encore faut-il que la comédie établisse nettement cette distinction et ne semble pas vouer au ridicule l'ardeur du travail et le génie des entreprises. On dirait que M. Sardou, après avoir raillé injustement dans sa comédie des *Ganaches* les représentans des vieilles mœurs, veut ridiculiser aujourd'hui avec la même injustice les classes en qui se personnifie l'activité du monde moderne. Il manque ici une figure qui relève l'idée du travail; il manque surtout la mesure, la finesse, la vraisemblance : en poursuivant la gaîté à tout prix, l'auteur oublie la vérité comique, et au lieu de tracer des types il charbonne des caricatures. Les désordres des enfans n'eussent-ils pas produit un effet bien autrement vif, si le père, malgré la fausse direction de sa vie, avait conservé quelque chose de sa dignité naturelle? On ne s'indigne pas assez à la vue de certains personnages vraiment odieux; on écoute en riant les deux héritiers de M. Benoiton, le collégien vicieux et le monstrueux *baby*. C'est là un rire mauvais qui condamne l'auteur.

Je sais bien qu'il y a un *Ariste* dans la pièce, je veux dire un personnage chargé d'exprimer les conseils du bon sens : c'est ce rôle de Clotilde où l'auteur a mis tant de grâce, d'esprit, de vaillante humeur, et que Mme Fargueil interprète avec une si merveilleuse habileté. Clotilde, en dépit de ses mérites, n'est-elle pas cependant un personnage maladroitement conçu? Veuve après quelque temps de mariage, jeune encore, aimable et décidée à ne pas se remarier, elle a la manie de marier toutes les filles, jeunes ou vieilles, sans doute afin d'avoir l'occasion de comparer les ma-

riages d'il y a vingt ans avec les mariages d'aujourd'hui et de faire tout à son aise la satire de l'an de grâce 1865. Comment donc se peut-il qu'édifiée de la sorte elle continue ses opérations et veuille obstinément, comme elle le dit, écouler son fonds de magasin? Comment se fait-il surtout que, chargée d'exprimer toute la raison de la pièce, elle assiste à toutes les folies, à tous les scandales de la famille Benoiton, sans avertir les personnages qui auraient tant besoin de ses conseils? Ce n'est pourtant ni l'esprit ni l'adresse qui lui manqueraient pour remplir son office. Savez-vous à qui elle débite sa morale? A un sien cousin, M. le vicomte de Champrosé, qui est tombé des nues au milieu des Benoiton, et qui, malgré les écarts de sa jeunesse, représente comme elle le bon goût et le bon sens, avec la fine raillerie de l'homme du monde. Ils sont charmans, les portraits, les caractères tracés par cette spirituelle personne; ses observations morales pétillent de traits piquans : rien de plus joli que son invocation à sainte Mousseline. Elle pense à la jeune fille d'autrefois si fraîche, si poétique, dans sa simple robe blanche avec une fleur aux cheveux, elle lui compare la jeune lionne du moment, dédaigneuse, altière, sous son armure à fracas, et tout à coup, sans emphase, avec son triste et fin sourire : « O Mousseline, dit-elle à mi-voix, ô sainte Mousseline, vierge de la toilette, sauve, sauve nos filles qui se noient dans des flots de dentelles ! » Ces mots, ces traits abondent à chaque instant sur ses lèvres; pourquoi donc, étant si bien armée, n'est-ce jamais à l'ennemi qu'elle s'attaque? Pourquoi n'essaie-t-elle pas de sa mordante raillerie sur les Benoiton? Elle ne commence à entrer directement en cause, elle ne quitte son rôle de témoin qu'à l'heure où de cette comédie, tantôt fine, tantôt bouffonne, le drame inattendu va sortir et faire explosion.

Marthe, la fille aînée de M. Benoiton, a épousé M. Didier, le beau-frère de Clotilde, et c'est même ainsi, pour le dire en passant, que la sage, la spirituelle Clotilde s'est trouvée associée malgré elle à cette famille de marchands enrichis dont elle déplore les sottises. Des trois filles de M. Benoiton, Marthe Didier est certainement la moins extravagante; elle a aussi pourtant ses vanités périlleuses, et comme son mari, entraîné par *le grand courant du siècle*, n'a guère le temps de s'occuper d'elle, les vanités despotiques l'ont déjà prise tout entière. La petite Madeleine en son berceau n'est pas une protection suffisante pour la jeune mère, tant on respire un air malsain dans cette maison. Marthe est donc en proie, comme ses sœurs cadettes, à la fièvre du luxe; elle s'est fait dans le monde une réputation de suprême élégance, elle a son rang à soutenir, ses batailles à livrer, et si M. Didier essaie un jour de l'arrêter dans cette voie, plutôt que de renoncer à sa royauté mondaine, elle demandera au jeu les ressources qui lui manquent. C'est précisément ce qui lui est arrivé à Dieppe. On connaît l'inévitable histoire; elle a gagné d'abord, gagné au point d'être éblouie, aveuglée, puis elle a tout perdu, tout et quelque chose de plus encore. La voilà les mains vides, n'ayant rien pour payer ce qu'elle doit, ne sachant que

devenir, hébétée, stupide, quand un inconnu a pitié d'elle, et du ton le plus courtois : « Madame, dit-il, voulez-vous permettre à votre associé de régler vos comptes pour vous? » Cela dit, il paie et s'en va; c'était le vicomte de Champrosé. Marthe ne le connaissait point; elle ne l'a revu depuis qu'une seule fois, dans une allée des Tuileries, juste le temps nécessaire pour lui rendre ses billets de banque et le remercier de sa chevaleresque obligeance. On les a pourtant vus dans cette simple rencontre; il y a là une vieille fille jalouse à qui tout est suspect, et quand M. de Champrosé se trouve jeté par le hasard au milieu des Benoiton, M. Didier, mordu par une lettre anonyme, s'imagine que sa femme l'a trahi. Il se rappelle alors, en leur attribuant un sens terrible, les avertissemens si sages que sa belle-sœur Clotilde lui donnait le matin même. Clotilde lui conseillait de ne pas se laisser absorber par les affaires, de ne pas vivre séparé des siens, de ne pas refuser à Marthe les soins, les attentions, qui sait ? la direction dont une jeune femme a besoin. Plus de doute, Clotilde elle-même sait tout, la lettre anonyme a dit vrai; il faut punir les coupables. De là tout un drame plein de péripéties, et Clotilde, qui a fourni sans le savoir des argumens aux soupçons irrités de son beau-frère, Clotilde, qui va les augmenter encore, ces soupçons, en détruisant les lettres de M. de Champrosé, seule justification de la jeune femme accusée à faux, Clotilde emploie toutes les ressources de son esprit, tout le dévouement de son cœur, à faire éclater la vérité. Il y a là pendant deux actes une émouvante lutte à trois personnages, dont M. Febvre, Mmes Fargueil et Jane Essler expriment tous les incidens en comédiens accomplis.

Ce drame, quel qu'en soit l'intérêt, ne se rattache à la comédie que par des soudures trop peu dissimulées. On ne voit pas là une conséquence naturelle du sujet attaqué par l'auteur, c'est-à-dire de la direction donnée à la famille par le *positivisme* industriel; l'épisode de Marthe et de Didier trouverait aussi bien sa place dans une pièce sur le luxe. Ce serait le drame des lionnes riches, pour faire pendant à ce drame des *Lionnes pauvres,* une des plus vigoureuses conceptions de notre théâtre moderne. On s'éloigne ainsi de la donnée primitive; le mal que M. Sardou a eu l'heureuse idée de mettre en relief n'est pas assez nettement accusé. J'ajoute que ce mal, indiqué d'une façon trop vague, est aussi trop brusquement guéri. Au moment même où Clotilde réconcilie Marthe et Didier avec une si cordiale émotion, les aventures les plus bouffonnes viennent dégoûter Mlles Jeanne et Camille Benoiton de leurs folles toilettes et de leurs allures équivoques. On les a prises aux courses de Versailles pour les créatures qu'elles imitent si bien, et Dieu sait quels incidens a produits cette méprise! Tout cela est drôle, mais sans finesse. Quand cette artillerie de bons mots et de plaisanteries suspectes a terminé son feu, il n'est pas besoin d'une longue réflexion pour s'apercevoir que cette comédie bouffonne et ce drame pathétique sont mal accouplés, que les idées ne s'enchaînent pas, que les scènes ne naissent pas l'une de l'autre, et qu'en définitive la con-

clusion est nulle : malgré l'apparente guérison des malades, le principe de la maladie est toujours là, et la crise recommencera demain. La famille Benoiton, telle que l'a représentée M. Sardou (j'excepte Marthe et Didier), me paraît absolument incurable. Que reste-t-il donc de ces cinq actes? Des mots, des saillies, des scènes charmantes, une intention profonde trop vite abandonnée, un touchant épisode traité avec soin, tout cela dans un cadre comique vulgaire, c'est-à-dire, en dernière analyse, une œuvre spirituelle et vive sans la moindre unité.

L'unité de ton, l'unité d'inspiration et de langage, l'art de conduire une idée vers son but, de la ménager de scène en scène, d'en faire briller la logique intérieure, l'art de l'imagination qui conçoit l'ensemble, l'art de la pensée attentive à chaque détail, voilà le grand point au théâtre comme dans tous les travaux de l'esprit. C'est là ce qui fait l'écrivain et les succès durables. Qu'on essaie de reprendre après quelques années tel ou tel de ces vaudevilles bruyans dont la verve et le mouvement ont dissimulé d'abord la conception trop faible, comme on sent le décousu! comme le vide apparaît! Au contraire, si l'écrivain a fait œuvre d'artiste, le sujet, quel qu'il soit, emprunté ou non à la réalité présente, exerce un charme qui ne saurait périr, car il renferme une âme. On vit avec cette âme, avec elle on souffre ou on sourit; le monde idéal où elle nous transporte est le monde même de nos sentimens présenté sous une forme visible, et cette fleur subtile, délicate, cette fleur qui paraît si frêle, a ses racines dans le cœur humain. Telle est la *Carmosine* d'Alfred de Musset, qui suivit tardivement les proverbes publiés pour la première fois dans la *Revue*, et qui vient, comme ces proverbes mêmes, de passer avec succès du livre à la scène.

L'action se passe à Palerme, dans le moyen âge le plus vague et le plus lointain que vous pourrez imaginer. Animez un instant le pays des légendes, le pays où la reine est une fée, où le roi est un demi-dieu, où des poètes, vrais chantres d'amour et messagers des cœurs en peine, se trouvent toujours à point nommé pour accomplir leur ministère. Il s'agit de peindre les douleurs d'une âme que l'amour égaré, l'amour qui se trompe de chemin, a failli conduire à la mort. Carmosine est la fille de maître Bertrand, le digne médecin de Palerme. Elle est promise à Perillo, son compagnon d'enfance; mais il a fallu que Perillo, pour épouser Carmosine, allât gagner à l'université de Padoue son titre de docteur en droit. Perillo revient après six années d'absence, plus tendre, plus amoureux que jamais. Hélas! six années, c'est bien long! Combien de fantaisies subites ont pu traverser l'âme ardente de la Sicilienne, tandis que Perillo pâlissait sur ses livres! A l'émotion tremblante de l'étudiant, à ces craintes, à ces pressentimens qui l'agitent sur le seuil de Carmosine, on devine tout d'abord que Carmosine n'a guère encouragé sa passion, qu'elle l'a désolé plutôt par ses allures mystérieuses et sa grâce effarouchée. C'est que le cœur chez Carmosine est encore le jouet de l'imagination. Perillo, le tendre

et sage Perillo, ce n'est pour elle que la réalité vulgaire, le bonheur à portée de la main, le but trop facile à saisir; l'amour au contraire, le véritable amour ou du moins ce qu'elle appelle de ce nom, c'est l'idéal, l'inconnu, l'impossible. Un jour, aux fêtes de la reine, Carmosine a vu un chevalier remporter dans la lice une victoire éclatante : c'est le roi en personne, don Pedro d'Aragon! Quelle noblesse! quelle grâce suprême! Elle sent aussitôt que sa vie ne lui appartient plus : don Pedro est son maître et son seigneur. Elle en mourra; qu'importe, s'il lui est donné de faire connaître au roi qu'elle l'aime et qu'elle meurt, heureuse de mourir par lui?

Va dire, Amour, ce qui cause ma peine
A mon seigneur, que je m'en vais mourir,
Et, par pitié venant me secourir,
Qu'il m'eût rendu la mort moins inhumaine.

A deux genoux je demande merci.
Par grâce, Amour, va-t'en vers sa demeure.
Dis-lui comment je prie et pleure ici,
Tant et si bien qu'il faudra que je meure
Tout enflammée, et ne sachant point l'heure
Où finira mon adoré souci.
La mort m'attend, et s'il ne me relève
De ce tombeau prêt à me recevoir,
J'y vais dormir, emportant mon doux rêve;
Hélas! Amour, fais-lui mon mal savoir.

Depuis le jour où, le voyant vainqueur,
D'être amoureuse, Amour, tu m'as forcée,
Fût-ce un instant, je n'ai pas eu le cœur
De lui montrer ma craintive pensée,
Dont je me sens à tel point oppressée,
Mourant ainsi, que la mort me fait peur!
Qui sait pourtant sur mon pâle visage
Si la douleur lui déplairait à voir?
De l'avouer je n'ai pas le courage.
Hélas! Amour, fais-lui mon mal savoir!

Puis donc, Amour, que tu n'as pas voulu
A ma tristesse accorder cette joie
Que dans mon cœur mon doux seigneur ait lu,
Ni vu les pleurs où mon chagrin se noie,
Dis-lui du moins, et tâche qu'il le croie,
Que je vivrais si je ne l'avais vu.
Dis-lui qu'un jour une Sicilienne
Le vit combattre et faire son devoir.
Dans son pays, dis-lui qu'il s'en souvienne,
Et que j'en meurs, faisant mon mal savoir.

C'est ainsi que le troubadour Minuccio, hôte du roi, confident des cœurs honnêtes et railleur impitoyable des vanités boursouflées, c'est ainsi que le poétique et spirituel Minuccio raconte à don Pedro l'aventure de Carmosine : vers exquis, douce chanson de l'âme en peine, vers très habiles

aussi selon l'optique théâtrale, et dont l'archaïsme léger vient servir à propos l'illusion de la pièce. Ces accens, qui rappellent les plaintes de Thibaut de Champagne ou de Christine de Pisan, nous reportent au temps des saint Louis, des Charles V, au temps des saints rois, ou plus simplement des rois sages, et l'imagination dès lors se prête sans résistance au rôle chevaleresque et patriarcal que le poète attribue au souverain de la Sicile. Don Pedro est touché, la reine est émue. Avec quelle joie Christine de Pisan aurait placé une histoire de ce genre dans les *faits merveilleux du sage roi Charles V!* avec quel empressement elle l'eût recueillie de la bouche du peuple ou même inventée au besoin! La reine donc va trouver Carmosine dans l'humble maison de maître Bertrand, elle l'interroge, elle regarde au fond de son cœur, elle voit à nu le mal qui l'a saisie, l'égarement d'une émotion pure, l'exaltation de la solitude, le besoin d'aimer avec la crainte de ne pas placer son amour assez haut, et, ne se révélant à la naïve malade que par sa bonté, elle la prépare tout doucement à recevoir la visite du roi. Le roi arrive, entouré de sa cour, et termine ce que la reine a si bien commencé; c'est lui-même qui, ramenant la belle songeuse sur le terrain du monde réel, marie Carmosine avec Perillo.

De cette donnée exquise le poète a fait sortir une œuvre tout idéale. Point d'intrigues, point de surprises, aucune trace de ce mouvement factice si fort à la mode aujourd'hui, et pourtant l'intérêt ne languit pas une minute. C'est une étude du cœur sous la forme dramatique la plus simple, mais la plus poétique en même temps; le cœur est séduit, et l'esprit attentif veut savoir comment finira cette subtile et charmante aventure. On dirait une mélodie qui se déroule; pendant que les notes se succèdent ou s'enlacent dans un harmonieux enchaînement, l'imagination prend son vol et complète à sa manière la pensée du poète. Nous sommes tous comme ce don Carlos, fils présumé du pêcheur de la côte, qui avait à son insu un sang royal en ses veines et se conduisait d'instinct comme un fils de roi; notre instinct ne nous trompe pas non plus quand il nous pousse à viser haut, toujours plus haut: *excelsior!* Gardons-nous toutefois de prendre l'apparence pour la réalité et la mort pour la vie; l'idéal est plus près que nous ne pensons, et il n'est pas nécessaire de le chercher si loin. Carmosine n'avait pas besoin d'aspirer à l'amour du roi pour trouver la perfection de ses facultés aimantes. Le roi est en nous-mêmes... Mais ne vais-je pas rêver psychologie et morale à propos d'une comédie? Pourquoi non après tout? Heureux le poète qui fait penser! heureux le chanteur ému qui met son âme dans ses chants! On se souviendra de lui, on l'écoutera encore avec plaisir longtemps après que les œuvres tumultueuses, accueillies par de grossiers bravos, auront disparu sans laisser de traces.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

V. DE MARS.

LE

COLONEL EVRARD

A M. AUGUSTE BRUN.

Mon ami,

C'est chez vous, au Grand-Sacconex, que m'est venue la pensée d'écrire ces quelques pages. Permettez-moi de vous les adresser en souvenir des jours heureux que j'ai passés sous votre toit.

JULES SANDEAU.

C'était un homme doux, silencieux, un peu triste, intrépide au feu, rêveur sous la tente. Bien que la nature et l'éducation ne l'eussent pas préparé à la vie des armes, il s'était engagé à vingt-cinq ans dans un des corps permanens de l'armée d'Afrique. Il avait vu se briser en un jour l'espoir de sa jeunesse, s'évanouir à jamais tout un avenir de félicité, et, se sentant seul pour la première fois, il s'était jeté dans l'armée comme dans un cloître. Il y avait vingt ans de cela. Durant ces vingt années, il avait gagné pied à pied tous ses grades, sans autre protection que celle du devoir accompli. L'armée offre en effet plus d'un rapport avec le cloître. Elle bride les passions, elle règle les âmes; c'est un refuge ouvert à bien des douleurs et à bien des mécomptes qui n'ont plus celui de la foi. Il n'avait pas tardé à se retremper dans ce milieu âpre et salubre; un prompt apaisement s'était fait en lui. Toutefois il demeurait fidèle à ses regrets, et le souvenir du bonheur perdu lui semblait préfé-

rable au bonheur qu'il aurait pu trouver, qu'il n'avait pas cherché. Tel était le colonel Evrard. On s'étonnera peut-être que des sentimens si romanesques aillent se loger dans les camps : je serais encore plus surpris de les rencontrer dans le monde. Il n'avait pas revu la France depuis qu'il l'avait quittée. Avant de la quitter, il avait vendu son petit champ, réalisé son modeste avoir. Toute son ambition désormais était qu'on le laissât vieillir sous le beau ciel dont la sérénité était descendue peu à peu dans son cœur. Il aimait le métier qui l'avait sauvé de lui-même. Enfin il s'était pris d'une affection presque filiale pour cette terre qui devient si vite la patrie de ses hôtes : de loin, elle paraissait un exil, et l'exil commence le jour où l'on est forcé de s'en arracher. L'an dernier cependant, au début de l'été, il s'embarquait pour se rendre à Marseille. Un de ses frères d'armes, celui de tous qu'il chérissait le plus, un de ces héros inconnus qui disparaissent dans la fumée des champs de bataille sans avoir dit leur nom à la gloire, était tombé, mortellement atteint, en poursuivant les tribus révoltées, et, près d'expirer, l'avait institué son légataire universel. Il lui léguait sa mère et sa sœur, qui vivaient étroitement à Paris, et que sa mort devait plonger dans un état voisin de la détresse. C'était le testament d'Eudamidas : le colonel l'avait accepté purement et simplement. Son régiment n'était pas en expédition : il prit un congé et partit sur-le-champ pour aller recueillir une succession que personne ne songeait à lui disputer.

En moins d'un mois, grâce à l'activité de ses démarches, grâce aussi, car il faut bien dire ce qu'il ne disait pas, à sa propre libéralité, il eut assuré aux deux pauvres femmes une destinée à peu près convenable, à l'abri du besoin. Sa tâche terminée, il avait encore devant lui quelques semaines de loisir et d'indépendance: il ne sut plus que faire. Paris embelli, transfiguré comme par la baguette des fées, le touchait à peine. En présence des merveilles d'une civilisation dont une longue absence l'avait presque déshabitué, il éprouvait déjà les atteintes de la nostalgie. Il regrettait sa vie large et simple au sein des grands espaces, ses nuits resplendissantes, ses soleils brûlans, ses steppes embrasés. Il résolut d'abréger le temps de son congé; mais, avant de retourner en Afrique, cédant au besoin d'émotions qui ne meurt jamais dans le cœur de l'homme, il voulut revoir le coin de terre où il était né, dire un dernier adieu aux lieux qu'il avait tant aimés.

Un pèlerinage au pays d'où l'on est sorti jeune encore, et qu'on n'a pas revu depuis, est en général une des plus aigres déceptions auxquelles on puisse s'exposer. Il semble qu'on va retrouver dans leur fraîcheur les impressions du matin de la vie. On arrive : tout est morne et décoloré. Les fantômes sourians se sont transformés

en spectres désolés. On ne remue, on ne soulève que des cendres. La nature elle-même a perdu les grâces qui la décoraient. Est-ce là le sentier si cher autrefois à nos rêveries? Est-ce là le coteau parcouru dans le trouble des premiers espoirs? Est-ce là le bois qui nous prêtait son ombre et son mystère? Hélas! il n'y a que nous de changés, et ce retour sur lequel nous avions compté pour ressaisir un instant la jeunesse n'aura servi qu'à nous convaincre de l'appauvrissement de notre être. Il n'en fut pas ainsi pour Evrard. Ce soldat était resté jeune. Rien n'est bon pour la santé de l'âme comme une douleur qui se respecte; rien n'est sain comme de s'ensevelir de bonne heure dans le regret d'un unique amour. En touchant la terre natale, il lui fut donné de ressentir dans leur ivresse amère les émotions qu'il venait y chercher. C'était un assez pauvre endroit, un des coins les plus ignorés du centre de la France. Il revit, il reconnut tout avec des transports attendris; la place où il jouait tout enfant, le jardin où plus tard il lisait la Bible et Homère, les rues dont il avait été si longtemps le bruit et la fête, l'église dont sa mère dès ses premiers pas lui avait appris le chemin. Il y avait au bas de la côte, à l'entrée du vallon, un sentier qu'il évitait pendant le jour, où il se glissait furtivement après la tombée de la nuit. Qui l'eût suivi aurait pu le voir rôdant comme un malfaiteur autour d'un enclos, tantôt le front collé contre la grille, tantôt assis près du seuil la tête entre ses mains. Tant d'années écoulées avaient fait de lui un étranger dans la contrée : il ne frappa à aucune porte, il ne renoua de relations qu'avec les haies et les vieux murs. Il vécut seul et tout entier dans l'évocation du passé. Au bout de quelques jours, il se disposait à partir : une rencontre imprévue le retint et fut cause qu'il demeura bien au-delà de son congé.

Il errait à travers champs et parcourait des solitudes qu'il n'avait pas encore explorées depuis son retour, quand il s'arrêta devant une habitation qui rappelait par certains aspects les fermes de Normandie. Ouverte à deux battans, la porte d'une vaste cour plantée comme un verger laissait voir au fond le principal corps de logis, et de chaque côté les bâtimens d'exploitation rurale, à demi cachés par des massifs de fleurs et de verdure. Tout cela, sous un soleil clair, au milieu d'un site riant, respirait une vie occupée, abondante et facile, avec une recherche dans l'aisance que n'ont pas les plus riches fermes normandes. Quoique cette demeure ne ressemblât guère à ce qu'elle était autrefois, Evrard cependant la reconnut presque aussitôt : c'était la ferme des Aubiers, et en même temps il retrouva dans sa mémoire un des épisodes les plus gais, les plus charmans de sa jeunesse. Après toute une semaine donnée à l'élégie, ce souvenir éclata dans son cœur comme une vive sérénade.

Il avait vingt ans. Il était en chasse et battait la lande et le chaume par un de ces jolis matins qui semblent faits pour la vingtième année. Il allait tête haute, humant l'air, fier et léger sous son carnier, déjà gonflé de poil et de plume. Comme il passait devant les Aubiers, la ferme était toute rustique alors, il s'était arrêté pour jouir du coup d'œil qu'offrait en ce moment l'intérieur de la cour. Il y avait là, rangés sur deux files, une douzaine de couples villageois, les hommes en habits de fête, les femmes dans tous leurs atours. Evrard avait pensé d'abord qu'il s'agissait d'une noce; mais, en y regardant de plus près, il comprit que la noce remontait au moins à neuf mois : en effet, il était question d'un baptême. Le cortége, pour se mettre en marche, n'attendait plus que le parrain. Or ce n'était pas un parrain de peu que le parrain qu'on attendait : c'était le baron Tancrède-Achille-Hector-Landry de Champignolles, la fleur des hobereaux du pays. Oui, le baron de Champignolles lui-même, avec la bonté familière dont ses ancêtres avaient usé de tout temps avec leurs vassaux, consentait à tenir sur les fonts baptismaux le fils de Sylvain Cordöan, son fermier, et, afin que l'honneur fût complet, il avait daigné accepter pour commère une simple pâquerette des prés, la tante du nouveau-né. Cependant il y avait bien deux heures qu'on attendait sur pied; le curé avait déjà dépêché par trois fois son bedeau à la ferme, et une sourde inquiétude commençait à s'emparer de l'assistance, lorsqu'une estafette se précipita dans la cour, au milieu d'un désarroi général que sa face effarée ne justifiait que trop. La nouvelle qu'il apportait n'était pas faite pour calmer les esprits : la veille au soir, on avait ramené de la ville M. le baron ivre-mort, et, quand on était entré le matin dans sa chambre, M. le baron n'était plus ivre, mais il était tout à fait mort. Plus de baron! les rangs s'étaient rompus, la commère trempait de ses larmes les longs rubans de son corsage, maître Cordöan s'arrachait les cheveux; la nourrice, qui avait compté sur la magnificence d'un parrain si huppé, jetait des cris perçans, et, réveillé par ce vacarme, le poupon, comme s'il eût compris qu'il était condamné à ne s'appeler ni Tancrède, ni Achille, ni Hector, ni même Landry, poussait sous ses langes des vagissemens lamentables. Et que faire? Où chercher, où prendre un parrain de rechange? Le temps pressait, il n'y avait plus une minute à perdre. M. le curé, qui n'avait pas déjeuné, se fâchait tout rouge; le bedeau courroucé parlait des foudres de l'église. Les choses en étaient là quand le jeune homme qui, du pas de la porte, avait assisté à toute cette scène s'avança comme un dieu sauveur, comme un parrain tombé du ciel. — Je ne suis pas baron, dit-il au fermier; mon père s'appelait Evrard, saint Paul est mon patron. Sans être un saint comme lui, je passe pour un assez bon diable, et je réponds qu'en grandis-

sant mon filleul aurait en moi un parrain dévoué et un brave ami. Si je vous agrée, touchez là. — Et il tendait sa main à Cordoan, qui, on peut le croire, ne se fit pas prier pour la serrer entre les siennes. Il avait si bon air dans son vêtement de velours, sous son chapeau de feutre gris, avec sa cravate nouée négligemment, toute sa personne respirait tant de franchise et de loyauté, tant de belle humeur et de bonne grâce, qu'avant même qu'il eût parlé il avait gagné tous les cœurs. On devine sans peine quel succès obtint son petit discours. Les rangs se reformèrent aux cris de vive M. Paul! et, quelques instans après, le cortége, nourrice et poupon en tête, s'acheminait enfin le long des haies vers l'église de la commune. On songeait au baron tout autant que s'il n'eût jamais existé; la commère ne se sentait pas d'aise en se voyant au bras de ce jeune et gentil cavalier. La cérémonie achevée, on revint aux Aubiers, d'où s'exhalaient des odeurs de gala qui ne gâtaient rien aux senteurs de l'automne. Evrard avait pensé à tout : il avait vidé son carnier dans le tablier de la servante, envoyé querir à la ville dragées, friandises et vieux vins. Le gai repas sous les ormeaux! Et, comme on se levait de table, alors qu'on devait supposer la fête terminée, voici toute la jeunesse du village qui fait irruption dans la cour, aux sons des vielles et des cornemuses, au bruit des détonations qui retentissent en signes de réjouissance, et bourrées de se mettre en branle : c'était encore une surprise ménagée par le jeune parrain. La lune était haut dans le ciel quand Paul prit congé de ses hôtes : il s'en alla comblé de bénédictions, rentra chez lui le cœur content, et put se dire, en s'endormant, qu'il n'avait pas perdu sa journée.

Cinq ans après, il partait pour l'Afrique. Pendant ces cinq années, il était retourné souvent à la ferme, où on l'adorait, c'est le mot. Le fait est que tout avait prospéré dans cette demeure depuis le jour où il y était entré pour la première fois; il semble que la jeunesse porte partout le bonheur avec elle. Intelligent, actif, entreprenant, maître Cordöan était en passe de devenir un des riches cultivateurs de la contrée. Il avait un moulin au bord de la rivière; déjà les Aubiers lui appartenaient. Le petit Paul poussait à vue d'œil, et, comme son parrain n'arrivait jamais que les poches bourrées de gimblettes, il s'était pris pour lui d'une tendresse passionnée. Lorsque Evrard, à la veille de son départ, était venu pour dire adieu, le fermier et sa femme l'avaient embrassé en pleurant, et le petit s'était si bien cramponné à ses jambes, qu'on avait eu beaucoup de peine à l'en détacher.

Il en est des premières impressions de la jeunesse comme des enchantemens de l'aube : elles sont de courte durée. Evrard n'avait pas complétement oublié les Cordöan, mais ces souvenirs, refroidis

peu à peu, s'étaient engourdis au fond de sa mémoire; l'air natal ne les avait pas ranimés, et ce fut seulement à la vue d'une ferme isolée au bord du chemin qu'il les sentit se réveiller et revivre dans leur grâce et dans leur fraîcheur. Ainsi parfois il suffit du parfum d'une fleur, d'un jeu de la lumière, d'un accent de la brise, pour évoquer en nous tout un monde enseveli. Certes un filleul qu'on a laissé presque au berceau, et qu'on n'a pas revu depuis vingt ans ne saurait vous tenir aux entrailles par des racines bien profondes. Toutefois, en se rappelant les témoignages d'affection et de gratitude qu'il avait reçus sous ce toit, Evrard n'avait pu se défendre d'un mouvement de confusion. Que s'était-il passé là pendant son absence? Qu'étaient devenus les hôtes qui l'avaient si tendrement aimé? Bien que ce fût s'y prendre un peu tard, il voulut en avoir le cœur net. Il traversa la cour déserte et entra dans le corps de logis. Après avoir frappé inutilement à deux ou trois portes, il en ouvrit une, et ne fut pas médiocrement surpris en pénétrant dans une vaste pièce dont l'ameublement et la décoration n'auraient pas déparé le salon d'un château. C'était bien aussi un salon, mais qui servait en même temps d'atelier et de cabinet de travail. Ici un chevalet supportant un paysage ébauché, là une table chargée d'esquisses et de dessins, de brochures et de journaux; sur les meubles, dans les encoignures, des bronzes et des objets d'art; aux lambris, des tableaux et des panoplies; partout des livres richement reliés. Evidemment l'habitation avait changé de maîtres. Il allait se retirer lorsque soudain l'étonnement chez lui fit place à la stupeur : son regard venait de s'arrêter sur un portrait représentant un officier en tenue de campagne, et il se reconnaissait dans cette peinture, c'était son portrait. Evrard pensait rêver : il n'avait de sa vie posé devant un peintre. Et pourtant c'étaient bien ses traits, c'était sa mâle figure bronzée par le hâle africain, c'était l'uniforme de son régiment, c'était lui enfin, c'était lui tout entier. L'entrée d'un grand et beau jeune homme en costume de chasse le tira brusquement de la contemplation où il était plongé. Le colonel fit vers lui quelques pas; mais, comme il ouvrait la bouche pour s'excuser et pour expliquer sa présence, le jeune homme lui sauta au cou en s'écriant : Vous voici, mon parrain! et il le serrait dans ses bras.

Quelques instans après, Evrard était au courant des révolutions accomplies à la ferme depuis son départ. Sylvain Cordoan, quoique honnête homme, avait réussi dans toutes ses entreprises : à force de s'arrondir, il était devenu naturellement un gros personnage. Paul avait été élevé en fils de famille; ses études achevées, il avait fait son droit. Maître à vingt et un ans de sa destinée et de son patrimoine, que représentaient vingt mille livres de rente en biens-

fonds, il avait continué de vivre à Paris, voyant un peu le monde, passant en revue toutes les carrières et n'en trouvant aucune à son gré, tour à tour attiré par les lettres et par les arts, et ne sachant à quoi se résoudre. Il s'était dit enfin que sa place était dans son domaine, et depuis plus d'un an il vivait aux Aubiers, cultivant ses champs et rendant à la terre ce qu'elle lui donnait. Les lettres et les arts, qui l'avaient suivi dans sa retraite, étaient le délassement de ses travaux et le plus doux de ses loisirs.

— Et maintenant, dit le colonel, chez qui la curiosité n'était pas encore pleinement satisfaite, comment se fait-il qu'en me voyant tu aies deviné que j'étais ton parrain?

— Je vous ai reconnu, répondit Paul; grâce à la ressemblance du portrait que voici, ce n'était pas bien difficile.

— Mais ce portrait, puisque décidément c'est le mien, qui l'a fait? d'où vient-il?

— Après l'affaire où vous aviez gagné vos épaulettes de capitaine, tous les journaux illustrés de Paris ont publié votre portrait encadré dans le récit de votre beau fait d'armes. Je les avais recueillis, je les gardais comme des reliques : dès que j'ai su manier la brosse, je m'en suis inspiré pour peindre votre image, et il me semble que je n'ai pas trop mal réussi.

— Je n'étais donc pas oublié ici? On t'avait donc parlé de moi?

— Oublié, vous, oublié aux Aubiers! J'ai été élevé dans le culte de votre souvenir. Ma mère ne me parlait de vous qu'avec amour, vous étiez resté son idole. Mon père ne se lassait pas de répéter que le bonheur était entré en même temps que vous dans sa maison; c'est à vous qu'il rapportait toutes nos prospérités. Oublié, mon parrain! Vous n'avez pas été un seul jour absent de nos cœurs. Le soir, à la veillée, votre nom revenait dans tous les entretiens. Nous avions pour voisin de campagne un ancien officier en retraite qui recevait *le Moniteur de l'armée;* nous vous avons suivi pas à pas; il n'est aucune de vos promotions que nous n'ayons fêtée en famille. Au collége, vous étiez mon héros. Que de fois j'ai voulu vous écrire! Combien de lettres commencées et que je n'achevais pas! Vous n'aviez jamais donné de vos nouvelles. Je n'étais qu'un enfant quand vous m'aviez quitté, et je me disais que quelques mois avaient suffi pour m'effacer de votre vie. Je me trompais donc, puisque après tant d'années vous avez retrouvé le chemin de la ferme; je me trompais, puisque vous voici, puisque je tiens vos mains dans les miennes.

Tout cela était bien doux sans doute; mais Evrard ne laissait pas d'en être un peu troublé. Qu'avait-il fait pour mériter un souvenir si constant, un attachement si fidèle? Il avait dit, le jour du baptême, que son filleul, en grandissant, aurait en lui un ami, et c'était le filleul qui avait pris le rôle du parrain et tenu ses engage-

mens. Les dons heureux, les qualités aimables ou sérieuses qu'il découvrait chez ce jeune homme ajoutaient encore à ses regrets, je dirais presque à ses remords : il s'accusait d'ingratitude et ne prévoyait pas qu'il s'acquitterait en un jour. Il devait partir le lendemain, et n'avait que quelques heures à passer aux Aubiers : il les employa à visiter l'habitation et le domaine, où tout était nouveau pour lui. Du côté de la cour, avec son toit de tuiles moussues et ses palissades de rosiers grimpans, l'habitation avait encore quelque chose d'agreste qui rappelait son origine. Vue du jardin, avec les deux pavillons en retour élevés récemment, elle avait l'air d'un petit castel. A l'intérieur, il ne restait plus trace de la ferme, sinon quelques vieux meubles conservés par piété filiale. Tout s'y ressentait d'un goût délicat, tout y témoignait d'une existence élégante et simple à la fois. Le domaine était florissant, la terre en plein rapport, le paysan bien traité, sainement abrité, car Paul tenait à grand honneur d'améliorer autour de lui la condition d'où il était sorti. A l'exemple de presque tous les hommes supérieurs qui ont fait la guerre en Afrique, Evrard réunissait en lui un soldat et un agriculteur : il ouvrit plus d'un bon avis. L'agriculture n'était pas d'ailleurs l'unique sujet de leur conversation. Ils s'entretenaient de mille choses, ainsi qu'il arrive entre amis qui, n'ayant que peu de temps à demeurer ensemble, se hâtent d'épancher leurs sentimens et de se communiquer leurs pensées. Paul reconnaissait dans son parrain l'homme qu'il avait appris à chérir, tandis qu'Evrard retrouvait dans son filleul l'image de sa jeunesse.

Le soir était venu. Ils avaient dîné, et ils étaient encore à table, assis en face l'un de l'autre et causant. Le soleil avait disparu, le couchant s'éteignait; la lune, ronde et resplendissante, montait dans le ciel à l'autre bout de l'horizon. Le moment des adieux approchait. Paul était triste, Evrard lui-même paraissait ému. Ce n'est pas le temps qui crée les amitiés; les plus soudaines sont souvent les meilleures et les plus durables.

— Voilà une bonne journée que je n'oublierai pas, dit Evrard. Je pars avec le regret de te quitter si tôt, mais content de toi, mon cher Paul. Tes parens étaient d'excellentes âmes, et je te tiens pour leur digne fils. En te décidant à vivre sur ton domaine, tu as montré un bon sens bien rare, une modestie bien touchante; c'est ainsi que devraient en user tous ceux que la terre a comblés de ses dons. La terre ne demande pas seulement des bras pour la servir; elle a besoin aussi, elle a besoin surtout de cœurs fidèles et reconnaissans. Laisse-moi maintenant te donner un dernier conseil. L'homme n'est pas fait pour vivre seul, le bonheur n'a de prix qu'à la condition d'être partagé. Puisque tu te sens les passions assez modérées pour t'accommoder d'une existence égale, simple et laborieuse, il

faut te marier, il faut, sans trop attendre, chercher dans la famille le complément de ta destinée. Dieu bénit rarement une maison sans femme et sans enfans, et le travail même, sans l'amour et le dévouement, compte à ses yeux pour peu de chose. Marie-toi, mon ami; cherche une brave créature qui soit la joie de ton foyer, une fille honnête et modeste, unissant la grâce et la bonté, une compagne enfin...

Il n'acheva pas. Paul avait caché sa figure dans ses mains, et des sanglots à grand'peine étouffés gonflaient et soulevaient sa poitrine. Jusque-là, maître de lui-même, il avait offert à son hôte un visage heureux et souriant; mais Evrard, sans s'en douter, venait d'appuyer sur une blessure encore saignante, et le pauvre enfant, vaincu par la douleur, épuisé déjà par toute une journée de contrainte, s'était oublié et trahi. A ce spectacle inattendu, le colonel s'était levé. Il avait pris Paul entre ses bras, et il l'interrogeait avec la tendresse d'un père.

— Qu'as-tu? J'aurai touché, sans le savoir, à quelque point douloureux de ton cœur. Tu as donc du chagrin?... Pourquoi ne m'en as-tu rien dit? Parle, que dois-je faire? Je peux disposer de quelques jours encore; veux-tu que je les passe avec toi? Ma présence ne te guérira pas; elle te soulagera peut-être.

— Non, non, partez! s'écria Paul ne se contenant plus. Partez, mais emmenez-moi avec vous! Arrachez-moi d'ici, ne m'abandonnez pas à moi-même, ne me laissez pas mourir de tristesse et de désespoir!

— Calme-toi, dit Evrard, qui lui tenait la tête dans ses mains et la pressait contre sa poitrine. Ce que tu souffres, d'autres l'ont souffert avant toi. Commence par me confier ta peine, et nous déciderons après si tu dois partir ou rester.

— Oui, mon ami, oui, je vous dirai tout.

Et, après s'être apaisé et recueilli, Paul commença le récit suivant :

J'avais quitté Paris et j'étais rentré chez moi sans me douter qu'il y eût à cela de la philosophie. Jamais sacrifice ne coûta moins d'efforts et ne fut accompli plus simplement que celui-là. On a dit, parmi mes amis et mes connaissances, que le dépit, la vanité blessée, peut-être aussi une passion déçue, m'avaient jeté dans la retraite; il n'en était absolument rien. Je comprenais que la médiocrité dans les lettres ou dans les arts est la pire des conditions. Je m'étais bien examiné moi-même, et j'avais congédié mes chimères avant qu'elles ne prissent congé de moi. Aucune expérience précoce n'avait attristé ma jeunesse, le peu que je savais du monde me permettait de m'en retirer sans amertume ni regret, mon cœur

était libre, et je me sentais l'esprit sain. Si le bonheur consiste dans la paix et la sérénité de l'âme, je pouvais m'estimer heureux. J'étais arrivé ici sur la fin d'un long et maussade hiver; j'arrivais à peine que le printemps éclatait tout à coup comme pour fêter mon retour et me souhaiter la bienvenue. Nos paysages manquent en général de grandeur et de caractère, mais ils ont au renouveau une incomparable douceur. La joie de me retrouver dans ces campagnes au milieu des travaux et des occupations pour lesquels j'étais né, la satisfaction de vivre selon mes goûts, l'amour du bien, les intentions ferventes dont j'étais animé, que vous dirai-je encore? la splendeur du ciel, la pureté de l'air, l'odeur de la terre fraîchement parée, tout me plongeait dans une ivresse sans cesse renaissante, et je ne désirais, je ne rêvais rien au-delà.

Cependant, au bout de quelques semaines, un intérêt inattendu, et que j'aurais été fort embarrassé de définir, s'était glissé peu à peu dans ma vie. Tous les matins, à la même heure, je voyais passer, dans le chemin qui côtoie les Aubiers, une jeune amazone, accompagnée d'un vieux serviteur. Je la vois encore s'avançant entre les haies et les vergers en fleur, avec son petit chapeau de paille d'Italie rehaussé d'un bouquet de plumes, son corsage de cachemire bleu serré à la taille par une ceinture de cuir, et sa jupe flottante de piqué blanc. Elle avait dix-neuf ans au plus, et, malgré le nuage de tristesse répandu sur son frais visage, tel était l'éclat de sa jeunesse, qu'au milieu de la nature en fête elle semblait être elle-même un des enchantemens du printemps. Elle revenait le soir par le même sentier, et il était rare que je ne fusse point sur le pas de ma porte à l'heure de son passage. Je la saluais avec respect, elle inclinait gracieusement la tête, et les choses en demeuraient là. J'étais presque un étranger dans le pays. J'en étais sorti dès l'âge de douze ans, et n'y étais revenu qu'à longs intervalles; j'avais oublié jusqu'au nom de mes voisins. Sans arrière-pensée, sans y attacher la moindre importance, uniquement par curiosité, je voulus savoir qui était cette belle personne, et j'appris que c'était Mlle Marthe de Champlieu; sa famille habitait à peu de distance de mon domaine. Elle se rendait ainsi chaque jour au petit château des Granges, près de Mlle Thérèse de La Varenne, son amie, jeune fille charmante elle aussi, disait-on, et dont la santé, fatalement atteinte, donnait les plus sérieuses inquiétudes. Elle restait jusqu'au soir au chevet de sa chère malade et rentrait chez ses parens à la nuit. Je m'étais fait, à mon insu, une habitude de la voir: j'avais fini par m'associer aux préoccupations de son cœur. Du plus loin que je l'apercevais, j'interrogeais avec anxiété son attitude et sa physionomie, je m'attristais ou me réjouissais selon qu'elle paraissait plus ou moins triste que la veille. A la longue, une espèce

d'entente silencieuse s'était établie entre nous. Elle avait deviné sans doute que j'étais instruit de ses angoisses, que je les partageais, et en passant elle me jetait dans un demi-sourire ou dans un regard de détresse le bulletin de la journée. Il n'y avait dans tout cela rien qui ressemblât à une aventure; eh bien! le croirez-vous? ces incidens si simples s'étaient emparés de mon existence et la remplissaient tout entière. Je m'intéressais à Mlle de La Varenne comme si je la connaissais: je l'aurais connue que je n'eusse pas ressenti pour elle une pitié plus tendre, une sympathie plus ardente. Je ne pensais qu'aux deux amies, je les retrouvais jusque dans mes rêves, et, chose étrange, dans mes rêves comme dans ma pensée, je n'arrivais jamais à les séparer l'une de l'autre, elles étaient toujours ensemble; quand l'image de Mlle de Champlieu m'apparaissait éblouissante de grâce et de fraîcheur, presque aussitôt une figure pâle et languissante venait se placer auprès d'elle.

Vers la fin de mai, par une tiède après-midi, je travaillais à l'atelier pour essayer de me distraire. Depuis quelques jours, Mlle Marthe n'était pas revenue des Granges, de sinistres pressentimens m'agitaient. Tout à coup j'entendis un bruit sec, argentin, qui éclatait à intervalles rapprochés, réguliers, et semblait cheminer à travers les campagnes. Il y avait bien longtemps que ce bruit n'avait frappé mon oreille, et pourtant je le reconnus: mon cœur se serra. J'étais déjà sur la lisière du chemin, et, pendant que les oiseaux chantaient à plein gosier dans les buissons, je voyais défiler une longue procession d'hommes, de femmes et de jeunes filles, précédée de deux enfans de chœur, l'un portant la croix, l'autre la sonnette, et d'un prêtre en surplis qui marchait sous un dais, les saintes huiles entre ses mains.

— Où donc allez-vous? demandai-je à une pauvre infirme qui venait la dernière.

— Aux Granges, me répondit-elle.

Je m'étais joint machinalement au cortége, et après deux heures de marche, sans que j'eusse songé à me rendre compte du sentiment qui m'entraînait, je traversais la cour d'un manoir, je montais un escalier de pierre, je pénétrais avec la foule dans une vaste chambre imprégnée de vapeurs d'éther, et qu'un demi-jour éclairait à peine. Toutes les persiennes étaient fermées, toutes les fenêtres ouvertes. La foule, en entrant, s'était agenouillée. J'étais debout près de la porte, et, à la lueur de deux flambeaux qui brûlaient au fond de la salle, j'apercevais un lit étroit et sans rideaux, d'une simplicité claustrale. L'oreiller affaissé servait comme de nid à une figure d'un blanc mat. Les paupières étaient mi-closes, les lèvres presque souriantes, les traits d'une pureté que n'avait point altérée la souffrance, et d'une suavité, d'une délicatesse enfantines. Les cheveux,

séparés de chaque côté de la tête, descendaient sur les couvertures en deux tresses brunes et lourdes; les bras hors du lit, les mains jointes. Une femme, la mère, se tenait au chevet, muette, morne, les yeux taris. Mlle de Champlieu était auprès d'elle, le visage défait et noyé de larmes. J'assistais à cette scène comme dans un rêve, et je ne fus saisi par la réalité qu'à la vue du prêtre qui se penchait sur la mourante. Quoi! cette enfant allait mourir! Dieu juste, pourquoi cette rigueur? Que vous avait-elle fait, et que pouvait avoir à réparer l'onction suprême qu'elle allait recevoir? Quelles paroles mauvaises avaient pu sortir de sa bouche? Quelles pensées coupables avaient pu soulever sa poitrine? Où donc ses pauvres petits pieds avaient-ils pu la conduire? J'étais tombé à genoux, et, dans l'élancement d'une foi soudaine, je demandais à Dieu de laisser vivre cet être inoffensif et doux. J'offrais pour sa rançon tous les biens que je possédais, toutes les joies et tous les bonheurs que je pouvais me promettre ici-bas. Je priai longtemps avec ferveur. Quand je me relevai, le prêtre avait déjà quitté la chambre, et l'assistance s'écoulait silencieusement sur ses pas.

La nuit tombait, et j'errais encore autour des Granges. Que faisais-je là? qu'attendais-je? Un charme invincible me retenait au seuil de cette habitation désolée. Je prêtais l'oreille à tous les bruits; je suivais d'un œil éperdu les allées et venues des domestiques; chaque évolution de lumière dans les appartemens m'apportait un redoublement de terreur ou une espérance. Il y avait des instans où il me semblait que ma prière était montée jusqu'à Dieu, que le pacte offert était accepté, des instans où je me disais que cette enfant ne pouvait pas, ne devait pas mourir.

J'avais repris le chemin des Aubiers. Tout près de ma demeure, Mlle de Champlieu, qui venait derrière moi, arrêta sa monture en me reconnaissant dans l'ombre.

— Eh bien? mademoiselle, eh bien?... m'écriai-je d'une voix tremblante.

— Eh bien! monsieur, répliqua-t-elle avec calme, tout espoir n'est pas perdu, la crise si longtemps attendue et qui peut la sauver est enfin arrivée. Le ciel fera le reste. Vous êtes venu joindre vos prières aux nôtres, je vous en remercie.

En achevant ces mots, elle me tendait sa main, que je saisis et que je pressai sur mes lèvres. Elle s'éloigna, et le bruit des pas s'effaçait dans le lointain, que j'étais encore à la même place.

J'apprenais, à quelques jours de là, que Mlle de La Varenne était hors de danger. Mlle Marthe, installée aux Granges pour tout le temps de la convalescence, ne passait plus dans le chemin. Je tombai dès lors dans un mortel ennui. Je n'avais goût à rien, je sortais sans but, je rentrais sans motif, je pleurais sans savoir pour-

quoi. Je ne pouvais attribuer qu'à Mlle de Champlieu cet étrange état de mon cœur, et pourtant ce que je ressentais était si vague, si confus, que je n'aurais su dire si véritablement je l'aimais. Qu'elle était déjà loin de moi l'ivresse du retour dont je vous parlais il n'y a qu'un instant! Les biens, les joies faciles que j'avais sous la main ne m'inspiraient plus qu'un sentiment de pitié dédaigneuse. Je découvrais que j'avais pris pour le bonheur ce qui n'en est que l'accompagnement. Ma maison était vide, les champs étaient déserts, la solitude m'écrasait.

Je vivais ainsi depuis quelques mois. Je savais que Mlle Thérèse était entièrement rétablie; je n'avais pas revu Mlle Marthe, et je songeais à voyager. Un jour, si cher qu'il m'ait coûté, que ce jour reste à jamais béni, à jamais consacré dans ma mémoire! j'étais à l'atelier. L'été touchait à sa fin, mais la saison était chaude encore, et d'une magnificence qui achevait de m'accabler. Je m'étais assoupi sur un divan; je fus réveillé par le grondement du tonnerre. Un orage qui s'était formé en moins d'une heure allait fondre sur la vallée. Déjà la pluie tombait à larges gouttes, quand j'entendis comme un vol de colombes effarouchées qui se seraient abattues sur les marches de mon logis. C'étaient elles, c'étaient les deux amies! Entraînées par les hasards de la promenade ou conduites plutôt par une pensée charitable, car leur domestique portait un paquet de hardes sous son bras, elles s'étaient éloignées des Granges, avaient poussé jusqu'en mes parages, et, surprises par le grain en rase campagne, elles venaient, bon gré, mal gré, chercher un refuge aux Aubiers. Vous vous doutez bien que je ne les laissai pas à la porte. Ce que j'éprouvai en recevant chez moi ces deux charmantes filles, l'une dans tout l'éclat de sa blonde et blanche beauté, l'autre délicate, très frêle, d'une grâce timide et voilée, tâchez de vous l'imaginer. Elles étaient mises exactement l'une comme l'autre : une robe de foulard gris relevée sur une jupe bleue de même étoffe, le corsage semblable à la jupe, un petit chapeau de feutre gris autour duquel une plume bleue s'enroulait, et cette conformité d'ajustemens ajoutait je ne sais quoi à l'attrait de chacune d'elles. Je n'eus pas grand'peine à les apprivoiser; elles avaient toutes deux le chaste abandon de l'innocence que rien n'embarrasse, et Marthe de Champlieu y joignait la vive gaîté qui s'accommode à tout. De deux ou trois ans plus jeune qu'elle, Mlle de La Varenne avait pourtant quelque chose de plus posé et de plus recueilli, soit que cela tînt à son caractère, soit que le souffle de la mort l'eût rendue sérieuse avant l'âge. Elle était, en arrivant, toute pâle et toute transie. J'avais allumé un feu de sarmens, je l'avais fait asseoir au coin de l'âtre, et, pendant qu'elle se ranimait peu à peu, je ne pouvais détacher mon regard de cette enfant que

j'avais contemplée au milieu du funèbre appareil de la dernière heure, et qui était là, sous mon toit, vivante, ressuscitée. J'épiais avec curiosité ses moindres mouvemens, j'avais des attendrissemens, des étonnemens voisins de l'extase, en la voyant ôter ses gants, porter la main à ses cheveux, présenter ses pieds à la flamme, et lorsqu'elle levait sur moi ses yeux d'un clair azur, ces yeux que j'avais vus éteints sous leurs paupières à demi fermées, j'étais remué jusqu'au fond de l'âme. Quant à Mlle de Champlieu, aussi parfaitement à l'aise que si elle eût été chez son frère, elle avait, de prime saut, pris possession de tout l'appartement. Elle allait, venait, examinait tout, mettait tout sens dessus dessous, retouchait mes croquis, ou, s'emparant de ma palette, jetait dans un paysage que j'avais ébauché la veille des oiseaux, des moutons et des arbres de l'autre monde. Je me demandais si elle était chez moi ou si j'étais chez elle. Je me persuadais par momens que nous étions tous trois chez nous et que nous ne devions plus nous quitter. Ah! la bonne journée! ah! les aimables créatures! Hélas! l'orage s'apaisait déjà; déjà l'odieux soleil montrait sa face entre les nuées. Mlle Marthe, qui ne tenait pas en place, avait profité d'une éclaircie pour descendre au jardin. Je restai seul un instant avec sa compagne, et cet instant décida de ma vie.

Elle était assise, penchée sur un album qu'elle feuilletait d'une main distraite; j'étais assis près d'elle, et je la regardais en silence. Je la regardais, et il me semblait qu'elle était mon bien, que sa destinée m'appartenait, que c'était à moi que Dieu l'avait rendue, qu'en la laissant vivre il me l'avait donnée. J'ignore comment cela se fit : je fermai l'album qu'elle avait sous les yeux, je l'ôtai doucement d'entre ses mains, et je me mis à raconter tout ce qui s'était passé en moi depuis le jour où j'avais appris que sa vie était en danger, l'intérêt soudain qu'elle m'avait inspiré, l'ardente sympathie que j'avais ressentie pour elle sans la connaître, mes craintes, mes angoisses, la station que j'avais faite aux Granges, les prières que j'avais adressées au ciel, et, à mesure que je parlais, mes perceptions devenaient plus nettes, je démêlais, je discernais enfin les sentimens qui m'avaient troublé jusque-là. Calme, les yeux baissés, elle avait écouté sans m'interrompre une seule fois.

— Je savais tout. Merci! répondit-elle simplement.

En prononçant ces mots, elle avait relevé la tête; je vis une larme au bord de sa paupière, et je sentis que je l'aimais. Ainsi l'amour qu'une beauté radieuse avait éveillé dans mon cœur s'était à mon insu reporté sur ce cher petit être, et c'était Mlle de Champlieu qui se trouvait avoir servi de lien mystérieux entre Thérèse de La Varenne et moi. Oui, je l'aimais, et, l'avouerai-je? je sentais qu'elle m'aimait aussi, je sentais venir à moi sa ten-

dresse irrésistiblement attirée. Nous nous taisions, et je ne sais pas bien ce que j'allais lui dire quand Mlle Marthe rentra.

Elle rentrait avec une brassée de fleurs qu'elle jeta sur le divan. S'il n'y en avait pas davantage, ce n'était point sa faute; elle avait passé comme un ouragan dans les corbeilles et les plates-bandes, dévastant, saccageant et faisant main basse sur tout, enchantée d'ailleurs de son expédition et ne regrettant pas sa toilette à moitié perdue. Il s'agissait de débrouiller ce chaos et de donner à ces dépouilles la forme d'un bouquet qu'elles voulaient emporter comme un souvenir des Aubiers. Nous nous mîmes tous trois à l'œuvre, et ce petit travail fut si lestement conduit qu'au bout d'une heure il n'était pas encore terminé. Qui donc a dit que le bonheur est triste, moins près du rire que des larmes? J'étais tout à la fois ivre de bonheur et fou de gaîté. L'enjouement de Marthe avait gagné Thérèse, et la maison retentissait des frais éclats de leurs jolies voix. Elles me passaient les fleurs une à une; ma tâche consistait à les classer et à les réunir en faisceau. Thérèse était d'avis qu'on fît un choix, Marthe était de l'avis contraire, et c'étaient, à propos d'une gueule-de-loup, d'un œillet d'Inde ou d'un pied-d'alouette, des querelles et des rires qui ne finissaient pas. Quel bouquet! il aurait pu servir de pendant à la tapisserie de Pénélope. A mesure que je l'édifiais d'un côté, je le laissais s'écrouler de l'autre, et, au milieu de ces enfantillages qui me valaient tous les menus profits d'une longue familiarité, elles ne s'apercevaient pas que le ciel s'était éclairci. Tout à coup le soleil qui descendait à l'horizon lança dans l'atelier une traînée de feu, ce fut le signal d'une véritable déroute. — Adieu, monsieur Paul! au revoir! au prochain orage! — Et pour que rien ne manquât à cette journée, au moment de nous séparer, il fut question de vous entre les deux amies et moi, de vous, oui, colonel. Elles s'étaient arrêtées devant votre portrait.

— C'est mon parrain, c'est un héros d'Afrique, leur dis-je avec orgueil.

— Héros ou non, dit Marthe, si le portrait est ressemblant, votre parrain doit être un brave homme.

— Et l'on serait heureuse de l'avoir pour ami, ajouta Mlle de La Varenne.

Là-dessus elles s'échappèrent ainsi que deux oiseaux qui prennent ensemble leur volée. J'avais fait atteler, je les mis en voiture. Elles partirent, je les suivis des yeux, et elles étaient déjà loin que je voyais encore, à travers les arbres, leurs mouchoirs, qu'elles agitaient en signe de dernier adieu.

Quelques semaines après, j'étais l'hôte assidu, le familier des Granges. La mère de Thérèse m'avait écrit pour me remercier. Elle

exprimait en même temps le désir de me voir et de me connaître : je ne m'étais pas fait prier. J'avais été bien accueilli, je ne déplaisais pas, et dès mes premières visites j'étais établi dans la place. Mme de La Varenne était veuve. Mariée fort jeune à un gentilhomme du pays, elle avait tenu pendant quelques années un assez grand état à Paris. Après la mort de M. de La Varenne, qui laissait une fortune singulièrement réduite par la vie de luxe qu'ils avaient menée, elle s'était retirée forcément du monde, où elle avait brillé d'un vif éclat. Elle aurait pu facilement se remarier; l'expérience qu'elle avait faite l'avait assurée contre la tentation d'une seconde épreuve. Voilà ce qu'on disait autour de moi. Elle vivait à l'aise dans son petit domaine, qu'elle ne quittait qu'à la fin de l'automne pour aller passer les plus durs mois de l'hiver à la ville voisine. C'était une femme encore belle, avec beaucoup d'agrément dans l'esprit et de grâce dans les manières. Les rêves d'ambition qu'elle nourrissait ne me furent révélés que plus tard, et comme par un coup de foudre. J'avais bien deviné chez elle un fonds de scepticisme railleur, la sourde impatience d'une vie silencieuse et bornée; mais je ne songeais guère à faire des études de caractère. Elle me recevait avec bienveillance, et tel était mon aveuglement, telle était ma simplicité, que je me figurais parfois qu'elle était dans le secret de mes sentimens, qu'elle les approuvait et les encourageait. Les serviteurs eux-mêmes m'avaient pris à gré; je lisais ma bienvenue sur tous les visages. Enfin, sans avoir échangé aucune confidence, nous étions d'intelligence, Mlle de Champlieu et moi; nos regards s'entendaient, mon bonheur me riait dans ses yeux. Ce qui montre dans tout son jour le bon naturel de ces aimables filles, c'est que ma prédilection pour l'une d'elles, loin de les désunir, comme il serait arrivé fatalement avec deux âmes moins choisies, semblait ajouter encore à leur mutuelle affection. A qui fut-il accordé d'abriter sa jeunesse dans un intérieur plus aimable? Tout m'était prétexte pour courir au manoir, une brochure, un livre, une plante, des graines que j'apportais. Si les occasions m'avaient manqué, Marthe m'en eût fourni de reste. Enfant gâté des Granges, elle en était la vie. Promenades sur l'eau, excursions en voiture, pêches dans les ruisseaux, pipées au fond des bois, tout se faisait par elle, et rien ne se faisait sans moi. Il y avait au fond du parc une porte qui s'ouvrait sur une pêcherie. C'est là, au bord d'un étang, que nous allions souvent nous asseoir par les après-midi sereines. Je venais avec mes crayons, elles apportaient leur ouvrage, et nous causions tout en travaillant. Quand le temps était mauvais, je décorais des panneaux, je peignais des dessus de porte, et c'est encore l'adorable Marthe qui avait su me ménager cette occupation pour les jours de pluie, tant son amitié était

ingénieuse, fertile en inventions qui avaient pour but de m'attirer et de me retenir! Ainsi je voyais Thérèse fréquemment, et chaque fois que je la voyais, elle me devenait plus chère. Ce petit être poétique et charmant pratiquait déjà le culte du devoir. Elle avait pour la beauté de sa mère une admiration passionnée; elle en était plus fière, elle s'en trouvait plus ornée qu'aucune fille de sa propre beauté, et, comme s'il se fût agi d'une déesse, elle s'appliquait à lui épargner les soins du ménage. Mme de La Varenne se laissait admirer, et Thérèse gouvernait la maison. Elle s'en acquittait sans bruit, et, quoique vigilante, se rendait agréable à tous. Ces soins d'administration domestique n'avaient pas plus amoindri son âme qu'ils n'avaient terni sa jeunesse. Elle en avait retiré une raison précoce, sans y rien laisser de sa grâce et de sa distinction native. Moins enjouée que son amie, elle avait cependant cette sérénité d'humeur qui est l'indice d'une nature bien venue. La modestie de ses désirs répondait à la simplicité de ses mœurs. Elle se plaisait aux champs, où elle avait grandi, et ne souhaitait pas d'en sortir. Elle n'en goûtait pas seulement la poésie contemplative, elle en aimait aussi les travaux. Je l'avais rencontrée, la compagne dont vous me parliez tout à l'heure, et qui eût été la joie de mon foyer! Nous nous aimions sans nous le dire : nos cœurs n'avaient rien à s'apprendre. Il n'était besoin entre nous ni de sermens ni de promesses, et il me semble encore aujourd'hui que nous étions fiancés l'un à l'autre.

Novembre nous avait dispersés. Mme de La Varenne était rentrée en ville, Marthe chez ses parens. Dussiez-vous me prendre en pitié, il faut que vous sachiez jusqu'où pouvaient aller ma candeur et mes illusions. Quand je voyais Thérèse tous les jours, satisfait de vivre auprès d'elle, trop heureux pour me hâter de l'être davantage, je laissais mes projets flotter entre le rêve et l'espérance. Ce fut seulement après son départ que je les arrêtai et les fixai dans mon esprit. Je n'entrevoyais pas d'obstacles, je n'admettais pas qu'il pût en survenir. Je ne doutais de rien, j'avais la foi. Le bonheur était pour moi comme un hôte sur qui je devais compter : j'employai l'hiver à mettre ma maison en état de le recevoir. La ferme était encore à peu près telle que mon père me l'avait transmise. Je m'occupai à l'embellir, je l'accommodai d'après les goûts de l'enfant que j'aimais, avec un peu plus de recherche qu'elle n'en eût désiré peut-être. C'était un nid que j'édifiais : j'y amassai la mousse et le duvet. Ce matin, je vous ai vu sourire devant certaines élégances que vous ne vous attendiez pas à rencontrer sous le toit d'un garçon qui cultive ses terres. Mon ami, vous étiez dans l'appartement de ma femme. Ma femme! je la voyais déjà en pos-

session de son petit royaume. Que de soins, d'amour, de respect autour de cette jeune reine! Déjà les Aubiers fêtaient le premier-né, déjà de blondes têtes couraient dans le verger ou s'ébattaient aux clartés de l'âtre. Ah! quel printemps que cet hiver! Tout chantait dans mon cœur. Après avoir transformé le logis, je refis le jardin, je plantai des massifs, je construisis des serres. En même temps je me rendais un compte exact de mon avoir, j'introduisais l'ordre dans mes finances. J'étais Mansard, Le Nôtre et Colbert. J'avais beau grouper ou aligner des chiffres, il s'en fallait de beaucoup que j'arrivasse à l'opulence; mais mon bien, si modeste qu'il fût, assurait l'aisance à ma famille, et me permettait même d'offrir à Mme de La Varenne une existence plus large, plus variée que celle qu'elle menait aux Granges. Ma confiance, en réalité, n'avait rien de déraisonnable. Vers la fin du mois de mars, toutes mes dispositions étaient prises, tous mes arrangemens terminés. Je n'étais allé à la ville que rarement, deux ou trois fois au plus. J'avais connu Thérèse, nous nous étions aimés sous le ciel des prairies, et tout bonheur veut rester dans son cadre. J'attendais son retour pour la demander à sa mère. Une semaine encore, et j'allais la revoir, lorsque je reçus un mot de Mme de La Varenne qui m'annonçait que ses plans étaient changés : elle partait pour Paris avec sa fille, et me donnait rendez-vous aux Granges pour les premiers jours de l'été.

Ce départ subit, auquel, il est vrai, j'étais loin de m'attendre, n'avait pas cependant entamé ma sécurité. Je savais que Thérèse avait à Paris des parens qui depuis longtemps désiraient la voir. La résolution de sa mère ne devait donc pas me surprendre. Je laissai, sans trop d'impatience, s'écouler le printemps; mais, au retour de l'été, quand le délai fixé par Mme de La Varenne fut expiré, quand les jours, quand les semaines se succédèrent sans la ramener, un grand trouble s'empara de moi. Que se passait-il? Thérèse était-elle malade? Pourquoi ne revenait-elle pas? Je m'informai au manoir : on était sans nouvelles. Je pris le parti de m'adresser à Mlle de Champlieu. Orpheline dès son bas âge, elle vivait avec de vieux parens qui l'avaient élevée, et qui s'étaient chargés de l'administration de ses biens. Ces biens étaient considérables : la terre de Champlieu lui appartenait. Je ne dirai pas qu'elle m'accueillit froidement, mais pendant tout le temps que dura ma visite je crus démêler dans son attitude quelque chose de gêné, de contraint. Il me sembla que ses regards évitaient de rencontrer les miens, et, lorsqu'ils s'attachaient sur moi, c'était avec une expression à laquelle ils ne m'avaient point habitué. Nous n'étions pas seuls, notre entrevue dut se borner à un échange de questions et de réponses également banales. Mme de La Varenne et sa fille se portaient à merveille.

Il n'était pas vraisemblable que leur absence se prolongeât encore longtemps. Il y avait tout lieu de penser qu'elles seraient bientôt de retour. Pas un mot d'ailleurs qui eût trait à notre intimité, pas une allusion à notre réunion prochaine. Bref, je me retirai pleinement rassuré sur la santé de Thérèse et plus oppressé pourtant que je ne l'étais en arrivant chez Marthe. Quelques semaines encore s'écoulèrent, je les passai le cœur en proie à une inquiétude dévorante. L'amour qui naguère remplissait ma vie sans l'agiter avait pris insensiblement tous les caractères d'une passion farouche. Ah! malheureux, le bonheur était là, sous ta main! Pourquoi l'avais-tu laissé s'échapper? Que ne t'étais-tu hâté de le saisir? Il y avait des heures où le pressentiment de ma destinée pesait sur moi comme un cauchemar. Parfois je riais de mes terreurs, le plus souvent je les subissais sans essayer de m'y soustraire. J'allais errer du côté des Granges, j'apercevais, aux lueurs du couchant, le perron désert, la façade morne, les persiennes toutes fermées, et je revenais consumé de tristesse.

Un jour enfin, dans la matinée, je vis entrer à l'atelier le jardinier de Mme de La Varenne. Il venait m'annoncer que sa maîtresse était de retour depuis la veille au soir, et qu'elle m'attendait le jour même. Vous avez vu quelquefois les nuées du ciel balayées en un clin d'œil par un coup de vent; il se fit quelque chose d'approchant en moi. Toutes les chimères que je m'étais créées, tous les monstres qu'avait enfantés dans mon cerveau la fièvre de l'attente s'évanouirent en un instant, et je me retrouvai, calme et souriant, en présence de la réalité. Thérèse m'était rendue! L'empressement de Mme de La Varenne à m'appeler témoignait assez que leurs sentimens m'étaient restés fidèles. Je me souvenais encore des impressions que m'avait laissées ma visite à Champlieu, mais c'était pour me reprocher d'avoir pu leur donner accès dans mon esprit. Toutefois j'avais appris à mes dépens qu'atermoyer le bonheur n'est pas sage, et je partis pour le manoir, bien decidé à profiter de la leçon.

La belle matinée! que le ciel était pur! que l'air était frais et léger! J'allais tantôt pressant le pas, et tantôt le ralentissant pour savourer à loisir les joies dont mon âme était pleine. Je ne rencontrais sur mon passage que des visages heureux, je ne recueillais que de bonnes paroles. Les haies m'envoyaient leurs plus doux parfums, les oiseaux leurs plus gais concerts, les brises leurs haleines les plus caressantes, et au milieu de ces enchantemens je sentais mon amour plus sérieux, plus profond qu'autrefois, alors qu'il n'avait point souffert. S'il m'était resté dans la pensée quelque trouble, quelque appréhension, mon arrivée aux Granges aurait suffi pour les dissiper. Je recevais au seuil de cette demeure

le même accueil que par le passé. Les serviteurs s'empressaient; les chiens accouraient et me léchaient les mains. Je reconnaissais, je respirais avec délices des senteurs enivrantes, et que je n'avais respirées que là. Ouverte à deux battans, la porte du vestibule semblait me dire : Entrez, on vous attend. Je montai les degrés du perron, et, sans être annoncé, je pénétrai dans le salon.

Mme de La Varenne s'y trouvait seule. Au bruit que je fis en entrant, elle retourna la tête, se leva vivement, et s'avança vers moi les mains tendues. J'aurais pu croire qu'elle allait m'offrir ce que je venais lui demander.

— Arrivez, arrivez! s'écria-t-elle avec effusion. J'ai une grande nouvelle à vous annoncer, et j'ai voulu que vous fussiez le premier à l'apprendre, tant votre affection pour nous m'est connue, tant je sais l'intérêt que vous nous portez.

Et à brûle-pourpoint, comme si, en se jouant avec une arme à feu, elle me l'eût déchargée en pleine poitrine, elle me fit part du prochain mariage de sa fille. Un mariage inespéré! Trois cent mille livres de rente! Un splendide hôtel à Paris! un magnifique château sur les bords de la Loire! Aux champs comme à la ville, un train de maison princier! Et en perspective les fêtes du monde officiel, un siége au sénat pour son gendre! Tout cela avait été débité coup sur coup, avec l'animation de la fièvre et la volubilité du délire. Elle ne se possédait pas. J'étais debout, appuyé contre un meuble. La sueur s'amassait à mes tempes; ma face devait avoir la pâleur de la mort.

— Asseyez-vous donc, me dit-elle.

Et, sans remarquer ma stupeur, sans s'étonner de mon silence, elle se mit à raconter avec une éloquence amère tout ce qu'elle avait dévoré de tristesse et d'ennui au fond de ces campagnes. Toutes ses révoltes, toutes ses vanités, toutes ses convoitises, qui n'avaient eu jusque-là d'autre confident qu'elle-même, toutes les plaies secrètes d'une âme ambitieuse et qui se sent étouffer dans une destinée fermée, elle les mit à nu et les étala sous mes yeux. Elle allait revivre enfin! L'espace se rouvrait devant elle, le monde lui appartenait. Et, s'exaltant de plus en plus, elle dessinait à grands traits le programme de l'existence qu'elle comptait mener désormais. Quant aux qualités morales de son gendre, quant aux chances de félicité que cette union pouvait offrir à sa fille, elle se taisait là-dessus. Elle seule était en scène, c'est d'elle seule qu'il s'agissait. J'étais anéanti, tout s'écroulait autour de moi. Elle ne savait rien, ne se doutait de rien; je n'avais été pour elle qu'une distraction, une relation de bon voisinage.

— Eh bien! demanda-t-elle en se tournant vers moi, à quoi donc pensez-vous? Qu'attendez-vous pour me féliciter?

— Madame, lui répondis-je, j'attends que vous m'ayez dit si ce mariage, qui vous comble de joie, fait également le bonheur de Mlle de La Varenne.

— Oh! tranquillisez-vous, répliqua-t-elle en souriant. Thérèse, de prime abord, a bien montré quelque résistance. Elle ne s'est pas faite en un jour à l'idée d'un si brusque changement dans sa destinée; mais cette chère enfant a fini par comprendre que son bonheur est inséparable du mien.

Tout m'était expliqué : Thérèse n'était pas libre, elle cédait à l'obsession, elle s'immolait pour sa mère. J'étais saisi d'indignation autant que de douleur, et je n'aurais pu dire ce qui me bouleversait le plus, de la ruine de mes espérances ou du naïf et monstrueux égoïsme qui se déroulait devant moi.

— Recevez mon compliment, madame, lui dis-je en me levant, et soyez persuadée que la fortune qui vous arrive me touche encore plus profondément que vous ne pouviez le supposer.

En achevant ces mots, je m'étais dirigé vers la porte.

— Comment! s'écria-t-elle, vous ne nous donnez pas cette journée? Êtes-vous si pressé? Thérèse est à la ville avec Marthe : elles vont rentrer; restez donc!

— Mon Dieu, madame, je ne puis, répondis-je. Quand j'ai reçu la nouvelle de votre arrivée, je me disposais à partir pour un voyage qui doit me tenir éloigné du pays pendant quelque temps. Pardonnez-moi de vous quitter si tôt.

Tel était son enivrement qu'elle n'avait rien deviné. Elle ne s'était aperçue ni de l'altération de mes traits, ni de la pâleur de mon front, ni du trouble de mon maintien, et ma retraite précipitée, la sécheresse de mon adieu ne la frappaient pas davantage.

— Je compte bien, dit-elle, que vous serez revenu pour le mariage de ma fille.

Je m'inclinai sans rien ajouter, et je sortis.

Quel retour par ces mêmes chemins qui m'avaient vu passer quelques heures auparavant si confiant, si jeune, si heureux! La colère et le désespoir, toutes les pensées, tous les sentimens tumultueux que soulevait en moi la perte de mes rêves, m'avaient pour ainsi dire porté jusqu'aux Aubiers. Je m'accusais de n'avoir pas su défendre mon bonheur : je m'indignais contre ma lâcheté. Je voulais retourner aux Granges, revoir Mme de La Varenne, lui déclarer que j'aimais sa fille, que sa fille m'aimait, que Dieu m'avait donné des droits sur elle et qu'on ne me l'arracherait qu'avec la vie; mais, quand j'eus franchi le pas de ma porte, quand je me retrouvai chez moi,... ô ma petite ferme que j'avais embellie avec tant d'amour, dont j'avais cru faire un palais, et qui, le matin encore, étais ma joie et ma richesse, qu'étais-tu devenue? Je ne la reconnaissais

plus. Que tout m'y semblait misérable! que je me sentais moi-même pauvre et déshérité! Quelle chute soudaine! quel abaissement de fortune! Après avoir erré comme une ombre de chambre en chambre, j'étais passé dans l'appartement que je destinais à ma chère Thérèse; je la vis dans son hôtel à Paris, dans son château sur les bords de la Loire, et je fondis en larmes, j'éclatai en sanglots.....

— Je te plains, dit Evrard quand Paul eut terminé ce récit; je plains surtout Mlle de La Varenne. Toi, tu n'es lié qu'à ta douleur; mais cette enfant! c'est sur elle qu'il faut pleurer. Quand ce mariage doit-il se faire?

— Prochainement. On en parle dans le pays.

— Eh bien! mon ami, je t'emmène avec moi. Tu ne seras pas le premier qui auras retrouvé là-bas la paix et la santé de l'âme. L'épreuve que tu subis est cruelle; elle n'est pas de celles qui flétrissent une destinée. On ne s'est pas joué de ta tendresse; Mme de La Varenne ne t'avait rien promis, ce n'est pas sciemment qu'elle a déchiré ton cœur. Ta blessure est saine, le temps la fermera. En route, mon cher Paul! Fais tes préparatifs, nous partirons demain.

— Non, pas demain! s'écria Paul. Je ne vous ai pas tout dit. Quinze jours se sont écoulés depuis mon entrevue avec Mme de La Varenne. Je devais partir, et je suis resté. Perdre Thérèse sans la revoir était au-dessus de mes forces. Je n'avais d'espoir qu'en Mlle de Champlieu. J'ai pu lui parler ce matin. Nous étions seuls. Elle avait pris mes mains; elle était bien émue. — Allez, m'a-t-elle dit, nous sommes aussi malheureuses, aussi désespérées que vous. Il n'a pas dépendu de moi que Mme de La Varenne ne sût tout. Thérèse m'a scellé les lèvres; elle s'immole tout entière, et n'admet pas que son sacrifice coûte même un regret à sa mère. Que faites-vous ici? a-t-elle ajouté d'un ton de douceur et d'autorité. Je vous croyais parti. Il faut que vous vous éloigniez. Il le faut pour vous et pour elle. — Je ne partirai pas avant de l'avoir revue, me suis-je écrié. Il y a des choses que je ne lui ai jamais dites, et qu'il est impossible que je ne lui dise pas au moins une fois. Je veux lui dire que je l'aime, que je perds tout en la perdant, qu'elle était mon âme et ma vie. Vous êtes bonne. Ne rejetez pas ma prière, ayez pitié de ma détresse! Demain, à la chute du jour, je serai au bord de la pêcherie. Venez avec elle, conduisez-la vers moi, et je vous devrai mon dernier bonheur, je m'en irai en vous bénissant. — Et, sans attendre sa réponse, je l'ai laissée, je me suis enfui.

— Et tu crois que ces deux jeunes filles?...

— Je le crois, je l'espère.

— Moi, dit Evrard, je ne le crois pas, j'en suis sûr. Ainsi, ajouta-

t-il à mi-voix et se parlant à lui-même, c'est à la pêcherie qu'ils vont se dire adieu, se voir pour la dernière fois,... à la pêcherie, au soleil couchant, sous les saules!

Et il tomba dans une profonde rêverie que son hôte n'osa pas troubler. Ils se quittaient quelques minutes après en se donnant rendez-vous pour le surlendemain, et, malgré l'heure avancée de la nuit, malgré les instances de Paul, qui le pressait de rester aux Aubiers, le colonel reprenait tout pensif le chemin de la ville.

Le lendemain, dans l'après-midi, il se passait au manoir une scène dont un peintre de genre aurait pu s'inspirer. Le trousseau de Thérèse venait d'arriver, et Mme de La Varenne s'occupait avec Marthe à vider les caisses apportées au salon. La châtelaine s'était piquée d'honneur, c'était un trousseau de princesse. Thérèse regardait d'un air résigné les fins tissus et les dentelles que sa mère étalait sous ses yeux, et de temps en temps sa figure s'éclairait d'un pâle sourire, grâce à Marthe, qui, par ses propos et par ses gentillesses, réussissait parfois à l'égayer un peu. Mme de La Varenne était ce jour-là plus radieuse encore que la veille. Elle avait reçu dans la matinée une lettre par laquelle le phénix des gendres s'annonçait pour la fin de la semaine, et, bien qu'elle le considérât comme une prise qui ne pouvait lui échapper, elle n'était pas fâchée de toucher au moment qui devait mettre en cage un oiseau si précieux. Dans sa joie, elle n'avait plus que vingt ans. Thérèse se sentait payée de son sacrifice en la voyant si jeune, si triomphante, si belle, et c'est à peine si la pauvre petite se permettait une plainte au fond de son cœur. Les caisses, les cartons n'avaient encore livré qu'une partie de leurs trésors, quand la porte du salon s'entr'ouvrit et laissa se glisser la tête du jardinier.

— Entrez, Léonard, entrez, qu'y a-t-il?

— Il y a, madame, répondit Léonard entrant à pas de loup, il y a que, vu l'état de goutte du garde champêtre, qui ne peut plus remuer ni pied ni patte, je viens nonobstant demander à madame s'il convient à madame d'envoyer chercher la gendarmerie.

— C'est une idée, dit Marthe, envoyons chercher la gendarmerie.

— Et pourquoi faire, bonté divine?

— Pour empoigner, sauf le respect que je dois à madame et à toute la compagnie pareillement, un malfaiteur qui rôde depuis plus de deux heures dans le parc, et qui n'a pas la mine de vouloir s'en aller sans avoir fait quelque mauvais coup.

— Quels ragots nous faites-vous là? un malfaiteur ici, dans ce pays!

— Pardon, excuse, ça n'est pas un physique appartenant à la localité.

— Eh bien! d'où vient-il? que veut-il? Vous lui avez parlé?

— Pas absolument, mais je l'ai suivi... de loin, en me cachant derrière les arbres.

— Enfin, dit Marthe, vous l'avez vu, comment est-il fait?

— Mon Dieu, mademoiselle, ce n'est point que, de sa personne, il soit ostensiblement mal fait. D'aucuns même pourraient trouver que c'est un grand bel homme proprement vêtu; mais il vous a une figure! avec ses moustaches et sa peau enfumée, c'est comme qui dirait une tête de mahométan. Ce n'est pas, mon Dieu, que, de sa figure, il soit finalement repoussant; mais des airs! mais des façons! Il va de ci, il vient de là, il marche sur les pelouses, il flanque des coups de canne aux branches, il s'approche sournoisement de la maison, il la regarde, et après qu'il l'a bien regardée, il rentre dans le parc vivement comme une couleuvre... Je demande à madame si c'est là les allures d'un chrétien bien intentionné. Sans compter que personne ne l'a vu passer par la grille, et qu'il n'a pu s'introduire chez nous que par escalade. Et par-dessus tout, ajouta Léonard baissant la voix, le petit Pierrot qui était avec moi pour me soutenir en cas d'attaque... Je n'oserai jamais dire ça à madame.

— Osez, mon garçon, osez.

— Eh bien! madame, le petit Pierrot, qui n'est pas un âne comme chacun sait, assure que c'est le même qu'une espèce de loup-garou qu'il voit depuis quelque temps tourner le soir autour de l'enclos. Faut-il que j'aille chercher les gendarmes?

— Non, dit Marthe, ce malfaiteur me plaît. S'il rôde depuis plus de deux heures dans le parc, il doit être un peu fatigué : allons l'arrêter nous-mêmes et lui offrir de se reposer ici.

— Ce n'est pas la peine de vous déranger, s'écria Léonard : le voici!

A ce moment, un étranger débouchait du parc sur la terrasse et se dirigeait vers l'habitation. Les trois femmes, pour le voir venir, s'étaient mises à la fenêtre, tandis que le vaillant Léonard s'esquivait discrètement, et, pour plus de sûreté, retournait à ses plates-bandes.

— C'est qu'en vérité il a tout à fait bon air, ce malfaiteur, dit Mlle de Champlieu. Regarde donc, Thérèse! Ne te semble-t-il pas que nous avons déjà vu cette figure-là quelque part?

— En effet, dit Thérèse.

— C'est singulier, dit à son tour Mme de La Varenne : où donc ai-je vu déjà cette figure?

Il avait franchi les marches du perron. Après avoir vainement attendu quelqu'un qui l'annonçât, il entra au salon, dont la porte était restée entr'ouverte, et s'avança gravement vers Mme de La Varenne, qui avait fait vers lui quelques pas. Rien que sa façon de

se présenter aurait suffi pour dissiper toute espèce de préventions.

— Vous ne me reconnaissez pas, madame?

A ce timbre de voix que les années n'avaient point altéré, Mme de La Varenne avait tressailli : elle attachait sur l'étranger un regard curieux, hésitant.

— Vous ne me reconnaissez pas, reprit-il, et peut-être avez-vous oublié jusqu'à mon nom.

Il allait se nommer. — Evrard! s'écria-t-elle avec une explosion de joyeuse surprise. Comment, c'est vous! c'est vous, mon cher Paul! Mais embrassez-moi donc, appelez-moi Julie comme autrefois. Ne suis-je plus votre amie d'enfance, votre compagne de jeunesse? Et moi qui ne vous ai pas reconnu tout de suite! C'est que vous êtes changé, savez-vous? Aussi quelle idée d'aller faire la guerre aux Arabes! Je n'espérais plus vous revoir. Combien y a-t-il de temps que vous avez quitté le pays?

— Vingt années aujourd'hui, Julie.

— Vingt années! déjà! Vous en êtes sûr?

— Oh! très sûr, je les ai comptées.

Pendant qu'ils causaient, pendant qu'Evrard racontait en peu de mots qu'un devoir impérieux l'ayant obligé de venir en France, il n'avait pu résister au désir de revoir un instant son lieu natal et les amis qu'il y avait laissés, Thérèse et Marthe, retirées toutes deux dans une embrasure de fenêtre, reconnaissaient le parrain de Paul, le héros d'Afrique dont elles avaient vu le portrait aux Aubiers. Chacune d'elles se demandait si la présence de cet hôte inattendu n'allait pas changer le cours des événemens, s'il n'y avait pas dans son arrivée quelque chose de providentiel, et, sans se communiquer leurs pensées, toutes deux contemplaient en silence ce mâle et beau visage comme s'il leur promettait un sauveur.

— Ma fille, dit Mme de La Varenne en présentant Thérèse.

— Voulez-vous que je sois votre ami, mademoiselle? demanda Evrard avec une expression de tendresse infinie.

— Oh! oui, monsieur, oh! oui, je le veux bien! répondit Thérèse, émue jusqu'aux larmes sans savoir pourquoi.

— Allons, embrassez-la, dit Mme de La Varenne.

Il l'entoura d'un de ses bras et la pressa doucement sur son cœur.

— Une autre fille à moi, Mlle de Champlieu. Vous vous souvenez de sa mère?

— Oui, mademoiselle, je me souviens de votre mère, et il me semble qu'elle revit en vous.

— Embrassez-la donc, elle aussi, dit Marthe en lui donnant ses joues à baiser.

Une intimité qui débutait ainsi pouvait se passer de plus amples

préliminaires. Evrard n'avait pas eu le temps de s'asseoir, qu'il était déjà l'ami des jeunes filles autant que l'ami de la mère. Les heures s'écoulèrent en propos familiers. On laisse à penser si Mme de La Varenne fit sonner les millions de son gendre! Marthe heureusement avait fini par s'emparer du colonel, qu'elle pressait de questions sur sa carrière militaire, sur l'Afrique, sur les Bédouins, sur les douars et sur les gourbis, sur les lions et sur les panthères. Evrard parla de son métier simplement. Il raconta ses expéditions sans se mettre en scène une seule fois, et mêla même à ses récits quelques histoires de panthères qui ravirent en admiration Mlle de Champlieu. Marthe ne comprenait plus l'existence que sous une tente, au pied de l'Atlas. Thérèse se taisait, mais elle ne se lassait pas de regarder le parrain de Paul. Qu'attendait-elle de lui? Que pouvait-il pour elle? Elle n'en savait rien, et pourtant, depuis qu'il était là, elle croyait sentir qu'elle avait un appui. Une voix secrète lui disait d'espérer, et la pauvre enfant espérait. Frêle espoir qu'un mot d'Evrard allait briser!

Après le dîner, on était rentré au salon. A mesure que le jour baissait, Marthe était devenue silencieuse, et Thérèse paraissait inquiète, agitée, comme si une même pensée les eût en même temps assaillies toutes deux. Elles se tenaient à l'écart et pressées l'une contre l'autre. Le colonel, tout en causant avec Mme de La Varenne, ne les quittait pas des yeux. La journée tirait à sa fin. Thérèse demeurait immobile; son visage trahissait les angoisses, les hésitations d'un cœur aux abois. Marthe regardait d'un air préoccupé la cime des arbres qu'embrasaient les feux du couchant.

— Eh quoi! s'écria Mme de La Varenne, vous arrivez à peine, et vous parlez déjà de partir! Ce n'est pas sérieux, j'imagine.

— C'est malheureusement très sérieux, répondit Evrard. Je ne suis plus libre, j'ai donné rendez-vous à un jeune ami que j'emmène avec moi, et nous partons demain...

En prononçant ces mots, il s'était rapproché du groupe des jeunes filles, et il abaissait sur Thérèse un regard empreint d'une tendre pitié. Thérèse avait compris. Elle resta d'abord comme abîmée sous le coup des paroles qu'elle venait d'entendre, puis, se levant résolûment, elle saisit le bras de Marthe et l'entraîna hors du salon.

— Voici une belle soirée, dit Evrard après qu'il les eut vues s'enfoncer dans la profondeur d'une allée. Voulez-vous que nous fassions ensemble un tour de parc?

— Bien volontiers, répondit Mme de La Varenne.

Elle s'enveloppa d'un châle, le colonel offrit son bras, et ils descendirent les degrés du perron. La soirée était belle en effet. Le soleil, près de disparaître, lançait ses flèches d'or à travers le feuillage. Il y avait des parties du parc encore inondées de clartés, et

d'autres qui déjà se remplissaient d'ombre et de mystère. Les pinsons, les fauvettes, avant de regagner leurs nids, renforçaient leur ramage et faisaient en concert leurs adieux au jour qui finissait, tandis que les merles, habitués à siffler la diane et la retraite, traversaient les allées d'un vol effaré. On entendait au loin le mugissement des troupeaux qui rentraient aux étables, le chant des rainettes du côté de la pêcherie, tous les bruits, toutes les rumeurs qui s'élèvent le soir du fond des vallées. Ils marchaient à pas lents, en silence, et qui les eût vus cheminant ainsi côte à côte sous ces beaux ombrages aurait pu croire que leurs pensées suivaient le même cours, que c'étaient là deux âmes unies et confondues dans une commune émotion.

— Savez-vous bien, dit enfin Mme de La Varenne, que vous m'avez fait à peine compliment sur le mariage de ma fille? Vous ne pouvez nier pourtant que ce ne soit un mariage magnifique?

— J'en conviens, repartit Evrard arraché brusquement à sa rêverie. Trois cent mille livres de rente! Palais à la ville, palais à la campagne! Votre gendre est fils de ses œuvres, m'avez-vous dit. Pour peu qu'il soit jeune encore, il n'a pas perdu son temps. Dans quelle carrière s'est-il enrichi?

— Dans l'industrie, dans la banque, dans les affaires.

— Dans les affaires?

— Honorablement, au grand jour.

— Je veux le croire, et bien qu'en général je me défie de ces fortunes si rapides, bien que la probité, le travail et l'intelligence ne suffisent pas toujours à les élever, je le tiens pour galant homme du moment que vous l'avez choisi. Votre fille aime le mari que vous lui destinez?

— Comment l'entendez-vous?

— Je ne pense pas, ma chère, qu'il y ait deux façons de l'entendre. Tantôt, en vous écoutant pendant que vous énumériez avec complaisance tous les avantages attachés à la grande alliance que vous allez faire, j'observais Mlle de La Varenne, et il m'a semblé que son attitude et sa physionomie ne répondaient pas à la joie qui éclatait dans vos discours. Je vous demande, au nom d'une ancienne amitié, si le gendre de votre choix a su gagner les sympathies de votre fille, si elle se sent entraînée vers lui, si elle l'aime, en un mot... Est-ce clair?

— Oh! je ne dis pas que Thérèse soit follement éprise de son fiancé. Comment l'aimerait-elle? C'est à peine si elle le connaît. Le mariage n'est point affaire de passion et d'entraînement. On se marie, l'amour vient ensuite.

— Et s'il ne vient pas?

— On s'en passe.

— Ce n'est pas vous, Julie, qui voudriez marier votre fille contre son gré?

— Contre son gré!... Qui parle de cela?

— Vous ne voudriez pas la marier sans avoir consulté ses goûts?

— J'ai mieux fait que de consulter ses goûts, répliqua d'un ton sec Mme de La Varenne, j'ai cherché son bonheur, dont je crois être meilleur juge que vous, mon cher ami. Quoi que Thérèse puisse penser, je suis tranquille, elle me remerciera plus tard.

— A merveille, madame, à merveille! Je ne suis qu'un soldat, et vous vous entendez sans doute mieux que moi à la conduite de la vie. D'où vient donc cependant l'accablement profond que cette jeune fille s'efforce en vain de dissimuler? Qu'à la veille de faire un mariage d'argent, elle restât froide, indifférente, je le comprendrais, j'y verrais la marque d'une âme délicate et fière; mais comment expliquer son front chargé d'ennui, sa poitrine oppressée, son regard abattu, ses paupières brûlées de larmes? Vous vivez avec elle, rien de tout cela ne vous frappe. Je vous affirme, moi, que cette enfant est malheureuse.

— Malheureuse, ma fille?

— Oui, Julie, malheureuse. Si cette enfant n'était pas condamnée seulement au supplice d'épouser sans amour un homme qu'elle connaît à peine! Êtes-vous descendue au fond de son cœur? Êtes-vous bien sûre au moins qu'elle n'a d'amour pour personne?

— Vous n'avez que romans en tête! Parce que Thérèse n'a pas l'entrain et la gaîté de cette évaporée de Champlieu, il vous plaît de voir en elle une victime. Ma fille a grandi sous mes yeux, qui voulez-vous qu'elle aime? L'Oiseau bleu? le prince Charmant?

— L'an passé, au dernier automne, n'avez-vous pas reçu dans votre intimité un de vos voisins de campagne?

— Le petit Cordöan, des Aubiers? Sans doute. Eh bien! après?

— Il ne vous est jamais venu à la pensée qu'il pût aimer votre fille?

— Ma foi, non!

— Ni que votre fille pût l'aimer?

— Ce jeune homme?

— Oui, ce jeune homme.

— Qui m'apportait des graines, pêchait aux écrevisses, et barbouillait mes dessus de porte?

— Si Thérèse l'aimait pourtant?

— Vous êtes fou!

— Enfin si elle l'aimait?

— Eh bien! mon cher, si elle l'aimait, elle en serait quitte pour

l'oublier, car tenez pour certain que, ma parole ne fût-elle point engagée, je ne consentirais jamais à donner ma fille au fils d'un paysan.

— Parmi vos gentillâtres de province, en voyez-vous beaucoup qui le vaillent, ce fils de paysan? Affirmeriez-vous que votre gendre ait une aussi bonne origine?

— Un garçon qui n'est propre à rien, qui ne fait rien, qui ne veut rien faire!

— Il a le goût des arts. Il cultive ses terres. Si la route qu'il suit ne mène ni aux honneurs ni à l'opulence, on est sûr du moins qu'elle ne peut aboutir ni à la ruine ni à la honte.

— Ses terres! ses terres!... Il n'a pas le sou.

— Il a vingt mille livres de rente au soleil, honnêtement amassées par son père.

— En vérité! ce jeune nabab a vingt mille livres de rente? Et vous croyez, candide habitant du désert, que c'est avec vingt mille livres de rente qu'un jeune ménage peut aujourd'hui faire figure dans le monde?

— Je crois sincèrement que c'est autant qu'il en faut pour vivre heureux chez soi. Quelle nécessité pour un jeune ménage de faire figure dans le monde? Il en est du monde comme du jeu : on ne lui appartient pas à demi. On ne veut lui donner d'abord qu'une parcelle de sa vie. On laisse le bonheur à la maison, mais seulement pour quelques heures. On rentre, il rit et vous fait fête. On le néglige bientôt de plus en plus, on passe loin de lui des journées et des nuits entières, jusqu'à ce qu'enfin, las d'attendre au coin d'un foyer abandonné, il prend le parti de déloger par la porte ou par la fenêtre. J'ajouterai...

— N'allez pas plus loin, nous arrivons aux plaisirs des champs, aux délices de la médiocrité, à la poésie des joies domestiques. Ces plaisirs, je les connais; ces délices, je viens de m'en abreuver; cette poésie, il m'a été donné de la goûter tout à loisir. Laissons cela, nous ne pourrions pas nous entendre. Il s'est fait dans nos mœurs et dans nos habitudes une révolution dont vous ne paraissez pas vous douter. Toutes les conditions de la vie sont changées...

— Le cœur est-il changé, lui aussi? Avez-vous supprimé du même coup l'amour et la jeunesse?

— L'amour n'a qu'un matin, la jeunesse n'a qu'un jour, et la vie est longue, Evrard. Encore une fois, brisons là. Si le seigneur des Aubiers a élevé ses vues jusqu'à ma fille, s'il a conçu le ridicule espoir de l'épouser, j'en suis fâchée pour lui. Quant à Thérèse, rassurez-vous, elle ne pense pas et n'a jamais pensé à ce jeune homme.

— Vous vous trompez, elle l'aime, dit froidement le colonel, et d'un accent si ferme que Mme de La Varenne resta un instant interdite. Elle l'aime. J'en ai la preuve!

— Prenez garde, Evrard, prenez garde!

— Votre fille a écrit à Paul.

— Cela n'est pas vrai!

— Elle a écrit. J'ai lu sa lettre.

— Non!

— Je l'ai lue, elle est là! dit Evrard, frappant de la main sa poitrine.

— Montrez-moi cette lettre,... donnez-la-moi! Je le veux, je l'exige.

— Je ne puis pas vous la donner, mais je vais vous la lire.

L'homme de guerre avait reparu tout entier avec l'attitude, le geste et la voix du commandement. Mme de La Varenne subissait malgré elle l'autorité de sa parole et de son regard. Ils étaient arrivés dans une clairière, le crépuscule continuait le jour.

— Asseyez-vous, dit-il en lui montrant un banc au pied d'un hêtre.

Elle obéit, il prit place auprès d'elle, tira d'un portefeuille une lettre qu'il déplia, et il en commença ainsi la lecture :

« Paul, mon cher Paul, je t'aime et je te perds. Je t'aime... »

— Ah! malheureuse, ah! malheureuse enfant!... Devais-je m'attendre?... Donnez-moi cette lettre. Et, par un mouvement rapide, elle étendit le bras pour la saisir.

— Calmez-vous, dit Evrard, lui arrêtant la main.

— Vous prenez donc plaisir à me torturer! s'écria-t-elle avec désespoir.

— Non, calmez-vous. Cette lettre est l'expression des sentimens les plus honnêtes. Elle n'a pu sortir que d'une belle âme, il ne s'y trouve pas un seul mot dont puisse avoir jamais à rougir la personne qui l'a écrite.

Et il reprit :

« Paul, mon cher Paul, je t'aime et je te perds. Je t'aime et je te dis adieu. Pardonne-moi. Que pouvais-je, hélas! contre la volonté de ma mère? Je n'avais, pour résister, que mes larmes et mes prières; ma résistance est épuisée. Est-ce donc vrai, mon Paul? On nous sépare. Je ne sais pas ce que j'écris. Je suis brisée, j'ai la tête perdue. Ah! ma mère, que vous êtes cruelle! Rien n'a pu la fléchir, ni mes supplications, ni les révoltes de mon cœur, ni

ma soumission désespérée. Elle jouit de mon sacrifice comme s'il ne me coûtait rien, elle triomphe, et moi je me meurs! Il paraît, mon ami, que la raison et la sagesse nous défendaient de nous aimer. Il paraît que nos projets d'union n'étaient qu'enfantillage et folie. Tu es trop pauvre, d'une naissance trop obscure. Voilà pourtant ce qu'on me dit! Trop pauvre, toi! d'une naissance trop obscure! Crois-tu du moins que ta pauvreté eût été ma richesse? Crois-tu que j'aurais été fière d'être ta femme, de porter ton nom? Crois-tu que c'eût été ma joie et mon orgueil de partager ta destinée, de m'appuyer sur toi, de tout devoir à ton travail? C'était mon espoir, et cet espoir dont se nourrissait ma jeunesse, il faut que je l'immole à des vanités que je ne comprends pas, il faut que je renonce au bonheur, parce que ma mère ne saurait accepter pour gendre qu'un gentilhomme. Quelle pitié! — Que vas-tu faire? Tu ne peux pas rester ici. Épargne-moi la honte de me marier près de toi, sous tes yeux. Va-t'en, va-t'en bien loin! Emporte avec toi toute mon âme. Je ne te reverrai plus, ami de mon enfance. Je ne te reverrai plus, cher compagnon de mes jeunes années. Adieu donc, pour toujours adieu! Ma pensée te suivra partout, tu ne cesseras jamais de l'occuper. Quoique absent de ma vie, c'est toi qui la protégeras. Ton souvenir sera ma sauvegarde, et si je vaux quelque chose, c'est à toi que je le devrai. »

A mesure que le colonel avançait dans cette lecture, Mme de La Varenne avait passé de l'agitation la plus violente à une sorte d'apaisement farouche et qui touchait presque à la stupeur. On eût dit que chaque phrase lui apportait une révélation inattendue. L'étonnement, la confusion, avaient éteint peu à peu la fièvre de son regard. Ses yeux s'étaient détachés du papier que lisait Evrard, et elle avait écouté jusqu'au bout, immobile, la tête basse.

— S'il restait quelques doutes dans votre esprit, la lettre est signée, dit le colonel après qu'il eut achevé de lire.

Mme de La Varenne, sans se retourner, prit silencieusement la lettre qu'il lui tendait, et elle la froissa dans sa main avec une sourde colère.

— Où voulez-vous en venir? demanda-t-elle enfin d'une voix frémissante. Je vous ai écrit cette lettre; que prétendez-vous en conclure? Me faites-vous un crime de ne plus penser ni sentir comme je pensais et sentais il y a vingt ans? L'autorité de ma mère me semblait tyrannique alors. Je trouve aujourd'hui qu'elle était légitime; à mon tour, je suis mère. Est-ce ma faute si j'ai vécu? Ne tenez-vous aucun compte de l'expérience?

— L'expérience!... C'est vous qui l'invoquez! repartit Evrard

avec brusquerie. Eh bien! parlez, que vous a-t-elle appris? Vous êtes mère, et vous avez vécu, dites-vous; quelles leçons avez-vous retirées de la vie? La route où vous avez marché vous a-t-elle conduite au bonheur? Le mariage que vous avez fait a-t-il réussi à ce point que vous deviez pousser votre fille dans la même voie, la livrer aux mêmes hasards?

— Le mariage que j'ai fait a eu du moins cet avantage qu'il n'a été pour moi la source d'aucune déception. Connaissez-vous beaucoup de mariages d'inclination dont vous pourriez en dire autant?

— Et c'est vous!... Ah! misère! s'écria le soldat en se frappant le front. Il vient donc fatalement une heure où l'on ne se souvient plus de sa jeunesse que pour la renier et pour l'outrager! Jeune, on se brise contre l'obstacle, et plus tard on devient soi-même l'écueil où se brise à son tour la génération qui nous suit. Elle ne finira donc jamais cette éternelle et lamentable histoire! Ce sera donc toujours et toujours à recommencer!

— Vous préféreriez qu'on abandonnât la jeunesse à ses entraînemens? Vous voudriez que la raison et l'expérience ne fussent plus que les humbles servantes de toutes ses fantaisies?

— Je voudrais que la raison se montrât clémente aux passions généreuses, et qu'au lieu de les opprimer, elle se contentât de les gouverner. Je voudrais que l'expérience eût une âme, qu'elle se souvînt des larmes qu'elle a coûtées, et qu'il fût permis à ceux qui viennent après nous d'achever le rêve que nous n'avons pu qu'ébaucher. Je voudrais que le soir n'insultât pas au milieu du jour, que le milieu du jour ne blasphémât pas le matin. Je voudrais enfin que la foi, l'enthousiasme, le désintéressement, tous les sentimens élevés, toutes les nobles aspirations, véritables présens du ciel, ne fussent pas condamnés à s'appeler éternellement les illusions de la jeunesse.

— Qu'est-ce qui vous prend? A qui en avez-vous? s'écria Mme de La Varenne avec un mouvement d'épaules. On jurerait, à vous entendre, qu'il s'agit ici du sort des empires. Pour quelques églogues qui se terminent en élégies, est-ce la peine de crier si haut? Parce que toutes les amourettes n'aboutissent pas nécessairement au mariage, faut-il désespérer de l'humanité et lui jeter un linceul sur la face? Eh bien! oui, nous nous sommes aimés, nous avons eu tous deux notre petit roman. Nous n'en sommes morts ni l'un ni l'autre, et je vous retrouve en fin de compte colonel, officier de la Légion d'honneur et assez bien portant, il me semble.

— Si je n'en suis pas mort, dit Evrard, c'est que j'en ai vécu, c'est que ce petit roman a été la grande histoire de ma vie, c'est que j'ai respecté ma douleur, c'est que j'en ai fait un refuge. Voilà

pourquoi je ne suis pas mort, voilà comment j'ai pu sauver mon cœur! Mais vous qui avez cherché dans le monde l'oubli de ce que vous aviez souffert, vous qui, pour tromper le vide et le désœuvrement de votre âme, l'avez ouverte à toutes les vanités, à toutes les ambitions vulgaires, vous êtes morte, oui, morte, entendez-vous? Il ne reste plus rien de vous, il ne reste plus rien de la Julie que j'ai tant aimée. Que faisiez-vous tandis que je demeurais fidèle à votre souvenir? Que faisiez-vous tandis qu'au bivac, sous la tente, à travers les balles, vous étiez la compagne invisible de ma destinée? Quand vous êtes devenue libre, votre pensée, que je devais toujours occuper, s'est-elle tournée un seul instant vers moi? Vous êtes-vous jamais souciée de savoir si j'existais encore? Tout à l'heure, en me revoyant, avez-vous senti quelque chose du passé remuer et tressaillir en vous? En vous retrouvant avec moi dans ce parc, avez-vous eu un moment d'émotion? Cette lettre qui ne m'avait jamais quitté a-t-elle éveillé en vous un autre sentiment que le dépit ou la colère? Et vous raillez maintenant! Le poème de votre jeunesse, l'amour, ses joies, ses désespoirs, tout cela n'est plus à vos yeux qu'un roman banal et sur lequel il sied de s'égayer un peu! C'en est trop à la fin! Il y a vingt ans aujourd'hui, je vous obéissais, je partais, nous nous disions un dernier adieu. C'était là, tout près, par une soirée pareille à celle-ci. Vous ne vous en souvenez pas? Vous avez oublié vos sanglots et vos larmes?... Eh bien! venez, s'écria-t-il avec emportement, je vais vous rendre la mémoire.

Et, lui saisissant violemment le bras, il l'entraîna vers la pêcherie. Quelques instans après, ils s'arrêtaient à la petite porte du parc. La porte était toute grande ouverte, et aux dernières lueurs du crépuscule ils pouvaient voir encore distinctement ce qui se passait à vingt pas de là, de l'autre côté de l'enclos. Paul et Thérèse étaient assis l'un près de l'autre sur un banc de pierre au bord de l'étang. Ployée par la douleur, Thérèse avait laissé tomber sa tête sur l'épaule de Paul, qui lui tenait les mains, et ils pleuraient. Marthe, debout, versait aussi des larmes.

— Regarde-les, Julie! dit Evrard d'une voix attendrie. Ils sont jeunes, ils sont charmans tous deux. La vie s'ouvrait devant eux pleine d'espoir et de promesses. Ils s'aiment comme nous nous aimions, et voilà pourtant qu'ils se disent adieu, ils vont se séparer comme nous! Regarde, Julie, c'est ta fille, c'est ton unique enfant, l'enfant que tu as failli perdre. Vois qu'elle est encore délicate et frêle! Ne crains-tu pas que le chagrin ne la tue?

Elle était sans mouvement, sans voix. Evrard, d'un œil avide, épiait sur ses traits le réveil de son cœur; mais rien ne trahissait

ce qui se passait en elle. Paul venait de se lever. Thérèse restait assise et affaissée sur elle-même. Marthe l'entourait de ses bras. On entendait dans le silence du soir un bruit de sanglots étouffés.

— Venez, mon ami, dit enfin Mme de La Varenne.

Et ils se dirigèrent vers le bord de l'étang, aussi calmes en apparence que s'ils avaient été attendus. Thérèse s'était levée en les apercevant. Pleins de trouble et de confusion, les enfans, comme trois coupables, se taisaient et baissaient les yeux.

— Ma Thérèse, il est trop tard pour rester au bord de l'eau, dit Mme de La Varenne. Tes mains sont brûlantes, tu as un peu de fièvre. La soirée est fraîche, il faut rentrer, chère petite.

Et, retirant son châle, elle en couvrit sa fille avec la plus tendre sollicitude.

— Je sais que vous partez demain, monsieur Paul. Vous allez en Afrique, le colonel vous emmène avec lui. C'est bien à vous d'être venu dire adieu à vos amies. Je n'oublierai jamais les témoignages de sympathie que j'ai reçus de vous avant même de vous connaître; je me rappellerai toujours avec émotion l'intérêt si touchant que vous avait inspiré la maladie de ma chère fille. Thérèse, je veux que notre voisin emporte un petit souvenir de toi. Donne-lui la bague que j'ai mise à ton doigt quand tu étais encore enfant.

Thérèse toute tremblante essaya d'ôter la bague de son doigt; mais, si mince que fût le doigt, il eût fallu le couper pour avoir la bague.

— Ma mère, je ne puis pas, dit-elle d'un air découragé.

— Essaie encore.

Thérèse fit un nouvel effort qui ne réussit pas davantage.

— Ma mère, c'est impossible.

— Allons, je ne vois qu'un moyen, dit Mme de La Varenne, et notre voisin est si bon qu'il s'en accommodera peut-être. Puisque nous voulons lui donner ta bague et que tu ne peux pas l'ôter de ton doigt, eh bien! ma fille, donne-lui ta main.

Elle avait pris la main de Thérèse, elle la mit dans celle de Paul, et pendant quelques instans ils se tinrent tous trois embrassés.

— Ah! je l'avais bien dit que vous deviez être un brave homme! s'écria Marthe en sautant au cou d'Evrard.

— Eh bien! lui dit à son tour Mme de La Varenne, est-elle morte, cette Julie?

— Non, répondit Evrard : elle n'était qu'endormie, et je l'ai réveillée. — Puis, réunissant Paul et Thérèse dans une même étreinte, il leur dit : J'étais seul, sans famille, vous serez mes deux enfans.

Ils avaient repris tous ensemble le chemin du manoir. La jeunesse marchait devant; Evrard et Julie les suivaient de près.

— Ah! mon Dieu, s'écria tout à coup Mme de La Varenne, et mon autre gendre qui s'est annoncé pour la fin de la semaine!

— Vous allez lui écrire, dit Evrard.

— Sans doute, mais que lui dirai-je?

— La vérité, tout simplement. S'il est un galant homme, il vous remerciera. S'il se fâche, qu'il aille au diable! Il ne vaut pas l'honneur d'un regret.

— Et ce trousseau?

— Il ne pouvait venir plus à propos; vous en serez quitte pour changer les marques.

— Je m'en charge, s'écria Marthe en se retournant, et je vous promets que ce ne sera pas long.

Trois semaines après, on signait le contrat aux Granges. Mme de La Varenne ne regrettait pas précisément le bon mouvement auquel elle avait cédé; toutefois elle pensait déjà à user de sa liberté pour reprendre à Paris ses relations, ses amitiés mondaines. On se résigne aisément à ne pas vivre dans le monde; on ne se console pas de n'y vivre plus. Paul et Thérèse étaient heureux. Près de se lever, la lune de miel éclairait déjà de ses premières lueurs le bord de l'horizon. Evrard jouissait du bonheur qui était son ouvrage, mais ce bonheur lui coûtait cher : il l'avait payé de l'illusion qui remplissait autrefois sa vie. Les trois semaines qui venaient de s'écouler avaient achevé de creuser un abîme entre Mme de La Varenne et lui. Ils n'étaient l'un pour l'autre qu'un perpétuel sujet d'étonnement. Le colonel ne retrouvait plus en lui le sentiment dont il s'était nourri si longtemps, et, pour prix du bien qu'il avait fait, il allait partir plus seul encore qu'il n'était venu. Il y avait foule au manoir. Tous les hobereaux des environs, tous les beaux esprits de la ville avaient été conviés à la fête. On aurait pu croire Marthe absente. Elle était là pourtant, mais retirée dans un coin du salon. Elle avait l'air triste et pensif. Marthe, en ces derniers jours, avait perdu son enjouement. Tout entiers à leurs tendresses mutuelles, Paul et Thérèse s'étaient à peine aperçus du changement qui se faisait chez leur compagne. Evrard seul s'en préoccupait; il alla s'asseoir auprès d'elle.

— Qu'avez-vous, mon enfant? lui dit-il. Qu'est devenue cette gaîté qui était la vie de la maison? Depuis quelque temps, vous paraissez soucieuse, inquiète, agitée.

— Vous l'avez remarqué... Vous avez donc un peu d'amitié pour moi?

— J'en ai beaucoup. Dès que je vous ai vue, vous avez gagné mon affection. Il me semble que j'ai toujours été votre ami, et il

me serait douloureux de partir avec la pensée que vous souffrez peut-être d'une peine secrète. Dites, mon enfant, qu'avez-vous?

— Je ne puis, je n'oserai jamais vous le dire.

— Vous n'avez donc pas confiance en moi? Je ne saurais donc vous être d'aucun secours?

— Il n'est personne au monde qui m'inspire autant de confiance que vous.

— Eh bien, parlez, ouvrez-moi votre cœur.

Elle resta quelque temps silencieuse, puis d'une voix tremblante :

— Si, comme Thérèse, j'aimais quelqu'un, moi aussi?

— Vous vous consoleriez comme Thérèse, dit Evrard en souriant,

— Thérèse est aimée, reprit-elle tristement, et moi, je ne sais pas si le seul homme à qui je voulusse donner ma vie est disposé à l'accepter.

— C'est donc l'empereur de la Chine?

— Ne raillez pas, répondez franchement. Pensez-vous qu'un homme sérieux, très sérieux, pourrait s'attacher à une écervelée comme moi, qu'il consentirait à devenir mon guide, mon appui?

— Je pense que vous êtes une adorable créature, et qu'il n'est pas un galant homme qui ne fût heureux de vous donner son nom.

— C'est vrai, ce que vous me dites là?

— Oui, certes, très vrai.

— Je suis riche, orpheline, et mes vieux parens m'estiment assez pour ne vouloir contrarier ni mes goûts ni ma liberté. Voyez jusqu'où va ma confiance, je compte sur vous pour offrir ma main à celui qu'entre tous j'ai choisi. Vous lui direz que, s'il la refuse, Mlle de Champlieu ne se mariera jamais.

— Mais, demanda Evrard très ému, je le connais donc?

— Oui, vous le connaissez. C'est un soldat d'Afrique, l'honneur et la loyauté même.

— Qui donc enfin?

— C'est, dit Marthe en levant sur lui ses beaux yeux pleins de larmes, c'est le colonel de votre régiment.

Que répondit Evrard? Toi-même, ami lecteur, à sa place qu'aurais-tu répondu? Il ne retourna pas seul en Afrique; il emportait avec lui le plus rare de tous les trésors, une femme d'un esprit gai, d'une âme droite et d'un cœur sincère.

JULES SANDEAU.

L'ITALIE

ET LA VIE ITALIENNE

VI.

PÉROUSE, ASSISE, SIENNE ET PISE. — LES VIEILLES VILLES DU MOYEN-AGE.

2 avril 1864, de Rome à Pérouse.

Départ de Rome à cinq heures du soir; je n'avais pas encore vu cette portion de la campagne romaine, et je ne la reverrai jamais pour mon plaisir.

Toujours la même impression : c'est un cimetière abandonné. Les longs tertres monotones se suivent en files interminables, pareils à ceux qu'on voit sur un champ de bataille quand on a recouvert les grandes tranchées où sont entassés les morts. Pas un arbre, pas un ruisseau, pas une cabane. En deux heures, je n'ai aperçu qu'une hutte ronde à toit pointu, comme on en trouve chez les sauvages. Même les ruines manquent; de ce côté, il n'y a point d'aqueducs. De loin en loin, on rencontre un char à bœufs; tous les quarts de lieue, un chêne-vert rabougri hérisse au bord du chemin son feuillage sombre; c'est le seul être vivant, un traînard morne oublié dans la solitude. L'unique trace de l'homme, ce sont les barrières qui bordent la voie et de long en large traversent la verdure onduleuse pour contenir les troupeaux au temps du pâturage; mais en ce moment tout est vide, et le ciel arrondit sa divine

(1) Voyez sur *Rome* la *Revue* du 15 janvier, 15 avril et 15 mai 1865. Voyez aussi pour le commencement de la série la *Revue* du 15 décembre 1864 et du 1er janvier 1865.

coupole avec une sérénité douloureuse et ironique au-dessus du champ funèbre. Le soleil se couche, et l'azur pâlissant devient si limpide qu'une teinte imperceptible d'émeraude verdit son cristal. Rien ne peut exprimer ce contraste entre l'éternelle beauté du ciel et la désolation irremédiable de la terre; Virgile le premier, au milieu de la pompe romaine, montrait déjà le miséricordieux regard des dieux qui, sous les toits de Jupiter, contemplent avec étonnement les misères et les combats des hommes (1).

Je ne puis m'ôter de l'esprit que c'est ici le tombeau de Rome et de toutes les nations qu'elle a détruites. Italiens, Carthaginois, Gaulois, Espagnols, Grecs, Asiatiques, peuples barbares et cités savantes, toute l'antiquité pêle-mêle, ils sont venus s'enterrer sous la cité monstrueuse qui les a dévorés et qui en est morte, et chaque ondulation verte est comme la fosse d'une nation distincte.

Le jour est tombé, et dans la nuit sans lune les misérables relais fangeux avec leur lampe fumeuse apparaissent tout d'un coup comme la demeure du veilleur des morts. Les pesans murs de pierre, les arcades salies, les profondeurs noirâtres où l'on démêle vaguement des formes de chevaux étiques, les étranges figures brûlées et jaunâtres qui se démènent au milieu des harnais avec un bruit de ferraille, les yeux luisans allumés par la fièvre, tout ce désordre fantastique et grimaçant au milieu des ténèbres et de l'humidité froide qui tombe comme un suaire laisse dans le cœur et dans les nerfs un long sentiment d'horreur. Ce qui achève le cauchemar, c'est le lugubre postillon en vieille cape déguenillée qui sautille éternellement dans la clarté jaunâtre. La lumière de la lanterne tombe tout entière sur son dos avec une teinte de spectre. A chaque instant, il se tortille pour bâtonner ses rosses, et on voit le rire fixe, la contraction machinale de ses mâchoires maigres.

Au réveil, dans les premières blancheurs de l'aube, apparaît un fleuve qui tourne sous ses fumées matinales, puis un enchevêtrement de ravins et de coteaux décharnés, lézardés par des cassures innombrables, avec des traînées de cailloux blancs écroulés dans les creux et sur les pentes; dans le lointain, de hautes montagnes rayées ou noirâtres. La frontière est passée, c'est l'Apennin qui commence. Un soleil gai luit sur les arêtes vives des cimes; la poitrine aspire un air sain; on est sorti de la contrée empestée: voici enfin le pays maigre, mais propre à la vie, pays sévère, aux traits grands et tranchés, qui peut remplir l'esprit de ses nourrissons d'images nobles et précises, sans alourdir leur corps par l'abondance d'une nourriture grossière. Des landes, des rocs sté-

(1) Di Jovis in tectis iram mirantur inanem
Amborum et tantos mortalibus esse labores.

riles, çà et là une bande de pâturage aromatique et dru, quelques champs pierreux, partout des oliviers : on se croirait dans notre Provence. Il n'y a pas jusqu'à ces pâles oliviers dont l'aspect n'ajoute à l'austérité du paysage. La plupart ont éclaté par le milieu, le tronc s'est effondré, l'arbre s'est séparé en morceaux, et ses membres ne tiennent entre eux que par une suture; on dirait les damnés de Dante, tous suppliciés par l'épée, tous fendus à demi, en travers, de la tête aux pieds, des pieds à la tête. Les racines tordues s'accrochent entre les cailloux comme des pieds désespérés, et le corps torturé par la plaie se contourne et se renverse dans l'agonie ; béans ou ployés, ils s'obstinent à vivre, et ni la pente, ni la pierre, ni les eaux d'hiver ne triomphent de leur vitalité et de leur effort.

Vers Narni, l'aspect change; la route court à mi-côte, et toute la montagne qui fait face est vêtue de chênes-verts : ils ont pullulé partout, jusque dans les creux et les cimes inaccessibles; seuls, quelques murs de roche perpendiculaire se sont défendus contre leur invasion. La montagne ronde se lève ainsi, depuis le torrent jusqu'au ciel, comme un magnifique bouquet d'été intact au milieu de l'hiver. Au sortir de Narni, le paysage s'embellit encore; c'est une plaine fertile; des blés verts, des ormes mariés aux vignes, un grand jardin riant, tout à l'entour de hautes collines d'une teinte plus grave, au-delà un cercle de montagnes azurées et frangées de neiges. *Soave austero*, ce mot revient bien souvent devant les paysages de l'Italie ; les montagnes donnent la noblesse, mais elles ne sont point trop hautes, elles n'accablent pas l'imagination; elles forment des amphithéâtres, des fonds de tableau, elles ne sont qu'une architecture naturelle. Au-dessous d'elles, les cultures variées, les nombreux arbres à fruits, les champs étagés composent une décoration riche et bien entendue qui fait promptement oublier nos monotones champs de blé, nos herbages plus monotones encore, et tous ces paysages du nord qui semblent une manufacture de pain et de viande.

On voit passer quantité de petites carrioles qui portent un jeune homme et une jeune fille; la jeune fille est gaîment habillée de couleurs voyantes, tête nue; elle a l'air d'être avec son amoureux. Il y a ici mille traces de bonheur voluptueux et pittoresque. Les jeunes filles relèvent leurs cheveux à la mode la plus nouvelle, avec des bouffantes sur le devant de la tête; elles ont un fichu de soie, des pendeloques, un peigne doré. A Rome, des plus sales taudis sortaient des têtes superbes et riantes. Tout à l'heure, en traversant une petite ville, à je ne sais quelle fenêtre borgne, dans une rue triste et terne, j'ai vu un corsage de velours noir se pencher à demi au-dessus d'une fenêtre et de grands yeux noirs jeter un

éclair. — Ailleurs elles relèvent leur châle sur leur tête, et se trouvent toutes drapées pour un peintre. — Nous croisons une charrette qui porte huit paysans entassés; ils chantent en parties un air noble et grave comme un choral. — Les moindres objets, une forme de tête, un vêtement, les physionomies de cinq ou six jeunes gens qui dans une auberge de village disent des douceurs à une jolie fille, tout indique un monde nouveau et une race distincte. A mon avis, le trait marquant qui les distingue, c'est que pour eux la beauté idéale et le bonheur sensible sont la même chose.

La route monte, et la voiture avance lentement avec des chevaux de renfort sur les escarpemens de la montagne. Un torrent serpente ou dégringole, maigre et étouffé, sous la large grève de cailloux qu'il a roulés pendant l'hiver. Les ossemens blancs de la montagne percent à travers le manteau roux de forêts dépouillées: je n'ai pas vu de montagnes plus travaillées de soulèvemens; parfois les couches redressées sont debout comme une muraille. Toute cette charpente minérale a été concassée et semble disloquée, tant chaque assise a de fentes et de crevasses. Au sommet, des plaques de neige marbrent le tapis des feuilles tombées. Le vent du nord souffle froid et triste; le contraste est étrange quand on regarde la gloire du ciel, où le soleil luit dans sa force, et les délicieux azurs dans lesquels se perdent les teintes du lointain. L'Apennin est franchi, et les collines modérées, les riches plaines bien encadrées commencent à se déployer et à s'ordonner comme sur l'autre versant. Terni, en tas sur une montagne, sorte de môle arrondi, est un ornement du paysage, comme on en trouve dans les tableaux de Poussin et de Claude. C'est l'Apennin, avec ses bandes de contreforts allongés dans une péninsule étroite, qui donne à tout le paysage italien son caractère; point de longs fleuves ni de grandes plaines : des vallées limitées, de nobles formes, beaucoup de roc et beaucoup de soleil, les alimens et les sensations correspondantes, et combien de traits de l'individu et de l'histoire imprimés par ce caractère !

Pérouse, 3 avril.

C'est une vieille ville du moyen âge, ville de défense et de refuge posée sur un plateau escarpé, d'où toute la vallée se découvre. Des portions de mur sont antiques, plusieurs fondations de portes sont étrusques, l'âge féodal y a mis ses tours et ses bastions. La plupart des rues sont en pente, et des passages voûtés y font des défilés sombres. Souvent une maison enjambe la rue, et le premier étage va se continuer dans celui qui fait face. De grandes murailles de briques roussies, sans fenêtres, semblent des restes de forteresse.

Vingt débris y mettent devant l'imagination la cité féodale et républicaine : la noire porte San-Agostino, énorme donjon de pierres

tellement ravagées et rongées qu'on dirait une caverne naturelle, et tout au sommet une terrasse soutenue par de jolies colonnettes encore romaines, délicates créations, premières idées d'élégance et d'art qui fleurissent au milieu des dangers et des haines du moyen âge; — le *palazzo del Governo*, sévère et massif comme il en fallait pour les batailles et les séditions des rues, mais avec un gracieux portail où s'enroulent des torsades de pierre et des cordons de sincères et naïves figures sculptées; — des formes gothiques et des réminiscences latines, des cloîtres d'arcades superposées et de hautes tours d'églises en briques noircies par le temps, des sculptures de la première renaissance, celle des XIIIe et XIVe siècles, la plus originale et la plus vivante de toutes, une fontaine d'Arnolfo di Lapo, de Nicolas et de Jean de Pise, un tombeau de Benoît XI, encore par Jean de Pise(1). Rien de plus charmant que ce premier élan de la vive invention et de la pensée moderne à demi engagées dans la tradition gothique. Le pape est couché sur un lit, dans une alcôve de marbre dont deux petits anges tirent les rideaux. Au-dessus, dans une arcade ogivale, la Vierge et deux saints sont debout pour recueillir son âme. On ne peut rendre avec des paroles l'expression étonnée, enfantine et douloureuse de la Vierge; le sculpteur avait vu quelque jeune fille en larmes au chevet de sa mère mourante, et, tout entier à son impression, librement, sans réminiscence de l'antique, sans contrainte d'école, il exprimait son sentiment. Ce sont ces paroles spontanées qui font d'une œuvre d'art une chose éternelle; on les entend à travers cinq siècles aussi nettement qu'au premier jour; enfin, à travers l'oppression féodale et monastique, l'homme parle, et l'on écoute le cri personnel d'une âme indépendante et complète. Les moindres œuvres de ce premier âge de la sculpture vous arrêtent sur vos pieds et vous tiennent en place; il semble qu'on entende une voix réelle et vibrante. Après Michel-Ange, les types sont fixés, on ne fait plus qu'arranger ou purifier une forme arrêtée ou prescrite. Avant lui, et jusqu'au milieu du XVe siècle, chaque artiste, comme chaque citoyen, est lui-même; la mode et la convention ne s'imposent ni aux génies ni aux caractères; chacun est debout devant la nature avec son sentiment propre, et vous voyez surgir des figures aussi diversifiées et aussi originales dans les arts que dans la vie.

On chantait la messe dans la cathédrale, et je n'ai pu regarder qu'un tombeau d'évêque à l'entrée. Sous l'évêque couché (2) sont quatre femmes qui tiennent deux vases, une épée, un livre, d'une simplicité et d'une largeur admirables, avec une ample figure

(1) 1304.
(2) 1451.

et une magnifique abondance de cheveux, réelles pourtant, et qui ne sont qu'une empreinte plus noble d'un moule dont la vraie nature s'est servie. Être soi-même, par soi-même, par soi seul, sans réserve et jusqu'au bout, y a-t-il un autre précepte dans l'art et dans la vie? C'est par ce précepte et cet instinct que l'homme moderne s'est fait et a défait le moyen-âge. Voilà les rêveries qu'on emporte avec soi en errant dans ces rues baroques, montueuses, bossuées, dans ces couloirs escarpés, dallés de briques, traversés d'arêtes pour retenir les pieds, parmi ces étranges bâtimens où l'imprévu et l'irrégularité de l'antique vie citadine et seigneuriale éclatent à peine atténués par les rares redressemens de la police moderne. Au XIVe siècle, Pérouse était une république démocratique et guerrière qui combattait et conquérait ses voisins. Les nobles étaient écartés des emplois, et cent quarante-cinq d'entre eux complotaient le massacre des magistrats : on les pendait ou on les chassait. Il y avait sur le territoire cent vingt châteaux et quatre-vingts villages fortifiés. Des gentilshommes *condottieri* s'y maintenaient indépendans et faisaient la guerre à la ville. A Pérouse, des gentilshommes citoyens étaient *condottieri;* le principal, Biordo de Michelotti, prenant trop d'autorité, était assassiné dans sa maison par l'abbé de Saint-Pierre. Assiégés par Braccio de Montone, les Pérousins sautaient du haut des murs ou se faisaient descendre avec des cordes pour combattre de près les soldats qui les défiaient. Parmi de pareilles mœurs, les âmes se maintiennent vivantes, et le sol est tout labouré pour faire germer les arts.

La peinture, Angelico, Pérugin.

Mais quel contraste entre ces arts et ces mœurs! On a rassemblé à la pinacothèque les tableaux de l'école dont Pérouse est le centre : elle est toute mystique; il semble qu'Assise et sa piété séraphique y aient pris le gouvernement des intelligences. Dans cette barbarie, c'était le seul centre de pensée, il n'y en avait pas beaucoup au moyen âge, et chacun d'eux étendait sa domination autour de lui. Fra Angelico de Fiesole, chassé de Florence, est venu vivre près d'ici pendant sept ans, et il a travaillé ici même. Il y était mieux que dans sa Florence païenne, et c'est lui qui attire les yeux d'abord. Il semble en le regardant qu'on lit l'*Imitation de Jésus-Christ;* sur les fonds d'or, les pures et douces figures respirent avec une quiétude muette, comme des roses immaculées dans les jardins du paradis. Je me rappelle une *Annonciation* de lui en deux cadres (1). La Vierge est la candeur, la douceur même, la physionomie est presque allemande, et les deux belles mains sont si religieuse-

(1) Numéros 221, 222.

ment jointes! L'ange aux cheveux bouclés à genoux devant elle semble presque une jeune fille souriante, un peu bornée, et qui sort de la maison de sa mère. Tout à côté, dans la *Nativité*, devant le délicat petit Jésus aux yeux rêveurs, deux anges en longue robe apportent des fleurs; ils sont si jeunes, et pourtant si *graves!* Voilà des délicatesses que les peintres ultérieurs ne retrouveront pas. Un sentiment est une chose infinie et incommunicable, aucune érudition et aucun effort ne peuvent le reproduire tout entier. Il y a dans la vraie piété des réserves, des pudeurs, par suite des arrangemens de draperies, des choix d'accessoires que les plus savans maîtres, un siècle plus tard, ne connaîtront plus.

Par exemple, dans une *Annonciation* du Pérugin, qui est tout près de là, le tableau représente non pas un petit oratoire secret, mais une grande cour. La Vierge est debout, effrayée, mais non pas seule : il y a deux anges derrière elle, et deux autres derrière Gabriel. Retrouvera-t-on cette chasteté plus tard? — Un autre tableau du Pérugin montre saint Joseph et la Vierge à genoux devant l'enfant; derrière eux, un portique grêle profile des colonnettes dans l'air libre, et trois bergers espacés prient; ce grand vide est dans le sentiment, il semble qu'on entend le silence de la campagne.

Pareillement, chez le Pérugin, les figures et les attitudes expriment un sentiment inconnu et unique : les personnages sont des *enfans mystiques*, ou, si vous voulez, des âmes d'adultes retenues dans l'enfance par l'éducation du cloître. Aucun d'eux ne regarde l'autre, aucun d'eux n'agit, chacun est enfermé dans sa contemplation propre, tous ont l'air de rêver en Dieu; chacun demeure fixe dans son geste et semble retenir son souffle de peur de déranger sa vision intérieure. Les anges surtout avec leurs yeux baissés, leur front penché, sont les vrais adorateurs, prosternés, persistans, immobiles; ceux du *Baptême de Jésus* ont la modestie, l'innocence humble et virginale d'une religieuse qui communie. Jésus lui-même est un séminariste tendre qui pour la première fois sort de chez son oncle le bon curé, n'a jamais levé les yeux sur une femme et reçoit l'hostie tous les matins en servant la messe. Les seules têtes qui puissent donner aujourd'hui l'idée de ce sentiment sont celles des paysannes élevées toutes petites dans un monastère. Plusieurs à quarante ans ont des joues roses sans une ride. A la placidité de leur regard, il semble qu'elles n'aient jamais vécu; en revanche elles n'ont jamais souffert. Pareillement ces figures restent immobiles au seuil de la pensée sans le franchir, mais sans faire effort pour le franchir. L'homme n'est pas arrêté, il s'arrête; le bouton n'est pas écrasé, mais il ne s'ouvre pas. Rien de semblable ici aux macérations, aux violences de l'ancien christianisme ou de la restauration catholique; il ne s'agit pas de dompter la pensée ou de refréner le corps;

le corps est beau, la santé entière; un jeune saint Sébastien, en bottes vertes et dorées, une bonne jeune Vierge presque flamande et grasse, vingt autres personnages du Pérugin, sont exempts du régime ascétique; mais les jambes grêles et l'œil inerte annoncent qu'ils vivent encore dans le bois dormant. Moment singulier, le même chez le Pérugin et chez Van Dyck : les corps appartiennent à la renaissance, et les âmes au moyen-âge.

Cela est encore plus visible au *Cambio*, sorte de *bourse* ou de *guildhall* des marchands. Il fut chargé de le décorer en l'an 1500, et il y mit une *Transfiguration*, une *Adoration des Bergers*, les sibylles, les prophètes, Léonidas, Pittacus, Coclès, Socrate et autres héros ou philosophes païens, un saint Jean sur l'autel, Mars et Jupiter sur la voûte. Tout à côté, on trouve une chapelle lambrissée de bois sculpté, dorée et peinte, le Père éternel au centre, diverses arabesques nues, d'élégantes femmes à croupes de lion. Peut-on mieux voir le confluent de deux âges, le mélange des idées, l'affleurement du paganisme nouveau à travers le christianisme vieillissant? Les marchands en longue robe s'assemblaient sur les bancs de bois de cette salle étroite; avant de délibérer, ils allaient s'agenouiller dans la petite chapelle voisine pour entendre une messe. — Là, Gian Nicola Manni, aux deux côtés du maître-autel, a peint les fières et délicates figures de son *Annonciation*, une ample Hérodiade, de charmantes femmes debout, gracieuses et fines, qui font sentir l'élan ou la richesse de la vitalité corporelle. Tout en suivant le bourdonnement des répons ou les gestes sacrés de l'officiant, plus d'un fidèle a laissé ses yeux remonter jusqu'au torse rose des petites chimères accroupies dans le plafond; elles sont, à ce qu'on dit dans la ville, d'un jeune homme qui donne de belles espérances, élève favori du maître, Raphaël Sanzio d'Urbin. — L'office est fini, on rentre dans la salle du conseil, et on raisonne, je suppose, sur le paiement des trois cent cinquante écus d'or promis au Pérugin pour son travail: ce n'est point trop, il y a mis sept ans, et ils comprennent par sympathie, par ressemblance d'esprit, les deux faces de son talent, l'ancienne et la nouvelle, l'une chrétienne, l'autre demi-païenne.

Voici d'abord une *Nativité*, sous un haut portique, avec un paysage d'arbres légers, comme il les aime. C'est un tableau aéré et recueilli, propre à faire sentir la vie contemplative. On ne peut trop louer la gravité modeste, la noblesse silencieuse de la Vierge, agenouillée devant son enfant. Trois grands anges sérieux sur un nuage chantent d'après un cahier de musique, et cette naïveté reporte l'esprit jusqu'au temps des mystères; mais on n'a qu'à tourner les yeux pour voir des figures d'un caractère tout autre. Le maître est allé à Florence, et les statues antiques, leurs nudités, les grands gestes et les fières cambrures des figurines nouvelles lui ont dévoilé

un autre monde qu'il reproduit avec mesure, mais qui l'attire hors de son premier chemin. Six prophètes, cinq sibylles, cinq guerriers et autant de philosophes païens sont debout, et chacun d'eux, comme une statue antique, est un chef-d'œuvre de force et de noblesse corporelle. Ce n'est pas qu'il imite le costume ou les types grecs : les casques compliqués, les coiffures fantastiques, les réminiscences de la chevalerie, viennent bizarrement se mêler aux tuniques et aux nudités; mais le sentiment est antique. Ce sont là des hommes forts et contens de la vie, et non des âmes pieuses qui pensent au paradis. Toutes les sibylles sont florissantes de beauté et de jeunesse. La première s'avance, et son geste, sa taille, ont une grandeur et une fierté royales. Aussi noble et aussi grand est le prophète-roi qui fait face. Le sérieux, l'élévation de toutes ces figures sont incomparables; à cette aube de la pensée, le visage, encore intact, garde, comme celui des statues grecques, la simplicité et l'immobilité de l'expression primitive. L'ondulation de la physionomie n'efface pas le type, l'homme n'est pas dispersé en petites pensées nuancées et fugitives, et le caractère fait saillie par l'unité et par le repos.

Sur un pilastre à gauche est une figure assez vulgaire, avec de longs cheveux sous une calotte rouge; on dirait un abbé de mauvaise humeur : il a l'air grognon et même sournois; c'est le Pérugin peint par lui-même. Il était bien changé à ce moment. Ceux qui ont vu son autre portrait, fait aussi par lui-même quelques années auparavant à Florence, ont peine à le reconnaître. Il y a dans sa vie, comme dans ses œuvres, deux sentimens contraires et deux époques distinctes. Nul esprit n'a mieux témoigné, par ses contradictions et par ses harmonies, de la grande transformation qui s'accomplit autour de lui. Il est d'abord religieux, on n'en peut douter, quand on le voit si longtemps, et jusqu'au cœur de la Florence païenne, répéter et purifier des figures si religieuses, peindre gratuitement ou pour obtenir des prières l'oratoire d'une confrérie située vis-à-vis de sa maison, peindre et garder chez lui quatorze bannières pour les prêter aux processions, vivre et se développer dans les couvens de la pieuse Ombrie (1). Il est inventeur dans la peinture sacrée, et un homme n'invente que d'après son propre cœur. Ce n'est pas non plus trop pousser les conjectures que de le représenter à Florence comme un admirateur de Savonarole. Savonarole est prieur du couvent qu'il décore; Savonarole fait brûler les peintures païennes et emporte tout d'un coup Florence jusqu'au bout de l'enthousiasme ascétique et chrétien. Les premières paroles d'un sermon de Savonarole sont sur un papier dans la main du portrait que Pérugin fait alors de lui-même, et il achète un ter-

(1) Rio, *Histoire de l'Art chrétien*, t. II, p. 218.

rain pour se bâtir une maison dans la cité du réformateur. Tout d'un coup la scène change : Savonarole est brûlé vif, et il semble à ses disciples que la Providence, la justice et la puissance divine se soient englouties dans son tombeau. Plusieurs d'entre eux ont gardé jusqu'au bout dans leur mémoire, toute corporelle et toute colorée, l'image du martyr trahi, torturé et insulté sur son bûcher par ceux dont il faisait le salut. Est-ce cette grande secousse, jointe aux enseignemens épicuriens de Florence, qui a renversé les croyances du Pérugin? Toujours est-il qu'au retour il n'est plus le même. Sa figure, ironiquement défiante, porte les marques de la concentration et de l'affaissement. Ses œuvres religieuses sont moins pures; il finit par les expédier à la douzaine, en fabricant; on va bientôt l'accuser de ne plus se soucier que de l'argent (1). Il entame dans le Cambio des sujets païens et prend, pour les traiter, le style des orfévres et des anatomistes de Florence. Il peint ailleurs des nudités allégoriques (2), l'Amour et la Chasteté, maigrement et froidement, en libertin tardif qui se dédommage mal des sévérités de sa jeunesse. Il semble être devenu un simple athée, aigri et endurci, comme tous ceux qui nient haineusement et railleusement, à force de déceptions et de chagrin. « Il ne put jamais, dit Vasari, se forcer à croire à l'immortalité de l'âme. Sa cervelle de fer ne put être amenée aux bonnes pratiques; il mettait toute son espérance dans les biens de la fortune. » Et un annotateur contemporain ajoute : « Étant sur le point de mourir, on lui dit qu'il était nécessaire de se confesser. Il répondit : « Je veux voir comment sera là-bas une âme qui ne se sera pas confessée. » Et toujours il refusa de faire autrement. » Une telle fin après une telle vie ne montre-t-elle pas comment l'âge de saint François devient l'âge d'Alexandre VI?

D'autres ont été plus heureux, Raphaël par exemple. C'est ici, dans cet atelier, devant ces paysages, qu'il s'est formé, et bien des fois ici j'ai pensé à son pur et heureux génie, à ses paisibles paysages bien ouverts, à la netteté un peu sèche, à la simplicité exquise de ses premières œuvres. Ce ciel est d'une pureté parfaite; l'air léger, transparent, laisse apercevoir à une lieue de là les formes fines des arbres. A cent pas de San-Pietro, une esplanade plantée de chênes-verts avance comme un promontoire; au-dessous s'étale la campagne, vaste jardin parsemé d'arbres, où les feuillages des oliviers font des raies pâles sur la verdure des moissons nouvelles. La magnifique coupole bleue resplendit, peuplée par ce soleil, et les rayons jouent à plaisir dans ce grand cirque,

(1) Vasari.
(2) Musée du Louvre.

qu'ils parcourent sans obstacle. Vers l'occident, les chaînes dorées s'étagent les unes au-dessus des autres, plus claires à mesure qu'elles s'approchent de l'horizon, et les dernières sont aussi riantes qu'un voile de soie. Cependant les croupes se rejoignent, mêlent leurs noirceurs et leurs clartés, jusqu'à ce qu'enfin, s'abaissant et s'allongeant, elles disparaissent une à une dans la plaine. Lumière, relief, ordonnances, les yeux s'étonnent et jouissent d'un si large espace, d'un si bel arrangement, d'une si parfaite netteté des formes; mais l'air froid qui vient des montagnes empêche le corps de s'oublier dans un bien-être trop voluptueux : on sent que le roc infécond et l'hiver sont à la porte. Là-bas, une longue arête tranchée et cassée tourne en coupant le ciel, et le ciel pâlit avec des tons d'acier au-dessus des neiges qui semblent des plaques de marbre.

4 avril, Assise.

Course à pied, quatre heures de marche pour voir des paysans.

Pays bien cultivé et charmant; le blé vert sort de terre à foison, les vignes bourgeonnent, et chaque cep grimpe à un orme; des ruisseaux clairs courent dans les fossés. A l'horizon est une ceinture de montagnes, et les neiges éclatantes, immaculées, se confondent avec le satin des nuages.

Quantité de carrioles et de paysans qui chantent. C'est un grand signe de bien-être que ces petites voitures; elles annoncent une classe d'hommes élevée au-dessus du travail accablant et du grossier besoin. Les madones sont nombreuses, et promettent pour trois *ave* quarante jours d'indulgence. C'est la religion de l'Italie. Du reste les villages ressemblent aux nôtres, et indiquent à peu près le même degré de culture. C'est dimanche, les habitans ont de gros souliers et des habits passables : point de guenilles. Ils sont fort gais, causent et rient sur la place; quelques-uns jouent aux boules, d'autres au disque, d'autres à la *morra*. Les auberges et les maisons ne sont pas plus sales ni plus dégarnies qu'en France. De lourdes solives soutiennent le plafond; il y a des chaises, des tables, des buffets en bois luisant, un dressoir à bouteilles muni de deux madones. Dans la salle d'entrée, deux tonneaux énormes, cerclés de planches massives, sont en permanence, et je vérifie que le vin n'est pas cher. Des quartiers de viande sont pendus à des crochets de fer. Dans un pays fertile qui consomme ses produits, le bien-être est naturel; l'auberge s'emplit, et la fille de la maison arrive avec sa mère, en habits voyans, un voile noir sur la tête, un beau sourire aux lèvres. Gaîté brillante et coquette de la fille; les jeunes gens commencent à tourner près d'elle avec cette complaisance tendre et cet air ravi, voluptueux, qui est propre aux Italiens.

Au sommet d'une éminence abrupte, sur un double rang d'arcades superposées, apparaît le monastère; à ses pieds, un torrent écorche le sol et tournoie au loin sous les grèves de cailloux roulés; au-delà, le vieux bourg s'allonge sur la croupe de la montagne. On monte longuement, sous le soleil ardent, et tout d'un coup, au bout d'une cour bordée de fines colonnettes, on entre dans l'obscurité de l'édifice. Il n'a point d'égal. Avant de l'avoir vu, on n'a pas l'idée de l'art et du génie du moyen-âge. Joignez-y Dante et les *Fioretti* de saint François, c'est le chef-d'œuvre du christianisme mystique.

Il y a trois églises, l'une sur l'autre, toutes ordonnées autour du tombeau de saint François. Au-dessus de ce corps vénéré, que le peuple croyait toujours vivant et plongé dans la prière au fond d'une grotte inaccessible, l'édifice s'est exhaussé et a fleuronné glorieusement comme une châsse architecturale. La plus basse est une crypte noire comme une tombe, on y descend avec des torches; les pèlerins se retiennent aux murs suintans et tâtonnent pour toucher la grille. Là est la tombe, dans un pâle jour éteint semblable à celui des limbes. Quelques lampes de cuivre, presque sans lumière, y brûlent éternellement, comme des étoiles perdues dans une profondeur morne. La fumée monte en rampant sur les voûtes, et l'épaisse odeur des cierges se mêle à l'odeur de cave. Le gardien avive sa torche, et ce flamboiement subit dans la noirceur horrible, au-dessus des os d'un mort, est une sorte de vision de Dante. C'est ici la fosse mystique d'un saint qui, du milieu de la pourriture et des vers, voit dans son cachot de terre gluante entrer le rayonnement surnaturel du Sauveur.

Mais ce qu'on ne peut représenter avec des paroles, c'est l'église moyenne, long soupirail bas, soutenu d'arceaux ronds qui se courbent dans une demi-ombre, et dont l'écrasement volontaire fait plier instinctivement les genoux. Un revêtement d'azur sombre et de bandes rougeâtres étoilées d'or, une merveilleuse broderie d'ornemens, de torsades, d'enroulemens délicats, de feuillages et de figurines peintes, couvrent les arcs et les plafonds de leur multitude harmonieuse; le regard s'en remplit; un peuple de formes et de teintes vit sur ses voûtes; je donnerais pour ce caveau toutes les églises de Rome. Ni l'antiquité ni la renaissance n'ont compris cette puissance de l'innombrable; l'art classique agit par la simplicité, l'art gothique par la richesse; l'un prend pour type le tronc de l'arbre, l'autre l'arbre entier avec tout l'épanouissement de son feuillage. Il y a ici un monde comme dans une forêt vivante, et chaque objet est complexe, complet comme une chose vivante; ici les stalles du chœur, chargées et couturées de sculptures, là-bas un riche escalier tournant, des grilles ouvragées, une fine chaire de

marbre, des monumens funéraires dont le marbre fouillé et travaillé semble le plus élégant coffret d'orfévrerie; çà et là, au hasard, une gerbe élancée des plus sveltes colonnettes, un amas de joyaux de pierre dont l'ordonnance semble une fantaisie, et dans ce labyrinthe de feuillages colorés une profusion de peintures ascétiques avec leur auréole de vieil or terni, tout cela vaguement entrevu parmi les reflets noirs des boiseries, dans un jour de pourpre éteinte, tandis qu'à l'entrée le soleil baissant tombe, par cent mille flèches d'or, comme un paon qui s'étale.

Au sommet, l'église supérieure s'élance aussi brillante, aussi aérée, aussi triomphante que celle-ci est basse et grave. Véritablement, si on se laissait aller aux conjectures, on croirait que dans les trois sanctuaires l'architecte a voulu représenter les trois mondes: tout en bas, l'ombre de la mort et l'horreur du sépulcre infernal; au milieu, l'anxiété passionnée du chrétien qui prie, lutte, et attend dans notre terre d'épreuves; en haut, la joie et la gloire éblouissante du paradis. Celle-ci, tout exhaussée dans l'air et dans la lumière, effile ses colonnettes, aiguise ses ogives, amincit ses arceaux, monte et monte encore, illuminée par le plein jour de ses hautes fenêtres, par le rayonnement de ses rosaces, de ses vitraux, des filets d'or, des étoiles qui luisent sur ses arceaux et sur ses voûtes, enserrant les glorieux personnages et les histoires sacrées dont elle est peinte du pied jusqu'au sommet. Le temps les a lézardés, plusieurs sont tombés, l'azur dont elle était revêtue s'est terni; mais l'esprit refait à l'instant ce qui a disparu pour l'œil, et revoit la pompe angélique telle qu'il y a six siècles elle éclatait pour la première fois. Une cathédrale n'a point cela; il faut une chapelle distincte pour figurer à l'homme la dernière station de la vie chrétienne. Comme dans la Sainte-Chapelle de notre Louis IX, les hommes trouvaient ici un tabernacle; la gravité et les terreurs de la religion étaient effacées; on n'apercevait autour de soi que les splendeurs du ciel et le ravissement de l'extase. Sous cette voûte qui, comme un dais aérien, semble ne point s'appuyer sur la terre, parmi les scintillemens de l'or et les effluves de la clarté transfigurée par les vitraux, dans cette infinie broderie de formes élancées et entre-croisées qui s'enchevêtrent comme une parure de fiancée, l'homme se sentait transporté vivant dans le paradis. Nous ne retrouverons pas, nous n'écrirons pas ces fêtes. On les a écrites pour nous, et je me répétais tout bas ces vers de Dante :

« Et voici qu'une lueur subite parcourut la grande forêt dans toutes ses parties, si brillante que je doutai si ce n'était pas un éclair... Et une douce mélodie courut dans l'air lumineux.

« Tandis qu'à travers ces prémices de l'éternel plaisir je m'en allais tout interdit et désireux encore de plus d'allégresse,

« Devant nous, l'air, pareil à un grand feu, se montra tout embrasé sous les verts rameaux, et le doux son que nous avions déjà entendu devint un chant clair et distinct;

« Sept candélabres d'or flamboyaient au-dessus d'eux-mêmes, plus clairs par un ciel serein que la lune à minuit et au milieu de son mois;

« Et derrière ces candélabres je vis venir des personnages vêtus de blanc. Jamais telle blancheur n'a brillé ici-bas. »

Tout se tient ici; l'ami de Dante, Giotto, a peint dans la seconde église des visions semblables. Ce sont ses élèves et ses successeurs, tous imbus de son style, qui ont tapissé de leurs œuvres les autres parois de l'édifice. Il n'y a point de monument chrétien où les pures idées du moyen-âge arrivent à l'esprit sous tant de formes et s'expliquent les unes les autres par tant de chefs-d'œuvre contemporains. Au-dessus de l'autel gardé par une grille ouvragée de fer et de bronze, Giotto a couvert la voûte surbaissée de grands personnages calmes et d'allégories mystiques. C'est saint François recevant des mains du Christ la Pauvreté comme épouse; c'est la Chasteté assiégée en vain dans une forteresse à créneaux et honorée par les anges; c'est l'Obéissance sous un dais entourée de saints et d'anges agenouillés; c'est saint François glorifié, en habit doré de diacre et sur un trône, entouré de vertus célestes, de séraphins qui chantent. Ce Giotto, qui au-delà des monts ne nous semble qu'un maladroit et un barbare, est déjà un peintre complet; il fait des groupes, il sait les airs de tête: ce qui lui reste de roideur ne fait qu'ajouter à la sévérité religieuse de ses figures. Un relief trop fort, un mouvement trop humain dérangerait notre émotion; il ne faut pas des expressions trop variées ni trop vives pour des anges et des vertus symboliques; ce sont toutes des âmes dans une extase immobile. Les fortes et splendides vierges, les archanges bien musclés qu'on fera dans deux siècles nous ramènent sur la terre; leur chair est si visible que nous ne croyons pas à leur divinité. Ici les personnages, les grandes femmes nobles rangées en processions hiératiques, ressemblent aux Mathilde, aux Lucie de Dante; ce sont les sublimes et flottantes apparitions du rêve. Leurs beaux cheveux blonds sont chastement et uniformément relevés autour de leur front, et, pressés les uns contre les autres, ils contemplent. De grandes tuniques à longs plis, blanches ou bleues, ou d'un rose pâle, tombent autour de leur corps; ils se pressent autour du saint, autour du Christ, silencieusement, comme un troupeau d'oiseaux fidèles, et leurs têtes un peu tristes ont la langueur grave du bonheur céleste.

Ce moment est unique. Le XIIIe siècle est le terme et la fleur du

christianisme vivant; il n'y a plus après lui que scolastique, décadence et tâtonnemens infructueux vers un autre âge et un autre esprit. Un sentiment qui auparavant n'était qu'ébauché, l'amour, éclata alors avec une force extraordinaire, et saint François en fut le héraut. Il appelait l'eau, le feu, la lune, le soleil ses frères; il prêchait les oiseaux, il rachetait en donnant son manteau les agneaux qu'on portait au marché. On conte que les lièvres et les faisans se réfugiaient dans les plis de sa robe. Son cœur débordait sur toutes les créatures; ses premiers disciples vécurent comme lui dans une sorte d'ivresse, « en sorte que quelquefois, pendant vingt jours et parfois pendant trente jours, ils se tenaient seuls sur la cime des monts élevés, contemplant les choses célestes. » Leurs écrits sont des effusions. « Que nul ne me reprenne, si l'amour me fait aller semblable à un fou! Il n'y a plus de cœur qui se défende, qui échappe à un tel amour,... car le ciel et la terre me crient et me répètent hautement, et tous les êtres que je dois aimer me disent : Aime l'amour qui nous a faits pour t'attirer à lui... O Christ, souvent tu cheminas sur la terre comme un homme enivré! L'amour te menait comme un homme vendu. En toutes choses, tu ne montras qu'amour, ne te souvenant jamais de toi... Les traits pleuvaient si serrés que j'en étais tout agonisant. Il les dardait si fortement que je désespérais de les parer, trépassé non par mort véritable, mais par excès de joie. » Ce n'était pas seulement dans les cloîtres qu'on rencontrait ces transports. L'amour était devenu le souverain de la vie laïque aussi bien que de la vie religieuse. A Florence, des compagnies de mille personnes vêtues de blanc parcouraient les rues avec des trompettes sous la conduite d'un chef qu'on nommait le seigneur d'amour. La langue nouvelle qui naît, la poésie, la pensée qui s'éveillent, ne s'occupent qu'à décrire l'amour et à l'exalter. Je viens de relire la *Vita Nuova* et quelques chants du *Paradis;* le sentiment est si intense qu'il fait peur : ces hommes habitent dans la région brûlante où la raison se fond. Le récit de Dante, comme son poème, témoigne d'une hallucination continue : il s'évanouit, les visions l'assaillent, son corps devient malade, et toute sa force de pensée s'emploie à rappeler et à commenter les spectacles déchirans ou divins sous lesquels il a fléchi (1). Il consulte plusieurs amis sur ses extases, et ils lui répondent par des vers aussi mystérieux et aussi violens que les siens. Il est clair qu'à ce moment toute la culture supérieure de l'esprit se rassemble autour du rêve maladif et sublime. Les initiés ont une langue apocalyptique, volontairement obscure; ils mettent un double et triple sens sous leurs paroles; Dante lui-même pose comme règle qu'il y en a

(1) Comparer *Aurélia* de Gérard de Nerval et l'*Intermezzo* de Heine.

quatre dans un sujet. Dans cet état extrême, tout devient symbole; une couleur comme le vert ou le rouge, un nombre, une heure de la journée ou de la nuit prend une importance étrange : c'est le sang du Christ, ce sont les prairies d'émeraude du paradis, c'est l'azur virginal du ciel, ou le chiffre sacré des personnes divines, qui devient ainsi présent à l'esprit. Par les catalepsies et les transports, la tête travaille, et la sensibilité surmenée tressaille en secousses qui l'emportent dans les suprêmes délices ou la précipitent dans le désespoir infini. Alors les frontières naturelles qui séparent les différens royaumes de la pensée s'effacent et disparaissent. La maîtresse adorée se transfigure jusqu'à devenir une vertu céleste. Les abstractions scolastiques se transforment en apparitions idéales. Les âmes s'assemblent en roses éthérées, « fleurs perpétuelles de l'éternelle joie qui, comme un seul parfum, font sentir à la fois toutes leurs odeurs. » La pesante matière sensible et l'échafaudage des formules sèches se confondent et s'évaporent au sommet de la contemplation mystique jusqu'à ne laisser subsister d'elles-mêmes qu'une mélodie, un parfum, une clarté, un emblème, sans que ce débris des images terrestres ait un prix par lui-même ou serve autrement que pour figurer l'insondable et ineffable *au-delà*.

Comment ont-ils supporté les angoisses et l'excès continu d'un pareil état, le cauchemar de l'enfer et du paradis, les larmes, les tremblemens, les évanouissemens et les alternatives d'une telle tempête (1)? Quels nerfs y ont résisté? Quelle fécondité d'âme et d'imagination y a fourni? Tout a baissé depuis; l'homme alors était bien plus fort et restait plus longtemps jeune. Je feuilletais ces jours-ci la *vie de Pétrarque* par lui-même; il a aimé Laure quatorze ans. Aujourd'hui la jeunesse du cœur, l'âge des grands mécontentemens et des grands rêves dure cinq ou six ans; ensuite on souhaite une maison comfortable et une bonne place. Je crois que le corps trempé par la vie guerrière était plus résistant et que le rude régime demi-barbare, tuant les faibles, ne laissait subsister que les forts; mais il faut considérer surtout que la tristesse, le danger, la monotonie d'une vie sans distractions, sans lectures, toujours menacée, accroissaient la capacité d'enthousiasme, la sublimité et l'intensité des sentimens. La sécurité, la commodité, les élégances de notre civilisation, nous éparpillent et nous réduisent; d'une cascade elles font un étang. Nous jouissons et nous souffrons par mille petites sensations journalières; alors, au lieu de se disperser, la sensibilité s'engorgeait, et la passion accumulée débordait par des irruptions. Dans un roman russe, *Tarass-Boulba*, un jeune chef

(1) *E caddi, come corpo morto cadde.* Il y a vingt secousses presque égales dans *la Divine Comédie.*

cosaque, au sortir du camp, les sens obstrués par la sale vie sauvage et nomade, par l'odeur de l'eau-de-vie et de l'écurie, par la vue journalière des figures brutales ou féroces, aperçoit une belle jeune fille délicate et parée; il en est comme renversé, s'agenouille, oublie son père, sa patrie, et combat désormais contre les siens. Une secousse pareille a dû prosterner Dante devant une enfant de neuf ans.

Représentons-nous un instant les mœurs environnantes. C'était le temps des guerres sans pitié et des inimitiés mortelles. On se proscrivait, on se battait de maison à maison, de quartier à quartier dans Florence. Dante lui-même fut condamné à être brûlé vif. Les supplices inventés par les Romano restaient vivans dans les imaginations des hommes, et un régime pire que notre Terreur s'était établi à demeure de famille à famille, de caste à caste et de cité à cité. Du milieu de cette enceinte hérissée, la pensée se dégageait pour la première fois après tant de siècles, et c'est dans un chemin inexploré qu'elle entrait. Elle ne suivait pas sa pente naturelle, comme autrefois à un moment pareil dans les petites républiques de la Grèce; une puissante religion la saisissait à sa naissance et la détournait. On lui présentait pour but suprême non l'équilibre des sensations modérées et la santé des facultés actives, mais les transports de l'adoration infinie et les élancemens de l'imagination surexcitée. Le bonheur ne consistait plus à se sentir fort, sage et beau, citoyen honoré d'une ville glorieuse, à danser et à chanter de belles hymnes, à causer avec un ami sous un arbre par un jour serein. On déclarait ces plaisirs insuffisans, vulgaires et coupables; on faisait appel aux sentimens féminins et à la sensibilité nerveuse, et l'on proposait à l'homme la contemplation extatique, les ravissemens inexprimables et des délices que les sens, la parole et l'imagination n'atteignent pas. Plus la vie était dure, plus ces promesses étaient hautes. L'énormité du contraste multipliait l'attrait de la félicité offerte, et de toute la force de sa jeunesse le cœur s'élançait par l'issue qu'on lui ouvrait. Alors on vit cette disparate étrange d'une vie laïque semblable à celle des républiques grecques et d'une vie religieuse semblable à celle des *soufis* de la Perse : d'un côté des citoyens libres, des hommes d'affaires, des combattans, des artistes, de l'autre des ascètes cloîtrés, des prédicans qui allaient demi-nus, des pénitens qui s'offraient aux coups de fouet, — bien plus les deux extrêmes réunis dans le même personnage, une même âme contenant les énergies les plus viriles et les douceurs les plus féminines, le même homme magistrat et mystique, des politiques haineux et pratiques qui correspondaient en énigmes sur les alanguissemens et les hallucinations de l'amour, un chef de parti père de famille poursuivant de ses adorations une

enfant morte et répandant sur des paysages réels, sur des figures contemporaines, sur des intérêts positifs, sur des ressentimens locaux, sur la science technique de son pays et de son siècle, les illuminations monstrueuses ou divines de l'extase ou du cauchemar.

Un moine m'a conduit au réfectoire, puis à travers une quantité de salles jusqu'à une cour intérieure carrée, où un portique à deux étages porté par des colonnettes fines fait le plus élégant promenoir. Dalles, colonnes, murs, citernes, tout est pierre; au-dessus, comme un encadrement, règne une toiture de tuiles rougeâtres. Le ciel bleu, comme un dôme rond, se pose sur ce carré blanc; on ne peut imaginer l'effet de ces formes si simples et de ces couleurs si simples. Tout autour du couvent tourne un second promenoir sous des arcades ogivales de rudes pierres roussies par le soleil; de là le regard embrasse la belle vallée et son diadème de montagnes neigeuses. Les pauvres moines des Fioretti, à force de réduire leur vie, l'ennoblissaient; deux ou trois sensations faisaient toute leur vie, mais elles étaient sublimes. Quiconque parmi eux sortait du troupeau des brutes était forcé d'être un grand poète; quand on ne devenait pas une machine à génuflexions, on finissait par sentir la sérénité et la grandeur d'un pareil paysage. « Frère Bernardo vivait en contemplation dans les hauteurs comme l'hirondelle : à cause de cela frère Egidio disait qu'il était le seul à qui fût donné le don de se nourrir en volant comme l'hirondelle... Et frère Currado ayant fait son oraison, voici qu'apparut la reine du ciel avec son enfantelet béni dans ses bras, avec une très grande splendeur de lumière, et, s'approchant de frère Currado, elle lui mit dans les bras son enfantelet béni, lequel Currado, l'ayant reçu et le baisant très dévotement et l'embrassant et le pressant contre sa poitrine, se fondait et se dissolvait tout entier dans l'amour divin, avec une consolation inexprimable. »

Il y a en bas dans la plaine une grande église, qui contient la maison du saint; mais elle est moderne, à coupole païenne et pompeuse. Les fresques d'Overbeck sont des pastiches; pour rester gothique, il se fait maladroit et donne aux anges un cou tors, à Dieu l'air piteux d'un homme à qui son dîner ne réussit pas. On s'en va vite, rien de plus désagréable après la dévotion vraie que la dévotion factice.

Sienne, 6 avril.

Quantité de conversations tous ces jours-ci avec des gens de toute classe et de toute opinion, mais les libéraux dominent.

Les diplomates, dit-on, sont mal disposés pour l'unité de l'Italie; ils ne la croient pas solide. Selon les deux hommes d'esprit avec

qui j'ai voyagé, l'un officier, l'autre attaché d'ambassade, le trait capital des Italiens, c'est le manque de caractère et la plénitude de l'intelligence, tout au rebours l'Espagnol, tête dure et bornée, mais qui sait vouloir. On dispute sur le nombre des volontaires de Garibaldi en 1859; les uns le portent à deux mille cinq cents, les autres à sept mille : en tout cas, il est ridiculement petit. L'empereur Napoléon avait amené la légion étrangère presque vide, avec de simples cadres; personne ne s'est présenté pour les remplir. Il semble très dur à l'Italien de quitter sa maîtresse ou sa femme, de s'enrôler, de subir une discipline; l'esprit militaire est éteint dans ce pays depuis trop longtemps. Selon mon officier, qui assistait à la dernière campagne, Milan n'a fourni en tout que quatre-vingts volontaires, et les paysans étaient plutôt pour les Autrichiens. Pour les gens de la classe moyenne ou noble, ils faisaient de grandes acclamations, des discours; mais leur enthousiasme s'évaporait en phrases, et ils n'en avaient plus pour risquer leur peau. La générosité, la passion vraie, le patriotisme emporté, ne se rencontraient que chez les femmes. Après la paix de Villafranca, des Français logés près de Peschiera disent à leurs hôtes : « Eh bien! vous restez Autrichiens, c'est dommage! » La jeune fille de la maison ne comprend pas au premier instant; puis, quand elle a compris, elle lève les deux mains, et avec des yeux enflammés demande à ses frères s'ils ont des fusils, s'ils sont des hommes. « Jamais, disait l'officier, je n'ai vu une expression si ardente et si sublime. » Ses frères secouent la tête, et répondent avec la patience discrète de l'Italien : « Qu'y a-t-il à faire? »

Ce manque d'énergie a contribué beaucoup à précipiter la paix. L'empereur Napoléon disait à M. de Cavour : « Vous m'aviez promis deux cent mille hommes, soixante mille Piémontais et cent quarante mille Italiens. Vous me donnez trente-sept mille soldats, je vais être obligé de faire venir cent mille Français de plus. » Quand le protégé ne s'aide pas, le protecteur s'inquiète, se dégoûte, et la guerre est enrayée tout d'un coup. A force de plier, l'Italien a perdu la faculté de résister à la force; sitôt que vous vous mettez en colère, il s'étonne, il s'alarme, il cède, il vous croit fou (*matto*). C'est par ce procédé que le fougueux M. de Mérode a gagné son ascendant dans le sacré-collége. Or, quand un peuple ne sait pas se battre, son indépendance n'est que provisoire; il vit par grâce ou par accident.

C'est pourquoi, disent-ils, le Piémont a eu grand tort de céder à l'opinion, de prendre Naples; il s'est affaibli d'autant; il y gâte son armée à force de recevoir de mauvais soldats dans ses cadres. Aujourd'hui, s'il est maître là-bas, c'est comme Championnet, Ferdinand, Murat, et tous ses prédécesseurs : avec dix mille soldats, on

est toujours maître de Naples; mais à la moindre secousse le gouvernement tombe par terre, et celui-ci court les mêmes risques que ses prédécesseurs. Il vient de faire une sottise grave en livrant les couvens aux haines municipales; il chasse de pauvres diables de moines, des religieuses, ce qui fait scandale et provoque des ressentimens comme en Vendée. Or la religion n'est pas ici abstraite, rationnelle comme en France, elle est fondée sur l'imagination, et d'autant plus vive et vivace; infailliblement elle se retournera un jour contre le libéralisme et le Piémont. D'ailleurs l'unité de ce pays est contre nature; par sa géographie, ses races, son passé, l'Italie est divisée en trois morceaux, elle peut tout au plus faire une fédération. Si elle se tient ensemble aujourd'hui, c'est par une force artificielle, et parce que la France fait sentinelle sur les Alpes contre l'Autriche. Vienne une guerre sur le Rhin, l'empereur ne s'amusera pas à diviser ses forces, et l'Italie alors se cassera en ses morceaux naturels.

Je réponds qu'ici la révolution n'est pas une affaire de races, mais d'intérêts et d'idées. Elle a commencé à la fin du siècle dernier, avec Beccaria par exemple, par la propagation de la littérature et de la philosophie françaises. C'est la classe moyenne, ce sont les gens éclairés qui la propagent, traînant le peuple après eux, comme jadis aux États-Unis pendant la guerre de l'indépendance. Il y a là une force nouvelle, supérieure aux antipathies provinciales, inconnue il y a cent ans, située non dans les nerfs, le sang et les habitudes, mais dans la cervelle, les lectures et le raisonnement, d'une grandeur énorme, puisqu'elle a fait la révolution d'Amérique et la révolution française, d'une grandeur croissante, puisque les découvertes incessantes de l'esprit humain et les améliorations multipliées de la condition humaine contribuent chaque jour à l'augmenter. Suffira-t-elle à soutenir l'Italie? C'est une question de mécanique morale, et nous ne pouvons la résoudre faute de moyens pour comparer la puissance du levier et la résistance du poids. En attendant, regardons les petits faits qui nous entourent, c'est la seule façon d'arriver à quelque évaluation approximative des forces que nous voyons, mais que nous ne mesurons pas.

Sur la route passent des conscrits en veste grise, des soldats en uniforme, parfois de jolis officiers en costume bleu, l'air élégant et brillant. Chaque petite ville a sa garde nationale : l'on voit ces gardes sur un banc de pierre, au soleil, à l'entrée de la mairie: les rues portent les noms de Victor-Emmanuel, de Garibaldi, de Solferino. Les gens s'enivrent de leur indépendance nouvelle et parlent d'eux-mêmes avec une gloriole emphatique. Un Romain qui va en Suisse me dit : « Nous avons quatre cent mille soldats, six cent mille gardes nationaux dans deux ans, l'Italie sera faite, et nous

serons en état de battre les Autrichiens. » Les exagérations du patriotisme et de l'espérance sont des aiguillons utiles.

A la frontière, le douanier en chef, Piémontais, ancien soldat de Crimée, déclamait et tempêtait au milieu de la nuit dans sa baraque de planches contre Antonelli, Mérode, « ces brigands, ces assassins. » Il parlait des droits des nations, des devoirs du citoyen. « L'air est mauvais ici pendant quatre mois, le pays est triste, la vie est chère, on y vit seul; mais je sers l'Italie, je l'ai déjà servie à l'armée, et j'espère bien que l'an prochain il n'y aura plus de frontière. » Remarquez que les camarades de Hoche, sergent en 89 aux gardes-françaises, avaient le même ton et tenaient des discours pareils.

A Foligno, dans un petit café, je veux payer avec des baïoques; le cafetier n'en veut pas. « Non, signor, cette monnaie-là ne vaut plus rien ici; nous ne voulons rien de Rome. Que tous les prêtres s'en aillent, que le pape aille en paradis! Cela sera mieux pour nous. Il est malade, eh bien! qu'il finisse vite! » Tout cela rudement, parmi les rires de la femme et de cinq ou six ouvriers qui étaient là. — Un véritable intérieur de jacobins comme en 90.

Hier, en voiturin, trois heures de conversation avec mes deux voisins, l'un ferblantier-lampiste à Pérouse, l'autre paysan et fabricant de tuiles. Le premier est un industriel aisé; il est allé en députation à Turin auprès de Victor-Emmanuel; c'est un partisan passionné de l'Italie. Son fils, qui avait fait ses études et apprenait la peinture, s'est engagé, et sert avec le grade de sergent contre les brigands de Calabre. Le fabricant de tuiles a dix neveux dans l'armée. Ils ne tarissaient pas, et m'ont donné des détails infinis.

Selon eux, tout va bien. Sur vingt personnes, il y en a quinze pour le gouvernement, quatre pour le pape et un républicain. Les républicains ont tout à fait perdu pied, on les regarde comme des chimériques (*fantastici*). De jour en jour, les paysans se rapprochent du gouvernement; déjà ils font la chasse aux conscrits réfractaires (*renitenti*) et les ramènent. Ils ont eu de la peine à s'habituer à la conscription, mais ils s'y habituent. A l'armée, les jeunes gens mangent bien, reviennent forts, allègres, avec une tournure martiale; l'effet est étonnant sur les jeunes filles, par suite sur les jeunes gens, par suite encore sur les parens et les voisins. Sans doute aussi les impôts sont plus forts; mais chacun travaille et profite au double. On bâtit, on répare. Spolète est toute renouvelée, on établit le gaz à Pérouse, le chemin de fer d'Ancône avance; il y a un grand élan partout. « Tous les liards travaillent! » (*Tutti i quatrini lavorano.*)

Toute la bourgeoisie est passionnée dans ce sens. Sur vingt-deux mille habitans à Pérouse, il y a quatorze cents gardes nationaux

commerçans, chefs de boutique, gens bien établis et honorables. Ils font patrouille avec les soldats, s'exercent, prennent de la peine et sont contens de prendre de la peine. « J'ai fait des sacrifices à mon pays, disait mon négociant, et je suis prêt à en faire encore. » Plus de rivalités provinciales ou municipales, Florence a renvoyé à Pise en signe de fraternité les chaînes de son port que jadis elle lui avait prises. J'indique un officier qui passe, et je demande si ce n'est pas là un Piémontais. — « Plus de Piémontais, nous sommes tous mêlés dans l'armée, il n'y a plus que des Italiens. »

Ils ont la confiance et les illusions de 89. Sur cette remarque que l'armée italienne n'a pas encore fait ses preuves : « Nous avons combattu à Milan en 1848; la ville, à elle seule, en trois jours a chassé les Autrichiens. Nous avons combattu aussi à Pérouse contre les Suisses, qui massacraient les femmes et les enfans; j'étais à cheval alors. Il y avait une forteresse contre la ville : regardez, voici ce qui en reste, nous en faisons un musée. Non, non, nous ne craignons pas les Autrichiens. Nous avions soixante-dix mille volontaires contre eux en 1859. Encore deux ans, les paysans eux-mêmes se lèveront en masse, et nous les chasserons de Venise. » (Les sept mille volontaires sont donc soixante-dix mille; mais le peuple est poète : plus il se gonfle, plus il s'élève.)

Même roideur anti-ecclésiastique que dans notre révolution. Selon mes deux compagnons, « les prêtres sont des coquins (*birbanti*); le gouvernement a raison de confisquer les biens des moines; il devrait chasser tous ces gueux qui ouvertement font de la propagande contre lui. Avant 1859, ils étaient tout puissans, entraient dans les affaires domestiques; ils étaient jugés par un tribunal spécial et n'étaient jamais punis. A présent ils baissent la tête; il y en a deux qui dernièrement ont été condamnés pour délits, et tout le monde a applaudi. Ils ne faisaient que du mal. Les mendians, enfans et adultes, qui nous assiégeaient à Assise, sont de leur provenance, au physique comme au moral. Ils corrompaient les femmes, entretenaient l'oisiveté par leurs aumônes, maintenaient l'ignorance; mais aujourd'hui on répand l'instruction partout, chaque commune a son école : il y en a treize dans Assise, qui n'a que trois mille âmes. » — Un mendiant s'accrochait à notre voiture. « Va-t'en, coquin, demander aux moines; tu as ton père parmi eux. » — L'autre, avec son sourire italien, obséquieux et fin, répondait : « Signor, no; je ne suis pas du pays, donnez-moi quelque petite chose. »

Quantité de petits faits manifestent ce ressentiment contre le clergé. Dernièrement, à Foligno, dans une mascarade, ils ont représenté dans les rues le pape et les cardinaux; c'étaient des sifflets,

des rires, un enthousiasme bruyant et universel. — A Pérouse, à côté de San-Domenico, est un couvent de minimes dont on a fait une caserne. Les soldats, en entrant, ont percé de leurs baïonnettes les fresques du promenoir intérieur. Aujourd'hui les figures lacérées tombent en lambeaux; c'est tout au plus si çà et là on distingue encore la forme de quelques personnages; la fumée d'une cuisine de soldats achève de détruire le meilleur groupe. — Un quart d'heure après, à San-Pietro, un prêtre me disait d'un air triste qu'en entrant ils avaient là aussi déchiré les peintures d'une autre chapelle; il répétait cela d'un air malheureux, humilié; les ecclésiastiques n'ont pas ici le même ton qu'à Rome. — Ce sont là des violences comme celles de notre révolution : le laïque et la caserne remplacent sans transition l'ecclésiastique et le monastère. Cette opposition donne à penser; elle ne cessera guère, elle n'a jamais cessé en France; toujours la révolution et le catholicisme demeurent armés, debout et face à face. Les peuples protestans, les Anglais par exemple, sont plus heureux : Luther a réconcilié chez eux l'église et le monde. Marier le prêtre, faire de lui par l'éducation et les mœurs une sorte de laïque plus grave, élever le laïque jusqu'à la réflexion et la critique en lui livrant la Bible et l'exégèse, supprimer dans la religion la partie ascétique, imposer dans le monde la conscience morale, c'est la plus grande des révolutions modernes. Les deux esprits sont d'accord en pays protestant; ils restent hostiles en pays catholique, et par malheur à cette hostilité on n'aperçoit pas de terme.

Un autre marchand, un officier, mon *cameriere* avec qui je cause, me tiennent des propos semblables. Quelle vive et complète intelligence dans ces Italiens! Ce *cameriere* qui me conte son histoire, son mariage, ses réflexions sur la vie, parle, juge et raisonne comme un homme cultivé. — Un misérable guide, demi-mendiant dans une échoppe d'Assise, avait des opinions bien liées et m'expliquait en sceptique l'état du pays. « Les paysans font la chasse aux conscrits, disait-il, mais c'est par jalousie; leurs fils ont été pris, ils veulent faire prendre les fils des autres. Allez, le riche mange toujours le pauvre, et le pauvre ne mange jamais le riche. » Facilité de conception et promptitude d'expression, un pareil peuple est tout prêt pour le raisonnement politique; on s'en aperçoit aux cafés; la verve et l'abondance de la discussion sont étonnantes, et le bon sens est égal. Dans cette débâcle d'une révolution générale et d'un gouvernement incertain, chaque ville s'est administrée et maintenue par elle-même.

Ils s'accordent à dire que le parti libéral fait des progrès. Selon mon jeune officier, chaque année le nombre des réfractaires diminue; cette année, tel bourg près d'Orvieto où il tient garnison n'en

a plus un seul. A Foligno, où il a vécu, on ne compte que deux ou trois vieilles familles papales; elles sont avares, arriérées, l'une est parente d'un cardinal. Le reste de la ville est pour Victor-Emmanuel. On loue à bon marché les biens ecclésiastiques aux paysans, ce qui les réconcilie avec le gouvernement; on finira par les leur vendre, et alors ils seront franchement patriotes. En somme, l'ennemi du nouvel établissement, c'est le clergé; ce sont les moines réduits à quinze sous par jour, ce sont les prêtres qui conseillent aux jeunes gens de fuir la conscription et de passer la frontière romaine. — Du reste, comme presque tous les Italiens que j'ai vus, il est catholique et croyant, blâme le *Diritto*, journal jacobin et excessif, pense que la religion peut s'accommoder avec le gouvernement civil. Ce qu'il désapprouve, c'est l'autorité temporelle du clergé; que les prêtres se réduisent à leurs fonctions de prêtres, administrent les sacremens et donnent l'exemple des bonnes mœurs; une fois contenus, ils deviendront meilleurs. A Orvieto, où il vit, on attribue aux moines beaucoup d'enfans de la ville, et c'est un mal. Il admire notre clergé, qui est si décent, qui ne donne jamais de scandales; il approuve le costume spécial que portent nos prêtres (en Italie ils ne sont tenus qu'à s'habiller de noir); il raille ces monsignors romains préposés aux mœurs, surveillans des théâtres, qui vont dans la loge de la première danseuse lui défendre d'avoir des caprices. Selon lui, un tel état de choses provoque les gens contre la religion elle-même. A Sienne, aux vitres des boutiques, nous venons de voir la traduction du *Maudit*, de la *Vie de Jésus*, du dernier livre de Strauss; une gravure représentait la *Vérité* qui foudroie les prêtres entêtés et les hypocrites.

Mon impression de Pérouse à Sienne est que ce pays est semblable à la France. Les villageois sont à peu près aussi bien vêtus que les nôtres, ils ont plus de chevaux; beaucoup d'entre eux sont propriétaires. L'aspect des villages et des petites villes reporte l'esprit vers notre midi. La contrée a la même structure, petites vallées et montagnes médiocres; le sol semble aussi bien cultivé. Les anecdotes de garnison que me conte mon jeune officier, les intérieurs d'auberge et de petite bourgeoisie où je jette un regard me rappellent trait pour trait un voyage que l'an dernier j'ai fait dans le centre et le sud de la France. Pour achever la ressemblance, on voit partout sur la route des soldats en congé ou qui rejoignent leur corps; les gens ont l'air gai, leur conversation est vive comme chez nous. Les bourgs et les petites villes ont cet aspect provincial, un peu terne, assez propre, que nous connaissons si bien. On dirait une France arriérée, sœur cadette qui grandit et se rapproche de son aînée. Si on considère ces partis qui s'y combattent, d'un côté les vieux nobles et le clergé, de l'autre les bourgeois, les commer-

çans, tous les gens d'éducation et de profession libérale, entre les deux les paysans que la révolution tâche d'enlever à la tradition, la ressemblance devient frappante. Pour comble, on voit par leurs discours que leur modèle est la France; ils répètent nos anciennes idées, ils ne lisent que nos livres. Les personnes un peu cultivées savent le français, presque jamais l'anglais ou l'allemand; notre langue seule est voisine de la leur; d'ailleurs ils ont besoin comme nous de gaîté, d'esprit, d'agrément et même de licence; on trouve entre leurs mains non-seulement nos bons écrits, mais nos romans de second ordre, nos petits journaux, notre basse littérature. Toutes leurs grandes réformes vont dans le même sens, ils ont imité nos monnaies et nos mesures, ils organisent une église salariée, sans biens propres, des écoles primaires, une garde nationale, et le reste.

Je sais les inconvéniens de notre système, — la suppression des grandes vies supérieures, la réduction de toute ambition et de tout esprit aux idées et aux entreprises viagères, l'abolition des fiers et hauts sentimens de l'homme élevé dans le commandement, protecteur et représentant naturel de ceux qui l'entourent, la multiplication universelle du bourgeois envieux, borné et plat, que décrit Henri Monnier, tous les tiraillemens, les vilenies, les appauvrissemens de cœur et d'intelligence, dont les pays aristocratiques sont exempts. Pourtant, telle qu'elle est, cette forme de civilisation est passable, préférable à beaucoup d'autres, assez naturelle aux peuples latins, et la France, qui est aujourd'hui la première des nations latines, l'importe avec la révolution et le code civil chez ses voisins.

Cette structure sociale consiste en ceci : un grand gouvernement central avec une forte armée, d'assez forts impôts, et un vaste cortége de fonctionnaires qui sont maintenus par l'honneur et ne volent pas; — un morceau de terre à chaque paysan, en outre des écoles et autres facilités pour qu'il monte dans la classe supérieure, s'il en est capable; — une hiérarchie de fonctions publiques offerte comme carrière à toute la classe moyenne, les injustices étant limitées par l'établissement des examens et des concours, les ambitions étant contenues et contentées par l'avancement, qui est lent, mais qui est sûr : — bref, le partage à peu près égal de toutes les bonnes choses, de telle façon que chacun ait son morceau, personne un très gros morceau et presque tous un petit ou médiocre, par-dessus tout cela la sécurité intérieure, une justice suffisante, la gloire et la gloriole nationales. Cela fait des bourgeois médiocrement instruits, fort bien protégés, assez bien administrés, fort inertes, dont toute la pensée est de passer de 2,000 francs à 6,000 francs de rente. En un mot, une quantité de demi-cultures et de demi-bien-êtres, vingt ou trente millions d'individus passablement heureux, soigneuse-

ment parqués, disciplinés, rétrécis, et qu'au besoin on peut lancer en corps. A prendre les choses en gros, c'est à peu près ce que les hommes ont encore trouvé de meilleur; néanmoins il faudra voir dans un siècle l'Angleterre, l'Australie et l'Amérique.

Sienne, 8 avril.

De Chiusi à Sienne, le pays s'aplatit; on est entré dans la Toscane : des marécages étendent dans le lointain leur verdure sale et malade. Un peu plus loin sont des collines basses, puis des coteaux grisâtres, où la vigne tord ses sarmens noirs : c'est un maigre et plat paysage de France. Une vieille cité, entourée de murailles rousses, apparaît à gauche sur une colline, et l'on entre à Sienne.

C'est une ancienne république du moyen-âge, et bien souvent, dans les cartes du XVIe siècle, j'avais contemplé sa silhouette abrupte, hérissée de bastions, peuplée de forteresses, toute remplie des témoignages des guerres publiques et des guerres privées. Guerres publiques contre Pise, Florence et Pérouse, guerres privées entre les bourgeois, les nobles et le peuple, combats des rues, massacres d'hôtel de ville, bouleversemens de la constitution, exil de tous les nobles en état de porter les armes, exil de quatre mille artisans, proscriptions, confiscations, pendaisons en masse, ligues des exilés contre la ville, coups de main populaires, désespoir porté jusqu'à l'abdication de la liberté et à la soumission aux mains d'un étranger, révoltes soudaines et furieuses, clubs semblables à ceux des jacobins, associations pareilles à celles des *carbonari*, siége désespéré semblable à celui de Varsovie, dépopulation systématique pareille à celle de la Pologne, — nulle part la vie n'a été si tragique. De deux cent mille habitans, la cité tomba à six mille. Ce qu'il avait fallu de haines pour épuiser un peuple si vivace ne peut se dire. L'Italien féodal fut de toutes les créatures humaines la plus richement munie de volonté active et de passions concentrées, et il s'est saigné, on l'a saigné jusqu'au dernier sang de ses veines avant de le coucher dans la tranquillité monarchique. Cosme II, pour rester maître, détruisit par la faim, la guerre et les supplices cinquante mille paysans. Alors on voit dans les gravures se déployer sur la *piazza* républicaine les cavalcades pompeuses, les chars mythologiques, les parades et la livrée du nouveau prince. L'artiste, au bas de son dessin, se répand en adulations infinies. Les mœurs résignées, puis somnolentes, la galanterie fade, l'inertie universelle, vont s'établir. Sienne devient une ville de province, visitée par les touristes. Un ecclésiastique que je rencontre me dit que, lorsqu'il vint ici en 1821, l'immobilité et l'ignorance étaient parfaites. On mettait deux jours en *vetturino* pour aller de Sienne à Florence. Un noble, avant d'entreprendre ce voyage, se confessait et faisait son testa-

ment. Point de bibliothèque, aucun livre. Un jour, mon ecclésiastique, qui est savant et libéral, s'abonne à deux journaux français; quelqu'un lui fait visite. « Comment, vous avez un journal français! » Le visiteur touche des mains le journal français, cette chose tombée du ciel, miraculeuse. Un quart d'heure après, l'ecclésiastique va se promener; la première personne qu'il rencontre lui dit: « C'est donc vrai? vous avez un journal français? » La seconde personne fait de même. Le bruit s'était répandu en un instant, comme un rayon de lumière dans une chambre de cloportes.

Une ville ainsi conservée est comme un Pompéi du moyen-âge. On monte et l'on descend dans de hautes rues étroites, pavées de dalles, bordées de maisons monumentales. Quelques-unes ont encore leur tour. Aux environs de la *Piazza*, elles se suivent en files, alignant leurs énormes bossages, leurs porches bas, leurs étonnantes masses de briques percées de rares fenêtres. Plusieurs palais semblent des bastions. La *Piazza* en est bordée, et nul spectacle n'est plus propre à mettre devant l'imagination les mœurs municipales et violentes des anciens temps; elle est irrégulière de forme et de niveau, étrange et frappante comme toutes les choses naturelles que n'a point déformées ou réformées la discipline administrative. En face s'étale le *Palazzo-Publico*, massif hôtel de ville, bon pour résister aux coups de main et jeter les proclamations à la foule assemblée sur la place. On en a lancé bien des fois par ces fenêtres ogivales, et aussi des corps d'hommes tués dans les séditions. Une bordure de créneaux le hérisse; la défense en ce temps-là se rencontre sous l'ornement. A sa gauche, une tour gigantesque élève à une hauteur prodigieuse sa forme svelte et son double renflement de créneaux; c'est la tour de la cité qui plante à la cime son saint, son drapeau, et parle de loin aux cités voisines. Au pied, la fontaine Gaja, qui pour la première fois au XIVe siècle, parmi les cris de joie universels, apporta de l'eau sur la place publique, s'encadre sous le plus élégant baldaquin de marbre.

Le soir baissait, je ne suis entré qu'un instant dans la cathédrale. L'impression est incomparable; celle que laisse Saint-Pierre de Rome n'en approche point : une richesse et une sincérité d'invention étonnantes, la plus admirable fleur gothique, mais d'un gothique nouveau, épanoui dans un meilleur climat et parmi des génies cultivés, plus serein et plus beau, religieux et pourtant sain, et qui est à nos cathédrales ce que les poèmes de Dante et de Pétrarque sont aux chansons de nos trouvères; un pavé et des piliers de marbre où s'étagent des assises tour à tour noires et blanches, une légion de statues vivantes, un mélange naturel de formes gothiques et de formes romaines, des chapiteaux corinthiens, des caissons et des médaillons qui portent un labyrinthe d'arceaux dorés,

des voûtes plafonnées d'azur et d'étoiles. Le soleil couchant entre par les portes, et l'énorme vaisseau, avec sa forêt de colonnes, poudroie dans l'ombre au-dessus de la foule agenouillée dans les nefs, dans les chapelles, autour des piliers. La multitude fourmille indistinctement dans la noirceur profonde jusqu'au pied de l'autel, qui tout d'un coup, avec ses candélabres, ses figures de bronze, les chapes damasquinées de ses prêtres et toute la prodigue magnificence de son orfévrerie et de ses lumières, se lève comme un bouquet de splendeurs magiques.

Sienne, 8 avril.

J'ai passé dans cette église la moitié de la journée; on y passerait aisément la journée entière. Pour la première fois, ailleurs que dans les estampes, je vois le gothique italien, la première des deux renaissances, moins pure que l'autre, mais plus spontanée.

Au plus beau moment de leur gloire, en 1225, ils voulurent avoir une cathédrale qui fût le plus grand monument de l'Italie, et commencèrent à bâtir autour de l'ancienne en élargissant la colline qui la portait. Des craquemens se firent, et on s'inquiéta. Un concile d'architectes et de maçons ayant conseillé d'avancer, on continua; mais des craquemens plus forts ébranlèrent les constructions nouvelles, et après un siècle de tâtonnemens et de travail (1) on en revint à la première église, qu'on se contenta d'agrandir; on élargit la nef, et l'on bâtit le grand hexagone qui porte le dôme. A tant de hasards et de raccords joignez les disparates de style. Le portail brodé de statues hérisse au-dessus de ses trois portes trois frontons aigus, au-dessus de ses frontons trois pignons aigus, autour de ses pignons quatre clochers aigus, et toutes ces pointes sont crénelées de dentelures; mais les portes sont des cintres romains; la façade, malgré ses angles allongés, a des réminiscences latines; les ornemens ne sont point un filigrane, les statues ne sont point une multitude. L'architecte aime les formes élancées qui lui viennent d'outre-mont, mais il aime aussi les formes solides que lui a léguées la tradition antique. Si à l'intérieur il assemble ses colonnes en piliers, s'il effile et contourne aux fenêtres les meneaux et les trèfles, s'il courbe la nef en ogives, il porte en haut dans l'air la rondeur aérée du dôme, il fleuronne les chapiteaux d'acanthes corinthiennes, il répand dans toute son œuvre un air de joie et de force par la bonne assiette des formes, par l'ouverture mesurée des jours, par la bigarrure luisante des marbres. Son église est chrétienne, mais d'un christianisme autre que celui du nord, moins grandiose et moins passionné, mais moins maladif et moins vio-

(1) 1339.

lent, comme si l'allégresse innée au génie italien et l'essor précoce de la culture laïque avaient tempéré la sublime folie du moyen-âge et gardaient à l'âme un espoir sur la terre en lui laissant son issue vers le ciel. A quoi bon les règles? et comme les barrières d'écoles sont peu de chose! Voilà des hommes qui avaient un pied dans la renaissance et un pied dans le moyen-âge, tiraillés des deux côtés, en sorte que leur œuvre ne pouvait manquer d'avorter et de se contredire. Elle n'avorte pas, et ses contradictions s'harmonisent. C'est que dans leur cœur ces deux sentimens vivaient énergiques et sincères; cela suffit pour bien faire : la vie produit la vie.

On entre; le même mariage d'idées reparaît dans tous les détails. Aux deux côtés de la porte, ils ont posé debout deux admirables colonnes corinthiennes; mais ils se sont approprié la forme grecque en revêtant le fût d'une profusion de figurines nues, d'hippogriffes, d'oiseaux, de feuilles d'acanthes qui s'entrelacent en serpentant jusqu'au sommet. — Trois pas plus loin sont deux bénitiers charmans, — deux petites colonnes ornées de raisins, de figures, de guirlandes, portant chacune au sommet une coupe de marbre blanc. L'une est antique, dit-on; l'autre doit être du commencement du xve siècle. Les têtes et les torsions des figurines rappellent Albert Dürer, les pieds et les genoux sont un peu saillans, ce sont des femmes nues les mains liées derrière le dos; l'artiste, pour atteindre au mouvement vrai, ne craint pas de gâter un peu le sein. Ainsi se développe de Nicolas de Pise à Jacopo della Quercia toute une sculpture, art formé, déjà complet comme un enfant sain et vivant qui s'agite dans sa gaîne catholique.

Enfin voici cette célèbre chaire de Nicolas de Pise, le rénovateur de la sculpture (1). Quoi de plus précieux que ces premières œuvres de la pensée moderne? Ce sont là nos vrais ancêtres, et l'on veut savoir de quelle façon à cette aurore ils ont compris l'homme que nous continuons aujourd'hui; car lorsqu'un artiste invente un type, c'est comme s'il exprimait avec des chairs et des os son idée de la nature humaine, et, cette idée une fois populaire, tout le reste suit. — Je n'ai pas de paroles pour dire l'originalité et l'abondance de l'invention qui éclatent dans cette chaire; elle est étrange autant que belle. Les piédestaux sont des lionnes qui tiennent chacune un agneau dans leur gueule ou que leurs petits tettent : on reconnaît le fond symbolique et bizarre du moyen-âge; mais du corps de ces lionnes partent huit petites colonnes blanches et pures qui s'épanouissent en un riche bouquet de fleurons du goût le plus neuf, et qui se rejoignent par des trèfles portant ensemble une sorte d'arche

(1) 1266.

ou de coffre à huit pans de la forme la plus simple et a plus naturelle. Sur l'entablement de chaque colonne, une femme est assise; plusieurs ont sur la tête une couronne d'impératrice, toutes tiennent de petits enfans qui leur parlent à l'oreille. On oublie qu'elles sont de pierre, tant leur expression est vive; elle est plus marquée que dans les antiques. Dans cette joie de l'invention primitive, on est si ravi des idées subitement entrevues qu'on y insiste avec excès; c'est un tel plaisir que d'apercevoir pour la première fois une âme et l'attitude qui manifeste cette âme! On n'avait pas encore beaucoup d'idées en ce temps-là, et on en étreignait plus fortement celles qu'on avait saisies. Par une nouveauté frappante, le corps, le col, la tête, un peu gros, ont une sorte de lourdeur dorique; mais cela ne fait qu'ajouter à leur force. Au sortir des saints ascétiques et maigres, l'artiste, imitant les bas-reliefs antiques, construit déjà la ferme charpente osseuse, les beaux membres proportionnés, la chair saine des corps de la renaissance. Dans le pays d'outre-mont, rien de pensif, de délicat, de frémissant, de finement personnel comme les physionomies et les attitudes que les artistes du nord découvriront lorsque leur génie éclora au XVe siècle (1). Au contraire celles-ci ont la simplicité, la largeur, le sérieux des anciennes têtes païennes; il semble que l'Italien, en ce moment où pour la première fois il ouvre la bouche, recommence le discours mâle et grave arrêté, il y a douze cents ans, sur les lèvres de ses frères de la Grèce et de ses ancêtres de Rome.

Sur les parois de la chaire, un labyrinthe de figures pressées, une longue procession octogonale, la Nativité, la Passion, le Jugement, enveloppent le marbre de leur revêtement de marbre. Des apôtres et des vierges, assis ou debout aux encoignures, unissent et tout ensemble séparent les divers momens de la légende. Sur les rebords s'entrelace une délicate et florissante végétation de marbre, arabesques, feuillages, tout un luxe d'ornemens fins et multipliés. On se recule, étonné de cette abondance, et l'on s'aperçoit que l'on marche sur des figures. Le pavé tout entier de l'église en est incrusté; c'est une mosaïque de personnages qui semblent tracés au crayon sur les larges dalles. Il y en a de tous les âges, depuis la naissance de l'art jusqu'à son achèvement. Personnages, processions, combats, châteaux, paysages, les pieds foulent les scènes et les hommes du XIVe siècle et des deux siècles qui ont suivi. Sans doute les plus anciennes sont raides comme des tapisseries féodales : Samson et sa mâchoire d'âne, Absalon pendu par sa chevelure, et qui ouvre de grands yeux niais, les innocens égorgés, rappellent

(1) Sculptures de Brou, de Strasbourg, du tombeau du duc de Bretagne à Nantes.

les mannequins des missels; mais, à mesure qu'on avance, on voit la vie pénétrer dans les membres. Les grandes sibylles blanches sur le pavé noir ont une noblesse et une gravité de déesses. Quantité d'autres têtes frappent par leur caractère grand et ferme. L'artiste ne voit encore dans la créature humaine que la *charpente générale;* il n'est pas distrait, comme nous le sommes, par la multitude des nuances, par la connaissance des infinies inflexions de l'âme et des innombrables brisures de la physionomie. A cause de cela, il peut faire des créatures qui par leur calme semblent supérieures aux agitations de la vie. C'est une âme primitive qui fait des âmes primitives. Au temps de Raphaël, cet art est complet, et le plus grand de ces nielleurs sur pierre, Beccafumi, a couvert de ses dessins les environs du maître-autel et le parvis de la coupole. Son Ève deminue, ses Israélites massacrés pour avoir épousé des Madianites, son Abraham sacrificateur, sont de superbes figures, d'une conception toute païenne, souvent avec des torses et des poses à la Michel-Ange, et encore simples. Ce n'est qu'en ce temps-là qu'on a su faire des corps (1).

Le grand homme lui-même a travaillé ici : on lui attribue une admirable petite chapelle où les figurines s'étagent, dans des nefs à coquilles, parmi de fines arabesques qui serpentent sur le marbre blanc. Ses prédécesseurs, les plus glorieux restaurateurs de l'art, l'accompagnent : au-dessous de l'autel, dans une chapelle basse, un saint Jean de Donatello, de vigoureuses figures au col tordu, aux muscles noueux, impriment dans l'esprit leur énergie et leur jeunesse. A voir ce pavé, ces murs, ces autels ainsi remplis et chargés, ces files de figures et de têtes qui montent sur les efflorescences des chapiteaux, qui s'alignent sur les frises, qui couvrent tout le champ de la vue, il est visible que les arts du dessin sont le langage spontané de cette époque, que les hommes le parlent sans effort, qu'il est le moule naturel de leur pensée, que cette pensée et cette imagination, fécondes pour la première fois, pullulent au dehors avec un enfantement inépuisable de formes, qu'elles sont comme des adolescens dont la langue se dénoue, et qui parlent trop parce qu'ils n'ont pas encore parlé.

Trop de choses belles ou curieuses, c'est un mot qui revient ici : par exemple la Libraria attenant à la cathédrale, bâtie à la fin du xve siècle. Là sont dix fresques du Pinturicchio, l'histoire de Pie II, plusieurs figures de femmes bien chastes et bien élégantes; mais l'œuvre est encore littérale et sèche. Le peintre garde les costumes du temps : il représente l'empereur en robe dorée avec le

(1) Voyez ses cartons à l'Institut des Beaux-Arts de Sienne.

luxe exagéré du moyen-âge. Pinturicchio employait Raphaël pour ses cartons. On touche ici le passage de l'ancienne école à la nouvelle : du maître à l'élève, la distance est infinie, et des yeux qui viennent de quitter le Vatican sentent cette distance.

Sienne, 8 avril.

Cette Sienne si tombée a été la première institutrice et maîtresse en matière de beau. C'est chez elle et à Pise qu'on trouve la plus ancienne école. Nicolas de Pise est Siennois par son père. Le restaurateur de la mosaïque au XIIIe siècle est Jaccopo da Turrita, un moine franciscain de Sienne. La plus vieille peinture italienne que l'on connaisse est un Jésus crucifié, aux membres effilés, à la tête penchée, dans l'église d'Assise, par Guinta, un Pisan (1). Ici même, à San-Domenico, Guido de Sienne a peint en 1271 un doux et pur visage de madone qui dépasse déjà de beaucoup l'art mécanique de Byzance. Ce coin de la Toscane s'était dégagé avant tout le reste de l'Italie de la barbarie féodale. En 1100 déjà, Pise, la première des républiques maritimes, commerçait et guerroyait dans tout le Levant, inventait une architecture, bâtissait sa cathédrale. Un siècle plus tard, Sienne était dans sa force, accablait Florence en 1260 à la bataille de Montaperto. C'étaient de nouvelles Athènes, commerçantes et guerrières, comme l'ancienne, et le génie, le sentiment du beau, naissaient chez elles, comme chez l'ancienne, au contact des entreprises et des dangers. Enfermés dans nos grandes monarchies administratives, retenus par la longue tradition littéraire et scientifique dont nous portons la chaîne, nous ne trouvons plus en nous la force et l'audace créatrice qui alors animaient les hommes. Nous sommes opprimés par notre œuvre elle-même, nous limitons de nos propres mains notre champ d'action; nous n'aspirons qu'à ajouter une pierre au bâtiment énorme que les générations successives construisent depuis tant de siècles. Nous ne savons pas ce que le cœur et l'esprit humains peuvent faire épanouir d'énergies actives, tout ce que la plante humaine peut pousser à la fois de racines, de branches et de fleurs sitôt qu'elle rencontre le sol et la saison dont elle a besoin. Quand l'état n'était pas une grosse machine composée de ressorts bureaucratiques et intelligible seulement pour la raison pure, mais une cité perceptible aux sens et proportionnée aux capacités ordinaires de l'individu, l'homme l'aimait non par secousses comme aujourd'hui, mais tous les jours, par toutes ses pensées, et la part qu'il prenait aux affaires publiques, élevant son cœur et son intelligence, met-

(1) 1236. — Il avait appris entièrement son art vers 1210.

tait en lui les sentimens et les idées d'un citoyen, non d'un bourgeois. Un cordonnier donnait de l'argent pour que l'église de sa ville fût la plus belle; un tisserand fourbissait le soir son épée en décidant qu'il serait non le sujet, mais un des seigneurs de la cité rivale. A un certain degré de tension, toute âme est une corde vibrante; il suffit de la toucher pour lui faire rendre de beaux sons. Représentons-nous cette noblesse et cette énergie répandues du haut en bas d'une cité dans toutes les couches; ajoutons-y une prospérité établie et croissante, cette confiance en soi, ce sentiment de joie que l'homme éprouve en se sentant fort; ôtons de nos yeux cet encombrement de traditions et d'acquisitions qui sont aujourd'hui notre embarras aussi bien que notre richesse; considérons l'homme libre et livré à lui-même dans ce désert que la décadence avait fait, — et nous comprendrons pourquoi ici comme au temps d'Eschyle es arts sont nés au milieu des affaires, pourquoi un sol en friche hérissé de toutes les épines politiques a plus produit que notre champ si bien nettoyé et cadastré, pourquoi des hommes de parti, des combattans, des navigateurs, au plus fort de leurs périls, de leurs préoccupations et de leur ignorance, ont inventé et renouvelé les belles formes avec une sûreté d'instinct, une fécondité de génie que notre loisir et notre érudition ne peuvent plus atteindre aujourd'hui.

Lentement, péniblement, au-dessous de la sculpture et de l'architecture, la peinture se développe; c'est un art plus compliqué que les autres. Il fallait du temps pour découvrir la perspective, et un paganisme plus sensuel pour sentir le coloris. A cette époque, l'homme est encore tout chrétien. Sienne est la cité de la Vierge, et se met sous sa protection, comme Athènes sous celle de Pallas; parmi des morales et des légendes différentes, le sentiment est le même, et le saint local correspond au dieu local. Quand Duccio, en 1311, eut achevé sa madone, le peuple, dans sa joie, vint la prendre à son atelier et la porta en procession à l'église; les cloches sonnaient, et beaucoup d'assistans tenaient des cierges dans leur main. Le peintre écrivit sous son tableau : « Mère sainte de Dieu, donne la paix aux Siennois; donne la vie à Duccio, puisqu'il t'a peinte comme voici (1). » Sa Vierge témoigne d'une main encore maladroite et ressemble aux peintures de missel; mais autour d'elle et de l'enfant qu'elle tient dans ses bras, plusieurs têtes de saintes sont déjà singulièrement belles et calmes. Vingt-sept compartimens, toute l'histoire du Christ placée dans la chapelle qui fait face, les accompa-

(1) Mater sancta Dei, sis causa Senis requiei,
Sis Ducio vita, te quia pinxit ita.

gnaient. Le ciel est d'or, et des auréoles d'or enveloppent toutes les figurines. Dans cette lumière, les personnages presque noirs semblent une vision lointaine, et quand autrefois ils étaient sur l'autel, le peuple agenouillé, qui entrevoyait de loin leur grave ordonnance, devait ressentir le trouble mystérieux, la sublime anxiété de la foi chrétienne devant ces ombres humaines profilées par multitudes sur la clarté du jour éternel.

A l'*Institut des Beaux-Arts* sont les tableaux de Duccio, des contemporains, des successeurs de l'école, toute la suite des vieux maîtres de Sienne, presque tous tirés des couvens. Avec leurs ongles et leurs ciseaux, les nonnes ont dans ces peintures arraché les yeux des démons, déchiré le visage des persécuteurs. Peu de progrès; le tableau est encore un objet de religion plutôt que d'art : on le comprend de reste par ces mutilations naïves. C'est à l'hôtel de ville de Sienne que cette peinture est le plus parlante. Un musée n'est jamais qu'un muséum, et les œuvres de l'art comme les œuvres de la nature perdent la moitié de leur vie quand on les tire de leur milieu. Il faut les voir avec leurs alentours dans le grand mur dont ils peuplaient la nudité, devant la fenêtre ogivale qui les éclairait, dans les salles où siégeaient des magistrats habillés comme leurs personnages. On passerait deux mois dans ce palais à étudier les mœurs féodales sans épuiser toutes les idées qu'il peut fournir : figures et costumes, jeunes chevaliers et vieux sergens d'armes, ordonnances de batailles et processions religieuses. Terne, sérieux et même sombre, raide et raidi, voilà les mots qui viennent à la pensée. C'est le XIVe siècle qui s'est fixé ici dans les peintures, et l'on y sent la présence continue de la lutte, l'arrêt forcé au sein du danger, l'effort infructueux vers une beauté plus épanouie et vers une harmonie plus libre. C'est l'âge des horribles guerres intestines, des *condottieri* et des Visconti, des supplices calculés et des tyrannies atroces, de la foi chancelante et du mysticisme croulant, de la renaissance entrevue, essayée et avortée. Avec ses contes tragiques, sceptiques, sensuels, recouverts de périodes cicéroniennes, Boccace en donne l'image vraie (1).

Là sont les personnages et les aspirations du temps. Simone Memmi, le peintre de Laure et l'ami de Pétrarque, a peint dans la salle du grand conseil la Vierge sous un baldaquin, entourée de saints, têtes graves et nobles dans le goût de Giotto, et un peu plus loin Guido Ricci, un capitaine du temps, sur son cheval caparaçonné, figure réelle. La peinture devient laïque (2). — Un des Lo-

(1) Comparer sa *Fiancée du roi de Garbe* et celle de La Fontaine.
(2) 1316-1328.

renzetti a entassé près de là des chocs d'armures, des batailles de peuples, et Spinella Spinelli, dans la salle des *prieurs*, a représenté la victoire d'Alexandre II sur Frédéric Barberousse, l'empereur étendu sur le dos devant le pape (1), des combats de vaisseaux, des processions de troupes. La peinture devient historique et réaliste. — Ambrogio Lorenzetti, dans la salle des archives, a figuré le bon et le mauvais gouvernement (2), défilé de grands personnages au-dessous d'une femme couchée, déjà belle, drapée dans une robe blanche, avec une branche de laurier sur ses cheveux blonds, tout cela d'après cet Aristote si maudit par Pétrarque, si cher aux libres penseurs qui se multipliaient. La peinture devient philosophique. — J'en passe quantité d'autres où le goût de la vie réelle, de l'histoire locale, de la science antique, toutes les approches de la renaissance sont visibles; mais ils ont beau faire, ils n'y arrivent point, ils restent à la porte. Une sainte Barbe par Mattéo de Sienne en 1478, à l'église Saint-Dominique, suave et pure, mais sans relief et entourée d'or, n'est encore qu'une figure hiératique. Et Léonard de Vinci a déjà vingt-six ans! Comment comprendre un si long arrêt? D'où vient que depuis Giotto, parmi tant de tâtonnemens, les peintres ne parviennent pas à mettre sur leur toile un corps solide, de chair vivante? Qui a pu les retenir à mi-chemin, malgré tant d'efforts, après un premier élan si universel et si heureux? La question devient irrésistible lorsqu'on regarde dans ce même palais, à l'Institut des Beaux-Arts, à San-Domenico, les fresques d'un peintre complet, Sodoma, un contemporain de Raphaël, le principal maître du pays. Son Christ flagellé est un superbe torse nu, vivant et souffrant de gladiateur antique; sa *Sainte Catherine en extase*, sa *Sainte entre deux saints* sous un portique clair, toute sa peinture rejette à l'instant l'autre dans la région indéterminée des êtres inachevés, insuffisans, non viables. Encore une fois, pourquoi les hommes, ayant trouvé la peinture, ont-ils passé cent cinquante ans les yeux fermés sans apercevoir le corps? Il faut voir Florence et Pise.

Florence, 10 avril.

J'ai passé ma première journée aux Uffizi; mais tu n'exiges point que je t'en parle maintenant. Il ne faut pas que j'éparpille mon impression; j'ai déjà bien assez de peine à la rendre. Quelle tâche tu m'as donnée, et quelle tâche j'ai entreprise! Voilà vingt fois que je perds courage, et pourtant je t'écris toujours. Essaie, et tu

(1) 1400.
(2) 1340.

verras si avec des paroles on peut représenter les formes corporelles. L'écriture est une chose morte, bonne au plus pour le raisonnement et le récit; quand il faut décrire, elle faiblit, tâtonne et n'atteint que le vague. Je sors d'un musée ou d'un monument les yeux pleins de couleurs et de formes, et le soir, en écrivant, j'en ai encore la mémoire comblée et assiégée; mais quand je me relis!... Il ne faut pas se relire.

Dès le lendemain, je suis donc allé à Pise tout rempli de la question sur laquelle j'avais quitté Sienne. Il n'y a que ces sortes de choses qui occupent en voyage. On marche enveloppé de son idée, et on ne s'inquiète pas du reste. Il me semble qu'on fait deux parts de soi : d'un côté, un animal inférieur, une espèce de domestique machinal et nécessaire qui mange pour vous, boit pour vous, marche sans que vous le sachiez, s'arrange à l'auberge et dans les voitures, supporte, sans que vous les sentiez, les désagrémens, les petits tiraillemens, les platitudes de la vie, et fait tout ce qui concerne son état; de l'autre côté, un esprit qui se hausse et se tend tout le jour avec une curiosité véhémente, remué, traversé d'idées ébauchées, renversées, renaissantes, pour comprendre les sentimens des grands hommes et des vieilles époques. Pourquoi ont-ils senti de cette façon? Est-il vrai qu'ils aient senti de cette façon? Et de questions en questions, au bout d'une semaine, on les entend, on les voit face à face, oubliant le domestique qui devient maladroit et fait négligemment son service. Cela m'est bien égal alors, et à toi aussi; mais je bavarde, nous allons à Pise.

Paysage toscan, agréable et noble. Les blés en herbe sont éblouissans de fraîcheur; au-dessus d'eux s'ordonnent des files d'ormeaux chargés de vignes, bordant la rigole qui les arrose. La campagne est un verger que les eaux aménagées viennent fertiliser. On voit ces eaux venir abondamment des montagnes et se tordre bleues et limpides sur leur lit trop large de cailloux blancs. Partout des traces de prospérité. Le versant des montagnes est piqué de mille petits points blancs; ce sont des maisons de campagne et de plaisance; elles sont là dans leur bouquet de châtaigniers, d'oliviers et de pins. On voit des marques de goût, de bien-être dans celles qu'on aperçoit en passant; les fermes elles-mêmes ont un portique au rez-de-chaussée ou au premier étage pour prendre le frais le soir. Tout produit; la culture monte haut dans la montagne, et se continue çà et là par la forêt primitive. L'homme n'a point réduit la terre à un squelette décharné; il lui a conservé ou renouvelé son revêtement de verdure. Quand le train s'éloigne, ces étages de terrains chacun avec sa culture et sa teinte, plus loin la bordure pâle et vaporeuse des montagnes, entourent la plaine comme d'une guir-

lande. L'effet n'est point celui du grandiose, mais d'une beauté harmonieuse, mesurée et heureuse.

Pour la première fois en Italie je vois un vrai fleuve dans une vraie plaine ; l'Arno, jaune et troublé, roule entre deux longues rangées de maisons ternes. Triste ville, négligée, maigrement peuplée, inerte, qui rappelle une de nos villes tombées ou laissées de côté par la civilisation qui se déplace, Aix, Poitiers, Rennes : c'est Pise.

Il y a deux Pise : l'une où l'on s'est ennuyé et où l'on a vivoté provincialement depuis la décadence, c'est toute la ville, moins un coin écarté; l'autre est ce coin, sépulcre de marbre, où le Dôme, le Baptistère, la Tour penchée, le Campo-Santo, reposent silencieusement comme de belles créatures mortes. La véritable Pise est là, et dans ces reliques d'une vie éteinte on aperçoit un monde.

Une renaissance avant la renaissance, une seconde pousse presque antique de la civilisation antique, un précoce et complet sentiment de la beauté saine et heureuse, une primevère après une neige de six siècles, voilà les idées et les paroles qui se pressent dans l'esprit. Tout est marbre et marbre blanc, dont la blancheur immaculée luit dans l'azur. Partout de grandes formes solides, le Dôme, le mur plein, les étages équilibrés, la ferme assiette du massif rond ou carré; mais par-dessus ces formes renouvelées de l'antique, comme un feuillage délicat sur un vieux tronc qui reverdit, ils étendent leur invention propre, un revêtement de colonnettes surmontées d'arcades, et l'originalité, la grâce de cette architecture ainsi renouvelée ne peuvent s'exprimer.

Ce qu'il y a de rare et de plus difficile dans les arts, c'est la découverte d'un type d'architecture; les Grecs, le moyen-âge, en ont trouvé un complet; la Rome impériale, le XVIe siècle, le XVIIe, en ont produit chacun un demi. Pour rencontrer d'autres types, il faut sortir de notre Europe et de notre histoire, considérer l'Égypte, la Perse, l'Inde ou la Chine. D'ordinaire ils témoignent d'une civilisation complète, d'une transformation profonde de tous les instincts et de toutes les habitudes. En effet, pour changer l'idée d'une chose aussi générale que la forme, quel changement doit s'opérer dans la tête humaine! Les révolutions en peinture et en littérature sont bien plus fréquentes, bien plus aisées, bien moins significatives. Les figures tracées sur la toile et les caractères représentés dans un livre changeront cinq ou six fois chez un peuple avant que son architecture se renouvelle. La masse à remuer est trop grosse, et au XIe siècle, au temps de nos premiers rois capétiens, Pise la remue sans effort.

Il y eut alors une aurore, comme en Grèce au VIe siècle. Tout jaillit d'un élan comme la lumière à la première heure. « Les Pisans,

dit Vasari, étant au sommet de leur grandeur et de leur avancement, seigneurs de la Sardaigne, de la Corse et de l'île d'Elbe, et leur cité étant pleine de grands et puissans citoyens, rapportaient des lieux les plus éloignés des trophées et dépouilles infinies. » A Byzance, en Orient, dans les vieilles cités encore remplies des ruines de l'élégance grecque et de la magnificence romaine, parmi les Juifs et les Arabes, leurs visiteurs et leurs chalands, au contact des idées étrangères, le jeune peuple surgissait et démêlait sa pensée propre, comme autrefois les cités grecques au contact de la Phénicie, de Carthage, des Lydiens et de l'Égypte. En 1063, pour honorer la Vierge qui leur avait donné la victoire sur les Sarrasins de Sardaigne, ils commencèrent à bâtir le Dôme.

C'est une basilique presque romaine, je veux dire un temple surmonté d'un autre temple, ou, si vous l'aimez mieux, une maison ayant son pignon pour façade, et ce pignon coupé à la cime pour porter une autre maison plus petite. Cinq étages de colonnes revêtent toute la façade de leurs portiques superposés. Deux à deux, elles s'accouplent pour porter de petites arcades; toutes ces jolies créatures de marbre blanc sous leur arcade noire forment le peuple aérien le plus gracieux et le plus inattendu. Nulle part ici on ne sent percer la douloureuse rêverie du moyen-âge septentrional; c'est la fête d'une jeune nation qui s'éveille, et, dans la joie de sa richesse récente, célèbre ses dieux. Elle a ramassé des chapiteaux, des ornemens, des colonnettes entières, sur les côtes lointaines où ses guerres et son commerce l'ont conduite, et ces fragmens anciens entrent dans son œuvre sans disparate, car elle la coule instinctivement dans l'ancien moule et ne la développe que par un grain de fantaisie, du côté de la finesse et de l'agrément. Toutes les formes antiques reparaissent, mais remaniées dans le même sens par la vive originalité nouvelle. Les colonnes extérieures du temple grec se sont réduites, multipliées, élevées en l'air, et du soutien ont passé à l'ornement. Le dôme romain ou byzantin s'est effilé, et sa pesanteur naturelle s'allége sous sa couronne de fines colonnettes à mitre ornementée qui le ceignent par le milieu de leur délicat promenoir. Aux deux côtés de la grande porte, deux colonnes corinthiennes se recouvrent d'un luxe de feuillages, de calices, d'acanthes épanouies ou tordues, et du seuil on voit l'église avec ses files de colonnes croisées, avec ses entre-croisemens de marbres blanc et noir, avec sa multitude de formes sveltes et brillantes, monter comme un autel de candélabres. Une âme nouvelle apparaît ici, une sensibilité plus fine, non pas excessive, bouleversée, comme dans le nord, et qui pourtant ne se contente point de la simplicité grave, de la robuste nudité de l'architecture

antique. C'est une fille de la matrone païenne bien portante et gaie, mais plus femme que sa mère.

Elle n'est pas encore adulte, sûre de toutes ses démarches; elle commet des gaucheries. Au dehors, les façades latérales sont monotones. Au dedans, la coupole est un entonnoir renversé, de forme étrange et désagréable. La liaison des deux bras de la croix est déplaisante, et quantité de chapelles modernisées empêchent le plaisir d'être pur comme à Sienne. Au second regard cependant, tout cela s'oublie, et l'ensemble reparaît. Quatre rangs de colonnes corinthiennes surmontées d'arcades partagent l'église en cinq nefs et font une forêt. Une seconde allée, aussi richement peuplée, traverse en croix la première, et au-dessus de cette belle futaie des files de colonnes plus petites se prolongent et s'entre-croisent pour porter en l'air le prolongement et l'entre-croisement de la quadruple galerie. Le plafond est plat; les fenêtres sont petites, sans vitraux pour la plupart; elles laissent aux murs la grandeur de leur masse et la solidité de leur assiette, et parmi ces longues lignes droites et simples, dans ce jour naturel, les innombrables fûts luisent avec la sérénité d'un temple antique.

Non pas un temple antique tout à fait, et c'est là le charme étrange : au fond du chœur, un grand Christ en robe dorée, avec la Vierge et un autre saint plus petit, occupe tout le creux de l'abside (1). Sa figure est triste et douce : sur ce fond d'or, dans la pâleur du jour affaibli, il apparaît comme une vision. Certainement quantité de peintures et de constructions au moyen-âge correspondaient au besoin d'extase. D'autres débris indiquent la décadence et la barbarie profonde d'où l'on sortait. Il reste une des anciennes portes de bronze couverte de bas-reliefs en bronze informes et horribles. Voilà ce que les descendans des statuaires gardaient de la tradition antique, ce que l'esprit humain était devenu dans le chaos du xe siècle, au temps des invasions hongroises, de Marozzia et de Theodora : figures tristes, mornes, étriquées, cassées, mécaniques, Dieu le père et six anges, trois d'un côté, trois de l'autre, penchés avec le même angle comme des capucins de cartes; les douze apôtres rangés en file, six par devant, six dans les vides intermédiaires, comme ces ronds munis de trous figurant les yeux et d'appendices figurant les bras que les enfans barbouillent sur leurs cahiers d'orthographe. Par contre, les portes d'entrée, sculptées par Jean de Bologne (2), sont pleines de vie : des feuilles de rosier, de vigne, de néflier, d'oranger, de laurier,

(1) Par Jacopo Turrita, le restaurateur de la mosaïque.
(2) 1602.

avec leurs baies, leurs fruits et leurs fleurs, parmi des oiseaux, des animaux, serpentent, encadrant des groupes, des figures animées, élancées, d'une grande tournure. Cette abondance de formes vraies et vivantes est propre au XVIe siècle; il a découvert la nature en même temps que l'homme. Entre ces deux portes, il y a le travail de cinq siècles.

Rien à dire sur le Baptistère et la Tour penchée; c'est la même idée, le même goût, le même style. L'un est un simple dôme isolé, l'autre un cylindre, chacun avec un revêtement de colonnettes. Et pourtant chacun a sa physionomie parlante et distincte; mais la parole et l'écriture emploient trop de temps, et il faudrait trop de termes techniques pour marquer les nuances. Je note seulement cette inclinaison de la tour. On suppose qu'à demi construite, elle s'est infléchie, et que les architectes ont continué; puisqu'ils ont continué, cette inclinaison ne les choquait qu'à demi. En tout cas, il y a d'autres tours penchées en Italie, à Bologne par exemple: volontaire ou demi-volontaire, cette bizarrerie, cette recherche du paradoxe, cet abandon à la fantaisie, sont un des traits du moyen-âge.

Au centre du Baptistère est un superbe bassin à huit pans; chacun de ces pans est incrusté d'une riche fleur compliquée, tout épanouie, et chaque fleur est différente. Alentour, de grandes colonnes corinthiennes font cercle, portant des arcades à plein-cintre; la plupart sont antiques et ornées de bas-reliefs antiques; Méléagre, avec ses chiens aboyans et les torses nus de ses compagnons, assiste aux mystères chrétiens. — Sur la gauche s'élève une chaire pareille à celle de Sienne, premier ouvrage de Nicolas de Pise (1), simple coffre de marbre posé sur des colonnes de marbre et revêtu de sculptures. Le sentiment de la force et de la nudité antique s'y déploie en traits éclatans. Le sculpteur a compris l'assiette et les torsions des corps. Ses figures, un peu massives, sont grandes et simples; souvent il retrouve les tuniques et la forme plissée du costume romain; un des personnages nus, une sorte d'Hercule qui porte un lionceau sur ses épaules, a la poitrine large et les muscles agissans qu'aimaient les sculpteurs du XVIe siècle. Quel changement dans la civilisation humaine, quelle accélération, si ces restaurateurs de l'ancienne beauté, si ces jeunes républiques du XIIe et du XIIIe siècle, si ces inventeurs précoces de la pensée moderne avaient été livrés à eux-mêmes comme les anciens Grecs, s'ils avaient suivi leur pente naturelle, si la tradition mystique ne s'était point rencontrée pour borner et faire dévier leur effort, si le génie

(1) 1260.

laïque s'était développé chez eux, comme jadis en Grèce, parmi des mœurs libres, rudes et saines, et non pas, comme deux cents ans plus tard, au milieu de l'asservissement et des corruptions de la décadence!

Le dernier de ces édifices, le Campo-Santo, est un cimetière dont la terre, rapportée de Palestine, est sainte. Quatre grands murs de marbre poli l'entourent de leur paroi blanche et pleine. Au dedans, une galerie carrée fait promenoir et ouvre sur la cour par des arcades treillissées de fenêtres ogivales. Elle est remplie de monumens funèbres, bustes, inscriptions, statues de toute forme et de tout âge. Rien de plus noble et de plus simple. Une charpente de bois sombre soutient la voûte. En face monte un dôme, et l'arête nue des toits coupe le cristal du ciel. Aux angles, quatre cyprès remuent, paisiblement effleurés par la brise. L'herbe pousse dans la cour avec une fraîcheur et un luxe sauvages. Çà et là une fleur grimpante enlacée autour d'une colonne, un petit rosier, un buisson, luisent sous une ondée de soleil. Nul bruit, le quartier est désert; seulement de loin en loin l'on entend la voix d'un promeneur qui retentit comme sous une voûte d'église. C'est le vrai cimetière d'une cité libre et chrétienne; on était bien ici devant les tombes des grands hommes pour penser à la mort et à la chose publique.

Tout le pourtour intérieur est couvert de fresques; la peinture du XIVe siècle n'a pas d'ossuaire plus complet. Les deux écoles de Florence et de Sienne s'y sont réunies, et c'est un spectacle étrange que celui de leur art incertain entre deux tendances, arrêté dans son impuissance comme une chrysalide immobile qui n'est plus chenille et n'est pas encore papillon. L'ancien sentiment du monde divin s'est affaibli, et le sentiment nouveau du monde naturel est encore faible. A droite de la porte d'entrée, Pietro d'Orvieto a peint un Christ énorme qui, sauf les pieds et la tête, disparaît presque entier sous un disque immense représentant la figure du monde et sous l'enroulement des sphères; c'est l'esprit de la symbolique primitive. Tout à côté, dans son histoire de la création et du premier couple, Adam et Ève sont des corps bien nourris et pleins, gros, patauds, réels, visiblement copiés d'après le nu. Un peu plus loin, Abel et Caïn dans leurs peaux de bêtes ont des figures vulgaires prises sur le vif dans une rue et dans une rixe. Les pieds, les jambes, l'ordonnance, restent barbares, et ce réalisme ébauché n'aboutit pas. — De l'autre côté, et avec les mêmes disparates, une grande fresque de Pietro Lorenzetti représente la vie ascétique. Ce sont quarante ou cinquante scènes dans le même tableau : un ermite lisant, un autre dans un rocher creux, un autre juché dans un arbre, celui-ci qui prêche vêtu de ses cheveux, celui-là tenté par

une femme, battu par le diable. Quelques grosses têtes à barbe grise ou blanche ont bien la lourdeur rustique de campagnards froqués; mais les paysages, les accessoires, même la plupart des figures, sont grotesques; les arbres sont des plumeaux, les rochers et les lions semblent sortir d'une ménagerie à cinq francs. — Plus loin, Spinello d'Arezzo a peint l'histoire de saint Éphèse. Ses païens, demi-Romains et demi-chevaliers, ont des armures antiques arrangées et coloriées dans le goût du moyen-âge. Beaucoup de gestes sont vrais dans ses batailles, tel homme renversé sur la face, tel autre empoigné par la barbe. Plusieurs figures sont du temps : tel joli page vêtu de vert et tenant l'épée, tel fin damoiseau au justaucorps bleu, aux souliers pointus, aux mollets bien dessinés; l'observation, l'agencement, la recherche de l'intérêt et de la variété dramatique, commencent, mais ne font que commencer, et les terrains sont en carton-pierre. Le relief, la flexibilité, le mouvement, la riche vitalité de la chair ferme, le sentiment de la structure équilibrée et des innombrables lois qui soutiennent les choses naturelles est encore loin : c'est de l'imagerie qui veut devenir et ne devient pas de la peinture.

Rien de plus net pour montrer cet état ambigu des esprits qu'une fresque placée près d'un angle, le *Triomphe de la Mort* par Orcagna (1). Au pied d'une montagne arrive une cavalcade de seigneurs et de dames; ce sont des contemporains de Froissard : ils ont les chaperons, les hermines, les robes voyantes et bariolées du temps, les faucons, les petits chiens, tout l'appareil que Valentine Visconti allait trouver chez Louis d'Orléans. Les têtes ne sont pas moins réelles : telle fine et délicate châtelaine à cheval, sous son voile, est une vraie dame du moyen-âge, mélancolique et pensive. Ces puissans et ces heureux du siècle aperçoivent tout d'un coup les cadavres de trois rois, aux trois degrés de la pourriture, chacun dans sa tombe ouverte, l'un enflé, l'autre fourmillant de vers et de serpens, l'autre montrant dejà ses os de squelette. Ils s'arrêtent et tressaillent : un d'eux se penche sur le col de son cheval pour mieux voir, un autre se bouche le nez; c'est une *moralité*, comme celles qu'on jouait alors sur les théâtres. L'artiste veut donner une instruction au public, et à cet effet, autour du groupe principal, il entasse tous les commentaires possibles. Au sommet de la montagne sont des moines dans leurs ermitages, l'un lisant, l'autre trayant une biche; — parmi les bêtes du désert, une grue, une belette. Bonnes gens qui regardez, voici la vie contemplative et chrétienne, la sainte vie dédaignée par les puissans du

(1) Mort vers 1376.

monde; mais la mort est là qui rétablit l'équilibre : on la voit venir, la vieille camarde en cheveux gris; une faux dans la main, elle s'avance pour frapper les heureux, les voluptueux, des dames, de jeunes seigneurs gras et frisés qui se divertissent dans un bosquet. Par une ironie cruelle, elle fauche ceux qui la craignent et délaisse ceux qui l'implorent; une troupe de manchots, de boiteux, d'aveugles, de mendians, l'appelle en vain; sa faux n'est pas pour eux. Ainsi va ce misérable monde, tout caduc et lugubre, et le terme vers lequel il roule est plus lugubre encore. C'est la destruction universelle, la fosse béante où chacun à son tour et tous pêle-mêle vont s'engloutir. Reines, rois, papes, archevêques, avec leurs mitres et leurs couronnes, gisent amoncelés, et leurs âmes, de petits enfans nus, sortent des corps pour entrer dans l'éternité terrible. Quelques-unes sont recueillies par les anges, mais la plupart sont saisies par les démons, hideuses et ignobles figures, corps de chèvres et de chenilles, oreilles de chauves-souris, gueules et griffes de chats, meute grotesque qui gambade autour de sa curée : singulier mélange de passion dramatique, de philosophie douloureuse, d'observation exacte, de trivialité maladroite et d'impuissance pittoresque!

La fresque voisine, *le Jugement dernier*, est pareille. Plusieurs figures ont une expression de désespoir et de stupeur extraordinaire : tel ange accroupi au centre, les yeux grands ouverts, qui, raidi d'horreur, regarde les justices éternelles, tel solitaire velu qui se rejette violemment en arrière, les bras tendus, pour se rappeler au Christ intercesseur, une femme damnée qui s'accroche convulsivement à une autre. Mais tous ces personnages ne sont que des figures de papier découpé, les corps sont posés en raies d'oignons, mécaniquement, sur cinq rangs de hauteur, les âmes sortent d'un plancher d'opéra à trous carrés; l'art est aussi insuffisant que le sentiment est profond, et, sitôt que le sentiment fait défaut, l'insuffisance devient platitude et barbarie.

On s'en aperçoit tout à côté, dans *l'Enfer* de Bernardo Orcagna, qui complète l'œuvre de son frère André. C'est une fosse à compartimens, arrangée pour faire peur aux petits enfans. Au centre, un grand Satan vert de cuivre ardent, avec une tête de bouc, rôtit les âmes dans sa fournaise intérieure; on les voit sortir par les fissures. Tout alentour, dans un pêle-mêle de flammes et de serpens, des poupées nues sont aux mains de petits diables velus qui les écorchent, leur dévident les entrailles, les démembrent, leur arrachent la langue, les mettent à la broche comme des volailles; c'est une marmite de tripier. — Un monde poétique d'où la poésie s'est retirée, une tragédie sublime qui devient une parade

de bourreaux et un atelier de tortures, voilà ce que tous ces Dante sans talent fabriquent sur les murailles. Avec les scandales des papes d'Avignon et les tiraillemens du schisme, le grand âge de la foi chrétienne a fini; la scolastique meurt, et Pétrarque la raille. Tout au plus quelques accès de ferveur maladive, les flagellans en France, les pénitens blancs en Italie, les visions de sainte Catherine et l'autorité de saint Bernardin à Sienne, plus tard la dictature évangélique de Savonarole à Florence, indiquent les palpitations rares et violentes d'une vie qui s'en va. Les hérétiques d'Allemagne et d'Angleterre ébranlent l'église; les averrhoïstes d'Italie ébranlent la religion, et de toutes parts le mysticisme, qui avait soutenu la religion et ennobli l'église, se décrépit et tombe. Pétrarque, le dernier des adorateurs platoniques, traite ses sonnets comme un amusement, s'emploie à restaurer l'antiquité, à découvrir des manuscrits, à écrire des vers et de la prose latine, et l'on voit commencer avec lui la longue suite des humanistes qui vont importer en Italie la culture païenne. Cependant la littérature populaire change de ton: les historiens hommes d'affaires, les conteurs prosaïques et amusans, les Villani, Sacchetti, le Pecorone, Boccace, mettent la conversation gaie ou pratique à la place de la poésie sublime et rêveuse. Le sérieux baisse, on veut s'amuser; les poèmes de Boccace sont des romans d'aventures descriptifs et galans, et autour de lui, en France et en Angleterre, s'étale dans les chroniqueurs et dans les poètes le défilé interminable des cavalcades chevaleresques, des somptuosités princières, des bavardages d'amour. Il n'y a plus de grande idée sévère qui puisse soulever l'enthousiasme des hommes. Au milieu des guerres et des dislocations désastreuses qui entre-choquent ou démantellent les états, ceux qui portent leurs regards au-delà des bombances et des pompes seigneuriales n'aperçoivent, pour maîtriser les hommes, que la Fortune, « monstrueuse image, la face cruelle et terrible, avec cent mains, les unes qui élèvent les hommes en de hauts rangs de dignité mondaine, les autres qui les empoignent durement pour les précipiter; » à côté d'elle, la Mort aveugle, « qui brise tout en poussière, rois et chevaliers, empereurs et papes, maint seigneur qui vivait pour le plaisir, mainte aimable dame et maîtresse de chevalier qui crie haut et défaille dolente (1). » Ces paroles d'un contemporain semblent une description de la fresque d'Orcagna. En effet, la même impression s'enfonce alors dans toutes les âmes : amer sentiment de l'instabilité et de la misère humaines, observation ironique de la vie courante et des sentimens mondains,

(1) Pierre Plowman.

emancipation du jugement laïque enfin dégagé de l'illusion mystique et des sens longtemps refrénés qui cherchent le plaisir, qu'y a-t-il autre chose dans Boccace? Il met la mort à côté de la volupté, les détails atroces de la peste à côté des gaillardises d'alcôve. C'est bien là l'esprit du temps, et je crois enfin toucher ici la cause qui si longtemps en Italie barra la voie à la peinture. pendant cent cinquante ans elle demeura, comme la littérature, Si immobile après le vif élan de ses premiers pas, c'est que l'esprit public était arrêté comme elle. Les sentimens mystiques s'attiédissant, elle n'était plus assez soutenue pour exprimer la pure vie mystique. Les sentimens païens n'étant qu'ébauchés, elle n'était pas assez développée pour représenter la large vie païenne. Elle quittait son premier chemin et restait encore au seuil du second. Elle abandonnait les figures idéales, les physionomies innocentes ou ravies, les glorieuses processions d'âmes incorporelles rangées comme des ombres sur la splendeur du jour divin. Elle descendait sur la terre, esquissait des portraits, des costumes contemporains, des scènes intéressantes, exprimait des sentimens dramatiques ou usuels; elle parlait non plus à des moines, mais à des laïques. Ces laïques, il est vrai, avaient encore un pied dans le cloître, et il fallait de longues années pour que leurs admirations et leurs sympathies, suspendues autour du monde surnaturel, vinssent rallier autour du monde naturel leur faisceau et leur effort. Il fallait que par degrés la vie terrestre s'ennoblît à leurs propres yeux jusqu'à leur sembler la seule importante et la seule véritable. Il fallait qu'une transformation universelle et insensible les intéressât aux lois et aux proportions réelles des choses, à la structure anatomique du corps, à la vitalité des membres nus, à l'épanouissement de la joie animale, au triomphe de la force virile. Alors seulement ils pouvaient comprendre, suggérer et réclamer la perspective exacte, le modelé solide, la couleur brillante et fondue, la forme harmonieuse et hardie, toutes les parties de la peinture complète, et cette glorification de la beauté physique qui a besoin d'âmes appropriées pour atteindre son achèvement et rencontrer son écho.

Ils mirent un siècle et demi à faire ce grand pas, et la peinture, comme une ombre qui accompagne le corps, imita fidèlement les incertitudes de leur démarche par la lenteur de ses progrès. Au milieu du xve siècle, Parro Spinelli, Lorenzo Bicci, répètent fidèlement le style giottesque; Fra Angelico, conservé dans le cloître comme une fleur précieuse dans une serre, atteint encore les plus pures visions mystiques; même chez son élève Gozzoli, qui a revêtu ici de ses fresques tout un pan de muraille, on aperçoit comme un

confluent de deux âges, les dernières eaux du courant chrétien sous le débordement du fleuve païen. Pendant ces deux cents années, des peintures innombrables sont venues peupler la nudité des églises et des monastères; ce temps écoulé, on les a dédaignées: elles sont tombées avec les crépis; des maçons les ont grattées, elles ont disparu sous le badigeon, des restaurateurs les ont refaites. Ce qui en demeure n'est qu'un débris, et c'est de nos jours seulement que l'attention et l'intérêt se sont reportés sur elles; les antiquaires ont creusé jusqu'à la couche géologique qui les a portées, et nous voyons en elles aujourd'hui les restes d'une flore insuffisante étouffée par l'envahissement d'une végétation plus forte. — Les yeux se relèvent alors et retrouvent devant eux les quatre édifices de la vieille Pise solitaires sur une place où l'herbe pousse et la pâleur mate des marbres profilés sur le divin azur. Que de ruines, et quel cimetière que l'histoire! Que de palpitations humaines dont il ne reste d'autre trace qu'une forme imprimée dans un morceau de pierre! Quel sourire indifférent que celui du ciel pacifique, et quelle cruelle beauté dans cette coupole lumineuse étendue tour à tour sur les générations qui tombent, comme le dais d'un enterrement banal! On a lu ces idées-là dans les livres, et avec la superbe de la jeunesse on les a traitées de phrases; mais quand l'homme a parcouru la moitié de sa carrière, et que, rentrant en lui-même, il compte ce qu'il a étouffé de ses ambitions, ce qu'il a arraché de ses espérances, et tous les morts qu'il porte enterrés dans son cœur, la magnificence et la dureté de la nature lui apparaissent ensemble, et le sourd sanglot de ses funérailles intérieures lui fait entendre une lamentation plus haute, celle de la tragédie humaine qui se déploie de siècle en siècle pour coucher tant de combattans dans le même cercueil. Il s'arrête, sentant sur sa tête, comme sur celle des autres, la main des puissances fatales, et comprend sa condition. Cette humanité dont il est un membre a son image dans la Niobé de Florence; autour d'elle, ses filles et ses fils, tous ceux qu'elle aime, tombent incessamment sous les flèches des archers invisibles. Un d'eux s'est abattu sur le dos, et sa poitrine transpercée tressaille; une autre, encore vivante, lève des mains inutiles vers les meurtriers célestes; la plus jeune cache sa tête dans la robe de sa mère. Elle cependant, froide et fixe, se redresse sans espérance, et, les yeux levés au ciel, contemple avec admiration et avec horreur le nimbe éblouissant et mortuaire, les bras tendus, les flèches inévitables et l'implacable sérénité des dieux.

H. Taine.

HUIT MOIS

EN AMÉRIQUE

LETTRES ET NOTES DE VOYAGE

1864 — 1865

VI.

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE A CHICAGO. — LA CALIFORNIE DU PÉTROLE.

Chicago, 5 novembre 1864.

Depuis mon arrivée à Chicago (1), on est en pleine bataille électorale. Avant-hier une bande de musique passa sous mes fenêtres avec un char tout plein de femmes vêtues d'oripeaux. Je la suivis jusqu'au *Court-House*, où je trouvai sous le péristyle quelques groupes clair-semés que haranguaient divers orateurs, tandis que deux hommes postés aux fenêtres les inondaient d'une pluie de petits papiers imprimés. On se ruait pour les ramasser, et j'eus quelque peine à en saisir un. C'était un de ces étranges pamphlets électoraux, moitié sermons, moitié affiches, en phrases brèves et rompues, à grand renfort de majuscules, d'exclamations, de mots isolés et interlignés, que les Américains excellent à fabriquer pour le gros public. Il portait ce titre pompeux en grandes lettres : *la Vérité!* Suivait une longue énumération des conséquences funestes

(1) Voyez la *Revue* du 15 août, du 1er et 15 septembre, du 15 octobre et du 1er novembre.

de l'élection de Mac-Clellan. — « 20 millions d'hommes soumis à 300,000 maîtres d'esclaves! — Une confédération du nord-ouest! Une insurrection démocratique (voir les menaces du *World* et du *Chicago-Times*)! — Mac-Clellan à la tête de la révolte (voir les discours à la convention de Chicago)! — La guerre portée d'Atlanta et de Richmond à New-York, Philadelphie, Cincinnati et Chicago (voir les journaux de Richmond, complices des *copperheads*)! — Barricades, guerre civile, — nos rues pleines de sang, — nos campagnes dévastées, — le crédit de l'état ruiné, — l'or à 2,000, le prix des denrées en proportion (voir l'*Histoire de la Révolution française* et le règne de la terreur à Paris)! En doutez-vous? Voici le tableau comparatif des *prix républicains*, des *prix démocratiques*, des *prix de Mac-Clellan*, tels que les ferait son compromis avec Jeff. Davis, c'est-à-dire la garantie de la dette rebelle et le paiement des frais de la guerre aux états du sud, — des *prix rebelles* enfin, tels qu'on les verra, si Belmont (1) réussit à soulever une insurrection démocratique. Le thé, qui coûte maintenant 1 dollar la livre, en coûtera 200; le sucre en coûtera 50, et ainsi du café, du tabac, des épices, des toiles, cotons, lainages, du charbon, du fer, du cuivre; — le plomb seul, hélas! n'abondera que trop. Si ce tableau vous sourit, votez la liste rebelle. Si au contraire vous voulez que le drapeau de l'Union flotte glorieusement des lacs au golfe, de l'Atlantique au Pacifique, sur cent états libres et pas un despote, sur cinquante et dans peu d'années cent millions d'hommes et pas un esclave, alors nettoyez le pays, une fois pour toutes, de ce parti avide (Floyd), perfide (Buchanan), hypocrite (Seymour), furibond (Vallandigham), traître (les *fils de la liberté!*), infâme (Fernando Wood), vendeur de nègres, auteur de révoltes, de dettes et d'impôts, qui s'intitule le parti *démocrate!*... Votez pour Abraham Lincoln! »

En dépit de ces fusées incendiaires, l'assemblée restait flegmatique et froide, poussant à peine, pour la forme, quelques *hurrahs* de politesse : on allait, on venait, on chuchotait avec un air de désœuvrement et d'ennui. Un passant pénétra dans le groupe et cria *three cheers for Mac-Clellan!* On se mit à rire. Le lendemain, la *Chicago-Tribune* racontait la procession, le *meeting* en termes emphatiques, dignes des récits qu'on fait chez nous des « enthousiasmes indescriptibles » qui suivent partout les princes... « On voyait, disait-elle, les *copperheads* s'enfuir pâles et effrayés, comme frappés d'avance du sort qui les attend le 8 novembre. » Il faut se défier de tous les récits de manifestations triomphales, de « *mee-*

(1) M. Auguste Belmont est un des chefs du parti démocrate.

tings monstrueux, » dont regorgent en ce moment les journaux des deux partis. On ment en Amérique aussi hardiment qu'en Europe, avec cette différence que, tout le monde ayant le droit de mentir, personne n'a le privilége d'être cru.

Le soir, j'ai assisté à une scène plus sérieuse : il y a eu *meeting* à Bryan-Hall, dans une de ces grandes salles disposées comme des théâtres et contenant plusieurs milliers d'auditeurs, qui sont une des nécessités de la vie américaine. Le premier et le principal discours fut prononcé par le gouverneur de l'Illinois, Richard Yates, ancien démocrate, ancien membre de la convention de Chicago, et depuis lors transfuge au camp républicain, dans l'espoir, disent les langues médisantes, d'obtenir, à l'expiration prochaine de sa charge, un des deux siéges de l'Illinois dans le sénat des États-Unis. Je vois un homme robuste, en habit bleu à boutons jaunes, dans une tenue un peu dépareillée qui voudrait sembler grave, le front haut, les cheveux longs, la bouche grande et spirituelle, mais le visage un peu raviné, à ce qu'on m'assure, par un usage immodéré des liqueurs fortes : défaut d'ailleurs assez commun parmi les hommes de l'ouest. Sauf les *hang*, les *damn* et autres grossièretés inévitables, son discours ne manquait ni de force ni d'esprit. Il commença par raconter sa conversion récente, se moquant volontiers de lui-même et habillant de la belle façon ses acolytes de la convention en homme qui sait ce dont il parle, *quorum pars magna fuit*. A mesure qu'il s'échauffait, ses bras et ses jambes se mettaient en danse; il aboyait et martelait les mots avec une énergie singulière; à la fin, il sautait sur place en frappant des talons pour accentuer sa parole : pantomime fort habituelle aux orateurs américains.

Après lui vint un énergumène barbu, l'œil brillant, la voix nerveuse et vibrante, qui secouait sa crinière et courait sur la plate-forme, tout en débitant avec un accent étranger un dithyrambe exotique dont la pompe imagée ravit l'auditoire. Cependant son orateur favori manquait à la foule. « Coy! Coy! » criait-on de toutes parts. Alors, au milieu des cris de joie, se lève une figure étrange, hérissée, à grosse barbe noire, à longs cheveux épais, triste et maigre, les yeux caves, l'air ténébreux, une sorte de fripier juif d'Allemagne. « Messieurs, dit-il d'une voix tonnante et caverneuse, je ne voulais pas parler ce soir, parce que je n'ai pas vu dans la salle le drapeau des États-Unis. Je ne parle jamais sans avoir devant moi le glorieux emblème de la patrie. » Puis, avec une gravité tragique et superbe, il déclame un chapelet de pantalonnades excentriques qui font pâmer de rire toute la salle. Il pend les *copperheads*, leur coupe le cou, les hache menu, les fait brûler à petit feu, puis, fai-

sant une visite à « monsieur le diable, un *gentleman* de très bonne compagnie, » s'amuse encore à les voir rôtir au fin fond de l'enfer, empalés sur des fourchettes ardentes. L'auditoire trépignait d'enthousiasme. Ce sont les friandises qui allèchent ici le gros public Quant à l'orateur qui tient ce beau langage, ce n'est point du tout un Juif allemand : c'est le professeur Mac-Coy, un homme célèbre dans tout l'ouest pour son éloquence irrésistible, un des premiers de la phalange d'orateurs enrôlés pour cette campagne dans l'armée républicaine.

Enfin s'est levé le vieux John Wentworth, *long John*, comme on l'appelle, celui-là grand buveur, mais ancien maire de Chicago, député au congrès depuis quinze ans, maître du corps municipal de la ville et vivant encore sur les restes d'une ancienne popularité. C'est un grand, gros corps, un vrai colosse, une sorte de tonneau perché sur de longues jambes, avec une petite tête chauve et cramoisie, des yeux gris percés en vrille, une mâchoire épaisse et carrée, une voix âpre et avinée, le type achevé du démagogue. On le dit orateur de talent : je n'eus pas cette fois l'occasion d'admirer sa faconde populaire. Il venait simplement jeter un défi à ceux qui se flattent de l'exclure du congrès, car c'est contre lui que se porte à Chicago tout l'effort des démocrates. Long John, s'il a de chauds partisans, a parmi les républicains eux-mêmes des ennemis implacables : il est, dit-on, brutal, emporté, dominateur. On l'accuse d'être à la fois trop avide et trop avare des deniers publics. La police de Chicago est dans la misère, j'ai vu des *policemen* en habits troués et en bottes percées; mais Long John refuse obstinément d'augmenter leur paie. Enfin les catholiques, unis partout aux démocrates, sont ses ennemis particuliers : quand les sœurs de la Charité voulurent s'établir dans cette ville, il les persécuta grossièrement. Les démocrates de Chicago ont exploité tous ces griefs : ils ont imprimé à l'usage des républicains des listes, dites *anti-Long John*, d'où son nom seul est effacé. C'est pour eux une affaire d'état : s'ils échouent dans l'élection générale, ils s'en consoleront, pourvu que Long John soit battu.

Le lendemain, nouvelle fête. M. Chase, l'ancien ministre, l'inventeur du papier-monnaie, devait passer par la ville et haranguer les républicains à Sherman-hall. Deux heures auparavant, toute la salle était pleine, la rue même encombrée, et un peuple immense assiégeait les portes. Guidé par un ami officieux, je me faufilai dans les couloirs pleins de monde et montai par un escalier dérobé jusque sur la plate-forme où devait se tenir l'orateur. La foule y était dense, et je m'y trouvais comme noyé. Tout à coup un murmure se répand : « Voilà Chase! » La foule se déchire, et je vois s'avancer

un homme blond et rasé, boutonné dans sa redingote noire, avec une démarche droite et militaire, un air de bonne grâce et de simplicité. Sa grande et robuste taille, sa tête énorme, mais proportionnée à son corps d'athlète, son œil bleu hardi, ses traits arrêtés et énergiques, toute sa personne a un grand caractère de puissance et de fermeté. On vante beaucoup son éloquence; j'avoue que je n'en fus pas émerveillé. Il est vrai qu'il avait parlé le matin même et passé sa journée en chemin de fer. C'est une rude vie que celle d'orateur populaire en Amérique au temps des élections, si rude que les chefs de partis n'y pourraient suffire, et qu'ils sont obligés d'engager à leur service une légion d'orateurs de métier qui font pour eux le gros ouvrage : eux-mêmes se réservent les grandes villes et les succès retentissans. Cependant le public de Chicago n'est pas difficile, il s'extasie d'admiration à la pensée la plus plate, à l'effort le plus outré et le plus malheureux pour relever une période qui tombe. Il n'y a eu dans toute l'allocution de M. Chase qu'un passage curieux et remarquable, celui où, après avoir gratté la bête populaire en lui parlant de cette armée qui au lendemain de la guerre affranchirait le continent américain du joug des despotes étrangers, de cette marine, la plus belle du monde, qui, si l'Angleterre et la France se liguaient jamais contre les États-Unis, leur donnerait à toutes deux une leçon, — il s'est mis à se glorifier lui-même d'avoir donné au pays le papier-monnaie. On eût dit vraiment, à voir ce naïf orgueil, que l'assignat était une trouvaille nouvelle et inimitable, et qu'il avait fallu du génie pour imaginer en temps de détresse l'expédient d'une émission indéfinie de papier à cours forcé. Quant à la foule ignorante et aveugle, venue seulement pour voir un homme connu, elle acclamait dans la joie de sa curiosité satisfaite la chose même dont elle murmure tous les jours. « Je vous promets, dit M. Chase, que si vous abattez cette rébellion, avant six mois chaque *greenback* dans vos poches vaudra de l'or. » Là-dessus applaudissemens frénétiques, cris de joie et de délire, comme si en effet la parole magique de ce nouveau Law avait changé en or le contenu de toutes les bourses. *Three cheers for the father of greenbacks* (1)! Et les trois *cheers* ébranlèrent la salle. La multitude est partout la même, et quand nous parlons en Europe de ces lumières supérieures qui permettent à l'Amérique de supporter une liberté dont nous sommes incapables, nous nous faisons à nous-mêmes une injure que nous ne méritons pas.

Ces Américains, qui nous regardent du haut de leur grandeur, sont encore au fond de grands enfans. Ils ont, il est vrai, la pré-

(1) « Trois *cheers* pour le père des *greenbacks !* »

tention de dominer d'une coudée tous les peuples du monde. Parvenus aisément à une fortune toute faite, ils ont l'orgueil et l'imprévoyance de tous les aventuriers heureux. Isolés par la nature du monde européen et garantis par deux mille lieues d'océan, ils se figurent devoir à leur force la sécurité qu'ils doivent surtout à leur éloignement. Ils se croient les géans de Brobdingnac et traitent avec dédain les pauvres Lilliputiens d'Europe. Lors de la guerre de Crimée, un sénateur, Reverdy Johnson (1), prenant en pitié ces combats de mouches, disait d'un air de fatuité amusante : « Avec notre petite armée et le général Scott, nous en finirions en une semaine. » On offense les Américains en leur disant que leur pays est soumis aux conditions générales de l'humanité. Cette imperturbable assurance, cette insolente audace, est à certains égards une qualité; elle leur permet de fouler d'un pied sûr un sol effondré, et de prospérer encore là où nous ne saurions que fermer portes et fenêtres et nous cacher dans nos caves. Il faut pourtant que leur orgueil ne les pousse point par bravade au précipice. Ils sont aujourd'hui dans l'épreuve de leur virilité. Si le pied leur manque, ils ne remonteront jamais sur leurs échasses; mais, s'ils restent debout, ils sortiront de cette épreuve à la fois plus forts et plus sages.

6 novembre.

Hier soir, c'était le tour des démocrates. Ils ont tenu à Bryan-hall un grand *meeting* auquel j'ai religieusement assisté, où même je me suis laissé décorer pour 25 cents d'un *Mac-Clellan badge*, avec les deux portraits photographiés de Mac-Clellan et de Pendleton, mais où je me suis endormi profondément. Le premier orateur, un *honorable* quelconque, s'étant élevé d'un ton posé au pathétique des cris continus, mon attention a commencé à se détourner et mon oreille à s'assourdir. Un petit incident m'éveilla : l'orateur, dans une de ses invectives, demandait ce qu'avait fait Lincoln des ressources immenses qui avaient passé par ses mains. « Du bien à son pays ! » répondit une voix du fond de la salle. Aussitôt tumulte, agitation, menaces : il fallut que l'orateur lui-même prît sous sa protection l'interrupteur indiscret qui avait enfreint le silence imposé par la coutume aux adversaires qui viennent assister aux assemblées des autres partis. Sur quoi, j'ai refermé les yeux, et je ne puis savoir ce qui s'est passé.

Rien de bien remarquable assurément. Ces *meetings* se ressem-

(1) M. Reverdy Johnson, sénateur démocrate de l'état du Maryland, qu'il ne faut pas confondre avec Andrew Johnson, ancien sénateur du Tennessee, aujourd'hui président des États-Unis.

blent tous, comme ces clubs dont les processions aux flambeaux troublent toutes les nuits les rues de la ville. Quand deux clubs ennemis se rencontrent, ils s'arrêtent l'un devant l'autre, se provoquent, luttent de grognemens, de sifflets, de cris étranges, et se séparent après quelques coups de bâton. Hier soir, tout dormait, quand un vacarme d'instrumens à vent a retenti dans la rue. C'était le *Norwegian-Union-Club* qui venait sérénader *Long John Wentworth* à l'hôtel Tremont, où ce grand citoyen a l'habitude de jouer au billard jusqu'à une heure avancée de la nuit. La longue file de torches et de lanternes a stationné quelque temps sous nos fenêtres, poussant en cadence des *hip! hip! hurrah!* en l'honneur de John. Les démocrates, groupés sur les trottoirs et dans les rues voisines, répondaient par des *hisses* et des *cheers* pour Mac-Clellan. Une bande de gamins se rua sur la procession, quelques coups de pied et quelques brûlures de torches allumées les dispersèrent : grave événement comme il s'en passe tous les jours à Chicago.

Quelquefois les rixes sont plus sérieuses. A Clinton, une réunion démocrate a été dispersée à coups de pierres. Ailleurs le général républicain Logan, deux fois assailli par les démocrates, a dû se faire entourer d'une troupe d'amis armés et parler lui-même le pistolet au poing. En somme, le peuple est paisible, et les deux partis font bon ménage dans la vie privée. Les Américains, qui à l'occasion s'entre-tuent comme des chiens, ne sont pas de leur nature turbulens ni querelleurs. Seulement, leur langage est plus énergique que le nôtre, et là où nous nous contentons d'un juron ou d'une injure ils donnent un coup de couteau ou de pistolet.

Les faussaires de Baltimore ont tous été condamnés à la détention perpétuelle (1), nonobstant l'évidente complicité de Ferry avec la police : on trouvera sans doute quelque moyen de le tirer d'affaire. Cependant on poursuit le procès du colonel North, autre agent électoral de l'état de New-York, dont le crime, dénoncé par Ferry, est loin d'être aussi fortement prouvé que celui de Donohue. Le gouverneur Seymour a fait mainte démarche pour sauver le colonel North et obtenir qu'on suspendît l'affaire; mais le ministre de la guerre Stanton a obstinément refusé de lui faire grâce. Les démocrates voient dans ce procès une infâme machination des républicains; ceux-ci s'efforcent de lui donner, comme à celui des *american knights*, une importance visiblement exagérée. Il y a eu certainement des fraudes commises; n'y a-il pas aussi de la part du gouvernement espionnage, provocation et préparation calculée

(1) Voyez sur les fraudes électorales commises à Baltimore par les démocrates la *Revue* du 1er novembre.

d'un scandale? Dans un pays libre, la fraude est d'ailleurs toujours dénoncée par l'adversaire qui la surveille. Rappelez-vous les joueurs aigrefins qui se volent l'un l'autre, mais dont les tricheries équilibrées aboutissent à une égalité parfaite.

7 novembre.

Ce matin, à son réveil, la ville apprend avec stupeur qu'elle vient d'échapper à un danger terrible. On a surpris un vaste complot ourdi par les démocrates et les rebelles, et qui devait éclater demain. Il s'agissait, disent les affiches placardées aux bureaux des journaux républicains, de délivrer les dix mille prisonniers du camp Douglas, de leur donner des armes, de saccager et de brûler la ville. Les *sons of liberty* ont préparé le crime. Les conjurés ont des complices à Chicago. Deux ou trois colonels, un capitaine, un juge (engeance titrée qui foisonne en Amérique, — on y trouve des colonels qui sont cabaretiers et des majors qui sont cochers de fiacre), nombre de dignitaires municipaux et d'officiers de la milice ont été mis en prison. On a pris soixante guérillas venus du sud, qui attendaient le signal. On a saisi deux chariots pleins d'armes et de munitions de guerre. Voilà du moins ce qu'annoncent les affiches brèves, mystérieuses, comme effrayées, autour desquelles le peuple se presse avec stupeur. Au bureau de l'*Evening Journal* sont exposés à la foule ébahie des échantillons formidables de l'arsenal avec lequel on devait armer les dix mille prisonniers rebelles : un gros pistolet d'arçon, un revolver de combat, un petit pistolet de poche dans son étui, une petite poudrière, et une boîte à capsules grosse comme une montre. L'arsenal des conspirateurs tiendrait tout entier dans une boîte de bonbons. J'oubliais la pièce la plus redoutable et la mieux faite pour répandre la terreur : un grand couteau rouillé, semblable au tronçon d'un vieux sabre, « trouvé (dit avec trois points d'exclamation une pancarte collée à la vitrine) sous la chemise d'un homme qui a répondu, lorsqu'on lui en a demandé l'usage : C'est pour couper la gorge aux abolitionistes! » Voilà par quelle mise en scène on émeut le peuple le plus éclairé du monde! Les républicains s'indignent; les démocrates, surpris ou feignant de l'être, répondent qu'ils sont victimes d'une odieuse machination. C'est, disent-ils, une ruse grossière, un prétexte pour faire des arrestations intimidantes et de menaçans mouvemens de troupes; les accusés sont des espions, des compères, les prétendus guérillas des agens de la police. Aussitôt nouvelle affiche, nouveaux articles des journaux républicains pour donner les détails de la conjuration : ils racontent que les guérillas se sont grisés à l'auberge, et que, le *whiskey* leur déliant la langue, la république a

été sauvée. Ils ont beau dire, je ne puis voir dans cette affaire qu'un monstrueux canard. Les démocrates voudraient bien, pour y répondre, emprunter quelque tour semblable au sac de Barnum; mais dans leur rôle d'opposans, ayant contre eux le gouverneur, la municipalité, l'armée, la police, ils en sont réduits à faire les victimes : ils se plaignent, ils accusent, ils récriminent, rôle triste et ingrat, car la foule est toujours du parti de ceux qui l'amusent le plus.

Fraude, mensonge, violence, ces trois choses jouent un grand rôle dans toute mêlée électorale, en Amérique autant qu'ailleurs; je dirais même un peu plus, si je ne tenais à honneur de garder pour nous la palme. Nous avons ce grand avantage que chez nous toutes les influences pèsent d'un même côté. Ici les chances s'égalisent, et l'action de la *bonne cause* est neutralisée. L'électeur ici n'est que trop libre d'user et d'abuser de son suffrage, de le multiplier même à l'occasion. C'est, me dit-on, une manœuvre accoutumée que de faire mouvoir d'un *poll* à l'autre des bandes d'électeurs ambulans. La fraude est si publique que la presse ose l'encourager et donner en termes transparens ce mot d'ordre étrange : « Votez vite et votez beaucoup. » Ce n'est donc pas toujours le nombre qui fait la majorité, mais l'énergie, l'activité, l'habileté des partis. C'est même quelquefois la force ouverte, quand une bande armée s'empare des *polls*, les confisque et ne laisse approcher que ses partisans, coutume d'ailleurs plus familière à la *chevalerie* du sud qu'à la vile *populace* du nord. Un témoin oculaire de la dernière élection présidentielle à Baltimore me racontait une aventure électorale bien choisie pour m'édifier sur les mœurs politiques du sud. Dans cette ville alors toute sudiste, et qui ne devait être conservée à l'Union que par l'énergie du général Mac-Clellan et du colonel, depuis général Butler, les républicains avaient beaucoup à faire de tenir tête aux démocrates. Les meneurs du parti se tenaient auprès d'un *poll*, encourageant et ralliant leurs hommes. Les démocrates résolurent de les en déloger. Ils s'armèrent de petits poignards fins comme des aiguilles, qu'ils glissèrent dans leurs manches, et, sitôt qu'un adversaire avait le dos tourné, il était frappé à droite, à gauche, harcelé de coups d'épingle. Il fallut s'en aller de guerre lasse. Un autre jour, un démocrate, pour intimider le peuple, tira son pistolet et menaça un électeur paisible qui s'était permis de n'être pas de son avis. Celui-ci prit la fuite : il le poursuivit et le tua à bout portant. Personne ne s'émut; la police, qui était présente, ne bougea point, et le meurtrier continua à distribuer de ses mains sanglantes les bulletins de Breckenridge. Vous vous récriez, vous vous demandez si c'est possible. N'oubliez pas que cet

homme appartenait au parti régnant dans le Maryland, au parti qui était maître de tous les pouvoirs. On a vu à Baltimore des canons braqués sur les *polls* menacer les votans de la mitraille comme des prisonniers ou des galériens. Il y a des gens qui appellent cela *les excès de la liberté*.

Les hommes du nord sont plus paisibles; en général ils préfèrent les spectacles aux batailles. Tantôt les démocrates tirent des feux d'artifice, tantôt les républicains annoncent une grande parade avec *Union car and Monitor* et combat naval aux flambeaux sur le lac. L'enthousiasme se mesure à la longueur des processions; on en cite qui ont mis trois heures à défiler. Les *minstrels* dans les théâtres, les prédicateurs dans les églises prennent part à la mêlée. Les spirites font parler les âmes des morts : il n'y a pas de petits moyens. On raconte l'histoire d'un candidat malheureux à qui un montreur d'ours faisait une concurrence redoutable. Il eut une idée de génie : il acheta le saltimbanque, l'attacha à sa suite, le montra pour rien à son auditoire. Dès lors la foule se pressa pour l'entendre, et il fut nommé haut la main.....

J'ai vu ce matin défiler dans les rues des gens qui ne s'inquiètent guère de savoir qui sera élu. Ce sont neuf cents émigrans européens, hommes et femmes, Allemands pour la plupart et menés en troupeau par des agens recruteurs du gouvernement des mormons. Il en passe tous les mois quelques centaines; ce ne sont, vous pouvez le croire, ni des fanatiques ni des prosélytes : ce sont de pauvres gens qui fuient la misère du pays natal, attirés par la promesse d'un gros salaire et d'une vie facile. Les mormons, depuis quelques années, s'occupent activement de développer leur population. Ils sont déjà cent mille, et ils comprennent que les États-Unis leur passeront bientôt sur le corps, s'ils ne se hâtent de former un grand peuple. Ce qu'on dit de leur luxe, de leur prospérité, du mouvement d'affaires qui se fait dans leur ville, est véritablement merveilleux. Peuple agricole et manufacturier, ils sont de beaucoup en avant des rudes populations d'aventuriers et de mineurs que les États-Unis envoient au-delà des montagnes, séduits par l'appât d'une fortune rapide. Ils sont devenus les fournisseurs de tous leurs voisins, et les tiennent pour ainsi dire tributaires de leur industrie. Ce sont les convois de mules partis du Lac-Salé qui nourrissent les territoires de Montana, d'Arizona, d'Idaho, une partie même du Colorado et du Nouveau-Mexique. Les mormons n'aspirent plus guère qu'à former à eux tout seuls un état indépendant au sein de l'Union fédérale. On les dit tout prêts à abandonner les voies de Dieu pour entrer dans les voies du siècle. La façon dont ils se recrutent ne tend pas à augmenter le nombre des croyans.

Il n'y a pas jusqu'à la polygamie, ce dogme sacré, qui ne soit en décadence (1). Enfin on peut espérer qu'avant peu d'années cette étrange société rentrera sous la loi commune sans qu'il soit besoin de l'exterminer.

8 novembre.

Voici enfin l'élection commencée. Je viens de me promener cinq heures de *ward* en *ward* sans voir nulle part aucun désordre. Je m'attendais au moins à trouver autour des *polls* des foules bruyantes, passionnées, toujours prêtes à tirer le couteau. Quel n'a pas été mon étonnement, au premier *ward* que j'ai rencontré sur mon chemin, de voir un groupe calme et silencieux de trois à quatre cents personnes qui flânaient autour du *poll* en causant à demi-voix! L'appareil du vote n'est pas somptueux. Une fenêtre d'où l'on a enlevé un carreau et où se tient le scrutateur qui reçoit les votes, une balustrade de planches formant un étroit passage le long du mur, de manière à forcer les citoyens à ne défiler qu'un à un devant le guichet, une longue queue d'hommes patiens et paisibles qui attendent deux heures, trois heures, que leur tour vienne, des distributeurs de bulletins qui offrent silencieusement et sans importunité leur marchandise, qui souvent, quoique de partis opposés, causent entre eux familièrement et disputent sans violence des mérites respectifs de leurs candidats, çà et là un ou deux Allemands imbéciles qu'on pousse au vote comme des moutons de Panurge, des épigrammes, des jurons, tout le gracieux cortége d'épithètes et d'exclamations dont l'Américain orne sa pensée, quelquefois une poussée ou un regard provocateur entre deux adversaires bientôt pacifiés par une poignée de main, voilà ce que sont ces terribles élections américaines.

Il est vrai que la pluie s'était mise à l'œuvre et refroidissait les têtes; il est vrai que la municipalité faisait rigoureusement observer la loi qui tient les cabarets fermés les jours d'élection; il est vrai enfin que la crainte des troupes du camp Douglas, l'effet des arrestations de la veille tenaient en bride la minorité démocrate. Les Américains d'ailleurs n'ont pas l'habitude de donner vent à toutes

(1) Au mois de mai dernier, M. Schuyler Colfax, ancien *speaker* de la chambre des représentans, et quelques autres hommes politiques distingués firent au pays des mormons une visite qui ressemblait bien à une ambassade. On les reçut à bras ouverts, et M. Colfax put, à un grand *meeting* tenu en son honneur dans la ville du Lac-Salé, parler de la pluralité des femmes comme d'une coutume barbare que ne pourraient longtemps tolérer des voisins civilisés; il exhorta ses auditeurs à y renoncer, en les assurant de la bienveillance des États-Unis, qui seraient heureux de voir en eux des amis et des frères. Autrefois les mormons l'auraient lapidé pour avoir tenu ce langage; il faut que les temps soient bien changés.

leurs pensées et de se provoquer bruyamment par plaisir. Les *God damm you* et autres politesses s'échangent d'un ton froid et goguenard, avec le sourire aux lèvres. Autre pays, autres mœurs; chez nous, on aime et on recherche la contradiction, on fait grand vacarme de paroles sans un grain de haine au fond du cœur. Ici, quand on se querelle, on passe directement et sans transition de la conversation calme et ironique aux coups de pistolet à bout portant.

C'est pourquoi on évite la dispute : on aime mieux parler que se battre. De même que le *meeting* est le spectacle et l'amusement préféré du peuple, l'élection est le grand jeu de hasard, le jeu national américain. On parie sur l'élection comme sur une course de chevaux ou un combat de coqs, et ce n'est pas un des traits les moins caractéristiques des mœurs politiques du pays. Cette manie n'est pas limitée aux riches capitalistes, comme M. Belmont, qui risquent de grosses sommes pour donner confiance : elle est populaire, et il se forme autour de chaque *poll* une petite bourse où l'on offre et vend les paris. « Six shillings pour une majorité de 600, — 10 dollars pour une majorité de 500, — un contre vingt, deux contre dix! » — Toutes les chances sont évaluées, tous les candidats cotés sur le tapis vert. Je suis sûr qu'il y a des spéculateurs, des courtiers, qui font métier du jeu, comme aux courses d'Ascott ou de Chantilly. — Cependant de grands chariots ornés, attelés à quatre chevaux et remplis de musiciens payés, parcourent la ville sous la pluie, s'arrêtant dans chaque *ward* en face des *polls* et encourageant les hommes du parti par un air patriotique : les uns ont l'uniforme gris, les autres l'uniforme bleu. Des soldats blessés sont postés en permanence à côté du *poll* pour faire effet. C'est du reste une innocente comédie; mais ne croyez pas qu'ils y soient venus par hasard. Sur cette terre classique du charlatanisme moderne, on prépare, on calcule tout d'avance, et il ne faut pas prendre pour véritables tous les décors dont les partis entourent le théâtre de l'élection.

J'ai partout joué l'électeur, prenant ici un bulletin aux uns et le refusant aux autres, faisant là-bas le contraire, me faufilant dans les groupes, et écoutant les tournois de paroles des meneurs des deux partis. Partout j'ai trouvé la passion contenue mêlée à la bonne humeur goguenarde. Lorsque, m'approchant d'un *poll*, je voyais les deux meneurs de la circonscription s'entretenir amicalement tout en distribuant les billets des candidats opposés, je sentais bien que leur mutuelle courtoisie n'était pas très sincère et qu'ils se recherchaient pour mieux s'observer. Quand j'acceptais de l'un d'eux un billet de vote, la réserve de l'adversaire, qui, voyant la place prise, me laissait passer sans mot dire, avait bien quelque

chose de hautain et de désappointé. Errant de *poll* en *poll* et feignant de voter partout, on dut me prendre pour un de ces électeurs nomades dont c'est le métier de courir tout le jour aux quatre coins de la ville et de se mêler à la foule de manière à déposer plusieurs votes à des bureaux différens. Je crus voir plusieurs fois qu'on me regardait de travers. Au *poll* du dixième *ward*, un jeune homme portant l'uniforme gris-bleu des soldats invalides marmotta entre ses dents à un camarade, mais assez haut pour que je pusse l'entendre : « Celui-là ne se gêne pas, Dieu le confonde! Je l'ai rencontré à tous les *polls;* il a déjà voté quatre fois. » J'étais tenté d'en faire l'épreuve : j'aurais mis ici un bulletin pour Mac-Clellan, là un bulletin pour Lincoln, et fait taire ma conscience en neutralisant mon vote. Tel est, paraît-il, le désordre de ces élections, qu'un étranger, un inconnu, peut se présenter aux *polls*, jeter un faux nom au scrutateur qui le demande et voter comme un citoyen : l'expérience en a été faite. On ne sait trop d'ailleurs, chez ces populations nouvelles et nomades, quels sont les étrangers et quels sont les citoyens. S'il fallait observer rigoureusement la loi fédérale, la moitié peut-être des habitans de Chicago et de l'état même d'Illinois seraient privés du vote. De tous ces Allemands et Irlandais qui viennent chaque année s'abattre dans l'ouest, il n'en est pas un peut-être qui songe à remplir les formalités sévères et à attendre le terme du long stage légal après lequel on peut devenir citoyen des États-Unis. Ils ne connaissent que la législation de l'Illinois, qui, comme celle de la plupart des états de l'ouest, concède aux étrangers le droit de suffrage après une résidence de six mois seulement. La loi fédérale ajoute d'ailleurs, par une assez étrange contradiction, que tout citoyen d'un des états de l'Union sera en même temps citoyen des États-Unis. A vrai dire, la capacité politique n'est régie par aucune loi certaine; elle appartient à qui la demande, parfois même à qui veut la prendre. Et s'il me plaisait de renoncer à mon pays, je ne désespérerais pas de me faire admettre aujourd'hui même parmi les électeurs de M. Lincoln.

Les élections américaines ont conservé beaucoup du hasard et de l'irrégularité des élections anglaises. L'autre jour, une feuille démocrate dénonçait un complot des républicains pour amener dans je ne sais quelle ville de l'Ohio toute une armée de faux électeurs, qui seraient ensuite retournés par le chemin de fer voter chez eux. La loi ordonne le secret du vote sans l'entourer de garanties sérieuses. Les mœurs d'ailleurs y répugnent, de sorte que l'élection est à peu près publique. Tous les citoyens sont appelés au contrôle; ils peuvent stationner derrière la cloison de planches

où les votans défilent, prêtant l'oreille aux questions du scrutateur et aux réponses de l'électeur. On les voit attentifs, penchés sur la balustrade, observant les visages, comptant les votes, les interrompant quelquefois par la formule consacrée : *I challenge that vote.* Rien de plus hardi que le coupable pris en faute : il sait le grand risque auquel il s'expose, les peines sévères dont la loi le menace; il parlemente, retire son vote, et tout est dit. C'est la meilleure des polices; mais quand il faut qu'en une journée quinze ou dix-huit cents personnes votent une à une à la même place, on ne peut accorder beaucoup d'attention à chacune. Le scrutateur d'ailleurs est lui-même l'agent d'un parti, et s'il ne profite pas de son pouvoir pour altérer les votes, au moins n'en usera-t-il jamais pour discuter ceux de ses amis. Le droit de le désigner appartient aux administrateurs du *ward*, formant ce qu'on appelle le *ward committee*, élus eux-mêmes directement par le suffrage universel. On peut craindre qu'il n'agisse non en magistrat équitable, obligé d'être impartial, même contre son parti, mais en démocrate ou en républicain jaloux de le servir.

Il y a une chose qui rachète tous ces vices : c'est l'esprit d'ordre et de légalité qui se manifeste après la lutte. Voilà le grand mérite de la démocratie américaine et l'utilité de cette insouciance même du juste qui étonne des esprits accoutumés à voir partout la valeur absolue des choses. Les Américains sont des hommes pratiques qui savent accepter sagement les faits accomplis et irrévocables. Sitôt l'élection faite, toutes les plaintes se taisent : on ne s'inquiète plus de savoir s'il s'y est mêlé quelques fraudes, noyées d'ailleurs dans le flot du vote populaire, mais s'il y aura sagesse et avantage à reconnaître l'autorité ou à la combattre. Chacun, en cherchant à ravir à son adversaire le prix de cette lutte un peu tumultueuse, est résigné d'avance à lui en abandonner la possession quand le terme du tournoi sera expiré. Aussi, à l'heure même où devrait éclater l'incendie, le feu s'éteint comme par miracle, et toutes les menaces des partis s'apaisent dans l'accomplissement d'un grand devoir national.

9 novembre.

Le président Lincoln est élu avec une grande majorité. Dès hier, il était évident que les républicains l'emporteraient dans la ville. Ce matin, on apprend qu'ils ont réussi dans tous les états, sauf celui de New-York et quelques autres dont les votes, encore inconnus, seront plutôt favorables aux démocrates. Toute la nuit, la foule s'est pressée aux bureaux des journaux et dans le vestibule même de l'hôtel, lisant avec avidité d'heure en heure les dépêches apportées

du télégraphe et affichées en gros caractères aux murailles. Les journaux démocrates, qui hier encore jetaient feu et flammes, ont ce matin l'oreille basse et cherchent à se consoler de leur défaite par des succès partiels.

Ce qui est merveilleux, c'est le calme profond avec lequel ce grand événement s'est accompli. Les journaux ne nous apportent aucun bruit d'émeute, aucun récit de violence ou de désordre. Sur toute la surface de l'Union, de Boston à Saint-Louis et de Washington à Chicago, le jour de l'élection a été un jour de trêve, et tous les partis ont jeté leurs armes avec une étonnante unanimité. Jamais, depuis que la république existe, on n'avait vu d'élection si paisible; jamais pourtant élection ne s'était faite sous de plus sombres présages. Les plus optimistes comptaient sur du sang versé. On allait jusqu'à prédire que la réélection du président Lincoln serait le signal d'une insurrection et d'une anarchie générales. Et voilà qu'après le carnaval burlesque de la lutte électorale, quand toutes les passions semblent déchaînées et que l'heure du danger paraît venue, le peuple se recueille et vote en silence; cette démocratie tumultueuse, qui semblait prête à se déchirer, éprouve elle-même le besoin de s'imposer la discipline et d'imprimer un caractère de stabilité solennelle à la constitution des pouvoirs nouveaux. Il faut l'avouer bien haut, c'est un spectacle qui fait le plus grand honneur au bon sens et au patriotisme de l'Amérique.

Quel est donc ce génie tutélaire qui protége la démocratie? A qui doit-elle cet esprit d'ordre, de persévérance, de sagesse, que ses amis eux-mêmes n'ont jamais compté parmi ses vertus? Elle le doit à l'*organisation des partis*. Ce mot tant redouté contient tout le secret de la liberté américaine. Ces *conventions* improvisées qui s'organisent au nom du peuple pour désigner les candidats et fixer la politique des partis sont obéies avec un ensemble qui prouve l'intelligence politique du pays. Il n'y a pas en Amérique affaire si locale, si privée, qui ne se rattache à la grande affaire qui divise la nation: la question de la guerre ou de la paix, de Lincoln ou de Mac-Clellan, est impliquée dans le choix d'un *policeman* ou d'un balayeur. On n'y connaît pas, il est vrai, cette admirable centralisation administrative que, suivant une phrase consacrée, « le monde entier nous envie. » On n'y connaît pas non plus cette parfaite centralisation politique qui met sous une seule direction les opinions de tout un peuple; mais la centralisation politique s'y établit toute seule, à la faveur même de la liberté, au sein des deux ou trois grands partis qui se partagent l'opinion. Ces puissantes associations, qui, tour à tour gouvernantes et gouvernées, victorieuses et vaincues, se combattent à la fois sur tous les points du territoire, ont toujours pour

signe de ralliement une grande question d'intérêt national, et établissent entre les citoyens qui les composent une solidarité plus étroite que le despotisme le plus absolu. En ce jour de l'élection présidentielle, qui est pour ainsi dire le point culminant de la politique, les partis ne se battent pas seulement pour le choix d'un président, mais encore pour l'organisation de tous les pouvoirs locaux, qu'une commune origine rend solidaires du pouvoir central. Chaque parti compose alors ce qu'il appelle son *ticket*; les bulletins de vote ne portent pas seulement le nom du président ou des électeurs présidentiels, mais encore ceux du gouverneur, du lieutenant-gouverneur, de ses ministres, des députés au congrès, des députés aux deux branches de la législature de l'état, des magistrats même dans les états où la justice est élective. Ainsi l'élection qui nomme Abraham Lincoln et André Johnson président et vice-président des États-Unis nomme en même temps Richard Oglesby gouverneur de l'Illinois, William Bross lieutenant-gouverneur, S. Moulton député pour l'état *at large*, John Wentworth représentant du premier district, etc. Une fois les candidats désignés, on les adopte ou on les repousse tous ensemble, et le *ticket* du parti vainqueur est toujours élu en entier.

Chaque parti a donc, à vrai dire, son gouvernement organisé, et jusqu'à une armée de subalternes prête à envahir les petits emplois. Tous les quatre ans, l'administration entière est menacée. Si le président change, elle change aussi de la cave au grenier, partout du moins où le nouveau pouvoir a obtenu la majorité. Cette vaste organisation des partis a sans doute bien des vices : elle met tout en question à la fois et fait tout dépendre à chaque instant des passions du jour, sans compter qu'en faisant des emplois un lieu de passage où l'on ne séjourne pas, elle y élève souvent des vainqueurs avides au lieu d'administrateurs consciencieux. Le pouvoir est pour ces maîtres éphémères une proie dont ils veulent au moins emporter un morceau; mais elle donne aux partis la solidité qui fait les votes prompts et péremptoires. Tout citoyen enrôlé d'avance dans l'une ou l'autre armée se présente au combat à son rang et à son poste. Sauf peut-être à New-York et dans les villes où afflue la population irlandaise, on ne voit guère en Amérique de ces électeurs imbéciles qui viennent aux *polls* sans savoir pourquoi, votent sans savoir pour qui, et sont la proie facile du premier qui leur offre un billet de vote et un verre d'eau-de-vie. Tous ont reçu d'avance un mot d'ordre, et s'ils n'ont pour la plupart que des notions assez confuses sur les conséquences de leur vote, ils n'en disent pas moins avec ensemble, suivant leur parti, que Mac-Clellan est un *coward* ou Lincoln un *s. of a b.*

Vous savez que la constitution des États-Unis a établi l'élection présidentielle à deux degrés. Cet usage est devenu une pure fiction légale. L'électeur du premier degré impose toujours un mandat impératif à celui qu'il nomme, et celui-ci n'est qu'un instrument. La souveraineté du vote populaire est si publiquement reconnue, que les bulletins portent les noms des candidats à la présidence avant ceux des électeurs qui doivent les nommer. A quoi sert donc cette complication d'une formalité vaine, ce maintien apparent d'une théorie dont l'ombre à peine est conservée? Les Américains se garderaient bien de la modifier. Ils pensent que ce système a pour avantage de forcer les partis à la discipline, de les grouper étroitement, de les obliger à un choix unanime. Plus les institutions sont démocratiques, plus l'élection à deux degrés leur paraît indispensable. Ce n'est pas, comme l'imaginent volontiers nos démocrates, une façon détournée de confisquer le vote populaire; c'est le seul moyen au contraire de le sauver de l'impuissance et de la confusion.

C'est enfin l'organisation des partis qui, dans la démocratie américaine, forme et conserve le lien national. Il ne suffit pas d'un article de loi pour fonder un peuple. Malgré l'autorité suprême de la constitution des États-Unis, l'union fédérale ne pourrait tenir tête à des gouvernemens séparés et souverains, si les dissidences locales y régnaient sans partage. Pour que les Américains soient un peuple, il faut que toutes les passions, tous les intérêts des factions locales se rattachent à une pensée commune, et c'est là justement le service que rendent les partis. Peu importe que la constitution des États-Unis laisse à l'état d'Illinois ou de Missouri une grande part de son indépendance souveraine, qu'elle lui concède même, si l'on veut, le droit absurde de la sécession, si les mêmes idées, les mêmes passions animent les républicains de l'Iowa et ceux du Maine, si les démocrates de l'Ohio obéissent à la même direction politique que les démocrates de New-York. Rien ne donne au peuple l'esprit conservateur comme l'habitude de voir souvent le gouvernement descendre sur la place publique.

La démocratie porte en elle-même son remède. Tandis qu'un ordre matériel rigoureux n'engendre souvent qu'une sécurité trompeuse en cachant à une société endormie l'incendie qui la dévore, ce régime de grand air et de lutte publique, qui semble une menace perpétuelle, est la plus puissante cause d'union et la plus sûre garantie d'ordre politique. Si le repos de la vie quotidienne est moins profond, du moins n'est-on pas exposé à ces commotions soudaines qui surprennent et foudroient un peuple et le laissent à demi stupide aux mains du premier venu. Le danger n'est pas d'avoir

une opposition ni des partis, mais un gouvernement qui ne se soutienne que sur la docilité machinale du peuple. Voilà le mal dont se préserve la démocratie américaine. Elle peut parfois se trouver faible et désarmée devant un danger imprévu, elle peut prodiguer et perdre des ressources matérielles qu'un pouvoir absolu aurait su mieux conduire; mais le ressort moral ne peut lui manquer, car elle puise sa force ailleurs que dans son administration et son armée : elle la puise au cœur même de la nation par les racines des grands partis qui la gouvernent.

10 novembre.

J'ai été ce matin au camp Douglas. C'est, dans une plaine nue et sablonneuse, une grande enceinte de palissades autour d'une espèce de ville bâtie en planches. Pas un arbre, pas un brin d'herbe, toute la terre est foulée. Les prisonniers habitent trois par trois dans des maisons de bois alignées régulièrement le long des rues. Depuis l'alerte du 7 novembre et pour quelques jours encore, toute passe était refusée rigoureusement aux étrangers, et je n'ai pu voir les prisonniers eux-mêmes dans leurs quartiers d'hiver; mais j'ai acquis de mes yeux la preuve de ce complot fantastique dont je vous parlais l'autre jour avec tant d'incrédulité. Le major W..., qui commande le camp, m'a montré les fusils chargés, les caisses pleines de revolvers amorcés, les provisions de cartouches, de poudre, de capsules, qui ont été saisies dans une auberge, à la porte du camp. Les armes sont de nature à ne laisser aucun doute sur l'usage qu'on en comptait faire, et l'abondance des munitions, la hâte avec laquelle elles semblent préparées, l'air inoffensif des portemanteaux qui les contiennent, tout m'a convaincu que les républicains n'avaient inventé que la mise en scène et les détails ridicules qui précisément discréditent la vérité. On est souvent exposé à ces méprises dans ce bon pays d'Amérique, où les mensonges pleuvent si dru que la vérité même ne peut rester toute nue.

Le camp Douglas sert de prison à dix mille confédérés gardés par un seul régiment de soldats blessés ou malades : il n'y en a pas un dans le nombre qui soit tout à fait valide. Le major lui-même, un jeune homme de vingt-cinq ans, estropié pour la vie, court sur sa béquille avec une activité qui fait peine à voir. La seule défense matérielle est une frêle cloison de planches surmontée d'un balcon où montent de place en place des sentinelles, mais qu'un ou deux coups de hache auraient bientôt abattue. On comprend que soixante hommes résolus aient eu l'idée de pénétrer la nuit jusqu'au camp des prisonniers, de les armer et de saccager la ville...

J'ai trouvé ici le plus gracieux accueil chez M. Ravin d'Elpeux, consul de France, un homme excellent et de grand mérite, qui me donne une foule de renseignemens précieux. La première fois que j'entrai dans sa maison, on y jouait la comédie en français. J'y ai vu réunie tout entière la petite colonie française de Chicago. Elle se compose en général d'émigrans d'assez fraîche date, dont quelques-uns n'ont pas renoncé à retourner dans leur pays. Il y a d'ailleurs dans l'ouest et tout le long du Mississipi des populations entièrement françaises qui sont restées là depuis l'abandon de nos colonies, et qui n'ont rien perdu de leur caractère national. A Détroit, ville dont le nom même indique l'origine, le français est encore parlé dans quelques familles. M. d'Elpeux a visité dans l'Illinois des villages qui sont demeurés à l'écart de la civilisation américaine, et où l'on ne parle encore que le patois picard et normand. Les Américains y sont tellement détestés qu'ils n'y peuvent vivre, et que dans l'un de ces villages, peuplé de plusieurs centaines d'habitans, l'unique personne qui comprît bien l'anglais était un marchand *yankee* qui venait tous les ans y faire commerce et qui avait fini par s'y fixer. En voyant ces lieux où le temps n'a pas marqué, il semble qu'on soit transporté d'un siècle en arrière. On montre dans une des bibliothèques de Chicago une ancienne carte, héritage des premiers colons, toute couverte de noms français dont la plupart ont disparu, et où l'Amérique du Nord tout entière est représentée comme un empire français. Ce muet témoin et quelques pauvres hameaux sont tout ce qui subsiste, au milieu de l'inondation américaine, de ces temps pour ainsi dire antédiluviens. Mais il y a quelque chose de touchant dans la persistance singulière de notre vieil esprit national. Tandis que les Allemands par exemple font peau neuve en quelques années, partout où nous allons nous restons nous-mêmes, et nous aimons mieux nous laisser étouffer par la race conquérante que de nous plier à son langage et à ses mœurs.

Richmond (Indiana), 11 novembre.

Me voilà encore victime de l'incurie des chemins de fer. Cette fois je n'ai pas perdu mon bagage : c'est ma personne même qui reste en route avec un train tout entier. Je partais hier au soir de Chicago, espérant arriver ce matin même à Cincinnati : ce matin nous n'étions pas à mi-route. Enfin l'on nous dépose ici, au bord de la voie, avec douze heures de retard, en nous priant d'attendre le train suivant. La ligne est, paraît-il, encombrée par les transports militaires, et la compagnie se dédommage de cette dépense extraordinaire en faisant passer à ses heures les voyageurs qui ont payé.

Rien de plus ennuyeux que le pays où nous sommes : la Sologne, la Beauce, ne sont pas plus uniformes. Depuis Chicago jusqu'à Cincinnati, plaine sans limites, sans accidens, sans variété, où l'on ne s'aperçoit pas du chemin parcouru; d'immenses et éternelles forêts, des cultures tristes et de pauvre apparence en bande étroite au bord de la voie, des villages tous semblables, avec leurs baraques de planches et leurs champs de maïs desséchés, puis de nouveau la forêt. Ce pays a été bien surfait par l'imagination ou le charlatanisme de ses visiteurs.

Richmond, où je me promène pour tuer le temps, est une jolie petite ville, sur les confins de l'Ohio et de l'Indiana, et à laquelle je donne, à vue d'œil, de six à sept mille âmes. On n'a pas tout vu en Amérique quand on s'est rassasié tour à tour de la majesté des forêts et de la saleté des grandes villes. Il faut voir aussi ces petites *cités* récentes, encore à moitié villages, qui présentent la transition de la vie agricole à la vie industrielle. A deux pas des rues principales, au milieu même des maisons, s'étendent les champs labourés et les prairies; derrière, à quelques cents mètres, se dresse encore la ceinture sauvage de la forêt. Cependant les chalets, les cottages en bois ou en brique, tous propres et bien clos, quelques-uns même élégamment ornés, les églises flambant neuves, la maison d'école d'où sort le chœur des voix enfantines récitant leur leçon comme un psaume, les longues avenues bordées de lanternes éclairées au gaz, et même, dans la rue centrale, quelques grands édifices, à la façon des capitales, s'élèvent comme par enchantement au milieu d'un bouquet de petits jardins verts et fleuris. Tout respire ici l'aisance et le bien-être. L'Ohio est relativement un pays de colonisation ancienne, où la richesse a eu le temps de se répandre et de se fonder.

Il n'en est pas de même de tous les états de l'ouest, de ceux même qui donnent les plus merveilleuses espérances : en général, ils présentent, à côté des grandes fortunes récemment acquises et risquées incessamment dans l'industrie et le commerce, des populations qui luttent encore contre la misère qu'elles y ont apportée. Il y a dans le Wisconsin des colonies entières d'Allemands et de Suédois qui meurent presque de faim, et que tue la concurrence des cultures de l'Illinois. Dans la prairie même, où la terre végétale a quatorze pieds d'épaisseur, et où il suffit d'une allumette chimique, d'une charrue et de deux chevaux pour la défricher, les populations agricoles récemment émigrées d'Europe ne subsistent que par une lutte âpre et quotidienne avec la pauvreté. Cela tient, me dit-on, à diverses causes : d'abord au prix trop élevé auquel la compagnie de l'Illinois central met les terres dont elle a obtenu la concession pour les revendre en détail aux émigrans, ensuite

au manque de communications faciles et à l'embarras toujours nouveau d'écouler les produits de l'année. La compagnie, n'ayant pas de concurrence à craindre, est maîtresse du prix de ses transports et les tient à un taux exorbitant. Souvent les malheureux fermiers ne peuvent exporter leurs récoltes, faute d'avoir un peu d'argent comptant. Ce n'est pas tout; ils n'ont pas de chemins praticables, et cinq milles pour gagner la station voisine à travers les forêts et les fondrières valent au moins vingt lieues sur nos routes. Quand la saison est pluvieuse, il est impossible de faire aucun charroi. Si par bonheur, pendant l'hiver, la neige est profonde et dure, chacun se hâte d'atteler son traîneau et de porter sa récolte au chemin de fer; mais alors les marchés s'encombrent, et la marchandise n'obtient pas son prix. Enfin cette existence est si rude, si précaire, que beaucoup de colons endettés se décident à assurer au moins leur subsistance et celle de leurs familles en traitant avec des entrepreneurs qui se chargent de les défrayer de toutes les choses nécessaires à la vie en retour de l'abandon absolu qu'ils font de tous les produits de leur terre. Ils vivent ainsi, mais dans quelle pénurie, dans quelle sujétion! Cependant il faut payer l'impôt, payer l'intérêt de leurs terres, rembourser le capital à la compagnie qui les leur a vendues, et qui ne leur fait qu'un crédit limité, — quand le blé qu'ils moissonnent est aliéné d'avance et qu'ils attendent la nourriture quotidienne d'une main étrangère qui jamais ne les paie en argent. C'est la misère qui les a chassés d'Europe; mais ils la retrouvent ici presque aussi dure et presque aussi humiliée.

La faute en est aux compagnies de chemins de fer. Si, au lieu de tenir leurs débiteurs sur l'extrême limite de la ruine et de pousser leurs prétentions jusqu'au dernier degré du possible, elles modéraient un peu leurs exigences, peut-être ces populations pauvres leur rendraient-elles leur sacrifice au centuple. C'est assurément leur droit, le droit absolu de chacun, de mettre ses conditions à ses services. Le monopole est toujours mauvais; mais la libre concurrence n'est pas non plus une panacée souveraine. Il y a des monopoles naturels qu'on ne peut détruire, et dont il est au moins nécessaire de limiter les conséquences. Ces compagnies ont dû, pour se fonder, obtenir des chartes et des concessions du gouvernement : je ne vois pas pourquoi en échange il ne leur imposerait pas des tarifs modérés et des règlemens sérieux.

Columbus, 13 septembre.

Je ne me suis pas arrêté à Cincinnati. Toutes les personnes que j'y cherchais étaient absentes. Je me suis hâté de gagner Columbus, où m'enferme le repos du dimanche. Columbus est la capitale de

l'Ohio, située juste au centre du grand quadrilatère formé par la *belle rivière*, l'Indiana, la Pensylvanie et le lac Érié. Tout alentour s'étend l'immense et monotone plateau du nord-ouest. Pas un pli de terrain à vingt lieues à la ronde. La ville d'ailleurs est jolie et taillée en grand. En face de l'auberge, sur une vaste place occupée par un *square* planté d'arbres, s'élève la célèbre et gigantesque *state house* de l'Ohio, la rivale du Capitole de Washington. Ce monument disgracieux, avec ses longues colonnades, ses péristyles de temple grec et sa tour tronquée, sorte de donjon épais et écrasé qui semble inachevé, n'a rien de remarquable que son énormité.

Dimanche, c'est tout dire : silence, immobilité, solitude. L'hôtel est comme endormi. Je n'ai pour compagnie qu'un journal de province, d'assez pauvre entretien. Les républicains l'ont décidément emporté dans tous les états, sauf New-Jersey, Kentucky et Delaware. Les démocrates contestent encore le vote de l'état de New-York, et le *World* affirme que le gouverneur Seymour y est réélu. La ville même, malgré la présence du général Butler, envoyé pour y maintenir l'ordre, a donné 37,000 voix de majorité à Mac-Clellan. Quelques plaintes timides s'élèvent parmi les vaincus : ils attribuent leur défaite au vote de l'armée. Quand cela serait, je ne suis pas disposé à m'apitoyer sur le sort d'un parti qui a donné l'exemple de l'improbité. Je veux bien croire à l'influence de la force sur les élections des *border states;* j'admets que celles de la Louisiane par exemple et celles du Tennessee, où Nashville, une ville rebelle, n'a donné que 25 voix à Mac-Clellan, sont des comédies jouées sous la menace du canon et du sabre. Le général Payne, « le bourreau du Kentucky, » destitué récemment avec éclat, est investi maintenant d'un commandement dans le Tennessee, et il y a mis en pratique la théorie de gouvernement qu'il exposait jadis à Paducah aux notables réunis et emprisonnés par son ordre : « Tas de coquins, je vous prendrai vos biens et je vous laisserai nus; je vous fusillerai, je vous pendrai, s'il le faut, mais je ferai en sorte que tout homme et toute femme de votre pays disent : J'appartiens aux États-Unis. » C'est avec cette aménité et avec la loi du *test oath*, renforcée de temps à autre par une exécution militaire, qu'on tient les esprits dans une crainte salutaire et les votes sous une exacte discipline: mais retranchez le Tennessee, la Louisiane, la Virginie occidentale, le Missouri même, où le parti républicain a tant d'influence, et le Maryland, où la nouvelle constitution qui abolit l'esclavage sur le territoire de l'état n'a été votée qu'à une majorité minime, quelques centaines de voix tout au plus: laissez même de côté le vote du Nevada, érigé en état pour la circonstance, à la veille même de l'élection, — et le président Lincoln garde encore une imposante majorité. En 1860,

il obtenait 168 suffrages contre 49 au deuxième degré, bien que le vote populaire pris en masse donnât 139,000 voix de plus aux démocrates. Cette fois les électeurs nommés lui assurent, dit-on, 213 suffrages contre 21, et sur l'ensemble du vote populaire il dépasse de 400,000 voix son concurrent.

La presse de Richmond affecte de se réjouir. « Les républicains, dit-elle, ne peuvent se flatter de nous ramener à l'Union, et comme ils ne peuvent pas nous y contraindre, ils seront bientôt forcés de sanctionner notre indépendance. » Cet optimisme systématique est-il bien sincère? J'en doute fort ou plutôt je n'en doute pas du tout. Les confédérés font contre mauvaise fortune bon cœur, et s'efforcent de montrer vaillante figure à l'ennemi. Ils savent très bien que les républicains ne les reconnaîtront jamais, et que le seul moyen de les frustrer de leur victoire est de se faire exterminer jusqu'au dernier homme. Ils tiennent entre leurs mains les destinées de l'Union; mais les gens du nord, en revanche, tiennent leur vie. Seront-ils assez fous pour refuser de vivre?

Dans tous les cas, la dernière heure de l'esclavage a sonné. Il est vrai que l'affranchissement de la race noire est accompagné d'une immense hétacombe d'esclaves émancipés. Les deux partis font tomber leurs chaînes pour s'en faire des machines de guerre et des gladiateurs dociles dans la boucherie des batailles. Ce n'est pas là précisément l'émancipation des philanthropes, c'est du moins celle des Américains. Du moment qu'ils ont cessé de posséder le bétail humain, ils n'en souffrent qu'avec ennui la concurrence. Dans l'Illinois, qui vient de donner 20,000 voix de majorité à la politique du manifeste abolitioniste *to whom it may concern* (1), il y a une loi qui interdit aux noirs de pénétrer dans l'état. Ceux qui y sont établis de longue date n'ont pas encore obtenu le droit de posséder, et les plus hardis novateurs, ceux qu'on accuse de sacrifier les blancs aux nègres, d'affamer les familles des soldats citoyens au profit des mercenaires échappés de la servitude, ne demandent encore pour leurs protégés ni droits politiques, ni égalité civile; ils ne réclament que la liberté de produire et de vendre, inhérente à tout être humain. D'après l'ancien code noir de l'Illinois, aboli en 1853 seulement, tout nègre qui se hasardait sur le territoire était considéré comme esclave et fugitif d'un état voisin. Il était vendu par autorité de justice et adjugé pour un an au plus haut et dernier enchérisseur, en attendant que son maître eût le temps de le réclamer. Tout blanc rencontrant un nègre dans ses domaines avait le droit de chasser le vagabond à coups d'étrivières ou de s'approprier son travail. La lé-

(1) Voyez la *Revue* du 1er septembre.

gislation actuelle est plus clémente : avant de sévir contre le noir, elle lui accorde généreusement un sursis de dix jours; mais, s'il réside plus longtemps, il est mis en prison, frappé d'une amende, vendu pour la payer à un maître temporaire, et, quand il recouvre sa liberté, vendu et revendu sans cesse, tant qu'il reste dans le pays (1). L'Illinois est pourtant un *free state!* Il y a dans le même état une loi qui interdit rigoureusement tout mariage entre les blancs et les gens de couleur. Les coupables sont punis d'amende, de trente-six coups de fouet et d'un an de prison au minimum; le ministre, le juge ou le *clerk* qui a célébré le mariage est passible lui-même d'une lourde peine pécuniaire; le prétendu mariage est nul et non avenu. Voilà la sollicitude des philanthropes de l'ouest pour leurs bons frères à peau noire!

L'antipathie des gens du nord pour l'esclavage n'a rien au fond de très désintéressé. La bannière n'en est pas moins déployée, il faut la suivre, et le principe va triompher en dépit des hommes. Vous vous rappelez que la constitution des États-Unis ne peut être modifiée que par une majorité des deux tiers dans chacune des chambres du congrès. Un amendement constitutionnel abolissant l'esclavage a déjà été voté dans le sénat; mais il a échoué à la chambre des représentans avec une majorité insuffisante. Aujourd'hui la grande majorité des républicains dans l'élection présidentielle met hors de doute le vote unanime de l'amendement par le nouveau congrès. L'abolition, décrétée d'abord comme une mesure de guerre, recevra donc bientôt la sanction légale. Que le sud y consente ou y résiste, l'esclavage a fait son temps.

On parle de démarches pacifiques, on nomme déjà les négociateurs. Jamais en effet le nord n'a pu parler au sud avec plus de force et d'autorité. S'il n'était fou, le sud y prêterait l'oreille, et puisqu'il se résigne, pour continuer la guerre, à frapper de ses propres mains l'esclavage, il consentirait à l'abandonner pour obtenir la paix. C'est, dit-on, la seule condition qu'on lui impose, et, le sacrifice étant à demi consommé, que lui en coûterait-il pour rentrer dans l'Union? Rien qu'un abaissement de son orgueil, mais c'est là justement ce qui lui coûte le plus. Cette guerre de quatre années a fait d'une discorde civile une sorte d'antipathie nationale. La rivalité d'ailleurs est ancienne entre le sud et le nord; il y a longtemps qu'ils se considèrent en frères ennemis. Quand les républicains abolitionistes parlent du temps des majorités démocratiques, ils disent : « Le temps où le sud nous opprimait, » sans songer

(1) Cette odieuse législation, tombée d'ailleurs en désuétude et battue en brèche par le parti abolitioniste, a depuis lors été réformée; mais on n'a rien changé à la partie relative au mariage : l'union des deux races reste sévèrement prohibée.

que c'est justifier presque sa révolte criminelle. On se rappelle encore les anciennes résistances des abolitionistes au parti gouvernant, leurs velléités même d'indépendance et de séparation, du temps où Horace Greeley s'écriait, parlant du drapeau national : *Tear down the flaunting lie* (1)! Ils combattent à présent pour ce drapeau qu'ils insultaient, comme alors le sud aurait combattu pour défendre la bannière fédérale, si le nord l'avait attaquée. Leur cause est la bonne au nom de la morale, au nom du patriotisme, au nom de la liberté. Ils y mêlent cependant une hostilité qui se ressent d'une longue humiliation.

Ne croyez pas que j'excuse les rebelles; mais la guerre civile, ainsi prolongée, est de toutes la plus féroce et la plus irrémissible. Si l'on pardonne aisément à des étrangers, on voue une exécration obstinée à l'ennemi sorti de la famille et de la maison. Songez aux pratiques de cette guerre, aux meurtres et aux brigandages mutuels, à la coutume horrible de mettre les prisonniers sous le feu, à la coutume plus horrible encore de tuer par représailles, à chaque nouvel outrage de l'ennemi, quelques douzaines de prisonniers innocens, et, tout en faisant dans ces cruautés la part de la brutalité américaine, vous comprendrez à quel degré de colère en sont venus les deux peuples. Je doute qu'on puisse combler avec des cadavres le fleuve de sang qui les sépare. Le salut de l'Amérique est dans la soumission volontaire du sud, et la guerre n'est qu'un moyen de le contraindre à la soumission.

Pittsburg, 15 novembre.

J'arrive de Columbus, et j'ai mis dix-sept heures à faire environ quatre-vingts lieues. On avançait à pas de tortue, on s'arrêtait dans la campagne de deux en deux milles. A chaque station, on faisait des manœuvres, on reculait, on avançait, on attendait je ne sais quoi. Il y a des passages où les rails sont si écrasés, si fendillés, si rongés par la rouille, que les roues n'y doivent mordre qu'à peine. Pour s'être trop hâté à un tournant un peu brusque, un train venait de rouler dans l'Ohio à cent pieds plus bas, et nous en vîmes les débris. Plus loin, c'est un pont de bois qui traverse à une grande hauteur un des affluens de la rivière, pont si fragile, si instable, qu'on n'ose s'y traîner qu'avec la lenteur d'une chenille, insensiblement et ligne à ligne. Nous y sommes restés dix minutes, les mécaniciens craignant, chaque fois qu'ils ouvraient la vapeur, d'imprimer une secousse trop forte à l'assemblage. On y passe d'ailleurs vingt fois tous les jours, on y passera tant qu'il voudra

(1) « Déchirez le brillant mensonge! »

durer. Pure habitude d'économie : on risque des vies humaines comme on use des habits troués.

Ces chemins de fer sont un peu l'image du gouvernement. Tout se tient chez un peuple: les institutions privées, comme les institutions publiques, dérivent du caractère et des coutumes nationales: chez nous, la prudence poussée jusqu'au formalisme, la ponctualité jusqu'à la minutie, la multiplicité des emplois, la parfaite régularité des services, avec les gros profits, les sinécures et l'indolence à la tête; ici les petits traitemens, l'activité, l'intelligence à la tête, mais le désordre et la négligence en bas. Allez à New-York, à Boston ou à Chicago, entrez dans les bureaux de quelque grande compagnie de chemin de fer : vous montez un escalier noir dans une maison encombrée qui contient les bureaux de quinze ou vingt négocians ou banquiers; vous frappez à une porte basse, vous traversez deux ou trois petites pièces enfumées. Un homme affairé, le directeur ou le *surintendant*, est assis devant une table de bois blanc, sur une chaise de paille, feuilletant de gros registres rangés sur une étagère; quatre ou cinq scribes laborieux, penchés sur leurs pupitres, écrivent assidûment derrière une sorte de palissade où le public vient comparaître comme à la barre d'un tribunal. Voilà toute l'administration centrale d'une grande entreprise industrielle. En revanche, on ne s'occupe guère des détails; les employés subalternes se dirigent par le principe du *self-government*. Il y a des règles, on ne les observe jamais. Il est entendu qu'elles doivent céder au caprice ou à la commodité du moment. Chez nous, on est bien assis, bien chauffé et le reste: un pouvoir fort nous protége, et auprès de son tribunal paternel la plainte légitime d'un seul individu doit, en théorie du moins, obtenir justice. Ici l'on vous jette dans une cohue démocratique où vous ne pouvez remuer bras ni jambes sans jouer brutalement des coudes ou même des poings. Si vous essayez de murmurer, la clameur vous ferme la bouche : une voix qui s'élève seule n'est point écoutée. Ayez le droit pour vous : vous ne pouvez rien sans la force, car, malgré toutes nos idées préconçues sur les bienfaits du laisser faire, l'individu dans les petites choses n'est pas moins écrasé sous ce régime que sous notre excès de gouvernement. On ne peut nier l'immense avantage du système démocratique pour le bien du plus grand nombre et le progrès plus rapide de cet être impersonnel qu'on appelle un peuple: mais que nos philosophes politiques n'en fassent pas trop l'éloge au nom de la rigueur abstraite des principes et de la sévère justice! La démocratie en pratique, — et nous n'en connaissons en Europe que le nom et la théorie, — est une perpétuelle mêlée où l'individu isolé ne peut lever la tête sans de-

venir le point de mire de tous les coups. Il faut qu'il suive le troupeau, ou bien les masses populaires lui passeront sur le corps.

Me voilà bien loin du chemin de fer de Columbus à Pittsburg. Le pays d'Ohio est riant encore malgré la tristesse de l'hiver. Ces cultures, ces villages, ces fermes en grand nombre, ces jolies vallées normandes, plaisent au sortir des grandes plaines de l'ouest. A mesure qu'on avance, le sol s'élève et s'accidente : on se rapproche des Alleghanys. Voici déjà des ravins, un aspect de montagnes, voici enfin l'Ohio, grand et large encore, qui semble n'avoir pas diminué depuis Louisville, et dont la nappe huileuse coule entre deux rangs de hautes collines; mais la terre est couverte de neige. Les forêts, qui étaient si belles il y a un mois, n'ont plus aujourd'hui une feuille; les arbres ressemblent à des balais. Ici le fleuve se recourbe brusquement vers le nord et nous barre le passage. On construit un chemin de fer qui gagnera Pittsburg en droite ligne à travers la Virginie occidentale, et les piles du pont immense qui franchira la rivière sont déjà debout. En attendant, on suit la vallée; la voie passe en corniche, tantôt dominée par des côtes abruptes, tantôt rencontrant des collines plus douces où sont accroupis de jolis villages. L'un d'eux, Steubenville, peuplé presque uniquement de colons germaniques, est situé au premier plan de la colline, en face d'un escarpement, à un étroit défilé de la rivière, dans un lieu à la fois riant et agreste. Le ciel était pur, les côtes dépouillées prenaient dans le lointain des teintes violettes et veloutées, la surface dorée de la rivière se moirait encore d'un bleu tendre. Enfin j'étais enchanté de tous les coups d'œil que les dos et les chapeaux de mes voisins me permettaient de jeter au dehors à travers le *car* encombré.

Le temps est noir, pluvieux, brumeux, digne de Londres. Las cependant des toits et des fumées que je vois de ma fenêtre, je me suis risqué dans la boue. Pittsburg est une des villes les plus originales, non-seulement d'Amérique, mais du monde. Elle a déjà 111,000 habitans, plus de 200,000 avec les faubourgs. Située sur l'emplacement où les Français avaient élevé le fort Duquesne, au confluent des deux grandes rivières Alleghany et Monongahela, dont la réunion forme l'Ohio, elle occupe la langue de terre comprise entre la fourche des deux rivières et une colline couverte de maisons de plaisance. A l'ouest, l'Alleghany, large de 500 mètres, arrive entre deux lignes de coteaux qui s'élargissent un peu vers son embouchure. Au sud, le Monongahela coule entre deux bords escarpés qui se continuent au loin le long de l'Ohio. Cette situation est des plus pittoresques. Ajoutez que Pittsburg est au milieu de la région houillère de la Pensylvanie, qu'il y a des mines, des forges

partout, que la rive étroite opposée à la ville est encombrée d'usines dont les feux peuplent la vallée, que la grande navigation de l'Ohio s'y arrête, que la petite navigation des rivières y commence, que les quais sont encombrés de bateaux à vapeur, et les rivières vivantes de navires. J'ai suivi le rivage jusqu'au grand pont suspendu de l'Alleghany, un de ces travaux hardis et solides comme on les fait si bien en Amérique. Il n'a que deux piles sur une longueur de 450 mètres; toutes deux sont en fer et à jour. Des cordes y convergent de tous côtés, comme les rayons d'une circonférence, ou, si vous voulez, comme les palmes d'un éventail : elles servent à donner de l'aplomb au tablier massif que portent les deux gros câbles. Les balustrades, les traverses, tout est en fer massif. Les gros omnibus y passent par bandes sur leurs voies ferrées. Il n'y a point de piles sur les deux bords; mais le câble s'arrête au niveau du sol, où le tablier prend son appui sur la jetée. C'est un de ces édifices fragiles qui, comme le pont de Niagara, donnent l'idée d'une inaltérable durée; mais on calcule déjà le jour où le pont de Niagara engloutira dans le Whirlpool un train un peu trop lourd : il est probable que celui-ci a de même son jour fatal écrit sur le livre des destinées. La nuit tombait, je suis rentré dans la ville. Elle est enfumée comme Newcastle ou Saint-Étienne; les maisons y sont noires comme à Londres. C'est du reste un composé de New-York, de Cincinnati et de Philadelphie, avec les mêmes vastes chaussées, la même boue, — pour seul trait distinctif, de belles églises de style gothique dont les hauts clochers ont de loin un faux air d'antiquité européenne.

Rien de nouveau depuis l'élection. L'horizon politique, sans s'être beaucoup illuminé, est d'un calme profond. La guerre va toujours son train, jusqu'au jour où le froid la gèlera comme les rivières. Le général Sherman marche sur Charleston, on l'annonce avec une file de points d'exclamation. Depuis un an, il ne fait pas autre chose, et rien ne dit qu'il ne rencontrera pas sur son chemin quelque étape un peu longue comme celle d'Atlanta.

Je pars demain : pour New-York? non pas, mais pour *Oil-City* et le royaume du pétrole. On me dit seulement que la neige et la pluie des derniers jours ont rendu presque impraticables les sauvages régions de l'huile infernale.

Ravenna, 16 novembre.

Ce matin, gelée radieuse qui me réjouit le cœur. J'avait fait hier un ami, négociant en huiles de pétrole, qui avait eu l'obligeance de s'offrir à moi pour cicerone. Il m'a montré les principales manufactures de la ville, qui ne m'ont donné qu'une médiocre opi-

nion de l'industrie américaine. Les verreries de Pittsburg ne fabriquent que des pauvretés. J'ai vu en revanche deux ou trois beaux établissemens, une fabrique d'acier où l'on emploie d'anciennes méthodes, mais qui me semble montée avec luxe, une fabrique de clous qui emploie d'immenses machines, une fabrique de fers à cheval taillés à la vapeur, à l'emporte-pièce, dont la grande roue motrice a peut-être 10 mètres de diamètre. Enfin j'ai visité la fonderie de canons, d'où sortent les plus gros monstres destructeurs du monde. J'en ai vu un, le plus terrible de tous, dont le frère jumeau a déjà servi sur terre au siége d'Atlanta, et qu'on destine à être placé tout seul sur un des gros vaisseaux de guerre de la marine fédérale. Mis en travers du pont d'un navire, il l'occuperait tout entier. Cette prodigieuse machine lance des boulets de quarante pouces, et l'on a calculé que chaque coup, tout compte fait, coûtera environ 1,000 dollars. Quelles extravagances les hommes inventent pour s'entre-tuer!

J'ai quitté Pittsburg par le chemin de Cleveland, longeant encore pour quelques lieues la ravissante vallée de l'Ohio. Je ne connais rien de plus riant, de plus vivant et de plus riche. A chaque pas, des villages, des îles, des bateaux à vapeur écumans, et la voie en corniche le long de la sinueuse rivière. Il était nuit quand je descendis à Ravenna, petit village de l'Ohio, situé à la jonction de l'*Atlantic and Great Western*, qui doit me conduire au pays de l'huile. Pas de train ce soir; il fallait donc y passer la nuit. Je ne retrouve point mon bagage à la station; il sera sans doute à la jonction des deux lignes. « Allez-y, me dit-on, c'est à un quart de mille. » Me voilà en campagne à travers la neige et la boue. Je fais un, deux milles, le village était déjà loin derrière moi, et point de jonction. Je reviens trempé de boue au village : plus d'auberge ouverte; il faut frapper aux portes, crier pour me faire ouvrir. Quant au souper, je n'y dois pas songer : messieurs les aubergistes ont leurs lois, et celui-ci m'informe qu'après neuf heures on ne mange plus dans sa maison.

Titusville (Pensylvanie), 17 novembre.

Me voilà dans le pays de l'huile. Ce n'est pas précisément le pays qu'on choisirait pour un voyage de noces. Je me félicite pourtant de voir ce nouvel et curieux aspect de la société américaine. Les pluies, les neiges, la boue et toutes les laideurs de la saison donnent encore plus d'étrangeté à cette espèce de Californie. Figurez-vous une mer de fange où errent quelques trottoirs brisés et raboteux de planches branlantes, des maisons de bois étroites où s'entasse une population débordante pour laquelle on n'a pas le

temps de bâtir des abris, une où deux rues à prétentions, bordées d'hôtels et de boutiques, mais non moins envahies que les autres par l'universel cloaque : là des cafés, des vitrines brillantes, des salles de bal et de concert où mugissent des instrumens de cuivre et grincent des voix éraillées, et partout des tonneaux de pétrole, partout une atmosphère empestée des émanations de l'huile : voilà l'Eldorado où je viens d'arriver en compagnie de trois ou quatre cents personnes, sur un train aussi encombré que s'il menait à une fête ou à un lieu de plaisir. Cette cité d'huile et de fange a nom Titusville. Elle n'existait pas il y a sept ans : aujourd'hui c'est une capitale et la tête d'un chemin de fer qui sera continué prochainement jusqu'à Oil-City (la Cité-de-l'Huile), au cœur même de la *Petrolia*.

On ne peut, à moins de l'avoir vue, s'imaginer l'ardeur avec laquelle cette foule rapace se précipite à la curée. Le pétrole a détrôné l'or. Ouvriers qui cherchent un travail lucratif, financiers ruinés qui viennent tenter la fortune, aventuriers de tout genre, de tout pays et de tout costume, font une course au clocher à qui se jettera le premier dans le cloaque et bouchera la route aux derniers venus. Il pleuvait, la nuit était noire : le train s'arrête; on se rue pêle-mêle sur l'auberge voisine, dont l'antichambre pleine de monde repousse le flot bigarré. On se met alors en campagne, en procession, plusieurs portant des lanternes, à travers des terrains vagues, le long d'un trottoir étroit et semé de chausse-trapes invisibles dans l'obscurité. A chacune des rues transversales, la colonne hésite, on tâte le terrain, les plus hardis s'aventurent, traversent à gué les fondrières; quelques-uns des plus pressés s'y enfoncent jusqu'aux genoux. N'importe, on avance toujours, falots à la main, sacs sur les épaules, hommes et femmes au pas de course. Au premier envahisseur les logemens, les lits, les canapés, les chaises; aux retardataires la pluie et la boue des rues. Je cours comme un forcené, laissant mon bagage à la station et frémissant d'avance à la perspective d'une nuit sans abri dans ce bain de fange; mais je trébuche dans les bas-fonds, je m'égare, je m'attarde, et j'arrive, les jambes chaussées de deux bottes de boue, pour trouver visage de bois. Pas un matelas, pas une couverture; on n'était pas sûr de pouvoir me promettre une chaise. Heureusement j'avais des compagnons d'infortune qui furent plus éloquens : le maître de l'hôtel, nous disant de le suivre, s'est mis à faire la ronde à travers la ville, à la tête d'un bataillon dégouttant de pluie, casant celui-ci dans une maison, celui-là dans une autre, me déposant enfin au fond d'une ruelle obscure et écartée, dans une *boarding-house* dont l'étroite salle d'entrée était si encombrée de monde que je

désespérai encore une fois d'avoir cette nuit un toit sur ma tête. Je fus admis cependant à inscrire mon nom sur le registre. Alors je me rappelai mon bagage laissé au chemin de fer, expédition nouvelle où je faillis me perdre, échouer dans les fondrières ou me briser les jambes dans les piéges des trottoirs. Tout en revenant trempé de boue, j'enviais les grandes bottes qui permettent aux indigènes de naviguer dans ce marécage.

Je demande à dîner : on me montre une chambrette où l'on se succède à la file, mangeant à la hâte pour faire place aux autres. Rien de plus bigarré que le petit monde qui s'agite dans cette ruche trop pleine. On y voit pêle-mêle, très différens en apparence et au fond très semblables, des échantillons de toutes les variétés de la société américaine; je ne dis pas toutes les classes, car les Américains se vantent de n'en pas avoir, et le fait est que si les désirs et les pensées distinguent les hommes plus que les costumes, cette égalité n'est pas un leurre. Ici se confondent toutes les espèces de la famille américaine, depuis le fermier rustique et nasillard jusqu'au spéculateur élégant des villes, assez semblable par son mauvais ton et son attirail voyant au *calicot* de notre Paris, depuis l'aventurier barbu à la mine sauvage, au regard faux et louche, dont la main semble toujours voisine du *bowie-knife* caché sous le collet de sa veste, jusqu'au commerçant calme et rassis qui vient camper ici pour une saison avec femme, enfans et bagages. Les anciens soldats abondent dans cette foule : on n'y voit que pantalons et gilets d'uniforme dépareillés. Voici encore ce type si commun et si parfaitement national du *gentleman* récent, portant redingote neuve, grosses breloques, longue et épaisse barbe de bouc, et dont le contentement jovial perce à travers ses traits gros et vulgaires. On voit bien à sa mine que l'*Oil-Creek* a été pour lui un Pactole et a rempli d'or ses poches en même temps que d'huile ses tonneaux. D'ailleurs sa bonne humeur sied bien à sa face rouge et rebondie; mais sa femme, espèce de pimbèche hautaine, dont la figure porte l'empreinte de cette grossièreté inexprimable qui se contracte dans les occupations basses de la vie, se tient raide et fière dans ses atours extravagans et burlesques qu'elle semble avoir empruntés à la châsse d'une relique. On dirait une femme de la halle devenue, par un coup de la fortune, propriétaire du lingot d'or et passant la tête haute au milieu des poissardes, ses sœurs, pour leur étaler ses robes de soie. C'est là encore un type national, et vous savez que je n'ai pas de goût pour ces *ladies* au regard viril, à la parole hardie, qui savent aller seules au bout du monde, mais qu'on s'attend toujours à voir jurer comme des maîtres d'armes et boire du *whiskey* comme des charretiers.

J'ai obtenu sur ma bonne mine un lit dans le salon, où je vous écris les coudes serrés, tandis que les dames bavardent auprès de la table et qu'un nègre dresse en rangs serrés nos couchettes surnuméraires. Le maître de la maison, qui, me voyant étranger, m'accable de politesses, m'a dit d'un ton de triomphe que j'aurais un *single bed*, c'est-à-dire qu'on me réservera pour m'y prélasser tout seul une couchette de six pieds de long sur deux de large. Vous voyez qu'on me traite en grand seigneur.

19 novembre.

Hier matin, à six heures, je m'acheminais vers la station, mon sac à la main, dans les rues de Titusville, où le jour cette fois me permettait d'éviter les fondrières. Le chemin de fer me transportait jusqu'à *Schæfer's-Farm* dans un wagon si chargé de monde qu'il semblait ployer sous le faix, et qu'il s'en allait branlant et gémissant, comme près de rompre par le milieu. Voici encore un bouquet choisi de laideurs américaines dans cette boîte étouffée où l'on fume, où l'on crache, et dont les carreaux restent fermés. Jeunes, vieux, gros et petits spéculateurs, tout le monde s'y bouscule dans la plus grande égalité, sauf quatre ou cinq New-Yorkais à la mode parisienne qui semblent garder un certain air de réserve et de supériorité. Quelques figures distinguées, intelligentes, sympathiques, tranchent et semblent égarées dans cette foule, poussées sans doute dans le torrent des affaires par l'usage universel et par ces mœurs mercantiles qui n'offrent pas d'autre carrière à l'homme de loisir. On cause, on discute, on vend et on achète : le dollar et l'huile sont les seuls mots qu'on entende. Abstraction faite des mœurs démocratiques du pays, n'y a-t-il pas entre les joueurs une fraternité naturelle qui efface toute distinction? En entrant dans la confrérie, n'ont-ils pas voué au gain le même culte et renoncé à toute autre estime que celle qui s'attache au hasard ou à l'habileté heureuse? Un joueur laisse sa personne morale à la porte du tripot. Il ne vaut plus que ce que vaut sa fortune, et si l'on considère qu'elle peut s'enfler aujourd'hui pour crever demain, que ce soir elle semble une montagne et ne laissera demain qu'un abîme de dettes, que le riche et le pauvre enfin peuvent changer de rôles en un jour, on comprend l'égalité qui règne entre le *rowdy* qui fait fortune et l'aventurier en gants jaunes qui peut tomber à son niveau.

Mais voici Schæfer's-Farm, un misérable hameau noyé dans un marécage : course au clocher pour déjeuner, course au clocher pour louer un cheval. Je voulais gagner Oil-City le jour même et repartir le soir pour Buffalo; mais la rivière a débordé, le gué est imprati-

cable, et tous ceux qui ont tenté le passage en sont revenus l'oreille basse. Il y a, me dit-on, un bateau à vapeur qui va partir et descendre rapidement l'Oil-Creek à la faveur du courant gonflé par les pluies. Fort bien; mais quand remontera-t-il? Il y a aussi un chemin par la montagne, mais où un étranger court risque de s'égarer. Peut-on me donner un guide? Quelle idée! Il faut partir seul, à l'aventure, ou bien renoncer à l'excursion; mon parti fut vite pris: on me montra de loin la direction qu'il fallait suivre, et je piquai des deux.

Je gravis d'abord la colline par un sentier presque invisible, puis je m'engageai dans un dédale de chemins boueux et inondés qui cachaient traîtreusement de grosses pierres sous la boue liquide; les chevaux du pays y sont accoutumés. Je traversai dix vallées, dix torrens ou ruisseaux, demandai mon chemin à toutes les cabanes éparses dans la campagne. Un vieux fermier irlandais faillit me sauter au cou en apprenant que j'étais Français et, comme tel, ennemi né de la perfide Angleterre. Un Français dégénéré, qui ne parlait plus sa langue, me demanda si je voulais acheter de l'huile. Tous ces petits propriétaires me parurent aisés, presque riches : depuis cinq ans, leurs terres ont pris une valeur énorme. Ceux des fermiers qui n'osent courir eux-mêmes les risques de l'entreprise les vendent par morceaux à des compagnies de spéculateurs qui creusent les puits, achètent les machines, et tantôt se ruinent, tantôt font des profits fabuleux : c'est un vrai jeu de hasard. On aperçoit de place en place, au fond des vallons déserts, les échafaudages vermoulus des puits abandonnés, ailleurs une faible fumée qui indique l'emplacement d'une machine à vapeur en action, plus loin un troupeau errant dans les prairies : l'homme seul est absent ou invisible. Le pays est boisé, verdoyant, fertile, quoique un peu sévère dans cette saison de grisailles monotones. D'abondans cours d'eau arrosent les fonds de vallée, des sources semblent jaillir de tous les fossés. Des plateaux élevés où l'on chemine, on a, par les vallons tributaires, des échappées tout à fait grandioses sur les coteaux de l'Oil-Creek. De grandes forêts de pins en revêtent les parties montagneuses, et mêlent leur noire verdure à la pourpre éclatante des chênes, dont le feuillage résiste à la gelée. Toutes ces lueurs se confondent dans une masse de violet sombre, adouci par la fine vapeur bleue qui baigne les horizons lointains. Les grands arbres, au premier plan, sont dépouillés jusqu'à la dernière feuille; mais les taillis, plus robustes, ont gardé une couleur sanguine, à la fois brillante et sombre, qui sert comme de repoussoir et de cadre au tableau. Le ciel est gris, mais animé par des nuances bleues, avec des échappées sur un fond pâle et pur qui semble pénétré du froid

de l'hiver. Voilà l'aspect de cette campagne en cette saison tardive. De rares maisons y sont parsemées, des chemins incivilisés la parcourent, qui semblent avoir été tracés par l'usage et n'avoir jamais connu la pelle, la pioche ni le rouleau. Un grand sentiment de solitude y règne et s'empare surtout du voyageur, inquiet de s'y égarer. Ce vaste pays, clair-semé d'habitans sans être désert, mal dégrossi sans être inculte, figure assez bien ce qu'étaient nos campagnes il y a quelques siècles, du temps où les romans nous représentent leurs héros voyageant à pied ou à cheval; mais le sifflet aigu de la locomotive, le timbre rauque du bateau à vapeur, qui de temps en temps s'élèvent dans le silence, me rappellent que les temps ont changé. — Enfin, après trois grandes heures de cavalcade, je redescendis par un étroit ravin au fond de la vallée, où je trouvai la rivière et l'étrange petite ville qui porte le nom caractéristique d'Oil-City.

Ce lieu est un exemple frappant de la brutalité singulière avec laquelle l'industrie dévaste la nature. Voilà une vallée sauvage, gracieuse et agreste, que quelques années ont transformée en un cloaque immonde et hérissée de baraques odieuses d'où sortent déjà le tumulte et la fumée des grandes villes. C'est bien ici la capitale du pays de la boue. Je n'avais rien vu de comparable à la rue en corniche qui longe la rivière et dessert les innombrables puits dispersés dans la vallée. Las d'une continuelle immersion, j'avise une prairie mêlée de broussailles où le terrain paraît solide; j'y pousse mon cheval malgré la répugnance singulière qu'il témoigne à y descendre, et tout à coup le voilà enlizé jusqu'au ventre, roulant avec moi dans la vase. J'arrêtai là mon voyage de découverte; j'en avais assez vu pour me faire une idée du mouvement prodigieux de ce petit coin perdu. Sur une étendue de quinze ou vingt milles, la vallée est pleine de huttes fumantes et d'échafaudages en forme de chèvre où se meuvent une roue et une pompe, une pompe foulante apparemment et d'une grande force, car la profondeur moyenne des puits est de cinq cents pieds environ. L'exploitation est si active qu'en certains lieux la couche d'huile est épuisée, et qu'il y a déjà entre Oil-City et Titusville un millier de pompes hors d'usage. Autrefois l'huile jaillissait à une grande hauteur, comme l'eau des puits artésiens. On n'avait alors qu'à la recueillir, et certaines sources donnaient par jour jusqu'à deux et trois mille barriques: on était forcé d'en modérer l'abondance suivant les besoins du marché. Le pétrole avait alors un grand prix, et quelques puits pouvaient produire jusqu'à 10,000 dollars en vingt-quatre heures. C'était une trop immense richesse pour qu'elle fût durable, et la moyenne du rapport des puits est à présent de 20 dollars par jour.

Il y a des huiles plus épaisses qui n'ont besoin d'aucune préparation pour être brûlées; il y en a de plus légères qu'on distille et qu'on concentre. Tous ces établissemens, moulins et raffineries, s'encombrent dans un étroit bas-fond; quelques-uns même empiètent sur le lit de la rivière. A chaque instant, de lourds bateaux passent, affaissés sous des piles de tonneaux et entraînés par le courant rapide. Les forêts de pins et la sauvagerie sont à côté. Sauf la route naturelle qu'offre la rivière, et en attendant le chemin de fer, dont les deux bouts commencés doivent bientôt se rejoindre ici même, rien n'est disposé pour ce grand commerce. Cette manière d'improviser l'industrie et de courir au gain à travers tous les obstacles appartient bien au caractère américain. Dans l'ardeur de la concurrence, les conditions même d'une bonne exploitation sont négligées. Là se fait sentir le besoin d'un pouvoir prévoyant et régulateur qui exécute de lui-même les œuvres d'utilité publique que n'entreprendra point la cupidité jalouse et hâtive de l'individu. Témoins de l'excessive intervention de notre administration dans nos affaires, prenons garde de juger *ab irato* et de tomber dans l'excès contraire en affirmant qu'il suffit de laisser faire pour que tout se fasse. Rien de meilleur que les entreprises particulières et spontanées, lorsqu'elles s'exécutent. Il faut pourtant qu'il y ait un pouvoir chargé d'y pourvoir d'office, quand l'initiative individuelle est en défaut. Ce qui me semble mauvais dans notre centralisation française, ce n'est pas tant le devoir que l'état s'impose de faire et le droit qu'il s'arroge d'en exiger les moyens que le monopole qu'il se réserve et la défense faite à tout autre de marcher sur ses brisées. Ne vous mêlez pas des affaires d'autrui, n'imposez pas aux localités vos plans, vos ingénieurs et vos convenances; mais, lorsqu'elles ne feront pas ce qui est nécessaire au bien public, ayez le droit de vous en occuper vous-même.

A mon retour, la nuit, cette nuit brusque, sans crépuscule, qui est particulière au ciel d'Amérique, m'a surpris à mi-chemin. L'obscurité devint bientôt si profonde qu'il fallait deviner plutôt que se conduire. C'est une chose assez mélancolique qu'une telle promenade dans un pays inconnu, à la nuit noire, quand on risque de s'égarer, et que tous les chiens du voisinage à une lieue à la ronde saluent votre approche d'aboiemens furieux. Çà et là, une lumière brillait à l'horizon, elle s'éteignait vite. Mon cheval fatigué chancelait dans les fondrières, trébuchait sur les pierres roulantes; il semblait inquiet et étonné. Une fois, au détour d'un chemin, nous ne fûmes pas d'accord : je poussai à gauche, il tourna à droite. Je l'arrêtai au tournant même et le livrai à sa sagacité : il flaira, flaira encore, et ne se décida point. Grande anxiété : j'écar-

quillais mes yeux pour percer les ténèbres. J'aperçus vaguement une forme noire en face de moi; je crus reconnaître un arbre isolé qui m'avait guidé le matin. J'approchais; j'étais déjà sur la colline, et je voyais à mes pieds le village étinceler de lumières. Encore quelques pas, et je touchais au but; mais comment retrouver le sentier de la forêt? Tous les chemins semblaient disparaître et s'effacer parmi les broussailles. Trois fois mon cheval désorienté s'égara dans les fourrés; trois fois il fallut le ramener à tâtons. Guidé par des aboiemens, je gagnai à travers bois une maisonnette où tremblotait une faible lueur. Je frappai. Une voix de femme me dit de passer mon chemin. Je m'éloignai avec une meute de chiens de garde à mes trousses. Je marchai longtemps, tirant derrière moi mon cheval qui trébuchait. Je revins encore à la chaumière, frappai bruyamment, réveillai le paysan, terrifiai sa famille. Enfin il prit sa lanterne et me remit dans le bon chemin. Je compte pour rien un bain de pieds que je pris dans le marais en débouchant au fond de la vallée. Si étoilée que fût cette nuit sans lune, la perspective de coucher dans la forêt jusqu'au point du jour, exposé à la gelée des nuits de novembre et au vent du nord, déjà aigre, n'avait rien d'assez romantique pour me séduire, et je me trouvai heureux dans un bon lit.

Ce matin, en me réveillant, il faut moi-même gratter mes souliers, faire sécher mes habits, laver une partie de mon linge. A Titusville, on avait refusé absolument de cirer mes bottes; cette fois, l'hôtelier, plein de prévenance, m'a confié la brosse et le cirage. Étrange pays et monde plus étrange encore! Rien ne fait mieux toucher du doigt le ressort moteur de cette société, mieux comprendre à quel point l'amour du gain domine toutes ses passions, tous ses goûts, tous ses plaisirs, et lui fait sacrifier la chose même qui doit lui être la plus chère, ce bien-être matériel qui est pourtant le but de ses peines. Partout ailleurs un pareil cloaque serait le refuge des désespérés ou de ces aventuriers hardis, endurcis, prêts à tous les métiers, bande pillarde que toute industrie nouvelle, comme toute armée en campagne, traîne à sa suite. Ici au contraire c'est la maison de jeu où les capitalistes viennent risquer leurs fortunes, le Baden-Baden où les enrichis d'hier viennent chercher les émotions du tapis vert. Ce qui les attire, c'est le risque même, l'incertitude d'un jeu qui peut les ruiner demain, c'est en un mot la bourse de l'huile, qui est venue s'établir au lieu même du marché. Je monte en chemin de fer : on y joue. J'entre dans une auberge : l'antichambre et la salle à manger sont de petites bourses où les transactions se poursuivent entre le grog et le café. Je rencontre deux cavaliers clapotant dans un marais : soyez cer-

tain qu'il y a entre eux quelque opération aléatoire sur l'achat d'un terrain, le percement d'un puits, les prix de la semaine prochaine ou de la fin du mois. Le jeu, toujours le jeu, voilà la vie de ces sauvages bottés et boueux qui se privent, pour voir de plus près les cartes, de toutes les aises et de toutes les jouissances de la vie.

Chez nous, la satisfaction de ce vice est entourée de toute sorte de séductions. Ici la passion en est si puissante, si impérieuse, qu'elle se suffit à elle-même. L'avidité de l'Américain est héroïque et intrépide. Il va, comme le plongeur de Schiller, ramasser la coupe d'or au fond du gouffre de Charybde; mais il va aussi (passez-moi la métaphore) déterrer le sou de cuivre au fond des égouts.

Érié, 19 novembre.

A présent que j'ai fait ma visite à la cour du *roi Pétrole*, laissez-moi vous dire en peu de mots son histoire. Le roi Pétrole est d'origine récente, bien que déjà le rival du *roi Coton*. Ses premiers serviteurs furent les Indiens, qui employaient cette huile minérale dans leurs cérémonies religieuses et l'appliquaient en onguent aux blessures. Il se cachait alors dans les entrailles de la terre, et ne se manifestait au dehors que par des sources clair-semées qui se mêlaient aux rivières, et dont le produit flottait sur les eaux. Les Français furent les premiers qui tentèrent de le délivrer de sa prison. On montre encore les excavations qu'ils pratiquèrent pour découvrir sa demeure souterraine. En 1845, des mineurs firent jaillir une source à Tarente, près de Pittsburg. C'est douze ans après seulement que les grands travaux commencèrent à Titusville. En 1860, il y avait déjà 2,000 puits en activité. En 1862, ils produisaient 300,000 barriques par semaine. En 1863 enfin, la valeur des exportations faites en Europe s'élevait à 6 millions de dollars. Cependant on découvrait d'autres sources dans l'Ohio, en Virginie, au Canada, dans les états de l'ouest et dans l'Utah, sur la grande route du Pacifique. Celles de la Virginie occidentale et de Marietta, dans l'Ohio, sont déjà en plein produit. On estime à 62,000 milles carrés dans huit états seulement l'étendue du gisement de houille bitumineuse qui produit le pétrole. Il y a là une richesse incommensurable. Malgré l'épuisement d'un grand nombre des sources les plus abondantes, l'industrie du pétrole se développe avec une merveilleuse rapidité: elle occupe des milliers de bras, elle fait tourner toutes les têtes, et vous avez vu avec quelle fureur la spéculation s'y précipite.

Il y a deux classes en Amérique: ceux qui travaillent de leurs mains, et ceux qui spéculent sur le travail des autres. Tandis que

la classe des travailleurs est toujours trop restreinte pour les besoins du pays et que l'émigration y fournit à peine, celle des spéculateurs pullule et excède toujours les besoins vrais du commerce. Voyez ce type ordinaire du commerçant nomade, homme sec, maigre, osseux, ridé, maladif, dont l'œil semble toujours absorbé dans des calculs financiers. C'est là le vrai *Yankee*. Ne lui imposez pas d'autre métier : il est actif plutôt que laborieux. Il sait courir le monde, songer à vingt affaires à la fois, débrouiller l'écheveau d'un négoce multiple et embarrassé; mais il laisse aux étrangers, aux Allemands, aux Irlandais, aux Canadiens, les travaux rudes et manuels. Lui-même se vante de ne travailler que de la tête et de faire mouvoir ces machines grossières sans même lever le bout du doigt. J'avais déjà observé au Canada l'inégale répartition du travail entre les deux races. Le *Yankee*, revenu de ses promenades commerciales, s'assied dans son bureau ou dans sa boutique, la chique à la bouche, un journal à la main et les jambes en l'air, attendant le chaland avec une nonchalance royale et causant politique avec les hommes d'état du voisinage. Le soir, il va au café jouer sa partie de billard et prendre son punch. Pour quelques commerçans sérieux, combien de ces trafiquans parasites qui donnent aux affaires l'allure incertaine du jeu, et qui sont les dignes pendans de notre bourgeoisie rentière, comme elle consommateurs qui ne rendent pas ce qu'ils ont dépensé! Ils ne sont pourtant pas inutiles : ils donnent de l'activité aux transactions, du mouvement aux capitaux. Enfin la nature n'est pas encore lasse de fournir chaque jour un aliment nouveau à ces foyers dévorans : c'est la véritable cause de leur succès. On attribue au bienfait de la démocratie la grande facilité de s'enrichir que trouvent ici les hommes entreprenans. Il est vrai qu'en distribuant également l'éducation sur tout le peuple, elle met sur la même ligne les concurrens qui se disputent la fortune, elle abaisse ces barrières morales qui ferment encore, ou du moins rendent difficile chez nous l'entrée de la carrière; mais la grande raison de cette aisance générale, c'est l'abondance naturelle qui convie tout le monde à la curée. Supposez en Amérique toutes les terres occupées, toutes les mines exploitées, toutes les campagnes peuplées comme les nôtres; prévoyez un instant l'Amérique de l'an 2000, et dites-moi si vous la voyez encore aussi riche et aussi active qu'à présent.

En somme, le caractère des peuples dépend des circonstances où la nature et leur passé les placent. Je ne fais pas reproche au peuple américain d'être spéculateur, pas plus qu'au peuple français de s'endormir volontiers sur les revenus tranquilles d'un capital inamovible. Comment les Américains ne seraient-ils pas avides? Com-

ment l'amour du gain ne serait-il pas l'âme de leur société? C'est la raison même de leur existence. L'Amérique n'est plus, comme autrefois, le refuge des persécutés et des proscrits, la terre promise de ceux qui cherchent la liberté aux quatre coins de l'horizon. Il y a longtemps que la Nouvelle-Angleterre ne reçoit plus ces fortunes acquises, ces élémens d'une société toute faite qui n'ont eu qu'à s'implanter au sol nouveau. Le temps des pèlerins et des quakers est passé : ils n'ont laissé leur trace qu'à la forme générale de la société américaine et aux institutions politiques qu'ils lui ont léguées : les matériaux de l'Amérique sont à présent les rebuts de l'Europe. Ce qui lui imprime son mouvement infatigable, son prodigieux développement, c'est justement l'amour du gain, poussé souvent par le besoin. La société américaine est en un mot une société de nécessiteux enrichis, en voie de s'enrichir, ou venus pour s'enrichir. Ils se jettent sur leur proie comme des affamés : ils n'en seront pas rassassiés de si tôt.

Lors même qu'ils auront assouvi leur voracité première, il faudra mainte génération pour que la soif de l'or soit étanchée; il faudra même quelques déboires, et l'expérience que le métier profite moins que par le passé. Voit-on souvent chez nous les rois de la finance se retirer dans leurs vieux jours et renoncer à l'appât des gains immodérés? Et pourtant nous sommes un peuple à préjugés aristocratiques, dédaigneux de la richesse ainsi gagnée, ami de la stabilité et de la durée, qui encensons souvent les fortunes récentes, mais qui sommes impitoyables pour celles qui tombent, montrant alors le mépris caché sous nos adulations. Rien de pareil en Amérique, rien qui puisse décourager le spéculateur et lui faire même entrevoir un autre genre de vie. Les lois, qui chez nous favorisent le loisir, se joignent ici aux mœurs pour stimuler l'esprit d'aventure. Le père n'est point tenu de léguer son héritage à ses enfans; souvent il le distribue de droite et de gauche, soit par ostentation, soit par bienfaisance, et les pousse dans le monde, livrés de bonne heure à eux-mêmes, obligés de se bâtir un foyer. Les fortunes se font et se défont à chaque génération, sinon plusieurs fois dans la vie de chacun : il faut revenir au tourbillon des affaires alors même qu'on aurait le désir de mener sa barque au port. Point de ces fortunes toutes faites ni de ces brillantes sinécures que les aristocraties réservent à leurs déshérités, point de ces occupations libérales dont le goût public peut faire une carrière et un gagne-pain; mais en face et à la portée de tous le rêve californien, le monceau d'or illimité de la spéculation. Faut-il s'étonner si tout le monde s'y précipite, et si, dans cette démocratie, la politique même est méprisée des spéculateurs? Ils la considèrent comme un

pis aller pour les incapables, ou comme un moyen détourné de parvenir à la fortune. On est d'abord besoigneux, et l'on devient avide. Traditions, mœurs, exemples, origine ou même nécessité, tout concourt à faire la spéculation reine de la société américaine. Son empire y est absolu, incontesté, inévitable. On vous demande si vous spéculez comme on demande si vous mangez, — deux choses également inséparables de la nature humaine. Mettez de côté vos rigueurs, vos aversions, vos délicatesses exagérées; sinon, vous passez pour un dédaigneux aristocrate.

Je vous écris debout, dans un *bar-room* plein de bruit et de monde, où un retard du chemin de fer me condamne à passer la moitié de la nuit. La chose est si fréquente qu'elle lasserait la patience d'un saint. Je suis parti de Schœfer's-Farm à midi, comptant arriver à Buffalo vers dix heures : ainsi le voulaient les règlemens; mais à Corry nous reçûmes l'avis que nous ne serions à Buffalo que le lendemain matin. Pendant quatre heures, nous avons piétiné au bord de la chaussée, dans le brouillard et sous le vent froid du soir. Corry est un point important, où se réunissent trois ou quatre chemins de fer; mais la munificence des compagnies n'a pas trouvé de quoi bâtir autre chose que deux guérites de planches où se tiennent les vendeurs de billets, et où la foule se bat pour les prendre. Je suis en ce moment à Érié, au bord du lac de ce nom, prêt à monter dans le train de Buffalo, qui passera dans une heure ou deux.

Buffalo, 20 novembre.

Je suis arrivé ici au point du jour; je n'ai pu fermer l'œil. Toutes ces fatigues m'ont un peu éprouvé. Je me décide à retourner droit à New-York, où je passerai quelques jours à graisser les roues de ma machine avant de continuer mes pérégrinations.

Je viens de me promener dans Buffalo. C'est une immense ville avec d'immenses rues, bordées d'immenses maisons, avec un immense lac devant elle, d'ailleurs d'une nudité, d'une platitude et d'une monotonie désolantes. Les rues centrales, bâties en brique et cuirassées d'enseignes de tout genre, portent le signe d'une activité commerciale endormie aujourd'hui de ce glacial sommeil des dimanches qui ressemble à un deuil public. Les omnibus, qui roulent toujours, sont les seules choses vivantes qu'on y rencontre. J'ai été jusqu'au port, qui se ramifie dans la ville par plusieurs canaux : il y règne, même le dimanche, une grande activité. Tout le long des quais, et sur une langue de terre ou îlot de sable qui abrite les bassins du port, se dressent, comme à Chicago, trente ou quarante de ces gigantesques greniers à blé ou *élérateurs* qui sont

hauts comme des clochers, et dont le nombre, les proportions colossales disent assez quel est le grand commerce de la ville. Buffalo. qui n'était rien il y a trente ans et qui maintenant compte plus de cent mille âmes, est de ce côté la tête de la navigation des lacs et tient dans l'est la même place que Chicago dans l'ouest. Tous les produits de l'ouest viennent y aboutir et séjourner dans ses entrepôts, d'où ils se répartissent dans l'intérieur ou gagnent par les canaux le marché de New-York. De quelque côté qu'on regarde l'horizon du lac Érié, on le voit toujours parsemé de voiles grises et de colonnes de fumée noire.

Buffalo est une des villes les plus rigides des États-Unis. L'ardeur religieuse de ses habitans est proverbiale, ainsi que l'âpreté des sectes nombreuses qui s'y disputent les âmes. Méthodistes, baptistes, indépendans, épiscopaliens, unitairiens, catholiques, etc., luttent de sermons, de pamphlets, de vociférations et d'austérités. Le dimanche, les congrégations sont en permanence, la moitié de la population vit à l'église : c'est pourquoi la ville est déserte. En revanche, quel sabbat dans les *temples!* Toute la journée j'ai entendu des hurlemens, des exclamations, des cliquetis de voix, puis des chants, puis des cris incohérens, sortir du toit d'un édifice que mes fenêtres dominent. Qu'est-ce donc? Un combat de coqs, une boxe, un *meeting*, une salle d'armes? Le dimanche rendait toutes ces suppositions impossibles. Enfin, à la faveur du silence du soir et d'une inspiration plus bruyante de l'orateur, le sens de ce vacarme a pénétré jusqu'à mes oreilles à travers mes fenêtres et mes volets fermés. Cet édifice est la salle de prières d'une congrégation pieuse, et cette voix aigre, gutturale, glapissante, semblable à celle d'un fou furieux, est celle d'un saint ministre ou de tout autre inspiré de l'esprit divin qui adresse avec « enthousiasme » une apostrophe suppliante au Seigneur. J'entends ce mot : *o Lord*, revenir sur toutes les notes du glapissement pleurard ou du hurlement frénétique. Cet homme a sans doute les pieds sur des charbons ardens. On entend aussi des frémissemens, des murmures, des cris étouffés dans l'auditoire. Évidemment ce père de l'église est fort goûté de ses fidèles, et l'on se répétera demain combien la veille sa parole était *savoureuse*. Puis on chante un hymne sur toutes les notes fausses connues et possibles. Enfin une autre voix s'élève, une voix de femme cette fois, que les murs de l'édifice étouffent, mais que j'entends assez pour comprendre qu'elle imite avec succès les lamentations et les frénésies du prophète. Celui-ci ébranle encore une fois la voûte des cieux, et un hymne nouveau clôt la séance, qui s'achève en ce moment même. Anabaptistes, mormons ou trembleurs, je ne sais pas à quelle secte appartiennent ces possédés. Ce sont à coup sûr de grands in-

sensés ou de grands imposteurs, peut-être l'un et l'autre à la fois, tant la nature humaine est complexe! Les Américains aiment les crises de nerfs : en religion comme en politique, le délire est pour eux la suprême éloquence. Vous rappelez-vous les prédicateurs napolitains de San-Gaëtano? Ils ont des poumons et une furie à faire tomber les murailles de Jéricho : leurs rages de dents sont pourtant à ces convulsions surhumaines comme une canzonette légère à quelque grand morceau de Verdi.

New-York, 22 novembre.

J'ai assisté hier en chemin de fer à une petite représentation de politique intime. Six ou huit soldats démocrates montèrent dans le wagon et mirent leurs langues à leur aise. Ces scènes grossières ne peuvent être rares dans un pays où l'observation des convenances est livrée, comme celle des lois, à la bonne volonté individuelle. Je suis même étonné de rencontrer tant de soldats décens et paisibles quand aucune discipline ne les force à se bien tenir, et qu'ils peuvent si aisément prendre le haut du pavé. Mes aimables compagnons se mirent donc à causer et à blasphémer politique, se damnant l'un l'autre à chaque parole, et damnant surtout les nègres, auteurs de la guerre civile. Un brave homme qui voyageait avec sa fille s'impatiente et s'approche d'eux poliment. « *Gentlemen*, je vous rappelle qu'il y a des règlemens contre la grossièreté de langage. » Là-dessus, *tolle* général : ces *gentlemen* ne souffrent pas qu'on leur enseigne les bonnes manières, ni qu'on fasse avec eux l'aristocrate. « *He is a damned black republican* (1)! — Dieu me damne si nous avons dit un damné mot qui puisse blesser l'oreille des dames! — Es-tu ministre, *old man?* » et tout ce qu'un soldat peut vomir d'injures sans en avoir honte. Cependant, intimidés malgré eux, ils se levèrent au bout de quelques minutes et passèrent, tout en jurant, dans le *car* voisin. Un seul resta, un tout jeune homme, un peu ivre, qui se mit à attaquer successivement chacun de nous en répétant : « Je tue l'homme qui ne dira pas hurrah pour Mac-Clellan. » Le premier qu'il entreprit était un vieux fermier en cheveux blancs, qui le remit à sa place avec bonté en se penchant vers moi pour maugréer contre « ces diables de soldats. » Je fus le second à soutenir l'attaque : notre homme s'assit brusquement près de moi, et, me mettant le poing sous le nez, me demanda si j'étais républicain; mon silence obstiné le découragea. Il alla gesticuler plus loin jusqu'à ce que le conducteur, d'une mine

(1) *Black republican*, républicain nègre; c'est l'injure habituelle adressée par les démocrates aux abolitionistes.

souriante et gracieuse, vînt lui faire quelques remontrances. Personne n'osa le jeter dehors.

C'est que l'uniforme commence à être redouté en Amérique. Ici, dans l'état de New-York, les soldats se contentent de faire du bruit; mais ailleurs, dans le Tennessee, dans la Louisiane, en général dans tous les états où ils règnent du droit de la guerre, ils tuent, et ce sont des offenses vénielles. Le vice-président et gouverneur militaire du Tennessee, André Johnson, harangua dernièrement à Nashville un *meeting* de gens de couleur. « Deux personnes, raconte paisiblement le journal, y perdirent la vie. » L'un d'eux, un soldat, venait de crier assez sottement : *Hurrah for Mac-Clellan!* Il fut aussitôt entouré et *shot*, comme le dit la langue anglaise avec son énergique concision. L'autre jeta des pierres aux orateurs, et la garde l'abattit à coups de fusil comme il essayait de s'enfuir. On ajoute qu'un mulâtre fut tué en manière de vengeance par les camarades du soldat qui avait crié *hurrah for Mac-Clellan!* Cependant les orateurs continuaient leurs harangues. De tels actes, encouragés par l'impunité, ont une signification terrible. Ne se plaignait-on pas l'autre jour que le président eût fait grâce à un officier confédéré qui devait périr en rétaliation des crimes commis par les rebelles? La *justice*, disait-on, veut que ce prisonnier périsse. Étrange idée de la justice chez une nation chrétienne!

On parle aussi de l'arrestation arbitraire du lieutenant-gouverneur du Kentucky, Jacobs, et de son bannissement au pays des rebelles. Je le crois depuis longtemps engagé dans une complicité coupable avec l'ennemi. Les démocrates se plaignent de ce châtiment sommaire qu'aucun jugement n'a prononcé, et que ne suffit pas à justifier la suspension extraordinaire du droit d'*habeas corpus;* ils y voient un attentat criminel à la constitution et aux libertés publiques. Ces mesures pourtant sont inévitables dans un pays où les lois laissent le gouvernement désarmé.

C'est là justement le défaut, quelques-uns disent l'avantage de la démocratie américaine. L'autorité du gouvernement y est pour ainsi dire élastique, et pourvu que l'opinion générale la soutienne, l'arbitraire peut s'y établir à la faveur même de la liberté. La loi n'a rien prévu. La licence et l'arbitraire se donnent la main contre elle et s'entr'aident à empiéter sur un domaine qu'elle ne sait pas défendre. L'imprévoyance, il faut le dire, est le vice naturel d'une législation de hasard, improvisée pour subvenir aux premiers besoins d'une société nouvelle, comme ces maisons de bois grossières qui servent d'abri provisoire aux pionniers. Il est aussi dans la nature du règne populaire d'imprimer à la législation une allure violente, capricieuse, une instabilité qui la discrédite. Enfin la di-

versité, les contradictions flagrantes des lois locales, le conflit perpétuel qui s'élève entre la loi de l'état et la loi de l'Union, rendent illusoire l'emploi de la répression légale, et impossible, aux époques troublées, l'usage de cet instrument compliqué. Tout se fait alors par exception. Ni principes, ni mesures générales, ni régularité dans l'emploi de la force : la société vit d'expédiens, au jour le jour.

Est-ce là notre idéal? Ne faisons-nous pas une confusion entre la théorie du gouvernement démocratique à l'américaine et la théorie dite constitutionnelle des gouvernemens libres de l'Europe? Celle-ci veut que les représentans de la nation gouvernent par l'entremise de la loi qu'ils ont faite, et dont l'autorité suprême fait plier un pouvoir exécutif qui n'est qu'un instrument. Que voyons-nous ici? En face de ces corps électifs qui font les lois se dresse un autre pouvoir, non moins émané du suffrage populaire, non moins autorisé à s'en dire le représentant, dont les fonctions peuvent s'élever jusqu'à l'exercice de la dictature. La république française s'est donné un président élu directement par le peuple. Malgré la fiction des deux degrés, le président des États-Unis est lui-même l'élu immédiat du suffrage populaire. Dans chacun des états, il y a un gouverneur directement élu par le peuple. La constitution des États-Unis donne bien au congrès le pouvoir de déposer le président; mais quand donc a-t-on usé de ce droit terrible? Ce n'est pas devant le congrès qu'il est responsable, mais devant le peuple, et au jour de l'élection seulement. Les ministres sont de purs agens, responsables envers lui seul, et qui ne peuvent être déposés que par lui. Il y a même des états où le suffrage populaire les désigne en même temps et les investit du même prestige que le magistrat suprême. La démocratie veut avoir dans le pouvoir exécutif un serviteur immédiat, dépendant d'elle seule, un agent révolutionnaire qui puisse au besoin braver les lois. Ce serviteur peut devenir un maître, quand aux instincts de la démocratie ne se joint pas, comme en Amérique, l'usage ancien de la liberté.

ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE.

LES ORIGINES

DE

LA QUESTION D'ORIENT

III.

LA QUESTION D'ORIENT EN ITALIE AVANT LES CROISADES.
LES DUCS DE BÉNÉVENT ET DE SALERNE.
LES BYZANTINS ET LES MUSULMANS EN SICILE.

Je savais ce qu'avaient été Pise, Gênes, Venise et la papauté dans la lutte de l'Europe contre l'Orient après les croisades; mais je savais moins bien ce qu'avait été cette lutte dans l'Italie méridionale avant les croisades, quand elle était soutenue par des républiques qui ne sont plus aujourd'hui que des noms de petites villes et de villages, Salerne, Gaëte, Amalfi, Sorrente. Ayant passé quelques jours sur ces côtes de l'Italie méridionale et les voyant garnies des tours qui aujourd'hui s'appellent encore les *tours des Sarrasins*, trouvant partout, à Salerne, à Sorrente, à Amalfi, des souvenirs et des traditions de cet Orient musulman du VIIIe au XIe siècle, il est naturel que la curiosité des lieux ait excité chez moi la curiosité des événemens, et que je me sois mis à rechercher les récits de ces temps confus et héroïques.

C'est quelques-uns de ces récits qu'à la suite de mes premières études sur *les Origines de la question d'Orient* (1) je voudrais

(1) Voyez la *Revue* du 1er mai et du 1er octobre 1864.

présenter très rapidement aux lecteurs de la *Revue*, afin qu'ils puissent avoir une idée du premier choc entre l'Orient musulman et l'Occident chrétien. Nous nous faisons volontiers une grande image de la lutte qui a eu lieu en Espagne entre les Maures et les Visigoths; nous nous plaisons à célébrer la victoire de Charles Martel sur les Sarrasins à Poitiers, et nous l'appelons le sauveur de la chrétienté. Oui, Charles Martel a sauvé la chrétienté occidentale: mais il y avait pendant ce temps-là une chrétienté méridionale qui luttait contre les musulmans sur les bords de la Méditerranée, en Italie, en Sicile, en Sardaigne, en Corse, en Provence. Cette lutte a souvent été périlleuse. Les Sarrasins du VIIIe au XIe siècle avaient encore l'ardeur et l'énergie de la foi mahométane dans ses commencemens. L'Italie a donc plusieurs fois failli devenir mahométane, la Sicile l'est devenue, l'Espagne l'a été; la Provence a eu pendant longtemps à Fraissinet, aujourd'hui Lagarde-Frainet, un établissement de Sarrasins. Il s'en est peu fallu que le bassin de la Méditerranée et que l'Adriatique aussi ne soient devenues un bassin musulman. On peut donc dire sans aucune exagération que la question de savoir si l'Europe méridionale serait musulmane ou resterait chrétienne s'est plusieurs fois débattue du VIIIe au XIe siècle dans le bassin de la Méditerranée, — et si l'Europe a échappé à la domination musulmane, elle le doit peut-être à ces républiques de l'Italie méridionale aujourd'hui sans nom et presque sans histoire, à Amalfi, à Sorrente, à Salerne, à Gaëte, à ces chrétiens de la Sicile vaincus par les musulmans, mais qui tâchaient sans cesse de secouer le joug, à ces moines de couvens sans cesse dévastés qui bravaient le martyre pour affermir les fidèles dans la foi de Jésus-Christ, à ces papes dont quelques-uns n'avaient pas les allures de l'église, mais qui défendaient l'Italie avec une intrépidité guerrière et patriotique appropriée aux dangers du temps. Voilà les premiers combattans et les premiers martyrs de la question d'Orient.

Je croyais d'abord, pour découvrir les commencemens de la question d'Orient en Italie, n'avoir à étudier que les annales de Pise, de Gênes, de Venise et de la papauté; mais c'est le propre des études sur quelques points de l'histoire d'Italie qu'on s'aperçoit bien vite qu'il n'y a rien d'ancien dans ce pays qui n'ait en arrière quelque chose de plus ancien, et qu'il y a toujours sur chaque sujet deux ou trois antiquités groupées pour ainsi dire l'une sur l'autre. Avant la lutte que Pise, Gênes, Venise et la papauté ont soutenue, après le XIIIe siècle, contre l'Orient musulman, il y a la lutte plus ancienne de l'Italie méridionale, d'Amalfi, de Salerne, de Sorrente, de Naples, de Gaëte, petits états, mais grands courages. Ils avaient leurs lois, leurs gouvernemens, leurs armées,

leurs marines, leur commerce, leur industrie, et tous ces biens qu'ils s'étaient acquis, ils savaient les défendre en versant leur sang. Pourquoi donc les oublier, ces premiers et ces énergiques représentans de l'indépendance chrétienne, ces perpétuels soldats de la foi et de la liberté italiennes pendant les siècles les plus confus et les plus périlleux de l'histoire? Pourquoi donc ne pas glorifier ces marchands, ces marins, ces soldats, ces citoyens d'Amalfi, de Sorrente, de Salerne, de Gaëte? Ils ont sauvé l'Europe de leur côté comme Charles Martel l'a sauvée du sien. Ah! je sais bien que lorsqu'on voit aujourd'hui Sorrente, Amalfi, Salerne, il y a deux choses qui font qu'on oublie leur héroïsme, leurs ruines d'une part et la beauté de leurs rivages de l'autre. Comment croire, lorsqu'on voit ces villes si petites et si désolées, ces maisons négligées, ces masures délabrées, ces rues qui ne sont que des ruelles de village, ces ports presque abandonnés, Sorrente et Salerne, ou qui ne sont animés que par des barques de pêcheurs ou de touristes, comment croire qu'il y a eu là des populations nombreuses, actives, guerrières, industrieuses, prêtes au travail et au combat? Comment croire à une marine, à une armée, à un état? Quoi! il y a eu, disent les chroniqueurs, plus de cent cinquante mille hommes à Amalfi, dans cette petite ville, dans cette longue et étroite rue qui fait le fond d'une petite vallée descendant à la mer? Où habitait donc tout ce monde? Les maisons autrefois grimpaient des deux côtés de la vallée, placées sur les mamelons de la montagne comme mille et une forteresses; à travers ces maisons, des couvens étaient çà et là dispersés. Il y en a encore quelques-uns debout avec leurs petites chambres autour du cloître, et c'est dans un de ces vieux couvens, arrangé en auberge, que viennent loger les touristes, qui y sont assez médiocrement nourris en souvenir sans doute de la sobriété des anciens moines; mais ils ont, pour charmer leurs regards, l'immense et étincelant aspect de la mer, et vers la terre le gracieux contraste des montagnes couvertes de verdure. Que de fois, au temps jadis, quand la cloche du vieux couvent sonnait l'alarme pour annoncer une descente des Sarrasins, ou appelait à la prière pour bénir le départ d'une expédition des Amalfitains, on vit descendre des étages de la montagne, à travers mille sentiers, hommes, femmes, enfans, les hommes allant se battre ou s'embarquer, les femmes et les enfans allant prier pour leurs défenseurs! J'aimais à les voir se grouper sur les degrés du grand escalier qui, de la place publique, monte à l'église placée sur une terrasse de rochers, à mi-côte de la montagne. De là, surveillant le combat ou le départ, ils envoyaient leurs cris de victoire ou d'adieux aux combattans ou aux embarqués. Images du passé, vous ne ressemblez guère aux images

du présent, quoique Amalfi revive un peu, dit-on, par ses fabriques et ses expéditions de macaronis! Mais ce qui couvre et efface tout, grandeurs du passé, ruines et délabrement du présent, c'est l'ineffable splendeur et l'inexprimable douceur de la nature. Comme tous les aspects semblent faits ici pour le plaisir des yeux et l'enchantement de l'esprit! Comme la beauté arrive à vous de toutes parts, de la mer et des flots qui viennent caresser le rivage, des îles placées çà et là pour ôter et pour rendre tour à tour à ce grand horizon l'idée de l'infini, selon que l'œil s'attache à ces îles ou s'en détourne, — de la terre arrondie en collines charmantes, coupée en vallées étroites et obscures, parée du gris changeant de l'olivier et de la sombre et éclatante verdure de l'oranger! Ces lignes graves et douces des montagnes appartiennent à l'architecture grecque; c'est Phidias qui les a dessinées. Quelques-unes de ces femmes qui passent ressemblent à ses statues. Ce chevrier que je vois assis sur le rocher pendant que ses chèvres grimpent et se suspendent aux pierres, cherchant çà et là quelques brins d'herbes, et qui regarde la mer pour en jouir, je l'ai lu dans Théocrite, où il regarde aussi la mer depuis plus de deux mille ans pour en jouir et pour en enseigner la jouissance à ceux dont la poésie ouvre les yeux sur la nature. Est-ce qu'en ces beaux lieux les hommes ont jamais pu faire autre chose que regarder et aimer? Est-ce qu'ici ils ont jamais pu travailler, souffrir, combattre pour une idée, pour un sentiment, pour un devoir, pour un intérêt? Est-ce qu'il y a ici une histoire? Est-ce qu'il y a autre chose que le charme de l'heure présente? A ces molles insinuations d'une nature enchanteresse, j'aime que l'histoire réponde, avec sa voix sévère, en me parlant des labeurs, des dévouemens, des misères, des victoires, des grandeurs des anciens habitans de ces petites villes, des anciens citoyens de ces petites républiques. Les républiques de la Grèce ancienne et de l'Italie du moyen-âge n'existent, je crois, dans l'histoire, que pour enseigner aux hommes de notre siècle, trop épris du pêle-mêle humain et du mécanisme administratif des vastes empires, que les petites sociétés peuvent faire de grandes choses, et que, pour laisser une longue mémoire, l'énergie du patriotisme vaut mieux que l'étendue du territoire.

L'Italie moderne a produit un ouvrage très savant, l'*Histoire des Musulmans de Sicile* (1), par M. Amari, où tous les souvenirs de cette première lutte entre l'Italie et l'Orient sont rassemblés avec beaucoup de soin et d'étude, et je me sers d'autant plus volontiers de cet ouvrage que l'auteur l'a entrepris et écrit à Paris. Exilé du royaume de Naples, M. Amari vint à Paris et se mit courageusement,

(1) *Storia dei Musulmani di Sicilia*, scritta da Michele Amari, 3 vol. in-8°, 1854.

à apprendre l'arabe. Son *Histoire des Musulmans de Sicile* est le fruit du noble et laborieux emploi qu'il fit de ses longues journées d'exil. En 1833, l'Académie des inscriptions et belles-lettres avait mis au concours la question des incursions et de la domination des musulmans en Italie (1). L'ouvrage de M. Amari procède de cette question, sinon de ce concours; il a été fait sous les auspices de notre Institut, et mérite, à ce titre comme à beaucoup d'autres, d'attirer l'attention de la France.

Il y a une autre raison qui me pousse à parler avec une très grande estime du livre de M. Amari, c'est que je me permettrai quelquefois de critiquer, non pas les savantes recherches de l'auteur, mais ses jugemens et ses conclusions. Je ne m'étonne pas d'ailleurs de cette différence d'opinions entre M. Amari et moi; nous ne traitons pas le même sujet. Il fait l'histoire des musulmans en Sicile et il aime ses héros jusqu'à penser parfois que la Sicile eût peut-être gagné à rester soumise à la domination musulmane. La question que j'essaie d'étudier est toute différente : je veux signaler les services que l'Italie a rendus à l'Europe du VIIIe au XIe siècle, avant les croisades, en luttant contre l'invasion des musulmans. Je veux montrer comment l'Italie, non-seulement par sa situation géographique, mais par l'exemple de toute son histoire, soit avant, soit après les croisades, doit avoir une part importante dans la décision de la question d'Orient. Tout l'y appelle : sa conformation géographique, puisqu'elle est une des deux grandes péninsules qui s'avancent vers l'Orient, et que, plus européenne que la péninsule hellénique, elle représente l'Europe en Orient de plus près qu'aucun autre pays; les souvenirs de Pise, de Gênes, de Venise après les croisades, d'Amalfi, de Sorrente et de Salerne avant les croisades; l'accord ancien et facile de la papauté et de l'Italie sur la question d'Orient; les titres de rois de Chypre et de Jérusalem restés dans la maison de Savoie; la part même, singulière, mais peut-être prédestinée, que le Piémont a prise en 1854 à la guerre d'Orient. Avec ces idées sur le passé et même sur l'avenir de l'Italie en Orient, il est difficile que je ne lui sache pas gré d'avoir voulu rester chrétienne, d'avoir lutté du VIIIe au XIe siècle pour l'indépendance du bassin de la Méditerranée, et du XIIIe au XVIIIe pour la sécurité du commerce européen. C'est une belle gloire que d'avoir servi deux fois de rempart à l'Europe avant et après les croisades, et cela vaut mieux, selon moi, pour l'Italie que les courtes prospérités et l'éclat éphé-

(1) Voici le texte de la question proposée par l'Académie : « tracer l'histoire des différentes incursions faites par les Arabes d'Asie et d'Afrique, tant sur le continent de l'Italie que dans les îles qui en dépendent, et celle des établissemens qu'ils y ont formés; rechercher quelle a été l'influence de ces événemens sur l'état de ces contrées et de leurs habitans. »

mère que les cours mahométanes promettaient à leurs sujets à Bagdad, à Cordoue, ou même à Palerme.

I.

Il faut, pour bien se représenter le trouble singulier que les incursions maritimes des Arabes ou des Sarrasins jetèrent dans le bassin de la Méditerranée au VIIIe siècle, il faut songer à la paix et à la sécurité dont jouissait ce bassin depuis les derniers temps de la république romaine. A prendre l'histoire de Rome, ce fut une grande tristesse que l'établissement de l'empire romain, qui produisit les cruautés et les extravagances des empereurs, la bassesse et la paresse de la populace romaine, qu'il fallait nourrir et amuser. A prendre l'histoire du monde, qui était tyrannisé et pillé par les proconsuls romains, l'établissement de l'empire fut un bienfait; il y eut pour les provinces plus d'ordre et un peu moins d'exactions. Mais ce fut surtout pour le commerce que l'empire fut un grand avantage : plus de flottes rivales sur mer et luttant les unes contre les autres. La police de la mer fut facile, puisqu'il n'y avait plus qu'un seul pavillon, et la Méditerranée, avec ses mille golfes, ne fut plus qu'un vaste bassin ouvert au commerce par la paix.

C'est cette paix qui durait depuis sept siècles que vinrent interrompre et détruire au VIIIe siècle les incursions maritimes des Arabes. Pendant le premier siècle de l'ère mahométane, les Arabes hésitaient beaucoup à entreprendre des expéditions maritimes. Un des plus hardis capitaines des Arabes, Moawia, ayant demandé au calife Omar la permission d'aller attaquer l'île de Chypre, Omar le lui défendit en disant qu'il ne fallait pas confier les guerriers de l'islam à un morceau de bois flottant. C'est encore Omar qui écrivait qu'il savait que la Méditerranée était beaucoup au-dessus de la terre, et que nuit et jour elle demandait à Dieu la permission de l'inonder, qu'il ne fallait donc point que les armées musulmanes fussent remises à la garde d'un si perfide élément. On disait aussi autour d'Omar que, Mahomet et le Coran n'ayant pas parlé de la mer, les mahométans ne devaient pas la connaître ni surtout s'y hasarder. Cependant, comme les peuples finissent toujours par trouver dans leurs livres religieux ce qui est nécessaire à la satisfaction de leurs besoins et de leurs intérêts, les Arabes, surtout quand ils se furent emparés de l'Afrique et de Carthage (698 après Jésus-Christ), trouvèrent qu'il y avait dans le Coran toute sorte d'encouragemens à avoir une marine. Les docteurs et les commentateurs du livre sacré assurèrent que le musulman qui dans la guerre sacrée supportait le mal de mer avait autant de mérite que celui qui mourait sur le champ de bataille baigné dans son sang, que l'ange de la

mort portait dans le ciel les âmes des autres martyrs, mais que c'était Dieu lui-même qui recueillait dans son sein les âmes de ceux qui périssaient dans une bataille navale (1).

Un des conquérans et des maîtres de l'Afrique, Mousa, établi à Tunis, à quelques pas de Carthage, fut tenté par la beauté de cette mer qu'on disait autrefois aux Arabes de craindre et d'ignorer. D'ailleurs près de lui Carthage, peu à peu abandonnée, lui parlait par ses ruines des grandeurs de la marine. Les chroniqueurs arabes racontent que Mousa aimait à s'entretenir avec les paysans berbères du pays, et que ceux-ci lui faisaient des récits merveilleux sur les entreprises de Carthage, qu'ils lui parlaient d'Annibal, un grand guerrier et un grand marin qui avait conquis l'Espagne et qui était revenu en Afrique en faisant, les armes à la main, le tour du bassin de la Méditerranée. Ces légendes enflammaient l'imagination du vieux Mousa. Il avait plus de soixante-dix ans; mais sa vieillesse était verte et son âme était ambitieuse; il ne sentait de son âge que le besoin de se presser dans ses entreprises. L'histoire des Carthaginois, changée et embellie par les récits populaires, le poussait à en ressusciter la grandeur. Ces Arabes qui, au commencement de l'ère mahométane, ne faisaient dater, pour ainsi dire, que du Coran la création elle-même avaient peu à peu appris l'histoire du monde en le conquérant, et ils voulaient se faire une histoire plus grande encore et plus merveilleuse que celle que leurs vaincus leur racontaient. Mousa voulait posséder le bassin de la Méditerranée, comme on lui disait que l'avaient possédé les Carthaginois, ses devanciers en Afrique. Il fit creuser un canal entre la mer et la lagune qui devait servir de port à Tunis, il fit bâtir un arsenal, il fit construire une flotte de cent vaisseaux, proclama la guerre sacrée sur mer et confia cette flotte à son fils Abdallah (704).

C'est à partir de ce moment que commencent ces incursions maritimes qui, sous le nom des Sarrasins, ont désolé la Méditerranée jusqu'aux croisades, et qui, après les croisades, ont recommencé, sous le nom des Turcs et plus tard des Barbaresques, jusqu'aux premières années du XIXe siècle. Ainsi, pendant onze cents ans, le bassin de la Méditerranée a été livré au pillage et à la déprédation, et l'Europe a supporté ce fléau ou l'a combattu mollement. Plus menacée que le reste de l'Europe, l'Italie a seule lutté avec une énergie supérieure à ses forces.

Si je voulais tracer le tableau du trouble et de la désolation que ces incursions musulmanes répandaient sur les côtes de la Méditerranée et particulièrement de l'Italie, je prendrais volontiers le tableau que Cicéron faisait, dans son discours *pro lege Manilia*,

(1) *Storia dei Musulmani di Sicilia*, par M. Amari, t. Ier, p. 80-81.

des incursions des pirates de Cilicie sept cent soixante ans juste avant l'armement de Mousa. La guerre des pirates est un des plus incroyables épisodes de l'histoire romaine. La marine grecque, la marine de Carthage, celle de Syrie et celle d'Égypte, celle de Mithridate, avaient partout cédé à la puissance des Romains. C'est à ce moment que d'audacieux pirates, cachés sur les côtes de la Cilicie, balancèrent la fortune romaine et devinrent les maîtres de la Méditerranée. Les biographies des Romains de cette époque (de 77 à 67 avant Jésus-Christ) sont pleines des aventures que la piraterie causait aux plus grands personnages de Rome : ils prirent César, qui leur paya rançon. « Quel lieu, dit Cicéron, assez fortifié et assez défendu pour être à l'abri des armes de ces pirates, ou assez caché pour échapper à leurs incursions?... Rappellerai-je la prise de Colophon et de Samos, et de tant d'autres villes considérables, quand les ports même dont vous tirez votre vie et votre nourriture sont tombés au pouvoir des pirates? Ne savez-vous plus l'histoire de Gaëte et de son port plein de vaisseaux pillé par les corsaires sous les yeux d'un préteur? et de Misène, où ils ont enlevé les enfans du consul qui les avait combattus à Misène même? et d'Ostie enfin, du malheur et de la honte d'Ostie, quand sous vos yeux mêmes, et à deux pas de Rome, la flotte que commandait un consul romain a été prise et détruite par les pirates (1)? » Gaëte, Misène, Ostie, tous ces lieux désolés, au temps même de la grandeur romaine, par les incursions des corsaires de Cilicie, je les retrouve dans l'histoire des incursions des Sarrasins aux VIIIe et IXe siècles de l'ère chrétienne. Cette ville d'Ostie, que M. de Visconti est en train de faire sortir de ses ruines, grâce à la libéralité intelligente du pape, ce sont les Sarrasins qui l'ont ravagée et détruite en 846. Gaëte, qui de nos jours a eu un instant historique, était, au IXe siècle, une petite république qui avait ses soldats et ses vassaux; elle avait plusieurs fois battu les musulmans, plus heureuse ou plus courageuse que ne l'avait été l'ancienne Gaëte, aux derniers jours de la république romaine. Lorsque je voyais sur les bords du golfe de Salerne ces tours placées de distance en distance et destinées à défendre le pays contre les incursions des Sarrasins d'abord et des Barbaresques plus tard, ou bien lorsque je découvrais dans le pli caché de quelque vallée étroite s'ouvrant sur le rivage un petit hameau inattendu que de la mer on ne pouvait pas soupçonner, je me redisais malgré moi les paroles de Cicéron en pensant aux incursions du IXe et du Xe siècle : *Quis toto mari locus per hos annos aut tam firmum habuit præsidium ut tutus esset? Aut tam fuit abditus ut lateret?*

Quant à ces captivités soudaines qui affligeaient les familles,

(1) *Pro lege Manilia*, ch. XI et XII.

quant à ces rachats qui les ruinaient au temps des pirates de Cilicie, c'était, hélas! la vie quotidienne des habitans des côtes de la Méditerranée au temps des invasions des Sarrasins. Le butin des corsaires musulmans consistait surtout en captifs qui étaient mis à rançon. Dans la première expédition des Sarrasins de Tunis, en 704, sous le commandement d'Abdallah, Mousa, en rendant compte de cette expédition au calife de Bagdad, avait écrit qu'il envoyait au calife le cinquième des captifs qu'il avait faits, et que ce cinquième montait à trente mille hommes. Ce chiffre parut une erreur en trop. « C'est une erreur en moins, répondit Mousa; le secrétaire aurait dû écrire soixante mille hommes. » Ces incursions n'étaient donc pas seulement des pillages, c'étaient de grandes captures d'hommes et des dépopulations de territoires.

Les incursions des Sarrasins dans la Méditerranée datent de la conquête qu'ils firent de l'Afrique; elles devinrent plus nombreuses quand ils se furent emparés de la Sicile. A Dieu ne plaise que je veuille faire de la géographie une règle fatale qui décide de la destinée des peuples! Il m'est impossible cependant de ne pas remarquer le lien singulier qui rattache la Sicile à l'Afrique. Quand l'Afrique est puissante, elle étend sa domination sur la Sicile, témoin les Carthaginois avant l'ère chrétienne et les Sarrasins à partir du VIIIe siècle. Quand l'Afrique est faible et vaincue, la Sicile alors devient italienne. Elle a rarement été indépendante, quoiqu'elle l'ait toujours souhaité. Elle paie en cela le prix de son admirable situation. Placée au milieu de la Méditerranée occidentale comme une place forte, tous les conquérans et tous les dominateurs de la mer l'ont enviée et se la sont disputée. Les Athéniens ont voulu l'avoir et y ont perdu leur puissance; les Carthaginois l'ont disputée aux Grecs; les Romains l'ont enlevée aux Carthaginois. Soumise aux Romains, la Sicile ne fut pas seulement pillée par les préteurs : c'était le sort commun du monde; elle fut ruinée et dépeuplée par les grands propriétaires romains. C'est là qu'ils avaient leurs immenses domaines, qu'ils ne cultivaient plus, qu'ils changeaient en vastes pâturages pour l'élève des bestiaux, avec des esclaves marqués au front comme les bêtes du troupeau, à demi nus, mal nourris, mal logés, et qui devenaient des brigands à la première occasion. Dans ce pays désolé et épuisé par ses maîtres, il y avait souvent des révoltes d'esclaves et des guerres serviles qui faisaient trembler Rome au milieu même de son luxe et de ses plaisirs. Tacite donne la raison des frayeurs que ressentait la ville souveraine : « la population libre diminuait tous les jours, la population esclave s'accroissait sans cesse (1). »

(1) « Urbem trepidam ob multitudinem familiarum quæ gliscebat immensum, minore in dies plebe ingenua. » *Annales*, liv. IV, ch. 27.

Jusqu'à l'apparition des musulmans dans la Méditerranée, la Sicile était aisément restée soumise à l'empire de Constantinople. Avec les musulmans, tout change, non pas seulement pour la Sicile, mais pour la Méditerranée tout entière. A qui restera la Sicile? à qui restera l'empire de la Méditerranée? Aux musulmans ou aux chrétiens? Et parmi les chrétiens, qui l'emportera? Il y a deux peuples ou deux états parmi les chrétiens qui au IXe siècle se disputent l'Italie méridionale et la Sicile : les Lombards de Bénévent et de Salerne, les Grecs de Constantinople. Ce sont ces deux états dont je veux caractériser rapidement la destinée et les principaux personnages en montrant la part qu'ils ont prise à la lutte contre les musulmans; mais c'est surtout les petites républiques de cette Italie méridionale, les glorieuses devancières de Pise, de Gênes et de Venise, dont j'aimerais à signaler les efforts et la puissance.

Un mot d'abord sur les duchés lombards de Bénévent et de Salerne.

La royauté lombarde a laissé d'elle une grande mémoire en Italie. L'éclat de ses conquêtes a frappé les imaginations; l'Arioste a chanté le roi Autharis, qui porta son étendard du pied des montagnes jusqu'aux rives de Messine :

. . . . . Corse il suo tendardo
Da' piè de' monti al mamertino lido,

et la légende populaire, plus poétique encore que le poète, raconte que le roi lombard, arrivé à Reggio, à l'extrémité de la Calabre, poussa son cheval dans la mer, et, frappant de sa lance la colonne d'un vieux temple, s'écria : « Voilà la frontière du royaume des Lombards! » Boccace, dans ses contes, qui sont des récits recueillis çà et là, a mis les rois et les reines de Lombardie. Enfin les Lombards en Italie sont le peuple guerrier et chevaleresque. Ils n'ont pas la même réputation dans notre histoire de France. Accusée par les papes, détruite par notre Charlemagne, la royauté lombarde a la mauvaise renommée que les vainqueurs ont soin en général de faire aux vaincus. Ce n'est pas seulement par leurs prouesses guerrières que les Lombards plaisent à l'imagination de l'Italie; leurs lois les ont aussi rendus célèbres. Ces batailleurs étaient des législateurs et des jurisconsultes. Au temps de l'empereur Frédéric Barberousse, un poète de sa cour, faisant l'éloge des Lombards, qui n'avaient plus nulle part en Italie ni royaume ni duché, disait d'eux :

Gens astuta, sagax, prudens, industria, solers,
Provida consilio, legum jurisque perita (1).

(1) « Nation habile, sagace, prudente, active, adroite, prévoyante dans le conseil savante dans la science des lois et du droit. »

Le droit lombard luttait contre le droit romain et l'emportait dans les parties de l'Italie méridionale qui dépendaient du duché lombard de Bénévent. Comme les Lombards étaient d'origine germanique, le droit lombard était essentiellement féodal et se répandait avec la féodalité. Aussi, quand les Normands conquirent l'Italie, la loi lombarde prévalut décidément sur la loi romaine dans l'Italie méridionale. Les Normands sont la dernière invasion germanique ou scandinave, et ils furent à ce titre en Europe, au IXe siècle, les restaurateurs du régime féodal, déjà affaibli et altéré, ils l'appliquèrent avec une telle force que l'empreinte s'en est pour ainsi dire conservée jusqu'à nos jours, partout où ils l'ont mise, en Angleterre par exemple et dans l'Italie méridionale et dans la Sicile, où la grande noblesse garde encore quelque chose de l'ascendant de la féodalité, sans savoir, comme en Angleterre, s'en servir pour la liberté. Comme la conquête normande avait féodalisé l'Italie méridionale (1), le droit lombard garda sa prépondérance dans le royaume de Naples jusqu'au milieu du XIVe siècle sous la maison d'Anjou; alors l'école des jurisconsultes et du despotisme rendit la primauté au droit romain.

Je me souviens d'avoir vu au couvent de la Cava un manuscrit des lois lombardes du IXe au Xe siècle; j'aimais à toucher de mes mains ce témoin d'un temps si ancien et ces lois faites par des princes barbares pour conserver ou rétablir un peu d'ordre social à travers la confusion violente des événemens. Puis ma pensée passait naturellement de ces monumens antiques aux lieux où je les voyais et aux bénédictins intelligens, instruits et aimables, qui me les montraient. Quels lieux! une vallée ou plutôt une fente et un trou (*cava*) dans la montagne, et au fond de cette fente un couvent à l'endroit le plus sauvage, adossé à la montagne! Mettez cela dans nos climats septentrionaux, même dans nos Alpes, quelle triste et affreuse solitude! mais la resplendissante lumière du midi inonde ces rochers qui n'ont plus d'obscurités, et ce qui serait une cave au nord devient un abri et un ombrage au midi. Les arbres, les rochers, ce qui reste même des vieux murs du couvent, tout est vêtu d'une pourpre lumineuse. L'œil sent pour ainsi dire que derrière cette montagne est la mer immense et étincelante, cette mer que les fondateurs de la Cava n'avaient pas sans doute voulu voir, puisqu'ils lui avaient volontairement tourné le dos, soit que l'aspect de la mer eût pour eux l'inconvénient de faire penser à je ne sais combien de choses inconnues et de lointaines aventures, soit plutôt que voir la mer et en être vu fût un danger dans ces temps d'incursions musulmanes. Les moines de la Cava ont été moins soli-

(1) Voyez l'*Histoire civile du royaume de Naples*, par Giannone, 4 vol. in-4°, t. Ier, livre V, ch. 5.

taires qu'ils ne le voulaient : une vieille ville était venue se bâtir près de la vieille abbaye pour s'abriter sous son influence. Plus tard, la vieille ville a été peu à peu abandonnée, et au commencement du XVIIe siècle une ville nouvelle, une ville de villégiature et de plaisance, s'est bâtie dans la vallée qui, par Vietri, débouche vers la mer. La solitude primitive du couvent s'est retrouvée: mais elle a retenu ses pieux habitans, qui ont continué à y vivre avec leur foi, avec leurs souvenirs, avec leurs livres, avec leurs manuscrits et leurs diplômes, dont ils ont fait un savant catalogue. Un bruit seulement s'est ajouté à leur vie, celui du chemin de fer de Vietri, qui passe en grondant au fond de la vallée.

Au couvent de la Cava et surtout en face du manuscrit des lois lombardes, il est impossible de ne pas songer au duché lombard de Bénévent. Bénévent n'a un nom dans l'histoire que parce qu'il a été le dernier siége de la civilisation lombarde.

Au temps de leur puissance, les Lombards avaient fondé en Italie trois grands duchés destinés à servir de boulevard à leur royaume, le duché de Frioul au nord contre les invasions barbares, le duché de Spolète au centre de l'Italie contre les Grecs de Ravenne et contre les Romains et la papauté, le duché de Bénévent dans l'Italie méridionale; ces deux derniers duchés, Spolète et Bénévent, étaient, dans la pensée des Lombards, deux étapes pour leurs conquêtes futures. Lorsque les carlovingiens de France renversèrent le royaume des Lombards et détruisirent la première tentative de l'unité de l'Italie avant nos jours, les trois duchés lombards ne tombèrent pas avec la royauté lombarde. Les deux premiers cependant, Frioul et Spolète, disparurent dans l'anarchie de l'Italie au IXe siècle. Bénévent survécut, et perpétua dans l'Italie méridionale pendant plus d'un siècle encore la gloire du nom lombard (1). Bénévent a compté parmi ses ducs de grands guerriers et d'habiles politiques qui faillirent presque fonder dans l'Italie méridionale le royaume que fondèrent plus tard les Normands. A la renommée des armes s'ajoutaient celle de la religion et celle de la science. Les ducs de Bénévent bâtissaient beaucoup d'églises; ils plaçaient dans ces églises de précieuses reliques. Saint Janvier avait été évêque de Bénévent. Quand l'arrière-petit-fils de Charlemagne, l'empereur Louis, vint dans l'Italie méridionale combattre et vaincre les Sarrasins et couronner d'un dernier rayon de gloire la race prématurément abâtardie des carlovingiens, un chroniqueur du temps dit qu'il y avait à Bénévent trente-deux philosophes (2)! Sans doute

(1) Fondation du duché de Bénévent, 589. — Didier, dernier roi des Lombards, 774. — Prise de Bénévent par les Byzantins, 891.

(2) « Tempore quo Ludovicus Samnitibus præerat, triginta duo philosophos Beneventum habebat. » L'anonyme de Salerne.

ces trente-deux philosophes étaient de médiocres savans et de médiocres lettrés; ils brillaient au milieu de l'ignorance générale et faisaient honneur à leur pays.

Il y a parmi ces ducs de Bénévent, et surtout pendant leur lutte contre les Carlovingiens, quelques hommes remarquables. Ainsi Grimoald II, sous le règne de Charlemagne, défend intrépidement l'indépendance lombarde, dont Bénévent était le dernier refuge. Charlemagne avait nommé roi d'Italie son fils Pépin, et le jeune prince supportait avec impatience que Grimoald osât lui résister. Il lui envoya des députés chargés de lui dire de sa part qu'il voulait que de même qu'Arelghis, son père, avait obéi à Didier, roi des Lombards, il lui obéît comme au roi d'Italie; mais Grimoald lui répondit par ces deux vers latins :

Liber et ingenuus sum natus utroque parente;
Semper ero liber, credo, tuente Deo (1).

Voilà un orgueil de liberté et de noblesse qui est tout germanique et tout barbare, quoiqu'il s'exprime en vers latins; mais, comme la cour de Charlemagne visait à la gloire littéraire, Grimoald voulait, en cela aussi, rivaliser avec ses adversaires. Le fils de Charlemagne, tout jeune et tout puissant qu'il était, ne put pas vaincre Grimoald, qui mourut en 806, avant Charlemagne, et les Bénéventins lui élevèrent un tombeau avec une épitaphe où ils dirent que Grimoald n'avait pas été soumis par les Français :

Sed quid plura feram? Gallorum fortia regna
Non valuere hujus subdere colla sibi.

Je me défie de l'authenticité de cette épitaphe, qui fait du même coup un compliment à Grimoald et aux Français, à celui qui n'a pas été vaincu et à ceux qui n'ont pas été vainqueurs. Cette épitaphe du IXe siècle pourrait bien être du XIVe siècle, sous la maison française d'Anjou.

Je pourrais prendre encore çà et là dans l'histoire des ducs de Bénévent quelques personnages et quelques événemens intéressans; j'aime mieux chercher dans les romans et dans les récits du temps le témoignage de l'ascendant qu'avaient au IXe siècle les ducs lombards de Bénévent. Dans les temps éclairés, l'histoire, quand elle échappe à l'esprit de parti ou de système, au désir de flatter le pouvoir debout ou à l'envie d'attaquer le pouvoir tombé, est le meilleur et le plus sûr témoin des choses et des hommes; mais dans les siècles barbares et confus comme ceux dont je parle en ce moment l'histoire est sèche et stérile. J'aime mieux alors la tradition et la

(1) « Je suis né libre et noble du côté de mon père et de ma mère, et je serai toujours libre, je l'espère, avec l'appui de Dieu. »

légende, qui ont l'avantage, non pas de dire la vérité des événemens, mais la vérité des impressions que les choses et les hommes ont laissées dans l'esprit des contemporains. Règle générale : jamais les personnages obscurs et insignifians ne prennent place dans la légende. Il en est de même pour les choses. Il faut, quant aux hommes, avoir fait beaucoup de bien ou beaucoup de mal à ses contemporains, les avoir beaucoup aidés et *bienheurés* (qu'on me passe ce vieux mot français très regrettable), ou les avoir beaucoup battus et beaucoup opprimés, — il faut, quant aux choses, qu'elles aient été très favorables ou très funestes, — pour rester dans la mémoire des hommes et entrer dans la tradition ou dans la légende. J'avoue même que, si je voulais savoir exactement ce qu'a été pour les contemporains tel homme ou tel événement, j'en croirais la légende plus volontiers encore que la tradition. La mémoire oublie, l'imagination se souvient, mais à sa manière, tenant moins de compte des faits que de leur retentissement dans l'esprit de l'homme, c'est-à-dire de leur renommée. Cherchons donc dans les chroniques et dans les légendes du IXe siècle quelque histoire qui nous montre l'idée qu'avaient les contemporains des ducs et du duché de Bénévent.

Autre réflexion que je dois faire sur les légendes et sur ce qui fait que je les préfère souvent à l'histoire. Comme tableau d'un temps et d'un pays, l'histoire a un grand défaut, elle appartient trop aux hommes. Elle est toute masculine et toute salique; elle exclut presque toujours les femmes. On dirait en vérité, à lire seulement l'histoire, que les femmes ne font pas la moitié des sociétés humaines. La légende est plus juste et plus égale; elle fait une grande part aux femmes dans les événemens de ce monde, et elle a raison. Non que je veuille aller aussi loin que ce vieux juge anglais qui, lorsqu'on venait lui dénoncer un crime, écoutait patiemment le dénonciateur ou le témoin, puis, quand il avait fini, lui faisait cette question : Et la femme? — Quelle femme? — Oui, s'il y a un crime, il doit y avoir une femme pour qui le crime a été commis. — La légende est un peu de cette école. Il y a une révolution dans un état, il y a une conquête faite d'un peuple par un autre. — Et la femme? dit la légende; il doit y avoir une femme à propos de qui s'est faite la révolution ou la conquête. — Les musulmans envahissent la Sicile: c'est que le gouverneur byzantin de la Sicile avait fait une mortelle injure à Euphémius, riche seigneur sicilien. Euphémius aimait la belle Omoniza, et il allait l'épouser quand le gouverneur grec, corrompu par de grands présens, enleva Omoniza pour la donner à un rival d'Euphémius. Celui-ci, furieux, alla se réfugier en Afrique et offrit aux musulmans de leur livrer la Sicile. Avec une armée musulmane, il entre à Catane et tue le méchant gouverneur. Eu-

phémius est vengé, mais la Sicile reste en proie aux musulmans. Selon une autre légende, Euphémius était un capitaine sicilien qui s'était épris d'une religieuse; il voulait l'épouser et il l'avait enlevée de son couvent. Les frères de la religieuse demandèrent à l'empereur de Constantinople de punir le ravisseur, et il allait être puni, c'est-à-dire avoir le nez coupé, ce qui était le châtiment prononcé par la loi, quand il fit révolter les soldats qu'il commandait, s'échappa et alla offrir au sultan de Tunis de lui livrer la Sicile (1). Selon les légendes espagnoles, c'est pour venger l'affront fait à sa fille par le roi Rodrigue que le comte Julien appelle aussi les musulmans en Espagne (2). Les deux grandes conquêtes musulmanes dans le bassin de la Méditerranée, l'invasion de l'Espagne et celle de la Sicile, ont, selon la légende, une femme pour cause.

A mes yeux, la légende, outre la part qu'elle fait aux femmes, a encore un autre mérite : elle suit une sorte de logique instinctive. Ayant gagné la Sicile à propos des aventures d'une femme, les musulmans doivent la perdre aussi par une femme. Vers 1060, les musulmans de Sicile étaient partagés en deux factions ennemies; il y eut une réconciliation entre les deux partis, et Ibn-Thimna, chef d'un des partis, épousa la sœur d'Ibn-Hawasci, chef de l'autre parti. Cette sœur, qui s'appelait Meimuna, était belle, mais altière, de beaucoup d'esprit et très mauvaise langue. Elle se disputait souvent avec son mari, qui ne l'aimait pas et qu'elle n'aimait pas non plus; c'était un mariage politique. Un soir, Ibn-Thimna, étant ivre, se mit à quereller sa femme et à lui dire de grosses injures. Elle ne resta pas court et lui en répondit d'aussi grosses, ce qui irrita l'ivrogne à ce point qu'il fit lier sa femme et lui fit ouvrir les veines des bras. Heureusement un des fils d'Ibn-Thimna accourut, appela les médecins et fit arrêter le sang. Le lendemain, Ibn-Thimna, rentré en lui-même, vint trouver sa femme, lui demanda pardon, s'excusa sur l'ivresse, et Meimuna fit semblant de lui pardonner. Quelque temps après, elle demanda à son mari la permission d'aller voir son frère; il le lui permit, soit qu'il s'inquiétât peu de ce qu'elle pourrait faire, soit qu'il cherchât à avoir une querelle avec Ibn-Hawasci. Une fois chez son frère, Meimuna lui conta ce qui s'était passé, et le frère jura qu'il ne la rendrait plus à ce maître féroce. Ibn-Thimna redemanda sa femme; les deux chefs prirent les armes et en vinrent aux mains. Ibn-Thimna fut battu, et pour se venger il appela les Normands, déjà établis dans l'Italie méridionale. Ceux-ci vinrent en Sicile, n'en sortirent plus, et chassèrent les musulmans des deux partis. Voilà ce que

(1) *Storia dei Musulmani di Sicilia*, par M. Amari, t. Ier, p. 214-244.

(2) Victoire des Arabes en Espagne, 711; — invasion de la Sicile par les musulmans, 826.

j'appelle la légende de l'expulsion des musulmans. Les femmes ont part à cette légende, comme elles ont eu part à la légende de l'invasion.

Je crains bien que ces légendes, qui s'enfilent l'une au bout de l'autre comme des contes arabes, ne fassent tort à celle que je veux raconter comme un dernier témoignage de la renommée et de la puissance des ducs de Bénévent. Celle-là n'est qu'un chapitre de roman de chevalerie tout à fait fabuleux, non pas que ce conte, comme toutes les légendes, ne se rattache par quelque point à l'histoire; mais il mêle ensemble le VIIe siècle et le Xe siècle. il tient peu de compte de la chronologie : il est seulement fidèle à ce que j'appelle l'histoire morale, c'est-à-dire aux traditions populaires et aux sentimens religieux et nationaux de l'Italie à cette époque. Les deux traits principaux de cette tradition sont premièrement le mélange obligé d'une aventure de femme aux événemens politiques du temps, en second lieu la glorification de l'héroïsme guerrier des Lombards de Bénévent.

Le duc de Bénévent Romuald avait une sœur nommée Gysa, qui aimait uniquement le Christ, et qui ne songeait pas aux joies humaines du mariage. Elle était très belle, très gracieuse, et la renommée de sa beauté remplissait le monde. Le sultan de Palerme, apprenant que la belle Gysa était à Bénévent, assembla une grande armée de barbares accourus de l'Afrique et de la Babylonie; il l'embarqua sur des vaisseaux rapides et vint aborder à Amalfi. Son armée couvrait la terre comme les sauterelles couvrent les campagnes. Prenant leur course en furieux, les barbares arrivèrent à Bénévent. Quand les Lombards de Romuald virent cette innombrable armée, ils eurent grande crainte. Romuald leur disait : « Levons-nous tous et marchons contre nos ennemis; » mais les Lombards lui répondaient : « Nous ne pouvons pas marcher contre une si grande armée. Il vaut mieux nous renfermer dans les remparts de notre ville et envoyer des messagers à notre roi Grimoald, ton père, afin qu'il vienne à notre secours. Alors nous combattrons nos ennemis. Nous sommes trop peu en ce moment. » Romuald leur dit : « Loin de nous cette timidité! Depuis qu'Alboin, le premier de nos rois, a amené les Lombards de la Pannonie en Italie, jamais il ne s'est trouvé pareille faiblesse parmi les Lombards. Eh bien! si notre fin est venue, mourons courageusement pour notre patrie. et ne laissons pas à nos ancêtres la gloire d'avoir été braves et victorieux. » Il y avait un grand deuil parmi les Lombards en voyant leur petit nombre. Les anciens habitans de Bénévent étaient les plus affligés. Radalgise, un des parens de Romuald, traitait secrètement avec les barbares. Les princes pleuraient leurs principautés perdues, et c'étaient ceux même qui passaient jusque-là pour

les plus braves qui devenaient les plus timides. Romuald, le chef intrépide, sortit de Bénévent avec ses soldats et marcha contre les barbares. Bientôt les deux armées furent l'une devant l'autre. Les trompettes de l'armée de Romuald retentirent, et la terre s'ébranla aux cris que poussèrent les deux armées. Le combat dura depuis le matin jusqu'au soir, et quarante mille hommes de l'armée barbare tombèrent morts ce jour-là. Le sultan Florent s'enfuit, arriva au bord de la mer, et se hâta de remonter sur son vaisseau. Romuald, le grand prince de Bénévent, était comme un lion qui a fait son carnage et qui tressaille encore du combat qu'il a livré : il poursuivait les infidèles, sans les laisser reposer. C'est ainsi qu'il délivra Bénévent, et quand il revint dans sa ville, beaucoup de chefs le prirent pour leur duc (1).

Avec tant de renommée et tant de puissance, comment se fait-il que Bénévent n'ait pas eu au IXe siècle une meilleure fortune, et que ce duché lombard ne soit pas devenu le royaume des Deux-Siciles? Le duché de Bénévent avait pour ennemis les Byzantins, les musulmans, les carlovingiens, les petites républiques maritimes de l'Italie méridionale; mais ces ennemis étaient souvent divisés, et ce n'est pas sous leurs coups qu'il aurait succombé, s'il n'avait porté dans son sein les causes de sa ruine. Les deux causes principales de cette ruine sont le manque de marine et le morcellement féodal.

Au temps de leur puissance en Italie, les Lombards n'avaient pas de marine, et le duché de Bénévent n'en eut pas non plus. Venant de la Pannonie et peuple essentiellement continental, les Lombards ne comprirent pas, en arrivant en Italie, qu'ils devaient prendre conseil du pays où ils arrivaient et non pas du pays d'où ils venaient. Or la configuration géographique de l'Italie appelle évidemment une marine. Assise entre deux mers, avec des côtes qui ont presque partout des golfes et des ports, l'Italie perd les avantages de sa position, si elle n'a pas de marine. Il y a plus : faute de marine, ses avantages tournent contre elle. Elle est partout ouverte et exposée aux incursions des peuples étrangers. La grandeur de l'Italie au moyen-âge tient à ses républiques maritimes, à Pise, à Gênes, à Venise, et au commerce qu'elles faisaient en Orient. Il faut que l'Italie se répande au dehors, si elle veut remplir sa destinée, si elle veut devenir un grand état. Et qu'on ne croie pas que je conseille à l'Italie de se créer une grande marine de guerre et de laisser à son gouvernement le soin de lui faire la grandeur maritime que lui conseille la géographie. C'est aux particuliers que

(1) *Benedicti sancti Andreæ monachi chronicon* (apud Pertz), — *scriptores rerum germanicarum*, tome III, p. 700.

convient ce labeur. Qu'ils construisent partout des navires, comme ils le font déjà en plusieurs endroits; qu'ils naviguent, qu'ils aient d'abord une grande marine de commerce : la marine de guerre viendra d'elle-même. Je me souviens qu'allant de Gênes à La Spezzia par la belle route de la Corniche du Levant, nous nous arrêtâmes pour déjeuner à La Rota, au haut de la montagne, et que mon voiturin me montra en bas, au bord de la mer, un petit village où l'on construisait, me disait-il, beaucoup de navires et où il se faisait beaucoup d'expéditions pour l'Amérique. Aussi y avait-il dans ce petit village plusieurs millionnaires, me répéta-t-il deux ou trois fois avec l'accent d'admiration et d'estime qu'inspire partout le millionnaire. J'ai oublié le nom de ce village; mais il y a là certainement un grand exemple et une grande leçon pour l'Italie. Castellamare aussi, près de Naples, qui, il n'y a pas plus de quarante ans, n'était qu'un village de plaisance, est aujourd'hui un port de commerce. On y bâtit des navires, il y a de grands magasins, peut-être ne songe-t-on qu'à faire fortune; il n'en est pas moins vrai que dans le petit village au bas de La Rota et à Castellamare on est sur la route des vrais destins de l'Italie, et on tourne habilement et heureusement le dos à la mauvaise fortune des rois lombards et des ducs de Bénévent, qui ont cessé d'être rois et ducs pour n'avoir pas su être ou avoir des marins.

La seconde cause de la chute du duché de Bénévent est le morcellement féodal. Les Lombards introduisirent la féodalité dans l'Italie méridionale, et les ducs de Bénévent y multiplièrent les comtes et les seigneurs. « Cette multitude de comtes, dit Giannone dans son *Histoire civile de Naples*, contribua beaucoup à augmenter le relief des princes de Bénévent, » et il remarque à ce propos que « beaucoup des grandes maisons de Naples descendent de ces comtes et seigneurs du duché de Bénévent (1). » Ces paroles de Giannone sur l'honneur que se faisaient les ducs de Bénévent en s'entourant d'un grand nombre de comtes me rappellent les paroles de Tacite (2) : *Hæc ducum dignitas, hæc vires magno semper electorum juvenum globo circumdari; in pace decus, in bello præsidium. Nec solum in gente sua cuique, sed apud finitimas quoque civitates et nomen et gloria est, si numero ac virtute comitatus emineat.* « C'est l'honneur et la force des chefs germains d'être toujours entourés d'une troupe de jeunes gens d'élite; c'est leur ornement dans la paix et leur puissance dans la guerre. Avoir une cour de compagnons nombreux et braves ne fait pas seulement la renommée des chefs dans leur cité, mais dans les cités étrangères. » La bande

(1) *Histoire civile de Naples*, t. Ier, p. 480.
(2) *De moribus Germanorum*, chap. 13.

germanique était devenue la cour féodale avec la conquête barbare, et les ducs de Bénévent, en vrais Lombards ou vrais Germains, s'honoraient d'avoir une cour féodale; mais, si par là ils ajoutaient à leur magnificence et à leur renommée, ils diminuaient leur puissance, car tous ces fiefs et tous ces comtés qu'ils créaient aux dépens du domaine conquis les affaiblissaient. Outre la collation des fiefs, il y avait encore pour les ducs de Bénévent une autre cause de division et de morcellement. Les Lombards n'avaient ni droit d'aînesse ni loi salique, et ils partageaient leurs principautés entre tous leurs enfans. De là un nombre infini de petits seigneurs et de petits chefs opposés les uns aux autres et prompts à invoquer l'appui de l'étranger dans leurs querelles intestines. C'est en vain que par une faveur inespérée de la fortune les deux autres duchés lombards, Salerne et Capoue, se trouvèrent plusieurs fois réunis dans la même main. Le partage des successions détruisait bientôt cette unité, qui pouvait être le principe d'une autre unité plus grande encore, et venait rétablir la multiplicité et la faiblesse.

Ainsi divisés et affaiblis, ainsi dépourvus de marine dans un pays qui n'est qu'une bande de terre entre deux mers, les Lombards de Bénévent et de Salerne n'étaient pas capables de résister aux musulmans de Sicile et de défendre l'Italie méridionale en se l'appropriant. L'empire grec de Constantinople, qui avait perdu l'exarchat de Ravenne, mais qui avait gardé la partie la plus méridionale de la péninsule italienne, était-il plus capable que les ducs de Bénévent de repousser l'invasion des musulmans?

II.

Le bas-empire a une détestable réputation dans l'histoire : non pas qu'il soit plus mauvais que l'empire romain lui-même, mais il a eu le malheur d'avoir presque tous les vices de l'ancien empire et d'être venu à une époque où, ces vices ayant produit leur effet et perdu la société romaine, il aurait fallu, pour la rétablir, des qualités et des vertus plus grandes encore que celles qui l'avaient créée autrefois. Il succomba sous le poids d'une succession ruineuse ; cependant il fut longtemps à succomber. Montesquieu, dans ses *considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence*, a cherché à expliquer cette longue durée d'un empire en déclin. Ce n'a pas été toujours une agonie, et le bas-empire a eu des reprises de force et de puissance qui nous font comprendre comment il a mis tant de temps à mourir. J'avoue même qu'à voir le bas-empire durer près de neuf cents ans, depuis la mort de Justinien (565) jusqu'à la prise de Constantinople par Mahomet II

(1453), je me prends à croire que la durée de cet empire, plus longue que celle de beaucoup de grands états célèbres dans l'histoire, ne peut pas s'expliquer seulement par les lenteurs de l'agonie et les délais de la mort. Je suis même persuadé qu'à mesure qu'on étudiera de plus près l'histoire du bas-empire, nous verrons tomber les préjugés que nous avons contre les Byzantins, contre ce vieux boulevard de la chrétienté en Orient. Ces préjugés nous viennent des rancunes des croisés et de la haine qui divisait l'église grecque et l'église latine.

Les Byzantins ont rendu à l'Europe un grand service : ils ont défendu l'Europe orientale et méridionale contre la première invasion du mahométisme. Sans doute ils n'ont pas pu arrêter partout le torrent, ils ont été forcés d'abandonner l'Afrique, l'Égypte, la Syrie, une partie de l'Asie-Mineure, et en Europe l'Espagne et la Sicile; mais ils ont lutté tout en reculant, et l'Europe a profité de leur résistance. Il suffit, pour comprendre le service que le bas-empire a rendu à l'Europe, de comparer la première invasion mahométane, celle des Arabes ou Sarrasins, avec la seconde, celle des Turcs. Les Turcs, après la chute de l'empire grec, se sont avancés en Europe jusqu'à Vienne; ils ont envahi tout l'Archipel et menacé sans cesse l'Italie. Nos dangers après 1453 montrent quelle était l'utilité des remparts que nous avons laissés tomber.

Oserai-je ajouter que l'empire grec de Constantinople, ou tout au moins l'indépendance des populations chrétiennes en Orient, à Athènes, à Thessalonique, à Smyrne, à Chio, en Crète, en Chypre, est une des conditions de la prospérité de l'Orient et de la sécurité de l'Europe? A Dieu ne plaise que je revienne ici sur des idées que j'ai souvent essayé de développer dans la *Revue;* mais je suis chaque jour plus profondément convaincu que l'Europe s'est posé en Orient un problème qu'elle ne pourra pas résoudre. Ce problème est le suivant : continuer d'une part l'empire turc, parce que politiquement il est le gardien le meilleur, c'est-à-dire le plus inutile, de l'Orient, et d'autre part ne point consentir à la destruction des populations chrétiennes, qui sont en train de devenir les possesseurs utiles de l'Orient. Je sais bien que l'histoire de l'humanité s'accommode fort bien des inconséquences; mais celle-ci est une inconséquence progressive qui marche vers l'état de difficulté insoluble.

Faisons rapidement pour les Grecs ce que nous avons fait pour les Lombards de Bénévent et de Salerne, et indiquons la part qu'ils ont prise à la lutte contre les musulmans.

Quiconque est malheureux est soupçonneux. Les empereurs de Constantinople, sentant que les provinces de leur empire étaient prêtes à leur échapper l'une après l'autre, les soupçonnaient sans

cesse d'infidélité. Avant même la grande expédition du fils de Mousa, en 704, les courses des musulmans avaient commencé en Sicile; les campagnes avaient été ravagées, des villes brûlées, des femmes enlevées et transportées en Syrie, près de Damas, où elles avaient bien vite oublié, selon les historiens byzantins, leur patrie, leurs familles et leur foi. En apprenant ces ravages, le pape Martin Ier (649-654) avait envoyé des aumônes en Sicile, et il avait racheté quelques-uns des captifs faits par les musulmans. Comme l'église romaine avait de grands domaines en Sicile, c'étaient peut-être des colons de ces domaines que le pape avait délivrés à prix d'argent. La cour de Byzance l'accusa d'avoir traité avec les musulmans et de s'entendre avec eux pour soustraire la Sicile à la domination de l'empereur. Cette étrange accusation fut le prétexte d'une affreuse persécution contre le pape Martin. Il fut arraché de Rome, jeté sur un vaisseau, transporté, avec toute sorte d'outrages et de mauvais traitemens, à Constantinople, où il fut flagellé comme un criminel, traîné à travers les rues avec un collier de fer et précédé du bourreau, qui brandissait la hache, enfin relégué à Cherson, où il mourut comme un martyr. Ce n'était pas seulement le pape Martin que l'empereur Constant avait voulu frapper; c'était la papauté elle-même, dont l'ascendant en Italie inquiétait et gênait la cour de Byzance. Il fallait toutefois défendre l'Italie autrement qu'en persécutant les papes, et l'empereur Constant eut l'idée d'y reporter le siége de l'empire et de défaire l'œuvre de Constantin. Il ne voulait pas retourner à Rome : la vieille capitale lui déplaisait par ses souvenirs anciens et par son pouvoir nouveau, la papauté. Comment être empereur à côté du pape? D'ailleurs les successeurs de Constantin croyaient volontiers qu'un prince peut faire une capitale, et cela flattait leur vanité. L'aïeul de Constant, le brave et aventureux Héraclius, avait déjà eu la pensée de mettre le siége de l'empire en Afrique. Constant voulait le mettre en Sicile : ils songeaient évidemment tous les deux à s'assurer du bassin de la Méditerranée. Constant quitta donc Constantinople; il y laissa sa femme et ses enfans comme otages, afin d'apaiser une sédition du peuple, qui ne voulait pas que Constantinople perdît son titre et ses avantages de capitale, et il vint s'établir à Syracuse. C'était en 663.

L'idée n'était pas mauvaise : l'établissement de l'empire à Syracuse aurait peut-être sauvé la Méditerranée des incursions qui allaient la désoler; mais il n'y a de bonnes œuvres en ce monde que celles qui ont de bons ouvriers. Constant, en venant à Syracuse, fuyait surtout Constantinople et ses remords : il avait tué son frère, dont le spectre, dit-on, le poursuivait les nuits dans le palais im-

périal bâti sur le Bosphore, et il croyait qu'en quittant ce palais il échapperait à l'apparition vengeresse. Il ne transporta pas seulement ses remords en Occident, il y transporta tous les vices de sa nature et tous ceux de son gouvernement. Il commença son établissement en Occident par aller piller Rome, et il poussa la cupidité jusqu'à dépouiller le Panthéon de sa toiture de bronze. De plus il se fit battre par les Lombards de Bénévent. Le nouvel empereur d'Occident arriva donc à Syracuse doublement déshonoré par ses brigandages et par ses défaites. C'étaient de tristes auspices pour le nouvel empire. Bientôt les Siciliens sentirent la présence de l'empereur par les exactions du fisc, devenues plus violentes, et par les débauches qui désolaient les familles. Les Italiens de la Pouille et de la Calabre, les villes de l'Afrique encore romaines, connurent aussi ce qu'était le voisinage impérial. Enfin un beau jour Constant fut assassiné dans le bain par un de ses officiers, et le projet d'empire dans la Méditerranée, ruiné d'avance par les vices de l'auteur, tomba pour toujours avec lui (mort de Constant, 668) (1).

L'empire grec avait une forte marine, et Montesquieu compte sa puissance maritime parmi les causes principales de sa durée. C'était là aussi ce qui le rendait propre à avoir son siége en Sicile. L'Italie et la Sicile sont par la nature elle-même, je l'ai dit, vouées à la marine, et l'histoire enseigne que toutes les fois qu'elles ont négligé la marine, elles ont perdu leur puissance et leur prospérité. Constantinople a la même destinée : tant que la marine turque a été forte, l'empire turc a été puissant. Il a perdu sa grandeur le jour où il a commencé à négliger la marine. Ce qui dans l'empire grec soutenait la marine, « c'est que, dit Montesquieu, Constantinople faisait le plus grand et presque le seul commerce du monde dans un temps où les nations gothiques d'un côté et les Arabes de l'autre avaient ruiné le commerce et l'industrie partout ailleurs. Les manufactures de soie y avaient passé de Perse, et depuis l'invasion des Arabes elles furent fort négligées dans la Perse même. D'ailleurs les Grecs étaient les maîtres de la mer; cela mit dans l'état de grandes richesses et par conséquent de grandes ressources (2). » Plus loin, Montesquieu montre qu'une des causes décisives de la ruine de Constantinople fut que pendant et après l'empire latin « le commerce passa entièrement aux villes d'Italie, et Constantinople fut privée de ses richesses... Le commerce même de l'intérieur se fit par les Latins. »

Pendant la première moitié du VIIIe siècle, la prépondérance de

(1) *Storia dei Musulmani di Sicilia*, t. Ier, p. 84 et 95.
(2) *Grandeur et Décadence des Romains*, chap. XXXIII.

la marine grecque et les divisions de sectes et de partis qui troublaient l'Orient mahométan arrêtèrent un peu le torrent des invasions musulmanes dans l'Italie méridionale. Il y avait des incursions, il n'y avait pas encore de conquêtes. La Sicile et l'Italie méridionale étaient partagées entre les Grecs et les Lombards, qui dans la seconde moitié du VIIIe siècle s'alliaient encore pour repousser la conquête carlovingienne. Cependant, toute soumise qu'elle était à l'empire grec, la Sicile avait de grands rapports de commerce avec l'Afrique mahométane. Les huiles de l'Afrique se vendaient alors dans tout le bassin de la Méditerranée, et un chroniqueur arabe raconte que, la première fois que les habitans de l'Afrique, récemment conquise par les musulmans, vinrent payer le tribut à leurs vainqueurs, un des capitaines arabes, voyant apporter un sac de pièces d'or, demanda à un des contribuables comment ils gagnaient cet or. Celui-ci, cherchant autour de lui, aperçut un olivier, le montra à Abdallah et lui dit : « Voilà d'où nous tirons notre or; les Romains n'ont point d'oliviers, et ils nous paient notre huile avec cet or. » Ainsi, malgré la guerre, le commerce se faisait dans le bassin de la Méditerranée. Il y avait même des marchands arabes établis en Sicile avant la conquête, et les musulmans n'étaient point des inconnus pour l'Italie. Souvent opprimés par les gouverneurs byzantins, les Siciliens et les Italiens méridionaux étaient parfois amenés à penser que les musulmans, leurs ennemis, ne leur faisaient guère plus de mal que les Grecs, leurs défenseurs. Je ne crois pas, comme M. Amari, que la conquête de la Sicile par les musulmans fut un bonheur pour les Siciliens ou tout au moins une secousse heureuse. A lire sa savante histoire, on voit que le bonheur des Siciliens a consisté à changer de servitude. Ils aimaient fort peu leurs maîtres byzantins; ils n'aimèrent guère mieux leurs maîtres sarrasins. L'anarchie musulmane remplaça la paralysie grecque. La seule ressemblance entre les deux régimes, c'est que le fisc fut aussi dur et aussi tyrannique sous les musulmans que sous les byzantins, et cette ressemblance suffisait pour ôter aux Siciliens toute envie de préférer le nouveau régime à l'ancien.

Ce qui aliéna le plus les Siciliens de l'empire grec, ce fut la querelle des iconoclastes. On sait la guerre acharnée que les empereurs iconoclastes firent aux images. Les Siciliens et les Italiens méridionaux aimaient et aiment encore les images, nouvelle cause de division entre eux et les Byzantins; mais ce n'était pas assurément une cause d'attachement et d'union avec les musulmans, plus grands ennemis des images que les iconoclastes eux-mêmes. Détester les iconoclastes et pencher vers les musulmans, dont les doctrines

avaient peut-être inspiré le zèle sauvage des iconoclastes, c'est là une contradiction que je n'ose point imputer aux Siciliens. Il est vrai que M. Amari ne croit pas qu'il y ait le moindre rapport de doctrine entre les iconoclastes et les musulmans; il ne pense pas que le plus ardent des empereurs iconoclastes, Léon l'Isaurien (726), se soit inspiré le moins du monde du mahométisme ou du judaïsme dans sa haine contre les images. Ici, je dois le dire, je joue de malheur avec M. Amari. Je suis assez favorable aux empereurs byzantins, et je crois qu'il y en a un assez grand nombre qui valent mieux que leur réputation; mais je ne puis pas m'accorder avec M. Amari sur l'empereur Léon l'Isaurien, dont il fait un réformateur philosophique qui a voulu corriger la superstition et détruire les abus du monachisme. Léon a été intolérant et persécuteur, dit-on, parce qu'il a voulu faire des sages, l'étant lui-même. A Dieu ne plaise que je veuille ici discuter avec M. Amari pour ou contre la doctrine des iconoclastes! Leur doctrine pouvait avoir du bon; son malheur est d'être arrivée au trône et de n'avoir pas su résister au désir de triompher par des décrets. On reproche en général aux césars de Byzance d'avoir été trop théologiens. Leur tort, selon moi, n'est pas d'avoir été trop théologiens; la théologie était le goût et la passion du temps. Comment des empereurs tumultueusement électifs auraient-ils pu échapper aux passions et aux opinions de leur siècle? Aussi voyons-nous qu'à Constantinople toutes les hérésies sont arrivées tour à tour au trône. Le mal n'est pas que les empereurs aient été trop théologiens, mais qu'ils aient été trop empereurs dans la théologie. Au lieu de discuter, ils se sont mis à décréter. Il n'y avait pas grand mal à controverser sur l'usage et l'abus des images, sur la double ou l'unique volonté de Jésus-Christ; le tort était de substituer la volonté de l'empereur à toutes les volontés du ciel et de la terre et d'adorer la toute-puissante personne du prince au lieu de telle ou telle image plus ou moins miraculeuse de la Vierge ou des saints. Règle générale : il est plus dangereux d'adorer les vivans que les morts, parce que l'adoration des vivans est un métier, tandis que celle des morts n'est qu'une opinion. Je ne veux pourtant pas reprocher trop vivement aux hérésies byzantines d'avoir cédé à la tentation de triompher par la force au lieu de triompher par la discussion et d'avoir préféré la publicité impérieuse du bulletin des lois à la publicité contentieuse des journaux. N'avons-nous pas vu de nos jours les plus honnêtes gens du monde, qui peut-être avaient raison et qui étaient en train de le faire croire au public, les économistes, renoncer à la lente sûreté de leurs démonstrations et aimer mieux vaincre par l'autorité que par la liberté? Soyons donc indulgens pour les formulaires et les *types*

théologiques que les empereurs imposaient à la conscience de leurs sujets, et plaignons les sectaires, princes ou ministres, plaignons les sectaires de toute opinion de préférer le commandement à l'apostolat.

Malgré le penchant que M. Amari prête aux Siciliens pour les musulmans, la conquête de la Sicile fut lente à faire, et ce n'est qu'entre 821 et 827 qu'elle s'accomplit; ce ne fut pas non plus sans résistance. Cette résistance, dont je ne veux pas faire le récit, mais dont je veux citer quelques traits, montre un des plus curieux caractères de l'empire grec. Ce sont ce que j'appellerais volontiers ses accès inattendus de vitalité et ses résurrections intermittentes. Il y a des instans où, voyant la faiblesse de ses empereurs, la vénalité de ses ministres, l'indiscipline de ses armées, la mollesse du peuple, vous croyez que cet empire est à la veille de sa mort, et que rien ne peut le sauver. Tout à coup un nouvel empereur monte sur le trône, tantôt par l'élection d'une armée révoltée, tantôt par une révolution de palais, tantôt par un crime, et cet empereur, créé par le hasard, par le désordre ou par le crime, s'il a quelque courage et quelque talent, rend soudain à l'empire le ressort qu'il semblait avoir perdu, tant il y a de vitalité cachée dans cet établissement à la fois vieux et nouveau, tant la vie afflue naturellement de toutes parts dans cette capitale assise sur le Bosphore! Il suffit d'un intervalle ou d'une trêve dans les vices de son gouvernement pour lui rendre quelque chose de la force et de la puissance romaines. Je ne compte pas, il est vrai, parmi les vices et les misères de son gouvernement l'usage d'élire révolutionnairement ou militairement ses empereurs. « Comme les Grecs, dit Montesquieu, avaient vu passer successivement tant de diverses familles sur le trône, ils n'étaient attachés à aucune, et, la fortune ayant pris des empereurs dans toutes les conditions, il n'y avait pas de naissance assez basse ni de mérite si mince qui pût ôter l'espérance. » Habitué à la perpétuité héréditaire de la maison de France, Montesquieu était disposé à regarder la monarchie élective et vacillante comme un mauvais système. Nous sommes d'un siècle plus aguerri aux oscillations du pouvoir. La phrase de Montesquieu veut dire après tout que, parmi les empereurs grecs, il y a eu beaucoup de parvenus. Où était le mal dans un empire cosmopolite, comme était nécessairement l'empire grec? L'élection et le cosmopolitisme étaient un des remèdes et des contre-poids du despotisme oriental : mauvais remède, je l'avoue, meilleur pourtant que le mal. Dès Rome, il était visible que l'élection des empereurs, faite par le choix capricieux des soldats entre des parvenus arrivant du monde entier, était pour l'empire un moyen de salut plutôt que de ruine. Les courtes dy-

nasties que Rome avait eues avaient toutes mal fini, celle des Césars par Néron, celle de Vespasien par Domitien, de Marc-Aurèle par Commode, de Septime-Sévère par Caracalla. A Constantinople, les dynasties ne furent pas plus heureuses. L'empire romain à Rome et l'empire grec à Constantinople n'avaient pas ce qu'il faut pour avoir des dynasties durables. La stabilité des dynasties tient à l'unité des peuples. Or il n'y a pas de peuple et de société qui aient jamais eu moins d'unité nationale que l'empire de Rome ou de Constantinople. Quand on est le monde entier, on peut être un état, mais on n'est point un peuple. Le palais des césars à Rome et le palais des empereurs grecs sur le Bosphore ressemblent à un vaste panthéon où entrent tour à tour les dieux de toutes les nations et de toutes les races. Il y a des empereurs de toutes les provinces, de tous les pays qui forment l'empire, et il y en a aussi de toutes les sectes chrétiennes de l'Orient. Les Thraces sont remplacés par des Africains, les Africains par des Arméniens et des Phrygiens, ceux-ci par des Macédoniens, les Macédoniens par les Comnène issus de Rome. L'élection prend partout ses élus; souvent aussi l'audace les lui impose. Byzance voit à peine une dynastie durer plus d'un siècle, et cette mutabilité n'est pas un malheur pour l'empire, car on peut remarquer que les résurrections de l'empire grec coïncident avec l'avénement des dynasties nouvelles. Le règne de Justinien est glorieux pour l'empire; Justinien représente une dynastie nouvelle fondée par son oncle Justin Ier, qui est fils d'un laboureur. Héraclius relève la fortune de l'empire; il est le chef d'une dynastie nouvelle. Il en est de même de Léon l'Isaurien et de Basile le Macédonien. Le corps du vieil empire reprend la vie aussitôt qu'il reçoit un nouveau sang. Il y a des états qui tombent par de trop fréquens changemens de dynasties; l'empire grec se relève par ce qui ordinairement perd les autres états.

C'est à ces changemens de dynastie qu'il faut faire honneur de la résistance que firent la Sicile et l'Italie méridionale aux attaques des Sarrasins. Sous Théophile, le second empereur de la dynastie phrygienne (829-842), et sous Basile Ier, fondateur de la dynastie macédonienne (867-886), l'empire grec reprit un peu d'énergie et de grandeur. Il eut des hommes de cœur à son service : ainsi, sous Théophile, en Sicile, le patrice Alexis Muscegh, un jeune Arménien plein de valeur et de talent que l'empereur Théophile avait pris en grande faveur et qu'il fiança à sa fille Marie encore enfant. L'empereur fit coup sur coup de Muscegh un patrice, un proconsul, un maître des officiers du palais, un césar, il voulait même en faire son successeur; mais à peine l'eut-il élevé si haut qu'il se mit à le soupçonner, et il le fit général de l'armée de Sicile pour l'éloigner de

Constantinople. En Sicile, Muscegh repoussait les attaques des musulmans et commençait à reconquérir les villes qu'avait perdues l'empire, quand ses ennemis l'accusèrent de s'entendre avec les musulmans pour s'emparer de l'île et s'ériger en prince indépendant. Théophile était un assez bon empereur; mais il était déjà le second de sa dynastie, et déjà loin par conséquent des bonnes inspirations de la vie privée. Il crut aux calomnies de ses courtisans contre Muscegh et le rappela. Muscegh était instruit de sa disgrâce et hésitait à revenir, ce qui aidait à la calomnie. Théophile alors lui envoya un archevêque en protestant de son affection constante pour Muscegh. Il le chargea d'un sauf-conduit et lui remit, comme gage de sa bonne foi, une croix qu'il portait toujours sur sa poitrine. L'archevêque fut trompé par l'empereur et n'en trompa que mieux Muscegh. Le général calomnié revint à Constantinople avec lui, fut jeté en prison, battu de verges, et ses biens furent confisqués. L'archevêque reprocha en pleine église son parjure à l'empereur, qui le fit arracher de l'autel, flageller, et enfin l'exila. Le patriarche de Constantinople osa aussi faire des remontrances à l'empereur; elles le touchèrent. Théophile avait des caprices en bien et en mal; il en eut un de justice : il fit sortir Muscegh de prison, lui rendit ses biens et voulut lui rendre ses emplois et son commandement. Muscegh refusa : il était las du monde et de la cour. Il employa ses biens restitués à bâtir un monastère et il s'y renferma. Que dites-vous de cette scène de la cour de Byzance qui semble déjà une des scènes de la cour des sultans de Constantinople? Et ce chapitre d'histoire n'explique-t-il pas comment l'empire grec se relevait de temps en temps par le courage de quelques empereurs et de quelques généraux, comment il retombait bientôt par les vices du despotisme et les intrigues de la cour, comment enfin le zèle de la religion, peut-être même le goût de la théologie, qui, mieux que le patriotisme, soutenait cet empire contre les musulmans, soutenait aussi les honnêtes gens de l'empire contre les déboires et les injustices de la cour et du monde? Mais c'était malheureusement à la condition de quitter ce monde qu'ils privaient de leur appui, de telle sorte que dans ce malheureux empire l'amour même du bien se tournait en impuissance contre le mal.

Basile le Macédonien fut aussi un des restaurateurs intermittens de l'empire grec, un des défenseurs de la Sicile et surtout de l'Italie méridionale contre les musulmans. Il est impossible d'arriver à l'empire par plus de hontes mêlées à plus de crimes que ne le fit Basile. Il avait épousé une des maîtresses de l'empereur Michel III ou l'Ivrogne; il lui avait donné sa propre sœur pour remplacer sa maîtresse répudiée; il avait assassiné le césar Bardas,

oncle de Michel III, et il assassina aussi Michel. Après cela, il régna avec habileté, avec sagesse, avec justice, releva l'empire et fonda la plus longue dynastie qui ait régné à Constantinople. Les moralistes de Port-Royal diraient que Dieu permet ces choses-là afin que nous comprenions ce que vaut au fond le pouvoir ici-bas, puisqu'on peut l'acquérir à de pareils prix. Malgré le courage et l'activité que Basile montra dans son gouvernement, c'est sous son règne pourtant que Syracuse fut prise et que la Sicile se soumit à la domination des musulmans.

Ce siége de Syracuse est un des épisodes les plus intéressans de l'histoire des musulmans de Sicile. En rapprochant les uns des autres les historiens byzantins des chroniqueurs arabes, M. Amari a fait du siége de Syracuse un récit éloquent et dramatique. Je demande la permission d'en traduire les dernières pages. La brèche était ouverte, et les musulmans avaient plusieurs fois donné l'assaut sans pouvoir vaincre l'héroïque résistance de la garnison byzantine, aidée par le dévouement des Syracusains. « Pendant vingt jours et vingt nuits, les chrétiens, épuisés par neuf mois de siége et de famine, défendirent cette brèche couverte de cadavres. Il y avait cent musulmans contre un chrétien, dit le moine Théodose, qui a raconté cette admirable défense, à laquelle il prit part ainsi qu'aux dernières et lamentables épreuves qui la terminèrent. Fatigués et mécontens d'être arrêtés si longtemps par une bande de squelettes plutôt que d'hommes, sur un monceau de ruines plutôt que sur un rempart, les musulmans s'éloignèrent un instant. Le matin du 21 mai 878, tout paraissait calme et tranquille; le gouverneur et la plus grande partie des soldats s'étaient retirés un instant pour prendre un peu de nourriture et de repos. Jean Patriano était resté avec quelques soldats pour garder la brèche du haut de la tour qui la dominait, quand, à six heures, toutes les machines de l'ennemi se mettent à lancer des traits et des pierres avec le fracas d'une tempête. L'échelle de bois qui communiquait de la ville à la tour, et qui était le but des projectiles ennemis, se brise avec un grand bruit. A ce bruit, le gouverneur s'élance de table, court à la brèche, suivi de ses plus intrépides soldats : il n'était plus temps; l'ennemi s'était élancé sur la tour, avait massacré ses défenseurs et faisait irruption dans la ville. Une troupe de soldats essaya de tenir tête encore aux ennemis devant l'église du Sauveur. Elle fut écrasée par le nombre et mise en pièces. Alors les vainqueurs, heurtant avec force les portes de l'église, les brisent, entrent; il y avait là une foule immense d'hommes, de femmes, d'enfans, de vieillards, de malades, de prêtres, de moines, d'esclaves, qui s'étaient réfugiés au pied des autels : les musulmans en font un affreux carnage. De

là, ils se répandent dans la ville, tuent et pillent. Le patrice, avec soixante nobles syracusains, s'enferme dans une tour et résiste jusqu'au lendemain. Une troupe de musulmans court à la cathédrale, où l'archevêque Sophronius et trois prêtres, parmi lesquels le moine Théodose, s'étaient dépouillés de leurs vêtemens sacerdotaux, afin de n'être point reconnus. Vêtus d'un pourpoint de cuir, ils s'étaient tapis entre le maître-autel et la chaire épiscopale. Sophronius attendait et promettait un miracle; les autres se demandaient mutuellement pardon de leurs fautes, comme à l'article de la mort, et ils remerciaient Dieu, dit Théodose, de l'épreuve qu'il leur envoyait. Voici que les musulmans entrent dans la cathédrale, et l'un d'eux, avec son épée dégouttante de sang, court derrière l'autel, tire les fugitifs de leur abri, sans les maltraiter ni les menacer. Frappé de l'aspect vénérable de l'archevêque, il lui demande en grec qui il est. L'archevêque se nomme. « Où sont les vases sacrés? » dit le musulman, et il se fait mener dans la chambre où étaient gardés ces vases, qui, dit Théodose, pesaient cinq mille livres d'argent et d'or. Le musulman enferme ses captifs dans cette chambre, puis il va chercher les chefs de l'armée et obtient la vie des prisonniers. »

M. Amari, disposé à admirer les musulmans, cite le nom de ce guerrier qui savait épargner les vaincus; mais à voir les épouvantables massacres qui suivirent la victoire, et cela pendant une semaine entière et de sang-froid, il faut croire que Semaioun, c'est le nom du bon musulman, était de l'élite. M. Amari pense que c'était un converti au mahométisme qui gardait encore quelque affection pour ses compatriotes. Le brave gouverneur de la ville fut égorgé un des premiers, et il reçut la mort la tête haute et comme s'il allait au combat; le moine Théodose l'appelle un saint, il l'était, puisqu'il combattait et mourait courageusement pour défendre sa religion et sa patrie. Il y avait aussi parmi les défenseurs de Syracuse un autre guerrier que les musulmans connaissaient bien à cause des grands coups d'épée qu'il donnait et des imprécations qu'il prononçait à chaque coup d'épée contre le prophète Mahomet. Les musulmans lui écorchèrent la poitrine et lui arrachèrent le cœur, qu'ils déchirèrent à belles dents. A Dieu ne plaise que je veuille diminuer l'horreur de cette atrocité, mais c'était une croyance des Arabes que le cœur était le siége du courage de l'homme. Un de leurs plus cruels tyrans, un des fous les plus sanguinaires qui aient jamais régné, Ibrahim-ibn-Ahmed, ne manquait jamais, quand un de ses ennemis avait montré un grand courage, de lui faire arracher le cœur pour l'examiner curieusement, comme s'il pouvait y surprendre le secret du courage qui l'avait étonné. A la prise de Taorminium (902), Ibrahim fit amener devant

lui l'évêque Procope, qui avait exhorté ses compatriotes à se défendre courageusement contre les musulmans. « Tes cheveux blancs, lui dit-il, m'invitent à te parler avec un esprit de paix. Si en même temps ils te rendent sage, abjure la foi chrétienne, tu sauveras ta vie, celle de tous ces prisonniers qui t'environnent, et je te mettrai dans un tel rang que tu seras, après moi, le second de la Sicile. » Procope sourit sans répondre. « Ne sais-tu pas quel est celui qui te parle? — Si, répliqua Procope, c'est le démon qui me parle par ta bouche, et voilà pourquoi je ris. » Alors Ibrahim, se tournant vers les bourreaux: « Ouvrez-lui la poitrine, dit-il, et arrachez-lui le cœur; je veux y chercher le secret de son orgueil. » Un chroniqueur prétend même que, dans sa fureur et en grinçant des dents, il voulait manger ce cœur: autre opinion étrange et digne d'Ibrahim, qu'à manger le cœur d'un brave on s'en approprie le courage (1).

Les Byzantins, en perdant Syracuse, perdaient la capitale de la partie de la Sicile qui était restée grecque. C'était un grave échec; mais, comme ils avaient une marine puissante, ils désolaient par leurs prises le commerce des musulmans. Ils avaient en même temps reconquis la supériorité dans la Pouille et dans la Calabre, d'où ils avaient chassé les musulmans. Constantinople avait alors en Italie un général habile et brave, Nicéphore Phocas, qui fut l'aïeul de l'empereur Phocas. Ce n'était pas seulement un bon capitaine, c'était un guerrier généreux et qui tâchait de rendre la guerre moins cruelle qu'elle ne l'était alors. Un des plus grands fléaux de la guerre à cette époque, c'était la vente des prisonniers de guerre comme esclaves. En Italie, l'armée byzantine avait fait beaucoup de prisonniers, non-seulement parmi les musulmans, qu'elle avait vaincus, mais parmi les Italiens, qu'elle prétendait avoir délivrés du joug mahométan. Rappelée d'Italie pour aller défendre l'Asie-Mineure, l'armée byzantine, prête à s'embarquer à Brindes, traînait derrière elle ces bandes de prisonniers qu'elle comptait vendre à Constantinople au marché des esclaves; c'était sa plus grosse part de butin. Nicéphore ordonna que les soldats s'embarquassent avant les prisonniers; quand ils furent embarqués, il commanda de mettre à la voile et fit annoncer aux prisonniers qu'ils étaient libres. Les Italiens reconnaissans bâtirent sur le rivage une église dédiée à saint Nicéphore, au patron de leur libérateur, en mémoire de sa générosité et des services qu'il avait rendus à l'Italie pendant son gouvernement en traitant bien les sujets de l'empire et en allégeant le poids des impôts.

Heureuse la cour de Byzance, plus heureuse encore l'Italie méri-

(1) Amari, t. II, p. 84.

dionale, si elle n'avait jamais eu que des gouverneurs comme Nicéphore Phocas! Malheureusement les soldats byzantins se croyaient en pays conquis quand ils étaient en Italie; ils se permettaient tout, violences contre les biens et contre les personnes, outrages à l'honneur des femmes, et répondaient aux plaintes par des coups. Aux insultes privées ajoutez la rapacité des généraux et des gouverneurs, les déprédations de leurs agens, les exactions sous prétexte d'armemens à faire : de là la haine que tous les historiens de ce temps, interprètes en cela des sentimens de l'Italie méridionale, témoignent contre les Byzantins; de là aussi la faiblesse secrète de la domination byzantine dans la Pouille et dans la Calabre, et sa chute aux premiers coups que lui portèrent les Normands. Les Italiens du sud ne voulaient pas des musulmans pour leurs maîtres, mais ils ne voulaient pas davantage des Byzantins pour leurs défenseurs. Ils acceptèrent les Normands, chrétiens comme eux et qui cessaient d'être des étrangers en se naturalisant par leur conquête (1).

Je ne veux pas encore toucher à l'histoire des Normands dans l'Italie méridionale et plus tard dans la Sicile, qu'ils enlevèrent aux musulmans et aux Byzantins. Cette histoire viendra en son temps. Je veux achever de caractériser les derniers temps de la puissance byzantine en Italie, montrer ses derniers jours d'éclat au moment même où sa chute approchait, signaler les causes de cette chute, et enfin indiquer les traces que la domination byzantine a laissées plus ou moins longtemps dans l'Italie méridionale.

III.

J'ai souvent cherché quelle était la cause du peu d'intérêt qu'inspirait l'histoire du bas-empire. Une des causes principales est, selon moi, l'incohérence et la singularité même d'un empire qui, pendant neuf cents ans, semble toujours mourant et qui ne meurt pas. Nous sommes tous portés, historiens ou lecteurs, à partager l'histoire des empires en trois périodes, celle de leur agrandissement, celle de leur puissance, celle enfin de leur décadence, et nous ne permettons guère aux événemens de mêler et de croiser ces diverses périodes, c'est-à-dire de susciter des résurrections imprévues aux jours de décadence et des chutes également imprévues aux jours de puissance et de force. Les soubresauts nous déplaisent dans l'histoire. Si un empire tombe, il faut, pour plaire aux logiciens, et nous sommes tous plus ou moins logiciens, que sa

(1) Amari, t. Ier, p. 443.

chute soit continue et progressive. Si un empire est en train de s'élever, il faut aussi qu'il s'élève par un progrès continu, sans s'interrompre par un accident inattendu. Nous savons bien, il est vrai, que le hasard a une grande part dans l'histoire privée et publique de l'humanité; nous n'aimons pas cependant l'histoire d'un homme ou d'un état qui n'est qu'une suite de hasards. Or telle est l'histoire du bas-empire, une suite de hasards contradictoires, hasards de mort, hasards de vie, hasards de faiblesse, hasards de force. Il n'y a qu'une seule manière d'expliquer ces hasards, et je dirai même qu'ils me plaisent ainsi expliqués : ils dépendent des individus; ils sont bons ou mauvais selon les individus qui entrent tour à tour sur la scène. Il n'y a pas d'histoire où l'individu ait un plus grand rôle que dans l'histoire du bas-empire, de ce grand théâtre cosmopolite qui reçoit des acteurs de toutes les parties du monde. Quel roman perpétuel, roman de palais et de cour, roman de caserne et de camp, roman de cloître et d'église! Toutes les causes d'aventures dans la vie humaine se trouvent réunies dans les événemens du bas-empire, la guerre et la fortune militaires, les femmes et les intrigues d'alcôves, les hérésies, les schismes et les agitations de sacristies. Il y a pour l'individu dans cet empire toutes les manières de réussir, les bonnes, les mauvaises, celles qui sont mêlées de bien et de mal. Et réussir, cela veut dire le succès le plus inattendu et le plus grand, de simple soldat devenir empereur, de mignon devenir prince, de bedeau devenir patriarche! Le malheur de cette histoire romanesque, qui est toujours tout près de me plaire parce qu'elle fait une large place aux vertus et aux vices de l'individu, c'est qu'elle a trop d'acteurs, trop de personnages. De là une sorte de confusion et de pêle-mêle qui déroute l'attention. On ne sait à qui entendre au milieu de tant de personnages qui ont tous et tour à tour le premier rôle. On se fatigue à prendre intérêt à tant de princes et à tant de princesses, quoiqu'ils diffèrent de race, de pays, de caractères, d'idées et de goûts. Les uns, il est vrai, tâchent de restaurer l'empire par leurs qualités; les autres en hâtent la chute par leurs vices. Rien néanmoins dans cette histoire ne se décide ni en bien ni en mal, et le lecteur s'impatiente d'attendre un dénoûment qui ne vient jamais.

Ce sont pourtant ces restaurations temporaires qui doivent le plus exciter l'intérêt, et celle qui se fit de la domination byzantine dans l'Italie méridionale au xe siècle doit surtout attirer notre attention, — d'un côté parce qu'elle fut la dernière en Italie et qu'elle amena un dénoûment, de l'autre parce qu'aucune peut-être ne caractérise mieux ces résurrections intermittentes et passagères qui sont le trait distinctif de l'histoire du bas-empire.

Depuis que les musulmans étaient maîtres de la Sicile entière, et que cette île était leur place forte dans la Méditerranée, ils attaquaient sans cesse l'Italie méridionale; ils s'y faisaient même des établissemens d'où ils s'élançaient par toute l'Italie et jusqu'aux portes de Rome. Sous Constantin Porphyrogénète (911-959), une expédition byzantine vint relever en Italie la fortune de l'empire. C'était en 956; les musulmans, divisés par des factions, se combattaient entre eux au lieu de poursuivre leurs conquêtes en Italie. L'expédition byzantine s'occupa surtout de faire rentrer sous le joug impérial les principautés lombardes, qui s'étaient relevées d'une première chute, et les municipalités italiennes, qui étaient des républiques presque indépendantes, comme Naples par exemple, qui avait alors une histoire nationale, tandis qu'elle n'a plus eu depuis que celle de ses conquérans étrangers. Les empereurs byzantins ne savaient pas qu'à détruire les principautés lombardes et les républiques municipales de l'Italie méridionale, ils abattaient d'avance les obstacles qui pouvaient arrêter la conquête normande.

Encouragés par leurs succès en Italie, les Byzantins, sous Phocas (964), songèrent à recouvrer la Sicile. Phocas, bon général avant d'être empereur, et qu'une élection militaire avait porté sur le trône, sut bien préparer et organiser l'expédition; mais il n'osa pas mettre à la tête de l'armée ses meilleurs généraux, craignant que leurs victoires ne leur créassent des titres à l'empire. Il prit pour amiral un eunuque, Nicétas, qui était brave, et qui de plus était un savant théologien, mais qui n'était point un marin, et pour général le bâtard d'un de ses oncles, jeune homme courageux, mais imprudent. C'étaient des choix de cour et des calculs d'usurpateur. L'expédition échoua en Sicile après quelques succès : la flotte même fut moitié brûlée, moitié prise par les musulmans. L'amiral eunuque fut fait prisonnier et conduit à Mehedia, en Afrique, où il trouva, pour le consoler de sa captivité, un beau manuscrit des *Homélies*, qu'il copia avec soin, et cette copie est aujourd'hui à la Bibliothèque impériale de Paris (1).

L'échec des Byzantins en Sicile ne détruisit pas leur domination dans la Pouille et dans la Calabre; mais ils ne savaient pas rendre cette domination légère et douce à leurs sujets. De là de fréquentes révoltes, et dans leur désespoir les Italiens ne manquaient pas d'appeler les musulmans de Sicile, qui venaient piller le pays sous prétexte de le délivrer. Les Byzantins à leur tour appelaient contre les musulmans d'autres défenseurs, qui accouraient comme vers

(1) Amari, t. II, p. 272.

une proie à dévorer. Ainsi en 1003 et 1005 nous voyons les Pisans et les Vénitiens venir au secours des Byzantins de la Pouille et de la Calabre. Les Pisans viennent défendre les côtes occidentales de l'Italie méridionale, les Vénitiens les côtes orientales : intervention à noter dans l'histoire, parce qu'en face de l'affaiblissement des municipalités républicaines de l'Italie du sud elle montre l'accroissement de puissance des républiques maritimes de l'Italie du nord. Pise et Venise ne songent pas à faire des conquêtes ou des établissemens dans l'Italie méridionale; mais elles s'essaient à s'assurer l'empire de la Méditerranée, et c'est déjà une preuve de leur grandeur croissante que de voir les Byzantins demander secours à Pise et à Venise. La puissance maritime de Constantinople, jadis maîtresse absolue de la mer, commence à décliner. Ce n'est pas encore tout à fait le moment de l'empire grec décrit par Montesquieu, et qui précède sa chute de peu de temps quand il peint « cet état qui dominait sur plusieurs îles, qui était partagé par la mer, qui en était environné en tant d'endroits, et qui n'avait plus de vaisseaux pour y naviguer (1); » mais il y avait déjà un principe de ruine dans cette prépondérance accordée volontairement aux marines de Pise et de Venise.

Dix ans après, les princes lombards de Salerne, pour repousser les incursions des musulmans, appellent de leur côté les Normands, qui, par la défense de Salerne, viennent inaugurer leur destinée en Italie. A la fin du xe siècle et au commencement du xie, l'arrivée de la marine pisane et vénitienne dans les deux mers de l'Italie méridionale et l'apparition des Normands à Salerne semblent partout annoncer en Italie l'ascendant décisif de l'avenir sur le passé. Des puissances nouvelles, peu redoutées il y a encore un siècle, et d'autres entièrement inconnues, — Venise et Pise d'une part, les Normands de l'autre part, — entrent dans l'histoire et vont bientôt la dominer, tandis que les vieilles puissances, — le bas-empire, les principautés lombardes, — s'effacent peu à peu devant les nouveaux maîtres du destin.

La chute définitive des Byzantins dans l'Italie méridionale est représentée tout entière dans la biographie de Maniaces, général byzantin, ou plutôt un de ces capitaines d'aventure qui se font place par leur talent et par leur audace à travers la confusion du bas-empire, et auxquels il n'a manqué pour être empereurs que le succès d'une révolte ou d'une conspiration. Les aventures de Maniaces sont celles de je ne sais combien d'aventuriers qui l'avaient précédé. Son nom a dans l'histoire un peu plus de relief que les

(1) *Grandeur et Décadence des Romains*, ch. XXIII.

autres, parce que ses aventures ont aidé à l'expulsion des Byzantins en Italie.

George Maniaces commence à paraître dans l'histoire en 1030, pendant une campagne malheureuse de l'empereur Romain III en Syrie contre les Arabes. Romain avait été battu par les Arabes et s'était enfui dans les murs d'Antioche. Huit cents Arabes vainqueurs et chargés de butin passaient près d'une petite ville dont Maniaces commandait la garnison. Fiers de leur victoire et croyant que tous les Grecs avaient été vaincus avec leur empereur, ils envoyèrent dire à Maniaces de leur ouvrir les portes. Il aurait la vie sauve et pourrait se retirer libre avec ses soldats et ses bagages. Maniaces répondit qu'il demandait jusqu'au lendemain matin pour préparer son départ. En signe de soumission, il envoya aux Arabes beaucoup de vivres et beaucoup de vins. Les Arabes mangèrent et s'enivrèrent pendant toute la nuit. Quand Maniaces sut qu'ils étaient ivres et endormis, il sortit avec sa petite garnison et massacra les Arabes, qui se défendaient à peine. Il trouva dans leur camp deux cent quatre-vingts chameaux chargés des dépouilles de l'armée grecque, et les fit reconduire à l'empereur.

Cet exploit arrivant si à propos mit en lumière Maniaces, jusque-là inconnu et qui n'avait pas encore d'envieux. L'empereur lui donna le gouvernement de toutes les villes de l'empire le long de l'Euphrate. Sous Michel IV le Paphlagonien, mauvais empereur qui gardait pourtant la tradition de la dynastie macédonienne, comme on pensait toujours à recouvrer la Sicile pour s'assurer de l'Italie, ce fut Maniaces qu'on chargea de commander l'armée, composée, comme c'était l'usage du gouvernement impérial, de mercenaires étrangers. Parmi ces mercenaires était un corps de cinq cents cavaliers, moitié Italiens et moitié Normands, à la solde du prince de Salerne. Le commandement de l'armée avait été donné au mérite, c'est-à-dire à Maniaces; le commandement de la flotte fut donné à la faveur, c'est-à-dire au beau-frère du principal ministre de l'empereur. Il y avait là aussi un calcul de défiance : on ne voulait pas que Maniaces fût maître à la fois de l'armée et de la flotte, et on mettait à côté de lui un surveillant et un rival. Le général devait défendre l'empire contre les musulmans et l'amiral défendre l'empereur contre le général: habile politique qui détruisait par la division la force même qu'elle voulait employer!

Maniaces prit Messine et mit le siége devant Syracuse; la Syracuse musulmane se défendit aussi courageusement que l'avait fait la Syracuse chrétienne, et le sultan de Palerme Abdallah eut le temps de faire venir d'Afrique une armée d'Arabes et de Berbères

qui vint attaquer les assiégeans dans leur camp. Maniaces, quittant le siége, livra bataille à Abdallah. Selon les uns, son habileté décida la victoire; selon les autres, on la dut au courage impétueux du corps normand. Abdallah s'enfuit avec quelques amis et échappa aux coups des vainqueurs; mais ces vainqueurs se divisèrent bientôt. Les Normands se plaignirent que Maniaces les louât beaucoup avant la bataille, les exposât beaucoup pendant le combat et leur fît la plus petite part possible dans le partage du butin. Maniaces s'emporta contre eux; il fit même battre un de leurs chefs. Ce chef était un Italien, un Lombard nommé Ardouin, qui, feignant de se résigner à cet affront, engagea les Normands à ne pas prendre les armes pour le venger. Il fit en sorte de quitter le camp de Maniaces et de retourner en Italie, où il appela aux armes les Normands, qui y étaient déjà établis. Les Italiens, toujours disposés à secouer le joug intolérable des Byzantins, s'unirent à eux. Ce fut cette fois une révolte qui eut des chefs hardis et redoutables. Les anciens Lombards de Capoue, de Salerne, de Bénévent, s'alliaient aisément avec les Normands, race féodale comme eux, ou même ils s'étaient déjà mêlés à leurs bandes, témoin le Lombard Ardouin, qui avait reçu l'affront devenu la cause de l'insurrection. C'est ainsi que Maniaces, pendant qu'il était en train de conquérir la Sicile, perdait derrière lui l'Italie.

Maniaces était un bon général, mais il n'avait pas l'humeur facile : il avait insulté Ardouin, un des chefs normands; il s'emporta aussi contre l'amiral byzantin. Il lui avait recommandé de surveiller attentivement les côtes et de ne point laisser échapper les musulmans vaincus. L'amiral, qui n'aimait pas à obéir à Maniaces, dont il se croyait le supérieur, négligea cette recommandation et laissa échapper Abdallah. Maniaces furieux traita l'amiral de lâche et de traître à l'empereur. L'amiral écrivit à son frère le premier ministre que Maniaces ne respectait plus l'empereur, et que, si on n'y prenait garde, on le verrait quelque jour arriver à Constantinople avec son armée rebelle pour détrôner le souverain. La cour de Byzance crut aisément à ces projets d'usurpation : elle envoya l'ordre d'arrêter Maniaces, occupé à reconquérir la Sicile. Il fut pris, jeté au fond d'un vaisseau et mené à Constantinople, où il resta près de trois ans en prison. Pendant ce temps, la Sicile fut reprise par les musulmans, et l'Italie ne fut pas reconquise sur les Normands. La mort de Michel IV fit sortir Maniaces de prison, et Michel V le renvoya en Italie pour réparer le mal qu'avait fait son absence; mais un nouvel empereur, Constantin Monomaque, en 1042, s'inquiéta du pouvoir rendu à Maniaces. Celui-ci, informé des défiances du prince, ne voulut plus revenir à Constantinople en prisonnier; il aima mieux y

rentrer en empereur. Pour un général victorieux, le trône était le seul abri contre la prison : il fait révolter son armée, traverse la mer Adriatique, entre en Bulgarie et marche sur Constantinople. L'empereur envoie contre lui une armée que Maniaces met aisément en déroute; mais, pendant qu'il poursuit les fugitifs, il reçoit un coup de flèche dans la poitrine et tombe mort de son cheval. Ainsi finit Maniaces, et avec lui finit la domination byzantine en Italie. Il aurait pu la rétablir par ses talens militaires, quoiqu'il la compromît par ses cruautés et ses exactions : il ne pouvait pas la défendre des vices du gouvernement byzantin, il ne put pas s'en défendre lui-même, puisque les vices de ce gouvernement firent tour à tour de lui un prisonnier et un rebelle; mais son nom resta attaché à une grande victoire remportée sur les musulmans de Sicile, la victoire de Troïna (1), qui releva la chrétienté en Sicile et en Italie de son abaissement ou de sa terreur de presque trois siècles devant le mahométisme. Saint Philarète, un des saints de la Sicile, et dont je parlerai plus à mon aise quand je traiterai de s*saints* de la question d'Orient en Italie (car cette question a ses saints qui méritent leur canonisation, puisqu'ils défendaient les deux meilleures causes que puisse défendre l'humanité, la patrie et la religion), saint Philarète, qui était à Troïna en Sicile le lendemain de la victoire de Maniaces, raconte que les chrétiens, en voyant la bannière chrétienne arborée sur les murs des villes et des châteaux, couraient aux églises, chantaient des *Te Deum*, brisaient les fers que portaient aux pieds les esclaves chrétiens, et, délivrés enfin de la terreur que leur inspirait le tyran africain (c'est-à-dire le sultan de Palerme), respiraient en liberté. « On sait, dit M. Amari, ce que veut dire ce mot de liberté quand deux religions luttent l'une contre l'autre. » Assurément le mot ne veut pas dire la tolérance, qui n'est point une vertu des temps de lutte; mais ce jour-là il voulait dire la liberté des chrétiens opprimés depuis près de trois siècles. Cela suffit pour que j'eusse volontiers chanté le *Te Deum* de Troïna.

Il me reste, pour achever l'histoire de la domination byzantine dans l'Italie méridionale, à noter brièvement les traces qu'a laissées cette domination.

Le savant Giannone, dans son *Histoire civile du royaume de Naples*, dit que « dans certaines villes de la Calabre, et particulièrement à Naples, on conserve encore aujourd'hui (XVIIIe siècle) une manière de parler qui ressemble en bien des choses à celle des Grecs,

(1) Cette victoire de Troïna s'appelle la victoire de Dragine dans l'*Histoire du Bas-Empire* de Lebeau.

et l'on a diverses expressions qui ont été empruntées d'eux (1). » Selon Giannone, ce sont les Byzantins qui ont laissé à Naples dans le langage ces preuves de leur séjour. Les réflexions de M. Amari sur ce point me paraissent plus justes et plus vraies, parce qu'au lieu de rapporter seulement ces empreintes du grec à la domination byzantine, il y trouve la marque d'un plus ancien mélange fait dès l'antiquité entre les populations italiotes et les colonies grecques. La langue grecque a suivi dans l'Italie méridionale et en Sicile les vicissitudes de la Grèce. Au temps de l'expédition d'Athènes, on parlait en général le grec en Sicile, puisque les prisonniers athéniens soulageaient leur misère en récitant pour quelques oboles les tragédies d'Euripide pendant les repas des Siciliens. Quand la Sicile tomba sous le joug des Romains, le latin prit peu à peu l'ascendant sur le grec. L'historien Diodore dit que de son temps on parlait les deux langues en Sicile. Jusqu'au VIe siècle de l'ère chrétienne, les inscriptions publiques et privées sont en latin, ainsi que les titres des magistratures municipales. C'était encore la langue du gouvernement. Quand vers la fin du VIe siècle, à Constantinople, le grec remplaça le latin et devint la langue du gouvernement, la langue grecque, aidée par les anciennes habitudes du pays, prit aisément le pas sur la langue rivale; mais n'oublions pas que la lutte se passait au-dessus de la tête du peuple, entre deux idiomes officiels et lettrés. Il s'était formé en effet en Sicile et dans l'Italie méridionale, du mélange des vieilles langues italiotes et de la langue latine, un langage populaire qui était le commencement de la langue italienne et qui dans les chroniques du temps s'appelait la langue latine. Il suffit de lire quelques-unes des chroniques du Xe et XIe siècle publiées par Pertz (2), notamment celle d'où j'ai tiré l'histoire du sultan Florent de Palerme et de la belle Gysa de Bénévent, pour voir la singulière altération qu'avait subie la langue latine. C'est cette langue latine, ou plutôt italienne, qui devait l'emporter sur le grec. Jusqu'au VIIIe siècle, en Sicile et dans l'Italie méridionale les noms propres sont plutôt grecs que latins. Quand au milieu du VIIIe siècle les églises de la Sicile et de l'Italie méridionale furent soumises au patriarche de Constantinople et distraites de l'église de Rome, ce changement de juridiction donna un ascendant momentané à la langue grecque; mais l'esprit italien, — je ne puis plus dire l'esprit latin, — luttait contre la langue grecque, qui était la langue de maîtres odieux, et prenait peu à peu l'ascendant, non pourtant sans recevoir l'influence de la langue même qu'il repoussait. La prépon-

(1) *Histoire civile du royaume de Naples*, livre IV, ch. 10.
(2) *Scriptores rerum germanicarum.*

dérance progressive de l'italien marque la naissance et l'accroissement du peuple italien à travers le trouble des conquêtes étrangères.

Giannone dit que, dans les provinces du royaume de Naples, « plusieurs églises ont retenu le rit grec, et que, quoique les papes se soient donné bien des peines pour effacer une trace aussi marquée du grand pouvoir des patriarches de Constantinople, ils n'y ont pas réussi entièrement, puisqu'il y a encore un petit nombre d'endroits où le sacrifice de l'autel se célèbre suivant le rit grec. » Je veux bien croire que les papes se sont donné beaucoup de peine, comme le dit Giannone, pour abolir le rit grec dans quelques églises de l'Italie méridionale; je dois cependant faire remarquer qu'à prendre en général les bulles des papes, on y trouve un système de tolérance et même de faveur pour le rit grec-uni, que certains ordres religieux ont trouvé excessif, et qu'ils ont combattu en ne s'y conformant que le moins qu'ils ont pu. Je sais gré, quant à moi, à la cour de Rome de n'avoir pas adopté cet esprit d'unité et de centralisation que nous sommes aujourd'hui en train de combattre dans l'administration, et qui ne vaut pas mieux dans l'ordre ecclésiastique que dans l'ordre politique. Je ne veux pas citer ici les bulles pontificales qui accordent au rit grec toutes les libertés qui ne blessent pas l'unité essentielle de la foi, je veux seulement citer une fondation du pape Clément XII en 1730, celle du collége albanais du rit grec situé au centre de la Calabre citérieure, dans une des provinces du royaume de Naples où il y avait encore au XVIIIe siècle des églises qui, selon Giannone, suivaient le rit grec (1). Loin de vouloir abolir le rit grec, Clément XII fondait un collége pour les Albanais qui le suivaient. Ce collége albanais existe encore dans le royaume de Naples, et je lisais, il y a quelques mois, dans un journal de Naples de curieux détails sur cet établissement. L'enseignement y était très libéral, et le journal prétendait que l'ancien gouvernement napolitain se défiait des élèves de ce collége. Peut-être cela n'était-il dit que pour les recommander à la faveur du nouveau gouvernement. On citait le mot d'un ancien intendant de la Calabre citérieure, grand réactionnaire il y a dix ans, grand libéral aujourd'hui, qui disait : « Si vous voulez un jeune républicain, prenez un élève du collége gréco-italien. Là tout le monde est libéral, jusqu'aux chats de la maison. » La fondation de ce collége albanais fait honneur au zèle chrétien de Clément XII, et

(1) La publication de l'*Histoire civile du royaume de Naples* est de 1723. L'ouvrage est dédié à l'empereur Charles VI, que le traité d'Utrecht avait investi du royaume de Naples.

rentre aussi dans l'histoire de la question d'Orient telle que les papes l'ont toujours très sagement considérée. C'est ce qui me permet d'en dire un mot.

On sait la lutte héroïque que Scanderbeg soutint avec ses Albanais contre Mahomet II. Cette résistance arrêta l'impétuosité du conquérant turc et aida à sauver l'Europe. La force de l'Albanie périt avec Scanderbeg. Ses compagnons les plus fidèles ne voulurent pas accepter le joug des Turcs; ils préférèrent l'exil à la servitude, et émigrèrent dans le royaume de Naples. Ces émigrations continuèrent à mesure que la domination turque s'appesantissait sur l'Albanie. D'abord accueillis en Italie comme des frères et des martyrs, les réfugiés albanais éprouvèrent bientôt les désappointemens et les peines réservés aux exils qui durent. Les vice-rois espagnols, qui avaient remplacé à Naples la première maison d'Aragon, ne s'inquiétèrent pas des services que Scanderbeg avait rendus à l'Europe et surtout à l'Italie. Ils laissèrent les barons de la Calabre opprimer à leur aise des réfugiés pauvres et sans appui. Comme les Albanais n'avaient pas voulu abandonner leur rit grec, cette persévérance les exposait aussi aux persécutions des Latins. Sans prêtres pour les assister, sans écoles grecques pour leurs enfans, l'émigration albanaise disparaissait peu à peu. C'est l'honneur du pape Clément XII (1730-1740) d'être venu au secours de l'émigration albanaise. Comme les Albanais n'étaient pas sujets du saint-siége, mais du royaume de Naples, il ne pouvait pas les décharger de tous les fardeaux qu'ils supportaient; mais il apprit à les respecter en fondant pour eux un collége gréco-italien, en faisant donner à leurs enfans l'instruction dans leur langue nationale, en permettant la célébration du rit grec. Cette fondation était une bonne œuvre, entièrement conforme aux principes et aux intérêts de la civilisation chrétienne en face de l'Orient mahométan. Ce n'est pas en effet par les armes qu'il faut combattre l'Orient mahométan ou barbare; c'est par la supériorité de la civilisation chrétienne et par l'union religieuse et politique de l'Europe avec les nombreux frères chrétiens que nous avons en Orient. La fondation du collége gréco-italien répondait à ces idées, et elle répondait aussi à la vocation que l'Italie a pour l'Orient. C'est là en effet que sont tous les grands souvenirs de sa marine et de son commerce au moyen-âge; c'est là aussi qu'est son avenir maritime et commercial. La papauté n'a jamais failli à cette vocation, mais elle intervient en Orient par la propagande religieuse surtout; c'est son devoir et son droit. Il y a une autre intervention que l'Orient demande à l'Italie : c'est celle que racontent les arsenaux et les ports de Gênes, de Pise, de Venise, de Gaëte, de Naples, de Brindes,

de Sorrente, d'Amalfi, de Salerne, de Messine et de Palerme. Le passé de l'Italie éclaire son avenir.

Les hommes qui ont eu un rôle important dans l'histoire de l'Italie n'ont pas oublié ces liens naturels établis entre l'Orient et l'Italie par la géographie, par l'histoire, par les souvenirs mêmes de la domination byzantine et musulmane dans l'Italie méridionale et en Sicile. A peine établis en Italie, les Normands, sous Robert Guiscard (1081) et sous Bohémond, passent l'Adriatique, s'emparent de Corfou, font le siége de Dyrrachium en Illyrie et remportent une grande victoire sur les Grecs. Les rois normands de la Sicile, jusqu'à la fin de leur race, ont tous leur ambition tournée vers l'Orient et vers Constantinople. De même que Constantinople avait longtemps dominé l'Italie et la Sicile, celles-ci veulent à leur tour dominer Constantinople. L'empire romain, même dans sa décadence, avait laissé dans les esprits une telle idée de l'unité qu'une province à peine libre voulait acquérir le reste de l'empire. Une fois maîtres de l'Italie méridionale et de la Sicile par le mariage de la dernière héritière des rois normands avec Henri VI (1189), les césars allemands ont la même ambition. Charles d'Anjou (1266-1285) pense aussi à l'empire d'Orient. A peine Charles VIII de France est-il arrivé à Naples qu'il prend la couronne impériale (1483) et veut relever l'empire grec, tombé au pouvoir des Turcs. Charles-Quint doit sa popularité et son ascendant en Italie à ses victoires contre les Barbaresques en Afrique. Les papes, qui n'ont jamais abandonné l'idée des croisades, ont, sous Pie V, une grande part à cette victoire de Lépante (1571) qui met à la fortune conquérante des Turcs une borne qu'elle n'a plus franchie, et en-deçà de laquelle elle a sans cesse reculé. Glorieux privilége et grande leçon pour l'Italie d'avoir son nom mêlé à toutes les grandes revendications de l'Europe sur l'Orient avant, pendant et après les croisades! Dans l'Occident, les croisades ont été un accès d'héroïsme religieux et chevaleresque qui a duré à peu près deux cents ans. En Italie, la croisade, soit défensive, soit offensive, a été continuelle : elle a duré depuis le commencement du IXe siècle jusqu'à la fin du XVIIIe. Étudiant l'histoire de la question d'Orient, je ne pouvais pas oublier le pays qu'on a vu y jouer le plus grand rôle dans les temps les plus périlleux.

SAINT-MARC GIRARDIN.

UN ESSAI

D'HISTOIRE RELIGIEUSE

LES ORIGINES DU CHRISTIANISME D'APRÈS M. ERNEST DE BUNSEN.

The hidden Wisdom of Christ and the Key of knowledge, or History of the Apocrypha (*La Doctrine secrète du Christ et la Clé de la science, ou Histoire des Apocryphes*), by Ernest de Bunsen, 2 vol. in-8o. London, 1865.

Établir en théorie l'unité des dogmes religieux dans l'humanité, si cette unité n'est pas une chimère, serait le but suprême de la science des religions. Montrer que sous leur variété apparente ces grandes institutions cachent une même doctrine fondamentale, ce serait restituer à chacune d'elles le rôle qu'elles ont joué dans l'histoire et faire disparaître, autant qu'il est possible, l'antagonisme qui les tient séparées, et qui par elles a brisé le faisceau du genre humain. Si cette doctrine universelle, étudiée dans ses principes, venait ensuite à être reconnue pour vraie, nous aurions gagné une belle partie dans le jeu redoutable qui se joue depuis des siècles, car, les sciences marchant à coup sûr dans les voies qui conduisent à la vérité, nous aurions acquis la certitude que ces deux grandes créations de l'esprit, la religion et la science, tendent vers un terme commun où leurs théories doivent à la fin s'identifier. Une telle assurance nous étant donnée, nous aurions une réponse toujours prête contre ceux qui s'efforceraient encore de rétablir la lutte sur quelque terrain nouveau, et chacun de nous dans le for de sa conscience goûterait cette paix que les luttes de la raison et de la

foi ont si souvent troublée. Au point où la science des religions est parvenue et à voir les pas qu'elle fait d'année en année, une telle espérance doit-elle encore nous paraître vaine? Je n'hésite pas à répondre non. Le beau livre publié récemment à Londres par M. Ernest de Bunsen, digne successeur du célèbre ministre de Prusse Christian de Bunsen, d'autres documens propres à compléter l'œuvre du savant théologien m'aideront sans doute à faire passer cet espoir dans l'âme de mes lecteurs.

I.

Le titre choisi par M. de Bunsen répond de la manière la plus exacte à la pensée qu'il développe dans tout son ouvrage. C'est un fait connu de tout le monde aujourd'hui que dans les premiers temps du christianisme il existait une doctrine secrète transmise par la voie de la parole et en partie peut-être par l'écriture; cet enseignement mystérieux excluait d'abord ceux qu'on appelait *catéchumènes*, c'est-à-dire les païens convertis, mais non encore instruits dans les choses de la foi et n'ayant pas reçu le baptême. Une fois chrétiens, ils n'étaient pas pour cela initiés aux plus profondes doctrines, car celles-ci se transmettaient en quelque sorte de la main à la main entre les hommes dont la foi plus ardente était éclairée par une intelligence plus vive; à ce titre, ils pouvaient devenir docteurs à leur tour, instruire et diriger la masse des fidèles. Sur quels points de doctrine portait le mystère? C'est une question qu'il est impossible de résoudre *à priori* et que l'étude des textes peut seule éclaircir : on est néanmoins en droit de penser que le voile du secret couvrait les parties les plus profondes de la science sacrée et celles qu'il eût été le plus dangereux de découvrir à tous au milieu du monde païen, dans une société chrétienne composée de personnes pour la plupart ignorantes. Vint-il un temps où la doctrine cachée cessa de l'être? On s'accorde généralement à dire qu'après Constantin il n'y eut plus de tradition secrète dans aucune église, ni en Orient ni en Occident. En reconnaissant la religion chrétienne comme une des religions autorisées dans tout l'empire, cet empereur ôta une de ses deux raisons d'être à la *discipline du secret*; en se faisant chrétien, il convia tout le monde romain à faire de même, et fit naître une émulation qui contribua beaucoup aux progrès du christianisme. Par cela même, les églises furent ouvertes à tous; l'affluence y fut grande; il devint impossible aux diacres d'arrêter à la porte les catéchumènes ou les païens. Or la prédication, s'adressant à tous, dut perdre en profondeur ce qu'elle gagnait en étendue, se faire populaire, prendre une couleur

de plus en plus moraliste et pratique. Aussi est-ce à cette époque que l'église sentit le besoin de fixer ses principes essentiels dans une profession de foi désormais invariable qui les mît à l'abri des attaques de l'ignorance et de l'oubli; ce fut l'œuvre d'Eusèbe pour la partie historique et du concile de Nicée (325) pour le dogme; l'un et l'autre accomplirent leur tâche sous l'impulsion et presque par l'ordre de Constantin.

Pour connaître les points de doctrine qui constituaient l'enseignement secret, il n'est donc pas nécessaire de consulter les monumens postérieurs au concile de Nicée, si ce n'est pour y chercher les documens qui peuvent s'y trouver encore touchant la période primitive du christianisme. Le livre de M. de Bunsen s'arrête à cette époque, où l'on voit que tout ce qui devait être révélé de la doctrine chrétienne l'avait été en effet. D'ailleurs les premiers siècles abondent en renseignemens de toute sorte. Il y en a de trois espèces, les livres, les rites primitifs de l'église conservés ou abolis, et enfin les monumens figurés tels qu'il s'en trouve en si grand nombre dans les catacombes de Rome. Je ferai à M. de Bunsen le reproche de n'avoir usé que des premiers et d'avoir totalement négligé les autres. Les doctrines, surtout quand elles sont mystérieuses, sont quelquefois exprimées avec plus de netteté dans les cérémonies du culte que dans les livres; ceux-ci d'ailleurs peuvent n'offrir que la pensée personnelle de l'auteur ou la tradition comme il l'a comprise : il n'en est pas de même des prières, des formules de foi et des autres parties du rituel qui, devant se reproduire constamment dans le lieu saint, peuvent être justement considérées comme exprimant la pensée commune. Quant aux monumens figurés, ils sont naturellement symboliques et faits pour parler aux yeux; ils sont comme autant de comparaisons ou de souvenirs pleinement intelligibles pour les seuls initiés et ne livrant au vulgaire que la partie la plus superficielle de ce qu'ils veulent exprimer; rapprochés des livres et des formules, ils répandent souvent sur eux une lumière inattendue, et, se répétant de siècle en siècle, ils peuvent quelquefois nous conduire aux vraies origines de tout un ordre d'idées ou de faits.

Cette querelle une fois vidée, je me hâte de revenir au livre de M. de Bunsen. Les monumens écrits des premiers siècles chrétiens ont été pour lui l'objet de longues et persévérantes recherches : un travail de comparaison lui a permis de rétablir avec la plus entière vraisemblance l'ordre chronologique de ces ouvrages et de saisir la suite des doctrines qui y sont consignées. On les voit, à partir de Jésus-Christ, apparaître les unes après les autres dans leur ordre naturel à mesure que les événemens extérieurs et le progrès interne

de la chrétienté leur permettent de se produire. Dans aucun des ouvrages d'exégèse parvenus à ma connaissance, la suite de la religion ne se montre avec autant de clarté; on peut, selon nous, considérer comme résolu le problème, jusqu'à présent si compliqué et si controversé, de la formation des dogmes chrétiens. La solution qu'en donne M. de Bunsen est d'une simplicité qui frappera tous les lecteurs; nous la résumons de cette manière : le dogme chrétien, dans ce qu'il a d'essentiel, ne s'est pas *formé* peu à peu, il est sorti tout fait de l'enseignement de Jésus; mais la mort, qui avait déjà frappé le précurseur et qui l'avait frappé lui-même, menaçant toujours ses disciples, la doctrine qu'il avait enseignée secrètement à ses apôtres fut tenue cachée par eux et transmise à voix basse à leurs principaux sectateurs. De cette obscurité où ils la conservaient avec la plus stricte vigilance, elle ne sortit que par fragmens, à mesure que les circonstances permirent de la révéler sans péril. Enfin elle ne fut entièrement promulguée que quand elle fut menacée à son tour de se dénaturer sous l'action des hérésies naissantes. Les quatre Évangiles, les Actes, les Épîtres et plusieurs autres écrits des temps primitifs de l'église marquent les étapes que la promulgation de la foi eut à parcourir. La discipline du secret dura jusqu'au jour où la manifestation put être regardée comme complète : ce ne fut que vers la fin du second siècle; alors seulement la publication de l'Évangile de saint Jean montra sous sa forme théorique la doctrine confiée par Jésus à ses disciples favoris. Ainsi près de deux cents ans ont été nécessaires pour que les chrétiens répandus dans l'empire fussent en pleine possession des grandes formules de la foi. La première forme sous laquelle elle avait été proposée est celle qu'employa exclusivement Jésus dans son enseignement public, la forme de la parabole; c'est celle qui se rencontre à peu près seule dans l'Évangile de saint Matthieu, le plus ancien des quatre et celui qui reproduit le plus exactement les propres paroles du Christ. La théorie commence à se montrer dans l'Évangile de saint Luc, le second en date; ce nouveau livre fit avec le premier un contraste apparent, car il supprimait d'une façon systématique l'élément juif, que Matthieu, organe de Pierre, avait étroitement conservé. Saint Marc n'apporta presque rien de nouveau ni dans l'histoire du maître, ni dans l'expression de la doctrine; son Évangile fut publié pour rapprocher les chrétiens judaïsans, dont Pierre était le chef, des chrétiens grecs et romains, pour qui saint Luc avait composé le sien.

Quel événement s'était-il donc passé qui eût produit dans l'église naissante cette scission un moment dangereuse? Un seul : la prédication de saint Paul. Paul n'était pas un disciple de Jésus; mar-

chand juif d'Asie-Mineure, son commerce l'avait amené aux lieux où ses coreligionnaires lapidaient le malheureux Étienne, et lui-même avait pris part à cet attentat. Fuyant à son tour la persécution, il s'était, par une résolution soudaine, tourné vers la religion nouvelle. En possession des mystères, il se donna pour mission de faire parmi les gentils ce que Pierre avait fait parmi les Juifs de Jérusalem; il les évangélisa. Or la condition où se trouvait Paul au milieu de la société grecque n'était point celle de Pierre en Judée. Ceux des apôtres qui étaient restés parmi les Juifs étaient tenus par la loi mosaïque et par l'esprit du peuple dans un silence qu'ils ne pouvaient rompre sans être frappés; mais le monde grec jouissait d'une liberté de penser que pourraient envier plusieurs peuples modernes : depuis la fondation d'Alexandrie et du Musée régnait en matière de religion, comme en toute autre chose, cette indépendance de la parole sans laquelle les nations ne peuvent faire aucun progrès. Paul ne devait donc rencontrer hors des hommes de sa race aucun obstacle à sa prédication. Il pensa que le moment était venu de livrer à tous la science secrète, il la prêcha dans les rues et sur les toits. Dans l'église, dont le centre était désormais à Rome, elle fut mal accueillie parce que les chefs qui la gouvernaient étaient judaïsans et ne concevaient encore le christianisme que comme une application plus complète de la loi de Moïse. Tout le monde connaît la lutte qui s'éleva entre saint Pierre et saint Paul : M. de Bunsen démontre que les mauvais traitemens auxquels ce dernier fut soumis ne peuvent être attribués à Pierre, et que la responsabilité tout entière en retombe sur les chefs de l'église de Rome, constituée alors comme une synagogue et animée de l'esprit israélite. C'est Luc qui exposa la doctrine de Paul dans cet évangile connu sous le nom d'Évangile des gentils, comme celui de Matthieu était l'Évangile des Hébreux. Peu après, les deux grands apôtres Pierre et Paul furent martyrisés; une menace commune étant suspendue sur les Juifs et sur les chrétiens que l'on confondait dans une même haine, il se produisit parmi les fidèles un apaisement à la faveur duquel fut publié l'Évangile de saint Marc, sorte de compromis entre les deux autres.

Or le mystère que les apôtres et les docteurs de l'église avaient fait des doctrines du maître, l'ignorance où le commun des fidèles était retenu, avaient suscité dans l'église naissante des interprétations arbitraires en désaccord avec la doctrine du secret : elles devinrent assez puissantes pour que ceux qui conservaient les dernières formules cachées se crussent obligés de les divulguer entièrement, afin de rétablir la vraie tradition de Jésus et des apôtres. Ces derniers étaient tous morts; on était en plein second siècle.

C'est alors que parut, probablement à Rome, la première version de l'Évangile de saint Jean, dont le texte était demeuré secret depuis l'origine. On peut dire qu'à partir de cette époque la manifestation chrétienne est complète, et que l'enseignement caché n'a plus de raison d'être. Cependant il est hors de doute que cet enseignement dura quelque temps encore : à cette époque, un livre ne se répandait point aussi promptement que de nos jours; les églises comptaient déjà un très grand nombre d'adhérens dispersés dans presque tout l'empire. De plus l'Évangile de Jean peut être lui-même l'objet, sinon d'interprétations opposées, du moins d'explications plus ou moins approfondies qu'il fallait mesurer à la capacité intellectuelle des catéchumènes. Les plus ignorans ne pouvaient guère recevoir que l'enseignement populaire contenu dans les récits et les paraboles; les autres recevaient toute la doctrine telle que l'apôtre l'avait exposée, avec les développemens que l'instruction orale pouvait lui donner. Cette distinction dura tant que les réunions des chrétiens furent clandestines ou simplement tolérées; elle ne cessa qu'après l'édit de Constantin, lorsqu'il fut devenu impossible d'exclure des églises aucun assistant.

II.

On voit par ce court exposé que, selon M. de Bunsen, ce ne fut point par une évolution spontanée de l'idée primitive que le dogme chrétien se forma, mais qu'il existait tout fait dans la pensée de Jésus, et qu'il ne fut livré que par portions et par des publications successives, volontaires et préméditées. Cette pensée est-elle historiquement vraie? Le livre de M. de Bunsen nous paraît ne laisser aucun doute à cet égard, et nous croyons que son idée sera également bien accueillie par toutes les églises chrétiennes et par la critique indépendante. Il semble néanmoins qu'il aurait dû y apporter quelques restrictions, car, s'il est vrai par exemple que les livres canoniques sont sortis l'un après l'autre du mystère où ils étaient tenus, la forme sous laquelle nous les possédons n'est pourtant pas celle que les auteurs leur avaient donnée. Ainsi l'Évangile de Jean avait été composé d'abord en araméen; le texte sorti des mains de l'apôtre ne nous est point parvenu et n'a probablement jamais été publié intégralement; la traduction qui en fut livrée au public vers la fin du IIe siècle, et que la critique attribue à Jean le Majeur, était-elle la reproduction exacte de ce texte? Non, puisque les fragmens cités dans les auteurs du Ier siècle ne reproduisent pas comme nous les avons les textes de cet Évangile. Il est donc probable que les textes primitifs, conservés dans le secret, ne furent publiés qu'après avoir subi les modifications exigées par les circon-

stances, c'est-à-dire pour servir de réponse aux opinions dissidentes à mesure qu'elles se produisaient. D'où venaient à leur tour ces altérations des textes? Évidemment de l'esprit individuel des maîtres, lequel marchait lui-même avec le temps. Aussi, lorsque les textes canoniques eurent tous été publiés et avec eux la doctrine secrète, l'esprit des docteurs et des pères continua-t-il à s'immiscer dans le dogme fondamental, sinon pour le changer, au moins pour l'interpréter plus librement, car en réalité le dogme est exprimé dans les livres saints d'une manière souvent bien succincte et qui appelle les commentaires. Dans l'église catholique, le dogme ne fut définitivement fixé dans tous ses détails que par le concile de Trente; encore pouvons-nous dire que depuis cette époque il a reçu de nouveaux développemens. Quant aux rites, qui font également partie de la religion et dont le sens a été, lui aussi, tenu secret, ils n'ont jamais cessé d'éprouver des changemens et de recevoir des additions, ils en reçoivent encore de nos jours et sous nos yeux.

Il est donc vrai que la doctrine du Christ s'est transmise secrètement dans la primitive église; mais il ne faudrait pas dire d'une manière absolue qu'il en a été ainsi de toute la doctrine, et que durant sa transmission elle est demeurée intacte sans recevoir ni altérations ni développemens. Il y a lieu de prendre un moyen terme entre la pensée de M. de Bunsen, qui n'admet rien de nouveau dans le christianisme pendant les deux premiers siècles et n'y voit que la transmission intégrale de dogmes complets, et la pensée de l'école critique, suivant laquelle tout y est nouveau, les doctrines et les livres.

M. de Bunsen met hors de doute, soit par des citations, soit par l'examen des doctrines, que Jésus eut deux enseignemens, l'un public procédant par paraboles et ne livrant du dogme que ce qu'il avait de pratique, l'autre secret ou *ésotérique* donné seulement aux disciples et non pas même à tous dans sa totalité, mais seulement à Pierre, à Jacques et à Jean. Cette science cachée, Jésus ne prétendait pas en être l'auteur; mais, opposant la religion du cœur à la religion tout extérieure des pharisiens, il leur reprochait de tenir en réserve la science dont ils avaient le dépôt et de fermer aux hommes le royaume du ciel. Ce royaume ne pouvait être ouvert à tous que par le Messie fils de Dieu; la filiation divine du Messie faisait partie de la doctrine secrète, tandis que le commun des Juifs n'attendait qu'un messie terrestre, un roi-prophète, descendant de David. Or publiquement Jésus ne se donnait que comme fils de l'homme, expression qui ne pouvait s'entendre ni de l'un ni de l'autre des deux messies. Quand Pierre eut confessé le Christ en Jésus et que les autres disciples l'eurent aussi reconnu en lui, Jésus leur interdit d'en parler à personne. A mesure qu'il avance

dans la carrière, son caractère messianique se montre de plus en plus clairement aux yeux de ses compagnons; mais le peuple ne voyait tout au plus en lui qu'un prophète et un homme d'une science et d'une puissance extraordinaires. Quant aux pharisiens, leurs craintes et leur hostilité allaient croissant, parce que, connaissant eux-mêmes par tradition la théorie du Messie, ils redoutaient de la voir se réaliser en Jésus. On se ferait une idée très fausse du fondateur du christianisme, si l'on pensait qu'en prêchant sa doctrine il se jetait dans les hasards et courait volontairement à la mort; il l'a subie, il ne l'a point recherchée; la conscience supérieure qu'il avait de sa destinée ne l'a point fait reculer devant le dernier supplice. S'appliquant à lui-même tout le premier la théorie du Christ, quand il vit qu'il ne pouvait réaliser sa mission sans mourir, il accepta la mort avec cette douceur ineffable que nul homme n'a égalée; mais durant toute sa prédication ses disciples le virent user pour lui-même d'une prudence quelquefois supérieure à la leur et leur livrer à eux seuls un mystère que le peuple juif n'était pas préparé à entendre. Ce fut au dernier moment qu'il avoua presque malgré lui, en termes équivoques, sa qualité de fils de Dieu, aveu que ses ennemis déclarèrent un blasphème. S'il eût proclamé tout d'abord ce mystère, il est à croire que sa mission eût échoué dès le début. La prudence qu'il montre si souvent dans les Évangiles exclut de sa personne toute exaltation et rehausse encore sa douceur.

Jésus mourut donc sans avoir divulgué la théorie secrète sans laquelle son rôle était inexplicable et sa religion impossible : sur ce point, l'apparence même du doute doit disparaître, tant les textes sacrés sont formels. A partir de ce moment, l'apparition progressive du mystère se déroule comme un drame qui commence à Pierre et ne se dénoue que par l'Évangile de Jean. On ne connaissait de Jésus que ses discours publics et ses miracles; sa vie était presque inconnue, sa mort seule avait frappé d'étonnement ceux qui en avaient été les acteurs ou les témoins. Quant à sa pensée intime, on l'ignorait; on savait seulement qu'il avait une doctrine mystérieuse dans laquelle un rôle extraordinaire lui était assigné, et dont il avait livré le dépôt à ses plus chers confidens. Ceux qu'on a nommés les apôtres, et dont le nombre a été fixé à onze, si l'on en retranche le traître Judas, ne furent pas les premiers qui parurent en scène après la mort de Jésus. Ils étaient demeurés à Jérusalem : Juifs, frappés de terreur par la mort du maître, relevant d'ailleurs de la loi dont l'application était aux mains de leurs ennemis, ils gardaient le secret et ne le confiaient qu'à un petit nombre de fidèles; publiquement ils affirmaient, Pierre à leur tête, que Jésus n'avait point voulu renverser la loi mosaïque; ils

assistaient aux cérémonies du temple et reconnaissaient la circoncision. Étienne, le premier, nia hautement que la loi de Moïse fût la foi nouvelle. Grec, probablement d'Alexandrie, il allait disant dans Jérusalem, avec la liberté des hommes de sa race, que l'ancienne loi était une figure, et que le temps était venu où l'image devait faire place à la réalité. Il déclara que Jésus était le Messie, c'est-à-dire le Christ, mais le Christ Verbe de Dieu, et que lui-même avait vu la gloire de Dieu dans le ciel et Jésus-Christ se tenant à sa droite. Cette première manifestation du secret fut mal accueillie : Étienne fut tué à coups de pierres par les Juifs; Saul, qui fut Paul, était parmi eux. Les apôtres continuèrent de vivre dans Jérusalem, n'avouant rien de la doctrine secrète et judaïsant. Cependant les chrétiens dispersés se répandirent hors de la contrée : l'un d'eux, Philippe, Grec aussi sans doute et différent de l'apôtre du même nom, prêcha dans Samarie, fit des miracles et convertit un grand nombre de personnes, parmi lesquelles se trouva Simon, un des disciples de Philon d'Alexandrie. Ainsi les premiers progrès du christianisme ne furent pas dus aux apôtres, qui restaient paisibles dans Jérusalem.

Cependant, la mort horrible d'Étienne et son angélique prière ayant frappé la pensée de ses assassins, Paul se convertit sur le chemin de Damas, et à son tour commença de prêcher la doctrine du Christ. Par quelle voie était-elle parvenue jusqu'à lui? C'est une question qui n'est pas encore entièrement résolue. Paul ne connut point Jésus et ne vit les apôtres que dix-sept ans après sa conversion; ils étaient encore à Jérusalem. Il était né à Tarse, ville d'Asie-Mineure, l'un des deux centres de philosophie théologique, dont l'autre était Alexandrie. Il avait eu pour maître le rabbin Gamaliel, que l'on disait avoir été baptisé secrètement par Jean-Baptiste, et qui défendit les apôtres dans Jérusalem. Gamaliel avait pour père Siméon, fils de Hillel. Hillel, le premier des trois docteurs de ce nom, était né à Babylone au commencement du siècle; il était pharisien; fondateur d'une école restée célèbre, il avait soutenu contre le fameux Shammaï la doctrine orale, qui se perpétuait par l'enseignement secret en opposition avec l'Écriture, et dont lui-même avait approfondi l'étude dans sa ville natale. Ce fut certainement une des voies par lesquelles parvinrent jusqu'à Paul les théories secrètes dont nous aurons à parler; mais, comme son commerce le mettait en relation avec des hommes de toute doctrine et de tout pays, il est probable qu'il reconnut l'identité de ce qu'il avait appris par Gamaliel avec la doctrine dont les apôtres de Jésus gardaient le secret. Cette doctrine, il en avait d'ailleurs saisi quelques formules dans la bouche du malheureux Étienne.

Il vit et il désapprouva la conduite trop prudente ou trop rési-

gnée des apôtres. A cette époque circulait parmi les fidèles, sous le nom de Matthieu, un évangile écrit par lui en langue hébraïque ou plutôt en syro-chaldéen, seule histoire authentique de Jésus que l'on eût jusque-là; elle avait été composée pour les Hébreux de Palestine, et reproduisait fidèlement la pensée de Pierre et sa manière d'enseigner la religion nouvelle. Comme elle n'allait pas au-delà des prédications de Jésus, elle procédait exclusivement par des récits et par des paraboles, ne pénétrant point au fond des choses et laissant la doctrine secrète sur un arrière-plan impénétrable. Nous pouvons nous convaincre en effet, par notre version de l'Évangile selon saint Matthieu, que, si le christianisme n'était pas sorti de cette voie, il n'aurait été qu'une réforme judaïque et ne serait jamais devenu une religion universelle. C'est ce que Paul comprit, et il se donna la double mission de proclamer la doctrine secrète « jusque sur les toits » et de la prêcher aux gentils. On sait avec quelle vivacité éclata l'antagonisme de Pierre et de Paul, celui-ci accusant l'autre de tenir la lumière sous le boisseau, d'être un Israélite soumis et de trahir la cause du maître. Il prêcha donc un « autre évangile, » qui cependant « n'était pas un autre, » évangile qui devait différer profondément de la prédication de Pierre, puisqu'il dévoilait une doctrine « demeurée secrète depuis le commencement du monde, » et qui pourtant était le même, puisque cette doctrine était précisément celle que Pierre avait reçue de Jésus et qu'il retenait par faiblesse ou par obstination. La prédication de Paul fut comme une seconde apparition du Christ, dont elle dévoilait la nature, l'origine divine et la pensée suprême. De cet antagonisme naquit la lutte que tous les chrétiens connaissent, lutte qui ne se termina qu'à Rome un peu avant la mort des deux apôtres. Pierre défendait les tendances judaïques; Paul les attaquait, disant que les Juifs étaient insensés et que les Grecs seuls étaient sages, faisant porter uniquement par les Juifs la responsabilité de la mort de Jésus et absolvant les Romains. La question entre eux était donc de savoir si la doctrine nouvelle resterait enfermée dans Jérusalem pour y végéter un peu de temps et y mourir, ou si elle devait en sortir pour vivre et grandir parmi les nations. Le fait donna raison à saint Paul, car, tandis que Pierre présidait à Jérusalem une réunion d'hommes qui n'avaient pas encore un nom à eux et que l'on appelait *nazaréens*, du nom d'origine de Jésus, Paul fondait à Antioche la première église véritable, et ceux qui l'entouraient prenaient pour la première fois le nom de *chrétiens*.

La doctrine de Paul nous est connue par des documens variés, dont les principaux sont ses *épîtres* et l'Évangile de saint Luc. Les épîtres sont authentiques à l'exception d'une seule, l'épître *aux Hé-*

breux; M. de Bunsen attribue avec vraisemblance cette dernière à un Juif converti, l'Alexandrin Apollos, dont l'autorité fut mise en balance avec celle de Paul lui-même. Luc était le disciple et le compagnon de voyage de Paul. L'intention manifeste de son Évangile est de frapper d'abord de discrédit les écrits antérieurs relatifs à Jésus, puis d'harmoniser entre eux les récits les plus authentiques, d'en faire sentir l'insuffisance et de les compléter avec la doctrine secrète révélée par Paul. La lecture comparative des Évangiles de Luc et de Matthieu met le contraste dans toute son évidence. Tout ce qui dans ce dernier paraît favorable aux Juifs ou à la loi mosaïque est supprimé dans saint Luc : Matthieu conserve la pâque, Luc la supprime et la remplace par une autre où un agneau n'est plus immolé et où la victime n'est autre que le Christ lui-même. Le royaume du Messie est juif et matériel dans Matthieu, il est spirituel et universel dans saint Luc; le Dieu de Matthieu, c'est le Père assis dans le ciel, sur un trône, comme le chef du peuple choisi; le Dieu de Luc est universel, il habite en chacun de nous, et nous-mêmes habitons en lui. Luc décrit l'aveuglement et l'hypocrisie des chefs israélites, il n'a point de paroles amères contre Pontius-Pilatus; par lui, Hérode et ses soldats sont substitués aux soldats romains; ce sont eux qui livrent Jésus au supplice. Matthieu avait commencé la généalogie de Jésus à Abraham et par là en avait fait un Juif fils de David par Joseph; Luc la commence à Adam, fils de Dieu et père des hommes; Joseph n'est à ses yeux qu'un père supposé; le vrai père de Jésus, c'est Dieu, qui l'a choisi pour être crucifié par les Juifs. On trouvait dans Matthieu les mages, l'étoile, la fuite en Égypte, le massacre des enfans; dans saint Luc, il n'y a plus ni mages ni massacre; Joseph le Juif disparaît de la scène, et à sa place on voit paraître sur le premier plan Marie, Galiléenne, de race peut-être étrangère à Israël, modèle de sainteté et de bénédiction, dont la vertu purifiante est ressentie par tous ceux qui l'approchent. Le récit de la naissance de Jésus au lever du jour, de l'approche des bergers, des anges chantant en chœur : « Gloire à Dieu au haut du ciel, » tout cela forme dans saint Luc un tableau d'une harmonie orientale et presque vêdique contrastant merveilleusement avec l'esprit étroit des sadducéens et des pharisiens eux-mêmes. C'est en Galilée, parmi les gentils, que Jésus reçoit le baptême, et que le Christ se révèle à Jean le Baptiseur; celui-ci, selon saint Luc, baptisait par l'eau en attendant qu'un autre baptisât par l'esprit et par le feu, nouveau rit qui n'a rien de commun avec le baptême hébraïque de saint Matthieu. Luc cherche à diminuer l'autorité des apôtres en omettant toutes les paroles de Jésus qui dans Matthieu la confir-

ment; pour lui, Judas est bien plus coupable que pour Matthieu; Luc rabaisse Pierre; il ôte aux douze le mérite d'avoir fondé la religion du Christ en leur ajoutant soixante-dix envoyés dont la mission est contraire aux usages israélites les plus autorisés. « Allez, leur dit le maître, comme des agneaux parmi les loups; ne portez ni bourse, ni sac, ni souliers; ne saluez personne en chemin; en quelque maison que vous entriez, faites d'abord le *salam*, et demeurez là, mangeant et buvant de ce qui sera mis devant vous. » Luc fait à Paul des allusions évidentes et le déclare le premier des apôtres. Quand Paul fut persécuté, Luc resta fidèle à Paul au moment où tous les autres le trahissaient. Enfin les plus anciens pères de l'église, Irénée, Tertullien, Origène, Eusèbe, Jérôme, identifient la pensée de Luc avec celle de Paul.

Les faits que nous venons de citer après M. de Bunsen montrent clairement que si Jésus fut le fondateur du christianisme, saint Paul en fut le vulgarisateur, et qu'il le fit sortir de Jérusalem pour le répandre parmi les nations. Or il survint bientôt un événement qui devait changer la face des choses : Jérusalem fut détruite et ses habitans dispersés. Pierre, forcé de fuir, transporta le centre de son église à Rome. Elle se composait primitivement de Juifs et d'un petit nombre de gentils, ne connaissant que l'Évangile de Matthieu et ignorant la doctrine secrète; après la conversion de saint Paul, elle éprouva une sorte de schisme, les uns continuant de judaïser, tandis que les autres se rangeaient sous la bannière du nouvel apôtre. L'épître de Paul *aux Romains*, écrite vers l'année 54, était l'apologie de sa doctrine : cette lettre fut mal reçue, comme il le fut lui-même quatre ans après, car son séjour à Rome accrut la scission qui divisait l'église, et Paul ne cachait pas qu'à ses yeux la plupart des chrétiens de Rome n'étaient pas de vrais chrétiens qui pussent être comparés à ceux de Corinthe. La lutte commençait à se calmer quand les deux rivaux subirent le martyre sous Néron en l'année 64. A cette époque, Pierre paraît s'être rapproché de Paul; il avait renoncé dans son église aux usages hébraïques, et reconnu que Paul n'avait pas eu tort de dévoiler le mystère du Christ que lui-même avait cru devoir tenir caché. Il y eut donc lieu, après la mort des deux chefs de l'église, d'écrire un troisième évangile servant à concilier les deux autres et à constater dans la foi l'unité de pensée où les deux apôtres venaient de se rencontrer. Ce fut l'œuvre de saint Marc. Son Évangile fut écrit à Rome, en langue grecque, après ou un peu avant la mort des deux martyrs; il ne parut dans sa version latine que vers la fin du IIe siècle, après les écrits apologétiques de saint Justin et *le Pasteur* d'Hermas. Le procédé suivi par l'auteur fut simple : il retrancha de saint Luc tout ce qui par sa nouveauté avait pu donner lieu

à quelque mésintelligence, et de saint Matthieu tous les passages qui montraient une tendance judaïsante exclusive. Il en résulta une œuvre décolorée qui fut comme un abrégé de saint Luc et de saint Matthieu, et qui ne dut être considérée que comme un compromis.

III.

Nous devons maintenant faire quelques pas en arrière pour reconnaître les opinions dissidentes nées dans les églises à la faveur du secret où la doctrine métaphysique avait été cachée. Les discussions fondamentales portaient sur la nature de Jésus dans ses rapports avec la *théorie du Christ*. Nous avons vu que chez les Juifs eux-mêmes le futur règne du Christ était compris de deux façons : les uns attendaient un roi de la souche de David destiné à étendre sur la terre la puissance de la théocratie mosaïque et à placer le peuple d'Israël à la tête d'un vaste empire dont ce roi serait le chef. Les autres, et parmi eux les pharisiens, entendaient le règne du Christ dans un sens idéal. Cette question avait été fort agitée, on l'a vu, pendant le dernier siècle entre les docteurs juifs Shammaï et Hillel; l'apparition de Jésus, sa prédication, sa vie et sa mort la compliquèrent. Les uns reconnaissaient en lui un fils de David, un futur roi des Juifs; mais, comme il était mort sans avoir établi aucun royaume, ils étaient déconcertés dans leurs espérances et attendaient ce second avénement de Jésus glorieux dont lui-même les avait une fois entretenus. Les autres se sentaient confirmés dans leur doctrine : en regardant Jésus comme le Christ, ils voyaient surtout en lui le fils de Dieu et marchaient peu à peu vers la suppression de sa nature humaine. On voit par l'Évangile de saint Matthieu, par la réaction paulinienne et par le témoignage des homélies qui, sous le nom de *Clémentines*, retracent la doctrine des apôtres que la première doctrine était celle de Pierre et des judaïsans. C'est au temps de saint Paul que la seconde se manifesta. M. de Bunsen en trouve le premier symptôme dans l'épître *aux Hébreux*, vulgairement attribuée à Paul, mais écrite en réalité par Apollos aux Juifs chrétiens d'Alexandrie. Dans cette ville régnait une liberté de pensée qui altérait aisément le canon des Écritures et introduisait souvent dans la doctrine de Jésus des interprétations individuelles. Nous ne connaissons presque rien de la primitive église d'Alexandrie, si ce n'est qu'elle contribua pour une part considérable aux accroissemens du christianisme et au progrès de ses dogmes. Apollos ne rompt pas seulement de la façon la plus nette avec la loi mosaïque, mais il soutient que le Christ n'a rien d'humain, qu'il est simplement le fils de Dieu apparu sous des formes humaines. Il reproche

à saint Paul de ne pas dire tout le secret, et d'en garder pour lui-même la partie la plus importante. C'est donc dans cette épître *aux Hébreux* que se trouvent les premières formules de la doctrine nommée plus tard *docétisme*, d'un mot grec qui signifie sembler, parce que le corps du Christ n'avait, selon elle, qu'un semblant de réalité. Elle se produisait ainsi en pleine période apostolique. L'épître faussement attribuée à Barnabé marque la seconde étape du docétisme; elle est postérieure à l'épître *aux Hébreux*, antérieure à l'Évangile de Jean. L'auteur appartenait à l'église d'Alexandrie; il regardait, ainsi qu'Apollos, le christianisme comme une nouveauté sans racines dans le judaïsme, niait que Jésus fût un fils de David, et ne reconnaissait point son humanité.

Cette doctrine ne resta pas concentrée dans Alexandrie; elle se répandit promptement dans d'autres églises. La pensée d'Apollos, portée à Corinthe, y produisit un véritable schisme. Déjà Paul avait, pour la réfuter, écrit sa première *aux Corinthiens;* mais, sa propre opinion n'ayant point prévalu, ils reçurent bientôt une seconde lettre de l'évêque Clément de Rome, constatant et déplorant la division qui régnait parmi eux, les prévenant contre les faux maîtres qui ne reconnaissaient ni Paul ni Pierre, et les engageant à imiter ces deux apôtres, qui, après avoir été divisés quelque temps, s'étaient enfin réconciliés. La lettre de Clément prouve qu'à la fin du 1er siècle, époque où elle fut écrite, le docétisme régnait dans certaines églises d'Orient; mais elle prouve en même temps que l'église de Rome en était exempte, et que, si la doctrine de Paul n'y était pas encore seule en vigueur, du moins toute influence juive en avait définitivement disparu.

Le Pasteur, composé par Hermas, frère de Pie, évêque de Rome, parut vers les années 130 ou 140. Il fut comme une suite de la lettre de Clément et de l'Évangile de saint Luc. Quoiqu'il n'avançât pas beaucoup au-delà de saint Paul dans l'exposition des doctrines secrètes, il avait l'avantage de les répandre dans l'église, de les préciser sur un grand nombre de points, de les approfondir, et surtout de les poser nettement en face de ceux qui niaient soit la divinité du Christ, soit son humanité. Irénée, Clément d'Alexandrie, Origène, considérèrent cet écrit comme canonique, et nous pouvons le regarder comme formant dans la manifestation du secret un anneau de la chaîne qui unit saint Paul à saint Jean.

Nous ne voulons pas, malgré l'intérêt du sujet, obliger le lecteur à nous suivre à travers les écrits d'Ignace, de Polycarpe, de saint Justin, ni à travers ces *récognitions* et *homélies* qui portent le nom de *Clémentines* et retracent la doctrine des apôtres. Nous arrivons à cette belle œuvre d'un auteur contesté qui a pour titre *Épître à Diognète*. M. de Bunsen la considère comme une œuvre

de Marcion, écrivant, tout jeune encore, au jeune Diognète, ami de Marc-Aurèle, vers les années 135 ou 140 de notre ère. Elle est donc presque contemporaine du *Pasteur* d'Hermas. La forme en est si belle, surtout quand on la compare aux écrits des premiers chrétiens, que M. de Bunsen n'hésite pas à lui accorder toute son admiration et à la citer en grande partie. L'éloquence de cet écrit est constamment soutenue par une élévation de pensée et une précision de doctrines que *le Pasteur* n'atteignait pas. Si Marcion en fut l'auteur, il faut avouer que ses opinions avaient beaucoup changé à l'époque où dans Rome, en présence d'une église déjà fortement constituée et de dogmes que saint Paul avait définis clairement une première fois, il devint le chef d'une école où l'on niait absolument l'humanité du Christ et sa réalité charnelle, car la lettre à Diognète porte un caractère tout à fait évangélique, le docétisme n'y paraît pas : elle n'est qu'une affirmation nouvelle de la science secrète enseignée par Paul; enfin elle est une véritable introduction à l'Évangile de saint Jean.

Trente ans s'étaient à peine écoulés, qu'un docétiste de Babylone, Tatien, publiait l'*Harmonie des quatre Évangiles*. L'Évangile de Jean était donc connu à cette époque, et son apparition doit être placée entre les années 160 et 170 de notre ère. Dans l'intervalle, Marcion, se posant comme l'antagoniste de Polycarpe, évêque de Smyrne, soutenait, avec une grande apparence de raison, que le Dieu des chrétiens n'est pas celui des Juifs, que le Christ n'est pas leur Messie, que le Messie leur est particulier, tandis que le Christ est universel; mais il ajoutait que le Christ ne s'était point incarné, si ce n'est en apparence, que les Juifs à Capernaüm n'avaient vu devant eux qu'un fantôme, qu'il n'avait pas souffert sur la croix et qu'il n'avait pu mourir. Marcion ne connaissait pas l'Évangile de Jean, mais il adoptait celui de Luc en l'altérant selon ses propres idées. Une grande partie des chrétiens se ralliait aux opinions de Marcion, rendues vraisemblables par un style élégant et une éloquence persuasive; la doctrine du secret était menacée dans ses fondemens. C'est alors que parut l'Évangile de Jean, le dernier et le plus métaphysique des quatre récits qui composent le canon évangélique. M. de Bunsen pense qu'il était tenu en réserve depuis le temps des apôtres par les chefs de l'église, opinion tout à fait vraisemblable et conforme à ce que l'église a toujours pratiqué. A la vérité, tout paulinien a pu l'écrire; mais il est plus probable qu'il existait déjà, et qu'il était connu des docteurs chrétiens, car plusieurs phrases sont citées dans les *Clémentines* et dans les écrits théologiques de l'évêque Hippolyte (1), du premier Tatien, disciple

(1) Voyez sur *Hippolyte* une étude de M. A. Réville dans la *Revue* du 15 juin 1865.

de saint Justin, du philosophe chrétien Athénagore et de Théophile, évêque d'Antioche, dont l'*Apologie* fut composée au milieu du IIe siècle. Pierre, Jacques et Jean étaient les trois plus chers disciples de Jésus, et nécessairement ses trois plus intimes confidens; mais, comme disciple bien-aimé, Jean dut être celui à qui Jésus confia le secret tout entier. Son Évangile, écrit en araméen, dut être traduit pour être compris de ceux qui suivaient les doctrines de Marcion, d'Ébion ou de Cérinthe. Comme la vie supérieure du Christ était un mystère divin, Jean avait pu la raconter en cette langue en se plaçant déjà à ce point de vue élevé; mais le temps où elle pouvait être comprise n'arriva que quand les controverses eurent préparé les esprits, et que la vie réelle de Jésus eut pris les vagues aspects que donne un passé déjà lointain.

C'est donc dans l'Évangile de saint Jean qu'il faut chercher les formules définitives de la métaphysique chrétienne, formules que saint Paul lui-même n'avait qu'incomplétement révélées. Il est nécessaire pour la suite de ce travail de les résumer en peu de mots. Jean admet que le Verbe divin était connu longtemps avant Jésus, qu'il existe éternellement, qu'il éclaire tout homme venant en ce monde, qu'il fut pour Dieu le médiateur de la création, qu'il s'est fait chair et qu'il a placé *en nous* son séjour. Dieu est un et indivisible. Le Verbe est son fils unique, sa *gloire*, sa lumière; il dévoile aux hommes les choses du ciel. L'Esprit est Dieu; incarné, il devient le Christ, premier-né des créatures, organe de sanctification pour les hommes. C'est l'amour divin qui est le sauveur universel, car c'est par lui que Dieu a donné au monde son fils unique, et par leur communion avec lui les hommes deviennent comme lui enfans de Dieu. La justification s'opère par la grâce de Dieu, c'est-à-dire par son action directe en nous, et l'expiation s'opère, non par les œuvres de la loi, mais par la justice. Le consolateur que Jésus a promis à ses disciples n'est pas autre que l'Esprit de Dieu, qui, sous le nom de Christ, habitait avec eux, mais non encore en eux, et qui, après le départ du Christ, quand ils seront livrés à eux-mêmes, demeurera en eux et fera que par eux les hommes continueront à faire les œuvres de l'Esprit. C'est dans saint Jean que se trouve pour la première fois exposée sous sa forme authentique la *théorie du Christ éternel*, antérieur à Abraham et à Adam; mais à côté de cette doctrine se trouve nettement affirmée l'humanité du Christ, son incarnation en Jésus et la réalité de sa vie et de sa mort.

L'Évangile de saint Jean est le terme où s'arrête le livre de M. de Bunsen. L'auteur n'a pas cru devoir descendre plus bas, parce que dès ce moment, selon lui, tout le mystère de la *discipline du secret* se trouve dévoilé.

IV.

J'arrive à la partie la plus originale de l'ouvrage, celle où l'auteur expose, non plus la promulgation successive de la doctrine cachée, mais l'origine et la transmission de cette doctrine jusqu'à Jésus. C'est à ce problème que répond le second titre de l'ouvrage : *Histoire des apocryphes*. On sait que ce mot a eu plusieurs significations : il désigne d'ordinaire les œuvres dont les auteurs ou l'époque ont été l'objet de fausses suppositions; il désigne quelquefois celles dont les auteurs ou l'époque sont simplement inconnus; enfin, en langage ecclésiastique, il désigne les livres exclus du canon. Ces livres contiennent presque toujours des doctrines dissidentes et dont l'étude peut être nécessaire pour l'intelligence et pour l'histoire des dogmes.

Le premier auteur qui du temps même de Jésus s'offre à M. de Bunsen est le Juif Philon, dont nous possédons de volumineux ouvrages. Il représente dans la société hébraïque la fusion des idées orientales et des idées occidentales; sa méthode est de ne prendre à la lettre ni les écrits des Juifs ni les traditions religieuses de la Grèce et des autres peuples. Du reste, il ne donne point comme nouvelle sa méthode d'interprétation; il la tenait du Juif alexandrin Aristobule, et nous savons par l'exemple de plus d'un auteur païen qu'elle était en usage chez les Grecs depuis longtemps. Le Dieu de Philon n'est pas seulement l'architecte du monde comme celui de Platon, il en est le créateur. Sa première production est le Verbe, image de Dieu, premier-né de toutes les créatures, type de l'homme, Adam céleste. Le Verbe, né avant le monde, est fils de Dieu sans lui être ni égal ni identique. Philon donne la théorie de l'incarnation et du rôle du Verbe dans l'homme à peu près dans les mêmes termes où elle fut donnée après lui. Comme chez les chrétiens, l'Esprit, qui procède du Père et du Fils, est vivificateur, c'est-à-dire auteur de la vie, et de même que le Verbe habite le νοῦς, qui est la raison, l'Esprit habite la ψυχή, qui est l'âme vivante. Philon admet et explique la chute de l'homme et la nécessité d'un sauveur : ce sauveur est donné sans cesse à chacun de nous par la grâce de Dieu; mais l'accomplissement parfait de la ressemblance de l'humanité avec le Verbe requiert la plénitude des temps, car, pris en lui-même, le Verbe divin ne peut pas descendre sur la terre, et demeure éternellement dans la gloire de Dieu.

Il n'est pas besoin de faire remarquer l'analogie profonde de ces doctrines avec celles que saint Jean tenait du maître; mais il est curieux de les voir exposées cent ans auparavant presque avec les mêmes expressions dans *le Livre d'Enoch*. Cet apocryphe, qu'on ne

trouve ni dans la Bible chrétienne de saint Jérôme ni dans le canon hébraïque de Jérusalem, est un écrit palestinien composé tout à la fin du IIe siècle avant Jésus-Christ. Il ne pouvait pas être inconnu à Philon, car les doctrines qu'on y trouve sont celles qui régnaient de son temps dans deux sectes affiliées, les esséniens de Judée et les thérapeutes d'Égypte, sectes qui partageaient les idées de Philon lui-même; ce philosophe ne faisait que les reproduire, comme les premiers chrétiens, longtemps confondus avec les esséniens, les reproduisirent à leur tour dans des conditions nouvelles.

Le Livre d'Enoch nous conduit très directement aux apocryphes alexandrins, c'est-à-dire aux livres contenus dans la Bible des Septante et qui ne faisaient point partie du canon hébraïque. Les deux plus importans sont *la Sagesse* et *l'Ecclésiastique*. Le premier a été attribué, mais faussement, tantôt à un ami de Salomon, tantôt à Salomon lui-même; il est de beaucoup postérieur à ce prince. Le second lui est antérieur, puisqu'il fut composé par Jésus, fils de Sirach, qui vivait sous le pontificat de Simon, au commencement du IIIe siècle avant Jésus-Christ. Outre ces deux écrits essentiels, il est d'un intérêt majeur de rechercher dans la Bible des Septante les passages du canon hébreu altérés par les traducteurs grecs. On s'aperçoit alors que toutes ces altérations ont été faites systématiquement dans la pensée d'harmoniser tous les livres hébraïques avec la doctrine secrète des apocryphes. Il en résulte que, tandis que les livres du canon hébreu ont pour unité la loi mosaïque, la Bible des Septante cherche son unité ailleurs, dans une doctrine qui, à beaucoup d'égards, est en opposition avec cette loi. La Bible grecque en effet tend toujours à séparer entièrement Dieu du monde visible et à donner au Messie une nature éternelle et céleste. Cette séparation conduit à la théorie des médiateurs, et le Messie est indiqué comme le plus grand d'entre eux. Dans les deux apocryphes que nous avons nommés, ces théories s'accusent nettement. Là, Dieu est déclaré un et invisible; le premier-né parmi les créatures, c'est l'Esprit, qui est aussi le Verbe, le médiateur, le principe de sainteté et d'immortalité; le Verbe lui-même, figuré jadis sous le nom de *kabôd* comme une apparition lumineuse au sein d'un nuage qui monte en colonne, devient la *séchina* qui habite le saint des saints, la science créée avant le commencement du monde et qui ne peut jamais défaillir, en communion perpétuelle avec l'homme, dont elle n'est point séparée. C'est la théorie du Verbe immanent, du « Dieu-avec-nous, » que les apôtres Paul et Jean ont enfin dévoilée aux peuples occidentaux.

M. de Bunsen établit de la manière la plus précise ce que l'on savait déjà moins sûrement, qu'en dehors des Écritures il y avait dans la nation juive une doctrine secrète transmise verbalement

dans certaines écoles dissidentes, et dont l'identité avec celle des apocryphes est par lui mise en lumière. Les gardiens de cette tradition étaient, durant les siècles antérieurs à Jésus-Christ, les deux sectes que nous avons nommées, les esséniens et les thérapeutes. Les premiers étaient en Judée et habitaient particulièrement les bords de la Mer-Morte; ils y étaient nombreux : au temps de Josèphe, malgré les progrès de la nouvelle église, on en comptait encore quatre mille. Ils avaient pour méthode d'interpréter allégoriquement la loi mosaïque, ce qui les conduisait à ne point reconnaître les interprétations officielles des rabbins et à substituer à la caste des prêtres un sacerdoce universel. Ils n'enseignaient point en public leur doctrine secrète et ne parlaient jamais que par paraboles; leur morale avait pour base l'abstinence pour soi-même, la charité pour les autres, l'égalité des hommes et la négation de l'esclavage. Un lien étroit les unissait aux alexandrins : ils connaissaient leurs livres, parmi lesquels il y en avait un, intitulé *la Science de Salomon*, qui leur était familier. La doctrine essénienne et sa transmission orale forment donc le passage qui conduit de la doctrine des apocryphes à la doctrine secrète des chrétiens.

Aux esséniens de Palestine répondaient les thérapeutes d'Égypte : c'était, comme eux, une sorte d'anachorètes d'un caractère tout à fait oriental. Ils vivaient dans des monastères, s'occupant de commenter la loi et les prophètes, de composer et de chanter des hymnes; ils faisaient la prière au lever et au coucher du soleil; dans celle du matin, tournés vers l'orient, ils demandaient d'être éclairés par la lumière intérieure; ils avaient remplacé l'agneau par l'eau et le pain dans le saint sacrifice, et aboli par là l'immolation sanglante. Ils avaient des symboles profonds et cherchaient la *science du secret*. Eusèbe et saint Jérôme les considéraient comme chrétiens; mais Philon en fait une secte juive, et Philon devait bien savoir ce qu'ils étaient. On ignore cependant l'origine de ces deux sectes. Nous trouvons les esséniens dans l'histoire au milieu du IIe siècle avant Jésus-Christ; mais à cette époque ils se présentent comme une secte déjà fort ancienne, opposée aux sadducéens et se donnant pour rôle de conserver une tradition orale et secrète différente de la tradition mosaïque et destinée à la remplacer un jour. Nous savons de plus par Eusèbe, par saint Épiphane et par saint Jérôme, qu'il existait chez les Juifs une pareille tradition orale longtemps avant le IIe siècle, transmettant les mêmes idées qui furent adoptées par les esséniens et les thérapeutes et finalement par les chrétiens.

Or, si l'on étudie attentivement les livres du canon hébreu, on n'y trouve aucune trace de cette doctrine, si ce n'est peut-être dans les *Proverbes*, attribués au roi Salomon; mais ce livre est d'une

authenticité douteuse, il est formé de sentences le plus souvent sans lien, par conséquent il a pu recevoir toutes les interpolations imaginables. Tous les livres canoniques de l'Ancien Testament, sauf les trois petits prophètes, Aggée, Zacharie et Malachie, sont antérieurs à la captivité de Babylone. Les vingt-deux derniers chapitres du livre attribué à Isaïe sont contemporains de cet événement, et ont été écrits par un prophète inconnu au moment où le retour des Israélites allait se faire en l'année 536. Jérémie et Ézéchiel étaient les derniers qui eussent prophétisé lorsqu'en 586, sous Nabuchodonosor, le temple fut détruit et les Juifs transportés au centre de l'empire assyrien. C'est donc dans la période qui suivit la destruction du temple que se formèrent parmi les Israélites les doctrines secrètes et les sectes par lesquelles ces doctrines se transmirent jusqu'à Jésus. Or cette formation ne peut s'expliquer que de deux manières, ou par un mouvement interne et spontané de l'esprit juif, ou par une influence venue du dehors. La première explication est peu vraisemblable, car, ces doctrines se trouvant en opposition formelle avec la loi mosaïque, celui qui le premier les aurait émises aurait trouvé des adversaires puissans dans les sadducéens conservateurs de la loi, et la lutte aurait laissé quelques traces dans l'histoire. Il n'en est pas de même quand l'action venue du dehors s'exerce peu à peu sur des individus isolés, car ils n'en sauraient être responsables. Or une telle influence a pu s'exercer sur les Israélites pendant les cinquante ans qu'ils ont passés en contact avec les peuples de l'Asie centrale. Nous voyons par le grand prophète inconnu de la captivité que l'édit de Cyrus rappelait les Israélites de tous les points du monde médo-perse où ils étaient dispersés. Quand ce roi eut conquis toute l'Asie occidentale et pris Babylone, il leur apparut comme un libérateur; ils le jugèrent digne d'être appelé le Christ de Dieu, tandis qu'au même moment ils chargeaient de malédictions leurs anciens oppresseurs. Ainsi un lien d'amitié et de reconnaissance, par conséquent un échange d'idées, s'établit entre eux et les Perses, non-seulement dans Babylone, centre de la captivité, mais dans les autres parties de l'empire. Nous voyons que depuis cette époque les relations n'ont plus cessé d'exister entre les Israélites et les Médo-Perses, relations d'autant mieux suivies que la Judée était sur le passage des Perses allant en Égypte, pays qu'ils possédaient. Cet état de choses dura jusqu'à la conquête d'Alexandre, qui mit en mouvement toute l'Asie, ouvrit des voies nouvelles où elle se précipita, et concentra bientôt dans Alexandrie les idées et les doctrines du monde entier.

Puisque la doctrine secrète date de la captivité de Babylone et qu'elle n'est point née d'un mouvement interne et spontané du judaïsme, il ne reste plus qu'à chercher si dans la société persane il

existait alors une telle doctrine. Or les travaux des orientalistes de notre siècle ont mis entre nos mains les livres sacrés de la Perse en vigueur au temps de Darius le Grand, de Cyrus et de leurs prédécesseurs. Ces textes, dont une traduction grecque courait de main en main plus de deux siècles avant Jésus-Christ, sont connus de tout le monde sous le titre de *Zend-Avesta*, et l'on sait qu'ils sont attribués à Zoroastre, l'antique législateur des Aryas de l'Asie centrale. La doctrine du secret s'y trouve tout entière, presque dans les termes employés par saint Jean; il n'y manque que Jesus, fils de Marie. Est-il possible de douter qu'elle n'ait passé de là chez les Hébreux, lorsque déjà sous Nabuchodonosor nous voyons le prophète Daniel, tout Juif qu'il était, recevoir le titre de *rab-mag* (maître des mages) et occuper ainsi la première place parmi les prêtres de la religion âryenne? Pourquoi cependant cette religion publique de l'empire n'a-t-elle produit chez les Hébreux qu'une doctrine cachée et une secte mystérieuse? Il ne pouvait guère en être autrement chez un peuple dont toute la constitution religieuse, politique et civile procédait de Moïse, et ne pouvait admettre une religion étrangère sans se détruire : aussi depuis le temps de la captivité les sectaires ont-ils vécu à part dans la société israélite, jusqu'au temps où, Jésus ayant donné par sa vie et sa mort un élan irrésistible à leurs idées, on les vit par la bouche de saint Paul prêchées parmi les Grecs et les Romains, et sous la plume de saint Jean et de ses traducteurs devenir le code de la société nouvelle.

Le *Zend-Avesta* renferme explicitement toute la doctrine métaphysique des chrétiens, — l'unité de Dieu, du Dieu vivant, l'Esprit, le Verbe, le Médiateur, le Fils engendré du Père, principe de vie pour le corps et de sanctification pour l'âme. Il renferme la théorie de la chute et celle de la rédemption par la grâce, la coexistence initiale de l'Esprit infini avec Dieu, une ébauche de la théorie des incarnations, la doctrine de la révélation, de la foi, celle des bons et des mauvais anges connus sous le nom d'*amschaspands* et de *darvands*, celle de la désobéissance au Verbe divin présent en nous et de la nécessité du salut. Enfin la religion de l'Avesta exclut tout sacrifice sanglant expiatoire, et en passant chez les Israélites elle devait nécessairement supprimer le meurtre de l'agneau pascal, remplacé par une victime idéale. C'est en effet ce qui eut lieu d'abord parmi les esséniens et les thérapeutes, ensuite parmi les chrétiens.

Voilà donc un ensemble de faits bien acquis; essayons de le résumer. Au temps de la captivité de Babylone, la religion perse, dont les dogmes sont contenus dans l'Avesta, fit naître parmi les Juifs une secte cachée dont la doctrine, transmise par la tradition orale,

se manifesta de temps en temps, mais incomplétement. La secte paraît au IIe siècle avant Jésus-Christ sous le nom d'esséniens, et bientôt après en Égypte sous le nom de thérapeutes, sorte de religieux qui vivaient réunis dans des couvens. La doctrine apparaît d'abord dans *l'Ecclésiastique* de Jésus fils de Sirach, dans le livre de *la Sagesse* et dans les altérations apportées à la Bible par les traducteurs grecs nommés les Septante. La secte et la doctrine avaient pris un grand développement sous les Ptolémées lorsqu'elles appelèrent l'attention par la lutte de Hillel et de Shammaï au premier siècle avant notre ère. La doctrine secrète avait passé presque entière, mais en s'altérant, dans les livres du Juif hellénisant Philon, qui vivait dans Alexandrie au temps de Jésus. C'est cette doctrine que Jésus enseigna secrètement à ses disciples, et surtout à Pierre, Jacques et Jean, leur ordonnant de la tenir en réserve pour des temps meilleurs, tandis que lui-même, par sa prédication, préparait les âmes à la recevoir. Les apôtres la conservaient secrète dans Jérusalem à la façon des esséniens d'autrefois, lorsque Paul, qui la connaissait, se donna pour mission de la répandre parmi les gentils, c'est-à-dire surtout parmi les Grecs et les Romains. Recueillie par saint Luc, cette doctrine ne prit pied dans Rome qu'après la destruction de Jérusalem et après la mort de Pierre et de Paul. Cependant l'ignorance où étaient tenus les premiers chrétiens avait fait naître des opinions dissidentes qui attaquaient la doctrine, les unes (*ébionites*) en niant la divinité du Christ, les autres (*marcionites*) en niant son humanité. L'église était solidement établie; le moment devint propice à la publication définitive du secret, et c'est alors, dans la seconde moitié du IIe siècle, que fut livré aux fidèles dans leurs langues l'Évangile selon saint Jean. Le mystère avait donc été gardé pendant sept cents ans : il avait fallu tout ce long intervalle pour que les peuples de l'Occident se missent en état de recevoir les principes de foi légués par Zoroastre.

V.

Au point où nous a conduits cette étude, je ne crois pas qu'aucune des conclusions de M. de Bunsen puisse être sérieusement contestée, car elles sont toutes appuyées sur les textes les plus précis, les plus variés, les plus authentiques, sur des faits généralement reconnus et sur les données les plus certaines de la science moderne. La conséquence que nous pouvons en tirer, c'est que le christianisme est dans son ensemble une doctrine âryenne et qu'il n'a pour ainsi dire rien à démêler avec le judaïsme. Il a même été institué malgré les Juifs et contre eux : c'est ainsi que l'entendaient les

premiers chrétiens, qui l'ont défendu au prix de leur repos et parfois même de leur vie. Si le christianisme n'était qu'un développement du mosaïsme, son histoire primitive et la destinée ultérieure du peuple juif seraient inexplicables; il serait impossible de comprendre comment les Israélites ont pu si longtemps être mis au ban des nations et surtout des nations chrétiennes; nous ne verrions pas non plus pourquoi saint Paul reprochait si amèrement au chef des apôtres d'être encore judaïsant et de cacher la lumière. A présent toute cette longue histoire s'explique jusque dans ses menus détails : la transmission antique, le développement dans Alexandrie, l'incarnation vivante des doctrines dans la personne de Jésus, la vie et la mort de ce grand initiateur, puis les terreurs et les luttes des apôtres et le mystère dont s'entourait la primitive église, bientôt après la haute philosophie des pères grecs et latins, dont la couleur orientale contrastait avec les systèmes gréco-romains, enfin le prodigieux établissement d'une église qui, par ses dogmes, ses rits, ses constructions, ses institutions et son influence, embrasse depuis plusieurs siècles tout l'Occident.

Le rôle antique du peuple juif par rapport au christianisme s'explique aussi. Il devient en effet manifeste qu'Israël a conservé comme un dépôt la doctrine âryenne; mais ce rôle n'est pas échu à tout Israël, car, tandis que les Hébreux vivaient sous la loi mosaïque, quelques-uns d'entre eux seulement se transmettaient, comme le font aujourd'hui les Parsis, ces dogmes secrets et contraires au mosaïsme destinés à devenir les dogmes chrétiens. M. de Bunsen affirme que ces dépositaires du secret le recevaient par un choix spécial de Dieu : je n'examine point cette question, qui n'est pas du ressort de la science, et je crois que l'ouvrage de M. de Bunsen gagnerait en valeur scientifique, si toute expression de la foi personnelle de l'auteur en était retranchée.

Ce même besoin du cœur le conduit à de nouvelles conséquences qu'il me reste à faire connaître. M. de Bunsen avait encore à faire rentrer dans sa grande théorie les livres mosaïques antérieurs à la captivité de Babylone, car affirmer simplement que le christianisme procède de Zoroastre, c'est repousser presque toute la Bible et l'isoler dans l'histoire. Il fallait donc assigner à ces vieux livres sémitiques un rôle essentiel dans les origines de la foi. De plus il fallait que ce rôle fût en harmonie avec la doctrine générale de l'ouvrage, qui attribue au christianisme une origine âryenne. On peut juger d'avance qu'il a fallu beaucoup de science à l'auteur, et peut-être même un peu d'artifice, pour accommoder ces nouveaux et obscurs problèmes avec les solutions lumineuses qui viennent d'être exposées. Voici ce que remarque à ce sujet M. de Bunsen.

On sait que les anciens livres de la Bible avaient été détruits lors de la captivité de Babylone, que les Hébreux revenus les premiers en Judée, sous la conduite de Zorobabel, en 536, ne s'occupèrent d'abord que de rétablir leurs tribus et de reconstruire le temple, et que ce fut seulement après le retour de la seconde colonne, vers l'an 447, qu'Esdras, avec les plus savans rabbins, s'occupa de restituer les écritures; elles furent alors recomposées et rédigées sur un nouveau plan, d'après les souvenirs personnels ou les notes des docteurs. Or il y avait à cette époque plus de cent ans que les Hébreux subissaient l'influence âryenne; on peut donc admettre que la rédaction d'Esdras ne put s'y soustraire entièrement et qu'elle accueillit des traditions antiques en circulation parmi les Hébreux, traditions que ceux-ci avaient eux-mêmes rapportées de Babylone. M. de Bunsen pense, comme à peu près tout le monde aujourd'hui, qu'il faut expliquer allégoriquement une grande partie de la Genèse, et il voit dans ce qui concerne Adam et ses fils une reproduction orientale et figurée de l'ancienne histoire des Aryas. Zoroastre vivait sous le roi Vistâspa, fils du fondateur de Bactres; on ne sait pas combien de règnes s'écoulèrent entre lui et Oxathrès (Suxattra), dernier roi de Bactriane, dont le royaume fut conquis par Ninus vers l'année 1230; mais l'intervalle dut être fort long, car dans l'Avesta, où l'on trouve une géographie détaillée des pays âryens, il n'est fait mention ni d'Ecbatane, ni de Pasargade, ni de Persépolis, ni même de Babylone ou de Ninive. Le pays qu'habitait Zoroastre avoisinait les sources de l'Oxus et du Yaxarte, la région même où la Genèse place le pays d'Éden. Selon M. de Bunsen, c'est du temps de Zoroastre qu'eut lieu la première migration âryenne vers le sud-est, c'est-à-dire celle des Indiens, dont la cause aurait été un conflit survenu entre les tribus, qui de pastorales devinrent agricoles après la fondation de l'état bactrien. Zoroastre, ayant reçu de Dieu la révélation de la loi avec l'ordre de la proclamer, convoqua une grande assemblée des tribus âryennes, et en présence du feu sacré les engagea à quitter le culte des dieux (*dêvas*) pour adorer le seul Ahura-Mazda (Ormuzd), c'est-à-dire le Dieu de vie. Les agriculteurs se rendirent et devinrent monothéistes; les pasteurs conservèrent leurs dieux et se retirèrent vers l'Orient. Comme vers l'année 1300 le Gange était déjà conquis par ces derniers et qu'il n'est pas mentionné dans le Vêda, le séjour des Aryas pasteurs sur l'Indus, c'est-à-dire la période vêdique, a dû être de longue durée et répondre à l'intervalle qui en Bactriane sépare Oxathrès de Zoroastre. De plus les traditions âryennes nomment comme dixième roi bactrien Xisuthros, sous qui arriva le grand déluge. Zoroastre doit donc être reculé de plusieurs siècles avant l'Abraham de la Ge-

nèse, et même avant Noé. Cette conclusion est confirmée par les observations astronomiques envoyées de Babylone à Aristote par Callisthène, car elles remontaient à l'an 1903 avant Alexandre, ce qui fait supposer que Zoroastre était de beaucoup antérieur à cette époque.

Or c'est toujours dans un langage figuré que parlent les Orientaux : saint Paul avait déjà interprété comme une figure le récit biblique relatif aux enfans d'Abraham, tous les modernes interprètent de même celui qui concerne les enfans de Noé; à plus forte raison est-on en droit d'appliquer le même système aux enfans d'Adam. Le récit de la Genèse touchant la lutte d'Abel et de Caïn et la fuite de celui-ci vers l'orient au pays de Nod (Indus) s'accorde singulièrement avec la tradition âryenne de la lutte des tribus et du départ des Aryas pasteurs. La suite de cette tradition est reproduite de la manière la plus exacte par les trente-cinq périodes ou générations que la Bible énumère d'Adam à David. Enfin on est étonné que les interprètes de la Genèse en soient venus à considérer Adam comme le premier homme quand il est visible, dans la Genèse même, qu'il existait d'autres hommes et d'autres femmes au temps d'Adam. Ce personnage ne peut donc être pris qu'au sens figuré, et si Abel et Caïn représentent les Aryas de Zoroastre et ceux de l'Indus, Adam lui-même, recevant la révélation de la bouche de Dieu, ne peut représenter que Zoroastre.

Si maintenant nous descendons la chaîne des temps, nous voyons les pères du peuple juif établis à Ur en Chaldée, qui était alors un des centres de la civilisation âryenne. C'est de là qu'Abraham partit avec Taré son père pour le pays de Chanaan et marcha vers le sud jusqu'en Égypte, où le poussait la famine. D'après la tradition qui fait remonter à Abraham l'alliance de Dieu avec son peuple, il faudrait donc admettre que Zoroastre avait été son précurseur, et que le sémitisme, dont ce patriarche est le père, est un des courans de la tradition âryenne, comme le vèdisme en est un autre. Or le courant sémitique, se développant chez un peuple où il n'était pas indigène, était sans cesse vicié par des retours au matérialisme. C'est pour empêcher cette dégradation de la doctrine que fut institué le prophétisme avec ses trois classes (les *rabbonis*, les *rabbis* et les *rabs*), exactement calqué sur l'antique organisation des mages. Un premier courant de doctrines âryennes existait donc chez le peuple hébreu lorsque la captivité de Babylone vint le revivifier par un mélange de cinquante années, et dès lors il ne fut plus interrompu. Toutefois la facilité avec laquelle le peuple juif s'écartait de la tradition sacrée conduisit ses chefs de Jérusalem à l'isoler entièrement des autres peuples et à s'opposer

à tout développement additionnel de la loi. Une plus grande liberté régnait parmi les Juifs d'Alexandrie : là prévalut la doctrine secrète. Il est bien remarquable que dans l'Évangile de saint Matthieu tous les anciens textes cités sont empruntés dans les discours de Jésus à la Bible des Septante, et que dans tout le reste de cet Évangile ils le sont au canon hébraïque : la pensée de Jésus, même dans saint Matthieu, procède donc d'Alexandrie.

Je n'ose affirmer, malgré les savantes pages de M. de Bunsen, que telle soit la véritable interprétation des écrits bibliques antérieurs à la captivité de Babylone. J'aurais voulu trouver dans cette partie de son livre autre chose que des calculs : des textes hébraïques rapprochés des textes âryens de l'Avesta auraient plus fait peut-être pour la démonstration que des dates toujours incertaines et des interprétations toujours attaquables. J'avoue que la lecture de David me jette souvent au milieu de souvenirs orientaux; je suis frappé de ce que l'église romaine, dans ses rituels, place si souvent des psaumes à côté d'oraisons d'une origine évidemment âryenne, et de ce qu'elle a nettement adopté l'idée de la vocation d'Abraham. Il y a là une partie du problème que l'on voudrait voir traitée à fond par M. Ernest de Bunsen. L'identification de Zoroastre avec Adam ne me paraît ni évidente ni nécessaire : si les fils d'Adam sont des symboles, Adam n'en est-il pas un lui-même? Et Zoroastre, est-on bien sûr qu'il ait jamais existé autrement que comme une personnification? S'il est tel qu'Adam et tel que le Manou des Indiens, il devient inutile de chercher sa date. Il en faudrait peut-être dire autant d'Abraham et penser de lui ce que saint Paul pensait de ses enfans. Le peu de solidité de ces antiques figures nous oblige à traiter la question des origines suivant une autre méthode, à reléguer au second plan une chronologie fantastique, à reconnaître les routes que l'humanité a suivies au moyen des doctrines qu'elle-même a consignées dans ses plus anciens monumens. C'est ce qu'a fait M. de Bunsen pour les dogmes chrétiens, dont il a, selon nous, parfaitement retrouvé la trace en remontant de l'Évangile de Jean à la captivité de Babylone. Qu'avant cette époque il y ait eu chez les Juifs un ancien courant d'idées âryennes, c'est ce qui nous semble probable, mais pour des raisons dont M. de Bunsen ne parle pas. Quoi qu'il en soit, nous n'hésitons pas à dire qu'il a le premier restitué dans sa réalité historique la grande tradition orientale dont le Christ et les apôtres ont été les derniers promulgateurs.

ÉMILE BURNOUF.

L'ENQUÊTE

SUR LE CRÉDIT

II.

LA MONNAIE FIDUCIAIRE ET LE CAPITAL DE LA BANQUE DE FRANCE.

I. *De la Monnaie de papier et des Banques d'émission*, par M. Ad. d'Eichthal, 1864. — II. *La Question des Banques*, par M. Wolowski, de l'Institut. — III. *Les Principes de la Constitution des banques et de l'Organisation du crédit*, par M. Isaac Pereire. — IV. *Les Banques d'émission ou d'escompte*, par M. Maurice Aubry, 1864. — V. *Étude préparatoire à l'enquête*, par M. Jules Lecesne, 1865. — VI. *Considérations sur la cherté de l'argent*, par M. Edmond Ehrmann, 1864. — VII. *La Banque de France et les Banques départementales*, par M. Léonce de Lavergne, 1864. — VIII. *Études sur la Circulation monétaire*, par M. Coullet, 1865. — IX. Extraits des enquêtes parlementaires anglaises sur les questions de banques, publiés sous les auspices de la Banque de France, 1865. — X. *Le Marché monétaire*, etc., par M. E. de Laveleye, 1865.

I. — DES CONDITIONS D'UNE BONNE MONNAIE FIDUCIAIRE.

Quelle est l'utilité de la monnaie fiduciaire? Cette monnaie est-elle appelée à devenir plus importante, et quelles sont les conditions à remplir pour qu'elle soit bonne? Ces questions, posées par l'enquête, nous amènent à examiner directement les moyens que l'on propose pour empêcher le retour des crises monétaires ou financières (1).

Nous ne voulons pas faire ici un long traité pour montrer ce qu'est la monnaie fiduciaire, et comment on a été amené à s'en servir. Nous dirons seulement que l'utilité de la monnaie fiduciaire consiste en ce qu'elle est d'un transport plus commode que la monnaie métallique, qu'elle peut mieux que celle-ci répondre à certains

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre.

besoins du commerce, comme les gros paiemens par exemple, et qu'enfin elle peut suppléer la monnaie métallique elle-même et l'économiser dans une certaine mesure. Il importe cependant de ne pas se faire d'illusion : si la monnaie fiduciaire peut suppléer la monnaie métallique et l'économiser, c'est à la condition qu'on n'en abusera pas, qu'on ne supposera pas qu'il n'y a aucune différence entre les deux, et qu'elles ne sont toutes deux que des signes de convention pour la facilité des échanges. Cette idée est le point de départ de tous les faux systèmes et de toutes les erreurs qu'on voit se produire lorsqu'on discute ces questions.

La grande erreur de certains économistes en parlant de la monnaie métallique est de croire que parce qu'elle sert à l'échange des choses qui entrent dans la consommation de l'homme, et qu'elle n'est pas elle-même, à part quelques usages de luxe, l'objet d'une consommation, elle n'a d'autre valeur que celle qu'elle tire de cet échange, que cette valeur est toute de convention. On oublie qu'il faut deux choses pour constituer la valeur, — l'utilité et la rareté. L'eau aussi est très utile; mais comme on peut se la procurer à volonté et sans grand travail, elle n'a aucune valeur. C'est la rareté combinée avec l'utilité qui fait la valeur de la monnaie métallique; on ne peut pas la multiplier à volonté, il faut l'aller chercher dans les entrailles de la terre au prix d'un travail pénible et coûteux, et ce travail pénible et coûteux en constitue la valeur, il lui assure une certaine fixité. C'est un signe de convention, dit-on : c'est possible; mais c'est un signe de convention qui s'impose, et qui jusqu'à ce jour n'a pas d'équivalent. Avec certaines combinaisons de crédit, on pourra suppléer à la monnaie métallique. On pourra encore, avec plus de rapidité dans les transactions, la faire servir à plus d'usages, comme on peut multiplier les trains sur un chemin de fer. De même pourtant qu'il y a un degré au-delà duquel on ne pourrait pas sans danger multiplier les trains sur un chemin de fer, il y en a un aussi au-delà duquel on ne pourrait pas étendre les suppléans de la monnaie sans courir le risque de n'avoir plus de mesure de la valeur et de bâtir dans les airs.

On a souvent demandé pourquoi la monnaie métallique était si nécessaire, et pourquoi par exemple on ne pourrait pas régler toutes les transactions, soit avec de la monnaie fiduciaire comme en émettent certains établissemens de crédit, soit par des viremens ou des compensations. La réponse est bien simple : c'est que si la monnaie métallique n'était pas au bout de toutes les transactions, il n'y aurait plus de mesure à la valeur, il n'y aurait plus rien pour régler les rapports de l'offre et de la demande. Chacun produirait à sa guise, sans se préoccuper des besoins, et un beau jour on se trouverait avoir produit outre mesure des choses qui n'étaient pas

nécessaires, et en avoir négligé d'autres qui l'étaient beaucoup plus. La monnaie métallique a cette utilité de rappeler chacun à la mesure des besoins. Comme elle a une valeur universelle, qui ne dépend pas des caprices du moment, elle ne s'échange jamais que contre des choses qui répondent à un besoin réel. Elle sert donc de criterium à la production. Si on a produit trop ou si on a produit mal, on est bien vite corrigé de son erreur par la valeur plus grande qu'acquiert l'argent, et jamais l'équilibre entre l'offre et la demande n'est longtemps rompu dans une société commerciale qui a la monnaie métallique pour instrument d'échange.

Il y a deux choses dont il faut se préoccuper quand on émet de la monnaie fiduciaire : qu'elle puisse toujours être convertie en espèces, c'est la condition essentielle du maintien de sa valeur intégrale, — ensuite qu'elle ne déplace pas le numéraire dans une proportion trop considérable. Du moment que la monnaie fiduciaire est acceptée comme instrument d'échange, il est bien évident qu'elle déplace la monnaie métallique. Celle-ci, ne pouvant plus rester dans la circulation qu'en étant dépréciée, s'en va chercher ailleurs un pays où elle a sa valeur tout entière. Si le déplacement n'a lieu que dans la mesure où la monnaie métallique peut être économisée sans inconvénient, tout est pour le mieux; mais s'il est plus fort, que l'argent devienne rare et acquière tout à coup une valeur exceptionnelle, la monnaie fiduciaire, loin d'être utile, devient alors un instrument de circulation dangereux : il faut aviser à la restreindre par tous les moyens possibles, car elle trouble les rapports économiques et donne à la monnaie métallique plus de valeur que celle-ci n'en doit avoir.

On demande quelle est la limite à l'émission de la monnaie fiduciaire. Cette limite, la voici : c'est, lorsque le change est contraire, qu'elle ne soit pas un obstacle à la rentrée du numéraire, et elle sera un obstacle, si on l'augmente pour remplacer l'argent qui manque. On aura beau dire qu'elle est parfaitement garantie, qu'elle n'a été émise que contre des valeurs sérieuses : cela ne suffit pas. Le change contraire prouve que le pays a besoin d'argent et non de papier, et si on lui donne du papier au lieu d'argent, le papier se déprécie : on arrive bientôt à la situation de la Russie, de l'Autriche et des États-Unis, qui n'ont plus de numéraire parce qu'ils ont trop de papier. Par conséquent, dans les momens de crise, lorsque l'argent est rare, ce qu'il faut faire, c'est, non pas d'augmenter la monnaie fiduciaire, mais de la restreindre au contraire pour laisser à l'argent toute sa valeur et lui permettre de venir du dehors. Il faut en de tels momens que la monnaie fiduciaire puisse varier, comme varierait la monnaie métallique, qu'elle diminue avec elle. C'est dans cette pensée que les Anglais ont fait l'acte de 1844;

mais cet acte n'était pas nécessaire : on arrive au même résultat avec la conversion obligatoire, lorsque le public est éclairé sur la situation de la banque qui émet les billets, et qu'il n'a affaire qu'à un seul établissement.

Maintenant le *rôle de cette monnaie est-il appelé à devenir plus important?* Il le semblerait, si on ne consulte que ce qui se passe en France depuis un certain nombre d'années. La circulation fiduciaire, qui était de 363 millions en 1846 avant la fusion des banques départementales, de 470 millions en 1850 après cette fusion, de 612 millions en 1854, est aujourd'hui de près de 900 millions. Elle augmente d'année en année; mais les résultats sont tout différens en Angleterre, aux États-Unis et dans d'autres pays très commerçans. En Angleterre, après la crise de 1857, au commencement de 1858, la circulation fiduciaire active de toute l'Angleterre était de 40 millions de livres sterling, au mois de septembre 1863 de 36 millions de livres sterling; elle est aujourd'hui environ de 37 millions de livres sterling. Pour la Banque d'Angleterre seule, les résultats sont les suivans :

1854...	Circulation fiduciaire....	19 millions 1/2 de liv. sterl.
1864...	—	19 millions 1/2 —

Aux États-Unis, en dehors du papier-monnaie créé par l'état pour les besoins de la guerre, il y avait en 1859, avec 1476 banques, moins de billets en circulation qu'avec 1208 en 1854 et 1416 en 1857.

Voici les chiffres :

1854...	Billets en circulation....	204 millions de dollars.
1857...	—	214 —
1859...	—	195 — (1).

En Hollande, les billets au porteur n'augmentent pas non plus. Enfin à Hambourg, dans un des pays les plus commerçans de l'Europe, on ne les connaît pas. Cela démontre bien que l'augmentation des billets au porteur n'est pas liée nécessairement au développement des affaires, puisque dans les pays les plus commerçans du monde ces billets tendent plutôt à diminuer qu'à augmenter. Il y a plusieurs raisons pour qu'il en soit ainsi. D'abord, à mesure qu'il y a plus de facilité dans les communications, des moyens de transport plus économiques, on fait servir les mêmes billets à plus d'usages, on en garde moins chez soi, et puis on recourt davantage au système des viremens et des compensations. On dépose son argent chez un banquier, on le charge de payer et de recevoir pour

(1) Voyez les tableaux publiés dans le livre *des Crises commerciales*, p. 32, par le docteur Juglar.

soi, et comme le banquier est en rapport avec d'autres banquiers agissant de même pour d'autres cliens, que ces banquiers se réunissent à certains momens pour liquider toutes les créances qu'ils ont les uns sur les autres, il en résulte que les transactions les plus considérables et les plus multipliées se règlent sans numéraire et aussi sans billets au porteur. Le règlement par virement et compensation, voilà l'avenir du crédit et le véritable moyen d'économiser le numéraire. Nous avons, dans la première partie de ce travail (1), comparé l'argent aux chemins de fer, nous avons dit que de même qu'on peut augmenter les services d'un chemin de fer en multipliant les trains, on peut aussi, avec plus de rapidité dans la circulation, faire servir la même somme de numéraire à plus de transactions. Le virement est précisément le mode à employer pour arriver à ce résultat. Mille francs déposés chez un banquier peuvent régler plus d'affaires en un jour qu'ils n'en régleraient en un an, s'ils restent dans la poche des particuliers. Cela veut-il dire que l'idéal de ce système soit d'arriver à se passer complétement de numéraire et à tout régler par viremens et par compensations? Non certes, il faudra toujours du numéraire, il en faudra peu ou beaucoup suivant qu'on aura plus ou moins perfectionné le mécanisme du crédit, mais il en faudra toujours assez pour qu'on ne perde pas de vue cette seule et unique mesure de la valeur, et, ce qui est aussi un point très essentiel, pour qu'à certains momens, lorsqu'on doit acheter au dehors du coton ou d'autres denrées de première nécessité, on puisse faire des exportations de numéraire sans causer un préjudice trop grave à la circulation monétaire du pays.

Maintenant quelles sont les conditions d'une bonne monnaie fiduciaire? On a déjà montré que la monnaie fiduciaire, pour être bonne, devait toujours être convertible en espèces, et varier absolument comme varierait la monnaie métallique elle-même. On sait aussi que les Anglais, pour appliquer ce dernier principe, ont imaginé ce qu'on appelle l'acte de 1844. Cet acte limite l'émission de la monnaie fiduciaire à un chiffre déterminé, ce chiffre est de 14 millions 1/2 de liv. sterl. pour la Banque d'Angleterre seule. Au-delà de ce chiffre, toute émission d'une *bank-note* ou billet au porteur doit avoir sa représentation exacte en numéraire dans les caisses de la Banque, de telle sorte que dans les temps de crise, lorsque l'argent devient rare, on ne peut pas y suppléer par de la monnaie fiduciaire. La cause qui agit sur la circulation métallique agit en même temps sur la circulation fiduciaire; l'une ne peut pas s'étendre au préjudice de l'autre.

A ce point de vue, l'acte de 1844 est donc très efficace : il assure

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre.

la parfaite convertibilité de la monnaie fiduciaire, et l'empêche de contrarier jamais les lois du change, de mettre obstacle à la rentrée du numéraire, lorsqu'il est nécessaire qu'il en rentre; malheureusement il a d'autres inconvéniens très graves. D'abord il a celui de limiter en vertu d'une loi ce qui de sa nature ne doit pas être soumis à des limites légales. L'émission des billets au porteur est un acte de confiance qui repose sur la bonne volonté du public. Entourez-la de toutes les garanties désirables, faites qu'elle émane d'une compagnie puissante placée sous le contrôle du gouvernement, que cette compagnie soit obligée de publier des états de situation périodiques, mensuels ou hebdomadaires, que de plus elle ne soit jamais, sous aucun prétexte, affranchie de l'obligation de rembourser en numéraire, et fiez-vous-en au public pour le reste. Ce qu'il y a de particulièrement grave dans la limite fixée à l'émission de la Banque d'Angleterre, c'est qu'on voit le moment où, en vertu de l'acte de 1844, cette Banque peut être obligée de s'arrêter et de suspendre ses opérations. On ne peut pas se figurer l'influence déplorable qu'exerce sur le commerce cette perspective de la cessation des opérations de la Banque. Aussitôt que la réserve baisse, c'est-à-dire la somme en billets que la Banque peut émettre légalement, chacun a les yeux sur cette réserve. Si on ne l'observait encore que pour agir avec plus de prudence, l'effet pourrait être salutaire; mais on l'observe avec l'idée qu'on est à la veille d'une crise, et on agit en conséquence. Chacun resserre son crédit, retire ses fonds des endroits où ils sont déposés, court à la Banque pour augmenter ses provisions, et la crise arrive par cela seul qu'on la craignait, — ce qui a fait dire à un homme d'état illustre, à un ancien ministre des finances en Angleterre, sir George Cornewall Lewis, que l'acte de 1844 faisait en un seul jour plus de mal qu'il n'avait jamais pu faire de bien.

Ce qui prouve encore que cet acte produit à certains momens un effet moral désastreux, c'est qu'aussitôt qu'on est obligé de le suspendre, — et on l'a déjà suspendu deux fois depuis qu'il existe, — aussitôt que la Banque est autorisée à émettre des billets en dehors de la limite légale, immédiatement la panique cesse, et le public n'a plus besoin de ces billets que la panique seule faisait émettre. En 1857, il a suffi de 400,000 livres sterling de billets de supplément pour satisfaire toutes les demandes.

L'acte de 1844 n'est donc pas l'idéal à invoquer pour assurer les meilleures conditions de la circulation fiduciaire. J'aime mieux notre système français. Ici point de limites à l'émission des billets au porteur, la Banque de France en émet tant qu'elle veut, ou plutôt tant qu'elle peut, tant que le public veut en recevoir. Et comme ce même public est éclairé sur la situation de la Banque par des

états périodiques, il agit toujours en connaissance de cause. S'il prend plus de billets à certains momens ou s'il en prend moins, c'est que cela convient ainsi à ses intérêts; personne n'en est meilleur juge que lui. Il faut seulement, je le répète, que la Banque ne soit jamais affranchie de l'obligation de les rembourser en espèces: à cette condition, tout ira bien, la Banque prendra elle-même les mesures nécessaires pour que la circulation ne dépasse pas certaines limites; elle suivra les lois du change, et quand elle verra l'argent acquérir plus de valeur et les billets venir en plus grand nombre au remboursement, elle sera la première à restreindre son émission. Il faut encore que l'émission de la monnaie fiduciaire soit entre les mains d'un seul établissement placé sous le contrôle de l'état et offrant toutes les garanties désirables tant sous le rapport du capital social que sous celui de l'honorabilité des hommes qui le dirigent. Ici j'ai le regret de me séparer d'hommes éminens dont la voix a toujours beaucoup d'autorité, et notamment de M. Léonce de Lavergne, qui, dans la *Revue* même, a cherché à combattre quelques-unes des idées que j'avais déjà émises sur ce sujet. L'idéal de M. Léonce de Lavergne serait, non pas la liberté absolue des banques, — il craindrait avec raison qu'il n'en sortît l'anarchie, — mais un certain nombre de banques, qu'il appelle régionales, pour indiquer la limitation qu'il en fait, et qui partageraient avec la Banque de France le droit d'émission. Il croit que cette organisation vaudrait mieux que l'organisation actuelle, qu'elle donnerait plus de solidité à la circulation fiduciaire, et qu'en même temps beaucoup de banques pourraient s'établir qui ne le peuvent pas aujourd'hui, ou ne le peuvent que très difficilement sans droit d'émission.

Le principal argument pour montrer que les banques régionales donneraient plus de solidité à la circulation fiduciaire, c'est qu'il est bon en toutes choses de diviser les risques pour les affaiblir. On croit qu'il y aurait moins de risques et partant plus de garanties lorsque la responsabilité des billets au porteur ne pèserait plus sur une seule banque. Il est possible que cette maxime soit excellente en beaucoup de choses, mais ici elle produirait l'effet contraire. Les banques régionales, quelque sagement organisées qu'on les suppose, quelque puissantes qu'elles soient, n'auront jamais toutes la solidité de la Banque de France, n'inspireront pas toutes la confiance que celle-ci inspire. Or il suffira qu'une seule soit dans des conditions inférieures à celles de la Banque de France pour que le système soit moins bon. Supposez qu'à un moment donné une de ces banques, pour une raison ou pour une autre, subisse une crise, se trouve en face de demandes d'argent exceptionnelles, auxquelles elle ne pourra pas répondre : que deviendront

les autres? Immédiatement la panique s'emparera des esprits, tout le monde courra au remboursement, et ce qui était bon la veille deviendra mauvais le lendemain. Ce n'est pas ici de la théorie, c'est un fait. — En Amérique, dans ce pays si habitué au crédit et où l'on ne s'émeut pas facilement, il a suffi, en 1857, de la faillite d'une banque d'émission pour amener celle de beaucoup d'autres. On dit en faveur des banques régionales qu'elles n'auraient pas à répondre aux mêmes exigences que la banque unique, à subir les mêmes pressions, que l'on voit souvent le prix de l'argent se maintenir dans les départemens à un taux normal, lorsqu'il est très cher à Paris; qu'il est dur, par exemple, que toute la France soit obligée de payer l'argent 7 et 8 pour 100, parce que la banque unique se trouve en face de besoins extraordinaires qui n'existent guère qu'à Paris. Cela veut dire que les banques régionales n'auraient pas à se préoccuper du change pour régler leurs émissions, qu'elles continueraient à donner l'argent au même prix, quelles que fussent les circonstances, même lorsqu'il serait plus cher à Paris, afin que le négociant de Bordeaux ne fût pas sous le coup des nécessités qui frappent particulièrement la capitale. Qu'arriverait-il cependant? Il arriverait que quand l'argent serait cher à Paris, et qu'on pourrait se le procurer à Bordeaux à meilleur marché, tout le monde ramasserait du papier sur la banque de Bordeaux et courrait au remboursement. — On n'aurait aucun moyen de l'empêcher.

Supposons, par exemple, dans les circonstances de l'année dernière, où tout l'argent qui s'écoulait pour les acquisitions de coton s'en allait par Marseille, supposons qu'il y ait eu dans cette ville une banque d'émission tout à fait indépendante et sans lien aucun avec les autres banques, surtout avec la banque centrale. Croit-on qu'elle aurait pu faire face à toutes les demandes de numéraire qui se sont présentées? — Évidemment non; elle eût été bien vite épuisée et obligée de suspendre ses opérations; il aurait fallu recourir aux autres banques, et cela dans les plus mauvaises conditions, sans qu'elles fussent préparées à recevoir le contre-coup et en état de répondre à des besoins aussi exceptionnels. Avec une seule banque d'émission et des succursales partout, le même péril n'est pas à craindre; cette banque se gouverne non selon les intérêts particuliers de telle ou telle localité, mais selon les intérêts généraux du pays. Si elle voit que l'argent va devenir rare et qu'une de ses succursales en aura particulièrement besoin, elle règle son émission en conséquence, et à l'aide des ressources qu'elle puise un peu partout, elle est en mesure d'approvisionner d'argent la succursale qui en manque, beaucoup mieux que s'il y avait dans la localité une banque indépendante qui dût s'adresser aux autres par traite ou

différemment. Personne n'oserait soutenir, par exemple, que Marseille aurait été aussi facilement approvisionné de numéraire, les deux dernières années, avec une banque locale, qu'il ne l'a été avec une succursale de la Banque de France et qu'il ne l'aurait pas payé plus cher.

Je ne connais en faveur des banques locales d'émission qu'un argument qui ait une certaine valeur, c'est celui qui consiste à dire que la faculté d'émission serait nécessaire pour augmenter le nombre des banques. Encore cet argument, quand on y regarde de près, est-il plus spécieux que fondé. En définitive, de quoi s'agit-il? S'agit-il d'établir des banques d'émission partout, dans les plus petites localités où il n'y aurait pas d'autre ressource que le droit d'émission? Assurément non : on sent très bien que cela ne serait pas possible; il s'agit tout simplement, dans le système que je discute, d'en établir dans les grands centres commerciaux. Or je ne m'explique pas que les banques qui seraient nécessaires dans ces grands centres ne puissent pas s'y établir sans le droit d'émission. Elles ont, pour se procurer des capitaux, un moyen beaucoup plus efficace et beaucoup moins dangereux que l'émission des billets au porteur : c'est celui des dépôts. Avec les dépôts, auxquels elles bonifient un intérêt moindre que celui qu'elles en retirent en les plaçant, elles ont une source considérable de bénéfices. Cela est si vrai qu'en Angleterre une masse de banques ne vivent que des dépôts; les *joint-stock banks* de Londres n'ont pas d'autres ressources, et elles font toutes des affaires brillantes, distribuant en moyenne des dividendes plus élevés que ceux de la Banque d'Angleterre. Est-ce qu'il n'y a pas de banques à Hambourg, où l'on ne connaît pas le billet au porteur? Est-ce qu'il n'y a en Hollande que la banque d'émission? Enfin aux États-Unis, à New-York, si on veut se donner la peine d'interroger les faits, on verra que le droit d'émission est compté pour bien peu de chose dans les opérations que font les banques; elles ont généralement plus d'encaisse métallique que de billets en circulation, et le nombre des billets par rapport aux dépôts est dans la proportion de 1 à 30 ou 40.

La faculté d'émission qu'on demande pour les banques locales, loin de leur être nécessaire, leur serait plutôt nuisible; elle doublerait leur responsabilité. Se figure-t-on dans une ville de province, un jour de crise ou de panique, une banque d'émission obligée de rembourser à la fois ses billets et ses dépôts? Il y en a fort peu qui résisteraient à cette double pression, et on se verrait forcé de prendre les plus grandes précautions, d'entourer le droit d'émission de telles restrictions, de telles garanties, comme cela se fait en Amérique, que, comme en Amérique aussi, les banques locales

préféreraient renoncer au droit d'émission plutôt que de subir ces restrictions. On dit : — Mais les banques ne s'établissent pas, ne se multiplient pas comme elles font en Amérique et en Angleterre; il faut bien qu'il y ait un obstacle quelque part dans l'organisation actuelle du crédit. L'obstacle, il n'est point dans l'organisation du crédit; il est dans l'état des affaires, qui jusqu'à ce jour n'a pas été suffisant pour permettre l'établissement d'un plus grand nombre de banques. Attendez, l'œuvre que vous désirez s'accomplira tout naturellement par la force des choses, à mesure que les affaires se développeront. Déjà nous avons à Paris un certain nombre de banques de dépôts qui n'existaient pas il y a quelques années, et elles n'ont pas eu besoin du droit d'émission pour réaliser de beaux bénéfices. Il s'en est établi d'autres à Lyon, à Bordeaux; il s'en projette ailleurs; de proche en proche elles gagneront tous les centres commerciaux qui en auront besoin, comme les chemins de fer, qui, après avoir commencé par les grandes artères, finissent par pénétrer partout. Ce sera l'œuvre du temps, et il ne sera pas nécessaire pour cela de compromettre les avantages qui résultent de l'unité du billet au porteur.

On dit enfin, et cette objection est surtout présentée de l'autre côté du détroit par un recueil des plus accrédités, *the Economist*, on dit : Les banques locales d'émission ont l'avantage de faire sortir le numéraire de partout. Si Londres, ajoute-t-on, est le premier marché du monde pour le numéraire et le capital disponible, il le doit aux banques locales d'émission. Cette objection serait grave, si elle était fondée : il importe, en effet, d'augmenter la disponibilité du numéraire et de l'empêcher de s'immobiliser dans les caisses ou dans les tiroirs particuliers, mais on peut obtenir ce résultat sans recourir aux banques d'émission : les banques de dépôts suffisent, à moins qu'on ne prétende que les banques de dépôts ne peuvent pas s'établir sans le droit d'émission, ce qui rentre dans le système de M. de Lavergne, que je viens d'examiner. — Si on prétend au contraire que c'est le papier émis par les banques qui fera sortir le numéraire, il me semble qu'il sortira encore beaucoup mieux avec une banque unique ayant de nombreuses succursales. En définitive, qu'est-ce qui peut rendre le numéraire disponible? C'est, en dehors du système des viremens, la facilité plus ou moins grande qu'on a de le remplacer par des billets au porteur. Or, s'il est démontré qu'avec des banques locales, lorsqu'on tient à les avoir dans des conditions de sécurité parfaite, la circulation fiduciaire diminue plutôt qu'elle ne s'étend, je ne vois pas comment, avec moins de billets, on aurait plus de numéraire disponible, et si ces banques pouvaient attirer le numéraire autour d'elles, elles n'auraient pas, pour se le transmettre les unes aux autres,

à moins d'une solidarité absolue, les mêmes moyens qu'a une banque unique vis-à-vis de ses succursales. On pourrait voir, comme avant 1848 sous le régime des banques départementales, l'abondance dans un endroit et la rareté dans un autre. Il est vrai que cette solidarité absolue qui n'existe pas entre les banques locales de l'Angleterre, on la demande en France comme une innovation heureuse. Que devient alors le principe de liberté et de concurrence? Et en quoi ce système de banques locales avec solidarité diffère-t-il d'une banque unique avec des succursales? Il n'en diffère évidemment que par un mot, il fera moins bien ce que la banque unique fait beaucoup mieux. Allez demander à la ville de Lille, qui a toujours besoin de numéraire, si elle en trouve moins facilement aujourd'hui avec une succursale de la Banque de France qu'elle n'en trouvait jadis lorsqu'elle avait une banque indépendante. Qu'on interroge d'un autre côté la ville de Toulouse et qu'on lui demande si, lorsqu'elle a trop de numéraire, ce qui lui arrive souvent, elle n'a pas pour l'écouler plus de facilité qu'autrefois.

Certes j'aime beaucoup la liberté, je reconnais ce qu'elle a de fécond dans beaucoup de choses, mais enfin il ne faut pas y être attaché comme à un fétiche et ne pas la discuter dans les diverses applications qu'elle peut recevoir. Or, s'il est démontré qu'avec le monopole par exemple on assure mieux la circulation fiduciaire, qu'on l'étend davantage, et qu'on a mieux qu'avec la liberté la disponibilité du numéraire que possède le pays pour le répandre là où il est nécessaire, je ne vois pas pourquoi on ne se prononcerait pas pour le monopole. D'ailleurs c'est ici une question tout à fait en dehors du domaine de la liberté. On aura beau faire toutes les distinctions possibles entre le billet au porteur et la monnaie, il n'en est pas moins vrai que pour le public qui reçoit ce billet c'est de la monnaie. Or de même que l'état a le monopole de la fabrication de la monnaie métallique, et que personne ne le lui conteste, il doit avoir aussi celui de la fabrication de la monnaie fiduciaire. Il y a ici un intérêt de premier ordre qui domine tous les autres. Seulement le gouvernement, au lieu d'exercer lui-même ce monopole, le délègue, et il a raison, car il l'exercerait moins bien et pourrait en abuser; mais il le délègue sous son contrôle et en quelque sorte sous sa responsabilité, et c'est là, entre autres choses, ce qui fait la force des compagnies qui en sont investies. Du reste, c'est une question qui est jugée par l'expérience. Dans presque tous les états, en Russie, en Prusse, en Autriche, en Hollande, en Belgique, et dans le nouveau royaume d'Italie, sans parler de la France et de l'Angleterre, le droit d'émission est l'objet d'un monopole.

II. — DES ÉTABLISSEMENS QUI ÉMETTENT LA MONNAIE FIDUCIAIRE.

Dans ce paragraphe, l'enquête demande principalement si la Banque de France satisfait à toutes les conditions à exiger d'une banque d'émission, sinon, quelles seraient les modifications à apporter dans son organisation; si cette organisation est meilleure ou moins bonne que celle des banques qui sont établies dans d'autres pays, à Hambourg, en Hollande, aux États-Unis, en Angleterre; s'il faut s'en tenir à la nécessité des trois signatures pour être admis à l'escompte de la Banque de France. Les autres points relatifs à la séparation du département de l'émission de celui de l'escompte, à l'utilité qu'il y aurait à ce que le billet de banque eût comme en Angleterre un cours légal, et aussi à la proportion qu'il faut garder entre la circulation fiduciaire et les garanties sur lesquelles elle repose, — ces autres points ne nous occuperont pas beaucoup après ce que nous avons déjà dit ailleurs.

La séparation du département de l'émission de celui de l'escompte a pour point de départ l'idée qui a présidé à l'acte de 1844 en Angleterre, et comme cet acte ne nous paraît pas devoir être imité en France, nous ne voyons pas d'avantage à séparer l'émission de l'escompte et à créer deux départemens dans la même banque. Nous aimons mieux laisser la Banque libre d'agir comme elle l'entend, pourvoir elle-même à ses exigibilités, à la condition de ne jamais suspendre ses opérations. Nous ne voyons pas d'utilité non plus à introduire en France le cours légal tel qu'il existe en Angleterre, c'est-à-dire l'obligation pour tous de recevoir le billet au porteur tant que la banque qui l'a émis est en état de le rembourser. Personne aujourd'hui ne refuse un billet de la Banque de France; si on le refuse, c'est parce qu'on est éloigné d'une succursale, qu'il y a quelque difficulté à se le faire rembourser. Dans ce cas-là, il serait fâcheux de l'imposer, car on mécontenterait les populations et on n'empêcherait pas les billets de venir au remboursement le jour où le change serait contraire et l'argent très recherché : ils y viendraient même d'autant plus qu'ils auraient été imposés. D'ailleurs, avec l'extension prochaine des succursales de la Banque de France, cette question devient sans intérêt, personne ne refusera plus un billet de cette banque lorsqu'on pourra en avoir le remboursement partout. Quant à la proportion à garder entre la circulation fiduciaire et les garanties sur lesquelles elle repose, j'estime d'abord que la seule garantie dont il faille se préoccuper, c'est celle de l'encaisse métallique, et cet encaisse, que doit-il être par rapport à la circulation fiduciaire? Doit-il être du quart, du tiers, ou de la moitié? C'est un point qui ne peut pas être fixé par une loi et qui dépend

des circonstances. A tel moment, un encaisse du quart suffira, nous l'avons vu avec la Banque de France, qui a eu quelquefois 200 millions d'espèces seulement contre 800 millions de billets. A tel autre moment, en temps de révolution, un encaisse de moitié ne suffirait pas. La révolution de février nous en a fourni la preuve. Ce qu'il y a de mieux à faire, c'est ici encore de laisser la Banque libre d'agir selon les circonstances et sous sa responsabilité; son intérêt est d'être toujours en mesure de rembourser ses billets, et sous ce rapport il est lié à l'intérêt général : c'est la meilleure garantie.

J'aborde tout de suite les autres questions plus importantes, et notamment celle de savoir si la Banque de France, avec son organisation actuelle, satisfait bien à toutes les conditions à exiger d'une banque d'émission. Si on entre dans les détails de l'organisation intérieure de la Banque de France, il est probable qu'on trouvera des reproches à lui adresser. J'entends dire qu'elle est trop formaliste, qu'elle n'a pas dans ses procédés vis-à-vis du public cette rondeur de formes, cet empressement que l'on est habitué à rencontrer aujourd'hui partout; cela est possible. Il y a aussi un autre grief qu'on a contre la Banque de France, et qui, sans être bien fondé en réalité, n'en excite pas moins les susceptibilités de l'opinion publique : c'est de voir, lorsqu'elle élève le taux de son escompte, qu'elle trouve une source exceptionnelle de bénéfices là où le commerce éprouve un préjudice. Je sais bien que la Banque de France n'est jamais guidée par des considérations d'intérêt personnel lorsqu'elle recourt aux mesures restrictives, — mille raisons le démontrent; — mais il n'en est pas moins sûr qu'elle ne souffre pas au même degré que le commerce de l'élévation du taux de l'escompte. Cela suffit, je le répète, pour exciter contre elle les susceptibilités de l'opinion, et elle ne les désarmera qu'en trouvant une combinaison, facile du reste, qui mette sous ce rapport son intérêt d'accord avec celui du public. Elle pourrait encore se montrer un peu plus libérale en délivrant gratuitement, ou à peu près, des mandats d'une succursale sur l'autre ou sur l'établissement principal, alors qu'elle trouve souvent avantage elle-même à ce qu'on lui verse dans une succursale l'argent qu'elle aurait à y envoyer, et réciproquement. Elle pourrait enfin se presser davantage d'augmenter le nombre de ses succursales. Il importe peu qu'elles ne soient pas toutes également productives : ce qui importe, c'est que la Banque de France fasse jouir tout le pays des avantages de son crédit, le monopole dont elle est investie n'a pas d'autre raison d'être ; mais tout cela, ce sont des améliorations de détail qui ne touchent en rien les principes essentiels sur lesquels repose et doit reposer la Banque de France.

L'état a sur la Banque de France un droit de surveillance et

de contrôle; que n'en use-t-il pour obtenir ces améliorations, ou plutôt que n'en a-t-il usé lorsqu'il a renouvelé, il y a quelques années, le privilége de la Banque? Le tort de l'état en 1857 a été de renouveler ce privilége à des conditions autres que celles qu'il aurait dû imposer. Il a un peu agi comme un fils de famille qui a besoin d'argent, et qui sacrifie l'avenir au présent. Pour 100 millions que la Banque lui a prêtés à un taux différent de celui qui existait alors sur le marché, à 75 francs, lorsque le cours de la rente n'était guère qu'à 70, il s'est interdit de lui rien demander de plus, il lui a renouvelé son privilége pour quarante ans, de sorte que pendant quarante ans, quelles que soient les améliorations que révèle l'expérience, l'état est lié par son traité, il ne peut les obtenir que d'un commun accord, du bon vouloir de la Banque. Les choses ne se passent pas ainsi en Angleterre : dans ce pays, le gouvernement a toujours la main sur le monopole de la Banque; il peut, si cela lui convient, et moyennant un avis donné un an d'avance, l'arrêter ou le modifier. Il va sans dire qu'il n'use pas de ce droit, mais il peut s'en servir au moins pour obtenir toutes les améliorations qui lui paraissent désirables. Nous ne voudrions pourtant pas qu'il en fût tout à fait de même chez nous, et que le monopole de la Banque de France fût ainsi constamment à la disposition du gouvernement: celui-ci aurait trop à faire à certains momens pour le défendre contre des exigences plus ou moins irréfléchies, notre principal établissement de crédit a besoin de plus de stabilité; mais il eût été aisé de trouver un terme moyen entre les deux extrêmes et de ne prolonger ce privilége par exemple que pour quinze ou vingt ans. D'ailleurs, puisque l'état se montrait si libéral pour la durée du monopole, il aurait dû l'être un peu moins pour les conditions : il aurait pu par exemple exiger une redevance annuelle pour le droit d'émission. Cette redevance existe en Angleterre, et elle rapporte à l'état 180,000 livres sterling. Dans d'autres pays, où elle n'existe pas, l'état partage avec la banque au-delà d'un certain chiffre de bénéfices. Pourquoi chez nous n'a-t-on rien exigé pour ce droit d'émission qui, en définitive, rapporte des bénéfices considérables? L'état aurait bien pu encore, comme en Angleterre, se servir de la Banque de France et de ses succursales pour centraliser les recettes du trésor. Aujourd'hui, avec la rapidité des communications et la facilité qu'on a de percevoir et de transmettre l'argent, la fonction des receveurs-généraux, fort onéreuse pour l'état, n'a plus de raison d'être, et on pourrait parfaitement en faire l'économie (1); mais,

(1) Dans un décret qui a paru au *Moniteur* le 25 novembre 1865, le gouvernement a fait une partie de l'économie que nous indiquons en réunissant les fonctions du receveur-général à celles du payeur; mais il ne croit pas devoir aller plus loin pour le moment, et charger la Banque de France de centraliser les recettes du trésor. — La raison

si l'état s'est ôté le droit de rien imposer à la Banque de France pendant quarante ans, il peut user de son influence pour demander ce qu'il juge utile, et on aime à croire qu'il l'obtiendra de la sagesse et de la prévoyance des directeurs. Ils comprendront parfaitement que tout monopole a des charges, et qu'une de ces charges, c'est de satisfaire les exigences du public et de l'état dans ce qu'elles ont de légitime. Ils le comprendront d'autant mieux qu'en donnant satisfaction aux demandes légitimes ils auront plus de force pour résister aux chimères que l'on met en avant aux époques de crise, comme de donner l'argent à bon marché lorsqu'il est cher, d'étendre indéfiniment la circulation fiduciaire sans se préoccuper de l'encaisse, et de faire un triage des bordereaux qui sont présentés. Ces choses-là sont impossibles, et on compromet les bonnes réformes en en demandant d'aussi mauvaises.

Maintenant la Banque de France, telle qu'elle existe chez nous, vaut-elle mieux ou moins que les banques de Hambourg, de Hollande, d'Angleterre et des États-Unis? Il est évident que, si l'on considère comme utile d'avoir une circulation fiduciaire assez étendue et très solide, notre système de banque vaut mieux que tous les autres : il vaut mieux que celui de Hambourg, où il n'y a pas de circulation fiduciaire, mieux que celui de la Hollande, où il y en a une très limitée; il vaut mieux encore que celui de l'Angleterre, où, en vertu de l'acte de 1844, la circulation fiduciaire est soumise à une limitation tout à fait arbitraire, que ne justifient ni l'état de l'encaisse ni les dispositions du public. Chez nous, il n'y a pas de limites à la circulation fiduciaire, et la preuve que cela n'est pas indispensable, c'est que la Banque de France a déjà plus de soixante ans d'existence, qu'elle a traversé bien des crises, plusieurs révolutions, et qu'excepté un moment en 1848, où il y a eu plus de panique que de cause réelle de discrédit, la Banque a toujours fait honneur à ses engagemens et n'a jamais cessé ses opérations. Quant au système de banque des États-Unis, j'avoue que je préfère encore le nôtre. Aux États-Unis, dans le système qu'on appelle le *free-banking*, on ne peut émettre de billets au porteur que contre dépôt de certaines valeurs déterminées, et de plus les porteurs de ces billets sont privilégiés sur tous les autres créanciers de la Banque, même sur les déposans. Ce système présente deux inconvéniens : le premier, d'immobiliser les capitaux de la Banque d'émission d'une façon qui peut être contraire à ses intérêts, puisque, pour la garantie des billets, elle ne peut acheter que certaines valeurs; le second, d'établir une préférence qui n'est nullement fon-

qu'en donne M. le ministre des finances, « c'est que cela altérerait le caractère d'indépendance qui appartient à la Banque. » — On n'a pas cette crainte en Angleterre, dans un pays pourtant plus libéral que le nôtre.

dée en faveur des porteurs de billets au préjudice des autres créanciers et surtout des déposans, bien que les dépôts soient le principal aliment des capitaux dont dispose une banque et la principale source de ses bénéfices. Aussi, sous l'influence de ce système, la circulation fiduciaire s'est-elle peu étendue : elle n'est guère que de 5 à 6 millions de dollars à New-York; par conséquent, ce n'est pas là un système à imiter. Il n'a de libéral que le nom, et je ne sache pas qu'il y ait quelqu'un qui voudrait l'imposer en France.

La question des trois signatures pour être admis à l'escompte auprès de la Banque de France est beaucoup plus discutée. On se plaint à juste titre de la rançon que paie le commerce pour obtenir la troisième signature. Cette rançon, prélevée sous forme de commission, dépasse souvent l'intérêt lui-même; elle varie de 1/4 à 1/2 pour 100, et si la durée des billets est en moyenne de quarante jours, elle constitue une charge additionnelle de 2 1/2 à 5 pour 100 en dehors de l'intérêt. Le commerce gagnerait certainement beaucoup à en être affranchi, et il se plaindrait moins de l'élévation du taux de l'escompte, s'il n'avait pas à y joindre ce qui est pris par la commission; mais comment faire? La Banque de France ne peut pas se départir des règles de prudence et de sécurité qui font la force de son crédit; elle ne peut pas non plus, comme certains banquiers, restreindre arbitrairement ses opérations, n'admettre à l'escompte que les gens qui lui conviennent et dont elle connaît parfaitement la situation. Elle doit être plus libérale, et pour cela il lui faut une garantie qui n'est pas nécessaire au banquier qui n'agit que dans le cercle de ses connaissances. La Banque de France, précisément parce qu'elle est la banque de toute la France, ne peut pas connaître tous ses cliens. On lui demande d'être très démocratique, et elle l'est en effet, puisqu'elle prend les plus petites coupures, des coupures de 20 fr., de 10 fr. même, celle des artisans les plus modestes; mais cette libéralité démocratique, elle ne peut l'exercer qu'à la condition de la rendre compatible avec la sécurité dont elle a besoin. C'est pour cela qu'elle exige la troisième signature.

Un économiste fort distingué, M. Coquelin, a écrit dans son excellent livre sur les institutions de crédit, à propos de cette troisième signature, qu'elle était le renversement de tous les rôles, en ce que ce sont des particuliers qui assurent une compagnie, et non des compagnies qui assurent les particuliers. Cet argument peut surprendre les esprits, mais il n'est pas fondé. La Banque de France n'a pas été organisée pour défendre le commerce contre les risques qu'il peut courir, mais pour lui prêter une certaine assistance à l'aide de son crédit, et la première chose pour que l'assistance ait lieu, c'est que le crédit reste intact. Le jour où la Banque se dépar-

tirait des règles de prudence qu'elle s'est imposées dans l'intérêt de tous et où elle prendrait des billets à deux signatures qu'il lui serait impossible de contrôler, ce jour-là elle compromettrait son crédit, et, pour avoir été trop libérale à un moment donné, elle n'aurait plus de ressources dans les temps difficiles. Il ne faut pas oublier que la Banque est chez nous la clé de voûte du crédit; c'est à elle qu'on s'adresse en dernier ressort lorsque toutes les caisses sont fermées, et si dans ces momens critiques la Banque peut tenir les siennes constamment ouvertes, c'est parce qu'elle s'est fait assurer par la troisième signature. Oui, ce sont des particuliers qui assurent une compagnie, mais ils l'assurent dans leur propre intérêt, car sans cette assurance ils ne trouveraient point de crédit le jour où ils en auraient le plus besoin. Cette question des trois signatures a été discutée en Angleterre dans toutes les enquêtes, et toujours elle a triomphé, toujours il a été reconnu que c'était une règle de prudence dont une banque générale comme la Banque d'Angleterre et la Banque de France ne pouvait pas se départir. Il n'y a qu'un remède à cette situation, c'est qu'il s'établisse beaucoup de maisons de banque, que les capitaux disponibles y affluent sous forme de dépôt, et alors par la force des choses et par la concurrence le prix de la commission diminuera.

III. — DU FONCTIONNEMENT DE LA BANQUE.

Le paragraphe de l'enquête relatif au fonctionnement de la Banque contient douze questions, dont les principales peuvent se résumer ainsi. — Quel est le rôle du capital social de la Banque de France; s'il convient mieux que ce capital soit immobilisé en rentes, ou reste disponible; quel moyen a la Banque pour défendre son encaisse, lorsqu'il est menacé; si le meilleur est l'élévation du taux de l'escompte; s'il ne serait pas possible de prévenir cette élévation, ou tout au moins de l'empêcher de trop varier, et si enfin il ne conviendrait pas d'imposer une limite maximum à cette variation? Les autres questions concernent ou des points auxquels il a déjà été répondu, ou ne soulèvent que des questions accessoires sur lesquelles il me paraît inutile de porter la discussion. J'arrive aux questions essentielles. Quel est le rôle du capital de la Banque de France?

En général, le capital de toutes les banques ne doit être qu'un capital de garantie. Si c'était avec leur capital seulement que les banques fissent des affaires, le chiffre en serait fort limité, beaucoup trop limité pour les services qu'elles sont appelées à rendre. Le propre d'une banque, a dit Ricardo, c'est de se servir des capitaux d'autrui. Elle a en effet une marge beaucoup plus ample pour ses

opérations, et de plus, en se servant de capitaux qui ne lui coûtent rien ou lui coûtent peu de chose, elle peut les donner à bien meilleur compte que si elle se servait de son propre capital. Qu'est-ce en effet que le capital d'une banque à côté des opérations qu'elle est appelée à faire? Voilà par exemple la Banque de France qui a un capital social de moins de 200 millions, et qui ouvre des crédits s'élevant à près d'un milliard, pouvant même s'élever plus haut, si la confiance du public le lui permet! Le capital social, en supposant qu'il fût employé, ne serait qu'un appoint, et si par cet emploi il diminuait la confiance du public, s'il empêchait l'extension de la circulation fiduciaire et celle des dépôts, il enlèverait à la Banque plus de ressources qu'il ne lui en ajouterait. Les dépôts, voilà le véritable fonds qui doit servir aux opérations d'une banque, d'abord parce qu'il est susceptible de se développer indéfiniment, selon l'extension des affaires, et ensuite parce que, devant être presque toujours disponible, il ne doit être employé que dans les opérations d'une banque dont le caractère propre est de ne faire que des opérations à brève échéance et de ne jamais immobiliser ses capitaux. En présence de cette élasticité que peuvent prendre les opérations d'une banque au moyen des dépôts, ce qu'on a de mieux à faire du capital social, de celui des banques d'émission comme de celui des autres banques, c'est de l'employer à servir de garantie, de le placer en rentes ou en toute autre valeur publique. C'est ce qu'a fait la Banque de France, la Banque d'Angleterre, ce que font en général toutes les banques d'émission, et non-seulement les banques d'émission, mais toutes celles qui ont assez de crédit pour attirer les capitaux d'autrui. Qu'on interroge le portefeuille de toutes les banques particulières, celui des *joint-stock banks* de Londres, de nos sociétés de crédit en France, on verra qu'elles ont généralement dans leur portefeuille une somme de valeurs publiques au moins égale à leur capital, et qui n'est là que comme garantie.

On dit : — Mais cette garantie n'existerait pas moins, si le capital était employé dans les opérations de la banque, s'il était représenté dans le portefeuille par des valeurs commerciales. — On ajoute même que, ces valeurs de portefeuille étant moins susceptibles de varier que les valeurs de bourse, la garantie serait encore meilleure et plus sûre. Je veux l'admettre, bien qu'il ne me soit pas démontré que le jour où la Banque de France aurait tout son capital employé dans ses opérations, et où le public ne verrait plus rien derrière le portefeuille, il aurait la même confiance en elle, et laisserait l'encaisse métallique descendre au quart de la circulation fiduciaire et au cinquième de toutes les exigibilités, en y comprenant les dépôts, comme nous l'avons vu l'année dernière. Je l'admets pourtant, et

je demande alors à quoi bon? Quel résultat se propose-t-on d'atteindre avec les 150 millions du capital de la Banque? Veut-on les avoir en plus pour les opérations que fait cette banque, que le portefeuille puisse monter à 750 millions au lieu de 600? Soit; mais on n'y gagnera pas d'avoir l'escompte à meilleur marché, car si, avec 150 millions de ressources supplémentaires, la Banque de France s'avisait de donner l'escompte au-dessous du cours, de ce cours qui est déterminé en dehors d'elle sur le marché par les rapports de l'offre et de la demande, et dont elle n'est et ne doit être, à proprement parler, que le thermomètre, les 150 millions lui seraient enlevés en très peu de temps, et il n'y aurait rien de changé à la situation, sinon qu'elle serait plus tendue. Qu'est-ce que 150 millions de plus à côté des besoins qui peuvent se manifester dans les momens où l'argent est cher? C'est une goutte d'eau dans un fleuve. Une chose qui trompe le public lorsqu'il considère le bilan de la Banque de France aux momens où l'argent est à bon marché et à ceux où il est cher, c'est qu'il ne voit souvent entre les deux qu'une différence en moins de 200 millions dans l'encaisse. Il se demande alors comment, par une si mince différence, à côté des affaires considérables qui ont lieu, le prix de l'argent peut doubler, monter de 4 à 8 pour 100 par exemple, et il se dit que si l'on procurait à la Banque les 200 millions qui lui manquent, soit en augmentant son capital, soit en rendant celui qu'elle possède disponible, soit par tout autre moyen, et si on les lui donnait surtout en or, comme on s'imagine qu'on pourrait le faire, le mal serait conjuré, et qu'il n'y aurait plus de crise.

L'erreur en pareil cas est de prendre le symptôme du mal pour le mal lui-même. S'il y a 200 millions de moins dans l'encaisse de la Banque de France à certains momens, cela ne veut pas dire qu'il n'y a que ce déficit dans le capital disponible, et que, si on avait 200 millions de plus, les ressources seraient au pair avec les besoins. Ces 200 millions ne sont qu'une fraction minime du fonds de roulement de la société, de celui qui sert à toutes les opérations, et dont l'abondance ou la rareté, par rapport aux besoins, détermine le prix. Supposons que ce fonds de roulement soit de 50 milliards, et il n'est pas moindre si on en juge par le mouvement des affaires commerciales qu'il alimente : qu'est-ce que 200 millions à côté de ce chiffre? Il est puéril de penser qu'avec un tel supplément de ressources on pourrait agir sur le taux et l'intérêt et modifier sensiblement la situation. Les 200 millions tomberaient du ciel qu'ils n'auraient, pour ainsi dire, pas d'effet, et malheureusement ils n'en tomberaient pas; ils seraient pris ailleurs, détournés d'emplois où ils ont une place certainement plus utile. La cause de la crise ne

tient pas à 200 millions de plus ou de moins dans la caisse de la Banque; elle tient à ce qu'on a dépassé les ressources du capital disponible, que par suite ce capital est devenu cher, et la cherté de l'argent n'est que la manifestation, que le symptôme de la cherté du capital.

Maintenant qu'est-ce que peuvent représenter en capital les 200 millions de moins en numéraire? Ils doivent représenter une part proportionnelle à ce qu'est le stock métallique tout entier vis-à-vis du fonds de roulement de la société, puisque ce fonds ne circule qu'au moyen du numéraire. Si le fonds de roulement est de 50 milliards et que le stock métallique soit de 5 milliards, une différence en moins de 200 millions en numéraire en représente une de 2 milliards en capital, elle en représente une beaucoup plus forte, car cette différence de 200 millions en numéraire, elle se manifeste dans les caisses de la Banque de France, c'est-à-dire là où le numéraire a son rôle le plus actif et le plus parfait. Or si en Angleterre on liquide des sommes considérables au moyen de viremens, et sans employer même de monnaie métallique, nous admettrons bien que, chez nous, 200 millions de moins en numéraire à la Banque représentent certainement un capital circulant de 5 à 6 milliards. C'est à peu près le déficit que nous avons constaté dans la première partie de ces études, en comparant le capital disponible avec les emplois qui en ont été faits depuis dix ans. On s'explique parfaitement qu'un pareil déficit agisse sur les rapports de l'offre et de la demande, qu'il détermine des besoins pressans et fasse renchérir le capital; mais on ne s'expliquerait pas qu'avec 200 millions de numéraire de plus on pût changer cette situation. On s'en servirait tout simplement, en supposant qu'ils tombassent du ciel, pour se procurer une très faible partie des choses qui manquent, et le déficit, au lieu d'être de 5 milliards, ne serait plus que de 4 milliards 600 millions. Je le répète, on voit par ces chiffres combien est puérile l'argumentation de ceux qui s'attachent à ces 200 millions de numéraire comme au seul moyen de nous tirer d'embarras dans les momens de crise.

Il est complétement insignifiant, pour les facilités à donner au crédit, que le capital de la Banque de France soit employé ou non en valeurs publiques. En temps ordinaire, la Banque a tous les capitaux dont elle a besoin; elle en a même plus qu'il ne lui en faut, témoin ce qui a eu lieu dans la plus grande partie de cette année. Et en temps de crise 150 ou 200 millions de plus ne seraient, je le répète, qu'une goutte d'eau dans un fleuve, et ne retarderaient pas, ne devraient pas retarder au moins le recours aux mesures restrictives. Laissons donc les choses comme elles sont. Le capital

de la Banque, placé en rentes, sert le crédit public; il met en dehors de la circulation une somme de rentes considérable; c'est un service qui a bien son prix, et qui l'a d'autant plus qu'il ne préjudicie à aucun autre intérêt.

Maintenant l'enquête demande « si l'élévation du taux de l'escompte est le seul moyen pour la Banque de maintenir ou de reconstituer son encaisse. » — Je n'en connais pas d'autres. Quand l'encaisse diminue, c'est ou parce que nous avons le change contre nous, que nous ne pouvons payer au dehors avec nos produits, ou parce que l'activité intérieure est telle qu'elle absorbe dans la circulation une quantité de métaux précieux plus grande qu'à l'ordinaire, ou encore parce qu'il y a une panique comme en 1848 et que tous les moyens de crédit sont suspendus; mais c'est là un cas tout exceptionnel, qui dure peu généralement et qui n'a rien à faire avec les lois économiques. Si l'encaisse diminue parce que nous avons le change contre nous et que nous ne pouvons plus payer au dehors avec nos produits, soit parce que ces produits sont devenus trop chers par le renchérissement du capital ou de la main-d'œuvre, soit par toute autre raison, parce que nous avons à répondre à des engagemens pris vis-à-vis d'entreprises ou d'emprunts étrangers, engagemens qui dépassent ce que peut acquitter régulièrement l'échange de nos produits, — dans ce cas, quoi qu'on en dise, il faut absolument empêcher la trop grande sortie du numéraire; la cherté qu'il acquiert prouve qu'on en a besoin, et on ne l'empêchera qu'en laissant à la cherté son libre cours. Il en est de même, si la diminution du numéraire a lieu pour cause de plus de besoins à l'intérieur, comme ceux qui se produisent, par exemple, lorsque les salaires s'élèvent ou que les denrées agricoles sont plus chères, qu'il y a plus d'argent à répandre dans la campagne. Dans ce cas-là encore, il faut augmenter le stock métallique et en faire venir du dehors. L'argent se gouverne par les mêmes lois que toutes les autres marchandises, il va où on le paie le plus cher. Si dans ces momens la Banque de France n'élevait pas le taux de son escompte, non-seulement elle ne verrait pas le numéraire revenir, mais elle serait bien vite dépouillée de tout ce qui lui en reste. Elle agirait comme un négociant qui offrirait ses marchandises au-dessous du cours; il serait bien vite obligé de fermer boutique, et il n'aurait rien changé à la situation. Comme il ne faut pas que la Banque de France puisse fermer boutique, autrement dit qu'elle suspende ses opérations, ce qui serait une calamité publique, elle n'a qu'un moyen de conserver ses ressources, c'est de les faire payer assez cher pour en diminuer la demande.

Mais, dira-t-on, si on est obligé d'exporter du numéraire pour

acheter des céréales ou toute autre denrée de première nécessité, il faudra bien qu'on continue à se procurer ces denrées, car on ne peut s'en passer, et l'élévation du taux de l'escompte n'aura pour résultat que de les faire payer un peu plus cher. Il est vrai, il faudra toujours se procurer ces denrées; mais, si on élève suffisamment le taux de l'escompte, on pourra se les procurer en exportant moins d'argent. Les négocians qui auront des crédits au dehors, au lieu de se faire adresser des retours en marchandises, se les feront adresser en numéraire, s'ils y trouvent plus de profit. — De même pour les étrangers. — Aujourd'hui, avec la facilité des communications et la solidarité qui existe entre tous les marchés, le capital, autrement dit le numéraire, au moins celui qui est dans la main des banquiers, est un peu cosmopolite, il se porte là où on le paie le plus cher, et s'il est plus cher chez nous qu'ailleurs, on nous l'enverra tant que nous en aurons besoin; ce qui faisait dire à lord Overstone et à d'autres financiers éminens, dans l'enquête de 1857, qu'avec 200 millions d'exportation au plus de numéraire on pouvait faire venir pour un milliard de céréales ou de coton, à la condition d'élever suffisamment le taux de l'escompte. L'élévation du taux de l'escompte est fâcheuse, je le reconnais : elle amène des baisses sur tous les produits, elle provoque des liquidations; mais à qui la faute? Lorsqu'on est engagé au-delà de ses ressources, qu'il n'y a plus de capitaux pour soutenir toutes les entreprises, le mieux, c'est de sortir de cette situation au plus vite et de ramener l'équilibre entre les ressources et les besoins. La baisse sur les produits qui résulte de l'élévation du taux de l'escompte nous rouvre les marchés étrangers, nous y écoulons nos marchandises contre la chose dont nous avons le plus besoin, c'est-à-dire l'argent, et le change se rétablit à notre profit.

On s'étonne quelquefois de voir, à trois ou quatre mois de date, l'abondance du numéraire succéder à la disette dans les caisses de la Banque et l'escompte diminuer de moitié, de 7 à 3 1/2 pour 100 : c'est un fait qui s'est produit cette année même. L'encaisse, qui, au mois de novembre 1864, était descendu à 182 millions, était remonté à plus de 500 millions il y a quelques mois, et l'escompte, à 7 pour 100 à la fin de l'année dernière, a été à 3 pour 100 pendant la plus grande partie de l'année actuelle. On est tout près de croire alors que la tension qu'on avait subie était artificielle, puisqu'il a fallu si peu de temps pour ramener les choses à leur état normal. Cela prouve tout simplement que le moyen employé a eu l'efficacité qu'on attendait, que l'élévation du taux de l'escompte a amené la liquidation qui était nécessaire, et, à l'aide de cette liquidation, beaucoup de capitaux mal engagés sont redevenus disponibles,

D'ailleurs, il ne faut pas se faire d'illusion, cette élévation du taux de l'escompte, si préjudiciable pour les affaires mal engagées, puisqu'elle a pour résultat de les obliger à une liquidation, n'a pas une importance extrême pour le commerce sérieux, pour les affaires qui répondent à des besoins réels. Il s'agit presque toujours d'une mesure temporaire. Supposons, par exemple, que, pour un billet de commerce de 1,000 francs à l'échéance ordinaire de quatre-vingt-dix jours on applique le taux de l'escompte à 7 pour 100 au lieu de 4 pour 100 : la prime à payer sera de 17 fr. 50 c. au lieu de 10 fr. C'est beaucoup assurément, mais est-ce assez pour empêcher une affaire sérieuse de s'engager? Est-ce assez pour empêcher des acquisitions de céréales ou de coton, et de toute denrée qui répond à des besoins de première nécessité? Évidemment non, et quand nous parlons d'une échéance de quatre-vingt-dix jours, il s'agit là de l'échéance commerciale la plus longue. Les billets qui se présentent à l'escompte à la Banque de France n'ont pas tant de délai à courir; ils n'ont guère, en moyenne, que quarante-cinq jours: par conséquent la différence à payer sera de 8 fr. 75 c. au lieu de 5 francs. Aussi n'est-ce pas le commerce sérieux qui se plaint. Ceux qui se plaignent, ce sont les spéculateurs pour lesquels toute aggravation du taux de l'escompte est un échec porté à leurs spéculations. Quand quelques commerçans unissent leurs voix à ces plaintes, comme cela s'est fait à la fin de l'année dernière, c'est qu'ils y sont poussés par les suggestions de ces mêmes spéculateurs et qu'on les trompe sur leur véritable intérêt. Leur intérêt, ce n'est point de payer un peu moins cher à certains momens l'argent dont ils ont besoin, mais d'en trouver toujours, et de ne pas le voir détourner au profit de spéculations douteuses, d'entreprises étrangères; or le seul moyen à employer pour cela, c'est l'élévation du taux de l'escompte.

L'enquête demande « quel est le moyen qui présente le moins d'inconvéniens pour le commerce, de l'élévation du taux de l'escompte, du refus d'un certain nombre de bordereaux, ou de la gradation du taux de l'intérêt selon les échéances? » Je n'hésite pas, quant à moi, à me prononcer pour l'élévation du taux de l'escompte. Le refus d'un certain nombre de bordereaux est toujours un acte arbitraire, qui peut ne pas agir dans le sens qu'on voudrait; on peut se tromper sur l'origine et la destination des valeurs qui sont présentées à l'escompte. Puis le refus agit d'une façon beaucoup plus dure, beaucoup plus brutale sur ceux qu'il atteint que l'élévation du taux de l'escompte; il ruine le crédit du jour au lendemain, tandis qu'avec l'élévation du taux de l'escompte on a le temps de se liquider, et on peut éviter un désastre. Enfin, et c'est

la plus grave considération, le refus de bordereaux ne corrige pas le change aussi efficacement que l'élévation du taux de l'escompte: il peut bien, s'il est habilement pratiqué, empêcher l'exportation de quelques métaux précieux, et encore n'est-ce pas une œuvre facile que de déjouer toutes les combinaisons de la spéculation lorsque son intérêt est en jeu; mais il ne s'agit pas seulement d'empêcher les métaux précieux de s'en aller, il faut encore en faire venir, et à cet effet rien ne vaut l'élévation du taux de l'escompte. D'ailleurs rien n'empêche de joindre le refus des bordereaux à l'élévation du taux de l'escompte; les deux moyens, employés ensemble, auront même plus d'efficacité : ils remédieront plus vite à l'embarras de la situation. Quant à la gradation du taux de l'intérêt selon l'échéance, c'est aussi une bonne mesure qui se pratique d'ailleurs généralement et qui ne peut avoir que d'excellens effets. Celui qui présente à l'escompte un billet à longue échéance fait courir plus de risque au capital qu'il emploie que celui dont l'effet est à bref délai, et il engage ce capital pour un temps plus long; il est donc juste qu'il paie un peu plus cher.

Reste maintenant à examiner s'il est possible de prévenir les variations du taux de l'escompte ou de les renfermer dans de certaines limites. Vouloir prévenir d'une façon absolue les variations du taux de l'escompte, c'est caresser une chimère; on ne peut pas plus empêcher les variations du prix de l'argent que celles du prix de toute autre marchandise. Ce prix dépend toujours du rapport de l'offre à la demande, et, comme on ne peut pas répondre qu'à certains momens l'argent ne sera pas plus demandé qu'offert ou plus offert que demandé, on ne peut pas répondre davantage qu'il ne variera point de prix. Nous voyons à chaque instant autour de nous varier le prix des marchandises les plus importantes. Tantôt c'est celui des céréales parce que la récolte a manqué, tantôt celui de la soie, tantôt celui du coton, et nous ne nous en étonnons pas, bien que nous ayons aujourd'hui pour conjurer ces variations des moyens que nous n'avions pas autrefois, la liberté commerciale par exemple et la facilité des transports. Malgré cela, nous n'évitons pas les variations de prix, parce qu'elles sont dans la force des choses et qu'il y a toujours des momens où, pour une raison ou pour une autre, l'offre n'est pas en rapport avec la demande, *à fortiori* pour l'argent. Avec la solidarité qui existe aujourd'hui entre les principaux marchés, quand l'argent est cher quelque part, il est cher à peu près partout, et de plus, malgré sa mobilité apparente, l'argent est peut-être la marchandise qui se déplace le moins aisément, surtout celui qui n'est pas dans la main des banquiers et qui reste dans celle des particuliers. Celui-là aime à connaître les gens auxquels il se prête, les affaires dans

lesquelles il s'engage, et il préférera toujours rester dans son propre pays avec un intérêt moindre que d'aller au dehors pour un intérêt plus élevé. C'est ce qui explique comment, en temps normal, l'intérêt peut être à 3 et 4 pour 100 en Angleterre, à 2 1/2 pour 100 en Hollande, à 6 et 7 pour 100 en Italie, à 10 en Espagne et 12 pour 100 en Amérique, sans que le capital des deux premiers pays se déverse dans les autres. On arrivera peut-être un jour, avec plus de facilité dans les rapports, à atténuer ce qu'il y a d'excessif dans les différences d'intérêt suivant les pays, sans pourtant que le nivellement soit jamais complet. Comme il y aura toujours de plus grands risques à courir dans un pays que dans l'autre, cette différence dans le risque, à part toute autre considération, fera la différence dans l'intérêt.

Mais arrivât-on à un nivellement complet, à une solidarité absolue entre tous les établissemens de crédit, ce qui nous paraît une chimère, qu'on n'y trouverait pas les moyens de prévenir les variations de l'escompte; il faudrait encore empêcher la demande de dépasser jamais l'offre. Plus on établirait de facilités pour le crédit, plus on multiplierait l'emploi du capital, et plus par cela même on le rendrait cher. C'est l'effet que nous avons pu constater depuis quelques années, à mesure que les établissemens de crédit se sont multipliés. Ils ont eu beau mettre plus de capitaux à la disposition du commerce : comme ils en ont provoqué l'emploi sur une échelle plus considérable encore, ils ont contribué à faire augmenter le taux de l'intérêt plutôt qu'à le modérer. Il n'y a qu'un seul moyen pour renfermer les variations de l'escompte dans de certaines limites, c'est la prudence. C'est aux établissemens qui ont pour mission spéciale de distribuer le crédit, de ne jamais s'engager au-delà de leurs forces, de ne jamais perdre de vue, dans les momens où le capital est abondant, qu'un jour il pourra être cher, et qu'il le sera d'autant plus que dans les jours d'abondance ils se seront laissés aller à le prêter à des conditions trop peu élevées. Il y a en Europe une banque privilégiée dont les variations du taux de l'intérêt sont très modérées, c'est la Banque de Hollande : cela tient à ce que dans les momens où l'argent est abondant, elle n'abaisse pas le taux de l'intérêt autant qu'elle pourrait le faire; elle ne prête guère au-dessous de 4 pour 100. On se passe d'elle quand l'argent est au-dessous de ce cours, et quand il est au-dessus, elle ne prête que jusqu'à concurrence d'un certain capital. A ces conditions, elle peut maintenir le taux de son escompte presque invariable; mais ce ne peut pas être là le fait de banques comme la Banque d'Angleterre et comme la Banque de France. La Banque de Hollande n'est qu'un accessoire dans un pays admirablement pourvu d'autres établissemens de crédit; le crédit

ne manque pas le jour où la banque privilégiée n'escompte plus. En Angleterre et en France surtout, le jour où les établissemens privilégiés refuseraient d'escompter, il n'y aurait plus de crédit nulle part.

On a souvent argué contre les variations actuelles du taux de l'escompte que, pendant longtemps, ce taux s'était tenu à un chiffre presque invariable, à 4 pour 100 en France, et on se demande pourquoi il n'en est plus de même. La réponse est bien simple, et je l'ai déjà faite plus d'une fois. C'est qu'à l'époque dont on parle les affaires étaient loin d'être ce qu'elles sont aujourd'hui. Elles ont quadruplé, quintuplé depuis; il a bien fallu recourir davantage au crédit, et la Banque a dû faire face à des besoins sans proportions avec ceux d'autrefois. Quant à la prétention de soumettre le taux de l'escompte à un maximum, ou de le faire régler par l'état, sous prétexte que la Banque de France jouit d'un monopole, c'est une prétention qui ne soutient pas la discussion. On peut imposer un tarif maximum à une compagnie de chemin de fer ou à toute autre entreprise industrielle qui a un monopole; ces entreprises, à la rigueur, ont le moyen de se développer en proportion des besoins: si le tarif qu'on leur impose est trop bas, tant pis pour elles, elles seront ruinées; mais ce ne sera qu'un malheur privé dont le public ne souffrira pas, ou dont il souffrira peu. Il n'en est pas de même avec la Banque de France. Les ressources de la Banque de France reposent sur la confiance du public, elles ne peuvent pas se développer indéfiniment en proportion des besoins, et le jour où le taux de l'intérêt dépasserait celui qu'il est permis à la Banque d'établir, le jour où les demandes affluerait, elle n'aurait plus qu'à fermer ses caisses. Ce jour-là, les autres établissemens, n'étant plus gênés par la concurrence de la Banque de France, et privés d'ailleurs des ressources qu'ils trouvaient chez elle, élèveraient le taux de l'escompte à des prix fabuleux; on s'apercevrait alors des services que rend la Banque de France. Si la Banque voulait abuser de son monopole et élever arbitrairement le taux de l'escompte au-delà du cours réel, elle en serait la première victime; ses opérations diminueraient. Il y a à côté d'elle de nombreux établissemens de crédit qui lui enlèveraient tout le papier de commerce. Sait-on à quel moment elle élève le taux de son escompte? C'est lorsqu'elle voit venir à elle du papier qui n'y vient pas d'ordinaire. Elle a la démonstration qu'en dehors d'elle l'argent est plus cher qu'elle ne le fait payer, et, si elle ne s'empressait pas de se mettre au niveau du marché, elle n'aurait bientôt plus de ressources.

La Banque, il est vrai, a de plus que les autres établissemens le droit d'émission; mais ce droit n'est pas sans compensation. Elle

est soumise à plus de charges, elle a une plus grande responsabilité vis-à-vis du public. Le banquier ordinaire, pour une raison ou pour une autre, peut choisir ses cliens, il peut même fermer ses guichets quand cela lui convient et refuser l'escompte; la Banque de France ne choisit pas ses cliens, elle est obligée d'admettre tout le monde aux conditions fixées par son règlement, et non-seulement elle est obligée d'admettre tout le monde, de prêter le crédit le plus large qui existe, mais ce crédit, elle ne peut pas le suspendre, l'arrêter, sous peine d'un cataclysme effroyable. Je ne connais pas de moyen qui lui permette d'accomplir ce devoir en dehors de l'élévation facultative du taux de l'escompte.

Maintenant, après cet examen des principales questions soulevées par le questionnaire de l'enquête, quelle conclusion doit-on en tirer? La conclusion à en tirer, c'est que la Banque de France a été injustement attaquée, et qu'elle était complétement étrangère aux causes qui ont amené la crise de 1863 et de 1864. En élevant le taux de son escompte, elle s'est comportée vis-à-vis de cette crise comme le médecin qui voit le mal et qui s'applique à le guérir avant qu'il n'ait pris des proportions trop graves. Elle devra donc, à part quelques détails insignifians, sortir triomphante de l'enquête. Seulement ce qui paraîtra bizarre, c'est que le premier mot de cette enquête soit parti de l'établissement qui a la plus grosse responsabilité dans la dernière crise. N'est-ce pas en effet le Crédit mobilier, pour l'appeler par son nom, qui a provoqué plus qu'aucun autre la mauvaise direction des capitaux qui sont allés se perdre dans des entreprises douteuses, tant à l'intérieur qu'à l'étranger? N'est-ce pas lui qui soutient par un crédit factice les dépenses exagérées que l'on fait pour la transformation des villes? Et quand toutes ces tentatives aventureuses ont produit leur conséquence naturelle, qui est l'élévation du prix de l'argent, il est encore le premier à se plaindre et à déchaîner contre la Banque de France, par des déclamations stériles, les passions et les intérêts. Il serait grand temps d'en finir avec ces déclamations, qui n'ont d'autre effet que d'agiter le public et de lui donner le change sur la cause des maux dont il souffre. Espérons que l'enquête qui se poursuit nous rendra ce service; espérons que la commission qui la dirige, lorsqu'elle aura bien entendu tous les témoignages, bien pesé toutes les opinions, saura faire justice des expédiens ridicules qui se produisent chaque fois que l'argent est cher, et qu'elle dira énergiquement ce qu'il faut en penser.

VICTOR BONNET.

OCTOBRE

CHANSONS ET POÈMES

Déjà l'été charmant n'est plus qu'un souvenir.
Le temps, ce morne auteur, dédaigneux des huées,
Sur l'œuvre éblouissante et qui vient de finir
Abaisse lentement le rideau des nuées.

Aux reflets de clartés toujours diminuées,
On voit le vieux décor s'écailler et jaunir,
Et comparses frileux, partant pour revenir,
Des troupes d'oiseaux noirs rentrer exténuées.

La nature en dormant roule ses tapis verts;
La bise vient et va soufflant sur les étoiles
Que la brume enveloppe avec ses fines toiles,

Et sur le mobilier dégarni des hivers
Le givre pâle étend sa housse monotone...
Le théâtre désert représente l'automne.

LA COMPLAINTE VÉRITABLE DU VIN.

A Mme GEORGE SAND.

— Holà! bonhomme, êtes-vous prêt?
Allons-nous-en dans la forêt

Avec des haches et des chaînes.
Allons cogner matin et soir,
Il faut des chevrons au pressoir.
— Tope, dit l'homme, et gare aux chênes!

Le chêne dit aux bûcherons :
— Que ferez-vous de mes chevrons?
Je dormais d'un sommeil de marbre.
— Nous en ferons un échafaud;
C'est pour la vigne, il nous les faut.
— Frappe! dit l'arbre.

Avec la serpe et le couteau,
Allons-nous-en sur le coteau
Que le cep souriant festonne;
Trousse tes manches, compagnon,
Et toi, la fille au lourd chignon,
Fais comme nous : voici l'automne!

— Gai vendangeur, que me veux-tu?
Lui dit la vigne au bois tortu
Quand il passe de ligne en ligne.
— Je veux ton cœur tout frémissant,
Je veux ta moelle et ton sang.
— Prends! dit la vigne.

Corbeille au front, panier au flanc,
Portant le raisin noir et blanc,
Ils s'en vont, les poings sur les hanches,
Aveuglés par les rameaux verts,
Et l'on voit reluire au travers
Et leurs yeux noirs et leurs dents blanches.

La grappe dit de temps en temps :
— Où donc allez-vous si contens,
Mon beau garçon, et vous, ma belle?
— Nous t'emportons dans des étaux
Qui broieront ta chair et tes os.
— Allons! dit-elle.

Comme il jaillit, le vin nouveau!
On dirait que l'on saigne un veau.

Le pressoir geint comme une veuve.
Allons, les gars, encore un tour!
Que la terre en fume alentour!
N'ayez pas peur, la vis est neuve.

— Eh! garçon, dit le pressoir neuf,
Le cuvier est plein comme un œuf,
Et tu presses à pleine échine!
— Bon! plus j'en presse et plus j'en bois.
— Presse donc à fendre le bois,
Dit la machine.

L'homme qui boit est bien plus beau :
Il a le vin à fleur de peau
Et la face couleur de braise;
Il ne craint ni soldat ni rien,
C'est comme s'il avait du bien,
Tant il est fier et pâmé d'aise!

— Beau buveur, dit le verre plein,
Te voilà soûl comme un vilain!
— Mon petit, la vie est sévère :
Faut-il pas l'égayer un peu?
— A tes souhaits, homme de Dieu!
Lui dit le verre.

MORALITÉ.

Or, mes gens, si vous voyez clair,
Dites-moi qui donne sa chair,
Qui donne le sang de ses veines,
Qui l'on tourmente bien des fois,
Qui l'on fait saigner sur le bois,
Tout cela pour calmer nos peines?

C'est Jésus, le sauveur divin,
Le sang de Jésus, c'est le vin
Qui coule pour le misérable
Et coulera, doux et subtil,
Dans tous les temps. — Ainsi soit-il,
Vin adorable!

LES BRUMES.

A M. CHARLES GLEYRE.

Les brumes à nos pieds se traînent lourdement.
Ah! linceul de l'ennui! voile opaque et dormant!
Savez-vous de quels cieux ces brumes sont venues?
Ce sont les fleurs de pourpre et d'argent de l'été,
Elles viennent d'en haut, les brumes ont été
Les nues!

. . . . . .

O jours! rapides jours! On marche, épanoui,
Dans les enchantemens de son rêve inoui;
Le hasard vous sourit, tout vous doit quelque chose :
La femme son regard, et son parfum la rose,
Tout, jusqu'à l'avenir, — débiteur éternel.
On n'a d'autre passé qu'un baiser maternel;
On ne sait pas, — on croit, on a la foi profonde;
Si hauts sont les pensers et si larges les pas,
Que la terre est étroite et que le ciel est bas,
Et l'on marche, pensant faire osciller le monde;
On dit : Je veux! On dit : Je serai celui-ci.
On admire sans haine, on aime sans souci;
Aimer! On n'aime pas seulement, on adore;
Amour, espoir, désir, c'est un flux et reflux,
Celui qu'on a poussant celui que l'on n'a plus
Et poussé par celui que l'on n'a pas encore,
Et l'on sent qu'on fait bien et que l'on est béni;
Le bonheur est si grand qu'on le croit infini.
Et pourquoi, juste Dieu! serait-il éphémère?
Puisque le Père est bon, l'enfant doit être heureux,
Et l'on ouvre son cœur, et l'on est généreux,
Et l'on a tout : on a le monde, — on a sa mère!

Les nuages passaient dans les firmamens bleus,
La brise était leur grâce et le rayon leurs feux;
Ils écumaient, joyeux, comme le flot des grèves.
Savez-vous ce que sont les nuages vermeils?
Des ombres aujourd'hui, des veuves de soleils,
Des rêves!

La vie est un collier dont l'espoir est le fil.
Quel couteau que le temps! Un jour, une par une,

Et les diamans d'août et les perles d'avril
S'égrènent lentement dans la fange commune;
Et l'on se trouve seul, et de ses propres mains
A ses plus purs élans on mutile les ailes,
Pour régler leur essor avec les pas humains;
Amour, espoir, désirs, adieu les hirondelles!
Et l'on voit, et l'on sait, car on n'a plus la foi,
Et tout en soi languit et meurt autour de soi :
L'amitié, foyer vide où l'on mettait la flamme,
Et l'admiration, autre voleuse d'âme.
Et puis vient la raison, — la première douleur,
Et l'ambition ment, et l'intérêt grimace;
Hormis le souvenir, l'âme n'a plus de fleur
Où n'ait cent fois bavé l'ennui, cette limace.
Avez-vous vu tomber les feuilles dans les bois?
Ainsi tombent les jours comme des feuilles d'arbre.
Et les morts? et les morts? Hélas! combien de fois
S'est-il assis chez vous, le convive de marbre!
Ah! l'heure sombre! Hier il était près de vous,
Il vivait, l'être aimé, joyeux, charmant et doux,
Et le voilà, — terrible, échevelé, farouche;
La mort l'a fait *cela*, l'on peut voir sur sa bouche
Le bâillement hideux du sommeil inconnu.
Oh! quel air effroyable a ce cadavre nu!
Ce n'est plus ni l'enfant, ni l'époux,ni l'amante,
C'est un mort! Alentour la maison se lamente,
Mais lui, mystérieux, immobile, glacé,
Avec sa bouche d'ombre et ses yeux de ténèbres,
Demeure. — Il a vécu. — C'est tout. — Il a passé.
On entend dans ses os des craquemens funèbres;
On est là, regardant, stupide, anéanti,
Cette main, ces cheveux, ce front, cette paupière,
Cette femme d'albâtre ou cet homme de pierre,
Cette armure de l'être et d'où l'être est parti,
Toujours là, répétant le même mot sans cesse :
« Mais c'était mon enfant, ma mère, ma maîtresse!
« Je l'aimais! ô mon Dieu! Pourquoi? Qu'ai-je donc fait? »
La nuit reste muette et l'Éternel se tait.
Et quand vient le matin, et quand on vous l'emporte,
Et quand on le descend!.. Ce voile à cette porte!
Et l'immonde attirail de ces choses sans nom!
Et quand on se révolte, et quand on se dit : Non!
Et l'église, et le prêtre, et la tombe, et la terre,

Toute la fête horrible et longue du mystère;
Et plus tard, quand c'est fait... après... quand on est seul,
Le lit avec le drap qui manque, — son linceul!
Et le silence affreux qui tombe des murailles,
Et cet arrachement qu'on se sent aux entrailles
Lorsque l'on croit l'entendre ou parler ou venir,
Car il est là toujours, la chambre en est emplie...
Et les jours? et les nuits? et puis le souvenir!
Et l'oubli?.. l'autre mort! L'oubli! — car on oublie...

. . . . . .

Brume, nuage ou rêve éblouissant et doux,
Savez-vous ce que sont ces ombres? savez-vous
De quoi le ciel a fait leur tristesse ou leurs charmes?
Le nuage de pourpre et la brume d'argent,
Il les a faits d'eau pure, et le rêve changeant
De larmes!

LE BERCEAU.

Dans la moire et le satin
(L'enfant vient de naître),
Il est couché ce matin,
Le cher petit être.
Chacun accourt et, tremblant,
Sur le lit se penche,
Pour voir dans son écrin blanc
Cette perle blanche.

Chacun soulève à demi
Les fines dentelles
Pour voir cet ange endormi,
Qui n'a plus ses ailes,
Pour voir ces nids à baisers,
Sa main délicate
Et ses petits pieds rosés
Aux ongles d'agate.

Blanc comme une hostie et pur
Comme une prière,
On voit encor de l'azur
Luire en sa paupière;

Son œil est vierge du jour,
  Son cœur de souffrance,
Hier pour lui c'est l'amour,
  Demain l'espérance.

Il est comme sont les fleurs,
  Parfum et mystère;
A peine si par ses pleurs
  Il tient à la terre!
Que faut-il pour l'apaiser?
  Un mot, s'il soupire;
S'il se réveille, un baiser;
  S'il dort, un sourire.

Il dit déjà, savez-vous?
  Mille et mille choses,
Rien qu'avec le souffle doux
  De ses lèvres roses.
C'est un langage charmant,
  Fait de mots étranges,
Que comprennent seulement
  Sa mère — et les anges.

Bonjour, petit *nous* si cher,
  Rayon de ma flamme!
O baiser qui s'est fait chair!
  Bonjour, petite âme.
L'espoir t'appelle avenir,
  C'est un gai baptême;
Mais ton nom est souvenir,
  C'est pourquoi je t'aime.

Ah! cher tyran, quel qu'il soit,
  Le nom qui te nomme,
Déjà l'on souffre par toi...
  Tu seras un homme.
Qu'importe, ô mon doux vainqueur?
  Va, fais ton office...
La gourmandise du cœur,
  C'est le sacrifice!

L'AVEU.

En ce temps-là! — c'était un jour comme aujourd'hui,
Pour moi vous étiez : Elle, et pour vous j'étais : Lui!
En ce temps-là, ma toute belle, —
Un jour comme aujourd'hui, nous suivions ce chemin;
Je n'osais ni parler ni vous donner la main,
Je vous disais : Mademoiselle;

Vous me disiez : Monsieur, vous en souvenez-vous?
Ah! que vous étiez belle et que l'air était doux!
Dans ces momens, tout nous étonne;
Nous avions pourtant fait ce chemin bien des fois,
Mais c'étaient d'autres champs et c'étaient d'autres bois,
Et nous découvrions l'automne.

L'automne! le printemps empourpré de l'hiver,
Tumultueux, sanglant, incendié, moins vert,
Mais plus ardent, mais plein de fièvres :
Le sein roux de la vigne était gonflé de vin,
Les oiseaux se cherchaient; dans le fond du ravin,
L'eau faisait comme un bruit de lèvres.

Les lilas amoureux tâchaient de refleurir,
Et l'astre, s'épuisant avant que de mourir,
Faisait vibrer toutes ces choses,
Et la nature en feu portait son deuil vermeil
En veuve de soleil, mais qu'un autre soleil
Épousera, — viennent les roses!

Oh! toutes ces chansons et toutes ces couleurs!
Les chênes, ce jour-là, ressemblaient à des fleurs,
Et les bouleaux aux feuilles blanches
Que soulevaient parfois de légers tourbillons
A des arbres d'argent couverts de papillons
Frissonnant au milieu des branches.

L'ambre et l'or enchâssaient le monde souriant;
Des geais couleur d'azur voltigeaient en criant
Dans des hêtres couleur garance;
Sur les champs, livre brun que le soc a réglé,

Le doigt mystérieux et verdissant du blé
Écrivait partout : Espérance!

Vous en souvenez-vous, comme tout était beau?
Et des douceurs de l'air et des baisers de l'eau
Vous en souvenez-vous? Et l'herbe
Où ruisselaient ces fleurs que vernit le brouillard?
Et l'aveugle du pont? Pauvre homme! un beau vieillard!
Et le beau pont! un pont superbe!

Ah! chers instans!.. J'étais comme un enfant boudeur,
Plein d'audace muette et de lourde pudeur;
Je disais : Qui sait? J'étais ivre.
Parfois je vous laissais exprès marcher devant,
Pour voir vos cheveux fins qui frémissaient au vent...
Pauvres morts! qu'il est doux de vivre!

Si vous l'aviez connu, tout ce que j'ai pensé!
Je naissais; je voyais, oubliant le passé,
Comme un lis en mon âme éclore,
Et je bénissais Dieu, sentant venir l'amour,
Le Dieu bon qui permet, si la vie est un jour,
Que ce jour ait plus d'une aurore.

Oui, je pensais beaucoup, mais je pensais tout bas,
Et comme j'entendais que je ne parlais pas,
J'en avais l'âme consternée;
Aussi, quand le silence avait duré longtemps,
J'assurais bien ma voix et m'écriais : Beau temps!
Vous répondiez : Belle journée!

Ainsi nous avons fait jusqu'à ce qu'il fît noir,
Ayant marché tous deux du matin jusqu'au soir,
La bouche sur le cœur fermée;
Trouble! extase! ô silence adorable et maudit!
Tu n'avais pas parlé, je ne t'avais rien dit...
C'était l'aveu, ma bien-aimée!

ÉDOUARD PAILLERON.

UN

PRINCE ALLEMAND

DU XVIIIE SIÈCLE

D'APRÈS DES MÉMOIRES INÉDITS

I.

CHARLES DE HESSE ET FRÉDÉRIC II.

On a imprimé récemment à Copenhague les mémoires d'un prince du XVIIIe siècle qui, sans avoir laissé un nom dans l'histoire, s'est trouvé pourtant associé à des événemens considérables. *Mémoires de mon temps*, tel est le titre de ce livre. L'auteur est le landgrave Charles, prince de Hesse, fils du landgrave de Hesse Frédéric II et de Marie, fille de George II, roi d'Angleterre. Après avoir passé presque toute sa vie à la cour du roi de Danemark ou dans l'intimité de Frédéric le Grand, le landgrave Charles, âgé de soixante-dix ans, eut la pensée de consigner par écrit les choses dont il avait été le témoin. De tragiques aventures s'étaient passées sous ses yeux, il avait vu de près des personnages singuliers, il avait recueilli des anecdotes et des conversations qui pouvaient intéresser l'histoire; pourquoi ne pas fixer de tels souvenirs? Le roi de Danemark Frédéric V et son fils Christian VII, Struensée, la reine Caroline-Mathilde, le comte de Saint-Germain, les francs-

maçons, les illuminés, surtout la cour et le camp du grand roi de Prusse, voilà les principales figures de cette galerie. Le prince de Hesse n'a pas de prétentions à l'art de peindre : il ne sait ni ordonner un tableau ni tracer un portrait; qu'importe? L'inexpérience de son langage et la candeur de sa pensée ne donnent que plus de prix à ses confidences. C'est un esprit grave, une âme religieuse; fortement attaché aux doctrines chrétiennes, il défend sa foi contre les sarcasmes de Frédéric avec une franchise qui commande le respect. Il n'appartient au XVIIIe siècle que par ses grands côtés, l'amour du bien public et le sentiment de l'égalité humaine. C'est ce sentiment, je n'en doute pas, qui l'amenait à Paris en pleine révolution; c'est une espérance généreuse, non pas seulement la curiosité, qui le faisait s'inscrire en 1790 au club des jacobins. Encore un trait à noter : il dicte ses mémoires en 1816, à une époque de réaction générale contre la France, réaction qui embrasse les lettres autant que la politique, l'idiome aussi bien que les idées, et quelle langue emploie-t-il? La langue française. Voilà bien des motifs, ce me semble, pour s'intéresser aux mémoires du landgrave Charles. Ajoutons que ces pages n'étaient pas destinées par l'auteur à la publicité, et qu'à présent même, bien que livrées à l'impression, elles n'ont pu avoir qu'un petit nombre de lecteurs. On lit ces mots à la première page : *imprimés comme manuscrit.* C'est donc un manuscrit, non une publication; c'est un manuscrit imprimé pour la commodité des personnes à qui on le destine, ce n'est pas un ouvrage offert au grand public. Il n'y a aucune raison toutefois pour interroger à huis clos les mémoires du vieux landgrave, et puisqu'une circonstance propice les a fait tomber entre nos mains, nous en parlerons sans le moindre scrupule. Le secret dévoilé ne sera ici qu'un attrait de plus; des détails instructifs et piquans n'ont-ils pas une saveur particulière, quand on les a dérobés au demi-jour?

I.

Le prince Charles de Hesse naquit à Cassel le 19 décembre 1744. Par quelles circonstances un prince de Hesse né sur les marches du trône a-t-il passé presque toute sa vie dans les états du roi de Danemark? Des divisions religieuses qui éclatèrent peu de temps après au sein de la famille régnante décidèrent des destinées du jeune prince. Son père, qui n'était encore que l'héritier présomptif de la couronne, venait de se faire catholique; le grand-père, Guillaume VIII, landgrave régnant, en conçut un violent chagrin. Très attaché à la religion de ses aïeux, il craignait surtout pour ses pe-

tits-enfans l'influence de l'exemple paternel. Ce fut toute une affaire dans la cour du landgrave. De tels événemens, toujours graves dans la moindre famille, sont bien autrement sérieux dans une maison souveraine, et qu'on se représente surtout ces petites cours allemandes du XVIIIe siècle, où le formalisme impérieux de l'étiquette donnait à tout événement non prévu des proportions colossales. En vérité, c'était une révolution intérieure que cette abjuration de la foi protestante par le prince héréditaire. Il y eut, on le devine aisément, des scènes pénibles, des négociations orageuses; bref, le père dut renoncer à ses enfans. Ils furent confiés à leur mère, qui était demeurée fidèle à son église, et placés sous la protection du grand-père maternel, le roi de la Grande-Bretagne, auquel s'adjoignirent deux autres souverains protestans, le roi de Danemark et le roi de Prusse. Notre jeune prince avait dix ans quand il fut envoyé avec ses frères à Gœttingue, dans le palais de son grand-père et tuteur George II. On sait que la maison de Brunswick, appelée au trône d'Angleterre après la mort de la reine Anne, avait conservé le Hanovre à titre de fief masculin, et que ce fief, après avoir appartenu tout un siècle à la couronne de la Grande-Bretagne, ne s'en est détaché que de nos jours, en 1837, à l'avénement de la reine Victoria. C'est donc à Gœttingue, dans le palais du roi d'Angleterre, électeur de Hanovre, que les jeunes princes de Hesse trouvèrent un asile en 1754, sous la surveillance de leur mère, toute dévouée à leur éducation. L'année suivante, George II ayant fait un voyage en Hanovre, les enfans furent présentés à leur grand-père au château de Herrenhausen. Bientôt après éclata la guerre qui allait agiter l'Europe pendant sept années, et comme le Hanovre était un des théâtres de la lutte, les jeunes pupilles du roi d'Angleterre furent conduits à Copenhague. Là encore ils trouvaient sur le trône un tuteur et un parent : le roi de Danemark Frédéric V avait épousé une sœur de leur mère. C'est à Copenhague, sous les yeux de ce vieil oncle, si grave, si bon, si respecté, auprès d'une mère « l'ornement et la perfection de son sexe, » que les jeunes princes commencèrent leur éducation. Le landgrave Charles en parle en termes intéressans.

« Nous fûmes élevés dès notre enfance un peu différemment de la manière alors usitée. Ma mère y prit autant de part qu'il lui fut possible, et ce fut à l'anglaise. On nous donna, au moment où nous sortions des mains des femmes, un gouverneur et un informateur (1), tous deux Suisses et très éloignés dans leurs sentimens des principes d'alors. Le pédantisme, les

(1) C'est le mot *informator* que les Allemands ont emprunté aux Latins pour dire un précepteur, un instituteur domestique.

raideurs de la flatterie, les principes d'orgueil, très communs dans ces temps aux cours et à la noblesse allemande, ne parvinrent point à nos oreilles ni à nos cœurs. Notre gouverneur, Sévery, assez jeune homme, qui avait des propos très libres, nous disait souvent, quand il entendait des idées vaniteuses : « Ne vous imaginez rien de ce que vous êtes des princes, sachez que vous êtes faits de la même boue que tous les autres, et que ce n'est que le mérite qui fait les hommes. » Personne n'a été plus convaincu de cette vérité que moi. Le *Deutsche Michel,* les étiquettes, les vanités du rang, de la naissance, ont été toujours un objet de ridicule pour moi. Dès mon enfance, je mettais ma confiance en Dieu. Je regardais tous les hommes comme égaux à ses yeux, hormis par leur attachement à lui et à leur devoir. C'est le principe sur lequel mon caractère s'est basé sans le savoir; aussi pris-je pour ma devise à l'âge de vingt et un ans, quand je reçus l'ordre de l'Éléphant : *Omnia cum Deo.* C'est lui qui m'a guidé, soutenu et mené dans ma longue carrière, et, grâce à lui, malgré toutes mes imperfections, il n'a jamais permis que ma foi et ma confiance en lui se ralentissent un moment. »

Cette âme religieuse et républicaine fut accoutumée de bonne heure au spectacle impartial des choses d'ici-bas. Le Danemark était neutre dans la guerre européenne que termina le traité de Paris, poste excellent d'où il put voir de loin en observateur désintéressé « le grand théâtre de la guerre et du monde, » tandis qu'auprès de lui la fortune avait mis sous ses yeux « une cour respectée, très décente, sans luxe superflu, objet de la vénération des sujets et de l'estime des cours étrangères. » Il ajoute plus bas, et ce n'est pas le moindre de ses éloges, « une cour sans intrigues. » Il y avait là un favori déclaré du roi, le comte Moltke, qui s'était élevé du rang de simple page à la dignité de grand-maréchal, et chez lequel la bonté du cœur égalait les qualités de l'esprit. Il y avait aussi un ministre des affaires étrangères renommé pour sa haute sagesse et consulté en maintes occasions par les cabinets européens; c'était le protecteur et l'ami du poète de la *Messiade,* M. de Bernstorff. Mais, si la cour est honnête, si la politique est sage, que de vices et surtout quelle incurie dans l'administration intérieure! A part la marine, rempart et honneur du pays, il n'y a presque pas un service public qui ne soit en souffrance. Je ne parle pas de l'armée; l'auteur des *Mémoires* a beau nous la peindre sous des couleurs un peu ridicules, il a beau nous montrer ces régimens d'infanterie composés de déserteurs allemands, ces régimens de milice bourgeoise exercés seulement le dimanche sur les places des églises, cette artillerie insignifiante, cette cavalerie bien montée, bien équipée, mais ne faisant ses évolutions qu'au petit trot dans la crainte de fatiguer les chevaux; malgré ces traits qui font sourire, on est tenté de porter envie à ce peuple que sa neutralité dispensait alors

des lourds impôts de la paix armée, en se rappelant surtout qu'aux heures de péril il saura montrer l'énergie guerrière de son patriotisme. « On n'aimait point le militaire en Danemark, nous dit le prince Charles; peu de gens de condition y entraient... Il n'y avait point de généraux; peu des plus anciens avaient vu la guerre. On croyait que la marine suffisait pour défendre l'état. On craignait un souverain militaire. » Malheureusement ce n'était pas toujours aux travaux de la paix que profitaient ces défiances. Le prince Charles, quoique très favorable aux Danois et porté à voir dans le règne de Frédéric V l'aurore d'une civilisation brillante, trace un tableau sinistre de la servitude du paysan. Plus on a de peine à comprendre en plein XVIIIe siècle un pareil avilissement de toute une race, plus on est heureux de répéter avec le prince les noms des hommes d'état qui ont fait disparaître à jamais ces iniquités.

« Le paysan était serf en Danemark dans toute l'étendue du mot. Il n'y avait point de justice pour lui, point de protection contre son propriétaire. Beaucoup d'entre eux avaient été les intendans des possesseurs. Ils avaient ruiné leurs maîtres absens, et avaient fini par acheter leurs terres. Sous le fouet impitoyable de cette engeance se trouvait le malheureux paysan danois, à la merci de son maître qui le forçait à son gré à prendre une mauvaise terre ou cour (*Hof*) et de la mettre en ordre, et qui, lorsqu'il l'avait à la sueur de son front et par sa diligence mise en état, le forçait à en reprendre une autre et le chassait de celle-ci. Le maître le forçait à se marier avec qui bon lui semblait. A la moindre opposition, il donnait le malheureux à la milice pour y servir peut-être jusqu'à vingt-quatre ans, ou il le vendait pour quarante ou cinquante écus à un chef de compagnie ou d'escadron, à condition de n'oser mettre le pied sur sa terre natale ou même dans la province.

« La Jutlande était, autant que je sais, la plus foulée. La Fionie l'était moins; les terres seigneuriales n'y étaient pas tombées en si mauvaises mains : l'industrie et la diligence y étaient plus innées qu'en Jutlande et surtout en Séelande. Le paysan séelandais était presque entièrement abruti. Il avait une quantité de petits chevaux qui se nourrissaient en hiver presque uniquement de ce qu'ils grattaient sous la neige d'herbes ou de racines. De petits charriots avec lesquels ils menaient quelque peu de blé au marché en ville, des huttes ou chaumières qui ressemblaient à celles des sauvages, tel était l'aspect hideux des campagnes de cette belle province. Je dis : ils portaient au marché leurs denrées, mais ce n'était pas dans les petites villes de la Séelande, mais à Copenhague, où même les plus éloignés se rendaient. Ils arrivaient aux marchés, faisaient leur vente, couraient à la taverne se soûler, repartaient ivres et bride abattue, mais s'arrêtaient néanmoins ponctuellement à chaque *Kneipe* dont toute la route était parsemée à chaque quart de lieue, pour ne pas sortir du seul état bienheureux qu'ils connaissaient. Ce ne fut que par l'abolition de la servitude, ouvrage d'Hercule que le courage, la sagesse et le bon esprit du

prince royal, à présent le roi Frédéric VI, y introduisit trente ans après, appuyé et soutenu dans ce plan irrévocablement décidé de lui par le comte de Bernstorff, le comte Christian de Reventlow, président de la chambre, et le conseiller privé Colbjornsen, — que cet état changea. Tout était contre cette mesure, qui changeait absolument la face du Danemark. Les réclamations publiques, les oppositions, les intrigues, les clameurs, rien ne fit effet sur le jeune prince. Il vainquit tout, sans une seule vivacité, laissant toujours agir la loi seule et ne se mettant jamais plus avant que le moment ne l'exigeait. Peu de victoires ont été aussi mémorables que d'affranchir tranquillement un peuple malheureux des liens les plus honteux auxquels l'homme puisse être soumis... »

Attentif à tout ce qui intéressait le Danemark, le prince de Hesse ne tarda guère à y occuper une place considérable. Son esprit appliqué, sa précoce intelligence lui avaient ouvert déjà, presque malgré lui, les portes des conseils supérieurs; le charme de son caractère et ses vertus de famille l'attachèrent bientôt d'une manière plus étroite à la maison régnante. Le vieux roi Frédéric V aimait tendrement ce jeune neveu si grave, si dévoué au bien public, si étranger aux intrigues de cour, et le prince Charles avait si bien gagné toutes les sympathies que la mort même de Frédéric V ne put empêcher l'accomplissement de ses destinées. Ce fut au lendemain de cette mort pour ainsi dire et sous un roi tout différent que le prince de Hesse, par un mariage selon son cœur, entra dans la famille royale de Danemark. L'année 1766 est une date pleine de souvenirs pour notre personnage; laissons-lui la parole.

« En 1765, la cour rentra en ville à la fin de l'automne. La maladie du roi se décida bientôt pour une hydropisie mortelle. Je ne puis dire que l'alarme, les craintes de le perdre ne se manifestèrent pas. On cachait assez le danger du roi. Il ne voyait personne. Je voyais presque journellement dans ce temps-là le prince royal chez la reine Sophie-Madeleine, mère du roi. C'était, depuis notre venue à Copenhague, notre plus grande protectrice. Elle nous aimait comme ses petits-enfans. Nous passions la part de l'été chez elle à Hirschholm. Nous y dînions et soupions presque toujours seuls avec elle. Elle nous comblait de bontés, et cela s'est soutenu jusqu'à son dernier soupir. Le prince royal était d'une figure charmante, extrêmement dispos, vif, pétillant d'esprit, rempli de bons mots, d'une gaîté extrême et paraissant d'une bonté et douceur infinies. Il ne souhaitait point d'être roi, craignant que cela le *gênerait;* mais la Providence en avait décidé autrement. Le bon roi Frédéric mourut beaucoup trop tôt pour le bonheur de son peuple, le 14 janvier 1766. On fit annoncer de s'assembler au château, dans l'antichambre du roi, à neuf heures du matin. On y attendait en silence le moment où on prononcerait le mot fatal. Toute la place de Christianbourg était remplie de monde qui s'y était attroupé. Le comte de Moltke parut et sortit de la chambre du roi, pâle comme la mort, ne pouvant proférer une parole. Le ministère se ren-

dit avec lui sur le balcon, plusieurs le suivirent. Je sortis avec eux et me trouvai à la droite de M. H. de Bernstorff, qui avait un mouchoir blanc à la main. Il cria trois fois au peuple : *Kong Frederik den femte er dod; længe leve Kong Christian den Syvende* (1) ! et tout le peuple répondit par des acclamations de joie : *Længe leve Kong Christian den Syvende!* tandis que je fondais en larmes. Dans ce moment, le jeune roi sortit de l'appartement de son père et vint au balcon, où il se plaça au milieu, et ainsi entre M. de Bernstorff et moi. Il n'avait point l'air touché du tout et salua le peuple avec la meilleure grâce en répondant à ses acclamations. Le roi, me voyant extrêmement ému et mes larmes couler, me serrait les mains et me dit : *Ach, mein armer Prinz* (2) ! — Un brouillard épais avait couvert Copenhague jusqu'à ce moment et se dissipa promptement lorsque la proclamation se fit. Cela fut considéré comme un heureux présage. Le roi entra, et au bout de l'antichambre je vis le comte de Moltke tomber évanoui sur une chaise, entouré de quelques-uns de ses fils, qui sentirent vivement la perte de son bienfaiteur et de son ami. Je crois qu'il n'y avait que nous deux qui pleurions bien sincèrement le bon prince dont je révère encore les cendres... »

Ce nouveau roi si peu ému au milieu de la douleur publique, ce jeune souverain si dispos, si pétillant d'esprit et dont la figure charmante respirait une angélique douceur, c'est ce malheureux Christian VII qui deviendra bientôt une espèce de fou, tour à tour furieux et lâche, jouet de ses passions vulgaires encore plus que des intrigans qui l'entourent, le Christian VII qui fera expier sur l'échafaud au comte Struensée, à la reine sa femme au fond de l'exil, les témérités ou les faiblesses dont il a été lui-même le premier auteur; mais nous ne sommes pas encore en 1772, à l'heure des conspirations ténébreuses et des tragédies sanglantes. L'année 1766 vient de commencer. Christian VII est tout joyeux, et la folle humeur qui avilira chez lui le caractère royal ne se révèle que çà et là par d'innocentes bizarreries. S'il a craint que la couronne ne gênât sa liberté, on peut deviner déjà qu'elle ne l'embarrassera guère. Jusqu'ici pourtant rien de grave; ce sont tout au plus de juvéniles explosions et des allures fantasques. Il se jette d'une extrémité à l'autre, un jour touché jusqu'aux larmes des sentimens religieux de son cousin, et une heure après racontant la scène à sa mère avec des éclats de rire. Ce compagnon austère qu'il admirait et bafouait tour à tour, au fond il l'aimait sincèrement. Comme Frédéric V, Christian VII voulut attacher le prince de Hesse à la cour de Copenhague. Il avait deux sœurs, l'aînée promise au prince royal de Suède, à celui qui fut plus tard Gustave III, la cadette à peine âgée de seize ans et pour laquelle on n'avait encore formé

(1) « Le roi Frédéric V est mort; longue vie au roi Christian VII! »
(2) « Ah! mon pauvre prince! »

aucun projet d'alliance. Christian VII avait-il deviné les sentimens du prince Charles pour sa sœur? « Elle était fort jolie, dit ce dernier en ses *Mémoires*, très bien faite, et avait quelque chose de fort spirituel, doux et bon dans la physionomie. » Timidement et discrètement il l'aimait. Le roi brusqua l'affaire et provoqua une déclaration. « Je veux, dit-il, vous fixer en Danemark; voyez qui vous pourrez épouser. » Il fallut bien que le prince Charles laissât échapper son secret. Dès qu'il eut prononcé le nom de la sœur cadette du roi, Christian lui sauta au cou en criant : « Oui, certes, cela sera. » Il y mit une ardeur si impétueuse que le prince Charles, craignant quelque opposition soit de la reine-mère, soit des ministres, le supplia de se contenir et de vouloir bien mener l'affaire « bride en main. » Tel est pourtant le personnage qui, peu de temps après, au milieu d'un bal, ira s'asseoir à côté de son beau-frère et lui fera cette belle confidence : « Écoutez, mon cher prince, j'ai à vous parler. Il vous reviendra peut-être une foule de choses affreuses qui se disent sur votre compte. Je vous l'avoue en toute franchise, ces rumeurs viennent de moi. J'étais fâché contre vous, je ne sais vraiment pour quel motif, et j'ai dit à qui voulait m'entendre une effroyable quantité de mensonges pour vous perdre de réputation. Il ne faut pas vous en inquiéter, je ne suis plus fâché contre vous. »

Quelques mois après la demande si brusquement arrachée au discret amoureux, le 30 août 1766, le prince de Hesse épousait la sœur du roi de Danemark. Le voilà donc, lui, le grave disciple du christianisme républicain, le voilà devenu le beau-frère de Christian VII, roi de Danemark, et de celui qui occupera bientôt le trône de Suède sous le nom de Gustave III. Entre ces deux personnages si dissemblables, on verra se dessiner plus nettement la douce et austère physionomie du prince Charles. S'il y a loin des caprices désordonnés de Christian aux fantaisies brillantes de Gustave, il y a aussi loin de l'un et de l'autre à la solide raison, à l'humanité sincère du prince de Hesse. Le prince Charles a jugé ses deux beaux-frères dès la première rencontre, et si l'expression de ce jugement n'a pas été remaniée après coup dans les *Mémoires*, on ne peut qu'en admirer la merveilleuse justesse. A les voir débuter, il devine les tragiques péripéties de leur carrière. Sous les grâces étincelantes du futur Gustave III, à travers ses prévenances et ses mille séductions, ce qu'il y avait de faux ou du moins d'inconsistant chez cette singulière nature ne lui avait point échappé. C'est le premier trait qui le frappe le jour où il assiste au mariage de Gustave avec Sophie-Madeleine. La page mérite d'être citée tout entière; le tableau des mœurs publiques s'y trouve mêlée à la

description des caractères, et peu importe l'inhabileté du peintre quand les choses parlent d'elles-mêmes. Cette figure de Gustave III qu'un écrivain d'un rare savoir fait revivre aujourd'hui sous nos yeux, il y a plaisir à la voir appréciée par un témoin direct. Le jugement combiné à distance d'après les renseignemens les plus variés n'est pas infirmé le moins du monde par le jugement sommaire écrit à brûle-pourpoint. Les contrastes mêmes, s'il y en a par hasard entre les deux récits, ont leur côté instructif et piquant. M. Geffroy nous parle des goûts somptueux de Gustave, de son amour des fêtes magnifiques; combien l'imitateur de Versailles et de Trianon devait souffrir plus tard en se rappelant les fêtes mesquines de son mariage dans les baraques d'Helsingborg!

« Il faut que je reprenne une circonstance fort remarquable, c'est le mariage et le départ de la princesse aînée, sœur du roi, Sophie-Madeleine, pour la Suède. L'ambassadeur suédois, M. le comte de Horn, étant venu pour la demander, les noces se firent dans l'église du château. La princesse paraissait contente du sort qui l'attendait. Après les noces, on alla à Hirschholm chez la reine-mère. Nous y passâmes quelques jours et nous rendîmes ensuite à Kronenborg. Le prince royal de Suède était à Helsingborg. Il avait demandé au roi dans une lettre de vouloir m'envoyer à Helsingborg. La princesse royale de Suède passa le Sund dans une grande chaloupe danoise accompagnée de beaucoup d'autres. Je partis une heure d'avance sur une chaloupe royale, accompagné du ministre de Danemark en Suède, M. de Schack. Je fus reçu très poliment sur le pont de Helsingborg et mené tout droit à la maison du prince royal, ensuite Gustave III, qui me reçut à bras ouverts. C'était un prince doué de beaucoup d'esprit, et qui avait eu une éducation très recherchée; mais il avait quelque chose de faux dans la physionomie qui me frappa d'abord. Il me combla de politesses. Lorsque la princesse royale s'approcha, il se rendit au pont, et je l'y accompagnai. J'étais à côté de lui lorsqu'il la vit se lever de sa chaloupe pour descendre à terre. Il s'écria tout haut : « Dieu! qu'elle est belle! » Il est vrai qu'elle avait un port très majestueux et très beau. En tout, elle était belle lorsqu'elle était en grande parure, grande, avec de grands et beaux yeux, et beaucoup de bonté dans la physionomie. Le prince royal lui donna la main et la conduisit à sa maison. Le pont était couvert d'un drap bleu à couronnes, la rue d'un drap bleu. Les maisons qu'occupait le prince royal étaient peu éloignées les unes des autres. C'étaient sans doute les meilleures de Helsingborg, qui, alors au moins, n'avait que des maisons d'un étage et beaucoup de chaumières. Les dragons de Scanie bordaient les rues, grands hommes et petits chevaux, uniformes du temps de Charles XII. Tout avait l'air bien singulier et bien mesquin. On dîna à une grande table en fer à cheval. Il y eut bal le soir dans la maison du prince royal, où on avait arrangé une salle sur le galetas. On y avait pendu, au lieu de tapisseries, des couvertures de chevaux de main, avec des armes et autres meubles, pour couvrir les côtés de cet appartement. Le bal commença. M. de

Llano, envoyé d'Espagne en Danemark, qui dansait fort bien, mais était d'une taille et d'un embonpoint qui exigeaient une solidité à la salle du bal qui manquait entièrement à celle-ci, commençant à danser avec sa vivacité ordinaire, la salle fut prête à crouler. On cessa la danse jusqu'à ce qu'on eût étançonné ce galetas avec des poutres dans la salle d'en bas. On tâcha de rassurer les dames, et le bal continua. »

Voilà un singulier bal et d'étranges incidens pour célébrer le mariage du prince qui sera bientôt le fastueux Gustave III; mais ce qui me frappe le plus dans ce tableau, ce n'est pas le galetas transformé en palais, les couvertures des chevaux servant de tapisseries, le formidable ambassadeur mettant une salle de bal en péril par sa danse effrénée : c'est le jugement du landgrave de Hesse sur le prince royal de Suède. Avez-vous remarqué ce signalement : « un prince de beaucoup d'esprit, qui avait reçu une éducation très recherchée, mais dont la physionomie offrait quelque chose de faux ? » Ce je ne sais quoi d'inquiétant, le landgrave de Hesse le retrouvera sur le visage de son beau-frère chaque fois que le hasard les rapprochera. Quatre ans après, le prince royal de Suède ayant passé par Copenhague pour faire son voyage de France, le landgrave devine à sa conversation les futures hardiesses de sa politique, et tout en appréciant son ardeur, il ne peut s'empêcher de le tenir en défiance. C'est encore une page à noter.

« En 1770, le prince royal de Suède et son frère cadet Frédéric firent un voyage en France et passèrent par Copenhague, où ils s'arrêtèrent pendant quelque temps. Notre cour les reçut dans une situation bien extrême. Le ministère était sur le point d'être renvoyé. Struensée, médecin du roi, possédant sa confiance et celle de la reine au plus haut degré, voulait tout écarter qui pouvait être dans son chemin ou résister à son pouvoir absolu. La cour était déserte, et tout annonçait l'écroulement total du gouvernement d'alors. Le prince royal, depuis Gustave III, vint avec son frère, le sénateur Scheffer, et quelques messieurs à Slesvic, où ils logeaient à la poste. Ils se firent annoncer et vinrent souper chez nous et passèrent quelques jours ici, où il y eut tous les amusemens qu'on pouvait leur procurer. Son principal mérite était la conversation, qui ne tarissait jamais avec lui. Il était fort intéressant, quoique regardant toute chose sous un autre point de vue que moi. Il raconta à ma femme et à moi, après avoir déjeuné seul chez nous, l'histoire de la diète de Norkiœping et de ce qui l'avait précédée, le roi son père ayant voulu abdiquer, si elle n'était assemblée. Il parla avec tant de vivacité, d'esprit et de chaleur sur cette affaire que, dans le tableau que j'en traçai à M. de Bernstorff, je lui présageai sur-le-champ la révolution qu'il fit deux années après, étant devenu roi de Suède pendant qu'il était en France. Il me témoigna la plus grande amitié et me fit les plus grandes protestations. Je ne puis nier cependant que je sentais quelque chose qui me forçait à me défier de lui. »

Et comme il peint le roi de Danemark Christian VII, la reine Ca-

roline-Mathilde, le comte Struensée! Au milieu de ces notes tracées négligemment, quels traits de lumière subits! On s'est beaucoup occupé, depuis bientôt un siècle, du sombre et mystérieux drame de 1772; tout récemment encore, M. de Jenssen-Tusch a raconté d'après de nouveaux documens *la conspiration contre la reine Caroline-Mathilde et les comtes Struensée et Brandt* (1). Il s'en faut bien cependant que la vérité soit connue tout entière et que le caractère de Struensée ait été l'objet d'une étude impartiale. La catastrophe du médecin devenu législateur, la douloureuse destinée de Caroline-Mathilde, les fureurs de la reine-mère, l'imbécillité du roi, tout cela prêtait si bien aux explications romanesques et aux déclamations libérales! Si quelque document doit fournir sur ce point l'occasion d'une analyse pénétrante et définitive comme les aime l'histoire de nos jours, c'est ce témoignage du landgrave Charles. Non pas que le beau-frère de Christian VII ait cru devoir exposer en détail toutes les péripéties du drame. On voit qu'il pense là-dessus comme Voltaire écrivant à Mme Du Deffant: « Toute cette aventure est bien horrible et bien honteuse. » Il n'en parle donc qu'avec répugnance, comme s'il craignait d'évoquer des images de honte et d'horreur. Quelle que soit pourtant sa discrétion, nous devinons sans peine où sont les acteurs qu'il condamne. Le roi se couvre d'ignominie; la reine, abandonnée à elle-même, est tout à fait sous la dépendance de ce brillant don Juan appelé Struensée. « J'avoue, dit le landgrave, que mon cœur était brisé de voir cette princesse, douée de tant d'esprit et d'agrémens, et dont jusque-là le cœur avait été excellent, tomber à ce point et en de si mauvaises mains (2). » De la part d'un homme aussi sérieusement honnête, aussi candidement libéral que le landgrave de Hesse, ce sont là des indications d'une singulière portée; l'histoire ne peut se dispenser de les recueillir. Les écrivains allemands font volontiers de Struensée une sorte de Joseph II, un réformateur trop pressé, un disciple de Voltaire et de Rousseau appliquant les principes du XVIIIe siècle à une société qui n'est pas encore mûre pour les recevoir. Des documens trop peu étudiés jusqu'ici, les paroles mêmes de Struensée dans la prison de Copenhague, ses entretiens avec le théologien protestant qui le ramena du matérialisme aux sentimens chrétiens (3), ses aveux, ses confessions, nous présentent sous un jour

(1) *Die Verschwörung gegen die Königin Caroline-Mathilde von Dänemark, geb. Prinzessin von Grossbritannien und Irland, und die Grafen Struensee und Brandt*, von G. F. von Jenssen-Tusch. 1 vol., Leipzig 1864.

(2) *Mémoires de mon temps*, p. 53.

(3) C'était le docteur Balthazar Munter. Sa fille, Mme Frédérique Brun, est une des figures les plus intéressantes de la société de Coppet. Il est souvent question d'elle dans les lettres de Sismondi, et Mme de Staël lui a consacré des paroles très flatteuses dans

tout nouveau le rôle de l'aventurier, et, pour peu qu'on y regarde de près, on s'aperçoit bien vite que ces réformes si fastueusement proclamées étaient chose fort secondaire à ses yeux. Il y voyait un moyen, non pas un but. Struensée n'est pas de la race des Joseph II, des Pombal, des Malesherbes, des Turgot, de ceux qui ont appliqué ou essayé d'appliquer au gouvernement des nations les principes du XVIIIe siècle; Struensée ne songe qu'à lui-même. Ce n'est pas un réformateur pénétré de l'importance de son œuvre, c'est un don Juan qui veut jouir de la vie et qui ne se sert des généreuses idées de son temps que pour assurer sa jouissance. Ce jugement, qui se dégageait peu à peu chez les esprits attentifs, est confirmé aujourd'hui par les *Mémoires* du landgrave de Hesse. Le silence même du landgrave en dit autant que ses paroles. Animé des meilleures pensées de son époque, ami de toute réforme vraiment humaine, aurait-il passé négligemment sur les innovations de Struensée, s'il avait pu les prendre au sérieux? Remarquez d'ailleurs la discrétion et l'impartialité du landgrave. Point de véhémence, point de termes de mépris. Il assiste en spectateur attristé aux désordres de la cour et de l'état; nulle passion personnelle ne lui inspire de paroles injustes. Tout en condamnant Struensée, tout en plaignant la reine Caroline-Mathilde d'être tombée en des mains si mauvaises, il signale la honteuse folie du roi, première cause de tant d'ignominies:

« Le malheureux état du roi se découvrait journellement de plus en plus. On avait naturellement tout l'intérêt imaginable à le cacher. Est-ce que Struensée avait donné au roi quelque chose qui l'occasionna, ou est-ce que cela vint des débauches continuelles du roi? C'est ce que je ne déciderai point; peut-être lui donna-t-on des choses fortifiantes pour restaurer sa faiblesse, et qui fissent l'effet de lier les facultés de son esprit sans les lui ôter tout à fait. Si je me permettais de parler métaphysique, j'attribuerais à un autre esprit entré en lui les effets très-singuliers de son état. Avant qu'il y tombât, j'observais très fréquemment deux manières de penser en lui si différentes et qui se succédaient si rapidement, l'une douce et amène, l'autre dans l'instant même comme d'un furibond, faisant un visage horrible et grinçant des dents; mais de celui-là il ne repassait point aisément au premier, et j'étais souvent obligé de m'enfuir. »

Le landgrave aurait pu s'exprimer d'une façon plus correcte; quant à la folie du roi, on n'en saurait donner une plus fidèle image. Il y avait deux âmes chez ce malheureux Christian VII, une

une note de *Corinne*. On a de Mme Frédérique Brun une correspondance en allemand avec Bonstetten qui est capitale pour l'histoire intime de ce groupe illustre. Singulier hasard qui vient relier l'horrible aventure de Struensée aux brillantes journées du château de Coppet!

âme douce, une âme furieuse, et l'âme furieuse, l'âme démoniaque, venue on ne sait d'où ni comment, avait fini par dominer l'autre. De là, l'avilissement du roi, l'abandon et les fautes de la reine, de là aussi les entreprises de Struensée auxquelles on ne put mettre fin que par une conspiration où se déchaînèrent d'autres passions non moins coupables. Le landgrave, dans son impartialité, regrette la conspiration dont Struensée fut victime autant qu'il a déploré le scandale de son élévation. « Les choses, dit-il, prirent une tournure moins malheureuse pour l'état, quoique je regarde toujours la révolution du 17 janvier 1772 comme un éclat fatal, et qui, je l'avoue, me peine quand j'y pense. »

II.

Le prince Charles ne fut pas toujours réduit au rôle de spectateur. De graves événemens se préparaient en Norvége. On sait que la Norvége relevait alors de la couronne danoise et qu'elle était convoitée par la Suède. Ces affinités naturelles, qui devaient réunir un jour les deux parties de la péninsule scandinave sans leur enlever leur caractère distinct, étaient une tentation perpétuelle pour le royaume ébranlé de Charles XII. Or, au moment même où le prince Charles commençait à se faire apprécier du gouvernement de Copenhague, la Norvége était devenue plus que jamais le point de mire de l'ambition suédoise. Combattre ces tentatives de la Suède, maintenir la Norvége sous la suzeraineté du Danemark en respectant ses mœurs et ses franchises, lui inspirer même le sentiment de son autonomie, desserrer à propos ses liens sans les laisser se rompre, en un mot faire sentir aux Norvégiens les avantages de l'union danoise et en dissimuler les inconvéniens, telle fut la tâche délicate dont le gouvernement de Copenhague chargea le landgrave de Hesse. A quelle occasion? il faut le dire en peu de mots; c'est un de ces curieux épisodes qui vont se perdre dans l'histoire générale et que des mémoires comme ceux-ci ont le mérite de remettre en lumière.

Après son coup d'état du 19 août 1772, le jeune et brillant roi de Suède, Gustave III, avait besoin de justifier par ses actes l'accroissement de sa puissance. Sans verser une goutte de sang, il avait arraché son pays à une oligarchie désastreuse, il avait déjoué les complots de la Russie, de la Prusse, du Danemark lui-même, enfin il avait enlevé aux spoliateurs de la Pologne l'espérance de se partager la Suède. C'était beaucoup sans doute; la journée du 19 août méritait de devenir une date glorieuse, pourvu que le *despote* fît de son autorité un patriotique usage et préparât l'époque

meilleure où la liberté pourrait être sans péril restituée à la nation. On a raconté ici même les préoccupations du roi de Suède au lendemain de sa victoire; on l'a montré recherchant les suffrages de l'opinion à ce tribunal de la France qui jugeait les affaires de l'Europe; et quelle joie pour lui quand Voltaire, d'Alembert, tous les encyclopédistes, sans parler des reines de salon, saluaient de leurs bravos ce coup d'état qui donnait le pouvoir absolu à un roi réformateur! Ces acclamations si enviées ne suffisaient pourtant pas : il fallait à Gustave des succès plus rapprochés et des prestiges plus directs pour triompher des ressentimens de la noblesse. Ceux-là mêmes qui avaient applaudi d'abord à la chute de l'oligarchie, bourgeois et paysans, n'allaient-ils pas réclamer le prix de leur adhésion? Ces réactions inévitables ne permettent pas aux vainqueurs de s'endormir; Gustave III devait aller au-devant des exigences. Un de ses premiers plans, nous l'apprenons par les *Mémoires* du landgrave Charles, fut d'exciter une rébellion en Norvége et de s'y faire nommer roi par le suffrage populaire. L'effroi fut grand à Copenhague lorsqu'on sut que les émissaires de Gustave parcouraient le pays, et que lui-même faisant son *Eriks gatta*, c'est-à-dire son tour de Suède, s'avançait lentement le long des frontières norvégiennes. On se serait effrayé à moins; il y avait si longtemps que l'incurie et le dédain de l'administration danoise laissaient la Norvége en souffrance. « Tout, dit le landgrave, était dans l'état le plus déplorable : les forteresses tombaient en ruine; pas un canon monté; les troupes n'avaient point été exercées depuis dix ans. » Il n'y aurait eu là qu'un demi-mal, si les Danois s'étaient élevés des remparts dans le cœur des Norvégiens. Par malheur, c'était le contraire. En même temps qu'on laissait crouler les forteresses et l'armée se dissiper en poussière, on ne négligeait rien pour s'aliéner les habitans. Ce n'étaient pas des frères, c'étaient des vassaux. Pauvres colons tributaires, la libre importation des grains leur était interdite; il leur fallait prendre à haut prix le blé venu du Danemark. D'autres impôts non moins iniques pesaient sur cette nation laborieuse et honnête. L'armée, incapable de protéger le pays, n'était bonne qu'à servir les exigences du fisc. Que d'injustices surtout dans les provinces éloignées! que de violences impunément commises! Peu à peu cependant les distances, l'isolement des victimes, le silence des longues solitudes ne réussissent plus à cacher les coupables. « On murmurait hautement, dit le landgrave, et déjà les gazettes de Christiania discutaient la question de savoir si la Norvége ne serait pas plus heureuse, unie avec la Suède. Ce fut dans ce moment qu'on me choisit pour le commandement en Norvége. »

L'appel du landgrave à un tel poste et dans un tel moment indique assez l'idée qu'on avait de son mérite. C'était un beau début pour un chef de vingt-huit ans. Les circonstances qui accompagnèrent sa nomination en relèvent encore le caractère. « Prenez garde, avait dit un des ministres, M. d'Osten, si vous l'envoyez en Norvége, il s'y fera roi. » Et comme les autres membres du conseil se récriaient, proclamant la loyauté du landgrave : « Après tout, qu'importe? dit l'amiral Rœmeling, s'il faut que la Norvége nous échappe, mieux vaut qu'elle soit au prince Charles qu'au roi Gustave. » Cette réflexion singulière coupa court au débat, double preuve et de la situation désespérée où se trouvait la Norvége et de la valeur qu'on attribuait au prince Charles.

Personne n'était mieux fait pour détourner de Gustave les sympathies norvégiennes et les ramener au Danemark; sa loyauté, on le vit bientôt, égalait ses talens. Il y avait une sorte d'affinité entre l'esprit norvégien et le caractère du prince Charles : même gravité, même candeur, même sentiment du juste. Ces vertus patriarcales dont on se souciait si peu dans les conseils de Copenhague, il les admirait à cœur ouvert. Qui l'eût empêché de se faire proclamer roi à Christiania, s'il n'avait été avant tout esclave de sa parole? Lorsque le prince Charles aborda sur les côtes de Norvége au commencement de l'hiver de 1772, il apprit que l'armée suédoise était à la frontière avec Gustave III, et que déjà plus d'un émissaire avait semé des germes de révolte parmi les troupes norvégiennes. La présence du prince affermit les esprits chancelans, comme sa loyale attitude fit hésiter Gustave. Il y avait là un capitaine suédois nommé Lilienhorn qui jouait un rôle assez équivoque. « Je parlai, dit le landgrave, à ce capitaine Lilienhorn, qui me porta une lettre de son souverain, fort obligeante, où il me disait qu'il faisait son *Eriks gatta*, et qu'il serait charmé s'il pouvait me rencontrer quelque part. Je dis à Lilienhorn que j'avais toujours été fort attaché au roi, que j'aurais extrêmement désiré de pouvoir me rendre quelque part pour lui faire ma cour, mais que malheureusement je trouvais des circonstances qui devaient faire craindre que la guerre n'allât s'allumer, qu'il ne me restait ainsi que l'espoir de mériter son estime. » Voilà les deux beaux-frères en présence, l'un séduisant et captieux, l'autre simple et intègre. Gustave eut l'air de battre en retraite, sauf à continuer sous main les intrigues commencées.

Comment s'y prit le landgrave pour déjouer les manœuvres du roi de Suède? Il détruisit coup sur coup les abus qui causaient la misère publique. Les grains purent entrer librement dans les ports de Norvége sans avoir passé par le Danemark; plus de disette à redouter, plus d'impôts énormes, plus de vexations insolentes. Or,

une fois ces iniquités détruites, *on n'était plus Suédois*. Même, les produits de la Suède faisant presque tous concurrence aux produits de la Norvége, le Danemark pouvait venir en aide aux Norvégiens beaucoup mieux que le gouvernement de Stockholm. Le prince Charles avait fait cette remarque, et il espérait qu'elle servirait sa politique. Tout allait donc pour le mieux.

« Mais il y avait des démagogues qui avaient une autre idée. C'était de rendre la Norvége un royaume indépendant. Je me rappelle qu'un soir ces messieurs discutèrent cette matière avec une vivacité presque affectée et en concluant qu'il leur fallait un roi à eux seuls. On chante à la fin des soupers en Norvége en buvant des santés. On avait fait des vers sur moi, dont le refrain était en qualité de commandant-général : « *En bedre kunde vi aldrig faae* (1). » — Alors toutes les dames commencèrent et les hommes suivirent à me porter ces mots en toast. Tout ceci était une affaire arrangée d'avance. Le roi de Suède, Gustave III, en parla à l'envoyé d'Espagne à Stockholm et lui dit : « Je ne sais comment le prince Charles a fait, mais il a coupé toutes mes liaisons en Norvége, dont j'étais sûr; ils veulent en faire leur roi. » Et ils me nommaient publiquement *le roi Charles* par dérision, tâchant de donner par là de l'ombrage à Copenhague. J'ai ces détails par M. de Llano lui-même, qui était depuis longtemps mon intime. Je ne fis jamais semblant de comprendre ou de remarquer ces propos, et je me préparai à me rendre à Copenhague vers le mois d'avril. Je traversai la Suède incognito, en courrier, avec les passeports ordinaires... »

Le prince Charles retournait à Copenhague pour rendre compte de son œuvre et demander la permission de la consolider en y associant la princesse sa femme. Il avait gagné bien des cœurs, la princesse achèverait la conquête. Que de choses peut faire une femme où s'arrête l'action de l'homme ! Au mois de juin 1773, une flotte de douze vaisseaux de ligne était en rade à Copenhague sous le commandement de l'amiral Kaas. On en détacha deux, le *Neptune* et la *Séelande*, pour transporter le prince en Norvége avec sa femme et sa fille aînée. Un brick complétait la petite escadre. Le roi, la reine-mère, le prince Frédéric, étaient venus accompagner le sauveur de la Norvége. Ce fut un départ triomphal et une arrivée plus triomphale encore. Quand les augustes voyageurs débarquèrent à Christiania sous le salut des forteresses, une foule immense remplissait le port et la ville. Il y eut un véritable enthousiasme et des acclamations sans fin. On était impatient surtout de voir la princesse établie à Christiania, établie à poste fixe et tenant une sorte de cour. Le prince avait d'autres vues; avant de s'installer si complétement, il avait promis de faire le tour de la Norvége et d'aller avec sa femme partout où pourraient passer les voitures. Ils partirent à la fin de juillet et se rendirent à Dront-

(1) « Nous n'en trouverions jamais un meilleur. »

heim, recevant sur tous les points de la route des témoignages d'affection et de reconnaissance. De là, une tournée nouvelle les conduisit dans le centre et dans le nord. Ils virent ces *belles provinces*, comme les appelle le landgrave, ces provinces où la beauté sévère de la nature accompagne si bien la morale beauté de la race humaine; ils purent connaître de près la grâce de l'ancien peuple; un sentiment de vénération pénétra leurs nobles âmes... Mais pourquoi traduire ce que le landgrave exprime lui-même avec tant de candeur et de cordialité? « Ces provinces, dit-il, et celles de Foden sont les plus belles qu'on puisse voir. C'est un sentiment bien doux quand on apprend à connaître ces familles patriarcales de la Norvége, lorsqu'on entend ces gens avec de longues barbes, souvent blanches, qui vous tutoient, vous bénissent, et parlent avec une sagesse et une bonhomie si respectables. Le cœur se dilate. Je ne connais rien de meilleur que ce peuple des montagnes, ou, pour mieux dire, des lacs. L'habitant des villes et des provinces méridionales (*smaalaenderne*) touchant à la Suède est bien plus corrompu, mais l'intérieur du pays est la nation la plus respectable du globe. Je ne me permets plus d'y penser. La séparation présente du Danemark m'a pénétré de douleur... »

Le prince Charles écrivait ces lignes plus de quarante ans après son premier voyage chez le doux peuple des lacs. Il s'était attaché à ces braves gens non-seulement par sympathie pour leurs mœurs patriarcales, mais par le bien qu'il leur avait fait. La Norvége est restée longtemps sous l'administration du beau-frère de Christian VII : non pas que le landgrave ait été toujours présent de sa personne dans son gouvernement; mais alors même que sa destinée l'appelait sur d'autres théâtres, le pays qu'il avait délivré de la misère ne cessait de ressentir sa bienfaisante action. Il avait organisé un conseil où se perpétuait son esprit. On n'y décidait rien sans l'avoir consulté. Au camp de Frédéric, dont il va bientôt être le compagnon d'armes, chez les princes de Hesse, où le rappelleront des devoirs de famille, dans ses voyages de France sous la révolution, bref, en tout lieu, en tout temps, le prince de Hesse restera en communication avec ses chères populations des lacs et des montagnes; travaillant au bien de tous, il surveillera d'un œil attentif les intérêts de chacun; il pourra enfin se rendre ce témoignage, où se révèle le justicier autant que le réformateur : « j'ai conservé le commandement de la Norvége jusqu'au moment où ce royaume fut perdu, c'est-à-dire plus de quarante et un ans, et je remercie Dieu de m'avoir si bien gardé pendant cette longue période que jamais je n'ai rendu personne malheureux, ni commis, autant que je sais, une injustice quelconque. Jamais du moins je n'ai reçu ni entendu à ce propos une seule plainte. »

Le témoignage que s'accorde ici le prince Charles peut-il être suspect? Je ne le pense pas. Le prince, on le verra par la suite, est parfois singulièrement crédule en ce qui concerne les autres, tant la candeur de son âme le rend accessible à la tromperie; cette candeur même est la garantie de son langage en tout ce qui le regarde personnellement. Il y a dans ses confessions un accent de sincérité qu'on ne saurait méconnaître. Nous avons d'ailleurs à cet égard un sûr moyen de contrôle; l'histoire confirme de la manière la plus éclatante les paroles qu'on vient de lire. A quelle époque finissent les quarante et une années auxquelles le prince ne peut songer sans larmes? Comment et au milieu de quelles circonstances eut lieu la réunion de la Norvége à la Suède? Après une révolution accomplie à Stockholm en vue d'arracher la patrie de Charles XII à l'invasion moscovite (1809), après la mort du prince Christian-Auguste de Holstein-Augustenbourg, successeur désigné du trône (1810), le nouveau prince royal, Bernadotte, détournant la Suède de son antique alliance avec la France, s'unit à la Russie contre Napoléon, devient un des chefs de la coalition européenne, et vainqueur de ses anciens compagnons d'armes (1813), va porter la guerre chez nos fidèles alliés du Danemark, où il impose au roi l'abandon de toutes ses possessions norvégiennes (traité de Kiel, 14 janvier 1814). Savez-vous ce que fit la Norvége? Elle protesta les armes à la main contre cette décision qui la réunissait à la Suède; elle voulait continuer à vivre sous l'administration danoise, tant le prince Charles avait su protéger les intérêts et faire respecter les droits de son cher peuple norvégien. Vainement le roi Frédéric VI avait-il engagé sa parole, son fils, le prince royal Christian-Frédéric (et notez qu'il était par sa mère le petit-fils du prince Charles de Hesse) (1), fut obligé par les Norvégiens eux-mêmes de prendre le commandement de l'armée pour s'opposer à l'exécution du traité de Kiel. La guerre dura six mois; la Suède n'obtint la Norvége que par droit de conquête (14 août 1814), et sans les désastres de la France, sans les menaces de la coalition, qui peut affirmer que ses armes eussent triomphé? Voilà, ce me semble, le plus magnifique éloge de l'administration toute paternelle du landgrave Charles, prince de Hesse.

III.

Un des plus curieux épisodes des *Mémoires* du landgrave Charles, c'est son séjour auprès de Frédéric le Grand. En 1774, le landgrave

(1) Une fille du prince Charles, la princesse Marie, avait épousé le fils de Christian VII, celui qui régna sous le nom de Frédéric VI, de 1808 à 1839.

avait reçu du roi de Danemark le titre de feld-maréchal pour ses services en Norvége; quatre ans après, on lui proposa d'aller servir en volontaire auprès du roi de Prusse. Le prince accepta l'offre avec joie. La guerre était sur le point d'éclater entre Frédéric et l'empereur Joseph II au sujet de la succession de Bavière. Quelle occasion meilleure de faire ses premières armes et de voir à l'œuvre sur son terrain le héros de la guerre de sept ans! Le feld-maréchal de Christian VII se rend en toute hâte à l'armée de Silésie, commandée par Frédéric; son frère aîné, héritier présomptif du trône de Hesse, qui servait en volontaire avec le titre de major-général prussien, y avait déjà son quartier. La présentation se fit brusquement et militairement. Un matin, les deux princes de Hesse, se rendant au quartier-général, voient accourir le roi, accompagné d'un aide-de-camp. Ils se rangent pour le laisser passer. Le roi s'approche : « Ah! dit-il, c'est le prince votre frère! J'aurai le plaisir de vous voir au quartier-général. » Et il continue sa route, la cérémonie était terminée. Au quartier-général, on se connaissait déjà; le roi fut plein de cordialité pour le jeune maréchal danois, et après maintes questions sur sa *bonne amie*, la reine-mère de Danemark, il l'invita le soir à sa table. Le dîner fut long, car le roi parla beaucoup et fit beaucoup parler le jeune prince. Il s'agissait surtout de la Norvége, de l'état du pays, de ses ressources matérielles et morales, et comme le prince, possédant son sujet à fond, répondait aux interrogations du roi avec autant de précision que de plaisir, ce premier examen lui fut de tout point favorable. Les jours suivans, l'examen recommença, les questions se multiplièrent et prirent un caractère nouveau. Soit que Frédéric, après un premier témoignage de sympathie, revînt à son tour d'esprit naturel, soit qu'il voulût *tâter* le prince Charles, il laissa siffler le sarcasme à travers son enquête. Ce n'étaient plus seulement les questions d'une intelligence curieuse et avide, c'étaient des questions mordantes. Le prince était sur ses gardes, tout prêt à la riposte, et attentif toutefois à ne pas oublier les lois du respect. Un soir, c'était le troisième ou le quatrième dîner, le roi paraissait un peu échauffé en se mettant à table : il venait d'apprendre que ses réclamations à Joseph II au sujet de l'occupation de la Bavière par les troupes autrichiennes avaient été mal reçues, et que la guerre était inévitable.

« A table, le roi commença ses questions, et cela sur l'agriculture du Holstein. Je lui dis que les chevaux et les bestiaux en étaient la principale branche, qu'il y avait des terres qui possédaient trois cents, quatre cents, cinq cents vaches. Le roi me répondit avec vivacité : « Par Dieu! je crois que ma bonne amie la reine Julie m'assisterait volontiers avec trente mille bœufs. — Je n'en doute pas, sire, lui répondis-je, et dans ce cas ce serait

moi qui les commanderais! Et si Annibal put avec une quantité de bœufs détruire les aigles romaines sous Fabius, je ne doute pas que je n'aie ce même bonheur pour le service de votre majesté. » Tout le monde se tut et baissa les yeux. Le roi prit un ton radouci et me dit : « Ah! mon cher prince! » puis continua à parler d'autres choses. Cela me valut son estime, et j'appris quelques jours après, du comte Goerz et d'autres, qu'il renchérissait chaque jour sur l'opinion qu'il avait bien voulu témoigner de moi. »

De la fermeté, de l'esprit, de l'à-propos, tout cela, joint à un fond solide, devait plaire au *vieux Fritz*, et nous voyons en effet le jeune maréchal de l'armée danoise entrer décidément dans l'intimité du roi de Prusse. Que Frédéric revienne à la charge, qu'il attaque son commensal sur des matières plus graves, le prince ne reculera pas d'une semelle : il sait ce qu'il doit et ce qu'il peut.

Quelques jours après, la guerre prévue éclatait, et Frédéric se jetait sur la Bohême. Cette vive campagne, que l'impératrice Marie-Thérèse se hâta d'arrêter au plus tôt, eut pourtant ses émotions et ses péripéties. Le prince Charles put y étudier de près le caractère de Frédéric dans la dernière période de sa carrière et les sentimens qu'il inspirait autour de lui. On ne saurait dire que ce fût de l'affection. Ses anciens lieutenans étant morts, et comme il n'y avait plus personne qu'il crût digne de toute sa confiance, il arrivait parfois que ses meilleures idées, mal comprises ou mal exécutées, amenaient des échecs assez graves. En vain, selon le témoignage du prince, savait-il embrasser les conceptions les plus vastes et les plus petits détails, il eût fallu qu'il surveillât tout par lui-même. Or, à chaque mésaventure de ce genre, on se réjouissait au camp de prendre le roi en faute. C'était la punition de son orgueil et de sa défiance. Un jour, des convois arrivant de Silésie par ordre du roi avaient été surpris au passage par des pandours autrichiens. « Le lendemain matin, raconte le prince, lorsque je vins à l'ordre, chacun s'empressa de me régaler de cette nouvelle, qui me semblait désastreuse; la joie était inconcevable de ce que le roi avait eu un revers qu'on lui attribuait. J'en fus indigné; c'est pourquoi on m'appelait *le royaliste*. On ajoutait : *Maintenant que la vache est partie, il va fermer l'étable*. En tout, la disposition des esprits était bien différente de ce qu'elle devait être pour ce grand homme. »

Ce sont là des traits qui intéressent l'histoire; le Frédéric de 1779 n'est plus le Frédéric de la guerre de sept ans. Son génie est toujours le même, actif, pénétrant, lumineux, mais les années sont venues, la mort a emporté les compagnons de sa jeunesse; isolé dans sa défiance, il est mal servi, et ce sentiment du respect qu'il a si peu enseigné par ses paroles fait défaut aujourd'hui à tous

ceux qui l'approchent. On n'ose pas encore se moquer de lui en face, seulement on prend plaisir à le désobliger. Jamais une parole amie, jamais un éloge parti du cœur. « Personne, — je cite encore le prince Charles, — personne ne faisait au roi le plaisir de lui dire une chose agréable, même vraie; par contre, on se faisait presque une fête de lui donner les nouvelles les plus désagréables. Je lui ai toujours dit, quand l'occasion s'en présentait, la pure vérité, mais j'étais charmé quand je pouvais lui dire indirectement et sans flagornerie que je savais apprécier ses grandes qualités et les grandes choses qu'il avait faites dans son pays et dans le militaire. En revanche, je croyais de mon devoir de contredire toutes les fausses opinions qu'il avait sur des personnes ou des choses que je connaissais mieux. Ses propos sur la religion m'étaient insupportables... » Disputer sur la religion et en même temps ranimer ses souvenirs de gloire au feu de ce jeune enthousiasme, c'était double profit pour le vieux Fritz, environné d'ennemis intimes. Aussi, comme on devine bien sa joie au moment où le prince Charles provoque ses confidences! Il l'a pris en telle amitié, tout en le bourrant çà et là, qu'il lui confie des secrets dont personne autour de lui ne doit soupçonner le premier mot. Savez-vous pourquoi cette campagne de Bohême, si vivement commencée, a été terminée si tôt par le traité de Teschen? Parce que Marie-Thérèse, répond l'histoire, se hâta d'envoyer des négociateurs au camp du roi de Prusse, parce que le roi de Prusse lui-même, soit prudence, soit fatigue, hésitait à reprendre une bonne fois ses bottes de la guerre de sept ans. Les *Mémoires* du prince Charles nous donnent à ce sujet des informations plus précises. Un jour que le prince exprimait au roi sa surprise sur cet empressement à terminer la guerre : « C'est que je sentais venir ma goutte, » répondit le roi. Nouvel étonnement du prince Charles, qui ne reconnaît plus le hardi capitaine et qui insiste au nom de sa gloire. N'est-ce donc pas Frédéric qui a écrit ces mots empruntés à Maurice de Saxe : *Il n'est pas nécessaire que je vive, mais bien que j'agisse?* N'est-ce pas lui qui, pris d'un accès de goutte au matin d'une bataille, se fit porter par ses grenadiers sur un brancard et conduisit l'armée à la victoire? Le roi lui répondit : « Ah! si ce n'étaient maintenant que de légers accès, je n'eusse pas hésité à prolonger la partie; mais cette goutte maudite s'accroît pendant neuf jours, reste neuf jours en son paroxysme, met encore neuf jours à décroître, et pendant tout ce temps-là j'ai continuellement une espèce de transport au cerveau. Je sens alors que je suis hors d'état de commander, que je ne fais que des confusions; mais c'est alors aussi que je suis le plus jaloux du pouvoir, et je vois trop bien qu'il me faut donner le com-

mandement à un autre qui marcherait en avant et me laisserait en arrière. » Un conquérant devenu goutteux au point d'en perdre la tête, un maître jaloux de son pouvoir et qui se défie de ses lieutenans, voilà les vrais préliminaires du traité de Teschen.

Mais c'est surtout à table qu'il faut écouter le roi de Prusse. En réunissant les pages dispersées çà et là dans les *Mémoires* du prince Charles, on composerait un chapitre intitulé : *Propos de table de Frédéric le Grand.* Il ne s'agit plus des soupers philosophiques de 1750, plus de Voltaire pétillant de sarcasmes, plus de Lamettrie scandalisant Voltaire, plus de ces licences impies que Frédéric lui-même était obligé de mettre en fuite en évoquant tout à coup l'image de la royauté : *Silence, messieurs, voici le roi!* Aux dîners de la campagne de Bohême, c'est le roi qui parle, qui parle toujours, harcelant celui-ci, mordant celui-là, cherchant qui lui réponde, surpris et charmé si quelqu'un ose lui tenir tête. Il y a là de vieux généraux qui trouvent les séances bien longues et dont les paupières s'engourdissent. Réveillés un instant par une boutade du roi, ils jettent un mot à l'aventure, puis se rendorment. Le roi reprend la parole et ne s'arrête plus. Qui donc l'écoutera jusqu'au bout? Le prince Charles.

« La table du roi m'était fort intéressante; presque tous les autres convives la craignaient et se désolaient de sa longueur. Il y avait peu de mets, mais ce qu'il y avait était bon. Le roi buvait un vin de Grave léger, trempé de beaucoup d'eau, et il en buvait copieusement, surtout de l'eau. Une bouteille de vin de Champagne non mousseux se donnait à la fin du repas. Il en prenait un verre et rarement deux. Nous n'étions que sept ou huit à table. Il vidait toujours sa carafe d'eau, et lorsque la conversation s'animait, il s'en faisait donner une seconde. On était sûr alors qu'on resterait au moins encore une bonne demi-heure à table; mais s'il y avait une discussion, ou, si j'ose l'appeler ainsi, une dispute, chose qu'il aimait beaucoup et qui lui arrivait si rarement avec d'autres, alors elle se prolongeait outre mesure au grand désespoir des convives. J'appris au commencement que le roi disait souvent : « Ma table est une république, chacun peut y dire ce qu'il veut. » Seulement on ajoutait : « Mais il n'y a que lui qui parle. » Le roi n'échangeait ordinairement que peu de mots avec le prince héréditaire de Brunswick, qui n'aimait guère à entrer en conversation, tandis qu'il badinait avec le prince Frédéric de Brunswick. Celui-ci répondait, riait et parlait volontiers; mais ce n'était pas du fruit nouveau pour le roi. J'eus cet honneur-là, car je m'attachais à saisir chaque occasion pour le faire parler, soit de sa vie, soit de ses opinions militaires et politiques, et, si j'ose le dire, cela lui faisait grand plaisir. Je réserve pour la suite de parler des conversations mêmes du roi. »

Un des propos les plus singuliers de Frédéric le Grand pendant

ces libres épanchemens est celui qu'il tint un soir au prince Charles dans une mauvaise baraque de Jaegerndorf. C'était pendant la campagne de Bohême. Le prince Frédéric de Brunswick venait de culbuter les Autrichiens qui occupaient la ville. Au moment où il accourt au galop pour annoncer ce succès au roi et prendre ses ordres, le roi, pensif, boudeur, lui commande sèchement de retourner à Jaegerndorf. Il venait de manquer une opération qui pouvait amener de bons résultats, et se sentait fort humilié du contraste. Il se décide pourtant à gagner lui-même avec ses troupes la ville que le prince de Brunswick vient de lui donner et d'y établir son quartier-général. Il boudait toujours. Au lieu d'entrer dans la ville même, où tout était déjà disposé pour le recevoir, il s'arrête dans une espèce de ferme très mal tenue, s'assied sur un banc au milieu des ordures, et, retenant le prince Charles auprès de lui, se met à parler de toute sorte de choses pour donner le change à sa mauvaise humeur. C'est là que le lendemain, dînant seul à seul avec le prince, il lui racontait la conduite de l'impératrice Marie-Thérèse dans le partage de la Pologne. C'est une révélation des plus curieuses, et la scène mérite d'être citée tout entière.

« Dans ce moment, le prince Frédéric de Brunswick arriva de Jaegerndorf, où il n'était pas entré sans résistance et où il avait mis une brigade pour garnison. Il s'approcha du roi, qui n'était rien moins que de bonne humeur. « Que voulez-vous, prince Frédéric? » Le prince répondit : « Je voulais faire mon rapport à votre majesté; j'ai occupé Jaegerndorf selon ses ordres. — C'est fort bien. Retournez à Jaegerndorf. — J'y ai mis le chef de la brigade pour commandant, dit le prince, après avoir arrangé tous les postes dans la vieille forteresse. — Retournez, prince Frédéric... » Le lieutenant-général Bülow s'approcha du roi pour prendre ses ordres. Le roi lui dit quelque chose que le général ne comprit point, et on n'osait pas le lui redemander. Le général Bülow s'adressa donc à moi et me demanda tout haut ce qu'il devait faire, n'ayant pas compris le roi. Je lui répondis assez haut pour que le roi pût l'entendre : *Ich vermuthe dass der König die Einrückung in die Quartiere befohlen hat* (1). Le roi ne dit rien, mais continua sa marche vers Jaegerndorf au pas, où je l'accompagnai. »

« Lorsque nous fûmes devant la ville, dans le faubourg, le roi demanda où était son quartier-général. On lui répondit : En ville. Il vit une grande cour, et ordonna sur-le-champ qu'on fît tout venir de la ville à cet endroit. Il s'assit devant la porte de la maison, dans la cour, sur un banc de bois, et m'appela pour m'asseoir à côté de lui. Il s'écoula un temps assez long avant l'arrivée des bagages. En attendant, le roi fit la conversation sur toutes sortes de matières, tournant en ridicule la *cense* ou *cour* qu'il avait choisie. Elle était assez en désordre et remplie de fumée et d'ordures. Nous apprîmes qu'elle appartenait au prince Lichtenstein, et le roi me dit le len-

(1) « Je crois que le roi a ordonné de faire rentrer les troupes aux quartiers. »

demain lorsque j'entrai pour le dîner : « J'ai l'honneur de loger dans l'étable à cochons de son altesse le prince de Lichtenstein. »

« Il ordonna de faire vite un petit repas et me dit : « Vous resterez avec moi. » Nous étions seuls. Il entra alors en matière politique et voulut me mettre au fait de sa politique avec la maison d'Autriche. Il n'aimait point du tout Marie-Thérèse. Il disait : « Dès le commencement de mon règne, j'ai observé cette b.... de près, car toute ma politique l'avait pour objet (1).» Il raconta plusieurs anecdotes à cette occasion, mais principalement celle du partage de la Pologne, qu'il me contait en ces termes : — « Benoît (envoyé de Prusse en Pologne) avait découvert en Pologne d'anciennes prétentions qu'il voulait que je fisse valoir. Je les fis rechercher, et, ne les trouvant pas sans fondement, je bâtis mon plan là-dessus : l'impératrice de Russie l'accepta d'abord, mais Marie-Thérèse était beaucoup trop consciencieuse pour y entrer. J'envoyai alors Edelheim à Vienne pour gagner le confesseur, qui persuada à Marie-Thérèse qu'elle était obligée pour le bien de son âme de prendre la portion qui lui était assignée. Alors elle se mit à pleurer terriblement. En attendant, les troupes des trois co-partageurs entraient en Pologne et s'emparèrent de leurs portions, — elle, toujours en pleurant; mais tout à coup nous apprîmes, à notre grande surprise, qu'elle avait pris beaucoup plus que la part qu'on lui avait assignée, — car elle pleurait et prenait toujours, — et nous eûmes beaucoup de peine à obtenir qu'elle se contentât de sa part du gâteau. Voilà comme elle est ! »

Il y a deux choses fort importantes dans ce récit de Frédéric, premièrement l'aveu de son initiative, en second lieu la révélation du rôle que joua Marie-Thérèse. A en croire les *Mémoires* de Frédéric le Grand, il n'aurait fait que suivre les deux impératrices et se conformer bon gré, mal gré, à leur politique. L'Autriche et la Russie, Marie-Thérèse et Catherine II, avaient décidé le partage de la Pologne ; il fallait bien, ce sont ses termes, *entretenir la balance des pouvoirs entre de si proches voisins.* L'auteur du projet de partage, selon Frédéric historien, c'était Marie-Thérèse ; Catherine II s'était jointe à elle, et le roi de Prusse avait dû suivre son exemple. Il est vrai que la postérité n'a pas été toujours dupe de ces affirmations. Vainement Jean de Müller, vainement M. Preuss ont-ils admis sur ce point les indications intéressées que Frédéric avait données à Voltaire, à d'Alembert, à Rulhières, un écrivain de nos jours, aussi spirituel que savant, un diplomate accoutumé à voir clair dans les imbroglios de la politique, M. Alexis de Saint-Priest, a débrouillé ici même ce procès ténébreux et restitué à chacun des acteurs le rôle qui lui appartient (2). M. de Saint-Priest faisait va-

(1) Frédéric parle un autre langage, un langage plus digne de lui, quand il écrit à d'Alembert, à propos de la mort de Marie-Thérèse : « Je regrette la mort de l'impératrice-reine; elle a fait honneur au trône et à son sexe. »

(2) Voyez, dans la *Revue* des 1er et 15 octobre 1849, *le Partage de la Pologne,* par M. le comte Alexis de Saint-Priest.

loir d'excellentes preuves pour attribuer à Frédéric l'initiative du grand attentat commis en 1772; les révélations du prince Charles viennent confirmer aujourd'hui ses arrêts et dissiper jusqu'au dernier doute. « *Je bâtis mon plan là-dessus.* » Est-ce clair? Le plan est donc bien réellement l'œuvre personnelle de Frédéric malgré tout ce qu'ont pu dire les historiographes de Prusse; Frédéric a été sincère dans ses confidences avec le prince Charles, tandis qu'il arrangeait l'histoire à sa guise dans ses lettres à Voltaire. Il a été sincère aussi, je n'en saurais douter, quand il a peint si plaisamment le double rôle de Marie-Thérèse, et là encore je suis frappé de voir une conformité singulière entre les paroles que nous transmet le commensal de Frédéric et le jugement formulé par M. de Saint-Priest. Qu'on relise ces savantes études sur le partage de la Pologne, qu'on examine attentivement le portrait de Marie-Thérèse, cette fine et vivante gravure où apparaît si bien le caractère complexe du personnage « mélange de dignité, de vertu et d'artifice; » qu'on se rappelle la scène où l'impératrice, tourmentée par sa conscience, exprime avec une si vive angoisse sa crainte de la vengeance divine, puis ramenée sur le terrain des affaires par un mot de son interlocuteur, conclut en disant que l'Autriche tient sa part et saura la garder. « Marie-Thérèse est là tout entière, ajoutait M. de Saint-Priest. Le premier mouvement est d'une âme pieuse, morale, sensible, capable d'un remords; le second appartient tout entier au génie tenace de sa maison. » Sous une autre forme, c'est le mot si vif, le mot si mordant de Frédéric au dîner de Jaegerndorf : *Elle pleurait et prenait toujours.*

Nous n'avons pas épuisé dans les *Mémoires* du prince de Hesse le chapitre des propos de table de Frédéric le Grand. Les autres, pour être d'un intérêt historique moins élevé, ont bien cependant leur valeur. N'est-ce pas un tableau inattendu par exemple que celui des rapports du roi avec le jeune maréchal sur le terrain des idées religieuses? N'est-ce pas chose touchante de voir le disciple couronné de Voltaire, l'injurieux ennemi du christianisme, obligé de respecter la croyance loyale du prince, et le prince à son tour, le prince tant de fois blessé au cœur par les sarcasmes du vieux roi, s'attachant toujours de cœur et d'âme à ce roi si grand, si digne de plainte, si dépourvu d'amis, chez qui se rallumaient jusqu'à la dernière heure les flammes généreuses de la jeunesse? Après une absence de quelques semaines, le prince Charles revient trouver le roi à Breslau. M. de Catt, le lecteur du roi, allait s'informer chaque jour de la part du maître si le prince n'arrivait point.

« Catt ne pouvait exprimer l'impatience que le roi avait de mon retour, disant qu'il donnerait alors de grands dîners. Le lendemain le roi me reçut d'une façon extrêmement gracieuse. Le grand dîner consistait en douze ou

quatorze personnes. Le roi s'asseyait au coin, et j'étais à sa gauche, au même coin. Le prince de Prusse, Hatzfeld, les généraux, les ministres, étaient à la table. On plaça une chaise à côté du roi pour sa chienne favorite. Tous ces chiens, — il y en avait cinq ou six, — vinrent à ma rencontre avec beaucoup de caresses; au contraire l'abbé Bastiany, chanoine de Breslau, homme de beaucoup d'esprit et que le roi aimait beaucoup, ne pouvait jamais entrer dans la chambre du roi sans que tous ces chiens se rangeassent devant lui et commençassent à aboyer et à hurler, ce qui amusait beaucoup le roi, qui disait alors : « Mes chiens ne peuvent pas souffrir les catholiques. » La table était servie au mieux sur la plus belle porcelaine de Berlin. Je dînai ensuite tous les jours chez le roi. Le ministre Herzberg, le général Tauenzien, Bastiany et moi, nous étions les convives ordinaires. J'eus un jour une conversation assez animée avec le roi au sujet de la religion. Il ne pouvait voir un crucifix sans blasphémer, et quand il en parlait à table, ainsi que de la religion chrétienne, je ne pouvais me mêler de la conversation, mais je baissais les yeux et me taisais entièrement. Le roi le remarquait très bien. Enfin il se tourna avec vivacité vers moi et me dit : « Dites-moi, mon cher prince, croyez-vous à ces choses-là? » Je lui répondis avec un ton très ferme : « Sire, je ne suis pas plus sûr d'avoir l'honneur de vous voir que je suis sûr que Jésus-Christ a existé et est mort pour nous comme notre sauveur sur la croix. » Le roi resta un moment enseveli dans ses pensées, et, me prenant tout à coup le bras droit, me le serra fortement et me dit : « Eh bien! mon cher prince, vous êtes le premier homme d'esprit que j'aie trouvé y croyant! » Je lui répondis en peu de mots pour lui réitérer la certitude de ma foi. Lorsque je passai l'après-dînée par la chambre attenante, j'y trouvai seul le général Tauenzien, l'homme le plus grand et puissant que j'aie presque connu. Il me mit les deux mains sur les épaules et me couvrit d'un torrent de larmes en me disant : *Nun, Gottlob, hab' ich doch erlebt dass ein ehrlicher Mann Christum bekannt hat vor dem König* (1)! » Ce bon vieillard me combla de caresses. Je ne puis me retracer cet heureux moment de ma vie sans la plus grande reconnaissance à Dieu de m'avoir fourni l'occasion de professer devant le roi ma foi en lui et en son fils.

« ..... Après avoir passé une quinzaine à Breslau, je demandai au roi la permission de retourner à mes pénates et de revenir au printemps. Le jour où je pris congé de lui après le dîner, il laissa tous les autres convives dans la chambre à dîner et me mena dans l'attenante, auprès de la cheminée, où il me dit : « Vous voulez donc me quitter, mon cher prince? J'en suis bien fâché; mais revenez bientôt. » Je lui demandai ses ordres pour Brunswick. « Mais votre chemin, dit le roi, ne passe pas par là. — Non, sire, mais madame votre auguste sœur ayant bien voulu me recommander à votre majesté, je lui dois de lui porter des nouvelles de votre santé, à laquelle elle s'intéresse au-delà de toute chose en ce monde. » Il eut les larmes aux yeux et me dit : « C'est bien bon de votre part, je vous remercie. » Il m'embrassa alors à plusieurs reprises. « Revenez bientôt

(1) « Enfin! Dieu soit loué! j'ai donc assez vécu pour voir un homme de cœur confesser le Christ devant le roi! »

chez moi, je vous attendrai avec impatience. » J'étais extrêmement touché en le quittant. J'étais sincèrement attaché à ce grand homme, et mon cœur lui était toujours ouvert. Peu lui ont rendu justice; il découvrait chez moi des sentimens à son égard qui lui étaient neufs, et pour lesquels il me voulait d'autant plus de bien. »

Quand on maintient si résolûment ses croyances sous l'artillerie d'un Frédéric le Grand, quand on oblige un tel railleur à *s'ensevelir dans ses pensées*, il n'est pas étonnant qu'on sache aussi défendre ses amis contre les injures du maître et lui infliger le plus respectueusement du monde d'inflexibles démentis. C'est ce qui arriva un jour au prince de Hesse. La scène que nous venons de reproduire avait lieu aux derniers jours du mois de décembre 1778, quelques semaines avant la signature du traité de Teschen. Après avoir passé l'hiver à Slesvig auprès de sa femme et de ses enfans, le prince, sur les instances de Frédéric, repart pour la Prusse dès les premiers jours du printemps. Le roi voulait fêter le rétablissement de la paix avec son compagnon de guerre; mais laissons parler le prince.

« J'arrivai à Berlin, où je reçus sur-le-champ une invitation du roi de me rendre le lendemain à Sans-Souci. Je ne puis assez dire avec quelle bonté et amitié il daigna me recevoir. Le prince Frédéric de Brunswick, le ministre Finckenstein, le comte de Schulenburg-Volfsburg, y avaient été en même temps invités. On me dit que le roi, à son retour à Postdam, avait eu une dispute très vive avec M. Noel, son maître d'hôtel, auquel il dit qu'après avoir eu la guerre il ne pouvait lui donner tant pour chaque plat. Il y en avait huit. Le roi ne voulait donner, au lieu de quatre écus, que deux écus par plat. M. Noel lui assura qu'alors aucun plat ne serait bon ni de son goût. Enfin le roi, pour couper court, ne voulut que quatre plats qu'il paya quatre écus la pièce; mais au jour de mon arrivée il fut donné ordre de remettre les huit plats. Il faut dire qu'ils étaient excellens. Les soupers étaient admirables. Autant y avait-il de personnes, autant de houzards et laquais entraient dans l'appartement et apportaient chacun une écuelle de porcelaine couverte, remplie de soupe et de toute sorte de choses extrêmement délicates. Les plats étaient pour la plupart à la française, et quelques-uns d'une force extraordinaire...

« Le roi aimait beaucoup les disputes à table. Il se fâchait assez vivement de la contradiction, à laquelle il n'était pas accoutumé, et comme je savais que cela lui faisait plaisir, je saisissais toutes les occasions où je le voyais mal instruit sur des circonstances pour lui mettre la vérité sous les yeux. Un jour, il se fâcha réellement contre moi, et cela fut au sujet du prince de Weilburg, qui avait épousé la princesse d'Orange et qui était un bien digne prince et mon très intime ami. Le roi me dit : « J'ai vu le prince de Weilburg à Loo, il y a une couple d'années; c'est une bête que ce prince. » Je lui répondis : « Non, sire, c'est un des meilleurs hommes

et souverains de son petit pays qu'il rend le plus heureux possible et où il fait tout le bien imaginable. S'il avait eu le bonheur d'être plus connu de votre majesté, je crois qu'elle le jugerait autrement. » Alors il dit : « Oui, je l'ai vu et je lui ai parlé. — Sire, vous lui aurez imposé. Outre cela, il n'était pas bien en cour, et c'est pourquoi il se sera retenu plus qu'il n'aurait fait d'ailleurs; mais votre majesté peut être sûre que c'est un homme qui mériterait sa protection et sa confiance, s'il avait le bonheur d'être connu d'elle. » Il me dit alors : « C'est son père qui m'a reçu franc-maçon. » Puis il mit sa serviette sur la table et on se leva. Après une assez courte séance, il rentra dans sa chambre sans rien dire. Je vis que toutes les physionomies s'allongeaient vis-à-vis de moi. Les comtes de Finckenstein et de Schulenburg s'approchèrent d'abord et me dirent: « Mon Dieu, vous avez fâché le roi! » Je répondis : « J'en serais désolé, je ne lui ai rien dit que la vérité. — Mais, mon Dieu! pourquoi le fâcher? Nous avons tous intérêt à ce que vous soyez bien avec lui, car nous savons ce qu'il pense de vous. » J'avoue que je me fâchai un peu, et je leur répondis : « Messieurs, le prince de Weilburg peut avoir besoin un jour de la protection du roi. Dans ce cas, le roi se rappellera ce que je lui ai dit. J'aurais cru commettre une lâcheté en me taisant. Je dis tous les jours la vérité au bon Dieu, et j'en ferai de même au roi aussi longtemps qu'il me permettra de le voir, et si même il se fâche un moment, le lendemain il trouvera que j'ai raison. »

« Lorsque je vins au dîner, le jour suivant, le roi sortit aussitôt de sa chambre, vint à moi et me dit mille choses obligeantes. M. de Catt m'avait dit que la veille, au moment où il était entré chez le roi après le dîner, le roi lui avait dit sur-le-champ : « Je n'ai jamais vu une tête comme celle de ce prince Charles. Il ne démord jamais de son opinion, quoi que je puisse dire. Je ne sais personne à qui je n'aie pu faire entendre raison, excepté lui. » M. de Catt lui répondit : « Mais, sire, le prince est persuadé que vous aimez à discuter, et c'est pourquoi il se permet de vous contredire. Outre cela, il est sûr que votre majesté aime la vérité, et c'est pourquoi il a dit comme il a pensé. » Le roi trouva que Catt avait raison et parla de moi avec beaucoup de bonté. »

Au moment où le prince Charles s'attachait ainsi à Frédéric et lui inspirait cette tendresse mêlée de déférence, le roi venait de voir disparaître presque tous les compagnons de son âge mûr. Frédéric, parfois si amer contre le genre humain, a toujours eu besoin d'amitié. L'année même où il était monté sur le trône, en 1740, il avait perdu le confident de ses juvéniles enthousiasmes, M. de Suhm, noble et suave figure sur laquelle les lettres du royal ami ont fait tomber un rayon immortel. Un peu plus tard ce fut Jordan, ce Jordan qu'il tutoyait comme un camarade, à qui la veille des batailles il adressait des lettres si touchantes et dont il pleura la mort si longtemps. A l'époque où il vit le prince Charles pour la première fois, vers 1778, amis et compagnons étaient tombés tour

à tour, et il ne restait plus à ses côtés que des indifférens. Algarotti était mort à Pise le 3 mai 1764; il perdit le baron de Bielfeld en 1770, le général de Seydlitz en 1773, et l'année suivante le vieux baron de Lamotte-Fouqué, tous associés à lui par des souvenirs qui n'intéressaient pas seulement le roi ou le capitaine, mais l'homme. L'année 1775 lui fut particulièrement fatale; elle lui enleva deux aides-de-camp, Krusemark et Schmettau, qu'il avait jugés dignes de ses confidences intimes aux heures les plus critiques de sa vie, et l'ambassadeur de France, M. le marquis de Valori, qui pendant un séjour de seize ans à Berlin lui avait inspiré une inaltérable affection. « J'ai reçu, écrivait-il au chargé d'affaires de France, j'ai reçu la lettre où vous m'apprenez la mort du marquis de Valori. Dites à ses petits-fils que j'en suis pénétré jusqu'aux larmes... » Enfin en 1778 le vieil ami de toute sa vie, l'excellent *mylord* Maréchal venait d'expirer à quatre-vingt-dix ans. Quelques familiers lui restaient encore, l'abbé Bastiany, le comte Lucchesini; mais qu'étaient pour son cœur les autres personnages de la cour? Je les ai nommés des indifférens, c'est trop peu dire; il y avait parmi eux des esprits hostiles, fatigués du joug, blessés par les sarcasmes, incapables de découvrir l'homme excellent sous le maître hargneux, et toujours prêts, on l'a vu tout à l'heure, à se réjouir de ses échecs. On devine en ces conditions le charme que dut exercer sur un caractère aigri la subite apparition d'une âme jeune, naïve, loyale, qui réveillait le souvenir des jours de gloire, et qui, aimant et vénérant le roi, savait se concilier à elle-même l'affection et le respect. *Se faire aimer*, a dit le poète, *c'est être utile aux autres*. Que cela est vrai surtout de Frédéric et de son besoin d'aimer! Voilà le service que le landgrave de Hesse rendait au vieux roi de Prusse. En écoutant les conversations de Frédéric avec le prince Charles, on songe parfois à l'idéale amitié de M. de Suhm et de celui qui n'était encore que le prince royal. Il faut tout dire pourtant, ce rapprochement est loin d'être exact. Les deux épisodes se ressemblent comme un dernier rayon du soleil d'automne ressemble à la féconde lumière d'une matinée d'avril. Ce qui manque, hélas! à la suprême amitié dont je rassemble ici les détails inconnus, ce n'est pas la noblesse, l'élévation, la sincérité, c'est la flamme et la vie.

En voulez-vous une preuve? Je la trouve dans une anecdote fort curieuse qui intéresse en même temps l'histoire générale de l'Europe. Le prince Charles, après avoir passé quelque temps auprès de son père à Cassel, est rappelé par le roi de Prusse, qui ne saurait consentir longtemps à se priver de sa compagnie. Le prince Charles a eu l'occasion de rencontrer le grand-duc et la grande-duchesse de Russie dans plusieurs des petites cours d'Allemagne; tout ce qui

concerne la Russie excite l'attention inquiète du roi; il veut savoir ce qu'on dit à Saint-Pétersbourg, il veut interroger le prince et lui demander conseil. Qu'il vienne donc au plus tôt, le vieux roi demande ce service à son ami; la situation est grave. Qu'est-ce donc, et de quoi s'agit-il? C'est le moment où Catherine II, saisissant à propos toute occasion de morceler l'empire turc et de marcher vers la Mer-Noire, venait de s'emparer de la Crimée. Le prince Charles arrive à Postdam, où Frédéric le reçoit à bras ouverts. Les entretiens recommencent, entretiens à table sur les matières générales, entretiens secrets sur les questions qui le préoccupaient alors si vivement :

« Il me parla de la politique de l'impératrice Catherine II et de son ambition démesurée, visant à la conquête de Constantinople. Je savais déjà que l'armée avait reçu l'ordre de faire tous les préparatifs pour marcher au premier ordre. A dîner, où il y avait cinq ou six personnes, entre autres le général comte Pinto et le chambellan Lucchesini, la conversation tomba sur la France, et Pinto faisait l'éloge de cette puissance, qui, au moment d'avoir terminé la guerre la plus glorieuse en Amérique, se trouvait au pinacle dans l'époque présente. Je me tus pendant cette digression. Le roi me parla d'autre chose. Le lendemain, avant le dîner, je fus derechef appelé chez le roi. Il fut encore question de Catherine II. Il croyait qu'elle se brouillerait avec l'Angleterre. Je lui assurai le contraire. « Mais pourquoi donc? dit-il. — Par reconnaissance, sire, car elle tire une pension de l'Angleterre comme grande-duchesse. » Le roi fut effrayé de cette idée et s'écria : « Mon Dieu! comment est-ce possible? » Je lui répondis : « Le besoin des finances détermine souvent les successeurs à recevoir de quoi attendre mieux à leur aise le moment de régner. Le prince des Asturies est dans le même cas; il a aussi une pension de l'Angleterre (1). » Tout ce que je disais paraissait frapper extrêmement le roi. Enfin dans une autre conversation après le dîner, le roi s'ouvrit tout à fait à moi, et me dit : « Vous voyez, mon cher prince, que l'armée est prête à marcher. Voilà l'impératrice Catherine qui s'est emparée de la Crimée. Je ne puis permettre qu'elle s'agrandisse à ce point impunément. Dites-moi bien sincèrement votre avis. » Je lui dis : « Sire, dès que vous me l'ordonnez, je parlerai avec la plus grande franchise. La Russie, en faisant la conquête de la Crimée, s'affaiblit, au moins pour le commencement, bien plus qu'elle ne gagne. C'est un superbe pays peut-être, mais un peuple nomade, des Tartares qui l'abandonneront et le laisseront inculte. Pour le soutenir, une armée de cent mille hommes devra y être tenue. Elle diminue sa population et ses forces mêmes, surtout de votre côté, sire. Outre cela, l'empereur Joseph se croira

(1) Le prince Charles était-il bien informé? l'impératrice de Russie recevait-elle encore de l'Angleterre le subside honteux qu'elle avait reçu comme grande-duchesse? Tout est possible au XVIIIe siècle. Une chose certaine, c'est que le détail concernant la grande-duchesse, s'il était inconnu à Frédéric le Grand, ne l'était pas à la cour de France. J'en trouve l'indication dans les *Souvenirs du marquis de Valfons* (1860, p. 408).

obligé, pour soutenir la Russie, de vous déclarer la guerre. — Je n'en doute pas, dit le roi; mais la France enverra cent mille hommes contre les Autrichiens. — Ah! sire, lui répondis-je, si même M. de Vergennes est entièrement pour votre majesté, à la première victoire remportée sur les Autrichiens, la reine de France demandera au roi son époux s'il avait donné l'ordre à M. de Vergennes d'écraser son frère l'empereur. L'armée française fera halte, et vous ne pouvez vous fier effectivement sur son secours. J'avoue que je ne vois aucune raison pour que votre majesté s'expose elle-même et ses états à un tel point pour la prise de la Crimée. Si elle me permet de la conseiller véritablement, ce serait de saisir cette occasion pour regagner l'impératrice Catherine en lui faisant dire que votre majesté prend part à sa gloire et la félicite de la belle conquête qu'elle vient de faire. » Le roi était fort pensif. Tout à coup il se redressa et me prit le bras gauche avec la main droite, le serrant fortement, et me dit : « Vous avez bien raison, mon cher prince, et je suivrai votre conseil. »

« J'ose dire avoir reproduit chaque terme, chaque mot de cette conversation si importante, et je rends toujours grâces à Dieu de s'être servi de moi comme d'un instrument de paix, pour prévenir une rupture qui aurait fait couler des flots de sang dans le monde entier, et aurait même pu mettre le Danemark dans les plus grands embarras par son traité d'alliance avec la Russie. Lorsque je revins en Holstein, je trouvai le comte de Bernstorf à Altona, où nous nous étions donné rendez-vous. Il était dans ce temps-là hors du ministère et s'était retiré en Mecklembourg sur ses terres. Je lui racontai toute la conversation. Il m'écrivit, quelques semaines après, qu'il n'avait jamais été plus frappé que d'apprendre la déclaration que le roi de Prusse venait de faire à Pétersbourg, où tous les mots que je lui avais dits avaient été exactement employés. »

Telle fut la dernière conversation du prince Charles avec le grand Frédéric. Le landgrave s'y montre à nous en toute franchise. Sensé, loyal, humain, il n'a pas la moindre étincelle d'héroïsme. C'est bien le compagnon des vieux jours de Frédéric, il aurait eu moins de succès au temps des guerres de Silésie. Est-il bien sûr que Frédéric ait eu tort de se montrer si inquiet de l'ambition moscovite et de prévoir la marche des Russes sur Constantinople? Est-il certain que le prince de Hesse ait donné au roi de Prusse un sage conseil en le détournant d'une résolution qui aurait arrêté Catherine? C'eût été, dit-on, une guerre européenne, qu'importe? N'est-il pas des circonstances où il faut savoir braver un grand péril pour écarter un péril plus grand? Mais non, ce n'eût pas été une guerre européenne, c'eût été avant toute chose un avertissement à l'Europe entière, et on aurait prévu à temps ce qui n'a été compris que de nos jours, le danger de l'établissement des Russes dans la Mer-Noire. Frédéric le Grand était digne de couronner sa carrière par une action comme celle-là. Qui pourrait dire ce qu'une telle pro-

testation accomplie par un tel homme aurait préparé pour l'avenir? La tradition de la politique prussienne en aurait été changée, et l'on n'aurait pas vu la Russie, comme cela est arrivé si souvent depuis deux tiers de siècle, enchaîner les successeurs de Frédéric aux mauvaises causes qu'elle représente dans le monde.

Le landgrave Charles a beau remercier Dieu de l'avoir pris pour un instrument de paix, sa politique, on le voit, n'est pas une politique de haute portée. Ses conseils à Frédéric, en supposant qu'ils aient eu l'influence dont il parle avec une si naïve complaisance, ne l'autorisent point à entonner un cantique d'actions de grâces. C'est que le prince Charles a plus d'honnêteté que de génie. Souvent même il est un peu simple. Il écrit des souvenirs, il fait des révélations, et l'on voit bien qu'il est véridique jusqu'à la naïveté; voilà l'intérêt de ses *Mémoires*. Ne lui demandez ni art, ni science, ni vues profondes d'aucune espèce. Sa naïveté crédule éclate surtout au milieu des aventuriers ou des fous qui agitent l'Allemagne à la veille de la révolution. Tantôt il en est dupe, tantôt il en a peur. N'importe, sur ce point encore il est curieux à entendre. Puisque le hasard des événemens l'a mis en rapports intimes avec le comte de Saint-Germain, puisqu'il a été initié presque malgré lui à la secte des francs-maçons et des illuminés, quel guide plus honnête pourrions-nous souhaiter en ce ténébreux sujet? Passer de Frédéric le Grand à toutes ces confréries mystérieuses qui pullulaient d'un bout de l'Allemagne à l'autre, passer de l'esprit le plus net à ces rêveurs, à ces mystiques, à ces charlatans, à ces dupes enthousiastes, à ces révolutionnaires exaltés et avortés, à ces évocateurs de fantômes qui s'épouvantent eux-mêmes, — assurément c'est mêler tous les tons et brouiller les contraires. Qu'importe, puisque ce brouillamini est un des caractères du XVIIIe siècle à son déclin? Sur ce point comme sur bien d'autres, les *Mémoires du landgrave Charles, prince de Hesse*, si mal composés qu'ils soient, offrent dans leur confusion une fidèle image du temps qu'ils nous racontent. Après avoir fait connaître au lecteur le témoin désintéressé des révolutions de Danemark, le gouverneur libéral de la Norvége, le loyal ami de Frédéric le Grand, il nous reste donc à lui présenter dans la seconde partie de ce tableau le prince honnête et timide devenu malgré lui l'un des chefs des illuminés.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

30 novembre 1865.

La saison de Compiègne, terme extrême des vacances politiques, est le moment aussi où par un mouvement de curiosité générale on semble se préparer à la prochaine campagne des affaires publiques. Partout d'ailleurs à cette époque commencent les apprêts du travail politique. Cette année, chez nous, les approches de la session se sont annoncées par ces bruits de réductions de dépenses dont le décret du 15 novembre, escorté de deux notes du *Moniteur*, laisse encore la signification indécise. En Italie, les affaires sont engagées par la réunion de la nouvelle chambre, qui a déjà presque terminé la vérification des pouvoirs. En Autriche, le grand travail de reconstruction constitutionnelle commence au sein des diètes provinciales et va traverser une décisive épreuve dans les délibérations de la diète de Hongrie. En Prusse, le fringant M. de Bismark songe aux difficultés qu'il doit rencontrer dans sa lutte avec la seconde chambre. En Angleterre, lord Russell s'efforce de compléter son cabinet et de prendre position en face de la question de la réforme parlementaire, naturellement évoquée par l'accident qui l'a replacé à la tête du pouvoir. En Espagne, on est à la veille d'élections nouvelles et au début d'une crise qui met en jeu non-seulement les principes et la fortune des partis, le crédit de l'état, une politique étrangère animée de périlleux caprices, mais la situation de la couronne elle-même. Aux États-Unis, le congrès va se rassembler dans peu de semaines et ses mouvemens ne peuvent manquer cette année d'exciter une attention particulière en Angleterre et en France, puisque les gouvernemens de ces deux pays ont eu la maladresse de se créer de gaîté de cœur des différends avec la démocratie américaine. De toutes parts, nous allons donc rentrer dans l'ornière des affaires ordinaires. Au surplus, les esprits réfléchis ne perdront point de vue qu'au-dessous des incidens vulgaires qui vont se produire il y a une situation générale qui peut à chaque instant donner à ces

incidens une vaste portée, et que cette situation est déterminée par deux pôles : ici la question romaine, la question de la séparation des pouvoirs spirituel et temporel; là l'éclatant triomphe et l'irrésistible essor de la démocratie libérale aux États-Unis. C'est entre ces deux grands faits, la rupture des liens qui ont uni la religion au despotisme et l'élévation croissante du type de la démocratie libérale aux États-Unis, que vont se dérouler les variations de l'histoire politique contemporaine.

Avec une impartialité à laquelle nos lecteurs, nous en sommes sûrs, rendent justice, nous n'avions point hésité à louer les résolutions d'économie que l'on prêtait depuis quelque temps à notre gouvernement. On devait opérer des réductions sur le budget de la guerre, sur le budget de la marine, sur le budget même du ministère des finances. Nous accueillîmes ces bruits heureux avec une sincère joie. Nous crûmes toucher à l'inauguration d'une politique financière systématique qui élèverait nos revenus ordinaires au-dessus des dépenses ordinaires, qui se ménagerait chaque année un excédant disponible, et, à l'aide des excédans annuels, rendrait au crédit public le concours de l'amortissement, ou tenterait des expériences fécondes sur la taxation. *Le Moniteur,* avec une bizarrerie d'humeur inconcevable, a soufflé sur ces illusions optimistes. En réalité, on estime bien que les réductions de dépenses s'élèveront à une trentaine de millions. Ce n'est pas beaucoup sans doute, mais c'est quelque chose. Ce qui aurait eu plus de valeur que la somme, c'eût été l'intention annoncée, la tendance manifestée, le principe mis en avant d'une politique nouvelle. Dans la façon même de présenter les économies, si minimes qu'elles fussent, on eût pu tenir un langage qui n'eût point été seulement habile, qui eût été utile, instructif, car il eût marqué un dessein arrêté, une pensée suivie. Jamais, au contraire, mise en scène n'a été plus malencontreuse. Vous ne les aurez pas de si tôt, vos réductions de dépenses, avait d'abord l'air de dire le journal officiel. Le lendemain cependant, le même journal publiait le décret du 15 novembre. — Ne vous hâtez pas de triompher, reprenait-il un autre jour; vos économies sur l'armée ne monteront pas à la somme que vous pensez : ce sera tout au plus 10 ou 12 millions en 1867. Cette allure de polémique et ce système de commentaires atténuatifs ont compromis l'effet moral des mesures financières. Le public, qui, par le temps qui court, est complétement dénué d'enthousiasme, a pris volontiers au mot la leçon réfrigérante qu'on lui donnait. Vous voulez que ce soit peu de chose? a-t-il eu l'air de dire. Soit, je ne veux point vous contrarier; n'y pensons plus. Sérieusement, il est regrettable que ces réductions financières n'aient point été présentées au public dans un travail général qui en eût fait comprendre l'ensemble, l'importance et les conséquences. Exposées de la sorte, elles auraient pu avoir une double influence au dedans et au dehors : au dedans, elles eussent intéressé l'opinion publique au développement d'une politique économique dont le

point de départ eût été bien déterminé; au dehors, on eût pu, avec l'autorité de la France, les proposer comme exemple à ces gouvernemens européens qui se ruinent en armemens excessifs. Au lieu de les livrer en détail à la publicité et aux commentaires du *Moniteur*, peut-être eût-il mieux valu les réserver au rapport financier que M. Fould présente chaque année à l'empereur dans cette saison. Ce rapport, nous l'espérons, ne tardera point à paraître, et réparera en partie les fautes que nous regrettons. Il est également certain qu'en présence du corps législatif, M. Rouher et M. Vuitry ne négligeront point de définir la véritable portée des économies financières. N'importe, la mesure des réductions a joué de malheur à sa venue au monde. Elle a, comme on dirait au théâtre, manqué son entrée.

Les motifs par lesquels on a expliqué les tiraillemens trahis par le journal officiel ne nous paraissent nullement fondés. On a prétendu que le bruit des réductions militaires inquiétait et mécontentait l'armée. En premier lieu, c'est précisément parce qu'une réduction de cadres, si minime qu'elle soit, est de nature à alarmer les officiers sur les chances d'avancement et l'avenir de leur carrière, que nous eussions souhaité que la mesure en question eût été expliquée dans ses rapports avec la politique générale du pays. Prise isolément, comme une résolution d'intérêt administratif, une mesure de ce genre risque de perdre son caractère élevé et de passer pour un acte de parcimonie mesquine et tracassière. C'est seulement dans cette forme, à ce point de vue, que ceux de nos concitoyens qui sont voués à la carrière militaire peuvent croire leurs intérêts lésés. Montrez au contraire à l'armée que c'est au nom d'un vaste et permanent intérêt national qu'on lui demande de légers sacrifices, et soyez sûrs qu'elle ne marchandera point son dévouement. En touchant à cette affaire des cadres, on soulève d'ailleurs une grande question qu'il sera impossible de résoudre dans l'avenir suivant les vieux erremens du passé. La perpétuité des cadres et l'immobilisation des officiers dans la profession militaire forment un système qui ne pourra pas être toujours compatible avec les intérêts des sociétés démocratiques, pacifiques et laborieuses. Ce qui vient à cet égard de se passer aux États-Unis est un exemple qui ne sera pas perdu pour le monde. Les États-Unis ont licencié cette année une armée de plusieurs centaines de mille hommes et en ont dissous les cadres avec une facilité qui a étonné la routinière Europe. Un membre du parlement anglais, sir Morton Peto, un des plus grands entrepreneurs de chemins de fer de notre époque, et que ses compatriotes appellent l'homme qui emploie cent mille hommes, a visité récemment les États-Unis, et a porté principalement son attention sur les effets du licenciement de l'armée et de la dissolution des cadres. Il rendait compte, il y a peu de jours, de ses observations à ses électeurs de Bristol. Il leur disait l'étonnement avec lequel il a vu les officiers rentrer dans les professions civiles. Partout, dans les grandes manufactures, dans

les grands ateliers, il rencontrait au travail des colonels, des majors, des capitaines, des sous-officiers de l'ancienne armée. Sans doute nos organisations militaires d'Europe ne peuvent être comparées de tout point à l'établissement militaire improvisé que la république américaine s'était donné depuis quatre ans. Le système des monarchies européennes nées de la guerre, fondées sur la force militaire et condamnées à d'éternelles et mutuelles défiances, impose à chacune d'elles une certaine ampleur et une certaine permanence de cadres. On peut objecter aussi que les professions civiles sont chez nous encombrées, et que les officiers n'y trouveraient point un accès aussi large et aussi constant qu'aux États-Unis. Cependant, tout en tenant compte des différences qui existent entre l'ancien monde et le nouveau, notre intelligence se refuse à admettre qu'il n'y ait pas des réformes considérables à opérer dans notre système des cadres. La difficulté et la lenteur de l'avancement, que l'on fait valoir au nom de la conservation des cadres, nous paraît être au contraire un argument décisif contre la routine qui chez nous enchaîne les officiers à l'état militaire.

Prenons les armes savantes. On sait combien est lent l'avancement dans le génie, dans l'artillerie : un officier d'artillerie, capitaine à trente ans, ne peut pas espérer d'être chef d'escadron avant quarante-cinq ans. A trente ans, il sait son métier; il est donc obligé de perdre sans profit pour le public et pour lui-même les quinze plus belles et plus vigoureuses années de sa vie, avant d'arriver à un grade supérieur. On en peut dire autant des officiers du génie, condamnés à tant de besognes absurdes et stériles qui mettent au supplice des intelligences d'élite. Des observations semblables s'appliqueraient aux officiers des autres armes. Quand on voudra s'attacher à cette étude, on établira aisément qu'il est aussi peu profitable aux officiers qu'au public de faire de la carrière militaire une profession exclusive et fermée; on reconnaîtra qu'il y a une sorte de barbarie à ne pas permettre aux officiers de se consacrer dans certaines limites et à certaines conditions, pendant la paix, aux carrières pacifiques. L'intérêt technique n'a rien à objecter contre ce passage d'une carrière aux autres. L'exemple des officiers des États-Unis élevés à West-Point prouve que les professions industrielles ne font point oublier le métier des armes. Grant, Sherman, Mac-Clellan, ont été des généraux distingués après avoir pratiqué le commerce, la banque et l'industrie; Robert Lee a maintenant accepté la direction d'un collége : pense-t-on que, si dans l'avenir son pays lui demande de reprendre le sabre, il aura désappris l'art de commander? On découvrira un jour non-seulement qu'il est possible d'accomplir d'importantes économies financières en renonçant à la routine des cadres immodérés et permanens, mais qu'il est conforme à la nature démocratique des sociétés modernes de ne point enfermer dans une profession immuable ceux qui auront été chargés d'étudier la science et l'art de la guerre.

Le pays qui aurait eu le plus à profiter de notre exemple si la France eût réalisé des réductions considérables sur son armée eût été certainement l'Italie. L'intérêt financier n'est point pour l'Italie un thème sur lequel il soit possible de broder des variations capricieuses. En présence de la convention du 15 septembre 1864 et d'un parlement nouveau, il est indispensable que l'Italie donne à ses finances une assiette certaine. Cet intérêt est d'autant plus pressant que la plupart des gouvernemens européens laissent voir chaque jour des besoins d'argent plus impérieux. De toutes parts, on voit les états recourir au crédit et se faire une concurrence ruineuse sur les marchés financiers par les conditions de jour en jour plus onéreuses auxquelles ils se soumettent à l'envi. L'arme financière de l'Italie a été jusqu'à présent le crédit. L'Italie vit d'emprunts; mais elle doit prendre garde qu'elle rencontrera dans la compétition des emprunts des concurrens de plus en plus redoutables, et que si elle se fiait encore trop longtemps à cette ressource, elle serait obligée de subir des conditions intolérables. L'Autriche vient de contracter en France un emprunt sur le pied d'un intérêt supérieur à 8 pour 100. La Turquie est devenue, elle aussi, une emprunteuse chronique et allèche les capitaux par des intérêts de 12 pour 100. L'Espagne, dans ses expédiens de trésorerie, paie l'argent aussi cher, et il faudra bien qu'elle finisse, elle aussi, par contracter un gros emprunt. Les conditions de crédit, par le fait seul de la concurrence générale, vont donc devenir très onéreuses pour l'Italie. Il importe de bien faire comprendre cette situation à la nouvelle chambre des députés. Le ministère actuel semble fortement pénétré de cette nécessité. On se rappelle la franchise avec laquelle M. Natoli révéla le déficit au pays dans sa circulaire aux électeurs. M. Sella, en un récent discours, a montré avec beaucoup de sagacité que c'est dans les finances que l'Italie doit maintenant chercher sa principale force politique et le moyen d'accomplir ses projets d'affranchissement. Que peut-on donc faire et que va-t-on faire pour les finances italiennes? Réduire les dépenses, ce sera difficile, car les Italiens prétendent qu'ils ne peuvent plus rien retrancher de l'armée, et bientôt d'ailleurs les garanties considérables de revenus données par le gouvernement aux compagnies de chemins de fer vont devenir effectives. Peut-on accroître les revenus? M. Sella l'espère au moyen de l'impopulaire et terrible impôt sur la mouture. Y a-t-il à réaliser quelque ressource extraordinaire qui puisse apporter au découvert une atténuation notable? C'est probablement à cette recherche que s'appliquera de meilleur cœur la nouvelle chambre. Une ressource de ce genre existe : ce sont les propriétés ecclésiastiques. Une appropriation radicale à l'état des biens d'église paraît être le plus prochain moyen de salut des finances italiennes. C'est là une mesure révolutionnaire dont l'équité ne peut être contestée par nous, les héritiers de la révolution française. Par cette mesure, il faut s'y attendre, on ajoutera une difficulté nouvelle, et des plus irritantes, aux rapports

de l'Italie avec Rome. La reprise des négociations qui donnèrent tant d'espérances il y a quelques mois deviendra impossible. D'un autre côté, l'esprit de la nouvelle chambre, où la gauche et le centre gauche occupent une plus grande place que dans l'ancien parlement, sera favorable à une politique décidée de sécularisation. On voit qu'il est impossible de lutter en Italie contre la force des choses. Les embarras que cause à ce pays la longue résistance hostile de la cour de Rome l'obligeront à s'emparer des biens du clergé. Comment peut-on s'imaginer que cette œuvre de sécularisation, puissante comme la nécessité, s'arrêtera devant l'acte qui en est l'achèvement inévitable, la séparation des deux pouvoirs à Rome même?

L'intéressante expérience qui se poursuit en Autriche est bien digne d'attirer la curiosité de l'Europe à côté des efforts d'organisation intérieure tentés par l'Italie. La politique inaugurée à Vienne par la patente de septembre demeure fidèle à elle-même et nous paraît continuer à mériter la confiance des esprits libéraux. Cette politique est évidemment bien accueillie dans les régions non allemandes de l'empire, en Hongrie, en Galicie, en Bohême. Il serait fort heureux qu'elle fût sanctionnée par le travail des diètes provinciales. L'œuvre tentée est difficile assurément, puisqu'il s'agit de constituer l'empire en une sorte d'état fédératif. Les politiques de centralisation arrivent plus aisément à leurs fins immédiates quand elles ont la force; la force, pour un moment du moins, supprime en effet les résistances. Au contraire l'établissement d'une fédération a besoin du concours de toutes les parties, et, au lieu de briser les volontés diverses, doit les attirer et les réunir par la persuasion. L'intérêt de cette tentative se concentrera dans les délibérations de la diète de Hongrie. Les Magyars sauront-ils se concilier ces parties annexes de leur vieille monarchie, la Transylvanie, la Croatie, auxquelles ils tiennent tant? Quand ils auront accompli le travail de fusion qui les concerne, leurs arrangemens avec la cour de Vienne deviendront faciles. A voir les choses à distance, il semble que l'on assiste à l'exécution progressive d'un plan convenu d'avance entre les divers acteurs. Les chefs hongrois, l'honnête et populaire M. Deak par exemple, doivent être d'accord avec M. de Mailath sur le système qui devra régir les rapports de la Hongrie avec l'empire. Une fois que ce système aura été adopté, la reconstruction fédérative de l'Autriche sera bien avancée. C'est alors que l'on pourra dissiper les craintes exprimées par les provinces allemandes et apaiser leur mécontentement. L'opposition libérale des provinces allemandes a paru croire que la politique nouvelle équivalait à l'abandon du système constitutionnel en Autriche. Nous croyons le contraire. Puisqu'il s'agissait de vaincre par la persuasion le long dissentiment de la Hongrie, il fallait bien suspendre la constitution qui était la pierre d'achoppement du patriotisme hongrois; mais, après avoir gagné l'adhésion de la Hongrie, toutes les institutions provinciales définitivement arrêtées devront se coordonner dans une constitution générale de l'empire où les

exigences légitimes des libéraux allemands trouveront sans doute satisfaction. Nous le répétons, ce travail de réorganisation est une œuvre très complexe, très délicate, soumise à d'inévitables lenteurs, mais l'intention inspiratrice et le but poursuivi sont honnêtes et sensés, et il faut faire des vœux pour que le succès soit au bout. La réussite aura des conséquences heureuses à plusieurs points de vue. Nous verrons rentrer sur la scène de la politique publique de l'Europe ces Hongrois, si bien doués pour la politique et pour la liberté, avec la brillante générosité de leurs sentimens et leur éloquence originale. L'empire autrichien, devenu un état définitivement libre, se classera à un rang élevé dans le mouvement des sociétés modernes. Il s'appliquera pacifiquement à l'exploitation de ses vastes ressources économiques; il fera cesser le long désordre de ses finances, il s'affranchira des routines bureaucratiques, il s'initiera par les traités de commerce aux bonnes pratiques industrielles. La conduite de M. de Belcredi, de M. de Mailath et de leurs collègues nous autorise à espérer qu'ils poursuivent de semblables résultats. Si l'Autriche devenait ainsi un état vraiment moderne, si elle s'habituait à placer les intérêts positifs au-dessus des susceptibilités vaniteuses, si elle reconnaissait équitablement dans son propre sein les droits des nationalités, en conciliant dans la liberté commune les races diverses qui forment l'empire, peut-être alors ne serait-il pas chimérique d'espérer que le jour viendrait où elle adapterait sa politique étrangère à sa politique intérieure, où elle se fatiguerait de ne plus retenir la Vénétie que par une domination tyrannique et ruineuse, et où elle consentirait, moyennant des compensations du genre de celle dont M. Sella parlait l'autre jour, à céder Venise à l'Italie et à ne plus menacer la sécurité d'un peuple dont l'existence et l'indépendance sont désormais une des conditions essentielles de la paix de l'Europe.

On aurait peu de goût à songer à l'Espagne, si de temps en temps on n'était réveillé en sursaut par quelque excentricité nouvelle de l'un des mobiles cabinets qui passent au gouvernement de ce pays désorienté. Tandis qu'on croyait l'Espagne occupée à se remettre de la panique du choléra, ou à panser les blessures de ses finances, ou à méditer quelque révolution de palais, le commerce européen s'est trouvé tout à coup très sérieusement lésé par une équipée de l'amiral Pareja mettant le Chili en état de blocus. Le Chili est justement la république de l'Amérique espagnole qui fait le plus d'honneur à son origine par la sagesse de sa conduite, par sa politique libérale et par sa tranquillité intérieure. C'est à cette honnête république que le gouvernement espagnol n'a pas craint de chercher une mauvaise querelle. Les longues et diffuses circulaires de M. Bermudez de Castro ont manqué complétement leur objet; bien loin de justifier la conduite de l'amiral Pareja, elles ont choqué le bon sens du public français et anglais par la futilité des prétextes invoqués contre le

Chili. Les grands griefs du ministre espagnol sont quelques cris poussés contre l'Espagne dans un rassemblement populaire, et des injures contre le gouvernement de Madrid publiées par un journal. En vérité, il faudrait rire d'une susceptibilité si ridicule, alors même qu'elle ne fournirait pas prétexte à un acte de prépotence si abusif. Est-il permis à un gouvernement qui se dit constitutionnel de se montrer si délicat à l'endroit d'une manifestation populaire ou d'une déclamation de journal? Aucun ministre espagnol ne s'avisera de tirer son grand sabre pour demander compte à la France, à l'Angleterre ou aux États-Unis du langage des journaux de Paris, de Londres ou de New-York sur le compte du gouvernement espagnol. Dans le blocus dénoncé contre le Chili, il y a un étrange abus de puissance de la part du plus fort contre le plus faible. Ce scandale blesse d'ailleurs les intérêts très positifs des commerces français, anglais, américain. L'émotion qu'il a causée parmi les classes commerçantes à Paris et à Londres a dû déjà éclairer M. Bermudez de Castro sur la témérité de sa politique envers le Chili. On doit supposer que les effets de cette intempestive étourderie seront réparés par une médiation anglo-française.

Entre les deux tendances qu'il pouvait suivre dans la reconstruction de l'administration qu'il dirige, lord Russell a fait son choix. Lord Russell pouvait fortifier son ministère de deux façons, en s'adressant ou aux whigs conservateurs ou aux whigs radicaux. C'est aux radicaux qu'il a donné la préférence. Les whigs conservateurs lui offraient deux hommes d'un vrai mérite : l'un, M. Horsman, plus orateur qu'homme d'affaires; l'autre, M. Robert Lowe, très apte aux diverses fonctions administratives et capable en même temps de prendre une part remarquable aux discussions parlementaires; mais MM. Lowe et Horsman se sont très énergiquement prononcés contre de nouveaux essais de réforme parlementaire. C'est du côté de la réforme que lord Russell s'est tourné en appelant à des postes secondaires de l'administration qui ne donnent point accès au cabinet M. Goschen et M. Forster. L'accession de M. Forster surtout a une signification réformiste. Peu de jours après avoir accepté la sous-secrétairerie des colonies, M. Forster a harangué ses électeurs de Bradford, et, bien loin de se couvrir des réserves qu'il pouvait tirer de sa nouvelle position officielle, il a plaidé énergiquement la cause de la réforme. Les membres du *meeting* de Bradford, en présentant une adresse à lord Russell, ont fourni au premier ministre l'occasion d'indiquer sa politique. Lord Russell veut une réforme parlementaire, mais il semble dire que c'est au pays d'en fixer le moment par la manifestation publique de ses vœux. Cette exhortation à l'agitation réformiste sera certainement entendue; elle ne produira point d'effet, il est vrai, avant la session qui commencera dans deux mois. Il n'y aura point de bill de réforme présenté l'année prochaine; ce sera aux partisans d'un remaniement de la constitution

parlementaire de mettre ce temps à profit pour formuler leurs idées et recruter des adhérens. On peut donc dire que si elle n'est traversée par un accident, l'Angleterre marche à une réforme électorale. La base de la représentation sera agrandie; un élément populaire nouveau, fourni surtout par les classes ouvrières, sera admis à la représentation ou, pour parler comme les Anglais, introduit dans le cercle élargi de la constitution.

Cette rénovation électorale et parlementaire ne s'accomplira point sans soulever d'énergiques et longues contestations. — A quoi bon la réforme, disent les libéraux, puisqu'il n'y a plus d'abus crians à supprimer, et que le parlement actuel, de l'aveu de tous, est assez éclairé et assez bien intentionné pour faire la guerre aux abus de ce genre, s'il en existe? — Le débat s'établira entre deux argumens : celui des libéraux conservateurs, qui disent : « Vous qui voulez réformer le parlement, indiquez les réformes que le parlement actuel ne veut ou ne peut point accomplir, » et celui des radicaux, qui disent, avec M. Gladstone : « Vous qui voulez exclure les classes ouvrières de la constitution, prouvez donc qu'elles ne sont point dignes d'y entrer. » On se renvoie ainsi des uns aux autres la tâche d'une démonstration négative. Il est un autre argument mis en avant par les ouvriers de Glasgow dans leur adresse à M. Gladstone, et répété à Bradford par M. Forster, qui nous paraît devoir infailliblement décider la question en faveur du droit populaire : « Faut-il donc que, pour devenir citoyen, l'ouvrier anglais soit obligé de passer l'Atlantique? » Cette allusion aux États-Unis, où le dernier émigrant anglais est admis à la souveraineté, doit donner à réfléchir aux adversaires de l'avénement du peuple au droit électoral. Après tout, l'aristocratie britannique aurait tort d'oublier que la république américaine est un rejeton spontané de la race anglaise, et que l'Angleterre repose sur une couche d'hommes identiques à ceux qui aux États-Unis savent si bien pratiquer le suffrage universel.

Nous sommes impatiens, nous l'avouons, de voir s'ouvrir la prochaine session du congrès américain. Nous attendons de cette réunion des représentans des États-Unis quelques éclaircissemens sur une question qui préoccupe en France tous ceux qui ne font point effort pour endormir leur patriotisme. Nous voudrions être fixés le plus tôt possible sur la situation de la politique française au Mexique. Nous espérons assurément que le compte-rendu annuel de la situation de l'empire ou un de ces livres jaunes qui se publient ici au commencement de la session nous mettra au courant des communications diplomatiques qui ont pu être échangées entre la France et les États-Unis au sujet du Mexique, et nous édifiera sur la limite de temps que notre gouvernement compte mettre à cette entreprise. Notre vœu serait que la France assignât d'elle-même le terme du concours que nous nous proposons de donner à l'empereur Maximilien, afin de placer

notre politique, si intéressée au maintien des bons rapports avec les États-Unis, à l'abri de tout péril de conflit. La France est mal renseignée sur les dispositions du gouvernement des États-Unis; la plupart du temps, nos journaux gardent le silence, et la presse étrangère nous transmet souvent des informations contradictoires. Un jour on nous dit que le gouvernement des États-Unis ordonne le maintien de la plus stricte neutralité sur la frontière mexicaine; un autre jour, on nous apprend que le président Johnson envoie une légation auprès du chef de la république mexicaine. On avait parlé d'une dépêche de M. Seward à propos d'un projet de recrutement en Égypte du corps de nègres que nous avait fourni le vice-roi; des journaux ont nié l'existence de cette dépêche : réfutant naguère ces démentis, un correspondant du *Times,* écrivant de Washington, racontait la dépêche comme si le ministre américain la lui eût donnée à lire. Le dernier *steamer* a apporté des propos graves du général Grant. Nous le répétons, à ces bruits contradictoires et confus il importe de faire succéder le plus tôt possible des explications amicales et nettes qui apprennent au public la marche que veulent suivre les gouvernemens de France et des États-Unis. La coïncidence de la session du congrès et de celle de notre corps législatif nous paraît indiquer l'opportunité des informations catégoriques après lesquelles nous soupirons.

Il y a eu des temps où la publication d'un livre a pu être en France un grand événement. Nous ne vivons plus à une de ces époques généreuses où l'intelligence publique s'associait à ces nobles fêtes de l'esprit; sinon, nous signalerions comme un événement d'une haute importance l'apparition du beau livre de M. Edgar Quinet sur la révolution. Nous ne souscrivons sans doute point à tous les jugemens portés par M. Quinet sur les choses, les idées et les hommes de notre grande ère; mais nous déclarons qu'il est impossible de lire cet ouvrage sans une sympathie et une admiration profondes.

M. Quinet a tout donné à cette pieuse et virile étude de la révolution française, la droiture de la conscience, le plus scrupuleux examen, la méditation la plus patiente et la plus concentrée, une volonté et une puissance égales d'intuition; puis, et c'est encore un témoignage souverain de son culte pour la révolution et pour la patrie, il a paré son œuvre avec amour du plus pur et du plus éloquent français qu'il ait jamais lui-même parlé. Un grand nombre d'amis de la révolution française ont eu le travers de s'éparpiller en petites sectes orgueilleuses, farouches, intolérantes, qui, comme autant de petites églises, ont perpétué les vieux dissentimens des hommes de 1789, 1792 et 1793. Il y a des orthodoxes des doctrines républicaines qui sacrifient les principes et les intérêts de la liberté à de puériles antipathies. On a vu récemment, à propos des projets de décentralisation publiés par le comité de Nancy, une de ces manifestations

d'aveugle intolérance révolutionnaire. Une sorte de dévotion jacobine a fait éclat contre la décentralisation : on eût dit qu'il s'agissait encore de mettre hors la loi les girondins fédéralistes. La grandeur et la bienfaisante influence du livre de M. Quinet sont de replacer la liberté à son vrai rang, le premier parmi les principes de la révolution, et de rattacher à leur tradition, qui est l'absolutisme de l'ancien régime, les procédés de centralisation excessive et de tyrannique arbitraire qui ont été adoptés par les factions révolutionnaires. Nous ne pouvons exprimer ici les motifs de l'admiration que nous inspire cette œuvre imposante; mais ou nous nous trompons fort, ou elle est destinée à remuer puissamment les esprits. Elle comptera parmi les plus efficaces services qui aient été rendus à la cause de la révolution française, et marquera comme un signe de salutaire réveil des âmes, si l'esprit national n'est point condamné à une léthargie éternelle.

Nous faisions naguère allusion à la fin d'un homme d'esprit, d'un homme heureux, qui a tenu une grande place dans notre époque et dont l'âme n'a point été à coup sûr assaillie des nobles soucis qui tourmentent et élèvent la pensée de M. Quinet : nous voulons parler de M. Dupin. Il n'y a pas grand'chose à dire d'hommes de cette importance et de ce naturel tant qu'on est encore dans la période des oraisons funèbres officielles; il faut pour les juger prendre plus de perspective et les considérer de plus loin. Constatons seulement que la bonne fortune suit M. Dupin jusqu'après sa mort : elle lui donne ou lui prépare dans ses fonctions judiciaires ou dans ses honneurs littéraires des successeurs qui honorent son héritage. A la cour de cassation il a été remplacé par le premier légiste de notre époque, M. Delangle. A l'Académie française, nous espérons que son fauteuil sera rempli par un des maîtres les plus laborieux et les plus estimés de l'école historique française, par M. Amédée Thierry, car cette fois nous ne doutons point que la modestie de M. Thierry ne cède aux vœux du monde lettré, qui depuis longtemps l'appelle à l'Académie. E. FORCADE.

V. DE MARS.

L'ANGLETERRE

ET

LA VIE ANGLAISE

XXVIII.

LA VIE RELIGIEUSE DANS LES VILLES.

LA CITÉ ÉPISCOPALE, LA CONVOCATION ET LES SECTES DISSIDENTES.

Qui se douterait à première vue que les Anglais aient un culte? Chez eux, les rues et les places publiques sont libres de toute profession de foi: le prêtre s'y cache sous le citoyen; on ne rencontre en plein air ni pieuses images, ni processions, ni vêtemens sacerdotaux. Il n'y a guère que la stricte observation du dimanche qui indique extérieurement un état chrétien, et encore le sentiment religieux se réfugie-t-il ce jour-là même dans les maisons et les églises. La force de cette institution du sabbat n'est point dans la loi, elle est dans l'opinion publique et dans les mœurs. La loi est tolérante; les usages qui veillent ici sur les croyances ne le sont pas toujours. En principe, chacun est maître chez soi, mais presque toute maison a des voisins que scandaliserait le dimanche le son d'une musique profane. Dans les parcs et les promenades publiques, les enfans eux-mêmes évitent de courir et de se livrer entre eux à des exercices bruyans ou à des rires immodérés. On voit d'ici quelle limite rencontrerait dans les convenances toute manière d'agir qui voudrait braver sur ce point les pratiques nationales. Le dimanche

est d'ailleurs le seul jour de repos exigé par la loi; les Anglais célèbrent pourtant quelques autres solennités, le vendredi saint et la Noël par exemple, mais le caractère en est très différent. Le vendredi saint est pour les classes ouvrières un jour d'excursions et de réjouissances; il n'entre point dans le caractère de l'Anglo-Saxon de s'associer dans aucun cas au deuil d'une piété larmoyante. Quant à la Noël, c'est surtout chez nos voisins une fête de famille.

La religion s'appuie dans la Grande-Bretagne sur le consentement universel, et, quoiqu'elle apparaisse assez peu dans les formes, elle a solidement frappé de son cachet les idées, la littérature et la manière d'être des Anglais. Il existe d'ailleurs au sein même de la nation une église fortement constituée dont le mécanisme s'est calqué sur le moule des institutions civiles. La reine est le chef de l'église et de l'état, mais c'est surtout en matière de foi qu'elle règne et ne gouverne pas. Le pouvoir exécutif est représenté dans l'ordre spirituel par les primats, les évêques et les chapitres; le pouvoir législatif au contraire réside dans des assemblées ecclésiastiques. Le clergé des campagnes (1) se relie à celui des villes ainsi qu'à l'autorité supérieure par divers officiers intermédiaires, et notamment dans certains diocèses par le doyen rural, *rural dean*. C'est cette organisation que je voudrais indiquer en transportant le lecteur sur le théâtre même des faits. En dehors de l'église établie se sont aussi formés divers groupes qui se réservent le droit d'adorer Dieu à leur manière et qu'on désigne sous le nom général de dissidens ou de non-conformistes. Il en est parmi ces derniers qui rejettent toute espèce de rites et de cérémonies : à leurs yeux, s'agenouiller, c'est s'accroupir. Sous ce dédain de certaines pratiques se cache pourtant tout un ordre de dogmes et de devoirs auquel les sectes adhèrent avec une froide opiniâtreté. Cette vie religieuse est répandue sur toute l'Angleterre; mais c'est dans les villes et surtout dans les cités où s'élève une cathédrale que l'on peut le mieux se faire une idée de l'ensemble et des détails du système.

I.

L'archevêque de Canterbury sert de lien entre le clergé anglican et la reine; il est donc tout naturel qu'il demeure à Londres, le siége du gouvernement, au lieu de résider dans son diocèse. Un palais (*Lambeth palace*), qui s'élève sur les bords de la Tamise, est depuis Richard Ier l'apanage des primats de toute l'Angleterre. Lambeth constituait autrefois un village de la banlieue qui a fini par se per-

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre.

dre dans les accroissemens successifs de Londres et par devenir un quartier de la métropole. La meilleure route pour y arriver est le chemin d'eau. Des bateaux à vapeur partant de London-Bridge y conduisent toute la journée de noires fourmilières de passagers, non sans relâcher à chaque station, où des jetées flottantes, maintenues par des chaînes, s'élèvent et s'abaissent avec le mouvement périodique du flux et du reflux. Remontant le cours du fleuve, on laisse sur la droite la cathédrale de Saint-Paul, Somerset-House, la chambre des communes, toute hérissée d'aiguilles de pierre, l'abbaye de Westminster, et sur la rive opposée ne tarde point à se montrer un sombre édifice ayant à la fois un caractère ecclésiastique et baronial. Les profils de très vieux bâtimens éparpillés au milieu des verts feuillages, mais reliés par un mur d'enceinte qui suit le cours de l'eau, tel est à peu près tout ce qu'on distingue de loin à première vue. Cependant le *steamer* s'arrête, et après avoir touché terre on arrive, en remontant la berge, sur une petite place à gauche de laquelle se dresse la grande porte fortifiée du palais, *great gate*, une morne façade de brique rouge flanquée de deux hautes tours carrées et crénelées, qui s'avancent fièrement en dehors du mur plein et se montrent percées aux cinq étages d'une étroite fenêtre grillée de barreaux de fer. Cette *great gate* a été rebâtie en 1490 par le cardinal Morton, et succède à une autre encore plus farouche dont il a été dit « qu'elle était faite pour accueillir les amis et pour repousser les ennemis. » Telle qu'elle existe maintenant, elle me semblait déjà bien assez menaçante dans sa rude beauté féodale, et j'hésitai un instant à soulever le marteau d'une petite porte neuve et très basse découpée en ogive dans la profondeur de la muraille centrale, qui fait retraite entre les deux tours. Un portier vint m'ouvrir : l'informant du but de ma visite, je lui montrai une lettre qui m'avait été adressée de la part de l'archevêque et qui m'autorisait à visiter l'intérieur du palais. Tandis qu'il lisait et relisait en conscience les termes de cette missive, j'eus le temps de reconnaître autour de moi la figure des lieux. J'étais sous une voûte massive soutenue par quatre robustes piliers plantés aux quatre coins, et du chapiteau desquels se détachent de fines nervures de pierre qui viennent s'entre-croiser à arêtes vives vers le milieu du plafond. A droite s'ouvre la loge du portier, tandis que le vaste écartement de l'arche entre les deux tours laisse apercevoir une première cour extérieure (*outer court*), connue aussi sous le nom de promenade de l'évêque (*Bishop's walk*). C'est en effet une sorte de jardin côtoyé à gauche par un mur recouvert de lierre et bordé à droite dans toute sa longueur par la bibliothèque, autrefois la salle des banquets. Dans tous les détails de ce dernier bâtiment, il

est aisé de reconnaître le mauvais style d'architecture qui florissait en Angleterre du temps de Charles II. Appuyé à l'extérieur sur des arcs-boutans ou des contre-forts à coins de pierre blanche, il détache mollement dans le ciel un toit décoré ou plutôt chargé de grosses boules qui surmontent la frise, et que couronne au centre une lanterne d'un goût maniéré. La promenade se trouve bornée au fond par une vieille tour (*Water tower*), la tour de l'Eau, revêtue de pierres rongées par le temps, et à laquelle se rattache plus loin la sinistre tour des Lollards (*Lollards' tower*). Comme le portier était enfin éclairé sur le contenu de la lettre, il m'avertit qu'il allait sonner la femme de charge, et que je pouvais m'avancer, par un chemin qu'il me désigna, vers les appartemens de l'archevêque, situés dans la seconde cour, *inner court*.

On pénètre dans cette cour intérieure par une autre voûte attenant à la salle des manuscrits, et l'on se trouve alors dans un grand espace découvert, au milieu duquel s'étend un tapis de verdure surmonté d'une croix ornée qui soutient des becs de gaz. En face se développe un mur très haut masquant les écuries et à demi caché lui-même par de beaux arbres, tandis que sur la gauche se présentent de vieux bâtimens auxquels se rattachent avec une certaine harmonie les constructions modernes. Il eût été difficile de se décider pour une époque, tant les anciens restes de l'édifice appartiennent à différentes périodes de l'art. Aussi l'architecte a-t-il adopté un style mixte qui relie adroitement entre elles des parties fort discordantes.

Le signal du portier avait été compris, et une femme en noir m'attendait sur le seuil du vestibule, *entrance hall*. L'archevêque était absent, et l'on comprend sans peine qu'il aime à fuir la mélancolique solennité de cette résidence officielle. Je parcourus un grand nombre d'appartemens meublés d'une manière simple et sévère comme il convient à la dignité d'un palais ecclésiastique. Les murs se montrent décorés çà et là de beaux tableaux, parmi lesquels je remarquai surtout un portrait de l'archevêque Warham par Holbein, ainsi que celui de Luther serrant la main de sa femme. Les parties les plus intéressantes de l'édifice sont la chapelle, la grande salle et la salle des gardes.

La chapelle est très ancienne, construite dans le style primitif du gothique anglais (*early english*) et pourrait bien remonter au belliqueux fondateur du palais de Lambeth (1). Dans cette même cha-

(1) On peut lire dans Mathieu Paris le récit d'une querelle à main armée entre Boniface, archevêque de Canterbury, et le prieur de Saint-Barthélemy, dans Smithfield. Ce fut pourtant cette scène scandaleuse qui donna lieu à l'érection du manoir ecclésiastique de Lambeth vers le milieu du XIIIe siècle.

pelle, celui qu'on a surnommé plus tard le précurseur de la réformation, Wicleff, comparut devant un conseil de délégués du pape réunis pour juger ses doctrines. L'affaire prenait une mauvaise tournure, lorsque le peuple osa forcer l'entrée du lieu saint, et quelques citoyens de Londres prirent même la parole en faveur de l'accusé. Devant cette agitation des esprits, les fiers prélats « tremblèrent, dit un historien catholique, comme un roseau secoué par le vent; leurs discours, jusque-là menaçans et sévères, devinrent aussi doux que le miel (1). » Ils défendirent seulement à Wicleff de répéter dans les écoles ou dans la chaire ses propositions hérétiques. Quelqu'un devait les répéter deux siècles plus tard avec encore plus de force, et les échos de cette chapelle, après avoir frémi de telles nouveautés, ont fini par s'y soumettre. La grande salle (*great hall*), rebâtie en 1570 et convertie aujourd'hui en une bibliothèque, déploie en face de la porte d'entrée une splendide fenêtre dont les vitraux peints, tels que le portrait de l'archevêque Chicheley, les armoiries de Juxon et celles de Philippe d'Espagne, époux de Marie Tudor, ont été recueillis dans les restes de l'ancien palais. Qui ne serait aussi frappé de la richesse des boiseries? La voûte s'élance soutenue par des arcades demi-circulaires en bois de chêne ou de châtaignier, entre lesquelles se découpent avec élégance des pendentifs hardiment fouillés par le ciseau. C'est dans cette grande salle que les primats de toute l'Angleterre traitaient autrefois leurs convives, les pairs du royaume et les hauts dignitaires de l'église. Les annales du temps ont même perpétué le souvenir de la magnificence de ces festins. La salle des gardes (*guard room*) est précédée d'une galerie éclairée par quatre lanternes ou châssis vitrés qui versent le jour du plafond. Sur les murs se développe la série de portraits des anciens archevêques. Toute l'histoire religieuse de l'Angleterre est là. Dans ces froides et silencieuses figures revivent les principaux événemens qui ont agité pendant des siècles la conscience d'un peuple. Quel imposant concile des morts! Au milieu de cette succession des temps, le regard cherche surtout l'époque de la réformation, le *point de la rupture*, comme dit Bossuet. Voici d'abord Cranmer, le noble martyr qui fut brûlé à Oxford. Entre lui et l'archevêque protestant Parker se place, comme une tache de sang, le cardinal Pole évoquant le terrible souvenir de Marie Tudor. Les calamités se précipitent; on arrive au portrait de Laud, peint par Van Dyck; cet archevêque, on le sait, monta sur l'échafaud, où devait bientôt le suivre Charles Ier. Avec Juxon ap-

(1) Cet historien est Walsingham, auteur de *Historia Angliæ*. Suivant lui, cette indulgence inspirée par la peur porta un grand préjudice à la dignité des légats ainsi qu'à celle de toute l'église.

paraît l'ère violente de la restauration : le glaive se retourne contre les puritains. Peu à peu l'orage s'apaise, et la série des archevêques protestans, désormais calmes dans la victoire, se continue jusque sur les murs de la salle des gardes, aujourd'hui la salle à manger pour les grands dîners d'état, *state dining room*. Cette succession ininterrompue des anciens et des nouveaux primats explique d'ailleurs bien l'idée de l'église anglicane : pour elle, la réformation n'est ni une lacune ni une scission, c'est un développement.

Le palais de Lambeth a été surnommé le Vatican britannique. Et en effet que de souvenirs se pressent sous ces voûtes sévères, hantées par tous les spectres de l'histoire! Marie Tudor, Élisabeth, presque tous les rois et toutes les reines de l'Angleterre y sont venus consulter les archevêques de Canterbury sur les affaires de l'église et de l'état. Pierre le Grand y a passé. Latimer, Thomas Morus, l'évêque catholique Fisher, y ont été successivement détenus pour leurs opinions religieuses. Ce palais était en même temps une prison. Les anciens archevêques cumulaient les fonctions de primat et d'inquisiteur de la foi. La triste gloire d'avoir commencé les persécutions appartient, dit-on, à l'archevêque Arundel, qui fit dégrader et brûler à Smithfield, en 1401, un prêtre nommé William Sawtre. Chicheley, qui lui succéda, ne voulut point rester en arrière : il ordonna de bâtir la tour des Lollards (1). C'est cette partie du château qu'il me restait à visiter. On y pénètre par la tour de l'Eau (*Water tower*), à la base de laquelle s'ouvre une chambre voûtée qu'on appelle la salle du Pilier (*Post room*). Au centre se trouve en effet un pilier en bois qui, droit comme un arbre, sert en partie à supporter la masse de la tour. La tradition veut qu'à ce poteau on ait jadis attaché les hérétiques pour leur administrer la peine du fouet. Cette salle communique par un bout avec la chapelle où les lollards repentans pouvaient faire leur abjuration, et de l'autre avec la tour, dont je montai, non sans quelque émotion pénible, les rudes degrés de pierre. Tout y est resté intact, la chambre du geôlier, les cellules, le donjon, la plate-forme et la niche ornée de sculptures gothiques dans laquelle figurait à l'extérieur la statue de Thomas Becket. Montez toujours, et vous

(1) Le nom de cette secte, qui avait pris naissance en Allemagne au commencement du XIVe siècle, a fort exercé la science des étymologistes. Les uns le font dériver du mot allemand *lullen, lilten* ou *lallen*, qui veut dire *chanter*, d'autres du mot latin *lolium* (ivraie), par allusion à la parabole de l'Évangile, d'autres enfin de Walter Lollard ou Lollhard, un des chefs de la secte. Ce qui est certain, c'est que l'épithète de *lollard* servit plus tard à désigner tous les hérétiques. Elle fut appliquée dans ce dernier sens en Angleterre aux disciples de Wicleff.

arriverez au dernier étage de la tour par un escalier en forme de vis sur lequel s'ouvre une lourde porte revêtue de têtes de clous et rapiécée de morceaux de chêne. Cette porte tourne en grondant sur ses gonds rouillés, et l'on se trouve dans un étroit cachot mesurant 4 mètres de long sur 3 mètres 50 cent. de large. La chambre est aujourd'hui éclairée par deux petites fenêtres; mais autrefois, si j'en crois mon cicerone, elle n'était percée que d'une étroite lucarne en forme de meurtrière, et nageait par conséquent dans l'obscurité. Les murs et les dalles sont revêtus de grosses planches mal rabotées, dans lesquelles se montrent, fixés et rivés de distance en distance, des anneaux de fer auxquels on voyait encore pendre, il y a une quarantaine d'années, des débris de chaînes. A chacun de ces anneaux (j'en ai compté sept) était attaché un prisonnier que tout conviait du dehors aux charmes de la vie et de la nature. Il y avait en effet jusque dans la position élevée de ce cachot un raffinement de cruauté : les captifs entendaient le long de la Tamise le bruit de l'eau soulevée par la rame, le chant des oiseaux, le frôlement des feuilles, car les têtes des grands arbres venaient s'entre-choquer contre les flancs de la tour. Un manteau de cheminée paraît s'ouvrir à droite de la cellule, mais cette cheminée elle-même est un mensonge : il n'y a point de conduit pour la fumée, qui se rabattait dans la chambre et suffoquait les victimes. C'était sans doute la manière d'en finir avec les hérétiques intraitables. Dans le plancher se voit encore une trappe qu'on soulève au moyen d'un anneau de fer, et qui communiquait par un trou ténébreux avec la rivière : c'est là qu'on jetait les cadavres. Le revêtement de bois qui masque les murs du cachot est couvert de caractères presque illisibles gravés avec un clou ou avec la pointe d'un couteau. On dirait des hiéroglyphes écrits par la main des morts sur les parois de leur sépulcre. Et pourtant cette chambre avec toutes ses horreurs n'avait point imposé silence à la pensée humaine. Les prisons ne suffisaient plus, et à l'entrée du palais de Lambeth il fallut établir, près de la loge où habite maintenant le portier, un cachot d'attente pour recevoir les lollards quand la place manquait à la tour. La tradition affirme qu'un certain Grafton, dont le nom est inscrit par lui-même sur le mur, a péri dans cette salle. De tels lieux n'inspirent-ils point des réflexions tristes, mais salutaires? Avec le temps, le cachot a vaincu le palais de Lambeth. De la nuit des oubliettes est sortie la liberté de penser, qu'on voulait proscrire. Les ombres de ceux qu'on jetait au courant du fleuve règnent aujourd'hui dans ces galeries solitaires sous l'autorité d'un archevêque protestant.

Sans parler de la reine, chef laïque du pouvoir spirituel, l'église

nationale reconnaît deux primats, l'archevêque de Canterbury et l'archevêque d'York; mais le premier est métropolitain et primat de *toute* l'Angleterre, tandis que le second n'est que primat de l'Angleterre : distinction subtile, si l'on veut, mais qui n'en exprime pas moins l'ordre de dignité. L'évêque de Canterbury a l'honneur de couronner la reine lors de son avénement au trône, tandis que l'archevêque d'York couronne seulement le mari de la reine. Dans les cérémonies publiques, les deux primats ont le pas sur tous les pairs temporels du royaume à l'exception de ceux qui appartiennent au sang royal, et entre les deux prélats se place le lord chancelier d'Angleterre. L'archevêque de Canterbury étant bien le chef reconnu de l'église, c'est à lui que s'adressent les ministres du gouvernement pour le consulter dans toutes les affaires qui regardent la religion. A la chambre des lords, ses opinions, quand elles ne se trouvent point contredites séance tenante par les autres pairs ecclésiastiques, sont censées représenter l'avis du banc des évêques. L'Angleterre étant divisée, au point de vue clérical, en deux grandes provinces, la province de Canterbury et celle d'York, qui se subdivisent d'un autre côté en diocèses, les deux archevêques exercent une véritable juridiction sur leurs évêques suffragans. Entre les uns et les autres, il existe d'ailleurs plus d'une distinction honorifique. L'archevêque en style officiel exerce ses fonctions « par la divine Providence, » tandis que les évêques siégent seulement « par la permission divine. » A son avénement dans le diocèse, l'évêque n'est qu'installé, l'archevêque au contraire est placé sur le trône (*enthroned*). Ces signes extérieurs ne font après tout que consacrer la gradation hiérarchique des pouvoirs. Il arrive le plus souvent que les archevêques d'York succèdent au trône de Canterbury dans le cas où il se présente une vacance, et le primat actuel de toute l'Angleterre, le docteur Longley, ne fait point exception à cet usage. Le traitement des archevêques de Canterbury s'élève à 15,000 livres sterling (375,000 francs) par an. Une très ancienne coutume veut qu'ils distribuent trois fois par semaine de l'argent, du pain et des vivres à dix pauvres de la paroisse de Lambeth. Cette paroisse est une des plus mal partagées de Londres, et le palais s'élève au milieu d'un pâté de masures où abondent toutes les misères. Aux jours de distribution, un sombre groupe attend devant la grande entrée féodale que la porte veuille bien s'ouvrir, et, comme le personnel des dix mendians se renouvelle trois fois par semaine, c'est en tout trente pauvres qui reçoivent ainsi la charité. Cette demeure archiépiscopale reçoit encore tous les ans un autre genre de visiteurs. Le jour de l'installation du nouveau lord-maire, une procession aquatique a lieu sur la Tamise. Lorsque l'arche-

vêque Tenison était en possession du siége de Canterbury, un de ses parens, maître de la compagnie des marchands de papier (*stationers' company*), s'avisa de pousser jusqu'à Lambeth dans sa large barque pavoisée. L'archevêque envoya du vin pour les marchands, du pain nouveau, du vieux fromage et beaucoup d'ale pour les bateliers de la corporation. L'année suivante, la même barque s'arrêta de nouveau devant les murs du vieux manoir et reçut la même hospitalité. Aujourd'hui cette visite annuelle est passée en usage (1).

C'est bien à Londres que les primats de toute l'Angleterre ont leur résidence officielle; mais, si l'on veut se faire une idée d'un ancien siége archiépiscopal, il faut se rendre à Canterbury même. Avant de partir pour cette dernière ville, je me rendis à l'auberge du *Tabard* ou du *Talbot*, en mémoire de Chaucer et de ses joyeux pèlerins. Cette vieille *inn* est située près de l'embarcadère de London-Bridge, au fond d'une cour qui s'ouvre sur *High-street*, *Borough*. A droite de cette cour est un *public house* d'apparence assez moderne, quoique l'intérieur conserve encore quelques traces d'antiquité. A gauche et en face du cabaret s'aligne, faisant retour sur l'extrémité de l'allée, un bâtiment beaucoup plus ancien, avec un rez-de-chaussée obscur, et au premier étage une galerie à jour, tout le long de laquelle règne une rampe de bois coupée de distance en distance par des piliers ronds et légers qui supportent un vieux toit de tuiles à angle droit. Ce bâtiment, tant soit peu retouché, sert aujourd'hui de dépot au roulage du *Midland railway*. Il a été question de le démolir. Un tableau effacé, dont les couleurs ont été depuis longtemps lavées par les pluies, surmonte la galerie. On y lisait autrefois l'inscription suivante : « Ici est l'auberge où logèrent Geoffrey Chaucer et vingt-neuf pèlerins la veille de leur voyage à Canterbury en 1383. » Je laisserai aux archéologues le soin de décider si c'est bien là en effet l'hôtellerie chantée par le poète, ou bien une autre *inn* bâtie sur le même emplacement à une époque tout à fait inconnue. Sans regretter outre mesure le bon vieux temps où l'on cheminait à pied par dévotion, où florissait ce

(1) C'est le docteur Longley qui occupe aujourd'hui le siége de Canterbury. Né à Rochester en 1794, il fit ses premières études à l'école de Westminster, d'où il passa à l'université d'Oxford. Nommé examinateur public en 1815, il quitta plus tard cette charge pour être tuteur et censeur du collége de Christ-Church. Il fut présenté par ce collége à un petit bénéfice dans le village de Cowley, aux environs d'Oxford. En 1829, il devint directeur (*head master*) de l'école de Harrow. En 1831, il épousa l'honorable Caroline, fille aînée du premier lord Congleton. Le siége de Ripon ayant été fondé en 1830, il en fut le premier évêque. Montant ensuite comme par degrés du siége de Ripon à celui de Durham, et de l'évêché de Durham à l'archevêché d'York, il fut revêtu en 1862 de la dignité suprême de l'église anglicane.

qu'on est convenu d'appeler la poésie des voyages, je me décidai de bon cœur à prendre le chemin de fer. Mes compagnons de route ne ressemblaient guère aux gais *pilgrims* de Chaucer : au lieu de tromper par des contes et des récits la longueur, d'ailleurs fort réduite, du trajet, ils gardaient, chacun dans sa stalle, le silence le plus britannique. La vapeur a changé tant de choses! Après deux ou trois heures durant lesquelles je vis repasser comme dans un rêve les campagnes bien connues du Kent, je me trouvai au milieu d'une riche vallée, — la vallée de la Stour, — couronnée à distance par des collines parsemées de bouquets d'arbres, de meules de grains et de vastes prairies dans lesquelles on s'étonne presque aujourd'hui de voir paître quelques vaches. Celles-là du moins avaient échappé à la maladie des bestiaux, la grande plaie qui désole si fort l'Angleterre. De la pente douce des collines descendent de limpides ruisseaux qui arrosent les houblonnières, et qui, après avoir formé plusieurs détours sans oser entrer dans la ville, se réunissent pour la plupart à la Stour, un petit courant au lit tapissé de longues herbes traînantes que le mouvement de l'eau soulève et agite comme la chevelure des naïades. Cette rivière du moins n'hésite point et pénètre bravement dans Canterbury, où elle va se jeter, sous de vieux arbres, contre la roue d'un moulin. Quand on arrive par le chemin de fer, la ville se dessine sur la droite, et la cathédrale profile au-dessus des toits enfumés, dans un ciel clair, ses trois tours obscurcies par une nuée de choucas. Ces anciennes basiliques sont des belles au bois dormant qui assoupissent tout autour d'elles. Aussi l'ancienne cité de Canterbury a-t-elle conservé depuis des siècles l'air d'une ville sommeillant dans ses traditions religieuses et dans des habitudes bien anglaises. Point de fabriques, nulle industrie, à peine un commerce local. Elle vit surtout de l'agriculture et de la récolte du houblon. On y entre par West-Gate, sombre masse de pierre à mâchicoulis, flanquée de deux grosses tours rondes, et autour de laquelle on peut encore suivre les traces de l'ancien mur, aujourd'hui déchiré, qui servait autrefois d'enceinte à la ville. Avant de pénétrer sous cette voûte, d'un aspect redoutable, j'avisai dans la grande rue du faubourg une vieille auberge surmontée du portrait de Falstaff, aisément reconnaissable à son gros ventre et à son nez bourgeonné. Qu'avait à faire ce roi des ivrognes dans une ville ecclésiastique? Je m'adressais cette question, quand je me souvins du passage de *Henri IV* où Falstaff propose à ses hardis compagnons de partir ensemble pour *Gad'-Hill*, et là, « de faire main basse sur les caravanes de pèlerins qui se rendaient à Canterbury chargés de riches offrandes, ou sur les marchands de Canterbury qui chevauchaient vers Londres avec une

bourse grasse. » Chaucer et Shakspeare, tels sont les deux patrons littéraires de cette antique cité.

Plus on s'avance dans le cœur de la ville, et plus on s'enfonce pour ainsi dire dans le moyen âge. Des groupes de rues tortueuses, percées d'étroites ruelles et de mystérieux passages, se serrent autour de la cathédrale, La plupart des anciennes maisons, à toit en auvent, à pignon aigu, ont été rajeunies, blanchies à la chaux; d'autres sont au contraire demeurées dans l'état primitif. Parmi ces dernières, je remarquai surtout dans *Palace-street* une très vieille maison à pans de mur reliés dans un cadre de bois, avec des fenêtres à mailles de plomb et des figures grotesques servant de supports aux angles des architraves (1). Ce qui la distingue encore, c'est qu'elle est à l'extérieur toute peuplée d'hirondelles. Ces architectes ailés ont appliqué leur maçonnerie à chaque recoin des étages avançant sur la rue, et pour protéger les nids croulans, qui portent sans doute bonheur à la maison, les habitans ont pris le soin de les étayer avec des planches. La tradition veut que plusieurs de ces masures pittoresques aient autrefois servi d'auberges aux pèlerins qui se succédaient dans la ville de Canterbury. On signale surtout *Mercery-Lane* comme le siége d'une grande hôtellerie dans laquelle s'arrêtèrent les compagnons de Chaucer en venant du Tabard; mais cette ruelle a aujourd'hui beaucoup perdu de son caractère. La vie tranquille semble avoir inspiré aux habitans de Canterbury le goût des fleurs. Je me souviens avec plaisir d'une rue étroite dont les fenêtres présentaient une ligne non interrompue de jardins cultivés avec art. Toute cette floraison répandait un air de fraîcheur et de jeunesse sur les antiques murailles. Mais qu'étais-je venu chercher à Canterbury? Il me fallait surtout visiter les parties de la ville qui retracent l'origine du christianisme en Angleterre et celles qui peuvent donner une idée de l'état présent de l'église nationale.

En dehors des anciens remparts, et sur le revers d'une colline, s'élève la petite église de Saint-Martin. C'est l'idéal d'une église de campagne anglaise. Elle est entourée d'un joli cimetière dont les tombes blanches et couvertes de fleurs se dressent parmi de noirs arbustes chargés de baies rouges. La tour de Saint-Martin, joyeusement tapissée de lierre, domine un horizon assez étendu, et tout respire dans les lignes simples de l'architecture un air de chaste antiquité. La tradition affirme que cet édifice a été construit par les Romains

(1) Ces grossières sculptures sur bois qu'on rencontre dans beaucoup d'autres parties de la ville représentent le plus souvent un faune accroupi, aux oreilles pointues, aux pieds de bouc et aux seins de femme. Le grand effort qu'il fait pour soutenir les saillies de l'architecture tend hideusement les nerfs du cou.

qui vinrent coloniser l'Angleterre sous le règne de Claude, et dont plusieurs étaient chrétiens. Tout annonce pourtant qu'une partie au moins de l'église a été rebâtie au commencement du XIIe siècle avec les matériaux d'une chapelle beaucoup plus ancienne. Les murs extérieurs, quoique récrépis et consolidés dans ces derniers temps, laissent entrevoir de distance en distance des tuiles romaines mises à nu par la chute du ciment. Bédée raconte que quand Augustin, le grand apôtre de l'Angleterre, arriva vers 597 à Canterbury, il y trouva deux anciennes églises chrétiennes, l'une comprise dans les murs de la ville et située à l'est, l'autre s'élevant à une courte distance des remparts. De ces deux églises, la première a été convertie en ce qu'on appelle aujourd'hui la cathédrale; la seconde est, on a tout lieu de le croire, celle de Saint-Martin.

Ce qu'on ignore généralement, c'est que l'Angleterre était sous la domination saxonne une sorte de contrée nourricière qui approvisionnait d'esclaves blancs tous les marchés du sud de l'Europe, à peu près comme le Kentucky fournissait naguère des nègres aux états voisins qui convoitaient cet article de commerce. Grégoire le Grand, alors simple moine, passant un jour dans les rues de Rome, fut frappé de la beauté de quelques jeunes gens exposés pour la vente, et demanda de quel pays ils venaient. Ayant appris qu'ils étaient Anglo-Saxons, il résolut de faire quelque chose pour leur île (1). Peu d'années après, il fut élu pape, et en souvenir des pauvres captifs il envoya Augustin ou Austin, avec quarante moines, pour convertir au christianisme les adorateurs de Thor et d'Odin. Les missionnaires débarquèrent à l'île de Thanet et s'avancèrent aussitôt vers Canterbury, la capitale du royaume du Kent, où résidait alors la cour. Ils trouvèrent le terrain tout préparé. Berthe, la femme du roi saxon Ethelbert, était déjà chrétienne, et s'il faut en croire la tradition, même avant l'arrivée des moines, elle venait célébrer les mystères avec les gens de sa suite dans la petite chapelle de Saint-Martin. Aujourd'hui cette église se divise en trois parties distinctes : le porche, qui a été dernièrement restauré, la nef, à l'entrée de laquelle figure une très ancienne cuve de marbre grisâtre où l'on prétend qu'Ethelbert a été baptisé par Augustin, et enfin un sanctuaire (*chancel*) à gauche duquel, dans un renfoncement du mur, repose un massif cercueil de pierre qui passe pour contenir les restes de la reine Berthe. Je m'abandonnais à cette poésie des souvenirs répandue sous le clair-obscur de la

(1) On lui prête même un jeu de mots qui est bien dans le goût du temps. « S'ils étaient chrétiens, aurait-il dit, ce ne seraient plus des Angles (*Angli*), mais des anges (*angeli*). »

voûte et aux réflexions qu'inspire le berceau du christianisme en Angleterre, lorsque les portes s'ouvrirent pour laisser entrer la foule. C'était l'après-midi du dimanche, et l'étroite église fondée par les Romains est utilisée aujourd'hui pour les services du culte anglican.

Ce saint Augustin a été le premier archevêque de Canterbury. Le roi Ethelbert lui céda dans la ville son palais pour le convertir en un monastère dont il reste quelques débris remarquables (1). Il lui donna aussi l'église bâtie dans l'intérieur du mur d'enceinte par des chrétiens primitifs, et sur l'emplacement de laquelle s'éleva bientôt un autre édifice dédié au Christ : d'où le nom de *Christ-Church* que garde encore la cathédrale. Augustin était venu avec l'intention de rattacher l'Angleterre à l'autorité spirituelle du souverain pontife, ou, comme disent les protestans, à l'influence de l'évêque de Rome. Ses vues paraissent avoir rencontré une vive opposition dans l'ancienne église chrétienne, qui, longtemps persécutée par les Saxons, subsistait encore et voulut maintenir son indépendance contre les usurpations du nouveau pouvoir religieux. Lorsque l'Angleterre se consolida en une monarchie, la cité de Canterbury perdit beaucoup de son importance politique, mais elle grandit de plus en plus comme métropole ecclésiastique du royaume. Sa cathédrale, œuvre des siècles, embrasse toute l'histoire des révolutions du dogme religieux chez nos voisins d'outre-mer. On y arrive par la porte du parvis (*precinct gate*), une ancienne façade de pierre noircie par le temps et chargée de sculptures plus ou moins effacées, avec une voûte centrale à ogive basse portant la date de 1517. Cette porte indique assez que le voisinage de la cathédrale était autrefois protégé par un mur et que le quartier ecclésiastique formait ainsi une ville dans la ville. Cette ancienne disposition des lieux a été en partie respectée. Quelques maisons d'un caractère profane ont, il est vrai, franchi l'enceinte sacrée au grand préjudice de l'édifice central dont elles obstruent les abords; mais l'ensemble du terrain est encore occupé par les jardins et les habitations des prébendiers. Cet enclos se divisait en trois cours appelées, l'une la cour de la Cathédrale, l'autre la cour du Prieuré, et la dernière la cour de l'Archevêque. Le palais des anciens archevêques n'est plus qu'une ruine. Du prieuré, détruit par Henri VIII,

(1) Cette abbaye, étant tombée en ruine, était occupée, il y a quelques années, par une brasserie, un *public house* et un jeu de boules. En 1841, les restes de cet ancien édifice religieux furent vendus aux enchères, et M. Henry Beresford Hope les acheta pour les convertir en un collége de missionnaires protestans. On admire à l'extérieur la grande porte, *great gate*, qui a été restaurée ou du moins consolidée dans ces derniers temps.

il reste des arceaux rompus, de massifs piliers couronnés d'arches en plein-cintre, un bel escalier normand, des passages obscurs et mystérieux dans lesquels, au tomber de la nuit, volent les chauves-souris. De grands arbres, presque aussi vieux que les murs, croissent pêle-mêle au milieu des anciens matériaux de l'architecture : briques, pierres, silex. Il est difficile d'imaginer l'effet merveilleux des épais feuillages vus à travers les ouvertures des ogives dans ces sombres corridors où le bruit des pas retentit sur les dalles creuses et sonores. Au milieu de ces ruines et de ces jardins s'élève la cathédrale.

L'édifice a été trop de fois décrit pour que je m'arrête aux détails de l'architecture; il suffira d'indiquer les dispositions intérieures que le protestantisme anglican a imposées aux anciennes églises métropolitaines. Aujourd'hui, pour se rendre dans la partie de la cathédrale vraiment consacrée au culte, on traverse une nef vide dont les ailes latérales sont incrustées de monuments funéraires, et dont l'imposante nudité fait encore mieux ressortir la grandeur des lignes combinées avec l'élévation de la voûte. Un triple escalier de dalles conduit de la nef à l'ancien chœur, masqué par un riche écran de pierres chargé de figures gothiques, et au milieu duquel s'ouvre une grille en fer. Ce chœur, isolé du reste de l'édifice par un entourage en marbre de Purbeck et surmonté de vitres à une certaine hauteur, est bien une église dans l'église. C'est là qu'ont lieu le dimanche et pendant la semaine les services religieux. A droite s'élève le trône de l'archevêque. Ailleurs se distinguent le siége de l'archidiacre ainsi que les stalles du doyen et des prébendiers. Le reste des bancs en bois est occupé par les fidèles et par les écoles de charité. Deux officians, revêtus des signes de leur dignité canoniale, commencent les prières. Le service du dimanche, quoique le même au fond, se célèbre dans les cathédrales avec beaucoup plus de solennité que dans les autres églises protestantes. Au lieu de réciter, on chante toutes les paroles, et les grosses voix de basse-taille, dominées par les notes aiguës des enfans de chœur, se mêlent de temps en temps aux soupirs majestueux de l'orgue. A un moment donné, un des officians se dirige vers les hauteurs du sanctuaire séparé du chœur par des degrés de marbre et bordé de chaque côté par les sarcophages des anciens archevêques : seul et à distance de la foule, il psalmodie d'une voix grave les versets du décalogue. Après les chants, un prédicateur, attaché au chapitre, lit le sermon qui dure environ une demi-heure. La musique, la prière, la parole, quelques cérémonies très simples, voilà tout ce qu'autorise, même dans les cathédrales, l'austérité du rit protestant. Pour remplir ces grands vaisseaux de pierre, il fallait

le culte des saints, la procession des chasubles d'or, les ostensoirs luisant au fond de l'autel dans un soleil de diamant, le flamboiement des cierges. Toute cette splendeur s'est évanouie depuis la réformation, et l'église semble aujourd'hui faire pénitence de son ancienne idolâtrie. Tel est en effet le nom que donnent les Anglais aux pompes du culte romain. A une liturgie qui étouffait la pensée sous le poids des signes extérieurs, qu'ont-ils voulu substituer? Une religion qui parle à l'âme.

Le chœur (1) étant l'unique partie consacrée au culte, le reste de la cathédrale forme une sorte de musée chrétien dont l'entrée est interdite au public durant la célébration des services. Et pourtant que de trésors pour l'antiquaire dans ces anciennes chapelles abandonnées! Des galeries pavées de tombeaux, des mausolées couverts d'armoiries, un peuple de statues couchées, des cottes de mailles rouillées, des drapeaux percés, déchirés, troués, — toiles d'araignées de la gloire! Dans la vieille chapelle de la Sainte-Trinité figure une chaire patriarcale formée de trois panneaux de marbre gris, et qui, d'après la tradition, servait de siége aux anciens rois saxons : c'est sur cette chaire de pierre que l'on place encore aujourd'hui les archevêques de Canterbury le jour de leur intronisation. Les touristes ne manquent guère de s'y asseoir en visitant l'église, et les Anglaises donnent bravement l'exemple, tout en se plaignant de la dureté de ce fauteuil taillé dans le roc. Un souvenir remplit toute la cathédrale de Canterbury, et c'est le seul auquel je m'attacherai. On peut encore suivre le chemin que parcourut Thomas Becket en se rendant par les cloîtres dans l'intérieur de l'église le jour où il avait été menacé par Regnault, fils d'Ours, et par ses compagnons d'armes. Voici la pierre, — une ancienne marche d'autel, — sur laquelle il tomba. Non loin de la porte qui conduit des cloîtres à cette chapelle de Saint-Benoît est la salle du chapitre où Henri II vint faire pénitence deux années après le meurtre, pieds nus, cou-

(1) Sous ce même chœur s'étend une crypte qui forme la partie la plus ancienne de l'église, et dont on rapporte l'origine à l'archevêque Lanfranc (1070 à 1077). Là, au milieu de massifs piliers bas, sous des voûtes obscures, écrasées et frappées au cachet d'une vénérable antiquité, se célèbre un autre genre de service religieux. Je fus tout surpris d'y retrouver la France. Des réfugiés calvinistes chassés des Pays-Bas par les cruautés du duc d'Albe et plus tard des huguenots français à la suite de la révocation de l'édit de Nantes vinrent s'établir à Canterbury. Élisabeth leur accorda cette portion de la cathédrale pour y exercer librement leur culte. La plupart de ces protestans français étaient des fileurs de soie; ils fondèrent dans la ville des manufactures qui n'existent plus, mais qui ont beaucoup contribué durant un temps à enrichir d'une branche nouvelle l'industrie de nos voisins. Leurs descendans ont oublié la langue de la mère-patrie; mais ils se réunissent encore pour pratiquer leurs rites religieux dans ces froides catacombes qui leur rappellent sans doute les mauvais jours de la persécution.

vert d'un sac et présentant le dos, en toute humilité, aux lanières des moines. Derrière le chœur s'éleva au contraire, plus tard, la fameuse châsse renfermant les reliques du martyr. Les dalles qui l'entouraient sont marquées et fouillées par les genoux des pèlerins. Le nom même du Christ avait disparu de l'édifice; on ne l'appelait plus que l'église de Saint-Thomas de Canterbury, et c'est lui qui était vraiment le dieu du temple. La vérité est que Thomas Becket représentait, au moyen âge, la grande lutte entre le pouvoir ecclésiastique et le pouvoir civil. Aussi sa mémoire est-elle aujourd'hui même en Angleterre une sorte de drapeau qu'agitent en sens contraire deux partis encore vivans et acharnés l'un contre l'autre. Ceux qu'on accuse d'aspirer à la suprématie de l'ordre spirituel défendent généralement Thomas Becket comme un des leurs, tandis que les adversaires des anciens priviléges du clergé personnifient dans cet archevêque de Canterbury les injustes prétentions d'une église qui devait tomber tôt ou tard devant le progrès des lumières.

Au nord de la cathédrale s'élève la maison du chapitre, *chapter house*, joli bâtiment érigé par le prieur Chillenden vers l'an 1400 et s'ouvrant sur les cloîtres. Le chapitre se compose d'un doyen et de chanoines qui forment le conseil de l'archevêque et l'assistent de leurs avis soit en matière de religion, soit même dans les affaires temporelles. Le doyen (1) était autrefois élu par les chanoines; en est-il de même aujourd'hui? Il existe en Angleterre deux sortes de chapitres, les anciens et les nouveaux. Les anciens sont ceux qui ont été fondés avant la réformation; les nouveaux, ceux qui ont été établis par Henri VIII à l'époque de la dissolution des ordres religieux, et qu'il arracha aux mains des abbés ou des prieurs pour les convertir en un pouvoir séculier. Il y a de même deux manières de créer des doyens. Dans les cathédrales d'ancienne fondation, le souverain envoie, en cas de vacance, un *congé d'élire*, dans lequel il désigne la personne de son choix; le chapitre approuve, et l'évêque confirme. Dans les diocèses au contraire remaniés par Henri VIII, tels que celui de Canterbury, ce semblant d'élection n'existe même point; le roi ou la reine se contente de nommer directement le doyen par lettres patentes. On voit par là quel échec ont subi à l'époque de la réformation les priviléges du clergé, et combien est grande l'autorité qu'exerce l'état sur les affaires religieuses : si le gouvernement n'était en Angleterre l'organe de l'opinion publique, cette influence pourrait aisément dégénérer en autocratie. Le doyen

(1) En anglais *dean*, du mot latin *decanus*, sans doute parce qu'à l'origine les doyens étaient institués pour surveiller dix chanoines ou prébendiers.

préside le chapitre, c'est-à-dire l'assemblée des chanoines. Ces derniers sont des ecclésiastiques recevant une prébende ou revenu annuel pour faire le service dans la cathédrale. Ce revenu se prélève sur les biens qui appartiennent au chapitre et qui consistent surtout en terres. Les chanoines se divisent en six *major canons* (grands chanoines) et en *minor canons* (petits chanoines) au nombre de cinq. Dans les premiers temps, s'il faut en croire la tradition, ils vivaient en commun; aujourd'hui même leurs maisons se groupent volontiers autour de la cathédrale, dans le *precinct* ou enceinte sacrée. Ce sont pour la plupart de vieilles et vénérables constructions de pierre arrangées dans le goût moderne, entourées de jardins dominés par la vue du clocher, et ombragées de grands arbres au-dessus desquels passent les voix sibyllines des corneilles. Tout rappelle dans ces paisibles retraites quelque chose de l'ancien caractère clérical, à cela près qu'on y voit flotter des robes de femme et qu'on y entend éclater par intervalles le rire frais et naïf des enfans. Dans ces nids de verdure, la réformation a introduit un élément nouveau, la famille (1).

A la personne de l'archevêque se rattachent en outre deux archidiacres (*archdeacons*) qu'il désigne lui-même pour exercer une surveillance dans un certain département du diocèse (*archdeaconry*), un vicaire-général, des chapelains et tout un état-major ecclésiastique. La cathédrale est regardée comme la mère des autres églises, le centre du système paroissial et le siége de l'action religieuse. Il ne faut d'ailleurs point perdre de vue que la juridiction de l'archevêque de Canterbury s'etend sur toute une province, c'est-à-dire sur vingt diocèses. Un de ses principaux attributs est celui de convoquer, avec la permission de la reine, les évêques et les représentans de ces divers diocèses à une assemblée générale qu'il préside et qu'on a nommée, non sans raison, le parlement du clergé.

II.

Le droit de se constituer de temps en temps à l'état de pouvoir législatif est un des très anciens priviléges de l'église anglicane. Ce qu'on appelle la *convocation* de la province de Canterbury par exemple ne doit son origine à aucune concession de la couronne. La convocation a commencé dans des temps très reculés, alors que le parlement lui-même s'érigea en un corps délibérant; elle a suivi

(1) Autrefois les chapitres avaient le droit d'élire les évêques. Ce privilége leur a été enlevé, et les évêques sont aujourd'hui nommés par la couronne à peu près de la même manière que les doyens.

d'un pas égal les destinées des grandes assemblées politiques de l'Angleterre. A l'époque de la réformation, Henri VIII dépouilla ce synode de tous les pouvoirs qui étaient de nature à le rendre dangereux pour l'état. Il fut enjoint au clergé de ne s'assembler qu'avec le consentement du souverain, et de ne s'opposer en rien aux prérogatives de la couronne ni aux lois et coutumes du royaume. Primitivement la convocation avait le droit de frapper des impôts sur le clergé; ce droit même lui fut enlevé en 1665. L'église consentit à rentrer sous ce rapport dans la loi commune, c'est-à-dire à se soumettre aussi bien que les laïques aux mesures décrétées par le parlement. Avec le temps, le synode était tombé à l'état de pouvoir nominal, *magni nominis umbra*. Cette assemblée était encore convoquée à l'ouverture de chaque nouveau parlement; elle jouissait bien en principe du droit de légiférer sur les matières religieuses, mais elle se trouvait en fait dans la main de l'autorité civile, qui pouvait toujours la contrôler ou la dissoudre selon son bon plaisir. A peine les membres du clergé étaient-ils réunis et commençaient-ils à délibérer, qu'un ordre du roi venait brusquement suspendre leurs travaux. Un tel état de choses se prolongea jusque vers 1860, où diverses influences se sont mises à l'œuvre pour ressusciter un des anciens pouvoirs de l'église. Ces grands efforts n'ont point été infructueux, et la convocation occupe aujourd'hui une place dans le système constitutionnel du royaume.

Pour réunir le clergé en convocation, il faut une lettre de la reine à l'archevêque de Canterbury. L'archevêque envoie ce mandat au *dean* (doyen), qui adresse alors une *citation* à tous les évêques de la province. Les ecclésiastiques se rendant à cette assemblée forment deux classes distinctes, ceux qui y siégent par droit de dignité, c'est-à-dire parce qu'ils occupent un rang élevé dans l'église, et ceux qui y sont promus par droit d'élection; ces derniers prennent le nom de *proctors*, c'est-à-dire délégués. A peine les membres de la convocation se trouvent-ils réunis dans une des salles de Westminster qu'ils se séparent en deux chambres, *upper house* (chambre haute) et *lower house* (chambre basse). Cette division rappelle tout de suite celle du parlement civil, sur lequel s'est modelé le parlement de l'église. La chambre haute, composée des évêques, est présidée par l'archevêque de Canterbury, primat et métropolitain; la chambre basse nomme un *prolocutor* ou *speaker* chargé de conduire les débats. Les deux chambres communiquent entre elles au moyen de députations. Cette assemblée cléricale se propose surtout de formuler des projets de loi qui seront ensuite soumis par le gouvernement à l'approbation des députés et des pairs du royaume. La discussion sur les matières à l'ordre du jour

s'ouvre d'abord dans la chambre basse; les orateurs y parlent librement pour ou contre, et lorsque des résolutions ont été votées, elles sont portées par le *prolocutor*, suivi de ses assesseurs, à la chambre haute. Là les évêques décident en dernier ressort. C'est alors qu'il appartient au gouvernement de prêter main forte aux mesures proposées par la convocation ou bien de les laisser tomber dans l'oubli. Il s'en faut de beaucoup en effet que tous les projets de loi élaborés par le synode arrivent jusqu'au seuil du parlement; la plupart d'entre eux restent au contraire ensevelis dans les limbes du domaine ecclésiastique. Il y a quelques années, la docte assemblée ne faisait encore que délibérer dans le vide; on riait même en Angleterre de ses efforts pour galvaniser un cadavre. Le *Times*, qui ne ménage point le clergé tout en défendant la religion de l'état, comparait la convocation à un grand mai (*maypole*) « autour duquel de vieux enfans bizarrement attifés célébraient des danses périodiques, aussi longtemps que l'autorité voulait bien le leur permettre. » Pour donner la vie aux actes de cette réunion officielle du clergé, il eût fallu, disait-on, le concours de la reine, et la reine, par des raisons qu'il est facile de saisir, s'abstenait d'y prendre part. Combien les choses ont pourtant changé depuis ce temps-là!

L'adoption d'une mesure récente (1) par l'autorité civile a montré en 1865 que la vigueur longtemps endormie de la convocation n'était point éteinte. Encouragée par un tel succès, l'institution a voulu se fortifier en élargissant la base de son suffrage électoral. Jusqu'ici quatre-vingt-deux membres siégeaient d'office, *ex officio*, à la convocation de la province de Canterbury, tandis qu'on n'en comptait que vingt-cinq élus par les chapitres et quarante-deux par le clergé des paroisses. Il fut décidé qu'à l'avenir le nombre des *proctors*, représentant environ dix mille petits bénéficiers, serait égal à celui des membres privilégiés et des délégués des chapitres. Quelques orateurs proposaient même d'étendre les mêmes droits aux *curates* et d'introduire ainsi dans l'église une sorte de suffrage universel; mais cette mesure a été repoussée comme intempestive. Les progrès qu'a faits en Angleterre depuis ces dernières années la convocation inspirent au haut clergé un grand espoir, à d'autres une certaine défiance. Dans tous les cas, c'est un fait grave que le vieux parlement de l'église anglicane essayant de renaître et ressaisissant une partie de son autorité sous un ministère libéral.

(1) Cette mesure rend obligatoire l'acte de souscription en vertu duquel les jeunes ministres s'engagent à professer les doctrines de l'église.

Ces assemblées ne sont point les seules qui témoignent du mouvement des idées religieuses. Dans un pays où règne le droit illimité de réunion et de discussion, diverses associations libérales s'entendent pour tenir des congrès qui ont lieu tantôt dans une ville, tantôt dans une autre. C'est ainsi que le congrès scientifique siégeait l'année dernière à Bath, tandis que celui de la science sociale occupait naguère la population ouvrière de Sheffield. Pourquoi le clergé anglais ne profiterait-il point du même droit? Il s'est en effet établi depuis quelque temps un congrès de l'église, *church congress*, qui s'assembla en 1862 à Oxford, en 1863 à Manchester et en 1864 à Bristol. Cette année (1865), il avait choisi pour lieu de ses séances l'antique cité de Norwich, bâtie sur une colline que couronnent fièrement une cathédrale et un ancien château. Ces grandes réunions changent tout à coup la physionomie des villes, car elles attirent toute une foule d'illustres visiteurs, et il faut voir l'empressement qu'on met à les recevoir. Le maire ouvre ses salons, les hôtels s'emplissent de curieux, et les maisons particulières elles-mêmes tiennent à honneur d'exercer dignement les lois de l'hospitalité. Quel mouvement et quel spectacle! On n'avait jamais vu dans les vieilles rues de Norwich tant d'évêques, de doyens, de chanoines et d'autres dignitaires ecclésiastiques. Cette ville est pourtant accoutumée aux pompes religieuses. Là s'élève le couvent du frère Ignatius, qui a fait assez parler de lui dans ces derniers temps en Angleterre (1).

Cependant un comité exécutif s'occupe de choisir les sujets qui seront traités dans le congrès et de désigner les orateurs qui devront prendre la parole. Il évite de faire entrer dans le programme les questions de doctrine, afin d'attirer comme sur un terrain neutre les deux ou trois partis qui divisent le clergé. Le but de ces réunions est tout pratique; on s'y préoccupe non point de ce que l'église doit croire, mais de ce qu'elle doit faire. Le congrès s'ouvre enfin dans une des grandes salles de la ville. Tous les astres du clergé, à quelque degré de grandeur qu'ils appartiennent, s'y trouvent réunis : on remarquait cette année à Norwich le révérend William Thompson, archevêque d'York (2), l'évêque d'Ox-

(1) Chef d'un ordre nouveau de bénédictins, le frère Ignatius a voulu renouveler sous le manteau du protestantisme ce que les Anglais appellent les moneries du moyen âge, telles que les processions dans les rues, le culte du divin *bambino*, l'usage de l'encens dans les églises, etc.

(2) Élevé à l'école de Shrewsbury et au collége de la Reine (*Queen's college*) à Londres, nommé plusieurs fois prédicateur d'élite (*select preacher*) à Oxford et plus tard à Lincoln's-Inn, il obtint de grands succès dans la chaire. En 1861, il fut consacré évêque de Gloucester et de Bristol, puis obtint en 1863 le siége archi-épiscopal d'York, dont les revenus s'élèvent à 12,000 livres sterling (300,000 francs) par an. Comme écrivain, il est

ford (1), le révérend Harvey Goodwin, doyen d'Ely, dont les adversaires eux-mêmes admirent le talent et l'énergie de caractère, le docteur Alford, doyen de Canterbury, l'un des hommes les plus instruits et l'un des plus éloquens prédicateurs de l'église anglicane, le docteur Pusey, qui a attaché son nom à une forme nouvelle du protestantisme, et beaucoup d'autres *divines* (théologiens) dont la présence ou le concours devait jeter de l'éclat sur une assemblée. Le congrès aime en outre à se fortifier en admettant un certain nombre de laïques dans la discussion des affaires de l'église. Les discours et les lectures se succèdent pendant quelques jours, embrassant une variété de sujets dont nul ne saurait méconnaître l'importance et qui se trouvent débattus en sens contraire par les divers orateurs. Les congrès de l'église n'ont aucun pouvoir législatif: mais ils sèment dans les esprits des idées nouvelles et des germes de réforme qui pourront mûrir plus tard, fécondés par la lumière de l'opinion publique. Suivant l'usage invariable des Anglais, de telles assemblées se terminent par un grand banquet auquel le maire ou toute autre personne riche de la ville invite jusqu'à deux mille convives.

Un obstacle s'oppose toutefois aux développemens de la convocation et même du congrès ecclésiastique : cet obstacle est la division des doctrines. Il ne faut point perdre de vue que le clergé anglican se sépare en église haute (*high church*) et en église basse (*low church*). Cette distinction remonte, on a tout lieu de le croire, à une antiquité reculée. Elle existait en germe au temps même où l'Angleterre était catholique; mais c'est la réformation qui lui donna une importance politique et sociale. L'église haute est celle qui de Henri VIII à Guillaume III s'était toujours rattachée à l'autorité royale et à la hiérarchie des évêques. L'église basse au contraire a ses racines dans la secte des puritains. On connaît les efforts des premiers et obscurs réformateurs pour propager la Bible. Avec le temps, de ces granges et de ces greniers où se réunissaient au péril de leur tête quelques adeptes sortirent le triomphe de la secte et l'avénement de Cromwell. La restauration à son tour expulsa de l'église l'élément puritain, et le refoula violemment dans l'obscurité. Tel était encore l'état des choses lorsque Guillaume III dé-

connu surtout par un livre sur la logique intitulé *Outline of the Thoughts* (*Esquisse des Pensées*).

(1) Samuel Wilberforce, né en 1805. Ses principaux ouvrages sont *Agathos*, *Eucharistica*, *History of the American Church* (*Histoire de l'Église d'Amérique*) et *the Rocky Island* (*l'Ile Rocheuse*). En sa qualité d'évêque d'Oxford (1845), il est de droit chancelier de l'ordre de la Jarretière. La reine l'a nommé en outre lord grand-aumônier. Comme orateur, il occupe à la chambre des lords, dans la chaire et dans les *meetings* publics, une place éminente.

barqua en Angleterre. C'est à ce moment-là que le nom d'*église haute* fut donné aux prêtres non assermentés, *non jurors*, qui refusaient de reconnaître les droits du prince d'Orange à la couronne de la Grande-Bretagne, sous prétexte que Jacques II, quoique détrôné, était encore leur roi légitime. Ce titre de *high church* s'appliquait à la haute idée que se faisaient ces ecclésiastiques de la dignité de l'église et de l'étendue de ses prérogatives. Ceux au contraire qui désapprouvaient l'obstination de leurs confrères, qui étaient connus pour leur modération envers les dissidens et qui se formaient une idée plus humble de l'autorité de l'église, furent rangés dans ce qu'on appela par antithèse l'*église basse*. Entre ces deux partis religieux, les sympathies du prince d'Orange ne pouvaient être un instant douteuses. Il ouvrit les écluses au puritanisme et reçut dans le sein de l'*established church* ce qui en avait été plus ou moins écarté par ses prédécesseurs. Chaque fois qu'il supplantait un évêque ou tout autre dignitaire ecclésiastique rebelle au serment de fidélité, il le remplaçait volontiers par un membre de l'église basse, et c'est ainsi qu'un élément d'abord si faible dans le clergé acquit sous le règne de Guillaume III une certaine prépondérance. Depuis ce temps-là, les deux partis continuèrent de vivre côte à côte sous la même autorité; mais entre eux que d'anciens griefs! C'était à qui agiterait des fantômes : les uns, l'exécution de Charles Ier et l'expulsion des Stuarts; les autres, toutes les lois de réaction dont ils avaient souffert sous le règne de Charles II. Ces derniers n'étaient-ils point les enfans de la persécution? et comment dans ce temps-là eussent-ils épargné à leurs adversaires l'épithète de *papiste* (1)? La politique tenait de très près à la religion : aussi les membres de l'église haute étaient-ils presque tous tories, tandis que le clergé de l'église basse se rangeait invariablement du côté des whigs.

Le temps a beaucoup adouci ces divisions, mais il ne les a point éteintes. L'église basse ne donne plus à l'église haute le nom de *Babylone* ni de *grande prostituée*. Toutes deux sont-elles pour cela réconciliées dans la paix du Seigneur? Non, vraiment. Ce sont deux sœurs ennemies qui cachent leurs anciennes rivalités sous certaines réserves de langage et de conduite. Chaque fois que l'église haute veut mettre la lumière sous le boisseau, l'église basse se tient volontiers à l'écart. S'agit-il de la convocation, les membres de l'église basse (*low churchmen*) demandent comment l'assemblée d'une pro-

(1) Walter Scott, dans son *Histoire de Dryden*, fait observer avec raison que les membres de l'église haute, vers la fin du règne de Charles II, avaient les mêmes intérêts à défendre que les catholiques : ils étaient rapprochés par une commune haine des sectes religieuses, par un commun attachement à la famille des Stuarts.

vince, celle de Canterbury ou celle d'York, peut bien embrasser les intérêts religieux du royaume, pourquoi il n'y aurait pas une convocation de toute l'église. Ce synode, tel qu'il est constitué, ne forme-t-il point d'ailleurs une représentation des évêques et des chapitres plutôt qu'une représentation du clergé? — C'est pour répondre à cette dernière objection que la province de Canterbury a jugé utile d'étendre son suffrage électoral. Un ennemi est souvent plus redoutable à la porte que dans l'intérieur de la maison. On a voulu donner à l'église basse le moyen d'entrer dans ce concile et d'exprimer ses opinions en toute liberté. Se rendra-t-elle à cet appel? C'est encore une question. D'ailleurs la minorité qu'elle enverra sur les bancs sera très loin de représenter l'état réel de ses forces. Quant au congrès ecclésiastique, *church congress*, le clergé de l'église basse y assiste et y prend même une certaine part, mais plutôt pour obéir à un sentiment de devoir que par enthousiasme. En vain a-t-on écarté de ces réunions les disputes de dogme et de croyance pour y substituer des questions pratiques, les *low churchmen* craignent autant l'action de l'église haute que ses doctrines. C'est ainsi que le clergé anglais trouve en lui-même, c'est-à-dire dans ses divisions, une barrière qui limite ses moyens d'influence. Chacun des deux partis compte d'ailleurs en Angleterre des hommes remarquables, chacun a eu dans ces derniers temps sa période de renaissance. La renaissance de l'église basse eut lieu à la fin du dernier siècle et au commencement de celui-ci; à la tête du mouvement se placèrent entre autres le poète Cowper, Wilberforce, père du présent évêque d'Oxford, et Macaulay, père de l'historien. Le *revival*, comme disent les Anglais, de l'église haute se manifesta de 1830 à 1845; les principaux chefs étaient le docteur Pusey, l'ardent prédicateur Newmann, depuis converti au catholicisme, et le poète *clergyman* Keble. Leurs doctrines ont certainement gagné du terrain depuis quelques années en Angleterre, mais elles ne se sont point rattaché les sympathies des masses. L'église basse est, sinon la plus nombreuse, du moins la plus populaire, et celle vers laquelle penchent le plus souvent les faveurs du gouvernement libéral.

Quels sont donc alors les points essentiels sur lesquels se séparent ces deux opinions religieuses? L'église haute reproche à l'église basse l'étroitesse de ses vues, son calvinisme bâtard, son inaction au milieu de la société. « Plutôt, lui dit-elle, que de vous asseoir au milieu des ruines et de pleurer sur les erreurs du temps, que ne vous levez-vous, et que n'essayez-vous d'améliorer votre siècle? » L'église basse de son côté accuse ses adversaires d'obéir selon leurs goûts à deux tendances très opposées, l'une vers le catholicisme ro-

main, l'autre vers le rationalisme. La vérité est que les *high churchmen* admettent comme autorité secondaire la tradition représentée par les pères et les conciles œcuméniques, tandis que les *low churchmen* ne reconnaissent que l'autorité des saintes Écritures. Les premiers attachent une grande importance à la hiérarchie ecclésiastique, aux sacremens, aux rites, aux rubriques et aux cérémonies: les seconds se soucient assez peu de tout cela et ne se préoccupent guère que du culte de la parole. Cranmer, voulant concilier les deux partis, composa sous le règne d'Édouard VI le *Book of common prayer*, qui, avec quelques légères variantes introduites du temps d'Élisabeth et de Jacques Ier, sert encore aujourd'hui de lien à la liturgie anglicane. Les uns et les autres cependant interprètent ce livre à leur manière. Où se prononce surtout l'antagonisme des deux doctrines, c'est dans l'architecture des temples. Les successeurs des anciens puritains regardent moins l'église comme un lieu de prières que comme le siége de la prédication; tout y est donc sacrifié à la chaire et à l'auditoire. Les *high churchmen* au contraire cherchent à donner à leurs édifices un caractère de grandeur et de beauté. Selon l'opinion générale en Angleterre, ce goût des ornemens a même été poussé beaucoup trop loin dans certains cas: les images, les processions, les lampes, les fleurs, sont autant d'innovations étranges qui ont fort scandalisé les protestans de la vieille roche. Certaines pratiques douteuses, la confession rétablie sous une autre forme, des couvens d'hommes et de femmes fondés à l'ombre du culte réformé, ont soulevé contre l'église des *sacerdotalists* et des *tractarians* (1) un cri d'alarme. Où allait-on? N'était-ce point le *romanisme* qui sous un autre nom cherchait à reprendre la Grande-Bretagne dans ses filets? L'écho de ces plaintes et de ces murmures s'éleva même jusqu'à la chambre des communes. Le péril a sans doute été exagéré : les chefs du mouvement désavouent eux-mêmes avec énergie les intentions qu'on leur prête; mais l'animosité de part et d'autre n'a fait que s'accroître, et l'opinion publique a cherché dans l'église basse un rempart contre les progrès réels ou imaginaires d'un culte étranger.

Ceux des *high churchmen* qui défient par leurs idées bien connues le soupçon d'idolâtrie n'échappent point toujours à celui d'infidélité; c'est le nom qu'on donne ici aux diverses nuances du rationalisme. Sous l'épithète assez étrange de *latitudinaires* (*latitudinarians*), les organes de l'église basse poursuivent de leurs atta-

(1) L'épithète de *sacerdotalist* s'applique naturellement à l'idée de sacerdoce, dont on accuse les puseyistes de vouloir exagérer l'importance et accroître les priviléges. Quant au mot *tractarian*, il vient de *Tracts for the times* (traités pour le temps), sorte de recueil dont les principaux collaborateurs étaient les docteurs Pusey, Newman et Keble.

ques les docteurs dont les opinions leur semblent flotter au-delà des limites de l'orthodoxie. Qu'on y prenne garde, cette indépendance des signes intérieurs et du culte public qui distingue plus ou moins les *low churchmen* ne représente pas toujours une grande liberté morale. Leur esprit ne s'affranchit souvent de l'autorité des formulaires que pour s'asservir lui-même à la lettre d'un livre ou à un dogme affreux comme celui de la prédestination.

Entre ces deux partis s'en est formé un troisième qui, sous le nom de *broad church* (large église), s'attache surtout à la manière d'envisager les Écritures. Les diverses fractions du clergé anglican croient à l'inspiration de la Bible; mais que doit-on entendre par ces deux mots? Les uns veulent que ce livre ait été écrit aussi bien que dicté par une influence surnaturelle : les auteurs hébreux n'auraient été dans ce cas-là que les véhicules passifs de mots et d'idées qui ne leur appartenaient point, la trompette dans laquelle soufflait l'esprit de Dieu. D'autres (et c'est sur ce terrain que se pose l'*église large*) regardent les Écritures comme le fruit d'une inspiration divine enregistrée par des procédés humains (*humanly recorded*). Or admettre la part de l'homme n'est-ce point aussi admettre la part de l'erreur? Ce nom de *broad church* fut donné pour la première fois par la *Revue d'Édimbourg* à un parti clérical dont le fondateur paraît avoir été en Angleterre le célèbre docteur Arnold. Les chefs de cette école sont aujourd'hui les docteurs Milman et Stanley, doyens l'un de Londres et l'autre de Westminster.

Un tel mouvement a été de beaucoup dépassé par quelques récentes publications. Voyons pourtant ce que disent pour leur défense ceux qui adhèrent de près ou de loin à la libre interprétation des Écritures. « Il est un livre que tous les philosophes eux-mêmes ont admiré, sur lequel repose non-seulement notre église, mais encore une grande partie de l'édifice social en Angleterre. Prenez garde, le jour où cette base s'ébranlerait, c'est l'ordre religieux tout entier et même une partie des institutions civiles qui tomberaient en ruine. Or comment ne s'ébranlerait-elle point, minée qu'elle est de jour en jour par le progrès des sciences et par la critique historique? Le plus mauvais service que vous puissiez rendre en pareil cas au livre que vous prétendez défendre est de le placer sur le terrain de l'infaillibilité. La découverte de la moindre erreur géologique, chronologique ou topographique, détruira cette foi dans l'inspiration divine que vous vous efforcez de prendre à la lettre. Il faut ou soutenir que la science se trompe, ou accuser le soleil, qui ose être immobile, la terre, qui ose tourner, et dire à toute la nature : Tu as menti! Soyez plus sages : faites la part du déluge, abandonnez à l'erreur ce qui appartient à l'erreur, et sau-

vez du moins de la Bible ce type de haute morale qui convient encore aux sociétés chrétiennes. »

Ces attaques, parties du sein même du clergé, ont été pour l'église d'Angleterre un rude choc. On se tromperait pourtant en croyant que l'événement fut inattendu. En 1861, le docteur Temple (1), nommé d'office par l'université, prêcha devant l'Association britannique des sciences (*British Association of science*), réunie à Oxford, un sermon qui parut plus tard à la tête de la publication devenue célèbre d'*Essays and Reviews*, sous le titre d'*Éducation du monde* (*Education of the world*). L'air menaçant de l'orateur, le fier défi qu'il jetait à ses collègues, le trouble de l'auditoire, tout annonçait l'orage. La foudre éclata par deux fois : après les *Essays* vint l'ouvrage de l'évêque Colenso sur les livres attribués à Moïse. Ce qu'on aura peut-être de la peine à se figurer en France, c'est que de pareilles machines de guerre, dirigées contre l'infaillibilité de la Bible, frappent bien moins encore sur l'église anglicane que sur les sectes dissidentes. Ces dernières croient pour la plupart à l'inspiration *verbale* des Écritures : tel a toujours été leur dogme caractéristique, le fond de leur culte, qui a reçu, même au-delà du détroit, le nom de *bibliolâtrie*. C'est donc surtout de ce côté que l'émotion fut vive et douloureuse. L'église d'Angleterre pourtant se hâta de répondre (2). Selon elle, la théologie de ces écrivains est toute négative; ils ont dit ce qu'ils ne croyaient point, ils n'ont pas dit ce qu'ils croyaient. Le peuple attend d'eux une doctrine, une conclusion; aussi longtemps qu'ils se tairont à cet égard et qu'ils garderont leurs situations dans l'église, leur opposition ne peut avoir qu'une faible autorité morale. Peut-être eût-il mieux valu s'en tenir à cet argument, mais déjà les poursuites étaient entamées. A la suite de diverses péripéties, les auteurs incriminés furent acquittés en dernier lieu par le conseil privé, suprême tribunal de l'Angleterre. Qui ne comprit alors que l'église n'avait ni dans ses institutions ni dans le concours du gouvernement le moyen de punir les opinions qu'elle désapprouve? L'élément laïque, faisant ici partie de la religion de l'état, ne veut point rouvrir l'ère des persécutions, et en cela il se trouve secondé par une bonne partie du clergé. La tolérance n'est pour l'église anglicane ni un résultat des lumières, ni même un effort de la charité chrétienne; c'est une condition d'existence. La liberté ne forme-t-elle point une des con-

(1) Principal de l'école de Rugby.

(2) On peut voir ces réponses dans une œuvre collective intitulée *Aids to Faith*. Sous le patronage du *speaker* de la chambre des communes fut aussi publié de 1860 à 1862 un *commentaire* sur la Bible auquel travaillèrent les membres les plus éminens du clergé.

quêtes de la réformation, et toute conquête n'impose-t-elle point des devoirs? C'est au nom des martyrs protestans, c'est en invoquant les ombres des docteurs brûlés sur les bûchers de Smithfield, que les membres plus ou moins *latitudinaires* du clergé réclament aujourd'hui le droit de penser par eux-mêmes. Et qui oserait étouffer cette voix? Non pas ceux-là du moins qui, en fait de croyances religieuses, préfèrent la division dans la liberté à l'uniformité dans la servitude.

Un des dogmes qui ont le plus occupé dans ces derniers temps quelques nobles esprits de l'église anglicane est celui de l'éternité des peines. A leur tête se place le révérend Maurice, qui a rendu de si grands services aux classes ouvrières(1). Il ne croit point à un enfer chrétien, et quel témoignage invoque-t-il pour appuyer son opinion? L'autorité d'un poète dont le nom sonne mal à l'oreille des dévots. La lecture du *Giaour* lui en a plus appris, dit-il, sur ce sujet que toutes les menaces tonnant du haut de la chaire. Byron y parle d'un de « ces momens qui pèsent sur toute la destinée d'un homme, dont nul ne peut mesurer la longueur, et qui, si court qu'il soit dans la durée des temps, est une éternité pour la pensée (*eternity to the thought*). » C'est dans ce sens que le savant théologien explique les mystères d'une autre vie. « L'infini, comme dit encore Byron, l'espace sans bornes, le malheur sans nom, sans espérance, sans fin, » tout cela est dans cet éclair de la pensée que la lueur même de la conscience rend si terrible. En un mot, l'âme de l'homme est ainsi faite qu'elle peut embrasser toutes les souffrances dans un moment éternel. Certes nous voilà bien loin des tourmens matériels de la géhenne de feu! Grâce à la tolérance et à l'élasticité de doctrines qui distinguent après tout l'église anglicane, le révérend Maurice a pu rester ferme sur les limites extrêmes de l'orthodoxie. Une partie du clergé s'est pourtant effrayée tout récemment de cette libre recherche de la vérité. Ne trouvant ni dans les lois du royaume ni même dans la discipline ecclésiastique le moyen d'atteindre certains doutes cachés derrière des positions officielles, elle a imaginé de lier de plus près les consciences au *credo* de l'église établie : de là les efforts de la convocation de Canterbury pour engager sur l'honneur la foi des jeunes ministres. C'était évidemment son droit d'agir ainsi; mais on se demande si elle a bien

(1) Professeur de théologie à King's College en 1846, il fut obligé de quitter ce poste par suite de l'animosité que soulevèrent ses opinions religieuses. Il est aujourd'hui vicaire de la chapelle de Saint-Pierre dans Marylebone. On lui doit la fondation des *Working men's* et des *Working women's Colleges*, admirables institutions pour l'enseignement des ouvriers et des ouvrières. Le *Macmillan's Magazine* a été en partie rédigé sous son influence.

trouvé le remède au mal. Les mesures de restriction peuvent créer l'hypocrisie, mais assurent-elles la foi? Qu'on écoute par exemple la confession publique de certains *clergymen* qui combattent ce même dogme de l'éternité des peines. « Ils y ont cru, vous diront-ils, pendant un temps; mais un jour ils ont secoué comme malgré eux le rêve hideux de leur jeunesse, le cauchemar d'un Dieu impitoyable, et le monde s'est alors éclairé pour eux d'une lumière nouvelle, d'un rayon d'amour qui leur a fait découvrir jusque dans la punition des méchans les traits célestes de la bonté. » L'église anglicane est atteinte, il le faut bien reconnaître, de la maladie du siècle, et cela jusque sur les hauteurs (*oriens ex alto*). Qu'on n'en conclue pas d'ailleurs que le sentiment religieux se soit affaibli dans la Grande-Bretagne. Où trouver au contraire un clergé plus attaché à ses devoirs, une nation plus croyante? Et comment cela peut-il se faire? Les religions qui comptent le moins d'incrédules sont celles qui imposent aussi le moins de sacrifices à la raison et à la liberté de conscience : là est sans doute la réponse à l'apparente contradiction que nous venons de signaler.

Le clergé anglais tenant de très près à l'état, il importe de rechercher le genre d'influence qu'il y exerce (1). Il faut pour cela tenir compte des origines mêmes de la réformation. De tous les obstacles qui s'opposent chez un peuple à l'établissement des libertés politiques, le plus grave et le plus difficile à renverser est l'asservissement de l'esprit sous certains dogmes religieux. Dans la révolution morale du XVIe siècle, à laquelle le clergé britannique prit une si grande part, les docteurs se proposaient surtout d'émanciper le sentiment du *moi*. Tous les droits s'engendrent les uns des autres, et qui doute aujourd'hui que le respect de la liberté individuelle ne soit chez nos voisins d'outre-mer une conquête du protestantisme? Le même principe de curiosité qui avait mis à nu les fondemens de la foi appela les lumières de l'examen et de la discussion sur les bases du gouvernement civil. On découvrit bientôt que les racines du despotisme se cachaient dans une sorte d'ignorance sacrée, mais ne reposaient sur aucune autorité divine. C'est ainsi que la constitution anglaise a pu s'allier sans peine à l'ordre religieux, qui la consacre sans la gêner ni la contredire. Le clergé anglais pris en masse est conservateur; mais il ne faut point attacher à ce mot le sens étroit qu'on lui donne dans d'autres pays. Protéger les institutions de la Grande-Bretagne, c'est sans doute

(1) Il s'agit, qu'on l'entende bien, d'une influence indirecte. Les *clergymen* ne peuvent siéger à la chambre des communes. Jusqu'au mois de février 1865, ils ne pouvaient même faire partie du barreau.

perpétuer certains priviléges, mais c'est aussi défendre beaucoup de droits et de libertés politiques. Cet esprit général de l'église n'engage d'ailleurs nullement les opinions particulières de ses ministres. Lorsque les états du nord de l'Amérique poursuivaient contre les états du sud cette lutte héroïque dont le contre-coup fit courir un frémissement dans les veines de la vieille Europe, quelques *clergymen* anglais se déclarèrent hautement contre l'esclavage et firent des vœux publics pour le triomphe de la cause fédérale. Parmi les libéraux du clergé britannique, je pourrais citer le docteur Hook (1), doyen de Chichester, et bien d'autres qui prêtent volontiers la main aux réformes exigées par l'état présent de la société. Au moment où la candidature de M. Stuart Mill était peut-être menacée à Londres par d'injustes soupçons d'athéisme, c'est de l'université d'Oxford, un des centres de l'orthodoxie, que s'élevèrent des voix éloquentes pour défendre les opinions religieuses de l'illustre penseur contre les attaques du *Record* (2). Un seul fait pourrait donner un démenti au libéralisme éclairé du clergé : c'est la dernière élection de cette même université d'Oxford. Et pourtant, si je suis bien informé, la candidature de M. Gladstone n'aurait point échoué devant les votes des savans professeurs attachés à l'institution; elle aurait eu pour adversaires victorieux les membres agrégés, qui, disséminés sur toute l'Angleterre, occupent pour la plupart certains bénéfices dans les campagnes. Ces derniers, plus accessibles aux préjugés de naissance et aux influences locales de l'aristocratie, se défient aussi plus que les autres des entraînemens du siècle. Il est bien vrai d'ailleurs que les principes des tories cherchent à s'appuyer sur l'église comme sur un des piliers de l'état. Quelques *clergymen* reprochent même à M. Disraeli d'écarter d'une main trop hardie les voiles du temple, laissant ainsi entrevoir dans la religion un moyen de gouvernement. N'est-ce point compromettre ce qu'on voudrait servir? Contre cette confusion des rôles et des pouvoirs s'est dernièrement élevé en Angleterre un parti connu sous le nom de *liberation society*. Les chefs de cette école, et parmi eux il en est d'éminens, voudraient au contraire relâcher les liens qui unissent l'ordre civil à l'ordre religieux. Il est difficile de prévoir le sort que l'avenir réserve à de telles tentatives, mais dès aujourd'hui la véritable autorité de l'église anglicane repose sur la foi et non sur la loi : aussi longtemps qu'elle aura pour

(1) Auteur d'un excellent pamphlet intitulé *On the means of rendering more efficient the education of the people* (*Moyens de rendre plus efficace l'éducation du peuple*), qui attira l'attention publique par la hardiesse des vues et l'indépendance du talent.

(2) Organe de l'église basse, de même que le *Guardian* est le journal de l'église haute, et le *Non-Conformist* celui des sectes dissidentes.

elle les sympathies des esprits éclairés et qu'elle ménagera la liberté des opinions, elle pourra défier les tempêtes.

Le clergé s'est fort préoccupé depuis quelques années d'attirer dans les temples la classe ouvrière. Ses efforts ont-ils été couronnés de succès dans les grandes villes? Non assurément, car il en est encore à rechercher les causes d'une absence qu'il regrette. Le docteur Pusey attribue l'exclusion des ouvriers à l'ancien système qui régit encore l'arrangement intérieur des églises protestantes. Les bancs y sont ou loués à l'année pour de l'argent, ou occupés à titre de droit d'ancienneté par les paroissiens de la classe supérieure, tout au moins de la classe moyenne. Dans les deux cas, le pauvre y fait une assez triste figure. « Est-ce là, s'écrie le docteur Pusey, ce qu'on a le droit d'attendre d'une religion qui proclame l'égalité de tous en présence d'un père commun? » L'éloquent professeur va plus loin encore : il cite des faits. Il y a quelques années, une église n'avait absolument que des bancs, et ces bancs étaient vides; on les abolit, et sous le même *clergyman* la même église fut constamment remplie d'un bout à l'autre. Cette expérience paraît décisive, et pourtant est-il bien certain que la location des siéges soit la seule cause qui écarte des temples en Angleterre la classe la plus nombreuse? Il y a lieu d'en douter. Le dimanche, les personnes aisées étalent à l'envi dans la maison de prière leurs plus belles toilettes; de quel air le pauvre viendrait-il y montrer ses haillons? Cette objection est si sérieuse qu'on avait eu l'idée en 1850 d'établir à Londres des *églises déguenillées* (*ragged churches*), de même qu'il existait déjà des *ragged schools;* mais le nom à lui seul était trop injurieux pour que cette tentative obtînt du succès. La vérité toutefois est que, dans ces mêmes édifices où la voix de l'Évangile s'élève si haut contre le culte de Mammon, l'humble travailleur des villes sent peser sur lui tout un ordre social qui lui semble être en contradiction avec la parole du maître. En vain a-t-on adouci le sens de certains textes; en vain, grâce à un miracle de subtilité scolastique, a-t-on fait passer le chameau par le trou de l'aiguille : comment accorder l'extrême distinction des rangs avec l'esprit d'un livre qui prêche en tout le renoncement et l'humilité? La réformation avait voulu rapprocher le prêtre de la multitude afin de mieux rapprocher l'homme de Dieu; mais la naissance, l'éducation, la fortune, creusent encore des abîmes entre le ministre protestant et la partie la plus souffrante de son auditoire. Quant à l'évêque, il est trop grand et trop loin du peuple pour exercer sur lui une très vive influence. Derrière cette hiérarchie ecclésiastique se dresse d'ailleurs toute une hiérarchie civile, double échelle de Jacob bien haute et bien redoutable pour celui

qui reste à terre. La misère est un isolement, et cet isolement s'accroît encore au milieu de la foule dorée qui fréquente surtout les églises anglaises. En voilà bien assez pour expliquer comment une partie de la classe ouvrière ou s'abstient entièrement de prendre part au culte public, ou se rend le dimanche dans les chapelles appartenant aux sectes dissidentes.

III.

La grande différence entre l'église établie et les trente-six sectes chrétiennes qui existent en Angleterre est que la révolution religieuse a été faite d'un côté par le gouvernement, de l'autre par le peuple. Au milieu de l'ébranlement des anciens dogmes, l'église anglicane se rattacha au principe d'autorité. Les dissidens au contraire persistèrent à voir dans le roi un fantôme de pape et réclamèrent le principe du *self-government* dans l'ordre des croyances. La religion de l'état crut longtemps devoir s'opposer à ces tendances, qu'on disait anarchiques. En 1559, l'*acte d'uniformité* prononça des peines sévères contre tous ceux qui, sans cause raisonnable, s'absenteraient des temples reconnus par la loi. Les persécutés de la veille se faisaient à leur tour persécuteurs. Ainsi va le monde. Cependant de la libre interprétation des Écritures et du droit d'examen s'élevèrent, vers la fin du XVIe siècle, en Écosse les presbytériens, en Angleterre les indépendans. Le chef de ces derniers paraît avoir été Robert Brown, sorti d'une ancienne famille et allié au lord-trésorier Burleigh. Esprit enthousiaste et impétueux, il allait prêchant de ville en ville, surtout dans le comté de Norfolk. Après un séjour de trois années dans la Zélande, où il avait fondé une église indépendante, il revint en Angleterre (1585). Enfermé trente-deux fois dans différentes prisons à cause de ses opinions religieuses, à bout de zèle et d'efforts, il finit par se soumettre à l'église établie, et obtint pour récompense le rectorat d'Oundle, dans le Northamptonshire. La défection du chef ne désarma point les disciples, car en 1593 sir Walter Raleigh estimait à vingt mille le nombre des *brownistes* (c'est le nom qu'on donnait alors à ces sectaires), sans compter, ajoute-t-il, les femmes et les enfans. Ils furent traités avec beaucoup de rigueur, et plusieurs d'entre eux passèrent par les mains du bourreau sous le règne d'Elisabeth. Cette persécution chassa et dispersa les membres de la nouvelle doctrine dans les Pays-Bas, où ils fondèrent diverses églises à Amsterdam, à Rotterdam et à Leyde. Un des exilés revint pourtant en Angleterre vers 1616; il établit alors une chapelle dans le cœur de Londres. Tant que dura le long

parlement, la secte gagna du terrain, et lorsque Cromwell (qui était lui-même un indépendant) eut saisi l'autorité suprême, il fit puissamment reconnaître le principe de la liberté des opinions religieuses. De Charles II à Guillaume III, cette famille de dissidens eut beaucoup à souffrir; mais à l'époque de la révolution elle reparut, endurcie et fortifiée, comme dit Bossuet, par ses cicatrices. Les indépendans forment aujourd'hui un des grands rameaux du protestantisme anglican. Sous le nom plus moderne de *congrégationalistes*, ils ne le cèdent à aucune autre secte ni en nombre ni en importance sociale.

Quelles sont pourtant les idées qui les distinguent? Ils refusent d'admettre le principe d'une église nationale : pour eux, ce mot église veut dire simplement une congrégation, et les chrétiens doivent être libres de s'associer entre eux comme ils l'entendent, de telle sorte que tout individu puisse juger et approuver ce qui se fait par la communauté. Dans ce système, l'homme reste toujours maître de ses croyances et ne cherche dans l'union avec les autres hommes que le lien nécessaire pour donner de la force et de la consistance à ses sentimens personnels. En fait d'hiérarchie, les indépendans ne reconnaissent que deux ordres d'officiers religieux, — les évêques et les diacres. Or par évêques ils entendent les prêtres ou pasteurs (1). Ces derniers n'ont aucun besoin d'une ordination spéciale: il suffit qu'ils soient appelés par une des églises pour avoir le droit de prêcher et d'administrer les sacremens. L'usage veut pourtant que le ministre nouvellement élu soit inauguré par ses confrères dans un service spécial où il fait devant son auditoire une sorte de profession de foi. Dans le choix du pasteur, chaque église, douée d'une parfaite autonomie, ne se trouve liée par aucune condition de classe ni d'enseignement particulier; toute personne qui lui paraît capable est dès lors à même de revêtir les fonctions du ministère. Ce principe a toutefois souffert quelques modifications dans la pratique; comme il y a plus d'avantage à ce que les ministres soient des hommes éclairés, la plupart d'entre eux reçoivent aujourd'hui une éducation préalable dans les nombreuses *académies théologiques* ou *colléges* appartenant à la secte. Le droit de prêcher dans les assemblées religieuses ne constitue d'ailleurs point un privilége exclusif; on encourage au contraire quiconque possède le don de la parole à exhorter la congrégation : ainsi par le fait tout homme est prêtre. Les *indépendans* refusent au gouvernement le droit d'intervenir dans les affaires religieuses et tiennent à supporter eux-mêmes

(1) Selon eux, ces deux mots qu'on rencontre si souvent dans l'histoire de l'église primitive, — *episcopus* et *presbyter*, — désignent une seule et même personne.

les frais de leur culte. Une sorte de concile volontaire, composé de délégués et connu sous le nom de *Congregational Union of England and Wales*, se réunit deux fois par an pour organiser une action commune, sans toutefois porter atteinte au principe d'initiative locale. Ce frêle lien suffit à entretenir l'unité, et malgré l'état flottant du système aucune fraction importante ne s'est depuis l'origine détachée de l'ensemble.

J'entrai un dimanche soir dans une chapelle qui se trouve à Londres dans Borough-Road : l'intérieur de l'édifice, blanc et nu, était vivement éclairé au gaz; les bancs s'arrondissaient en amphithéâtre autour d'une chaire dans laquelle monta un ministre en habits de ville, seulement noirs. Après le service, tout le monde se recueillit, et quelques orateurs des deux sexes se levèrent l'un après l'autre, selon qu'ils se sentaient inspirés, pour offrir à Dieu une sorte d'improvisation. La gravité de l'auditoire, ces soliloques à voix haute entrecoupés de silence, l'ardeur exaltée des femmes qui parlaient, leur visage enflammé sous le voile, la lumière qui tombait d'en haut, tout cela, malgré la singularité de la scène, avait un côté solennel et touchant : je me sentais ému. Étrange pays, à la fois positif et mystique, où sous l'épaisse atmosphère des intérêts matériels, et presque en l'absence de tout culte extérieur, on sent passer dans les âmes avec une sorte de frémissement le rayon d'unmonde invisible !

Après les indépendans, une des sectes les plus anciennes et les plus nombreuses est celle des baptistes, qui descendent sans doute des anciens anabaptistes. Leur origine remonte en Angleterre à 1608, époque où la première église de ce nom fut établie à Londres. Considérant le baptême comme une simple profession de foi de la part de celui qui le reçoit, ils maintiennent que cette déclaration ne peut être faite par des enfans en bas âge, ne jouissant point encore de l'usage de la raison, ni, à leur place, par des parrains ou marraines n'ayant aucun droit d'engager d'avance la conscience du nouveau-né. Ils n'admettent donc à cette cérémonie que les adultes. Ce n'est pas tout. Le mode selon lequel s'administre le baptême dans les autres églises ne leur paraît nullement en harmonie avec les usages des chrétiens primitifs. Le sens même du mot grec, l'autorité de Tertullien et de Grégoire de Nazianze, la tradition des Vaudois et des Albigeois, — que n'invoquent-ils point en leur faveur! Selon eux, le signe matériel du baptême consiste non point à verser de l'eau sur la tête, mais à plonger toute la personne dans une sorte de bain : un ministre anglais a jeté sur cette secte un assez grand éclat. Quel est cet édifice à fronton grec et à colonnes corinthiennes qui s'élève dans Kensington-Road? C'est

le *Tabernacle* de M. Spurgeon (1). A l'extérieur, on dirait un théâtre, et, pour compléter la ressemblance, une foule serrée fait queue tous les dimanches soirs, d'abord devant la grille qui protége le monument, puis sous le péristyle. Enfin à six heures et demie les portes s'ouvrent : tout le monde se précipite et trouve les trois quarts de la salle envahie déjà par les propriétaires ou les locataires de bancs. Ce système d'exclusion et de privilége, combattu par quelques membres de l'église haute, règne avec une extrême rigueur dans les chapelles : les ministres dissidens n'ont d'ailleurs aucune raison de l'abolir, ils en vivent. Au point de vue matériel, qui ne se sépare guère ici du point de vue religieux, l'érection de tels édifices constitue dans certains cas une excellente spéculation financière. L'intérieur ressemble exactement à une salle de concerts : il se compose d'un parterre et de deux rangs de galeries superposées autour desquelles courent des cordons de lumières, tandis que des becs de gaz s'épanouissent au chapiteau des colonnes qui soutiennent le toit et les surmontent d'une couronne de feu ; — du reste, aucun signe religieux, à moins qu'on ne veuille prendre pour tel le cadran d'une horloge destiné sans doute à rappeler aux chrétiens la fuite rapide du temps. A sept heures du soir, M. Spurgeon paraît sur un balcon ou plate-forme entourée d'une balustrade. Il est vêtu d'un habit noir et porte une cravate blanche. Le plus profond silence règne parmi les trois ou quatre mille fidèles qui remplissent cette salle, encore trop étroite pour la réputation de l'orateur. Une courte lecture, quelques chants, une prière, tels sont les préliminaires du sermon. M. Spurgeon a beaucoup d'un acteur dans la figure, dans la voix et dans les gestes :

(1) Né à Kelvedon (Essex) en 1834, M. Spurgeon fit ses premières études dans la ville de Colchester. Quelques membres de sa famille étaient indépendans ; ils l'engagèrent à entrer dans un des colléges de la secte pour y apprendre la théologie et se préparer ainsi au ministère; mais ses convictions inclinaient du côté des baptistes. Il se rattacha donc à une église de ces dissidens présidée à Cambridge par Robert Hall. A dix-sept ans, dans un village voisin de Cambridge, Teversham, il prononça son premier sermon et fut bientôt connu sous le nom de « l'enfant prédicateur (*boy preacher*). » On le demanda peu de temps après pour exercer les fonctions de pasteur dans la petite chapelle de Waterbeach ; il s'y rendit, et cette chapelle, — une grange, — fut bientôt remplie d'auditeurs, tandis que la foule, repoussée au dehors, se contentait d'entendre le son de sa voix. Sa réputation vola jusqu'à Londres, et la chapelle de *New-Park street*, dans Southwark, dont la chaire avait été autrefois occupée par le docteur Rippon, réclama les services du jeune prodige. En 1853, M. Spurgeon parut pour la première fois devant le public de Londres : le succès fut immense. Deux années ne s'étaient point écoulées qu'il fallut agrandir la chapelle. Ces travaux terminés, l'édifice se trouva encore trop étroit pour l'auditoire. Après avoir prêché le dimanche dans les plus vastes salles de concerts qui existent à Londres, M. Spurgeon recueillit des souscriptions afin d'ériger un autre temple qu'il intitula lui-même le *Tabernacle*.

tour à tour grave ou comique, tombant du sublime au grotesque et au trivial, « tantôt Ézéchiel et tantôt Scaramouche, » il a incontestablement fondé en Angleterre une nouvelle école d'éloquence sacrée. Les autres prédicateurs du *Tabernacle* cherchent à l'imiter et n'y réussissent guère : il leur manque pour cela cet accent fort et pur qui domine les grandes eaux de la foule, cette verve mordante qui donne à la polémique religieuse l'intérêt des *debating clubs* (*clubs des débats*), et surtout cet art de *dramatiser* la chaire en saisissant les imaginations. M. Spurgeon prête par plus d'un côté à la caricature. Aussi le crayon des artistes anglais ne l'a-t-il point épargné (1). De même que Socrate, il a eu l'honneur d'être joué de son vivant sur la scène. Ces traits de la critique s'adressent à un talent bizarre, mais réel : pourquoi donc aurait-il la faiblesse de s'en émouvoir? M. Spurgeon se distingue par des idées libérales. Aux dernières élections, il soutint de sa grande influence, au moyen d'une affiche placardée sur les murs de Londres, la candidature de M. Thomas Hughes, le célèbre auteur de *Tom Brown's School days*. Cette intervention d'un ministre dissident dans les affaires publiques n'a ici rien qui étonne, ni qui soit contraire aux mœurs. Il ne faut pas oublier qu'en Angleterre les institutions civiles ont été en quelque sorte coulées dans le bronze des croyances religieuses.

Une des scènes les plus intéressantes du *Tabernacle* est le baptême des adultes, qui a lieu généralement le jeudi soir après le service. Une vingtaine de catéchumènes se groupent sur une plate-forme qui occupe une des extrémités de la salle au-dessous de la chaire. Les jeunes filles sont habillées de blanc, elles portent des bonnets relevés d'un tour de dentelle qui leur serrent étroitement la tête; leurs robes longues et tombant à plis droits, l'espèce de pèlerine qui leur couvre les épaules, leur air modeste et recueilli, tout dans leur costume et dans leur attitude rappelle les statues de saintes qu'on voit dans les anciennes églises. Les hommes sont revêtus d'une robe de chambre avec une cravate ou un col blanc. Au milieu de la plate-forme s'ouvre un réservoir d'eau, à l'entrée duquel se placent deux diacres en habits bourgeois, tandis que M. Spurgeon, revêtu cette fois d'une longue toge cléricale à manches flottantes, disparaît à moitié dans l'intérieur du bassin. C'est maintenant le tour des néophytes. L'une des jeunes filles descend

(1) C'était la mode, il y a trois ou quatre ans, de représenter M. Spurgeon sous la forme d'un *gorilla*, par allusion à la dispute célèbre qui eut lieu en Angleterre sur ce singe à figure humaine dans lequel l'orateur « se refusait, disait-il, à reconnaître un de ses ancêtres. »

la première les marches de la piscine; le ministre, la soutenant par le bras, lui dit : « Sur ta profession de foi en Jésus-Christ et par ton propre désir, je te baptise au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit. » En même temps il la plonge dans l'eau. La même cérémonie se répète pour les autres *sœurs*, et, chaque fois que l'une d'entre elles remonte toute mouillée les degrés du bassin, un diacre lui jette sur les épaules une sorte de manteau, tandis qu'une femme commise à ce genre de service l'emmène dans une chambre voisine. On était alors au mois de janvier 1865, et l'eau devait être très froide : je tremblais à l'idée d'une telle épreuve subie par de jeunes filles; mais elles, réchauffées sans doute par l'enthousiasme religieux, ne montraient ni crainte ni hésitation. Cette cérémonie, le baptême par immersion, a du reste un côté imposant, et tel est le respect des Anglais pour toutes les formes du culte, que même les curieux y assistent avec un grand air de recueillement. « Ils y viennent pour s'amuser et ils y restent pour prier, » dit avec trop de confiance peut-être M. Spurgeon.

Quels sont ces hommes graves qui, vêtus d'une manière uniforme, se rendent le dimanche à leur conventicule? On les appelle vulgairement *quakers*, mais ils donnent à leur secte le nom de *Société des amis* (*Society of friends*). Le fondateur est George Fox, qui naquit en 1624; fils d'un pauvre tisserand, il avait été placé en apprentissage chez un cordonnier, quand, entraîné par la force des idées religieuses, il se sauva un jour de chez son maître et se mit à courir la campagne comme un ermite, revêtu, sinon d'une peau de chameau, au moins d'un pourpoint de cuir. Sans autre compagnie que sa Bible, il jeûnait et errait dans les endroits déserts; dormant pendant le jour dans le tronc creux d'un arbre, il se promenait la nuit à travers les champs, comme un homme possédé du démon de la mélancolie. A l'âge de vingt-deux ans, il commença la prédication de ses doctrines. Trouvant que l'église réformée avait encore conservé dans ses formes et ses cérémonies beaucoup trop de procédés humains, il se tint tout à fait à l'écart du culte établi et voulut remonter aux sources les plus pures de l'inspiration divine. Regardant même certaines convenances sociales comme entachées d'un respect superstitieux, il n'ôtait son chapeau devant personne, grand ou petit; il tutoyait tout le monde, le riche comme le pauvre. De 1648 jusqu'à sa mort, qui eut lieu en 1691, il occupa en voyages et en disputes religieuses le temps qu'il ne passait point de force dans les prisons. Il visita le continent à plusieurs reprises, et en 1661 il fit voile pour les colonies anglaises de l'Amérique. Par deux fois, il se rendit dans les Pays-Bas, où ses doctrines avaient poussé de profondes racines. Tel est l'homme qui fixa les principes de la

secte. La Société des amis n'exige de ses membres aucune profession de foi; elle a très peu de dogmes et se gouverne par des synodes ou *meetings*. Le trait qui la caractérise est une croyance profonde dans l'influence directe de l'Esprit-Saint sur l'âme de l'homme. Comme les noms que nous donnons aux mois de l'année et aux jours de la semaine dérivent d'une source païenne, les amis refusent de s'en servir; c'est ainsi qu'ils disent le *premier* et le *second* mois au lieu de janvier et de février, le *premier* et le *second* jour au lieu de dimanche et de lundi. En cas de disputes litigieuses, les quakers ne doivent point s'adresser aux tribunaux ordinaires; mais il faut qu'ils soumettent leur différend à l'arbitrage de deux ou trois de leurs confrères. Si l'une des deux parties intéressées refuse d'obéir à la sentence des tiers, elle peut être exclue de la société par le *meeting* auquel elle appartient et qui se réunit tous les mois (*monthly meeting*). La sincérité étant à leurs yeux une des premières vertus chrétiennes, ils prétendent que tout homme doit être cru sur parole et se défendent avec douceur d'y ajouter aucun serment. Leur résistance à cet égard a été pour eux la source de persécutions odieuses; mais leur simple affirmation est aujourd'hui reçue en justice et dans les affaires d'état. On connaît leur sainte horreur pour la guerre; ils réprouvent avec la même énergie toute atteinte à la liberté de conscience.

Leur chapelle ou, pour mieux dire, leur lieu de réunion est une grande salle n'ayant d'autre luxe que la propreté, des murs blancs, un plancher lavé avec soin et des bancs de bois où tout le monde s'assoit sans aucune distinction de rang ni de fortune. Sur le bureau figurent les archives de la société en plusieurs volumes. Leur culte est tout immatériel; ils adorent Dieu en esprit, sinon en vérité. Aucunes formes de prières, point de jeûnes, point d'actions de grâce. Comme ils soutiennent que toutes les anciennes figures ont été abolies par la loi nouvelle, ils n'admettent d'autre baptême que celui de l'esprit, et leur communion est un acte intérieur de l'âme sans aucun signe visible. Dans leurs assemblées, hommes et femmes, riches et pauvres, savans et ignorans, peuvent également prendre la parole, selon qu'ils se croient inspirés. On appelle en Angleterre une réunion de personnes silencieuses un *meeting* de quakers. Avant d'élever la voix dans ces conventicules, il faut en effet qu'on se sente remué par l'esprit, et l'esprit est quelquefois lent à souffler. On l'attend alors dans le plus profond recueillement. Il y a pourtant des anciens (*elders*) qui veillent sur le ministère de la parole, mais seulement pour entretenir l'ordre. Le mariage lui-même se célèbre sans l'intervention d'aucun prêtre. L'un des membres de la société a-t-il l'intention de prendre femme, il en avertit

le *meeting* d'hommes auquel il appartient; la fiancée en fait autant de son côté auprès du *meeting* de ses compagnes. On s'assure alors du consentement des parens et de la liberté des parties contractantes; si la femme est veuve et qu'elle ait des enfans, on s'occupe de leur garantir des moyens d'existence. Cela fait, les fiancés se présentent devant le conventicule des amis, qui leur délivrent un certificat de mariage. Les enterremens ont lieu avec la même simplicité : aucune pompe mortuaire, nul appareil de deuil; on évite même de marquer par une pierre ou par tout autre monument l'endroit de la sépulture. Il est contraire à leurs principes de rétribuer aucune fonction religieuse; tout homme, selon eux, doit donner gratis aux autres ce qu'il a reçu gratis. La source des aumônes est très abondante et contribue surtout à accroître pour les enfans les moyens d'éducation. Ont-ils d'ailleurs des pauvres parmi eux? Il est inoui en Angleterre qu'un quaker ait jamais réclamé les secours de sa paroisse. Quand un négociant de la secte est dans de mauvaises affaires, les amis viennent à son aide et l'empêchent ainsi de tomber en faillite. Charitables envers les hommes, ils se montrent bons pour les animaux. C'est un des préceptes de leur doctrine : « ne demande au bœuf que la longueur du sillon qu'il peut tracer sans perdre haleine. » On doit surtout citer comme un modèle des vertus de la secte Richard Reynolds, de Bristol, mort il y a quelques années. Après avoir amassé une fortune princière dans le commerce des fers, il se consacra tout entier aux œuvres de bienfaisance. Ses offrandes n'étaient accompagnées d'aucune signature, il écrivait seulement sur la feuille blanche : « un ami. » Une dame vint un jour réclamer sa générosité en faveur d'un orphelin. « Quand il sera grand, ajouta-t-elle, je lui apprendrai le nom de son bienfaiteur. — Vous avez tort, répondit-il. Nous ne remercions pas le nuage pour l'eau qu'il nous envoie. Apprenez-lui à regarder plus haut et à remercier celui qui donne à la fois le nuage et la pluie. »

Où il faut surtout étudier le quaker, c'est chez lui. Sa maison respire en général un grand air de prospérité. Demandez-lui la cause de cette richesse : il vous répondra que le mérite en est avant tout à l'éducation qu'il a reçue. Dès l'âge le plus tendre, on lui a fait apprécier la valeur du temps. Assurer le bien-être de sa famille est à ses yeux plus qu'un conseil de la prudence; c'est un devoir religieux. Qu'on ne se méprenne d'ailleurs point sur le caractère de son intérieur; tout y est d'une élégance sévère; on n'y voit ni pianos, ni meubles superflus, ni tentures éclatantes. Le grand luxe des quakers, surtout à la campagne, est dans les jardins et dans les plantes rares. Ils ont volontiers une voiture à deux chevaux, mais sans armoiries. Les femmes portent un costume qui les

distingue, — un chapeau de forme antique, le plus souvent gris perle, une robe couleur sombre sans volans ni garnitures, un châle attaché très haut qui les enveloppe. Tout cela est d'une étoffe excellente et coûteuse, mais qui flatte très peu les yeux. A les voir ainsi vêtues, un étranger les prendrait volontiers pour des sœurs de charité. Les quakeresses mettent à éteindre l'éclat de leur toilette tout le soin que d'autres se donnent pour contrefaire la fortune. Dans la conversation, les amis évitent de parler des membres de leur famille qui ne sont plus : ces absens appartiennent à Dieu et au silence. Sobres au milieu de l'abondance, ils jouissent de la richesse avec modération. Leur domestique est nombreux et bien traité; les servantes de la maison assistent deux fois par jour, matin et soir, non à la prière, car les quakers ne prient point avec les lèvres, mais à une lecture de la Bible. Ils exercent l'hospitalité avec grandeur et en même temps avec modestie. Cette vie de famille ne serait pas, je le déclare, du goût de tout le monde; elle a pourtant du charme. C'est le paradis de la tranquillité. Et comment douter que les *amis* ne soient heureux? On le voit bien à leur regard clair et limpide. Tout, jusque dans le son de leur voix, annonce la paix de l'âme et l'égalité du caractère.

Les amis tiennent très peu à faire des prosélytes. N'est pas quaker qui veut: je connais une ville du comté de Norfolk où un nouvel adepte s'était mis en tête de porter le chapeau à grands bords et de fréquenter le conventicule; mais il ne réussit point à gagner la confiance de la secte. On naît quaker, on ne le devient pas; aussi la Société des amis ne s'accroît-elle guère. On assure même qu'elle décline. Les jeunes quakeresses abandonnent volontiers l'ancien costume pour porter des rubans, des fleurs et même, ô scandale! des jupons de crinoline. Les jeunes gens de leur côté s'enrôlent parmi les volontaires et osent ainsi porter les armes. Dans les banquets, quelques amis se lèvent maintenant par faiblesse avec les autres convives quand on propose la santé de la reine (1). Les vieux en gémissent et cherchent à sauver par la dignité de leur maintien l'honneur du *quakerisme* en danger. Il est d'ailleurs à remarquer que les amis qui se détachent de la société ne se rallient d'ordinaire à aucune autre dénomination religieuse.

Sous le nom général de méthodistes, on désigne en Angleterre une autre secte qui compte de nombreux partisans dans les classes ouvrières. Elle se divise en plusieurs branches, dont les deux prin-

(1) Les vrais quakers, non par un sentiment d'opposition, mais d'accord avec les usages de leur secte, restent assis dans de pareilles occasions. Selon eux, on doit porter dans le cœur le respect des personnes, et non le témoigner par des marques extérieures.

cipales ont été entées sur l'arbre de la réformation, l'une par Wesley et l'autre par George Witfield. John Wesley naquit en 1703. Au moment où il parut, la religion n'était plus guère chez nos voisins qu'une affaire de mode. On pourrait comparer cette époque sous le rapport des croyances à celle qui précéda chez nous la révolution française. Ancien *fellow* (agrégé) d'Oxford, Wesley, après avoir reçu les ordres, se rendit tout jeune en Amérique pour y prêcher l'Évangile aux Indiens. A son retour en Angleterre, il chercha le moyen de régénérer la foi, qui se mourait dans les âmes. « Après avoir longtemps battu l'air, » il jura de s'adresser au peuple. Monté sur une charrette, sur une borne ou sur une meule de foin, il prêchait dans les champs et le long des grandes routes. De toutes parts on accourait pour l'entendre. Sa parole était claire, simple et convaincue, elle remuait la multitude avec le frisson du vent dans un champ de blé. Les églises lui étant fermées à cause du caractère de ses doctrines, il avait pris pour temple la voûte du ciel, et dans ces assemblées en plein air la voix de cinquante mille personnes chantant des hymnes composées par lui-même s'élevait comme le bruit des grandes eaux. Le maître et les disciples furent persécutés: ces mauvais traitemens ne firent qu'attiser le feu de leur enthousiasme : c'est une des pages les plus tristes dans les annales religieuses de la Grande-Bretagne. Cependant l'église établie a, de même que l'aristocratie anglaise, une grande force; elle sait prendre conseil de ses adversaires. Les pasteurs reconnurent qu'ils avaient trop négligé leurs troupeaux, et à la voix de John Wesley ils se réveillèrent de leur long engourdissement. C'était son intention : il voulait agir à la fois sur l'église et sur les parties qu'il en détachait. La secte des méthodistes wesleyens forme aujourd'hui en Angleterre un des rameaux les plus puissans de la division. Ils ne se séparent guère de la religion de l'état sur les questions de doctrine; mais ils gouvernent tout autrement les affaires du culte. Deux genres de prêcheurs, les uns clercs et les autres laïques, président dans chaque arrondissement religieux aux besoins spirituels des sociétés méthodistes. Les clercs se dévouent entièrement aux œuvres du ministère et sont payés sur des fonds prélevés à cet effet dans les *classes* ou congrégations (1). On prend d'ailleurs bien soin qu'ils ne s'enrichissent point de l'Évangile. Quelques-uns d'entre eux reçoivent le nom de prêcheurs ambulans (*itinerant*

(1) Ces classes sont considérées avec raison comme la base du système méthodiste. Elles se composent d'une douzaine de personnes, et chacune d'elles a un chef (*leader*), un laïque élu par un *meeting* de laïques. Chaque membre de la classe, à moins du cas d'extrême pauvreté, verse à titre de contribution au moins un *penny* par semaine dans la caisse de la société.

preachers). Ils ne s'attachent à aucune chapelle, ils vont au contraire semant la parole de chaire en chaire : il est rare qu'ils se fassent entendre deux dimanches de suite dans le même endroit. On compte à peu près douze cents *itinerant preachers* dans la Grande-Bretagne. Les prêcheurs laïques ou locaux ne sont point au contraire rétribués par la confrérie. Ils exercent une profession, quelquefois même un état manuel, et on leur assigne la chapelle où ils doivent se faire entendre le dimanche. Ces orateurs ont une éloquence à eux; leur parole énergique et inculte cherche à remuer dans les cœurs les cordes endormies du sentiment religieux. Toujours est-il que l'impression qu'ils laissent sur leur auditoire est considérable; on s'en aperçoit bien aux sombres gémissemens qui sortent des poitrines émues. Les femmes elles-mêmes ne sont point exclues du ministère de la parole. Une jeune fille de dix-sept ans attirait récemment la foule dans quelques chapelles méthodistes. Outre le dimanche, qu'ils célèbrent dans la crainte et le tremblement, les wesleyens ont certaines fêtes particulières, par exemple les *love-feasts* (fêtes d'*amour*), qui ont lieu à certains intervalles, et un *meeting* connu sous le nom de *watch night* (veille de nuit), qui se tient le dernier jour de l'année pour saluer l'année nouvelle et inculquer dans les âmes l'idée de la brièveté du temps. Les *parties de thé*, les collations, auxquelles se réunissent quelquefois jusqu'à deux mille personnes, jouent aussi un grand rôle dans les affaires de la secte. Ce qui s'y recueille d'aumônes et de souscriptions est vraiment merveilleux. Lors du jubilé wesleyen qui eut lieu, il y a quelques années, en Angleterre, on ramassa une somme de 300,000 à 400,000 livres sterling. Quand on songe que cet argent sort en grande partie de la poche des pauvres, on ne peut méconnaître la force d'une doctrine qui inspire de pareils dévouemens.

Il serait superflu de poursuivre la division dans la division, et de rechercher ainsi toutes les sectes religieuses qui existent en Angleterre. On remarque pourtant parmi elles la *nouvelle église* (*new church*), greffée sur les ouvrages théologiques de Swedenborg. Ses doctrines ont été introduites dans la Grande-Bretagne par deux *clergymen* de la religion de l'état, Thomas Hartley et John Clowes, qui traduisit en anglais les *Secrets du ciel* (*Arcana cœlestia*). En 1783, onze ans après la mort du célèbre visionnaire suédois, une annonce insérée dans les journaux indiquait un lieu de rendez-vous pour les adeptes : cinq personnes s'y rendirent et formèrent une sorte de cénacle. En 1787, le nombre des croyans s'était élevé à dix-sept, et c'est vers ce temps que se constitua le nouveau culte. On voit comment naissent les sectes en Angleterre. Tout homme ou tout groupe d'individus ayant un système religieux et trouvant assez de

partisans pour payer les frais du local et des services a le droit d'ouvrir une chapelle. Les *swedenborgiens* ou membres de la nouvelle église se réunissent à Londres, près du *British-Museum*, dans une jolie maison dont le rez-de-chaussée est occupé par une librairie. Là se publient avec dévotion tous les ouvrages du maître et de ses disciples. Leur conviction est que les Écritures saintes ont deux sens, l'un naturel et l'autre spirituel. Le sens naturel est celui qui a été compris par les autres églises chrétiennes, tandis que le sens spirituel a été révélé pour la première fois par le grand apôtre de Stockholm, auquel il a été donné de converser avec les anges et les esprits. Les rites de la nouvelle église diffèrent très peu de ceux qui se pratiquent dans les autres chapelles protestantes; mais on s'y préoccupe beaucoup des mystères d'une autre vie. Selon les swedenborgiens, l'homme doit passer après la mort par un état intermédiaire où celui qui est intérieurement bon recevra une plus grande dose de vérité qui le préparera pour le ciel, tandis que celui qui est intérieurement mauvais rejettera toute lumière et descendra ainsi pour jamais parmi les réprouvés. La congrégation ne compte encore qu'un petit nombre de membres : s'il y a jusqu'ici peu d'élus, ils forment en revanche une assemblée d'hommes instruits et respectables; mais quelles figures extatiques! Ce que je m'empresse d'annoncer, car je crains qu'on ne s'en doute pas assez en France, c'est que le jugement dernier est déjà accompli, et que la « nouvelle Jérusalem » est à l'heure qu'il est descendue sur la terre sous la forme de la nouvelle église. Telle est du moins la grande nouvelle que m'ont chargé de répéter ces oracles du mysticisme!

Plus anciens, quoique plus éloignés de la souche des croyances nationales, les unitairiens ont appelé sur eux dans ces derniers temps l'attention de l'Angleterre. Leur doctrine remonte jusqu'à Arius, prêtre d'Alexandrie, qui vivait durant le IVe siècle; elle apparut dans la Grande-Bretagne peu de temps après la réformation, et Milton lui-même était semi-arien. Les unitairiens croient, comme l'indique leur nom, au Dieu un et indivisible. Leurs idées firent peu de progrès en Angleterre jusqu'au commencement du XVIIIe siècle, où plusieurs des anciens ministres presbytériens embrassèrent des opinions contraires au dogme de la Trinité. J'ai suivi pendant quelque temps les services d'une chapelle unitairienne qui se trouve à Londres près de *Finsbury Square*. On y lit publiquement la Bible, surtout le Nouveau Testament, comme un livre de haute morale, mais sans croire à l'inspiration des écrivains sacrés. Dans cette lecture choisie d'avance, on évite d'ailleurs certains passages dogmatiques, comme celui où il est dit que l'homme est tombé en

Adam. La théologie chrétienne est un enchaînement : nier la chute, n'est-ce point nier la rédemption? Les unitairiens ne croient point en effet à la divinité de Jésus-Christ. Pour eux, c'est le plus parfait modèle sur lequel se soit imprimée l'idée de Dieu, mais « il était constitué en tout comme les autres hommes. » Sa mort n'a point été un sacrifice offert en expiation pour nos péchés, c'est le martyre d'un juste pour la défense de la vérité. Aussi évitent-ils de s'adresser à lui dans leurs invocations. Tout ce qu'ils demandent d'ailleurs à Dieu, c'est la lumière qui éclaire les âmes. En pratique, ils font consister le bonheur dans l'observation des devoirs de la vie; l'homme est justifié par ses œuvres et par sa conscience. Le dogme de l'immortalité est maintenu; seulement on laisse entrevoir, dans un avenir entrecoupé d'ombres et de clartés, une justice miséricordieuse. Quelques-uns des orateurs dans les discours desquels je pus saisir les principaux traits du système étaient à coup sûr éloquens, et parmi eux je remarquai surtout un jeune docteur de Cambridge qui, le jour de Pâques, fit un sermon sur les progrès de la science. D'après ce que j'ai vu, l'unitairianisme est plutôt une philosophie qu'une religion; il tient pourtant encore à se rattacher aux formes chrétiennes. Les services s'y célèbrent à peu près comme dans les autres chapelles dissidentes, et le livre d'hymnes, composé d'extraits de Byron, de Coleridge, de Cowper, indique, après tout, la trace d'un culte poétique. L'auditoire est généralement peu nombreux et, ce qui me frappa surtout, presque entièrement composé de gens du monde. Cette doctrine, qui s'est implantée si profondément en Amérique, n'a jeté jusqu'ici que de faibles racines dans la classe ouvrière de Londres.

Les chapelles ne sont pas en Angleterre les seuls rendez-vous des diverses sectes religieuses. Les théâtres, les salles de natation, *swimming baths*, et bien d'autres édifices se convertissent le dimanche en autant d'endroits consacrés au culte. Est-il d'ailleurs besoin d'un monument bâti par la main de l'homme? Non vraiment. Certains *meetings* religieux se tiennent volontiers en plein air. Je me souviens d'avoir rencontré un jour de printemps, au milieu de la campagne et sous une haie en fleur, un couple amoureux qui célébrait le dimanche à sa manière. Le jeune homme lisait et commentait la Bible, la jeune fille écoutait; il était le ministre et elle était l'auditoire. Mais ce n'est point précisément de ce culte à deux que je veux parler. Lors du *great revival movement* (mouvement de renaissance religieuse) qui eut lieu à Londres il y a quelques années, Hyde-Park fut envahi par les services, le chant des hymnes et les sermons. Aujourd'hui encore, pendant l'été, on y rencontre le dimanche une nombreuse tribu de prêcheurs en plein vent. Il

y en a de tous les âges, depuis un garçon de quinze ans jusqu'à un vieillard à tête blanche; mais il y en a surtout de toutes les opinions, depuis des orthodoxes jusqu'à des mormons, et même jusqu'à des athées. Le dimanche, si strictement observé par nos voisins en ce qui regarde la fermeture des boutiques et des théâtres, est peut-être de tous les jours de la semaine celui où l'église nationale subit de la part de ses adversaires les plus rudes attaques. La grande majorité des prêcheurs ambulans se rattachent pourtant à la Bible; ce sont moins leurs croyances que leurs manières qui peuvent sembler hétérodoxes. Un de leurs usages est d'adresser la parole aux auditeurs en les appelant *miserable sinners* (misérables pécheurs), ce qui est à coup sûr peu chrétien et peu charitable pour ceux qui les écoutent. Un jour dans un endroit, le lendemain dans un autre, ces péripatéticiens de l'Évangile choisissent toutefois de préférence les promenades où se réunit la foule. Aussi leur discours est-il souvent interrompu par les amusemens profanes ou par des scènes grotesques. A la porte du parc de Greenwich, une femme d'une trentaine d'années, maigre et noire comme une *gipsy*, prêchait le dimanche avec enthousiasme au milieu des courses à âne pour lesquelles *Blackheath Common* est justement célèbre. Un de ces animaux, qui n'était pas loué dans le moment, profita de sa liberté pour s'approcher du petit groupe des auditeurs et même pour frotter sa tête contre le coude de celle qui parlait. Jusqu'ici tout allait bien, et la *prêcheuse*, emportée par son zèle, ne remarqua même point une circonstance si vulgaire; mais au moment le plus pathétique, lorsqu'elle s'écria : « Oui, je suis une vagabonde de la foi; oui, j'ai quitté toute jeune la maison de mon père pour aller semer la bonne parole dans les villes et les villages, » l'âne se mit à braire de la façon la plus scandaleuse. En vain menaça-t-elle l'animal du courroux céleste, en vain chercha-t-elle à exorciser du geste et du regard le démon qui était en lui; le bruit continua de plus belle, et l'auditoire se dispersa au milieu d'un fou rire.

Je ne crois point en vérité que ces sermons des rues exercent une bien grande influence morale sur la population anglaise, et pourtant du milieu de ces voix discordantes se dégage une grande chose, la liberté de discussion. Dernièrement, un *alderman* de Londres avait fait arrêter de son autorité privée un ancien *clergyman* de l'église établie qui, faute d'emploi ou par tout autre motif, se livre maintenant à la prédication sur les places publiques de Londres. Les deux parties comparurent, selon l'usage, devant le magistrat, et l'*alderman* signala avec indignation les tendances chartistes qu'il avait cru remarquer dans le discours de l'orateur.

« Je n'ai point à m'occuper des opinions qu'il prêche, » répondit gravement le juge. Et comme il fut prouvé que le défendeur n'avait point troublé la circulation sur la voie publique, son acquittement fut aussitôt prononcé. Ce respect pour les droits de la parole n'est-il point après tout le fondement de la constitution anglaise?

Les dissidens ou non-conformistes forment, on le voit, les protestans du protestantisme. Tous s'élèvent plus ou moins contre le principe d'autorité en matière de foi. L'église anglicane s'alarme assez peu, il faut le dire, de cette opposition des sectes; n'a-t-elle point de son côté les lumières, la fortune et la sanction de l'état? Il y a pourtant des Anglais qui regrettent amèrement un tel ordre de choses et qui voudraient à tout prix ramener l'unité dans les croyances. Je crois qu'ils ont tort, et que cette dissension dont ils se plaignent est au contraire chez eux la sauvegarde des libertés religieuses. Il existe d'ailleurs plus d'un lien entre les diverses sectes nées des accroissemens de la réformation. N'ont-elles point fondé de concert, il y a quelques années, l'université de Londres? n'ont-elles point conclu, sous le nom d'*alliance évangélique*, une sorte de pacte qui tend à les rapprocher toutes dans un sentiment de tolérance mutuelle et de charité? Une partie de l'église établie (*low church*) s'est elle-même ralliée à ce mouvement. Et que craindrait-elle en effet de l'action commune avec les autres églises dissidentes? Cette division, dont on fait tant de bruit, est bien plus dans les formes que dans les doctrines. Un fait essentiel est que la part de liberté laissée par le protestantisme à la raison humaine suffit dans tous les cas pour ne point gêner les progrès de la science ni les développemens de l'industrie.

J'étais monté un dimanche matin sur les hauteurs qui dominent la ville de Swansea, plongée ce jour-là dans le repos et le silence. Deux sortes d'édifices seulement donnaient signe de vie : de hautes cheminées surmontant les fonderies laissaient échapper de noirs serpens de fumée dont le vent dénouait les anneaux, et qu'il chassait l'un après l'autre dans la même direction au-dessus des toits recouverts de tuiles, tandis que de la flèche des églises s'élevait un bruit de cloches. Le travail et la prière, voilà tout ce qui surnageait dans l'air de cette ville, étendue au bord de la mer retentissante. Ne pouvait-on y voir une image de la civilisation anglaise? La religion et l'industrie, ces deux puissances qui, dans quelques pays catholiques, se regardent encore avec une défiance jalouse, ont vécu ici depuis longtemps en parfaite harmonie, et de cette alliance on a vu sortir d'un côté, dans certaines limites, la liberté de l'esprit, — de l'autre la conquête de la matière.

ALPHONSE ESQUIROS.

LES

KABYLES DU DJURDJURA

III.

LA KABYLIE AU TEMPS DES ROMAINS. — LE PASSÉ EN REGARD DU PRÉSENT.

Le spectacle de paix profonde de la Grande-Kabylie au sein de la contagion insurrectionnelle qui l'avait presque enveloppée nous donnait, il y a quelques mois, l'occasion de rechercher les causes principales d'un si remarquable contraste (1). Tout symptôme d'agitation en Afrique ramène naturellement la pensée sur les populations indigènes qui, aux mauvais jours, sont demeurées les plus fidèles. Les Kabyles du Djurdjura méritent, à ce titre, qu'on se souvienne d'eux; ils méritent qu'on s'occupe de les bien connaître. — Les derniers troubles du sud de la province d'Oran, dont le public s'est exagéré la portée, étaient loin de menacer la colonie d'une crise analogue à celle de l'année 1864; mais si, ce qu'à Dieu ne plaise, une seconde révolte devait éclater et grandir en Algérie, nous avons le ferme espoir que la Grande-Kabylie la traverserait comme elle traversa celle de la précédente année, où on la vit également impassible devant les entraînemens arabes, devant la levée de boucliers des Babors. Et pourquoi cet espoir? Parce que la constitution nationale des Kabyles, prudemment respectée, forme dans le Djurdjura la plus sérieuse garantie de l'autorité française, parce que les besoins matériels et moraux des indigènes s'y trouvent de jour en jour plus satisfaits. — Et, une fois

(1) Voyez la *Revue* du 1er et du 15 avril 1865.

engagée solidement dans la bonne voie, l'organisation de toute conquête n'assure-t-elle pas au vainqueur, par les simples progrès de chaque jour, des chances croissantes d'affermissement?

Au moment où les intérêts de l'Algérie éveillent de hautes préoccupations, il y a une opportunité sérieuse à parler du Djurdjura, car c'est le Djurdjura qui conserve l'essence pure de la nationalité kabyle autochthone à laquelle tiennent de près ou de loin les deux tiers des indigènes algériens; c'est le peuple du Djurdjura qui garde intacts le caractère, les coutumes de la race, — caractère et coutumes qui offrent avec les nôtres de frappantes analogies et peuvent se prêter à l'œuvre la plus pratique d'assimilation. Veut-on des instincts démocratiques, des tendances égalitaires, l'amour du travail, le goût de fixité au sol, ils sont là. — Rêve-t-on un régime communal à étendre sur l'Algérie, qu'on y regarde; la commune est l'unité traditionnelle des Kabyles djurdjuriens. — Songe-t-on à établir la propriété indigène sur les bases de la propriété individuelle, nulle part on ne la verra plus divisée, mieux assise que chez les tribus du Djurdjura. — Cherche-t-on enfin s'il est une partie de la population africaine qui soit apte à recevoir notre civilisation et capable de nous en savoir gré, elle est toute trouvée. Voilà bien des raisons pour rappeler que le Tell algérien présente un massif considérable, peuplé d'une race compacte, vaillante, travailleuse, entièrement différente des Arabes, vraiment assimilable avec nous, — qui, sous la main de la France, vit contente de son sort, et dont la constitution ne réclame heureusement plus de nouveaux essais d'administration. Là les succès militaires et politiques de la France peuvent victorieusement supporter tout parallèle avec les divers systèmes des anciens dominateurs du nord de l'Afrique, — et ce n'est point un complément inutile à de premières études sur le présent et l'avenir des Kabyles du Djurdjura qu'un coup d'œil jeté sur leur passé : la vigoureuse permanence de leur caractère ressortira plus saisissante encore de l'étude même de leur histoire.

Les Turcs ont directement précédé la domination française en Algérie; mais à considérer le prestige de la puissance, l'étendue de l'occupation, la grandeur des moyens militaires, c'est Rome que l'on regarde vraiment comme l'aînée de la France sur le sol d'Afrique. Ce sont toujours ses traces monumentales qu'on nous montre, ses exemples qu'on prône, son système qu'on glorifie. Cependant, soyons justes, lorsque les Romains occupèrent l'Algérie ancienne, ils avaient le singulier privilége de ne plus compter hors de l'Afrique ni ennemis à combattre ni rivaux à ménager; ils pouvaient s'appliquer sans entraves à pacifier et à coloniser. Quel usage donc Rome fit-elle de sa force et de sa liberté d'action contre le massif

djurdjurien, coin laissé dans l'ombre et qu'on se plaît à faire passer inaperçu dans l'ensemble de la domination romaine? Pour être restreint, le sujet ne laisse pas d'être sérieux, car l'histoire prête aux peuplades djurdjuriennes d'alors le même caractère guerrier, les mêmes instincts de liberté qu'à celles de nos jours : or, quand on songe que les Kabyles, bien que devenus musulmans, ne se sont jamais assimilés ni avec les Arabes ni avec les Turcs, quand on voit leur esprit d'indépendance apparaître dans toute sa force, même antérieurement à l'islamisme, n'en doit-on pas conclure qu'il n'est pas subordonné à ce souffle de fanatisme religieux qui entretient au cœur de l'Arabe l'espoir sacré de la délivrance? Prouver que l'amour de l'indépendance était aussi ardent au sein du Djurdjura avant le mahométisme que dans les temps modernes, c'est appuyer la thèse que nous avons soutenue quand nous attestions que les Kabyles se sont battus contre la France pour l'honneur plutôt que pour la foi, qu'ils placent leurs devoirs religieux après leurs immunités civiles, après les intérêts de leur commerce, et que, si leur vainqueur respecte en eux le citoyen et favorise le commerçant, il aura de moins en moins le fanatique à redouter. Au surplus, le temps semble venu de démentir cette vieille formule qui propose l'imitation du système romain comme un moyen de succès infaillible en Algérie. Qu'on suive avec impartialité les luttes et la politique de Rome dans la Grande-Kabylie (1), que sur le même terrain, vis-à-vis du même peuple, le plus belliqueux d'Afrique et rendu plus fier par des siècles d'indépendance, on vienne alors placer en regard de l'action romaine l'action française maintes fois gênée pourtant, comme celle de Rome ne l'était point, par les exigences de la politique extérieure, — et l'on jugera si la France, à sa manière, n'a pas su faire plus et faire mieux.

I.

Quels liens de parenté rattachent les Kabyles d'aujourd'hui à la race ancienne du Djurdjura? Comment renouer entre les temps romains et les nôtres la chaîne de l'histoire? Première question nécessaire qu'il faut chercher à résoudre en remontant rapidement le cours des âges.

Époques turque, arabe, byzantine, vandale et romaine, voilà ce qu'on peut appeler avant les temps actuels les époques historiques de l'Algérie. Les Kabyles de notre Djurdjura, on les reconnaît aisément,

(1) Les élémens fournis sur cette matière par les auteurs anciens sont souvent bien incomplets; mais des découvertes épigraphiques et archéologiques récentes, consignées pour la plupart dans la *Revue africaine*, savant recueil d'histoire et d'archéologie algériennes, nous offriront une aide précieuse.

sous le régime turc, dans ce tableau que fait d'eux et de leur montagnes l'historien Marmol au XVIe siècle (1) : « Sur la frontière des plaines d'Alger qu'on nomme Meticha (la Mitidja), du costé du midi et du levant, sont plusieurs montagnes peuplées d'Azuagues (2), gens belliqueux qui vivent la plupart du temps sans reconnaître aucun seigneur ni payer tribut à personne. Ils ont guerre perpétuelle entre eux; mais ils ont de certaines foires libres pour le commerce où ils s'entre-communiquent sans crainte. Entre ces montagnes, qui sortent toutes du Grand-Atlas, il y en a une qu'on appelle Cuco, du nom d'une ville qui y est située (3). Cette montagne est fort haute et escarpée à dix-huit lieues d'Alger entre le levant et le midi, à quinze de Bugie du costé du couchant et à quatre de la montagne de La Abès (des Aït-Abès), dont elle n'est séparée que par la rivière de Bugie. On y trouve plusieurs vergers qui portent toute sorte de fruits et d'où l'on tire quantité d'huile. Entre ces barbares sont plusieurs faiseurs de poudre, parce qu'ils ont des mines de salpêtre; ils ont aussi de bons ouvriers qui font des épées, des poignards et des fers de lances... Ce ne sont de tous costés, dans la province de Bugie, que montagnes escarpées où habitent des Azuagues fort vaillans. Ces montagnes sont si sauvages et d'une avenue si difficile que la plupart des peuples s'y maintiennent en liberté, sans se soucier de la puissance des rois... La rivière de Bugie passe sur la pente de la montagne, dont les habitans se vantent d'être chrétiens d'origine et sont fort ennemis des Arabes. D'ailleurs, par un ancien usage, ils se font une croix bleue à la joue ou à la main sans autre raison, à ce qu'ils croient, que de marquer leur origine. »

Sous la période arabe, ce sont encore bien nos montagnards djurdjuriens que ces Zouaouas cités par Ibn-Khaldoun comme ayant d'ancienne date « tenu un rang très distingué en temps de guerre aussi bien que dans les intervalles de paix. Leur territoire est situé, dit-il, dans la province de Bougie. Ils habitent au milieu de précipices formés par des montagnes tellement élevées que la vue en est éblouie, et tellement boisées qu'un voyageur ne saurait y trouver son chemin. Ainsi les Beni-Fraoucen et les Beni-Iraten occupent le massif qui est situé entre Bougie et Dellys. C'est une de leurs retraites les plus difficiles à aborder et les plus faciles à défendre. De là ils bravent la puissance du gouvernement, et

(1) *L'Afrique*, de Marmol, traduite de l'espagnol par Nicolas Perrot, sieur d'Ablancourt.

(2) Un *Zouaoua* s'appelle rigoureusement en langage kabyle un *Ag-Aoua;* le nom d'Azuague est un mélange évident des deux mots *Zouaoua* et *Ag-Aoua,* qui sont synonymes.

(3) C'est aujourd'hui un village des Aït-Yaïa, voisins des Aït-Iraten.

quand le sultan de Bougie leur réclame l'impôt, ils se révoltent, étant bien sûrs de n'avoir rien à craindre dans leurs montagnes. » Ibn-Khaldoun énumère alors douze tribus qu'il désigne comme les tribus zouaviennes les plus marquantes, et c'est chose curieuse de constater, en les lisant, que les noms des tribus qui habitaient le Djurdjura au XIVe siècle se sont intégralement conservés de nos jours.

Aux époques byzantine et vandale il n'y a pas lieu de s'arrêter : les populations djurdjuriennes semblent complétement ignorées des historiens du temps : rien sur elles ni dans Procope, qui accompagnait Bélisaire en Afrique, ni dans le poète Corippus, qui chantait, au VIe siècle, les exploits de Jean Troglita. « L'Aurès, écrit Procope (1), est la plus grande montagne que nous connaissions, » — et il ajoute : — « Nous ne communiquons que par mer de la province de Zaba (province de Constantine) avec la ville de *Césarée* (Cherchel, à l'ouest d'Alger), ne pouvant nous y rendre par terre, car les Maures demeurent maîtres de tout le pays qui nous en sépare. » C'est assez dire que les généraux byzantins ne connurent et ne tentèrent même pas de connaître le Djurdjura. Quant aux Vandales, « tous cavaliers, suivant Procope, ne sachant pas combattre à pied, ni tirer de l'arc, ni lancer le javelot, les pentes abruptes et escarpées de l'Aurès les empêchèrent d'y porter la guerre. » Comment le massif djurdjurien, plus formidable encore et plus éloigné de Carthage, centre de leur domination, ne fût-il pas resté à l'abri de leurs attaques?

Mons-Ferratus, le mont bardé de fer : c'est de ce nom symbolique que les Romains appellent le Djurdjura, comme le témoignent l'histoire d'Ammien Marcellin et la carte de Peutinger (2). Le territoire auquel la carte de Ptolémée donne pour limites la mer, le fleuve Serbetes et la rivière Nasaoua, forme un triangle qui répond à notre Grande-Kabylie. Le Serbetes représente l'Isser, la Nasaoua l'Oued-Sahel, et Ptolémée fait descendre avec raison ces deux cours d'eau du Byren Mons, qui occupe la position du Dira actuel. Nababes et Quinquegentiens, voilà les noms des peuples qui habitaient cette contrée. Les Nababes sont placés par la carte peutingérienne au sein même du Djurdjura; c'est également le territoire que la *Cosmographie* d'Éthicus assigne aux Quinquegentiens entre les villes de *Salde* (Bougie) et de *Rusuccuru* (Dellys). Qu'un même peuple ait répondu à ces deux dénominations différentes,

(1) L'Aurès est un pâté de montagnes dans la province de Constantine, d'un relief moins considérable que le Djurdjura, qui fait partie de la province d'Alger.

(2) La carte de l'empire romain à laquelle Peutinger, savant antiquaire du XVe siècle, a donné son nom remonte, suivant Mannert, au règne d'Alexandre-Sévère. Il est reçu plus généralement qu'elle date du règne de Théodose le Grand.

pourquoi pas? Celle de Nababes est confirmée par une inscription que M. le général Pâté a découverte en Kabylie; celle de Quinquegentiens, plus souvent citée par les auteurs, semble une pure désignation politique : elle signifie en effet *les cinq tribus unies*, et implique déjà dans une haute antiquité cette sorte de fédération ou *kebila* qui devait servir d'origine étymologique au nom de Kabyle.

Est-ce sur la foi de cette simple analogie que nous prétendons assimiler les races d'alors et d'aujourd'hui? Non. Est-il au moins un type kabyle spécial qui, observé jadis, se soit perpétué fidèlement à travers les siècles? Pas davantage. Depuis l'Arabe au nez aquilin et à l'œil noir jusqu'au Vandale à l'œil bleu, à la barbe rousse, le Djurdjura offre des nuances de traits parfaitement diverses, et nous admettons fort bien que des peuples voisins soient parfois venus, comme les Arabes, mêler leur sang au sang kabyle, que les Vandales, sans avoir dominé dans le Djurdjura, y aient laissé trace de leur passage, et gravé peut-être leur nom dans les noms du village de *Tandelest*, sur la montagne, et du hameau de *Ouandelous*, sur la côte. Tous les vaincus de Bélisaire ne furent pas détruits ni emmenés captifs; ceux qui échappèrent au désastre ne devaient trouver de meilleur refuge que ces crêtes indépendantes, et même une partie des Vandales transportés à Constantinople parvint, dit Procope, « à s'emparer de quelques navires et à débarquer sur une plage déserte d'Afrique, d'où, ayant abandonné leurs vaisseaux, ils se retirèrent sur les monts de l'Aurès et de la Mauritanie, » c'est-à-dire sur les monts des provinces de Constantine et d'Alger. Enfin que des déserteurs des troupes romaines (car Ammien parle de désertions), ou quelques familles de colons fuyant devant les Vandales se soient acclimatés dans le Djurdjura, la chose est possible, et il ne s'agit point de nier que le sang kabyle n'ait été mélangé; mais qu'importe, si des preuves sérieuses viennent témoigner que les élémens étrangers s'absorbèrent dans une race primitive et vivace dont la fixité est presque restée sans atteinte, et dont la langue, le caractère, la nationalité, se sont transmis inaltérés jusqu'à nous?

« Aux premiers âges du monde, un roi géant régnait en Arabie sur une vaste contrée montagneuse, lorsque arriva menaçant, au pied de ses montagnes, le prophète Moïse, qui conduisait les Hébreux à la recherche de la terre promise. Devant ces envahisseurs, plus nombreux que les sables de la mer, le roi résolut de s'enfuir en emportant son montagneux empire sur ses épaules. La nuit favorisa sa fuite : à la pointe du jour, ses pas de géant avaient déjà fait des centaines de lieues, quand, épuisé de fatigue, il tomba. Le Djurdjura (car c'était le Djurdjura qu'il portait) l'écrasa de son poids, et du cadavre gigantesque naquit la race qui habita désor-

mais le pays. » Telle est la fable qui se raconte en Kabylie (1), et certes dans l'étude des peuples primitifs on se complairait volontiers à la recherche de ces légendes qui parfois sous une poésie fantastique cachent une lueur de vérité précieuse. Mais à chaque peuple son caractère. Il n'est peut-être point de pays moins fécond en légendes que le pays kabyle. L'esprit positif de la race a peu de goût pour la fable, et la légende que nous citons pourrait bien avoir été forgée par quelque marabout malin sur les données mythologiques du roi Atlas et du géant Antée. Au reste qu'est-il besoin d'un berceau légendaire qui se perde dans la nuit des temps? Si l'on peut reconnaître nos Kabyles dans les Quinquegentiens de l'époque romaine, leur antiquité restera encore suffisamment respectable.

Seul parmi les chroniqueurs, Ammien Marcellin a laissé des *cinq tribus unies* une énumération complète. Il les divise en *Tendenses*, *Massissenses*, *Isaflenses*, *Jubaleni*, *Jesalenses*. Trois de ces peuplades, par le nom ou la position que l'historien leur assigne, se reconnaissent dans des tribus existantes : l'homonymie des *Massissenses* avec les Imsissen ou Msisnas, riverains de l'Oued-Sahel, n'est pas moins frappante que celle des *Isaflenses* avec nos Iflissen ou Flissas de la Grande-Kabylie. En plaçant les *Jubaleni* au milieu des cimes les plus inaccessibles de la *Montagne-de-Fer*, Ammien indique nettement le pays actuel de la confédération zouavienne; mais, si leur nom s'est perdu sur le territoire des Zouaouas, il vit encore dans celui d'une tribu puissante des environs de Bougie, les Beni-Jubar, dont Marmol a beaucoup vanté le courage et l'esprit d'indépendance. Julius Honorius, auteur d'une *Cosmographie* citée par Cassiodore, donne pour voisins aux Quinquegentiens les *Abennes* et les *Baouares*. Or l'identité des noms de *Baouares* et de Babors est devenue chose acceptée des archéologues. Quant aux *Abennes*, une fraction de la tribu djurdjurienne des Aït-Boudrar porte aujourd'hui même leur nom et habite près du col appelé col des Aït-Aben (2). Si, quittant la montagne proprement dite, nous parcourons sur les cartes latines le littoral kabyle entre Bougie et Dellys, nos yeux

(1) Elle a été recueillie par le capitaine de zouaves Devaux, un infatigable travailleur en matière kabyle, mort trop tôt, mais mort dans Puebla, au champ d'honneur.

(2) Il y a plus : une très ingénieuse explication due à M. le colonel Hanoteau propose de rattacher les dénominations actuelles de Zouaoua et de Aït-Abès à une origine également ancienne : l'Oued-Sahel en effet reçoit dans Ptolémée la double appellation de *flumen Nasaoua* et *flumen Nasabath*. En séparant la particule *n*, qui, en langue kabyle, caractérise le génitif, on décompose sans peine *flumen Nasaoua* en *flumen n as Aoua*, c'est-à-dire fleuve des *As-Aoua* (équivalent kabyle du mot zouaoua), puis *flumen Nasabath* en *flumen n as Abath*, c'est-à-dire fleuve des *As-Abath* (équivalent kabyle du mot *aït abès*); voilà donc rendue à l'Oued-Sahel sa naturelle signification de rivière des Zouaouas, rivière des Aït-Abès, nom que cette dernière tribu n'a jamais cessé de lui maintenir.

tombent sur les colonies maritimes de *Rusazus* et de *Rusubezer*, dont la dénomination doit être antérieure à l'époque romaine, comme l'indique le préfixe phénicien *rus*, qui signifie cap. Eh bien! non loin des ruines de Rusazus, découvertes au village actuel de Zeffoun, réside encore la tribu kabyle d'Azuzen, dont le nom se retrouve entier dans celui de Rusazus (cap Azus), et les débris considérables de Rusubezer (cap Bezer) se montrent sur un promontoire élevé qui est un des principaux contre-forts d'une montagne appelée aujourd'hui encore le mont Abizar! L'ancien nom de Dellys lui-même, *Rusuccuru*, n'est qu'un composé redondant du mot phénicien *rus*, et du mot kabyle *akerou*, qui ont tous deux une signification identique. Les Phéniciens ou leurs fils les Carthaginois auront trouvé la pointe de Dellys désignée par les indigènes sous le nom d'*Akerou*, et ils y auront simplement appliqué leur préfixe habituel, pour en former le mot que les Romains depuis ont copié.

Une observation dont on s'est préoccupé de vieille date, c'est que dans beaucoup de noms des personnages africains de l'antiquité, comme Massinissa, Misipsa, Masgaba et autres, la syllabe initiale *mas* ou *mis* se reproduit avec une persistance marquée. Longtemps la cause en fut une énigme; le jour ne s'est fait que lorsque des voyageurs hardis ont osé explorer le Soudan, et que d'assidus linguistes ont pénétré les mystères de la langue des Touaregs. Cette langue s'est trouvée la même que celle de nos Kabyles, seulement plus originale et plus pure; interrogez-la sur le vrai sens de la syllabe en question, elle dira que c'est une particule de déférence que les Touaregs placent devant les noms propres. Demandez-lui l'étymologie, oubliée en Kabylie, du mot Djurdjura ou plutôt *Djerdjera*, pour prononcer à la vraie façon des indigènes (1) : elle répondra que le radical *djer* ou *ghar* indique une contrée montagneuse riche en sources, et qu'il se répète à dessein dans *Djerdjera*, pour mieux imiter le son de l'eau qui jaillit. Dans son remarquable ouvrage sur les Touaregs du nord, M. Henri Duveyrier identifie le mot de Djerdjera avec le nom d'*Igharghar* donné au grand plateau d'où descendent les eaux de tout le versant méditerranéen du massif des Touaregs, et il veut reconnaître dans le plateau d'Igharghar l'ancien mont *Girgyris* de Ptolémée. Le géographe alexandrin ne semble-t-il pas en effet avoir saisi et respecté jusqu'à l'harmonie imitative qui, dans le mot d'alors comme dans celui d'aujourd'hui, prétend rappeler le murmure de l'eau quand elle jaillit de terre et creuse son lit en ruisselant?

« La langue kabyle se parle, mais ne s'écrit plus. » Ainsi dit-on

(1) Sur la crête extrême des Aït-Mellikeuch s'élève un pic appelé *Djerdjer*; c'est le nom de ce pic qui a été donné à tout le massif.

dans la montagne; les Touaregs, eux, ont un alphabet écrit spécial, et ce sont les femmes, oui, les femmes, — dont l'instruction semble former au Soudan le précieux apanage, — qui ont à travers les siècles conservé comme un dépôt sacré cette écriture; si bien que, sans le secours même de l'imprimerie, les lettres ont pu ne pas s'altérer, et ressemblent aujourd'hui encore à celles de la pierre de Thougga, contemporaine de l'époque carthaginoise. Il y a six ans à peine, une pierre importante était découverte en Kabylie au village d'Abizar, près des ruines de l'ancienne colonie de Rusubezer; elle portait un bas-relief et une inscription : le bas-relief représentait un cavalier nu sur son cheval, un bouclier à la main; le modèle en était grossier, mais d'une disposition générale identique à celle d'autres bas-reliefs portant des inscriptions latines, datés de l'époque romaine et recueillis également dans la Grande-Kabylie. L'épigraphe était gravée en caractères qui parurent inconnus; — ils le seraient encore, si l'on n'avait obtenu un alphabet complet des Touaregs, grâce auquel on a pu les étudier, les déchiffrer et retrouver dans ce langage du vieux temps l'idiome kabyle (1). Tels que M. Duveyrier nous montre les Touaregs, ce n'est pas la langue seulement qui les rapproche de nos Kabyles. Dans le Soudan tout comme dans le Djurdjura, la loi civile est l'*ada* ou la coutume transmise traditionnellement d'âge en âge. Les Touaregs aussi n'infligent, au nom de la société, ni la prison ni la peine de mort; ils laissent, en cas de meurtre, aux parens de la victime le droit de représailles. Eux aussi, ils sont une race forte et robuste, intelligente et industrieuse, active et résolue; ils détestent le mensonge, ils aiment la guerre par point d'honneur, et l'éloquence dans les assemblées, et les grands repas de viande aux jours de fête. Eux non plus, ils ne sont ni chauds musulmans ni portés à la polygamie, et la croix que nous avons si souvent vue tatouée sur le visage des femmes djurdjuriennes, les Touaregs l'ont au front, au pommeau de leurs selles, à la poignée de leurs sabres, jusque dans leur alphabet. Pour que deux populations divisées par d'aussi grands espaces aient même langage et mêmes mœurs, il faut qu'elles soient sœurs d'origine. Et en effet, si des dénominations anciennes survivent chez les tribus du Djurdjura, de même les Touaregs empruntent leur vrai nom à l'antiquité. L'appellation de Touaregs leur a été donnée par les Arabes; le nom national, le seul que les Touaregs soient fiers de s'appliquer est celui de peuple *amazig*, véritable héritier du fameux peuple mazique qu'Hérodote connaissait déjà, et que n'omet

(1) C'est à un zélé et heureux chercheur, le lieutenant Aucapitaine, qu'on doit la belle pierre d'Abizar; bas-relief et inscription y représentent une sorte d'*ex-voto*. M. le colonel Hanoteau a ainsi traduit l'inscription : « A Ioukar; Annouren rend hommage à son maître. »

de citer aucun des historiens ou géographes de l'époque romaine.

Mais cette langue des Touaregs et des Kabyles djurdjuriens est également parlée dans les divers massifs montagneux de l'Algérie, dans les oasis du Sahara, au sein des populations marocaines. C'est la langue en un mot de tous les indigènes qui n'appartiennent pas à l'élément arabe et qui lui ont préexisté. En bien des points certes, le mélange de l'idiome arabe a modifié le langage kabyle; bien des dialectes sont nés de ces altérations que l'isolement progressif des tribus kabyles par suite des invasions suffit à expliquer, et il va de soi que telle expression puisse être en usage chez les Touaregs et avoir disparu dans le Djurdjura ou ailleurs. Il va de soi encore que la langue se retrouve plus pure là où les populations sont restées plus à l'abri de l'influence étrangère. Un fait capital pourtant, c'est que le fond de la langue kabyle, la grammaire, les formes essentielles sont partout demeurés identiques. Les historiens arabes, Léon l'Africain et Ibn-Khaldoun, s'accordent à établir que, lors de son irruption dans le nord de l'Afrique, la race arabe y trouva une seule et même langue parlée par les indigènes, incomprise par les nouveau-venus, et ainsi s'est vérifiée cette importante parole de saint Augustin (1) : « En Afrique, les nations *barbares* n'usent que d'un seul langage. »

Les barbares! de ce mot les Arabes ont fait celui de *Berbères;* nous-mêmes aussi en avons fait celui d'*états barbaresques*. Les Romains l'avaient emprunté aux Grecs pour désigner surtout ceux de leurs ennemis dont ils ne comprenaient pas la langue, et c'est une idée semblable que le poète exilé exprima plaintivement dans ce vers connu :

Barbarus hic ego sum quia non intelligor illis (2).

Derrière les sables du désert, la langue antique des Africains devait, comme leur indépendance, trouver l'abri le plus naturel et le plus reculé. Il n'est pas étonnant que les Touaregs, plus éloignés du contact des envahisseurs, aient plus que d'autres conservé la langue type des Kabyles avec ses caractères écrits; mais après le leur le dialecte le plus pur est celui qu'on parle sur les deux versans djurdjuriens, et auquel les Zouaouas donnent leur nom. Voilà vraiment le peuple à qui il faut faire honneur d'avoir, sur sa montagne située en plein Tell et si souvent battue par le flot des invasions, maintenu sauves sa langue et ses traditions nationales. Oui, certains traits physiques subsistent dans le Djurdjura comme

(1) *Cité de Dieu*, liv. XVI, ch. 6.

(2) « On me traite ici de barbare, parce qu'on ne me comprend pas. » Ovide, *les Tristes*, liv. V, élégie X.

témoignages d'immigrations éteintes; mais que prouvent-ils? Que le Djurdjura fut hospitalier aux derniers représentans des puissances détruites. Il ne les a reçus cependant que pour les absorber : la vieille langue est vivante, beaucoup des noms des tribus d'autrefois restent les mêmes, c'est à leurs places de jadis que nous les retrouvons; c'est le même goût des demeures fixes, le même esprit de fédération, le même amour de la liberté que nous voyons se perpétuer depuis les Quinquegentiens jusqu'aux Kabyles de nos jours. On a donc bien le droit de reconnaître dans ces anciens habitans du Djurdjura les pères de nos Kabyles, et c'est à ce titre qu'il est intéressant d'étudier le rôle qu'ils ont joué en face de Rome conquérante, l'attitude que Rome a gardée vis-à-vis d'eux.

II.

Le pays du *Mons-Ferratus*, avant l'occupation du nord de l'Afrique par les Romains, appartenait à la Numidie de Massinissa; Polybe et Strabon font gloire à ce prince d'avoir été le premier à fixer au sol et à transformer en tribus agricoles une partie de ses tribus nomades. Pendant une période de près d'un siècle, Massinissa et Misipsa, son fils, règnent à titre de rois indépendans, mais alliés du peuple romain, sur des états que représente l'Algérie française. La révolte et la défaite de Jugurtha viennent changer Rome d'alliée en suzeraine, et amènent l'annexion de la Numidie occidentale, — avec le Mont-de-Fer, — à la Mauritanie, sous le gouvernement de Bocchus, qui ouvre la série des rois vassaux. En l'an 33 avant Jésus-Christ, Auguste convertit la Mauritanie en province; bientôt cependant il préfère, par une apparente concession, lui rendre un roi indigène : c'était un prince façonné à Rome, Juba II, le modèle des rois complaisans. Le sentiment national des tribus mauritaniennes ne prit pas longtemps le change : humiliées par des rois esclaves, elles s'insurgent contre Juba en l'an 6 de notre ère, plus tard contre Ptolémée son successeur en l'an 17, et les annales latines font alors leur première allusion aux montagnes du Djurdjura pour y signaler l'écho du cri de guerre poussé par le Numide Tacfarinas (1).

Déserteur des troupes de l'empire, Tacfarinas était devenu le chef des Musulans, nation barbare que Tacite place au sud et non loin d'*Auzia* (Aumale). Sa révolte entraîna rapidement les diverses populations maures et maziques depuis *Cæsarea* (Cherchel) jusqu'au désert de Tripoli, et tint durant huit années Rome inquiète et ses

(1) Voyez Tacite, *Annales*, liv. II, ch. 52; liv. III, ch. 20, 73 et 74; liv. IV, ch. 23, 24 et 25.

légions en campagne. Ce n'était pas un capitaine ordinaire que ce Numide, car Tacite nous le montre donnant tout d'abord pour cadres à ses guerriers ceux qui s'étaient exercés, comme lui, dans les rangs des Romains, et retenant chaque fois qu'il le peut ses troupes dans des camps, afin de les former au commandement et à la discipline. Point de vaine témérité ni de prétention à se mesurer en rase campagne avec les légions : ses premiers essais se bornent à quelques incursions vives et soudaines; bientôt ce sont des attaques et pillages de bourgades, puis des surprises répétées, des coups de main vigoureux, des embuscades hardies. S'il réussit une fois, dans une lutte de front, à faire fuir une cohorte romaine tout entière, il sent vite que là n'est pas la vraie guerre qui lui convient: ce qu'il lui faut à lui, c'est d'attaquer et de fuir tour à tour, de diviser ses forces pour harceler sans trêve son ennemi, de se jouer de ses manœuvres, et, même battu, de fatiguer son vainqueur en poursuites infructueuses.

A cette tactique, les temps n'ont rien changé. Aujourd'hui pour nos Kabyles, comme jadis pour Tacfarinas, fuir n'est pas une honte, c'est une manœuvre; combattre en bandes détachées, harceler et surprendre l'ennemi, c'est encore un trait fidèle de la race, et quand, de son côté, le général romain Blæsus, trouvant périlleux de s'aventurer avec des légions dans les retraites montagneuses des indigènes, commençait par en bloquer les abords, laissait hiverner ses cohortes dans des camps retranchés presque aux portes de l'ennemi, songeait enfin à scinder ses troupes, à l'instar de Tacfarinas, en petits corps destinés à surveiller partout les projets du Numide et à tomber sur ses flancs ou ses derrières par des mouvemens tournans, Blæsus ne faisait qu'inaugurer la méthode de guerre que devaient suivre, dix-huit siècles plus tard, nos généraux dans les mêmes luttes. Et cependant trois proconsuls, Camille, Apronius et Blæsus, eurent beau obtenir successivement les honneurs du triomphe comme vainqueurs de Tacfarinas, « trois statues couronnées de lauriers s'élevaient dans Rome, dit Tacite; mais le Numide n'en continuait pas moins de mettre l'Afrique au pillage. » Il osait signifier à l'empereur Tibère « d'avoir à céder de bonne grâce un vaste territoire aux rebelles, sans quoi l'Afrique serait désolée par une guerre interminable, » et il parcourait le pays promenant le drapeau national, grossissant ses forces, annonçant partout le prochain renversement de la puissance romaine.

Il fallut la mort du grand agitateur pour clore cette lutte sanglante. Les Romains avaient construit, au temps d'Auguste, sur la rive gauche de l'Oued-Sahel, à sept lieues du littoral, une forteresse dite *Tubuscum oppidum* ou *Tubusuptus*, dont les traces monumentales se reconnaissent dans les ruines actuelles de Tikla. Le pro-

jet du chef des Musulans était d'en chasser l'ennemi pour donner sans doute librement la main aux montagnards du Djurdjura, appuis naturels de la cause de l'indépendance. Il attaqua cette place en l'an 25; mais, forcé d'en lever le siége par une marche rapide du proconsul Dolabella, il se retira sur Auzia (Aumale), où, surpris de nuit dans son camp, impuissant à rallier ses troupes en désordre, « il vendit chèrement sa vie et préféra la mort à la captivité. » Le proconsul se reposa sur sa victoire, et rien ne dit qu'il ait songé à demander compte aux tribus de la *Montagne-de-Fer* du soutien qu'elles avaient pu prêter à la révolte.

Ptolémée fut le dernier roi indigène. Un caprice de Caligula l'appela à Rome; un autre caprice l'y fit périr. L'affranchi OEdémon, prétendant venger Ptolémée, son maître, soulève encore la Mauritanie et rappelle les barbares dans la lutte; les campagnes heureuses de Suétonius Paulinus et de Geta, qui compriment ce mouvement, décident enfin la réduction de la Mauritanie en province romaine, sous la double appellation de Tingitane à l'ouest et de Césarienne à l'est (an 40) (1); le Mont-de-Fer fut censé appartenir désormais à la Mauritanie césarienne.

Jusqu'à la fin du IIIe siècle, l'histoire est presque muette sur le sort des tribus du Djurdjura. Le serait-elle, si elle avait eu une conquête à enregistrer? Une phrase de Pausanias touchant les Maures indépendans qui avaient recommencé la guerre, et qu'Antonin le Pieux repoussa jusque dans l'Atlas, quelques lignes d'Hérodien présentant les cohortes romaines comme aguerries par les attaques qu'elles avaient, vers 237, à soutenir chaque jour de la part des Maures, voilà certes de bien pâles clartés. Elles suffisent à prouver cependant que le silence de l'histoire ne saurait s'interpréter par une attitude calme et soumise des populations mauritaniennes. Deux inscriptions précieuses, qui se justifient l'une l'autre et paraissent remonter vers 261, viennent heureusement confirmer l'hostilité incessante des barbares et jeter un jour vrai sur la conduite des tribus de la montagne. La première, découverte à Aumale par le voyageur anglais Thomas Shaw, est dédiée à M. Q. Gargilius, chevalier romain, commandant du pays-frontière d'Auzia en l'an 221 de la province, ou 261 de notre ère. On lui éleva un monument, dit l'épigraphe, « parce que, après avoir, à force de courage et de vigilance, pris et tué le rebelle Faraxen et sa troupe, il périt lui-même, attiré dans une embuscade par les Baouares. » La seconde, recueillie à Lambesse, porte gravées les victoires d'un certain Macrinius Decianus sur les Baouares, les Quintaniens, « et pareillement sur

(1) Pour point de départ de l'ère mauritanienne, nous adoptons l'an 40 avec M. Berbrugger, qui a déterminé cette date dans une solide argumentation sur une inscription découverte à Bougie.

les Fraxinenses, qui ravageaient la province de Numidie, et dont le très fameux chef a été fait prisonnier (1). » *Faraxen*, *Fraxinenses*, comment ne pas songer, à propos de ces noms, à celui des Aït-Fraoucen, une des grandes tribus actuelles du massif djurdjurien? Les épigraphes d'ailleurs désignent comme alliés des Fraxinenses les Baouares et les Quintaniens. Que peuvent être ces Quintaniens, sinon le peuple qui avait pour capitale cette cité de *Quintas* placée par l'anonyme de Ravenne en plein *Mons-Ferratus?* L'assimilation naturelle des Quintaniens avec les Quinquegentiens, des Baouares avec les habitans des Babors, la proximité de leurs montagnes et de la montagne actuelle des Aït-Fraoucen, n'autorisent-elles pas à supposer que ce sont les Fraoucen d'alors qui, en 261, ont envahi le territoire provincial, ravagé la Numidie, et perdu au milieu des combats leur chef, personnifiant dans son nom de Faraxen le nom même de sa tribu?

Par une coïncidence curieuse, l'histoire signale, vers la date que portent ces inscriptions, une descente des Francs sur les rives d'Afrique; mais toute combinaison fondée sur la ressemblance des noms de Francs et de Fraoucen et sur une prétendue tradition kabyle qui prête vaguement aux Aït-Fraoucen une origine française, ne serait rien moins que hasardée. Nous avons hâte au reste d'arriver à la période la plus sérieuse de cette histoire : aussitôt que les chroniques latines parlent des Quinquegentiens, c'est pour mentionner « leurs violentes agitations (2), » qui amènent, en 297, à la tête de l'armée Maximien-Hercule, l'associé au trône de Dioclétien.

« Les Quinquegentiens infestaient l'Afrique...; l'empereur Maximien les défit et les réduisit à accepter la paix, » c'est là tout le récit d'Eutrope. Le panégyriste de Maximien insiste davantage sur la nature des peuples qu'il eut à vaincre et sur le châtiment infligé aux vaincus. « Les peuples les plus sauvages de la Mauritanie, dit-il, ceux qui se fiaient sur les hauteurs inaccessibles de leurs montagnes et les fortifications naturelles de leur pays, tu les a battus, soumis, transportés (3). » Tu les as transportés, *transtulisti!* L'allégation est grave, et cependant l'écho s'en retrouve après bien des siècles dans cette légende des Zouaouas, la seule peut-être qui soit une légende vraiment nationale : « Jadis, il y a bien longtemps, la prospérité croissante des montagnards vint à porter ombrage au souverain d'alentour, qui résolut de les transporter dans le Sahara. Déjà cette mesure avait frappé quelques tribus, et le tour des habitans du Djurdjura était arrivé quand la Terre éleva elle-même la

(1) Voyez *les Inscriptions romaines de l'Algérie*, de M. Léon Rénier.

(2) Aurelius Victor, *les Césars*, ch. 39.

(3) Voyez, dans les *Panegyrici veteres*, le second panégyrique de Maximien-Hercule par Claude Mamertin.

voix pour supplier le Tout-Puissant de ne point permettre qu'elle fût injustement privée des bras énergiques qui l'avaient fécondée. Dieu écouta ce vœu, et les protégés de la Terre continuèrent à vivre et à prospérer dans la montagne. »

Voilà donc au mot *transtulisti* une singulière confirmation; seulement la tradition kabyle refuse de l'appliquer aux tribus du Djurdjura. Ce n'est là, il est vrai, qu'une légende; mais l'auteur qui glorifie Maximien d'avoir transporté les plus fiers montagnards de Mauritanie n'est, à le bien prendre, qu'un panégyriste. Qui a raison? Si courte qu'elle soit, la citation d'Eutrope offre une indication précieuse : « les Quinquegentiens *infestaient* l'Afrique. » La même phrase se lit dans la chronique d'Eusèbe, traduite par saint Jérôme, et Pomponius Lætus la complète en disant que les Quinquegentiens étaient « ce peuple de soldats qui ravageaient l'Afrique et rêvaient d'en devenir les maîtres (1). » Ils avaient donc pris l'offensive en envahissant les possessions romaines, et c'est sur le territoire provincial qu'on avait d'abord à les combattre. A défaut de tout détail spécial sur la marche de Maximien, il est au moins logique de la déduire de celle qu'ont suivie les généraux romains dans les deux seules guerres analogues dont les auteurs nous aient développé les phases : — l'une, que nous avons résumée déjà, contre Tacfarinas; — l'autre, que nous aurons à raconter, contre le Quinquegentien Firmus. Ces deux guerres mettent en relief un principe constant : les proconsuls ont redouté sans cesse de s'engager dans la montagne; leur tactique a été de manœuvrer le plus possible dans les vallées. Maximien aura donc vu une chance heureuse à rencontrer les montagnards répandus hors de leurs défenses naturelles. Saisissant avec vigueur l'occasion de les attaquer, il les aura battus, pressés, contraints à la paix assez à temps pour éviter le risque de les poursuivre dans leurs dernières retraites. La mesure de transportation n'en trouve pas moins sa place. Seulement, pour qu'elle prenne un caractère vraisemblable, il la faut borner aux prisonniers ou à quelques fractions quinquegentiennes offrant, comme

(1) *Histoire abrégée de Rome*, liv. II, ch. 2. — En discutant cette citation de Pomponius Lætus, le savant archéologue Scaliger (le jeune), dans ses *Observations sur la Chronique d'Eusèbe*, prétend que le mot *Quinquegentiani* est la traduction latine du mot grec Πενταπολῖται, habitans de la Pentapole cyrénéenne (l'état de Tripoli actuel.) L'expédition de Maximien aurait donc été dirigée contre les Africains de la Pentapole, c'est-à-dire des cinq cités de Cyrène, Bérénice, Arsinoé, Apollonie et Ptolémaïs, et non contre le Djurdjura. Néanmoins, en présence de la description que fait du pays des Quinquegentiens le panégyriste de Maximien-Hercule, l'opinion de Scaliger ne paraît pas un instant soutenable. D'ailleurs nous trouvons le mot grec de Πενταπολῖται traduit dans Pline (*Hist. nat.*, liv. v, ch. 5) par l'adjectif *Pentapolitani*, et en revanche l'historien grec Zonaras a, dans ses *Annales* (liv. xx, ch. 31), traduit le mot latin de *Quinquegentiani* par celui de Πεντεγεντίανοι.

les Msisnas, des pentes plus abordables. En effet, une importante inscription, recueillie en 1860 à Bougie, porte un *ex-voto* dédié par Aurelius Litua, gouverneur de la Mauritanie césarienne, à Junon et aux autres divinités, grâce auxquelles, « ayant réuni les soldats de ses seigneurs les invincibles Augustes, — tant ceux de la Mauritanie césarienne que ceux de la Mauritanie sitifienne, — il a attaqué les Quinquegentiens rebelles, et remporté sur eux la victoire. » De quels Augustes cet Aurelius Litua était-il le lieutenant? De Dioclétien et de Maximien, comme l'indique une autre pierre découverte à Cherchel par le savant M. Berbrugger en 1840. Or, si l'on remarque (car il ne faut dédaigner aucun indice à travers toutes les obscurités de l'histoire) que l'inscription trouvée à Bougie en 1860 spécifie le nom de *Mauritanie sitifienne*, et que la province sitifienne ne fut formée, du témoignage de tous les annalistes, qu'en 297, après les succès de Maximien, il ne saurait demeurer douteux que la révolte combattue par Aurelius Litua ne fût postérieure à la même date. Tous les Quinquegentiens n'avaient donc point été transportés ni abattus. Comment admettre, au reste, que les tribus du Djurdjura fussent à la fin du IIIe siècle l'objet d'une transplantation sérieuse lorsque, dans le courant du IVe, l'histoire nous cite Nubel, qui régnait sur les *Jubalènes* de la Montagne-de-Fer, comme un roi puissant parmi les Maures? Si le coup frappé par Maximien avait eu le retentissement que lui prête son panégyriste, un demi-siècle eût-il suffi à en effacer la trace, et la terreur du nom romain se fût-elle assez vite éteinte dans la mémoire de deux générations pour que Igmazen, chef des *Isaflenses*, osât se porter au-devant du comte Théodose, envoyé de l'empereur, et l'aborder par ces paroles arrogantes : « D'où es-tu, et que viens-tu faire? Réponds! »

Ce comte Théodose, le meilleur général de l'empire sous Valentinien Ier, s'était vu appeler, en 372, au commandement de l'armée d'Afrique pour châtier les barbares qui depuis huit ans avaient repris le cours de leurs insolentes dévastations. Un fils de Nubel, le Quinquegentien Firmus, faisait entendre au loin son appel aux armes. Meurtrier de son frère Zama, qu'il accusait de dévouement à la cause romaine, Firmus avait à venger tous les Maures des odieuses exactions du gouverneur impérial Romanus. Chrétien de religion, il avait entraîné son peuple à embrasser avec ardeur le donatisme pour ne pas professer le même culte que son ennemi, et son drapeau était le drapeau de l'hérésie, afin d'être plus encore celui de l'indépendance (1).

(1) Les noms de *donatiste* et de *firmien* devinrent alors synonymes. — Voyez saint

Ammien Marcellin fait le récit complet de cette guerre sérieuse, au début de laquelle Firmus court s'emparer d'*Icosium* (Alger), réduire en cendres *Cæsarea* (Cherchel), la capitale même de la Mauritanie césarienne, et rallie, — comme autrefois Tacfarinas, — presque toutes les tribus maures et maziques sous son commandement. Firmus nous semble un vrai Kabyle, brave et fin, guerrier et diplomate. Dès que la renommée de Théodose arrive à son oreille, et qu'il le sait débarqué à Djidjelli avec un contingent de la Gaule, il cherche à gagner du temps et lui envoie une députation demandant l'oubli du passé; Théodose réclame naturellement des otages avant de consentir à négocier, et se rapproche de la Montagne-de-Fer en gagnant Sétif. Une seconde députation vient encore arrêter le général sur sa route, mais sans amener d'otages; Théodose mécontent poursuit son chemin sur la forteresse de Tubusuptus, dans l'Oued-Sahel, où il établit sa base d'opérations, au pied même du Djurdjura. Firmus alors se trouve fixé sur le point d'attaque qu'a choisi son ennemi, il laisse toute négociation, et la lutte commence.

Deux frères de Firmus, Dius et Mascizel, commandent les Tendenses et les Massissenses; les territoires de ces deux tribus voisines de la vallée n'offrant pas des obstacles trop redoutables, c'est contre elles que Théodose s'avance : il y eut une mêlée furieuse, cessée deux fois, deux fois reprise; les cohortes se croyaient triomphantes quand Mascizel, avec des recrues nouvelles, les vint forcer à une nouvelle lutte, à une seconde victoire chèrement payée. Il fallut la discipline des troupes romaines, la supériorité de leur armement, l'habileté de leur chef, pour l'emporter sur les frères de Firmus, et quand bientôt le grand rebelle se présenta lui-même sollicitant la paix, Théodose, « dans l'intérêt de l'état, » l'accueillit, l'embrassa et n'hésita pas à la lui accorder. Cette paix ne fut qu'une trêve que la méfiance mutuelle eut promptement rompue. Le général romain voulait, « imitant Fabius, éluder tout engagement sérieux avec un ennemi terrible; » mais ses offres secrètes de transaction, écoutées de quelques peuplades, ne réussirent à ébranler les Quinquegentiens « ni par argent ni par menace, ni par espoir de pardon. » La guerre reprit, une guerre acharnée de plus de deux ans, semée de combats qui durèrent des jours entiers et de rigueurs cruelles que l'historien qualifie de salutaires au moment où il nous montre Théodose torturant, mutilant, brûlant vifs ses prisonniers. Brusquement assailli dès le début des hostilités, Théodose, « qui aspire à combattre et rougit de céder, » se voit contraint de faire

Augustin, lettre 87; voyez aussi, sur les *donatistes* et l'Afrique au temps de saint Augustin, les études de M. Saint-Marc Girardin dans la *Revue* du 15 septembre et du 15 décembre 1842.

un mouvement rétrograde que l'impétuosité des masses ennemies change bientôt en déroute, et il se croyait voué à la mort avec tous ses soldats quand des renforts utiles vinrent protéger sa retraite. Se vengeant, il est vrai, sur les Abennes (fraction actuelle des Aït-Boudrar), il repousse victorieusement leurs attaques; mais lorsqu'il prétend envahir leur pays, « des avis sûrs l'informent que les barbares occupent des crêtes entourées de précipices qu'on ne saurait aborder sans en connaître à fond les détours. » Il bat donc de nouveau en retraite; l'ennemi se rue alors sur lui « avec d'effroyables clameurs, » et, contenant ses propres troupes, prêtes à reprendre témérairement l'offensive, Théodose cherche son salut dans une vive manœuvre de flanc qui le dérobe.

Firmus cependant se montre partout où est le danger. Quand les Romains dirigent contre les Isaflenses (nos Flissas d'aujourd'hui) deux campagnes successives où la désertion même vient appauvrir leurs rangs, Firmus est encore là. Son frère Mazuca tombe blessé entre les mains ennemies, et, pour n'y pas rester vivant, déchire ses plaies avec ses ongles; mais Firmus semble invulnérable et imprenable. Un jour entre autres où Théodose, fidèle à sa tactique, attire les barbares dans la vallée, ceux-ci amènent en ligne vingt mille hommes avec des forces en réserve destinées à envelopper les légions. Les Romains ont beau « serrer leurs rangs, unir leurs boucliers en forme de tortue, faire de leurs corps un rempart inébranlable, » la nuit couvre à propos leur échec, et durant tout le jour Firmus, sur un cheval de haute taille, s'était avancé jusque devant leur front pour les sommer avec bravade de lui livrer leur général. C'est bien l'orgueilleux Kabyle qui ne doute de rien. Il nous rappelle le héros de ce petit conte moderne qu'on aime à répéter dans le Djurdjura : « Un homme de la tribu des Aït-Djennad passait à gué le Sébaou que les pluies avaient grossi. Entraîné par le courant, le Kabyle ne s'effraie pas, mais se fâche, et, tirant son sabre, il dit au fleuve : Est-ce que par hasard tu oserais engloutir un citoyen des Aït-Djennad? »

A considérer dans leurs mouvemens divers ces Quinquegentiens qui s'élancent au combat avec des cris sauvages, poussent des attaques nocturnes contre le camp de Théodose, ou se ruent tête baissée sur les derrières de l'ennemi en retraite, on croit vraiment voir nos Kabyles du Djurdjura dans la lutte. Voilà bien ces mêmes hommes « si habiles jadis à lancer des traits, » et qui tirent aujourd'hui avec tant de justesse! Leurs cris de guerre, il nous en souvient, et l'on n'oublie point, quand on l'a entendue, cette clameur immense qui, le 24 juin 1857, s'éleva soudain de derrière les barricades d'Icheriden, comme le signal de la fusillade meurtrière qui allait suivre. Les attaques de nuit, c'est toujours leur usage, et lorsque dans les

ténèbres ils entourent nos camps d'une ceinture de coups de feu, leur but est de forcer nos grand' gardes à leur répondre et de pouvoir ensuite diriger leurs balles sur la lueur de ces coups. Enfin l'ardente furie qu'ils savent mettre à inquiéter les retraites est bien connue de l'armée d'Afrique. Dans tous les combats de montagne qu'ont livrés nos troupes en Algérie, partout où elles ont eu affaire à des Kabyles, ce sont nos arrière-gardes qui ont supporté le plus glorieux poids de la lutte. Sans chercher hors du Djurdjura des exemples, on peut citer, dans la première expédition contre les Zouaouas, en 1854, la journée du 20 juin où, battus sur tous les points, les Kabyles attendirent que nos troupes dessinassent leur mouvement rétrograde vers le camp pour reparaître prompts comme l'éclair, surgissant du sein des buissons et du fond des ravins, courant sus à nos derniers échelons, tentant de tourner nos flanqueurs et venant presque disputer aux soldats du 60e le corps du colonel Deligny (1), grièvement blessé à l'extrême arrière-garde. Même tactique en automne 1856 chez les Guechtoulas révoltés, où plus d'une fois nous vîmes les Aït-Kouffi, les Aït-bou-Addou, les Aït-Douela bondir avec acharnement sur nos soldats d'arrière-garde et vouloir lutter corps à corps avec eux. Certes des retours offensifs répétés finissaient par en avoir raison; mais nous perdions, somme toute, plus d'hommes en une heure de retraite qu'en un jour de combat. La victoire, il faut le dire, ne devait être décisive en Kabylie qu'à la condition d'éviter les retraites. Une des grandes causes de succès de la campagne de 1857, c'est qu'on y marcha toujours droit devant soi sans faire un pas en arrière. Maître d'un champ de bataille, on campait dessus. C'était le vrai moyen de paralyser la tactique la plus chère à l'ennemi, et dès lors, avant même de combattre, les Kabyles se sentaient à demi vaincus.

Deux années de luttes suffirent à peine à Théodose pour amener à composition les tribus des Jésalènes et des Flissas. Restaient les Jubalènes à vaincre et Firmus à saisir. Firmus ne se laissa pas prendre vivant. Au moment d'être livré par un allié perfide (2), il s'étrangla de ses mains. Quant aux Jubalènes, dignes devanciers des Zouaouas, ils ne se rendirent point, et l'enseignement capital qui résulte de cette guerre, c'est que les efforts de Théodose contre le pays des Jubalènes, cette citadelle du Djurdjura, demeurèrent sans succès. De l'aveu même de son historien, le grand général « recula devant l'âpreté de ces cimes élevées et les défilés tortueux qui en sont les seuls passages. »

(1) Aujourd'hui général, commandant la division d'Oran.

(2) Igmazen, roi des Isaflenses, qui, « habitué à vaincre, dit Ammien, mais ébranlé par un brusque changement de fortune, » avait traité avec Théodose en promettant comme gage de paix la livraison de Firmus.

Telle fut la dernière apparition des cohortes impériales dans la Grande-Kabylie. L'énergie et le talent du comte Théodose devaient être impuissans à relever le prestige romain en Afrique, et bientôt d'ailleurs, devenu lui-même suspect au gouvernement impérial, il allait périr injustement à Carthage sous le fer du bourreau. En 383, Gildon, fils de Nubel comme Firmus, mais étranger à la révolte de son frère, reçoit en récompense de son apparente fidélité le gouvernement général de l'Afrique, qu'il exerce pendant douze ans au nom de l'empereur. A la mort du grand Théodose, Gildon se rappelle l'exemple de Firmus, et aspire aussi à régner sur un pays libre; il se sépare ouvertement de l'empire d'Occident, et la Montagne-de-Fer donne ainsi un souverain à tout le nord de l'Afrique.

Privée déjà de la féconde Égypte, que le partage de l'empire avait attribuée à l'Orient, l'Italie se voyait affamée par la perte de ses autres possessions africaines (1); elle réclama donc à grands cris une guerre pour les reconquérir. Cette campagne, dont le poète Claudien a chanté les débuts avec emphase, nous n'avons pas à en suivre les incidens; la Kabylie n'en a pas été le théâtre, c'est dans la province de Tunis que la fortune contraire jeta Gildon entre les mains de ses ennemis. Mais Gildon ne succomba que parce que Rome trouva contre lui un allié inattendu et puissant dans son dernier frère Mascizel, dont il avait cruellement massacré les fils; c'est seulement pour venger le meurtre de ses enfans que Mascizel, jadis soldat de l'indépendance à côté de Firmus, consentit à défendre la cause de Rome et à commander ses légions. Malgré des forces dix fois supérieures, Gildon fut vaincu sans combat : les deux armées allaient en venir aux mains quand Mascizel, d'un coup de sabre, abattit le drapeau d'un porte-étendard ennemi placé au premier rang. A la vue de cette enseigne qui s'abaissait, les Africains pensèrent que leur avant-garde s'était rendue; ils se crurent trahis, la panique se changea bientôt en déroute; Gildon, abandonné des siens, fut conduit captif à Rome, où, indigné d'avoir servi de spectacle à la populace, il se donna la mort dans sa prison (an 398).

Avec Gildon, la race de Nubel ne s'éteignait pas encore; Mascizel restait, trop grandi toutefois par sa victoire pour que Rome ne se lassât pas vite d'avoir à lui être reconnaissante. Venu à Milan au-devant des honneurs promis, Mascizel n'en devait pas sortir : il périt obscurément dans la rivière Olona, victime des satellites de Sti-

(1) Rome recevait ses provisions de l'Égypte pendant quatre mois et du reste de l'Afrique pendant huit mois. — Voyez Flavius Josèphe, *Guerre des Juifs*, liv. II, ch. 9 et 16.

licon. Une confiscation générale attribua au trésor romain tous les biens de Gildon. Des persécutions nombreuses frappèrent sa famille et ses partisans, répandus sur tout le nord de l'Afrique; mais il n'est plus question désormais, dans les annales latines, des tribus de la Montagne-de-Fer. Là où Théodose avait à peine pénétré, Rome ne pouvait vraiment plus imposer sa loi, alors que, tout attentive à conserver, elle n'osait plus prétendre à conquérir. Avec l'introduction d'un grand nombre d'étrangers dans leurs rangs, avec le relâchement de la discipline, avec l'affaiblissement des idées de devoir et d'honneur, les troupes romaines n'étaient au reste plus qu'une armée dégénérée : elles le montrèrent, on le sait, en face des Vandales qui, trente ans après la mort de Gildon, quittaient l'Espagne pour débarquer en maîtres sur la côte africaine.

III.

Nous avons dit ailleurs (1) que des annales nationales n'existent pas chez les Kabyles; quand on veut étudier dans les temps reculés leur histoire, on n'a d'autres sources que les chroniques obscures ou partiales de leurs ennemis. Les annales romaines qui parlent des tribus du Djurdjura sont souvent obscures, sans doute partiales; ce sont toujours cependant des annales de guerre. Dès le temps des rois vassaux, ces tribus entrent en lutte pour aider les peuplades indigènes voisines à éloigner le joug romain qui s'approche. Quand Rome, maîtresse de l'Europe, de l'Asie et d'une partie de l'Afrique, se trouve libre de concentrer ses forces contre les dernières résistances, sa domination a beau s'étendre à tout le pays qui enveloppe la Grande-Kabylie : les tribus de la montagne ne l'acceptent point. Et leur rôle n'est pas simplement passif, ce n'est pas en s'abritant derrière leurs imprenables défenses qu'elles protestent : non, les écrivains nous les montrent portant leurs ravages durant quatre siècles sur le territoire provincial. Rigueurs de Maximien-Hercule, victoires de Théodose, rien ne les dompte. Il n'est pas un trait dans l'histoire qui établisse que le Djurdjura ait vu les enseignes romaines flotter à demeure sur ses crêtes.

Faut-il prendre au sérieux le texte d'Ammien quand il affirme que Théodose, dans ses premières rencontres avec les masses de Firmus, n'avait que trois mille cinq cents hommes à opposer à leur multitude? Mais, si un général comme Théodose, le plus grand homme de guerre de son temps, s'est engagé dans une lutte contre les Quinquegentiens avec un nombre de combattans aussi réduit, on n'en saurait conclure qu'une chose : c'est qu'il avait reçu de

(1) Voyez la *Revue* du 1er avril 1865.

fausses indications sur la nature du pays et les peuplades à subjuguer, que la géographie de la montagne était ignorée des Romains, et que leurs troupes n'en avaient même pas reconnu militairement les approches. Admettrons-nous davantage que les Romains, après la réduction en provinces de leurs possessions africaines, se soient contentés, — comme on l'a soutenu, — de laisser la troisième légion cantonnée à Lambesse avec la tâche de contenir à elle seule la Numidie et la Mauritanie? Non. Il est certain d'abord que, dans les cas de guerre, — et ces cas ne manquaient point, — Rome envoyait des troupes fraîches d'Europe. Nous avons vu Théodose amener contre les Kabyles un corps expéditionnaire de la Gaule, et, outre la troisième légion, Ammien cite la première et la seconde comme installées alors à Cæsarea (Cherchel) « pour en déblayer les ruines et la protéger contre toute nouvelle insulte des barbares. » Il y a plus : d'après des découvertes épigraphiques récentes et précises, M. Berbrugger a constaté la présence dans l'Afrique romaine de cohortes nombreuses de Sardes, Bretons et Sicambres, d'escadrons de Parthes, Dalmates, etc. Rome aimait à voir ces barbares, qu'elle redoutait, épuiser dans des climats lointains leur dangereuse valeur contre les ennemis de l'empire. Oui, la troisième légion joua en Afrique un rôle particulier : c'est elle qu'on y cite toujours en première ligne, elle y demeure fidèle à ses campemens depuis l'époque d'Auguste, elle y représente plus qu'aucune autre Rome militante, Rome attachée au sol africain. Encore faut-il s'entendre cependant sur la vraie composition d'une légion qui, comme la troisième, garda sans cesse son pied de guerre; la définir par les mots *pedestres milites* (infanterie), c'est faire erreur. La légion était un corps complet réunissant infanterie et cavalerie, troupes pesantes et troupes légères, et formant, dit Végèce, une véritable petite armée. La masse pesante, forte au moins de six mille soldats, était composée de citoyens romains; la masse légère, d'auxiliaires étrangers aussi nombreux et d'une aile de sept cents cavaliers, de telle sorte que la force d'une légion en campagne peut s'évaluer à plus de douze mille hommes. — Une division française, avec ses deux brigades bien complètes, n'atteint pas dix mille combattans. — Que l'on ajoute aux troupes légionnaires les troupes indigènes qui paraissent souvent dans les inscriptions sous les noms d'*aile des Gétules*, *aile des Maures*, etc., les *castellani* ou soldats chargés de la garde des châteaux-forts, les *custodes claustrorum*, défenseurs des enceintes, les *burgarii* attachés comme de vrais esclaves aux remparts du *burgus*, bourg fortifié qui répond au *bordj* des Arabes, et l'on verra que les forces permanentes dont Rome disposait en Afrique devaient être considérables.

Dans cette énumération, une place revient, et une place sérieuse, aux *præsidiarii* (1), protecteurs des postes avancés et des terrains assignés aux soldats-frontières pour leur subsistance, car, sans contredit, le principal système de défense adopté par les Romains consistait dans la création d'une colonisation militaire spéciale aux frontières. Rome avait coutume d'établir sur les cantons-limites de ses provinces des soldats à qui elle donnait de la terre, et qui, outre les barbares à repousser, avaient les remparts et fossés d'un fort à entretenir; ils étaient pour cela exempts d'impôts sur leurs petits domaines. L'Afrique reçut, comme le reste de l'empire, de ces sentinelles avancées de la colonisation connues dans les auteurs sous le nom de soldats-frontières (*milites limitanei*). Chaque canton-frontière était commandé par un chef appelé *præpositus* (préposé), et les empereurs regardaient le rôle des *præpositi* comme important tellement au repos de l'état que le code théodosien contient nombre de rescrits sur les devoirs qui leur étaient imposés et les rigueurs qui en punissaient l'infraction. Or la Montagne-de-Fer se trouvait enveloppée de quatre de ces cantons, et quelques données géographiques viendront ici remplir utilement les lacunes de l'histoire ou en éclaircir les obscurités.

Les quatre cantons militaires qui enserraient le Djurdjura étaient : au sud *limes Audiensis* et *limes Tubusubditanus* avec *Auzia* (Aumale) et *Tubusuptus* (Tikla) pour capitales, — au nord *limes Taugensis* et *limes Bidensis* avec *Tigisi* (Taourga) et *Bidil* ou *Bida* (Djemâ-Saridj) pour chefs-lieux (2). Le nom de *limes* (frontière) donné à ces cantons ne dit-il pas déjà qu'au-delà s'étendait un pays étranger et hostile à la domination romaine? Lorsqu'en 1843 on commença à bâtir Aumale sur des ruines anciennes, les lignes des vieilles murailles restaient assez apparentes pour que le plan de la ville antique fût facile à lever; des inscriptions locales nombreuses n'ont pas laissé douter que ces ruines ne fussent celles d'*Auzia*. Les recherches archéologiques ont également établi l'identité de *Tubusuptus* avec les ruines appelées *Tikla* par les Kabyles et situées sur la rive gauche de l'Oued-Sahel, à sept lieues de Bougie. Composé d'arcades en pierres de taille de 3 mètres de hauteur avec un remplissage en maçonnerie, le mur d'enceinte de Tubusuptus est en grande partie debout, et paraît circonscrire une surface d'environ 12 hectares. A travers les vestiges épars et monumentaux de la ville, on distingue nettement ici de vastes citernes, là les restes d'un temple dont

(1) Consulter le savant commentaire de Bocking sur la *Notice des Dignités de l'empire d'Orient et d'Occident*, t. II, p. 768 et suiv.

(2) *Notice des Dignités de l'empire*, t. II, p. 77 et 87. La carte peutingérienne donne *Syda* pour synonyme à *Bidil* ou *Bida*.

deux belles colonnes hautes de 8 mètres montrent encore intact leur chapiteau corinthien. Les débris d'un aqueduc partant de la rivière, les ruines de divers petits postes semés jusqu'à la mer sur les deux rives de l'Oued-Sahel, les traces d'une route venant de Bougie et se prolongeant vers Aumale, tout révèle l'ancienne existence d'un établissement solide et fortement gardé. C'est de même par la découverte de quelques constructions romaines et la comparaison des itinéraires anciens avec les distances actuelles qu'on a pu fixer au village de Taourga, à vingt-quatre lieues est d'Alger et quatre lieues sud-est de Dellys, l'emplacement de la *Tigisi* antique. Toutefois de ces trois chefs-lieux, Auzia, Tubusuptus et Tigisi, le premier, à vrai dire, est en dehors de notre Grande-Kabylie. Citée aux temps de Tacfarinas et de Gargilius, Auzia resta exposée aux fréquentes attaques des barbares, et son nom disparaît de l'histoire vers la fin du IIIe siècle. Détruite sans doute par les Quinquegentiens, qui ravageaient alors la province, les Romains semblent n'avoir plus jugé prudent de la relever; ils donnèrent depuis pour résidence au *præpositus* un simple fort, *Castellum Auziense*, visité par Théodose durant sa campagne de Kabylie, et dont on reconnaît les traces à Aïoun-Bessem, à cinq lieues nord-ouest d'Aumale. Quant à Tubusuptus et à Tigisi, ces deux points étaient trop voisins du littoral pour que les Romains, maîtres de la mer et solidement organisés à Bougie et à Dellys, n'eussent pas toute facilité à les conserver et à les défendre. Plus que les trois autres, le chef-lieu du *limes Bidensis*, Bida, doit offrir, au point de vue de notre étude, un véritable intérêt comme le poste le plus avancé des Romains en pays kabyle. A la même place s'élève aujourd'hui, dans la vallée du Sébaou, Djemâ-Sâridj, le plus important et le plus charmant village des Aït-Fraoucen.

Nous visitions ce pays à la fin de 1864; la saison était rude sur la montagne : nous laissâmes Fort-Napoléon dans le froid d'une pluie neigeuse et descendîmes comme du sein des nuages pour saluer, après trois heures de marche, le soleil et l'éternelle verdure sur les coteaux touffus de Djemâ-Sâridj, un vrai jardin, la pépinière du Djurdjura. Les notables du lieu aiment à parler : quand on croit que le nom ancien de *Bida* est éteint, on apprend vite, en les écoutant, qu'il se retrouve dans le nom actuel d'une famille des Fraoucen, les Aït-Bida, dont l'antiquité passe pour remonter au temps des Romains (1). Si l'on veut voir les ruines, chaque habitant les

(1) Le mot *Bidil*, autre appellation antique de Djemâ-Sâridj, est également oublié des Kabyles, mais il existe encore dans la langue des Touaregs, où il signifie « être fou. » Or M. le colonel Hanoteau a fait cette curieuse observation que tout à côté de Djemâ-Sâridj est un petit village appelé maintenant d'un nom arabe, *El-Mesloub*, qui

peut montrer, ils vivent dessus. Du côté de l'est, c'est-à-dire de la montagne, elles se réduisent à peu de chose : sur une butte apparaît seule une sorte de citadelle dont subsistent quelques pans de mur, larges d'un mètre et bâtis en moellons; mais dans la partie ouest on remarque plusieurs bassins, un entre autres de près de 4 mètres de côté, composé de belles pierres et auquel Djemâ-Sâridj doit son nom (1), diverses maisons construites avec des débris antiques, çà et là de grands blocs de pierres taillées, sur la place du marché des murailles solides à fleur de terre, quelques mosaïques même trouvées dans les fouilles. Enfin, à l'entrée du village, des dalles empierrant une route laissent croire à une amorce de voie romaine, et en effet les auteurs latins mentionnent un itinéraire partant de Dellys et se bifurquant à Djemâ-Sâridj pour aller vers Bougie par deux voies différentes.

L'*Itinéraire* d'Antonin, d'accord avec le premier tableau de Ptolémée, traverse le Djurdjura sans y marquer d'étape. La carte de Peutinger en indique une sur un point qu'elle nomme *Ruha*, et la distance entre Djemâ-Sâridj et Ruha, mesurée sur l'itinéraire peutingérien, conduit à placer cette étape sur le versant sud de la montagne au lieu dit Ksar-Kebouch, où se voient effectivement les vestiges d'un fort en pierres qui a une apparence romaine.

Ces deux itinéraires concordent assez avec les voies qu'on suit maintenant encore, l'une par le col d'Akfadou, l'autre plus à l'est par Ksar-Kebouch, pour que dans l'antiquité elles aient pu déjà servir de communications entre les vallées du Sébaou et de l'Oued-Sahel. Ce devaient être les voies naturelles des indigènes ouvertes, il se peut, aux voyageurs et commerçans romains; de notre temps aussi, avant même la conquête du Djurdjura, il était permis à l'étranger de les parcourir sous la sauvegarde de l'*anaïa* (2);—mais que ce fussent des routes stratégiques, libres au parcours des colonnes romaines, nous ne saurions l'admettre. Rappelons d'abord que la voie romaine n'est un peu reconnaissable que du côté de l'ouest ou de la vallée; c'est dans la partie occidentale que se montrent aussi les ruines importantes, c'était là vraiment la surface habitée. Le choix qu'on fit de la partie orientale pour l'occuper par la citadelle prouve que le côté tourné vers la montagne était la position dangereuse. D'ailleurs, qu'on y songe, pour transporter des troupes ou des approvisionnemens de Bougie à Dellys, les Romains avaient deux autres voies assurées : l'une de mer que personne ne leur

veut dire « le fou. » Voilà sans doute l'ancienne dénomination kabyle se révélant sous la traduction arabe, qui s'y est substituée.

(1) Djemâ-Sâridj signifie « le marché du vendredi du bassin. »

(2) Voyez sur l'*anaïa* la *Revue* du 1er avril 1865.

pouvait disputer; l'autre de terre, le long de la côte, que confirment à la fois l'itinéraire d'Antonin, les cartes de Ptolémée et de Peutinger, et que jalonnent encore des ruines monumentales sur certains points cités par les géographes comme d'anciennes colonies maritimes. Le village kabyle actuel de Zeffoun (l'ancien *Rusazus*) est entièrement construit avec des pierres taillées datant de l'époque romaine; deux villes antiques s'y reconnaissent, la ville maritime et la ville intérieure, celle-ci dominant et défendant l'autre. Dans la ville basse se voient les vestiges d'un quai sur le rivage et d'une jetée sous l'eau; des mosaïques, des chapiteaux et fûts de colonnes, un beau fragment d'une statue en marbre blanc, y ont été recueillis; les restes de deux tours carrées et d'un rempart en crémaillère enveloppant un château-fort attestent certainement qu'on s'y regardait comme menacé. La ville haute porte trace de plusieurs magasins voûtés, d'un temple ayant plus de 20 mètres de côté, de quelques fortifications qui enceignent encore la bourgade kabyle, enfin d'un aqueduc considérable qui apportait les eaux des hauteurs voisines. A Taksebt (l'ancien port de *Rusubezer*) et à Tigzirt (l'ancien port d'*Iomnium*), se rencontrent des ruines intéressantes et analogues; les Kabyles n'y remuent guère le sol sans toucher à des restes de constructions romaines. La route jalonnée par ces débris a beau n'être actuellement praticable qu'aux piétons et aux bêtes de somme, elle reliait jadis des colonies importantes, et les Romains, toujours vigilans pour leurs établissemens du littoral, ne pouvaient manquer de mettre un soin particulier à l'entretenir. Quant aux deux itinéraires qui coupent la montagne par Ksar-Kebouch et Akfadou, on les trouve semés aujourd'hui même de difficultés sérieuses; quels périls plus grands n'offraient-ils pas au passage des colonnes, alors que le Djurdjura, suivant la tradition et les descriptions anciennes, se montrait couvert de forêts épaisses, abris certains des embuscades kabyles? Les *præpositi* étaient-ils en paix avec la montagne, ils avaient tout intérêt à ne pas aventurer leurs troupes sur des chemins difficiles où elles auraient imprudemment défié des populations intraitables; était-on en guerre, pourquoi penser, quand rien ne le prouve, que les cohortes impériales, que nous avons vues sous un chef comme Théodose reculer devant le pays des Jubalènes, aient en d'autres temps réussi à suivre les deux itinéraires qui traversent une partie du massif jubalénien et à en franchir les redoutables défilés?

La campagne de 1857, en ouvrant aux recherches archéologiques l'accès du Djurdjura, a fait justice des prophéties qui prédisaient la découverte au sein de la montagne de fortifications romaines importantes : pas une ruine de ce genre, pas une trace de camp

retranché sur les sommets djurdjuriens. Le poste de *Turaphilum* cité par Ptolémée et prétendu centre d'action des Romains dans le *Mons-Ferratus*, on s'était plu à l'imaginer sur l'emplacement du village kabyle de Koukou, à cinq lieues est de Fort-Napoléon; mais, à regarder le mamelon étroit dont le village de Koukou occupe la cime, on se convainc qu'il n'a jamais pu avoir un développement qui lui permît de contenir une population ou une garnison considérable. Une douzaine de pierres de taille qui gisent près de la porte sud, dite porte du Rempart, et une citerne solide, longue de 9 mètres, sur une largeur de moitié, voilà ce qui suffit aux gens à système pour décider que la marque romaine est là. On a vraiment bien abusé de ces mots de *voies romaines*, de *ruines romaines*; toute voie pavée n'indique pourtant pas que ce soient les Romains qui l'aient faite, car les Kabyles pavent souvent eux-mêmes leurs chemins. Tout débris de constructions en pierre de taille ne témoigne pas nécessairement la main-d'œuvre romaine : dès l'antiquité, les Kabyles, au dire de tous les historiens, se bâtissaient des demeures fixes. La présence des Romains pendant quatre siècles autour du Djurdjura put permettre aux ouvriers kabyles d'étudier la manière romaine de construire et de l'imiter, et nous voyons Ammien Marcellin vanter l'apparence monumentale d'un château indigène, *Fundus Petrensis*, réduit en cendres par Théodose, « magnifique villa, dit-il, que Salmace, frère de Firmus, avait bâtie somptueusement à l'instar d'une vraie cité. » Ceux qui bâtissaient une cité somptueuse pouvaient bien construire une simple citerne; le seul ornement d'ailleurs qui reste apparent sur une des pierres de Koukou est un croissant grossièrement tracé, la seule inscription qu'on y ait découverte est arabe.

Il ne doit pas davantage être sérieusement question de ce *burgus centenarius* (fort gardé par cent hommes) que des cartes toutes récentes ont placé chez les Aït-Iraten, près du contre-fort de *Bou-Atelli*; l'erreur est venue d'une inscription latine découverte là parmi des ruines et d'abord mal comprise. Cette épigraphe parle d'un *centenarius* indéterminé, « construit aux frais d'un certain M. M... en l'an provincial 289, » c'est-à-dire en 329 de notre ère Or des fouilles habilement conduites par le colonel Hanoteau sur ce point que les indigènes appellent *Ourtin Taroummant* (le Jardin du Grenadier) ont mis au jour un sépulcre auquel les ruines extérieures appartiennent, et qui conserve aujourd'hui encore une tête de mort et des ossemens. La pierre de l'inscription susdite se trouve n'être que l'épitaphe de ce tombeau, et si l'on songe que c'était certainement se créer un titre à la bienveillance impériale que de construire à ses frais un fort en Afrique, au lendemain surtout de

la grande insurrection du IIIe siècle, on s'explique que l'épitaphe de l'individu enterré dans le *Jardin du Grenadier* veuille constater, à son honneur, qu'il a contribué de ses deniers à élever un *centenarius* n'importe où sur le territoire africain. Au reste, à mesure qu'on a mieux étudié les ruines diverses que M. Hanoteau et le docteur Leclerc ont les premiers signalées dans la tribu des Aït-Iraten, on s'est assuré que ces vestiges du passé étaient des tombeaux, situés tous sur le versant qui regarde Djemâ-Sâridj. Il en est ainsi des ruines trouvées sur la place du Marché, au village de *Souk-el-Tléta*, ainsi de celles qu'on remarque près des villages d'*Akbou* et de *Bou-Sahel*, ainsi encore du petit monument nommé *Takbout* (1), sur le chemin d'*Iril-Guefri* à *Tala-Amara*, où l'on avait cru voir d'abord les restes d'un poste romain. Non loin de *Takbout*, sur le monticule d'*Abekkar*, derrière un rempart séculaire d'oliviers, se montre la ruine la mieux conservée du pays, avec des murs hauts de 3 mètres et des pierres de taille aux angles et au soubassement; c'est encore un tombeau, élevé sans doute par quelque riche famille de Djemâ-Sâridj; — et si vous demandez à qui appartiennent le terrain d'Abekkar et le Jardin du Grenadier, on vous apprendra qu'ils ont éternellement formé le domaine de la famille Abekkar, qui prétend, comme la famille des Aït-Bida, remonter jusqu'au temps des Romains.

Donc, sur la rive gauche du Sébaou, dans la vraie Kabylie du Djurdjura, chez les Zouaouas et les Aït-Iraten, point de trace d'occupation militaire romaine au sein de la montagne. Sur la rive droite, et en se rapprochant de la mer, les ruines se montrent plus fréquentes. A Imakouda notamment, chez les Aït-Ouaguenoun, apparaissent les débris d'une citadelle, et chez les Aït-Roubri, près du village de Chebel, les quatre faces d'un fortin rectangulaire long de 60 mètres sur 50 de large, et dont les angles s'avancent légèrement en saillie. C'est également l'apparence d'un petit fort à quatre faces et de dimensions analogues qu'offrent les ruines sises à Ksar-Kebouch, où l'on croit devoir placer l'étape de Ruha, indiquée par l'itinéraire peutingérien.

Que les Romains eussent édifié à Ksar-Kebouch un poste militaire ou un caravansérail servant d'étape sur la route de Djemâ-Sâridj à Bougie, c'est possible. Tout à côté les soldats français, bien avant d'être maîtres du Djurdjura, élevaient et occupaient le fort de *Taourirt-Iril*. Faut-il dire cependant qu'une construction, même reconnue comme romaine, représente absolument en Kabylie un

(1) Les Kabyles donnent généralement le nom de *takbout* à toute construction de forme carrée surmontée d'une espèce de dôme.

établissement occupé par des Romains? Non, depuis que deux inscriptions latines recueillies au pied des Flissas, dans les ruines du château-fort de *Tuleus* (*Castellum Tulei*), à 3 kilomètres du caravansérail actuel d'Azib-Zamoun (1), ont révélé que le fort de *Tuleus* était habité et commandé par des chefs kabyles.

Cette découverte donne la clé du mode d'action vraisemblablement exercé par Rome dans les vallées du Djurdjura. *Castellum Tulei* était, à en juger par l'importance de ses ruines, un établissement considérable. Si le commandement s'en trouvait confié à des chefs indigènes, il est à penser que les Romains élevèrent dans la vallée d'autres forts ou fortins, — par exemple celui d'*Oppidium* (Tizi-Ouzou), que cite Ptolémée, — afin de les donner pour résidence à des chefs kabyles ralliés qui avaient la garde de ces positions et la surveillance d'alentour, sous le contrôle supérieur du *præpositus*. Les chefs attachés à sa cause, Rome les récompensait sans doute et les retenait par des immunités particulières. Exploiter l'ambition des indigènes influens et les rivalités entre tribus, profiter de l'affaiblissement, plus habituel dans les vallées, des sentimens d'indépendance, ce sont des moyens qui se devinent et qui pouvaient réussir un temps; mais jouir de la vallée sans régner sur la montagne était une chimère. Même avec des postes militaires romains gardant la vallée, le voisinage seul des montagnes insoumises aurait été une menace constante à la tranquillité de la colonisation; qu'était-ce donc, si l'autorité romaine avait pour dépositaires des indigènes qu'un jour de mécontentement ou d'entraînement national pouvait jeter dans les bras de leurs frères?

La France, avant d'avoir achevé la conquête du massif djurdjurien, était sans cesse sur le qui-vive en face des montagnards indépendans, et ceux-ci, en face de nous, se tenaient fièrement, comme ils disent, « assis derrière la batterie de leurs fusils. » On eut alors l'expérience de ces prétendus dévouemens de chefs tels que Si-el-Djoudi (2), qui demandaient l'investiture pour en déserter bientôt les devoirs, et de ces soumissions de Kabyles toujours précaires tant qu'il est resté dans la montagne un territoire libre, comme exemple et abri de la révolte. Il nous souvient d'un fabliau kabyle qui met en scène un chien attaquant un os à belles dents. « Ah! ah!

(1) Ces deux précieuses inscriptions se lisent sur deux pierres tumulaires découvertes par MM. le général Pâté et le sous-intendant militaire Raoul. Elles se trouvent aujourd'hui au musée d'Alger.—Le caravansérail d'Azib-Zamoun est à vingt lieues est d'Alger.

(2) Si-el-Djoudi, grand marabout des Aït-Boudrar, s'était rapproché de l'autorité française dans le courant de 1852 et fait investir du titre de *bach-agha* du Djurdjura. La campagne de 1857 ne l'en trouva pas moins dans les rangs hostiles; vaincu, il dut se rendre à merci.

tu me trouves dur! dit au chien l'os avec orgueil. — Sois tranquille, répond le chien sans s'émouvoir, j'ai tout le temps. » Le Djurdjura était dur à attaquer; mais quand il se vit mordre par l'aigle française, décidée à prendre son temps pour en finir, il fut bien forcé de se laisser ronger jusqu'au bout. Rome, qui n'a pas su mettre le pied sur les crêtes avec le ferme dessein d'y rester, a dû connaître ces infidélités et ces défections qui ne pouvaient que rendre dans les vallées kabyles sa jouissance incertaine et son autorité chancelante. La capitale même du canton militaire du Sébaou, *Bida* ou Djemâ-Sâridj, combien de temps resta-t-elle le siége de l'autorité impériale? Nous ne savons; mais lorsque le comte Théodose passa trois ans à combattre les populations du Mont-de-Fer, nous ne le voyons, ni pendant ni après la guerre, mettre le pied dans le *limes Bidensis*. C'était le cas cependant de visiter les différens postes qui entouraient la montagne et d'y fortifier le prestige romain par sa présence. Accuser ici une lacune de l'histoire est impossible : la chronique d'Ammien suit Théodose pas à pas; si elle ne le conduit point à Bida, c'est qu'il n'y parut point, et que Bida, ainsi que la vallée du Sébaou, avait échappé, depuis longtemps peut-être, à l'action romaine.

A le bien prendre d'ailleurs, la politique générale des empereurs en Afrique avait-elle aucun esprit de grandeur et de conciliation propre à attirer les insoumis? En acceptant Auguste pour maître, les provinces avaient bien, — au dire de Tacite, — salué de leurs acclamations la chute d'un gouvernement débile qui ne savait réprimer ni les dissensions des grands ni la cupidité des magistrats; mais les efforts d'Auguste pour rétablir la légalité dans les administrations provinciales tombèrent vite en oubli. La Rome impériale ne professa bientôt plus ni respect pour les institutions, ni ménagemens pour la fierté des peuples. Elle voulait les assujettir, non se les assimiler. Claude régnait quand l'administration romaine se substitua en Mauritanie à celle des rois vassaux; les habitans du Djurdjura en purent regarder les effets autour d'eux. Quelle idée donna-t-elle de la justice des maîtres du monde? Où le régime fut-il plus oppressif, les impôts plus lourds, les exactions plus violentes? Impôt personnel, impôt foncier payé en nature et s'élevant au dixième des produits, douanes, réquisitions légales, voilà les quatre sortes de contributions régulières qui pesaient sur l'Afrique. Ce n'était rien auprès des contributions extraordinaires constantes qui obligeaient les cultivateurs à livrer des supplémens de grains à un prix dérisoire déterminé par le gouvernement. Au temps de la république, les impôts des provinces étaient affermés à des compagnies dont les agens, nommés *publicains*, ont laissé dans l'histoire

une réputation fatale; les fonctionnaires civils à qui le régime impérial confia le prélèvement de l'impôt sur les céréales africaines ne renoncèrent pas à ces honteux erremens. Au lieu de se combattre, employés du fisc et publicains se mirent d'accord pour le pillage et l'usure. Quand l'histoire a cité Galba et le vieux Gordien comme de probes et bons proconsuls d'Afrique, elle a tout dit; mais les Salluste, les Marius Priscus, les Romanus y sont nombreux. « Il faudrait pourtant, crie Juvénal, il faudrait épargner ces Africains qui nourrissent Rome, tandis que Rome désœuvrée court au cirque et au théâtre. Il faudrait se garder surtout d'exaspérer une nation guerrière et malheureuse. Nous avons beau lui prendre tout ce qu'elle a d'or et d'argent, nous lui laissons bien un bouclier, un glaive, un javelot, un casque; il reste des armes aux peuples dépouillés! » Mais l'autorité sans contrôle que recevaient les lieutenans de l'empereur sur la personne et les biens des provinciaux rendait la tentation d'abuser bien grande, et les moyens trop faciles. Ils venaient à titre d'administrateurs, de généraux, de juges, presque de législateurs, tout ensemble; ils venaient surtout décidés, pour la plupart, à refaire une fortune dissipée. Quelles charges ces exactions systématiques ne devaient-elles pas ajouter au fardeau des contribuables? Dans cette Afrique qui alimentait ses maîtres, la misère des pères de famille n'en arriva-t-elle pas au point qu'ils vendaient leurs enfans pour s'acheter de quoi vivre! Il a fallu qu'une loi de Constantin, datée de l'an 322, vînt interdire ces ventes contre nature et protéger les enfans des familles trop pauvres en ordonnant de les nourrir aux frais de l'état.

Et pourtant les peines prévues ne manquaient pas contre les concussionnaires. Depuis César jusqu'aux derniers temps de l'empire, la sévère loi Julia ne fut jamais abrogée; mais que valent les lois inappliquées? Il serait plus moral de n'en pas avoir. L'argent volé, habilement répandu, assurait à Rome l'impunité des coupables, et leurs juges mêmes devenaient complices de leurs déprédations (1). « Nos provinces gémissent, — s'écriait Cicéron dans sa troisième *Verrine*, — les peuples libres se plaignent, les rois s'indignent contre notre avidité et notre injustice. Jusqu'aux rives lointaines de l'Océan, il n'y a pas un lieu si obscur, si caché qu'il soit, où n'aient pénétré les déréglemens et l'iniquité de nos concitoyens. Ce n'est plus la force, ce ne sont plus les armes ni les guerres des nations qui pèsent aujourd'hui sur nous, c'est leur deuil, ce sont leurs larmes, leurs gémissemens. Qu'on dise encore que Verrès a fait

(1) « Pauvre provincial, vends jusqu'à tes effets, mais ne sois pas assez fou pour venir à Rome réclamer justice; tu perdrais encore les frais du voyage! » (Juvénal, sat. VIII.)

comme d'autres. Sans doute il ne manquera pas d'exemples; mais si les méchans s'appuient sur les méchans pour échapper à la justice, je dis qu'à la fin la république aussi trouvera sa ruine. » Ces prophétiques paroles, vraies déjà sous la république (1), le devinrent davantage sous les empereurs, qui, dans l'Afrique surtout, ne voulurent voir de plus en plus qu'une vaste ferme à exploiter. Quand les Africains criaient justice, Rome n'écoutait pas; mais dès qu'un Auguste nouveau s'élevait au trône, sa préoccupation première était l'Afrique. Les grains d'Afrique arriveraient-ils, les proconsuls seraient-ils fidèles à les fournir? Grosse question qui mit plus d'une fois la métropole sous la dépendance de sa colonie et offrit aux ambitions des compétiteurs une arme politique des plus funestes. Un jour, c'est Clodius Macer qui, rebelle contre Galba, retient en Afrique les navires chargés de grains et veut affamer l'Italie; un autre, c'est Vespasien qui, disputant le trône à Vitellius, projette d'attaquer l'Afrique, « afin, dit Tacite, d'enlever à l'ennemi tous ses greniers et de ne lui laisser que la famine et la discorde. » Plus tard, quand Alaric, vainqueur de Rome, prétend donner à Attale la couronne d'Honorius, il suffit que le gouverneur d'Afrique Héraclius ferme à l'exportation tous les ports de la colonie pour que le peuple romain repousse un usurpateur dont le règne s'inaugurait par la disette, et quand ce même Héraclius s'insurge à son tour, sa première pensée est de tenter contre l'empereur le moyen qu'il avait jadis pris pour le sauver. Faits historiques, descriptions des géographes, chants des poètes, tout prouve que l'Afrique était la nourricière de l'Italie, tout jusqu'à cet intendant spécial ou *préfet de l'annone*, créé par Commode en Afrique pour acheter et expédier les grains, et jusqu'à cette *flotte commodienne*, uniquement destinée à les transporter (2). Qu'on écoute au reste les plaintes éloquentes que Claudien met dans la bouche de Rome lors de la révolte de Gildon : « Depuis que l'Orient a revêtu une robe de pourpre semblable à la mienne et a reçu les plaines de l'Égypte en partage, la Libye me restait, ma seule espérance! A peine avec l'aide du vent du sud m'envoyait-elle de quoi vivre. Incertaine du lendemain, je sollicitais sans cesse la clémence des vents et des saisons. Cette dernière ressource, Gildon me l'a ravie au moment où l'automne expirait. Mes regards tremblans mesurent l'étendue des mers, cherchant à l'horizon quelque vaisseau qui m'apporte ce que l'usurpa-

(1) On ne saurait oublier à ce sujet les remarquables considérations qu'a développées M. Duruy, dans sa thèse de doctorat, sur *l'état du monde romain vers le temps de la fondation de l'empire.*

(2) Il n'y avait que deux *préfets de l'annone* dans tout l'empire, un à Rome, l'autre en Afrique.

teur aura laissé échapper. Je ne vis que grâce à ce Maure qui ne daigne plus me rien donner à titre de tribut, mais à titre de bienfait; il éprouve une joie insultante à m'offrir comme à un esclave mes alimens de chaque jour. Le barbare, au sein de l'abondance, agite s'il me fera mourir ou seulement souffrir de la faim. Il est fier des larmes de mon peuple et retarde à son gré le moment de ma ruine; il me vend des récoltes qui sont ma propriété, et détient le sol conquis au prix de mon sang... »

C'est qu'aussi le peuple de Rome était grand mangeur de pain; c'est qu'aussi les empereurs sentaient que leur popularité, leur couronne, leur vie même, pouvaient tenir aux arrivages de froment, aux distributions gratuites, aux réjouissances de la populace dans le cirque. On ne s'inquiétait guère vraiment du peuple africain à satisfaire; le peuple romain voulait jouir; il lui fallait son pain et ses bêtes fauves. A l'Afrique de le nourrir et de l'amuser!

Ceux que les armes romaines ne domptaient point, ce n'est pas une telle politique qui les pouvait conquérir; mais ceux même qu'elle avait domptés par les armes, Rome a-t-elle su ou voulu se les assimiler? Comparez les vieux auteurs, confrontez les chroniques des époques vandale et byzantine avec celles de Salluste, Tacite, Ammien, et vous serez frappé de reconnaître dans les Maures de Procope et de Corippus les mêmes hommes, aussi sauvages, aussi avides d'indépendance que l'étaient jadis les guerriers de Jugurtha, de Tacfarinas et de Firmus : mœurs, langue, manière de combattre, rien n'est changé; la transformation du caractère africain par la civilisation romaine après plus de quatre siècles de contact paraît nulle. L'œuvre colonisatrice au moins s'y est-elle faite sur une vaste échelle? En Kabylie d'abord, elle ne dut guère trouver le champ libre, car la propriété semble s'y être fidèlement maintenue entre les mains des indigènes : les diverses grandes fermes dont parle Ammien dans son récit de la guerre de Firmus, il les cite comme appartenant à des Kabyles, et les colons romains ne pouvaient être fort répandus dans les vallées du Djurdjura, sauf les environs des chefs-lieux de commandement, quand nous voyons le comte Théodose n'y respecter aucun domaine et permettre à ses troupes de vivre sur les magasins et récoltes qu'elles rencontreraient, parce que c'étaient moissons ennemies. Mais dans le reste de l'Afrique, sur le territoire énorme que Rome possédait par droit de conquête, que fit-elle pour coloniser? Pline ne compte qu'une vingtaine de colonies sur toute la surface qui comprend aujourd'hui le Maroc, l'Algérie et Tunis, et des observations du naturaliste il résulte clairement que la grande propriété fut le fait dominant du système colonisateur adopté par Rome en Afrique. Or avec

la grande propriété peut-on prétendre coloniser? Où séjournaient ces grands propriétaires et leurs familles? Dans les villes. Les cultivateurs, qui étaient-ils? Des esclaves ou des indigènes soumis. Seuls, les cantons militaires frontières furent livrés à la colonisation des petits propriétaires dans la personne de ces soldats *limitanei* dont nous avons déjà dit les devoirs et les droits; encore ces soldats résidaient-ils là sans famille; ils n'y étaient pas établis pour faire souche, s'attacher au sol et le peupler : c'étaient les sentinelles d'une domination inquiète, non les pionniers d'une colonisation libre et sérieuse. En un mot, Rome, avant tout guerrière et despote, s'est occupée de profiter de l'Afrique et non de lui profiter; elle a suivi sa voie sans se soucier des indigènes. Aussi, au jour du danger, se trouva-t-elle sans eux en face des Vandales, et quand elle vit dans Genséric un ennemi implacable, les Africains y virent à bon droit un libérateur.

Tels qu'Ammien les a dépeints et que nous les retrouvons dans nos populations djurdjuriennes, les barbares du *Mons-Ferratus* n'étaient pas faits pour accepter de bonne grâce une domination égoïste et une civilisation asservissante. Au milieu de tous les peuples qui couvraient le monde courbés sous le joug du peuple-roi, et qui, suivant la vigoureuse expression de Plutarque, ne savaient plus jamais dire *non*, les Kabyles d'alors n'avaient pas désappris ce mot; ils ne devaient un jour supporter volontiers un maître que s'il savait à la fois les vaincre, favoriser leurs tendances et comprendre leurs intérêts. La France a eu besoin de vingt-sept ans (de 1830 à 1857) pour donner à l'Algérie ses frontières actuelles et clore l'œuvre de la conquête par la soumission du Djurdjura. C'était marcher lentement au gré de quelques-uns : ceux-là ont-ils songé que près de deux cents ans s'écoulèrent entre la destruction de Carthage et la réduction de la Mauritanie en province romaine, que les traces laissées par Rome dans l'Algérie ancienne sont l'œuvre de quatre siècles, et qu'au bout de ces quatre siècles il restait encore dans le Tell mauritanien des populations que son joug n'avait pu atteindre? Rome ne trouva pourtant pas devant elle en Afrique cet obstacle de la religion qui s'est dressé devant la France. Au lieu d'imposer aux vaincus ses propres dieux, elle savait accepter les divinités étrangères, leur ouvrir son Capitole, leur donner, comme dit Montesquieu, « droit de bourgeoisie » dans la grande ville, et jusqu'au IVe siècle, époque où les idées donatistes vinrent mêler une cause religieuse à la révolte de Firmus, on peut dire qu'aux yeux des indigènes les Romains passaient pour des coreligionnaires. Rome, avec ses légions semées sur tous les continens, ne fut pas non plus astreinte à affaiblir de temps à autre ses forces militaires

en Afrique pour parer à des guerres étrangères. Il n'en était pas d'elle comme de la France, qui dans son armée d'Algérie voit toujours le vrai noyau prêt à combattre, rompu à la vie du bivouac, et qui lui emprunte ses vaillantes avant-gardes pour toutes les campagnes voisines ou éloignées de sa frontière, aujourd'hui au Mexique, hier en Italie, naguère en Crimée; — et pourtant, même tandis que la guerre de Crimée lui enlevait ses plus vieilles troupes, l'armée d'Algérie, si affaiblie qu'elle fût, allait en 1854 promener le drapeau français au milieu des Kabyles insoumis, découvrir les horizons inconnus des cimes djurdjuriennes, et, par une reconnaissance militaire pleine d'audace, préparer trois ans d'avance le succès de la victoire décisive. Quand enfin 1857 fit sonner l'heure suprême de la conquête, en moins de deux mois tout le Djurdjura était parcouru et soumis, une grande route pénétrait la montagne, un fort puissant s'asseyait sur ces crêtes devant lesquelles jadis, après une campagne de trois ans, le comte Théodose avait reculé. Maximien-Hercule transportait dans le Sahara des fractions de tribus kabyles vaincues : la France a rendu les Kabyles, après leur défaite, presque plus libres qu'à la veille de leur soumission, en leur ouvrant l'accès de toute l'Algérie et les poussant à se bâtir sur leur propre sol des villages nouveaux. Théodose laissait massacrer les prisonniers kabyles : l'armée française, en pleine lutte, prêtait ses médecins aux blessés ou aux malades du Djurdjura. Rome pressurait d'impôts ses sujets d'Afrique : la France a imposé faiblement la Kabylie conquise pour lui donner le temps de réparer les maux de la guerre, et avant de songer à y augmenter les impôts, elle a déjà plus de dix fois accru la richesse matérielle du pays! Mais nous avons ailleurs (1) essayé de développer la politique qui depuis huit ans fait la force et le succès de la France en Kabylie. Qu'il nous suffise d'ajouter qu'une circonstance récente, la présence de l'empereur dans le Djurdjura, le 24 mai 1865, est venue apporter à cette politique une heureuse consécration, et a fait croire aux Kabyles qu'*il était écrit* sans doute que la journée du 24 mai deviendrait pour eux un anniversaire doublement marqué par des événemens qui portent date. C'est le 24 mai 1857 que les colonnes françaises s'élançaient pour la première fois sur les contre-forts des Aït-Iraten à travers des populations toutes ennemies, toutes acharnées et frémissantes : c'était la guerre, la guerre avec sa grandeur et ses tristesses, ses nobles luttes et ses fureurs; c'était la guerre avec ses bruits enivrans et sinistres, le tableau héroïque de plusieurs milliers d'hommes courant à l'envi vers la mort, les uns pour la défense du sol natal, les autres pour la

(1) *Revue* du 15 avril 1865.

gloire du drapeau, — mais aussi le douloureux spectacle de vestiges sanglans à travers les chemins, de moissons foulées et perdues, de toits fumans, de maisons détruites! C'était le jour fatal dont un poète de la tribu des Iraten a gravé le souvenir dans ces vers plus d'une fois répétés par les échos d'Azouza (1) :

« Le Français, quand il se met en marche, roule comme les flots d'une rivière; il a fait avancer des bataillons nombreux, des zouaves plus encore que des autres; il s'est abattu sur nous comme la glace ou la neige, lorsqu'elle couvre et durcit la terre...

« Notre tribu était pleine d'émigrés; de tous côtés, chacun se réfugiait chez les Aït-Iraten. « Allons, disait-on, allons dans la confédération puissante, là nous habiterons en lieu sûr... » — L'ennemi n'en est pas moins tombé sur nos têtes guidé par le maréchal, le père de la sagesse dont la tête mûrit les projets...

« Le mercredi à l'aurore a été pour les hommes un jour terrible. Les étoiles brillaient encore quand la lutte commença. — Bientôt cavaliers et fantassins s'entremêlent; la fumée s'élève en nuages, elle monte et descend dans le ciel. Il en est peu dont la vie se prolonge; mais celui qui meurt enlève une houri; ses péchés sont lavés, il est pur!...

« ... Comprenez, ô vous qui savez comprendre : l'Alger des Zouaouas est tombée; ce qui arrive aux Aït-Iraten ne s'est pas vu depuis le commencement du monde! »

Elle fut en effet vaincue et en un seul jour, la montagne saluée naguère du nom de *l'invincible*, et le soleil du 24 mai éclaira pour la première fois sur ses cimes les trois couleurs qui n'en devaient plus descendre. Huit ans après, jour pour jour, le souverain de la France apparaissait sur le même théâtre en sultan reconnu de tous, et y trouvait les villages en fête, les cultures et l'industrie prospères, les populations fidèles et contentes. — La visite impériale au sein de ce fort qui porte le nom de Napoléon, et s'élève sur des sommets jusqu'à nous libres de toute domination étrangère, aura, nous l'espérons, apposé comme le dernier sceau à la paix de la Grande-Kabylie. La paix que donnait Rome à ses sujets d'Afrique, cette *paix romaine* dont Pline vantait tant la majesté (*immensa pacis romanæ majestas*), ne signifiait guère pour les vaincus que faiblesse et asservissement; la paix que leur donne la France veut vraiment dire assimilation, progrès et liberté.

N. Bibesco.

(1) L'auteur du chant que nous citons est citoyen d'Azouza, grand village de la confédération des Iraten.

HUIT MOIS

EN AMÉRIQUE

LETTRES ET NOTES DE VOYAGE

1864 — 1865

VII.

BOSTON ET LA NOUVELLE-ANGLETERRE. — LA VIE INTELLECTUELLE AUX ÉTATS-UNIS.

New-York, 23 novembre 1864.

Tout va bien depuis l'élection (1), et chaque jour voit s'évanouir de plus en plus la menace ridicule d'une insurrection démocratique. La bonne grâce des vaincus égale au contraire la modération des vainqueurs. Au fond, les démocrates honnêtes se félicitent de voir l'Union si chaudement soutenue par le peuple. Ceux qui se consolent moins vite ne respectent pas moins sa décision suprême : ils baissent le ton pour lui plaire, et se bornent à donner au gouvernement des conseils pacifiques. Quelques-uns même (tant la force des choses a courbé leurs préjugés !) proposent des moyens pratiques de trancher la question de l'esclavage par un système d'émancipation progressive. Je ne sais ce que fera M. Lincoln : le voilà bien à son apogée, à ce sommet où le soleil politique des hommes d'état américains ne remonte jamais quand il y a passé. Tout le monde déjà songe à l'élection de 1868, comme les écoliers au jour de la rentrée songent

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre.

au jour lointain de la délivrance. On se demande quel sera le prochain président des États-Unis? Butler, Banks, Seward, Grant, Sherman? Spéculation purement gratuite, car on calcule sur un problème dont on n'a pas les données. Qui sait où en seront dans quatre ans les deux Amériques?

Le *Herald*, le journal nomade qui a fini par tourner à Lincoln et ranger Mac-Clellan dans la classe des morts irrévocables que ne ressuscitera même pas la trompette du jugement électoral, propose une solution imprévue et s'offre lui-même aux suffrages. Il suppose la guerre achevée; lui seul, comme il le démontre dans un article burlesque, lui seul ou le général Grant peut apaiser les rivalités civiles. Son raisonnement équivaut à ceci : les soldats savent manier la force et font de bons présidens, les *lawyers* ne savent que criailler et susciter des disputes pour avoir le plaisir d'avocasser devant le tribunal de la nation; mais un journal comme le mien sait danser sur la corde entre tous les partis, et de même qu'il pêche des abonnés partout, il saura pêcher les électeurs et gouverner le peuple.

Le général Grant, malgré tout ce qu'on raconte de sa modestie, de sa droiture, de son respect à l'autorité civile, prend déjà des façons de prince. Depuis longtemps, il fermait très carrément la porte au nez des ministres qui voulaient jeter un coup d'œil indiscret dans son armée. Aujourd'hui il envoie au président un *satisfecit* et des félicitations sur le ton que prendrait l'empereur de Russie écrivant à son cher cousin d'Autriche. « Faites, dit-il au ministre de la guerre, faites mes complimens au président. » Ces airs protecteurs sont un peu singuliers chez un général d'armée devant le magistrat suprême qui lui donne et lui retire son commandement; mais la fortune du *tanneur de l'Illinois* est encore plus haut montée que celle du *rail-splitter* Lincoln. Il y a toujours eu un président des États-Unis; mais la charge de lieutenant-général est vacante depuis la guerre de l'indépendance : Grant est le successeur immédiat de Washington. C'est une de ces fortunes immenses, comme la démocratie en élève pour les abaisser le lendemain.

L'Amérique en ce moment célèbre un de ces héros éphémères dont elle change toutes les semaines. Grant a un rival dans l'admiration publique, c'est le capitaine Winslow; le vainqueur de l'*Alabama* est littéralement porté en triomphe d'un bout à l'autre des États-Unis. Boston vient de le recevoir en prince. New-York le réclame, et l'esprit d'imitation de ces moutons de Panurge lui promet bien d'autres ovations. Des hommes graves, comme M. Everett, ne dédaignent pas de s'atteler au char du triomphateur. On dirait que

le combat de l'*Alabama* et du *Kearsarge* est le grand fait d'armes du siècle. Le héros, enflé par cette gloire inattendue, s'en va de banquet en banquet, racontant ses hauts faits; à l'entendre, on croirait qu'à lui seul, sur son petit bâtiment, il a tenu en échec et en terreur les nations envieuses de l'Europe, qu'il a insulté la marine française, soufflété un amiral anglais, bravé lord Russell jusque dans la Tamise, et fait briller le nom américain comme un glaive de feu aux yeux de l'Europe effrayée. Cependant il s'étonne un peu de sa gloire. « La défaite de l'*Alabama*, dit-il, n'est que peu de chose dans mes services. Si je mérite tous ces témoignages d'honneur pour ce seul fait d'armes, j'en mérite bien plus encore pour les services que j'ai rendus sur le Mississipi et devant les ports du sud. » Qui se les rappelle aujourd'hui? qui se rappellera l'année prochaine la glorieuse croisière du *Kearsarge?* Le public américain est vite rassasié de ses idoles. Les gens habiles ne se laissent jamais exploiter ainsi; ils préfèrent le métier de *cornac* à celui de bête curieuse, et ne gonflent pas pour eux-mêmes ce dangereux ballon de la popularité qui monte si haut et si vite, mais précipite si tôt ceux qu'il élève.

Boston, 25 novembre.

Je suis venu par mer de New-York à Boston. Avant-hier je descendais à la hâte l'immense rue de Broadway, maudissant les embarras de voitures qui m'arrêtaient à chaque pas. Je ne vous parle ni du prodigieux encombrement des quais, ni de la peine que j'ai eue pour arriver à bord, à travers l'enchevêtrement des chevaux et des charrettes, laissant ma voiture engagée dans la cohue, mon sac à la main, suivi d'un porteur chargé de ma malle, — ni de la foule entassée sur l'immense et magnifique bateau qui sert d'omnibus entre New-York et Boston. Il faut venir en Amérique pour concevoir un pareil mouvement. Le transit de Paris à Londres n'est pas comparable à celui qui se fait quotidiennement entre les deux *métropoles* rivales des États-Unis : trois chemins de fer, trois lignes de bateaux monstres qui engloutissent chacun de 8 à 900 passagers, suffisent à peine à cette inondation. Il est vrai que c'était la veille du *thanksgiving day*, jour de prière et d'actions de grâces décrété par le président, et que la moitié du peuple était sur les routes. Il est d'usage immémorial de passer en famille ce jour de fête patriotique. Comme en Angleterre le jour de Noël et chez nous le jour de l'an, on mange l'oie ou la dinde classique au foyer paternel. Nulle part cette coutume n'est plus religieusement observée que dans la Nouvelle-Angleterre, le pays des traditions et des vieux usages. Les églises sonnent les cloches des dimanches, les habitans ont revêtu

leurs costumes graves; on va au prêche écouter un sermon politique, car si les affaires humaines envahissent la chaire aux jours que la religion consacre, elles en sont maîtresses en ce jour de jubilé national. Dans chaque paroisse, dans chaque temple, s'élève une tribune politique où l'on discute ici la guerre, là l'esclavage, là-bas la constitution, mais où tout roule sur la grande question du jour. Les prédicateurs républicains s'inspirent de la proclamation du président; les démocrates prennent pour texte celle du gouverneur Seymour, qui s'unit aux prières publiques avec des paroles à double sens. On prie pour la confusion des méchans, pour le retour de la justice, pour le salut de la patrie, et chacun est libre d'entendre à sa façon la justice et le patriotisme. Cependant la vie et le mouvement continuent; on ne se croit pas obligé, comme le dimanche, de prendre un air de deuil. Les jardins publics, les rues populeuses offrent un spectacle à la fois tranquille et animé. C'est un vrai jour de fête, où l'on ose lever la tête et parler tout haut, où l'on se repose de l'activité affairée de la semaine sans s'imposer le recueillement sépulcral du septième jour.

Rien de nouveau d'ailleurs, et absence de journaux ce matin. Ce soir, le bruit court que les trois états de Georgie, d'Alabama et de Mississipi sont prêts à traiter pour la conservation de l'esclavage, menacé plus dangereusement aujourd'hui par Jefferson Davis que par Lincoln. Pris entre deux feux, les pauvres esclavagistes ne savent à quel diable se vouer. Si la nouvelle est vraie, c'en est fait de la rébellion.

Cette question de l'enrôlement des noirs met la confédération sens dessus dessous. Il y a dans le sud un parti raisonnable qui recule devant les mesures héroïques; ce parti, accusé bien des fois de pencher vers la trahison, renouvelait récemment ses promesses de fidélité à une cause perdue, mais avec une arrière-pensée d'abandon. Son chef est, vous le savez, le gouverneur Brown, de la Georgie, l'adversaire et presque l'ennemi personnel de Jefferson Davis, le même qu'on disait avoir engagé avec le général Sherman ces négociations que le bruit public l'a obligé à démentir. Bien qu'il tienne en face du nord un langage haut et ferme, bien qu'il ait lui-même signé la résolution qui livre au président tout pouvoir sur les esclaves des états de Virginie, des Carolines, de Georgie, d'Alabama et de Mississipi, on le sait secrètement opposé à une mesure qui serait sa propre ruine. A la question même de l'esclavage se mêle l'antagonisme ancien de la Georgie et de sa rivale. A l'origine de la rébellion, quand les conventions de la Caroline du Sud et de la Georgie prononcèrent les fameuses ordonnances de sécession, la Virginie hésitait encore à les suivre. Bientôt elle a pris la conduite de la

guerre, et la Georgie au contraire est retombée au second rang. Aussi, quand le président Davis a annoncé au congrès confédéré le projet inoui dans cette enceinte d'affranchir et d'armer les noirs, il s'est élevé entre les députés de la Virginie et ceux des *cotton states* des discussions violentes qui semblaient présager une scission prochaine. La Virginie, qui n'a plus rien à perdre, soutient avec ardeur cet expédient désespéré; mais la Georgie, l'Alabama, le Mississipi, riches encore de leurs troupeaux de nègres, riches surtout en espérance de la vente anticipée de leur coton, sont tentés fortement de demander abri à l'Union contre le radicalisme impitoyable de l'esclavagisme aux abois.

Pauvres sécessionistes! ils ont suscité une guerre civile, armé un gouvernement pour défendre et propager l'esclavage, et voilà ce gouvernement qui les prend à la gorge et leur dit à son tour : Rends tes esclaves! Ils se tournent alors vers l'ancien ennemi; le gouvernement fédéral devient l'espoir des conservateurs de l'esclavage, la ressource dernière de ceux qui voudraient au moins le laisser mourir de sa belle mort. En attendant, on se dispute au congrès de Richmond, et les députés en viennent quelquefois, dit-on, aux *fisticuffs*. Les plus décidés dénoncent la mesure comme une confiscation : le sud se déshonorerait, disent-ils, en abaissant le drapeau de l'esclavage; il renierait son dogme et sa foi. Enrôler le nègre en lui offrant la liberté, c'est reconnaître qu'il n'est pas impropre à la liberté, et que l'esclavage n'est pas la plus haute condition sociale que le Créateur lui destine; c'est abandonner, comme une imposture usée, le principe même de la société du sud. Ajoutez enfin que ces champions de l'esclavage sont encore maîtres d'esclaves, que leurs adversaires ne le sont plus, et vous aurez le secret des nobles passions qui enflamment de part et d'autre leur zèle chevaleresque.

Le parti du gouvernement répond que ce n'est pas l'heure des scrupules de conscience ni des théories humanitaires, que la guerre a dévoré les blancs, qu'il faut lui donner à manger du nègre ou s'avouer vaincu. Les Georgiens ne se tiennent pas pour battus; ils répliquent que l'armée n'est pas épuisée, que les noirs ne peuvent être de bons soldats, qu'il faut résister aux artifices d'un gouvernement spoliateur. On leur cite l'exemple des armées du nord. Alors ils se retranchent dans leur dernier et inexpugnable argument : « vous avez dépeuplé les campagnes, il n'y reste plus que des nègres; c'est leur travail qui nous nourrit. Mettez-leur le fusil à la main au lieu de la pioche et de la faucille, et nous serons affamés demain. L'institution de l'esclavage a été jusqu'à présent la grande force du sud; elle lui a permis de soutenir quatre ans une guerre

qui occupait les bras de tous les citoyens. En la décapitant, vous vous coupez les vivres, et vous tuez du même coup la résistance. » Mais que faire? Où trouver des ressources? Il faut des hommes sur le champ de bataille, il faut des hommes sur le *corn-field*. Lee n'a plus, au dire des Anglais eux-mêmes, qu'une ombre d'armée. Il faut opter entre la paix et la famine. Jefferson Davis assure qu'il suffit d'un effort vigoureux pour achever la guerre, et qu'on pourra ensuite à loisir réparer les pertes : c'est le langage officiel. Tout en affichant cette assurance, les confédérés ont la terreur et le désespoir dans l'âme. Ils se voient, après la campagne prochaine, si même ils trouvent dans l'émancipation la force éphémère d'y résister, livrés par la famine à la discrétion du nord, réduits à mendier au nord l'aumône d'un peu de pain. Alors et alors seulement la clémence, la modération, le pardon fraternel, trouveront leur place. Jusque-là, devant ces hommes obstinés à leur propre ruine, le mot de paix me semble une duperie.

28 novembre.

Je vous ai déjà montré la ville de Boston; il me reste à vous montrer les hommes. Chacun ici m'accueille à bras ouverts. Dîners, soirées, invitations, pleuvent déjà sur moi, sans compter un flot de visites, car c'est la coutume hospitalière du pays d'aller chercher l'étranger chez lui et de prévenir sa politesse.

Pour mon début, j'ai dîné hier à l'*Atlantic club* avec la fleur de la société littéraire et politique de Boston. Il y avait là bon nombre de réputations transatlantiques : le fameux naturaliste Agassiz, le philosophe et poète Emerson, M. Sumner, qui m'y avait amené, le sénateur Wilson du Massachusetts, M. Richard Dana, jurisconsulte et écrivain distingué, M. Wendell Holmes, poète renommé, auteur d'une ode presque nationale, et beaucoup d'autres plus ou moins célèbres. J'ai dîné entre M. Emerson et M. Agassiz : ce dernier, massif, robuste, avec de grosses mains, une grosse voix, mais un tour d'esprit simple et solide qui rend agréable une élocution un peu lourde et un peu lente; c'est un homme qui frappe par un air singulier de puissance intellectuelle; — l'autre, mince, maigre, figure souriante et satirique, un peu poète, très philosophe, très homme d'originalité et d'*humour*, une sorte d'Ampère plus abstrait, plus profond et moins brillant. En face était assis le sénateur Wilson, homme de grand mérite, sorti, à ce qu'il paraît, des rangs du peuple, et qui a gardé dans son langage un je ne sais quoi de rustique, — bon, modeste, figure qui respire l'honnêteté, timide enfin, comme j'imagine que devait l'être Ballanche ou tout autre de ces hommes naturellement supérieurs qui ont eu peine à trouver leur

niveau. L'*Atlantic club* est une petite académie fermée aux profanes, où l'on n'est admis qu'au double titre du mérite littéraire et de l'amitié. Il y règne, avec un air de distinction extrême, un ton de cordialité simple et de douce camaraderie. On y est à cent lieues du tumulte mercantile de New-York...

Je suis allé passer mon dimanche à la campagne, dans un de ces villages du Massachusetts où l'on ne rencontre pas un seul paysan. Rien de plus propre, de plus paisible, de plus champêtre que ces grosses bourgades de la banlieue qu'on pourrait presque appeler des villes. L'aisance qui y règne fait plaisir à voir. Cependant le sol est pauvre, et se compose de collines granitiques inégales, couvertes de pins maigres et de genévriers grisonnans. Entre ces petites éminences, il y a des prairies entourées de murailles en pierres sèches et de petits chalets servant d'étables. Partout la pierre nue perce la terre osseuse. Dans le lointain, la mer s'étend en longues bandes argentées parmi de brumeux promontoires, et se contourne en mille replis, formant comme un archipel d'îles et de lacs intérieurs. La rade de Boston, sa presqu'île, ses navires, ferment si bien la vue, qu'on ne croit pas être au bord de l'Océan. Ce paysage a une grâce maigre et fluette, avec une grande douceur et une tranquille mélancolie. Il rappelle par le contraste ces grasses vallées de l'ouest avec leurs fleuves limoneux et féconds, leurs bords enrichis des dépouilles de mille générations végétales, leurs dômes de feuillages obscurs élevés sur les hautes colonnes des forêts. Quelle différence entre ces deux natures! Et cependant la richesse est partout sur ces côtes malingres, et les exubérantes forêts de l'Indiana n'abritent que de pauvres cabanes de troncs d'arbres cimentés avec la boue des rivières. Quel magicien est-ce donc que l'homme, qui crée tant avec si peu!

29 novembre.

J'ai fait deux connaissances nouvelles : celle de M. Wendell Philipps, le célèbre orateur abolitioniste, et celle de M. Quincy, petit-fils d'un homme célèbre dans l'histoire d'Amérique, lui-même un des chefs du parti de l'abolition. Tous deux ont voulu me faire les honneurs de leur ville natale. M. Quincy, homme distingué, d'une expression fine, un peu dédaigneuse, causeur agréable, est connu à Boston pour sa *scholarship* et sa science des antiquités. Il m'a montré tous les petits souvenirs historiques de la colonie, depuis l'habit que portait Franklin lorsqu'il signa l'alliance française et les épaulettes de Washington jusqu'à l'emplacement de la vieille maison, aujourd'hui détruite, où naquit Franklin, jusqu'au champ de bataille de Bunker-Hill et à l'obélisque de granit élevé à la place

où le célèbre Warren a péri. Je ne vous parle que pour mémoire des canons de l'arsenal, des *monitors*, des batteries flottantes, des *blockade-runners* en acier pris aux confédérés, et des gros vaisseaux de ligne abandonnés qu'on laisse périr sur les chantiers comme inutiles. Les navires nouveaux qui les remplacent ont des formes tout à fait singulières et très disgracieuses, les uns dépassant à peine de quelques pouces le niveau de flottaison, les autres longs et effilés, presque sans mâture, renflés au milieu et aplatis sous l'eau. Autant les anciens vaisseaux étaient pittoresques, spacieux et agréables, autant ces casemates blindées sont hideuses et semblables à des prisons. Ce qui est remarquable à l'arsenal, c'est l'ouvrier lui-même. Quand on voit passer ces trois cents hommes qui retournent au travail après leur dîner, tous graves et bien vêtus, quelques-uns tout à fait bourgeois, on ne peut se figurer que ce soient là des manœuvres. L'ouvrier de nos villes, dont nous vantons l'intelligence et l'éducation tout en déplorant ses vices, n'est qu'un pauvre diable auprès de ces messieurs. Ce que nous appelons le *peuple*, c'est-à-dire une classe ignorante et sans avenir, n'existe pas au Massachusetts, et le secret de ce prodige, la baguette de fée qui élève tout le peuple au rang des classes moyennes, c'est l'éducation.

Voulez-vous vous en convaincre, venez voir les trois degrés d'écoles où la ville de Boston instruit gratuitement tous ses enfans, les conduisant de l'instruction élémentaire, s'ils veulent la poursuivre, à l'étude de l'histoire, de la littérature, des langues mortes et vivantes, — latin, français, espagnol, — des sciences mathématiques, physiques, chimiques, naturelles, — les menant en vérité aussi loin qu'il leur plaît d'aller, jusqu'au grec et jusqu'à l'astronomie. Venez voir ces grandes bibliothèques ouvertes à tous venans, fondations pour la plupart individuelles, où tout habitant a le droit d'emprunter des livres sur la seule garantie de sa signature, et dont la principale fait circuler deux cent mille volumes par an dans la seule ville de Boston. Vous croyez peut-être que cette libre circulation des livres donne lieu à des soustractions continuelles? Eh bien! les bibliothécaires me disent qu'il arrive très rarement qu'un livre ne soit pas rendu. Rien de plus décent d'ailleurs et de mieux fait pour inspirer confiance que la physionomie des lecteurs. Je les regardais passer presque avec respect, tant il était nouveau pour moi de voir des hommes du commun lire et étudier non-seulement les romans de Wilkie Collins ou d'Alexandre Dumas, mais de gros bouquins qui auraient effrayé ma patience. Le même esprit studieux, sage, honnête, s'observe dans les écoles où M. Phillips me conduisit ce matin. Je n'y ai pas aperçu la moindre trace

de punition. Quand les maîtres s'absentent, ils laissent les enfans seuls, avec une tâche préparée, et s'en vont en fermant à clé la porte de leur classe : pas un enfant ne bouge de son siége et de sa petite table. A l'heure de la leçon orale, ils sont si attentifs, si dociles, si désireux de s'instruire, qu'on en est émerveillé. Il y a vraiment chez ce peuple un fonds de gravité et d'honnêteté sérieuse qui vaut bien la légèreté spirituelle dont nous aimons trop à nous vanter.

Les écoles de Boston sont placées sous la direction d'un comité immédiatement élu par le peuple, mais présidé par le maire et après lui par le président du *conseil de la commune*, qui en sont membres de droit. Chaque *ward* ou quartier nomme six députés et en renouvelle un tiers chaque année. Ce comité a le gouvernement absolu de tout ce qui se rapporte aux écoles municipales, fondation des maisons d'école, séparation des classes, choix et traitemens des professeurs, rédaction des programmes de l'enseignement. Un *surintendant* qu'il nomme chaque année remplit les fonctions d'inspecteur et d'agent exécutif de la petite assemblée. Le comité se subdivise en commissions électives, chargées des branches spéciales de l'enseignement; elles font chaque année leurs rapports détaillés au comité central, qui lui-même publie à son tour un rapport général adressé au peuple. Il y a trois ordres d'écoles superposées suivant les degrés de l'enseignement, et les élèves subissent des examens pour passer d'un degré à l'autre. Dans les écoles *primaires*, qui sont au nombre de 250 environ, on apprend à lire, à écrire, à calculer. Dans les écoles de *grammaire*, on apprend la grammaire, la géographie, la tenue des livres, les sciences élémentaires et l'histoire des États-Unis; enfin, dans les écoles supérieures ou *high schools*, les langues vivantes, le dessin, les hautes mathématiques, l'histoire et la littérature générales. Il y a encore une classe d'humanités, *latin school*, toujours gratuite, où les enfans des *gentlemen* de la ville se préparent souvent aux études universitaires à côté des fils d'ouvriers. Quant à l'école normale supérieure des filles (*high and normal school*), elles y entrent par ordre de mérite, et en sortent avec des diplômes de capacité pour l'enseignement; elles y apprennent le français, le latin, le dessin, la musique et les sciences, tout ce qu'il faut pour professer : c'est la pépinière où se forment chaque année les institutrices dont on a besoin.

J'ai vu à l'école supérieure de grandes jeunes filles vêtues en demoiselles prendre une leçon de français que leur donnait le professeur de l'école, — un pauvre réfugié politique. C'étaient les filles des artisans et des petits boutiquiers de la ville. La plupart sont

plus savantes que beaucoup de nos jeunes filles riches, l'éducation des femmes n'étant pas moins solide ici que celle des hommes. Elles ressemblent d'ailleurs pour les manières, pour la tournure, pour le langage même, à de véritables dames, et l'on raconte plaisamment que la fondation de cette école fut combattue, dans le conseil de ville, par tous les pères, qui craignaient de voir leurs fils se choisir là des femmes. J'ai vu à l'école des garçons des jeunes gens de quinze ans résoudre des problèmes trigonométriques, ou expliquer couramment du Virgile. Peut-on s'étonner qu'après cela ils gardent toute leur vie cet immense intérêt qu'on remarque ici dans toutes les classes pour les choses littéraires ou scientifiques, que le soir, pour se reposer de leurs affaires, des boutiquiers aillent entendre M. Agassiz parler sur les glaciers, ou M. Emerson faire, avec beaucoup d'esprit sans doute, et même quelque profondeur, mais sur un ton monotone et hésitant, une *lecture* sur l'éternel sujet de l'éducation? J'étais au nombre de ses auditeurs, et je dois avouer que j'ai trouvé la séance un peu longue. Le public pourtant semblait charmé, et se pressa après le discours autour du *lecturer* en manière de félicitation muette. Les femmes étaient venues en grande foule à ce spectacle, qui n'avait rien de frivole. C'est qu'elles ont ici un rôle bien supérieur à celui que nous leur attribuons. L'enseignement est leur domaine, les travaux de cabinet leur sont réservés. Sur 600 maîtres environ qu'emploient les écoles de la ville, il y a plus de 500 femmes. Dans les bibliothèques publiques, sauf les chefs, qui ont barbe au menton, le service est fait par des jeunes filles. Dans les administrations publiques, au greffe du palais de justice, aux archives générales, elles sont employées comme expéditionnaires et copistes. Rien de plus étrange pour un Européen que de voir ces petites figures souriantes dans ces lieux austères. A la porte du cabinet de l'*attorney* de district attaché à la cour fédérale qui siége à Boston, j'ai trouvé assise à un bureau, non pas un huissier, non pas un commis, mais une toute jeune fille qui m'a introduit dans le cabinet du magistrat. Franchement ces choses ne seraient pas possibles chez nous, elles nous paraîtraient scandaleuses, à tout le moins elles nous prêteraient à rire. Tant pis pour nous : personne ici n'y entend malice.

Mais revenons aux écoles publiques. La ville de Boston en est justement fière, et il n'y a, dit-on, que celles de Philadelphie qui puissent soutenir la comparaison. La ville y dépense chaque année 800,000 dollars; la moyenne des frais par an et par tête d'élève n'était, il y a dix ans, que de 12 dollars environ : elle est à présent de 15 dollars et 77 cents. Cette grande institution n'est d'ailleurs pas la seule que la ville ait fondée: il faut y ajouter toutes

ces écoles spéciales, qui sont en même temps des établissemens de bienfaisance, écoles de *réforme*, maisons de correction pour les enfans insubordonnés ou vagabonds, asiles d'aveugles et de sourds-muets, enfin prisons où les filles perdues sont moralisées et instruites. Quand on voit ces résultats, on comprend la puissance de l'initiative locale et le bienfait de la liberté.

Il y a longtemps que les Américains ont résolu les problèmes que nous agitons encore en Europe. La gratuité de l'instruction, cette nouveauté révolutionnaire, cet épouvantail de tant d'esprits timides, existe ici depuis deux siècles. Dès l'origine de la colonie, les puritains ordonnaient, sous peine d'amende, l'établissement d'une école dans chaque *township* ou commune : c'est de là qu'est sorti tout ce vaste et admirable système d'éducation populaire. Je me trompe : ce n'est pas système qu'il faut dire, car les États-Unis n'ont pas de loi systématique et uniforme sur l'organisation de l'instruction publique. Chaque localité a ses lois particulières, chaque institution ses règlemens privés. Il y a des écoles de toute espèce; les unes dépendent du gouvernement de l'état, les autres de l'administration municipale, d'autres enfin sont des fondations individuelles : il n'y a de général que l'esprit qui les dirige toutes. La même instruction ne peut être donnée partout : les grandes villes ont seules établi ces *high-schools* qui donnent, pour ainsi dire, un enseignement de luxe. Parfois, dans les petites localités, des particuliers généreux établissent des *académies* pour y suppléer. Les finances de l'état contribuent souvent à ces fondations : ainsi l'état de Massachusetts distribue annuellement 10 millions de dollars, moitié aux écoles, moitié aux institutions charitables, médicales ou morales. Son rôle est d'encourager, de stimuler, de soutenir, et non pas de régenter lui-même.

Les Américains disent avec raison que leur système d'instruction publique est la clé de voûte de leurs institutions républicaines. Ils ne s'imaginent pas que le peuple perde en obéissance et en sagesse ce qu'il gagne en indépendance et en savoir. Ils pensent au contraire qu'il serait insensé de jeter le pouvoir politique aux mains d'une multitude ignorante, et qu'on ne saurait trop s'appliquer dans une démocratie à former des citoyens. Nous pouvons faire de belles théories sur les limites raisonnables de l'éducation populaire et sur la dose infinitésimale de science qui suffit à un ouvrier; nous pouvons dire qu'une goutte de plus l'empoisonnerait en lui inspirant une ambition démesurée, qu'il dédaignerait son humble condition, son travail manuel, et se laisserait orgueilleusement mourir de faim. Nous pouvons aussi repousser l'instruction gratuite comme contraire aux principes de l'économie politique égoïste, de

celle qui dit : « donnant, donnant, » et fait consister la vie sociale dans un échange intéressé de services rigoureusement égaux. J'admets la rigueur abstraite de cette doctrine, et je consens à voir dans le droit de l'éducation gratuite une charge imposée par le pauvre au riche, un véritable impôt divitiaire. Je veux même appeler cela du nom redoutable dont on fait un épouvantail, de ce terrible nom de socialisme qui suffit chez nous pour discréditer les réformes les plus utiles. Qu'est-ce à dire? Faut-il regarder en politique aux doctrines ou bien aux résultats? Que m'importe un calcul abstrait d'idées, quand le bien-être général, quand la moralité, quand la liberté de tout un peuple sont au prix de ce sacrifice d'un syllogisme ou d'une équation? Il ne s'agit pas ici de systèmes forgés par des rêveurs, auxquels on réponde par l'irrésistible argument de l'impossibilité pratique : c'est au contraire sur la pratique, sur une expérience déjà féconde, que les Américains s'appuient pour nous dire que l'éducation gratuite est non pas seulement un bienfait pour le peuple, mais encore une nécessité première de toute vraie démocratie.

Je suis humilié quand je songe à la misère intellectuelle de mon pays. Je ne m'étonne plus alors de notre étrange manière de pratiquer le suffrage universel. De deux choses l'une : ou bien limitez les droits politiques aux classes riches et éclairées, ce qui est impossible aujourd'hui, ou bien prenez bravement votre parti de l'égalité, et donnez une éducation royale au souverain nouveau de la société. On a dit souvent que les classes moyennes étaient la France, et cela pouvait se dire tant qu'elles participaient seules au gouvernement du pays; mais, puisque l'écluse est ouverte à la souveraineté populaire, les classes moyennes, pour ne pas tomber au niveau du peuple, n'ont plus qu'à élever le peuple à leur niveau. On demande quel emploi des ouvriers feront de la science : ils s'occuperont des affaires de leur pays; comment ils se résigneront à leur condition : elle ne leur paraîtra plus si humble quand l'éducation l'aura relevée, et que l'esprit d'un charpentier sera l'égal de celui d'un *bourgeois*. Assurément l'éducation devient inutile, dangereuse même, si vous retranchez les droits politiques, ou si vous en voulez faire une comédie; mais elle est indispensable pour que la démocratie ne s'égare pas dans le désordre, ou ne s'endorme pas dans l'arbitraire.

Je ne me dissimule pas les obstacles qui s'opposent chez nous à ces réformes : d'abord notre centralisation, machine trop lourde et trop compliquée pour être active, — ensuite la charge immense qu'une telle œuvre imposerait à l'état, — enfin la nécessité d'ajouter le devoir au droit et l'obligation à la gratuité. Quant aux

communes, ce n'est pas au sortir de la tutelle administrative qu'on peut leur demander de grands efforts. Ce sont des éponges qu'une main toute-puissante presse et remplit tour à tour. Elles ont besoin d'être émancipées, et cependant elles ont besoin de guides. Nous tournons, je le sais bien, dans un cercle vicieux, car il nous manque l'impulsion morale du progrès. Les Irlandais émigrés, qui arrivent à Boston dans la rudesse inculte de leur pays natal, sont tous pressés d'envoyer leurs enfans à l'école : ils suivent le courant qui les entraîne, ils sont bien forcés de se mettre au commun niveau. Pour nous, il faut que la loi nous y contraigne.

Les procédés du despotisme sont, je l'avoue, bien plus commodes : un petit nombre d'hommes éclairés suffisent à gouverner le troupeau populaire, à l'aide de quelques chiens de garde qui obéissent sans savoir ce qu'ils font; mais dans une démocratie le troupeau doit se conduire lui-même et conduire aussi le berger. Les fondateurs de la colonie le comprirent il y a deux siècles, quand ils posèrent en principe la publicité et la gratuité de l'instruction. Le jour où chez nous toute ville de deux cent mille âmes trouvera, comme celle de Boston, quatre millions par an à mettre à ses écoles, nous aurons réalisé à la fois le plus grand progrès politique et le plus grand bienfait moral.

En finissant ma visite aux écoles, je veux vous montrer un peu mon aimable et excellent cicerone, M. Wendell Phillips. La première chose qui frappe en lui, c'est la douceur et la bonté : on a peine à se figurer que cet homme si simple, si affable, soit le fougueux orateur et homme de parti que tout le monde s'accorde à placer au premier rang de l'éloquence américaine. C'est un grand homme au nez cassé, au menton en avant, au front découvert, aux cheveux roux qui grisonnent, à l'œil brun pâle et plein de tranquillité souriante. Il porte toujours un grand chapeau gris à larges bords, qui lui donne l'air d'un vieux botaniste. On le dit possesseur d'une grande fortune qu'il consacre tout entière à la cause de l'abolition. On se demande, en le voyant, où est cachée l'énergie dont il a fait preuve en mainte rencontre périlleuse et la passion convaincue qui le désigne à la haine des esclavagistes.

Voilà les hommes que je vois à Boston, aussi simples qu'ils sont supérieurs. Promenez-vous dans les bibliothèques, dans les musées, vous trouverez partout ce type du lettré vêtu de noir, d'une physionomie ouverte et douce, courtois de manières, et plein de ce calme aimable que donnent les études élevées. Une pépinière de pareils hommes peut être le salut d'un peuple. Quand je me souviens qu'il y a peu d'années ils étaient injuriés, outragés, frappés même, que s'enrôler dans cette phalange de l'abolitionisme et de la

réforme unitaire, c'était se condamner à une proscription certaine de l'opinion publique, — qu'ils ont persévéré cependant, et qu'aujourd'hui ils sont les maîtres, — je prends confiance dans l'avenir de l'Amérique. Il n'y a pas longtemps qu'à Boston, dans ce foyer de l'abolitionisme égalitaire, M. Phillips était menacé jusque dans sa maison par la populace ; ses amis y venaient armés pour le défendre. Une fois, parlant dans l'ouest à un *meeting* de démocrates, il resta pendant une heure exposé à une grêle de pierres, d'œufs et de pommes, qui pleuvaient de tous les côtés de la salle : il parla pourtant avec un sang-froid intrépide, jusqu'au moment où le président du *meeting* vint le prier de se retirer pour ne pas exaspérer la foule. Quand j'allai le voir dans sa petite et modeste maison, il me montra une image de marbre aux traits nobles et mâles, et pleine d'une surprenante grandeur : c'était le buste de ce rude fermier du Connecticut, cet héroïque John Brown, missionnaire armé de la liberté humaine, qui déclara à lui tout seul la guerre à l'esclavage, et qui expia sur le gibet son glorieux apostolat. Je vis aussi la pique grossière avec laquelle ce guerrier des temps bibliques combattait, à la tête d'une bande à peine armée d'esclaves fugitifs, dans ces montagnes de la Virginie où venaient les traquer leurs persécuteurs. Le sang de John Brown a été fécond comme celui de tous les martyrs. Sa grande figure est déjà pour l'Amérique un souvenir légendaire : quand les régimens noirs vont à la bataille, c'est au chant de l'hymne guerrier du « vieux John Brown. »

30 novembre.

Je suis allé hier chez le poète Longfellow, dont vous devez connaître au moins le nom. M. Longfellow demeure à Cambridge, un des faubourgs champêtres de Boston, dans une grande maison de bois, tout unie, qui a pourtant un je ne sais quoi d'antique et de solennel. Les grands toits en mansardes, les paratonnerres historiés, les lourds pilastres de la façade, les restes de charmilles et de quinconces taillés qui l'environnent, enfin le style rigide de son parterre à la française, tout la distingue des maisonnettes d'opéra qui bordent l'avenue et lui donne, comme on dit en architecture, une époque. Cette maison est en vérité une sorte de monument historique, ayant servi de quartier-général à Washington durant la guerre de l'indépendance. La première fois que j'y pénétrai, il y a deux mois, j'y étais conduit par M. Sumner. Nous ne perdîmes pas notre temps à faire retentir le marteau de fer sur la porte de chêne; nous entrâmes, nous parcourûmes les appartemens vides, nous déposâmes nos cartes dans un salon simple et de bon goût, puis nous repartîmes comme des voleurs, sans avoir vu ni domestique, ni

chien, ni maître. Cependant ces livres, ces tableaux, ces objets d'art, l'air aimable et studieux de cette bibliothèque ornée de fleurs, le goût qui semblait avoir présidé à tous ces arrangemens modestes, — puis ce choix d'une existence retirée à la campagne, dans le voisinage pourtant de la société lettrée de Boston, cette tranquillité du foyer domestique, cette porte ouverte et hospitalière que nous poussions sans cérémonie pour pénétrer jusqu'au sanctuaire de la famille, tout me prévenait en faveur des habitans inconnus de cette maison.

J'y retournai hier, conduit par un proche parent du poète. Depuis trois ans, M. Longfellow, dont une grande, une irréparable douleur a attristé la vie, n'est guère sorti de sa maison et n'a plus voulu voir qu'un petit nombre de vieux amis. Ceux-ci me disaient : « Vous verrez comme il est bon, aimable, gracieux! » Quelques-uns même ajoutaient : « C'est un ange! » Et assurément, si jamais la bonté et la beauté morales se sont peintes en traits visibles sur une figure humaine, elles résident dans le visage noble et doux, dans le regard franc et gracieux de l'homme qui s'est levé pour me tendre la main. Ce n'est plus sans doute l'élégant poète dont j'ai vu le portrait chez les marchands d'estampes. Il a terriblement vieilli et changé depuis trois ans. Ses longs cheveux gris, sa grande et épaisse barbe grise lui donnent à présent l'air du vieil Homère, son sourire fin reste noyé d'une tristesse indicible; mais sur son grave et mâle visage règne encore une sorte de charme féminin. Quelle différence d'ailleurs entre ce père de famille tranquille qui veille à l'éducation de ses enfans et à l'ordre de sa maison et nos poètes fiers-à-bras toujours élevés sur le prétentieux piédestal de leur immense fatuité! Cela seul me prévient en sa faveur, autant que me dégoûtent d'avance de certains génies le charlatanisme théâtral et l'orgueilleuse bassesse qui les accompagne.

Je ne connais pas encore beaucoup ses ouvrages; mais à côté de choses peut-être un peu tièdes et de courte haleine j'en ai trouvé, en les feuilletant, de charmantes et toujours marquées à ce coin de discrétion et de délicatesse exquises dont toute sa manière a l'empreinte. Il excelle surtout dans le choix des mots et des images, dans la fraîcheur et la pureté matinale du coloris. La forme, toujours riche et parée, a cependant cette allure naïve, pour ainsi dire homérique, qui est la marque du vrai poète. Il trouve à chaque pas des comparaisons délicieuses, presque enfantines, mais pleines d'une simple et sereine grandeur. Quoi de plus beau par exemple que ce tableau sobre et rapide de « la bénédiction qui tombe des mains du prêtre comme la semence tombe des mains du semeur? » Quoi de plus ravissant que ces deux vers : « Ces discours tombèrent

sur le cœur d'Évangéline comme en hiver la neige tombe dans un nid désert d'où les oiseaux se sont envolés? » Tout son poème d'*Évangéline*, essai peut-être risqué d'un système de versification malheureux, n'en est pas moins un bijou comparable à l'*Hermann et Dorothée* de Goethe. Dans *Hiawatha*, son inspiration, d'ordinaire mélancolique et tendre, s'élève sans effort à la grandeur épique. Dans *la Légende Dorée*, il s'est inspiré du symbolisme philosophique de la poésie allemande. Ses odes enfin volent de bouche en bouche, et disputent au larmoyant Tennyson les intimes faveurs des lectrices anglaises. J'ai vu des Américains qui reprochent à sa muse trop de rêverie sentimentale, et préfèrent au tendre Longfellow le lyrique et fougueux Bryant. Génie de seconde ligne, je le veux bien, demi-dieu des régions fleuries de l'olympe poétique, inférieur peut-être aux grands dieux qui trônent sur les sommets parmi les nuées et les tempêtes, mais homme excellent et plein de charme, sa conversation est simple, sans bruit, sans apprêts, revenant de préférence aux sujets littéraires, mais toujours prête à toucher à tout. Il interroge plus qu'il ne tranche, et paraît prendre au mouvement intellectuel de l'Europe, à celui de Paris surtout, un intérêt admiratif et passionné. C'est le sentiment que je rencontre chez la plupart des Américains distingués qui ont goûté de l'Europe. Ceux-là ne nous dédaignent pas, n'ont pas pour eux-mêmes cette naïve et arrogante adoration dont je me plains quelquefois : bien au contraire, ils ont pour l'Européen, pour ses idées, pour ses manières, pour ses traditions, un culte respectueux et exagéré. Ils regardent Paris surtout comme le foyer de toute intelligence, l'école de toute délicatesse, le séjour d'un monde cultivé et supérieur que les peuples parvenus doivent prendre pour modèle. Hélas! nous ne sommes plus trop dignes de cette espèce de fascination que nous exerçons encore sur tout ce qui pense et qui écrit...

On annonce aujourd'hui une victoire du général Thomas dans le Tennessee : hier c'était une défaite partielle de Sherman, puis des mesures violentes prises en Georgie par le gouverneur Brown pour l'enrôlement forcé. Le gouverneur répond à l'invasion par une vraie proclamation de salut public : il appelle aux armes sans exception tous les hommes de quinze à soixante ans; ceux qui ont des motifs d'excuse en perdent le bénéfice, s'ils ne les déclarent pas sur-le-champ; quiconque essaiera d'échapper au service sera envoyé immédiatement *to the front;* si un chemin de fer refuse de transporter un soldat, ses directeurs seront saisis et expédiés à l'armée. Cependant le *World*, peu suspect de calomnier les rebelles, fait un tableau détaillé et lamentable des souffrances hideuses, de la vie de pourceaux dans un cloaque, des cruautés gratuites qu'ils infli-

gent à leurs prisonniers. Enfin les bons patriotes qu'afflige l'élection du président Lincoln ont essayé de s'en consoler en brûlant les grandes villes de l'Union. Le ministre de la guerre apprit l'autre jour par ses espions qu'il se tramait un complot incendiaire contre New-York, Washington et Baltimore; le jour même, le feu était mis à tous les hôtels, à tous les monumens publics et à plusieurs vaisseaux du port de New-York. La veille, une bande de rebelles déguisés s'étaient répandus dans la ville, portant des sacs de nuit (*carpet bags*) pleins de phosphore, de pétrole et d'autres matières inflammables. On en saisit quelques-uns, les autres s'échappèrent, et la ville en fut quitte pour une vive alerte. Seuls, le *World* et le *Daily-News*, journaux du parti *copperhead*, essaient de tourner la chose en ridicule et d'y voir un tour grossier des abolitionistes; mais on sait bien à quoi s'en tenir, et je vous laisse à penser l'indignation qui s'amasse contre un ennemi qui ne rougit pas d'employer de tels moyens.

2 décembre.

Je fus invité à dîner avant-hier chez M. Loring, avocat et jurisconsulte distingué, homme excellent, respectable et respecté de tous, Américain de la vieille roche, qui vide son premier verre de vin à la santé du président des États-Unis, et raconte des histoires du temps mythologique et héroïque de la frégate la *Constitution*, dont la proue, élevée sur une colonne, décore aujourd'hui l'arsenal. Je fus ensuite présenté par M. Quincy à une soirée hebdomadaire donnée à un certain nombre d'hommes distingués de la ville par le *chief-justice* Bigelow. J'y ai vu le chef du parti démocratique de Boston, M. Winthrop, ancien *speaker* de la chambre des représentants, qui porte avec honneur le nom d'une des plus anciennes familles de la colonie. C'est un homme lettré, bienveillant, de manières douces et faciles, dont ses ennemis eux-mêmes reconnaissent le caractère loyal et généreux. Le lendemain, j'allai le voir dans sa maison, pleine de souvenirs de famille, tant de l'époque de la vieille colonie puritaine dont ses ancêtres ont été gouverneurs que du temps plus reculé encore où ils n'avaient pas quitté l'Angleterre. Il me les montra non sans fierté, puis me conduisit à l'Athenæum, dans une galerie de tableaux qui ne m'a nullement fait mépriser l'art américain. Quelques vieilles œuvres anglaises ou italiennes, quelques toiles françaises, un robuste Spagnoletto, un pâle Ary Scheffer, un superbe Rembrandt, lui donnent pour ainsi dire le ton et le style. Boston, sans le paraître, est riche en objets d'art : si elle n'a pas de grand musée, il n'y a guère de maison riche où l'on n'aime à s'entourer de belles choses. Ceux qui n'ont point de chefs-d'œuvre ont des croûtes; mais ils les révè-

rent avec un culte qui montre l'estime qu'ils font de ces choses. Parmi leurs peintres indigènes, ils comptent un certain Stewart, portraituriste brillant et coloré du dernier siècle, et un certain Copley, sérieux, correct, un peu maigre, mais assez puissant organisateur de scènes et de costumes, qui appartiennent légitimement à cette bonne et solide lignée de l'école anglaise qui n'a laissé aucun descendant dans la foule des vernisseurs qu'on admire aujourd'hui à Londres.

Enfin M. Winthrop m'a présenté à M. Ticknor, une des gloires de Boston, gloire littéraire plus que politique. Tout chez lui rappelle ces intérieurs de maisons anglaises spacieux, comfortables, arrangés avec un luxe simple et sévère. Lui-même est un vieillard encore vigoureux, soigné dans sa mise, teignant sa barbe à la mode anglaise, et semblable trait pour trait à un homme politique anglais : figure intéressante et extrêmement distinguée, quoique peut-être moins sympathique que celle de M. Winthrop. Ils appartiennent l'un et l'autre, M. Ticknor surtout, au parti qu'on appelle ici *copperhead*. Partisans de l'esclavage dans le pays de l'abolition, un peu aristocrates l'un et l'autre dans le pays le plus égalitaire qu'il y ait au monde, prédisant, lorsqu'ils s'abandonnent, la ruine des institutions libérales et le démembrement de la république, ce sont des noyés politiques mal résignés à leur sort. M. Ticknor surtout, avec une obstination d'ailleurs bien permise à ses soixante-treize ans, a résisté toujours au mouvement qui régénère aujourd'hui l'Amérique. Je vois en lui l'homme du passé, que rien n'a pu plier ni adoucir, et qui, pour imposer à son langage la contrainte qu'exige l'aveuglement du siècle, n'en demeure pas moins au fond du cœur l'ami convaincu de l'esclavage. Réservé par nature, dédaigneux par instinct et contenu par nécessité, il ne parle pas volontiers des affaires de son pays. Un mot méprisant à l'adresse des puissans du jour, un aveu que les institutions américaines avaient dégénéré, un silence découragé plus expressif que beaucoup de paroles, sont tout ce que j'ai pu tirer de lui sur l'Amérique. Son salon, où se rassemble d'ailleurs une société très littéraire, est un foyer d'esclavagisme où l'étranger désireux de ne blesser personne ne respire pas très librement. J'y ai fait la connaissance d'un certain M. H... que tout le monde me désigne comme un des coryphées du parti, qui, tout en se disant plus opposé que personne à l'esclavage, en fait la théorie entière, à laquelle il ne manque que la conclusion. Il est remarquable de voir combien ceux qui professent ces tristes opinions rougissent, malgré eux, de les avouer. Quand une idée exerce un tel empire, c'est qu'on sent qu'elle a la force pour elle, et qu'il serait aussi inutile de la combattre que de faire voile contre le vent.

Ce matin, M. E..., vieillard aimable et instruit, m'a conduit à Cambridge, en pays universitaire. Cambridge est surtout une ville d'étudians et de professeurs : c'est là qu'est établi le fameux collége de Harvard, une de ces vastes et florissantes institutions privées que l'Amérique oppose avec orgueil aux établissemens officiels de l'Europe. Toutes les familles riches y envoient étudier leurs fils, comme en Angleterre aux universités d'Oxford ou de Cambridge. Harvard-College dans le nord, comme l'université de Virginie dans le sud, a longtemps été la pépinière des hommes les plus distingués de l'Amérique. Soutenu par de riches dotations, il compte parmi ses anciens *présidens* ou recteurs les hommes les plus considérables de Boston. Les bâtimens de l'université occupent de vastes enclos champêtres, dispersés parmi les prairies qu'ombragent encore des groupes d'ormes et de chênes. Les professeurs vivent dans de jolies maisonnettes, placées à deux pas de leurs laboratoires ou de leurs amphithéâtres, comme le presbytère à côté de l'église. J'y ai vu une spacieuse bibliothèque, réservée aux étudians, admirablement rangée dans un grand édifice de brique et de fer élevé tout exprès, et fort au courant de toutes les nouveautés de l'Europe. Mon guide me mena chez le professeur Asa Gray, nom bien connu de tous les botanistes et porté par un homme doux, sérieux, aimable, enjoué, qui soigne ses herbiers et ses serres avec une affection toute paternelle, jeune encore du reste et n'ayant point du tout les dehors du vieux savant. Enfin nous allâmes voir dans son musée M. Agassiz, à qui par occasion j'ai entendu faire une *lecture*. Il avait tout au plus une trentaine d'auditeurs venus du dehors, car ce n'était pas une des leçons régulières de l'université ; c'était simplement un cours d'amateurs où l'illustre savant essaie de donner un intérêt positif et pratique à l'enseignement de la zoologie élémentaire. A la fin de la leçon, il mit en délibération et fit voter l'heure des leçons prochaines. L'attention de son petit auditoire de jardiniers et d'artisans de Cambridge n'était pas certainement moins remarquable que la complaisance du professeur lui-même, qui, désireux avant tout d'instruire, se mettait de si bonne grâce aux ordres du public.

4 décembre.

J'ai fait hier une visite au *Court-house* pour y voir les cours de justice. J'entrai par la porte dérobée d'où sortirent il y a dix ans, entre deux haies de soldats, les esclaves fugitifs Sims et Burns, restitués à leurs maîtres en obéissance à la loi qui régnait alors et malgré la colère du peuple de Boston, qui menaçait de faire résistance ouverte à cet acte de violence légale. Une population immense assiégeait le *Court-house*, et remplissait les rues par où

devait s'acheminer le triste cortége. Les troupes étaient sur pied, les canons chargés au détour des rues. Les prisonniers traversèrent lentement la ville au milieu d'une foule sourdement irritée, et s'embarquèrent à bord du vaisseau qui les ramenait à la servitude. Cette journée est fraîche encore dans la mémoire des Bostoniens. Cette odieuse loi des esclaves fugitifs, qui a eu tant de part dans la guerre civile, sera toujours pour eux un souvenir humiliant et détesté.

Le sud, en ce temps-là, était maître du gouvernement. Il trônait à la Maison-Blanche avec les présidens Polk, Pierce, Buchanan, régnait dans le sénat avec Calhoun, dans la chambre des représentans par une majorité factice due à l'esclavage, siégeait enfin à la cour suprême dans la personne de ce *chief-justice* Taney, l'auteur de cet infâme arrêt *Dredd-Scott*, qui étendait l'esclavage dans les états qu'en avaient garantis les lois mêmes du congrès. Alors, si les gens du nord osaient médire de l'esclavage, s'ils protestaient contre l'inique privilége qui en faisait un pouvoir politique (1), s'ils essayaient d'en préserver les *territoires*, si enfin ils voulaient protéger contre les chasseurs d'hommes les noirs devenus leurs concitoyens (2), le sud n'avait pas pour eux assez de reproches et d'insultes : c'étaient des factieux, des fanatiques, des ennemis de l'Union. Plus il sentait l'opinion lui échapper, plus il aggravait la législation barbare qui protégeait l'esclavage. Quand une fois les fugitifs s'étaient établis dans le nord, leur poursuite, leur extradition devenaient difficiles. Les juges, souvent incertains de leur identité, aimaient mieux, dans le doute, absoudre un coupable que de s'exposer à condamner un innocent. Les gens du sud, irrités de ce qu'ils appelaient un déni de justice, firent enfin voter par le congrès une loi qui retirait aux tribunaux ordinaires le jugement des esclaves fugitifs, et le donnait à des commissions spéciales compo-

(1) La représentation des états du sud dans le congrès était fondée, non sur le nombre des électeurs, ni sur le chiffre de la population blanche, mais sur le chiffre total des habitans blancs ou noirs, les esclaves étant comptés pour trois cinquièmes seulement de leur nombre véritable. De cette manière, la population blanche, seule admise aux droits de citoyen, trouvait dans l'esclavage un surcroît de pouvoir politique. — Cette inégalité choquante est mise en question aujourd'hui dans la reconstruction des états du sud. Les démocrates et un certain nombre de républicains sont d'avis, avec le président Johnson lui-même, qu'il faut laisser subsister, au moins temporairement, la coutume établie. Les radicaux au contraire pensent, non sans raison, que ce privilége faisait partie du système de l'esclavage, et que les noirs ne doivent plus être comptés dans la représentation des états du sud jusqu'au jour où ils auront obtenu le droit de suffrage aux mêmes conditions que les blancs.

(2) Dans l'état de New-York, les hommes de couleur ont le droit de suffrage lorsqu'ils ont un revenu de 250 dollars en biens immobiliers. Dans l'état du Massachusetts, ils jouissent du droit commun, c'est-à-dire que le cens électoral ne s'élève pour eux, comme pour les autres citoyens, qu'à 1 dollar 1/2 d'impôts annuels.

sées tout exprès : alors, en effet, les acquittemens devinrent rares; la chasse aux esclaves devint un commerce. On vit de vrais négriers, les *slaves-catchers*, parcourir en conquérans les états libres, emmenant des troupeaux d'hommes. On vit des artisans, des laboureurs, citoyens paisibles, anciens habitans du pays, saisis dans leurs maisons, traînés dans les ports du sud, vendus à l'enchère comme des bêtes. Le sud avait, sous une autre forme, ressuscité la traite, et il la faisait au nom de la loi dans un pays civilisé. Voilà pourtant les indignités que les états du nord ont patiemment supportées! Et l'on ose dire qu'ils oppriment les états du sud!

Mais revenons au *Court-house*. Vous savez comment la justice est élue dans la plupart des états de l'ouest : le peuple, en renouvelant chaque année son gouvernement, renouvelle en même temps la magistrature, soit directement et par un vote explicite, soit indirectement, par l'élection d'un gouverneur qui y loge ses créatures. De toutes façons, la justice n'échappe pas plus que l'administration ou la législature élective à l'influence souveraine des partis politiques, et il n'y a que l'universel usage du jury qui puisse rendre tolérable une aussi mauvaise institution. Il n'en est pas de même dans le Massachusetts; la justice n'y est pas livrée au hasard des passions populaires et mise comme une conquête à la remorque des partis. On n'y voit point ce scandale ni cette absurdité de juges réélus tous les cinq ou tous les deux ans, quelques-uns même chaque année, par ceux même qu'ils doivent juger. Les magistrats sont nommés par le gouverneur, qui ne peut plus les dépouiller de leur rang. Ils ne sont pas cependant inamovibles, et le principe démocratique a aussi sa part dans ce système ingénieux : c'est d'abord l'approbation nécessaire de la législature qui confirme le choix du gouverneur, ensuite le droit qu'ont les deux chambres de prononcer, après discussion, la déchéance du juge pour cause d'indignité. Le système judiciaire de l'état se compose de quatre degrés hiérarchiques : les justices de paix, les tribunaux correctionnels, qui sont en même temps tribunaux pour dettes, et jugent sans jury, séance tenante, les affaires insignifiantes; les cours supérieures de comté, qui sont assistées d'un jury, et jouent le rôle de nos cours d'appel; enfin la cour suprême de l'état, dont le juge unique siége tour à tour dans les divers comtés, avec l'assistance d'un juge adjoint du comté, qui lui prépare et lui expose les affaires. La cour suprême joue à peu près le même rôle que notre cour de cassation, prononçant sur les questions de droit seulement, sans toutefois que ses décisions soient générales ni qu'elles obligent l'avenir. Les accusations de crime vont droit à la cour suprême, qui s'adjoint alors un jury.

J'entrai d'abord au tribunal correctionnel : on y jugeait une

pauvre servante irlandaise, qui avait les yeux rouges, la tête basse et un air de terreur. Sa maîtresse, une *lady* portant châle et chapeau, l'accusait d'avoir dérobé le prix d'une pièce d'étoffe. Le juge, toujours unique (la cour de comté est la seule qui soit composée de deux juges), siégeait sur son tribunal, à peine élevé d'un pied au-dessus de la salle, simplement vêtu d'un frac noir, comme le premier venu. Nulle affectation de gravité, nulle majesté théâtrale dans son maintien ni dans son langage. Il n'avait pas le mauvais goût de triompher de sa victoire facile sur la pauvre pécheresse humiliée. Il lui parlait familièrement, avec bonté, faisant de son mieux pour contenir la crise de larmes et de sanglots qui allait éclater à toute minute; puis il se tourna vers l'accusatrice, recueillit brièvement son témoignage et celui d'un marchand qui venait déposer à l'appui. — Ensuite vint un commerçant qui réclamait le paiement d'une grosse dette, plusieurs milliers de dollars. Le juge l'interrogea, recueillit sa plainte, puis, comme l'affaire dépassait le maximum de sa compétence, il la renvoya devant le jury, qui siége à la cour supérieure du comté. En une demi-heure, le juge avait expédié quatre ou cinq affaires; à chaque minute, les constables amenaient de nouveaux accusés, introduisaient de nouveaux témoins. Il n'y a pas d'instruction secrète. Ce qu'on appelle l'instruction se fait à l'audience devant le juge de ce tribunal, qui interroge, non pas l'accusé, mais les témoins et les plaignans. L'avocat réplique par un contre-interrogatoire (*cross-examination*) présente ses conclusions; le juge alors prononce verbalement son arrêt. Si l'affaire est réservée au jury, il la renvoie à la cour supérieure; si l'accusation est évidemment erronée, il renvoie le prévenu sans appel et sans autre forme de procès. Tout cela doit se passer dans les vingt-quatre heures avant que le prévenu ait offert *bail* et obtenu sa mise en liberté provisoire.

Quand une affaire a traversé ces trois degrés de juridiction, la loi de l'état est satisfaite, mais la justice n'a pas dit son dernier mot. A côté des cours de l'état, ou plutôt en face d'elles, siége la *cour fédérale*, qui juge en appel, suivant la loi des États-Unis. Enfin au-dessus des cours fédérales qui siégent dans chaque district s'élève l'autorité judiciaire souveraine, la cour suprême de l'Union. Ici nous passons de l'ordre judiciaire dans l'ordre politique : la cour des États-Unis, pas plus que la cour suprême de l'état, n'a le droit de rendre des décisions générales et législatives; mais, comme elle est souveraine et sans appel, elle a en réalité un pouvoir immense dans l'interprétation des lois. La constance de ses décisions dans un certain sens équivaut à un véritable arrêt de règlement. Vous savez d'ailleurs ses attributions : non-seulement elle applique souverainement et en dernier ressort la loi des

États-Unis malgré toutes les décisions des lois locales, mais elle évoque directement devant elle certaines affaires qui ne pourraient être soumises à la justice locale; elle juge tous les procès qui s'élèvent entre des particuliers d'états différens. Enfin elle juge les états entre eux (1). Elle interprète non pas seulement les lois du congrès, mais encore la constitution, dont elle est gardienne : pouvoir énorme et qui amène à son tribunal tous ces graves débats de souveraineté, de suprématie, d'attributions réciproques, qui ne peuvent manquer de troubler une république fédérative. La cour suprême de Washington se trouve par là mêlée à la politique active et obligée de prendre parti sur toutes les grandes questions du jour; elle est en un mot l'arbitre officiel de cette grande querelle des *states rights* qui se vide aujourd'hui par la guerre civile.

Nous comprenons difficilement le rôle immense du pouvoir judiciaire dans le jeu des institutions américaines, ce rôle à la fois conservateur et libéral, qui, tout en maintenant l'équilibre et la hiérarchie des pouvoirs, offre aux libertés individuelles des garanties si puissantes qu'il n'en existe nulle part de semblables. Il fallait la forme du gouvernement fédératif pour que l'autorité judiciaire prît cette importance dont on ne se fait aucune idée dans nos sociétés unitaires et nos gouvernemens centralisés. Chez nous, toutes les lois émanent d'un seul et même pouvoir, déguisé sous des noms divers : elles forment un ensemble unique, homogène, et ne veulent jamais se démentir. Il y a bien dans la constitution certains principes généraux qui ne sont pas toujours d'accord, mais ce sont là des ornemens en quelque sorte purement extérieurs. Allez donc invoquer devant un juge de paix les principes de 89 inscrits dans la constitution; allez protester au nom de la constitution contre l'arrêté d'un préfet; allez, si vous êtes habitant de Paris ou de Lyon, refuser au nom des principes de 89 l'impôt que n'ont pas voté vos mandataires; allez enfin nier la validité d'un article du code civil ou criminel parce qu'il est contraire à la constitution!... Dans l'application, la loi de détail prend le pas sur la loi générale, et il n'est pas jusqu'aux juridictions suprêmes, celles qui doivent interpréter la loi dans son sens le plus large, qui ne préfèrent le moindre règlement d'un commissaire de police ou d'un maire aux principes abstraits de la constitution.

Il n'en est pas de même en Amérique. La constitution des États-Unis est véritablement la loi suprême, celle qui domine toutes les autres lois. Elle ne s'enveloppe pas dans les nuages d'une majesté

(1) Elle jugeait, à l'origine, les procès intentés à un état par les particuliers des autres états; mais le onzième amendement à la constitution, voté sous l'influence des démocrates, stipule que les états ne peuvent plus être nominalement poursuivis devant la cour suprême.

immobile et inaccessible aux affaires humaines. Mise au sommet de la pyramide, au-dessus de toutes les législations locales qui correspondent aux divers degrés de la justice, ce n'est pas une idole impuissante à qui l'on rend de vains hommages, c'est une autorité souveraine qui exige qu'on lui obéisse. Elle s'élève au-dessus des autres lois par son caractère d'universalité, par le rôle de médiatrice qu'elle joue entre toutes; elle a son instrument dans la cour suprême des États-Unis. Ce n'est pas tout; la constitution n'est pas seulement le recours suprême, la ressource lointaine qu'on invoque en dernier ressort; c'est un principe établi dans le droit américain qu'elle est toujours présente, et qu'elle peut être invoquée, même dans les tribunaux inférieurs. Il ne faut pas croire, par exemple, que le juge de l'état de Massachusetts n'obéisse qu'à la loi du Massachusetts : il est tenu d'obéir tout d'abord à la loi et à la constitution des États-Unis. La constitution, en un mot, est une loi pratique, une loi active, au lieu d'être un recueil de préceptes stériles. Les principes généraux qu'elle énonce sont au service et à la portée de tous.

Ainsi le pouvoir judiciaire intervient chaque jour dans les affaires publiques. Quand un citoyen croit avoir à se plaindre d'un abus de pouvoir, il dénonce, non pas le gouvernement lui-même, mais le fonctionnaire qui le représente, et que la loi a rendu personnellement responsable de tous ses actes. Nous croyons avoir fait merveille en faisant de la machine administrative un être impersonnel et indivisible, en revêtant d'une sorte d'inviolabilité le fonctionnaire qui en fait partie. Les Américains au contraire n'ont pas voulu que le pouvoir fût dans les mains d'agens insaisissables et certains de l'impunité ; ils ont pensé qu'il serait dangereux de laisser remonter jusqu'au gouvernement lui-même la responsabilité des abus commis en son nom. Tout fonctionnaire, lorsqu'il entre en charge, sait qu'il répond devant la justice ordinaire de la bonne exécution des lois : on l'oblige même à verser dans la caisse de l'état un cautionnement qui garantit le paiement des dommages auxquels il peut être condamné. Partout nous retrouvons ce pouvoir judiciaire qui est le vrai contrôle, le vrai contre-poids, le rouage indispensable de la démocratie.

C'est là surtout la différence des institutions américaines et des nôtres. Chez nous, le pouvoir judiciaire est une grande machine administrative, disciplinée comme un régiment; on aurait beau autoriser la poursuite du fonctionnaire coupable devant la justice du pays : que pourrait la voix d'un citoyen isolé, revendiquant l'application d'une loi qui est une lettre morte? Quand nous voulons être libres, nous mettons la main sur les chefs du pouvoir exécutif; nous les assujettissons à nos volontés par une responsabilité

sévère. En un mot, nous mettons la liberté au centre pour qu'on la sente aux extrémités. Les Américains, qui la répandent également dans tout le corps politique, n'ont pas besoin d'exercer sur la tête une surveillance aussi jalouse. Leur congrès n'est point, comme en Angleterre, un *imperial parliament*, un corps qui tienne lui-même les rênes du gouvernement; mais le pouvoir du président, déjà tenu en bride par l'élection populaire, se heurte encore aux décisions de la cour suprême. Les ministres ne sont que les agens dociles du président; mais la responsabilité de tous les fonctionnaires, grands et petits, devant la justice commune, remplace avantageusement la responsabilité des chefs du ministère devant l'assemblée. La liberté américaine a un caractère original qui exige que nous mettions de côté pour la comprendre toutes les idées reçues dans notre pays. Il n'est pas plus sage d'appliquer notre expérience à l'Amérique que de vouloir nous-mêmes nous modeler sur elle.

5 décembre.

Hier dimanche, le juge Russel m'a conduit au *school-ship*, qui est tout à la fois une école navale, une maison de correction pour les enfans rétifs et un asile pour les enfans vagabonds. Les visiteurs, après un court service religieux dit par le capitaine dans la grande salle du bord, ont adressé aux enfans des allocutions moitié religieuses, moitié plaisantes, qui n'auraient pas été d'un goût exquis pour un auditoire raffiné, mais dont la vivacité, la sympathique franchise et l'amicale exhortation valaient mieux que toutes les grandes phrases qu'un Français se serait cru obligé de faire. La faculté de s'adapter à tous les esprits, de parler pour tous les auditoires, de s'abaisser jusqu'à eux sans s'avilir, ne s'acquiert pas moins dans la pratique des mœurs démocratiques que ce grossier charlatanisme dont je vous ai souvent entretenu. Ce n'est pas l'école qui est mauvaise, ce sont bien souvent les hommes qui en reçoivent les leçons. Il y a en Amérique des orateurs populaciers qui ne savent parler que pour un troupeau d'Irlandais ivres; mais il y en a d'autres qui savent se faire entendre des intelligences les plus bornées sans salir en rien leur caractère, ni diminuer leur dignité.

Ce matin, à son tour, M. Hale, un des magistrats municipaux, m'a mené en nombreuse société à la prison, maison de correction, asile pour les pauvres et école disciplinaire de Deer Island. J'y ai vu sur une moindre échelle la même chose à peu près que dans les grands établissemens de la ville de New-York. Toutefois, les règlemens diffèrent : la ville de New-York ouvre ses asiles au monde entier; Boston n'y admet les pauvres qu'après dix ans de résidence dans la ville. Comme à New-York, c'est un pénible spectacle que la prison des filles perdues, tristement enveloppées dans leurs robes

de bure et leurs sarraux de grosse toile grise. On les traite à la fois avec une extrême sollicitude et une rigoureuse sévérité. Dans le Massachusetts, on classe parmi les délits graves, non-seulement le vagabondage, mais encore la fornication et l'ivrognerie. La vieille austérité puritaine a laissé sa trace dans les lois. — On me parle aussi d'une maison de correction ou *reform school* pour les très jeunes filles, où elles sont hébergées et moralisées dans des familles privées; mais cette école est située à vingt milles de Boston, et je n'ai pas le temps d'aller si loin pour la visiter.

7 décembre.

Je ne vous ai pas encore parlé de M. Everett. L'autre jour, je me présente chez lui : un vieillard vêtu de noir, de taille moyenne, les reins un peu courbés, se lève de son fauteuil, et vient au-devant de moi avec les manières simples et courtoises d'un parfait *gentleman*. L'appartement où il me reçoit est une de ces grandes *libraries* anglaises qui servent à la fois de salon et de cabinet d'étude. Il y a quarante ans que M. Everett n'a été en France, et pourtant il parle le français avec une correction parfaite. J'étais désireux naturellement de sortir des banalités d'usage, de percer jusqu'à son esprit, de lui parler de son pays et du mien, de sonder un peu ses opinions, de me découvrir avec lui des sympathies et des idées communes; mais à une politesse pleine de bienveillance et de cordialité M. Everett joint une réserve diplomatique dont il n'est pas facile de venir à bout. Au lieu de me répondre, il m'a exhibé des livres qu'on lui avait envoyés pour la vente de la *Sailor's fair*, entreprise à la fois charitable et patriotique dont il s'est beaucoup occupé dans ces derniers temps. Il m'a montré des photographies, des eaux-fortes récemment arrivées de Paris. Ce n'est pas là précisément ce que j'attendais; mais il semble saturé de politique et désireux d'y songer le moins possible en dehors de la vie publique. Ce n'est point non plus un de ces esprits actifs et curieux qui expriment le suc de tous les esprits qu'ils rencontrent, et se font étaler avidement la pacotille d'idées et de renseignements qu'apporte toujours un voyageur étranger. Il me disait qu'il avait presque oublié et perdu de vue les affaires d'Europe. Il avait un peu l'air d'un homme qui se promène à loisir dans un beau jardin, et qui n'aime pas qu'on jette des pierres inconnues dans ses avenues sablées. Telle est souvent la disposition des littérateurs de profession, et l'on s'aperçoit bientôt que par nature et par éducation M. Everett est avant tout un *scholar*, un lettré. Il appartient à ce genre académique qui ne trouve pas sa place en Amérique, et qui est forcé de s'y déguiser sous l'habit du politique ou la cravate du *clergyman*. Du temps où le costume ecclésiastique était à la mode, et où tant

d'hommes, qui depuis l'ont abandonné, embrassaient par *fashion* la sainte profession, M. Everett a été un prédicateur renommé dans l'église unitairienne, un prédicateur fleuri et goûté des femmes. Plus tard, toute la pléiade littéraire de Boston a quitté le service de Dieu pour celui des hommes, et d'orateur sacré M. Everett est devenu *lecturer* et orateur politique. Cette carrière nouvelle et le remarquable talent qu'il déployait partout l'ont conduit au sénat, à l'ambassade de Londres, au ministère enfin après la mort de Daniel Webster, dont il était le disciple et l'ami. Lors de l'avant-dernière élection présidentielle, il n'était pas un des chefs du parti républicain, ni un partisan du sudiste Breckenridge; il était *ancien whig*, allié aux démocrates modérés, candidat lui-même à la vice-présidence sur le *ticket* intermédiaire et conciliateur de Bell et d'Everett. L'événement a montré quelle était la valeur de ces essais malheureux de conciliation : tandis que M. Bell passait au sud le lendemain de l'élection de Lincoln et prenait une part active à la rébellion, M. Everett, fidèle à toute une vie d'honneur et de patriotisme, prenait place parmi les plus chauds défenseurs du drapeau national. Depuis ce jour, il a sans arrière-pensée accepté l'abolition de l'esclavage et interprété constamment les *states-rights* dans un sens aussi étroit qu'un républicain peut le désirer. Dans l'élection du mois de novembre 1864, il a été l'un des plus fermes soutiens du président Lincoln. Il a su se distinguer résolûment de ceux avec lesquels il avait contracté de longue date une fraternité publique, et parmi lesquels il comptait ses meilleures amitiés. Il l'a fait sans aigreur comme sans indulgence, disant aux partis leurs vérités pleines, mais s'abstenant toujours de ces attaques blessantes aux personnes qu'ici la politique semble croire de bonne guerre. Aussi dénué d'ambition que de rancune, il ne songe plus, dans son grand âge, qu'à exercer l'influence de sa parole au profit de la cause nationale et à pousser à la roue dans le mauvais pas. Cependant, comme tous les honnêtes gens, il a excité des haines et des colères implacables chez les anciens alliés qu'il s'est décidé à combattre, sans peut-être rencontrer chez ceux dont il a embrassé la cause la reconnaissance et la sympathie qu'il en devait attendre. De tous ses anciens amis, M. Winthrop est le seul qui lui rende justice et lui soit resté fidèle : tous les autres ne peuvent lui pardonner ce qu'ils appellent sa trahison. Je sais des républicains qui médisent de lui encore plus que les démocrates. Ce n'en est pas moins un des meilleurs citoyens et un des hommes les plus respectés de l'Amérique.

A vrai dire, M. Everett n'est pas populaire. La démocratie américaine préfère à ces raffinés de l'intelligence des hommes de son espèce et plus voisins de son niveau. Parcourez la liste des présidens des États-Unis depuis trente ans, entre Jackson et Lin-

coln : vous n'y verrez que des noms médiocres. Vous n'y trouverez ni Clay, ni Webster, ni ce Douglas tant surfait qui a pourtant laissé dans le monde politique une impression profonde, ni M. Everett lui-même, dont c'était pourtant l'ambition. Son éloquence, qui est grande, n'est pas du genre qui convient à la multitude. Ses belles harangues, composées d'avance et toujours écrites, sont limées, polies, ornées de longue main. Il me semble le voir (bien que je ne lui aie jamais entendu dire que quelques paroles banales) déroulant ses périodes avec un plaisir d'artiste applaudi, tantôt avec un débit pressé, rapide, entraînant, quoique harmonieux et mesuré, tantôt s'arrêtant sur les pensées graves, — enfin avec un geste de courtoisie gracieuse et un demi-salut distribuant ses remercîmens à ses auditeurs charmés. Pas un mot, pas une intonation, pas un geste qui ne soit étudié. Il reste de M. Everett la même impression que des prédicateurs célèbres : quel admirable parleur! mais il ne m'a point converti.

Combien différente est l'éloquence de M. Wendell Phillips! Je viens de l'entendre dans un grand *meeting* que, suivant la coutume du pays, il avait convoqué à Music-Hall pour dire son avis « sur la situation. » Celui-là n'est pas un littérateur raffiné; il ne parle pas pour imprimer. Il parle à tout le monde et partout : quand on l'appelle, il est toujours prêt. Il dit lui-même de ses discours : « Ce ne sont que des entretiens. » Il vise au but, non pas à l'effet. Il me disait l'autre jour, comme il revenait d'une tournée oratoire qu'il avait faite dans le Maine : « Nous autres, hommes d'action et de propagande, notre métier est non pas de faire de beaux morceaux, mais de convaincre et d'émouvoir ceux qui nous écoutent. » Il a l'éloquence effective, élevée quand sa pensée s'élève, simple quand il rencontre des idées communes, et toujours au niveau de l'auditoire auquel il s'adresse. Sa manière calme, mais énergique et passionnée, des traits d'esprit fins et mordans décochés de place en place, ici de la causerie familière, là des mouvemens de grande éloquence, et surtout cette parfaite sérénité qui se joint en lui à la conviction du bien, en font un des parleurs les plus attachans et les plus extraordinaires que j'aie jamais entendus. Voilà le grand orateur de l'Amérique. Je sais que M. Phillips est un révolutionnaire, un fanatique, un agitateur, un radical, l'incarnation même du radicalisme. C'est un de ces penseurs qui se tiennent en dehors de la pratique des affaires, qui peut-être seraient incapables de gouverner eux-mêmes leur pays, et à qui du reste leur nature en interdit l'ambition; c'est, comme disent les Anglais, un *excentrique*, un de ces hommes absolus et passionnés dont le rôle est de stimuler sans cesse la conscience endormie des peuples. « Une idée! s'écriait-il tout à l'heure, une seule idée!

voilà ce qui fait la puissance d'un homme et la grandeur d'une nation. » Vous pouvez médire, si vous voulez, de ces esprits entiers et opiniâtres, à qui manque la dose modérée de scepticisme et d'indifférence qu'on est convenu d'appeler la sagesse pratique. Ce sont pourtant ces esprits aveugles qui ont racheté l'Amérique du crime de l'esclavage. La foi, l'énergie virile, le dévouement d'une vie entière à une noble cause, ne sont peut-être plus des vertus françaises, mais elles sont encore faites pour plaire à un Français.

8 décembre.

Voilà l'hiver américain qui commence. Après un été indien (*indian summer*) prolongé bien au-delà de la durée ordinaire, et doux, calme, suave comme nos beaux jours de novembre, voilà que tout à coup s'est élevé le vent du nord. Il est temps de quitter cette Sibérie et de descendre un peu vers le sud. N'était la guerre, ce serait la saison de me promener dans l'Alabama et dans la Floride, à Saint-Augustin, cette Nice des États-Unis, dont la rébellion a dépossédé les poitrinaires du nord.

Me voilà d'ailleurs naturalisé à Boston. Du club où j'ai été présenté, je regarde tous les matins les gais reflets du soleil sur la blanche façade du *State-house* et la verte prairie du parc en lisant mon journal comme un habitué. Le soir, je vais dans le monde, surtout dans le monde littéraire et politique. J'y rencontre la meilleure société de Boston, société distinguée, sinon élégante, qui va parfois au bal en redingote et en robe montante, mais qui a tout le fond, si elle n'a toujours l'extérieur de la bonne compagnie. Une des maisons où je suis le mieux accueilli et où je vais avec le plus de plaisir est celle du docteur Howe, ancien philhellène, ami et compagnon d'armes de lord Byron, et qui semble un homme de caractère énergique et chevaleresque. Mme Howe, qui est une des muses de Boston, et qui, pour emprunter les paroles d'un juge compétent, « a presque du génie, » est en outre une personne d'un esprit aimable et pénétrant. Elle m'a mené une fois à son club, où j'ai assisté à une scène fort curieuse, car les femmes ont ici leurs clubs tout comme les hommes. Rassurez-vous cependant : ce n'était pas une assemblée de bloomféristes ou de vésuviennes, c'était simplement une société littéraire de femmes du monde, qui se réunit toutes les semaines chez une des dames sociétaires, et d'où les hommes sont en principe rigoureusement exclus. Chaque dame a pourtant le droit d'amener avec elle un cavalier, un seul, et elle doit le choisir parmi les plus dignes d'être introduits dans la docte corporation : c'était pour moi un grand honneur que d'y être admis d'emblée. La séance avait un parfum tout académique. On s'assit en cercle autour des virtuoses : celle-ci, couchée mollement

sur une ottomane, lut et laissa pour ainsi dire tomber à demi-voix de ses lèvres un long entretien physiologico-mystique sur les effets moraux de l'opium et du haschisch, dans un style tout pénétré de leurs languissantes vertus; cette autre vint lire une ode et des poésies légères. Le public garda jusqu'au bout son décorum imperturbable : il ne témoignait sa satisfaction que par ces fins sourires et ces applaudissemens discrets que mesure une politesse exercée à l'observation des convenances. On ne s'émancipa qu'après la séance, en passant dans la salle où le souper était servi : alors les libres causeries, le cliquetis des verres, les éclats de voix joyeuses, tout ce tumulte inattendu ressemblait à l'explosion bruyante d'une bande d'écoliers échappés. Tout d'un coup on fit silence : un des invités prit un air tragique et débita une parade, *inter pocula*, cette fois parmi les rires sonores et les applaudissemens prolongés. La scène se passait dans une cour de justice, et l'acteur imitait, me dit-on, un célèbre avocat de la ville avec tous les hurlemens, trépignemens, convulsions et cabrioles que j'ai moi-même admirés souvent chez les orateurs populaires. C'était le dessert de la fête, et le menu de ce festin littéraire me rappelait un peu ces dîners chinois où l'on commence par les sucreries, les bonbons parfumés, pour finir par la grosse viande et les ragoûts poivrés.....

C'est aujourd'hui, 8 décembre, que les colléges électoraux des divers états se réunissent dans leurs capitales pour nommer le président des États-Unis, et que l'élection d'Abraham Lincoln va devenir un fait officiel. En même temps le président adressera son message au congrès. Malgré les bruits qui ont couru d'un changement de politique, le peuple américain ne témoigne rien de l'anxiété fébrile avec laquelle nous avons coutume d'attendre le discours de la couronne à l'ouverture des chambres. Les institutions vraiment démocratiques ont ce résultat, que le peuple choisit non pas seulement un homme, mais une politique et une doctrine. C'est sur la *plate-forme* républicaine que M. Lincoln est élu président des États-Unis, c'est sur la *plate-forme* républicaine qu'il doit faire la paix ou la guerre. Quant aux paroles qu'il va prononcer, elles ne doivent pas tomber comme un coup de tonnerre sortant du nuage obscur de la majesté exécutive, elles doivent simplement formuler la politique qui une fois de plus a reçu l'assentiment national.

9 décembre.

Hier encore il m'a fallu prendre ma pitance quotidienne d'établissemens charitables ou philanthropiques, jurant bien cette fois qu'on ne m'y reprendrait plus. Enfin, après une journée de flânerie parmi les prisonniers, les enfans, les vieux pauvres, j'ai dîné, en

compagnie des membres du collége électoral de Massachusetts, chez leur président, M. Everett. C'était une réunion officielle des plus graves et des plus cérémonieuses, bien que tous les convives n'eussent pas d'habit noir. On prononça des discours, on porta des toasts peut-être un peu gourmés; un révérend *clergyman* improvisa avant et après le repas, sous forme de bénédiction et de grâces, deux prières patriotiques les yeux au ciel, tandis que les convives avaient les yeux baissés. Enfin on se dispersa de bonne heure, et j'allai finir ma soirée au club.

Les opérations du collége électoral ne sont d'ailleurs qu'une pure formalité. Les électeurs ne sont plus, comme autrefois, nommés par district; ils sont nommés en masse et par liste, dans l'état tout entier. Tandis qu'ils s'appellent encore les uns électeurs *at large*, représentans de l'état, les autres électeurs de telle ou telle circonscription locale, ils sont tous nommés de la même façon. Cette réforme ou plutôt cette révolution s'est opérée insensiblement par l'usage. Certains états qui n'ont jamais voulu nommer autrement leurs électeurs exerçaient une influence disproportionnée avec leur importance véritable. Tandis que les autres, en se divisant, neutralisaient souvent leur propre vote, ceux-ci jetaient tout leur poids d'un seul côté et restaient maîtres de l'élection. L'équité voulait un régime uniforme. Tous les états se mirent donc à voter en bloc, avec l'unité démocratique des républiques anciennes, ou du peuple français nommant un empereur. La conséquence est d'annuler dans chaque état l'influence des minorités.

Vous comprenez combien ce système a été utile à la sécession. Dans les états rebelles, la loi de la majorité était devenue si puissante qu'on put ne tenir aucun compte de la minorité unioniste qui voulait rester soumise au gouvernement des États-Unis. On n'était plus citoyen des États-Unis, on était citoyen du Massachusetts ou de la Virginie. Le gouvernement de l'Union était une proie dont les états s'emparaient à tour de rôle, un instrument de domination pour les plus forts, ligués entre eux pour opprimer les faibles. Sans rien perdre nominalement de ses attributions souveraines, l'autorité fédérale était réduite à l'impuissance par le pouvoir excessif des majorités locales. C'est ce dont on commence à voir l'inconvénient; mais peut-on remonter la pente naturelle de la démocratie? Il serait plus aisé de renverser du coup toutes les barrières pour confondre dix millions d'électeurs dans un vote unique et universel. Cette solution radicale aurait pour elle l'esprit des temps, et il n'est pas impossible qu'elle s'offre un jour ou l'autre au congrès. L'unité administrative en serait, il faut le dire, la conséquence naturelle. L'Amérique verrait s'ouvrir une ère nouvelle de centralisation progressive qui pourrait être fatale à sa liberté. Elle compte

sur le pouvoir judiciaire pour s'en défendre, et le fait est que ce pouvoir joue aux États-Unis un rôle modérateur, qui semble à peine compatible avec l'esprit de la démocratie. Il faut remonter à nos anciens parlemens et supposer incontestées leurs prérogatives pour comprendre la puissance de ce *veto* de la cour suprême et de ces interprétations souveraines (sans être pourtant législatives), qui dictent au président les ordres de la loi; mais si pendant plusieurs présidences le courant politique porte le pays uniformément du même côté, la cour suprême elle-même sera envahie et entraînée. M. Chase ne vient-il pas d'être nommé *chief-justice* en remplacement du juge Taney, de sudiste mémoire, à cause de ses opinions radicales, et les journaux républicains n'ont-ils pas dit que ce choix était nécessaire pour obtenir de la cour des mesures sévères contre les rebelles? Il est à craindre que le pouvoir judiciaire ne devienne un jour l'appendice docile du pouvoir politique.

Le remède, à mon avis, n'est pas dans l'unité : il est au contraire dans une plus grande division locale. Ce n'est pas l'Union qui est trop faible, ce sont les états qui sont trop puissans.

11 décembre.

C'est aujourd'hui dimanche, jour lugubre dans la vieille colonie puritaine. On raconte qu'un étranger, abordant un dimanche à Boston et voyant l'air désolé de la ville, demanda si l'on ne pleurait pas quelque grande calamité publique. Les rues sont désertes, les maisons silencieuses, les portes fermées. Toute la ville semble gelée avec ses habitans. A l'heure du prêche, les familles défilent en silence, la tête basse, habillées de noir, comme une procession d'enterrement. Cependant les églises sonnent les offices en volées lentes et tristes comme un glas funèbre. — Ce matin, obéissant à leur appel, j'allai à l'église presbytérienne entendre un prédicateur en renom. J'entrai dans une grande salle carrée avec des tribunes, de larges bancs où se prélassait à l'aise un public clair-semé. On chantait des hymnes. Bientôt le ministre, un monsieur à grandes moustaches et vêtu comme vous et moi, ouvre devant lui un gros cahier, et, moitié lisant, moitié déclamant de mémoire, nous débite un sermon fleuri. J'ai rarement vu chez nos prédicateurs parisiens si affectés plus de vaine rhétorique et de préciosité. Le tonnerre, les vagues, les tempêtes, tout le fatras des métaphores banales retentissait à chaque phrase, et pour ainsi dire battait la mesure de chaque période. Rien n'était moins édifiant ni moins solennel. La manière du parleur, qui peut-être aurait pris quelque gravité sous la robe et sous les ornemens sacerdotaux, n'était que ridicule dans son habit étriqué. La pompe extérieure peut quelquefois servir de

masque; mais rien n'est plus dangereux que la simplicité. Il faut au moins être vrai quand on monte sans costume sur la scène.

Une grande ville est toujours un lieu mal choisi pour mesurer la profondeur du sentiment religieux d'un peuple. Ces inspirés qui donnent des séances à tant le billet et mettent dans les journaux des affiches ainsi conçues : « Le révérend docteur X... parlera demain à Tremont-Temple à deux heures; on connaît sa science et son talent; il traitera des moyens d'être heureux; — 50 cents d'entrée; » — ces illuminés, qui vendent la grâce divine ne sauraient être de grands apôtres. Combien embrassent le saint ministère comme toute autre profession lucrative et honorée! Tel avocat est devenu *clergyman*, tel *clergyman* est devenu négociant. Une congrégation est comme une maison de commerce, une charge d'avoué, de notaire ou d'agent de change, dont le revenu varie suivant le talent du titulaire. Elle se forme ou se disperse comme la clientèle d'un avocat ou d'un médecin. Quelquefois le pasteur lui-même est propriétaire de l'église; il l'exploite alors comme un théâtre, en louant ou vendant les places aux fidèles. D'habitude il vit d'une rente annuelle que lui font ses paroissiens, et qu'il sait à l'occasion réclamer lui-même, sans fausses prétentions à un désintéressement chimérique. Lorsqu'il veut établir son fils, doter sa fille, se construire une maison, voyager même en Europe, il l'annonce en chaire à ses fidèles et se recommande à leur amitié. Si les souscriptions n'arrivent pas assez vite, il sait leur mettre le marché à la main. M. X..., célèbre prédicateur de Brooklyn, avait obtenu de ses ouailles dix mille dollars pour voyager en Europe. Le dimanche suivant, il daigna les remercier. « Depuis quinze ans, dit-il, je dévoue ma vie au bien de vos âmes; il est trop juste que vous pourvoyiez à mes besoins temporels, » et il conclut en leur demandant dix mille dollars de plus pour sa famille, qui en son absence allait rester sans ressources. La somme fut souscrite séance tenante.

Je vous entends pousser les hauts cris. Ne vous indignez pas trop. Êtes-vous bien sûr que sous d'autres prétextes, et avec moins de franchise peut-être, la même chose ne se fasse pas chez nous? Qu'y a-t-il au fond d'extraordinaire à recevoir le prix de ses peines? — Direz-vous que c'est trafiquer des choses saintes? — Le prêtre salarié commet donc une simonie? Le révérend M. X... et ses pareils ne vendent ni amulettes, ni indulgences, ni élixirs de vie, ni faveurs devant le trône céleste : ils vendent leurs conseils, leurs sermons, l'emploi de leur temps, le travail de leur esprit, marchandise spirituelle qu'ils ne peuvent vous donner pour rien. Les Américains sont des hommes positifs qui voient les nécessités de la vie, et qui aiment mieux les avouer hautement que de chercher à les déguiser. Ils ne prennent pas à la lettre la parole de l'Écriture

où il est dit que Dieu nourrit ses saints comme les oiseaux du ciel et les habille comme les lis des champs. S'il y a dans la forme du marché une certaine brutalité mercantile, au moins n'y entre-t-il pas d'hypocrisie, ni de supercherie sacrilége. Ce qui nous choque si fort paraît tout simple aux Américains. Ils ne croient pas la dignité du pasteur humiliée devant ses fidèles pour recevoir immédiatement de leurs mains le salaire qu'il a mérité; mais ils la croiraient gravement compromise, s'il avait à mendier les faveurs d'un ministre ou d'un chef de bureau : affaire d'usage et de convention!

Vous vous demandez peut-être pourquoi je vous parle si rarement de la religion? Pour une raison bien simple : c'est que, malgré la multitude des églises, il est fort peu question de religion en Amérique. On ne s'y occupe ni des concordats, ni du pouvoir temporel, ni de la sempiternelle controverse des rapports de l'église et de l'état. La question n'est pas, comme chez nous, pendante; elle est résolue depuis longtemps, à la grande commodité de tous, dans le sens d'une absolue liberté. Chez nous, les partisans mêmes de cette solution radicale n'entendent rien à la pratique de la liberté qu'ils préconisent. Ils font de la liberté religieuse un droit à part, un privilége de la conscience humaine, autour duquel il s'agit d'élever une barrière immobile. Ils refusent à la politique toute influence sur la religion, à la religion toute influence sur la politique; c'est la condition de son indépendance. On veut bien que ses ministres soient libres dans l'enceinte de leurs églises et de leurs sacristies; mais, s'ils tentent jamais d'en sortir, nos libéraux sont les premiers à crier à l'usurpation. La religion et la politique doivent vivre côte à côte sans se rencontrer jamais.

Ce n'est pas ainsi que les Américains entendent la liberté religieuse. Ils pensent qu'on ne peut séparer la religion des choses humaines sans la condamner, pour ainsi dire, à s'éteindre dans le vide. Leur idéal religieux n'est pas un cloître, une nécropole où les âmes aillent mourir d'avance; c'est une école de morale agissante associée à tous les intérêts de la vie. Leur liberté religieuse a pour abri, non pas un privilége particulier, mais l'ensemble des libertés publiques. Ils ouvrent une église comme ils publient un journal, ils fondent une religion comme une association politique, toutes choses également permises au nom d'un même principe. Aussi écoutez le prédicateur dans sa chaire, il ne se borne pas à développer un lieu commun de morale ni à tourner sur place dans le labyrinthe de la doctrine; il entre de plain-pied dans la vie pratique. Il prêche sur les devoirs du citoyen, sur l'esclavage, sur l'élection présidentielle; il fait de la chaire une vraie tribune, et parfois même du soin des âmes un vrai gouvernement. Les populations catholiques surtout, pour la plupart ignorantes et crédules,

sont dirigées absolument par les prêtres jusque dans leurs intérêts matériels, et il arrive souvent que le gouvernement invoque l'autorité de leurs évêques. L'an dernier, la population allemande et irlandaise de Boston fut prise d'une panique financière et voulut retirer ses économies des caisses d'épargne, parce qu'elles avaient placé leurs fonds sur l'emprunt national. Les directeurs des caisses d'épargne s'adressèrent alors à l'évêque, et le dimanche suivant, dans toutes les églises de la ville, les catholiques reçurent du haut de la chaire, entre l'Évangile et le *Credo*, le conseil de ne pas retirer leur argent. Voilà une influence temporelle que peuvent envier tous les clergés du monde : elle n'est due pourtant qu'à la liberté (1).

Pour bien concevoir toute l'étendue de cette liberté, il faut d'abord comprendre la tournure positive et pour ainsi dire *protestante* de l'esprit religieux en Amérique. Les Américains ne font pas de la religion un sanctuaire impénétrable : ils ne la séparent jamais de la morale et de la raison. Le *credo quia absurdum* ne serait pour eux qu'une absurdité. Leur foi n'est pas une abdication de la pensée, c'est un assentiment raisonné de l'esprit. L'homme accoutumé en toute chose à se conduire lui-même n'aime pas à se laisser guider aveuglément : il ne veut pas d'intermédiaire entre Dieu et sa conscience. Le pasteur qu'il écoute volontiers n'est pas à ses yeux un être merveilleux, divin, initié à de secrets mystères, un favori de la cour céleste; c'est simplement un conseiller sage et pieux qu'il a choisi lui-même et qu'il abandonne pour un autre quand il croit devoir en changer. Aussi le premier venu peut-il prêcher la parole de Dieu; il n'est besoin ni de titre ni de diplôme pour avoir le droit de l'enseigner. Non-seulement les lois ne s'y opposent pas, mais l'opinion publique elle-même n'en est pas offensée. La religion en Amérique est la chose de tous, et non le livre ouvert au petit nombre; elle est, si j'ose ainsi parler, démocratique comme les institutions et les mœurs. Seul, le catholicisme, quoique profondément modifié par ce climat politique et social, conserve

(1) Voici un fait qui montre encore combien est intime aux États-Unis l'alliance de la liberté religieuse et de la liberté politique. Quand la guerre civile éclata, toutes les communions se divisèrent sur la question de l'esclavage et de la sécession. L'église anglicane, ou (comme on dit en Amérique) l'église *épiscopale* du sud, se sépara absolument de celle du nord, et forma une organisation nouvelle. Elle a persisté quelque temps à maintenir sa hiérarchie séparée et à rester comme un vivant souvenir de la guerre civile; elle refusait surtout obstinément de rétablir dans sa liturgie les prières d'usage pour le président des États-Unis. Dans le cabinet de Washington, deux ministres, MM. Harlan et Stanton, voulaient user des droits de la victoire pour l'y contraindre; mais le président Johnson frappa du pied avec violence. « Cette guerre, dit-il tout en colère, cette guerre a-t-elle été faite pour sauver l'Union ou pour opprimer les églises? » J'apprends d'ailleurs que les délégués de l'église épiscopale du sud, assemblés en convention nationale à Augusta, dans la Georgie, viennent de renouer leur ancienne alliance avec les diocèses du nord.

une forte unité, une hiérarchie puissante et un gouvernement pour ainsi dire aristocratique; mais les catholiques américains sont les premiers à bénir ce régime de liberté protestante auquel ils font la guerre : ils vous diront qu'ici seulement, et à la faveur de la liberté américaine, ils ont pu fonder ces associations puissantes et exercer ces influences politiques qui ailleurs seraient regardées comme un danger public. Entre catholiques et protestans, il y a des antipathies; il n'y a point de haines profondes, parce que personne n'a de priviléges et que tout le monde respire également le grand air de la liberté. Quant aux presbytériens, épiscopaliens, unitairiens et autres, malgré leurs profondes diversités de doctrines, ils se ressemblent tous. Si parfois une dispute s'élève entre deux des communions protestantes, c'est bien plus une rivalité d'influences locales qu'une querelle de religions. Les sectes s'injurient, se déchirent, s'accusent mutuellement d'hérésie damnable et d'erreur diabolique. Qu'importe au grand public? Il les laisse se dévorer entre elles pour ne s'attacher qu'au christianisme général qui ressort de leurs enseignemens. Plus elles se divisent et plus la foule se lasse de leurs rivalités stériles, plus le sentiment d'une large unité religieuse grandit dans le cœur de la nation. Rien de plus fréquent en Amérique que de voir des laïques prendre la place du ministre du culte et réciter les prières consacrées, commenter eux-mêmes l'Écriture à leurs voisins et à leurs amis. J'ai vu dans les grandes villes ce qui, je crois, ne se voit nulle part, des assemblées religieuses ouvertes à toutes les communions chrétiennes, où « tous sont invités » à venir prier en commun. La moitié des Américains ne tiennent sérieusement à aucune secte, ils ne croient pas qu'on doive embrasser une communion plutôt qu'une autre, on peut même à la rigueur ne faire partie d'aucune église : il suffit qu'on soit chrétien; mais n'allez pas plus loin, ou vous n'êtes plus qu'un fou, un être immoral et dangereux. Voilà, ce me semble, la mesure générale de la foi religieuse aux États-Unis : le christianisme est une loi, le choix d'une église n'est qu'une affaire de préférence individuelle. Demandez à un Américain quelle est sa religion, il ne vous dira pas : « Je suis méthodiste, baptiste, anglican; » il vous dira : « J'entends le révérend M. un tel. » Si le révérend l'exploite ou l'ennuie, s'il est mécontent du dernier sermon, il cherche un autre pasteur ou lit lui-même les livres saints à sa manière.

Comment peut-il s'arrêter en chemin? Comment du libre examen ne passe-t-il pas à la négation? C'est le secret des Américains. Les hommes de cette race ont l'esprit aussi conservateur qu'indépendant. Ils admettent volontiers sans les discuter certaines autorités établies et certains faits enracinés. Sans doute ils sont raisonneurs, mais ils ne sont pas spéculatifs : ils ont peur des vastes espaces et

des horizons vides. Il leur faut un point d'appui ferme et ils le bâtissent à chaux et à sable, de façon que rien ne l'ébranle. En politique, c'est la constitution qu'ils considèrent comme le fondement de tous les droits; en matière de foi, ils reconnaissent et vénèrent l'Écriture : c'est leur charte religieuse. Leur religion d'ailleurs (il ne faut jamais l'oublier) ne s'impose pas à eux en souveraine, avec ces airs impérieux et menaçans qui révoltent l'esprit indocile. Au contraire elle sollicite leur conscience en amie et leur laisse encore dans la soumission l'illusion de l'indépendance. A quoi bon douter? Les Américains n'en ont pas le temps.

Ils subissent enfin le joug de l'opinion publique. L'opinion est une puissance invisible et toujours présente, à laquelle on obéit bien plus volontiers qu'à une autorité qui s'impose; elle nous plie, nous façonne, nous persuade à notre insu. Combien n'a-t-on point parlé de la tyrannie religieuse que l'opinion publique fait régner aux États-Unis! L'opinion est assurément la grande puissance des démocraties, et elle passe sur le corps à quiconque essaie de lui barrer la voie. Aussi, bien qu'en Amérique il y ait déjà des incrédules, personne n'ose-t-il être ouvertement irréligieux. Voilà maintenant à quoi se borne cette redoutable tyrannie de l'opinion : tout ce qu'elle exige, c'est qu'on la respecte et qu'on ne l'attaque pas ouvertement. Elle permet du reste aux esprits forts beaucoup d'écarts et de caprices. Parmi ces chrétiens excentriques, il en est qui visiblement s'échappent par la tangente. L'un d'eux, me parlant de la *Vie de Jésus*, de M. Renan, me disait qu'il était singulier que le meilleur exposé qu'il y eût de la doctrine unitairienne eût été écrit en France. Ce livre, que chez nous tant de gens voudraient brûler, est ici fort lu et fort estimé. Cela prouve qu'il règne encore en Amérique une certaine liberté d'opinion. Les idées de la philosophie moderne s'y mêlent au mouvement religieux, réprouvées des uns, adoptées des autres, discutées tranquillement partout. C'est peut-être, aux yeux des fermes croyans, la plus dangereuse forme de l'erreur, un piége caché, *insidiæ diaboli*; mais aux yeux du moraliste c'est la plus innocente des philosophies, la plus bienfaisante même, si elle satisfait les doutes de quelques raisons inquiètes sans détruire en elles le sentiment religieux, si elle leur sert d'étape sur la pente de l'incrédulité sans les jeter dans la négation violente et hostile. Ils ne sont plus chrétiens, c'est possible; mais ils se disent chrétiens, ils croient l'être, et c'est encore l'être à demi.

Vous me demandez ma conclusion : je vais vous la dire en deux mots. Il ne faut pas avoir d'horreur pour ce qu'on a trop souvent appelé l'anarchie religieuse de l'Amérique. Il n'est pas vrai que l'opinion y fasse régner en matière de foi une tyrannie insupportable; il n'est pas vrai qu'il n'y ait pas en Amérique de religion

sérieuse. Le peuple qui mêle la prière à tous les actes de sa vie publique et privée est certainement un peuple religieux. Enfin il ne faut pas, si on l'admire, se figurer que la liberté religieuse à l'américaine puisse être improvisée chez nous par un article de loi. Nous ne pouvons avoir un pied dans la liberté, un pied dans l'arbitraire administratif. Nous n'imiterons pas la liberté religieuse de l'Amérique avant d'imiter aussi toutes ses autres libertés.

12 décembre.

J'ai entendu hier soir, entendu cette fois et compris, car j'étais assis à deux pas de lui, le philosophe Emerson, et je veux enfin lui rendre justice. La gaucherie de sa manière, la monotonie de sa voix disparaissent quand on peut suivre le fil capricieux et fin de sa pensée. Je serais embarrassé de me rappeler ce qu'il a dit : il me semble que sa lecture n'avait ni commencement, ni milieu, ni conclusion; mais le tout est parsemé d'aperçus si originaux, exprimé dans un langage si plein de saveur personnelle, avec des traits d'imagination si inattendus et si charmants, que je comprends la grande renommée de ce penseur fantasque et profond. C'est un esprit curieux et inquisiteur, plus voisin de Montaigne que de tout autre, comme lui sceptique et souriant, destructeur et optimiste, rassasiant son esprit des doutes qui affament les autres, ne connaissant ni le découragement, ni l'illusion, et heureux dans le seul exercice de sa pensée. Est-il bien vrai pourtant que M. Emerson soit un sceptique? C'est une accusation bien vite portée contre les esprits libres qui ne s'enchaînent à aucun système et à aucun préjugé. M. Emerson au contraire est un croyant, il a foi dans la recherche de la vérité, dans le progrès moral et matériel du monde, foi surtout dans l'infinie fécondité de la nature humaine. Ce qu'il repousse, ce sont les conventions, les règles surannées, tout ce bagage inutile, tout ce fardeau du passé qui rend l'esprit immobile. Dans son livre de *Nature*, il insiste particulièrement sur cette idée que rien n'est épuisé, que la nature est aussi neuve qu'au premier jour. « Soyez vous-même, » voilà son précepte favori; — sachez marcher sans lisières, et vous sentirez en vous la force des âges héroïques. Parlez à la nature sans interprète, exercez-vous tout seul à bégayer son langage, et elle vous répondra comme à vos pères : — doctrine qui convient à un peuple jeune, hardi, vivace, où les traditions du monde ancien sont dédaignées, où l'avenir est encore sans limites. L'Amérique a déjà de ces chercheurs indépendans pour qui le doute est la raison de l'espérance, l'obscurité le chemin de la lumière; mais elle ne connaît encore ni le scepticisme épicurien, qui se complaît dans la nonchalance, ni le scepticisme découragé, qui engendre le désespoir.

13 décembre.

La constitution des États-Unis, qui livre tous les quatre ans la présidence à la compétition des partis, n'a pas voulu que tous les pouvoirs fussent renouvelés à la fois. Elle a prolongé la durée de l'ancienne présidence et celle de l'ancien congrès pour les six mois qui suivent l'élection. Ainsi l'ancienne administration est soutenue, durant sa demi-année de grâce, par une représentation nationale élue sous son règne. Cette disposition conservatrice peut quelquefois être un retard et un embarras. Lorsque l'élection a confirmé les pouvoirs du président, tout en se prononçant pour une politique plus décidée que celle des années dernières, il peut être embarrassé d'avoir affaire à un corps imbu des préjugés de la veille, et qui, malgré la leçon des événemens, peut encore opposer une longue résistance à des réformes devenues inévitables.

Telle est, en ce moment, la position du président Lincoln devant le congrès. Depuis deux ans, le congrès lui a donné raison sur tous les points, sauf un seul, et cette docilité, devenue proverbiale, exaspérait les démocrates; mais la question indécise est la question fondamentale de la politique actuelle, celle de l'abolition de l'esclavage. Le congrès a sanctionné toutes les mesures de guerre à la majorité simple; mais la majorité des deux tiers a toujours manqué pour que la proclamation du président qui émancipait les esclaves des rebelles devînt un amendement constitutionnel abolissant l'esclavage. Il est certain d'avance que le prochain congrès le votera tout d'une voix. Le congrès actuel le devancera-t-il? se laissera-t-il entraîner par le courant de l'opinion? C'est la question posée dans le message présidentiel, et dont la session qui s'ouvre va méditer la réponse.

Jamais d'ailleurs congrès ne s'est assemblé dans une paix plus profonde. Les vaincus du 8 novembre s'y font remarquer par leur bonne grâce et leur résignation. M. Pendlelon, l'ex-candidat à la vice-présidence, qui a vu sa propre circonscription se retourner contre lui, a fait, dit-on, le plus chaleureux accueil à Thadœus Stevens, le *leader* du parti républicain dans la chambre. Le président, tout le premier, donne l'exemple d'une modération généreuse. « Je n'accuse pas, dit-il, ceux qui m'ont combattu, je suis convaincu qu'ils ont agi selon leur conscience. » Il conseille le respect aux vainqueurs comme la soumission aux vaincus. Rien ne troublera bientôt le calme des assemblées que les harangues ordinaires de l'incorrigible sénateur Davis, du Kentucky, demandant avec une héroïque persévérance la paix et la sécession.

Une proposition financière a pourtant failli mettre en feu la chambre des représentans. M. Thadœus Stevens, de Pensylvanie, a découvert un moyen de donner au papier-monnaie la valeur de

l'or. Ce secret, bien simple et peu nouveau, consiste tout uniment à déclarer par une loi que le dollar de papier vaut exactement le dollar d'or, et à donner à ce coup de baguette magique la sanction d'un emprisonnement et d'une amende contre les hommes de peu de foi qui douteraient de son pouvoir. L'ingénieux économiste pense que la valeur du papier-monnaie dépend uniquement de l'opinion des hommes, et que pour la maintenir à son taux officiel il suffit de contraindre cette opinion rebelle. Je m'étonne que, profitant de sa découverte et poussant jusqu'au bout sa doctrine, il n'ait pas jugé à propos d'élever le cours du papier au-dessus du cours de l'or. D'autres suggèrent un remède bien plus simple et plus radical encore. Que le congrès fasse une loi pour ordonner que quiconque aura de l'or sera obligé de le vendre au pair contre du papier au premier acquéreur. Voilà les théories financières qui circulent de ce côté de l'Atlantique. Dans ce pays des lumières, il ne manque pas de gens assez fous pour vous dire : « Ce serait une excellente mesure en vérité ! » M. Stevens, qui est un homme considérable, président du comité des *voies et moyens* (travaux publics), a coutume de dicter ses volontés à la chambre. Cette fois pourtant l'absurdité était trop forte, et sa proposition a été sans cérémonie *mise sur la table* par une presque unanimité.

Au reste, l'invention n'est pas neuve, et elle ressemble beaucoup aux doctrines financières du gouvernement confédéré. Il y a un mois (novembre 1864), un journal de Richmond, très proche voisin du gouvernement, indiquait, lui aussi, un remède infaillible et péremptoire au délabrement des finances. « Notre peuple, disait-il, est infatué des espèces sonnantes (*hard cash*). Puisque rien ne peut le guérir de son ridicule aveuglement, faisons une concession au préjugé public. Que le gouvernement s'en procure en vendant aux Anglais quelques balles du coton qui nous encombre, et qu'il fixe une fois pour toutes le rapport de l'or et du papier. Qu'il offre par exemple un dollar en or contre trois en papier, et que ce soit le taux immuable et obligatoire de toutes les transactions. Quiconque résistera sera expédié aux avant-postes. Le parti est héroïque; mais aux grands maux les grands remèdes ! » — Ici la folie n'est que ridicule; là-bas, vous le voyez, elle est tragique et sanguinaire. Depuis l'élection de M. Lincoln, l'or a monté, à Richmond, de 1,000 pour 100; il s'est élevé un moment jusqu'à 6,000 pour 100. Encore ce cours fabuleux est-il factice, entretenu par la spéculation seule, et ne trouve-t-on pas, dans le peuple même, à échanger du papier contre de l'or à aucun prix. Tout le numéraire qui a échappé aux extorsions du gouvernement est recélé on ne sait où. La monnaie légale est si décriée que, malgré les lois sévères qui en ordonnent la circulation forcée, les objets de consommation les

plus nécessaires manquent aux acheteurs. On les cache plutôt que de les livrer contre du papier. J'ai vu un réfugié du sud, ancien négociant à Mobile, qui s'est enfui pour échapper à la conscription, qui allait le frapper malgré ses soixante ans sonnés. On s'est réuni un soir à l'*Union club* pour l'entendre. Il racontait qu'il lui avait été impossible de se procurer, à aucun prix, du porc salé pour sa famille. Les populations du sud vivent en anachorètes sur les produits immédiats de la terre, et bien qu'on dise le pays si fertile qu'avec la moindre culture il est impossible qu'on y manque jamais de maïs et de patates douces, je ne peux pas croire à l'éternité d'un courage aussi mal nourri.

Il y a dans le congrès de Richmond un parti de la paix qui grossit tous les jours. M. Foote, du Tennessee, ayant, avec force réserves et protestations de fidélité à la cause du sud, proposé qu'on accueillît favorablement, qu'on sollicitât presque les propositions pacifiques, a pu réunir une vingtaine de voix. Sa motion, il est vrai, a été *mise sur la table* à une grande majorité; mais rappelez-vous les récentes imprécations du président Davis contre quiconque prononcerait le mot, le seul mot de paix! Il y a dans l'obstination des rebelles quelque chose de forcé et de violent qui trahit la faiblesse cachée sous leurs déclamations stoïciennes. Ils sont sous l'empire d'une terreur et d'une mauvaise honte mutuelles qui poussent le troupeau sans murmure à la boucherie. Ils se font un tyran du faux patriotisme qu'ils ont inventé. Là aussi la *loyauté* est la vertu indispensable, et l'accusation de tiède inimitié contre les Yankees est la pire qui puisse conduire un homme à la potence, c'est-à-dire (car le sud utilise les supplices) aux avant-postes et aux tranchées. C'est un curieux et triste spectacle que celui de ce peuple poussé malgré lui, par la fatale conséquence de ses fautes, à une ruine volontaire et indigne de pitié. On dirait un homme qui s'est jeté dans un précipice, et qui, en tombant, se cramponne vainement aux pierres et aux broussailles. La longueur et le caractère désespéré de la résistance ont livré les rebelles à une dictature militaire qui aujourd'hui les traîne et les broie jusqu'au dernier sous sa meule. C'est la puissance et le danger du despotisme militaire : il enfonce si profondément ses griffes dans le corps du peuple que rien ne peut lui faire lâcher prise et l'empêcher de boire jusqu'à la dernière goutte de son sang. Vainement tous les citoyens seraient-ils ligués mentalement pour l'abattre; chacun est enchaîné dans les liens de fer de la discipline, et opprimé lui-même pour servir d'instrument à l'oppression du voisin. Tout un peuple alors marche à sa ruine avec l'énergie désespérée d'une armée que l'on fait combattre sous la menace de la mitraille.

Les gens du sud se sont vantés de leur désintéressement dans la

question présidentielle. — Peu nous importe, disaient-ils, que Lincoln ou Mac-Clellan soit élu. Mieux vaut même Lincoln, avec qui nous pouvons compter sur la guerre à outrance et n'avons pas à craindre la honte d'une paix servile. — En revanche le vice-président Stephens écrivait la veille de l'élection une lettre singulière, où il exposait avec une franchise inaccoutumée les raisons qu'il avait de souhaiter que Mac-Clellan fût élu. La neutralité des nations européennes était, disait-il, due à leur infatuation ridicule sur la question de l'esclavage. Que Mac-Clellan fût élu président des États-Unis et leur offrît l'union avec l'esclavage, aussitôt les puissances de l'Europe, dégagées de leur respect humain incommode, s'empresseraient de les reconnaître et de leur prêter appui.

Quel patriote sincère peut reculer maintenant? Quel Américain dévoué à son pays peut renoncer à l'abolition de l'esclavage, quand, de l'aveu même de l'ennémi, c'est la puissance de cette idée qui fait la force du nord et lui vaut le respect de l'Europe? Veut-on savoir le secret des progrès rapides de l'opinion abolitioniste, on n'a qu'à écouter les gens du sud. Depuis quatre ans, tous leurs actes, toutes leurs paroles tendent au succès de la doctrine même qu'ils combattent. Je comprends M. Wendell Phillips et ces hommes d'une idée, lorsqu'ils souhaitent que le parti Davis l'emporte à Richmond sur le parti Brown, et que la confédération reste aux mains des plus implacables : les extrêmes de l'esclavage donnent la main, sans le savoir, aux extrêmes de l'abolition.....

Les nouvelles d'Europe nous apportent les échos de la colère suscitée dans la presse anglaise par la capture, déjà ancienne, du corsaire confédéré la *Floride*, le même qui vient d'être coulé par un transport fédéral au moment où il mouillait dans la rade de Hampton-Roads. Le 6 octobre 1864, le capitaine Collins, commandant le vaisseau *Wachusetts*, se concerta avec M. Wilson, consul des États-Unis, pour saisir la *Floride* à main armée dans les eaux neutres du port brésilien de Bahia. Le peuple furieux aurait, dit-on, tué le consul sans la protection du gouvernement brésilien, qui n'en a pas moins demandé réparation de l'outrage. Le gouvernement fédéral l'aurait bien accordée; mais l'arrogance nationale, comme jadis dans l'affaire du *Trent*, se révoltait contre toute raison. La presse flétrissait d'avance les humbles démarches qu'on n'avait pas faites; les *copperheads* insinuaient, non sans une joie secrète, que la perte de la *Floride* pouvait bien tourner en définitive à l'avantage des confédérés. Il était bien difficile à M. Seward d'offrir autre chose au Brésil que des excuses verbales : au point où en étaient les choses, la restitution de la prise aux confédérés était devenue humiliante et impossible. C'est alors qu'une merveilleuse intervention de la Providence coupa court au différend par la des-

truction opportune du corps même du délit : la *Floride* fut coulée dans son mouillage, et le cabinet de Washington put sans embarras envoyer au cabinet de Rio-Janeiro ses excuses et ses regrets.

Il y a dans cette affaire deux questions distinctes : celle de la légalité et celle de la justice. Les Américains éclairés avouent eux-mêmes qu'il n'était pas plus légal de s'emparer de la *Floride* dans le port de Bahia que de saisir à bord du *Trent* les envoyés des rebelles. J'admets encore que les procédés de l'agression, la complicité du consul, enfin cette façon peu fière de sortir d'embarras en invoquant le *deus ex machinâ* d'un naufrage, ne font pas grand honneur aux États-Unis; mais ici doivent s'arrêter les reproches.

Il a plu aux gouvernemens d'Europe, et à quelques gouvernemens d'Amérique à leur exemple, de reconnaître l'autonomie des rebelles comme belligérans : ils avaient leurs raisons; mais, aux yeux du gouvernement des États-Unis, les confédérés ne peuvent pas être un peuple à qui l'on fait la guerre suivant les règles du droit des gens : ce sont des rebelles et des traîtres poursuivis par la loi. La saisie d'un de leurs navires n'est point un acte de piraterie, c'est au contraire un acte de justice. Le Brésil, dont on a violé la neutralité, a certainement le droit de se plaindre ; mais quand l'Angleterre feint de vouloir relever le défi au nom de la justice outragée, elle devrait avoir devant les yeux sa propre conduite. Ce qu'elle reproche aux États-Unis, elle l'a fait cent fois peut-être dans le cours des cent dernières années. Un homme d'état versé dans l'histoire maritime et diplomatique, mêlé lui-même à la direction des affaires étrangères, a fait le recueil des nombreux actes de violence que la force de l'Angleterre a revêtus de l'apparence du droit. Et aujourd'hui encore, sous le couvert de sa neutralité, n'est-ce pas elle qui fournit des vaisseaux et des armes aux pirates rebelles? La *Floride* a été construite, armée, équipée dans un port anglais : elle n'a jamais jeté l'ancre dans un port confédéré. Il y a deux mois, cinq cent mille Anglais insultaient les Américains par une adresse publique, sous prétexte de leur prêcher la concorde; un peu plus tard, ils organisaient des souscriptions, des ventes au profit des confédérés, cette foire de Liverpool qui avait pour but déclaré le soutien de la rébellion. Aujourd'hui ils demandent qu'on leur permette d'envoyer leurs agens porter des consolations et des aumônes, et qui sait? fomenter peut-être la révolte parmi les prisonniers rebelles. En vérité, la mesure est comble, et ces Anglais, que révolte si fort l'orgueil des Américains, devraient se souvenir qu'en fait d'arrogance ils sont leurs aînés et leurs maîtres.

14 décembre.

L'autre jour je rencontrai le juge R..., qui me dit : « Partez-

vous avant mardi? Il y aura ce jour-là un grand *meeting* de la *commission sanitaire* auquel assisteront tous les hommes distingués de Boston, M. Everett en tête. Le gouverneur Andrew présidera. » Alléché par cette promesse, je cours hier soir au Tremont-Temple, incertain d'y trouver place. D'abord la grande *hall* était à peu près vide : j'y trouvai tout au plus un ou deux mille personnes. L'organiste nous servait l'introduction obligée de tous les *meetings*, le chœur de *Judas Machabée*, car Boston est une ville artiste, où la musique est en honneur. Bientôt les dignitaires débouchent sur la plate-forme déserte, — une vingtaine de figures ennuyées et frileuses, enveloppées dans leurs manteaux, qui viennent occuper le dernier rang des gradins. Point d'Everett, point d'Andrew. M. Quincy présente au public comme président M. Charles Loring, qui ouvre la séance par un discours correct, sympathique, facile. Après lui, M. Dana se lève et avec plus de froideur encore entonne à peu près la même antienne. Pour varier un peu le thème, il entreprend de prouver doctement comme quoi l'institution fait plus de bien que le gouvernement n'en pourrait faire, et passe une demi-heure à terrasser l'objection que personne ne lui faisait. Puis un petit jeune homme monte à la tribune, un cahier à la main, pour expliquer les détails de l'administration dont il est l'agent. Je me suis tenu pour satisfait, et j'ai gagné la porte, ayant appris que la commission sanitaire fournissait des soins, des vivres, un abri aux soldats malades ou blessés, qu'elle leur envoyait des provisions au camp, et tenait régulièrement de gros livres de comptes-rendus statistiques où la médecine et l'administration pouvaient puiser des renseignemens précieux (1). J'avais entendu dire aussi que c'était le génie des institutions américaines qui voulait que ces œuvres de bienfaisance fussent librement entreprises en dehors du gouvernement, et que c'était la gloire du peuple américain que cette spontanéité à concevoir et à organiser les choses utiles : leçon que je savais d'avance et que j'aurais pu réciter tout seul.....

Il y a longtemps que je ne vous ai parlé de la guerre. Sherman était dernièrement près de Savannah, après avoir fait tomber Augusta, Macon, Milledgeville, et achevé une campagne hardie qui rompt avec les lenteurs accoutumées de la stratégie américaine. Les journaux de Richmond annoncent qu'il est près de la mer (ils ne veulent pas dire où), en face d'une armée confédérée et sur le point de combattre. Voilà donc la confédération coupée en deux. Malgré l'incertitude des bruits qui courent, j'augure bien de cette campagne, et voici pourquoi : l'armée de Sherman est une ar-

(1) Voyez, sur la commission sanitaire, la *Revue* du 15 août 1865.

mée de vétérans aguerris, et celle qu'on lui oppose est composée de milices levées à la hâte et volées, suivant l'expression mélodramatique du général Grant, « au berceau et à la tombe. »

Nashville est en revanche assiégée, mais personne ne s'en émeut dans ce pays, où la guerre est devenue une maladie chronique. Les journaux font de curieuses descriptions de la capitale du Tennessee : jamais, paraît-il, ne s'y est pressée plus grande foule d'étrangers et de spéculateurs. Les rues sont vivantes, le commerce régulier et tranquille, les hôtels bourrés de monde; les logeurs recueillent la pluie d'or et souhaitent l'éternité de la guerre civile, tandis qu'à trois milles de là les deux armées échangent des coups de canon. Curieux exemple à notre époque de cette existence incertaine des républiques de l'antiquité et des cités du moyen âge, toujours menacées, toujours à la veille du pillage et de la ruine, mais faites au danger et étrangères à ces terreurs pusillanimes qui font plus de mal encore que la guerre!

Le congrès est d'un calme profond. Au sénat, M. Wilson propose d'affranchir, dans les états demeurés fidèles à l'Union, les femmes et les enfans des soldats noirs. M. Sherman fait voter la construction de cinq *revenue-cutters*, en réalité cinq petits vaisseaux de guerre, pour protéger la frontière des lacs autant contre le brigandage que contre la contrebande. Enfin, chose plus importante, la chambre des représentans vote à vingt voix de majorité une loi générale sur les faillites, qui va venir à l'étude au sénat.

L'événement grave du jour est l'acquittement des *raiders* de Saint-Albans par la cour criminelle de Montréal. Vous vous rappelez les étranges hésitations des autorités canadiennes à mettre en jugement les coupables. Cette question judiciaire était en même temps une affaire d'état. M. Cartier, ministre de la justice, était venu lui-même à Montréal pour s'entendre avec la cour et lui donner les instructions du cabinet. Les débats s'ouvrent après un mois d'attente : dès la première audience, sans même entendre les parties plaignantes, le juge Coursol donne raison à l'avocat des prévenus. Sous prétexte que l'affaire implique une question internationale et qu'en matière d'extradition le mandat d'arrêt doit porter, pour être valable, la signature du gouverneur-général, il se déclare incompétent et ordonne la mise en liberté des prisonniers. En vain les avocats protestent, en vain l'avocat de la reine fait observer lui-même que sans doute on a mal compris la décision du juge, et qu'il ne peut, sous ce prétexte, prononcer un acquittement général sur les six chefs de l'accusation, lorsque la cour n'a présentement à décider que sur un seul : le juge s'emporte, se plaint que sa décision soit contestée, en ordonne l'immédiate exécution, et les brigands prennent la clé des champs aux applaudissemens de la foule.

Alors les plaignans s'adressent à un autre juge, obtiennent un nouveau *warrant*. Ils cherchent le *high constable*, ils ne le trouvent point. Le chef de la police, deux fois sommé de leur prêter main-forte, demande du temps pour réfléchir. L'argent même, l'argent volé dans la banque est rendu aux brigands sur l'ordre du juge, et quand le *high constable* reparut enfin, on avait perdu la trace des fugitifs. Voilà ce qui s'appelle escamoter la justice. C'est là une folie dont les Canadiens pourraient bien, avant peu, porter la peine. En vérité le gouvernement de Washington est bien doux, s'il ne met pas la main sur la poignée du sabre. Le sentiment national se soulève avec une puissance menaçante et inattendue. C'est l'Angleterre qu'on accuse de faire de ses colonies le quartier-général des brigands rebelles. Les pirateries de l'Océan et celles du lac Érié, l'armement des corsaires confédérés dans les eaux britanniques et celui des *raiders* sur le sol britannique, ont un air de famille singulier. On se répète que le moment est venu de donner une leçon exemplaire à ce petit Canada qui vient donner le coup de pied de l'âne à l'aigle malade, et que ce gros lion anglais hypocrite qui l'encourage dans son insolence demande aussi quelques boulets des *ironsides* américains. Si lord Monck et son patron Palmerston ne réparent pas l'outrage, c'est une déclaration de guerre à l'Amérique. Ils comptent peut-être sur ses embarras intérieurs; mais qu'on y prenne garde, le taureau pris par les cornes peut encore lancer par derrière une ruade qui mette en pièces l'union canadienne et son fragile édifice à claire-voie.

15 décembre.

Nous vivons sous la neige. Boston, avec son manteau de frimas, ses innombrables traîneaux et ses bruits de clochettes, ne s'attriste pas avec l'hiver. Le froid pur et mordant de ce climat pique les oreilles, le nez, les lèvres, rougit et bleuit le visage; mais il n'a rien de cette saleté lugubre, brumeuse et boueuse de nos hivers européens. Je comprends qu'on préfère cette uniformité de froidure aux continuels changemens de notre ciel. Je vais d'ailleurs descendre vers le sud, et je n'ai plus qu'une journée à demeurer ici. Je pars samedi pour le pays des *shaking-quakers*, ces derviches dansans, qui sont en même temps, de par la loi religieuse, communistes, buveurs d'eau et célibataires. Je sanctifierai le dimanche en leur compagnie, et je serai lundi à New-York.

On m'avait beaucoup parlé de la tristesse puritaine de Boston, et les New-Yorkais, qui détestent jusqu'à l'ombre de la ville rivale, m'y avaient prédit un rapide ennui. Jusqu'à présent je ne m'y suis pas trouvé un seul instant inoccupé. Sauf l'opéra, qui lui manque, l'*Athènes américain* offre de bien autres ressources que cette cohue

d'émigrans et d'agioteurs qui s'intitule orgueilleusement la métropole. Ici est le véritable centre de la civilisation américaine : c'est d'ici que l'intelligence rayonne et se répand sur ce peuple inachevé. Je comprends que les Bostoniens tiennent à honneur le nom de *Yankees*, et je suis très sincère quand je leur dis que je divise l'Amérique en couches dont l'intelligence et la moralité décroissent en raison inverse de la distance où elles sont de la Nouvelle-Angleterre. Un regard plus long et plus attentif sur leur société ne modifie en rien la première impression qu'elle m'a faite. Ce petit coin du globe est un modèle pour le monde entier, et si les mœurs, les institutions, les lumières du Massachusetts doivent, avec le temps, pénétrer jusqu'aux couches récentes de la formation humaine du Nouveau-Monde, il faut bien augurer et de la démocratie et de l'Amérique.

Il y a deux choses qui manquent en général aux institutions américaines, parce qu'elles sont ennemies du pouvoir populaire : la stabilité et l'autorité. Le suffrage populaire, avec ses hasards et ses caprices, est l'unique puissance devant laquelle toutes les autres sont abaissées. La loi même qu'il a faite plie à son gré, et si dans certaines grandes manifestations nationales il montre une discipline vraiment imposante, c'est qu'il s'organise lui-même et renonce pour un temps à l'anarchie, qui est sa loi; mais il faut que ses masses pesantes soient soulevées par quelque grand sentiment patriotique. Dans le détail des affaires et dans le gouvernement de tous les jours, il revient au désordre, qui est sa condition naturelle. On peut attendre de lui ces mouvemens irrésistibles qui impriment une direction générale à la politique du pays; il n'en faut attendre aucun ordre pratique, à moins que d'anciennes traditions et une longue habitude n'aient mis dans les lois un principe salutaire d'autorité.

Voilà la supériorité de la Nouvelle-Angleterre. Les générations s'y transmettent l'une à l'autre un héritage de principes respectés qui ont pris corps et pouvoir dans les lois. Le droit public, si vague et si indécis dans les sociétés mouvantes et mal jointes de l'ouest, est fixé ici par deux siècles de traditions. Le gouvernement, tour à tour si hardi et si faible, toujours si mal réglé dans ces républiques improvisées, où sa dépendance absolue du vote populaire est son unique frein, a ici ses attributions établies et ses limites certaines. Il règne dans son plan général une unité qu'aucune fantaisie locale n'ose braver ni rompre. Les pratiques administratives y sont régulières et irréprochables. Dans chaque *township*, les *aldermen* dressent et publient leurs budgets imprimés; les comptes-rendus des séances des corps municipaux sont exacts, détaillés, soigneusement tenus. La ville de Boston imprime autant de papier qu'un ministère. Les registres de l'état civil, ailleurs si négligés, sont ici tenus en double, comme en France, et chaque ministre ou chaque magistrat

envoie au chef-lieu du comté la copie des actes qu'il a dressés. Il n'y a pas jusqu'aux mutations, aux testamens, aux donations, aux contrats de vente, qui ne soient collationnés avec un soin merveilleux et copiés tous sur un registre monstre qu'on garde à Boston dans un édifice de granit et de fer, bâti tout exprès par l'état. — Le gouvernement n'est pas élu de toutes pièces, comme dans l'ouest, il est confié annuellement à un seul dépositaire qui choisit lui-même ses ministres et partage avec eux la responsabilité exécutive. Le gouverneur n'est pas inéligible après une ou deux années de pouvoir; il peut être réélu jusqu'à sept et dix fois. Je vous a dit comment la justice était organisée dans l'état de Massachusetts, et quelle autorité singulière lui donnait le double caractère, si rare dans une démocratie, de l'indépendance et de la durée. En un mot, cette démocratie est aussi conservatrice que libérale, et c'est ici que doivent venir ceux des admirateurs des institutions républicaines qui ont besoin de réchauffer leur enthousiasme.

Voyez combien l'origine des sociétés, comme celle des gouvernemens, pèse sur leur avenir. Que de jeunes branches sont venues se greffer depuis deux siècles sur le tronc vermoulu de la vieille colonie puritaine! Que d'élémens nouveaux et corrompus sont venus s'y mêler! Mais il y a dans sa constitution primitive quelque chose d'indélébile qui survit aux hommes, et comme une semence morale qui continue à croître dans la terre étrangère des générations nouvelles. C'est un foyer où l'on jette toute sorte d'alimens étrangers, mais d'où s'élève toujours la même flamme. Les barbares ont passé sur le monde romain sans le détruire : l'invasion des peuples modernes n'a pas étouffé le germe déposé sur cette côte déserte par les cent pèlerins de Plymouth.

Voulez-vous comprendre la société qui en est sortie, rappelez-vous seulement son origine. Ce n'est pas la soif du gain, ni la misère qui l'a formée; c'est le besoin de cette indépendance morale qu'on y respire encore aujourd'hui. Les premiers citoyens de la vieille république n'étaient point des affamés ni des émancipés de la veille, venant faire au hasard, avec leurs passions plus qu'avec leur raison, l'épreuve orageuse de la démocratie; c'étaient des hommes riches, éclairés, sévères, qui s'expatriaient pour être libres, et dont le premier soin, avant même de toucher la terre où leurs espérances bâtissaient l'Amérique future, était de proclamer ces principes qui sont encore la loi de leurs descendans. Ils arrivaient égaux, eux aussi, mais égaux d'aisance et de lumières, et non pas d'ignorance et de pauvreté. Rien ne pouvait les attirer sur cette plage sablonneuse, si ce n'est le besoin d'une solitude écartée du monde où rien ne troublât leur liberté. Tandis qu'aujourd'hui le flot

des races s'épand à travers les plaines fécondes de l'ouest sur d'immenses étendues qu'un jour civilise, les colons de la Nouvelle-Angleterre ont eu à lutter longtemps contre un sol aride, et le long effort de cet établissement laborieux n'a pas été inutile à la solidité de leur œuvre. Leurs descendans, au milieu du peuple nouveau qui les inonde, conservent encore la double suprématie de l'intelligence et de la richesse. L'ouest n'est pas pour eux un rival; c'est un chantier dont ils exploitent les produits en même temps qu'un débouché facile au trop-plein de leur peuple. Les Allemands, les Irlandais, y modifient sans doute profondément le caractère de la société; le gros cependant des populations de l'ouest, ou du moins la race qui domine dans cette mêlée confuse, appartient encore à la Nouvelle-Angleterre par son origine et par ses idées. Cette province est comme une pépinière dont les rejetons peuplent l'Amérique.

A vrai dire, les états de l'ouest n'en sont que les colonies : c'est la Nouvelle-Angleterre qui les a fondés. Eux-mêmes à leur tour font sa richesse; ce large écoulement toujours ouvert aux générations nouvelles est la raison principale de sa merveilleuse prospérité. Il empêche cette division des fortunes qui est chez nous une cause d'appauvrissement. Les terres ne se morcellent pas en autant de parts qu'il y a d'héritiers : il est d'usage de les laisser toutes à l'aîné. Les cadets vont, comme en Angleterre, chercher fortune aux contrées lointaines, le plus souvent planter leur tente dans les forêts du Nebraska ou les prairies du Kansas. Au lieu de s'encombrer, comme en Europe, jusqu'au jour où l'espace manque et où le trop-plein déborde, ils vont en avant, laissant le fruit de leur travail à ceux qui demeurent et ne permettant jamais aux ressources d'être devancées par les besoins. Ces hardis aventuriers deviennent bientôt des hommes de l'ouest: une fois sortis du pays natal, une fois en dehors du réseau de coutumes et de souvenirs qui les y environne, ils perdent l'esprit d'ordre et de légalité qui semble s'attacher au sol ancien. Le jour doit venir assurément où les peuples de l'ouest, établis plus à demeure sur leur terre enfin conquise, perfectionneront ce qu'il y a d'incomplet dans leur civilisation morale et d'improvisé dans leurs institutions politiques. En attendant, et pour longtemps encore, le nord-est conservera sur eux l'ascendant de sa supériorité. Dans ce grand corps agité de la civilisation américaine, les états de l'ouest sont comme les bras robustes qui le nourrissent de leur travail; New-York ressemble à l'estomac qui rejette ou digère les alimens des deux mondes. Quant à la Nouvelle-Angleterre, elle est la tête, le siége de l'intelligence et de la pensée.

ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE.

LA RUSSIE

DANS LE CAUCASE

FIN DE LA GUERRE DE CIRCASSIE ET DISPERSION DES TRIBUS TCHERKESSES.

I. *Pisma iz Tifliça* (*Lettres écrites de Tiflis*), par M. le général-major de Fadeief, publiées dans la *Gazette de Moscou* (*Moskovskisa Vidomosti*), 1864-65. — II. *Vospominania Kavkazkago ofitsera* (*Souvenirs d'un officier de l'armée du Caucase*) dans le *Rousskii Véstnik* (*le Messager russe*), 1864. — III. *The Circassian war, as beadring on the Polish insurrection,* London 1863. — IV. *Circassian Exodus,* suite d'articles insérés dans le *Times,* 1864. — V. *Correspondence respecting the regulations issued by Russian government in regard to the trade with the eastern coast of the Black Sea,* presented to the House of Commons by command of Her Majesty, 1863. — VI. *Papers respecting the settlement of the Circassian emigrants in Turkey,* 1864. — VII. *Rapport présenté au conseil de santé* (de l'empire ottoman) *dans la séance du 28 juin 1864* par M. le docteur Barozzi, chargé d'une mission sanitaire concernant l'émigration circassienne; Constantinople 1864.

Un an s'est à peine écoulé depuis le jour où l'empereur Alexandre II recevait de son frère et son lieutenant au Caucase, le grand-duc Michel, une dépêche venue du fond des montagnes de la Circassie, et que reproduisaient immédiatement les feuilles officielles russes. « Sire, écrivait le grand-duc à l'empereur le 2 juin 1864, je suis heureux de pouvoir offrir mes félicitations à votre majesté pour l'issue définitive de la glorieuse guerre du Caucase; il ne reste plus une seule tribu qui n'ait été soumise. Aujourd'hui, en présence des troupes réunies, un service solennel d'actions de grâces a été célébré. » Ce télégramme, que je transcris textuellement, a une signification toute particulière : il est le dernier de cette innombrable série de bulletins qu'a produits une lutte de plus d'un demi-siècle; il annonce un fait qui n'a pas été peut-être suffisamment apprécié dans ses causes et ses conséquences, mais qui est à coup sûr un des

plus considérables de l'histoire contemporaine. Ce fait est l'acquisition, par la Russie, d'une vaste contrée qui est pour elle, non point un simple accroissement de territoire, mais un nouvel élément de force et de grandeur, une position stratégique de premier ordre. Cette conquête embrasse en effet des pays où s'élevaient jadis de florissans royaumes, l'Arménie et la Géorgie, et au nord l'isthme du Caucase, qui commande à deux mers, débouchés des plus grandes artères fluviales de la Russie, la Mer-Noire et la Caspienne, et par ces deux bassins se relie d'un côté à la Méditerranée et à l'Europe, de l'autre à la Perse, l'Inde et tout le continent asiatique; boulevard formidable par les hautes montagnes dont il est entouré, et qu'un écrivain russe dans un sentiment d'orgueil national a nommé le Gibraltar de la Russie dans l'Orient.

La guerre du Caucase a été longue et sanglante, elle a coûté une somme énorme d'efforts, d'hommes et d'argent, dépensée avec une prodigalité persistante qui était déjà un indice de l'importance du but poursuivi; mais d'autres préoccupations, en se succédant sans discontinuité, entraînaient ailleurs l'attention de l'Europe, indifférente à des événemens considérés comme sans connexion avec le mouvement des affaires générales, sans influence possible sur ses destinées futures. De toutes les puissances occidentales, aucune, si ce n'est l'Angleterre, ne fut conduite à soupçonner que l'intérêt commun était en jeu ou en danger. Et cependant, il y a trente ans, un autre écrivain, placé par sa nationalité dans un camp tout opposé à celui de l'auteur russe que nous venons de citer, sir John Mac Neil, ancien ambassadeur de l'Angleterre en Perse, à qui est dû un ouvrage justement estimé sur les progrès de la Russie en Orient, en apprenant d'un témoin oculaire cette marche ascendante dans le Caucase, manifestait déjà ses appréhensions, et par une sorte d'intuition de l'avenir, « ceci, disait-il, dérange l'équilibre des pouvoirs politiques dans le monde (*this alters the balance of power throughout the world*). » L'Angleterre, si jalouse de ses possessions asiatiques, n'eut l'intelligence de cette situation que tardivement, par le traité d'Andrinople (1829), qui cédait à la Russie la côte orientale de la Mer-Noire, et qui éveilla ses susceptibilités. En France, le Caucase était encore un pays tout à fait ignoré, au moins politiquement parlant, au moment où il eût été le plus nécessaire de le connaître, à l'époque de notre expédition de Crimée. On voit par la correspondance du chef de cette expédition, le maréchal de Saint-Arnaud, que, lorsqu'en 1854 il séjournait à Varna, il hésita un instant entre l'attaque de Sébastopol et une descente sur la côte de Circassie, et qu'il avait fait étudier sérieusement le second de ces deux projets. Avec de simples notions sur la topographie de ce pays

de montagnes, l'insalubrité de la côte, l'état d'anarchie et de décomposition dans lequel étaient tombées les tribus tcherkesses, sur leurs préjugés et leur haine instinctive contre tous les ghiaours (1) ou chrétiens indistinctement, il eût été facile de comprendre que ce projet était impraticable, et il faut croire que le maréchal en fut détourné par de meilleures inspirations. Celui qui en avait conçu l'idée et qui la lui avait suggérée et rendue séduisante était un chef montagnard qu'il nomme Naïb-Pacha (2), personnage dans lequel il est aisé de reconnaître un certain Méhémet-Amin, agent de Schamyl dans le Caucase occidental, et en même temps prêt à se vendre à qui aurait voulu l'acheter, homme fourbe et astucieux, qui à force d'intrigues était parvenu à s'imposer à quelques tribus, mais dont l'influence assez bornée ne lui permettait de réaliser aucune des promesses magnifiques dont il se montra prodigue (3). Dans les conférences qui eurent lieu entre lui, les cavaliers, au nombre de cinquante, qui l'accompagnaient, et nos officiers, il paraît que leur langage finit par inspirer quelque défiance; le maréchal en revint à sa première conception stratégique, et son bon sens préserva notre armée des risques où elle allait être précipitée.

Les événemens ultérieurs ne firent que confirmer cette première impression, car, pendant les deux années que les alliés passèrent en Crimée, les montagnards, qui auraient dû accourir à eux comme vers leurs vengeurs et leur appui naturel, ne bougèrent pas; non-seulement aucune coopération ne nous vint de leur part, mais il fut impossible de nouer avec eux des relations utiles et suivies, et toute idée de descente sur la côte de Circassie fut abandonnée.

(1) Littéralement, *ignorans*, et, par extension et dans un sens usuel, *idolâtres, païens* ou *infidèles*.

(2) Ce nom, que le maréchal Saint-Arnaud prend pour un nom propre, n'est autre que la réunion de deux titres, *naïb* ou lieutenant comme représentant de Schamyl, et *pacha*, qui est une appellation appartenant exclusivement à la hiérarchie ottomane. Le dernier de ces deux titres n'avait jamais été conféré, que je sache, à Méhémet-Amin, et était probablement usurpé.

(3) « L'autre projet, écrivait le maréchal Saint-Arnaud à la date du 27 juillet, a son mérite; il présente de bons résultats sans faire craindre aucune mauvaise chance qu'une absence de vingt jours de Varna. Il consiste à aller se jeter sur Anapa et Soudjac-Kalé, qui sont défendus par vingt mille Russes que l'on peut cerner et prendre. J'attaque Anapa et Soudjac-Kalé en même temps, double débarquement au nord et au sud; j'ai fait reconnaître la plage et les forts; rien de plus aisé, surtout avec les préparatifs que j'ai faits pour Sébastopol et qui me serviraient. De plus, ce qui rend l'affaire fort importante au point de vue politique, le lieutenant de Schamyl, Naïb-Pacha, est ici à Varna avec cinquante chefs circassiens. Il vient m'offrir, si je descends en Circassie avec une armée, de soulever toutes les tribus et de mettre à ma disposition quarante mille fusils pour couper la retraite aux Russes et les détruire. C'est bien tentant. » Naïb-Pacha et ses compagnons furent magnifiquement accueillis, et le maréchal, pour leur faire honneur, ordonna une revue des régimens de cavalerie campés à Varna.

Chez nos voisins d'outre-Manche, qui partagent avec la Russie l'empire de l'Asie, l'occupation du Caucase par cette dernière puissance offre un intérêt immédiat qui ne saurait exister en France ni nulle part ailleurs. Pour la masse de la nation britannique et pour le commun des esprits, cet intérêt se traduit en une crainte vague, mais facile à s'exalter, des dangers que suscite ou que suppose chaque pas que fait la Russie vers les frontières de l'Inde anglaise. Pour le petit nombre, hommes d'état ou publicistes, familiarisés avec les questions de la politique extérieure, ce sentiment, sans être moins vif, est raisonné sans doute et éclairé par l'étude et la méditation; mais jusqu'ici il ne s'est point étendu au-delà de l'horizon assez limité d'un certain nombre de faits d'un caractère exclusivement national. On peut s'en convaincre en relisant aujourd'hui les documens diplomatiques publiés par le gouvernement anglais et le compte-rendu des débats qui eurent lieu dans la chambre des communes en 1863 au sujet des entraves mises par la Russie aux relations de la marine marchande des neutres avec les Tcherkesses, et en 1864 à propos de leur émigration en Turquie. On y voit que cette guerre du Caucase n'est envisagée au-delà du détroit que sous un point de vue commercial, borné au littoral oriental de la Mer-Noire, et que la portée politique et la valeur historique de la question sont à peine comprises ou du moins indiquées. Les argumens émis en 1837, lors de la fameuse affaire du *Vixen*, ont été reproduits en cette dernière occasion, presque dans les mêmes termes, en sorte que l'on est autorisé à dire que, depuis trente ans bientôt, cette discussion n'a pas fait un pas dans le pays qu'elle touche de plus près. Pour être approfondie et concluante, elle doit s'appuyer sur d'autres élémens qu'il n'est pas permis de négliger, ceux que fournissent les témoins oculaires et actifs des événemens contemporains et les renseignemens rétrospectifs de l'histoire. Il faut une connaissance suffisante du développement interne par lequel est passée la Russie, au moins depuis l'époque où elle s'affranchit du joug mongol, au xve siècle, des exigences que lui crée sa situation géographique comme puissance à la fois européenne et asiatique, et du mouvement d'expansion qui l'emporte jusqu'aux limites extrêmes où elle aspire à trouver son assiette naturelle et définitive. Ce n'est que par une vue nette de cet ensemble de faits que l'on peut se former une idée des causes qui ont déterminé la conquête du Caucase et de la valeur que cette possession représente pour la Russie.

Les annalistes russes ont enregistré les relations tantôt hostiles, tantôt pacifiques, des grands-ducs et des tsars de Moscou avec les populations de la partie septentrionale de l'isthme caucasien. Jean III

epousa la fille du chef de l'une des tribus les plus considérables, une princesse cabardienne; mais ce n'est que du commencement du siècle actuel que datent les tentatives faites dans une pensée de conquête définitive et de domination permanente. Quelques années auparavant, Catherine II avait préparé la réalisation de ce plan par l'établissement d'une ligne de colonies militaires formée des contingens fournis par les Cosaques du Don et de la Mer-Noire. Ces colonies s'étendaient par une suite de postes avancés, et comme une barrière continue, au nord de l'isthme, depuis la Mer-Noire jusqu'à la mer Caspienne, tout le long du Kouban et du Térek, fleuves désignés comme limites de la Russie et de la Turquie par le traité de Kutchuk-Kaïnardji. Le dernier souverain de la Géorgie, le faible et inhabile George, accablé par les incursions des montagnards, Lesghis et Awares, par les attaques des Persans et des chefs musulmans, ses voisins, et voyant son royaume dans la désolation et la détresse, en fit don à l'empereur Paul Ier par son testament en date du 20 décembre 1800. L'année suivante, le successeur de Paul, Alexandre Ier, déclarait, dans un manifeste adressé à la nation géorgienne, qu'il acceptait le legs du prince géorgien: mais cette cession, comme celle que fit la Porte à la Russie du littoral oriental de la Mer-Noire par le traité d'Andrinople, n'était rien moins qu'un don gratuit, un héritage sur lequel il n'y avait qu'à étendre la main pour le recueillir. Ces pays, livrés à d'incessantes invasions et au brigandage, et par suite au désordre et à la misère, semblaient une proie que les nations environnantes se disputaient tour à tour pour la saisir ou la déchirer. Partout aux alentours s'offrait un spectacle non moins terrible et affligeant. Au sein des montagnes vivaient, comme dans un repaire inaccessible, les hordes féroces ou barbares des Lesghis, des Awares, des Tchetchenses et des Tartares. Les plaines de l'Arménie, contiguës à la mer Caspienne, étaient divisées en une foule de petites principautés, dont les chefs, presque toujours en rivalité, ne cessaient de se combattre les uns les autres que pour tomber sur les chrétiens. L'Arménie persane et turque était courbée sous la tyrannie de serdars ou de pachas affectant une sorte d'indépendance vis-à-vis du pouvoir central, et que n'arrêtait aucun excès, aucune cruauté. Dans le sud campaient les Kurdes, population de pasteurs belliqueux et turbulens, toujours disposés au pillage et à un coup de main sur leurs voisins, tandis que dans la partie occidentale de l'isthme caucasien les Tcherkesses, embusqués derrière leurs rochers, y maintenaient leur fière et sauvage liberté.

La Russie avait donc tout à faire pour prendre possession des contrées dont elle avait obtenu la cession plutôt nominale que réelle;

le relief du sol hérissé de hautes et âpres montagnes, la bravoure indomptable des habitans, les rigueurs d'un climat terrible surtout pendant l'hiver, la difficulté de pourvoir aux besoins et à la subsistance d'une nombreuse armée, tels étaient les obstacles qu'il fallait vaincre et qui ont été surmontés par des efforts persévérans et une énergie de volonté que rien n'a pu lasser. La conquête a marché d'un pas quelquefois ralenti, mais toujours sûr, et lorsque enfin dernièrement le succès l'a couronnée, il y avait soixante-trois ans qu'elle avait commencé. Des guerres conduites pendant un aussi long espace de temps, avec des vues d'agrandissement aussi vastes, aussi fermes, ne se rencontrent dans l'histoire d'aucun des peuples modernes; il faut, pour en retrouver des exemples, remonter aux époques de la liberté et de la grandeur romaines. Et cependant dans le cours de cette période combien d'événemens sont survenus qui ont attiré ailleurs l'attention, l'activité et les forces de la Russie, qui lui ont suscité des embarras et des dangers! Et d'abord sa lutte avec la Turquie en 1807, sa coopération aux grandes guerres continentales contre notre premier empire, marquées par les échecs qu'elle subit à Austerlitz et à Friedland, notre invasion de 1812, poussée jusqu'au cœur du territoire moscovite, sa participation aux coalitions de 1813 et 1814 dirigées contre nous, ses campagnes victorieuses de 1828 et 1829 contre la Perse et la Turquie, et en dernier lieu sa lutte contre la France, l'Angleterre, la Sardaigne et la Turquie réunies en Crimée! Au moment de cette dernière lutte, Schamyl était encore puissant et redoutable dans le Daghestan oriental; à l'ouest, les tribus tcherkesses avaient à peine été entamées. Les opérations actives de l'armée du Caucase furent alors suspendues; mais pas un des deux cent mille hommes qu'elle comptait ne put en être détaché, tant les montagnards restaient forts et menaçans, tant la partie engagée contre eux présentait encore des chances incertaines et inquiétantes. La conclusion de la paix de Paris et la nomination du prince Bariatinskii au commandement supérieur des provinces caucasiennes furent le signal de la reprise des hostilités. Abattu par plusieurs défaites successives et épuisé par la résistance si inégale qu'il avait soutenue pendant vingt-cinq ans, Schamyl dut céder et se rendre à discrétion. Le Caucase oriental, sur lequel s'étendait son pouvoir, fut incorporé à l'empire en recevant une nouvelle organisation sous le nom de *province du Terek* (*Terekskaïa oblast*).

Dans un précédent travail, j'ai conduit mon récit jusqu'à la captivité de l'imâm (1); il me reste à raconter les événemens qui l'ont

(1) Voyez sur les événemens antérieurs à la captivité de l'imâm la *Revue* du 15 juin 1860, du 15 avril et du 15 mai 1861.

suivie, la campagne entreprise contre les Tcherkesses, leur soumission et l'asservissement du Caucase tout entier. Isolés et abandonnés des autres tribus, cernés d'un côté par les Cosaques de la ligne, de l'autre par les troupes de l'armée régulière, désunis entre eux, sans chefs, sans direction, ces intrépides montagnards ont pu cependant tenir tête durant quatre ans à des forces écrasantes. Dans ce duel engagé entre eux et un adversaire abhorré, leurs bras affaiblis étaient soutenus par le sentiment qui met en jeu le plus énergique ressort de l'homme, le désespoir du moment suprême. Ils savaient d'avance le triste sort qui leur était réservé : quitter le sol natal, leurs foyers, la terre de leurs ancêtres, pour aller s'établir dans une autre partie du Caucase sous la surveillance des Russes ou bien émigrer en Turquie. Plus malheureux mille fois que leurs frères du Caucase oriental, qui, forcés d'accepter le joug étranger, avaient du moins conservé leur patrie et leurs propriétés, les Tcherkesses, en perdant tout ce qui leur était cher, n'avaient d'autre choix que l'internement ou l'exil, cruelle alternative, nécessité fatale de la conquête, que le vainqueur lui-même ne pouvait leur épargner, et qui a causé toutes leurs calamités. C'est alors qu'ils s'acheminèrent en masse vers la Turquie; leur départ, précipité par une panique générale et semblable à un débordement subit et imprévu qu'aucun effort humain ne peut contenir ni diriger, s'accomplit dans les plus effroyables conditions que l'on puisse imaginer. Lamentable odyssée d'un peuple tout entier! ces infortunés, décimés par le fer des Russes et par des maladies épidémiques, souffrant du dénûment et de la faim, pareils à des enfans incapables de se protéger eux-mêmes, sont allés s'abattre sur le territoire ottoman, où des maux bien plus grands encore les attendaient, et qui pour le plus grand nombre d'entre eux est devenu un tombeau.

I.

Avant de commencer le récit des dernières convulsions et de la chute de la nationalité tcherkesse, il nous faut d'abord jeter un coup d'œil sur les lieux qui en furent le théâtre et dire les révolutions intérieures qui préparèrent cette grande catastrophe. Si l'on remonte à travers l'isthme du Caucase, sur une étendue de 200 verstes environ, en suivant le cours du Kouban depuis son liman dans la Mer-Noire, un peu au-dessous du détroit de Kertch, jusqu'au point où ce fleuve s'infléchit tout à coup en se dirigeant vers le mont Elbrouz, son berceau, on obtiendra les deux côtés d'un triangle équi-

latéral, ayant pour base le littoral de la Mer-Noire depuis Anapa jusqu'à Soukhoum-Kalé. C'est cet espace, d'environ 3,000 verstes carrées, qui naguère formait le territoire des peuples connus sous la dénomination générale de Tcherkesses ou Circassiens, ou bien d'Adighés, comme ils se désignent eux-mêmes. Depuis leur expulsion, cette région a reçu dans la délimitation administrative de l'empire russe le nom de *province du Kouban* (*Koubanskaïa oblast*). Pour la magnificence et la grandeur pittoresque du paysage, cette région ne le cède en rien aux autres parties de l'isthme caucasien; elle l'emporte sur toutes par la fertilité de ses plaines basses, qui rivalisent avec les meilleures terres de la Russie. La chaîne du Caucase, dans sa direction du nord-ouest au sud-est, coupe en diagonale la Circassie, mais d'une manière très inégale. Le versant méridional, qui fait face à la Mer-Noire, descend brusquement vers le rivage, de manière à ne laisser qu'une étroite lisière entre la montagne et la mer. En certains endroits, ses derniers contre-forts surplombent les flots par leurs falaises abruptes, mais partout verdoyantes. Le versant opposé, celui du nord, présente un aspect tout différent; il s'incline par une suite de terrasses qui vont s'abaissant graduellement, pour s'effacer tout à fait dans une vaste plaine encadrée par le Kouban. Cette configuration orographique donne à la nature sur les deux versans un caractère particulier. Les innombrables cours d'eau qui s'échappent des flancs de la montagne affectent des deux côtés un régime tout différent. Des pentes étroites et raides qui sont tournées vers la mer, ils se précipitent à l'état de torrens impétueux qui découpent la côte en une infinité de petites criques, repaires ouverts à la contrebande et à la piraterie. Sur le versant septentrional, le contraste est frappant; ils se développent par un cours prolongé jusqu'au Kouban, en répandant sur les plaines basses un terrain d'alluvion d'une incomparable richesse de végétation. Ces milliers de rivières et de ruisseaux ont creusé autant de vallées où vivaient naguère les tribus tcherkesses, morcelées en une foule de communautés plus ou moins considérables, et sans lien d'agrégation entre elles. C'est dans ces anfractuosités, et au milieu de vastes et impénétrables forêts qu'étaient cachés leurs *aoûls* ou villages, réunion de quelques huttes aux murs de boue mêlée de branchages tissés. Sur les hauteurs s'élevaient, éparses çà et là, des habitations rurales ou fermes isolées (*khoutory*), autour desquelles on pouvait entrevoir quelquefois, dans une trouée du brouillard, le Tcherkesse paissant ses troupeaux, fièrement appuyé sur sa carabine à canon rayé. La position de ces *aoûls*, rendue presque inaccessible par la nature, était encore fortifiée par une sorte de rempart avancé construit avec des

abatis d'arbres et un assemblage de quartiers de roche, travail de défense exécuté grossièrement sans doute, mais assez solide pour arrêter toutes les attaques extérieures. Chacun de ces *aoûls* était une véritable forteresse capable de soutenir un siége régulier; l'agression fut donc aussi difficile et laborieuse que la défense fut opiniâtre et meurtrière.

Jamais peut-être dans aucun autre lieu du globe la main du Créateur n'a paré la nature de plus de beautés sublimes ou de plus de grâces; aucune contrée n'étale avec autant de profusion ces séductions qui attachent le cœur de l'homme au sol natal par des liens que rien ne peut rompre; aucune n'est plus propre à inspirer l'amour de l'indépendance, si chère au montagnard. Au-dessus des plaines limoneuses du Kouban, tapissées de prairies d'un vert tendre, s'élèvent les étages successifs de la montagne, recouverts du sombre manteau de leurs forêts séculaires, et plus haut, les dentelures de la grande chaîne, blanchies par la neige, immergées dans un océan de nuages ou se détachant sur l'azur du ciel.

Malgré l'imperfection relative de nos connaissances ethnographiques sur les peuples disséminés dans la zone dont je viens de tracer les limites, on peut les rattacher avec certitude à deux souches principales: les Abazes ou Abkhazes, habitant vers le sud, que les écrivains de l'antiquité ont très bien connus et décrits, et les Tcherkesses ou Adighés. C'est de l'Abkhazie, pays moitié musulman et chrétien, que sont sorties les tribus qui, remontant vers le nord et se répandant dans les vallées du voisinage, y ont rencontré les Tcherkesses, avec lesquels ces tribus se sont mêlées ou sont restées limitrophes. D'après les traditions des Tcherkesses, ils occupaient autrefois des demeures plus éloignées vers le nord, d'où ils ont été refoulés par des populations de race mongole ou tartare au-delà du Kouban et tout le long de ses rives.

Dans ces derniers temps, quatre tribus figuraient au premier rang comme les plus nombreuses et les plus puissantes; elles groupaient autour d'elles une foule de petits clans, vivant dans leur clientelle et sous leur protection, partageant tour à tour la fortune de celle de ces quatre tribus que les chances heureuses de la guerre, les événemens politiques ou d'autres circonstances investissaient de l'hégémonie. Ces quatre tribus principales étaient les Natoukhaïs, placés à l'embouchure du Kouban, dans les environs d'Anapa; — au-dessous d'eux, les grands et les petits Schapsougs, dans l'intervalle compris entre les fleuves Touaspe et Schapsougo, sur la côte; — les Abadzekhs sur le revers septentrional de la chaîne; — les Oubykhs vers le sud, tout le long du littoral. Cet ensemble de populations formait un total qui, au début de la dernière

guerre, en 1860, était de 445,000 âmes (1), suivant les calculs de M. le général de Fadeief. Ce nombre diffère assez sensiblement en moins de celui qu'énonce l'auteur des *Souvenirs d'un officier de l'armée du Caucase*, qui compte 128,800 individus de race abaze, et 500,000 Tcherkesses ou Adighés proprement dits, en tout 628,800. mais comme ces souvenirs, quoique publiés récemment, sont vieux d'une vingtaine d'années, il est probable qu'ils portent en ligne de compte des tribus qui postérieurement avaient fait leur soumission, et que par conséquent M. de Fadeief n'a pas dû énumérer parmi celles qui étaient hostiles au moment où la lutte commença. D'après les rapports qui semblent le plus exacts et qui sont le plus généralement admis, le nombre des combattans s'élevait de 60 à 65,000, ayant à faire face à une armée trois fois plus considérable, composée des meilleurs régimens du Caucase.

Pour compenser une infériorité numérique aussi marquée, les montagnards avaient, il est vrai, les avantages d'une forte position, presque inattaquable sur plusieurs points, au milieu des rochers et des forêts, dans des défilés ou sur des hauteurs abruptes, dans des lieux où la seule manière possible de combattre est la guerre de surprises et d'embuscades ou un système d'engagemens partiels. Cependant il existait une cause d'affaiblissement et de ruine qui avait usé en eux le principal ressort de la résistance, qui les rendait impuissans contre les chocs réitérés de masses disciplinées, et dont l'effet devait être inévitablement de les livrer dans un espace de temps assez court entre les mains de leurs ennemis. La désunion s'était introduite depuis cent cinquante ans environ dans la société tcherkesse, et, à l'époque où nous transportent ces derniers événemens, avait fini par la désorganiser entièrement. Jadis elle était régie par un gouvernement féodal qui maintint indissoluble pendant des siècles le lien fédératif qui unissait l'une à l'autre les différentes tribus. Chacune d'elles avait à sa tête une famille en qui le pouvoir était héréditaire, transmissible de l'un de ses membres à l'autre, sans passer directement de père en fils, et qui avait sous sa

(1) Voici comment ce nombre est décomposé par l'écrivain russe :

Abadzekhs	140,000
Grands et petits Schapsougs	120,000
Natoukhaïs	60,000
Mokoschs, Egheroukhaïs, Temirgoï, Besleneï, Cabardiens libres, Hatoukhaïs	40,000
Bjedoukhs	30,000
Oubykhs	25,000
Abazes des deux versans de la chaîne	30,000
Total	445,000

dépendance toute une hiérarchie de vassaux nobles (*ouzdens*), dont l'influence et le crédit étaient en raison de l'étendue de leurs terres et du nombre de leurs serfs. Cette société, constituée à la manière patriarcale, n'avait point de lois écrites; elle obéissait à l'*adat* ou la coutume, ensemble de prescriptions orales basées sur des usages traditionnels dont les vieillards étaient les gardiens et les interprètes. De toutes ces prescriptions, la plus importante était celle que l'on appelait *la loi du sang* ou la vendetta légale, seule garantie, chez ces barbares, du respect de la vie humaine.

Cette forme de république aristocratique contrastait avec la constitution radicalement démocratique des tribus du Daghestan et de la Tchetchenia, et cette différence est essentielle à noter, parce qu'elle a déterminé le caractère particulier et l'issue très diverse de la lutte chez les deux groupes de montagnards. Ceux du Caucase oriental ne reconnaissaient d'autre niveau que celui de l'égalité la plus absolue, tous avaient en principe et de fait les mêmes droits, le même rang social; la part d'autorité qu'ils confiaient à un conseil éligible, choisi parmi les anciens de la tribu, n'était qu'une délégation restreinte et temporaire. C'est cette organisation unitaire qui permit à des hommes de la trempe de Gazi-Molla et de Schamyl de s'imposer à ces peuples comme les représentans d'une autorité qui avait sa source dans le ciel, et en leur parlant comme les envoyés de Dieu de les entraîner tous à la guerre sainte (*ghazaouat*) contre les ghiaours russes, de les réunir dans un sentiment commun d'amour de l'indépendance et de haine contre l'étranger qui prétendait leur dicter des lois. L'homme inspiré, l'homme de foi et de génie qui se révélait à eux comme apôtre, et qui justifiait sa mission par des succès militaires éclatans, devenait naturellement leur maître, et, comme Schamyl, un maître craint et vénéré de tous, contenant les dissidences et les rivalités de tribu à tribu et les intérêts particuliers sous sa volonté de fer, concentrant dans sa puissante main toutes les forces de la nation. Les vices de la constitution politique des Tcherkesses non moins que leur tiédeur religieuse, les haines entre familles et même entre tribus entières engendrées par la loi du sang, les dissensions et les désordres qui en furent la suite, l'absence de patriotisme au milieu de cette décadence universelle, s'opposaient à ce qu'il pût sortir de leur sein un chef fort de l'adhésion commune et auquel tous consentissent à s'abandonner avec cette confiance aveugle qu'inspirait Schamyl. A la voix de l'imâm, les tribus qui vivaient éparses dans les montagnes du Daghestan se sont transformées en une nationalité compacte et vivace, tandis que les Tcherkesses, chez lesquels ne se manifesta aucun homme d'un talent supérieur, avaient fini

par tomber peu à peu dans un état de fractionnement et de faiblesse. Aussi quatre années à peine ont suffi pour les vaincre et les disperser de tous côtés, tandis qu'il a fallu un quart de siècle et une lutte acharnée pour dompter les bandes disciplinées et aguerries de Schamyl. Ce n'est pas que les Tcherkesses le cèdent à ces derniers sous le rapport de la bravoure et des qualités militaires; ils ont fait leurs preuves devant l'ennemi. Aucun peuple peut-être ne l'emportait sur eux par l'élan personnel et l'héroïsme chevaleresque. Leur intrépidité dans les combats n'est pas moins célèbre que la beauté de leurs femmes.

Un écrivain qui a pris comme sujet d'études l'histoire et la géographie de la Circassie (1) a exposé dernièrement l'origine et les phases du mouvement qui s'opéra au sein des tribus tcherkesses et les fit passer du régime aristocratique à la démocratie, pour aboutir à l'anarchie et à la ruine. La féodalité, après avoir conservé pendant une très longue période son prestige et sa puissance, commença à décliner et ne sut plus se défendre contre les prétentions et les empiétemens auxquels elle fut en butte. Au lieu de s'absorber, comme chez nous en Europe, dans un pouvoir unique et central dont la royauté a été l'expression, elle se divisa et s'affaiblit de plus en plus au profit de la démocratie. Des idées d'indépendance et d'affranchissement avaient germé parmi le peuple; les priviléges de la noblesse cessèrent d'être respectés et furent contestés. Les deux partis essayèrent alors de mettre un terme, par une transaction, à ces luttes intestines; il fut convenu que deux assemblées seraient convoquées, l'une composée de nobles et l'autre d'élémens populaires. Celle-ci ayant le dessus par le nombre, les nobles, pour la contre-balancer, eurent recours à la ruse et à l'intrigue et réussirent à diviser leurs adversaires. Le désordre alla en augmentant; aucune main n'avait la force de l'arrêter. L'aristocratie, minée par des attaques réitérées et dépourvue de chef, fut contrainte de céder. Désespérée de sa défaite, elle résolut de frapper un dernier coup et d'employer la voie des armes. Les Natoukaïs et les Schapsougs appelèrent à leur aide une peuplade voisine, les Bjedoukhs, et en 1796 une sanglante bataille fut livrée dans le lieu appelé *Bziokho-zaouo*, nom que cette bataille a depuis lors retenu. Les Bjedoukhs décidèrent la victoire; mais, loin de relever la noblesse, ce triomphe ne fit que hâter sa chute. Dès ce moment, tout espoir s'évanouit pour elle; l'égalité fut proclamée ouvertement, et le prix du sang réglé le même pour tous, patriciens ou plébéiens.

(1) M. Lullier, dans le volume intitulé : *Extrait des publications de la Société impériale géographique de la Russie*. Saint-Pétersbourg, 1859, pp. 228-233.

Une des conséquences de cette révolution fut l'émigration de quelques familles nobles, qui quittèrent leurs foyers pour aller chercher un refuge chez leurs voisins ou se mettre sous la protection des Russes. Cependant le plus grand nombre demeura dans le pays avec l'espoir illusoire d'une restauration prochaine; mais cette révolution était définitive, et depuis lors il n'y a eu d'autres priviléges reconnus que ceux que chacun peut acquérir par l'intelligence, par la parole dans les assemblées populaires, par la bravoure sur le champ de bataille.

Par malheur pour eux, les Tcherkesses, après avoir renversé leur ancienne constitution, ne surent pas s'en créer une nouvelle, appropriée à cet esprit radical qui les avait envahis; chacun fut libre d'agir à sa guise, sans reconnaître aucune autorité au-dessus de lui; chez eux, comme dans l'ancienne monarchie polonaise, une seule voix, le *liberum veto*, formait un contre-poids légal au vote de la communauté et suffisait pour l'annuler. Les décisions des assemblées nationales restaient ainsi sans exécution. La société, désarmée contre un de ses membres coupable et réfractaire, ne pouvait que le priver du privilége de la garantie solidaire en le mettant hors la loi qui fixait le prix du sang; mais, comme les liens de famille étaient très multipliés et ces familles très nombreuses, l'obligation imposée à tous les parens par la coutume de prendre fait et cause pour un parent offensé dispensait le proscrit de s'inquiéter de la sentence prononcée contre lui, et constituait la meilleure garantie de sa sûreté personnelle. Dans une telle absence d'organisation sociale, tout lien politique était détruit, car l'existence même de chaque tribu, reposant uniquement sur la reconnaissance de l'identité du sang, se trouvait limitée au cercle étroit de la famille. L'unité généalogique avait remplacé l'unité collective et nationale.

Au milieu de cette déchéance de la noblesse, l'étiquette, très sévère chez les Tcherkesses, avait sauvé quelques formes de respect et de déférence, mais qui n'impliquaient aucun pouvoir réel; nous devons ajouter que la situation des nobles n'était pas la même dans les différentes tribus. Dans quelques-unes, ils jouissaient de la considération due à l'illustration du nom et d'une sorte de prépondérance morale; dans d'autres au contraire, comme chez les Bjedoukhs, ils avaient été chassés des *aoûls*, retranchés du corps de la nation et réduits à la condition de paysans. Un seul privilége, bien funeste, il est vrai, avait échappé tout entier au naufrage, le privilége de la glèbe. Le tiers de la population vivait dans l'esclavage; chaque homme libre pouvait à volonté avoir des serfs, mais le noble était tenu forcément d'en posséder, car le travail personnel était regardé comme un déshonneur pour lui, comme une tache qui retombait

sur toute la famille. La richesse de chacun était évaluée, et par suite la considération lui était accordée, uniquement d'après le nombre des serfs.

Ce n'est pas tout; le mal produit par les déchiremens intérieurs dont je viens de dérouler le triste tableau était encore aggravé par d'autres influences, non moins funestes, venues du dehors. Dans cette catégorie, il faut placer en première ligne les tentatives des soi-disant amis des Tcherkesses, accourus sous prétexte de leur prêter assistance, mais en réalité dans l'intention de créer des embarras à la Russie et de la combattre sur cet autre terrain. La Turquie, en cédant par le traité d'Andrinople la côte orientale de la Mer-Noire, avait conservé sans doute quelques regrets et des arrière-pensées, si l'on en juge par sa conduite ultérieure. Cette côte n'avait pour elle aucune importance stratégique ou navale, mais elle était le grand entrepôt où les marchands d'esclaves venaient s'approvisionner des beautés destinées à peupler les harems ottomans, et les croisières russes gênaient singulièrement ce trafic de chair humaine.

A en croire M. de Fadeief, ce mauvais vouloir et les prétentions *in petto* de la Porte se trahirent plus d'une fois par des manœuvres sourdes, mais suffisamment caractérisées. Tout en reconnaissant officiellement les Tcherkesses comme sujets russes, on tenait vis-à-vis d'eux un tout autre langage; les autorités turques les invitaient à recourir à elles, comme à un pouvoir légal, chargé de les protéger; chaque pacha investi du gouvernement de l'une des provinces maritimes voisines du Caucase se croyait indispensablement obligé, en venant prendre possession de son poste, d'adresser aux montagnards une proclamation conçue dans le même esprit; des émissaires parcouraient dans tous les sens la province du Kouban et y faisaient une active propagande, tandis que des *steamers* ottomans déposaient sur le rivage des soldats de fortune (*avantouristy*) recrutés à Constantinople dans tous les partis hostiles à la Russie. L'opinion publique en Angleterre encourageait ces agressions clandestines à l'aide de souscriptions recueillies partout et concentrées à Londres; des munitions de guerre, poudre, armes, canons rayés, étaient expédiées aux Circassiens avec la connivence et sous la protection des Turks. J'ai rapporté, en les résumant, ces accusations de M. de Fadeief, parce qu'elles nous révèlent la série de griefs que son gouvernement tient en réserve pour quelque éventualité désirée ou prévue; je lui en laisse la responsabilité, même lorsqu'il semble les justifier par des faits positifs. Il cite, par exemple, le débarquement opéré à Touapse en 1861, qui jeta sur ce point de la côte tcherkesse un assortiment d'uniformes, des munitions

de guerre et des fusils destinés à équiper des régimens dont les cadres avaient été formés à Constantinople; mais l'entreprise échoua, les régimens attendus ne parurent pas, et les approvisionnemens préparés et apportés à grands frais furent pillés et dispersés par les montagnards.

Que ces expéditions interlopes aient été de notoriété publique à Constantinople, qu'elles aient été connues d'avance par des fonctionnaires turks, d'origine tcherkesse, et favorables en secret à leurs compatriotes malheureux, c'est ce que l'on ne saurait révoquer en doute; mais, pour être juste, il faut dire qu'elles étaient concertées sous main et avec tant de précautions que la Porte a pu les ignorer. Une fois accomplies et ébruitées, il n'y avait d'autre parti à prendre qu'à les désapprouver officiellement.

C'est ce qui advint dans l'affaire du brick anglais le *Kanguroo*, qui donna lieu à une enquête poursuivie devant la juridiction du séraskier en 1857 et ensuite indéfiniment suspendue. Le bruit circula que l'on avait voulu éviter ainsi de mettre à jour la coopération du consul de l'une des principales puissances. Ce commencement d'enquête semble démontrer que la Porte n'avait favorisé en rien cette expédition. Il y aurait eu mauvaise grâce à lui reprocher d'avoir laissé surprendre sa vigilance, puisque celle de l'ambassadeur russe, M. de Boutenief, bien autrement intéressé à se tenir sur ses gardes, fut aussi en défaut. Suivant la version donnée par la *Gazette de Trieste*, la *Presse d'Orient* et le *Sémaphore*, les Tcherkesses ayant élu, en qualité de chef suprême, Méhémet-Bey, renégat hongrois du nom de Bangya, celui-ci envoya immédiatement à Londres un de ses amis, Hongrois comme lui et attaché au service de la Porte, pour acheter des armes et des munitions. Cet agent partit muni d'une lettre de crédit illimité sur Londres que lui remit un banquier de Péra. Par ses soins, les armes furent expédiées sur le *Kanguroo*, qui ne tarda pas à arriver à Constantinople, où il séjourna plusieurs semaines, mouillé devant Koum-Kapou. Dans l'intervalle, Méhémet-Bey avait réuni un corps de quatre cent-cinquante hommes, réfugiés polonais ou hongrois, et, ayant frété un second navire ainsi qu'un remorqueur à vapeur pour conduire ses transports, se dirigea vers Touapse. M. de Boutenief, averti trop tard, fit partir en toute hâte le bateau à vapeur russe le *Pruth*, pour surveiller l'expédition. Sur ses réclamations, la Porte lui accorda comme satisfaction l'éloignement à quelques lieues de Constantinople de deux fonctionnaires notoirement compromis dans cette affaire, Ismayl-Pacha, directeur des postes, Circassien de naissance, et Ferhad-Pacha (le général hongrois Stein), le premier, qui était fort riche, pour avoir fourni des fonds, et le second à cause de ses actives

démarches. Cependant au bout de quelques mois ils furent amnistiés à l'occasion de la fête du sultan et rappelés dans la capitale (1). C'est ainsi, ajoute le correspondant de la *Gazette de Trieste*, que la neutralité de la Mer-Noire, proclamée l'année précédente par le traité de Paris, servit pour la première fois à fournir des armes et des munitions au vieil ennemi de la Russie. Sans avoir besoin de faire remarquer que c'était là précisément une violation flagrante de ce même traité, nous nous bornerons à dire que ces tentatives en faveur des Tcherkesses, mal combinées et contrariées par les croiseurs russes, avortèrent presque toujours, et, loin d'être utiles à ceux pour qui elles étaient entreprises, n'eurent d'autre résultat que d'empirer leur situation vis-à-vis d'un ennemi irrité et rendu implacable.

Les efforts de Schamyl pour gagner ces peuples à sa cause et les ranger sous son autorité ne leur furent pas moins préjudiciables. Pendant longtemps, ces efforts n'eurent aucun résultat; ses agens ne pouvaient parvenir chez les Tcherkesses avec un appareil militaire et les forces nécessaires pour appuyer leur mission. Le vaste espace qui sépare le Daghestan de la province du Kouban, et qu'il leur fallait traverser, était au pouvoir des Russes, habité par des tribus pacifiées. Ce n'est qu'en se glissant furtivement à travers les forêts et un à un, que ces envoyés pénétraient sur le territoire tcherkesse. Leur seul moyen d'action était la prédication du muridisme et de l'apostolat de l'imâm; mais leur voix ne rencontra que de rares échos, leurs exhortations ne furent pas écoutées, et ils ne recrutèrent qu'un très petit nombre de prosélytes. Les Tcherkesses, ainsi que nous l'avons déjà fait observer, sont de très mauvais musulmans, dépourvus de convictions religieuses, incapables de comprendre les doctrines abstraites et mystiques du muridisme, très

(1) Un peu plus tard Ismayl, mécontent des procédés de la Porte envers lui, se brouilla, et cette fois pour tout de bon, avec elle; il renonça à toutes ses fonctions officielles et fit entendre hautement de dures vérités. Impliqué dans une conspiration, il fut incarcéré et tenu au secret pendant huit mois; enfin on le relâcha pour le reléguer dans l'île de Chypre. De là il réussit à s'évader et à se réfugier parmi ses compatriotes du Caucase. Les causes de sa disgrâce, ainsi que les secrètes intrigues dont les Tcherkesses ont été victimes de la part de leurs prétendus protecteurs et amis, sont dévoilées dans une brochure anonyme qui a pour titre : *des Nationalités asiatiques et de la Circassie*, notes originales d'un Circassien musulman, traduites et commentées par un Franc de Palestine, Paris 1861. Dans ce travail, d'ailleurs fort intéressant, l'auteur s'exprime avec une telle liberté de pensée et une si grande crudité de langage, que le plus simple sentiment de réserve nous empêche de reproduire ici les faits qu'il raconte; seulement il se trompe en appelant Méhémet-Amin un *derviche défroqué*. Celui-ci n'a jamais appartenu à aucun ordre monastique musulman; c'était un des murides de Schamyl, et à ce titre, et comme le plus habile, il fut choisi par l'imâm comme son lieutenant parmi les populations du Kouban.

peu enclins à la vie d'abnégation et d'austérité qu'il prescrit à ses adeptes. Ils ont quelques souvenirs confus du christianisme, qu'ils connurent jadis, mais au fond ils sont restés toujours attachés à leur ancien et grossier fétichisme. Celui des missionnaires venus le plus récemment pour les visiter de la part de Schamyl fut son *naïb* (lieutenant) Méhémet-Amin, le même que nous avons vu précédemment en conférence à Varna avec le maréchal Saint-Arnaud, et qui s'était présenté à lui sous le nom de Naïb-Pacha. Méhémet-Amin fut plus heureux ou plus adroit que ses prédécesseurs, il sut tirer parti de la rivalité et des discussions des tribus et se créer un parti parmi les Abadzekhs. Chassé plus tard de cette tribu, il alla chercher un asile chez les Oubykhs; ceux-ci, tout en refusant d'accepter sa domination, lui fournirent un renfort d'hommes avec lequel il rentra chez les Abadzekhs et les contraignit de le reconnaître pour chef. Un peu avant la chute de Schamyl, son pouvoir s'était étendu sur les Bjedoukhs et quelques petites tribus abazes; mais c'est en vain qu'il essaya de donner pour base à ce pouvoir la religion : le muridisme était antipathique aux Tcherkesses. Les peines dont Mehemet-Amin frappait les transgresseurs de la loi musulmane n'étaient point considérées par eux comme celles que Schamyl prescrivait à ses fidèles croyans, comme une expiation due à la divinité offensée et subie par le condamné avec la résignation que donne la foi; elles étaient regardées comme de véritables meurtres. Disciple et organe de l'imâm, il annonçait le dogme de l'égalité absolue entre tous les hommes, et, en s'appliquant à y convertir les Tcherkesses, il porta le dernier coup à l'aristocratie. Rusé, habile, actif, il finit par acquérir de l'influence sur deux autres tribus, les Schapsougs et les Natoukhaïs, et à les réunir avec les Abadzekhs dans une résistance commune, quelquefois heureuse, contre les Russes. Peut-être avec le temps cette influence aurait pris de l'extension et l'autorité du lieutenant de Schamyl se serait affermie, si la Turquie, le regard toujours tourné vers le Caucase et jalouse de maintenir ces peuples à sa dévotion, ne leur avait alors envoyé un homme à elle, Sefer-Bey, ancien chef natoukhaï, qui vivait retiré depuis longues années à Andrinople. Au point de vue de la politique, c'était une faute grave, qui ruina d'un seul coup ses prétentions à l'exercice du protectorat qu'elle affectait sur les tribus du Caucase et la cause même dont elle s'était faite le soutien.

Au moment de la guerre de Crimée, Sefer-Bey fut mandé à Constantinople, décoré du titre de pacha et chargé d'aller soulever les Tcherkesses; la noblesse, abattue et humiliée, vint à lui attirée par l'espoir de recouvrer ses antiques priviléges. Bientôt il vit se ranger autour de lui les Schapsougs et les Natoukhaïs, qui aban-

donnèrent Méhémet-Amin. Cette défection suscita entre les deux chefs une rivalité sourde, qui ne tarda point à dégénérer en un antagonisme déclaré, et eut pour résultat d'affaiblir l'autorité de l'un et de l'autre et de séparer les montagnards en deux camps. C'est dans ces conjonctures, et pour mettre fin à ces désordres, qu'ils élurent Méhémet-Bey; mais le nouveau chef ne réussit pas mieux que les autres à rétablir leurs affaires. On le voit en effet apparaître un instant sur le théâtre de l'action, pour s'éclipser aussitôt et rentrer dans une obscurité d'où il n'est plus sorti. Sur ces entrefaites, l'envoyé de la Porte, Sefer-Pacha, mourut, et son fils, Karabatyr-Zanoko, ne lui succéda point. Méhémet-Amin, déjà ébranlé par cette rivalité, reçut en ce moment le contre-coup de la défaite de Schamyl. Son mandat finissait légalement par la disparition de celui de qui il le tenait. Se substituer à lui comme imâm et s'arroger ce titre suprême était chose impossible, lorsque ses prérogatives comme naïb étaient battues en brèche par une très forte opposition. Sa situation difficile et précaire vis-à-vis des montagnards le devint bien davantage par l'approche de l'armée russe, rendue disponible par la soumission du Daghestan; saisissant le premier prétexte venu pour se mettre lui-même à l'abri et sauver ses richesses, il ménagea une trêve entre les Russes et les Abadzekhs, et l'année suivante, laissant les montagnards se tirer d'embarras comme ils le pourraient, il se retira en Turquie avec une pension du gouvernement de Saint-Pétersbourg.

La sollicitude intempestive ou intéressée de la Turquie pour les Tcherkesses et la mission qu'elle avait confiée à Sefer-Pacha n'avaient donc abouti qu'à les rendre plus désunis et plus faibles précisément au moment où ils allaient avoir sur les bras toutes les forces du Caucase et où le péril était immense et imminent.

Pour comble de disgrâce, celui des gouvernemens européens qui semblait avoir un intérêt réel à les protéger, et sur la bienveillance duquel ils comptaient, le gouvernement anglais, les délaissa entièrement. En 1863, lorsque les armes de la Russie devenaient de plus en plus menaçantes et que la crise finale s'annonçait comme inévitable, deux Tcherkesses, Hadji Hayden Haçan et Roustam Ogli, furent envoyés à Londres par le comité circassien de Constantinople pour adresser un suprême appel à la commisération britannique. Ils présentèrent une pétition dans ce sens à la reine; la réponse du comte Russell suivit immédiatement; elle contenait un refus bref et formel. Vainement quelques voix au sein du parlement et dans le comité circassien de Londres firent entendre de sympathiques protestations. Éconduits officiellement et désappointés, les deux députés essayèrent de soulever l'opinion publique, et ils se mirent à

parcourir l'Angleterre. Il se fit beaucoup de bruit autour d'eux, les *meetings* de Birmingham, Sheffield, Leeds, Édimbourg, etc., retentirent de paroles enthousiastes et passionnées; mais de toutes ces démonstrations bruyantes ils ne recueillirent que quelques aumônes et des marques d'un stérile bon vouloir. On doit croire que c'est l'insuccès de cette première partie de leur programme qui les détourna de leur projet de franchir le détroit et de venir implorer la générosité de la France.

La cause du mauvais accueil fait par le ministère anglais aux envoyés tcherkesses vient sans doute de ce qu'il considérait l'occupation de la côte orientale de la Mer-Noire par la Russie comme un fait accompli et irremédiable, et la question circassienne comme un prétexte possible aux attaques de l'opposition et aux agitations de l'opinion publique. D'ailleurs il ne fit que suivre dans cette occasion les précédens de la politique de lord Palmerston, lorsque celui-ci, chargé de la direction du *foreign-office*, dans le cabinet présidé par le comte Grey, eut à s'occuper en 1837 de la capture du *Vixen* par la flotte russe de la Mer-Noire, et plia devant l'attitude vivement accentuée du cabinet de Saint-Pétersbourg. Cette concession faite au maintien de l'alliance russe est une tradition tory qui n'a jamais été répudiée par les whigs qui se sont succédé au pouvoir depuis Canning, et dont le comte Russell a hérité à son tour. Peut-être dans son refus y avait-il une réminiscence involontaire de l'impression qu'avait produite l'inaction des tribus du Caucase pendant la guerre de Crimée. Ce qui pourrait donner crédit à cette supposition, c'est que Hayden Haçan et Roustam Ogli, se trouvant en face du public anglais, crurent avoir besoin préalablement d'écarter un reproche prévu et, disons-le, mérité. Ils firent paraître un mémoire justificatif (1), où, après quelques explications assez obscures et assez peu vraisemblables, ils confessent naïvement que les Tcherkesses ne se crurent pas obligés de seconder une guerre qui se faisait en dehors de leurs limites, qui par conséquent ne les regardait pas, et que si les alliés fussent venus avec l'intention hautement avouée d'affranchir l'Arménie, la Géorgie et le Caucase entier, alors seulement ils auraient consenti à se joindre à eux. On peut se rappeler que Schamyl ne se montra pas plus empressé contre l'ennemi commun, et que plus tard, prisonnier à Kalouga, il essaya de se disculper par des raisons que nous avons rapportées ailleurs, en rejetant les motifs de son inaction sur le compte des généraux turks qui avaient négligé de l'appeler en temps utile, et qui de plus froissèrent son amour-propre

(1) Voyez la *Revue* du 15 mai 1861, p. 203, note 1.

par des ordres dans un langage hautain et déplacé. Mais cet égoïsme inintelligent n'a rien de surprenant de la part de ces peuples simples et barbares, pour qui le monde ne se composait que de deux nations, les Turks, leurs amis et leurs protecteurs, et les Russes, race de mécréans détestés, — et pour qui tout le reste n'était qu'un ramas de ghiaours dont l'existence leur était inconnue ou indifférente.

Ce sentiment de répulsion éclata dans un fait qui se passa pendant que nous combattions sous les murs de Sébastopol. Un navire français avait abordé chez les Schapsougs pour acheter des bestiaux. Pendant que les montagnards s'étaient retirés pour aller soigner leurs bœufs, les hommes de l'équipage se donnèrent le passe-temps de prendre des grenouilles au filet et les firent cuire pour leur repas. A leur retour, les montagnards, voyant ces apprêts culinaires, témoignèrent leur dégoût pour un aliment interdit par le Coran et considéré comme immonde. — Jusqu'à présent, dirent-ils à leurs visiteurs, nous avons repoussé les Russes parce qu'ils mangent de la chair de porc; maintenant il nous faut nous joindre à eux pour vous exterminer tous jusqu'au dernier (1).

Nous avons passé en revue les principales causes qui amenèrent la fâcheuse situation où se trouvaient les Tcherkesses au moment de la guerre. Tout semblait conspirer contre eux, tout semblait accélérer leur perte, — et leurs propres dissensions, et l'intervention inopportune de leurs prétendus amis, et la violence menaçante de leurs adversaires, et l'abandon où les laissait à l'heure du danger une puissance jadis bienveillante, devenue sourde à leurs cris de détresse; mais avant de les voir aux prises avec les Russes il faut examiner une question de droit international qui a eu sur cette lutte une influence décisive plus funeste peut-être que les circonstances diverses qu'on vient d'exposer.

II.

Cette question, qui a eu dans le temps un très grand retentissement en Angleterre et de là dans toute l'Europe, a trait à la mise en état de blocus, par la Russie, de la côte orientale de la Mer-Noire, et à l'établissement d'une croisière permanente dans les eaux qui baignent cette côte. Le motif mis en avant était d'entraver le commerce de femmes et de jeunes esclaves que les Turks faisaient depuis un temps immémorial avec les Tcherkesses, et d'empêcher ces derniers de recevoir de la contrebande de guerre. Cette

(1) *Statement of the Circassian deputies in reference to the Crimean war.*

mesure était déjà en pleine exécution avant même qu'elle eût été dénoncée officiellement à ceux qu'elle pouvait intéresser. Ce n'est qu'en 1831 que les ambassadeurs des diverses puissances résidant à Constantinople eurent connaissance du règlement par lequel la Russie avait frappé d'interdit le littoral tcherkesse. Ils en donnèrent avis en particulier aux consuls placés sous leurs ordres en les invitant à transmettre cette communication par voie officieuse à ceux de leurs nationaux engagés dans le commerce de la Mer-Noire. En vertu de quel droit la Russie avait-elle décrété une pareille mesure? Sur quels titres se fondaient ses prétentions à la propriété exclusive du territoire tcherkesse? Pour le cabinet de Saint-Pétersbourg, ce droit découlait des stipulations du traité d'Andrinople, dont l'article 4 lui assurait la cession de toute la côte comprise entre l'embouchure du Kouban et le port Saint-Nicolas, jusqu'aux confins de la Mingrélie. A ces prétentions, le gouvernement anglais opposa une fin de non-recevoir en contestant la validité de cette cession. Les jurisconsultes de la couronne, consultés, décidèrent que le blocus russe était illégal, que c'était une violation du droit public européen. Ils s'appuyaient sur ce fait, que, les Tcherkesses étant une nation indépendante et *sui juris*, le sultan n'avait pu, sans leur consentement, les livrer corps et biens à la Russie; ils soutenaient que cette cession était nulle, n'engageait à rien les tiers, étrangers aux conventions d'Andrinople, que ces peuples, ayant capacité pour faire tous les actes de souveraineté, étaient maîtres d'entretenir des relations et de traiter avec qui bon leur semblerait, et qu'ainsi l'accès de leur pays était de droit commun et ouvert à tous ceux qu'ils jugeraient à propos d'y admettre. Pour donner plus de poids à cette décision et une sanction en quelque sorte définitive, un bâtiment de commerce, le *Vixen*, fut équipé, chargé de sel et confié à la direction de M. Bell, négociant anglais de Bucharest. Sa mission était d'établir des rapports de commerce avec la Circassie. L'entreprise fut patronnée et subventionnée par les hommes les plus considérables de l'Angleterre et par le roi lui-même (1). Il paraît en effet que George IV, qui en avait conçu l'idée ou du moins qui avait adopté cette idée avec chaleur, après avoir entendu M. Bell, consulta le ministre des affaires étrangères sur la question de légalité. La réponse de lord Palmerston fut affirmative et laissa ignorer au roi l'existence du règlement prohibitif. Dans l'intervalle, l'ambassadeur russe à Londres fit connaître d'une manière officielle ce règlement; mais le *Vixen* avait déjà pris la mer et se dirigeait sur Constantinople. M. Bell, continuant son chemin sans obstacle, alla jeter l'ancre

(1) *The Circassian war as bearing on the Polish insurrection*, p. 43.

dans la baie de Soudjouk-Kaleh, vers le nord de la côte tcherkesse, et débarqua sa cargaison; mais au bout de trente-six heures, le 27 novembre 1836, son navire fut saisi par le brick russe l'*Ajax* et conduit dans le port militaire de Sébastopol. Une commission du conseil de l'amirauté en prononça la confiscation pour le fait de contrebande et pour avoir violé les prescriptions de la police sanitaire. Cet acte de rigueur, considéré comme un outrage infligé au pavillon britannique, provoqua une explosion de colère et d'indignation parmi nos voisins d'au-delà du détroit; l'affaire fut portée devant la chambre des communes (1) et y excita un orage violent, mais qui fut de courte durée et tout à fait inoffensif, car, au grand scandale de l'opposition et en dépit de l'opinion publique soulevée, le ministre recula devant les complications que cet incident pouvait occasionner, et, tout en faisant ses réserves *in petto* sur la question de droit, subit bénévolement le fait accompli. Lord Durham, alors ambassadeur à Saint-Pétersbourg, eut ordre de donner un acquiescement tout pacifique aux explications telles quelles du comte Nesselrode. Le ministre russe confirma par une note très explicite la validité de la prise du *Vixen*, par la raison que ce navire était entré sans autorisation dans un port appartenant à la Russie, et s'était livré à des opérations commerciales prohibées. Les réclamations et les démarches des propriétaires du *Vixen* auprès de leur gouvernement n'eurent pas plus de succès; ils n'obtinrent aucune indemnité et furent ruinés. Le blocus continua comme par le passé, et les contrebandiers turks seuls se hasardèrent sur le littoral tcherkesse; partant des ports de Trébizonde ou de Sinope, ils profitaient des ténèbres de la nuit ou de l'obscurité de l'atmosphère, voilée par le brouillard ou l'orage, pour tromper la vigilance des croiseurs russes. Montés sur leurs bateaux plats (*kotchermas*), ils rasaient la côte en défiant des bâtimens forcés par leur structure et leur tonnage de stationner dans les grandes eaux. S'ils étaient poursuivis de près, ils trouvaient dans les anfractuosités des rochers un abri prompt et sûr, ou, remontant les cours d'eau qui se déversent sur cette côte, ils tiraient leurs embarcations à terre, en les dissimulant sous les grands arbres et dans les hautes herbes. Les risques de ce commerce illicite étaient largement compensés par les bénéfices qu'il procurait; en retour du sel, de la poudre et des armes vendus aux montagnards, les montagnards emportaient des femmes et des jeunes garçons, dont les parens trafiquaient sans plus de scrupules qu'ils l'eussent fait de leurs bestiaux.

(1) Séance du 16 juin 1837.

Tout récemment encore et postérieurement au traité de Paris, l'Angleterre n'avait point renoncé aux objections qu'elle opposait à l'exclusion des neutres sur cette côte. Dans une lettre de lord Malmesbury au baron Brunnov, ambassadeur de Russie à Londres, en date du 14 octobre 1858, ces objections sont reproduites absolument avec le même fonds d'idées et dans le même langage que l'on retrouve dans la consultation des légistes anglais au sujet de la prise du *Vixen*. Les argumens mis en avant par l'ambassadeur de Russie dans sa réponse du 21 octobre suivant ne manquent pas de force et semblent prouver du moins la bonne foi du gouvernement russe. Il dit que la cession du littoral oriental de la Mer-Noire fut le prix de la restitution faite par son gouvernement à la Porte des provinces dont la guerre de 1828 l'avait mis en possession et de l'abandon d'une partie de l'indemnité que cette guerre avait imposée à la Turquie. Dans les conférences préparatoires du traité de Paris, l'état des territoires situés à l'est de la Mer-Noire ayant été examiné et vérifié, aucune réclamation des membres du congrès ne vint contester ou invalider les droits que s'attribue la Russie, et le silence du grand-vizir, premier plénipotentiaire ottoman, présent à ces conférences, peut être considéré comme une adhésion à cette reconnaissance tacite. Cependant une difficulté dont M. le baron Brunnov ne paraît pas s'être préoccupé et qui domine tout le débat est de savoir si le sultan lui-même était réellement en droit de disposer en toute souveraineté du territoire tcherkesse et de le céder à titre gratuit ou onéreux. Si nous interrogeons les Tcherkesses, partie principale dans ce procès où ils n'ont été ni appelés ni entendus, ils nous répondront qu'ils ont toujours repoussé toute idée de domination étrangère et de subordination à un maître quelconque, que, tout en proclamant le sultan comme leur chef religieux, le successeur de Mahomet et des khalifes, le pontife suprême de l'islamisme, ils ont constamment vécu dans une ignorance complète et dans une parfaite insouciance de ses prétentions politiques sur eux. A vrai dire, cette revendication de leur territoire par la Porte a son origine ou plutôt son prétexte dans des faits déjà anciens; elle a pour base une prescription séculaire, mais cette prescription n'atteint que deux ou trois points du littoral. Les montagnards, à la première apparition des Turks dans leur pays, vers la fin du XVIe siècle, les accueillirent comme leurs coreligionnaires et leurs frères par la foi; ils les laissèrent s'y établir tranquillement, bâtir quelques forteresses sur la côte, sans leur permettre toutefois de pénétrer dans l'intérieur et de s'immiscer dans leurs affaires particulières. Lorsque les Turks manifestaient la velléité d'une pareille ingérence, ils tombaient sur eux et les maltraitaient sans pitié. Toutes

les fois que la Porte essayait de leur dicter ses volontés, « nous et nos ancêtres, disaient-ils fièrement, nous n'avons jamais appartenu au sultan, jamais nous n'avons fait acte de soumission envers lui, fourni un seul homme à ses armées, un écu à son trésor; nous ne voulons relever de personne; le sultan n'est point notre maître, et c'est pour cela qu'il ne peut nous céder à la Russie. » Une anecdote rapportée par M. de Fadeief met en relief cette disposition des esprits de la nation tcherkesse. A l'époque où le général Raïevskii commandait la ligne du littoral de la Mer-Noire, il fondit tout à coup sur le territoire des Schapsougs. Une députation des anciens de la tribu vint s'enquérir du motif de cette agression inattendue. « C'est tout simple, répondit Raïevskii, le sultan vous a donnés en cadeau (*pesh-kesch*) au tsar russe. — Vraiment! repartit d'un ton de surprise l'un des députés; maintenant je commence à comprendre. » Et lui montrant du doigt un oiseau perché sur une des branches d'un arbre voisin : « Général, ajouta-t-il, voyez-vous cet oiseau? Eh bien! je vous le donne, allez le prendre. » Cet apologue naïf, mais très significatif, termina la conversation, et les hostilités recommencèrent.

Il y aurait plus de raison peut-être de rattacher l'origine des droits de la Russie à ceux que possédaient les khans de la Crimée, dont elle est l'héritière. Toutefois cet argument a été omis par M. le baron Brunnov, et jamais il n'a été invoqué, que je sache, par la chancellerie du comte Nesselrode ou du prince Gortchakof. Il est incontestable cependant que les souverains tartares de la péninsule prenaient, entre autres titres, celui de khan de Circassie, et que la Porte leur reconnaissait officiellement ce titre (1). Dans cette hypothèse, la Russie aurait acheté argent comptant ce qui lui appartenait déjà, et l'article 4 du traité d'Andrinople constituerait pour elle un mécompte diplomatique, ou, en termes vulgaires, un marché de dupe. Mais sous cette question de la légalité du blocus et de l'occupation de la côte tcherkesse, traitée comme une thèse de droit commercial, se cachait une autre question d'une importance politique bien supérieure, réelle, quoique sous-entendue: le maintien ou l'anéantissement de la domination russe au Caucase et par suite dans la Mer-Noire. Le littoral laissé libre sur une étendue de 300 verstes et au pouvoir de populations hostiles prêtes à tendre la main à tous les ennemis de la Russie livrait à l'invasion toute la région caucasienne en y comprenant la Géorgie et l'Arménie. C'était

(1) C'est ce que l'on voit dans une lettre du sultan Ahmed III au roi de Suède Charles XII : « Nous avons donné au très honorable et vaillant Devlet-Gheraï, *khan* de Budziac, de Crimée, de Nagaï et *de Circassie*, nos ordres salutaires pour votre retour par la Pologne. » Voltaire, *Histoire de Charles XII*, livre VI.

une solution de continuité dans le système des frontières méridionales de l'empire, la séparation de l'armée du Caucase d'avec la flotte chargée de la ravitailler et de la mettre en communication avec le reste de la Russie. La guerre de Crimée avait mis ce danger en évidence. Pendant l'hiver de 1855, lorsque Omer-Pacha se jeta sur la Mingrélie, l'alarme fut telle qu'au bazar de Tiflis les marchands refusaient de recevoir ou d'échanger les roubles-papier. La défense de l'entrée du Caucase contre les alliés ne reposait que sur un corps de dix mille hommes cantonnés aux environs de Koutaïs et démunis d'approvisionnemens. M. de Fdaeief va même jusqu'à affirmer que, si des deux cent mille hommes campés sur les ruines de Sébastopol un détachement eût été envoyé pour soutenir Omer-Pacha, l'issue de la lutte n'aurait pas été douteuse, et que la Russie aurait perdu le Caucase. Elle fut tirée de ce mauvais pas, ajoute-t-il, par une circonstance inattendue, le désir empressé de la France de rappeler ses troupes de Crimée et de conclure la paix.

Le traité de Paris, en réduisant la flotte de la Mer-Noire à des proportions déclarées insuffisantes pour maintenir un blocus effectif (1), plaçait la Russie dans une nécessité urgente, absolue, de s'emparer, n'importe à quel prix et sans retard, de cette partie du Caucase, et d'en éloigner des tribus dont la soumission apparente n'aurait pas garanti la fidélité dans l'avenir, de les remplacer par des colons d'origine nationale et de se fortifier sur ce point. Ce sont de telles exigences qui ont provoqué contre ces tribus des mesures de rigueur dont toute cette guerre n'avait pas fourni d'exemple et l'ostracisme général dont la nation tcherkesse a été frappée.

III.

La marche de l'armée russe dans les montagnes du Caucase la conduisit progressivement, mais seulement en dernier lieu, à se mesurer avec les tribus du littoral de la Mer-Noire. Les premières hostilités éclatèrent en 1830; elles avaient été préparées de longue date par une suite d'événemens dont l'Abkhazie, l'une des provinces limitrophes, avait été le théâtre. Cet ancien royaume, patrimoine de

(1) Ce blocus comportait au moins 20 vaisseaux de guerre ou navires de transport. En 1853, au début de la guerre de Crimée, la flotte russe de la Mer-Noire, divisée en deux escadres, qui avaient leurs points de ralliement dans les ports de Sébastopol et d'Odessa, comptait 15 grands vaisseaux de ligne, dont 5 à trois ponts et de 120 canons, 10 frégates, 2 corvettes, 4 bricks, 4 schooners et 2 yachts. La deuxième annexe du traité de Paris (article 2) porte que la Russie comme la Turquie ne pourront chacune désormais entretenir dans cette mer que 6 bâtimens à vapeur de 50 mètres de longueur à la flottaison et d'un tonnage de 300 tonneaux au maximum, et 4 bâtimens légers, à vapeur ou à voiles, d'un tonnage ne dépassant pas 200 tonneaux chacun.

la famille Schirvaschidzé, était tombé au pouvoir des Turks en même temps que les pays voisins, la Gourie, l'Imereth et la Mingrélie, vers la fin du XVIe siècle, sous Sélim II et Amurat III. Pour assurer leur conquête, ils construisirent en 1578, sur la côte, deux forteresses, l'une à Soukhoum, l'autre plus au sud, à Poti, à l'embouchure du Phase, et dans le voisinage du pachalik de Trébizonde. Leur domination, souvent troublée par les révoltes des Abkhazes, finit par s'y consolider par la diffusion de l'islamisme, qu'ils propagèrent parmi ces populations, autrefois chrétiennes. Sur la fin du siècle dernier, un membre de la famille Schirvaschidzé, nommé Kelesch-Bey, s'étant emparé de Soukhoum et ayant rangé sous ses lois les Abkhazes, sollicita le haut patronage du sultan, qui le reconnut comme prince régnant de l'Abkhazie et pacha héréditaire de Soukhoum; mais, ayant donné asile au pacha rebelle de Trébizonde, contre lequel avait été prononcée une sentence de mort, il s'attira le mécontentement de son suzerain. La Géorgie venait alors de se donner aux Russes (1801). Kelesch-Bey implora leur protection et embrassa secrètement le christianisme. Pour le punir, la Porte soudoya sous main le fils aîné de Kelesch-Bey, son successeur désigné, Aslan-Bey, et celui-ci assassina son père à Soukhoum.

Les quatre frères du parricide, enveloppés dans une même disgrâce, réussirent à se soustraire à ses coups et soulevèrent toute l'Abkhazie; l'un d'eux, Sefer-Bey, appela les Russes à son secours, et, après s'être fait chrétien ouvertement, plaça l'Abkhazie sous leur protection. Cet appel fut pour ces derniers une occasion de s'implanter à Soukhoum, la seule rade commode sur tout ce littoral depuis Batoum jusqu'à Ghelendjik, et ils y établirent une petite garnison de deux compagnies. Cependant Aslan-Bey, soutenu par les Turks, travaillait activement à rallier à lui tous les mécontens et à faire prévaloir ses prétentions. Au milieu des querelles et des déchiremens des partis, le désordre régnait partout, fomenté par les menées des deux puissances étrangères qui se disputaient ce pays, la Russie et la Turquie. Ces révolutions, pendant lesquelles plusieurs compétiteurs s'arrachèrent le trône, durèrent jusqu'en 1830, année qui suivit la conclusion du traité d'Andrinople. La Russie, excipant des clauses de ce traité, fit une première tentative contre la côte tcherkesse. Un détachement de dix compagnies d'un régiment de dragons, avec huit canons et un corps de Cosaques, arriva par mer dans l'Abkhazie et s'empara de trois points du littoral, Bambors, Pitzounda et Gagry. Les deux premiers furent occupés sans coup férir; mais Gagry, situé sur un éperon de rochers, détaché de la grande chaîne et plongeant dans la mer, ne céda qu'après une très vive résistance. Les tribus des environs, Sadzes, Oubykhs et Schapsougs, réunies dans un effort commun et désespéré, essayèrent vainement

d'empêcher le débarquement, mais cet échec ne les découragea pas, et dans la suite elles renouvelèrent plusieurs fois leurs attaques. L'année suivante, un corps de deux régimens d'infanterie, fort de cinq mille hommes, sous les ordres du général Bergmann, prit Ghelendjik au nord, malgré la défense acharnée des Natoukhaïs et des Schapsougs.

Cependant les montagnards virent bientôt que, dans leurs rencontres avec des troupes régulières et disciplinées, s'avançant par masses irrésistibles, ils perdaient beaucoup de monde; ils changèrent de tactique et adoptèrent un mode de combattre qui leur réussit parfaitement, et dont ils ne se sont plus départis depuis lors. Au lieu de marcher à découvert et par groupes nombreux contre les bataillons qu'on leur opposait, ils eurent recours à un système d'escarmouches, harcelant continuellement les Russes, ne leur laissant ni repos ni trêve, tombant sur les convois et les soldats isolés qui se hasardaient au dehors, épiant du haut des rochers les hommes qui apparaissaient sur le haut des murailles où ils étaient retranchés et les abattant par des coups qui ne manquaient jamais le but.

Entourés de toutes parts d'ennemis sans cesse aux aguets, invisibles, insaisissables, dont le nombre était inconnu, les établissemens russes de la côte furent bientôt réduits à la situation la plus critique; le pays était sans ressources et ne pouvait fournir aucun approvisionnement. Il fallait transporter par mer d'Odessa, de Kertch ou de Théodosie, chevaux, animaux de travail, bois de construction ou de chauffage, vivres, munitions de guerre, etc., braver les épidémies meurtrières qu'engendre la *malaria*, pendant les ardeurs de l'été, sur cette côte basse et marécageuse. Malgré ces difficultés et sous le feu incessant des montagnards, les positions de Gagry et de Ghelendjik furent mises en état de solide défense, et d'autres forteresses s'élevèrent successivement; mais il en coûtait beaucoup pour protéger et garder ces positions. Les garnisons, bloquées dans une enceinte dont elles ne pouvaient, sans artillerie, s'éloigner plus loin qu'à la distance d'une verste, en proie aux fièvres et au scorbut et à des privations de tout genre, succombaient rapidement, et, suivant l'énergique expression d'un écrivain russe, semblaient se fondre à vue d'œil. Contrariée par les vents d'ouest, qui l'hiver poussent les navires sur les bas-fonds de la côte, et par le courant qui, partant un peu au-dessous de l'ouverture du Bosphore, suit la côte nord de l'Asie-Mineure et remonte le littoral tcherkesse, la croisière ne prêtait qu'une assistance inefficace. Quatre des six positions si péniblement occupées, Ghelendjik, la plus importante de toutes par sa baie, ses fortifications et sa nombreuse garnison, Gagry, Pitzounda, Bambori, furent abandonnées et

prises de nouveau par les montagnards. Les Russes ne conservèrent qu'Anapa et Soukhoum, et durent même se borner à s'y maintenir sur la défensive. L'heure de marcher en avant n'avait pas encore sonné.

Sur le revers opposé de la chaîne, en descendant jusqu'aux rives du Kouban, une partie des populations tcherkesses vivait renfermée dans l'intérieur du coude formé par le cordon militaire, qui se prolonge depuis ce fleuve jusqu'au mont Elbrouz. Les expéditions dirigées contre ces tribus pendant une longue suite d'années n'eurent d'autre objet que de les contenir dans ces limites. Elles étaient exécutées d'après le plan stratégique adopté alors dans tout le Caucase. On entrait en campagne contre une tribu que l'on se proposait de soumettre, de ramener à l'obéissance en cas de révolte, ou de châtier pour quelque acte de brigandage, comme maraude, pillage de convois, enlèvement de soldats. Ces expéditions, qui n'avaient lieu qu'en été, n'étaient en réalité que de grandes razzias, souvent heureuses, signalées souvent par de brillans faits d'armes qui profitaient à la réputation ou à la fortune de ceux qui les dirigeaient, mais dont les résultats répondaient rarement aux sacrifices d'hommes et d'argent qu'elles avaient coûtés. On s'avançait à grand fracas contre un *aoûl* fortifié et de difficile accès; on l'emportait au prix des plus pénibles et des plus héroïques efforts, on le saccageait et on le livrait aux flammes; les habitans étaient dispersés ou faits prisonniers, les moissons et les amas de fourrage incendiés : l'œuvre de destruction ne laissait rien sur pied. A peine cependant les troupes s'étaient-elles retirées que les montagnards, accourant de nouveau, rebâtissaient promptement et à peu de frais leurs habitations sur le même emplacement ou dans le voisinage; bientôt toute trace de dévastation avait disparu, les lieux reprenaient leur aspect accoutumé, et pour le vainqueur tout était à recommencer l'année suivante.

A ce système vicieux d'opérations, M. le comte Séménovitch Vorontzof, nommé lieutenant de l'empereur au Caucase en 1849, militaire expérimenté et d'un grand talent, substitua un système mieux approprié à cette guerre de montagnes. Ce système fut appliqué dans la suite sur une plus large échelle par le successeur du comte Vorontzof, le prince Bariatinskii, et le succès final en a démontré l'efficacité. Il consistait à avancer pas à pas, avec une lenteur calculée, à attaquer un point déterminé, et, ce point une fois occupé, à s'y maintenir en élevant un fort ou un blockhaus. Chacun de ces points ainsi fortifiés se reliait à un ensemble de postes établis sur le même modèle, échelonnés sur une ligne ayant pour direction et pour appui l'un des principaux cours d'eau. C'est ainsi que furent créées dans le Caucase occidental les lignes stratégiques de la Laba.

de la Belaya, et en dernier lieu du Pschisch et de l'Adagoum, affluens du Kouban. Celle du littoral de la Mer-Noire, fondée en 1834, dut être abandonnée au bout de peu de temps, au moins en partie, comme on l'a vu déjà, à cause des difficultés qu'offrait alors cette position. Les Cosaques chargés de défendre ces lignes avaient pour mission, avec leurs familles, de livrer à la culture le terrain d'alentour. Chaque poste se transformait promptement en *stanitza* (village cosaque) et devenait un établissement définitif. C'est ainsi que les montagnards se trouvèrent resserrés dans un cercle de plus en plus étroit et infranchissable.

Ces progrès continuèrent sans interruption, et sans nécessiter en même temps un trop grand déploiement de forces, jusqu'à l'époque où la défaite de Schamyl permit de tourner contre les tribus tcherkesses toute l'armée du Caucase. Le plan d'attaque contre ces tribus consistait à prendre à revers les populations des plaines basses du Kouban, à les pousser en avant sur les pentes septentrionales de la montagne, d'étage en étage, jusqu'aux sommets les plus élevés, dans des lieux où cesse toute végétation et où la roche nue ne présente à l'homme et aux animaux ni abri, ni moyen de subsistance, — ensuite à les rejeter sur le revers de la chaîne. Des détachemens partis de deux points opposés, du Kouban au nord, et de la province de Koutaïs au sud devaient, en marchant pour se rejoindre, cerner les montagnards acculés dans cet espace étroit et les prendre entre deux feux. Pour préparer l'exécution de ce plan, la province du Kouban fut organisée militairement, et forma la dix-neuvième division d'infanterie, renforcée par cinq bataillons de la ligne et les Cosaques de la Mer-Noire. Ce corps de troupes fut partagé en trois détachemens qui, dès l'automne de 1857, commencèrent à se mouvoir simultanément aux deux extrémités et au centre de la ligne du Kouban. Ces travaux préliminaires durèrent jusqu'en l'année 1860, où s'ouvrit la campagne. Il fallait d'abord réduire les tribus abazes, perchées dans les montagnes, aux sources des deux Zelentchouk, de l'Ouroup et de la Laba, et qui menaçaient d'inquiéter les derrières de l'armée. Ce soin fut confié au détachement oriental, dit de l'Adagoum. Les montagnards, forcés dans leurs retraites, mirent bas les armes et émigrèrent en Turquie. Le même détachement, poursuivant sa marche, soumit, par une suite d'opérations continuées pendant tout le cours de l'été et de l'hiver, la contrée comprise entre le Kouban et la baie de Novorossüsk. Les Natoukhaïs, isolés des Schapsougs, se rendirent à discrétion et prirent également le parti de passer sur le territoire ottoman. Leur exemple fut suivi par la tribu des Bjedoukhs, jadis à moitié ralliée aux Russes, et qui avait fait défection pendant la guerre de Crimée.

Sur les terrasses de la montagne qui du côté du nord s'élèvent,

comme les gradins d'un immense amphithéâtre, dans un labyrinthe de forêts, la plus puissante des nations du Caucase occidental, les Abadzekhs, vivait fière de sa supériorité sur les autres tribus et de son indépendance. Dans l'automne de 1859, le général Philipson, qui avait remplacé le général Kozlovskii dans le commandement de la province du Kouban, reçut l'ordre de s'avancer contre eux. C'était au moment où la capture de Schamyl avait répandu partout la terreur et le découragement. Méhémet-Amin, qui était à la tête des Abadzekhs, désespérant de l'issue de la lutte et cédant à des considérations d'intérêt personnel, engagea la tribu à traiter avec les Russes. Le 20 novembre 1860, des conférences s'ouvrirent dans un lieu nommé Kamkheta. Méhémet-Amin et les anciens prêtèrent serment de fidélité éternelle au tsar. Les conventions du traité qui intervint méritent d'être connues, car elles révèlent l'esprit, les prétentions et les espérances de ces montagnards. — 1° Les Abadzekhs prenaient l'engagement d'accepter le chef qui leur serait donné, de cesser les brigandages sur la frontière russe, de dénoncer ceux qui s'en rendraient coupables, de ne point participer aux agressions des tribus rebelles, d'expulser tous les malintentionnés et de rendre les transfuges. 2° En retour, ils devaient conserver leurs antiques priviléges, leur religion, la liberté d'aller en pèlerinage aux lieux saints de l'islamisme, être affranchis de tout impôt ou de toutes prestations en nature, du recrutement militaire, de l'enrôlement en corps de Cosaques. 3° Ils auraient la faculté de prendre du service, comme volontaires, dans l'armée russe, avec droit à l'avancement et aux récompenses militaires. 4° Les communautés abadzekhs seraient conservées dans leur intégrité actuelle sans pouvoir être jamais dissoutes. 5° Leur territoire resterait à perpétuité leur propriété incommutable, et aucune portion ne pourrait en être détachée pour y fonder des *stanitzas*. 6° Les serfs attachés à la glèbe ne cesseraient point d'appartenir à leurs maîtres respectifs, et si l'un d'eux venait à s'enfuir chez les Russes, il serait rendu sans conditions. 7° La nation aurait le droit de s'administrer elle-même suivant ses antiques usages; l'officier russe placé à sa tête serait agréé par elle, et n'aurait d'autre pouvoir que celui d'intervenir dans les jugemens pour faits de rébellion, ou en cas d'appel des décisions du conseil dirigeant, composé des anciens.

Ce traité n'était évidemment qu'une transaction provisoire, une simple trêve, conclue sous les auspices et par les menées de Méhémet-Amin; il était douteux qu'il fût ratifié par l'assemblée de la nation, dont la majorité restait inébranlable dans son antipathie contre les Russes. De son côté, le commandant supérieur du Caucase, le feld-maréchal Bariatinskii, y trouvait le grave inconvénient de laisser les Abadzekhs en armes sur le revers de l'armée prête à

marcher en avant contre les Schapsougs. D'ailleurs ce traité était incompatible avec la politique secrète qui avait prononcé un arrêt de bannissement contre les montagnards. Néanmoins le maréchal jugea qu'il était sage pour le moment de dissimuler sa désapprobation et dangereux de s'attirer sur les bras toutes les forces d'une tribu belliqueuse avant d'avoir achevé de prendre toutes ses dispositions. Il ratifia les conditions souscrites par le général Philipson, et résolut d'attendre, ce qui ne pouvait manquer d'arriver, l'infraction ouverte du traité par les Abadzekhs. Dans l'intervalle, il comptait profiter de leur inaction pour agir contre les Schapsougs. En septembre 1860, il remit la continuation des opérations militaires au général comte Yevdokimof, qui s'était illustré précédemment par la prise, en plein hiver, de l'*aoûl* de Véden, véritable nid d'aigle au sommet des montagnes où s'abritait Schamyl. Il le manda du fond de la Tchetchenia, province récemment pacifiée, et que le général avait été chargé de réorganiser. Des préparatifs immenses furent faits en matériel de guerre et en approvisionnemens, des masses de troupes concentrées au pied de la montagne. Le comte Yevdokimof, secondé par des officiers qui avaient fait leurs preuves dans la guerre du Caucase, — les généraux-majors prince Mirskii, Kartsef, Heymann et Grabbe, — se mit en mesure de prendre l'offensive avec une nouvelle vigueur. Conformément aux vues qu'avait fait prévaloir à Saint-Pétersbourg le prince Bariatinskii, la mission du général Yevdokimof était non-seulement de combattre et d'expulser les montagnards, mais de déblayer le territoire abandonné par eux des forêts dont il était couvert, de percer des routes, d'y élever des forts et des habitations, et d'y attirer les populations cosaques ou russes, comme élément nouveau de colonisation.

Pendant les premiers mois qui suivirent le traité conclu avec les Abadzekhs, ils ne bougèrent pas, et la tranquillité ne fut troublée nulle part chez eux. Leur influence contint même quelques tribus adighès, placées entre la Laba et la Biélaya; mais peu à peu plusieurs de ces petites communautés recommencèrent leurs déprédations, des Abadzekhs furent vus jouant un rôle actif dans les rangs des Schapsougs. Leur pays, fermé aux Russes et même à l'officier qui, en vertu de la convention de Kamkheta, leur avait été imposé pour les gouverner, était ouvert aux émissaires musulmans et aux aventuriers européens débarqués sur la côte. L'intervention des anciens, comme garans de cette convention, était devenue inutile; ils n'avaient point assez d'autorité pour forcer l'adhésion de toute la tribu. Le prince Bariatinskii décida que les Abadzekhs seraient sommés de se rendre à discrétion et, dans le cas d'un refus facile à prévoir, attaqués résolûment.

Au printemps de 1861, les premières tribus que les Russes rencontrèrent, alliées ou protégées des Abadzekhs, furent débusquées successivement et presque sans combat des hauteurs qu'elles habitaient, et le choix leur fut laissé de passer en Turquie ou d'aller se fixer derrière les lignes russes. Les Beslenéi optèrent pour l'émigration, les Kabardiens libres et les Temirgoï allèrent s'établir comme colons en face de la ligne de la Laba; les Barakaïs, les Bagdos et d'autres tribus abazes furent rejetés sur le versant méridional de la grande chaîne.

Dans l'automne de 1861, l'empereur Alexandre II fit un voyage au Caucase pour s'assurer par lui-même du véritable état de choses dans la province du Kouban; il reculait devant les difficultés que soulevait l'exécution d'une mesure aussi rigoureuse que celle de l'expulsion en masse de toute une population hors de ses foyers. La nouvelle de l'arrivée du monarque se répandit avec la rapidité de l'éclair parmi les tribus hostiles ou soumises, et toutes se hâtèrent de lui envoyer des députations, qui furent reçues au camp de Kamkheta. Les bases de l'accommodement proposé aux montagnards furent la conservation de leurs priviléges et de leurs coutumes, l'exemption de tout impôt, une indemnité pour les terres qu'on leur prendrait pour y établir des lignes militaires, et de leur part la reddition immédiate des prisonniers et des transfuges. Le lendemain, les députés présentèrent à l'empereur un mémoire dans lequel ils posaient comme conditions préalables la retraite des Russes au-delà du Kouban et de la Laba et la démolition des forteresses. Ces prétentions, quoique accompagnées de protestations d'un ardent désir de vivre sous la loi du grand tsar de Russie, étaient inadmissibles, et les conférences furent rompues.

La dispersion des tribus groupées sur les contre-forts les plus avancés de la montagne avait conduit les Russes jusque sur les confins des Abadzekhs. Ceux-ci, comprenant qu'ils allaient être écrasés, tentèrent une dernière démarche de conciliation. Ils envoyèrent leurs anciens à Tiflis pour solliciter le maintien du traité conclu avec le général Philipson ; mais les concessions stipulées par ce traité étaient incompatibles avec les vues nouvelles du cabinet russe sur la colonisation de la province du Kouban, et les députés furent congédiés sans avoir obtenu de réponse. Le sort des Abadzekhs était décidé; ils devaient disparaître comme toutes les autres tribus. Le général Yevdokimof avait appelé les plus vieilles troupes, les plus aguerries de l'armée du Caucase. Les montagnards, retranchés sur une éminence escarpée nommée *Sem-Kolên* (les sept tribus) furent attaqués par les tirailleurs d'Apschéron. Quoique harassé de fatigue par une longue marche, ce régiment enleva cette position à la pointe

de la baïonnette. Séparés des Abadzekhs, les Mokoschs et les Egheroukhaïs ne tinrent pas longtemps et s'enfuirent vers la Biélaya. Le 1er juin 1862, tout le cours de cette rivière sur ses deux bords était au pouvoir des Russes. Réduits aux abois, les Abadzekhs implorèrent l'assistance de leurs voisins et essayèrent de se liguer avec eux; mais la désunion qui existait entre ces tribus ne leur permit pas de s'entendre. Isolés, privés de chefs et de direction, sans unité de plan et d'action, ils s'élançaient par bandes confuses et venaient se briser contre les épais bataillons de l'armée russe.

C'est en ce moment que les Oubykhs entrent en scène et prennent l'hégémonie, tandis que les Schapsougs s'ébranlent de leur côté. A la tête des tribus du littoral, les Oubykhs, franchissant par une marche audacieuse les sommets de la grande chaîne, dont le soleil d'été avait fondu les neiges, tombent sur le flanc et les derrières de l'armée russe. Grande fut la surprise des troupes en voyant descendre de ces hauteurs réputées inaccessibles des hordes à l'aspect étrange, coiffées du bonnet en feutre de forme conique (*kalpak*) au lieu du bonnet de fourrure en usage dans tout le Caucase (*papak*). Les Oubykhs se précipitèrent comme un torrent sur les *stanitzas* et les postes qui s'offraient tout d'abord à leurs coups. Le camp de Kamkheta, entouré d'une redoute, fut emporté d'assaut, et la garnison ne se maintint dans le fort où elle s'était renfermée que par une résistance désespérée. La *stanitza* Psemenskaia, qui fermait vers le sud la ligne de la Laba, fut prise et quelques jours après détruite, et la moitié de ses habitans traînée en esclavage. En même temps les Schapsougs assiégeaient les forteresses Dimitrief et Gregorief, se répandaient dans la contrée précédemment habitée par les Natoukhaïs, et allaient saccager les établissemens naissans des colons.

Ces succès des montagnards commençaient à inspirer des inquiétudes; mais, d'après les aveux de M. de Fadeief, ce qui semblait le plus à craindre était l'intervention possible des puissances occidentales en faveur des tribus du Caucase. L'opinion publique en Europe commençait à s'émouvoir pour cette poignée de braves qu'une dernière étreinte de leur colossal adversaire allait étouffer. Les Abadzekhs, en communication avec la mer par les Schapsougs, devenus leurs alliés dans cet instant suprême, ne cessaient de recevoir du dehors des renforts d'hommes, des canons rayés et de la poudre. Lorsque le printemps laissa le champ libre aux hostilités, attaqués par les deux détachemens de l'Adegoum et de la Djouba, les Schapsougs cédèrent, et, opérant leur reddition successivement par villages entiers, furent conduits, sous escorte, sur les terres qui leur étaient assignées dans les plaines du Kouban inférieur. L'im-

minence d'un péril commun avait rapproché les Oubykhs et les Abadzekhs. Un des leurs, le brave Ismaïl-Pacha, venu à leur secours de Constantinople avec quatre canons rayés, les encourageait à la résistance en leur annonçant l'arrivée d'un corps d'auxiliaires européens. Entre la Pschekha et le Schips, deux affluens du Kouban, s'ouvrait une vallée profonde, boisée et de difficile accès; les Oubykhs s'y jetèrent et en fortifièrent les avenues par des batteries dressées, sous la direction de leurs auxiliaires, suivant toutes les règles de l'art militaire. Cernés dans cette vallée par les généraux Grabbe et Heymann, ils soutinrent pendant quelques jours de rudes assauts. Enfin, accablés par le nombre, ils battirent en retraite, mais en faisant bonne contenance; ils réussirent à sauver leurs canons, qu'ils emportèrent et mirent en sûreté sur les bords de la mer. Cette défaite de leurs alliés entraîna la soumission de la plus considerable portion des Abadzekhs; les autres s'enfoncèrent dans les forêts et les anfractuosités des rochers comme dans un asile ignoré des Russes. Inutile précaution! des colonnes volantes les poursuivaient, brûlant les *aoûls* sur leur passage, pourchassant les fugitifs la baïonnette dans les reins. Dans leur attachement au sol natal, près de le quitter à jamais, les proscrits hésitaient: la force leur arrachait le serment de s'en éloigner, et cet engagement, ils l'acceptaient sans réflexion, parce qu'il leur valait en retour quelques instans de répit, dernière espérance à laquelle se rattachait leur imagination enfantine. Plusieurs, entraînés par d'irrésistibles regrets, reprirent furtivement le chemin de leurs demeures; se glissant dans les bois, ils se dérobaient à toutes les recherches. Le desespoir pouvait réunir ces hommes dispersés et leur mettre à la main leurs armes, qu'ils avaient conservées, et dont le montagnard du Caucase ne se sépare qu'en perdant la vie. La prévision de ce danger, qui était très réel, rendit le vainqueur inexorable.

Les Abadzekhs avaient demandé comme dernière grâce un delai de quelques jours pour rassembler les débris de leurs richesses d'autrefois et faire leurs préparatifs de départ. Ce délai leur fut accordé par le général Yevdokimof, et le terme adopté fut le 1er (13) février 1864. Une fois le délai expiré, ils devaient se transporter avec leurs familles et leurs bestiaux dans les plaines basses destinées à les recevoir, ou dans l'un des ports de la côte désigné pour leur embarquement. Les retardataires surpris dans le pays seraient considérés comme prisonniers de guerre et traités comme tels. Les exilés se partagèrent en deux groupes; l'un s'achemina vers le cours inférieur de la Biélaya, au centre des lignes russes, et l'autre se dirigea vers le port de Taman pour émigrer en Turquie. Il y avait en tout soixante-dix mille personnes de l'un et de l'autre sexe, à très

peu près la moitié de la population dont se composait la nation abadzekh avant la guerre; l'autre moitié avait péri dans les combats ou sous l'action plus destructive encore des fléaux de la nature.

Cette transportation de tout un peuple et d'une foule d'autres tribus de moindre importance laissait libre et dépeuplée la vaste région du Kouban depuis la rive gauche de ce fleuve jusqu'à la grande chaîne du Caucase; mais sur le versant opposé le littoral jusqu'au fleuve Schapsougo était encombré de clans hostiles. Là était campée la fraction méridionale de la tribu des Abadzekhs et des Schapsougs, avec les Djighètes sur leurs limites; là s'étaient agglomérés tous les fuyards d'au-delà les montagnes, en quête des rares embarcations qui arrivaient pour les transporter chez leurs frères musulmans de l'Asie-Mineure. Ces tribus du littoral étaient renommées comme belliqueuses et féroces entre toutes; leur position sur des pentes abruptes au milieu de défilés inextricables, dans des lieux où chaque accident de terrain est comme une forteresse inexpugnable, les avait préservées jusque-là de tout contact avec l'ennemi. Loin de trahir la moindre crainte à la vue des apprêts formidables dirigés contre elles, leur attitude était fière et provocante. C'était le dernier point, mais le plus difficile à emporter de tout le Caucase occidental. Les généraux Heymann et Grabbe exécutèrent à diverses reprises des reconnaissances dans les hauts bassins du Touapse, de la Pschekha et du Pschicsh, dévastant le pays, abattant les forêts et ouvrant au travers de la grande chaîne des chemins destinés à relier la région du nord avec le rivage de la mer. Au commencement de 1864, le grand-duc Michel, qui avait succédé au maréchal Bariatinskii comme lieutenant de l'empereur, donna l'ordre d'en finir en attaquant les montagnards par le nord et le sud, et en les prenant des deux côtés à la fois par un mouvement convergent. Dans le gouvernement de Koutaïs, outre les troupes locales, neuf bataillons de la division des grenadiers avaient été concentrés, et des approvisionnemens disposés sur le bord de la mer pour être transportés par des embarcations partout où besoin serait. Le grand-duc vint prendre lui-même le commandement supérieur de l'expédition et confia aux généraux Heymann et Yevdokimof le soin d'en diriger les opérations. La campagne ne fut pas longue, et l'issue n'en était pas douteuse. Des troupes nombreuses, fraîches et animées par le souvenir de leurs succès passés, parfaitement disciplinées et organisées, avaient devant elles une tourbe de pauvres montagnards affaiblis par la mort ou le départ de leurs frères, désolés par les maladies, mourant de faim au milieu de leurs stériles rochers, dont l'approche était interceptée par la croisière russe. Un premier élan porta les généraux Heymann et Yevdokimof au cœur

même du territoire des Schapsougs, entre les fleuves Touapse et Schapsougo, non loin de l'ancien fort Véliaminof. Le lendemain (mars 1864), les anciens vinrent au camp demander la paix, qui leur fut accordée à la même condition qu'aux autres tribus : leur retraite sur le Kouban ou l'émigration en Turquie. Sur ces entrefaites, le général Yevdokimof ayant été appelé à d'autres fonctions, les généraux Grabbe et Schatilof furent chargés de terminer la guerre.

Les intrépides Oubykhs, décidés à résister jusqu'à la dernière extrémité, s'étaient fortifiés sur un rocher qui domine la rivière Gadlik ; surpris par un brusque assaut du détachement de Dakho, ils furent culbutés et dispersés. Leur soumission décida celle des Djighètes et autres petites tribus, les dernières dont l'indépendance survécût encore; mais ce n'était pas tout que de vaincre : après le triomphe, il y avait encore à remplir une tâche bien autrement difficile et périlleuse; il fallait contraindre les montagnards à quitter leurs demeures. A cette heure suprême, un parti rassemblé dans toutes les tribus se jeta avec la rage du désespoir dans la vallée encaissée d'Aïbgo, connue de tout temps comme un repaire de brigands déterminés. Aidés par les brigands, les montagnards barricadèrent les sentiers escarpés conduisant dans ces lieux reculés, et arrêtèrent ainsi la marche du général Schatilof. Pendant quatre jours, du 7 au 11 mai, les Russes furent tenus en échec devant cette forte position, sans pouvoir ni s'en emparer, ni passer outre, et perdirent beaucoup de monde. Il fallut que le grand-duc fît partir un renfort considérable, commandé par le général Barizatoul, pour environner les montagnards de tous côtés. Foudroyés par une puissante artillerie, ils succombèrent presque tous. Le petit nombre de ceux qui échappèrent à ce combat sanglant allèrent rejoindre le reste des populations accumulées sur le rivage, lieu de départ général pour l'internement ou l'exil.

La prise de cette petite vallée, de ce coin de terre obscur et ignoré, est une date à jamais mémorable. C'est le dernier acte de ce drame aux péripéties multipliées et émouvantes que la guerre du Caucase a déroulé sous nos yeux. Avec les défenseurs d'Aïgbs tomba la nationalité tcherkesse, anéantie ou dispersée à tous les vents, et c'est alors, c'est à la date du 21 mai (2 juin) 1864, que le grand-duc Michel put écrire à l'empereur son frère la dépêche que nous avons rapportée en commençant ce travail, et qui lui annonçait que le drapeau russe était arboré d'un bout de l'isthme du Caucase à l'autre.

Ed. Dulaurier.

LA

PANTHÈRE NOIRE

I.

Savez-vous rien de plus charmant que de quitter Paris vers dix heures du soir après une journée brûlante du mois de juin? A la lumière éblouissante du gaz succède la molle clarté des étoiles; le bruit assourdissant de la grande ville est remplacé par le silence des campagnes assoupies. Emporté à toute vitesse à travers champs, on entrevoit confusément la cime des arbres penchés sur la route et qui semblent tourner sur eux-mêmes. Les vastes prairies traversées par une rivière, les châteaux en ruine suspendus au-dessus d'un ravin, les paisibles hameaux groupés au pied de leur clocher comme les brebis autour du berger, tout cela défile et passe comme une vision; puis ce sont des villes que vous côtoyez, et dont les églises avec leurs hautes tours se dessinent en silhouette sur le ciel teint d'une lueur crépusculaire. On songe à ce que l'on a laissé derrière soi, on rêve à ce que l'on va voir. Dans ce paysage sans cesse renouvelé, dont on ne perçoit que les contours vaguement accusés, rien n'est précis : tout semble flotter dans l'espace. On sent que l'on obéit à une impulsion irrésistible, effrayante, à laquelle il est pourtant doux de s'abandonner. Il y a des instans où l'on pense les yeux fermés, d'autres où l'on dort les yeux ouverts. Aux premières lueurs du jour, avant même qu'aucun point de l'horizon soit parfaitement visible, on comprend qu'on a changé de pays et presque de climat. C'est alors un réveil complet du cœur et de l'esprit; le lieu vers lequel on avait dirigé sa pensée, où l'on avait souhaité d'être quelques heures auparavant, vous apparaît tout à coup : vous le tenez, il est venu au-devant de vous avec la rapidité d'un sou-

venir évoqué dans un moment de rêverie. Non, en vérité, après le bonheur que l'on ressent à courir sur les mers toutes voiles dehors, je ne sais rien de plus prestigieux que de raser la terre à toute vapeur dans le silence d'une nuit d'été.

Ces impressions étranges, — et toujours nouvelles pour ceux qui ont connu les longs voyages dans les diligences, — je les éprouvai dans toute leur intensité, lorsque le train parti la veille au soir m'eut transporté en neuf heures, — tout juste le temps que j'aurais employé à dormir, — dans la gare d'Ancenis, à près de cent lieues de celle du Mont-Parnasse, à Paris. Au moment où je touchais la terre, encore étourdi de la rapidité de la traversée, j'aperçus un *break* attelé de deux petits chevaux qui s'avançait vers la voie ferrée. Le cocher, après avoir examiné avec attention les voyageurs qui défilaient par la porte de sortie, arrêta ses yeux sur moi.

— C'est monsieur que l'on attend au château de La Ribaudaie? cria-t-il de loin en levant sa casquette galonnée.

Sur ma réponse affirmative, il accourut pour prendre mes bagages, qu'il rangea dans les coffres du *break*. Cinq minutes après, ce qui reste des vieux murs d'Ancenis et de son château, bâti par la comtesse Aremberge, disparaissait derrière nous, et nous traversions au trot le pont qui devait nous conduire sur la rive gauche de la Loire. Il y avait des trains de bateaux qui remontaient le fleuve, poussés par une jolie brise du sud; aux abords du pont, les mariniers abaissaient leurs mâts et remontaient péniblement, en se touant sur leurs ancres, le courant de la Loire, rendu plus rapide encore par les piles des arches qui leur font obstacle; puis les voiles se hissaient de nouveau, et le convoi reprenait sa marche à travers les grèves dorées et les îles verdoyantes. Les hirondelles de rivage aux ailes grises, qui nichent par troupes dans le sable des berges, se jouaient gaîment sur les eaux. L'air était frais et doux; les nuages affectaient cette forme arrondie, cette apparence floconneuse qui annonce le voisinage de l'Océan. Tout le paysage ressentait l'influence de la Loire, qui coule majestueusement avec une vitesse contenue au milieu d'une campagne engraissée du limon de ses eaux. Je ne puis revoir ce noble fleuve sans songer à l'Ohio et au Nil.

Si je marchais moins vite que sur la voie ferrée, au moins étais-je en communication directe avec la terre; d'ailleurs, quand le jour brille, il y a plaisir et profit à voir le pays que l'on parcourt. Les petits chevaux faisaient voler la poussière sous leurs pieds. De temps à autre le cocher se tournait vers moi, épiant l'occasion de lancer quelques paroles qui semblaient lui brûler la langue. Enfin il trouva un prétexte pour parler.

— Quelle heure peut-il être, monsieur?

— Huit heures et quelques minutes.

— Oh! c'est bon; nous arriverons au château bien avant le dejeuner. Ce matin, dès cinq heures, M. Legoyen est venu à l'écurie et m'a dit : Jean, tâche de m'amener M. Albert Desruzis avant que nous soyons à table. Et hier, en rentrant de la promenade, madame, qui était avec Mlle Emma, sa sœur, m'a bien recommandé de ne pas m'amuser en route... Tout le monde au château a l'air bien content de voir arriver monsieur.

Ces paroles me rappelèrent le but de mon voyage, que la contemplation de la nature me faisait un peu trop oublier. En quelques mots, j'expliquai à Jean que j'étais cousin de M. Legoyen, son maître, que nous avions étudié ensemble à Paris, et qu'en venant passer une partie de l'été au château de La Ribaudaie, je répondais à une invitation qui m'avait été faite l'année précédente, pendant que nous étions aux bains de mer de Pornic; mais ce que je me gardai d'ajouter, ce fut que mon digne cousin songeait à me marier avec la sœur de sa femme, Mlle Emma Trégoref, et que l'affaire était déjà assez avancée. Ces projets devaient être connus dans le pays; j'en trouvais un indice dans la manière naïvement impertinente dont Jean avait accentué sa dernière phrase. En dépit de sa casquette galonnée, Jean était un vrai campagnard demi-breton, curieux et bavard, docile et volontaire, fier de ses maîtres et satisfait de lui-même. Encouragé par mes premières réponses, il me parla des bénéfices considérables que M. Legoyen avait tirés de ses derniers armemens : la maison de commerce Legoyen et Ce serait bientôt une des premières de Nantes, et pour comble de bonheur la femme de mon cousin venait de faire un fort bel héritage, dont Mlle Emma devait naturellement avoir la moitié. N'ayant jamais eu l'occasion de connaître l'excellente tante qui voulait bien faire ce riche cadeau à la jeune fille dont j'espérais être prochainement l'époux, je ne pus m'empêcher d'écouter cette nouvelle avec un certain plaisir. J'arrivais donc chez les Legoyen sous de favorables auspices, dispos, allègre, et par un ciel si beau que la nature elle-même semblait se mettre en fête.

Bientôt apparut la blanche façade du château de La Ribaudaie, flanqué de ses quatre tourelles et surmonté de hautes cheminées historiées. A distance, l'effet me parut manqué absolument : il y a entre un édifice formé de moellons blancs, — quelle qu'en soit l'architecture, — et un vrai château des siècles passés la même différence qu'entre une image et un tableau. Il faudra décidément que l'on invente un mot spécial pour désigner ces constructions bâtardes, pâles copies des castels où s'enfermaient les barons aux

armures de fer. Toutefois, comme j'approchais du parc, cette fâcheuse impression se dissipa un peu : de belles pelouses, coupées par de rians massifs, encadraient assez bien la blanche maison aux toits pointus; çà et là des tapis de fleurs se mêlaient harmonieusement à la verdure des prairies. Le tout formait un ensemble agréable, essentiellement moderne, pareil au visage rose et candide d'un enfant qui se sent heureux de vivre. La grille du parc s'ouvrait à peine que j'entendis des cris de joie retentir à mes oreilles. C'était le cousin Legoyen qui m'attendait au passage, embusqué derrière un bouquet d'arbres, en compagnie de sa femme et de Mlle Emma Trégoref.

— Enfin le voilà, ce voyageur, ce cosmopolite! criait Legoyen en se jetant dans mes bras; allons, mon ami, embrasse ta cousine,... et vous, Emma, où êtes-vous? approchez, mon enfant.

Après cet exorde, Legoyen, qui était un peu replet, s'essuya le front. Mlle Trégoref se tenait derrière sa sœur; elle s'avança en souriant, et je serrai avec empressement la main qu'elle m'offrit. Elle me parut mieux que je ne m'y attendais; il n'y a rien comme la campagne et l'absence de comparaison pour faire valoir une jeune fille; mais je ne fis point alors cette réflexion désobligeante. Emma était vêtue avec une élégance un peu recherchée qui donnait un accent plus vif à sa physionomie douce et rieuse. Ce costume qui lui allait si bien, je me garderai de le décrire, on en rirait aujourd'hui, car il y a de cela plus de cinq ans. Je sais pourtant des pays où les femmes ont adopté un costume invariable, national, qu'elles ont appris à porter avec une grâce souveraine. En France, c'est le contraire : les femmes prennent à la volée une mode qu'elles essaient d'abord en souriant, puis elles la portent pendant quelques mois avec une gravité superbe, comme si elles avaient rencontré l'idéal du bon goût; mais, hélas! cette mise tant admirée, voilà qu'elles la modifient, la transforment, et le vêtement qui a fait leur gloire durant une saison, elles le jettent dédaigneusement au reste de l'Europe, qui le reçoit avec avidité et s'en pare avec respect. Si je l'osais, je dirais à la plus belle moitié du genre humain : Vous avez tort, mesdames; vous sacrifiez au vain plaisir d'essayer toujours quelque vêtement de forme nouvelle, souvent étrange, parfois bizarre, cette noblesse d'allures, cette aisance de manières que vous admirez dans les portraits du XVIIe siècle. — Peut-être parlé-je ainsi parce que la toilette que portait ce jour-là Mlle Trégoref fit sur moi une vive impression. Il me sembla que j'allais me mettre à l'aimer tout de bon. N'étais-je pas venu au fond de cette campagne retirée tout exprès pour m'habituer à vivre auprès d'elle, pour faire l'apprentissage d'une existence reposée,

pour oublier à tout jamais ces rêves de voyage qui avaient entraîné ma jeunesse sur toutes les mers? Mes vingt-sept ans étant sonnés depuis trois mois, je me croyais vieux, et je voulais être sage.

Pendant le déjeuner, la conversation fut fort animée. Comme tous les hommes sanguins, le cousin Legoyen savait parler beaucoup tout en mangeant avec un gros appétit. Il fut question de Paris, de ses plaisirs bruyans et de la vie agitée qu'on y mène en dépit de soi-même. Mlle Trégoref nous écoutait avec attention; elle paraissait joyeuse et inquiète à la fois de cette existence remuante qui pouvait bientôt devenir la sienne. Je suivais sur son visage le reflet des impressions qu'elle recevait de nos paroles, et je croyais y découvrir une curiosité naïve tempérée par un grand fonds de sagesse. Il y avait sur la table des fraises parfumées, des cerises écarlates et quelques abricots un peu pâles, — derniers fruits du printemps, premières productions de l'été, — et sur la cheminée s'épanouissaient dans des vases de Chine toutes les fleurs que le génie de l'horticulture a su acclimater sur les rives hospitalières de la Loire. Dans ces fruits et ces fleurs, produits d'un sol favorisé, je voyais l'image des sensations et des pensées de cette jeune fille à l'œil bleu, déjà sortie des riantes illusions de l'enfance, s'avançant timidement vers la pleine jeunesse, et prête à aborder le côté sérieux de la vie au moment où son visage rayonnait de tout l'éclat de l'adolescence. C'est ainsi que je me mettais en frais d'invention pour expliquer les mystères d'un cœur que je me figurais romanesque comme le mien. Parfois, je l'ai dit, Emma devenait rêveuse : pouvait-il en être autrement? A travers tous les propos que débitait le joyeux cousin perçait incessamment ce refrain : Emma, vous serez bientôt mariée; Emma, vous habiterez Paris, que vous ignorez, en compagnie d'un époux que vous ne connaissez guère encore... Mme Legoyen comprit heureusement les réflexions qui troublaient l'esprit de sa jeune sœur et contrariaient l'expansion de sa gaîté accoutumée.

— Voyons, Albert, me dit-elle brusquement et d'un ton de voix à demi sévère, j'espère que vous êtes guéri de votre manie de voyager aux quatre coins du monde?

— Sans doute, répondis-je vivement; la preuve, ma cousine, c'est que je suis ici.

— Avouez que vous en avez assez de ces pérégrinations lointaines, reprit Mme Legoyen, et que vous n'êtes pas fâché de faire halte une bonne fois.

— Écoutez, répliquai-je; vous voulez que je renie mes premières affections, je ne le puis. La passion de l'indépendance, dont les voyages sont la plus haute expression, vit toujours dans le cœur où

elle s'est une fois implantée... Il fut un temps, — et ce temps n'est pas loin, — où j'aurais donné la terre de La Ribaudaie pour le plaisir de voguer sur l'un de ces grands navires que vous expédiez vers les mers de Chine...

J'avais été trop loin en parlant ainsi, et je m'en aperçus aussitôt. Emma, un peu effrayée de la vivacité de mon langage, regarda sa sœur, qui, feignant de ne pas prendre au sérieux les paroles que je venais de prononcer, répliqua d'un ton de parfaite indifférence : — Et cela vous a passé tout à coup?...

— A peu près, répondis-je en balbutiant.

— Allons, allons, dit à son tour M. Legoyen, le cousin Albert est un artiste; il aime les grandes choses, la grande mer, les grandes passions... Que voulez-vous? un homme qui n'a pas d'état et qui passe sa vie à rêver est plus sujet à l'exaltation que nous autres négocians... Si vous le voulez, mesdames, nous irons faire un tour dans le parc...

Nous sortîmes tous les quatre; lorsque nous fûmes arrivés près d'une vaste pièce d'eau sur laquelle une demi-douzaine de saules échevelés pleuraient à l'envi, Mme Legoyen s'approcha de moi, et me prenant à l'écart : — Vraiment, Albert, vous avez des propos qui m'inquiètent.

— Écoutez, lui répondis-je, ne me demandez jamais si j'aime encore ou si je n'aime plus ceci ou cela. Ces questions me déroutent.

— L'an passé, reprit Mme Legoyen, quand nous étions aux bains de mer, vous demeuriez en extase au bord de l'Océan et devant les flots agités; ma pauvre sœur paraissait tout à fait oubliée...

— Mais la rêverie n'a rien de commun avec les sentimens du cœur...

— Subtilités que tout cela!

— Non, je vous jure...

— Ne jurez pas, Albert. Je crois à votre sincérité, et la loyauté de votre caractère me rassure; mais avant tout songez à ce que vous êtes venu faire ici. En votre qualité de prétendant à la main de ma sœur, vous devez lui faire la cour et mettre de côté vos sensibilités mélancoliques.

Cela dit, Mme Legoyen ralentit le pas, et bientôt nous fûmes rejoints par son mari, qui donnait le bras à Mlle Trégoref. Celle-ci parut n'avoir pas remarqué le petit *à parte* qui nous avait tenus éloignés d'elle, sa sœur et moi : la promenade s'acheva assez gaîment.

Cependant, lorsque je me fus retiré pour prendre du repos dans l'appartement qui m'était destiné, les paroles prononcées par

Mme Legoyen me firent un peu réfléchir. Pour rester dans mon rôle de prétendant à la main de Mlle Trégoref, je devais donc me résigner à *être comme tout le monde*, à me montrer autre que je ne suis, à comprimer mes instincts, à dissimuler mes impressions. Cette perspective ne laissait pas de m'effrayer un peu, et j'éprouvais comme un vague regret de cette liberté que j'allais abdiquer. O inconstance de l'esprit humain! combien de fois, dans les circonstances périlleuses de mes pérégrinations hardies, n'avais-je pas souhaité avec ardeur ce repos qui s'offrait à moi, cette vie calme et réglée dans laquelle tout me conviait à entrer! Et parce qu'il fallait me contraindre durant quelques semaines, je sentais mes résolutions chanceler! Ne pouvais-je donc, pour mériter d'être l'époux d'Emma, me soumettre à ces épreuves passagères qui m'étaient imposées? Comme je me livrais à ces pensées, j'entendis monter jusqu'à moi la voix de Mlle Trégoref, qui chantait en s'accompagnant sur le piano. Que se passe-t-il dans le cœur de cette jeune fille? me demandai-je en prêtant l'oreille : est-ce une leçon qu'elle répète, ou bien un sentiment qu'elle exprime?... Qu'importe après tout? elle est jolie. Confinée au fond d'une province, tenue en tutelle par sa sœur aînée, elle a vécu de cette vie étroite et mesquine qui ne permet pas à l'esprit de se développer librement. C'est à moi de l'initier à ce monde de l'imagination qui est demeuré jusqu'ici fermé pour elle, et quand je l'aurai mise de mon parti, nous triompherons aisément du formalisme de Mme Legoyen.

Ainsi raisonnais-je dans mon inexpérience, et je m'efforçai de me rendre agréable à mes hôtes sans oublier de me montrer assidu auprès d'Emma. Tout allait au mieux, et je commençais à me féliciter de mon séjour à La Ribaudaie, lorsqu'il prit fantaisie à mon cousin Legoyen de donner un grand dîner en mon honneur. Oh! que je l'en aurais bien dispensé! Tous les notables de l'arrondissement étaient conviés. Il me fallut essuyer une bordée de questions inattendues qui pleuvaient sur moi de tous côtés. J'essayai de prendre part à la conversation qui s'engageait autour de la table; mais cette conversation s'égrenait en menus propos d'une telle ténuité que je ne pouvais en suivre le fil. Ce n'était pas que les conviés manquassent d'esprit ni d'instruction; les dames me parurent fort aimables, et elles étaient parfaitement mises, ce qui est une preuve de goût et de bon sens. Eh bien! cette réunion de gens doués d'intelligence et bien élevés ne produisit qu'un entretien décousu, haché, en tout point vulgaire, et dont la chronique locale faisait tous les frais. On parla avec beaucoup d'ironie d'un gentilhomme des environs et d'une jeune fille née sous je ne sais quel climat. — Elle est si brune, cette créole, disait une dame au teint

de cire assise en face de moi, si brune, qu'elle m'a fait avec ses yeux fauves l'effet d'une panthère noire!

Ce cruel bon mot de la *panthère noire* a fait fortune; un grain de médisance réussit toujours au dessert. On fut à table près de deux heures, et les conviés paraissaient enchantés d'eux-mêmes et des autres. Il m'a été pénible de voir Mlle Trégoref prendre part à cet échange de paroles vulgaires avec un entrain, avec une vivacité surprenante. Serait-ce donc là l'élément qui lui convient, le milieu où elle se complaît? Parfois cependant il lui arrive de parler fort sagement de littérature et de musique, elle n'est point indifférente non plus aux beautés de la nature; mais il paraît que ce côté des choses ne se présente point de lui-même à son esprit, et qu'elle se contente de l'accepter quand on le lui offre, faute de mieux et sans s'y attacher beaucoup. Pendant le repas, étant assis auprès d'elle, je me suis hasardé à lui témoigner la surprise que me causait cette prodigieuse dépense de paroles prononcées en pure perte, sans qu'il en sortît rien que des redites et quelques attaques contre le prochain. Elle m'a répondu gaîment que l'on ne se réunissait pas à la campagne pour dire des choses sérieuses, mais pour s'amuser.

— Vous appelez donc cela s'amuser? lui demandai-je de l'air du monde le plus ennuyé et sans doute aussi le plus piteux, car elle est partie d'un grand éclat de rire. Alors, bien persuadé que je lui paraissais ridicule comme au reste de l'assemblée, je dus me résigner à me taire et à écouter. Il se débitait d'ailleurs autour de nous des choses assez instructives. La question des fruits ayant été mise sur le tapis, ainsi que celle des fleurs, j'appris que l'on portait à douze cents le nombre des poires cultivées à Jersey dans l'établissement connu sous le nom de *Clarendon-Nursery*, et que l'on évaluait à plus de mille celui des roses obtenues sur les terrains schisteux et argileux des environs d'Angers. Il s'ensuivit une discussion générale sur les qualités du *chaumontel* des îles de la Manche et sur l'éclat extraordinaire du *géant-des-batailles*. La dissertation durait encore lorsque l'on passa dans le salon pour prendre le café. Il faisait tout à fait nuit; les bougies allumées répandaient une chaleur si intense que les deux fenêtres ouvertes suffisaient à peine à rafraîchir l'appartement. Le cousin Legoyen allait d'un convive à l'autre, offrant des liqueurs et s'essuyant le front. Il vint à moi avec un sourire.

— Allons, Albert, un verre de ce vieux rhum qui me vient directement de la Jamaïque; cela te déliera la langue : tu ne dis rien ce soir.

— Merci, merci, je ne bois jamais de liqueurs, lui répondis-je, et je m'approchai d'une fenêtre. La lune brillait, projetant sur le

parc les ombres des grands arbres. Son image, réfléchie dans le lac, semblait se jouer sur les eaux transparentes. Quelle admirable soirée! Comment la rêverie ne s'emparait-elle pas des convives à la vue de cette sereine clarté des constellations poursuivant à travers la profondeur des cieux leur marche silencieuse? Comment ne pas contempler avec recueillement ces armées d'étoiles évoluant sous le regard de Dieu? L'été nous donne parfois, — trop rarement, hélas! — de ces soirs d'une beauté merveilleuse, si tièdes, si calmes, si doucement éclairés par le scintillement des astres, qu'il est impossible de ne pas se croire transporté dans un monde privilégié où règnent la paix des cœurs et la concorde des esprits, où le mal a cessé d'exister, où tout est harmonie et espérance.

Tandis que je demeurais ainsi en contemplation, Mlle Trégoref s'approcha de moi et me dit avec un malin sourire : — Que faites-vous là, monsieur Desruzis?

— J'admire le ciel, les étoiles...

— C'est très bien, reprit-elle; mais, si nous restions tous ainsi à admirer les astres, la bouche béante et sans rien dire, avouez que nous serions passablement ridicules... Mon Dieu! que vous êtes étrange!... Voyons, soyez aimable, venez vous asseoir à une table de whist.

— Mais je ne sais pas jouer.

— Venez, vous dis-je. Vous ne savez pas jouer? Allons donc, qui est-ce qui ne connaît pas le whist?

Il me fallut obéir. Je joue un peu, mais si mal!... Puis j'ai les cartes en horreur!... J'eus des distractions, je commis des fautes énormes, je perdis, au grand déplaisir de ma partner, et le cousin Legoyen, qui jouait dans la perfection, rit de bon cœur de mes maladresses. Mlle Trégoref ne me ménagea pas non plus. Elle avait ce soir-là une gaîté, un enjouement que je ne lui soupçonnais pas; elle était vive, railleuse, sémillante. D'où provenait tant d'allégresse? D'une cause bien simple : parmi les dames qui se trouvaient réunies dans le grand salon du château, il n'y en avait pas une qui pût rivaliser avec Emma de grâce et de fraîcheur : c'était ce triomphe, dont elle avait le sentiment, qui la rendait si heureuse. Dans le fait, elle était ravissante. L'animation de la soirée donnait à l'extrême délicatesse de son teint un éclat inaccoutumé; son œil bleu rayonnait sous ses longs cils blonds, et ses cheveux aux reflets soyeux flottaient en longues boucles sur son cou, d'une blancheur incomparable. A ce moment-là, Mlle Trégoref ressemblait à ces jolies têtes de Greuze qui joignent à la solidité du pinceau le moelleux du pastel.

— Eh bien! me dit tout bas Mme Legoyen, lorsque je quittai la table de jeu, que dites-vous de ma sœur?

— Elle est belle à ravir, répondis-je.

— Et vous ne m'avez pas fait de complimens, et vous ne lui en avez pas fait à elle-même?... En vérité, Albert, je ne vous comprends pas!

Et Mme Legoyen s'éloigna en faisant un petit mouvement d'épaules qui acheva de me déconcerter. Il paraît que j'avais eu, sans le vouloir, bien des torts envers elle et envers sa sœur, et pourtant ma conscience me disait que, de toutes les personnes présentes, aucune n'avait fait plus de réflexions que moi sur les charmes de Mlle Trégoref. Un beau compliment exprimé à propos eût bien mieux fait leur affaire. On vous tient compte de ce que vous dites et non de ce que vous pensez. Il était naturel aussi que le sentiment des fautes que je venais de commettre contribuât à me rendre silencieux. Cependant il fallait à tout prix que je fisse un effort sur moi-même pour me réhabiliter dans l'esprit des deux sœurs. Lorsque le bruit de la dernière calèche emportant les derniers convives eut cessé de résonner sur le sable des allées, je me sentis un peu plus maître de moi-même, et je félicitai hardiment Mlle Trégoref sur les succès qu'elle avait obtenus dans cette circonstance solennelle.

— Vous êtes vraiment trop aimable, répondit-elle en souriant, et je ne puis qu'admirer votre discrétion. Maintenant que nous sommes seuls, allons jouir au grand air de cette soirée d'été vraiment délicieuse. Viens, ma sœur, prends le bras de ton mari.

— Allez tous les trois, répondit M. Legoyen. Il faut que je me rende demain matin à Nantes pour une affaire pressante, et je n'ai que le temps de ranger quelques papiers dans mon sac de voyage.

Nous sortîmes donc tous les trois. Je donnais le bras aux deux sœurs comme un jeune premier d'opéra-comique. Au lieu de faire le tour des pelouses en descendant jusqu'au bord de la pièce d'eau, nous remontâmes derrière le château, vers un groupe de rochers que surmontait une touffe de bouleaux à l'écorce blanche. Il nous arrivait rarement de diriger notre promenade de ce côté. C'était un endroit très pittoresque, un peu sauvage. Pendant le jour, on embrassait de ce point, fort élevé, une grande étendue de pays. Longtemps nous restâmes assis sur ces rochers, causant de ces mille riens qui éclosent dans l'imagination aux heures de loisir et de silence. Mme Legoyen, qui n'avait plus à tenir son rôle de maîtresse de maison, se montrait affable et bienveillante; Emma était redevenue bonne et simple, ne gardant de son excitation de la soirée qu'une certaine vivacité d'esprit et de langage. Je me sentais parfaitement à l'aise, la conversation s'animait insensiblement, et je prenais un vrai plaisir à voir la pensée de Mlle Trégoref s'élever sans effort; mais tout à coup : — J'ai froid, rentrons, dit-elle en secouant sa jolie tête. — Et tout fut fini; les ailes un peu courtes

de cette imagination que j'admirais de si bonne foi venaient de se replier brusquement. J'en fus déconcerté, et j'y vis une leçon. Emma attendait de moi un mot encore à propos de ce dîner où elle avait remporté sur toutes les femmes un avantage signalé. Ce mot, je ne l'avais pas articulé, de là un dépit secret et le désir soudain de rentrer au château.

— Allons, me dit Mme Legoyen, il faut en rester là de vos aspirations poétiques, mon cher cousin; Emma se serait enrhumée à écouter vos discours...

Nous marchions assez vite. A notre gauche, à travers un bouquet de vieux arbres qui s'arrondissaient au penchant d'un ravin comme une masse noire effleurée à son sommet par les rayons de la lune, une lumière brilla, pareille à un feu follet.

— Tiens, dit Mlle Trégoref, on n'est pas couché encore au manoir de La Marsaulaie?

— Probablement M. de Rogariou, le maître de ce triste castel, vient d'achever, lui aussi, sa promenade du soir, répondit Mme Legoyen.

— Dieu! que j'aurais eu peur, si nous l'avions rencontré, reprit Emma; heureusement que M. Desruzis était avec nous...

Et s'adressant à moi : — C'est ce loup-garou dont il a été question pendant le dîner... Vous ne vous doutez pas ce qu'est ce manoir de La Marsaulaie. Figurez-vous un affreux petit château, sombre, enfoui sous les vieux arbres... Et celui qui l'habite, M. de Rogariou, on dirait qu'il appartient à un autre âge.

— Il est donc bien vieux? demandai-je.

— Oh! non, je ne crois pas qu'il ait plus de trente-cinq ans; mais il vit dans la solitude la plus complète, sans songer à faire restaurer son manoir; il n'y a pas une allée sablée dans son parc! Il a beaucoup voyagé, lui aussi, et je suis certaine que vous vous entendriez avec ce Rogariou sur plus d'un point, car vous êtes passablement original quand vous vous y mettez; n'est-ce pas, ma sœur?

Mlle Trégoref éclata de rire en prononçant ces dernières paroles, comme pour me prouver qu'elle ne me gardait pas rancune; puis elle reprit : — Si nous allions faire visite à ce personnage un de ces matins, demain par exemple?

— Puisqu'il ne veut voir personne, répliqua Mme Legoyen, pourquoi irions-nous le troubler dans son gîte?

— Mais moi, je serais très curieuse de le voir, repartit Emma; et vous, monsieur Desruzis?

J'avoue que je n'avais aucune envie de pénétrer dans le manoir de La Marsaulaie, et j'allais prendre parti pour ce M. de Rogariou

qui préférait la solitude au commerce de ses voisins; mais Emma paraissait tenir beaucoup à cette excursion, et je prévis que mon observation mettrait trop en relief cette sauvagerie qui m'avait valu déjà plus d'un reproche. — Moi, répliquai-je, je veux tout ce que vous voudrez... Allons, dès demain, relancer le Rogariou dans son antre!

— Demain, la chose est impossible, interrompit Mme Legoyen; tu sais bien, Emma, que mon mari doit aller à Nantes : il faudra que Jean le conduise en voiture jusqu'à Ancenis.

— Eh bien! reprit Emma, nous n'irons qu'après le déjeuner; les chevaux auront eu le temps de se reposer. Il n'y a pas plus d'une lieue d'ici à La Marsaulaie.

Mme Legoyen semblait contrariée de la fantaisie que sa sœur venait de manifester; mais celle-ci se montrait résolue comme un enfant gâté. Les succès de la journée lui avaient monté la tête; il lui fallait pour le lendemain une distraction qui la consolât de n'avoir plus l'occasion d'être parée et de briller.

Le lendemain, après le déjeuner, Jean eut ordre d'atteler la calèche. — Où allons-nous? demanda-t-il en montant sur son siége.

— A La Marsaulaie, répondit Emma.

Jean resta immobile, le fouet haut, le pouce sur les rênes. — A La Marsaulaie!... chez ce monsieur à la grande barbe; mais les chemins sont impraticables.

— Conduisez-nous le plus près que vous pourrez de l'entrée du parc, nous continuerons notre route à pied.

— A pied! s'écria Jean en fouettant ses chevaux, à pied! A quoi servirait donc d'avoir des voitures et un cocher?... Nous arriverons jusqu'à la porte du parc, mademoiselle, et s'il y a où faire passer une charrette à bœufs, la calèche y passera aussi... Mais que peut-on aller voir à La Marsaulaie?...

Quand nous eûmes fait une centaine de pas sur la grand'route, Mme Legoyen prit un air grave et dit à sa sœur : — Est-ce que vraiment tu veux que nous allions à La Marsaulaie?

— Oui, certes, je le veux.

— Mais sous quel prétexte entrerons-nous chez ce monsieur?

— Sous le prétexte de faire connaissance avec lui : il en vaut bien la peine! Et puis nous dirons que nous aimons les antiquités... que sais-je? Une fois entrés dans la place, nous saurons bien nous y maintenir assez longtemps pour voir ce qu'elle renferme de curieux.

— Ah! Emma, dit Mme Legoyen, je t'y prends; peu t'importent M. de Rogariou et l'architecture de son château : tu brûles de savoir ce qu'est cet être mystérieux que l'on dit habiter le vieux manoir en compagnie du châtelain, cette petite personne au teint

brun que l'on a qualifiée du nom un peu effrayant de Panthère noire...

J'écoutais, sans y rien comprendre, le dialogue des deux sœurs. Une seule chose me semblait intelligible, c'est que Mlle Trégoref voulait connaître tous ceux qui habitaient le pays à quinze lieues à la ronde; mais pourquoi Mme Legoyen s'était-elle opposée de toutes ses forces à cette excursion vers La Marsaulaie? Elle craignait sans doute de se compromettre en faisant visite à des gens dont on venait de se moquer chez elle. Pendant que je cherchais le mot de cette énigme, la voiture cessa de trotter; nous abordions un sentier tortueux, semé de gros cailloux qui lançaient des éclairs sous les pieds des chevaux : on eût dit l'entrée de la Sierra-Morena. Parfois les arbres du chemin inclinaient leurs branches sur nos têtes comme pour nous arrêter dans notre marche, et nous étions obligés de nous baisser pour nous soustraire à leur atteinte. Après vingt minutes d'une ascension pénible et lente, Jean s'arrêta : nous étions devant une porte en forme de poterne, qui se composait d'une voûte basse flanquée de deux tourelles entièrement couvertes de lierre. Quand nous eûmes mis pied à terre, Jean releva les basques de sa veste, s'assit sur une pierre et alluma une pipe, ce qu'il n'eût jamais osé faire à l'entrée d'un logis quelque peu respectable. Nous voilà donc suivant à pied une longue avenue de châtaigniers deux fois séculaires, mutilés et creux pour la plupart; une touffe de mousse et un léger exhaussement du sol marquaient la place et comme le tombeau de ceux que le temps avait détruits. On eût dit une savane, c'est vrai; mais dans ce parc abandonné aux caprices de la nature quels joyeux chants d'oiseaux! Dans ces allées rarement foulées, combien de fleurs souriantes, au parfum pénétrant, qu'on eût en vain cherchées dans les pelouses des châteaux modernes! Çà et là, l'ombrelle de Mme Legoyen heurtait une ronce qui grinçait sur la soie; les amples volans de Mlle Trégoref s'accrochaient aux buissons épineux, et il fallait faire halte pour la dégager. Cependant nous avancions en silence, en proie à cette émotion singulière que causent les habitations anciennes et désertes. Devant nous se dressait la sombre façade du château avec ses clochetons aigus, ses hautes cheminées et ses douves profondes, d'où surgissaient des joncs dans lesquels la brise passait en gémissant. Autour de ce vieux logis, si triste en apparence, tournoyaient avec des cris perçans des centaines de martinets, et les hirondelles au vol si doux abritaient leur couvée dans l'ogive des fenêtres.

— Eh bien! dit Mme Legoyen, il paraît qu'il n'y a personne dans ce château; prends garde, Emma: s'il allait sortir du fond de cette tonnelle quelque gros chien!

— Je ne vois rien, répondit la jeune fille, ni châtelain, ni molosse, ni écuyer... On dirait le logis de la Belle au bois dormant. Qu'en pensez-vous, monsieur Desruzis, vous qui aimez les choses qui ont du caractère?

— Mais ce château est dans un état parfait de conservation, répondis-je; en vérité, ce serait du vandalisme que d'y faire la moindre réparation. Je me plairais ici...

— Au moins, je le suppose, vous feriez sabler les allées, replanter l'avenue, blanchir la façade...

La porte de la tourelle servant d'escalier venait de s'ouvrir, et nous vîmes s'avancer vers nous le maître du château, M. de Rogariou. C'était un homme de haute taille, dans la force de l'âge, portant une belle barbe noire, vêtu d'une façon étrange. Il avait sur la tête un de ces chapeaux de paille de Manille qui ressemblent à un entonnoir renversé. Le reste de son costume était celui du créole dans toutes les colonies : veste blanche et pantalon flottant de même couleur.

— Mesdames Legoyen? demanda-t-il poliment en faisant signe aux deux sœurs d'entrer.

— Et M. Albert Desruzis, notre parent, répondit ma cousine en me présentant à M. de Rogariou.

Nous avions traversé le vestibule, placé dans la tourelle de l'escalier, et la porte du salon s'ouvrait à notre droite.

C'était à Mme Legoyen de prendre la parole. — Monsieur de Rogariou, dit-elle avec embarras, nous avons pris la liberté, ma sœur et moi...

Puis elle s'arrêta court. Dans la vaste cheminée, soutenue par deux chimères grimaçantes, brillait un grand feu, et devant ce feu aux flammes ardentes se tenait à demi couchée sur des coussins une jeune fille au teint foncé enveloppée dans un immense châle de crêpe rouge. A notre vue, elle se dressa sur le coude et fit un mouvement pour fuir.

— *Levanta-te, Flora, y queda-te aqui* (1), lui dit M. de Rogariou, et se tournant vers nous : Cette jeune personne est ma nièce, ajouta-t-il, la fille de mon frère aîné, mort à Manille il y a trois ans.

Flora se redressa lentement, serra autour de sa taille le châle rouge dans lequel elle s'était drapée, jeta sur nous un regard étrange, puis reporta sur le foyer son grand œil noir et se tapit au fond d'un vaste fauteuil. Il y avait dans son attitude quelque chose de cette défiance attentive et de cette douceur câline qui caractéri-

(1) « Lève-toi, Flora, et reste ici. »

sent la race des félins; mais assurément ses traits n'offraient rien de cruel ni de provocant. Elle paraissait effrayée, voilà tout. Sous le châle qui l'enveloppait de la tête aux pieds, elle n'avait que le léger canezou et le sayon rayé que portent sous leur climat brûlant les femmes de Manille; mais à son cou brillait une petite croix d'or suspendue à un collier de perles.

— Mesdames, reprit M. de Rogariou, vous êtes venues, si j'ai bien compris, pour voir ce vieux logis d'architecture gothique et peut-être aussi les curiosités qu'il renferme?... Je vous remercie, je suis fort honoré de votre visite.

— Nous sommes assez proches voisins, répliqua Mme Legoyen, et je vous assure que vous seriez parfaitement accueilli, ainsi que mademoiselle votre nièce, si vous consentiez à nous venir voir.

M. de Rogariou s'inclina.

— Comptez-vous vous fixer dans ce pays-ci? ajouta ma cousine.

— Madame, répondit M. de Rogariou, je vais satisfaire tout de suite aux questions que vous m'adressez et à celles que vous... ne me faites pas. Ma présence dans ce château et la vie très retirée que nous y menons, ma nièce et moi, ont produit en ce pays une certaine sensation. Et pourtant je ne suis point un étranger. Nos ancêtres, — l'antiquité de ce manoir prouve que nous remontons un peu loin, — possédaient ici de grands biens; la terre de La Ribaudaie en est sortie tout entière. La révolution ayant considérablement diminué notre fortune, mon frère et moi nous passâmes, très jeunes encore, en Amérique, et de là dans l'Océanie. Après bien des aventures, nous nous fixâmes à Manille, où nous avons fini par acquérir des plantations d'une certaine étendue. La plus tendre amitié nous unissait; mon frère, je vous l'ai dit, madame, est mort sur la terre lointaine, confiant à mes soins cette chère enfant, qui n'a plus que moi pour appui, car sa mère a perdu la vie en lui donnant le jour. Rappelé en France pour quelques affaires, j'ai dû y amener avec moi ma nièce, que je ne pouvais laisser seule; j'étais bien aise aussi qu'elle vît de ses yeux le pays où ses ancêtres ont vécu... Ne connaissant plus personne ici, devais-je frapper aux portes voisines et faire des visites qu'un retour probable dans notre île nous eût forcés d'interrompre au bout de quelques mois peut-être?...

— Et votre château, demanda Mme Legoyen, que deviendra-t-il, si vous repartez?

— Mon château, madame, il restera debout comme un souvenir du passé au milieu du monde présent, qui se transforme; il restera fermé jusqu'à l'époque de notre retour en France, si jamais nous y revenons. Mais la collation est servie, et je vous prie de me faire

l'honneur de passer dans la salle à manger... N'en soyez pas surprises, vous n'aviez pas fait dix pas dans l'avenue que je vous avais aperçues.

Pendant que son oncle parlait ainsi, Flora n'avait pas bougé de son fauteuil : elle y était demeurée immobile, les pieds au feu; mais ses yeux, pareils à des charbons ardens, s'étaient portés alternativement sur Mme Legoyen, sur sa sœur et sur moi. Il y avait dans son regard quelque chose de pénétrant et de sauvage qui me reporta immédiatement dans les régions tropicales, où le feu des passions sommeille sous la langueur du corps. Il suffit parfois du parfum d'une plante exotique pour éveiller en nous le souvenir des régions les plus lointaines, pour nous rejeter d'un bond dans un monde dont rien ne nous parlait autour de nous. Cette jeune fille grelottant sous le soleil de nos étés, cette fleur des régions tropicales captive dans une serre chaude, elle m'apparut dans son véritable milieu, dans cette zone torride où la vie déborde, où tout rayonne et resplendit. Je sentis mon cœur se gonfler; je compris ce que pensait, ce que souffrait cette créole, cette fille de l'Océanie, subitement ramenée sous les voûtes d'un château sombre, où ses ancêtres avaient vécu d'une vie à laquelle elle ne pouvait rien entendre. Par un mouvement instinctif, je m'avançai vers elle, et, prenant sa petite main brune : — Señorita, lui dis-je en espagnol, est-ce que nous n'aurons pas le plaisir de goûter avec vous?

A cet appel, elle se leva; elle bondit avec souplesse hors de son siége, et, redressant la tête avec un sourire affectueux : Oh! qu'il fait bon, s'écria-t-elle, qu'il fait bon entendre résonner à ses oreilles la langue dorée des Espagnes!...

Mlle Trégoref frissonna à cet accent vibrant, à ces paroles sonores qui éclataient comme la note d'un instrument de cuivre; cette voix d'un timbre singulier, sortant tout à coup de la bouche obstinément fermée de la jeune créole, causa aussi à Mme Legoyen une sorte d'effroi. C'était en effet comme la révélation d'une nature ardente, un peu sauvage, dont elle n'avait aucune idée. Loin d'être embarrassée de sa mise négligée et passablement étrange, Flora la portait avec une dignité sereine, rachetant par la noblesse de son maintien ce qui manquait à la correction de son costume. Il y avait dans son allure et dans ses mouvemens cette grâce de haut style qui eût ravi un artiste, mais qui devait effaroucher Mlle Trégoref et sa sœur.

— Quelle est cette dame? me demanda Flora en désignant Emma, qui marchait seule derrière sa sœur, à laquelle M. de Rogariou venait d'offrir le bras; quelle est cette jeune dame? Est-elle mariée?

— Non, pas encore, répondis-je.

— Comme elle est blanche!

Pour toute réponse, me penchant vers doña Flora, je lui récitai dans l'oreille, syllabe par syllabe, pour qu'elle les comprît mieux, ces trois vers des *Orientales*, qui semblaient avoir été écrits pour elle :

Tu n'es ni blanche ni cuivrée,
Mais il semble qu'on t'a dorée
Avec un rayon du soleil.

Ces mots la firent sourire, et, quittant ma main, elle courut s'asseoir auprès de son oncle. Celui-ci avait fait servir une charmante collation, dans laquelle figuraient les fines confitures que l'on prépare avec tant d'art dans les pays tropicaux. Après ce frugal repas, M. de Rogariou nous fit voir les principales pièces de son château, qui gardaient encore leurs tapisseries, leurs meubles sculptés et leurs fauteuils de cuir à clous dorés; puis il nous promena dans son parc, où l'on comptait par centaines les plus beaux arbres de toutes les essences : il eût suffi de pratiquer çà et là quelques éclaircies pour le transformer en un séjour délicieux. Enfin, après nous avoir fait avec beaucoup de politesse et d'aisance les honneurs de ce logis décrié, où nous ne devions trouver qu'un sauvage, le châtelain de La Marsaulaie nous reconduisit jusqu'aux deux tourelles chargées de lierre entre lesquelles s'ouvrait la voûte béante que nous avions traversée en entrant. Flora nous avait accompagnés, bien qu'elle traînât à ses pieds des babouches indiennes. Je lui adressai souvent la parole dans sa langue natale, et il lui échappait des éclats de rire qui retentissaient sous les grands châtaigniers comme des cris de perruche.

— *Adios, don Alberto*, me dit-elle en me serrant familièrement la main; puis elle salua les deux dames, qui s'efforçaient de répondre par un sourire, et nous remontâmes en voiture.

— Eh bien! dit Mme Legoyen à sa sœur, était-ce bien la peine de venir ici, de rendre visite à ce monsieur, pour accepter de lui une politesse qui nous met dans l'obligation de le recevoir à La Ribaudaie, avec mademoiselle sa nièce encore?...

— Franchement, répondit Emma, je m'attendais à trouver là quelque chose de plus amusant, de tout à fait grotesque. Ce M. de Rogariou est très fier : il se tient toujours sur la défensive, comme si on voulait l'attaquer...

— Tandis que vous vouliez tout simplement rire à ses dépens, répondis-je.

— Ah! non; il ne donne pas envie de rire, reprit Emma; il affecte de grandes manières, il a l'air comme il faut, j'en conviens, mais cette petite créature...

— Doña Flora? interrompis-je.

— Nommez-la comme vous voudrez, répliqua vivement Emma; moi, je l'appelle la Panthère noire, comme l'a surnommée cette dame qui parlait d'elle hier au dîner... Quel regard, mon Dieu! et quelle couleur de peau!

— Il y a en elle du type océanien; sa mère devait être une Tagale, répondis-je timidement.

— Il paraît que vous avez l'habitude de vivre avec ces sortes de gens, dit à son tour Mme Legoyen; vous avez causé tous les deux comme si vous vous connaissiez de longue date. Cette pauvre fille n'a donc reçu aucune éducation?

— Son oncle fera bien de la reconduire au plus vite dans les déserts d'où elle est sortie, reprit Emma, car elle serait tout à fait impossible dans ce pays-ci.

— En vérité, mademoiselle Trégoref, vous êtes impitoyable! répliquai-je avec vivacité; elle admirait l'éclat de votre teint, elle a dit sur vous et sur votre sœur des choses charmantes, et vous l'accablez de vos sarcasmes...

— Ah! ah! répondit Emma en s'efforçant de rire, je suis bien sensible à ses complimens...

— Allons, brisons là, interrompit Mme Legoyen; Albert finirait par se tourner contre nous : il lui faut de l'étrange, de l'impossible, tout ce qui ne ressemble à rien. Quelques paroles échangées avec cette jeune personne habillée comme une fée des *Mille et une Nuits* ont suffi à exalter son imagination. Il nage en plein Orient; il est parti pour l'Océanie sur l'aile de ses rêves, à la suite de Mlle Flora.

L'impatience me gagnait, il allait m'échapper quelque réponse un peu vive malgré tout le respect que je devais à Mme Legoyen. Par bonheur, je parvins à me contenir en me souvenant que le meilleur moyen de triompher des colères féminines, c'est de battre en retraite et de s'avouer vaincu.

— Ma chère cousine, dis-je à Mme Legoyen, vous vous trompez: je suis en France de cœur et d'âme, je suis chez vous, où je trouve un accueil plein d'affection, sous le toit hospitalier de votre beau château, où votre excellent mari m'a reçu comme un frère. Je vous en conjure, mademoiselle Trégoref, venez à mon secours, prenez ma défense.

Emma me regardait d'un air surpris, croyant que je me moquais d'elle; mais, lorsqu'elle vit que je n'avais aucune envie de plaisanter, elle se prit à rire, et, parodiant les paroles d'un opéra bien connu, elle répéta, les mains jointes, d'un ton tragique : Grâce! grâce pour lui!...

— Eh bien! soit, repartit sa sœur, grâce pour Albert et aussi

pour les habitans de La Marsaulaie que nous venons de traiter d'une façon peu charitable... C'est égal, mon cher Albert, vous auriez dû rester dans les îles, vous étiez fait pour y vivre.

Décidément j'avais commis une faute énorme qui achevait de me perdre dans l'esprit de Mme Legoyen et dans celui de sa sœur. Passe encore de manquer de galanterie, de mal jouer le whist, d'oublier de faire un compliment à propos; mais se montrer empressé auprès d'une jeune fille au costume étrange, aux manières excentriques! Les dernières paroles de Mme Legoyen contenaient tous ces reproches et bien d'autres encore. Si je l'avais osé, j'aurais répondu : Tant pis pour vous si vous ne voulez rien accepter de ce qui sort du cadre étroit dans lequel vous vivez! Malgré votre gentillesse, Emma, vous ressemblez à ces petits oiseaux qui se contentent de sautiller de branche en branche, comme s'ils n'avaient pas d'ailes!... Cette autre que vous méprisez a de l'envergure; elle sait voler et planer dans les régions où vous ne pouvez la suivre. — Tandis que je formulais au dedans de moi-même ces phrases hardies que les convenances m'empêchaient de prononcer, la voiture, sortie des chemins de traverse, débouchait sur la grand'route. Jean donna un coup de fouet à ses chevaux, qui prirent le petit galop. On eût dit que le digne cocher avait hâte de nous arracher à la terre d'Égypte pour nous ramener dans celle de Chanaan.

II.

Pourquoi donc, au lieu de s'en tenir à la surprise et de chercher à se rendre compte de l'étrangeté des manières de Flora, Mme Legoyen et sa sœur s'étaient-elles mises immédiatement en état d'hostilité vis-à-vis de la jeune créole? Pourquoi railler sans pitié cette créature simple de cœur, ignorante de nos usages et si parfaitement inoffensive? Je ne pouvais le comprendre, et je sentais croître en moi mes sympathies pour Flora. En quelques instans d'une conversation rapide, j'avais abordé avec elle les sujets qui occupaient toujours mon esprit et qu'on ne traitait jamais à La Ribaudaie; nous avions parlé des régions tropicales, de ce monde prodigieux où l'œil ne se fatigue point d'admirer les splendeurs du paysage. Naturellement je retombai dans mes rêveries, et le visage de Mme Legoyen prit cet air grave qu'elle affectait volontiers quand elle voulait paraître mécontente. Mlle Trégoref passait de longues heures à son piano; c'est le refuge des jeunes filles qui veulent rester à l'écart et dédaignent de parler. Nous menions donc à La Ribaudaie une existence un peu triste. L'harmonie entre nous était troublée sans que rien semblât changé dans notre situation respective. De

plus nous attendions vainement le retour du cousin Legoyen. Les affaires qui l'avaient obligé de se rendre à Nantes l'y retenaient plus longtemps que je ne l'aurais voulu, car sa franche cordialité et son expansion naturelle répandaient la vie et le mouvement autour de lui. Nous étions donc seuls à La Ribaudaie, Mme Legoyen, Emma et moi, lorsque cinq ou six jours après notre visite un peu hasardée à La Marsaulaie nous vîmes apparaître à l'entrée du parc deux personnages qui ne pouvaient être autres que M. de Rogariou et Flora. Mme Legoyen manifesta un certain embarras, et sa sœur fit une petite moue qui m'inquiéta.

— Monsieur Desruzis, dit celle-ci, voilà vos amis, si je ne me trompe.

— Voyons! dit à son tour Mme Legoyen en faisant effort sur elle-même, il faut être poli... Viens, Emma; nous devons aller au-devant du châtelain de La Marsaulaie...

— Et de son auguste nièce, répliqua Mlle Trégoref; voilà que M. Albert a déjà pris sa canne et son chapeau de paille pour se porter à la rencontre de l'hidalgo et de la petite Panthère noire...

— Chut! fit Mme Legoyen; tu nous as conduits chez eux, ne t'en prends qu'à toi de leur visite.

Nous descendîmes le perron du château. M. de Rogariou et sa nièce étaient encore loin, et cependant il nous semblait que nous ne reconnaissions plus les habitans de La Marsaulaie. A mesure que nous approchions, notre surprise allait croissant, et quand nous ne fûmes plus qu'à vingt pas des deux visiteurs, Mlle Trégoref s'arrêta :

— Mais sont-ce bien là les Rogariou? demanda-t-elle tout bas à sa sœur.

C'est que le châtelain de La Marsaulaie avait complétement abdiqué dans son extérieur tout souvenir de son île lointaine. Sa barbe de Robinson avait disparu; il n'en restait plus que deux petites moustaches qui faisaient mieux ressortir la blancheur mate de sa peau : d'un coup de rasoir, il s'était rajeuni d'au moins cinq ans. Sa tenue irréprochable lui donnait l'apparence d'un gentilhomme parisien égaré dans le fond de la campagne. Flora portait le pur costume andalou : robe de soie jaune, mantille de dentelle noire; l'éventail frémissait comme un battement d'aile dans sa petite main finement gantée. L'oncle et la nièce s'avançaient avec gravité; ils avaient une revanche à prendre. Les paroles gracieuses que leur adressa Mme Legoyen, la surprise que manifestait Mlle Trégoref, son empressement à se montrer affable, prouvèrent aux deux étrangers que l'effet était produit.

La conversation s'engagea d'abord assez péniblement : l'absence de son mari rendait Mme Legoyen un peu timide; elle craignait

d'être en reste de politesse avec ses hôtes, et aussi de trop s'engager avec des voisins qui pour la première fois étaient reçus au château de La Ribaudaie.

— Mesdames, dit M. de Rogariou, cherchant à mettre ma cousine tout à fait à l'aise, avouez que nous vous avons paru, ma nièce et moi, passablement fantastiques!... C'est que nous étions encore sous l'influence de cette paresse, de cet affaissement qui résulte d'une longue traversée et d'un séjour prolongé sous les latitudes tropicales...

— Le fait est que vous aviez l'air un peu sauvage, répondit Mlle Trégoref avec un franc sourire.

— Oh! reprit M. de Rogariou, ne vous y trompez pas, mademoiselle, la sauvagerie du costume n'est rien : on la fait disparaître à volonté; mais celle de l'esprit est bien plus sérieuse, bien plus redoutable.

Voyant Mlle Trégoref aux prises avec ce prétendu sauvage de La Marsaulaie, dont la conversation semblait l'intéresser beaucoup, je me crus permis de causer avec la nièce de M. de Rogariou. J'avoue que j'en mourais d'envie; mais j'avais cru devoir garder le silence et éviter de paraître trop avide de me jeter dans une conversation qui eût bien vite dégénéré en *à parte*, puisqu'elle avait lieu en espagnol. D'ailleurs doña Flora parlait à Mme Legoyen en termes fort aimables de son château, de son parc, d'elle-même et de sa sœur, et je n'avais garde de l'interrompre. La Panthère noire semblait si bien apprivoisée, que son regard et le son de sa voix n'effrayaient plus personne. Mme Legoyen l'écouta longtemps avec plaisir; mais lorsqu'elle dut s'éloigner un instant pour faire préparer la collation, je me rapprochai de la jeune créole, et nous nous lançâmes immédiatement dans une de ces causeries à l'espagnole qui ressemblent à des bulles de savon: quand elles sont dissipées dans l'air, il n'en reste rien; mais tant qu'elles durent, elles tournent à travers l'espace en se colorant de toutes les nuances du prisme. Ces causeries ne sont point toujours aussi futiles qu'elles le paraissent; souvent il s'y cache, sous des phrases assez frivoles, des accens qui sortent du cœur.

Nous avions repris notre sujet favori, les pays lointains avec leur végétation luxuriante et la vie au grand soleil.

— Ah! don Alberto, s'écria tout à coup Flora, vous parlez de Lima, que l'on appelle le paradis des femmes; mais vous ne connaissez pas notre île, celle que l'on a surnommée la Perle des Espagnes!

— Hélas! non; j'avais projeté d'aller aux Philippines...

— Eh bien! accomplissez votre projet. Qui vous en empêche? Au

commencement de l'hiver, nous y retournerons; venez avec nous. Venez dans ces îles, que rien n'égale pour la splendeur du climat, la beauté du paysage et la fertilité du sol!... Allons, décidez-vous; qui n'a pas vu Manille n'a rien vu!... Nous prendrons par la Méditerranée et la Mer-Rouge; les voyages par bateaux à vapeur se font rapidement, et en deux mois nous serons transportés des bords de la Loire aux rives du Passig.

Après avoir prononcé ces paroles avec une extrême volubilité, doña Flora s'arrêta pour attendre ma réponse; mais que pouvais-je dire, ému et troublé comme je l'étais? M. de Rogariou, qui s'entretenait toujours avec Mlle Trégoref, me regarda du coin de l'œil. Était-ce pour m'encourager à dire oui? était-ce pour me dissuader de prendre au sérieux l'invitation que sa nièce me faisait, un peu étourdiment, de la suivre au bout du monde? Cette dernière interprétation me paraissant la plus vraisemblable, je préparais une réponse évasive, lorsque M. de Rogariou, se penchant à l'oreille de Mlle Trégoref, lui dit à demi-voix : — Savez-vous de quoi parlent ces deux jeunes gens? Non, vous ne pouvez le deviner... Je vous le donne en cent, mademoiselle! Il est question entre eux d'un voyage à Manille pour l'hiver prochain. Quant au retour, on n'en parle pas!...

— Mais, mon oncle, reprit doña Flora, que trouvez-vous de si extraordinaire à ce projet?

— Et vous, mademoiselle Trégoref, demanda M. de Rogariou, ne vous semble-t-il pas très naturel?

Mlle Trégoref, surprise de cette question, leva sur moi son œil bleu et répondit avec une certaine émotion : M. Albert Desruzis est très romanesque, monsieur; il aime singulièrement ce qui est étrange et ce qui est étranger!

Nous passâmes dans la salle à manger, où la collation était servie. — Eh bien! continua M. de Rogariou, voilà précisément cette sauvagerie du cœur et de l'esprit que je vous signalais tout à l'heure. M. Desruzis est né en France, il y a été élevé, mais ses instincts l'entraînent vers les pays lointains. Et savez-vous pourquoi? C'est parce qu'aucune occupation sérieuse n'est venue entraver le libre essor de son imagination. Il est comme ce personnage de Shakspeare qui se meut dans l'immensité d'un mouvement plus doux que la sphère de la lune! N'est-ce pas vrai, monsieur Desruzis?

— J'avoue que je préfère la poésie à la réalité, répondis-je un peu froidement. Où est le mal?

— Cela ne fait de mal à personne, reprit M. de Rogariou. Je ne blâme pas, je constate seulement vos aspirations vers l'idéal. D'ail-

leurs nous avons tous notre rêve, notre chimère. Mon rêve à moi, c'était de refaire ma fortune détruite et de revenir habiter le château de mes pères, et pour le réaliser j'ai dû me condamner à un long exil.

— Et qui n'est pas fini? répliqua Mlle Trégoref. N'avez-vous pas dit que vous deviez retourner dans votre île?

— Peut-être,... probablement, reprit M. de Rogariou.

— Ah! mon oncle, c'est chose convenue, interrompit Flora. Vous l'avez dit vous-même à ces dames, quand elles sont venues nous voir avec M. Desruzis.

— Terrible enfant! répliqua en souriant M. de Rogariou. Attends que nous soyons entre nous pour discuter cette grande affaire.

Au moment où l'oncle et la nièce quittaient le salon pour se remettre en route et retourner à La Marsaulaie, la calèche de Mme Legoyen parut devant le perron.

— En vérité, madame, dit M. de Rogariou, vous êtes trop bonne. Je vous suis infiniment obligé de votre prévenance, moins pour moi, qui vais volontiers à pied, que pour Flora : ces créoles aiment tant les voitures!

— Aussi dès demain nous en recevrons de Nantes une toute neuve, avec nos armoiries, ajouta la jeune fille. Au revoir, mesdames. *Adios, don Alberto!*

Tandis que la calèche disparaissait derrière la grille du parc, nous restions debout sur le perron, suivant des yeux ces deux personnages dont la visite avait produit sur nous des impressions si diverses. J'en voulais un peu à M. de Rogariou du ton de familiarité qu'il s'était permis envers moi. Qui l'avait prié de définir mon caractère, mes instincts? Sans nul doute il connaissait la vie mieux que moi : le prétendu sauvage savait le monde comme s'il eût passé sa jeunesse à Paris. C'était probablement le désir de se montrer à ces dames sous son vrai jour qui l'avait porté à prendre ces manières dégagées dont je me sentais blessé. Il me semblait que ma situation à La Ribaudaie allait être sensiblement amoindrie par le seul fait de l'apparition passagère de ce gentilhomme, décidé à se poser là, tout près des Legoyen, avec l'autorité de son rang et de sa fortune; mais avant cet établissement définitif à La Marsaulaie je voyais poindre le voyage à Manille, qui me jetait dans les plus grandes perplexités. Pourquoi M. de Rogariou avait-il trahi le secret de ma conversation avec sa nièce?... En dépit des rêves chimériques qu'il me prêtait avec quelque apparence de raison, je n'avais pas donné officiellement ma démission de prétendant à la main de Mlle Trégoref.

J'en étais là de mes réflexions lorsque ma cousine, Mme Legoyen,

me frappa doucement sur l'épaule. — Savez-vous, Albert, que ce monsieur de Rogariou est fort bien?

— Je n'ai jamais dit le contraire, répondis-je.

— Oh! ma sœur, comme nous nous trompions! dit Emma; il a des manières tout à fait distinguées... Il doit posséder là-bas une grande fortune... Et puis la petite a parlé d'armoiries.

— Il n'en avait pas parlé, lui, reprit Mme Legoyen, il est trop discret pour cela; mais la petite, comme tu l'appelles, c'est autre chose... Pourtant je dois convenir qu'elle a été fort aimable avec moi; elle ne manque ni d'une certaine grâce ni d'un certain esprit quand elle fait patte de velours... Ce n'est pas la Panthère noire de l'autre jour...

— Ah çà! monsieur Desruzis, interrompit Mlle Trégoref, vous allez donc faire avec elle un voyage à Manille?...

— Allons! m'écriai-je avec dépit, doña Flora m'a parlé de son pays, qu'elle a beaucoup vanté et qui mérite bien de l'être; puis, trouvant tout simple qu'un voyage à Manille ne soit pas de nature à effrayer quelqu'un qui a longtemps navigué, elle m'a engagé à visiter son île lointaine.

— Et vous n'avez pas dit non! reprit Emma.

— Comment, cousin Albert, interrompit Mme Legoyen, vous avez songé à un pareil projet! Vous avez arrêté les préliminaires d'un voyage au bout du monde...

— Avec Mlle Flora, dit Mlle Trégoref; M. de Rogariou l'a affirmé, et sa nièce n'a pas nié le fait.

— Expliquez-vous, Albert, reprit Mme Legoyen; il m'importe de savoir la vérité.

— La vérité, ma chère cousine, répondis-je en affectant de rire, c'est qu'ils ne sont pas décidés eux-mêmes à faire ce voyage qui vous inquiète.

Mme Legoyen garda le silence. Emma courut à son piano, et je l'entendis exécuter des roulades avec un *brio* extraordinaire. Pour dissiper la contrariété que me causait l'interrogatoire que je venais de subir, je pris un livre et sortis pour aller faire une lecture dans le parc; mais j'en restai à la première page, et pendant plus d'une heure je me promenai autour des pelouses, essayant de comprendre ce qui se passait en moi. Désormais j'étais vis-à-vis de ma cousine et de sa sœur dans une position fausse, et d'où il fallait absolument sortir au plus vite. En insistant sur ce voyage, qui n'était pas même à l'état de projet, en me prouvant à moi-même que j'y étais bien décidé, Mlle Trégoref n'avait-elle pas l'air de m'ouvrir la porte à deux battans et de me dire : Partez?... Je me trouvais humilié et comme pris au piége. Pendant que j'allais ainsi, plongé

dans mes réflexions, Mme Legoyen se trouva devant moi au tournant d'un massif.

— Mon cher Albert, me dit-elle à demi-voix, il se passe ici des choses étranges... Vous, ma sœur Emma et la nièce de notre voisin, vous n'êtes que des enfans... — Et comme j'allais me récrier : — Et des enfans terribles encore! ajouta-t-elle. Vous, Albert, malgré vos vingt-sept ans, vous manquez totalement de raison. Vous pouvez avoir de l'énergie, du courage en face des périls; mais pour les choses de la vie vous ne possédez ni décision, ni volonté... Votre imagination vous emporte à tous les vents... M. de Rogariou est un tout autre homme : il sait ce qu'il veut, où il va; il gagne tout le terrain que les autres perdent par leur faute. Songez-y.

Comme elle achevait ces paroles, un bruit de voiture se fit entendre : c'était Jean qui ramenait la calèche.

— Eh bien! lui dit Mme Legoyen, tu as remis M. de Rogariou et sa nièce sains et saufs à la porte de leur parc?

— Madame, répondit Jean, ça va tout seul à présent; les chemins creux sont élargis jusqu'aux abords de La Marsaulaie; ce sera bientôt à ne s'y plus reconnaître. Il y a aussi des ouvriers dans le parc; tout est sens dessus dessous.

— Vous entendez, Albert, reprit Mme Legoyen; si quelqu'un part pour Manille aux approches de l'hiver, à coup sûr ce ne sera pas le châtelain de La Marsaulaie.

Les paroles de Mme Legoyen n'étaient pas une énigme bien difficile à comprendre. Désormais elle me considérait comme le cousin de son mari, et rien de plus. En moins de quelques semaines, je me vis relégué au second plan. Ma gaucherie, mon inaptitude à parler et à agir comme tout le monde l'avaient surprise, puis blessée; l'arrivée de M. de Rogariou avait fait le reste. Décidé à rentrer dans la vie civilisée, que des revers de fortune l'avaient contraint d'abandonner pendant de longues années, celui-ci cherchait à s'établir dans son pays natal. Emma lui plaisait; il lui faisait sa cour en homme bien élevé, qui compte sur ses bonnes manières et sur sa bonne mine pour réussir. Son long séjour dans les pays étrangers lui donnait un certain prestige dont il savait tirer parti; sa sauvagerie un peu affectée des premières journées n'avait été vraisemblablement qu'un moyen d'exciter la curiosité et d'attirer l'attention. De plus M. de Rogariou possédait un titre, et mon cousin Legoyen était très flatté d'avoir lié connaissance avec un vicomte. Quand le châtelain de La Marsaulaie arrivait au château de La Ribaudaie dans sa calèche armoriée dont un valet de pied en grande livrée lui ouvrait la portière, un sourire de satisfaction et d'orgueil s'épanouissait sur les lèvres de Mme Legoyen et de sa sœur. L'étoile de M. de Rogariou montait donc sur l'horizon à mesure que la mienne baissait,

et mon rival n'était point le dernier à s'en apercevoir. Très habitué aux usages du monde, doué de cette perspicacité qui empêche d'être dupe d'aucune illusion, l'oncle de Flora avait deviné mon inexpérience et compris la sympathie secrète qui m'attirait vers sa nièce. Il ne lui échappait pas non plus que cette sympathie naïvement manifestée choquait Mme Legoyen et m'éloignait de sa sœur. Je ne pouvais être un obstacle sérieux à ses projets; pour prendre la place que je ne savais pas garder, il lui suffisait de me pousser doucement du coude et de me laisser causer tout à mon aise avec sa nièce. L'importance que M. de Rogariou acquérait aux yeux des Legoyen m'était désagréable; en lui faisant un accueil si empressé, ma cousine semblait me dire : « Vous n'êtes qu'un niais, Albert: voilà comme on s'y prend quand on sait vivre! » Mon parti était bien arrêté de quitter La Ribaudaie avant la fin de l'été; mais il m'en coûtait tant de dire à Flora un adieu éternel que je restais, remettant de semaine en semaine ce départ redouté.

Plus je reculais, et plus il me devenait difficile de prendre un parti; peut-être même était-il trop tard. Lorsque Flora venait à La Ribaudaie avec son oncle, nous nous isolions dans un monde à part; ce que nous disions n'intéressait personne, et nous demeurions indifférens à ce qui se disait autour de nous. On riait de ce qu'on appelait notre enfantillage, comme si toute conversation qui n'a pas pour sujet un fait précis ne pouvait être qu'un bavardage sans portée. Il est vrai que nos entretiens ressemblaient un peu au vol de l'hirondelle, courses vagabondes, rapides évolutions entremêlées de gazouillemens joyeux. Ces causeries ne m'ennuyaient jamais, et pourtant l'éducation de Flora avait été fort négligée; elle savait bien peu de ce que l'on apprend dans les livres. En revanche, il n'échappait point à cette créole ignorante de ces phrases banales que tant de jeunes filles bien élevées laissent tomber nonchalamment quand elles rêvent à leur toilette du lendemain. Il y avait en elle la sensibilité ardente qui jamais ne sommeille, l'élan du cœur qui ne permet point à l'égoïsme de se cacher sous le masque de la pruderie. Cependant l'été avançait; on était aux premiers jours d'août. Il me fallait prendre congé des Legoyen et aussi interrompre à ses débuts ce roman d'un jour si bien commencé. Plus que jamais j'allais me trouver lancé dans cette vie de solitude inoccupée qui me forçait à courir au hasard sur terre et sur mer. Cette perspective n'était pas pour moi sans amertume : non pas que je fusse las de cette existence vagabonde qui m'avait plu si longtemps; mais l'idéal pour moi eût été de la mener à deux... Mes tristesses n'échappaient point à Mme Legoyen; toutefois ses bons procédés à mon égard ne se démentaient pas un instant, et jamais elle ne m'adressait une question. Quant à sa sœur

Emma, toujours gaie, toujours gracieuse, elle semblait exclusivement occupée de sa toilette. Je ne surprenais en elle ni mélancolie, ni trouble, ni émotion; elle se montrait toujours la même : affable, souriante, enchantée d'être jolie.

Un jour que M. de Rogariou et sa nièce déjeunaient à La Ribaudaie, il se produisit un de ces incidens qui dénouent les situations les plus compliquées. Nous étions à table depuis une heure environ. Bien décidé à m'expliquer avec Flora sur la nécessité où je me trouvais de quitter le pays, j'attendais impatiemment que mon cousin Legoyen se levât de table; mais il mangeait beaucoup et longuement. Cherchant en moi-même comment aborder ce grave sujet d'une séparation éternelle, je tenais mes yeux dirigés sur les pelouses du parc. Derrière un massif, j'aperçus la blouse bleue du facteur rural qui suivait la grande allée et marchait d'un pas fatigué. La vue de cette blouse bleue à collet rouge me cause toujours un tressaillement involontaire. Que va-t-il sortir de cette boîte de Pandore qui contient l'inconnu avec toutes ses inquiétudes? Malgré moi, je reportai mes regards sur M. Legoyen, qui offrait à ses convives les riches productions de son verger : il était radieux! Le domestique entra et lui remit une lettre.

— En vérité, s'écria-t-il, j'ai bonne envie de dire, moi aussi : A demain les affaires sérieuses!

— Pas de façon avec nous, je vous en prie, répondit M. de Rogariou; décachetez et lisez.

— Vous le permettez, mon cher voisin? répliqua M. Legoyen.

Et il se mit à parcourir la lettre. A mesure qu'il lisait, sa physionomie passait du rouge foncé au blanc mat. Mme Legoyen, craignant que son mari ne se trouvât mal, se leva de sa place et courut vers lui. Emma devint tremblante, je sentis une sueur froide mouiller mon front. Flora et son oncle gardaient le silence. Il y eut un moment d'une indicible anxiété; nous étions comme des gens surpris par l'éclair qui baissent la tête en attendant la foudre qui va fondre sur eux.

— Tous les malheurs se réunissent pour m'accabler, dit enfin M. Legoyen d'une voix altérée; hier j'étais riche, aujourd'hui me voilà ruiné, mais l'honneur est sauf!... Une maison étrangère avec laquelle je faisais de grandes affaires a manqué; un de mes navires richement chargé a péri en rade du cap de Bonne-Espérance par la faute du capitaine, et les assurances refusent de payer... Enfin deux autres de mes bâtimens, qui reviennent d'un long voyage en ne me rapportant que des pertes, sont signalés au bas de la Loire. Telles sont les nouvelles que je reçois par le courrier de ce matin.

— La révolution m'avait mis plus bas que vous n'êtes, monsieur,

reprit l'oncle de Flora, et j'ai refait ma fortune. Si je puis vous aider à refaire la vôtre, disposez de moi.

— D'abord il faut que je vende ma terre et mon château de La Ribaudaie, ce château que j'ai fait sortir du sol par la puissance de mes capitaux, ce parc qui était ma joie, mon orgueil!... Oui, il faut que je vende tout cela...

— Oh! mon Dieu! est-ce possible? s'écria en pleurant Mme Legoyen.

— Oui, mon amie, il faut que je vende ce lieu, qui faisait nos délices; mais ce qui me navre, ajouta-t-il, c'est que dans ce désastre se trouvent englouties votre dot et celle de cette chère Emma...

A ces paroles terribles, Mlle Trégoref resta comme pétrifiée : on eût dit une fleur que le soleil a frappée de ses rayons brûlans. Flora, tout attendrie, ne chercha point à arrêter les larmes qui coulaient de ses yeux, et M. de Rogariou, prenant la main du malheureux négociant abîmé dans le naufrage de sa fortune, lui dit avec calme :

— Mon cher monsieur, écoutez-moi. Je suis riche, très riche. Outre nos plantations des Philippines, nous possédons, ma nièce et moi, aux portes de Nantes, des terrains qui ont acquis, par la création du chemin de fer, un prix considérable. Parlez; voulez-vous voir en moi un ami, voulez-vous de moi pour votre associé?

— Un négociant qui a tout perdu peut-il associer quelqu'un à... sa ruine? repartit M. Legoyen. Après ma liquidation, je me trouverai réduit à si peu de chose qu'il me sera impossible de rien entreprendre.

— Dans ce cas, renoncez au commerce et vivez tranquille à la campagne... Vous ne quitterez pas ce château, cette terre de La Ribaudaie. Non, vous dis-je, ne secouez pas la tête en signe d'incrédulité, vous resterez ici. Dites-moi ce que vaut La Ribaudaie, je la paierai comptant, elle sera à moi; vos créanciers en toucheront le montant, et vous y demeurerez en paix. Personne ne saura ce qui s'est passé, et ce n'est qu'après vous que mes héritiers entreront en possession de votre bien...

M. Legoyen tenait les yeux baissés sans rien répondre. Il ne pouvait se faire à l'idée d'habiter son château sans en être le maître.

— Votre offre est généreuse, monsieur le vicomte, reprit-il après quelques minutes de silence; mais je ne l'accepte point. Si ma propriété vous convient, je suis prêt à vous la vendre, et mon malheur vous aura servi à rentrer en possession des biens que la révolution vous avait enlevés... Le seul service que je vous demande, c'est de m'avancer dès aujourd'hui les cent mille francs que je dois à Mlle Trégoref, ma belle-sœur...

Celle-ci, humiliée, écrasée par le désastre qui venait de fondre sur

elle, tenait sa tête entre ses mains, et s'efforçait de comprimer ses sanglots. Flora promenait ses yeux noirs sur les malheureux Legoyen, qui s'abandonnaient au désespoir. Se levant avec énergie, elle s'avança au milieu du salon et s'écria de sa voix vibrante :

— Mon Dieu, mon Dieu! je n'y tiens plus; c'est déchirant. Monsieur Albert, je vous en prie, conjurez M. Legoyen d'accepter les offres que lui fait mon oncle... Et vous, Emma, ne vous désolez pas ainsi. Vos gémissemens me font un mal affreux!...

Puis, se jetant au cou de celle-ci et écartant les mains qui cachaient son visage : — Chère Emma, ajouta-t-elle tout bas avec mille caresses, ne savez-vous pas que mon oncle vous aime?... Eh bien! épousez-le tout de suite; vous redeviendrez riche, vous serez ma tante... Oh! comme je vous aimerai... Emma, regardez-moi, ma toute belle, et ne pleurez plus!... Ah! bah! mon oncle vous tirera tous de ce mauvais pas, si vous y consentez...

A ce moment-là, la petite Panthère noire avait tant de persuasion dans la voix, tant de douceur dans le regard, que la pauvre Emma la pressait sur son cœur et couvrait de baisers sa joue brune. — Que vous êtes bonne, Flora!... Vous voudriez nous tirer de l'abîme où nous voilà plongés, mais cela ne se peut...

— Je vous dis que c'est possible, reprit Flora en parlant si bas que l'on eût cru entendre le bourdonnement du colibri dans le calice d'une fleur. Mon oncle vous aime; vous le savez bien, n'est-ce pas?... Peut-être l'aimez-vous aussi...

Mlle Trégoref la serrait plus fort dans ses bras pour étouffer sa voix indiscrète, et moi je triomphais de voir l'âme ardente de Flora se révéler avec tant d'éclat au milieu de cette grande catastrophe.

— Mon oncle, mon cher oncle, reprit Flora avec exaltation, voyez donc Emma, comme elle pleure! Monsieur Legoyen, il vous suffit d'un mot pour faire rayonner ces beaux yeux : acceptez les offres de mon oncle, laissez-le s'associer avec vous; dites oui!... Dites-le pour vous, pour votre femme, pour votre belle-sœur et pour moi...

Parlant ainsi, elle passa ses petits bras autour du cou de mon cousin Legoyen : celui-ci n'y tint plus, je crus que l'émotion allait le suffoquer.

— Attendez, mademoiselle, dit-il d'une voix entrecoupée, attendez... J'estime qu'il me restera encore, tous comptes faits, quelque chose comme...

— Peu importe le chiffre! interrompit Flora. Vous comprenez bien, monsieur Legoyen, qu'il faut qu'Emma épouse mon oncle : elle sera vicomtesse, et puis... tout s'arrangera. S'il faut que les affaires des Philippines soient réglées, eh bien! votre cousin, M. Albert, qui aime les voyages...

Pour le coup, je me sentis moi-même comme terrassé par une

émotion trop poignante. Je souhaitais ardemment que mon cousin pût se relever de sa ruine; mais qu'il fallût pour l'y aider m'éloigner de Flora, mon héroïsme n'allait pas jusque-là. Douloureusement surpris, je me tournai vers celle-ci; elle me faisait signe de la tête en disant : — Bien, bien, tout va au mieux!

— Pas pour moi, répondis-je; mais elle se rapprocha de mon cousin Legoyen, qui portait sa main à son front et continuait ses calculs.

— Monsieur le vicomte, dit enfin le négociant, il me reste encore quelques navires dont la vente forcée ne me rapporterait que le tiers de ce qu'ils valent; si je puis les garder et faire de nouveaux armemens, ces débris de ma fortune serviront à me sauver d'une ruine complète...

— Vous voyez bien, s'écria Flora, tout n'est pas perdu!... Embrassez-moi donc, madame Legoyen. Ce château, ce parc, ces biens, que vous sentiez s'échapper de vos mains, ils ne vous seront pas ravis... La chose est convenue, n'est-ce pas? mon oncle.

M. de Rogariou eût préféré acheter à beaux deniers comptans la belle terre de La Ribaudaie, qu'il ne pardonnait pas à la révolution de lui avoir enlevée. Cependant il ne rejeta pas l'occasion qui s'offrait à lui de sauver la dot de Mlle Trégoref et de confier ses capitaux aux mains d'un négociant d'une probité reconnue. Il s'enferma avec M. Legoyen et sa femme dans un cabinet situé au premier étage du château, et là ils se mirent à conférer tous les trois. Emma, fatiguée par les émotions qui l'avaient assaillie, serra une fois encore la petite Panthère noire sur son cœur et se retira. Demeuré seul avec Flora, j'éprouvais le besoin de m'expliquer avec elle sur mes projets de départ et aussi sur les paroles qu'elle venait de prononcer; mais son caractère impétueux ne lui permit pas d'écouter mon discours, dès le premier mot elle m'interrompit.

— Monsieur Desruzis, j'ai une question à vous faire : vos parens ont-ils joué un rôle dans cette affreuse révolution à laquelle mon oncle a gardé des rancunes implacables?

— Le rôle que mes parens ont joué dans la révolution a été celui de victimes, répondis-je.

— Dieu soit loué! s'écria-t-elle, le dernier obstacle est levé: vous pouvez maintenant lui parler hardiment.

— De quoi? — allais-je dire dans la naïveté de mon âme; mais je m'arrêtai, et troublé jusqu'au fond du cœur : — Oh! Flora, lui dis-je d'une voix émue, vous êtes un trésor de bonté... La famille Legoyen vous devra son salut, et moi je vous devrai mon bonheur...

— En vérité, reprit-elle, je ne puis supporter les minauderies des femmes de ce pays-ci... Elles font toujours semblant de ne pas vouloir ce qu'elles désirent; il m'a fallu brusquer les choses... Et vous-

même, monsieur, vous alliez partir, dites-vous, et pour aller où, s'il vous plaît?... Vous mériteriez que l'on vous dise : Bon voyage!...

— Ne le dites pas de grâce!...

M. et Mme Legoyen reparurent dans le salon accompagnés de l'oncle de Flora. — Voilà qui est conclu, dit celui-ci; je vais écrire à mon banquier, et dans deux jours nous signerons l'acte d'association. Adieu; soyez calmes, prenez confiance.

Au moment de partir, et comme j'échangeais un regard avec Flora : Monsieur Albert, me dit le vicomte en souriant, il faudra absolument que vous alliez arranger *nos* affaires à Manille.

III.

La catastrophe qui venait d'atteindre les Legoyen ne laissait pas d'être utile à quelque chose. Elle avait hâté le dénoûment de l'*imbroglio* dans lequel nous étions tous engagés depuis quelque temps et servi à mettre en relief le fond des cœurs. Un peu étourdi de ce brusque dénoûment, de ce coup de foudre qui avait mûri et presque fait tomber dans ma main le fruit vert objet de mes espérances confuses, je me mis en devoir de quitter le château de La Ribaudaie. Ma position était devenue si nette que je pus sans affectation féliciter Mlle Trégoref sur l'avenir qui l'attendait.

— Eh bien! monsieur Desruzis, répondit-elle, vous possédez une sagacité qui passe la nôtre de beaucoup... Vous avez su découvrir d'un coup d'œil les qualités précieuses qui distinguent Mlle de Rogariou... Permettez-moi de vous faire aussi mes complimens.

Cela fut dit simplement, avec sincérité; nous nous quittions comme deux amis qui n'ont rien à se reprocher. Emma allait entrer dans ce monde riche et glorieux qui l'attirait, et moi j'allais retourner dans ce monde d'aventures qui me fascinait toujours. Oui, c'était dans un monde d'aventures que je me lançais; je ne l'ignorais pas, et, quoique secrètement épouvanté, je me jetais en avant. Un séjour de deux mois à La Ribaudaie ne m'avait-il pas convaincu que je n'entendais rien aux exigences sociales? De toutes les jeunes filles que j'avais rencontrées en France pendant une halte de plus d'une année, Emma était la plus jolie, celle dont les charmes avaient fait le plus d'impression sur moi, et pourtant je n'avais point éprouvé pour elle cette passion vive, irrésistible, qui seule pouvait me captiver. Il me semblait qu'elle était dans ce château de La Ribaudaie, sous l'œil rigide de sa sœur, comme une de ces héroïnes des romans de chevalerie soumises à l'influence d'un talisman qui lui ôtait la liberté et gênait la mienne; mais dans Flora, dans la jeune fille créole aux franches allures, orpheline, sans famille et pour ainsi

dire sans patrie, je trouvais l'idéal que j'avais souvent rêvé : un esprit dégagé de tout préjugé, un cœur libre et prêt à se donner sans réserve. Avec elle, je pourrais traverser la vie d'un vol doux et silencieux, comme ces deux personnages de Prudhon qu'on a nommés, je ne sais pourquoi, le *génie des arts*, et qui flottent au-dessus de la terre en se donnant la main. Avec elle, je n'aurais rien à sacrifier de mon indépendance sauvage; elle comprenait mes instincts, et j'acceptais les élans naïfs de sa nature impétueuse. Je savais que Flora se contenterait d'une vie intime et retirée, parce que, n'ayant point la prétention d'être jolie, il ne lui viendrait jamais la fantaisie d'aller admirer les autres. Dans ses yeux pleins de feu, on lisait facilement ces deux mots qui se correspondent : dévouement, jalousie... Peut-être l'oncle Rogariou, embarrassé d'une nièce mal préparée au climat et au monde de notre pays, saisissait-il avec joie l'occasion de l'éloigner de lui. Que m'importait? Comme il paraissait croire qu'il m'avait enlevé Emma de haute lutte, il me devait de ne pas mettre obstacle à mon union avec Flora : c'est ce qu'il fit, et j'entrevis le jour où il me serait donné de m'élancer une fois encore sur l'immense océan, de cingler vers les pays aux splendides horizons, et cela en compagnie d'une femme aimée.

Ainsi qu'il avait été convenu entre eux, M. Legoyen et l'oncle de Flora s'associèrent pour que les capitaux de celui-ci aidassent celui-là à raffermir son crédit ébranlé. M. de Rogariou, qui avait vécu longtemps aux colonies, ne croyait point déroger en s'adonnant au commerce; il entendait parfaitement les affaires et l'emportait sur son associé par la haute portée de son esprit. Il acquit donc très vite dans la maison l'autorité la plus absolue; bien qu'il ne parût jamais au dehors, c'était lui qui conduisait tout. Mlle Emma Trégoref admirait en lui le gentilhomme aux belles manières doublées d'une grande fortune; les Legoyen témoignaient le plus grand respect à un vicomte qui avait à sa disposition tant de capitaux. Combien nous étions petits et insignifians, Flora et moi! Nous vivions en dehors des affaires, ne songeant qu'à une seule chose : être unis au plus vite afin de régler notre existence à notre manière, n'importe en quel lieu, car nous parlions toujours d'aller aux Philippines sans savoir si nous nous y fixerions. La fortune de Flora, jointe à l'aisance que je possédais, nous permettait de choisir le lieu où nos jours s'écouleraient dans la paix et dans l'obscurité. Si on nous regardait comme des enfans, comme des esprits chimériques, nous étions loin d'envier la raison et la sagesse de qui que ce fût.

Comme il eût été dangereux pour Flora de passer un hiver en

France, il fut arrêté que le mariage aurait lieu vers la fin d'octobre, avant celui de M. de Rogariou avec Mlle Trégoref. L'oncle de Flora n'était pas prêt; il lui fallait aller à Paris pour s'occuper de l'importante affaire des bijoux, des châles et des dentelles, et puis que de travaux restaient à faire au château de La Marsaulaie! Pour nous, rien de semblable; il s'agissait d'être unis l'un à l'autre par un lien indissoluble et de partir.

Huit jours après la noce, nous prenions congé des Legoyen et de notre oncle, et nous montions à bord d'un navire frété pour Manille; c'était un beau trois-mâts d'un tonnage considérable et d'une marche rapide. Notre première pensée avait été de faire ce long voyage par les bateaux à vapeur, mais il nous parut plus agréable de partir du bas de la Loire à bord de ce grand navire dont nous avions pris toute la cabine pour nous deux : là nous serions seuls; là commencerait pour nous cette vie intime que le tumulte des bateaux à vapeur, toujours encombrés de passagers, aurait rendue impossible. Le vent du nord-est, cher aux navigateurs qui font route vers les tropiques, enfle nos larges voiles; on pousse des bonnettes, on met dehors jusqu'aux contre-cacatois, et notre navire, pareil à un cygne gigantesque qui fend l'onde avec ses ailes tendues et ses plumes gonflées, nous entraîne rapidement hors des froides latitudes. Sur l'immensité des flots, tout nous faisait défaut à la fois de ce qui constitue le charme des pays civilisés, et pourtant il semblait que rien ne nous manquât. La terre absente avec ses fruits et ses fleurs, les bruits, les joies, les spectacles des grandes villes, tout cela était oublié, parce que dans l'infini d'un horizon sans limite nous sentions grandir l'affection dont nos cœurs débordaient. Nous avions devant nous quatre mois de ce tête-à-tête dans la solitude de la mer, toujours animée, toujours palpitante sous la pression des vents, sauf les rares journées de calme où le flot, encore soulevé par le souffle de la veille, se balance en longues ondulations. Ne regrettant rien, nous allions au-devant de la vie avec une sorte d'ivresse, et si de loin en loin une île, une terre inconnue sortant du sein de l'océan comme une vapeur grise venait frapper nos regards, nous songions avec un sentiment de pitié à ceux qui demeuraient attachés à ces rivages devant lesquels nous passions à tire-d'aile.

Nous avions fait une courte relâche au cap de Bonne-Espérance pour nous procurer des vivres frais : une seconde halte de quelques jours en rade de Singapoure marqua la seconde étape; puis nous entrâmes dans la mer de Chine. — Enfin, nous sommes chez nous, dit Flora avec une sorte de ravissement; bientôt nous aborderons cette grande île de Luçon où j'ai vu le jour. Et toi, Albert, tu as tout quitté pour me suivre!...

— Calderon, le poète dramatique, a dit avec une profonde mé-

lancolie : *La vida es un sueño, y hasta los sueños, sueños son* (1)! Tant que la fantaisie nous emporte, ne sommes-nous pas comme l'oiseau à qui rien ne manque, pourvu que ses ailes le soutiennent?

— C'est vrai, répondit-elle; mais si l'aile vient à fléchir, si tu te repentais de m'avoir aimée...

— Jamais! jamais!

— Tiens, reprit-elle, j'ai rêvé que je restais seule dans mon île et que tu retournais en Europe.

— Mais les songes sont des songes : *hasta los sueños, sueños son!...*

— Mon Dieu! s'écria-t-elle en serrant dans sa main la petite croix d'or suspendue à un collier de perles qu'elle portait toujours à son cou, mon Dieu! écartez de moi les pressentimens qui m'agitent! Une fois à terre, il nous faudra entrer dans la réalité... Si l'ennui s'empare de toi!... Le lieu où je veux te conduire est bien retiré, Albert : figure-toi un coteau couvert des plus beaux arbres des régions tropicales, au pied duquel s'étend, comme une mer tranquille, un grand lac, la *Laguna*, dont le souvenir me fait tressaillir de joie.

— Nous y vivrons comme dans un paradis! répliquai-je. Il m'a toujours semblé que la jeunesse ne peut finir là où les feuilles des arbres ne tombent jamais sous le souffle glacé des hivers!

A mesure que nous approchions du rivage désiré, je voyais Flora devenir plus rêveuse. Ce qu'elle éprouvait ne m'était point inconnu; quand on achève une traversée durant laquelle on n'a eu à s'occuper de rien, il se répand dans le cœur une vague tristesse, comme celle qui nous saisit au réveil après le sommeil de la nuit. Cependant ce malaise, inséparable des préoccupations de l'arrivée, parut se dissiper lorsque l'ancre toucha le fond de la baie. Manille était devant nous avec ses édifices imposans, les tours de ses cent églises et le mouvement de sa rade. Nous avions touché le port, et le grand navire pliait ses voiles. Il nous fallait quitter cette cabine paisible où s'étaient écoulés les premiers mois d'une union pleine de charme, et j'avoue que notre cœur se serra quand nous eûmes enlevé tout ce qui rappelait notre séjour dans ce petit sanctuaire béni. Il semblait que nous abandonnions le nid qui avait abrité nos amours! Sans nous arrêter à Manille, nous fîmes route pour la Laguna, où Flora et moi nous fûmes reçus par des serviteurs heureux de revoir leur maîtresse. Le site était plus enchanteur encore que je ne me l'étais figuré : le soleil semblait contempler avec tendresse cette vallée splendide au milieu de laquelle dormait la Laguna aux eaux bleues et profondes.

(1) La vie est un songe, et les songes même sont des songes.

— C'est dans un pareil lieu et avec toi que tu crains pour moi l'ennui! dis-je à Flora en promenant mes regards ravis sur le paysage qui nous entourait.

Flora sourit d'un air de triomphe. — Te rappelles-tu le premier jour où tu m'as vue à La Marsaulaie? J'avais froid, j'étais engourdie, je songeais à ce que tu vois là...

— Et moi, répliquai-je, je devinais ce que tu souffrais ainsi.

— Demain, reprit-elle, nous parcourrons toutes nos plantations, et au retour nous irons nous agenouiller auprès des tombeaux de mon père et de ma mère... Tu dois prier pour eux, Albert; ils sont morts jeunes tous les deux, et ils reposent à côté l'un de l'autre comme je voudrais...

Elle s'arrêta, craignant de me chagriner par ses réflexions attristantes. La promenade que nous fîmes ce jour-là devint notre pèlerinage de chaque jour. Pendant un mois, nous vînmes régulièrement prendre place au même lieu, comme ces oiseaux du Bengale qu'on dit inséparables, et qui aiment à demeurer côte à côte sur la même branche. Nous étions les premiers à rire de cette comparaison, et il n'y avait là personne pour tourner en ridicule cette idylle digne des temps primitifs; mais un jour Flora eut la fantaisie d'aller plus loin. La chaleur était accablante; nous allions doucement à mi-côte sous de grands cocotiers aux branches en éventail qui laissaient pendre au-dessus de nos têtes leurs fruits énormes. Peu à peu nous nous mîmes à descendre vers la Laguna, attirés par la fraîcheur des eaux. Il poussait de toutes parts des plantes gigantesques aux couleurs sombres, laiteuses et comme gonflées de venin.

— Asseyons-nous ici, dit Flora; il y a longtemps que je n'ai autant marché.

Oh! qu'ils sont terribles ces climats où la mort se cache sous les pas de ceux qui sourient à la vie! Nous nous assîmes parmi les herbes aux grandes feuilles qui restaient froides malgré l'ardeur du soleil, et Flora s'endormit après avoir appuyé sa tête sur ma poitrine. Je n'osais faire un mouvement de peur de l'éveiller : tout était silence autour de nous. Le sommeil de Flora durait depuis un quart d'heure, lorsque je la vis faire un brusque mouvement et porter la main à la cheville de son pied.

— Albert, s'écria-t-elle en se levant avec précipitation, une bête m'a piquée...

— Quelle bête? demandai-je; je n'ai rien vu.

— Oh! je l'ai senti, un serpent m'a mordu... Tiens, le vois-tu, l'entends-tu qui se glisse sous les herbes?... Oh! Albert, emporte-moi d'ici. J'étais donc trop heureuse!

J'avais pris ma femme dans mes bras, et je courais comme un

fou à travers une atmosphère embrasée. Le pied mordu commençait à enfler. — Mon Dieu! que je souffre! disait Flora d'une voix étouffée.

Arrivé à l'habitation, j'appelai du secours; on partit en toute hâte pour aller chercher un médecin. — Non, un prêtre, disait Flora, celui qui le même jour a reçu le dernier soupir de ma mère et m'a baptisée!... Albert! me pardonnes-tu de t'avoir emmené si loin pour t'abandonner si vite? Oh! ne reste pas ici, Albert! pars, fuis cette île que tu dois maudire... Voilà donc ce rêve affreux que j'avais mal compris, et qui m'obsédait!

Je tenais sa main dans la mienne en me penchant sur elle pour recueillir ses dernières paroles. — *Alberto, adios, mi querido*, adieu, mon bien-aimé! murmura-t-elle. Cette croix, ce collier, prends, prends... Dieu ne veut pas que je vive, que sa volonté soit faite!...

Il y a des douleurs qui ne se racontent pas. L'homme courageux doit savoir supporter les souffrances du cœur, comme celles du corps, sans faire retentir l'air de ses cris. Il me tardait de quitter cette île maudite où j'avais abordé avec tant de joie... Cette fois je pris la route la plus courte pour revenir en Europe : j'avais besoin d'aller vite, très vite. Tout ce que je voyais sur mon chemin m'était indifférent; mes facultés semblaient anéanties, et le souvenir de ce bonheur qui n'avait duré que six mois me déchirait comme un remords. En vain j'essayais de me prouver à moi-même que ce qui n'était plus n'avait jamais existé; il y avait en moi une blessure saignante que je ne pouvais nier, encore moins guérir. Désormais, je le sentais, la jeunesse avec ses illusions trop prolongées avait cessé pour moi. Plus de rêve possible : la réalité m'avait saisi dans ses serres d'acier et me tenait captif. — Que ferai-je de la vie? je l'ignore. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'elle m'emportera vers l'éternité sur ce courant rapide auquel ne résistent ni les heureux ni les affligés; mais je ne ferai plus le moindre effort pour m'accrocher au rivage. — Le premier jour de mon arrivée en France, j'éprouvai un redoublement d'angoisses. Parti de mon pays triomphant et joyeux, j'y rentrais vaincu et désolé. Voyant que je ne pourrais surmonter la tristesse qui m'accablait, je pris le parti de m'y abandonner, et donnai un libre cours aux larmes qui me suffoquaient: puis j'ouvris la cassette où je tenais enfermés la croix d'or et le collier de perles qui ornait le cou de Flora durant sa vie, et je baisai avec ardeur ces reliques précieuses dont je ne me séparerai jamais. La croix est d'or, mais c'est encore la croix, symbole de la souffrance et de la résignation. Ces gracieuses perles qui la soutiennent figurent les plaisirs, les chimères, les brillantes illusions de la vie; mais ce cortége souriant dont nous nous entourons durant notre pèlerinage ici-bas n'empêche pas que nous ne trouvions tôt

ou tard la douleur et la mort. Heureux ceux qui touchent le but de bonne heure, qui disparaissent de ce monde à l'aurore de la vie!

Il me fallut retourner à La Marsaulaie pour régler avec M. de Rogariou ses propres affaires et celles qui concernaient ma pauvre Flora. C'étaient des heureux que j'allais retrouver là. Je fis en sorte d'arriver le matin afin de pouvoir repartir le soir même. Une lettre avait annoncé mon arrivée, mais sans préciser le jour. Mon cœur se serrait à la pensée de revoir ce manoir austère, cette grande cheminée devant laquelle s'était révélée à moi dans toute la sincérité de sa nature celle dont je portais le deuil; mais tout était transformé : le précieux monument du moyen âge, reblanchi et remis à neuf, avait perdu tout son caractère. Dans le parc nettoyé, à peine restait-il une trentaine de vieux ormes qui semblaient s'ennuyer dans leur solitude. Tout s'était fait jeune et riant pour plaire à Emma, devenue la vicomtesse de Rogariou. Elle était occupée, lorsque j'arrivai, à faire combler les douves, afin d'y semer des fleurs. L'accueil de l'oncle de Flora fut cordial et même affectueux, il donna quelques larmes à sa nièce, et Mme de Rogariou y mêla les siennes; mais ce qui finissait pour moi commençait pour eux : ils goûtaient le bonheur qu'ils avaient souhaité, celui de s'installer dans un château mis à neuf et d'entrer dans la vie avec une grande fortune.

Comme je sortais, une voiture parut à l'entrée du parc; je me cachai dans un buisson pour n'être pas vu, car je pleurais comme un enfant. C'étaient mon cousin Legoyen et sa femme qui se rendaient à La Marsaulaie dans une voiture neuve; Jean portait une vraie livrée, et sur les panneaux de la calèche je crus voir quelque chose comme des armoiries : Mme Legoyen pouvait-elle ne pas marcher de pair avec sa jeune sœur?

Ils passèrent sans m'avoir aperçu, et je m'éloignai en résumant ainsi les sensations qui m'oppressaient : si j'avais voulu *faire comme tout le monde* et me rire, moi aussi, de cette enfant étrangère qu'ils nommaient la Panthère noire, je serais sans doute l'époux d'Emma... Mon cœur n'aurait pas été brisé, ma vie interrompue à l'âge où elle s'épanouit pour d'autres... Qu'importe? cette douleur qui me consume, je ne la donnerais pas pour le bonheur banal de ces riches confits dans leur luxe, qui usent leurs années à faire la roue comme des paons. Ma pauvre et chère Flora a passé dans ce monde à la manière de l'oiseau de paradis, si peu fait pour se poser à terre qu'on l'a tenu longtemps pour une créature presque céleste, se mouvant toujours dans l'air et s'y reposant, à la façon des anges, sur ses ailes!

TH. PAVIE.

L'ESPRIT MODERNE

DANS L'HISTOIRE

Histoire d'Espagne depuis les premiers temps historiques jusqu'à la mort de Ferdinand VII,
par M. Rosseew Saint-Hilaire.

I.

Avant de me livrer à l'appréciation d'une composition historique considérable par les développemens comme par le sujet, il me semble à propos d'exposer quelques idées sur la manière d'écrire l'histoire et sur les divers systèmes auxquels elle a donné lieu de nos jours. Ces considérations prépareront et expliqueront le jugement que j'essaierai ensuite de porter sur le livre de M. Rosseew Saint-Hilaire.

On pourrait croire que l'état politique le plus favorable aux lettres et aux arts est celui où le pouvoir, concentré entre les mains d'un gouvernement fort et absolu, dispense en quelque sorte les citoyens, ou plutôt les sujets, du soin des affaires publiques, et les met en situation de se livrer sans trouble à ces nobles distractions de l'esprit. Cette manière de voir, qui semble justifiée par de grands exemples historiques, surtout par ceux que nous offrent le siècle d'Auguste et celui de Louis XIV, n'est pourtant qu'une erreur. Tout se tient dans le développement des facultés humaines, et ce n'est pas en énervant l'âme, en la mutilant, si l'on peut ainsi parler, dans quelques-unes de ses puissances, qu'on donne aux autres plus d'énergie. L'homme qui a cessé de prendre part aux affaires de son pays, à la direction de ses grands intérêts moraux, qui, par une conséquence forcée, y devient tôt ou tard indifférent, ne peut guère porter dans l'étude et la culture des lettres cette

étendue d'esprit, cette élévation de sentimens sans lesquelles on ne dépasse pas une certaine médiocrité. Je ne veux pas dire que les lettres ne puissent fleurir que sous un régime de liberté régulière et garantie par de fortes et solides institutions. Les temps de guerres civiles, de luttes violentes entre les partis, où les talens, le courage, la fermeté d'âme, toutes les vertus politiques, ont l'occasion de se déployer, où les caractères sont naturellement provoqués à se manifester tout entiers, sont peut-être plus propices encore aux progrès de l'esprit humain que les époques de pleine liberté. L'oppression, la tyrannie, la persécution, aussi longtemps qu'on peut lutter contre elles et qu'elles n'ont pas complétement triomphé, sont, dans un certain sens, des épreuves salutaires, de puissans stimulans qui font qu'un peuple vaut tout ce qu'il peut valoir. C'est même d'ordinaire au sortir des agitations civiles, pourvu qu'elles ne se soient pas démesurément prolongées et n'aient pas dégénéré en une misérable anarchie, que l'histoire nous montre ces pléiades de grands hommes qui font la gloire de quelques siècles privilégiés.

Pour revenir aux exemples que je citais tout à l'heure et pour en mieux indiquer la véritable signification, je dirai que ce n'est ni à Auguste, ni à Louis XIV qu'il faut faire principalement honneur de l'éclat qu'ont jeté sur leur règne ces poètes immortels, ces grands écrivains dans tous les genres qu'on vit alors éclore en foule. Ils étaient le produit du mouvement imprimé aux esprits par les discordes civiles qui avaient frayé les voies au pouvoir absolu, et ce pouvoir absolu, malgré les encouragemens qu'il leur prodigua, ne réussit pas à leur susciter des successeurs. Lorsqu'Auguste mourut, la poésie était déjà descendue de Virgile à Ovide, et elle ne devait pas s'arrêter dans ce mouvement rétrograde. Avant la mort de Louis XIV, les La Motte et les Fontenelle avaient pris la place des Racine et des Molière. De même dans l'Italie moderne, lorsque Charles-Quint eut courbé sous un despotisme uniforme les nombreux états qui jusqu'alors avaient joui soit de la liberté, soit tout au moins de l'autonomie, lorsque la paix d'une servitude régulière eut remplacé les agitations cruelles, mais fécondes, du moyen âge, il n'y eut plus de Dante, d'Arioste, de Machiavel, de Michel-Ange, de Raphaël; dans les artistes, dans les poètes qui succédèrent immédiatement à ces hommes illustres, on peut déjà reconnaître un commencement de décadence, et un siècle plus tard toutétai fini ou à peu près. Ce n'est pas que le despotisme exclue les amusemens de l'esprit : dans les classes riches et éclairées, le désœuvrement général, l'absence de grands intérêts publics y disposent même peut-être un plus grand nombre d'hommes qu'aux époques de liberté; mais sous l'influence dominante tout se rétrécit, tout se raffine. La grâce affectée, la subtilité, la fausse délicatesse, prennent

la place des inspirations puissantes et des grands sentimens; les déclamations vides et ampoulées, les poésies galantes, les romans frivoles, les curiosités philologiques, les recherches d'une érudition oiseuse et puérile peuvent encore amuser les imaginations; des œuvres vraiment fortes ne peuvent plus être conçues par des hommes que la servitude a privés de leur virilité intellectuelle, et si quelques-uns étaient encore en état d'en produire, ils auraient peu de chance d'être compris et goûtés par leurs contemporains, qui, devenus exclusivement sensibles à ce qui est piquant, inattendu, ingénieux, et ne trouvant rien de tel dans de semblables œuvres, les dédaigneraient comme des vestiges, respectables peut-être, mais insipides, de l'antique simplicité. J'ai la conviction qu'au temps de Sénèque les beaux esprits de Rome, sans peut-être oser le dire tout haut, trouvaient bien des lieux communs dans Cicéron, et surtout qu'au temps de Claudien Virgile paraissait trop simple, trop dénué de finesse et d'ornemens.

Il est un genre littéraire qui, tenant moins que beaucoup d'autres aux facultés de l'imagination et reposant principalement sur les faits, semble au premier aspect en dehors des conditions que je viens d'exposer : je veux parler de l'histoire. Ces conditions cependant existent aussi pour lui, et peut-être même y est-il soumis à un plus haut degré encore. Pour peu qu'on y réfléchisse, on le comprendra facilement. Pour écrire l'histoire, la véritable et grande histoire, celle qui ne consiste pas dans des recueils d'anecdotes ou dans le récit de quelque épisode extraordinaire, celle qui, pour employer l'heureuse expression de Voltaire, retrace *les mœurs et l'esprit des nations*, il faut connaître les hommes et les affaires publiques, il faut se rendre compte de la puissance de l'opinion, de l'influence des institutions, de leurs rapports avec le caractère et les antécédens des peuples, et rien de tout cela ne peut être bien compris à ces époques de gouvernement absolu où les populations restent entièrement étrangères à l'action politique. Il faut encore, surtout si l'on veut écrire l'histoire contemporaine ou seulement l'histoire moderne de son propre pays, jouir d'une certaine liberté qu'un gouvernement absolu accorde difficilement à l'égard de certains personnages et à l'endroit de certaines questions. Le grand historien de la Russie, Karamsin, a dû arrêter son travail au commencement du XVIIe siècle, c'est-à-dire au moment même où il serait sorti en quelque sorte du domaine des curiosités archéologiques pour raconter les faits qui ont élevé l'édifice de ce gigantesque empire. On sait qu'en France même, sous Louis XIV, Mézeray perdit sa pension pour avoir parlé avec quelque indépendance du droit qu'avaient jadis les états-généraux de voter les impôts.

Cela explique suffisamment le petit nombre d'historiens vra

ment dignes de ce nom que la France avait comptés jusqu'à nos jours. Quelques mémoires écrits par des hommes tels que Commines et le cardinal de Retz, qui avaient pris une part importante aux affaires et aux troubles civils, la grande histoire du président de Thou, composée au sortir des déchiremens de la ligue et sous un prince aussi tolérant, aussi libéral, aussi éclairé que le temps le comportait, c'était là, à peu de chose près, sauf une grande exception que j'indiquerai tout à l'heure, tout ce que nous possédions dans ce genre de solide et de sérieux. Je ne parle pas du grand ouvrage de Bossuet sur les *Variations de l'église protestante*, qui est surtout et presque exclusivement un chef-d'œuvre de polémique, ni de son *Histoire universelle*, ni des *Considérations* de Montesquieu *sur la Grandeur et la Décadence des Romains*, que l'on doit plutôt ranger parmi les traités de philosophie politique que parmi les histoires proprement dites. Ce qui frappe surtout dans la plupart des écrits historiques publiés à la fin du XVIIe siècle et pendant le XVIIIe, c'est l'absence d'idées originales, de connaissance des hommes et des affaires. On sent, en les lisant, qu'il s'était établi une séparation complète entre la nation et son gouvernement, et que quiconque n'avait pas une participation officielle à l'administration publique, à la direction des affaires, était condamné à les ignorer complétement. Les auteurs de ces ouvrages, sans bien s'en rendre compte peut-être, partageaient l'humanité en deux classes absolument distinctes, les citoyens des antiques républiques, qu'ils douaient d'un patriotisme sans bornes, d'un courage, d'un désintéressement et aussi de talens prodigieux qui les rendaient dignes et capables de la liberté, et les sujets des monarchies modernes, qu'ils croyaient apparemment nés pour la servitude, et à qui ils faisaient un honneur, une vertu de s'y dévouer au besoin avec un héroïsme chevaleresque. A ces deux classes d'hommes si différentes, ils appliquaient des règles morales également diverses. Tel qui admirait les actes par lesquels les deux Brutus se sont immortalisés chez les Romains eût condamné comme un factieux, un criminel de lèse-majesté, quiconque en France et en Espagne aurait tenté de contenir les excès de l'autorité royale, et il fallut bien du temps, il fallut l'exemple de l'affranchissement des États-Unis pour faire naître ou du moins pour propager l'idée que les exemples de l'antique liberté pourraient trouver des imitateurs chez les modernes. Il est vrai qu'alors, comme l'esprit français va toujours d'un extrême à l'autre, on se prit à penser que ce que naguère on réputait impossible était la chose la plus facile du monde.

Ai-je besoin de dire que je ne comprends pas Voltaire dans le jugement que je viens de porter sur nos historiens du dernier siècle?

Si ce grand et rare esprit n'eût pas été avant tout un polémiste, si, engagé dans des controverses violentes, il n'y eût contracté des habitudes, des ressentimens, des partis-pris dont tous ses écrits portent plus ou moins la trace, sa pénétrante intelligence, l'étendue de ses vues, son amour de l'humanité, le sens critique dont il était éminemment doué, son talent d'exposition et l'élégante clarté de son style eussent fait de lui un historien presque accompli. Dans des genres bien divers, son *Essai sur les mœurs et l'esprit des nations*, son *Siècle de Louis XIV* malgré la disposition vicieuse des matières, son *Histoire de Charles XII*, sont de vrais chefs-d'œuvre. Personne avant lui n'avait su à ce point fondre le récit des événemens avec le tableau des mœurs et des usages, montrer la différence des temps, les progrès de la civilisation, peindre à grands traits, presque toujours avec vérité, la physionomie des personnages remarquables, faire comprendre les ressorts de la politique, les mobiles réels des révolutions les plus importantes, éviter les fables absurdes dont la passion et la crédulité encombrent l'histoire. Si parfois ses grandes facultés semblent l'abandonner, si le sentiment du beau, du vrai, du grand, lui manque en plus d'une rencontre, c'est parce qu'en lui les passions du polémiste, l'influence des luttes du jour et de celles qu'il prévoyait pour le lendemain, viennent troubler le calme et la sécurité où l'historien a besoin de se maintenir pour être à la hauteur de sa tâche.

Comment, dans la première moitié du XVIIIe siècle, à une époque où il existait un tel abîme entre la société et le pouvoir, entre les gouvernans et les gouvernés, où le public avait si peu de moyens d'agir sur la conduite des affaires et même de les connaître, où par conséquent la théorie et la pratique, absolument séparées, ne pouvaient ni s'éclairer, ni se contrôler réciproquement, comment Voltaire a-t-il pu écrire de manière à faire croire que ni l'une ni l'autre ne lui était étrangère? Il faut sans doute chercher avant tout l'explication de ce phénomène dans la supériorité et le genre de supériorité de son esprit; mais on ne doit pas oublier qu'il fut mêlé quelque temps aux négociations diplomatiques, bien que dans une forme indirecte et non officielle, qu'il eut des liaisons plus ou moins intimes avec presque tous les personnages principaux de son temps, avec les souverains, les ministres, les généraux, les gens de lettres, et que, constitué de bonne heure le chef du parti philosophique, il eut à déployer, pour le diriger et le contenir dans l'occasion, pour préparer ses succès, pour lui épargner des échecs, une grande partie des qualités qui servent à gouverner les états. On peut dire jusqu'à un certain point que, par sa grande influence morale, Voltaire n'était pas un simple particulier, mais un homme public avec qui les princes eux-mêmes traitaient souvent de puissance à puis-

sance. Dans une telle situation, il avait certainement, pour comprendre la marche des choses humaines et pour écrire l'histoire, des facilités et des ressources qui manquaient aux autres écrivains.

Il y avait d'ailleurs en lui, lorsque les passions ne l'aveuglaient pas, une supériorité de bon sens qui, à ce degré, est vraiment du génie. J'aime à me le figurer, plus jeune de quelques années, vivant assez pour assister à cette révolution de 1789 qu'il avait si clairement prédite, voyant tomber sous les premiers coups de cette révolution les abus qui lui étaient si odieux, l'intolérance et les persécutions religieuses, les iniquités, les cruautés des lois pénales et de la procédure criminelle, les priviléges outrageans pour les classes inférieures. Je me représente sa joie, bien autrement éclatante, bien autrement fondée que celle qu'il ressentit vers la fin de sa vie des réformes incomplètes de Turgot; mais je vois bientôt son enthousiasme se refroidir et faire place à un sentiment d'inquiétude et d'anxiété en présence des folles exagérations qui signalèrent si promptement l'omnipotence de l'assemblée nationale victorieuse. On se laisserait volontiers entraîner hors de son sujet en parlant de Voltaire, dont le nom évoque tant d'idées, et des idées si complexes; pour rentrer dans le mien, je dirai que dans tout le cours du XVIIIe siècle il me paraît être à peu près le seul historien véritable que la France ait produit. La révolution détruisit les obstacles qui rendaient presque impossible la culture de cette branche de la littérature, si florissante dans l'antiquité; mais ce résultat ne pouvait se manifester d'une manière immédiate. Ce n'est pas au milieu des convulsions de la terreur ni sous le despotisme de l'empire, ce n'est pas sous l'impression des haines, des ressentimens, des préjugés, sortis de ces époques violentes, qu'il était possible d'écrire l'histoire avec quelque impartialité et quelque liberté, surtout en ce qui avait trait aux événemens contemporains et aux questions alors agitées. Il fallait du temps pour que les esprits, comprimés ou exaltés outre mesure par un long despotisme ou par l'impression de tant de contre-coups violens, pussent reprendre le calme et la sérénité nécessaires, pour que la connaissance des intérêts publics, renfermée dans un cercle étroit et privilégié, pût se répandre dans le pays. Aussi, sauf quelques essais heureux, mais superficiels, d'un homme à qui l'on ne rend pas aujourd'hui assez de justice, M. Lacretelle, les trente premières années qui suivirent 1789 furent-elles aussi stériles en historiens que celles qui les avaient précédées.

C'est après 1820, alors que le régime constitutionnel et monarchique inauguré par la restauration avait déjà pu se développer à travers de bien rudes épreuves et manifester même déjà son in-

fluence féconde, tant dans l'ordre politique et social que dans l'ordre purement intellectuel, c'est alors qu'on vit surgir presque simultanément les hommes éminens qui devaient renouveler en quelque sorte l'histoire. Entre leurs mains, elle ne fut plus, comme elle avait été trop longtemps parmi nous, soit un texte de déclamation, soit un objet d'amusement et de distraction frivole: elle devint un grand enseignement. L'art de raconter avec clarté et agrément ne fut plus le seul talent exigé de ceux qui s'y appliquaient: il fallait encore un jugement sain, de la sagacité, la connaissance du cœur humain, une certaine science, au moins théorique, des affaires, de la législation et de l'économie politique. Il ne suffit plus, pour s'aventurer sur ce terrain, de recueillir, dans un petit nombre de livres consacrés par l'opinion, des notions admises sans contrôle. On exigea de l'historien, sinon toujours des faits nouveaux, au moins une appréciation éclairée et l'explication, la saine intelligence de ceux qui étaient déjà connus; on lui demanda de remonter aux sources, seul moyen de s'imprégner de ce qu'on appelle la couleur locale, c'est-à-dire de bien comprendre et de bien exprimer les époques dont on veut tracer le tableau.

Une circonstance remarquable, et qui montre quelle était alors la richesse, la fécondité du mouvement intellectuel, c'est la diversité des tendances, des tours d'esprit, des procédés de ces illustres écrivains. On aurait pu dire que chacun d'eux fondait une école particulière qui n'avait de commun avec les autres que l'éminence du talent, l'étendue du savoir et l'élévation de l'esprit. Dans l'un, le trait caractéristique était un point de vue philosophique rattachant tous les effets à des causes générales et s'efforçant de faire découler de certains principes toute la série des événemens. Dans un autre, l'esprit politique dominait avec la forme sévère, la précision, le dédain des détails minutieux qui en sont l'accompagnement habituel. Dans un autre encore, le charme, la clarté des récits, la vivacité des tableaux, entraînaient le lecteur. Aucun d'entre eux ne saurait être considéré comme l'élève, comme l'imitateur de l'un de ses rivaux; tous avaient leur originalité, leur caractère propre et bien distinct. Si l'on voulait pourtant chercher le point par lequel ils se ressemblaient en général, par lequel ils tenaient à leur temps, c'est, malgré des nuances bien marquées, le libéralisme de leurs opinions, c'est la confiance qu'ils y portaient et que doit difficilement comprendre la génération sceptique qui leur a succédé. Chacun croyait à la liberté, aux progrès de la civilisation, chacun pensait que la France était arrivée à une époque de lumières et d'améliorations dont il ne s'agissait plus que de recueillir et de compléter les bienfaits, et nul n'aurait supposé qu'il fût possible de ravir à la nation les conquêtes de 1789, consacrées par la charte

de 1814. On ne voyait, pour ainsi dire, dans l'histoire des temps antérieurs que la préparation providentielle de l'époque dans laquelle on avait eu le bonheur de naître. Telle est l'illusion un peu naïve dont on trouve l'empreinte dans la plus grande partie des écrits publiés aux approches de la révolution de 1830 ou immédiatement après cette révolution. On croyait être pour ainsi dire arrivé au cinquième et dernier acte de la tragédie, et dans cette situation commode on se considérait comme en position de résumer, d'apprécier le plan providentiel dont le mot définitif semblait enfin avoir été dit. C'était là sans doute une illusion, mais une de ces illusions puissantes, généreuses, qui donnent à l'esprit humain la force de tenter de grandes choses, d'accomplir tout ce dont il est capable. Les événemens n'ont que trop prouvé depuis qu'il fallait beaucoup en rabattre pour rester dans le vrai, et, par une de ces réactions trop ordinaires en France, on est tombé dans l'extrême opposé : dans un grand nombre de compositions historiques ou philosophiques, les nobles théories du libéralisme ont fait place à ce qui leur est peut-être le plus contraire et le plus hostile, aux théories haineuses d'une démocratie absolue, exclusive, intolérante, fort peu soucieuse de la liberté. Grâce à Dieu cependant, après plus de quarante années, les illustres écrivains dont je parlais tout à l'heure existent encore presque tous, et on a vu ce phénomène, sans exemple, je crois, que lorsqu'une révolution est venue ravir à plusieurs d'entre eux le pouvoir qu'une autre révolution leur avait donné, lorsque, ne pouvant plus servir leur pays par l'action ou par la parole, ils ont repris des travaux littéraires interrompus si longtemps par les exigences de la vie politique, ils se sont trouvés n'avoir rien perdu des grandes facultés qui leur avaient jadis conquis un si haut rang.

A côté d'eux, ou, pour mieux dire, après eux, la génération actuelle a vu se former d'autres historiens dont quelques-uns ne sont pas indignes de marcher sur leurs traces. Dieu me garde de vouloir fixer d'avance les rangs que le temps finira par leur assigner; mais, sans entrer à leur égard dans une appréciation détaillée, sans les comprendre tous, à beaucoup près, dans le jugement sévère que je vais exprimer, je crois devoir expliquer ce qui me fait craindre que le genre historique, si brillant encore dans les survivans de la génération précédente et même dans quelques-uns de leurs élèves, ne soit pourtant déjà en voie de décadence.

L'histoire est un art sans doute, mais c'est aussi, c'est surtout une science. Elle a des règles absolues auxquelles on ne manque pas impunément. Elle doit avant tout, par des procédés variables, mais tous tendant au même but, présenter les faits, non-seulement dans leur vérité matérielle, mais dans leur exacte proportion, faire

connaître l'impression qu'ils ont produite sur les contemporains, et en même temps en ramener l'appréciation aux principes éternels de la vérité et de la justice. Pour ne pas dévier de ces principes, l'historien doit veiller sur lui-même, se mettre en garde contre les passions et les préventions personnelles, je ne dirai pas s'interdire l'admiration et l'indignation là où elles sont méritées, car alors ces deux sentimens ne sont que l'expression de la justice, mais bien comprendre que, par leur nature même, ils sont rarement applicables, que l'on n'est fondé à admirer et à s'indigner qu'en présence de faits et de caractères exceptionnels, en dehors, pour ainsi parler, des proportions ordinaires de la nature humaine, que de tels faits, de tels caractères ne se produisent que rarement, et que, lorsqu'on croit les rencontrer à chaque pas dans une période quelconque de l'histoire, il est à peu près évident qu'on la voit sous un faux jour. La médiocrité, le mélange du bien et du mal, sont en effet la loi commune de l'humanité, et le génie comme la stupidité, la vertu héroïque comme le vice monstrueux, sont de pures exceptions. La médiocrité est ce qui domine dans le cours des choses humaines. L'historien, pour rester dans le vrai, pour être réellement instructif, a donc à raconter bien des faits peu saillans en eux-mêmes, à peindre bien des caractères indécis, faibles, également étrangers aux grands vices et aux grandes vertus, dépourvus de talens supérieurs, mais exempts de ce degré d'imbécillité ou d'extravagance qui constitue aussi une curieuse originalité. Il est même des époques qui ne présentent pour ainsi dire autre chose que des natures moyennes et vulgaires engagées dans une série d'événemens aussi vulgaires qu'elles. Et ces époques, l'historien doit les exposer dans toute leur simplicité, ne fût-ce que pour y découvrir le germe des catastrophes qui suivent d'ordinaire ces temps d'engourdissement et de stagnation. Que si, pour animer son récit, pour lui donner plus d'intérêt, il cède à la tentation de grandir de petits hommes, d'attacher à des faits mesquins une importance qu'ils n'ont pas eue et d'essayer de prouver qu'avant lui on s'est trompé sur tout cela, il pourra bien, avec un peu de talent, amuser les esprits superficiels, enclins à considérer comme de méprisables lieux communs tout ce qui a obtenu pendant un certain temps l'assentiment du genre humain; mais ses paradoxes, repoussés dès le premier moment par les esprits sensés et pourvus d'une solide instruction, perdront tout crédit, même auprès de ceux qui les auront d'abord accueillis, dès que le temps leur aura ravi cet attrait de la nouveauté qui faisait leur seul mérite. En histoire plus encore qu'en toute autre chose, la vérité est la première condition d'un succès légitime et durable. Rien n'est plus évident, et cependant combien ce principe est peu compris de ceux même qui

n'oseraient pas ou ne voudraient pas le nier! Combien peu de gens en conçoivent toute la portée! Combien d'écrivains, sous prétexte de servir une certaine vérité générale qu'ils arrangent à leur façon, se permettent de falsifier les vérités de détail dont l'ensemble est pourtant la seule base de la vérité générale bien entendue! C'est une chose étrange que l'infiniment petit nombre des hommes, même parmi les plus sensés, les plus désintéressés, je ne dis pas qui pratiquent, mais qui comprennent le respect complet, absolu de la vérité, qui s'en rendent un compte bien exact. Pour beaucoup d'entre eux, la vérité est un moyen fort respectable, une bonne et louable habileté plutôt qu'une obligation morale existante par elle-même : le mensonge leur fait sans doute horreur lorsqu'il se traduit en pratique par une calomnie ou par un manque de foi; mais dans le domaine de l'intelligence, lorsqu'il a pour but de servir une cause que l'on croit bonne, les plus sévères y voient à peine une faute très vénielle.

Il est des écrivains qui semblent avoir compris l'histoire comme on pourrait concevoir le roman historique. S'emparant de faits et de personnages dont le caractère général leur paraît rentrer dans le point de vue qu'il leur convient de mettre en relief, ils ne se font aucun scrupule de les y accommoder par des procédés souvent fort étranges. Ils donnent aux caractères de ces personnages une consistance logique, une perfection en bien ou en mal qui n'est pas dans la nature. Ils font marcher les événemens dans un ordre régulier et constamment progressif, comme ceux d'un drame, c'est-à-dire de la manière la plus contraire à la réalité telle que l'expérience nous la montre. On dirait, à lire ces historiens systématiques, qu'à telle époque les hommes n'avaient qu'une seule pensée, qu'un seul but, qu'ils l'apercevaient clairement, que tout s'y rapportait. Rien en général n'est moins exact que cette manière de présenter les choses. Il suffit d'avoir observé avec quelque attention le cours des événemens pour reconnaître combien l'esprit humain est *ondoyant*, comme dit Montaigne, même au milieu de ses préoccupations les plus ardentes et en apparence les plus exclusives, combien de fois il semble se décourager et perdre toute espérance au moment même où il va accomplir quelque progrès décisif. La peinture de ces contradictions, de ces hésitations, est, il est vrai, une œuvre laborieuse, difficile, ingrate, qui exige de longs développemens, qu'il est par conséquent malaisé de rendre supportable à l'impatience frivole de la masse des lecteurs, toujours pressés d'arriver au but. Il est bien autrement facile de les intéresser en leur montrant, comme dans les tragédies, les événemens marchant sans cesse vers ce but, et des personnages tout d'une pièce formant dès le premier moment, par une sorte de divina-

tion, des projets complets, détaillés, dont ils poursuivent ensuite sans relâche l'accomplissement. Pour tracer de tels tableaux, il faut, il est vrai, se débarrasser de ce que j'appellerai le bagage, les *impedimenta* de l'histoire. Il faut écarter une multitude de faits et de considérations dont l'exposé dérangerait l'ordonnance romanesque et la forme littéraire du récit. L'histoire ainsi comprise est positivement fausse, car ce que l'on y fait entrer, isolé de ce qu'on en retranche, perd ses proportions véritables et ne représente plus rien de réel. Malheureusement ce n'est guère qu'en se défigurant de la sorte que l'histoire, cette science sévère, faite pour un petit nombre d'esprits, peut devenir populaire, et pour se passer de ce moyen de succès, pour arriver jusqu'à la masse des lecteurs en restant fidèle à ses conditions, elle a besoin de s'appliquer à un sujet favorable traité avec un rare talent.

Il est une autre tentation qui rentre jusqu'à un certain point dans celle que je viens d'indiquer, et à laquelle cèdent trop souvent ceux qui se consacrent à ce genre de travail : la manie du dramatique. Le dramatique, de sa nature, est nécessairement rare. En quoi consiste-t-il dans ses rapports avec l'histoire? Dans l'impression que fait sur les âmes le spectacle des grandes catastrophes, de celles qui renversent ce qui était élevé et relèvent ce qui était abattu, qui font triompher soudainement des causes et des opinions que l'on considérait naguère comme à jamais perdues, qui, mettant à nu le fond de la nature humaine et arrachant tous les masques, ouvrent une ample carrière aux grands talens, aux grandes vertus, aux grands dévouemens, comme aussi aux vices les plus odieux et aux plus honteuses bassesses. Or des situations semblables ne peuvent se reproduire qu'à de longs intervalles, et si dans un pays en proie à l'anarchie elles semblent se renouveler fréquemment, c'est en se dénaturant, en perdant ce qu'elles avaient de tragique. Une révolution qui détruit un gouvernement existant depuis des siècles, qui change les institutions antiques d'un peuple, est sans doute quelque chose de profondément dramatique; mais, si elle est suivie d'une série d'autres révolutions suscitées par l'inquiétude aveugle de la multitude et l'ambition de quelques hommes, ces mouvemens n'offrent plus bientôt qu'un spectacle monotone et fatigant, et la lassitude, le dégoût ne tardent pas à prendre la place de la vive curiosité, de l'intérêt passionné qu'on éprouvait d'abord. La révolution de 1789 a exalté toutes les âmes, et les récits multipliés qu'on en publie depuis près de quatre-vingts ans suffisent à peine à l'avidité des lecteurs; mais, parmi ceux même qui, de nos jours, suivent avec l'attention la plus sérieuse la marche des événemens contemporains, combien en est-il qui se préoccupent des révolutions incessantes auxquelles l'Amé-

rique espagnole est livrée depuis un demi-siècle? Et, sans aller chercher si loin des exemples, ceux d'entre nous à qui leur âge a permis d'assister aux phases successives de nos longues perturbations ne se rappellent-ils pas combien la vive émotion produite par le début de chacune de ces phases, par les premières luttes auxquelles elle donnait lieu, était prompte à se transformer en un sentiment de tristesse, de fatigue, de découragement, lorsque ces luttes se renouvelaient à de courts intervalles? L'âme humaine est ainsi faite qu'elle ne peut supporter longtemps la tension, l'exaltation où la jettent de tels spectacles. Ni l'enthousiasme ni l'admiration ne peuvent être, pour les individus non plus que pour les peuples, un état permanent. Que penser donc des historiens qui, cédant au désir de faire de l'effet ou de grandir la cause dont ils ont entrepris la glorification, nous offrent une succession de tableaux dramatiques non interrompus? Non-seulement ils méconnaissent la nature humaine, mais, pour tracer de semblables tableaux, il faut, de toute nécessité, qu'ils dénaturent les faits.

Une autre école historique contre laquelle s'élèvent pour le moins autant d'objections, c'est ce qu'on peut appeler l'école pittoresque, celle qui, sous prétexte de donner une idée vraie et saisissante des mœurs, de l'esprit, des opinions d'un siècle ou d'une nation, accumule les anecdotes bizarres et les faits étranges en les isolant des circonstances qui souvent en expliqueraient l'apparente singularité, et transporte ainsi le lecteur dans un monde fantastique qui peut amuser la curiosité, mais dont aucun esprit sensé et réfléchi ne sera jamais dupe. C'est ainsi que certains écrivains, lorsqu'il leur convient de décrier une époque ou une nation, tracent le tableau monstrueux d'une espèce de *pandæmonium*, ou, lorsqu'ils sont animés d'une pensée plus bienveillante, celui d'un véritable paradis terrestre habité exclusivement par des héros et des sages. Pour arriver à de tels effets, il n'est pas même besoin de recourir à des inventions : il suffit de rapprocher, de colorer fortement les faits et les caractères qui se prêtent à de pareilles représentations et de supprimer tout ce qui peut y faire obstacle; c'est le mensonge par prétérition, mais c'est toujours un mensonge, puisqu'on donne ainsi une idée différente de la vérité.

Le vice principal de tous ces systèmes historiques, c'est d'omettre beaucoup de choses essentielles. Sans doute, en histoire, il ne faut pas tout dire, il faut laisser de côté les faits insignifians dont il n'y a aucun enseignement à tirer; mais un choix judicieux doit présider à ces omissions. De ce que certains faits sont difficiles à exposer de manière à intéresser la grande majorité des lecteurs, il ne s'ensuit pas qu'il faille les passer sous silence, si la connaissance en est nécessaire pour bien apprécier une situation. L'art de l'historien

doit s'employer à en déguiser autant que possible la sécheresse: mais il doit les raconter. C'est là une des conditions laborieuses et pénibles de l'histoire des temps modernes, appelée à peindre des sociétés et une politique si compliquées. Écrite d'une manière complète et approfondie, elle n'est peut-être pas, dans toutes ses parties, à la portée de tous les lecteurs. Ce n'est pas seulement parce que la grande histoire du président de Thou est écrite en latin que, malgré sa juste réputation, elle est si peu lue; en français, elle ne le serait guère davantage : le fond, comme la forme, en est trop sévère. Faut-il en conclure qu'elle est inférieure à tant d'autres compositions historiques auxquelles une forme légère et superficielle assure une vogue plus ou moins durable? Ce serait placer les dialogues de Fontenelle sur *la Pluralité des mondes* au-dessus de la *Mécanique céleste* de Laplace.

En résumé, l'histoire doit être une image fidèle des événemens qu'elle raconte et rendre exactement l'impression qu'ils produiraient sur un spectateur intelligent, éclairé, placé assez près des passions et des préjugés du temps pour les comprendre, pour en tenir compte, mais assez dégagé de ces passions et de ces intérêts pour ne pas y subordonner ses appréciations. C'est dire qu'avec du bon sens, de la sincérité, de l'étude, alors même qu'on n'aurait pas été doué par la nature des dons de l'éloquence et de l'imagination, on peut être un historien sérieux, bien qu'incomplet, tandis qu'avec ces dons éclatans un brillant écrivain à qui manqueraient le jugement, le sentiment, l'amour de la vérité et la faculté du travail lent et patient serait parfaitement impropre à écrire l'histoire. Je ne crois pas qu'on ait beaucoup à regretter, ni pour l'utilité publique, ni pour la gloire de M. de Chateaubriand, qu'il n'ait pas donné suite à ses velléités, à ses ébauches de compositions historiques.

Les idées que je viens de développer me paraissent avoir guidé M. Rosseew Saint-Hilaire dans son *Histoire d'Espagne jusqu'à la mort de Ferdinand VII*. Une connaissance approfondie du sujet, une exposition lucide, le sentiment intime du bien et du mal, la volonté souvent réalisée de la plus équitable impartialité, telles sont les principales qualités qui distinguent cette grave entreprise. Un style plus soutenu, plus exempt de certains tours trop familiers, les rendraient plus saillantes encore, mais on sait combien, dans une œuvre d'aussi longue haleine, il est malaisé d'éviter complétement ces taches légères qu'un travail de révision ferait facilement disparaître. Pour justifier au reste mes réserves comme mes éloges, il n'est point nécessaire d'apprécier ici l'ensemble de cet ouvrage. Je parlerai surtout des récens volumes (le huitième et le neuvième) qui contiennent, avec le tableau des dernières années du règne de Charles-Quint, la plus grande partie du règne de Philippe II.

II.

L'époque de Charles-Quint et de Philippe II est, sans contredit, une des plus importantes de l'histoire de l'Espagne. C'est la transition, plus rapide, plus complète dans la Péninsule que partout ailleurs, du moyen âge, du temps des grandes existences féodales, à la royauté absolue des derniers siècles. Au moment où Charles-Quint monta sur le trône, l'Espagne venait de se compléter, d'achever de s'organiser en une grande et puissante monarchie. Elle abondait en hommes d'état, en grands capitaines, en génies hardis, vigoureux, entreprenans, tant dans la politique que dans la poésie et les lettres. Lorsque Philippe II mourut quatre-vingts ans après, la décadence avait déjà commencé; le despotisme avait écrasé les institutions qui, pendant tant de siècles, avaient entretenu la vie publique dans ce beau pays; l'inquisition, affermie, consolidée pour longtemps, y fermait tout accès au mouvement des idées, aux progrès de la civilisation. Tout était déjà en voie d'appauvrissement, de dépérissement; ni la guerre, ni la politique ne produisaient plus d'hommes éminens, et si les arts et les lettres brillaient encore d'un assez grand éclat, moins d'un siècle devait suffire pour les abaisser au niveau des autres branches de l'activité humaine. On sait à quel degré d'anéantissement moral et presque matériel était tombée l'Espagne, lorsqu'un petit-fils de Louis XIV en reçut l'héritage des mains du dernier descendant de Charles-Quint.

Si, parmi les causes multiples d'une chute si complète et si terrible, il fallait en désigner une principale à laquelle toutes les autres pussent se rattacher, je n'hésiterais pas, au risque d'être accusé de répéter un lieu commun philosophique, à nommer l'inquisition. L'inquisition, telle qu'elle existait en Espagne, car nulle autre part on n'a rien vu de semblable, est peut-être le fléau le plus épouvantable dont l'histoire ait gardé le souvenir. Les proscriptions de Marius, de Sylla, des triumvirs, la terreur de 1793, ont été sans doute plus meurtrières encore; mais c'étaient des crises passagères, ceux même qui y présidaient ne présentaient un tel état de choses que comme un état d'exception pendant lequel les lois et les règles ordinaires étaient suspendues; tous les honnêtes gens les maudissaient, et après un court intervalle une réaction universelle en faisait justice. Rien de semblable en ce qui concerne l'inquisition. Son règne a duré près de quatre siècles, et, sauf les quarante dernières années où les progrès de l'esprit philosophique commençaient à l'ébranler, elle n'a pas changé de caractère, elle n'a subi aucune modification pendant ce long espace de temps. Si à certains momens elle s'est montrée un peu moins oppressive qu'à

d'autres, si elle a versé moins de sang, c'est uniquement parce qu'elle avait moins d'occasions de le faire, parce que son action continue avait fini par éclaircir les rangs d'où elle prenait ses victimes. Au XVIIIe siècle encore, sous un prince français, sous Philippe V, elle a pu envoyer au bûcher quinze cents infortunés. En trois cents ans, elle a fait brûler plus de trente mille personnes, sans compter ceux qui sont morts dans les prisons où elle retenait si longtemps ses justiciables avant de prononcer sur leur sort, sans compter non plus ceux qu'elle condamnait à des peines moins graves, mais terribles encore. On sait quelle abominable procédure précédait ses jugemens et l'obligation qu'elle imposait aux enfans de dénoncer leurs parens, aux serviteurs de dénoncer leurs maîtres lorsqu'ils les soupçonnaient d'hérésie. Si quelque chose peut étonner encore, c'est que, dans une nation si longtemps courbée sous cette immorale tyrannie, il ait pu subsister quelques restes de bon sens, d'humanité, de sentiment vrai du bien et du mal, d'énergie morale. Loin d'être surpris de l'abaissement où l'inquisition a réduit l'Espagne, on l'est plutôt de ce que son œuvre de destruction n'y ait pas été plus complète.

Il y avait d'ailleurs, dans le caractère personnel de Philippe II et dans la direction qu'il imprima à son gouvernement, une analogie frappante avec le système et les procédés de l'inquisition. Le goût, l'instinct du despotisme, l'horreur pour toute espèce d'indépendance, la conviction que le plus grand des crimes est de résister à l'autorité, la ferme résolution de ne se refuser à aucune rigueur pour triompher des résistances, la croyance profondément enracinée que tout est permis pour atteindre ce but, qu'il y aurait une coupable faiblesse à s'arrêter devant les règles de la morale ordinaire et les inspirations de l'humanité, tels étaient les sentimens, les doctrines qui présidaient en Espagne au gouvernement temporel aussi bien qu'au gouvernement spirituel. Et comme personne n'aurait pu les contredire sans s'exposer aux plus terribles châtimens, ces doctrines, ces sentimens, finirent par prendre possession de tous les esprits. La littérature espagnole de ce temps en est fortement empreinte, et sans doute elle contribua elle-même à les propager, à leur donner un caractère de généralité. Pour s'en étonner, il faudrait ignorer combien les idées les plus étranges, les plus contraires aux instincts de l'humanité et à la nature des choses peuvent promptement et facilement arriver à dominer les esprits lorsque ceux qui les soutiennent ont seuls la parole et qu'aucune contradiction ne peut se produire. Dans les temps de liberté et de croyances incertaines, l'amour du paradoxe, c'est-à-dire l'entraînement qui porte à combattre les idées généralement admises, n'est pas une chose rare, c'est même l'amusement des esprits frivoles et vaniteux.

Au XVIe siècle et à toutes les époques d'absolutisme politique ou religieux, il faut au contraire une grande force morale pour oser, même au fond du cœur et sans le manifester, être d'un avis différent de ce qui paraît être autour de vous l'opinion universelle.

Très certainement la plupart des contemporains de Philippe II, en comparant son pouvoir absolu et non contesté aux embarras, aux difficultés sans cesse renaissantes des autres gouvernemens, se disaient que la politique qu'il avait choisie était la meilleure, et, sans rechercher si les circonstances intérieures du pays ne lui rendaient pas plus ou moins facile ce qui ailleurs eût été impossible, ils le proclamaient un grand roi, un grand homme d'état. Une des misères de l'esprit humain, c'est d'adorer le succès, de juger d'après l'événement immédiat, de se prosterner devant l'apparence de la force et de dédaigner profondément quiconque, en présence d'un grand péril à conjurer ou d'un grand intérêt à atteindre, s'arrête à des scrupules de droit, de légalité, de respect pour la liberté ou la conscience des autres. De nos jours même, qui ne se souvient d'avoir entendu célébrer le génie de M. de Metternich, l'inflexible fermeté de l'empereur Nicolas, préservant à tout prix l'Autriche et la Russie des atteintes de la révolution? Si la mort les eût enlevés quelques années plus tôt, s'ils eussent cessé de vivre au milieu de leurs triomphes, leurs admirateurs auraient eu la ressource de rejeter sur ceux qui leur ont succédé la responsabilité des désastres qui ont, il y a peu d'années, accablé les deux empires longtemps gouvernés par eux; mais, ces désastres les ayant atteints dans l'exercice même de leur pouvoir, l'événement les a irrévocablement condamnés dans l'esprit des hommes qui regardent le succès comme l'unique *criterium* de la justice et du talent. Aussi tel aujourd'hui qui se permettait de leur refuser son approbation alors que la fortune les comblait de ses faveurs est parfois amené, par un sentiment d'équité, à les défendre contre la sévérité excessive de ceux qui s'extasiaient, il y a peu d'années, devant tous leurs actes.

Plus heureux que les représentans de l'absolutisme russe et autrichien, Philippe II ne vit pas s'écrouler l'édifice de la puissance gigantesque dont il avait tant abusé. Cependant, par l'effet de cet abus même, il le laissa bien ébranlé. Au prix des plus énormes sacrifices en hommes et en argent, il n'avait guère réussi, pendant un règne de quarante années, qu'à troubler l'Europe et à lui infliger des souffrances dont l'Espagne n'avait recueilli d'autre fruit que la haine universelle. La réunion du Portugal à la monarchie espagnole est la seule entreprise qui ait réussi à son ambition, et l'avantage de cette réunion, qui ne devait être que passagère parce que le cabinet de Madrid n'avait ni l'habileté nécessaire pour se

concilier l'affection de ses nouveaux sujets, ni la force qui l'eût mis en état de triompher de leur inimitié, fut plus que balancé par le tort moral et matériel que firent à l'Espagne la révolte et la séparation des Pays-Bas.

La révolution des Pays-Bas est peut-être l'événement le plus important du règne de Philippe II, celui qui en indique le mieux le caractère en établissant la ligne de séparation la plus exacte entre le mouvement ascendant de la puissance espagnole et l'ère de la décadence. Elle a été souvent racontée, et M. Rosseew Saint-Hilaire se complaît évidemment dans le récit qu'il en fait. On le comprend sans peine de la part d'un esprit si fortement attaché à la cause de la réforme religieuse. C'est en effet une des phases les plus glorieuses de l'histoire du protestantisme; j'ajouterai, et cela explique l'intérêt qu'elle a inspiré à un si grand nombre d'écrivains, que c'est peut-être la révolution la plus légitime, la plus irréprochable que présentent les annales du genre humain.

Aux yeux des hommes qui ne séparent pas la politique de la morale, plusieurs conditions sont nécessaires pour légitimer ce qu'on appelle une révolution, c'est-à-dire la substitution d'un gouvernement nouveau au gouvernement établi et le renversement total ou partiel des institutions d'un pays opérés par des moyens violens et en dehors des voies régulières. Il faut que le gouvernement renversé se soit rendu intolérable à ses sujets en violant, ou les lois de la justice universelle, ou les engagemens particuliers qu'il avait contractés; il faut qu'avant de recourir contre lui à la force, l'on ait épuisé tous les moyens pacifiques et réguliers de le ramener au droit et à la raison; il faut enfin que les sujets n'aient pas provoqué par leurs propres excès ceux dans lesquels ils cherchent la justification de leur révolte, et que dans leur hostilité contre le gouvernement ils ne l'aient pas en quelque sorte poussé vers l'abîme par des provocations gratuites. Ce ne sont pas là seulement les conditions de la légitimité d'une révolution: on pourrait dire que ce sont les conditions de son succès. En y regardant de près, on reconnaîtrait que, sauf des exceptions plus apparentes que réelles, les révolutions qui ont réussi, j'entends par là celles qui ont porté d'heureux fruits, ont été commencées à contre-cœur, sous l'empire d'une sorte de nécessité, après de longs efforts pour les éviter. La révolution qui a délivré les États-Unis d'Amérique, celle qui, par l'expulsion définitive des Stuarts, a fondé en Angleterre la véritable monarchie constitutionnelle, présentent l'une et l'autre ce caractère. Il en est de même, à un plus haut degré encore, de celle des Pays-Bas, et cela est facile à expliquer. Les révolutions, même les plus heureuses, les plus exemptes d'excès et d'exagérations, entraînent nécessairement à leur suite de si effroya-

bles calamités, elles portent de telles atteintes, non-seulement à la prospérité publique, mais au caractère moral des peuples, elles ébranlent tellement les bases de l'ordre social, que, pour braver gratuitement de pareilles chances, il faut être, ou bien insensé, ou bien pervers. Les nations qui de gaîté de cœur se donnent de semblables passe-temps font preuve d'une ignorance, d'une absence de sentiment moral qui ne permettent pas de leur supposer les qualités nécessaires pour fonder un nouvel édifice, et les hommes qui les poussent à ces témérités ne peuvent guère posséder les vertus politiques qui les mettraient en état de présider utilement à la réorganisation d'un pays. Ce n'est pas un paradoxe de dire que, si Washington a pu fonder la république des États-Unis, c'est parce qu'il avait été des derniers à se déclarer pour l'insurrection, pour la séparation de la mère-patrie, parce qu'il ne l'avait fait qu'après s'être convaincu de l'impossibilité absolue d'une transaction. Son esprit froid et judicieux avait mesuré d'avance les difficultés et les périls de la grande entreprise à laquelle il finit par s'associer. Aussi ne fut-il ni surpris, ni découragé par les innombrables obstacles qu'il rencontra sur sa route. Alors que d'autres, plus ardens que lui dans le premier moment, parce qu'ils étaient moins clairvoyans, faiblissaient à l'aspect de ces obstacles qu'ils n'avaient pas prévus, que les populations semblaient se refroidir pour la grande cause objet naguère de leur enthousiasme, et que de fâcheux dissentimens menaçaient de paralyser les efforts du patriotisme, lui seul restait ferme et inébranlable. C'est qu'il appartenait à cette classe d'hommes supérieurs par le caractère qui ne se décident à l'action qu'en connaissance de cause, après avoir mûrement délibéré avec eux-mêmes, mais qui, une fois décidés, ne reculent plus et vont jusqu'au bout.

Tout ce que je viens de dire de la révolution d'Amérique s'applique à celle des Pays-Bas. Les provinces belges et néerlandaises, depuis longtemps réunies sous une même souveraineté, avaient manifesté à toutes les époques un grand attachement à leurs libertés, à leurs priviléges, à leurs institutions particulières; elles s'étaient constamment montrées jalouses de les maintenir intacts, et cette jalousie n'avait pu que devenir plus inquiète et plus ombrageuse depuis que leurs souverains, maîtres de l'Espagne et de tant d'autres états où ils exerçaient le pouvoir absolu, pouvaient être tentés de se l'arroger dans les Pays-Bas à l'aide des ressources qu'ils puisaient dans leurs vastes possessions. Au moment toutefois où Philippe II monta sur le trône, il n'existait certainement dans ces provinces aucune intention, ni même aucun désir de se soustraire à son autorité. Charles-Quint, malgré la rigueur extrême avec laquelle il y avait réprimé toutes les tentatives de désordre, malgré

les cruautés exercées en son nom et par ses ordres contre les novateurs en matière religieuse, avait su s'y rendre populaire. Il lui avait suffi pour cela de respecter habituellement les usages du pays, de témoigner à la haute noblesse, qui y possédait une très grande influence, des égards bienveillans, de la traiter dans l'occasion avec une sorte de familiarité noble qui ne portait aucune atteinte à sa dignité et au respect de son gouvernement. Il était né en Flandre. les Flamands le considéraient comme un compatriote; il passait beaucoup de temps parmi eux, il comprenait leur langue, leurs coutumes. Philippe II au contraire, véritable Castillan, hautain, dédaigneux, ne se plaisait qu'en Espagne, où il ne tarda point à se retirer pour ne plus en sortir. D'un abord difficile et peu attrayant, aussi attaché aux formes qu'à l'essence du despotisme, il devait s'aliéner tôt ou tard une race d'hommes différente à tous égards de la race espagnole. Les efforts persévérans auxquels il se livra pour annuler les états-généraux des Pays-Bas et pour y implanter l'inquisition, qui répugnait plus encore peut-être à l'esprit de liberté de la population tout entière qu'aux opinions religieuses d'une partie de cette population, amenèrent le soulèvement qui lui enleva une si précieuse partie de son patrimoine; mais il fallut bien du temps pour qu'on se décidât à lui résister autrement que par les voies légales, et même après que la résistance eut pris un caractère plus formel, pendant bien des années encore des concessions faites à propos eussent tout pacifié. La crainte qu'inspirait aux mécontens la puissance formidable de l'Espagne n'était sans doute pas étrangère à l'esprit de conciliation dont ils se montrèrent si longtemps animés, à leurs hésitations, à leurs incertitudes: mais il y avait encore une autre cause. Les chefs du mouvement, presque tous de la plus haute noblesse, ne désiraient nullement une révolution dont ils n'osaient espérer le succès, et dont, même en ce cas, les conséquences possibles les effrayaient peut-être. C'est très sincèrement qu'en luttant contre les ordres impitoyables de la cour de Madrid ils protestaient de leur fidélité au roi, et la meilleure preuve de leur bonne foi, c'est la confiance avec laquelle la plupart d'entre eux, trompés par de fausses assurances, se livrèrent à la merci d'un tyran qui ne voyait que révolte et trahison dans tout ce qui n'était pas la soumission la plus servile. Plusieurs de ces infortunés, mis à mort comme rebelles, étaient très certainement de fidèles royalistes et même des catholiques zélés. Pas plus qu'Egmont, que Horn et que Montigny, le prince d'Orange, Guillaume le Taciturne, le glorieux fondateur de l'indépendance des Pays-Bas, n'aurait conçu sans une nécessité absolue la pensée de renverser la domination espagnole, qu'il avait fidèlement servie sous Charles-Quint. Comme eux, il s'efforça longtemps de concilier avec sa fidélité envers son souve-

rain ses devoirs envers son pays; mais, plus éclairé, plus prévoyant, plus politique, il comprit à temps qu'il fallait opter, et par là il sauva les Pays-Bas en se sauvant lui-même.

L'histoire ne présente peut-être pas un plus grand caractère, ni une nature morale plus élevée. Sous ce dernier rapport, ce n'est pas, je crois, aller au-delà de la vérité que de dire qu'il égale Washington, et très certainement il est supérieur à son illustre descendant Guillaume III, qui, un siècle après, devait joindre à la gloire de sauver à son tour la Hollande celle de délivrer l'Angleterre et de rétablir l'équilibre de l'Europe. Sans doute il ne fut pas donné à Guillaume le Taciturne d'accomplir d'aussi grandes choses. Simple particulier au début de sa carrière, longtemps errant comme un rebelle vaincu, comme un proscrit dont la tête était mise à prix et les biens confisqués, il fut exposé à de bien plus dures épreuves que son arrière-petit-fils, né dans une condition presque royale et placé dès sa première jeunesse à la tête d'un gouvernement régulier. Pour surmonter ces épreuves, pour ne pas se laisser abattre pendant une longue série d'années où la fortune parut se plaire à déjouer tous ses efforts, à donner de cruels démentis à ses espérances les mieux fondées, il eut besoin d'une force morale que le courage le plus héroïque et la plus ardente ambition ne lui auraient pas donnée, et dont on ne peut trouver le secret que dans le profond sentiment du devoir. Bien des fois il eût pu croire que sa grande entreprise avait définitivement échoué. Comme cela ne manque jamais d'arriver dans les crises révolutionnaires un peu prolongées, le découragement gagnait autour de lui ceux même qui s'étaient dans le principe montrés les plus dévoués. Les défections se multipliaient, des provinces entières se replaçaient sous le sceptre de Philippe II. En de telles conjonctures, combien d'autres auraient cru avoir assez largement payé leur dette à la patrie pour avoir le droit de cesser une lutte dans laquelle ils n'étaient plus soutenus! Combien eussent accepté les propositions que le gouvernement espagnol lui fit parvenir à plusieurs reprises pour lui assurer hors de son pays une grande et honorable existence! Il fut inébranlable. De même que dans les premiers temps il n'avait pas fondé une confiance exagérée sur l'enthousiasme des populations insurgées, de même plus tard, lorsque cet enthousiasme, amorti ou éteint par le temps, l'expérience et la mauvaise fortune, eut fait place à un désenchantement, à un découragement non moins excessifs, il ne désespéra pas, comprenant que la détestable politique des Espagnols, leur intolérance, leur incorrigible mauvaise foi, leur implacable cruauté, ranimeraient tôt ou tard dans les Pays-Bas le patriotisme et l'esprit d'indépendance. Et ce qui rend plus admirable encore cette invincible persévérance, c'est qu'elle ne lui était

pas inspirée par des vues d'ambition, à moins qu'on n'appelle ainsi le désir de s'honorer par de grands services rendus à son pays. Loin d'aspirer à devenir le maître de ceux qu'il avait sauvés, il s'opposa constamment aux projets qui furent formés pour l'appeler à la souveraineté. Il pensait sans doute qu'en restant simple serviteur de l'état, en n'éveillant aucune jalousie, il conserverait plus d'empire sur l'opinion et aurait plus de moyens d'être utile à la grande cause à laquelle il s'était dévoué. Dans l'état de faiblesse où se trouvaient les Pays-Bas, un appui étranger lui semblait d'ailleurs nécessaire, et le moyen le plus assuré d'obtenir cet appui, c'était d'offrir à quelque prince, proche parent d'un des principaux monarques de l'Europe, la couronne enlevée à Philippe II. Aussi le vit-on provoquer successivement et patronner la candidature de l'archiduc Mathias et du duc d'Anjou, ne mettant d'autres restrictions, d'autres limites au zèle avec lequel il les servait que le respect des libertés nationales, leur demandant seulement de ne pas y porter atteinte, et, par une abnégation sans exemple, s'effaçant autant qu'il dépendait de lui pour les faire valoir, pour couvrir leurs fautes, pour transporter sur eux quelque chose de sa popularité.

De toutes les grandes qualités qui distinguaient Guillaume le Taciturne et qui font de lui un homme à part entre ses contemporains, la tolérance religieuse est peut-être la plus admirable, parce que c'était alors la plus rare, la plus difficile à pratiquer, surtout dans une lutte semblable. Il fut en cela le précurseur de Henri IV, mais il ne lui fut pas donné de faire prévaloir cette tolérance, et peut-être la pratique en était-elle impossible à ceux qui avaient à combattre l'inquisition espagnole.

M. Rosseew Saint-Hilaire a fort bien retracé cette noble physionomie. Il nous montre Guillaume le Taciturne aussi irréprochable dans sa vie privée que dans sa vie publique, conservant, au milieu de tant d'agitations, le besoin des affections de famille, du bonheur domestique, et, bien que cruellement éprouvé aussi sous ce rapport, gardant jusqu'à la fin cette tendresse d'âme qu'on aime à rencontrer chez un homme voué aux froids calculs de la politique et aux préoccupations d'une lutte sans trêve et sans pitié. Le contraste d'un tel caractère avec celui des adversaires qu'il avait à combattre et qui réunissaient, qui exagéraient tous les vices de leur temps, est singulièrement frappant. L'historien, pour le faire ressortir, n'a pas besoin de recourir à la déclamation, de forcer les couleurs. Lorsqu'on parle de Philippe II et de ses principaux auxiliaires, le seul récit des faits suffit pour former le tableau le plus complet de tout ce que peuvent enfanter d'odieux, de détestable, la passion du despotisme, la haine forcenée de toute liberté, l'intolérance, la perfidie érigées en système. Il faut même rendre cette justice à M. Rosseew

Saint-Hilaire, que, tout en flétrissant comme il convient ces natures perverses, il ne néglige pas de faire ressortir le bien qui s'y trouvait mêlé, la sincérité du fanatisme de Philippe II, qui plus d'une fois lui fit sacrifier ses intérêts propres à ce qu'il croyait utile à la cause de la religion, le courage, l'activité, les talens militaires du duc d'Albe, l'héroïsme chevaleresque qui semblait faire de don Juan un paladin du moyen âge fourvoyé dans un état de société et dans une organisation politique auxquels ses qualités mêmes ne convenaient pas, dont son âme ardente et faible ne sut pas repousser la profonde immoralité. Un homme bien différent, le pape Pie V, cet inflexible protecteur de l'inquisition, si odieux à ce titre aux philosophes et aux protestans, trouve lui-même justice aux yeux de M. Rosseew Saint-Hilaire : sans dissimuler son aversion bien naturelle pour ce grand champion de l'intolérance, il l'admire franchement lorsqu'il le voit, en présence d'une formidable agression musulmane, — alors que tous les princes de l'Europe, frappés de terreur ou distraits par leurs affaires intérieures et leurs jalousies réciproques, se renfermaient dans une inaction qui laissait le champ libre aux conquêtes de l'islamisme, — se lever seul pour prêcher la plus légitime des croisades, une croisade défensive, et, à force de persévérance et d'énergie, organiser cette coalition qui devait à Lépante arrêter pour jamais les progrès des forces ottomanes, jusqu'alors irrésistibles.

De ce que M. Rosseew Saint-Hilaire fait preuve d'impartialité envers quelques-uns des plus ardens défenseurs de la cause catholique, doit-on conclure qu'il est complétement équitable dans ses appréciations du catholicisme? Je regrette d'avoir à dire qu'il n'en est pas ainsi. En énonçant ce grief, je m'oblige à le justifier, et cela exige quelques développemens. On peut bien croire que je ne veux pas faire ici de la théologie, ni entrer dans l'examen des mérites respectifs des diverses communions chrétiennes; mais, aux yeux mêmes des philosophes les moins croyans, il y a aujourd'hui un point bien acquis, si je ne me trompe : c'est que le catholicisme est une grande institution à laquelle l'humanité est redevable d'immenses bienfaits. Cela serait-il possible, si l'on devait le considérer du point de vue où M. Rosseew Saint-Hilaire se place pour le juger? S'emparant du principe d'autorité, qui en est sans doute une des bases essentielles, mais qui pourtant ne le constitue pas tout entier, et interprétant ce principe dans un sens absolu que les plus fougueux ultramontains osent à peine lui prêter, il en induit que la seule règle de croyance et de conduite pour un vrai catholique, c'est la volonté du saint-siége, que celui qui, en un point quelconque, s'en écarte tant soit peu cesse d'être catholique, et, en cela

d'accord avec l'ultramontanisme le plus exagéré, il accuse l'église gallicane de schisme et d'inconséquence, il ne parle des gallicans qu'avec dédain, comme de gens qui n'ont ni assez de bon sens pour repousser un principe faux, ni assez de logique et de résolution pour le suivre dans toutes ses conséquences après l'avoir accepté.

Que dirait M. Rosseew Saint-Hilaire ou plutôt que dit-il, car il ne s'agit pas d'une hypothèse, mais d'un fait qui se passe journellement sous nos yeux, que dit-il lorsqu'un écrivain ou un prédicateur catholique, rappelant que le libre examen est la base du protestantisme et que chaque protestant est autorisé à interpréter les Écritures d'après ses propres lumières, en conclut que ce libre examen ne comporte pas de limites, que prétendre lui en imposer, c'est le détruire, que l'esprit humain, dès qu'on l'affranchit du joug d'une autorité suprême et décisive, doit avoir le droit de tout mettre en question, qu'il n'appartient à personne de proclamer des dogmes fondamentaux devant lesquels on soit tenu de s'arrêter, et qu'à celui même qui prétend trouver dans les livres saints la preuve que Jésus-Christ n'est qu'un homme un protestant ne saurait sans inconséquence contester la qualité de chrétien? M. Rosseew Saint-Hilaire répond sans doute que la liberté d'interprétation admise pour son église ne peut aller jusque-là, et qu'aucun principe ne doit être poussé à bout sous peine de tomber dans l'absurde. Je suis de son avis, mais comment ne comprend-il pas que cet argument peut être invoqué, avec la même force pour le moins, par le catholique qui prétend rester tel sans être ultramontain, qui, tout en proclamant l'autorité du pape, est d'accord avec Gerson, avec Bossuet, avec tant d'autres grands esprits, pour lui poser des limites? Comment ne voit-il pas que la méthode qui consiste à ruiner un principe par l'exagération de ses conséquences est la méthode favorite des sceptiques, ou, pour mieux dire, des pyrrhoniens, et que, le jour où la légitimité en serait admise, les plus grandes vérités courraient risque d'être bientôt réduites à l'état de problèmes?

Cette puissance destructive d'une fausse logique est un des plus terribles écueils de l'esprit humain. Sauf tout au plus les vérités mathématiques, on peut dire qu'elle a prise sur tout, et que, si on ne la repousse pas de prime abord, rien ne peut lui échapper. C'est par de tels argumens que dans l'ordre politique les amis excessifs de la liberté transforment en partisans du despotisme ceux qui veulent qu'un gouvernement ne soit pas à la merci du premier caprice de la multitude, et que par contre les amis exclusifs de l'ordre voient un anarchiste dans quiconque ose dire qu'il peut être permis quelquefois de résister par la force aux injustices d'un pouvoir même légitime. Les uns démontrent avec une apparente évidence que reconnaître à la multitude le droit d'apprécier les cas où elle peut

sans crime s'insurger contre un gouvernement oppresseur, c'est lui attribuer en effet la décision suprême et laisser le pouvoir sans garantie. Les autres disent qu'interdire la résistance à la tyrannie, c'est encourager le tyran à multiplier ses attentats et proclamer qu'il n'existe pas de droits en dehors des siens. Pressé entre ces argumens contradictoires, l'esprit humain, l'esprit de ceux qui cherchent sincèrement la vérité, se trouve livré à une véritable torture, et pour les jeunes gens surtout, lorsqu'ils sont enclins aux recherches spéculatives, c'est là une cruelle épreuve, une source d'angoisses auxquelles ils n'échappent trop souvent qu'en se jetant les yeux fermés dans les distractions de la vie pratique, avec l'espérance vague que ses enseignemens leur révéleront plus tard la vérité que la pure théorie n'a pu leur faire découvrir.

On ne saurait trop se dire, pour échapper à ces dangereux entraînemens, que toutes les idées absolues sont fausses, parce qu'elles sont incomplètes, ou, ce qui revient au même, parce que l'esprit humain n'est pas constitué de manière à en comprendre la véritable portée, en sorte qu'il en tire nécessairement de fausses conséquences. Ce qu'il faut en conclure, c'est que, dans cet état de demi-obscurité où nous sommes condamnés à vivre, le bon sens nous interdit de supposer, entre les croyances et les doctrines des hommes, lorsqu'elles nous paraissent erronées, et leurs intentions, leurs actes, leur moralité, une liaison qui pourrait bien n'être de notre part que le résultat d'un vice de raisonnement. Il nous appartient sans doute de juger à notre point de vue les idées des autres, mais nous n'avons pas le droit d'affirmer qu'elles ont dans leur esprit des conséquences contre lesquelles ils protestent, ni de prétendre qu'elles ne sont pas sincères. C'est là le principe de la tolérance, en d'autres termes de la justice, et c'est pour s'en être involontairement départi que M. Rosseew Saint-Hilaire me semble avoir manqué d'équité envers le catholicisme. Je reconnais d'ailleurs que l'entraînement auquel il a cédé quelquefois est bien difficile à éviter pour quiconque professe, comme lui, de fortes croyances, que la tactique qui consiste à opposer à un système les absurdités dans lesquelles on tombe infailliblement en le poussant à l'extrême est trop commode, trop spécieuse, pour ne pas séduire presque tous les esprits, qu'il n'est guère de polémique où tout le monde n'y ait successivement recouru, et je serais bien étonné si moi-même, qui la combats ici, je ne l'avais plus d'une fois mise en pratique; mais plus elle offre de tentations, plus il importe d'en signaler l'injustice et les périls.

Le règne de Philippe II, raconté dans les derniers volumes de M. Rosseew Saint-Hilaire, clôt en quelque sorte ce qu'on peut appeler l'âge héroïque de l'Espagne. La défaite de la grande *armada*

et les échecs définitifs de la guerre des Pays-Bas marquent le terme de l'époque où il lui fut donné de figurer parmi les grandes puissances de l'Europe, et peut-être au premier rang. A partir de ce moment, son histoire est moins connue, moins éclatante; mais pour ceux qui cherchent d'utiles enseignemens dans le spectacle des choses humaines, j'ose affirmer qu'elle offre un intérêt au moins égal. La rapide et complète décadence de ce vaste empire sous les successeurs de Charles-Quint, sa résurrection, si l'on peut ainsi parler, après l'avénement de la maison de Bourbon, et surtout sous Charles III, alors que la perte d'une grande partie de ses possessions semblait devoir l'affaiblir encore; le caractère de cette espèce de restauration, très réelle à certains égards, mais à d'autres tellement incomplète et superficielle que vingt années d'un mauvais gouvernement sous Charles IV devaient suffire pour en effacer presque entièrement les traces; la résistance opposée à l'usurpation de Napoléon, qui jeta sur le pays une grande gloire extérieure, mais compléta sa ruine, sa désorganisation intérieure, et y créa de funestes habitudes d'anarchie, — ces résultats déplorables aggravés encore par l'absurde et odieuse tyrannie de Ferdinand VII et par la non moins absurde révolution démocratique de 1820, si peu assortie à l'état moral de la nation; l'intervention française rétablissant un peu d'ordre dans la Péninsule, mais au prix du retour d'un monstrueux despotisme; puis une autre révolution, accomplie avec le concours de la royauté et faisant enfin pénétrer en Espagne, à travers bien des secousses, quelques-unes des idées, quelques-uns des résultats de la civilisation européenne; au milieu de ces reviremens et de ces catastrophes multipliées, la population conservant, dans la grande majorité, le sentiment monarchique, et surtout ses croyances, l'intolérance même du plus ardent catholicisme, à tel point qu'en 1854 une chambre très révolutionnaire a refusé d'autoriser l'exercice, même privé, des cultes dissidens : — tel est, en résumé, le tableau historique de cette étrange contrée depuis près de trois siècles. Cette histoire présente bien des traits qu'on ne trouve dans aucune autre, elle offre bien des problèmes à résoudre. Je n'en indiquerai qu'un seul. Comment se fait-il qu'un grand peuple qui a maintenu son existence indépendante et à qui l'on ne saurait contester ni le courage, ni l'énergie, ni l'intelligence, ni l'originalité du sentiment et de la pensée, n'ait pas, depuis trois cents ans, produit un grand homme d'état, un grand capitaine, ni, depuis deux cents ans, un écrivain, un artiste d'un ordre vraiment supérieur? La réponse à ces questions, c'est l'histoire de l'Espagne soumise au contrôle de la critique moderne qui seule peut la donner.

L. DE VIEL-CASTEL.

LES CHANSONS

DES RUES ET DES BOIS

PAR M. VICTOR HUGO

Le nouveau recueil de poésies de M. Victor Hugo a fait subir à mon imagination une légère mésaventure qu'il m'importe avant tout de confesser. Selon l'habitude du poète, ce volume avait été annoncé depuis plusieurs années déjà, et sur ce titre charmant, *les Chansons des Rues et des Bois* (le génie des titres est un des dons nombreux de M. Victor Hugo), mon imagination avait fait son siége à l'avance, comme le bon abbé de Vertot. J'attribuais au nouveau recueil un tout autre caractère que celui qui le distingue. J'avais disposé à mon gré de l'inspiration du poète, et je lui avais fait choisir les formes, les sujets que préférait ma fantaisie. J'avais conçu *les Chansons des Rues et des Bois* comme une série d'inspirations lyriques impersonnelles où le poète, avec une émotion désintéressée et une sensibilité passive, aurait compilé, classé et corrigé les textes de ces chansons éparses au sein de la nature ou errantes dans les rues de nos villes. — J'espère, me disais-je, que nous allons avoir enfin une bonne édition des poésies de tous ces *minnesinger* des bois et des prairies qui ne portent pas de noms d'hommes, des ballades de tous ces rhapsodes ingénieux de nos cités qui ne portent de nom d'aucune sorte. Je voyais le poète s'avancer devant le public son livre à la main et lui dire : « Le présent recueil n'est pas de moi. Je n'y ai fait autre chose que mettre en ordre quelques-unes des plus heureuses trouvailles poétiques que ma longue

érudition de promeneur rustique et de fureteur des halliers m'a fait rencontrer. La première partie vient des oiseaux, la seconde des fleurs et des plantes, la troisième de ces esprits insaisissables qui se jouent dans le feuillage, les eaux et les montagnes, qui refusent de se révéler à nous autrement que par leurs chansons, leurs soupirs et leurs rires, mais dont nous connaissons le langage, sinon la figure. Le lecteur trouvera donc ici la collection des hymnes religieux de l'alouette, celle des odes du rossignol, et les trop peu nombreuses inspirations de ce très grand poète, le coucou, auquel personne jusqu'à présent, sauf quelques illustres Anglais, n'a rendu la justice qu'il mérite. La seule part qui me revienne dans cette œuvre est la révision du texte de mes auteurs, et les éclaircissemens dont j'ai dû nécessairement l'encadrer pour le rendre intelligible aux oreilles humaines. Il m'a fallu décrire tel paysage, préciser telle heure du jour, tel jeu d'ombre et de lumière, soit pour indiquer l'endroit où j'ai recueilli ces chansons, soit pour expliquer dans quelles dispositions je les ai entendues pour la première fois, soit enfin pour permettre au lecteur d'en mieux saisir le génie en les replaçant dans leur cadre naturel. » Voilà le château en Espagne que j'avais bâti sur la foi de ce titre attrayant et plein de promesses. Ceux qui ont lu le nouveau recueil de M. Victor Hugo savent ce qui reste de notre édifice imaginaire : quelques traînées de lumière éparse et quelques flocons de nuages déchirés.

Il en reste pourtant quelque chose, il en reste assez pour prouver que nous n'avions pas si grand tort de rêver un tel recueil, et pour justifier le léger dépit que nous avons ressenti lorsqu'il nous a fallu reconnaître que notre imagination s'était trompée. Peut-être est-ce en effet le poète qui a été infidèle à sa première inspiration. J'oserais presque soutenir qu'à l'origine ce titre de *chansons des rues et des bois* a suggéré à l'imagination de M. Victor Hugo l'idée d'un livre répondant à peu près au programme poétique que nous venons d'esquisser, car quelques-uns des élémens de ce programme se laissent très nettement apercevoir dans les pages nouvelles que nous avons lues avec une curiosité un peu désappointée. A plusieurs reprises, le poète, en vers charmans, a exposé les principes fondamentaux de l'esthétique qui conviendrait au recueil que nous désirions, et qui n'est pas venu. Ainsi dans la pièce intitulée *Fuite en Sologne*, où il invite un ami, fils de la Muse comme lui, à venir le rejoindre dans la solitude rustique, il exprime avec une précision heureuse le véritable caractère de cette poésie vivante qui sort des choses de la nature pour se mêler aux vers du poète, non par un artifice de ce dernier, mais de plein jet, et comme le fleuve Alphée se mêla autrefois à la naïade Aréthuse, de cette participation originale des

hôtes des bois et des champs à ses inspirations, et en quelque sorte de ces *dictées* mélodieuses qu'ils l'invitent à écrire. Ce rôle de secrétaire des oiseaux et des fleurs que nous avions rêvé pour le poète a été rarement mieux décrit que dans certaines strophes de cette pièce.

Moi, ce serait ma joie
D'errer dans la fraîcheur
D'une idylle où l'on voie
Fuir le martin-pêcheur.

Ami, l'étang révèle
Et mêle brin à brin
Une flore nouvelle
Au vieil alexandrin.

Le style se retrempe
Lorsque nous le plongeons
Dans cette eau sombre où rampe
Un esprit sous les joncs.

Viens, pour peu que tu veuilles
Voir croître dans ton vers
La sphaigne aux larges feuilles
Et les grands roseaux verts.

Et encore dans la pièce intitulée *Clôture*, où il donne l'inventaire des richesses du poète en style tantôt baroque et tantôt charmant :

Nous ne produirions rien qui vaille
Sans l'ormeau, le frêne et le houx.
L'air nous aide, et l'oiseau travaille
A nos poèmes avec nous.

Le pluvier, le geai, la colombe,
Nous accueillent dans le buisson,
Et plus d'un brin de mousse tombe
De leur nid dans notre chanson.

Et cette poétique a reçu un commencement d'application. Que sont la pièce du *Chêne du parc détruit*, qu'on pourrait justement appeler les mémoires d'un chêne, la pièce intitulée *l'Église*, où l'auteur nous décrit une véritable chapelle du culte des esprits élémentaires, la chapelle où Titania et Oberon vont sans doute assister à l'office de leur religion, sinon des ébauches du programme que nous regrettons de ne pas voir réalisé? Mais faisons trêve à nos regrets, et prenons le nouveau volume de M. Hugo avec le caractère qu'il a voulu lui donner. Nous savons ce que l'œuvre n'est pas, voyons maintenant ce qu'elle est.

Ce nouveau volume est fait pour mettre à une délicate épreuve les amis de M. Victor Hugo et tous ceux qui, comme nous, lui ont gardé reconnaissance des services qu'il a rendus à leur imagination. L'œu-

vre nouvelle a des défauts tellement accusés, la végétation des excentricités y pousse si drue et si abondante, l'imagination s'y blesse à des houx si piquans, on s'y heurte à tant de métaphores rugueuses, que peu de lecteurs sont tentés d'admirer les fleurs charmantes qui étoilent ces ronces et la fraîche verdure qui témoigne de la séve puissante qui a fait croître et qui alimente ce hallier sauvage. Peu de gens en effet sont tentés de s'extasier devant un paysage lorsqu'ils viennent de s'enfoncer une épine dans le pied; le *Buisson* de Ruysdaël lui-même nous inspirerait un tout autre sentiment que celui de l'admiration, si nous venions de nous déchirer à ses broussailles, et il n'est aucun de nous qui n'ait jeté une rose avec colère lorsqu'elle lui avait piqué les doigts. Il n'y a pas à dire, on est en mauvaise disposition pour accueillir la plus fraîche strophe lorsqu'on vient d'être terrassé par une plaisanterie énorme du genre de celle-ci :

On entendait Dieu, dès l'aurore,
Dire : « As-tu déjeuné, Jacob? »

On est peu préparé à goûter des métaphores dignes des féeries de Shakspeare lorsqu'on vient de se buter contre des calembredaines dignes des féeries du *Pied de mouton* et des *sept Châteaux du Diable*, comme la suivante :

Tout aimait, tout faisait la paire,
L'arbre à la fleur disait : *Nini.*
Le mouton disait : « Notre Père,
Que votre sainfoin soit béni ! »

Si nous venons d'entendre *l'oiseau rire du prix Monthyon*, nous trouverons fort intempestive la visite immédiate d'une pensée élevée, et l'enseignement le plus austère sera auprès de nous le très mal venu, s'il se présente au moment où nous venons d'apprendre avec une stupeur très compréhensible que

Les craquemens du lit de sangle
Sont un des bruits du paradis.

Je vois donc peu de personnes disposées à rendre justice au fourré touffu des *Chansons des Rues et des Bois*. Je constate même un penchant à la disposition contraire, que je regrette sans trop m'en étonner. Il y a cependant un moyen d'admirer un fourré, fût-il plus épineux encore que celui de M. Victor Hugo, et ce moyen, c'est tout simplement d'en faire le tour sans s'y engager, de manière à contempler les fleurs sans s'accrocher aux ronces. C'est celui que nous emploierons.

L'origine de l'inspiration générale du volume nous donnera la clé des nombreux défauts que nous venons de signaler, et qui sont en

train de scandaliser tant de lecteurs. J'oserais affirmer qu'on calomnie l'auteur lorsqu'on attribue ses nouvelles poésies à un accès de cette sensualité maladive qui sévit quelquefois, aux approches de l'âge austère, même chez les personnes dont la vie fut toujours la plus prudente et la mieux réglée. Le poète a obéi à un mouvement d'ambition excessive, et non à une émotion vulgaire des sens. Ce n'est pas pour le plaisir équivoque de promener son imagination sur des sujets chatouilleux, ni pour la satisfaction d'une fatuité rétrospective, qu'il a créé cette longue galerie de petits tableaux galans : c'est tout simplement parce qu'il ne faut pas qu'il y ait une seule corde de l'âme humaine que sa main n'ait fait résonner, depuis la plus haute jusqu'à la plus basse, depuis la plus éclatante jusqu'à la plus sourde, depuis la plus suave jusqu'à la plus criarde. Il lui faut la lyre entière, et non-seulement la lyre entière, mais les trois Grâces, les neuf Muses, les Jeux, les Ris, Hébé et Momus. Il semble s'être dit que la gloire d'un Virgile et celle d'un Horace étaient incomplètes, prises isolément, que le génie du vrai poète était de pouvoir tout exprimer, que la couronne du poète devait être faite de tous les rayons. Partant de ce principe, dont il ne s'est jamais un seul moment écarté pendant toute sa carrière, il a compté un beau jour les sentimens humains auxquels il s'est successivement attaqué, et il a trouvé qu'il y en avait un, le plus modeste et le plus léger de tous, qu'il n'avait pas encore fait vibrer, soit par oubli, soit par dédain : la sensualité facile de la première adolescence. Il a pensé qu'une peinture de cet âge heureux de la vie serait un contraste aimable aux peintures éclatantes ou terribles de ses dernières productions, et voilà comment et pourquoi, après les fanfares héroïques de *la Légende des Siècles* et les sombres tableaux des *Misérables*, M. Hugo nous donne aujourd'hui une série de petites odes sur des pamoisons et de petites chansons sur des jouissances, pour employer l'expression de La Bruyère.

M. Hugo ne s'est peut-être pas assez rendu compte de la monotonie et de la stérilité relative du sentiment qu'il choisissait. Il ne s'est pas dit qu'il se trouverait à l'étroit en pareil sujet, et que tout l'art du monde n'en tirerait pas un recueil lyrique considérable, attendu que la matière manque. Autre chose est en effet d'exprimer les sentimens personnels qui sont l'âme véritable de votre vie ou d'essayer un tableau d'une période de la vie humaine. Dans le premier cas, l'inspiration est intarissable; dans le second, elle est nécessairement limitée et s'arrête bientôt. Horace aurait pu faire éternellement des odes en l'honneur de Lydie ou de Chloé, et Pétrarque aurait pu faire éternellement des *canzoni* et des *sonnets*

en l'honneur de Laure, parce que la source de leurs inspirations, sortant d'eux-mêmes, était intarissable comme celles de leurs fontaines de Bandusie et de Vaucluse; mais s'ils avaient dû se borner à faire une peinture générale de ces sentimens qui étaient leur vie, s'ils avaient simplement voulu donner des *expressions* de l'épicuréisme élégant et de l'amour mystique, ils auraient bien vite trouvé les limites de leur inspiration, et il est douteux qu'elle eût été assez abondante pour fournir la matière des *odes* ou des *canzoni*. L'épicuréisme voluptueux, l'amour mystique, n'étaient pas pour Horace et Pétrarque des fantaisies passagères de leur imagination, c'était ce qu'il y avait de plus permanent dans leur nature. C'est au contraire par occasion et par caprice passager que M. Hugo s'est fait voluptueux et fringant; la sensualité qu'il a chantée dans son nouveau recueil n'est qu'un thème poétique auquel il ne pensait pas hier, qu'il abandonnera demain pour ne plus jamais le reprendre, qu'il n'a un instant accepté que pour nous montrer son savoir-faire dans les genres les plus divers. Une pareille fantaisie ressemble fort au caprice en amour. Au moment où elle s'échappe toute brillante et vivante de l'âme du poète, elle peut bien donner naissance à deux ou trois jolies pièces; mais comme elle se refroidira vite, n'étant alimentée par aucune flamme intérieure durable, elle fournira difficilement l'inspiration d'un gros volume. Alors il faudra froisser, violenter, surmener en quelque sorte ce frêle papillon de l'âme, qui ne s'était échappé que pour briller un instant à la lumière et disparaître ensuite; il faudra le forcer à voler lorsque le pollen sera déjà effacé de ses ailes. que quelques essors rapides auront suffi à épuiser et à ternir; en termes plus vulgaires, il faudra se condamner à se répéter pour tenir jusqu'au bout la gageure qu'on s'est faite de prolonger sa fantaisie plus longtemps qu'elle ne veut être prolongée. Les inspirations du poète sont soumises aux mêmes lois naturelles qui proportionnent la durée des êtres à leur importance; le chêne verdit pendant un siècle, les roses fleurissent un printemps, les libellules sont créées pour raser pendant quelques semaines la surface des ruisseaux, les éphémères pour vivre un jour auprès de leur fleuve Hypanis, et les caprices fortuits de la sensualité pour dicter quelques inspirations charmantes et puis s'évanouir.

La sensualité est par elle-même singulièrement inféconde lorsqu'on la fait sortir de son domaine des sens et de la matière, et qu'on essaie de la prendre pour source d'inspiration. Elle peut être une très divertissante camarade dans la vie réelle; mais en poésie c'est une muse très stérile qui ne pousse ses protégés ni très loin, ni très haut. Plusieurs fois elle a trouvé des expressions charmantes

d'elle-même dans les diverses littératures; mais, sans avoir besoin d'examiner ces expressions à la loupe, on s'aperçoit qu'elles sont renfermées dans un cadre assez étroit, et que l'âme de leurs auteurs tournait dans un cercle plus étroit encore. La monotonie est l'écueil de cette sorte de poésie, et la raison en est fort simple : il est des choses qu'il est plus agréable de faire que d'entendre raconter, qui procurent plus de plaisir à leur auteur qu'à ceux qu'il prend pour confidens. Si la sensualité, prise sous la forme la plus large, est déjà monotone et inféconde, que sera-t-elle, prise sous la forme la plus étroite! Or c'est justement cette dernière qu'a choisie de préférence M. Hugo. Tous les tableaux se rapportent exclusivement à la première période de la jeunesse, à l'adolescence, la période où l'âme, composée de turbulence et d'inexpérience, n'a encore aucune portée de passion, où le jeune homme se rue sur le plaisir avec un emportement physique qui, par son excès même, prive l'expression de ce plaisir de tout intérêt véritable. Pour les épicuriens de nature, la volupté est une chose sérieuse; ils la traitent avec une caressante sollicitude, une sorte de respect attendri, qui communiquent à l'expression de leurs plaisirs un attrait réel pour d'autres que pour eux-mêmes; mais chez les adolescens la volupté est rarement une chose sérieuse : c'est un badinage bruyant et gai auquel ils n'attachent pas beaucoup plus d'importance qu'aux badinages qu'ils viennent de quitter. Ce sont les jeux de balle et de cerceau qui continuent sous une nouvelle forme : des cris, des pétulances, des vivacités provenant d'un besoin tout physique de mouvement et d'action. Tout cela est très joli, mais tout cela est bientôt dit, et *Larifla* aurait beau descendre d'*Evohé*, comme le prétend M. Hugo, cette antique origine n'empêcherait pas qu'on ne se fatiguât bien vite de se l'entendre corner aux oreilles. — Mais quoi! me direz-vous, toutes ces choses sont charmantes. — Eh! sans doute, elles sont charmantes précisément parce qu'elles sont sans portée, et l'adolescence est l'âge heureux par excellence précisément parce que ses passions sont sans profondeur.

Enfin il y avait pour ce recueil un dernier danger. Dieu merci! il est encore réservé à l'auteur bien des années de force et de fécondité; cependant il est permis de lui dire qu'il est maintenant séparé de la jeunesse par un assez long intervalle de temps pour que les souvenirs de cette époque soient déjà lointains et bien effacés. Ces choses de la sensualité sont de telle nature que, pour les bien rendre, l'expression ne doit pas être trop éloignée de la réalité. Au bout d'un certain temps, qui est toujours très court, leur âme légère s'est évaporée, et il devient à peu près impossible de l'évoquer par le

souvenir. On évoque la scène, la date, le paysage; mais comment ressusciter toutes ces choses fugitives qui sont la poésie véritable de telles sensations, cette caresse ou ce frisson qui a passé sur vous pour ne plus jamais revenir avec la même vivacité rapide ou la même douce lenteur, cette proportion infinitésimale de violence, de mélancolie, d'âpreté ou de suavité, qui a marqué chacune de vos voluptés éphémères d'une originalité distincte, cet atome d'âme varié à l'infini qui fait qu'une ode d'Horace et un *lied* d'Heine différent d'une autre ode et d'un autre *lied*, tout en exprimant des sensations d'ordre identique? Où notre imagination cherchera-t-elle la formule magique qui lui permettra d'évoquer les mânes subtils de choses qui, vivantes et près de nous, étaient déjà presque insaisissables? Et puis ce n'est pas en vain que nous avons vécu, que notre cœur s'est bronzé au combat de la vie, que notre âme a soutenu le poids du jour et le choc sans cesse renouvelé des passions violentes, que l'ambition nous a versé son capiteux breuvage, que nous avons pris part aux luttes de nos semblables, que nous avons connu peut-être les austères amours de la justice et de la vérité. Notre âme, en s'élargissant, a perdu l'aptitude de se rapetisser; en gagnant en force, elle a perdu en souplesse; ses articulations, comme celles de nos membres, sont devenues plus raides, et elle marche d'un pas mesuré et grave là où autrefois elle bondissait. Pour avoir la légèreté charmante de la jeunesse, il faudrait être, comme elle, sans lest et sans fardeau. Pour exprimer son bonheur facile, il faudrait posséder son heureuse insouciance et son ignorance plus heureuse encore, de même que, pour imiter ses sauts de mouton et ses cabrioles, il faudrait ne connaître que par les livres de physique la théorie du centre de gravité et les lois de la pesanteur. Eh quoi! des déluges d'événemens et d'idées ont passé sur vous, et vous espérez ressusciter dans leur fraîcheur première ces fleurs du matin de la vie et du premier terrain de l'âme depuis longtemps ensevelies sous les alluvions apportées par les ans! Mais, en admettant même que cela fût possible, cela serait-il bien désirable?

M. Hugo n'est pas sans avoir prévu qu'on lui ferait toutes ces objections, car il s'est prémuni contre elles avec une adresse consommée. Quoi qu'ils puissent penser du style poétique du livre et des sentimens qu'il exprime, tous les gens appartenant au métier littéraire conviendront sans peine que la composition en est admirable. Il y a là un classement des matières qui est un modèle d'habileté. Tout y est si bien ordonné, si bien mis en place, que le poète se trouve avoir répondu à vos objections avant même que vous ayez achevé de les formuler. Ouvrez le livre au hasard ou lisez-le par fragmens et à diverses reprises : il est très probable

que vous serez effarouché par ses bizarreries; lisez-le au contraire d'ensemble et en une seule fois, les excentricités qui vous avaient arrêté vous paraîtront presque naturelles, vous vous y habituerez au point de ne plus les remarquer autrement que pour vous en divertir; ses calembours poétiques et ses plaisanteries excessives vont se fondre dans une harmonie générale, et toutes les parties se prêter une mutuelle lumière et un mutuel appui. Je vous ai exposé la série des objections que la critique peut adresser à M. Hugo; je vais avec la même impartialité vous exposer les réponses que le prévoyant poète a eu l'art insigne de présenter dans son livre même tout simplement par une heureuse distribution de ses matières.

Et d'abord il a prévu l'étonnement que causerait le choix d'un tel ordre de sentimens, et il a commencé par encadrer son livre entre un prologue et un épilogue qui sont destinés à désarmer les mauvaises dispositions du lecteur. Rien de plus ingénieux et de plus original que ce plaidoyer de l'auteur sous forme allégorique, *pro libro suo*, où l'hippogriffe ailé qui sert de monture au poète joue le rôle principal. Il ne faut pas chercher dans le Pégase qui nous est présenté dans ce prologue intitulé *le Cheval* le Pégase traditionnel de l'antique poésie et de l'ancien art classique français, l'hippogriffe aux belles proportions grecques; non, c'est un Pégase monstrueux, aux proportions énormes, et qui, mieux que les chevaux merveilleux dont nous parlent Arioste et Torquato, semble né, sur les plaines nues de la Scythie, de la rencontre du vent furieux des steppes et d'une jument sauvage. C'est un Pégase tragique, dont les ailes puissantes se plaisent à planer au milieu des tempêtes et au-dessus des rocs foudroyés, indomptable, rebelle au joug et au collier, n'admettant sur son dos que des cavaliers à l'humeur altière comme lui-même et les emportant effarés dans son vol vertigineux, qu'il ne leur permet ni de diriger ni de modérer. Le monstre est décrit en vers bizarrement beaux où les épithètes énormes, chéries de M. Victor Hugo, trouvent leur place légitime et cessent de paraître choquantes.

Tout génie élevant sa coupe,
Dressant sa torche au fond des cieux,
Superbe, a passé sur la croupe
De ce monstre mystérieux.

Il traverse l'Apocalypse;
Pâle, il a la mort sur son dos.
Sa grande aile brumeuse éclipse
La lune devant Tenedos.

Le cri d'Amos, l'humeur d'Achille
Gonfle sa narine et lui sied.

La mesure du vers d'Eschyle
Est le battement de son pied.

Bref, une vraie monture pour un Titan ou pour Victor Hugo. Le poète a rendu avec une énergie d'effort égale à l'énergie de résistance du cheval la lutte qu'il lui faut entreprendre pour le faire consentir à se mettre au vert dans le pré fleuri de l'idylle :

Le cheval luttait; ses prunelles,
Comme le glaive et l'yatagan,
Brillaient. Il secouait ses ailes
Avec des souffles d'ouragan.

Il hennissait vers l'invisible,
Il appelait l'ombre au secours;
A ses appels le ciel terrible
Remuait des tonnerres sourds.

Terrible lutte et qui symbolise à merveille l'effort que le poète a dû faire sur lui-même pour contraindre sa robuste imagination à ramasser pendant tout un long volume les fleurettes qui forment la végétation du *pré charmant couleur de songe* de l'idylle! Remarquez bien cette résistance acharnée de Pégase : elle a, me semble-t-il, laissé ses traces dans l'œuvre entière. Mis à la longe, il a mordu de ses dents tranchantes l'écorce des jeunes arbrisseaux; il s'est roulé furieux sur la prairie, et de son sabot vigoureux il a écorché à maint endroit l'épiderme gazonné du sol. Aussi faut-il voir avec quelle joie farouche il reprend son vol lorsque le poète le délivre de cette contrainte à la fin du volume pour le rendre au génie des sombres visions. Le mouvement de cet essor lyrique est vraiment prodigieux. Les énormités d'expression abondent dans cette dernière pièce, mais c'est à peine si l'on a le temps de les remarquer, tant la vitesse du monstre est grande! Incohérences d'images, antithèses monstrueuses, épithètes étranges disparaissent comme des points noirs à l'horizon, comme de vagues lumières lointaines, devant cette course vertigineuse que rappelle seule la course de la locomotive lancée à pleine vapeur. Ce galop effréné, implacable, à travers les étoiles et les comètes, est plein de fumeuses beautés, à demi sinistres, à demi rayonnantes.

Monstre, à présent reprends ton vol!
Approche que je te déboucle.
Je te lâche, ôte ton licol;
Rallume en tes yeux l'escarboucle.

Quitte ces fleurs, quitte ce pré.
Monstre, Tempé n'est point Capoue.
Sur l'océan, d'aube empourpré,
Parfois l'ouragan calmé joue.

Je t'ai quelque temps tenu là.
Fuis! — Devant toi, les étendues
Que ton pied souvent viola
Tremblent et s'ouvrent éperdues.

Redeviens ton maître, va-t'en!
Cabre-toi, piaffe, redéploie
Tes farouches ailes, titan,
Avec la fureur de la joie.

. . . . . .

Fuis dans l'azur noir ou vermeil.
Monstre, au galop, ventre aux nuages,
Tu ne connais ni le sommeil,
Ni le sépulcre, nos péages.

Sois plein d'un implacable amour.
Il est nuit. Qu'importe? Nuit noire.
Tant mieux! on y fera le jour.
Pars, tremblant d'un frisson de gloire!

. . . . . .

Tu n'as pas pour rien quatre fers.
Galope sur l'ombre insondable;
Qu'un rejaillissement d'éclairs
Soit ton annonce formidable.

Traverse tout, enfers, tombeaux,
Précipices, néans, mensonges,
Et qu'on entende tes sabots
Sonner sur le plafond des songes!

Ainsi le lecteur est bien averti que l'inspiration de ce recueil devra le trouver indulgent. Le poète a voulu simplement mettre son Pégase au vert et détendre un instant les cordes de sa lyre violente. Cette précaution prise, il sonne une fanfare charmante pour convoquer l'armée sans nombre de ses admirateurs et leur donner le nouvel ordre du jour de sa muse :

J'embouche, sur la montagne,
La trompette aux longs éclats.
Sachez que le printemps gagne
La bataille des lilas.

L'oiseau chante, l'agneau broute;
Mai, poussant des cris railleurs,
Crible l'hiver en déroute
D'une mitraille de fleurs.

Ses lecteurs une fois réunis autour de lui, il se défie encore de la surprise que peut leur causer sa nouvelle fantaisie, et, craignant qu'elle ne les déroute par trop, il les prépare habilement à ce qu'ils vont entendre. Ajournant donc pour quelques instans ses chansons voluptueuses et grivoises, il dogmatise en vers facétieux et expose

les principes poétiques qui justifient son caprice. Ces deux premières parties du livre *Floréal* et *les Complications de l'idéal* ne sont autre chose qu'une esthétique du genre essayé par le poète, esthétique d'ailleurs très sérieuse, quelque jugement qu'on porte sur l'application qu'il en a faite. M. Hugo engage ses lecteurs à ne pas s'effaroucher devant ses nouvelles poésies plus qu'ils ne s'effarouchent devant les poésies de Catulle, d'Horace ou d'Anacréon. Pour protéger l'inspiration du nouveau recueil, leur dit-il, je n'ai pas la ressource du prestige que donne le passé. Quand nous lisons les anciens, nos imaginations obéissent à une sorte d'illusion charmante qui leur fait croire que l'origine des poésies consacrées par l'admiration des siècles fut plus noble que celle des poésies fraîchement écloses de l'heure présente. Eh non! ces poésies anciennes eurent leurs racines dans la même réalité vivante que les nôtres, elles furent pétries de la même matière animée :

La nature est partout la même,
A Gonesse comme au Japon.
Mathieu Dombasle est Triptolème,
Une chlamyde est un jupon.

La noblesse que nous leur découvrons n'était pas en elles-mêmes, c'est le poète qui la leur a donnée par son génie et par son amour. A cette noblesse d'adoption s'est ensuite ajoutée celle que leur a faite le temps. Débarrassez Lesbie, Chloé, Glycère, Lydie, Néère et *tutte quante*, des quatre-vingts ou des cent quartiers d'admiration que leur ont faits des générations innombrables de lecteurs, et dites-moi en quoi de leur vivant elles étaient plus nobles que Rose, Jeanne ou Marton, vos contemporaines! Ce sont aujourd'hui des statuettes charmantes, des figurines d'une délicatesse exquise; mais avaient-elles été créées ainsi par la nature? Pour moi, je crois très-fort que la nature n'avait rien fourni de plus pour elles que pour Rose et Marton, qu'aujourd'hui comme autrefois c'est toujours la même matière, le même kaolin, qu'elle offre au travail de l'artiste, et qu'elle ne fut pas plus généreuse en accordant Lesbie à Catulle et Lydie à Horace qu'en accordant aujourd'hui Jeanne au poète qui voudra la chanter. Le cadeau, croyez-moi, n'est point moindre, et si Jeanne n'a pas été promue à la dignité classique et reste une simple vilaine du royaume de la beauté, c'est qu'elle n'a pas trouvé son Catulle ou son Horace. Avec les pauvretés prétendues de notre vie actuelle, nous pouvons donc ressusciter toutes les grâces et toutes les élégances du passé, car les poètes du passé eurent tout juste les mêmes élémens de richesse que nous avons, les mêmes, ni plus ni moins. Nous sommes les dupes des mots, à qui nous

attribuant je ne sais quelle noblesse de convention et quel sens pompeux qu'ils n'ont jamais eus. Toutes nos expressions noblement académiques eurent la plus humble extraction; elles aussi furent vulgaires autrefois, à l'heure heureuse où elles sortirent toutes vivantes de la chaude émotion d'un poète. Donc, si les vieux mots vous conviennent, vous pouvez sans crainte les appliquer aux objets qui vous entourent, car ces objets sont identiques et de substance et de forme à ceux qu'ils furent jadis chargés de nommer.

Je te fais molosse, ô mon dogue!
L'acanthe manque? j'ai le thym.
Je nomme Vaugirard églogue,
J'installe Amyntas à Pantin.

Le poète ne doit pas se laisser arrêter dans le choix de ses sujets par le reproche de vulgarité. Il n'y a pas de sujets vulgaires ou relevés; il n'y a que des sujets rendus d'une manière vulgaire ou d'une manière poétique. Tous sont permis au poète, pourvu qu'il ne les calomnie pas devant l'imagination par une interprétation grossière ou lâche. Tous les objets lui appartiennent, et s'il lui plaît de choisir le plus infime de tous, il est libre de le faire, pourvu qu'il respecte et fasse resplendir la parcelle de l'âme universelle qui est dans cet objet, ou qu'à défaut de cette parcelle d'âme il lui donne un atome de la sienne. Peignez des choses basses, pourvu que vous les aimiez, car elles cessent d'être basses du moment où elles sont aimées, et il n'est d'objet si laid qui ne puisse devenir beau, transformé par la sensation du poète. On n'a donc pas le droit de lui reprocher le choix de ses sujets, mais seulement la manière dont il les a traités et rendus.

Fais ce que tu voudras, qu'importe,
Pourvu que le vrai soit content,
Pourvu que l'alouette sorte
Parfois de ta strophe en chantant;

Pourvu que la luzerne pousse
Dans ton idylle, et que Vénus
Y trouve une épaisseur de mousse
Suffisante pour ses pieds nus;

Pourvu qu'en ton poème tremble
L'azur réel des claires eaux,
Pourvu que le brin d'herbe y semble
Bon au nid des petits oiseaux?

Il n'y a rien à objecter à cette poétique, qui est parfaitement d'accord avec les lois les plus certaines de l'imagination, si ce n'est qu'elle n'eût peut-être rien perdu à être exposée parfois en termes

moins facétieux, et que la vérité en aurait mieux apparu, si elle eût été mêlée à moins de métaphores étranges.

Nous sommes arrivés à la peinture de la vie turbulente de l'adolescence et de la jeunesse, et nous rencontrons ici le plus grave reproche qu'on ait adressé aux nouvelles poésies de M. Hugo. — Vous chantez, lui a-t-on dit, des sentimens qu'il n'appartient qu'à la jeunesse seule de chanter, vous traitez des sujets qui sont nécessairement antipathiques à l'âme sévère que les années et l'expérience vous ont faite. Ici encore, M. Hugo a sa réponse toute prête. — Pardon, répond-il, j'ai le droit de traiter ces sujets, pourvu que je les traite avec l'âme de mon âge, et c'est ce que j'ai fait dans ce volume. Ah! si j'essayais d'imiter artificiellement les sons d'une voix qui n'a pas encore mué, si je contrefaisais la leste allure et l'insouciante belle humeur du jeune homme, si je m'abandonnais à cette charmante et immorale confiance que la volupté inspire aux jeunes gens pour se rendre maître d'eux, si dans mon langage il perçait quelque chose de cette crédulité irréfléchie et gracieuse qui fait prendre aux jeunes gens les horizons du pays de Watteau pour les horizons du monde, — pour tout dire d'un seul mot, si j'avais essayé de traiter ces sujets avec l'âme du jeune homme, vous pourriez me blâmer; mais n'ai-je pas loyalement signé mon âge au bas de ces petits tableaux? Est-ce que le tour donné à ces récits ne vous révèle pas le sentiment que m'inspirent aujourd'hui ces gracieux enfantillages? Tous ces souvenirs aujourd'hui fantômes, je les regarde passer, ne le voyez-vous pas? avec la complaisance ironique qui convient à mon caractère et à mon expérience. Je badine avec mes souvenirs et je me fais jeune avec eux, exactement comme un père se fait enfant en badinant avec ses marmots. Pour qui sait lire, j'ai caché dans une épithète, dans une métaphore, l'état d'âme véritable avec lequel je considère aujourd'hui ces aimables accidens de la vie juvénile. Ces facéties, ces calembours que vous me reprochez sont l'apologie de ma franchise. Ah! si j'avais voulu apporter dans ces choses légères l'âme de la jeunesse, comme je m'y serais pris autrement! Quelle importance je leur aurais donnée! avec quelle pompe je me serais exprimé! Ce n'est jamais à l'âge heureux où l'on appelle une blanchisseuse lavandière que j'aurais osé parler de ces fameux *torchons radieux* dont depuis deux mois vous me rebattez les oreilles, et qui pourtant, vus avec l'œil de la candeur, sont la meilleure des réponses aux critiques que vous m'adressez. — *Torchons radieux!* Eh! bonnes gens, ces deux mots disent à la fois et l'âge que j'ai maintenant et l'âge que je n'ai plus. Le substantif est de l'âge présent, l'épithète est de l'âge passé. Eh! oui, c'étaient des torchons, je le sais maintenant et je ne le savais pas alors, et ils étaient radieux,

non parce qu'ils avaient la propriété de produire de la lumière, mais parce que mon âme à moi était lumineuse et jeune. Vrai! si j'étais professeur d'esthétique, je me donnerais le plaisir de vous prouver que ces deux mots contiennent à la fois la réalité et l'idéal, et d'en tirer toute une volumineuse théorie comme un prédicateur habile tire tout un long sermon de deux mots de l'Écriture.

Les chansons d'amour sont divisées en trois livres : *Pour Jeanne seule*, — *Pour d'autres*, — *l'Éternel Petit Roman*. Les deux premiers se rapportent particulièrement à la vie de l'adolescence; le troisième se rapporte à cette première jeunesse qui suit immédiatement l'adolescence. Les nuances presque insaisissables qui distinguent chacun de ces âges, si rapprochés l'un de l'autre qu'il serait très permis de les confondre, ont été rendues avec une dextérité et une fidélité extrêmes. Dans les deux premiers, le poète a peint tous les phénomènes propres à cet âge heureux qui participe des caractères de deux âges, la candeur unie à la crânerie, la timidité unie à la pétulance, la tendresse unie à l'espièglerie, le goût du tapage et l'amour de la solitude, cette magie d'imagination qui transforme les objets les plus vulgaires et qui d'une ortie fait une rose, et surtout cette extase étrange et presque mystique des sens à leur éclosion. Écoutez ces strophes adorablement douces où le poète décrit l'angoisse voluptueuse du cœur qui s'ouvre à la tendresse, et reconnaissez encore une fois le grand musicien qui vous a si souvent charmés :

De quoi donc me parlait-elle
Avec sa fleur au corset
Et l'aube dans sa prunelle ?
Qu'est-ce donc qu'elle disait?

Son intention fut-elle
De troubler l'esprit voilé
Que Dieu dans ma chair mortelle
Et frémissante a mêlé?

Je ne sais, j'écoute encore.
Était-ce psaume ou chanson?
Les fauvettes de l'aurore
Donnent le même frisson.

J'étais comme en une fête,
J'essayais un vague essor;
J'eusse voulu sur ma tête
Mettre une couronne d'or,

Et voir sa beauté sans voiles,
Et joindre à mes jours ses jours,
Et prendre au ciel les étoiles,
Et qu'on vînt à mon secours.

Ces pièces, adressées à *Jeanne seule*, composent la partie la plus

belle, la plus irréprochable du livre. M. Hugo n'a pas permis à cet espiègle esprit de facétie qu'il a lâché en toute liberté dans le reste de son livre d'approcher de ce petit domaine sacré réservé à la solennité de ses rêves. Vous vous rappelez ce chant délicieux du *Songe d'une Nuit d'Été* où les fées protégent par leurs incantations le sommeil de leur reine contre les méchantes bêtes de la nuit: M. Hugo a semblé s'en souvenir et se le réciter en pensée en écrivant cette partie de son livre. Calembours grivois, n'approchez pas, car ici tout est chasteté; antithèses violentes, rentrez vos cornes, car ici tout est douceur; épithètes turbulentes, taisez-vous, car ici tout est tendresse; mais toi, colombe doucement gémissante, et toi, rossignol à la voix triomphante, entrelacez les notes de votre musique à la trame de mon chant. Il y a là telle strophe qui ne déparerait aucune des plus belles expressions de la ferveur sensuelle et de la mysticité érotique.

L'hirondelle sur ton front pur
Vient si près de tes yeux fidèles
Qu'on pourrait compter dans l'azur
Toutes les plumes de ses ailes.

Si vous avez admiré le sentiment mystique de telle peinture des vieux maîtres primitifs où l'on voit une jeune vierge en habits de paysanne passer les yeux baissés, suivie d'un cortége de bêtes des tanières et d'oiseaux du ciel attirés par sa pudeur, plus puissante que la musique d'Orphée, vous admirerez sûrement ce petit tableau :

Ces lieux sont purs, tu les complètes.
Ce bois, loin des sentiers battus,
Semble avoir fait des violettes,
Jeanne, avec toutes tes vertus.

L'aurore ressemble à ton âge;
Jeanne, il existe sous les cieux
On ne sait quel doux voisinage
Des bons cœurs avec les beaux lieux.

Tout ce vallon est une fête
Qui t'offre son humble bonheur;
C'est un nimbe autour de ta tête,
C'est un Éden en ton honneur.

Tout ce qui t'approche désire
Se faire regarder par toi,
Sachant que ta chanson, ton rire
Et ton front sont de bonne foi.

O Jeanne, ta douceur est telle
Qu'en errant dans ces bois bénis,
Elle fait dresser devant elle
Les petites têtes des nids.

Tous les caractères de ces cantiques d'amour adressés à Jeanne

se résument dans la dernière pièce intitulée *les Étoiles filantes*, dont l'inspiration première est aussi forte que l'expression en est confuse. Toutefois la seconde partie de cette pièce est d'un mouvement superbe, et çà et là des expressions d'une réelle ardeur éclatent comme des feux dans l'ombre.

Ne tremble pas, quoiqu'un songe
Emplisse mes yeux ardens;
Ne crains d'eux aucun mensonge,
Puisque mon âme est dedans.

Presque tout serait à citer dans les vingt-cinq pages qui composent cette partie du livre, et je croirais être injuste envers l'auteur, si je l'abandonnais sans signaler la pièce intitulée *le Duel*, petit tableau de genre tout à fait galant et bien venu.

Ce ton ne dure pas. Pour écrire cette partie de son livre, M. Hugo a eu exclusivement recours à la collaboration de son Ariel et de son Oberon; mais dans les deux parties suivantes, *Pour d'autres*, *l'Éternel petit roman*, il a lâché son Puck en toute liberté, et Dieu sait les ravages qu'il y fait et à quelles facéties il se livre! C'est à tel point que plus d'une fois il prend envie de lui dire, comme jadis la fée au malicieux serviteur d'Oberon : *Farewell, thou lob of spirits*, — adieu, bouffon des esprits. Citons parmi ses meilleures espiègleries *le Dizain de femmes*, un Watteau du siècle de la crinoline et des cages-jupons, et la spirituelle petite pièce intitulée *le Doigt de la femme*. Dans ces deux parties du livre, il faut dire adieu à la candeur naïve et à la fraîcheur de tendresse qui nous enchantaient tout à l'heure; mais il est juste de reconnaître que M. Hugo y a bien marqué, surtout dans la seconde, *l'Éternel petit roman*, la nuance qui sépare la première jeunesse de l'adolescence : l'amour a perdu son onction mystique, il est devenu profane et mondain. Ce n'est plus la naïve Jeanne qui est l'idole de ce nouvel amour, cette Jeanne dont la personne s'associe si bien avec les berceaux de chèvrefeuille et la verdure des forêts; c'est *dona Rosita Rosa*, une créole aux yeux ardens qui font crier gare et dont la personne ne s'associe qu'avec des images de luxe et de richesse. S'il y a trop de soleil dans ses yeux, il n'y a pas assez d'aube dans son sourire. Un cerveau brûlant et un cœur tranquille font un amour doublement meurtrier, et à celui qui est touché d'un pareil amour on ne pourrait adresser la question du vieux poète : *quo beatus vulnere?* Ce que promet un tel amour, jugez-en par le petit portrait contenu dans la strophe suivante :

Son œil était mystérieux;
Il contient, cet œil de colombe,
Le même infini que les cieux,
La même aurore que la tombe.

Il y a une tristesse réelle et une sorte d'amertume dans toutes ces pièces à Rosita Rosa en dépit des fanfares du poète et de ses airs triomphans. C'est qu'avec cet amour il fait l'apprentissage de l'insécurité des passions et de l'inconsistance du pauvre cœur humain : aussi, de même que l'inspiration des *Étoiles filantes* résume bien toutes les chansons adressées à Jeanne, la belle pièce intitulée *l'Oubli* est le résumé et la légitime conclusion des chansons adressées à dona Rosita.

Vous aurez remarqué, j'espère, malgré les imperfections de notre analyse, quelle logique savante a présidé à l'ordonnance du livre et avec quelle habile lenteur le poète a déroulé progressivement toutes les parties de son sujet. Plus j'examine le nouvel ouvrage de M. Hugo et plus je suis frappé d'une certaine analogie entre sa composition et la composition de cet adorable petit chef-d'œuvre d'Horace *l'Ode à Sestius*. Aurions-nous touché juste, et M. Hugo aurait-il pris dans l'ode d'Horace la semence de son inspiration? *Les Chansons des Rues et des Bois*, c'est l'*Ode à Sestius* regardée à travers un microscope d'une portée exagérée et étirée en cinq cents pages par un procédé particulier. Chacune des strophes de la petite ode d'Horace a fourni, dirait-on, le type d'une des parties du livre de M. Hugo. Nous avons vu dans les deux premières parties le *solvitur acris hiems gratâ vice;* nous venons de voir dans les trois parties suivantes le *jam Cytherea choros ducit Venus*, nous allons voir dans les deux dernières le *nunc et in umbrosis Fauno decet*, et enfin la sévère et grande pensée : *pallida mors æquo pulsat pede*. Il est possible que cette analogie ne soit qu'une coïncidence du hasard; mais elle est curieuse à ce titre, et nous la signalons comme on signale celles des prophéties de Nostradamus qui se sont accomplies à l'heure voulue.

M. Hugo a bien senti qu'il devait donner à un tel livre une autre conclusion morale que celle de la pièce intitulée : *Post-scriptum des rêves*, où, après une leçon de philosophie démoniaque, d'un Asmodée quelconque, il se demande si les sages ne font pas un métier de dupe, et s'il y a au fond de cet univers autre chose pour l'homme que le plaisir. Asmodée aurait beau avoir raison, qu'il aurait encore tort, car son équivoque philosophie ne peut être vraie que pour un moment très rapide de la vie. Encore une fois, M. Hugo a donc par avance répondu à la critique en refusant de laisser son lecteur sous l'impression de scepticisme épicurien que ses nombreuses peintures érotiques n'auraient pas manqué de produire. Une pièce qui forme presque à elle seule tout un livre, *le Chêne du parc détruit*, très habilement intercalée au milieu des scènes de jeunesse, est chargée de nous préparer à cette conclusion. Il en est de cette pièce comme de celle des *Étoiles filantes* que

nous nommions tout à l'heure : l'inspiration première en est très forte, et la facture en est singulièrement trouble et bizarre. Un vieux chêne qui s'élève au milieu d'un parc détruit raconte au poète qu'autrefois il a assisté à bien des fêtes, qu'il a porté bien des lampions en l'honneur des puissans de la terre, et que la verdure de son feuillage a été bien souvent dénaturée par les couleurs menteuses des flammes de Bengale; toutes ces pompes ont disparu, et maintenant il s'élève au milieu des ruines et de la solitude, racontant aux ronces et aux broussailles démocratiques qui croissent autour de son tronc, au lierre qui l'embrasse sans craindre la main de l'émondeur, aux loups qui hurlent à ses pieds, insoucieux des gardes-chasses, les merveilles de l'alignement classique et de la discipline monarchique des jardins du temps passé. Cependant il ne regrette rien de toutes ces pompes, sa sauvage nature a retrouvé dans cette solitude toute l'énergie de sa séve; sa verdure profite mieux de la rosée du matin et du soir depuis qu'elle n'est plus desséchée par les flammes de Bengale, la mousse s'entasse plus épaisse à ses pieds depuis que les promeneurs ne foulent plus les allées autrefois sablées, maintenant envahies par l'herbe, et il lui semble qu'il voit mieux les astres depuis qu'il ne voit plus tant de lampions. Il faut lire cette pièce incroyable, qui, dans son ensemble, présente l'aspect des broussailles du parc désolé, si l'on veut comprendre comment il est possible d'unir des beautés très réelles aux plus étranges folies. Ce chêne parle comme un énergumène inspiré, comme un vieil excentrique qui aurait reçu le don de poésie. Jadis, dans des temps plus calmes, un certain faune de marbre du parc désert de Versailles tint au poète un discours où notre vieille histoire était traitée avec moins de sans-façon et plus de justice.

Vous voyez d'ici la conclusion du livre. M. Hugo cependant n'y arrive pas, et n'y conduit pas d'emblée l'être de raison qu'on peut appeler le héros de son livre. Après avoir retiré son adolescent anonyme des ivresses passagères du plaisir, il lui fait faire une halte au sein de la nature. Cette halte est comme une purification du passé, comme une préparation à l'enseignement plus sévère qu'il lui destine. Il y a là quelques beaux et gracieux tableaux, *les Semailles*, qui semblent la traduction poétique d'une toile de Breton ou plutôt encore d'un bon Millais, — *une Alcôve au soleil couchant*, écrit dans son ancienne manière et qui semble un ressouvenir des *Feuilles d'automne;* mais la pièce la plus considérable et la plus curieuse de cette partie du recueil est celle que j'ai déjà nommée, *l'Église*, petite pièce excentrique à laquelle ont l'air d'avoir collaboré Shakspeare, Henri Heine et M. Clairville. Comme dans la pièce d'Heine, où se célèbre l'union d'un scarabée et d'une

libellule par-devant la taupe pasteur en robe noire, il y a aussi un mariage dans cette pièce; mais quel mariage! Il est digne de figurer parmi les inventions des revues dramatiques de fin d'année.

Et l'on mariait dans l'église,
Sous le myrte et le haricot,
Un œillet nommé Cydalise
Avec un chou nommé Jacquot.

Mais tout à côté de ces folies le vrai poète se retrouve aussitôt, comme dans cette dernière et charmante strophe par exemple :

Mon pas troubla l'église fée;
Je m'aperçus qu'on m'écoutait.
L'églantine dit : c'est Orphée.
La ronce dit : c'est Colletet.

N'insistons pas sur des défauts trop apparens, acceptons cette bizarre petite pièce et en même temps tout le volume avec le sentiment de l'églantine et non avec le sentiment de la ronce.

La conclusion du volume, vous l'avez devinée sans doute d'après le discours du chêne démocratique. De même que le chêne, M. Hugo ne regrette rien du passé, et c'est avec une ferveur sans hésitation qu'il prononce les trois mots sacramentels de la formule révolutionnaire : liberté, égalité, fraternité. Néanmoins sa conclusion, toute démocratique qu'elle soit, n'a rien de politique; elle est purement morale, ainsi qu'il convenait à un livre qui ne chante que la partie des sentimens humains la plus désintéressée des luttes sociales. M. Hugo n'a donc emprunté à l'opinion dont il est aujourd'hui un des plus fervens défenseurs que les doctrines qui pouvaient s'harmoniser avec son doux sujet, et, pour couronner d'une manière austère un livre qui parle de choses d'amour, il a emprunté à la démocratie un sentiment qui, s'il n'est pas un sentiment d'amour, n'en est cependant pas le contraire, la haine de la guerre. Au moment où il vient de traverser tant de doux rêves, d'accumuler tant d'images de paix et de grâce, le poète rencontre sur son chemin la fière réalité de la guerre, et il s'en détourne avec une horreur très compréhensible. C'est en effet un moment mal choisi que celui où l'on vient de se pencher sur le nid des oiseaux et de respirer les fleurs de la forêt pour comprendre la noblesse, l'austérité, la moralité de ce grand et inexorable fait. Du reste, cette haine a fort bien servi M. Hugo, car il lui doit peut-être la plus belle pièce de son recueil : *La vérité dans le vin*. Dans cette pièce, M. Hugo a cédé la parole à un faubourien en gaîté qui instruit le procès de la guerre avec la verve pittoresque et la forte vulgarité

du langage plébéien. Comme nous n'avons pas à juger de la nature du sentiment, mais seulement de l'expression, nous conviendrons sans peine que le *factum* de Jean Sévère, par son énergie triviale, par son bon sens net et court, aurait plu à ceux des radicaux célèbres qui ont partagé sur la guerre cette même manière de voir, un Paul-Louis Courier, un Cobbett. Cependant nous doutons beaucoup que l'abolition de la guerre, à la supposer possible, eût une si grande efficacité sur le cœur humain et contribuât à y développer aussi fortement les sentimens d'humanité. La paix a ses férocités comme la guerre, et celles-là ne sont pas les moins lâches; la guerre a son humanité comme la paix, et celle-là n'est pas la moins noble. Le jour où la guerre disparaîtrait, il serait fort à craindre que certains sentimens qui, s'ils ne sont pas l'humanité, sont bien au moins de sa famille, disparussent en même temps, et s'il fallait une preuve que le génie de la guerre porte un tout autre visage qu'un visage homicide, j'appellerais en témoignage M. Hugo lui-même. Dans la belle pièce qui fait suite aux propos de Jean Sévère, ne nous raconte-t-il pas la touchante et noble histoire de ce capitaine, clément jusque dans la mort, sur le visage glacé duquel les soldats lisent, à ne pouvoir s'y méprendre, le pardon de son meurtrier?

Voici que j'ai terminé maintenant ma très délicate et très difficile tâche. J'ai donné tour à tour avec toute l'impartialité possible les raisons que peut faire valoir la ligue et celles que peut faire valoir le roi, de manière, je le crains en m'en consolant, à ne contenter ni la ligue ni le roi. Ce n'est ni par crainte ni par tactique que j'ai agi ainsi, c'est par impossibilité d'agir autrement sans violer la vérité et la justice. Il n'y avait pas à prendre de parti tranché en présence d'un tel livre. Nous sommes de ceux qui en regrettent l'inspiration et qui pensent qu'il n'ajoutera rien aux richesses déjà si grandes de Victor Hugo; mais si la gloire du poète n'y gagne rien, elle n'y perdra rien non plus, comme l'ont cru d'abord des lecteurs trop vite effarouchés ou des détracteurs trop pressés de triompher de ses défaillances. Son génie s'est peut-être trouvé sous un nuage pendant qu'il écrivait ce livre, et ce nuage a pu lui cacher les dangers et les défauts de son sujet; mais il n'a pas subi d'éclipse, comme on l'a dit, et le grand poète que nous connaissons est encore visible à toutes les pages.

ÉMILE MONTÉGUT.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 décembre 1865.

Parmi les morts illustres enregistrées dans l'obituaire de 1865, celle qui aura le plus fortement ému l'opinion publique est la mort de Léopold Ier, roi des Belges. Certaines morts ont le don de produire dans les esprits de soudaines illuminations : telle a été celle du roi Léopold. Nous venons trop tard pour relever les circonstances personnelles de la carrière à la fois si calme et si remplie de cet homme remarquable. Le romanesque a été pourtant mêlé à la vie de ce sage. Ce cadet d'une petite maison d'Allemagne a fondé l'influence européenne de la maison de Cobourg. Le point de départ de cette série de succès fut la bonne fortune qu'il eut de plaire à la princesse Charlotte, cette pauvre enfant née du plus triste des mariages, qui eut le malheur d'avoir pour mère la princesse Caroline, pour père le prince-régent, et à qui la mort ravit d'avance le trône d'Angleterre. Léopold de Cobourg, veuf, demeura duc anglais de Kendal; mais sa sœur avait épousé le duc de Kent. De cette union naquit bientôt la princesse Victoria; le duc de Kent ne survécut guère à la naissance de sa fille, et Léopold servit de père à celle qui devait être la reine honorée que nous connaissons. Ce fut dans cette situation élevée et tranquille d'un homme qui avait dû d'abord se croire appelé à partager le pouvoir sinon la dignité d'une reine d'Angleterre, et qui plus tard eut à veiller à l'éducation d'une princesse destinée à régner, que les événemens vinrent convier le duc de Cobourg, transformé en patricien anglais, à jouer un rôle personnel. On voulait faire de lui au commencement de 1830 un roi des Grecs. Il mit à son consentement des conditions qui furent refusées par les puissances protectrices du nouveau royaume hellénique. Il accepta l'année suivante la couronne constitutionnelle de Belgique, fondée par une révolution. Depuis lors, tout le monde a vu la grande place que le roi Léopold a faite à lui-même et aux siens en Europe. Il s'allia à la famille qui présidait alors aux destinées de la France, et, par une princesse dont la Belgique mêle aujourd'hui avec une délicatesse touchante le pieux souvenir à son deuil, le sang français

entra dans la dynastie belge. Peu d'années après, son neveu, le prince Albert, épousait sous ses auspices la reine Victoria d'Angleterre. De nombreuses alliances placèrent la maison de Cobourg aux approches des premières couronnes. Ce n'étaient là que les signes extérieurs de l'influence du roi Léopold, devenu le chef de sa maison. Ce souverain, par les qualités de son intelligence et de son caractère, a pu remplir en même temps deux grands rôles, un rôle extérieur européen et le rôle intérieur d'un roi constitutionnel parfait. Il était admirablement placé et il avait qualité pour intervenir entre les grandes cours par le conseil, les bons offices, la médiation. Il pouvait faire écouter ses avis avec une égale confiance par les chefs de gouvernement, en France, en Angleterre, en Autriche, en Russie, et on a pu dire de lui sans exagération qu'il était le juge de paix de l'Europe. On a été surtout frappé de l'ascendant amiable que le roi Léopold a ainsi exercé sur les grandes affaires du monde; mais la cause profonde de cet ascendant, quoiqu'on y prît moins garde, n'était autre que la sagesse habile et heureuse avec laquelle il sut présider à l'organisation et au développement des institutions nationales et libérales de la Belgique. S'il fut écouté, s'il fut consulté, s'il fut respecté, c'est moins parce qu'il était le gendre, l'oncle ou le cousin de tant de souverains et de princes que parce qu'il s'était montré un excellent roi des Belges, et qu'il semblait avoir réalisé en lui le type du meilleur monarque constitutionnel qu'un peuple moderne puisse avoir. La mâle dignité de sa mort l'a fait enfin connaître tout entier : elle a montré que cet esprit sage et pacifique était appuyé sur une âme robuste. Le long spectacle de cette ferme nature aux prises avec la mort a été imposant; au dernier moment, la scène sévère s'est tout à coup éclairée d'un noble sentiment humain quand on a vu l'illustre mourant, entouré de sa famille éplorée, saisir et passer à la duchesse de Brabant la main de M. Van Praet, le plus ancien, le plus précieux de ses amis, un homme en qui un si exquis bon sens s'unit à une si délicate modestie, et qui, comme le roi semble avoir voulu le rappeler par cette suprême étreinte, a tant de droits à l'estime reconnaissante de la Belgique et de ses princes.

L'effet moral de cette mort a été de rappeler les conditions qui, à l'époque où nous sommes, peuvent rendre encore utile et efficace la forme monarchique constitutionnelle, et de manifester les élémens de vitalité que possède la Belgique dans le système actuel de l'Europe.

A l'heure présente de l'histoire de la civilisation européenne, la monarchie a perdu sa vieille force de superstition; elle ne peut alléguer d'autre raison d'être que l'utilité déterminée par le temps et les circonstances et subordonnée au consentement des peuples. La monarchie ne peut plus être envisagée que comme une haute magistrature d'une utilité relative. Encore à ce point de vue convient-il d'ajouter que ce sont les nécessités de la politique extérieure, bien plus que les bonnes conditions du gouvernement intérieur, qui expliquent et justifient de nos jours l'existence de la

monarchie chez les peuples européens aptes à la liberté. Il faut que dans leurs rapports internationaux les peuples européens soient représentés par des souverains héréditaires, parce que des peuples arriérés, qui forment par leur masse et leurs ressources de puissans états, ne sont point propres encore à des institutions plus conformes au génie de la démocratie et de la liberté, et parce qu'il est nécessaire, pour contre-balancer les forces aveugles de ces états, de leur opposer une certaine concentration et une certaine perpétuité de pouvoir. C'est ainsi que dans notre vaste association européenne les plus avancés sont contraints de ralentir le pas pour attendre les retardataires. En de telles circonstances, un homme éclairé des lumières de notre époque, qui est appelé, sous les vieilles dénominations monarchiques, à exercer la souveraineté au nom d'un peuple libre, doit comprendre la distinction qui existe entre sa mission extérieure et sa mission intérieure. La formule d'un bon gouvernement libre à l'intérieur était l'autre jour indiquée avec beaucoup d'esprit à Paris même, dans une réunion d'Américains, par le général Schofield : — le meilleur des gouvernemens à l'intérieur est celui qui se fait le moins sentir. — Là est l'excellence de la forme monarchique que comporte encore l'esprit moderne, la monarchie constitutionnelle. Le bon monarque constitutionnel est celui qui n'abuse point des nécessités de politique extérieure, qui motivent surtout son existence, pour imposer arbitrairement son pouvoir sur la politique intérieure; c'est celui qui fait le moins sentir à l'intérieur son gouvernement. Voilà, nous le répétons, la notion moderne de la monarchie qu'il faut opposer à l'anachronisme des théories césaristes. Or c'est ce rôle du roi constitutionnel moderne que le roi Léopold a rempli avec une intelligence et une bonne foi parfaites. Il n'a pris l'action pour lui, et encore dans l'intérêt défensif de son pays, qu'à l'extérieur; à l'intérieur, il a laissé faire son peuple. Il n'a jamais aspiré à imposer aux Belges les caprices de son initiative; il n'a jamais eu la méchante et niaise insolence de leur donner un maître. Il a laissé ce libre pays se gouverner librement et appliquer en toute sécurité le système représentatif à toutes les branches de son administration; il n'a mis aucun obstacle à l'organisation et aux émulations naturelles des partis; il a laissé le pouvoir aux hommes qui s'en sont montrés dignes par leur mérite, manifesté à la grande lumière du jour, et que le vœu de la majorité du pays y appelait. En un mot, sous l'antique pompe du nom de la royauté, il a permis à la Belgique d'être ce qu'elle est naturellement, une jeune république.

Voilà le grand et fécond exemple qui a été donné par le roi Léopold. Jamais il n'a placé son intérêt de dynastie et sa volonté de roi en travers, nous ne disons pas d'un intérêt, mais d'une volonté sincèrement exprimée du peuple belge. Un bruit populaire veut qu'en 1848, sous le coup de la révolution de février, il ait mis en quelque sorte le marché en main à la Belgique et lui ait offert de rendre sa couronne, si elle préférait la république à la monarchie. On cite encore avec éloge cette calme détermination attri-

buée au roi. Le récit est plus légendaire qu'historique. On ne dit point avec quels négociateurs attitrés Léopold eut à discuter une résolution semblable : les hommes qui étaient alors au pouvoir à Bruxelles n'ont point eu connaissance d'une telle transaction; mais, si la forme et les détails de la légende sont inexacts, la pensée qui l'a inspirée est juste au fond. L'instinct populaire ne s'est point trompé sur l'honnêteté intellectuelle et la vraie fierté du roi lorsqu'il a cru qu'il était de ces hommes qui pensent qu'à notre époque l'acquisition et la conservation d'un trône ne valent point un effort de violence sanguinaire et de compression despotique.

Les heureux effets de cette sage conduite du roi Léopold se voient aujourd'hui dans le beau spectacle que donne la nation belge durant l'interrègne. Il y a des gens qui dédaignent la Belgique parce qu'elle n'est point ancienne comme état indépendant, parce qu'ils voient en elle l'œuvre de traités récens et non le travail des siècles, parce qu'elle est petite. Il y a des amateurs de symétrie territoriale qui voudraient, supprimant tout ce qui constitue la vie morale du peuple belge, annexer ses provinces à la France. Toutes ces critiques et toutes ces convoitises se fondaient sur l'hypothèse que la Belgique ne devait une existence viagère qu'à la grande situation personnelle du roi Léopold, et s'étaient donné rendez-vous à la mort de ce prince. L'événement critique est arrivé, et il se trouve que la Belgique s'affirme par une manifestation qui commande à tous la sympathie et le respect. On n'avait oublié qu'une chose dans les pronostics défavorables au royaume créé par la conférence de Londres, c'est qu'il y a un peuple belge qui a pratiqué la liberté sans relâche pendant trente-cinq ans, et qui proteste contre les menaces frivoles adressées à son indépendance avec l'énergie qu'un peuple puise dans de vieilles traditions nationales et dans l'expérience des institutions libres. Les Belges ne sont point aussi jeunes que le veulent dire les diplomates. Leurs libertés et leurs mœurs politiques sont assises sur le fonds vivace des franchises communales. Leur esprit municipal a survécu à la tyrannie espagnole, et à la veille de 1789 la révolution brabançonne, devançant et excitant la nôtre, répondait aux réformes arbitraires de cet initiateur absolutiste qui s'appelait Joseph II. L'œuvre de 1831 ne fut point seulement une combinaison diplomatique, elle ne fut que la reconnaissance par la diplomatie d'une révolution spontanée et populaire placée d'ailleurs sous la sauvegarde de la révolution française de 1830. Il y a une méprisable petitesse d'esprit à vouloir méconnaître ce qu'il y a eu de grand, de généreux, d'utile à la France dans la constitution de la Belgique. Qu'on ne l'oublie point, on était seulement à seize années de distance de 1815, et ce fut alors qu'on ne se contenta point de dire, mais qu'on écrivit dans les faits et dans le droit public de l'Europe que les traités de 1815, en ce qu'ils avaient de plus hostile à la France, avaient cessé d'exister. Une des œuvres auxquelles tenaient le plus nos ennemis en 1815 était la création du royaume des Pays-Bas, qui unissait contre nous la Belgique à la Hollande et nous mettait en

quelque sorte une seconde Prusse sur les flancs. C'était la conception chérie du cabinet anglais et de son représentant opiniâtre, lord Castlereagh. Grâce au courageux soulèvement des Belges, grâce aux inspirations généreuses de 1830, la sainte-alliance fut condamnée à voir démanteler sous ses yeux ce poste avancé du royaume des Pays-Bas qu'elle avait voulu construire contre nous, — et comme c'était l'époque où lord Grey avait fait entrer des idées morales dans le gouvernement de l'Angleterre, un ministère libéral anglais nous aida à défaire l'ouvrage de lord Castlereagh. Nous le répétons, même au point de vue des intérêts extérieurs de la France, la création de la Belgique a été une transaction politique considérable, et on n'en a guère connu depuis lors qui l'ait égalée par la générosité des motifs et l'importance durable des résultats obtenus.

Parmi ces résultats, un des plus heureux est assurément la vitalité démontrée d'un peuple qui a maintenant, pour ainsi dire, la liberté dans le sang, et qui a tiré aux yeux du monde un si grand profit de ses institutions démocratiques et représentatives. Aucun péril intérieur ne menace la Belgique : les deux ardens partis qui la divisent ne sont point en dissidence sur le fond des institutions; ils placent l'indépendance nationale et les libertés publiques au-dessus des intérêts pour lesquels ils combattent; un deuil national qui attire sur eux les regards du monde suffit, on le voit en ce moment, pour les réunir dans une imposante unanimité; n'ayez pas l'idée qu'aucun d'eux, pour soutenir sa querelle, aura jamais le lâche désespoir de livrer la patrie à l'étranger. Enfin il n'y a point à craindre que le nouveau roi, un fils de Léopold, oublie l'exemple qui lui a été donné, et se laisse aller, par une revendication surannée des prérogatives de la couronne, à jeter le trouble dans le jeu naturel des institutions intérieures. Un peuple qui n'a rien à redouter de lui-même dans son gouvernement intérieur semble être armé déjà d'une suffisante sécurité. L'existence de la Belgique est-elle aussi bien protégée contre les accidens extérieurs? C'est le point sur lequel des doutes se sont élevés dans ces derniers temps, quand on a vu par l'exemple du Danemark que la force morale des traités ne défendait plus en Europe les faibles contre les puissans, doutes qui devenaient plus inquiets à mesure qu'on voyait approcher le terme de la carrière du roi Léopold.

Pour peu qu'on y songe, ces inquiétudes paraîtront mal fondées. La Belgique ne pourrait cesser d'exister que de deux manières : ou bien si elle devait aspirer elle-même à fondre entièrement ses destinées dans celles de la France, ou si elle était entraînée dans les combinaisons militaires qui accompagneraient une perturbation générale de l'équilibre actuel de l'Europe. La première hypothèse, celle d'une annexion volontaire, ne pourrait elle-même se réaliser sans des mouvemens politiques qui se feraient sentir à tout le continent. Examinons-la cependant en dehors de tout préliminaire ou corollaire européen. Il est manifeste, dès le premier aspect des choses, que dans la situation intérieure actuelle de la Belgique et de la France l'as-

piration de la Belgique à devenir française est dénuée de vraisemblance, et qu'un pareil vœu ne saurait être non plus soutenu de notre côté par l'opinion démocratique et libérale. Naturellement il faut mettre ici en réserve les questions dynastiques; mais, ces questions écartées, il est évident que la Belgique ne saurait avoir ni intérêt ni goût à échanger son régime politique intérieur contre celui de la France. Quel attrait à lui offrir que de lui demander de renoncer à la liberté de la presse, à la liberté de réunion, à la liberté d'association, à l'élection de ses bourgmestres, aux attributions de ses conseils municipaux et provinciaux, à son système de magistrature élue, à toute cette liberté de discussion et d'élection qui circule à travers la vie politique belge! Qu'avez-vous à offrir aux Belges en échange? La parfaite organisation bureaucratique que l'Europe nous envie, comme disent les Prudhommes absolutistes de chez nous, la gloire et le bonheur d'être administrés en silence? Les conditions du troc ne sont point égales; il n'y aurait aucun parti en Belgique pour les accepter. Le parti clérical à cet égard n'aurait pas le cœur moins haut que le parti libéral. Il faut le dire à l'honneur du parti catholique belge, il est trempé dans des traditions libérales, il est à l'abri de cette peste du cléricalisme absolutiste que nous avons eu la douleur de voir renaître en France avec les réactions de 1851. Dans cet ordre d'idées, on le voit, l'union de la Belgique à la France ne serait acceptable et moralement possible que si cette union ne devait imposer à la Belgique aucun sacrifice de liberté, que si la Belgique pouvait retrouver chez nous ce qu'elle possède chez elle. A ce compte, l'union serait bienvenue chez nous, car elle nous vaudrait bien plus que des territoires, bien plus que des populations à soldats, bien plus que des charbonnages que la liberté du commerce met d'ailleurs à notre portée : elle nous donnerait les libertés dont nous sommes privés, l'achèvement de la révolution française, le couronnement de l'édifice, que nous continuons, paraît-il, à ne point mériter, et qui risque de se faire attendre plus longtemps que l'attique du nouvel Opéra. Si au contraire l'union de la Belgique à la France ne devait point nous enrichir des libertés belges, l'opinion démocratique et libérale n'aurait nul motif de la souhaiter. Si nous ne savons point être libres, plaignons-nous et subissons notre sort; mais du moins ne nous laissons point entraîner, par l'ambition d'une grandeur matérialiste, à supprimer l'autonomie des petits peuples voisins qui nous donnent la preuve constante que l'on peut parler notre langue et conserver la liberté. Semblables au cheval fantastique de Victor Hugo, notre mission à nous est d'être énormes; qu'elle nous suffise, et consentons à laisser vivre les petits qui ont réussi à être libres et à réjouir la dignité humaine sous un moindre volume. Sérieusement ces petites indépendances qui demeurent françaises par tant de côtés, tout en étant séparées de nous, font honneur à notre race, et ce serait pitié qu'elles fussent anéanties. Il y a dans le dernier livre de M. Quinet une belle page sur les services qu'ont rendus en tout temps à notre génie et à l'âme française nos

honnêtes et persévérans réfugiés, les *fuorusciti* de notre histoire. Une pensée semblable vient à l'esprit quand on considère ces petits peuples français de Belgique et de la Suisse romane qui ressemblent à des fragmens détachés de notre système et qui ont acquis une vie propre et indépendante. On dirait des colonies séparées de la métropole, quelque chose d'analogue en petit à ce que les États-Unis sont à l'Angleterre. Échappées aux servitudes de notre histoire, ces heureuses communautés nous précèdent comme des avant-gardes, nous provoquent à émigrer de nos routines, et font reluire devant nous quelques-unes des qualités que nous ne devons point désespérer de posséder un jour. Il est donc d'un vrai patriotisme de leur souhaiter bonne chance et longue vie.

Il n'y a point à discuter l'hypothèse de l'avenir de la Belgique dans un ébranlement qui changerait en Europe l'équilibre des territoires. Rien, grâce à Dieu, n'annonce l'imminence d'une pareille perturbation, dont les conséquences déjoueraient d'ailleurs les prédictions de tous les prophètes. Cependant il ne faut pas se lasser de le rappeler, une seule chose rend encore possible ce terrible jeu des ambitions territoriales et des guerres arbitraires de conquête, c'est l'absence d'une liberté intérieure suffisante au sein des grands états continentaux, c'est cette façon de gouverner à la lanterne sourde qui laisse la paix du monde à la merci des caprices ou des combinaisons secrètes de tel ou tel potentat. Avec des peuples éveillés, voyant clair dans leurs affaires, admis à en contrôler efficacement la conduite, ce péril des ambitions absurdes et inhumaines, des intrigues mystérieuses et des surprises diplomatiques, n'existerait plus. En cela, on peut le dire sans faux orgueil, la France tient en ses mains le sort de l'Europe. Qu'elle fasse un pas en avant dans la voie libérale, et dans tous les pays de l'Europe, même en Russie, où la noblesse de Moscou demande le régime représentatif, la liberté fera irruption sur les despotismes mal déguisés qui nous énervent et nous épuisent; l'ascendant populaire s'imposera aux vieilles politiques des cabinets, les ambitions territoriales n'auront plus de sens et perdront toute force. Il est visible depuis longtemps, depuis les affaires de Pologne et de Danemark, depuis l'échec du projet de congrès proposé par l'empereur, que la seule bonne politique étrangère pour la France est de hâter en Europe l'avènement du régime représentatif large et sincère, et que par conséquent c'est à nous de donner l'impulsion générale par un exemple éclatant et retentissant. En dehors de cette régénération intérieure, il n'y a plus, sous une morne couche d'ennui, qu'un alanguissement universel qui laisse place aux coups de tête; il n'y a point de sécurité certaine et durable, point de confiance clairvoyante dans l'avenir.

Quel contraste entre la Belgique sereine dans son deuil et s'apprêtant à saluer avec un consentement réfléchi son nouveau chef couronné et la malheureuse Espagne qui fait un si mauvais usage de ses institutions parlementaires si tristement faussées! On éprouve un singulier embarras à

parler de l'Espagne. Si l'histoire de ce pays n'était écrite que par les télégrammes officiels, tout semblerait aller suivant l'ordre ordinaire. Il y a là un cabinet malheureusement orné d'un ministre des affaires étrangères trop adonné à écrire des dépêches vides et ampoulées, à susciter à son pays des affaires lointaines et coûteuses; mais ce cabinet, après tout, a pour chef un général distingué, loyal, énergique, le maréchal O'Donnell, qui pourrait, ce semble, donner des garanties à la liberté sans mettre l'ordre en péril. Des élections viennent d'avoir lieu. Sans doute le pays s'est désintéressé de la lutte électorale, — des abstentions nombreuses et notables ont semblé dire que les opinions mécontentes n'attendaient plus rien du jeu légal des institutions; mais les partis ont eu quelquefois en d'autres pays de ces caprices d'abstention boudeuse qui n'ont fait de tort qu'à eux-mêmes et n'ont point eu de conséquences funestes. Il va sans dire que la chambre sortie des élections donne au ministère une majorité considérable. Il semble donc que le gouvernement pourrait marcher, et cependant les préoccupations des Espagnols ne s'arrêtent point à cette surface et se portent en ce moment sur des sujets plus graves. Si l'on peut bien comprendre les agitations qui remplissent Madrid, et dont le télégraphe lui-même laisse transpirer quelque chose, on croirait que ce qui est en jeu, ce n'est point la question ministérielle, — que la partie qui se débat est la question de la couronne, de la dynastie même, au dire de quelques-uns. Une série de contre-temps, de fausses mesures, de maladresses, font maintenant peser sur la personne de la reine le poids de toutes les fautes commises par ceux qui ont pris part depuis vingt ans au gouvernement de l'Espagne. La reine est grosse, elle doit accoucher dans un mois; elle avait quitté Madrid cet été, froissée de la perte de sa popularité dans la capitale; elle avait pris plaisir au contraire à prolonger ses excursions dans les provinces du nord, au sein de populations qui fêtaient sa bienvenue avec enthousiasme Le choléra survint au commencement de l'automne à Madrid; on sait les cruels ravages qu'il y fit. La première pensée de la reine fut, dit-on, de courir au danger et de le partager avec les Madrilègnes. On n'a pas de peine à le croire, car les adversaires de la reine ne lui ont jamais refusé le courage et la générosité des premiers mouvemens; mais la reine ne fut point maîtresse d'elle-même, elle fut le jouet des influences qui l'entourent, nonnes, confesseurs, médecins, et le reste. On allégua l'hostilité des Madrilègnes, les ménagemens commandés à la femme par sa situation ; on la retint confinée dans le château de San Ildefonso, où la camarilla se mit en quarantaine. Le choléra diminuait à Madrid; on finit par la conduire, il y a deux semaines, au Pardo, tout près de la capitale. Ce séjour au Pardo a compliqué la délicatesse qui existait entre la population de Madrid et la souveraine. Il semblait que celle-ci était partagée entre le désir et la crainte d'entrer à Madrid, et l'opposition populaire s'excitait par la peur qu'on en montrait. Les voitures royales lancées à Madrid comme par essai étaient assaillies aux écu-

ries par des attroupemens tumultueux. On annonçait que quarante mille sifflets avaient été achetés et distribués pour faire à la reine à son entrée un accueil outrageant. La reine est donc restée au Pardo; elle ne peut guère braver une émotion comme celle dont on la menace dans l'état de grossesse avancée où elle se trouve. On voit d'ici cette situation lamentable; il y a une conspiration des sifflets dont l'effet certes est bien produit, puisque tous les journaux de Madrid, à ce que nous apprend le télégraphe, la réprouvent et la découragent; il y a pis encore, puisque le parti ibérien, celui qui veut constituer l'unité de la Péninsule en appelant au trône le roi de Portugal, préparait à ce prince des manifestations qu'on n'a cru pouvoir prévenir qu'en le priant de renoncer au voyage de Madrid. La royauté, et ce qui est certes bien plus cruel, la femme avec la reine est tenue en échec. Il n'est pas surprenant que la camarilla effarée qui entoure cette reine abattue et cette femme malade, par peur ou par trahison, fasse entendre à ses oreilles le mot inexorable d'abdication.

Si ce qu'on rapporte de l'étrange crise de la cour d'Espagne est exact, on en ressentira à l'étranger pour la pauvre reine une commisération douloureuse qui ne fera point honneur à la troupe remuante des hommes d'état espagnols. Il faut bien dire enfin la vérité : ce sont les hommes politiques d'Espagne qui ont fait leur reine ce qu'elle est. Ils n'ont pas le droit d'adresser à Isabelle II un seul reproche qui ne rejaillisse contre eux. A été ministre qui l'a voulu, et malheureusement il s'est toujours trouvé à Madrid dix hommes prêts à être ministres quand il s'agissait d'escamoter le pouvoir à la faveur d'une complaisance envers la reine. Isabelle pour son malheur n'a que trop bien connu le milieu où elle vivait et où elle ne rencontrait aucune résistance vigoureuse et sachant commander le respect et la déférence à une tête couronnée. Après tout, les grandes fautes politiques commises par l'Espagne dans ces derniers temps sont du fait des ministres changeans de ce pays, non de l'autorité royale. Est-ce la reine qui a produit le gâchis financier où s'épuise l'Espagne? Est-ce la reine qui a laissé fermer au crédit espagnol les bourses du continent? Est-ce la reine qui a voulu conquérir la république dominicaine, et quoique son nom, aujourd'hui si durement humilié à Madrid, soit mis en avant avec une chevalerie si affectée dans la liste des griefs imputés au Chili, est-ce la reine qui pousse l'Espagne dans une aventure si sévèrement jugée par toutes les autres nations? Nous ne savons ce qui sortira de la crise actuelle. Peut-être quelque bonne inspiration servira-t-elle Isabelle auprès du peuple nerveux de Madrid, ou peut-être succombera-t-elle aux embûches dont elle est entourée. En tout cas, les hommes qui ont gouverné la Péninsule depuis vingt ans ne pourront point dégager de ces événemens l'honneur de leur nom. Quelles espérances pourraient encore donner à leur pays des politiques qui, avec l'étroitesse de leurs idées, l'emphase frivole de leur langage et la flexibilité de leur conduite, ont laissé arriver à ces extrémités honteuses la royauté constitutionnelle d'Espagne?

Le jeune parlement italien s'est enfin constitué, et la chambre des représentans a montré par la composition de son bureau qu'elle incline vers le parti avancé. Ce résultat ne nous surprend point. En général c'est à leur début que les assemblées apportent le plus de vivacité dans leurs opinions : l'âge et le contact des affaires ne les refroidissent que trop tôt. La question d'Italie n'est point d'ailleurs terminée; elle demeure suspendue par deux bouts à Rome et à Venise; cette prolongation d'une situation indécise fatigue naturellement la patience italienne malgré la bonne réputation dont elle jouit. Nous ne craignons point que la tendance un peu avancée qu'ont accusée les premiers scrutins de la chambre compromette la marche régulière et sage de la politique italienne. Il y a là cependant un symptôme auquel on doit prendre garde. Les Italiens ont une raison positive de se montrer un peu moins patiens qu'on ne voudrait, c'est l'état de leurs finances. En face de dépenses qui entraînent des déficits annuels si considérables, il est permis de prendre l'alarme et de demander à en finir d'une façon quelconque. Le véritable intérêt de la session sera dans les questions financières que M. Sella est en train, à l'heure qu'il est, d'aborder résolûment. Nous attendons avec curiosité l'exposé financier du ministre italien. Il est clair que de toute nécessité M. Sella devra demander de grandes économies aux ministères dépensiers et de grandes ressources à l'impôt. Il y aura plus tard sans doute à recourir encore à l'emprunt; mais il serait désastreux de vouloir emprunter avant que le crédit de l'Italie ait été amélioré par l'établissement d'une proportion meilleure entre les recettes et les dépenses. En ce moment aussi, l'Autriche tente sa grande expérience de réorganisation. Le problème que l'empereur François-Joseph cherche à résoudre est la formation d'une confédération, sous l'unité monarchique, d'états peuplés de races diverses. Pour qu'il y ait une bonne solution, il faut que chaque état confédéré soit doté d'une représentation partielle organe de son autonomie, et entre pour sa quote-part dans une représentation générale organe central de la monarchie. Ce problème est des plus compliqués, et il nous semble qu'à s'imposer la tâche de le résoudre, l'empereur d'Autriche a montré autant de loyauté que de hardiesse. Les projets de l'empereur sont heureusement secondés par les races slave et hongroise. La diète hongroise sous la conduite du respectable M. Deak parait disposée à faire à l'empereur le meilleur accueil. En attendant, c'est dans les provinces allemandes qu'éclatent les murmures et les impatiences. Les représentans des provinces allemandes se vantent à bon droit d'avoir toujours donné à l'empire le concours le plus persévérant et le plus utile; c'est justement parce qu'ils sont les fils aînés de l'empire qu'ils devraient se montrer mieux disposés à seconder une expérience d'où peut dépendre la régénération de la grande monarchie autrichienne. Le centralisme allemand s'est essayé en Autriche sous deux formes, la forme absolutiste avec le prince Schwarzenberg et la forme parlementaire avec M. de Schmerling. Les deux systèmes, quoiqu'on ne

doive point les confondre dans leur inspiration et leurs effets, ont également échoué. Ils n'ont réussi ni l'un ni l'autre à persuader la Hongrie et à la faire sortir de l'espèce de sécession par laquelle elle tenait en échec les forces morales et matérielles de l'empire. Les Allemands ont mis deux fois la main à l'œuvre; il est juste que les autres aient leur tour.

L'arrivée à Paris d'un brave général américain, d'un lieutenant de Sherman, le général Schofield, a fait sensation, comme on aime à dire, dans son pays. Le général venait-il en homme privé ou public? Était-ce un simple touriste, ou nous arrivait-il chargé d'une mission? Était-ce un porteur de paroles, ou un interrogateur officieux que le cabinet de Washington envoyait au cabinet des Tuileries pour causer un peu à fond des affaires du Mexique? Cette curiosité était oiseuse; sans y répondre, le général a trouvé l'occasion de l'éluder gracieusement. Les Américains résidant à Paris, voulant se conformer à l'ordre présidentiel, ont célébré la fête d'actions de grâces en l'honneur du triomphe final de la république. Le général Schofield était présent au banquet et a porté un toast à la perpétuité de l'alliance entre la France et les États-Unis. Nous ne savons si nous nous trompons, mais nous croyons, quant à nous, que la France ne doit appréhender aucun mauvais procédé de la part des États-Unis dans l'affaire du Mexique. Les Américains ne sont ni des ignorans ni des lourdauds. Ils savent que l'entreprise mexicaine n'est point née chez nous d'une inspiration de l'opinion publique, et qu'elle n'a point chance de devenir pour nous l'objet d'une manie nationale. Ils sont assez pratiques pour comprendre que la France est bien plus intéressée à s'en aller du Mexique qu'eux à nous en voir sortir. Le Mexique nous coûte gros chaque jour à nous : l'entretien d'un corps de trente mille hommes, des dépenses dont le remboursement serait bien hypothétique, si le public ne prenait les obligations mexicaines à loterie. Notre entreprise ne coûte rien au contraire aux États-Unis, si ce n'est une atteinte portée à un principe abstrait posé par un des fondateurs de leur politique étrangère, principe qu'il leur suffit de revendiquer verbalement pour mettre à l'aise leur honneur. C'est donc nous qui avons intérêt et devons avoir hâte de convenir avec les États-Unis de quelque chose qui puisse nous permettre de rappeler nos troupes du Mexique. Le jour où une conversation s'entamera sérieusement à ce sujet entre le cabinet français et le cabinet américain, on se trouvera probablement d'abord dans un cercle vicieux. La France dira aux États-Unis: Reconnaissez l'empereur Maximilien, et je ramène mes troupes; les États-Unis répondront : Partez, retirez au nouvel empire la couleur d'une protection et d'une intervention étrangère, et nous reconnaîtrons Maximilien. Mais il faudra bien que le cercle se resserre et qu'on y trouve une issue. Nous le répétons, c'est à nous qui donnons du sang et de l'argent d'être plus pressés de trouver cette issue. Les États-Unis peuvent attendre; ils attendent si bien qu'ils vont réduire leur armée à cinquante mille hommes, effectif qui ne sera guère supérieur aux troupes dont l'empereur Maximi-

lien peut disposer lui-même. Quant aux sentimens que les Américains professent pour la nation française, ils ont été fidèlement exprimés, nous en sommes sûrs, par le président du *meeting* américain, M. Jay de New-York. « L'élément français, a-t-il dit dans une allocution que nous avons été fâchés de ne rencontrer dans aucun de nos journaux, l'élément français a été de bonne heure et largement mêlé à notre sang transatlantique. Parmi les cinq commissaires des états qui signèrent la paix de 1783, il y avait deux descendans de huguenots. Dans la guerre qui vient de finir, comme dans celle de la révolution, des officiers français ont combattu à côté des nôtres, et à côté l'un de l'autre sont suspendus dans notre chambre des représentans, comme un témoignage de la prompte alliance des deux peuples, les portraits de Lafayette et de Washington. Enfin le premier Napoléon nous a cédé pour une chanson en quelque sorte le vaste territoire d'Orléans, qui va de l'extrémité du golfe au Mississipi, où les noms, les mœurs et les traditions perpétuent les plaisans souvenirs de France. » A coup sûr, devant un auditoire français, ces témoignages d'amitié cordiale entre les deux peuples eussent reçu les mêmes applaudissemens unanimes qui les ont couverts dans l'assemblée américaine du Grand-Hôtel. E. FORCADE.

REVUE LITTÉRAIRE.

QUELQUES ÉCRITS CONTEMPORAINS.

La science, comme la guerre, comme l'art, comme la politique, a ses soldats emportés souvent dans le feu du combat, frappés en plein essor de la vie. Gratiolet, l'éminent professeur mort il y a dix mois, était certainement un de ces soldats, et des plus nobles. Il est tombé sur son champ de bataille à lui, au milieu de ses attachantes et fécondes expériences, presque la main à l'œuvre. Il est passé du travail à la mort à l'improviste, jeune d'âge, — il n'avait pas cinquante ans, — jeune surtout de séve et d'esprit, ayant fait beaucoup déjà et promettant plus encore, à l'heure enfin où ses facultés allaient pouvoir s'ouvrir dans une atmosphère plus favorable. Lorsqu'il y a moins d'une année il se sentait subitement frappé dans son laboratoire et qu'il employait ses dernières forces à gagner sa demeure, sans illusion sur un mal dont mieux que tout autre il comprenait la gravité inexorable, il achevait à peine la révision de cette leçon sur *la physionomie* qui venait de le signaler comme un maître non-seulement de la philosophie naturelle, mais de la parole : œuvre ingénieuse et profonde d'un esprit si fortement armé de science, si vigoureux dans l'analyse, dans la discussion, et en même temps si charmant, si enfant, dirai-je, dans la familiarité. C'est justement cette conférence de la Sorbonne qui, avec des notes et des observations nouvelles laissées par

Gratiolet, forme ce livre *De la Physionomie* (1), dernier et brillant témoignage d'une intelligence façonnée aux plus sévères et aux plus délicates investigations scientifiques, fécondée par la mâle pratique de tous les problèmes de l'organisation humaine.

Le savant était de haute valeur chez Gratiolet, et je n'ai point à le suivre dans les études d'anatomie comparée, les découvertes, les travaux de toute sorte par lesquels il s'est signalé; mais il y avait avec le savant, se mêlant au savant et ne faisant qu'un avec lui, l'homme et le penseur; il y avait l'écrivain, l'écrivain de pure et vigoureuse race qui, dans l'anatomie du système nerveux, a tracé l'analyse des fonctions de l'intelligence humaine, qui a écrit ces pages courantes et neuves sur la physionomie. Fils du midi, né dans une de ces familles où l'éducation première fait les natures saines, élève de l'ancien secrétaire perpétuel de l'Académie de médecine, l'ingénieux et bienveillant Pariset, qui lui ouvrit la carrière, disciple de l'illustre naturaliste de Blainville, Gratiolet semblait tenir quelque chose de toutes ces influences, surtout de son pays, de sa famille et de Blainville, un de ces hommes de race, d'autorité et d'originalité, dont aucun de ceux qui l'ont approché n'a gardé des souvenirs médiocres. Je me souviens, pour ma part, de m'être trouvé quelquefois, il y a bien des années, auprès de ce maître homme, et j'ai toujours présente cette figure intelligente, éclairée d'un regard si fin, et qui savait se faire si séduisante quand elle n'était pas enflammée par la controverse. Gratiolet, on pourrait le dire, avait de Blainville, et à sa manière à lui, la force et la grâce. Il avait surtout l'intégrité du caractère, qui se manifestait dans sa physionomie ouverte et loyale.

C'était une nature toute spontanée, cordiale, expansive, pleine de feu et d'élan. Au milieu des plus faciles abandons, il gardait je ne sais quelle distinction native. Avec un sentiment supérieur de dignité morale, il avait une véritable candeur. Ambitieux pour la science, il avait de la modestie pour lui-même, et dans les déceptions de sa carrière il ressentait plus vivement ce qui blessait la justice que ce qui blessait ses intérêts. Avec la haine de tous les charlatanismes et des petites transactions, il avait l'indulgence et la bonté du cœur. Il avait enfin beaucoup de choses qui sont d'une nature supérieure et franche et qui n'aident pas toujours au succès immédiat, à l'avancement de la fortune personnelle. Le penseur, en lui, exprimait l'homme et égalait, complétait le savant. L'étude de la nature, aux yeux de Gratiolet, ne se bornait pas à l'analyse patiente et méthodique des phénomènes sensibles de l'organisme humain que le scalpel peut atteindre ou que le microscope peut saisir; il avait un sentiment élevé de l'unité de la science. Pour lui, la biologie n'était qu'une partie de la philosophie. Il aimait à manier les redoutables, les délicats problèmes

(1) Pierre Gratiolet, *de la Physionomie et des Mouvemens d'expression*, suivi d'une notice sur sa vie et ses travaux par Louis Grandeau.

des rapports du moral et du physique, à fréquenter les régions où la physiologie et la psychologie se confondent. Ce n'est pas qu'il se méprît sur les difficultés. Il écrivait un jour, au moment de suppléer Blainville dans sa chaire : « Enfin je vais avoir un public! je lui parlerai gravement de ce que je ne sais pas, de ce qu'on ne saura jamais peut-être. Voilà une affaire bien importante... Allons, d'autres lancent leur citadelle dans les eaux de la mer, moi je vais élever la mienne sur les nuages. Nous sommes dans le siècle des grands aéronautes!... » Mais c'était une raison de plus pour redoubler d'exactitude, de circonspection, de précision, de curiosité hardie dans l'étude des phénomènes naturels, et c'est sur cette solide base de l'observation, de la science expérimentale qu'il asseyait sa forte doctrine. C'était en un mot, chose qui n'est pas déjà si commune parmi les anatomistes de profession, un spiritualiste sincère et résolu, d'instinct et de conviction, un spiritualiste expérimental. Cette croyance lui portait bonheur : elle répandait sur ses travaux je ne sais quelle couleur généreuse; elle animait ses recherches de je ne sais quel feu intérieur; elle lui donnait cet accent qui devenait si facilement éloquent, lorsque, multipliant les preuves et les démonstrations, il arrivait à marquer les signes organiques de la prééminence de l'homme dans l'ordre de la création, et dans l'homme la prééminence de la pensée, de la partie immatérielle, — ou lorsque, démontant, démêlant tous les ressorts de la machine humaine, il montrait dans le jeu extérieur des organes l'expression visible de la nature morale.

Gratiolet était maître de ces problèmes. Il les approfondissait par une étude scrupuleuse, il les fécondait par une intelligence inventive, il les colorait par l'imagination, et il les rendait ainsi saisissables pour le public sans en altérer la grandeur. C'est l'immense différence entre les vulgarisateurs de second ordre, même habiles, et cet éminent esprit. Les vulgarisateurs ordinaires diminuent et abaissent la science, sous prétexte de la populariser et de la mettre à la portée de tous. Lui, il la faisait comprendre en l'éclairant d'en haut; il s'était donné pour idéal de l'animer sans lui rien ôter de sa sûreté, et cet idéal, il le réalisait avec une supériorité charmante dans cette leçon sur *la physionomie* devenue un livre fait pour nous, ignorans et profanes, comme pour les savans, et où le sculpteur, le peintre, le comédien lui-même, peuvent trouver de profitables leçons. Ce n'est plus l'empirisme d'autrefois, déchiffrant au hasard les signes extérieurs; ce n'est plus même seulement la physiognomonique de Lavater, cherchant par un procédé moins douteux, quoique conjectural encore, les caractères et les inclinations dans la forme des traits et le dessin d'un visage . c'est une science nouvelle, coordonnée, qui a ses lois, ses règles, dégagées de l'étude attentive des mouvemens d'expression, non-seulement du visage, mais de tout l'organisme. C'est la philosophie de cet autre langage complexe, mystérieux, mais aussi éloquent et non moins significatif que la parole elle-même. Tout s'enchaîne et tout vit dans cette substantielle leçon.

C'est assurément un des plus brillans modèles de littérature scientifique, et celui qui a écrit ces pages était sans doute destiné par son savoir, par ses idées, aussi bien que par le don de la parole qui était en lui, à exercer un grand et sérieux ascendant; mais il était trop tard. Vingt ans de travail dans les humbles fonctions de préparateur avaient laissé dans cette mâle organisation des blessures que Gratiolet sentait lui-même quelquefois. Il y a, dans la science comme partout, ceux qui font leurs affaires et ceux qui font les affaires de la science elle-même. Gratiolet était de ceux-ci : ce n'est qu'après la plus laborieuse carrière, après avoir suppléé pendant des années M. de Blainville, sans résultat pour sa position, qu'il arrivait enfin au professorat pour tomber presque aussitôt, au moment où l'avenir s'ouvrait devant lui. Gratiolet n'était pas même membre de l'Académie des Sciences! Telle qu'elle est, cette vie de l'auteur de *la Physionomie* n'est pas dénuée d'enseignement. Elle est faite pour prouver à ceux qui entrent dans la carrière que la précision du savoir n'est point incompatible avec la généreuse élévation des doctrines, — j'en appellerais au besoin à ce maître de la science, M. Claude Bernard, — que le spiritualisme va avec tout et couronne tout; elle est faite aussi pour tempérer les trop faciles illusions de ceux qui croient que même avec du talent ils vont tout emporter et se faire leur place sans effort; mais ce qu'elle montre surtout par l'exemple d'une irréparable perte, c'est que, dans le choix des hommes appelés à enseigner, les considérations de la science devraient pourtant aussi avoir leur valeur, et qu'il ne faudrait pas toujours laisser les esprits d'élite se briser, pour cause de jeunesse et d'indépendance, sur le seuil où passe triomphante la médiocrité habile.

Analyser les phénomènes du monde sensible est toujours une œuvre laborieuse et absorbante; analyser les phénomènes du monde moral et politique n'est peut-être pas plus aisé, et l'œuvre est d'autant moins facile que la passion est plus vivement excitée par le mouvement des faits. L'autre jour, je lisais avec l'intérêt qu'inspire naturellement une vive et ardente éloquence le discours prononcé par Mgr l'évêque d'Orléans sur le général de Lamoricière dans la cathédrale de Nantes. Le lieu, les souvenirs, le contraste émouvant d'une si brillante carrière et d'une fin douloureusement obscure, l'éclat de la parole retentissant sur ce sépulcre à peine fermé, tout était fait pour rehausser cette scène où un prêtre, belliqueux lui aussi, venait rendre les honneurs à un soldat en présence de quelques-uns des compagnons d'armes du valeureux mort, devant toute une population sympathique accourue à ces funérailles. Nous sommes un peu désaccoutumés de ces religieux spectacles des oraisons funèbres à la Bossuet. Aujourd'hui comme autrefois ils n'ont pas moins leur grandeur, quand l'homme vaut les hommages qu'on lui rend, quand l'orateur, sans être un Bossuet, est un esprit d'une certaine trempe, et surtout quand la fumée des passions du temps n'obscurcit pas la mâle gravité du langage chrétien. Certes, par sa brillante et honnête renommée,

par l'éclat de sa carrière, par ce sentiment d'honneur qui a dominé toute sa vie, le général de Lamoricière méritait bien tout ce qu'on a pu dire de lui. C'était un de ces hommes comme il s'en trouvera sans doute plus d'une fois tant que la veine française donnera du sang, mais qui plus que tout autre avait de ce vieux sang de la race et savait le prodiguer pour le service, pour l'honneur du pays. Il avait tous les dons d'une nature séduisante et virile, la bonne grâce impétueuse, l'audace spirituelle, le courage riant, l'activité inépuisable et entraînante. Il a eu cette heureuse fortune d'être l'un des premiers, l'un des plus populaires dans cette légion de soldats qui ont fait l'Afrique française par leurs travaux et par leur sang. A mesure qu'on suit ce discours, à mesure qu'on en saisit le plan et le but, une réflexion involontaire vient à l'esprit cependant : si le général de Lamoricière n'eût été que le héros de Constantine ou s'il eût tout simplement commandé un corps d'armée à Magenta, eût-il obtenu ce dernier, ce rare et solennel hommage que lui a rendu Mgr l'évêque d'Orléans? Les montagnes de l'Atlas et les déserts d'Afrique ne sont-ils pas, à parler franchement, des chemins détournés pour arriver au grand, au glorieux champ de bataille de Castelfidardo? En d'autres termes, cette oraison funèbre n'est, je le crains, qu'une apologie, une transfiguration passionnée, mêlée d'invectives contre l'Italie, de cette grande et désastreuse tentative de restauration temporelle du saint-siége dont le général de Lamoricière a été le héros, si l'on veut, mais bien plus encore la victime que le héros.

Tout cela est passé, tellement passé, que l'éloquence de M. Dupanloup semble aujourd'hui un peu échauffée, un peu démesurée. Par une coïncidence singulière, au moment où l'impétueux prélat parlait ainsi de l'héroïque vaincu de Castelfidardo, M. de Mérode, l'organisateur de la campagne de 1860, cessait de son côté d'être ministre des armes à Rome! Le général de Lamoricière s'en va dans la mort, M. de Mérode s'en va dans la disgrâce; le pape négociait hier avec l'Italie et demain peut-être renouera ces négociations qu'on croyait impossibles : voilà le résultat. Que le général de Lamoricière se soit fait un jour, d'un cœur sincère, avec une complète abnégation, le soldat du pape, comme il le disait, qu'il n'ait vu que le côté juste et généreux dans cette cause qui venait tenter son impatience d'action, dans ce rôle de défenseur d'une citadelle démantelée, ce n'est pas là ce qui est en doute. Le malheur des choses a été pour lui, la faute n'est point à lui. La faute est à la pensée aventureuse d'où est sortie cette entreprise sans avenir possible; la faute est à ceux qui, fermant les yeux sur tout, ont cru que pour refaire la papauté temporelle il n'y avait qu'à l'armer, à lui donner des soldats et des arsenaux, à la présenter dans une attitude guerrière, sous l'éclair de l'épée d'un chef victorieux, et à la retrancher ainsi dans l'inflexibilité de la résistance. Ils n'ont pas vu que pour le saint-siége se remettre au sort des armes c'était tenter la force, ou tout au moins la mettre à l'aise en lui donnant un prétexte, et la force a répondu; ils ont voulu faire une expérience, et l'expérience a prononcé. Leur erreur souve-

raine a été de ne point s'apercevoir que nous n'étions plus tout à fait au temps de Charlemagne ni même au xve siècle, et que le saint-siége, pouvoir d'un ordre tout moral désormais, se défendait beaucoup mieux sans soldats et sans armes, par sa faiblesse même. Si on eût mieux compris cette puissance de la faiblesse, on eût évité Castelfidardo. Et qui sait si les Italiens eux-mêmes ne se fussent point arrêtés avant de passer ce Rubicon, avant de se jeter sur un pouvoir désarmé, résolu à ne point se défendre? Dans tous les cas, il ne pouvait assurément arriver pire à la papauté. et, placée d'ailleurs sous la protection de la France à Rome, elle pouvait attendre sans souffrir de ce spectacle offert au monde, laissant les Italiens beaucoup plus embarrassés, à coup sûr, d'une telle victoire qu'ils ne l'ont été après leur courte campagne des Marches. La vérité est qu'avec le général de Lamoricière, dont la vie a été attristée par ces revers, c'est la papauté temporelle qui a souffert le plus; elle a payé pour les aventureux et les absolus qui l'ont mise dans cette extrémité de triompher tout entière par les armes ou de périr tout entière. On a voulu tout ou rien. On n'a eu rien, — rien du moins de ce qu'on voulait; on n'a eu qu'une irréparable défaite que M. Dupanloup s'est vainement efforcé l'autre jour de transfigurer dans la chaleur de son éloquence.

Et de même, dans un autre ordre d'idées, c'est assurément la plus dangereuse des politiques d'engager la papauté, comme pouvoir moral, dans une lutte ouverte avec le courant des choses, de mettre son salut au prix de l'abdication du monde moderne, de l'armer de tous ses *non possumus,* comme on le fait trop souvent, comme vient de le faire encore une fois M. Keller, ancien député, dans son livre sur *l'Encyclique et les principes de 1789, ou l'église, l'état et la liberté,* livre sérieux, convaincu assurément, très sincère, un peu lourd, un peu nuageux, et procédant après tout de ce genre d'inspiration qui, dans la sphère temporelle, a valu au saint-siége le *triomphe* de Castelfidardo. Si les questions religieuses ne gardaient pas un intérêt de tous les instans et n'avaient pas toujours leur à-propos, parce que plus que jamais elles se mêlent à tout, on pourrait dire que ce livre ressemble un peu à un coup de feu perdu après le combat. Il y a un an déjà que l'encyclique a retenti dans le monde, ravivant un moment cet éternel problème des directions morales du temps. M. Keller n'a point été des premiers à prendre sa ligne de bataille; il arrive du moins sur ce terrain, un peu délaissé aujourd'hui, avec un travail qui a l'ambition de dire le dernier mot de l'œuvre pontificale du 8 décembre 1864, de résumer toute une philosophie catholique, toute une théorie religieuse et sociale. M. Keller interprète, commente l'encyclique, il l'exagère même peut-être et il en dépasse la portée réelle, car il est une chose que ces théoriciens de l'absolu semblent ne pas comprendre, qu'ils méconnaissent le plus habituellement : c'est que la papauté est infiniment plus flexible, infiniment plus politique qu'ils ne la font. Elle sait reconnaître la puissance des choses, tout en proclamant de temps à autre l'immutabilité

de ses doctrines traditionnelles; elle souffre ce qu'elle ne peut empêcher, et, sans aimer les nouveautés, elle traite avec elles, au risque de laisser quelquefois ses aventureux conseillers, comme des sentinelles perdues, continuer le combat contre un ennemi avec lequel elle a déjà fait amitié. M. Keller n'est pas de ceux qui admettent les transactions, et il n'y va pas de main légère. Pour lui, le monde roule dans la corruption et la décadence depuis 1789, depuis qu'il s'est livré à l'avilissante fascination des idées modernes; il faut qu'il revienne en arrière, qu'il se repente, qu'il frappe d'un éclatant désaveu les principes de 1789 et tout ce qui en est sorti; il faut qu'il reconnaisse que tout ce qu'il a cru et pensé depuis quatre-vingts ans n'est qu'illusion. — Plus d'illusion, plus de pseudo-catholicisme libéral, plus de vains ménagemens pour les infatuations de l'esprit moderne! Et ainsi toujours, après bien d'autres, M. Keller en revient à ces théories d'un catholicisme absolu qui n'ont rien de nouveau, qu'il ne rajeunit pas et qui restent ce qu'elles sont, un excès d'imagination se substituant à une véritable conception religieuse.

Tout ou rien, c'est bientôt dit, et en réalité à quoi cela peut-il conduire? Qui donc peut se laisser prendre à ces semblans d'une logique supérieure du haut de laquelle il est si facile de se donner des airs de penseur? Que M. Keller décrive les faiblesses et les profonds malaises du monde moderne, il se rencontre sur ce terrain avec tous les esprits réfléchis; mais l'influence religieuse, dont il proclame la nécessité, comment prévaudra-t-elle? est-ce par les moyens temporels, par l'appui du pouvoir civil, en un mot par la force, sous quelque apparence qu'elle se déguise? Au fond, toute la question est là; elle est dans ce petit mot : « L'église a-t-elle le droit d'employer la force? » et ce simple mot contient toute la question du temporel, des rapports de l'idée religieuse avec les sociétés. M. Keller se fait peut-être l'illusion qu'il aura guéri les maladies morales de notre temps, que notre monde sera sauvé parce que les articles organiques seront supprimés, parce que l'église aura retrouvé des droits temporels, parce que les corporations auront reconquis leur toute-puissance, parce que l'état prêtera le secours de sa force et de ses lois à l'influence religieuse : il n'aura remédié à rien, il n'aura fait que restaurer très artificiellement un ensemble de choses qui a existé et qui a croulé devant les revendications de la conscience humaine pour ne laisser place qu'à la lutte des forces morales dans la liberté.

Sans doute il est plus commode de charger l'état de faire la paix autour d'une doctrine religieuse, de régner exclusivement et sûrement en tolérant tout au plus les dissidens qui ne font pas de bruit. La liberté est orageuse; elle contraint à veiller, à lutter, à se tenir au niveau de toutes les grandes questions qui s'élèvent, à se respecter les uns les autres; mais où donc la paix dans la domination a-t-elle été promise à ce monde livré aux disputes des hommes? A travers les inconvéniens qu'elles entraînent, ces luttes elles-mêmes ont assurément une vertu plus féconde, une no-

blesse qui relève l'âme humaine. Et puis entre les deux systèmes, entre le temps ancien et le temps nouveau, quel est donc en vérité celui qui est le plus favorable à l'influence religieuse? Où en était le monde vers cette heure de 1789 qu'on nous propose lestement d'effacer et qu'il est de bon ton aujourd'hui, dans certaines sphères, de railler presque agréablement? La religion était-elle si florissante? Les mœurs étaient-elles plus pures? Les membres de l'église étaient-ils des modèles de science et de vertu? Le progrès social avait-il pris un développement qui a été tout à coup interrompu par la révolution? Où donc la domination ecclésiastique a-t-elle conduit particulièrement les états pontificaux? Ici, il faut l'avouer, M. Keller est obligé de se jeter dans des explications un peu embarrassées; il dit que « Rome est le centre où les misères de tous les temps et de tous les peuples sont venues se réunir et exercer sans relâche une influence fatale. » Retournant un mot de Lacordaire, il assure que ce n'est pas le saint-siége qui est un gouvernement d'ancien régime, que ce sont les Italiens qui sont devenus des peuples d'ancien régime. Comprenne qui pourra. — Quels sont au contraire les résultats de l'ordre nouveau partout où il a prévalu? La liberté, par la séparation des pouvoirs, n'a-t-elle pas vu les chaires retrouver leur ascendant, les ordres monastiques reparaître, la science rentrer dans les études, dans les travaux d'apologétique chrétienne? Il faut bien cependant juger les régimes par leurs fruits. Comparez les deux époques : j'aime mieux pour ma part, même dans cet ordre religieux, le temps qui produit Mgr Darboy, archevêque de Paris, et Mgr l'évêque d'Orléans, que le temps qui a produit le cardinal de Rohan, et ce serait presque une naïveté d'opposer ce présent à ce passé, si à tout instant ne revenaient ces vaines apologies où la frivolité se cache sous des airs de profondeur.

Oui certes, ce temps, qu'on représente souvent comme entièrement perverti dans son esprit, et à qui on fait l'obligation de répudier tout d'abord ce qu'on nomme les idées modernes, ce temps vaut mieux que beaucoup d'autres temps, à n'en juger que par le côté religieux. Il ne faut pas que l'influence de ces idées soit si funeste, puisque nos églises, et, entre toutes, celles qui ont le plus vécu dans cette atmosphère, valent mieux assurément que les églises de bien d'autres époques. La papauté, même dans le naufrage de son pouvoir temporel, et peut-être à cause de ces épreuves, vaut mieux que la papauté telle qu'on l'a vue à bien des momens de son existence. Les élections des papes ne laisseront plus voir les scènes que M. Petruccelli della Gattina raconte dans l'*Histoire diplomatique des Conclaves*, qu'il achève aujourd'hui. Bannissez la politique, que d'intrigues de moins! Une histoire des conclaves, dis-je, c'est aussi une histoire morale, philosophique de l'Italie : œuvre passionnée, un peu enluminée de couleurs voyantes, mais copieuse et instructive. L'auteur est trop Italien, il a l'imagination trop ardente pour ne pas céder au ressentiment qu'éprouvent beaucoup d'Italiens contre la papauté politique et pour garder autant d'impartialité qu'il se le propose. Son livre fait du moins pénétrer dans des ré-

gions peu frayées, curieuses, à la lumière de documens recueillis dans toutes les archives, à Paris, à Londres, à Florence, à Turin, et ces documens laissent entrevoir toute une partie intime du passé romain, où ce n'est pas précisément l'intérêt de la religion qui triomphe toujours, tant il est vrai que les théoriciens comme M. Keller, qui préconisent le passé et jettent sans cesse l'anathème au présent, ne prouvent pas essentiellement ce qu'ils voudraient prouver et risquent fort d'aller contre leur but.

La vérité en cela, comme en tout, n'est point sans doute une question de mesure. Elle existe par elle-même, indépendante et souveraine. Avouez cependant que la mesure ne nuit point à la vérité. Et la mesure n'est pas seulement dans la forme, elle est dans l'inspiration, dans le choix du point de vue, dans l'équité désintéressée d'un esprit qui brave les habitudes, les préférences, les préjugés de partis, qui ne s'asservit ni à son rêve ni à son idée. La mesure est surtout nécessaire dans la critique, dans cette vie multiple et dévorante qui fait sans cesse passer du vieux au nouveau, du livre d'hier au livre d'aujourd'hui, de l'histoire au roman et à la poésie. Après cela, je ne dis pas qu'elle ne gêne quelquefois un peu l'audace. L'auteur des *Nouveaux Essais de Critique et d'Histoire,* M. Taine, tiendrait sans doute, lui, pour l'audace. C'est un esprit fortement nourri et inventif dans l'analyse. Sa critique est moins une causerie ailée et libre qu'une science coordonnée, une science d'observation et d'expérimentation. Ses *Nouveaux Essais de Critique et d'Histoire* ne sont qu'une application de plus de cette science, qui se compose à la fois d'étude et d'invention, de curiosité analytique et d'interprétation. La critique de M. Taine est, à vrai dire, une énergique analyse des idées et des caractères, une vigoureuse anatomie des phénomènes de l'esprit. C'est le procédé invariable de l'auteur dans ses investigations. De là ce qu'il y a de neuf, de substantiel, d'original dans sa manière, et ce qu'il y a aussi quelquefois d'un peu uniforme. Le procédé de M. Taine, disais-je, est dans l'anatomie des phénomènes moraux, dans le rapport de ces phénomènes avec les circonstances, avec les lieux où ils se produisent, avec les époques. Il se complète par le classement de ces phénomènes dans un certain ordre d'après un système. C'est là souvent la source de jugemens neufs ou ingénieux, c'est aussi là quelquefois la source d'aperçus simplement spécieux. Le livre de M. Taine n'en est pas moins, comme tout ce qu'il écrit, de ceux qui font penser, que l'on peut contredire, mais où se manifeste toujours un esprit de forte trempe et de séve vivace.

CH. DE MAZADE.

THÉATRE-FRANÇAIS.

Le public a été fort désappointé l'autre jour au Théâtre-Français, et les auteurs de *Henriette Maréchal* doivent savoir maintenant ce qu'il en coûte de promettre des hardiesses aux spectateurs quand on n'a guère à leur offrir que des réminiscences triviales. M. Théophile Gautier, dans un élé-

gant prologue, a eu beau demander grâce pour l'audace des deux écrivains; personne ne s'y est trompé, personne n'a pensé que ce fût un coup de génie de transporter les folles danses du bal de l'Opéra sur la scène de la Comédie-Française. Sans doute, même de cette peinture équivoque risquée à propos et encadrée avec art, un écrivain de talent eût pu faire jaillir une idée neuve qui vînt justifier son œuvre et l'absoudre. En voyant parmi les masques du bal ce *monsieur en habit noir* qui, à la veille de se marier, noie sa raison dans l'ivresse, insulte ses compagnons de débauche, s'avilit lui-même avec une gaîté convulsive, produit une sorte d'émeute charivarique dont les ricanements grossiers exaltent encore sa folie, on pouvait se dire : Ne serait-ce pas là le sujet d'une étude psychologique où apparaîtront enfin les hardiesses qu'on nous promet? Cet être blasé, dégradé, n'aurait-il pas encore une étincelle qui va jaillir au choc des événemens de la nuit? Il y a un dernier reste d'élégance dans sa voix éraillée. C'est un artiste peut-être, un grand enfant, un cœur où tout n'est pas mort, — et je me rappelais les beaux vers de l'auteur des *Iambes* flétrissant ces saturnales, il y a trente ans, dans le recueil même que MM. de Goncourt ne craignent pas de citer à ce triste endroit de leur pièce. La *Revue* a eu le malheur d'être un peu trop compétente dans l'appréciation de deux écrivains également et fraternellement médiocres; on lui répond aujourd'hui par la bouche d'un masque aviné. En vérité ce n'est pas nous qui avons à nous plaindre, et nous pouvons juger l'œuvre nouvelle sans être soupçonnés du moindre sentiment de rancune. Quelles sont donc les hardiesses dramatiques dont ce premier acte est le prélude? Une banale histoire d'adultère compliquée d'une rivalité non moins banale entre la mère et la fille. Pour relever ces vieilleries par quelque haut goût de corruption, les auteurs ont fait du personnage principal un jouvenceau imberbe séduisant une femme dont il pourrait être le fils. Nulle étude des passions, nulle peinture des luttes de l'âme; la mère n'a horreur de son ignominie qu'au moment où elle apprend que sa fille aime chastement, silencieusement, le jeune et ridicule étourneau. Cette scène de remords aurait pu produire un certain effet, si elle fût arrivée à point; mais toutes ces choses, la passion aveugle du jeune homme, la lâcheté de la mère, la douleur de la fille, la découverte de l'adultère, la vengeance inepte, le coup de pistolet du père tuant sa fille par méprise, tout cela est heurté, saccadé; n'y cherchez pas la plus légère notion des devoirs de l'art et des lois de la scène. La conclusion de ces belles aventures, c'est cette vérité incontestable : qu'il est dangereux pour une honnête femme de se risquer au bal de l'Opéra. Telles sont les *hardiesses* de *Henriette Maréchal!* Le style est à la hauteur des idées. On ne sait vraiment s'il faut applaudir ou plaindre les comédiens qui ont prêté leur diction habile à ces étranges dialogues, et qui luttent inutilement chaque soir contre les huées et les sifflets. F. DE LAGENEVAIS.

V. DE MARS.

TABLE DES MATIÈRES

DU

SOIXANTIÈME VOLUME

SECONDE PÉRIODE. — XXXVe ANNÉE.

NOVEMBRE — DÉCEMBRE 1865.

Livraison du 1er Novembre.

Du Gouvernement parlementaire en Angleterre depuis 1806 jusqu'à la Réforme de 1830. — I. — Pitt et la Politique anglaise jusqu'à la mort de George III, par M. Charles de RÉMUSAT, de l'Académie Française..... 5

Un Parasite, première partie, par M. Paul PERRET..... 36

La Péninsule arabique depuis cent ans. — Les Wahabites, les Turcs et les Égyptiens dans la Péninsule, les Dangers de la société arabe, par M. Adolphe d'AVRIL..... 78

Gustave III et la cour de France d'après des papiers inédits. — VIII. — L'Émigration française, le Roi de Suède et les Plans de coalition européenne, par M. A. GEFFROY..... 113

La Philosophie de Goethe. — II. — Ses Travaux scientifiques. — Goethe et Geoffroy Saint-Hilaire, par M. E. CARO..... 147

Huit mois en Amérique a la fin de la guerre, lettres et notes de voyage. — 1864-1865. — V. — Québec, la Nationalité canadienne et la Confédération des provinces anglaises de l'Amérique. — La Métropole de l'ouest, par M. Ernest DUVERGIER de HAURANNE..... 188

L'Exégèse religieuse et l'Esprit français, par M. Ernest RENAN, de l'Institut. 235

Chronique de la quinzaine. — Histoire politique et littéraire..... 246

Essais et Notices. — Mme Élisabeth d'après sa correspondance..... 259

L'Industrie Houillère et l'Épuisement de la Houille..... 267

Livraison du 15 Novembre.

De l'Instruction du Peuple au XIXe siècle. — I. — L'Enseignement populaire dans les écoles américaines, par M. Émile de LAVELEYE..... 273

La Philosophie de Goethe. — III. — Ses Conceptions sur la Nature, sur Dieu et la Destinée humaine. — Éclectisme et Panthéisme, par M. E. CARO.. 301

Du Gouvernement parlementaire en Angleterre depuis 1806 jusqu'à la Réforme de 1830. — II. — George IV et ses Ministres, par M. Charles de RÉMUSAT, de l'Académie Française..... 339

L'Irlande au ve siècle. — Le *Senchus-Mor*. — Les Origines du Fénianisme, par M. Jules de LASTEYRIE..... 367
L'Enquête de 1865 sur le Crédit. — I. — La Crise monétaire de 1863-1864 et ses Origines, par M. Victor BONNET..... 391
Gustave III et la cour de France d'après des papiers inédits. — IX. — Les Régicides et la Mort de Gustave III, dernière partie, par M. A. GEFFROY. 419
Un Parasite, dernière partie, par M. Paul PERRET..... 447
Les Chemins de Fer alpestres et le Saint-Gothard, par M. FEER-HERZOG, du Conseil national suisse..... 486
Chronique de la Quinzaine. — Histoire politique et littéraire..... 519
Les Affaires de la Plata en 1865, par M. J. de CAZAUX..... 530
Revue Dramatique. — *Carmosine, la Famille Benoîton*, par M. Saint-René TAILLANDIER..... 536

Livraison du 1er Décembre.

Le Colonel Evrard, par M. Jules SANDEAU, de l'Académie Française..... 545
L'Italie et la Vie italienne. — VI. — Pérouse, Assise, Sienne et Pise. — Les Villes du moyen age, par M. H. TAINE..... 581
Huit mois en Amérique a la fin de la guerre, lettres et notes de voyage. — 1864-1865. — VI. — L'Élection présidentielle a Chicago. — La Californie du Pétrole, par M. Ernest DUVERGIER de HAURANNE..... 627
Les Origines de la Question d'Orient. — III. — La Question d'Orient avant les Croisades. — Les ducs de Bénévent et de Salerne. — Les Byzantins et les Musulmans en Sicile, par M. Saint-Marc GIRARDIN, de l'Académie Française..... 671
Un Essai d'histoire religieuse. — Les Origines du Christianisme d'après M. Ernest de Bunsen, par M. Émile BURNOUF..... 712
L'Enquête de 1865 sur le Crédit. — II. — La Monnaie fiduciaire, le Capital de la Banque de France et les Variations du taux de l'escompte, par M. Victor BONNET..... 738
Octobre, Chansons et Poèmes, par M. Édouard PAILLERON..... 765
Un Prince allemand du xviiie siècle d'après des mémoires inédits. — I. — Charles de Hesse et Frédéric II, par M. Saint-René TAILLANDIER..... 774
Chronique de la Quinzaine. — Histoire politique et littéraire..... 806

Livraison du 15 Décembre.

L'Angleterre et la Vie anglaise. — XXVIII. — La Vie religieuse dans les villes. — La Cité épiscopale, la Convocation et les Sectes dissidentes, par M. Alphonse ESQUIROS..... 817
Les Kabyles du Djurdjura. — III. — La Kabylie au temps des Romains. — Le Passé en regard du Présent, par M. le prince Nicolas BIBESCO..... 862
Huit mois en Amérique a la fin de la guerre, lettres et notes de voyage. — 1864-1865. — VII. — Boston et la Nouvelle-Angleterre. — La Vie intellectuelle aux États-Unis, par M. Ernest DUVERGIER de HAURANNE... 898
La Russie dans le Caucase. — La fin de la Guerre de Circassie et l'Émigration des tribus tcherkesses, par M. Édouard DULAURIER, de l'Institut.. 947
La Panthère noire, par M. Th. PAVIE..... 983
L'Esprit moderne dans l'histoire, a propos du livre de M. Rossew Saint-Hilaire, par M. L. de VIEL-CASTEL..... 1020
Les Chansons des Rues et des Bois de M. Victor Hugo, par M. Émile MONTÉGUT..... 1045
Chronique de la Quinzaine. — Histoire politique et littéraire..... 1066
Revue critique. — De quelques écrits contemporains, par M. Ch. de MAZADE. 1077
Théatre-Français. — *Henriette Maréchal*..... 1085

Paris. — J. CLAYE, Imprimeur, 7 rue Saint-Benoît.

TUFTS UNIVERSITY LIBRARIES
3 9090 007 516 186